

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

13^e législature

TABLE NOMINATIVE DES DÉBATS 2007 - 2008

ÉTABLIE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES ET DE LA RECHERCHE HISTORIQUE PARLEMENTAIRE

Session ordinaire du 2006-2007 du 26 au 30 juin 2007
Session extraordinaire 2006-2007 du 3 juillet 2007 au 2 août 2007
Session extraordinaire 2006-2007 du 18 au 26 septembre 2007
Session ordinaire 2007-2008 du 1^{er} octobre 2007 au 30 juin 2008
Session extraordinaire 2007-2008 du 1^{er} au 23 juillet 2008
Session extraordinaire 2007-2008 du 22 au 30 septembre 2008

Congrès du Parlement – 4 février 2008 et 21 juillet 2008



JOURNAUX OFFICIELS

Assemblée nationale

Table nominative

établie par le service des Archives et de la Recherche historique parlementaire
de l'Assemblée nationale

Du 20 juin 2007 au 30 septembre 2008

13^e législature

A

Jean-Pierre ABELIN

Vienne (4^{ème} circonscription)
Nouveau Centre

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - ville et logement - [18 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil national de l'habitat [J.O. du 11 août 2007 ; J.O. du 11 mai 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - ville et logement - [18 juillet 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome XI : Ville et logement - Logement (n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Politique du logement. [5 décembre 2007] (p. 5015)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Hébergement d'urgence [18 décembre 2007] (p. 5373)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 75, posée le 18 décembre 2007. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 7896). Appelée le 18 décembre 2007. Plan hôpital 2012, Châtelleraut et Loudun (p. 5351)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :
Santé : obésité (p. 3662)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 42)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 42)

Etat : domaine public : politique foncière (p. 42)

Logement : amélioration de l'habitat : politique de l'environnement (p. 42)

Logement : droit au logement (p. 42)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 42)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 42)

Postes : livret A : politiques communautaires (p. 43)

Élie ABOUD

Hérault (6^{ème} circonscription)
Non inscrit
puis Union pour un Mouvement Populaire

Devient député le 4 juillet 2007 [J.O. du 5 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 5 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 13 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge, modalités [2 avril 2008] (p. 1136)

*DÉBATS***Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3124)

Thèmes :

Santé : politique de la santé (p. 3124)

Santé : soins : coût (p. 3124)

Sécurité sociale : déficit (p. 3124)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

MÉDIAS

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4259)

Son intervention (p. 4261)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4261)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 4261)

Audiovisuel et communication : Radio France (p. 4261)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4261)

Presse et livres : presse (p. 4261)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4261)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Son intervention (p. 34)

Thèmes :

Presse et livres : presse (p. 34 et s.)

TVA : taux : presse (p. 35)

Proposition de loi n° 502 relative aux personnels enseignants de médecine générale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 janvier 2008] (p. 605)

Son intervention (p. 609)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : médecins (p. 609)

Professions de santé : médecins généralistes : enseignement supérieur (p. 609)

Professions de santé : médecins généralistes : formation professionnelle (p. 609)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 40

Son amendement n° 1415 (adaptation du statut et des missions des caisses d'épargne) (p. 3290) : adopté après modification (p. 3293)

Bernard ACCOYER

*Haute-Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Président de l'Assemblée nationale*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Président de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission, des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} août 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} août 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Président et rapporteur de la mission d'information sur les questions mémorielles

DÉPÔTS

Allocation n°2 du Président de l'Assemblée nationale [26 juin 2007] (n° 2)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [24 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Président de l'Assemblée nationale

COUR DES COMPTES

Donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2007 [6 février 2008] (p. 773)

ÉLOGES FUNÈBRES

Prononce l'éloge funèbre de M. Paul-Henri Cugnenc [9 octobre 2007] (p. 2648)

Prononce l'éloge funèbre de M. Michel Debet [29 avril 2008] (p. 1775)

HOMMAGES

À la mémoire de M. Paul-Henri Cugnenc, député de la 6^{ème} circonscription de l'Hérault, décédé le 3 juillet 2007. Observation d'une minute de silence [4 juillet 2007] (p. 1597)

À la mémoire des victimes des attentats d'Alger. Observation d'une minute de silence [11 décembre 2007] (p. 5183)

À la mémoire de M. Raymond Forni, ancien Président de l'Assemblée nationale, décédé le 5 janvier 2008. Observation d'une minute de silence [8 janvier 2008] (p. 35, 44)

À la mémoire de M. Lazare Ponticelli, dernier survivant des anciens combattants de la Première Guerre mondiale. Observation d'une minute de silence [25 mars 2008] (p. 906)

À la mémoire de M. Michel Debet, député de la 3^{ème} circonscription de la Dordogne. Observation d'une minute de silence [25 mars 2008] (p. 906)

À la mémoire de M. Aimé Césaire, ancien député de la Martinique, décédé le 17 avril 2008. Observation d'une minute de silence [29 avril 2008] (p. 1765), [13 mai 2008] (p. 2027)

À la mémoire des dix soldats français tombés au combat, au cours d'une mission de reconnaissance en Afghanistan, le 18 août 2008 [22 septembre 2008] (p. 4901)

HOMMAGES DE BIENVENUE

À une délégation de parlementaires du Nationalrat de la République d'Autriche [14 mai 2008] (p. 2046)

À une délégation de parlementaires de la Douma d'Etat de la Fédération de Russie [14 mai 2008] (p. 2046)

À une délégation de parlementaires de la Chambre des députés du Royaume hachémite de Jordanie [20 mai 2008] (p. 2178)

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale de la République de Hongrie [3 juin 2008] (p. 2829)

À une délégation de parlementaires du Parlement de la République de Moldavie [3 juin 2008] (p. 2829)

À une délégation de parlementaires de la Chambre des représentants de la République d'Irlande [4 juin 2008] (p. 2895)

À une délégation de parlementaires du Parlement de la République d'Islande [10 juin 2008] (p. 3178)

À une délégation de parlementaires de la République islamique d'Afghanistan [11 juin 2008] (p. 3264)

À une délégation de parlementaires du Parlement de la République de Bulgarie [18 juin 2008] (p. 3566)

À une délégation du Parlement européen [25 juin 2008] (p. 3774)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault, M. François Sauvadet et M. Jean-Claude Sandrier : précise que l'article 10 du règlement le conduit inévitablement à procéder à l'élection des six vice-présidents de l'Assemblée nationale par scrutin public [27 juin 2007] (p. 1556 et s.)

M. François Brottes : demande d'être attentif à l'image donnée par l'Assemblée nationale à l'opinion publique [10 juillet 2007] (p. 1629)

M. Jean-Pierre Brard : souligne qu'il a fait preuve de tolérance en lui laissant la parole, alors que son intervention n'entrait pas dans le cadre du rappel au règlement [10 juillet 2007] (p. 1641)

M. Jean-Louis Idiart : indique que M. Jean-Yves Le Bouillonnet ne pouvait s'exprimer sur l'amendement 110 car celui-ci avait été retiré [16 juillet 2007] (p. 2056)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : souligne que l'adoption d'un amendement "totalement incompatible" avec un autre fait tomber ce dernier [16 juillet 2007] (p. 2069)

M. Jean-Pierre Brard : fait observer que les rappels au règlement doivent concerner le déroulement de la séance [18 septembre 2007] (p. 2136)

M. Jean-Marc Ayrault : souligne qu'il est également très attaché à ce que l'on respecte l'Assemblée nationale [18 décembre 2007] (p. 5400)

M. Jean-Claude Sandrier : lui indique que le texte du traité de Lisbonne, connu depuis décembre 2007, a donné lieu à de multiples travaux à l'Assemblée nationale et que son contenu a été débattu à l'occasion de la révision constitutionnelle intervenue le 4 février 2008 [6 février 2008] (p. 792)

M. Daniel Garrigue : souligne qu'un rapporteur peut retirer un amendement approuvé par la commission si son auteur est absent et s'il n'y a pas de cosignataires [27 mai 2008] (p. 2528)

M. Jean-Claude Sandrier : rappelle les règles de discussion et explique qu'il fait circuler la parole afin que les débats soient clairs, intéressants et vivants [28 mai 2008] (p. 2610)

M. Arnaud Montebourg : précise que son courrier rappelle ses attentes concernant la modification du règlement [9 juillet 2008] (p. 4463)

M. Noël Mamère : précise que le courrier qu'il a envoyé aux présidents de groupe ne fait que reprendre les propositions du groupe de travail pour les groupes minoritaires et de l'opposition [9 juillet 2008] (p. 4465)

DÉBATS

Allocution n° 2 du Président de l'Assemblée nationale

[26 juin 2007] (p. 1551)

Son intervention

Thèmes :

Assemblée nationale : président (p. 1551)
Assemblée nationale : rôle et missions : réforme (p. 1551)
Etat : intérêt national (p. 1552)
Etat : République (p. 1551)
Etat : souveraineté : Assemblée nationale (p. 1551)
Parlement : fonctionnement des assemblées parlementaires : Assemblée nationale (p. 1551)
Partis et mouvements politiques : opposition (p. 1551)
Politique générale : institutions (p. 1551)
Union européenne : construction européenne (p. 1551)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) [10 juillet 2007] (p. 1641)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 7

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Idiart (cf. supra) (p. 2055)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf. supra) (p. 2069)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) [18 septembre 2007] (p. 2136)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf. supra) [18 décembre 2007] (p. 5400)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Claude Sandrier (cf. supra) [6 février 2008] (p. 791)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2204)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Répond au rappel au règlement de M. Daniel Garrigue (cf. supra) (p. 2528)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Claude Sandrier (cf. supra) (p. 2610)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention : assure que le dispositif envisagé n'a pas pour objectif de limiter le droit d'amendement, mais de permettre son exercice dans des conditions qui éviteront dévalorisation et caricature du travail parlementaire (p. 2640)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) [9 juillet 2008] (p. 4463)

Répond au rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf. supra) [9 juillet 2008] (p. 4465)

Patricia ADAM

Finistère (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Elue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Représentante titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale [J.O. du 7 août 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 11 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 avril 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 avril 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 2008]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Armée. Restructuration [4 juin 2008] (p. 2895)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 182, posée le 8 avril 2008. Etablissements de santé. CHU (J.O. Questions p. 2906). Appelée le 8 avril 2008. Allogreffes et neurochirurgie pédiatriques, maintien, Brest (p. 1367)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que le ministre de la défense ait quitté l'hémicycle et y voit une manifestation de "désinvolture inadmissible" à l'égard de l'Assemblée [26 juin 2008] (p. 3921)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Ses interventions (p. 2071 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)
Son intervention (p. 4126)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Défense : défense civile (p. 4127)
- Défense : loi de programmation militaire (p. 4126)
- Défense : marine : démantèlement des navires (p. 4128)
- Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4127)
- Défense : officiers : instruction (p. 4128)
- Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : contribution française (p. 4126)
- Parlement : rôle : politique de défense (p. 4126)
- Union européenne : politique de la défense (p. 4127)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 306 de Mme Martine Billard (application du principe de parité) (p. 2362)

Intervient sur l'ad n° 375 de M. Jean-Claude Sandrier (application du principe de parité) (p. 2362)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)
Son intervention (p. 3898)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 juin 2008] (p. 3921)

Thèmes :

- Défense : mondialisation (p. 3899)
- Défense : crédits : équipement (p. 3898)
- Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3898)
- Défense : renseignement (p. 3899)
- Etat : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 3899)
- Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3899)
- Union européenne : politique de la défense (p. 3899)

Manuel AESCHLIMANN

*Hauts-de-Seine (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - relations avec les collectivités territoriales - [11 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - relations avec les collectivités territoriales - [4 juin 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VII : Relations avec les collectivités territoriales (n° 281) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 432 visant à assurer la mise en oeuvre des recommandations émises par l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires [21 novembre 2007]

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [10 juin 2008] (p. 3187)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

*DÉBATS***Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)
Son intervention (p. 2123)

Thèmes :

- Droit pénal : récidive : zones urbaines sensibles (p. 2123)
- Justice : exécution des décisions (p. 2123)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 3515)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 3515)
- Fonction publique territoriale (p. 3515)
- Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 3515)

Christine ALBANEL

Ministre de la culture et de la communication

Est nommée ministre de la culture et de la communication. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

DÉPÔT

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales [7 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Didier Mathus. Audiovisuel et communication. Média. CSA [16 octobre 2007] (p. 2756)

M. Patrick Bloche. Presse et livres. Presse. Pluralisme, maintien [6 novembre 2007] (p. 3684)

M. Christian Kert. Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Oeuvres multimédia [27 novembre 2007] (p. 4700)

M. Vincent Descoeur. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [12 décembre 2007] (p. 5267)

M. François Rochebloine. Audiovisuel et communication. Télévision. Service public, financement [16 janvier 2008] (p. 253)

M. Patrice Martin-Lalande. Audiovisuel et communication. Télévision. Service public, financement [16 janvier 2008] (p. 259)

M. Patrick Bloche. Audiovisuel et communication. Télévision. Chaînes publiques, publicité, suppression, conséquences [23 janvier 2008] (p. 476)

Mme Pascale Crozon. Culture. Politique culturelle. Financement [16 avril 2008] (p. 1641)

Mme Muriel Marland-Militello. Culture. Politique culturelle. Marché de l'art, développement [7 mai 2008] (p. 1958)

Mme Françoise Olivier-Coupeau. Presse et livres. Journalistes. Exercice de la profession, déontologie [13 mai 2008] (p. 2024)

M. Bernard Brochand. Arts et spectacles. Cinéma. Aides de l'État [27 mai 2008] (p. 2514)

M. Jean Dionis du Séjour. Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Oeuvres multimédia, reproduction [28 mai 2008] (p. 2586)

M. Michel Françaix. Audiovisuel et communication. Télévision. Chaînes publiques, publicité, suppression, conséquences [4 juin 2008] (p. 2900)

M. Christian Kert. Presse et livres. Quotidiens. Aides de l'État [17 juin 2008] (p. 3501)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Patrice Martin-Lalande. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Internet, ADSL, couverture du territoire [2 octobre 2007] (p. 2476)

M. Jean-Pierre Brard. Arts et spectacles. Salles de cinéma. Multiplexes, Montreuil [2 octobre 2007] (p. 2477)

M. Jean Launay. Transports ferroviaires. SNCF. Fret [2 octobre 2007] (p. 2474)

Mme Marietta Karamanli. Transports ferroviaires. SNCF. Fret [2 octobre 2007] (p. 2475)

M. Germinal Peiro. Patrimoine culturel. Grotte de Lascaux. Préservation [25 mars 2008] (p. 893)

M. Jean-Pierre Balligand. Patrimoine culturel. Monuments historiques. Restauration, financement [25 mars 2008] (p. 892)

M. Jean-Pierre Brard. Nationalité. Certificats. Délivrance, simplification [8 avril 2008] (p. 1360)

M. François Vannson. Culture. Politique culturelle. Bâtiments publics, construction, commandes artistiques [8 avril 2008] (p. 1360)

M. Jean-Claude Flory. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme, conséquences [8 avril 2008] (p. 1362)

M. Yannick Favennec. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [29 avril 2008] (p. 1755)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**DÉBATS*

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650)

Son intervention (p. 2660)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 2660 et s.)
Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2660 et s.)
Patrimoine culturel : musées (p. 2660 et s.)
Pays étrangers : Emirats Arabes Unis (p. 2660 et s.)
Relations internationales : échanges culturels (p. 2660 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE**

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- *Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007*
Ses interventions (p. 74, 81 à 87)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 82 et s.)
Arts et spectacles : musique (p. 75, 88)
Arts et spectacles : Opéra de Paris : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 74)
Arts et spectacles : salles de spectacles (p. 75)
Arts et spectacles : spectacles (p. 74 et s., 87)
Arts et spectacles : théâtres nationaux (p. 81)
Arts et spectacles : théâtres nationaux : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 74)
Audiovisuel et communication : Centre national de la cinématographie (p. 74)
Audiovisuel et communication : cinéma (p. 85)
Audiovisuel et communication : France télévision : politique culturelle (p. 75)
Audiovisuel et communication : jeux vidéo : délocalisations (p. 87)
Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 75)
Culture : régions (p. 78, 83, 88)
Culture : crédits (p. 77, 81, 87 et s.)
Culture : mécénat (p. 77, 88)
Enseignement : enseignements artistiques (p. 77, 81)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : administration (p. 76, 88)
Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 87)
Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 77 et s., 82 et s., 87 et s.)
Patrimoine culturel : monuments historiques : grands projets urbains (p. 76 et s., 82 et s.)
Patrimoine culturel : musées : accès (p. 75 et s.)
Patrimoine culturel : musées : gouvernance (p. 76)
Politique extérieure : relations culturelles (p. 76)
Presse et livres : livres (p. 82)
Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique (p. 82)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : gestion de crise (p. 84)

MÉDIAS

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- *Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007*
Son intervention (p. 28 et s.)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 28, 37)
Audiovisuel et communication : Audiovisuel extérieur (p. 28 et s., 37 et s.)
Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 29 et s.)
Audiovisuel et communication : France 24 (p. 29 et s., 33, 37)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 28 et s., 37)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 30)
 Audiovisuel et communication : production (p. 38)
 Audiovisuel et communication : publicité (p. 33)
 Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 30, 32)
 Audiovisuel et communication : secteur public (p. 28 et s., 36 et s.)
 Audiovisuel et communication : secteur public : service minimum (p. 33)
 Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 28, 33)
 Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 28)
 Audiovisuel et communication : TV5 Monde (p. 33, 37)
 Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 31, 33)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 30, 37)
 Presse et livres : presse (p. 31, 37)
 Presse et livres : presse régionale (p. 37)
 Presse et livres : publications gratuites (p. 31, 37)
 Télécommunications : opérateurs (p. 29)
 TVA : taux : presse (p. 37)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)
 Son intervention (p. 1781)

Thèmes :

Administration : Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) : archives (p. 1781)
 Archives et bibliothèques : archives : externalisation (p. 1782)
 Archives et bibliothèques : archives : histoire (p. 1781)
 Archives et bibliothèques : archives : modernisation (p. 1781)
 Archives et bibliothèques : archives : patrimoine culturel (p. 1783)
 Archives et bibliothèques : archives : sanctions pénales (p. 1782)
 Archives et bibliothèques : Archives nationales : élus (p. 1782)
 Archives et bibliothèques : Archives nationales : histoire (p. 1781)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 1781)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1781)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : notaires (p. 1782)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : recensements (p. 1782)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : sécurité nucléaire (p. 1782)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : services secrets (p. 1781)
 Défense : services secrets : protection (p. 1781)
 Etat civil : actes : délais (p. 1782)

Discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1799)
 Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 1799)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)
 Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1800 à 1813)

Article 18 A (incitation fiscale à la réalisation de travaux de restauration des archives historiques)
 Son intervention (p. 1810)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 32 du Gouvernement (habilitation donnée au Gouvernement pour harmoniser par ordonnance les régimes d'accès aux données publiques) (p. 1813)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)
 Ses interventions (p. 1959, 1983)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cultures régionales (p. 1961, 1985)
 Constitution : révision (p. 1983 et s.)

Culture : cultures régionales (p. 1961, 1983 et s.)
 Culture : langues régionales (p. 1959 et s., 1983 et s.)
 Enseignement : langues régionales (p. 1960 et s., 1984 et s.)
 Langue française : usage (p. 1960 et s.)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)
 Ses interventions (p. 2318, 2328)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2319, 2329)
 Audiovisuel et communication : temps de parole : histoire (p. 2318)
 Audiovisuel et communication : temps de parole : partis et mouvements politiques (p. 2319)
 Constitution : révision : institutions (p. 2319)
 Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 2319)
 Président de la République : temps de parole (p. 2319, 2328)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « CULTURE » - PROGRAMME « PATRIMOINES »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4051) :
 - *Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 19 juin 2008*
 Ses interventions (p. 4053 et s.)

Yves ALBARELLO

*Seine-et-Marne (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]
 Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (n° 578) [9 janvier 2008]
 Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]
 Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi (n° 1005) [11 juin 2008]
 Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (n° 578) [15 janvier 2008] (n° 599)
 Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi (n° 1005) [16 juillet 2008] (n° 1055)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Aéroports. Communautés aéroportuaires, Paris-Charles de Gaulle [7 novembre 2007] (p. 3784)

Transports urbains. RER. Ligne B, fonctionnement [16 avril 2008] (p. 1642)

DÉBATS

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 404)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 404 et s.)
Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 404 et s.)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 404 et s.)
Emploi : Conseil national de l'emploi (p. 404)
Secteur public : services publics : emploi (p. 404 et s.)
Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 404)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 483)

Article 5 (instance provisoire de préfiguration)

Ses interventions (p. 522 et s.)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)

Ses interventions (p. 527 et s.)

Son sous-amendement n° 294 à l'ad. n° 42 de la commission (p. 527) : adopté (p. 529)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)

Son intervention (p. 674)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 675)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 675)
Emploi : chômage (p. 675)
Secteur public : services publics : emploi (p. 675 et s.)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1603)

Thèmes :

Syndicats : représentativité (p. 1604)
Travail : accords interprofessionnels (p. 1603 et s.)
Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1603 et s.)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 1604)
Travail : contrats de travail (p. 1603 et s.)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Son intervention (p. 1793)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : histoire (p. 1793)
Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 1794)
Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1794)
Archives et bibliothèques : communication des archives : généalogie (p. 1794)

Archives et bibliothèques : communication des archives : recensements (p. 1794)

Coopération intercommunale : archives (p. 1794)

Etat civil : actes : délais (p. 1794)

Grandes écoles : Ecole nationale des chartes (p. 1793)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4694)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : fraude (p. 4695)
Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4694)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4694 et s.)
Emploi : chômage (p. 4694 et s.)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4694 et s.)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4771 et s., 4783)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Son intervention (p. 4818)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad. n° 1554 rectifié de la commission des affaires économiques (radiation de la liste des demandeurs d'emploi en cas de fausse déclaration) (p. 4823)

Intervient sur l'ad. n° 1555 de la commission des affaires économiques (augmentation du montant des sanctions pénales en cas de fraude) (p. 4823)

Michèle ALLIOT-MARIE

*Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales*

Élue le 17 juin 2007

Est nommée Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de députée le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

DÉPÔTS

Projet de loi organique n° 1110 portant application de l'article 25 de la Constitution [17 septembre 2008]

Projet de loi n° 1111 relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [17 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
M. Philippe Goujon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Vidéosurveillance, développement [23 octobre 2007] (p. 3056)

Mme Valérie Boyer. Sports. Football. Violence dans les stades, lutte et prévention [30 octobre 2007] (p. 3546)

M. Patrick Beaudouin. Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, accidents, lutte et prévention [6 novembre 2007] (p. 3682)

M. Jacques Alain Bénisti. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Victimes d'agression, protection, statistiques [14 novembre 2007] (p. 4107)

M. Bernard Derosier. Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [20 novembre 2007] (p. 4362)

Mme Delphine Batho. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [27 novembre 2007] (p. 4701)

M. Christian Patria. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [4 décembre 2007] (p. 4912)

Mme Christine Marin. Sécurité publique. Secours. Services d'urgence, coordination [4 décembre 2007] (p. 4916)

M. Francis Saint-Léger. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [12 décembre 2007] (p. 5264)

M. Christian Bataille. Etat. Organisation. Laïcité, respect [8 janvier 2008] (p. 36)

M. Jacques Desallangre. Etat. Organisation. Laïcité, respect [15 janvier 2008] (p. 179)

M. Bruno Le Roux. Police. Organisation. Police de quartier [15 janvier 2008] (p. 181)

M. Patrice Calmèjane. Police. Organisation. Police de quartier [15 janvier 2008] (p. 183)

M. Jean Glavany. Etat. Organisation. Laïcité, respect [16 janvier 2008] (p. 254)

M. Gérard Gaudron. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Groupes d'intervention régionaux, missions [23 janvier 2008] (p. 470)

M. Guy Delcourt. Sports. Football. Violence dans les stades, lutte et prévention [2 avril 2008] (p. 1130)

M. Éric Straumann. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [14 mai 2008] (p. 2050)

M. François Asensi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers sensibles [20 mai 2008] (p. 2179)

M. Claude Birraux. Transports ferroviaires. Accidents. Passages à niveau, lutte et prévention [3 juin 2008] (p. 2832)

Mme Henriette Martínez. Enfants. Protection. Disparitions, recherche, moyens [3 juin 2008] (p. 2836)

Mme Sylvie Andrieux. Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [3 juin 2008] (p. 2836)

Mme Bérengère Poletti. Télécommunications. Internet. Enfants, protection [11 juin 2008] (p. 3269)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Chantal Brunel. Cultes. Lieux de culte. Mosquées, implantation, réglementation [2 octobre 2007] (p. 2467)

M. Jacques Remiller. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Véhicules incendiés, victimes, indemnisation [2 octobre 2007] (p. 2468)

Mme Martine Pinville. Démographie. Recensements. Militaires en casernement, décompte [2 octobre 2007] (p. 2469)

M. Jean-Christophe Lagarde. Sécurité routière. Code de la route. Respect, conducteurs de mini-motos et de quads [2 octobre 2007] (p. 2470)

M. Michel Françaix. Papiers d'identité. Délivrance. Communes, coût [18 décembre 2007] (p. 5356)

M. Georges Colombier. Police. Commissariats. Implantation, Bourgoin-Jallieu [18 décembre 2007] (p. 5335)

Mme Valérie Boyer. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Zones sensibles, Marseille [18 décembre 2007] (p. 5354)

M. Éric Raoult. Police. Commissariats. Implantation, Clichy-sous-Bois et Le Raincy [18 décembre 2007] (p. 5356)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault : répond que les modifications de modes de scrutins se font dans la concertation [20 mai 2008] (p. 2163)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3719)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3720)

Logement : logement social : outre-mer (p. 3720)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3720)

Outre-mer : fiscalité (p. 3719)

Outre-mer : loi de programme (p. 3719)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3720)

Politiques communautaires : outre-mer (p. 3719)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3525)

Ses réponses (p. 3529 et s.)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : catastrophes naturelles (p. 3527)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : stabilité (p. 3526)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 3526)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3527)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : compensations financières (p. 3527)

Communes : dotation de solidarité rurale (DSR) (p. 3526)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 3526)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 3528)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3527)

Etat : décentralisation (p. 3525, 3527)

Finances publiques : dette de l'Etat (p. 3526)

Impôts locaux : réforme fiscale (p. 3528)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 3528)

Sécurité routière : radars : contraventions (p. 3527)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : stabilité (p. 3529) (Mme Marie-Louise Fort) (p. 3528)

Communes : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : délais (p. 3529) (M. Bernard Gérard) (p. 3529)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme fiscale (p. 3530) (M. André Chassaigne) (p. 3529)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3530 à 3539)

Crédits de la mission "Avances aux collectivités territoriales" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 3539)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Ses interventions (p. 7, 12 et s., 18)

Thèmes :

Communes : maires : information (p. 20)

Départements : Seine-Saint-Denis : police (p. 21)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes (p. 12)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : croissance (p. 19)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 12)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 20)

Gendarmerie : réservistes (p. 14)

Gendarmerie : casernes : loyers (p. 14)

Lois : loi d'orientation : gendarmerie (p. 7)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : gendarmerie (p. 8)
 Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 19, 21)
 Ordre public : lutte contre l'insécurité : modernisation (p. 7)
 Ordre public : maintien de l'ordre : réforme (p. 18)
 Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 12)
 Ordre public : personnels : effectifs (p. 13)
 Ordre public : personnels : formation professionnelle (p. 8 et s., 13)
 Ordre public : personnels : regroupement (p. 8)
 Ordre public : terrorisme (p. 13)
 Ordre public : vidéosurveillance (p. 8, 13)
 Ordre public : violences urbaines : formation professionnelle (p. 9)
 Police : adjoints de sécurité (p. 20)
 Police : Direction de la surveillance du territoire (DST) : renseignements généraux (p. 9, 21)
 Police : police scientifique (p. 13)
 Police : police scientifique : regroupement (p. 9)
 Police : policiers : heures supplémentaires (p. 21)
 Police : policiers : logement (p. 13, 19)
 Police : renseignements généraux : jeux et paris (p. 9)
 Sécurité publique : secours (p. 14)
 Sécurité routière : circulation urbaine : Paris (p. 19)
 Sécurité routière : permis à points (p. 20)
 Sécurité routière : radars (p. 14)
 Système pénitentiaire : détenus : transports (p. 8)
 Transports ferroviaires : sécurité des usagers : police (p. 19)
 Transports ferroviaires : sécurité des usagers : vidéosurveillance (p. 19)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)
 Ses interventions (p. 4801, 4820)

Thèmes :

Animaux : trafic (p. 4821)
 Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4081 et s., 4820)
 Animaux : animaux dangereux : contrôle vétérinaire (p. 4802)
 Animaux : animaux dangereux : élevage (p. 4821)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4802, 4821)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : procédure pénale (p. 4802)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4801 et s., 4822)
 Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4821)
 Communes : maires : police (p. 4822)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4823 à 4840)

Article 5 ter (utilisation d'un chien dans le cadre des activités privées de sécurité)

Son intervention (p. 4832)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son intervention (p. 4837)

Après l'article 15

Intervient sur l'adit n° 115 du Gouvernement (modification de l'intitulé du titre VII du livre II du code rural) (p. 4840)

Intervient sur l'adit n° 116 du Gouvernement (modification rédactionnelle de l'article L. 272-1 du code rural) (p. 4840)

Intervient sur l'adit n° 117 du Gouvernement (application en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna des mesures d'urgence en cas de danger grave et imminent causé par un chien dangereux prévues à l'article L. 211-11 du code rural) (p. 4840)

Intervient sur l'adit n° 118 du Gouvernement (habilitation donnée aux hauts commissaires de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie et à l'administrateur supérieur des îles de Wallis et Futuna à prendre par arrêté les mesures d'application des articles L. 211-11 à L. 211-27 du code rural) (p. 4840)

Intervient sur l'adit n° 119 du Gouvernement (pouvoirs de police de l'administrateur supérieur des îles de Wallis et Futuna en matière d'animaux dangereux et errants) (p. 4840)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2091)

Ses interventions (p. 2091, 2096)

Thèmes :

Animaux : trafic (p. 2097)
 Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 2091, 2097)
 Animaux : animaux dangereux : contrôle vétérinaire (p. 2091, 2097)
 Animaux : animaux dangereux : euthanasie (p. 2091)
 Animaux : animaux dangereux : sociétés privées de sécurité (p. 2097)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : permis de détention (p. 2091)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 2097)
 Communes : maires : police (p. 2096)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2097)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2097 à 2100)

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5291)

Ses interventions (p. 5291, 5299)

Thèmes :

Arts et spectacles : manèges forains : accidents (p. 5291, 5299)
 Arts et spectacles : manèges forains : emploi (p. 5299)
 Communes : Association des maires de France (AMF) (p. 5291, 5299)
 Communes : maires : sécurité publique (p. 5291, 5299)
 Constitution : séparation des pouvoirs : article 34 (p. 5299)
 Tourisme et loisirs : parcs d'attraction (p. 5299)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5300)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5301 à 5306)

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)

Son intervention (p. 594)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 594)
 Union européenne : construction européenne (p. 595)
 Union européenne : règlements (p. 594)

Discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 601)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 602)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention (p. 688)

Thèmes :

Elections et référendums : suppléants (p. 688)
 Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 688)
 Elections et référendums : élections cantonales : abstentionnisme (p. 689)
 Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 688)
 Femmes : égalité des sexes : parité (p. 689)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 695)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 696)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Son intervention (p. 2160)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [20 mai 2008] (p. 2163)

Thèmes :

Communes : loi PML (p. 2163)
 Conseil constitutionnel : jurisprudence : collège sénatorial (p. 2161)
 Constitution : révision : institutions (p. 2163)
 Elections et référendums : collège sénatorial (p. 2162)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 2160)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : représentation proportionnelle (p. 2162)
 Elections et référendums : vote par internet (p. 2163)
 Femmes : parité : représentation proportionnelle (p. 2162)
 Parlement : Sénat : prérogatives (p. 2161)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3923)

Thèmes :

Défense : intelligence économique (p. 3924)
 Défense : militaires et assimilés : gendarmerie (p. 3923)
 Défense : renseignement (p. 3924)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : gendarmerie (p. 3923)
 Sécurité publique : protection civile : ministère de l'intérieur (p. 3923)
 Union européenne : construction européenne : trafic de stupéfiants (p. 3924)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

CRÉDITS DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Ses interventions (p. 3954, 3956)

Thèmes :

Administration : services déconcentrés (p. 3954)
 Automobiles et cycles : immatriculation : réforme (p. 3955)
 Départements : préfets (p. 3954)
 Départements : sous-préfectures (p. 3954, 3956 et s.)
 Elections et référendums : propagande électorale : crédits (p. 3955 et s.)
 Etat : réforme (p. 3954)
 Papiers d'identité : biométrie : Parlement (p. 3855)
 Papiers d'identité : délivrance : communes (p. 3955)
 Régions : budgets opérationnels de programme (p. 3956)

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :

- Réunion de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Ses interventions (p. 3976 et s.)

Alfred ALMONT

Martinique (2^{ème} circonscription)

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - outre-mer - [18 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - outre-mer - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 20 juillet 2007 (n°s E 3568, E 3571, E 3575, E 3577, E 3584, E 3588 et E 3589) et sur les textes n°s E 3380, E 3511, E 3555, E 3556, E 3558 et E 3594 [25 juillet 2007] (n° 105)

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IV : Outre-mer (n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2250)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2250)
 Outre-mer : Antilles : universités (p. 2250 et s.)
 Outre-mer : Guyane : universités (p. 2250 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2598)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires : Martinique (p. 2598)
 Constitution : article 73 : politique de l'environnement (p. 2598)
 Eau : qualité (p. 2598)
 Energie et carburants : énergies renouvelables : outre-mer (p. 2598)
 Environnement : biodiversité : protection (p. 2599)
 Outre-mer : Antilles : pôles de compétitivité (p. 2598)
 Outre-mer : Antilles : politique de l'environnement (p. 2598)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 3687)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 3689)
 Assemblée nationale : conditions de travail : lois de finances (p. 3687)
 Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3688)
 Environnement : Grenelle de l'environnement : outre-mer (p. 3689)
 Logement : habitat insalubre : outre-mer (p. 3689)
 Logement : logement social : outre-mer (p. 3689)
 Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : outre-mer (p. 3687)
 Outre-mer : loi de programme (p. 3688)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 3689)
 Outre-mer : passeport mobilité (p. 3689)

Outre-mer : Polynésie française : protection sociale (p. 3689)
 Outre-mer : service militaire adapté (SMA) (p. 3689)
 Outre-mer : zones franches globales d'activités (p. 3688)
 Recherche : recherche développement : outre-mer (p. 3688)
 Sécurité publique : plan de prévention des risques : outre-mer (p. 3689)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)
 Son intervention (p. 432)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 432 et s.)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 432 et s.)
 Emploi : UNEDIC (p. 433)
 Outre-mer : chômage (p. 432 et s.)
 Secteur public : services publics : emploi (p. 432 et s.)
 Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 433)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :
 - Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008
 Ses interventions (p. 4017 et s.)

Abdoulatifou ALY

*Mayotte (1^{ère} circonscription)
 Apparenté au groupe Nouveau Centre
 Puis Non inscrit*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]
 Cesse d'être apparenté au groupe Nouveau Centre [29 juin 2007]
 N'appartient à aucun groupe [J.O. du 29 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. des 28 et 29 juin 2007]
 Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 mai 2008]
 Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)
 Son intervention (p. 3699)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 3699)
 Logement : logement social : Mayotte (p. 3699)
 Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3699)
 Outre-mer : Mayotte : chômage (p. 3699)

Outre-mer : Mayotte : enseignement (p. 3699)
 Outre-mer : Mayotte : institutions (p. 3700)
 Outre-mer : Mayotte : politique sociale (p. 3699)

Fadela AMARA

Secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville

Est nommée secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville.
 Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
 Mme Monique Iborra. Emploi. Jeunes. Quartiers défavorisés [31 octobre 2007] (p. 3626)

M. Jean-Paul Dupré. Emploi. Insertion professionnelle. Missions locales, financement [28 mai 2008] (p. 2595)

M. Gérard Gaudron. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Plan banlieue [24 juin 2008] (p. 3712)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
 - Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007
 Ses interventions (p. 45 et s., 66 et s.)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 45, 67)
 Aménagement du territoire : politique de la ville : contrôle (p. 45)
 Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : allègement des charges sociales (p. 60)
 Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : égalité des chances (p. 59, 67)
 Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : enseignement (p. 46)
 Associations : financement (p. 60, 67)
 Associations : simplifications administratives (p. 60)
 Emploi : contrats aidés (p. 45)
 Emploi : jeunes : quartiers défavorisés (p. 60, 67)
 Famille : familles monoparentales : logement : aides et prêts (p. 67)
 Jeunes : volontaires : politique de la ville (p. 46)
 Logement : droit au logement (p. 59)
 Politique sociale : agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) (p. 46, 60, 66 et s.)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion : jeunes (p. 46)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 59, 60, 66)
 Urbanisme : rénovation urbaine : politique des transports (p. 60)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3660)
 Ses interventions (p. 3660, 3665)

Thèmes :

Economie sociale : coopératives (p. 3665)
 Entreprises : modernisation (p. 3661, 3666)
 Entreprises : fusion transfrontalière : sécurité (p. 3661, 3666)
 Entreprises : fusion transfrontalière : Union européenne (p. 3660, 3666)
 Entreprises : gouvernement d'entreprise : information (p. 3661)
 Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 3660)
 Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 3660)
 Son intervention à l'issue du vote (p. 3666)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3666)
Son intervention (p. 3666)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : exécution des peines (p. 3666)
Automobiles et cycles : incendies (p. 3667)
Justice : indemnisation des victimes (p. 3667)
Justice : exécution des décisions (p. 3666)
Justice : victimes : fonds de garantie (p. 3667)
Ordre public : indemnisation des victimes : automobiles (p. 3667)
Professions judiciaires et juridiques : huissiers : procédures (p. 3667)

Discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3672)
Son intervention (p. 3673)

Nicole AMELINE

*Calvados (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Direction de l'action du gouvernement - [11 juillet 2007]

Représentante suppléante de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VI : Direction de l'action du Gouvernement - Publications officielles et information administrative - Présidence française de l'Union européenne (n° 279) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [30 janvier 2008] (p. 623)

Famille. Mariage. Annulation, réglementation [3 juin 2008] (p. 2829)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)
Son intervention (p. 4033)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : littoral (p. 4033)
Agriculture : pôles de compétitivité (p. 4034)
Agriculture : jeunes agriculteurs : installation (p. 4033)
Agriculture : prêts bonifiés (p. 4033)
Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4034)
Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 4034)
Jeux et paris : courses (p. 4034)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4033)

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen des fascicules [9 novembre 2007] (p. 3941)

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 3943)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politiques communautaires : politique culturelle (p. 3944)
Union européenne : élargissement (p. 3944)
Union européenne : institutions (p. 3943 et s.)
Union européenne : Parlement européen (p. 3943)
Union européenne : présidence française (p. 3943 et s.)
Union européenne : traité de Lisbonne (p. 3943)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)
Son intervention (p. 167)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique sociale (p. 168)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 168)
Traités et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 167)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 204)

Son intervention (p. 216)

Thèmes :

Environnement : développement durable : politiques communautaires (p. 204)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 216)
Union européenne : politique sociale (p. 216)
Union européenne : construction européenne : traité de Lisbonne (p. 216)
Union européenne : majorité qualifiée (p. 216)
Union européenne : politique de la défense (p. 217)
Union européenne : présidence française (p. 217)
Union européenne : subsidiarité (p. 216)
Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 204)

Explications de vote et vote [16 janvier 2008] (p. 263)

Ses explications de vote (p. 265)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 266)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 827)

Projet de loi n° 668 autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part

Suppléante de M. Éric Raoult, rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 857)

Son intervention (p. 858)

Thèmes :

Environnement : protection de la nature (p. 858, 859)

Politiques communautaires : transports aériens : liberté d'établissement (p. 858, 859)
 Transports aériens : Etats-Unis (p. 858, 859)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2726)

Marie-Hélène AMIABLE

*Hauts-de-Seine (11^{ème} circonscription)
 Gauche démocrate et républicaine*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 11 juillet 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 avril 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et de l'aménagement du territoire [J.O. du 15 avril 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 22 mai 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 juillet 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 juillet 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 septembre 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 septembre 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 septembre 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et de l'aménagement du territoire [J.O. du 18 septembre 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 423 tendant à abolir les coupures d'eau, d'électricité et de gaz et à mettre en place un dispositif de solidarité énergie-eau [21 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 506 tendant à la création d'une commission d'enquête en vue d'examiner l'ensemble des instruments légaux autorisant les expulsions des migrants afin d'évaluer et d'analyser leur compatibilité avec les instruments internationaux et européens que la France a signés et ratifiés [13 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Revendications. [30 octobre 2007] (p. 3546)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 152, posée le 25 mars 2008. Enseignement supérieur. Oeuvres universitaires (J.O. Questions p. 2475). Appelée le 25 mars 2008. Résidence Jean Zay, réhabilitation, Antony (p. 894)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 214 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations sociales patronales selon la variation de la masse salariale de l'entreprise dans la valeur ajoutée globale) (p. 3239)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Son intervention (p. 3261)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3277)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 3290)

Article 17 (approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales)

Son intervention (p. 3310)

Article 21 (approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3317)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son intervention (p. 3322)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 8 deuxième rectification de la commission des finances (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Intervient sur l'ad n° 364 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Intervient sur l'ad n° 396 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3393)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3413)

Article 59 (modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire en fonction de l'âge de l'enfant)

Son amendement n° 227 (p. 3431)

Article 69 (droit de communication)

Son amendement n° 212 (de suppression) (p. 3503)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Son intervention (p. 4220)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Emploi : chômage : jeunes (p. 4222)
- Enseignement : crédits (p. 4220 et s.)
- Enseignement : carte scolaire (p. 4221)
- Enseignement : égalité des chances (p. 4221 et s.)
- Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 4222)
- Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4221)
- Enseignement : personnel : effectifs (p. 4220)
- Enseignement : personnel : enseignants : salaires (p. 4221)
- Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 4221)
- Enseignement : personnel : vacataires (p. 4221)
- Enseignement maternel et primaire : élèves : effectifs (p. 4220)
- Enseignement maternel et primaire : fermeture de classes (p. 4221)
- Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4221)
- Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 4221)

Procédure des questions :

- Enseignement : médecine scolaire et universitaire : médecins scolaires (p. 4235)
- Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4233)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4674)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : libre administration (p. 4675)
- Communes : finances : frais de scolarité (p. 4674)
- Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4675)
- Enseignement maternel et primaire : frais de scolarité : contributions (p. 4674)
- Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4675)
- Enseignement privé : établissements sous contrat : frais de scolarité (p. 4674)
- Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4675)

Vote sur le passage à la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4687)

Ses explications de vote (p. 4689)

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4689)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son amendement n° 735 (de suppression) (p. 2921)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son amendement n° 743 (de suppression) (p. 3015)

Jean-Paul ANCIAUX

*Saône-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et de Mme la ministre du logement et de la ville [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (n° 969 rectifié) [11 juin 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (n° 969 rectifié) [25 juin 2008] (n° 999)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Élevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, lutte et prévention [2 octobre 2007] (p. 2494)

Industrie. Sidérurgie. Arcelor-Mittal, emploi et activité, Gandrange [5 février 2008] (p. 720)

*DÉBATS***Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 18 (association des étudiants à la vie universitaire)

Son intervention (p. 2366)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 408)

Son intervention (p. 424)

Thèmes :

- Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 424 et s.)
- Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 408)
- Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 424 et s.)
- Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 408 et s., 424 et s.)
- Emploi : maisons de l'emploi (p. 424)
- Emploi : offres d'emploi (p. 409)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 424)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Après l'article 2

Son amendement n° 103 (missions des maisons de l'emploi) (p. 507) : adopté après modification (p. 510)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4086)

Thèmes :

Syndicats : représentativité (p. 4087 et s.)

Travail : accords de branche (p. 4086)

Travail : code du travail (p. 4087)

Travail : durée du travail (p. 4086 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 4087 et s.)

Travail : négociations (p. 4086 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Ses interventions (p. 4154 et s.)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

Son intervention (p. 4164 et s.)

Article 5 (conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale)

Son intervention (p. 4171)

Son amendement n° 271 (p. 4171) : adopté (p. 4172)

Article 6 (conditions de validité des accords collectifs de travail)

Son amendement n° 272 : adopté (p. 4176)

Article 7 (négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés)

Son intervention (p. 4183)

Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)

Ses interventions (p. 4185 et s.)

Article 14 (entrée en vigueur de la procédure de certification et de publicité des comptes des organisations syndicales et professionnelles)

Son intervention (p. 4189)

Après l'article 15

Intervient sur l'adit n° 102 de la commission des affaires économiques (congés de formation économique et sociale et de formation syndicale rémunérés dès la fin du mois de leur exercice) (p. 4190)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4306, 4336 et s.)

Explications de vote et vote [8 juillet 2008] (p. 4367)

Son intervention (p. 4367)

Sylvie ANDRIEUX

*Bouches-du-Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [28 novembre 2007] (p. 4798)

Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [3 juin 2008] (p. 2836)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 82, posée le 8 janvier 2008. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 116). Appelée le 8 janvier 2008. Urgences médicales, pilotes d'hélicoptères, revendications (p. 13)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2852)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2852)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 2853)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2852)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2852)

Jeunes : travail étudiant : exonération (p. 2852)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2852)

Retraites : régime général (p. 2852)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2852)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2852)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1039)

Thèmes :

Baux : loyers : indexation (p. 1040)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : logement : aides et prêts (p. 1040)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 1039)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 1039)

Logement : construction (p. 1040)

Logement : coût (p. 1039)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1040)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1039)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3548) : rejetée (p. 3551)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : ports maritimes (p. 3548)

Emploi : création d'emplois : ports maritimes (p. 3549)

Régions : contrats de projets : transports par eau (p. 3548)

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3549)

Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3548)

Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3548)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3549)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)

Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)

Son intervention (p. 3582)

Benoist APPARU

*Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (n° 71) [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. du 1^{er} août 2007]

Membre du conseil d'administration du centre national des œuvres universitaires et scolaires [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités [J.O. du 1^{er} février 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République (n° 820) [13 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif aux libertés et responsabilités des universités (n° 71) [18 juillet 2007] (n° 80)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [31 juillet 2007] (n° 113)

Proposition de loi n° 432 visant à assurer la mise en oeuvre des recommandations émises par l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires [21 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités [2 avril 2008] (n° 774)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'article 17 du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République (n° 820) [13 mai 2008] (n° 881)

Proposition de loi n° 940 relative à la création de l'établissement public Cultures France [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Aménagement [3 octobre 2007] (p. 2572)

Enseignement secondaire. Politique de l'éducation. Réforme [15 avril 2008] (p. 1562)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1, posée le 2 octobre 2007. Voirie. RN 44 (J.O. Questions p. 5859). Appelée le 2 octobre 2007. Déviation, Chepy (p. 2457)

HOMMAGE

Se félicite au nom de son groupe de la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt ; en appelle à poursuivre l'effort en faveur de la libération de tous les otages encore aux mains des FARC [2 juillet 2008] (p. 4181)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Constate le caractère constitutionnel du droit de grève et met sur le même plan les droits d'aller à l'école ou d'emprunter les transports en commun [7 juillet 2008] (p. 4292)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2205)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2260)

Thèmes :

Enseignement supérieur : grandes écoles (p. 2206)

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2206)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2206)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2206 et s., 2261)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2207)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2206 et s.)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2206 et s.)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2206 et s.)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2276 à 2389)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Ses interventions (p. 2290 et s.)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Ses interventions (p. 2302 et s.)

Article 7 (composition et rôle du conseil scientifique)

Ses interventions (p. 2316 et s.)

Article 8 (rôle du conseil des études et de la vie universitaire)

Son intervention (p. 2318)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)

Ses interventions (p. 2322 et s.)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Ses interventions (p. 2334 et s.)

Article 13 (le comité technique paritaire)

Son intervention (p. 2339)

Article 14 (le contrat pluriannuel d'établissement)

Son intervention (p. 2340)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Ses interventions (p. 2357 et s.)

Article 16 (compétences en matière de gestion des ressources humaines)

Son intervention (p. 2360)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)

Ses interventions (p. 2362 et s.)

Article 17 bis (création d'un bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants dans chaque université)

Son intervention (p. 2364)

Article 19 (information et formation des étudiants membres d'instances universitaires)

Son intervention (p. 2367)

Article 20 (participation des chercheurs à la vie démocratique des établissements de l'enseignement supérieur)

Ses interventions (p. 2368 et s.)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Ses interventions (p. 2371 et s.)

Article 23 (création de fondations par les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)

Son intervention (p. 2373)

Article 23 bis (régime fiscal des dons aux fondations universitaires et fondations partenariales)

Son intervention (p. 2373)

Article 24 (transfert de la propriété de biens mobiliers et immobiliers détenus par l'Etat)

Ses interventions (p. 2375 et s.)

Article 25 (ajout de la vente de biens parmi les ressources propres des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)

Son intervention (p. 2376)

Article 26 (publication du rapport du recteur sur le contrôle de légalité des actes de l'université)

Son intervention (p. 2376)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad t n° 64 rectifié de la commission (référence du code de l'éducation au système licence-master-doctorat) (p. 2376)

Article 27 (suppression de l'attribution au ministre chargé de l'enseignement supérieur de la présidence de la Conférence des chefs d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)

Son intervention (p. 2377)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad t n° 285 rectifié de la commission (organes de représentation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) (p. 2377)

Article 28 (agrément de plein droit des établissements d'enseignement supérieur délivrant le master ou le doctorat destinataires de sommes ouvrant droit à une réduction d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 2377)

Article 29 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer)

Ses interventions (p. 2380 et s.)

Article 30 (dispositions transitoires applicables aux conseils d'administration et aux présidents)

Son intervention (p. 2381)

Article 31 (entrée en vigueur de dispositions du projet de loi)

Son intervention (p. 2382)

Après l'article 31 bis

Intervient sur l'ad t n° 293 de la commission (entrée en vigueur d'une disposition du projet de loi) (p. 2382)

Intervient sur l'ad t n° 294 de la commission (dispositions transitoires concernant les comités techniques paritaires) (p. 2382)

Article 32 ter (évaluation des modalités de calcul de la dotation globale de fonctionnement)

Son intervention (p. 2383)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2007] (p. 2629)

Son intervention (p. 2629)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2629 et s.)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2630)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2629 et s.)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Son sous-amendement n° 610 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'ad t n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3250) : rejeté (p. 3255)

Son sous-amendement n° 611 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'ad t n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3250) : rejeté (p. 3255)

Son sous-amendement n° 612 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'ad t n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3250) : rejeté (p. 3256)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Son intervention (p. 4214)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : égalité des chances (p. 4214 et s.)

Enseignement : élèves : effectifs (p. 4215)

Enseignement : personnel : carrière (p. 4216)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 4215)

Enseignement : personnel : enseignants : heures supplémentaires (p. 4216)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires : programmes (p. 4230)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4239)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son amendement n° 223 (p. 4240)

Son intervention (p. 4241)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Son intervention (p. 112)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)

Son sous-amendement n° 182 à l'ad t n° 173 rectifié du Gouvernement (p. 3833)

Ses amendements n^{os} 130 et 131 (p. 3834)

Projet de loi de finances rectificative n^o 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n^o 220 de M. Yves Censi (groupes de sociétés : aménagement du régime fiscal en faveur des scissions partielles) (p. 5108)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n^o 223 de M. Yves Censi (TVA : dispense de déclaration pour les opérations exonérées) (p. 5111)

Projet de loi n^o 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 440)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 440)

Emploi : chômage (p. 440)

Emploi : jeunes : insertion professionnelle et sociale (p. 440)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son amendement n^o 85 rectifié : adopté (p. 456)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Son amendement n^o 86 : adopté (p. 481)

Projet de loi n^o 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1581)

Son intervention (p. 1590)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 1581)

Politique sociale : dialogue social (p. 1581 et s., 1590)

Travail : accords interprofessionnels (p. 1590)

Travail : droit du travail (p. 1590)

Projet de loi constitutionnelle n^o 820 de modernisation des institutions de la V^e République

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2226)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 2227)

Assemblée nationale : commissions spéciales (p. 2227)

Etat : équilibre des pouvoirs (p. 2227)

Parlement : commissions : réforme (p. 2226)

Parlement : prérogatives (p. 2228)

Parlement : rôle (p. 2227)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2227)

Président de la République : quinquennat (p. 2226)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son amendement n^o 34 (de suppression) (p. 2385) : adopté (p. 2387)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Ses amendements n^{os} 35 et 36 (p. 2404)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n^o 39 (p. 2459) : adopté (p. 2461)

Son intervention (p. 2468)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son intervention (p. 2619)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4399)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4407)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 4400)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4400)

Parlement : prérogatives (p. 4399)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4399)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4426)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4459)

Projet de loi n^o 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 37

Son amendement n^o 525 (aménagement du régime des fondations universitaires) : adopté après modification (p. 3209)

Son amendement n^o 526 (aménagement du régime des fondations partenariales) : adopté après rectification (suppression du gage) et modification (p. 3209)

Projet de loi n^o 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4110)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4137)

Thèmes :

Syndicats : représentativité (p. 4111)

Travail : accords interprofessionnels (p. 4110 et s.)

Travail : durée du travail (p. 4111 et s., 4137)

Travail : heures supplémentaires (p. 4112)

Travail : négociations (p. 4110 et s.)

Travail : salaires (p. 4137)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Son sous-amendement n^o 1674 à l'adt n^o 1 de la commission (p. 4145) : adopté (p. 4147)

Son intervention (p. 4149)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Son amendement n^o 204 : adopté (p. 4151)

Son intervention (p. 4157)

Son sous-amendement n° 1675 à l'ad. n° 17 de la commission : adopté (p. 4159)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

Son sous-amendement n° 1676 à l'ad. n° 20 de la commission : adopté (p. 4163)

Son sous-amendement n° 1677 à l'ad. n° 22 de la commission : adopté (p. 4163)

Son amendement n° 205 : adopté (p. 4163)

Son amendement n° 1673 : adopté (p. 4163)

Après l'article 3

Son amendement n° 207 (règle de la majorité substituée à celle de l'unanimité pour la validation du protocole pré-électoral) (p. 4167) : adopté (p. 4168)

Article 5 (conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale)

Son intervention (p. 4170)

Article 7 (négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés)

Son amendement n° 206 (p. 4182) : adopté après rectification (p. 4183)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Son intervention (p. 4248)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2008] (p. 4292)

Ses interventions (p. 4336)

Explications de vote et vote [8 juillet 2008] (p. 4367)

Ses explications de vote (p. 4370)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4370)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4877)

Son intervention (p. 4882)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social : financement (p. 4883)
Syndicats : représentativité : valeurs républicaines (p. 4883)
Travail : durée du travail : heures supplémentaires (p. 4882 et s.)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4883)

François ASENSI

*Seine-Saint-Denis (11^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 423 tendant à abolir les coupures d'eau, d'électricité et de gaz et à mettre en place un dispositif de solidarité énergie-eau [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 424 tendant à créer une action de groupe [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 425 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi [21 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 506 tendant à la création d'une commission d'enquête en vue d'examiner l'ensemble des instruments légaux autorisant les expulsions des migrants afin d'évaluer et d'analyser leur compatibilité avec les instruments internationaux et européens que la France a signés et ratifiés [13 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers sensibles [20 mai 2008] (p. 2179)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 31 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 3001)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 18 (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance le régime des peines d'incapacité commerciale)

Ses amendements n° 747 (de suppression) et 478 (p. 3059 et s.)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Son amendement n° 933 (de suppression) (p. 3127)

Jean AUCLAIR

*Creuse (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, lutte et prévention [24 octobre 2007] (p. 3156)

Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, aides de l'État [15 avril 2008] (p. 1567)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 264, posée le 13 mai 2008. Elevage. Maladies du bétail (J.O. Questions, p. 3892). Appelée le 13 mai 2008. Fièvre catarrhale, aides de l'État (p. 1994)

Martine AURILLAC

Paris (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élue le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur l'exercice des droits des enfants (n° 8) [11 juillet 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (n° 9) [11 juillet 2007]

Représentante titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public du musée du quai Branly [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil supérieur de la coopération [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine sur le transfèrement des personnes condamnées (n° 520) [19 décembre 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention européenne sur l'exercice des droits des enfants (n° 8) et le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion à la convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (n° 9) [18 juillet 2007] (n° 82)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine sur le transfèrement des personnes condamnées (n° 520) [16 janvier 2008] (n° 605)

Proposition de loi n° 981 tendant à reconnaître le vote blanc dans les élections [19 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Tchad. Association l'Arche de Zoé, agissements, conséquences [30 octobre 2007] (p. 3547)

Enseignement supérieur. Universités. Diplômes, obtention, moyens [19 décembre 2007] (p. 5432)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1691)

Thèmes :

Donations et successions (p. 1691)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1692)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1692)

Impôt de solidarité sur la fortune : résidence principale (p. 1692)

Président de la République (p. 1691)

Projet de loi n° 183 rectifié autorisant l'approbation du protocole sur la modification de l'accord instituant une Commission internationale pour le Service international de recherches

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 octobre 2007] (p. 2666)

Son intervention (p. 2668)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 2668)

Anciens combattants et victimes de guerre : internés : indemnisation des victimes (p. 2668)

Anciens combattants et victimes de guerre : internés : recherche (p. 2668)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT**

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Son intervention (p. 64)

Thème :

Politique extérieure : codéveloppement (p. 64 et s.)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3663)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4377)

Son intervention (p. 4378)

Thèmes :

Pays étrangers : Afrique (p. 4377)

Pays étrangers : Sénégal (p. 4378)

Politiques communautaires : partenariat (p. 4377)

Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4377 et s.)

Relations internationales : commerce international (p. 4378 et s.)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4379)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 79)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : rétention de sûreté (p. 79)

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 79)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 79)

Projet de loi n° 878 autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3352)
Son intervention (p. 3358)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)
Son intervention (p. 4608)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4608)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4608)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4608)
Secteur public : grève : préavis (p. 4608)

Jean-Marc AYRAULT

*Loire-Atlantique (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

Nommé président du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. des 27 juin et 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du comité d'orientation du centre d'analyse stratégique [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [8 août 2007]

Proposition de résolution n° 298 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle et le contrôle exercés par l'Etat sur l'évolution de l'actionnariat au sein d'EADS depuis novembre 2005 [17 octobre 2007]

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs [13 novembre 2007]

Proposition de loi n° 763 tendant à améliorer l'information du Parlement pour la promotion d'études de genre afin de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 851 relatives aux conditions de l'élection des sénateurs [6 mai 2008]

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République [6 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Tchad. Association l'Arche de Zoé, agissements, conséquences [30 octobre 2007] (p. 3547)

Enseignement supérieur. Universités. Diplômes, obtention, moyens [19 décembre 2007] (p. 5432)

MOTIONS DE CENSURE (DÉPÔT)

Dépôt, le 3 avril 2008, d'une motion de censure, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et 226 de leurs collègues [3 avril 2008] (p. 1215)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que la répartition par groupes parlementaires des six vice-présidents de l'Assemblée nationale n'ait pas fait l'objet d'un consensus [27 juin 2007] (p. 1555)

Demande des précisions sur la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence [11 juillet 2007] (p. 1735)

Exprime son inquiétude devant une dérive des institutions ; souligne la vigilance de son groupe sur la question du repos dominical [12 juillet 2007] (p. 1821 et s.)

Souligne que son groupe refuse de mettre en cause la présidence [12 juillet 2007] (p. 1823)

Fait observer que l'opposition a voté en faveur d'un amendement de la majorité ; souhaite que l'inverse puisse aussi se produire [24 juillet 2007] (p. 2281)

Souhaite qu'une séance de questions au Gouvernement soit organisée au moins une fois par semaine dans le cadre de la session extraordinaire ; demande l'audition du ministre des affaires étrangères par la commission des affaires étrangères sur les conditions de libération par la Libye des infirmières bulgares et du médecin palestinien injustement détenus et condamnés par cet Etat [25 juillet 2007] (p. 2348)

Répond à M. Soisson que sa demande d'audition du ministre des affaires étrangères devait s'entendre : après le retour de ce dernier, et du Président de la République, de Libye [25 juillet 2007] (p. 2350)

S'inquiète des déclarations du ministre des affaires étrangères relatives à une éventuelle intervention militaire en Iran. La session extraordinaire ne permettant pas aux députés d'interroger le Gouvernement, il demande au Premier ministre de venir s'expliquer à ce sujet devant l'Assemblée nationale [18 septembre 2007] (p. 2123)

Explique que le vote doit intervenir immédiatement après les explications de vote et que les rappels au règlement viennent après [24 octobre 2007] (p. 3147)

Fait observer que l'orateur principal de la majorité a plus que doublé son temps de parole [29 novembre 2007] (p. 4866)

Insiste sur l'importance de la modification du code du travail demandée par le Gouvernement, justifiant sa demande de vérification du quorum [5 décembre 2007] (p. 5011)

Demande des précisions sur la présence des ministres concernés par le projet de loi ; souligne que le Gouvernement ne peut pas à la fois être maître de l'ordre du jour et faire preuve de désinvolture [18 décembre 2007] (p. 5400)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Frédéric Lefebvre : précise qu'il n'intervient pas dans un esprit de polémique mais qu'il souhaite que le Gouvernement respecte l'Assemblée nationale [18 décembre 2007] (p. 5401)

Partage les inquiétudes de M. Pierre Méhaignerie, Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales concernant les conditions de travail de l'Assemblée nationale ; demande que l'opposition soit respectée [19 décembre 2007] (p. 5459)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Frédéric Lefebvre : répond à M. Lefebvre qu'il n'accepte pas de leçons de démocratie sociale, ni de sa part, ni de celle du Gouvernement [19 décembre 2007] (p. 5462)

Fait observer à M. Lefebvre que l'UMP a repris, en déposant un amendement sur consigne de l'Élysée, la position des députés socialistes sur l'exonération de la redevance audiovisuelle après s'y être opposés [19 décembre 2007] (p. 5496)

Juge irrespectueuse et sectaire l'attitude de la majorité et du Gouvernement, qui tout en proposant de donner plus de pouvoir au Parlement, refusent de passer à la discussion des articles du texte présenté par son groupe [1^{er} avril 2008] (p. 1032, 1033)

Regrette que sa demande de faire hisser les couleurs du Tibet sur le Palais Bourbon n'ait pas été satisfaite et exprime sa "solidarité aux Tibétains victimes de l'oppression et aux Chinois dont la liberté d'expression est bâillonnée" [7 avril 2008] (p. 1283)

Demande au président de séance de bien vérifier le résultat des votes car "il n'est pas impossible que les derniers amendements qui ont été considérés rejetés aient en fait été adoptés" [8 avril 2008] (p. 1427)

Demande à la ministre de l'Intérieur si elle a l'intention de changer les règles du jeu des élections des conseils régionaux [20 mai 2008] (p. 2163)

Souligne que - durant les sessions ordinaires - le mardi matin est normalement consacré aux questions orales ou à l'examen de propositions de loi [23 septembre 2008] (p. 4980)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Frédéric Lefebvre : demande à M. Frédéric Lefebvre d'être "un peu respectueux des autres" [23 septembre 2008] (p. 4980)

Précise que, bien que soupçonné d'obstruction, son groupe débat au fond et pose la question centrale du financement du RSA, notamment par les bénéficiaires du "bouclier fiscal" [6 octobre 2008] (p. 5302)

Conteste le principe du "bouclier fiscal" [6 octobre 2008] (p. 5306)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Thèmes :

Etat : Premier ministre (p. 1589)
 Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 1589)
 Parlement : prérogatives (p. 1590)
 Partis et mouvements politiques : majorité (p. 1589)
 Partis et mouvements politiques : opposition (p. 1590)
 Politique générale : déclaration du Gouvernement (p. 1589)
 Politique générale : démocratie (p. 1590)
 Politique sociale : inégalités (p. 1589 et s.)
 Président de la République : rôle (p. 1590)
 Travail : conditions de travail (p. 1589)
 Travail : contrats de travail (p. 1590)
 Ses explications de vote (p. 1589)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1590)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1651) soutenue par M. Jean-Louis Idiart : rejetée (p. 1659)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1716) soutenue par M. Jérôme Cahuzac : rejetée (p. 1724)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1735)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 182 de M. Richard Mallié (dérogation au repos hebdomadaire le dimanche dans les zones agglomérées de plus de 200 000 habitants) (p. 1818)

Ses rappels au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1821, 1823)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2064)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2094) soutenue par M. Manuel Valls : rejetée (p. 2101)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2141) soutenue par M. Serge Blisko : rejetée (p. 2148)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Ses interventions (p. 2169 et s.)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2209) soutenue par M. Alain Claeys : rejetée (p. 2214)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2256) soutenue par M. Yves Durand : rejetée (p. 2263)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 25 de M. Claude Goasguen (délibérations concernant les regroupements d'établissements) (p. 2280)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 juillet 2007] (p. 2281)

Après l'article 14

Son rappel au règlement (cf supra) [25 juillet 2007] (p. 2350)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Article unique (création de la délégation parlementaire au renseignement : composition, compétences, pouvoirs, travaux de la délégation)

Ses amendements n°s 11 à 16 (p. 2443 à 2447)

Après l'article unique

Son amendement n° 17 (délégation parlementaire au renseignement destinataire du rapport de la commission de vérification des fonds spéciaux) : rejeté (p. 2450)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2467) soutenue par M. Alain Vidalies : rejetée (p. 2475)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2516) soutenue par M. François Brottes : rejetée (p. 2523)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2544)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2137) soutenue par Mme George Pau-Langevin : rejetée (p. 2144)

Sa question préalable (p. 2144) soutenue par M. Serge Blisko : rejetée (p. 2151)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Sa question préalable (p. 3038) soutenue par Mme George Pau-Langevin : rejetée (p. 3041)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2348) soutenue par M. Jean-Jacques Urvoas : rejetée (p. 2353)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Sa question préalable (p. 2688) soutenue par M. Arnaud Montebourg : rejetée (p. 2692)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Sa question préalable (p. 2787) soutenue par M. Jérôme Cahuzac : rejetée (p. 2794)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2881) soutenue par M. Pierre-Alain Muet : rejetée (p. 2890)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3095) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 3103)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3183) soutenue par Mme Marisol Touraine : rejetée (p. 3191)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4495) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 4499)

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 octobre 2007] (p. 3147)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4400) soutenue par Mme Annick Le Loch : rejetée (p. 4402)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4430) soutenue par M. Jean Gaubert : rejetée (p. 4438)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4467) soutenue par Mme Corinne Erhel : rejetée (p. 4472)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Son exception d'irrecevabilité sur le projet de loi organique n° 401 (p. 4532) soutenue par M. Bernard Roman : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4539)

Sa question préalable sur le projet de loi organique n° 401 (p. 4539) soutenue par M. Bruno Le Roux : rejetée (p. 4545)

Sa question préalable sur le projet de loi n° 402 (p. 4545) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 4550)

Sa motion de renvoi en commission sur le projet de loi organique n° 401 (p. 4571) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 4576)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Son intervention (p. 4851)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 novembre 2007] (p. 4866)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 4854)

Entreprises : allègement des charges (p. 4852)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4851 et s.)

Logement : logement social : loyers (p. 4853)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4851)

Politique économique : prix : concurrence (p. 4853)

Politique sociale : inégalités (p. 4853)

Président de la République : traitement (p. 4852 et s.)

Sécurité sociale : franchise (p. 4851)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4851)

Travail : salaires : négociation (p. 4851 et s.)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4932) soutenue par M. Alain Vidalies : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4939)

Sa question préalable (p. 4939) soutenue par M. Michel Liebgott : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4946)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 décembre 2007] (p. 5011)

Demande la vérification du quorum [5 décembre 2007] (p. 5012)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5030) soutenue par M. Pierre-Alain Muet : rejetée (p. 5037)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5063) soutenue par M. Jean Launay : rejetée (p. 5067)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 209 de M. Yves Censi (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5094 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 496 préalable au Conseil européen

[11 décembre 2007] (p. 5178, 5183)
Son intervention (p. 5183)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5210) soutenue par M. François Brottes : rejetée (p. 5216)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5237) soutenue par M. Christian Bataille : rejetée (p. 5242)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Sa motion de renvoi en commission (p. 145) soutenue par M. François Brottes : rejetée (p. 147)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5405) soutenue par M. Jérôme Cahuzac : rejetée (p. 5414)

Sa question préalable (p. 5414) soutenue par M. Jean-Yves Le Bouillonnet : rejetée (p. 5420)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 décembre 2007] (p. 5400)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Frédéric Lefebvre (cf supra) [18 décembre 2007] (p. 5401)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 décembre 2007] (p. 5459)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Frédéric Lefebvre (cf supra) [19 décembre 2007] (p. 5459)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 décembre 2007] (p. 5496)

Son intervention (p. 5498)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son exception d'irrecevabilité (p. 51) soutenue par M. Dominique Raimbourg : rejetée (p. 58)

Sa question préalable (p. 59) soutenue par M. Serge Blisko : rejetée (p. 66)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Son exception d'irrecevabilité (p. 776) soutenue par M. Serge Blisko : rejetée (p. 779)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [15 janvier 2008] (p. 172)

Ses explications de vote (p. 174)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 174)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 221)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : traité constitutionnel (p. 221)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : motion proposant le référendum (p. 223)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 222)

Politiques communautaires : monnaie unique : euro (p. 222)

Relations internationales : guerre : Irak (p. 223)

Union européenne : indépendance (p. 223)

Union européenne : politique sociale (p. 222)

Union européenne : président (p. 222)

Union européenne : construction européenne (p. 221)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 222)

Union européenne : Traité de Maastricht : référendums (p. 221)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son exception d'irrecevabilité (p. 405) soutenue par Mme Monique Iborra : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 410)

Sa question préalable (p. 410) soutenue par M. Jean-Patrick Gille : rejetée (p. 415)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Sa question préalable (p. 637) soutenue par M. Frédéric Cuvillier : rejetée (p. 643)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 804)

Sa motion référendaire (p. 804) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 812)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 805)

Elections et référendums : référendums : histoire (p. 805)

Etat : Premier ministre : construction européenne (p. 806)

Parlement : motion proposant le référendum (p. 804, 809)

Politique générale : opinion publique : Union européenne (p. 806)

Politiques communautaires : services publics (p. 807)

Union européenne : Charte des droits fondamentaux (p. 808)

Union européenne : politique économique (p. 808)

Union européenne : politique sociale (p. 807)

Union européenne : président (p. 808)

Union européenne : traité de Lisbonne : référendums (p. 805)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Son exception d'irrecevabilité (p. 919) soutenue par Mme Martine Pinville : rejetée (p. 922)

Sa motion de renvoi en commission (p. 939) soutenue par Mme George Pau-Langevin : rejetée (p. 941)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son exception d'irrecevabilité (p. 974) soutenue par Mme Michèle Delaunay : rejetée (p. 976)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Ses interventions (p. 991, 1019)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 993)
Collectivités territoriales (p. 996 et s.)
Commerce et artisanat : grande distribution : salariés (p. 992)
Elections et référendums : élections municipales (p. 991 et s.)
Entreprises : allègement des charges : salaires (p. 992)
Etat : Premier ministre (p. 991, 1020)
Finances publiques : annulations de crédits (p. 991)
Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 992)
Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 991)
Marchés financiers : crise des crédits subprimes : banques et établissements financiers (p. 991)
Pays étrangers (p. 991)
Politique économique : croissance (p. 991)
Politique économique : inflation (p. 991)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 991 et s.)
Politique générale : réforme (p. 992)
Recherche : innovation : enseignement supérieur (p. 992 et s.)
Retraites : généralités (p. 993)
Secteur public : privatisations (p. 992)
Travail : code du travail : organismes (p. 992)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 992)
Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 992)
Travail : taux d'activité (p. 992)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1025)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} avril 2008] (p. 1032, 1033)

Déclaration du Gouvernement n° 769 sur la situation en Afghanistan

[1^{er} avril 2008] (p. 1053)

Son intervention (p. 1058)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1077) soutenue par M. Germinal Peiro : rejetée (p. 1084)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1140) soutenue par M. Jean-Yves Le Déaut : rejetée (p. 1149)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son rappel au règlement [8 avril 2008] (cf supra) (p. 1427)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2032) soutenue par M. Germinal Peiro : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2036)

Ses interventions (p. 2041)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Sa motion référendaire (p. 2193) soutenue par M. François Brottes : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2200)

Sa question préalable (p. 2200) soutenue par M. Germinal Peiro : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2205)

Ses interventions (p. 2205 et s.)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1795) soutenue par Mme Aurélie Filippetti : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1799)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Sa question préalable (p. 1832) soutenue par M. Alain Néri : rejetée (p. 1837)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2108) soutenue par Mme Aurélie Filippetti : rejetée (p. 2116)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2131) soutenue par M. Patrick Bloche : rejetée (p. 2135)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 mai 2008] (p. 2163)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2750) soutenue par M. François Brottes : rejetée (p. 2761)

Sa question préalable (p. 2765) soutenue par M. Jean-Pierre Balligand : rejetée (p. 2772)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Sa question préalable (p. 2228) soutenue par M. Arnaud Montebourg : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2236)

Son intervention (p. 2254)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias : pluralisme (p. 2256)
 Constitution : révision : groupe socialiste (p. 2257)
 Constitution : Ve République (p. 2254)
 Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 2256)
 Elections et référendums : circonscriptions (p. 2256)
 Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2256)
 Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 2257)
 Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2256)
 Pays étrangers : Turquie (p. 2256)
 Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2255)
 Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2256)
 Union européenne : élargissement : référendums (p. 2256)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 2257)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2458)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 287 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2531)

Son amendement n° 286 (p. 2533)

Explications de vote et vote [3 juin 2008] (p. 2838)

Ses explications de vote (p. 2841)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2841)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Sa question préalable (p. 4376) soutenue par M. Arnaud Montebourg : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4382)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3515) soutenue par M. Philippe Duron : rejetée (p. 3519)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3548) soutenue par Mme Sylvie Andrieux : rejetée (p. 3551)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3825) soutenue par M. Jean-Jacques Urvoas : rejetée (p. 3830)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4067)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4069) soutenue par Mme Marietta Karamanli : rejetée (p. 4072)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4089) soutenue par M. Alain Vidalies : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4095)

Sa question préalable (p. 4095) soutenue par M. Christophe Sirugue : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4102)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Avant l'article 16

Intervient sur les adts n°s 276 à 290 du groupe socialiste (suppression du Titre II relatif au temps de travail) (p. 4191)

Demande la vérification du quorum [2 juillet 2008] (p. 4195 et s.)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Sa question préalable (p. 4581) soutenue par Mme Sandrine Mazetier : rejetée (p. 4590)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4622) soutenue par M. Manuel Valls : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4629)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4695) soutenue par M. Michel Issindou : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4703)

Sa question préalable (p. 4703) soutenue par M. Jean Mallot : rejetée (p. 4710)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)

Son intervention (p. 4906)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : Afghanistan (p. 4907)

Défense : militaires et assimilés : décès (p. 4906)

Défense : militaires et assimilés : équipements (p. 4906)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4907)

Pays étrangers : Afghanistan : militaires et assimilés (p. 4907)

Pays étrangers : Afghanistan : opinion publique (p. 4907)

Pays étrangers : Afghanistan : trafic de stupéfiants (p. 4908)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4908)

Pays étrangers : Pakistan (p. 4909)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 4907, 4909)

Président de la République (p. 4909)

Relations internationales : guerre : Irak (p. 4907)

Relations internationales : paix (p. 4906)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4909)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4934) soutenue par M. Christian Eckert : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4939)

Sa question préalable (p. 4943) soutenue par M. Jérôme Cahuzac : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4949)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4980)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Frédéric Lefebvre (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4980)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Demande la vérification du quorum [23 septembre 2008] (p. 5037)

Après l'article 2

Son intervention : demande une suspension de séance pour la réunion du groupe socialiste prévue le mercredi (p. 5052)

Demande la vérification du quorum [24 septembre 2008] (p. 5107)

Intervient sur le sous-adt n° 1813 de M. Christian Eckert (seuil porté à 150 salariés) à l'adt n° 39 rectifié de la commission des affaires économiques (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 250 salariés) (p. 5115)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5160) soutenue par M. Christophe Sirugue : rejetée (p. 5166)

Sa question préalable (p. 5166) soutenue par Mme Marisol Touraine : rejetée (p. 5175)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5300 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 octobre 2008] (p. 5302)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 octobre 2008] (p. 5306)

Demande la vérification du quorum : quorum non atteint [6 octobre 2008] (p. 5307)

B**Roselyne BACHELOT-NARQUIN**

*Maine-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Ministre de la santé, de la jeunesse et des sports
puis Ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie
associative*

Élue le 17 juin 2007

Est nommée ministre de la santé, de la jeunesse et des sports. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de députée le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

Est nommée ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

DÉPÔTS

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [2 avril 2008]

Projet de loi n° 1093 ratifiant l'ordonnance n° 2008-480 du 22 mai 2008 transposant en matière de don de gamètes et d'assistance médicale à la procréation la directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 [23 juillet 2008]

Projet de loi n° 1105 ratifiant l'ordonnance n° 2008-717 du 17 juillet 2008 portant sur les dispositions pénales relatives à certains produits de santé [10 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Jean-Christophe Lagarde. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [2 octobre 2007] (p. 2489)

Mme Marisol Touraine. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [2 octobre 2007] (p. 2495)

M. Jean-Pierre Decool. Etablissements de santé. Centres de soins palliatifs. Capacités d'accueil [9 octobre 2007] (p. 2643)

M. Michel Raison. Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession, zones rurales [9 octobre 2007] (p. 2645)

Mme Danièle Hoffman-Rispa. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [9 octobre 2007] (p. 2648)

M. Olivier Jardé. Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession [10 octobre 2007] (p. 2674)

M. Patrick Lebreton. Outre-mer. DOM-ROM : La Réunion. Agriculture, pesticides, conséquences [10 octobre 2007] (p. 2679)

M. Jean-Paul Garraud. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Malades dangereux, permission de sortie, opportunité [10 octobre 2007] (p. 2680)

Mme Michèle Delaunay. Professions de santé. Effectifs de personnel. Répartition géographique [17 octobre 2007] (p. 2838)

M. Yvan Lachaud. Pharmacie et médicaments. Officines. Répartition géographique [24 octobre 2007] (p. 3153)

M. Christian Paul. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [30 octobre 2007] (p. 3545)

M. Philippe Boënnec. Sports. Dopage. Lutte et prévention [31 octobre 2007] (p. 3626)

M. Bruno Le Maire. Santé. Protection. Organisation [7 novembre 2007] (p. 3779)

M. Bernard Debré. Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge, rapport, conclusions [13 novembre 2007] (p. 4016)

M. Jean-Pierre Door. Assurance maladie maternité : généralités. Dossier médical personnel. [21 novembre 2007] (p. 4415)

M. Jean-Luc Prével. Santé. Politique de la santé. Etats généraux de la santé, modalités [27 novembre 2007] (p. 4697)

M. Alain Marty. Santé. Sida. Lutte et prévention [27 novembre 2007] (p. 4700)

M. Claude Leteurre. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [28 novembre 2007] (p. 4792)

M. Olivier Jardé. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [8 janvier 2008] (p. 38)

Mme Isabelle Vasseur. Fonction publique hospitalière. Praticiens hospitaliers. Compte épargne temps [8 janvier 2008] (p. 39)

M. André Wojciechowski. Fonction publique hospitalière. Personnel. Heures supplémentaires [16 janvier 2008] (p. 257)

M. Jean-Louis Touraine. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [22 janvier 2008] (p. 393)

Mme Valérie Fourneryon. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [22 janvier 2008] (p. 395)

Mme Pascale Gruny. Santé. Jeunes. Obésité, lutte et prévention [22 janvier 2008] (p. 396)

M. Jean-Pierre Door. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [29 janvier 2008] (p. 589)

M. Jean-Marie Le Guen. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [29 janvier 2008] (p. 590)

M. Jacques Groperrin. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Autistes [30 janvier 2008] (p. 626)

M. Patrick Roy. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [30 janvier 2008] (p. 629)

M. Jean Leonetti. Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge [5 février 2008] (p. 718)

Mme Michèle Delaunay. Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge [5 février 2008] (p. 718)

Mme Claude Greff. Santé. Réglementation. Droits des malades, fin de vie [25 mars 2008] (p. 911)

Mme Christiane Taubira. Outre-mer. DOM-ROM : Guyane. Etablissements hospitaliers, Albina [26 mars 2008] (p. 969)

M. Alain Marty. Santé. Sida. Dépistage, tests, résultats, délais [2 avril 2008] (p. 1133)

M. Claude Gatignol. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution électromagnétique. Conséquences, santé [2 avril 2008] (p. 1138)

Mme Françoise Guégot. Sports. Jeux olympiques. Pékin 2008, participation des athlètes français, modalités [9 avril 2008] (p. 1453)

M. Jean-Pierre Nicolas. Pharmacie et médicaments. Médicaments. Distribution, monopole [9 avril 2008] (p. 1456)

M. Marc Vampa. Assurance maladie maternité : prestations. Frais d'optique. Remboursement [15 avril 2008] (p. 1562)

M. Bernard Depierre. Santé. Jeunes. Alcoolisme, lutte et prévention [15 avril 2008] (p. 1566)

Mme Sandrine Hurel. Santé. Politique de la santé. [15 avril 2008] (p. 1567)

M. Jean-Luc Prével. Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge [30 avril 2008] (p. 1820)

M. Jean-Pierre Door. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2012 [30 avril 2008] (p. 1820)

M. François Vannson. Sang et organes humains. Organes humains. Dons, développement [30 avril 2008] (p. 1826)

Mme Catherine Lemorton. Santé. Politique de la santé. [6 mai 2008] (p. 1899)

M. Michel Heinrich. Santé. Traitements. Radiothérapie, sécurisation [7 mai 2008] (p. 1952)

M. Dominique Baert. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [21 mai 2008] (p. 2244)

M. Jean-Claude Guibal. Fonction publique hospitalière. Personnel. Heures supplémentaires [21 mai 2008] (p. 2247)

M. Philippe Gosselin. Sang et organes humains. Sang. Dons, développement [28 mai 2008] (p. 2591)

Mme Dominique Orliac. Pharmacie et médicaments. Médicaments. Distribution, monopole [28 mai 2008] (p. 2593)

M. Yanick Paternotte. Santé. Tabagisme. Jeunes, lutte et prévention [28 mai 2008] (p. 2594)

M. Olivier Jardé. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [4 juin 2008] (p. 2897)

M. Claude Leteurtre. Assurance maladie maternité : généralités. Dossier médical personnel. [17 juin 2008] (p. 3497)

Mme Claude Greff. Etablissements de santé. Centres de soins palliatifs. Capacités d'accueil [17 juin 2008] (p. 3500)

M. Jean-Philippe Maurer. Santé. Politique de la santé. [17 juin 2008] (p. 3502)

M. Jean-Christophe Lagarde. Santé. Politique de la santé. Affections de longue durée, prise en charge [24 juin 2008] (p. 3711)

M. Christian Paul. Santé. Politique de la santé. Affections de longue durée, prise en charge [24 juin 2008] (p. 3713)

M. Jacques Valax. Santé. Politique de la santé. Affections de longue durée, prise en charge [25 juin 2008] (p. 3781)

M. Louis Guédon. Sociétés. Sociétés d'exercice libéral. Professions de santé, ouverture du capital, conséquences [25 juin 2008] (p. 3782)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Yannick Favennec. Santé. Aide médicale urgente. Défibrillateurs cardiaques, implantation, développement [2 octobre 2007] (p. 2454)

M. Jean-Paul Lecoq. Santé. Accès aux soins. Agglomération havraise [2 octobre 2007] (p. 2455)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Etablissements de santé. Maternités. Maintien, Lourdes et Lannemezan [2 octobre 2007] (p. 2456)

M. Benoist Apparu. Voirie. RN 44. Déviation, Chepy [2 octobre 2007] (p. 2457)

Mme Sylvie Andrieux. Santé. Politique de la santé. Urgences médicales, pilotes d'hélicoptères, revendications [8 janvier 2008] (p. 13)

M. Jean-Jacques Gaultier. Sang et organes humains. Produits humains. Dons de moelle osseuse, développement [8 janvier 2008] (p. 14)

M. Louis-Joseph Manscour. Outre-mer. DOM-ROM : Martinique. Hôpitaux, reconstruction, La Trinité [22 janvier 2008] (p. 372)

M. Henri Jibrayel. Audiovisuel et communication. Radio. Fréquences, conditions d'attribution [22 janvier 2008] (p. 373)

M. Yves Vandewalle. Enseignement : personnel. Enseignants. Voyages scolaires, accompagnateurs, frais, prise en charge [22 janvier 2008] (p. 374)

M. François Rochebloine. Santé. Maladies rares. Plan national [25 mars 2008] (p. 895)

M. Olivier Jardé. Justice. Médecine légale. Financement [25 mars 2008] (p. 896)

Mme Pascale Got. Santé. Politique de la santé. Urgences médicales, Médoc [25 mars 2008] (p. 897)

M. Jean Proriot. Famille. Revendications. Deuils anténataux [25 mars 2008] (p. 898)

M. Philippe Armand Martin. Pharmacie et médicaments. Médicaments. Distribution, monopole [25 mars 2008] (p. 899)

M. Jean-Paul Dupré. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement [25 mars 2008] (p. 900)

M. Jacques Remiller. Etablissements de santé. Cliniques. Plan hôpital 2012, Isère [13 mai 2008] (p. 2001)

Mme Arlette Franco. Handicapés. Allocation aux adultes handicapés. Conditions d'attribution [13 mai 2008] (p. 2002)

M. Jean-Claude Sandrier. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2012, Vierzou [13 mai 2008] (p. 2003)

M. Henri Plagnol. Sécurité sociale. Organisation. Centres d'accueil, Val-de-Marne [13 mai 2008] (p. 2004)

M. Alain Marty. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2012, Sarrebourg [3 juin 2008] (p. 2819)

Mme Chantal Brunel. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Marne-la-Vallée [3 juin 2008] (p. 2820)

M. Hervé Gaymard. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Albertville-Moùtiers [3 juin 2008] (p. 2821)

M. Jean-Pierre Decool. Elevage. Animaux. Exportation, certificat, délivrance, réglementation [3 juin 2008] (p. 2822)

M. Michel Zumkeller. Urbanisme. Etablissements recevant du public. Secours, personnel, réglementation [3 juin 2008] (p. 2823)

M. Christian Bataille. Santé. Politique de la santé. Permanence des soins, organisation [24 juin 2008] (p. 3688)

M. Jean-Jacques Urvoas. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, conséquences [24 juin 2008] (p. 3690)

M. Yves Vandewalle. Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, conséquences, santé [24 juin 2008] (p. 3689)

M. Serge Poignant. Publicité. Internet. Boissons alcoolisées, réglementation [24 juin 2008] (p. 3692)

M. Jean-Claude Guibal. Traités et conventions. Convention de sécurité sociale avec Monaco. Application, conséquences [24 juin 2008] (p. 3692)

En qualité de Membre du Gouvernement

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3073)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3100)

Ses interventions (p. 3112, 3179)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3188)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3075, 3179 et s.)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3074, 3179, 3189)

Avortement : centres d'interruption volontaire de grossesse (p. 3077)

Démographie : vieillissement de la population (p. 3073)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3112 et s.)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 3189)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3075, 3189)

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3112)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3076)

Produits dangereux : amiante (p. 3180)

Professions de santé : exercice de la profession : installation (p. 3076, 3101, 3179, 3188)

Professions de santé : internes (p. 3101)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 3076)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 3076)

Santé : accès aux soins (p. 3073 et s.)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3075, 3076, 3179 et s.)

Santé : cancer (p. 3074)

Santé : Haute autorité de santé (p. 3075, 3180)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3073 et s.)

Santé : politique de la santé (p. 3101)

Santé : prévention (p. 3076)

Santé : soins : organisation (p. 3075, 3179 et s., 3188 et s.)

Santé : soins palliatifs (p. 3074)

Sécurité sociale : déficit (p. 3073, 3074)

Sécurité sociale : dépenses (p. 3074, 3075)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3272 à 3507)

Article 27 (renforcement de l'encadrement des transports des assurés en taxi)

Son intervention (p. 3338)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 660 rectifié du Gouvernement (possibilité pour les infirmiers et infirmières d'effectuer certaines vaccinations sans prescription médicale) (p. 3348)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Son intervention (p. 3381)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3397)

Après l'article 32

Intervient sur l'ad n° 670 du Gouvernement (répartition géographique des chirurgiens-dentistes, des sages-femmes et des auxiliaires médicaux sur le territoire) (p. 3399)

Article 33 (répartition géographique des médecins libéraux sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3400)

Article 34 (élargissement du dispositif de pénalité financière aux transporteurs sanitaires et aux entreprises de taxis)

Son intervention (p. 3404)

Après l'article 35

Intervient sur le sous-adt n° 683 du Gouvernement (suppression de la disposition de non-remboursement des médicaments en cas de refus de la substitution) à l'ad n° 358 de Mme Valérie Boyer (application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 3427)

Article 37 précédemment réservé (dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale)

Ses interventions (p. 3443 et s.)

Article 39 (restructuration du réseau des officines de pharmacie)

Ses interventions (p. 3448 et s.)

Article 41 précédemment réservé (contribution financière des établissements de santé à la Haute autorité de santé - HAS)

Son intervention (p. 3450)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Ses interventions (p. 3455 et s.)

Article 49 précédemment réservé (objectifs de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès)

Son intervention (p. 3477)

Article 50 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son intervention (p. 3477)

Après l'article 52

Intervient sur l'ad n° 673 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (contribution du fonds pour l'emploi hospitalier au financement des heures supplémentaires non récupérées ou non payées) (p. 3478)

Article 26 bis (habilitation des directeurs et directeurs-adjoints de laboratoires d'analyses médicales à émettre des prescriptions médicales)

Son intervention (p. 3507)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Son intervention (p. 4509)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 4509)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4510)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4510)

Emploi : seniors (p. 4511)

Etablissements de santé : tarification à l'activité (T2A) (p. 4510)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 4510 et s.)

Famille : prestations familiales (p. 4511)

Personnes âgées : dépendance (p. 4511)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 4511)

Politique sociale : fraude (p. 4511)

Politique sociale : solidarité (p. 4510)

Produits dangereux : amiante : maladies professionnelles (p. 4511)

Professions de santé : infirmiers (p. 4511)

Retraites : généralités : préretraites (p. 4511)

Santé : accès aux soins (p. 4510 et s.)

Santé : cancer (p. 4510)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 4510)

Santé : soins palliatifs (p. 4510)

Sécurité sociale : déficit (p. 4509 et s.)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4512)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 4512 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Son intervention (p. 3656)

Ses réponses (p. 3660 à 3671)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : personnel (p. 3657)

Mort : suicide (p. 3659)

Outre-mer : Martinique : santé publique (p. 3659)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 3657)

Professions de santé : médecins (p. 3657)

Sang et organes humains : sang : collecte (p. 3656)

Santé : drogue (p. 3658)

Santé : droits du malade (p. 3660)

Santé : accès aux soins (p. 3656 et s.)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3657)

Santé : cancer (p. 3658)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3660)

Santé : maladies chroniques (p. 3659 et s.)

Santé : maladies mentales (p. 3659)

Santé : maladies rares (p. 3659)

Santé : politique de la santé (p. 3656 et s.)

Santé : prévention (p. 3658)

Santé : sida (p. 3659)

Réponses aux questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3663) (M. Francis Vercamer) (p. 3663)

Etablissements de santé : hôpitaux : financement (p. 3671) (M. Jean-Claude Bouchet) (p. 3670)

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3669) (Mme Chantal Robin-Rodrigo) (p. 3669)
 Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3670) (M. Etienne Pinte) (p. 3670)
 Outre-mer : santé publique (p. 3667) (Mme Christiane Taubira) (p. 3666)
 Professions de santé : médecins spécialistes : hôpitaux (p. 3669) (M. Guénaël Huet) (p. 3669)
 Risques professionnels : maladies professionnelles : prévention (p. 3660) (M. Michel Vaxès) (p. 3660)
 Santé : drogue (p. 3665) (Mme Catherine Lemorton) (p. 3665)
 Santé : cancer : prévention (p. 3667) (M. Philippe Boënnec) (p. 3667)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3663) (Mme Martine Aurillac) (p. 3663)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3664, 3667) (M. Philippe Boënnec) (p. 3664, 3667)
 Santé : maladies mentales (p. 3670) (M. Louis Cosyns) (p. 3670)
 Santé : maladies rares (p. 3662) (M. François Rochebloine) (p. 3662)
 Santé : obésité (p. 3662) (M. Jean-Pierre Abelin) (p. 3662)
 Santé : produits phytosanitaires (p. 3666) (M. Gérard Bapt) (p. 3666)
 Santé : urgences (p. 3665) (M. Bertrand Pancher) (p. 3664)
 Santé : virus H5N1 (p. 3668) (M. Bernard Gérard) (p. 3668)
 Santé : virus H5N1 : prévention (p. 3661) (M. Yves Cochet) (p. 3661)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838) Son intervention (p. 3846)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : qualité (p. 3846 et s.)
 Environnement : protection de la nature : pollution (p. 3846 et s.)
 Outre-mer : Antilles : sécurité sanitaire (p. 3847 et s.)
 Politiques communautaires : sécurité sanitaire (p. 3848)
 Santé : chikungunya (p. 3848)
 Santé : épidémies (p. 3847 et s.)
 Santé : Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) (p. 3847)
 Santé : maladies chroniques (p. 3847)
 Santé : prévention (p. 3847)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 3846 et s.)
 Santé : sécurité sanitaire : agences (p. 3847)
 Santé : veille sanitaire (p. 3848)

Réponses aux questions :

Produits dangereux : amiante : indemnisation (p. 3853) (Mme Dominique Orliac) (p. 3853)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) : - Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007 Ses interventions (p. 38, 45)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 39, 45)
 Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 39, 45)
 Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 38 et s., 45)
 Logement : réquisition (p. 46)
 Politique sociale : fraude (p. 39, 45)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 46)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 39 et s.)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 126 à 132)

Projet de loi n° 301 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 723)

Ses interventions (p. 723 et 731)

Thèmes :

Bioéthique : assistance médicale à la procréation (AMP) (p. 732)
 Bioéthique : génétique (p. 732)
 Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 732)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 723 et s.)
 Pharmacie et médicaments : médicaments : récupération (p. 724, 731)
 Pharmacie et médicaments : médicaments vétérinaires (p. 732)
 Politiques communautaires : droit communautaire (p. 723 et s.)
 Recherche : recherche médicale (p. 725)
 Sang et organes humains : produits humains (p. 732)
 Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 732)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 733)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 733 à 737)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad n° 9 du Gouvernement (habilitation à prendre par ordonnance les dispositions nécessaires pour transposer certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux médicaments à Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, aux Terres australes et antarctiques françaises, aux îles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) (p. 733)

Article 5 (compétences de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) en matière de recherches biomédicales)

Son intervention (p. 734)

Article 6 (conditions de collecte, de destruction et de redistribution à des fins humanitaire des médicaments non utilisés)

Ses interventions (p. 734 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-adt n° 16 du Gouvernement (rédactionnel) à l'ad n° 15 de Mme Cécile Gallez (compétences des officines en matière de préparations pharmaceutiques) (p. 737)

Intervient sur l'ad n° 11 du Gouvernement (application de sanctions en cas de non-réalisation d'une étude post-autorisation de mise sur le marché) (p. 737)

Intervient sur l'ad n° 10 du Gouvernement (déclaration des produits et prestations remboursables) (p. 737)

Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1541)

Ses interventions (p. 1543, 1552)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 1544)
 Droit pénal : manipulation mentale (p. 1543, 1552)
 Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 1543)
 Femmes : politique à l'égard des femmes : anorexie (p. 1543)
 Jeunes : politique à l'égard des jeunes : anorexie (p. 1543, 1552)
 Santé : anorexie (p. 1543 et s., 1552)
 Santé : Haute autorité de santé (p. 1543)
 Santé : institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) (p. 1543)
 Santé : maladies mentales (p. 1543)
 Santé : protection (p. 1543 et s., 1552)
 Télécommunications : Internet (p. 1544)

Discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1552)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1552 à 1555)

Débat sur l'organisation du système de santé en France**[19 juin 2008] (p. 3615)**

Ses interventions (p. 3624, 3645)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3628, 3645)
 Etablissements de santé : tarification à l'activité (T2A) (p. 3626 et s.)
 Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 3625 et s.)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3625 et s.)
 Professions de santé : médecins généralistes (p. 3624 et s.)
 Santé : accès aux soins (p. 3624 et s., 3645)
 Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3627 et s.)
 Santé : santé publique (p. 3624 et s., 3645)
 Sécurité sociale : dépenses : santé publique (p. 3645)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3625, 3645)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007**Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)**

CRÉDITS DE LA SANTÉ

Ses interventions (p. 3961, 3968)

Thèmes :

Drogue (p. 3963, 3969)
 Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 3963, 3970)
 Famille : contraception (p. 3962)
 Finances publiques : dépenses fiscales : santé publique (p. 3970)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : compétences (p. 3969)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la santé (p. 3970)
 Santé : budgets opérationnels de programme (p. 3963)
 Santé : exécution du budget (p. 3963)
 Santé : indicateurs de performance (p. 3963)
 Santé : organismes (p. 3961, 3968)
 Santé : cancer : Plan (p. 3961, 3968)
 Santé : crédits : missions (p. 3961 et s., 3969)
 Santé : maladies mentales (p. 3961)
 Santé : maladies sexuellement transmissibles (MST) : sida (p. 3961)
 Santé : obésité : hygiène alimentaire (p. 3962)
 Santé : prévention : médecins (p. 3968)
 Santé : soins : programmes (p. 3962)
 Santé : veille sanitaire (p. 3962)
 Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3970)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 3970)

Jean-Paul BACQUET

*Puy-de-Dôme (4^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Développement et régulation économiques - [11 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages (n° 7) [11 juillet 2007]

Représentant suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre du haut conseil de la coopération internationale [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Economie - [28 mai 2008]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan (n° 1102) [30 septembre 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion de la France à la convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages (n° 7) [18 juillet 2007] (n° 81)

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome V : Développement et régulation économiques - Commerce extérieur (n° 279) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. [14 novembre 2007] (p. 4108)

Industrie. Métallurgie. Alcan [5 décembre 2007] (p. 5021)

Etat. Gouvernement. Politique générale, orientations [7 mai 2008] (p. 1949)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES****Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :**
- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Ses interventions (p. 8, 17)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : aides à l'exportation (p. 8)
 Commerce extérieur : balance commerciale : déficit (p. 8, 17)
 Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 8, 17)
 Commerce extérieur : missions économiques (p. 8, 17)
 Commerce extérieur : Ubifrance (p. 8, 17)
 Commerce extérieur : volontaires à l'international en entreprise (VIE) (p. 8)
 Énergie et carburants : pétrole : prix (p. 8)

Dominique BAERT

*Nord (8^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Engagements financiers de l'état - [11 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]
 Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Engagements financiers de l'état - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 15 : Engagements financiers de l'Etat (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [21 mai 2008] (p. 2244)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 86, posée le 8 janvier 2008. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique (J.O. Questions p. 117). Appelée le 8 janvier 2008. Avenant, contenu (p. 31)

n° 211, posée le 29 avril 2008. Police. Effectifs de personnel (J.O. Questions p. 3549). Appelée le 29 avril 2008 (p. 1758)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)
 Son intervention (p. 1911)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)
 Son intervention (p. 2808)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2809)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2809)
 Donations et successions (p. 2809)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2809)
 Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2809)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2809)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 2809)
 Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 2809)
 Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2809)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2809)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 2809)
 Sécurité sociale : déficit (p. 2809 et s.)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2809)
 Travail : taux d'activité (p. 2809)
 TVA : TVA sociale (p. 2809)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 2

Son amendement n° 222 précédemment réservé (anciens combattants - bénéfice de la demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) (p. 2912) : rejeté (p. 2913)

Avant l'article 12

Son amendement n° 112 (fonds de compensation pour la TVA : taux appliqué aux dépenses éligibles porté de 15,482 % à 16,109 %) (p. 2990) : rejeté (p. 2991)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Ses interventions (p. 3003, 3005)

Son amendement n° 288 (p. 3006)

Après l'article 17

Son amendement n° 293 (attribution des fonds de compensation pour la TVA aux communautés urbaines : délai de perception aligné sur celui des communautés de communes et d'agglomération) : rejeté (p. 3015)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Son intervention (p. 62)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 62)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 62)

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ÉTAT : PROVISIONS ; REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4085)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 4086)
 Finances publiques : dette publique (p. 4085)
 Finances publiques : dette publique : gestion (p. 4085)
 Logement : épargne logement : primes (p. 4086)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 55 (prélèvements sur dotations opérés au profit des services départementaux d'incendie et de secours) : retiré (p. 3532)

Son amendement n° 54 (indexations identiques pour la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines et la dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 3536)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 97 (taxe foncière afférente à la résidence principale due par les veufs et veuves - plafonnement à 5 % du revenu fiscal de référence sous condition de ressources) : rejeté (p. 4342)

Son amendement n° 94 (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité unique : institution facultative d'une commission communautaire des impôts directs) : rejeté (p. 4347)

Son amendement n° 317 (taxe sur les salaires due par les associations : seuil d'exigibilité porté de 5 651 € à 10 000 € pour celles à caractère éducatif, culturel, sportif, social, humanitaire ou intervenant dans les services à la personne) : rejeté (p. 4348)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 195 de M. Pierre-Alain Muet (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées ou invalides respectivement non assujetties à l'impôt sur le revenu ou percevant des revenus d'un montant inférieur aux limites définies à l'article 1417 du code général des impôts) (p. 5091)

Intervient sur l'ad n° 194 de M. Jérôme Cahuzac (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Yves Censi (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5094)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
Son intervention (p. 2792)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2793)
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 2792)
Entreprises : entreprises individuelles (p. 2792)
Logement : logement social : financement (p. 2793)
Postes : activités bancaires (p. 2793)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 20

Son amendement n° 872 rectifié (p. 3067) : rejeté (p. 3068)

Avant l'article 39

Son amendement n° 801 (p. 3233) : rejeté (p. 3234)

Article 39 (réforme du livret A)

Son amendement n° 865 et 830 (p. 3283)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4553)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 4553)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4553)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4553)
Finances publiques : dette publique (p. 4553)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : ministre (p. 4553)
Politique économique : croissance (p. 4553)

Pierre-Christophe BAGUET

Hauts-de-Seine (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission du dividende numérique [J.O. du 10 novembre 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 311 relative à la sécurité des piscines publiques et ouvertes au public [24 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 148, posée le 29 janvier 2008. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 629). Appelée le 29 janvier 2008. Effectifs de personnel, moyens, Boulogne-Billancourt (p. 571)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses amendements n°s 206, 204 et 205 (p. 1754, 1756, 1758)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses amendements n°s 211 et 212 (p. 1958 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

MÉDIAS

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Son intervention (p. 36)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 36)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 36)
Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 36)
Presse et livres : presse (p. 36)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 7

Son amendement n° 237 (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de proposer une offre commerciale familiale) (p. 4758) : adopté (p. 4759)

Patrick BALKANY

Hauts-de-Seine (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi (n° 180) [18 septembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement (n° 729) [25 mars 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté, par le Sénat, autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi (n° 180) [2 octobre 2007] (n° 239)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement (n° 729) [2 avril 2008] (p. 776)

Proposition de loi organique n° 783 subordonnant l'éligibilité au mandat de député à l'exercice d'un mandat local [4 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650)
Son intervention (p. 2651)

Thèmes :

- Culture : politique culturelle (p. 2651 et s.)
- Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 3651 et s.)
- Patrimoine culturel : musées (p. 2651 et s.)
- Pays étrangers : Emirats Arabes Unis (p. 2651 et s.)
- Relations internationales : échanges culturels (p. 2651 et s.)

Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1522)
Son intervention (p. 1523)

Thèmes :

- Etrangers : immigration : Gabon (p. 1523, 1524)
- Etrangers : immigration clandestine (p. 1523)
- Organisations internationales : Banque mondiale (p. 1523)
- Pays étrangers : Gabon (p. 1523, 1524)
- Politique extérieure : codéveloppement (p. 1523)
- Politique extérieure : codéveloppement : Gabon (p. 1523, 1524)
- Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1524)

Jean-Pierre BALLIGAND

*Aisne (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 13 juillet 2007]

Membre suppléant du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, réforme, conséquences [19 décembre 2007] (p. 5436)

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A [27 mai 2008] (p. 2514)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 163, posée le 25 mars 2008. Patrimoine culturel. Monuments historiques (J.O. Questions p. 2478). Appelée le 25 mars 2008. Restauration, financement (p. 892)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son amendement n° 320 rectifié (p. 1941)

Après l'article 7

Son amendement n° 319 ("stock-options" - plus-values réalisées par les dirigeants : affectation de 50 % de leur montant à l'ensemble des salariés) : rejeté (p. 2053)

Son amendement n° 321 (plus-values sur "stock-options" : institution d'un prélèvement de 8 % affecté au fonds de réserve pour les retraites) : rejeté (p. 2055)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2025)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : "bouclier fiscal" (p. 2025)
- Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2025 et s.)
- Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 2026)
- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2026)
- Collectivités territoriales : libre administration (p. 2027)
- Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2026)
- Coopération intercommunale (p. 2026)
- Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2025)
- Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 2025)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2811)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : dépenses (p. 2812 et s.)
- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2812)
- Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 2812)
- Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2812 et s.)
- Emploi : contrats aidés : collectivités territoriales (p. 2813)
- Etat : transferts de recettes : collectivités territoriales (p. 2812)
- Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2812)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2812 et s.)
- Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 2813)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT : PROVISIONS ; REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Son intervention (p. 4092)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Entreprises : EADS (p. 4093)
- Entreprises : Electricité de France (EDF) : dividendes (p. 4092)
- Etat : rôle (p. 4093 et s.)

Finances publiques : Agence des participations de l'Etat (p. 4093 et s.)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 4093)
Secteur public : cessions de titres : France Télécom (p. 4092)
Secteur public : privatisations (p. 4092 et s.)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513) Son intervention (p. 3521)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 3521)
Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 3521)
Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3522)
Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 3521)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3521)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3521)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 3521)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Article 48 (création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)

Son amendement n° 45 (de suppression) (p. 3530)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 93 (impôts locaux : "déliaison" des taux) : rejeté (p. 4343)

Son amendement n° 314 (communautés de communes à taxe professionnelle unique : "déliaison" des taux de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 4343)

Son amendement n° 99 (taxe professionnelle - taux de l'année d'imposition ou de 2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) : rejeté (p. 4343)

Son amendement n° 100 (plafonnement de la taxe professionnelle - compensation aux collectivités territoriales par la majoration de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 4343) : rejeté (p. 4344)

Son amendement n° 306 (déménagement d'établissements intervenus depuis 2005 entre communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunale : neutralisation pour l'application des règles d'écrêtement des bases de la taxe professionnelle au profit des fonds départementaux de péréquation) (p. 4345) : devenu sans objet (p. 4346)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 26

Son amendement n° 272 (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle : précisions relatives au calcul du « ticket modérateur ») (p. 5133) : adopté (p. 5134)

Son amendement n° 196 (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique dont les taux sont en période de lissage : neutralisation de la variation des bases dans le mode de calcul du taux de référence commune par commune) : rejeté (p. 5135)

Après l'article 35

Son amendement n° 281 (partenariats public-privé : généralisation de l'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) : rejeté (p. 5142)

Son amendement n° 197 (établissements publics de coopération intercommunale dont le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national de sa catégorie : minoration du potentiel fiscal à hauteur du plafond de participation qui serait mis à sa charge en cas d'application du taux moyen national de taxe professionnelle de sa catégorie) : rejeté (p. 5142)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5451)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 5452)
Entreprises : intéressement et participation (p. 5451 et s.)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5452)
Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5451)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 64 (baisse du taux normal et du taux réduit de TVA) (p. 5475) : rejeté (p. 5476)

Après l'article 1er

Son amendement n° 82 (attribution à tous les salariés d'au moins la moitié de la plus-value d'acquisition des stock options) : rejeté (p. 5539)

Article 2 (déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise)

Ses amendements n° 37 (de suppression) et 38 (p. 5543, 5546)

Après l'article 2

Son amendement n° 83 (exclusion du droit à restitution de l'imposition sur le revenu due au titre des plus-values de cession des stock options) : rejeté (p. 5547)

Son amendement n° 77 (octroi de stock-options conditionné à un accord d'intéressement) : rejeté (p. 5547)

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Patrick Ollier (relèvement à 250 du nombre maximal de salariés permettant aux dirigeants d'entreprises de bénéficier des dispositifs d'intéressement) (p. 5549)

Son amendement n° 78 (obligation pour les entreprises de moins de 50 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5550)

Son amendement n° 79 (obligation pour les entreprises d'au moins 10 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) (p. 5550) : rejeté (p. 5551)

Reprend l'adt n° 93 rectifié de M. Patrick Ollier (modalités d'application du dispositif de participation dans les entreprises de moins de 50 salariés) (p. 5550) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5551)

Son amendement n° 170 (information des organisations syndicales sur la part respective des salaires et des rémunérations alternatives aux salaires) : rejeté (p. 5551)

Article 3 (versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises qui ne sont pas assujetties au régime de la participation)

Son amendement n° 81 (p. 5554)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Lionnel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5558)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2765) : rejetée (p. 2772)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : financement (p. 2765 et s.)
 Banques et établissements financiers : livret A (p. 2765 et s.)
 Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2765 et s.)
 Banques et établissements financiers : livret de développement durable (p. 2766 et s.)
 Energie et carburants : économies d'énergie : financement (p. 2766 et s.)
 Entreprises : aides publiques : financement (p. 2766 et s.)
 Entreprises : EADS (p. 2769)
 Logement : logement social : financement (p. 2765 et s.)
 Marchés financiers (p. 2767 et s.)
 Postes : activités bancaires (p. 2765 et s.)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 39

Intervient sur l'ad n° 801 de M. Dominique Baert (p. 3233)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3243, 3255 et s.)

Ses amendements n°s 612 (de suppression), 614 à 621 (p. 3245 et s.)

Ses amendements n°s 627 et 622, 628, 691 (p. 3255 et s.)

Son amendement n° 624 (p. 3257) : adopté (p. 3258)

Ses amendements n°s 625, 626, 692, 673 à 675, 693 (p. 3258 et s.)

Son amendement n° 676 : adopté (p. 3279)

Ses amendements n°s 694, 873, 677 à 679, 695 et 696 (p. 3279 et s.)

Article 40 (transition vers le nouveau régime du livret A)

Son amendement n° 613 (de suppression) (p. 3284)

Son amendement n° 680 : adopté (p. 3284)

Ses amendements n°s 681, 682, 697, 698, 683 et 684 (p. 3284)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Ses amendements n°s 685 et 686 : adoptés (p. 3294)

Son amendement n° 687 (p. 3295)

Son amendement n° 688 : adopté (p. 3295)

Ses amendements n°s 689, 797 et 798 (p. 3295 et s.)

Son sous-amendement n° 1508 à l'ad n° 593 de M. Nicolas Forissier (p. 3297)

Après l'article 42

Son amendement n° 799 : rejeté (p. 3303)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4558)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 4558 et s.)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4559)
 Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 4559)
 Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 4559)
 Impôts locaux : réforme (p. 4559)
 Impôts locaux : dégrèvement (p. 4559)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4961)

Thèmes :

Entreprises : fonds propres (p. 4961)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4962)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4961)

Travail : salaires (p. 4962)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4984)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014 et s.)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5027 et s., 5048 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur les ads identiques n°s 1256 à 1277 de M. Christian Eckert (attributions du comité des rémunérations) (p. 5051)

Gérard BAPT

*Haute-Garonne (2^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Santé - [11 juillet 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé

Membre du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil de surveillance de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 4 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Membre de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 29 novembre 2007]

Président de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 12 décembre 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Santé - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 38 : Santé (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 348 tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les conditions de sécurité des pratiques de radiothérapie [30 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. EADS, dirigeants, enquête [9 octobre 2007] (p. 2642)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [13 novembre 2007] (p. 4020)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Juge "qu'il n'est vraiment pas sérieux de prévoir un tel ordre de jour en pleine nuit" [7 novembre 2007] (p. 3838)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1658)

Son intervention (p. 1696)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure : réponse (p. 1658)
Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1659)
Finances publiques : universalité budgétaire : allègement des charges sociales (p. 1658)
Impôt sur le revenu : impôt minimal : "niches fiscales" (p. 1697)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1658, 1697)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 1658)
Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1697)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : salaires (p. 1696)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1786)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son intervention (p. 1931 et s., 1941)

Ses amendements n^{os} 307 rectifié, 306 rectifié et 305 (p. 1933 et s., 1941)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad^t n° 158 rectifié de M. Didier Migaud (impôt sur le revenu - "niches fiscales" : réduction d'impôt plafonnée à 40 % du revenu) (p. 1944)

Intervient sur l'ad^t n° 159 rectifié de M. Didier Migaud (impôt sur le revenu : institution d'un barème alternatif déterminant une cotisation minimale) (p. 1944)

Intervient sur l'ad^t n° 275 rectifié de M. Jean-Louis Idiart (impôt sur le revenu - "niches fiscales" : réduction du revenu imposable plafonnée à 40 %) (p. 1944)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son intervention (p. 1955)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2057)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 329 (p. 2067)

Son amendement n° 328 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2067)

Son amendement n° 330 (p. 2069)

Article 11 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 332 : adopté (p. 2075)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2814)

Thèmes :

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2815)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2815)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2814)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2814 et s.)
Politique économique : consommation (p. 2815)
Recherche : innovation (p. 2815)
Sécurité sociale : déficit (p. 2815)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2908)

Après l'article 9

Son amendement n° 91 ("bouclier fiscal" - création d'une cotisation minimale au titre de l'ISF en fonction du patrimoine taxable) : rejeté (p. 2949)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3645)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3647)
Environnement : protection : pollution (p. 3646)
Outre-mer : Antilles : santé publique (p. 3646)
Santé : drogue (p. 3645 et s.)
Santé : cancer (p. 3645)
Santé : crédits (p. 3645 et s.)
Santé : prévention : produits dangereux (p. 3646)
Santé : sida (p. 3645)
Santé : soins (p. 3647)

Procédure des questions :

Santé : produits phytosanitaires (p. 3666)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 novembre 2007] (p. 3838)

Procédure des questions :

Produits dangereux : produits phytosanitaires (p. 3854)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 52)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 52)
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 52)
Emploi : contrats aidés (p. 52)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3101)

Son intervention (p. 3122)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 3102)
Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3122)
Professions de santé : médecins : installation (p. 3102)
Santé : cancer (p. 3122)
Santé : données médicales (p. 3102)
Santé : politique de la santé (p. 3101 et s., 3122)
Santé : soins : coût (p. 3122)
Santé : soins palliatifs (p. 3122)
Sécurité sociale : déficit (p. 3102, 3122)
Sécurité sociale : protection sociale : solidarité (p. 3122 et s.)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 1er (approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3195)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3199)

Article 3 (rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2007)

Son intervention (p. 3204)

Article 4 (objectif d'amortissement rectifié de la Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES - et prévisions de recettes rectifiées du Fonds de réserve pour les retraites - FRR)

Son intervention (p. 3208)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Son intervention (p. 3211)

Article 6 (prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 3215)

Article 7 (rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son intervention (p. 3218)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Ses interventions (p. 3231 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 393 de M. Jean-Marie Le Guen (substitution d'un mécanisme de baisse des prix aux remises versées à l'assurance maladie sur les ventes de médicaments) (p. 3273)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3275)

Article 21 (approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3317)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son intervention (p. 3327)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Son intervention (p. 3339)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 192 de M. Jérôme Cahuzac (redevance audiovisuelle : émission de l'avis d'imposition avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5096)

Proposition de loi n° 502 relative aux personnels enseignants de médecine générale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 janvier 2008] (p. 605)

Son intervention (p. 609)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : médecins (p. 609 et s.)
Professions de santé : médecins généralistes : démographie (p. 610)
Professions de santé : médecins généralistes : enseignement supérieur (p. 610)
Santé : accès aux soins (p. 609 et s.)

Explications de vote et vote [29 janvier 2008]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 609)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Son intervention (p. 663)

Thèmes :

Donations et successions : avantages fiscaux
Entreprises : intéressement et participation (p. 664)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : primes (p. 664)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 664)
Politique économique : conjoncture (p. 663)
Politique économique : inflation (p. 663)
Travail : durée du travail (p. 664)
Travail : heures supplémentaires (p. 664)
Travail : salaires (p. 663 et s.)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008]

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 664)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3242)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3641)

Thèmes :

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3641 et s.)
Professions de santé : installation (p. 3642)
Professions de santé : médecins généralistes (p. 3641 et s.)
Santé : accès aux soins (p. 3641)
Santé : santé publique (p. 3641)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Son intervention (p. 3830)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : entreprises (p. 3831)
Défense : équipements (p. 3831)
Défense : hélicoptères : contrats de partenariat public-privé (p. 3831)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3830)
Etat : missions régaliennes (p. 3831)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : Royaume-Uni (p. 3830)
Secteur public : endettement : contrats de partenariat public-privé (p. 3831)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 1er (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Ses interventions (p. 3844 et s.)

Article 26 (exonération du versement pour dépassement du plafond légal de densité pour les immeubles édifiés dans le cadre d'un contrat de partenariat, d'un bail emphytéotique administratif ou hospitalier ou d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public)

Son amendement n° 135 (p. 3877)

Article 27 (exonération de la redevance pour création de bureaux ou de locaux de recherche en région Ile-de-France pour les immeubles édifiés dans le cadre d'un contrat de partenariat, d'un bail emphytéotique administratif ou hospitalier ou d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public)

Son amendement n° 136 (p. 3877)

Article 28 (régime de publicité foncière pour les contrats de partenariat, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public, les actes de bail et crédit-bail et les baux emphytéotiques administratifs ou hospitaliers)

Son amendement n° 137 (p. 3879)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan suppléé par M. Pascal Terrasse [30 juin 2008]

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4957)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4958)
Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 4958)
Travail : négociations : salaires (p. 4958)
Travail : salaires (p. 4957)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 5004 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5073)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son intervention (p. 5134)

Jean BARDET

*Val-d'Oise (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé

Membre du conseil d'orientation de l'agence de la biomédecine [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-président de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé sur la prise en charge précoce des accidents vasculaires cérébraux [27 septembre 2007] (n° 236)

Proposition de loi n° 432 visant à assurer la mise en oeuvre des recommandations émises par l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires [21 novembre 2007]

Brigitte BARÈGES

*Tarn-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Représentante suppléante des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [20 mai 2008] (p. 2181)

DÉBATS

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4814)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4814)
Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4814)
Communes : maires : police (p. 4814)

Michel BARNIER

Ministre de l'agriculture et de la pêche

Est nommé ministre de l'agriculture et de la pêche. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
M. Jean-Paul Anciaux. Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, lutte et prévention [2 octobre 2007] (p. 2494)

M. Yannick Favennec. Elevage. Porcs. Aides de l'État [16 octobre 2007] (p. 2759)

M. Jean Auclair. Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, lutte et prévention [24 octobre 2007] (p. 3156)

M. Jean-Marc Lefranc. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [6 novembre 2007] (p. 3678)

Mme Jacqueline Irlès. Politiques communautaires. Agriculture. Viticulture, OCM vin, négociations [6 novembre 2007] (p. 3683)

Mme Annick Le Loch. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [7 novembre 2007] (p. 3776)

Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. DOM-ROM : Guadeloupe. Production sucrière, politiques communautaires [7 novembre 2007] (p. 3781)

M. Paul Jeanneteau. Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'État [5 décembre 2007] (p. 5020)

M. Daniel Fasquelle. Aquaculture et pêche professionnelle. Bateaux de pêche. Mesures de sécurité [5 décembre 2007] (p. 5022)

M. Noël Mamère. Produits dangereux. Insecticides. Utilisation, conséquences, apiculture [23 janvier 2008] (p. 468)

M. Didier Quentin. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [23 janvier 2008] (p. 472)

M. Rémi Delatte. Agriculture. PAC. [30 janvier 2008] (p. 624)

M. Alfred Marie-Jeanne. Agriculture. SAFER. Droit de préemption, réglementation [5 février 2008] (p. 716)

M. Nicolas Forissier. Politique extérieure. Aide alimentaire. [15 avril 2008] (p. 1563)

M. Jean Auclair. Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, aides de l'État [15 avril 2008] (p. 1567)

M. Philippe Armand Martin. Agriculture. Politique agricole [7 mai 2008] (p. 1953)

Mme Sylvia Pinel. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Revalorisation [14 mai 2008] (p. 2053)

M. Jean-Pierre Marcon. Retraites : régime agricole. Politique à l'égard des retraités [14 mai 2008] (p. 2053)

M. Maxime Bono. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [20 mai 2008] (p. 2179)

M. Daniel Fasquelle. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [28 mai 2008] (p. 2587)

Mme Arlette Franco. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [4 juin 2008] (p. 2901)

Mme Annick Le Loch. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [11 juin 2008] (p. 3272)

M. William Dumas. Agriculture. Viticulture. Aides de l'État [25 juin 2008] (p. 3783)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Pierre Forgues. Eau. Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne. Aides de l'État, versement, calendrier [2 octobre 2007] (p. 2464)

M. Michel Hunault. Elevage. Bovins. Dioxine, conséquences, éleveurs [2 octobre 2007] (p. 2465)

M. Axel Poniatowski. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, région parisienne [2 octobre 2007] (p. 2466)

M. Alain Marc. Enseignement agricole. Fonctionnement [29 janvier 2008] (p. 569)

M. Charles-Ange Ginesy. Agriculture. Exploitants. Aides de l'État, formalités [29 janvier 2008] (p. 570)

M. Thierry Mariani. Enseignement agricole. Lycées agricoles. Fonctionnement, lycée agricole d'Orange [25 mars 2008] (p. 889)

M. Jean-Michel Clément. Elevage. Ovins. Aides de l'État [25 mars 2008] (p. 890)

Mme Gisèle Biémouret. Agriculture. Viticulture. Esca, lutte et prévention [8 avril 2008] (p. 1351)

M. Marc Joulaud. Retraites : régime agricole. Annuités liquidables. Périodes d'apprentissage, prise en compte [10 juin 2008] (p. 3163)

M. Jean Mallot. Elevage. Ovins. Aides de l'État [22 septembre 2008] (p. 3163)

REPONSE AU RAPPEL AU REGLEMENT DE

M. André Chassaigne : répond qu'il n'existe aucune volonté idéologique d'aboutir à un vote conforme, même si cela serait plus commode et rapide et déclare vouloir examiner tous les amendements [12 décembre 2007] (p. 5269)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4036)

Ses réponses (p. 4042 à 4071)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agriculteurs : effectifs (p. 4041)

Agriculture : agriculture biologique (p. 4038)

Agriculture : assurance récolte (p. 4039)

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 4039)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 4038)

Agriculture : jeunes agriculteurs : installation (p. 4039)

Agriculture : offices d'intervention (p. 4040 et s.)

Agriculture : prêts bonifiés (p. 4039)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4037)

Agriculture : prix agricoles : matières premières (p. 4036)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 4038)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 4040)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : aides (p. 4038)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 4038)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) : Antilles (p. 4040)

Bois et forêts : politique forestière (p. 4040)

Commerce et artisanat : grande distribution : produits agricoles (p. 4036)

Elevage : bâtiments : modernisation (p. 4040)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4041)

Energie et carburants : tarifs : marins pêcheurs (p. 4038)

Enseignement agricole : crédits (p. 4039)

Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4036 et s.)

Etat : réforme : ministère de l'agriculture (p. 4041)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 4037)

Politique extérieure : lutte contre la faim (p. 4036)

Politiques communautaires : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4038)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4036 et s.)

Santé : sécurité sanitaire : agriculture (p. 4039)

Réponses aux questions :

Agriculture : Agence française d'information et de communication agricole rurale (AFICAR) (p. 4044) (M. François Sauvadet) (p. 4043)

Agriculture : agriculture biologique (p. 4053) (M. François de Ruy) (p. 4053)

Agriculture : agriculture biologique : aides (p. 4067) (M. Jean Gaubert) (p. 4066)

Agriculture : agriculture biologique : restauration collective (p. 4055) (M. François de Ruy) (p. 4055)

Agriculture : appellations d'origine contrôlée (AOC) : viticulture (p. 4071) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 4071)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles : financement (p. 4058) (M. Germain Peiro) (p. 4058)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) : prime herbagère environnementale (p. 4062) (M. Vincent Descoeur) (p. 4061)

Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4044) (M. Jean-Marie Binetruy) (p. 4044)
 Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4057) (M. Yannick Favennec) (p. 4057)
 Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4059) (Mme Catherine Quéré) (p. 4059)
 Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4065) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 4065)
 Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4068) (M. Frédéric Reiss) (p. 4068)
 Agriculture : montagne (p. 4063) (Mme Frédérique Massat) (p. 4063)
 Agriculture : montagne (p. 4069) (M. Francis Saint-Léger) (p. 4068)
 Agriculture : pollution (p. 4045) (M. Georges Colombier) (p. 4045)
 Agriculture : pommes de terre (p. 4057) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 4056)
 Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4060) (M. Jean-Claude Sandrier) (p. 4059)
 Agriculture : tomates (p. 4056) (M. Thierry Mariani) (p. 4056)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 4046) (M. Robert Lecou) (p. 4045)
 Agroalimentaire : viticulture : exportations (p. 4066) (M. William Dumas) (p. 4066)
 Bois et forêts : filière bois : biocarburants (p. 4047) (M. François Brottes) (p. 4046)
 Elevage : bâtiments : modernisation (p. 4065) (M. Jean Proriol) (p. 4065)
 Elevage : cheval (p. 4048) (Mme Corinne Erhel) (p. 4047)
 Elevage : cheval : Midi-Pyrénées (p. 4063) (Mme Chantal Robin-Rodrigo) (p. 4063)
 Elevage : cheval : urbanisme (p. 4070) (M. Yves Vandewalle) (p. 4070)
 Elevage : ovins (p. 4048) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 4048)
 Elevage : ovins : sécurité sanitaire (p. 4060) (M. Bertrand Pancher) (p. 4060)
 Elevage : porcins (p. 4061) (M. Jean Proriol) (p. 4061)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 4043) (M. Jean Dionis du Séjour) (p. 4042)
 Enseignement agricole : politique à l'égard des handicapés (p. 4044) (M. François Rochebloine) (p. 4044)
 Enseignement agricole : enseignants : effectifs (p. 4058) (M. Jean-Claude Leroy) (p. 4057)
 Outre-mer : politique agricole (p. 4068) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 4067)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4062) (Mme Annick Girardin) (p. 4062)
 Politiques communautaires : viticulture (p. 4054) (M. Jean-Claude Sandrier) (p. 4054)
 Politiques communautaires : marchés agricoles : vin (p. 4064) (M. Philippe Armand Martin) (p. 4064)
 Politiques communautaires : politique agricole commune : zones rurales (p. 4069) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 4069)
 Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 4042) (M. Michel Hunault) (p. 4042)
 Retraites : régime agricole : montant des pensions : retraites complémentaires (p. 4055) (M. Bertrand Pancher) (p. 4055)
 Retraites : régime agricole : montant des pensions : retraites complémentaires (p. 4070) (M. Michel Lejeune) (p. 4070)
 Travail : entreprises de travail temporaire : viticulture (p. 4065) (M. Thierry Mariani) (p. 4064)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)
 Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4072 à 4079)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B
 Son intervention (p. 4077)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad t n° 213 du Gouvernement (création et financement d'une structure d'appui pour l'agrément et le contrôle des organismes d'inspection chargés du contrôle des pulvérisateurs) (p. 4078)

Intervient sur l'ad t n° 214 du Gouvernement (détermination du montant du droit sur les produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée) (p. 4079)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Son intervention (p. 3848)

Ses réponses (p. 3850 à 3855)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : végétaux (p. 3849)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 3848)

Elevage : maladies du bétail (p. 3848 et s.)

Elevage : maladies du bétail : vaccinations (p. 3849 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3849 et s.)

Produits dangereux : produits phytosanitaires (p. 3848 et s.)

Réponses aux questions :

Agroalimentaire : apiculture : protection de la nature (p. 3852)

(M. François Rochebloine) (p. 3851)

Agroalimentaire : contrôles sanitaires : importations (p. 3854)

(M. Jean Gaubert) (p. 3853)

Elevage : contrôle sanitaire : importations (p. 3851) (M. André Chassaingne) (p. 3851)

Elevage : maladies du bétail : importations (p. 3855) (M. Jean Gaubert) (p. 3855)

Elevage : maladies du bétail : La Réunion (p. 3850)

(Mme Huguette Bello) (p. 3850)

Produits dangereux : produits phytosanitaires (p. 3854) (M. Gérard Bapt) (p. 3854)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)

Son intervention (p. 5269)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5276)

Répond au rappel au règlement de M. André Chassaingne (cf supra) [12 décembre 2007] (p. 5269)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 5270 et s., 5277)

Agriculture : exploitations agricoles : énergies renouvelables (p. 5276)

Agriculture : Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) (p. 5270)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 5277)

Agriculture : produits phytosanitaires : agriculteurs (p. 5276)

Agroalimentaire : Organismes de défense et de gestion (p. 5270)

Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5269 et s.)

Bois et forêts : politique forestière : protection de la nature (p. 5277)

Eau : pollution : Bretagne (p. 5277)

Environnement : Grenelle de l'environnement : politique agricole (p. 5276)

Parlement : rôle (p. 5277)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5269 et s.)

Santé : sécurité sanitaire : protection des consommateurs (p. 5270)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5283)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5283 à 5288)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1070)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1070)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1070)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1071)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1070)
 Droit pénal : délit de fauchage (p. 1071)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1070)
 Environnement : principe de précaution (p. 1070)
 Recherche : biotechnologies : budget (p. 1071)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1071)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 1071)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :
 - Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008
 Ses interventions (p. 4023 et s.)

François BAROIN

*Aube (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]
 Cesse d'être membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 18 juillet 2007]
 Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 juillet 2007]

Claude BARTOLONE

*Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Jacques BASCOU

*Aude (2^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 79, posée le 8 janvier 2008. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 115). Appelée le 8 janvier 2008. Fret (p. 7)

n° 306, posée le 3 juin 2008. Industrie. Chimie (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 3 juin 2008. Total, emploi et activité, Narbonne (p. 2818)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 22

Son amendement n° 173 (exploitants agricoles : suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires dite taxe ADAR) : rejeté (p. 5120)

Son amendement n° 172 (viticulture : exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles dite taxe ADAR) : rejeté (p. 5120)

Sylvia BASSOT

*Orne (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]
 Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 2 août 2007]

Christian BATAILLE

*Nord (22^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]
 Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]
 Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 décembre 2007]
 Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 décembre 2007]
 Membre du conseil d'administration de l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs [J.O. du 18 décembre 2007]
 Cesse d'être membre du conseil d'administration de l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs [J.O. du 17 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. [16 octobre 2007] (p. 2764)

Etat. Organisation. Laïcité, respect [8 janvier 2008] (p. 36)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 354, posée le 24 juin 2008. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 5263). Appelée le 24 juin 2008. Permanence des soins, organisation (p. 3688)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3978)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 3979)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 3979)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 3979)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4680)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4680)

Enseignement : Etats-Unis (p. 4681)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4681)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4680)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5237) : rejetée (p. 5242)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 5237 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5237)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 5239)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5240)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 5237)

Energie et carburants : tarifs : entreprises (p. 5237)

Entreprises : GDF / EDF : privatisations (p. 5238)

Pays étrangers : Allemagne : politique énergétique (p. 5238)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 5238 et s.)

Pays étrangers : Royaume-Uni : politique énergétique (p. 5238)

Politique économique : libéralisme : aménagement du territoire (p. 5238)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5238)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Article 1^{er} (possibilité pour les ménages et les petites entreprises de retourner au tarif réglementé d'électricité à l'occasion d'un déménagement)

Son intervention (p. 5243)

Projet de loi n° 894 autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3346)

Son intervention (p. 3350)

Thèmes :

Politique économique : mondialisation (p. 3352)

Politiques communautaires : financement (p. 3351)

Politiques communautaires : investissement (p. 3352)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3351)

TVA : taux (p. 3350)

Union européenne : budget (p. 3351)

Union européenne : contributions (p. 3351)

Union européenne : ressources propres (p. 3350)

Union européenne : présidence française (p. 3352)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3352)

Projet de loi n° 960 autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 juillet 2008] (p. 4855)

Son intervention (p. 4858)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4861)

Delphine BATHO

Deux-Sèvres (2^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 798 visant au classement du marais poitevin comme parc naturel régional [9 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [27 novembre 2007] (p. 4701)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 305, posée le 3 juin 2008. Environnement. Protection (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 3 juin 2008. Zones humides, marais poitevin (p. 2805)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique que le groupe socialiste a créé un "comité de défense" de l'amendement 252 de M. Chassaigne afin d'en prévenir toute remise en cause [8 avril 2008] (p. 1396)

DÉBATS**Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)
Son intervention (p. 2121)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 2121)
Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2122)
Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2122)
Droit pénal : peines planchers (p. 2122)
Droit pénal : récidive : lois (p. 2121)
Justice : centres éducatifs fermés (p. 2122)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Après l'article 2 ter

Ses amendements n° 70 et 71 (jugement dans un délai de trois mois pour les mineurs primo-délinquants) (p. 2171) : rejetés (p. 2173)

Son amendement n° 72 (sanctions éducatives prononcées dans un délai de trois mois) (p. 2173) : rejeté (p. 2176)

Son amendement n° 73 (désignation d'un éducateur référent chargé de suivre l'exécution de la sanction par le mineur) (p. 2177) : rejeté (p. 2178)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses interventions (p. 2178 et s.)

Son amendement n° 75 rectifié (p. 2183)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)

Son intervention (p. 2428)

Thèmes :

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2429)
Droit pénal : peines planchers (p. 2429)
Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2428)
Justice : moyens (p. 2428)
Ordre public : lutte contre l'insécurité : lois (p. 2429)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Article unique (création de la délégation parlementaire au renseignement : composition, compétences, pouvoirs, travaux de la délégation)

Ses interventions (p. 2442 et s.)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Ses interventions (p. 2227, 2246 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2290)

Intervient sur le sous-adit n° 268 du Gouvernement (définition par décret en Conseil d'Etat des conditions de mise en œuvre des tests ADN - notamment liste des pays concernés et habilitation à effectuer le test) à l'adit n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2297)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3385)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Ses interventions (p. 3413 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****POLITIQUE DES TERRITOIRES**

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 104)

Thèmes :

Environnement : Conseil national de la protection de la nature (p. 104)

Environnement : Grenelle de l'environnement : aménagement du territoire (p. 104)

Environnement : Marais poitevin (p. 104)

SÉCURITÉ

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4254)

Son intervention (p. 4254)

Thèmes avant la procédure des questions :

Gendarmerie : gendarmes : rémunération (p. 4255)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 4255)

Ordre public : violences urbaines (p. 4255)

Police : policiers : heures supplémentaires (p. 4255)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4256)

Crédits de la mission "Sécurité" inscrits à l'état B

Ses amendements n° 279, 280, 268 et 267 (p. 4256 à 4658)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Ses interventions (p. 5, 10, 18)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 5)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 18)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 10)

Télécommunications : opérateurs : frais de justice (p. 18)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4461)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 4460)

Consommation : protection des consommateurs : pratiques commerciales (p. 4462)

Justice : carte judiciaire (p. 4462)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4462)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation pour tout commerce de plus de 300 m² de consacrer 10 % de ses achats nets alimentaires aux fruits et légumes) (p. 4723)

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de consacrer 10 % des investissements publicitaires des entreprises commerciales alimentaires à l'information nutritionnelle) (p. 4724)

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation pour les grandes surfaces alimentaires de plus de 1 500 m² de réserver 20 % de la superficie d'information promotionnelle à des messages d'éducation sanitaire et nutritionnelle) (p. 4725)

Article 9 (extension du champ de la médiation bancaire)

Son intervention (p. 4762)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses amendements n°s 252, 254 et 249 (p. 4764 et s.)

Ses interventions (p. 4766 et s.)

Ses amendements n°s 250 et 253 et (p. 4767 et s.)

Ses amendements n°s 210 rectifié et 251 rectifié (p. 4770 et s.)

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)

Son intervention (p. 4926)

Thèmes :

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : biodiversité (p. 4926)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : Marais poitevin (p. 4926)

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 4926)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4928)

Après l'article 4

Son amendement n° 1 (détermination des règles applicables aux procédures de classement en parc naturel régional) (p. 4928) : retiré (p. 4929)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 343)

Son intervention (p. 349)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : exécution des peines (p. 349)

Automobiles et cycles : incendies (p. 351)

Droit pénal : exécution des peines : mineurs (p. 350)

Droit pénal : procédures : informatisation (p. 350)

Droit pénal : procédures : interopérabilité (p. 350)

Justice : moyens (p. 350)

Justice : greffiers : effectifs (p. 350)

Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 351)

Système pénitentiaire : réforme (p. 350)

Discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 351)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 4 (création d'un dossier judiciaire unique du constat des faits ou de la plainte jusqu'à la clôture de la procédure) (p. 351) : retiré (p. 353)

Après l'article 3

Son amendement n° 5 (création d'un fonds d'indemnisation pour garantir la réparation des atteintes volontaires aux biens des collectivités territoriales) (p. 353) : rejeté (p. 354)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1101)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1101)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1102)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1101)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1101)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1102)

Parlement : groupes de pression (p. 1102)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1102)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1172, 1182, 1201, 1204, 1224, 1231)

Son amendement n° 230 (p. 1177)

Son amendement n° 235 (p. 1219) : adopté

Après l'article 1er

Son amendement n° 380 (amnistie des actes de fauchages volontaires de plantations commerciales commis avant la promulgation de la loi) (p. 1240) : rejeté (p. 1242)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son sous-amendement n° 372 à l'adt n° 20 de la commission (p. 1250)

Ses interventions (p. 1256, 1265 et s., 1278, 1287)

Son amendement n° 241 (p. 1262)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son amendement n° 308 (p. 1304)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 376 (déclaration à l'autorité administrative préalable à toute mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1306) : rejeté (p. 1308)

Son sous-amendement n° 490 (information des collectivités territoriales concernées des lieux de mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (p. 1308) : rejeté (p. 1309)

Intervient sur le sous-adt n° 492 de M. Germinal Peiro (régime de conservation et de consultation du registre national) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (p. 1310)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses amendements n°s 423 et 312 (p. 1316 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 399 de M. Germinal Peiro (alignement des procédures d'évaluation des plantes génétiquement modifiées (PGM) contenant des molécules phytopharmaceutiques sur les produits phytopharmaceutiques) (p. 1324)

Avant l'article 3

Son amendement n° 247 (suppression de la notion de "coexistence entre cultures" avec ou sans OGM) (p. 1326) : rejeté (p. 1327)

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime

des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

Son amendement n° 295 deuxième rectification précédemment réservé (interdiction de toute culture d'OGM dans les parcs naturels nationaux, les parcs naturels régionaux et les réserves naturelles) (p. 1329) : rejeté (p. 1330)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1334)

Son sous-amendement n° 493 à l'adt n° 41 rectifié de la commission (p. 1396)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 avril 2008] (p. 1396)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1408)

Son amendement n° 421 (p. 1418)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 298 (p. 1424)

Son intervention (p. 1426)

Ses amendements nos 303 et 413 (p. 1427 et s.)

Article 8 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 314 (p. 1433)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1437)

Son amendement n° 420 (p. 1440)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2208)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2209)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2209)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2209)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2209)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2209)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 40

Son amendement n° 1122 (p. 3288) : rejeté (p. 3289)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Après l'article 13

Son sous-amendement n° 195 deuxième rectification (dans l'alinéa 7, remplacer "notamment des effets nocifs pour la santé publique et l'environnement" par "et des risques pour l'environnement et la santé publique") à l'adt n° 190 du Gouvernement (informations ne pouvant être tenues pour confidentielles dans un dossier de

demande d'agrément ou d'autorisation pour des organismes génétiquement modifiés) (p. 3813) : rejeté (p. 3815)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4618)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4618)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité pénale (p. 4618)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 4618)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4650)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Ses interventions (p. 4663 et s.)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son intervention (p. 4669)

Article 7 (utilisation des locaux scolaires pour assurer le service d'accueil)

Son intervention (p. 4673)

Article 7 bis (établissement par le maire d'une liste de personnes susceptibles de participer au service d'accueil)

Ses interventions (p. 4674 et s.)

Article 8 bis (substitution de la responsabilité de l'État à celle de la commune dans le cadre du service d'accueil)

Son sous-amendement n° 127 à l'adt n° 112 du Gouvernement (p. 4681)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4867)

Son intervention (p. 4871)

Thèmes :

Communes : maires : responsabilité pénale (p. 4872)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4872)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4872)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4871)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 4871)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4871)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 4873)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4873)

Politique sociale : dialogue social : Président de la République (p. 4872)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4871)

François BAYROU

*Pyrénées-Atlantiques (2^{ème} circonscription)
Non inscrit*

Élu le 17 juin 2007

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 mai 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 mai 2008]
Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 juillet 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 26 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement d'expliquer "comment il justifie l'urgence dont il a gratifié ce texte" [24 octobre 2007] (p. 3133)

Affirme que la proposition de loi en discussion aggravera une dépense publique, rappelle l'article 40 de la Constitution et demande la saisine de la commission des finances [24 octobre 2007] (p. 3147)

Souligne la différence entre son sous-amendement et un autre ayant un point commun [26 mai 2008] (p. 2441)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Son intervention (p. 1591)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 1592)
Elections et référendums : modes de scrutin (p. 1592)
Enseignement supérieur : universités (p. 1592)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1591)
Etat : Premier ministre (p. 1591)
Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 1592)
Ordre public : sécurité publique (p. 1592)
Parlement : prérogatives (p. 1592)
Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 1592)
Politique générale : déclaration du Gouvernement (p. 1591)
Ses explications de vote (p. 1591)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2032)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : système pénitentiaire (p. 2033)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2033)
Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2033)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2032 et s.)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2033)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2033)
Politique économique : croissance (p. 2033)
Politiques communautaires : pacte de stabilité : Président de la République (p. 2032)
Président de la République (p. 2032 et s.)
Recherche : innovation (p. 2033)
Retraites : régime général : réforme (p. 2033)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)
Son intervention (p. 2229)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2229)
Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2229)
Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2229, 2230)

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)
Son exception d'irrecevabilité (p. 3136) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3147)

Ses rappels au règlement (cf supra) [24 octobre 2007] (p. 3133, 3147)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : intérêt national (p. 3136)
Conseil constitutionnel : censure (p. 3139)
Constitution : article 40 (p. 3139, 3148)
Lois : rétroactivité des lois (p. 3138)
Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 3137)
Partis et mouvements politiques : financement : aides publiques (p. 3137)
Partis et mouvements politiques : Nouveau centre (p. 3137)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2266)

Thèmes :

Parlement : ordre du jour (p. 2267)
Parlement : prérogatives (p. 2267)
Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2267)
Président de la République : quinquennat (p. 2266)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2341)

Son sous-amendement n° 606 (protection des langues régionales) à l'adt n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2345) : retiré après rectification (p. 2349)

Son sous-amendement n° 592 (déterminés par la loi) à l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2350) : rejeté (p. 2353)

Son sous-amendement n° 602 (caractère équitable des modes de scrutin) à l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (p. 2350) : rejeté (p. 2353)

Intervient sur l'adt n° 307 de M. Noël Mamère (instauration généralisée du scrutin proportionnel) (p. 2354)

Article 1er (statut de l'opposition)

Son intervention (p. 2373)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2399)

Article 6 (droit de grâce)

Ses interventions (p. 2424 et s.)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2436)

Son sous-amendement n° 594 à l'adt n° 49 de la commission (p. 2439)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 mai 2008] (p. 2441)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2463)

Article 11 (domaine de la loi)

Son sous-amendement n° 608 à l'adt n° 362 de M. François Sauvadet : SCRUTIN PUBLIC (p. 2555)

Son intervention (p. 2561)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2697)

Son amendement n° 637 (p. 2700)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 1er (garantie du pluralisme politique)*

Son sous-amendement n° 328 à l'adt n° 4 de la commission (p. 4413)

Ses amendements nos 320 et 318 (p. 4413 et s.)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4422)

Son amendement n° 309 (p. 4428)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 4431)

Son amendement n° 310 (p. 4433)

Patrick BEAUDOUIN

*Val-de-Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Mémoire et liens entre la Nation et son armée - [4 juillet 2007]

Représentant suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil et portant diverses dispositions relatives à la défense (n° 12) [9 janvier 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Anciens combattants, mémoire et liens entre la Nation et son armée - [10 juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 156 tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale pour établir des règles de transparence concernant les groupes d'intérêt [11 septembre 2007]

Proposition de loi n° 213 relative à la détention d'animaux dangereux [27 septembre 2007]

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome 1 : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation - Liens entre la Nation et son armée (n° 280) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 432 visant à assurer la mise en oeuvre des recommandations émises par l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires [21 novembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil et portant diverses dispositions relatives à la défense (n° 12) [30 janvier 2008] (n° 662)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, accidents, lutte et prévention [6 novembre 2007] (p. 3682)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 198, posée le 8 avril 2008. Impôt sur le revenu. Crédit d'impôt (J.O. Questions p. 2909). Appelée le 8 avril 2008. Récupération des eaux de pluie (p. 1355)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3899)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3901)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 3900)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3901)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3901)

Défense : cimetières militaires (p. 3900)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 3900)

Défense : volontaires du service national en entreprises (VSNE) (p. 3900)

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Son intervention (p. 85)

Thème :

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 85 et s.)

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4139)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : interarmisation (p. 4139)

Défense : militaires et assimilés : recrutement (p. 4139 et s.)

Défense : opérations extérieures : réservistes (p. 4139)

Gendarmerie : réserves (p. 4139)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES**Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)***Procédure des questions :*

Régions : Ile-de-France : transports urbains (p. 4001)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4812)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4812)
 Animaux : animaux dangereux : élevage (p. 4812)
 Animaux : animaux dangereux : sociétés privées de sécurité (p. 4812)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4812)
 Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4813)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)*Après l'article 2*

Intervient sur l'adt n° 83 troisième rectification de M. Éric Ciotti (création d'un permis de détention pour les chiens dangereux mentionnés à l'article L. 211-12 du Code rural) (p. 4826)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Son amendement n° 68 (p. 4831)

Après l'article 5 quater

Son amendement n° 71 (sanctions pénales applicables en cas de non respect des règles relatives à l'élevage et à la détention de chiens dangereux) : retiré (p. 4833)

Article 13 (modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale)

Son amendement n° 72 (p. 4837)

Projet de loi n° 12 ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil et portant diverses dispositions relatives à la défense

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1484)

Son intervention (p. 1485)

Discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1492)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1492 à 1494)

Article 3 (modifications de la partie législative du code de la défense)

Ses interventions (p. 1492 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (p. 1493)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (p. 1493)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3926)

Thèmes :

Défense : armée : communication (p. 3927)
 Défense : Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (p. 3928)
 Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 3927)
 Défense : politique de défense (p. 3926)
 Défense : réserves (p. 3927)
 Défense : services civils (p. 3927)
 Parlement : contrôle parlementaire : politique de défense (p. 3927)

Jean-Claude BEAULIEU

*Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
 Non inscrit
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juillet 2007]

Pierre BÉDIER

*Yvelines (8^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Huguette BELLO

*La Réunion (2^{ème} circonscription)
 Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 102 tendant à créer une commission d'enquête en vue de rechercher les causes des suicides dans le monde du travail [23 juillet 2007]

Proposition de loi n° 400 visant à l'adoption d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes [12 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Paiement des pensions. Versement, calendrier [9 octobre 2007] (p. 2640)

Outre-mer. Politiques communautaires. Accords ACP [4 décembre 2007] (p. 4908)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [16 janvier 2008] (p. 255)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [29 avril 2008] (p. 1765)

Outre-mer. DOM-ROM : La Réunion. Eau, eaux usées, recyclage, réglementation, application [11 juin 2008] (p. 3266)

Outre-mer. DOM-ROM : La Réunion. Emploi, contrats aidés [25 juin 2008] (p. 3777)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 324, posée le 10 juin 2008. Outre-mer. DOM-ROM : La Réunion (J.O. Questions p. 4771). Appelée le 10 juin 2008. Santé, leptospirose, lutte et prévention (p. 3166)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1616)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 1617)
Outre-mer : La Réunion : Union européenne (p. 1616)
Union européenne : concurrence (p. 1617)
Union européenne : constitution européenne (p. 1616)
Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1616)
Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1616, 1617)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1680)

Thèmes :

Emploi : chômage : La Réunion (p. 1681)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1680)
Logement : logement social (p. 1680)
Travail (p. 1681)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1680)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2232)

Thèmes :

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2232)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 2232)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2232)
Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2233)
Outre-mer : La Réunion : universités (p. 2232)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2343)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2343)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : protocole (p. 2343)
Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2344)
Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : La Réunion (p. 2343)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3118)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3118)
Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3118)
Politique sociale : inégalités (p. 3118)
Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3118)
Santé : soins : coût (p. 3118)
Santé : soins palliatifs (p. 3118)
Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3118)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3695)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3696)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3696)
Logement : habitat insalubre : outre-mer (p. 3696)
Logement : logement social : outre-mer (p. 3696)
Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3695)
Outre-mer : loi de programme (p. 3696)
Outre-mer : congé-solidarité (p. 3696)
Politique économique : économie solidaire : outre-mer (p. 3696)

Procédure des questions :

Politique économique : pouvoir d'achat : outre-mer (p. 3727)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Procédure des questions :

Élevage : maladies du bétail : La Réunion (p. 3850)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3753)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : fonctionnement (p. 3753 et s.)
Outre-mer : La Réunion : politique du sport (p. 3753)
Sports : sport de haut niveau (p. 3753)
Sports : sports de loisirs (p. 3753)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : contrats aidés : outre-mer (p. 3817)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 1er (ratification de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son intervention (p. 4967)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son amendement n° 67 (p. 4969)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 316)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés (p. 316 et s.)
Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 316 et s.)
Outre-mer : service militaire adapté (SMA) (p. 317)
Politique sociale : insertion (p. 316 et s.)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 317)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 317)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)
Ses amendements n°s 252 et 253 (p. 526)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son amendement n° 1249 (p. 2971)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)
Son intervention (p. 5176)

Thèmes :

- Emploi : contrats aidés (p. 5177)
- Impôts et taxes : revenus financiers : La Réunion (p. 5177)
- Jeunes : insertion professionnelle (p. 5176)
- Politique sociale : pauvreté : La Réunion (p. 5177)
- Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : outre-mer (p. 5176)

Jacques-Alain BÉNISTI

Val-de-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (n° 845) [4 juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 432 visant à assurer la mise en oeuvre des recommandations émises par l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires [21 novembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (n° 845) [13 mai 2008] (n° 926)

Proposition de loi n° 1083 visant à l'amélioration de l'accessibilité des étudiants handicapés à l'enseignement dans les établissements privés d'enseignement supérieur pour l'obtention de diplômes d'État [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Victimes d'agression, protection, statistiques [14 novembre 2007] (p. 4107)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [4 décembre 2007] (p. 4914)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2110)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2147)

Thèmes :

- Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2111)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : maladies mentales (p. 2147)
- Droit pénal : injonction de soins (p. 2147)
- Droit pénal : récidive : dispositif de réponse graduée (p. 2110)
- Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2110)
- Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2111)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son intervention (p. 2158)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'ad. n° 72 de Mme Delphine Batho (sanctions éducatives prononcées dans un délai de trois mois) (p. 2174 et s.)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Son intervention (p. 2181)

Explications de vote et vote [18 juillet 2007] (p. 2191)

Ses explications de vote (p. 2192)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2192)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)

Son intervention (p. 2427)

Thèmes :

- Droit pénal : délinquance et criminalité : dépistage (p. 2428)
- Droit pénal : récidive : prévention (p. 2428)
- Droit pénal : récidive : répression (p. 2428)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4307)

Son intervention (p. 4308)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Commerce extérieur : douanes (p. 4308)
- Fonctionnaires et agents publics : oeuvres sociales (p. 4308)
- Fonctionnaires et agents publics : carrière : formation continue (p. 4308)
- Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4308)
- Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 4308)
- Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 4308)
- Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 4308)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 4308)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : systèmes d'information (p. 4308)

Sécurité sociale : cotisations : fraude (p. 4308)

Projet de loi n° 301 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 733)

Article 6 (conditions de collecte, de destruction et de redistribution à des fins humanitaire des médicaments non utilisés)

Son intervention (p. 735)

Thierry BENOIT

*Ille-et-Vilaine (6^{ème} circonscription)
Non inscrit
puis apparenté Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 27 juin 2007]

S'apparente au groupe Nouveau Centre [J.O. du 8 juillet 2008]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1026 ayant pour objet d'introduire la possibilité de créditer le permis de conduire en augmentant le nombre de points à partir de critères liés à l'expérience [3 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Politique industrielle. État actionnaire, rôle [31 octobre 2007] (p. 3631)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4202)

Procédure des questions :

Justice : tribunaux : fermeture (p. 4202)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4519)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Son amendement n° 15 (p. 4768)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 96 de M. Jean Gaubert (interdiction de vente de biens et services à usage prohibé) (p. 4775)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 425)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 425)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 425)

Emploi : UNEDIC (p. 425)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 425)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 25 précédemment réservé (réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat -TACA)

Son amendement n° 1042 (p. 3444)

Jean-Louis BERNARD

*Loiret (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Défense - [4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Défense - [10 juin 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IV : Défense - Préparation et emploi des forces - Forces terrestres (n° 280) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 4120)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : activité des forces (p. 4120)

Défense : armée de terre : avions (p. 4120)

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 4120)

Défense : drones (p. 4120)

Défense : hélicoptères (p. 4120)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4120)

Défense : opérations extérieures (p. 4120)

Marc BERNIER

*Mayenne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre du comité de surveillance de l'établissement de gestion du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission du fonds national pour l'archéologie préventive [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Rapport d'information n° 1132 déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'offre de soins sur l'ensemble du territoire [30 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Anciens combattants et victimes de guerre. Retraite du combattant. Revalorisation [14 novembre 2007] (p. 4111)

Retraites : généralités. Réforme. Calendrier [29 avril 2008] (p. 1769)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3168)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3168)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3168)

Santé : accès aux soins (p. 3168)

Santé : politique de la santé : zones rurales (p. 3168 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4032)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement agricole : crédits (p. 4032)

Enseignement agricole : enseignants : effectifs (p. 4032)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3637)

Thèmes :

Professions de santé : installation (p. 3638)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 3637 et s.)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 3637)

Santé : accès aux soins (p. 3637 et s.)

Santé : santé publique (p. 3637 et s.)

Chantal BERTHELOT

*Guyane (2^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen et divers
gauche*

Élue le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Gouvernement. Fonction publique, dialogue social [21 novembre 2007] (p. 4420)

Outre-mer. DOM-ROM : Guyane. Enseignement, politique de l'éducation [3 juin 2008] (p. 2837)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 258, posée le 13 mai 2008. Outre-mer. DOM-ROM : Guyane (J.O. Questions p. 3890). Appelée le 13 mai 2008. Enseignement, effectifs de personnel (p. 2011)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 3

Ses amendements n°s 333 rectifié et 334 rectifié (régions d'outre-mer - concessions d'hydrocarbures dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental : institution d'une redevance au bénéfice de la région) : rejetés (p. 1865)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1^{er} (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 2265)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2222)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)

Son intervention (p. 2306)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2599)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables : outre-mer (p. 2600)
 Environnement : biodiversité : protection (p. 2600)
 Logement : économies d'énergie (p. 2600)
 Outre-mer : Guyane : aménagement du territoire (p. 2600)
 Outre-mer : Guyane : développement durable (p. 2600)
 Outre-mer : Guyane : mines et carrières (p. 2600)
 Outre-mer : Guyane : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 2600)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3715)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3715)
 Outre-mer : pauvreté (p. 3715)
 Outre-mer : Guyane : aménagement du territoire (p. 3715)
 Outre-mer : Guyane : chômage (p. 3715)
 Outre-mer : Guyane : enseignement (p. 3715)
 Outre-mer : Guyane : environnement (p. 3715)
 Outre-mer : Guyane : institutions (p. 3715)
 Outre-mer : Guyane : lutte contre l'insécurité (p. 3715)
 Outre-mer : Guyane : santé (p. 3715)

Projet de loi n° 522 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 janvier 2008] (p. 335)

Son intervention (p. 338)

Projet de loi n° 614 relatif aux opérations spatiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1464)

Son intervention (p. 1470)

Thèmes :

Espace : Agence spatiale européenne (p. 1470)
 Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 1470)
 Espace : Centre spatial guyanais (CSG) : risques technologiques (p. 1470)
 Espace : droit de l'espace : opérateurs (p. 1470)
 Espace : politique spatiale : politique de la défense (p. 1471)
 Outre-mer : Guyane : aménagement du territoire (p. 1472)
 Outre-mer : Guyane : pôles de compétitivité (p. 1472)
 Recherche : Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA) (p. 1471)
 Union européenne : politique spatiale (p. 1471)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son amendement n° 1244 rectifié (p. 3468)

Xavier BERTRAND

*Aisne (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité
 puis Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité*

Elu le 10 juin 2007

Est nommé ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

Est nommé ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

DÉPÔTS

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite [3 octobre 2007]

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat [12 décembre 2007]

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [19 décembre 2007]

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail [26 mars 2008]

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [18 juin 2008]

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail [5 août 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-François Lamour. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. Perspectives [2 octobre 2007] (p. 2492)

Mme Huguette Bello. Retraites : généralités. Paiement des pensions. Versement, calendrier [9 octobre 2007] (p. 2640)

M. Nicolas Perruchot. Syndicats. Représentativité. [9 octobre 2007] (p. 2641)

M. Denis Jacquat. Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [9 octobre 2007] (p. 2643)

Mme Marie-Anne Montchamp. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [10 octobre 2007] (p. 2678)

Mme Bérengère Poletti. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [16 octobre 2007] (p. 2755)

M. Jean-Pierre Soisson. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Pouvoir d'achat [16 octobre 2007] (p. 2761)

M. Maxime Gremetz. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. Mouvement social [17 octobre 2007] (p. 2831)

Mme Martine Lignières-Cassou. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [17 octobre 2007] (p. 2836)

M. Yanick Paternotte. Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [17 octobre 2007] (p. 2837)

M. Jean-Frédéric Poisson. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [23 octobre 2007] (p. 3054)

Mme Arlette Grosskost. Politique économique. Pouvoir d'achat. [24 octobre 2007] (p. 3153)

M. Bernard Cazeneuve. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, indemnisation [24 octobre 2007] (p. 3157)

M. Alain Vidalies. Syndicats. Ressources. Patronat, financements occultes [31 octobre 2007] (p. 3624)

Mme Marie-Louise Fort. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [31 octobre 2007] (p. 3628)

M. Christian Blanc. Syndicats. Représentativité. [6 novembre 2007] (p. 3675)

M. François Vannson. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [7 novembre 2007] (p. 3776)

M. Hervé Féron. Prestations familiales. Allocations familiales. Revalorisation [7 novembre 2007] (p. 3783)

M. Jean-Jacques Urvoas. Etat. Gouvernement. Politique économique, réformes [13 novembre 2007] (p. 4012)

M. Daniel Paul. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [13 novembre 2007] (p. 4013)

M. François Hollande. Politique économique. Conséquences. Cohésion sociale [13 novembre 2007] (p. 4018)

M. Christian Blanc. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [14 novembre 2007] (p. 4104)

M. Philippe Pemezec. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [14 novembre 2007] (p. 4105)

M. Pierre Cardo. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. 20 novembre 2007] (p. 4356)

M. Jean-Marc Roubaud. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. Calendrier [27 novembre 2007] (p. 4698)

Mme Marie-Jo Zimmermann. Femmes. Egalité professionnelle. Rémunérations [28 novembre 2007] (p. 4799)

M. Alain Vidalies. Travail. Durée du travail. Réduction, suppression, compensation monétaire [4 décembre 2007] (p. 4913)

M. Jean-Claude Mathis. Politique économique. Pouvoir d'achat. [12 décembre 2007] (p. 5263)

M. André Schneider. Emploi. Politiques communautaires. [18 décembre 2007] (p. 5378)

Mme Geneviève Fioraso. Travail. Durée du travail. [8 janvier 2008] (p. 40)

M. Charles de La Verpillière. Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [8 janvier 2008] (p. 41)

M. Pierre-Alain Muet. Travail. Durée du travail. [8 janvier 2008] (p. 42)

M. Philippe Martin. Travail. Durée du travail. [8 janvier 2008] (p. 44)

M. Francis Hillmeyer. Entreprises. Intéressement et participation. Salariés, développement [15 janvier 2008] (p. 180)

M. Bernard Perrut. Emploi. Politique de l'emploi. [15 janvier 2008] (p. 180)

M. Christian Vanneste. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [16 janvier 2008] (p. 258)

M. Charles de Courson. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [22 janvier 2008] (p. 390)

M. Jean-Michel Villaumé. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [22 janvier 2008] (p. 397)

M. Yvan Lachaud. Personnes âgées. Journée de solidarité. Mise en œuvre [29 janvier 2008] (p. 583)

Mme Valérie Boyer. Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [29 janvier 2008] (p. 589)

Mme Dominique Orliac. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [30 janvier 2008] (p. 625)

M. Jean-Pierre Dupont. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [5 février 2008] (p. 719)

Mme Geneviève Gaillard. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [5 février 2008] (p. 721)

M. Jean-Louis Christ. Personnes âgées. Journée de solidarité. Aménagements [26 mars 2008] (p. 965)

M. Denis Jacquat. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Dialogue social, modalités [26 mars 2008] (p. 967)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM-ROM : Guadeloupe, Guyane et Martinique. Syndicats, représentativité [2 avril 2008] (p. 1131)

M. Pierre Lang. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Travailleurs de la mine : montant des pensions. Revalorisation [2 avril 2008] (p. 1131)

M. Élie Aboud. Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge, modalités [2 avril 2008] (p. 1136)

M. Didier Migaud. Retraites : généralités. Financement. Fonds de réserve, mise en œuvre [9 avril 2008] (p. 1454)

M. Marc Bernier. Retraites : généralités. Réforme. Calendrier [29 avril 2008] (p. 1769)

M. Jean Glavany. Travail. Durée du travail. [20 mai 2008] (p. 2182)

M. Patrick Roy. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [21 mai 2008] (p. 2245)

M. Lucien Degauchy. Entreprises. Intéressement et participation. Salariés, développement [27 mai 2008] (p. 2508)

M. Alain Vidalies. Travail. Négociations. Dialogue social [4 juin 2008] (p. 2898)

M. Bruno Le Maire. Syndicats. Représentativité. [10 juin 2008] (p. 3182)

M. Jean Mallot. Syndicats. Représentativité. [10 juin 2008] (p. 3183)

M. Christophe Sirugue. Travail. Durée du travail. Réforme [11 juin 2008] (p. 3265)

M. Jean-Patrick Gille. Travail. Durée du travail. Réforme [17 juin 2008] (p. 3496)

Mme Martine Billard. Travail. Durée du travail. Réforme [17 juin 2008] (p. 3496)

M. Marc-Philippe Daubresse. Travail. Négociations. Dialogue social [17 juin 2008] (p. 3498)

M. Jean-Frédéric Poisson. Travail. Négociations. Pénibilité du travail [24 juin 2008] (p. 3714)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Alain Néri : confirme la présence le lendemain du secrétaire d'Etat aux transports pour l'examen des articles [30 juillet 2007] (p. 2467)

M. François Brottes : précise à l'intention de M. Brottes que le pourcentage cité, soit 50 à 60 %, concerne les annulations de trains pour faits de grève [30 juillet 2007] (p. 2467)

M. François Brottes : répond que la question qu'il a soulevée, à savoir les sanctions dont seraient, ou non, passibles les salariés faisant effectivement grève sans en avoir exprimé l'intention 48 heures avant le début du conflit, sera débattue dans le cadre de l'article 5 [1^{er} août 2007] (p. 2638)

M. François Brottes : rappelle son ouverture au dialogue avec l'opposition sans qu'il soit nécessaire d'utiliser le biais du rappel au Règlement ; précise son objectif de permettre la circulation d'un certain nombre de trains, de bus ou de tramways en cas de très forte proportion de grévistes [1^{er} août 2007] (p. 2646)

M. Guy Geoffroy : rappelle son ouverture au dialogue avec l'opposition sans qu'il soit nécessaire d'utiliser le biais du rappel au règlement [1^{er} août 2007] (p. 2646)

Mme Catherine Coutelle : répond que ses services suivent avec grande attention le dossier concernant les transferts d'emplois de la société SFR vers d'autres entreprises [1^{er} août 2007] (p. 2700)

M. Jean-Marie Le Guen : souligne que le débat sur le PLFSS n'inclut pas un débat sur les comptes sociaux ; précise sa position sur la réforme du régime de retraite de la SNCF [29 octobre 2007] (p. 3475)

M. Alain Vidalies : précise les étapes envisagées de l'application de l'accord conclu entre l'Union professionnelle artisanale et les organisations syndicales sur l'action syndicale dans l'entreprise [11 décembre 2007] (p. 5192)

M. Jean-Marc Ayrault : précise qu'il se tient à la disposition des députés tout en étant néanmoins tenu d'être présent à la conférence sociale organisée à l'Élysée [18 décembre 2007] (p. 5400)

M. Jean-Marc Ayrault : insiste sur le caractère constitutionnel du dépôt, et de l'adoption, d'amendements ; détaille la position

gouvernementale sur le travail le dimanche [19 décembre 2007] (p. 5460)

M. Patrick Roy : considère graves les propos de M. Roy sur le vote des salariés de Continental dont il rappelle que son résultat est sans équivoque ; invoque l'intérêt des salariés de France Télécom et de la majorité des Français pour le rachat des journées de RTT [19 décembre 2007] (p. 5505)

M. Alain Vidalies : considère que le montant d'une indemnité de licenciement relève du domaine réglementaire ; précise qu'il n'est pas question de réduire les droits des personnes astreintes à un licenciement économique [16 avril 2008] (p. 1656)

M. Alain Vidalies : se félicite du dialogue social et de la mise en place du service minimum [7 juillet 2008] (p. 4291)

M. Christian Eckert : lui indique que les réponses à ses questions figurent à la page 68 du rapport [23 septembre 2008] (p. 5005)

M. Jérôme Cahuzac : regrette son attitude [24 septembre 2008] (p. 5072)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2457)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2472)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2481)

Son intervention (p. 2514)

Répond aux rappels au règlement de M. Alain Néri ; M. François Brottes (cf supra) [30 juillet 2007] (p. 2466)

Thèmes :

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2473)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2457, 2472, 2515, 2516)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir (p. 2457, 2491)

Politique sociale : dialogue social (p. 2458, 2459, 2473, 2514 et s.)

Secteur public : service minimum (p. 2457 et s., 2472, 2481)

Secteur public : services publics (p. 2457, 2481, 2515)

Transports : régions (p. 2459, 2514)

Transports aériens : Air France (p. 2481)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2457, 2481, 2515)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2458, 2461, 2515)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 2459, 2461)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2513)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : information (p. 2461)

Transports urbains : RATP (p. 2515)

Travail : grèves : déclaration (p. 2460)

Travail : négociations (p. 2459, 2514 et s.)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2531 à 2704)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Répond aux rappels au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 2637 et 2645) ; M. Guy Geoffroy (cf supra) (p. 2645)

Article 9 (régime de réduction de la rémunération des salariés participant à une grève)

Son intervention (p. 2695)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2703)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2709)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 2709, 2710)

Secteur public : service minimum (p. 2709)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2709)

Transports ferroviaires : titres de transport : remboursement (p. 2710)

Transports urbains : RATP (p. 2709)

Travail : grèves : déclaration (p. 2710)

Travail : négociations (p. 2709)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Ses interventions (p. 2533, 2557)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2534, 2560)

Emploi : seniors (p. 2535, 2560)

Politique sociale : solidarité (p. 2559)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : réforme (p. 2535, 2560)

Retraites : généralités : dialogue social (p. 2536, 2558 et s.)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 2561)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 2535, 2558)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 2559)

Retraites : généralités : Conseil d'orientation des retraites (COR) :

retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 2534, 2535, 2558)

Retraites : généralités : cotisations : stock options (p. 2561)

Retraites : généralités : décote (p. 2536)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 2561)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 2559, 2560)

Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2535, 2558)

Retraites : généralités : surcote (p. 2535)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : bénéficiaires (p. 2533 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : gaz (p. 2534, 2535)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 2533 et s., 2557 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : durée d'assurance (p. 2534, 2535, 2558, 2561)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2534 et s., 2558 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 2533, 2535)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : RATP (p. 2534, 2535, 2561)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2534, 2535, 2561)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : théâtre français et théâtres nationaux (p. 2534, 2536)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 2559)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses interventions (p. 3077, 3103)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 3103 et s.)

Emploi : seniors (p. 3077 et s.)

Famille : politique familiale (p. 3078 et s.)

Politique sociale : fraude (p. 3079, 3103)

Politique sociale : solidarité (p. 3079)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 3078)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 3078)

Produits dangereux : amiante : risques professionnels (p. 3079)

Retraites : généralités : indemnités de départ (p. 3078)

Retraites : généralités : préretraites (p. 3078)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 3078)

Retraites : généralités : réforme (p. 3104)

Risques professionnels : rentes d'ayants droit (p. 3079)

Santé : données médicales (p. 3103)

Santé : politique de la santé (p. 3103)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 3078)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3234 à 3237, 3480 à 3493)

Après l'article 45

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf. supra) (p. 3475)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Son intervention (p. 38)

Thèmes :

Enfants : défenseur des enfants (p. 38)
Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 38)
Politique sociale : fraude (p. 38)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3808)

Ses réponses (p. 3816 à 3822)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : crédits (p. 3808)
Ministères et secrétariats d'Etat : moyens : fonctionnement (p. 3808)
Syndicats : représentativité (p. 3809)
Travail : risques professionnels (p. 3809)
Travail : contrats de travail (p. 3809)
Travail : inspection du travail (p. 3809)
Travail : négociations (p. 3809 et s.)
Travail : précarité (p. 3810)

Réponses aux questions :

Entreprises : formalités administratives : durée du travail (p. 3818) (M. François Rochebloine) (p. 3818)
Travail : conditions de travail : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 3821 et s.) (M. Régis Juanico) (p. 3820)
Travail : médecine du travail (p. 3816) (M. Roland Muzeau) (p. 3816)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3826 à 3829)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Son intervention (p. 4929)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4935)

Son intervention (p. 4960)

Thèmes :

Emploi : comités et conseils (p. 4935)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4960)
Lois : codification (p. 4929 et s., 4935 et s., 4960 et s.)
Outre-mer : DOM : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 4961)
Travail : conseils de prud'hommes (p. 4929, 4936)
Travail : code du travail (p. 4929 et s., 4935 et s., 4960 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4929 et s., 4960 et s.)
Travail : inspection du travail (p. 4936, 4961)
Travail : licenciement économique (p. 4960)
Travail : licenciements (p. 4960)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4969 à 4990 et 5192 à 5204)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son intervention (p. 4974)

Répond au rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 5191)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad. n° 75 du Gouvernement (harmonisation des parties législative et réglementaire du nouveau code du travail) (p. 5203)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5334)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 5335)
Entreprises : intéressement et participation : petites et moyennes entreprises (p. 5336)
Femmes : égalité professionnelle (p. 5335)
Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 5336)
Politique sociale : dialogue social (p. 5335)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5337)
Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5336)
Travail : chèque-transport (p. 5337)
Travail : durée du travail (p. 5335)
Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 5337)
Travail : réduction du temps de travail (RTT) : fonctionnaires et agents publics (p. 5337)
Travail : réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5335)
Travail : rémunération : stock options (p. 5336)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5392)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5410)

Son intervention (p. 5456)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [18 décembre 2007] (p. 5400)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [19 décembre 2007] (p. 5459)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 5392 et s., 5457)
Entreprises : épargne salariale (p. 5411)
Entreprises : intéressement et participation (p. 5458)
Entreprises : participation (p. 5394, 5411)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5458)
Établissements de santé : établissements publics : réduction du temps de travail (RTT) (p. 5410)
Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 5458)
Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 5392)
Logement : garantie des risques locatifs (p. 5394)
Politique sociale : dialogue social (p. 5393, 5457 et s.)
Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5392)
Travail : chèque-transport (p. 5458)
Travail : code du travail (p. 5458)
Travail : comptes épargne-temps (p. 5456 et s.)
Travail : durée du travail (p. 5393 et s., 5457 et s.)
Travail : heures supplémentaires (p. 5393, 5410 et s.)
Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5393 et s., 5410 et s., 5457)
Travail : travail à temps partiel (p. 5458)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5474 et s. à la p. 5556)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses interventions (p. 5496 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Roy (cf supra) (p. 5504)

Après l'article 3

Intervient sur l'adtt n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5556)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 697)
Ses interventions (p. 698, 705)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 705)
Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 705 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 709)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)
Ses interventions (p. 973 et 984)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 973 et s.)
Handicapés : solidarité (p. 973)
Impôt sur le revenu : stock options (p. 984)
Impôts et taxes : revenus financiers (p. 984)
Personnes âgées : dépendance (p. 984 et s.)
Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 973, 984 et s.)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 973)
Secteur public : continuité du service public (p. 973, 974)
Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 973)
Travail : durée du travail (p. 985)
Travail : jours fériés (p. 973 et s.)

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)
Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 985 à 987)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)
Ses interventions (p. 1569, 1606)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 1570 et s., 1606 et s.)
Syndicats : représentativité (p. 1607)
Travail : chômage : indemnisation (p. 1606 et s.)
Travail : mobilité (p. 1606 et s.)
Travail : accords interprofessionnels (p. 1570 et s., 1606 et s.)
Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1570, 1607 et s.)
Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1570, 1607 et s.)
Travail : contrats de travail (p. 1571, 1606 et s.)
Travail : droit du travail (p. 1570 et s., 1606 et s.)
Travail : licenciements (p. 1571, 1606 et s.)
Travail : négociations (p. 1570 et s., 1606 et s.)
Travail : précarité (p. 1579, 1608)
Travail : travail temporaire (p. 1571)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)
Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1613 à 1698)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Répond au rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 1656)

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1776)

Son intervention (p. 1776)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)
Ses interventions (p. 4080, 4127)

Thèmes :

Entreprises : recrutement (p. 4083)
Entreprises : conventions collectives (p. 4080, 4127, 4129)
Entreprises : sous-traitance (p. 4129)
Politique sociale : dialogue social (p. 4080 et s., 4127 et s., 4128 et s.)
Syndicats : représentativité (p. 4080 et s., 4128)
Travail : accords de branche (p. 4082)
Travail : accords interprofessionnels (p. 4080 et s.)
Travail : code du travail (p. 4082)
Travail : conditions de travail (p. 4083, 4129)
Travail : durée du travail (p. 4080 et s., 4127 et s.)
Travail : heures supplémentaires (p. 4128 et s.)
Travail : négociations (p. 4080 et s., 4127 et s.)
Travail : travail à temps partiel (p. 4083)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)
Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4143 et s. à 4361)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 4291)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4877)
Son intervention (p. 4878)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise : dénonciation (p. 4878)
Entreprises : salariés : temps partiel (p. 4879)
Parlement : Sénat : commissions mixtes paritaires (p. 4878)
Syndicats : comptes (p. 4878)
Syndicats : représentativité : valeurs républicaines (p. 4878)
Travail : code du travail (p. 4879)
Travail : durée du travail : heures supplémentaires (p. 4878 et s.)
Travail : repos hebdomadaire : jours fériés (p. 4879)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)
Son intervention (p. 4886)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)
Ses interventions (p. 4924, 4963)

Thèmes :

Assemblée nationale (p. 4926)
Entreprises : allègement des charges (p. 4926, 4965)
Entreprises : intéressement et participation (p. 4924 et s., 4964)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4924, 4963)
Travail (p. 4924)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4964)
Travail : négociations : salaires (p. 4926, 4965)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4925 et s.)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4979 à 5081, 5093 à 5132)

Article 1^{er} (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4995 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 5005)

Après l'article 2

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 5072)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Ses interventions (p. 5117 et s.)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son intervention (p. 5132)

Véronique BESSE

*Vendée (4^{ème} circonscription)
Non inscrite*

Élue le 10 juin 2007

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 226)

Thèmes :

- Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 226)
- Union européenne : transferts de compétences (p. 226)
- Union européenne : construction européenne (p. 227)
- Union européenne : traité de Lisbonne (p. 226)

Jean-Yves BESSELAT

*Seine-Maritime (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Écologie, développement et aménagement durables - [18 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires (n° 169) [22 janvier 2008]

Rapporteur du projet de loi portant réforme portuaire (n° 907) [14 mai 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Écologie, développement et aménagement durables - [18 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome III : Écologie, développement et aménagement durables - Sécurité et affaires maritimes (n°278) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le

Sénat, relatif à la nationalité des équipages de navires (n° 169) [22 janvier 2008] (n° 620)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme portuaire (n° 907) [11 juin 2008] (n° 954)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 3961)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3962)
- Transports : transport combiné (p. 3962)
- Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 3961)
- Transports par eau : liaison Transmanche (p. 3962)
- Transports par eau : politique de la marine marchande : contrôles (p. 3962)
- Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 3962)
- Transports par eau : transports maritimes : registres (p. 3961)
- Transports par eau : transports maritimes : trafic (p. 3961)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 633)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 640)

Thèmes :

- Constitution (p. 640)
- Etat : souveraineté (p. 633 et s.)
- Langue française : usage (p. 634)
- Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 633)
- Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 634)
- Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 634, 640 et s.)
- Transports par eau : transport de marchandises : croissance (p. 634)
- Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 633)

Discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 653)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 653 à 655)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3513)

Thèmes :

- Transports : transport combiné (p. 3514)
- Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 3514)
- Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3514)
- Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3513)
- Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3514)
- Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 3514)
- Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 3514)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3552 à 3608)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adit n° 1 de la commission (définition d'un plan stratégique pluriannuel de développement des ports et de leurs liaisons avec leurs zones de chalandise par un comité interministériel d'aménagement et de compétitivité du territoire) (p. 3551)

Éric BESSON

*Secrétaire d'Etat chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques
puis Secrétaire d'Etat chargé de la prospective, de l'évaluation des politiques publiques et du développement de l'économie numérique*

Est nommé secrétaire d'Etat chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques, délégué auprès du Premier ministre. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Est nommé Secrétaire d'Etat chargé de la prospective, de l'évaluation des politiques publiques et du développement de l'économie numérique, auprès du Premier ministre. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Gérard Millet. État. Organisation. Réflexion stratégique, modalités [30 avril 2008] (p. 1828)

M. Jean-Michel Fourgous. Télécommunications. Haut débit. Accès [28 mai 2008] (p. 2592)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Pascale Got. Automobiles et cycles. Ford. Emploi et activité, Gironde [22 janvier 2008] (p. 381)

M. Maxime Gremetz. Industrie. Caoutchouc et plastiques. Dunlop Goodyear, emploi et activité, Amiens [22 janvier 2008] (p. 381)

M. Pierre Cohen. Fonctionnaires et agents publics. Indemnité de résidence. Calcul, zones [22 janvier 2008] (p. 378)

M. Jean-Yves Bony. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [22 janvier 2008] (p. 379)

M. Michel Heinrich. Energie et carburants. Electricité. Entreprises à consommation intensive, compétitivité [22 janvier 2008] (p. 380)

M. Michel Liebgott. Parlement. Ordre du jour. Inscription, projet de loi sur le transfert de la gestion des fonds structurels européens [29 janvier 2008] (p. 572)

M. Pierre-Christophe Baguet. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, moyens, Boulogne-Billancourt [29 janvier 2008] (p. 571)

M. Franck Riester. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Accès [10 juin 2008] (p. 3155)

M. Daniel Fasquelle. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [24 juin 2008] (p. 3693)

Mme Martine Martinel. Fonctionnaires et agents publics. Indemnité de résidence. Calcul, zones [24 juin 2008] (p. 3695)

DÉBATS**Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit****DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)**

Ses interventions (p. 5160, 5168)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5161, 5168)
Entreprises : simplifications administratives (p. 5168)

Entreprises : compétitivité (p. 5160)

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage : déclarations (p. 5160, 5168)

Justice : visioconférence (p. 5168)

Lois : abrogation (p. 5160)

Politique générale : politiques publiques : évaluation (p. 5161)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5169 à 5173)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3080 à 3127)

Après l'article 30

Intervient sur le sous-adit n° 1534 du Gouvernement à l'adit n° 420 de la commission (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3124)

Gabriel BIANCHERI

*Drôme (4^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cesse d'être apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Jean-Louis BIANCO

*Alpes-de-Haute-Provence (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],

devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission du suivi du memorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Cesse d'être membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 10 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Tchad. Association l'Arche de Zoé, agissements, conséquences [30 octobre 2007] (p. 3549)

Gisèle BIÉMOURET

Gers (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 179, posée le 8 avril 2008. Agriculture. Viticulture (J.O. Questions p. 2905). Appelée le 8 avril 2008. Esca, lutte et prévention (p. 1351)

DÉBATS

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5197)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5197)
Jeunes : insertion professionnelle (p. 5197)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5197)
Travail : travail à temps partiel (p. 5197)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Son intervention (p. 5267)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Son intervention (p. 5277)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Ses interventions (p. 5284, 5293)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5297, 5354)

Jérôme BIGNON

Somme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'agence des aires marines protégées [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. des 2 août 2007 et 24 février 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 novembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 novembre 2007]

Membre du comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) [J.O. du 7 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (n° 401) [7 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (n° 402) [7 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 décembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 144 visant à instituer dans les collectivités ou établissements territoriaux employant plus de cinquante personnes un rapport bisannuel "développement durable" [2 août 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 juillet au 19 septembre 2007 (n°s E 3592, E 3598, E 3599, E 3601, E 3608, E 3609, E 3612, E 3615, E 3616, E 3618 et E 3619) et sur les textes n°s E 3259, E 3264, E 3285, E 3377, E 3378, E 3389 annexe 6, E 3440, E 3447, E 3480, E 3548, E 3566, E 3578, E 3583, E 3585, E 3634 à E 3639 et E 3641 [9 octobre 2007] (n° 271)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (n° 401) et le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (n° 402) [20 novembre 2007] (n° 417)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 septembre au 25 octobre 2007 (n°s E 3389 annexe 7, E 3620 à E 3622, E 3624 à E 3626, E 3648 à E 3650, E 3656, E 3658 et E 3659) et sur les textes n°s E 3245, E 3363, E 3390, E 3453, E 3455, E 3456, E 3501, E 3516, E 3544, E 3563, E 3564, E 3570, E 3586, E 3593, E 3597, E 3600, E 3602 à E 3604, E 3611, E 3613, E 3614, E 3617, E 3665, E 3669, E 3674 et E 3683 [21 novembre 2007] (n° 434)

Proposition de loi n° 655 visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Son intervention (p. 4531)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4536)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4574)

Thèmes :

Collectivités territoriales : élus locaux : responsabilité (p. 4531)

Communes : autonomie (p. 4532)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4531)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Polynésie française (p. 4531)

Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4531, 4575)

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 4532)

Outre-mer : Polynésie française : contrats de projets (p. 4531)

Outre-mer : Polynésie française : contrôles (p. 4532, 4575)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4531)

Outre-mer : Polynésie française : gouvernance (p. 4531)

Transports aériens : remboursement (p. 4531)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4576 à 4608)

Article 1er (intérim, élection et remplacement du président et du vice-président de la Polynésie française)

Ses interventions (p. 4576 et s.)

Article 3 (élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4582)

Article 4 (élection et renouvellement du bureau de l'assemblée de la Polynésie française)

Ses interventions (p. 4583 et s.)

Article 5 (responsabilité du président et du gouvernement polynésien devant l'assemblée de la Polynésie française)

Ses interventions (p. 4584 et s.)

Article 7 A (extension des matières dans lesquelles les lois et règlements sont applicables de plein droit en Polynésie française)

Son intervention (p. 4591)

Article 7 bis (détermination des compétences respectives de la Polynésie française et des communes polynésiennes - réglementation des conditions permettant à la Polynésie française d'apporter son concours financier aux communes polynésiennes)

Son intervention (p. 4592)

Article 7 ter (approbation des conventions de coopération décentralisées - entrée en vigueur du décret approuvant une "loi du pays")

Son intervention (p. 4594)

Article 8 (encadrement du soutien financier de la Polynésie française ou de ses établissements publics aux sociétés d'économie mixte - SEM)

Son intervention (p. 4594)

Article 10 (extension et contrôle par l'assemblée de la Polynésie française des compétences économiques du gouvernement polynésien)

Ses interventions (p. 4595 et s.)

Article 11 (sanction de l'inéligibilité des membres du gouvernement polynésien - incompatibilités applicables aux membres du gouvernement polynésien et aux représentants à l'assemblée de la Polynésie française)

Ses interventions (p. 4596 et s.)

Article 11 quater (conditions matérielles d'exercice de leur mandat par les représentants à l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4599)

Article 12 (conditions d'établissement et de transmission du compte rendu des séances de l'assemblée de la Polynésie française)

Ses interventions (p. 4599 et s.)

Article 13 (questions adressées aux membres du gouvernement polynésien par les représentants à l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4602)

Article 13 bis (extension du domaine des "lois du pays" - modalités de désignation des rapporteurs à l'assemblée de la Polynésie française sur les projets et propositions de "lois du pays")

Son intervention (p. 4602)

Article 13 ter (attributions et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel)

Son intervention (p. 4602)

Article 14 (consultation des électeurs de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4602)

Article 14 bis (composition du haut conseil de la Polynésie française et régime indemnitaire de ses membres)

Ses interventions (p. 4603 et s.)

Article 14 quater (consultation obligatoire du Conseil d'Etat sur les recours dirigés contre un nombre accru d'actes des institutions polynésiennes)

Son intervention (p. 4604)

Article 15 (procédure budgétaire)

Ses interventions (p. 4604 et s.)

Article 16 (contrôle de la légalité des actes des institutions polynésiennes)

Son intervention (p. 4605)

Article 17 (contrôle juridictionnel, financier et budgétaire)

Son intervention (p. 4605)

Article 18 (contrôle de la gestion, du budget et des comptes)

Son intervention (p. 4605)

Article 20 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française - entrée en vigueur de la loi organique)

Son intervention (p. 4607)

Projet de loi n° 402 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4609)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4609 à 4610)

Article 1er (plafonnement des dépenses électorales, enregistrement des candidatures, déroulement de la campagne électorale)

Son intervention (p. 4609)

Article 2 (organisation des consultations décidées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4609)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3544)

Thèmes :

Environnement : développement durable : transports (p. 3544)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 3544)

Transports par eau : ports maritimes : réserves foncières (p. 3544)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Après l'article 13

Intervient sur l'adn n° 69 du Gouvernement (gestion des espaces à vocation naturelle pérenne dans les ports autonomes) (p. 3812)

Martine BILLARD

Paris (1^{ère} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 12 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Sécurité sanitaire - [17 juillet 2007]

Membre suppléante du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IX : Sécurité sanitaire (n° 277) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 673 tendant à la création d'une commission d'enquête relative au syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles [31 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 765 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la sécurité des installations portuaires [27 mars 2008]

Proposition de résolution n° 1006 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'incendie du centre de rétention administrative de Vincennes, au fonctionnement et à la légalité des centres de rétention administrative [26 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [16 octobre 2007] (p. 2757)

Environnement. Politiques communautaires. OGM, attitude de la France [19 décembre 2007] (p. 5429)

Energie et carburants. Agrocultures. [16 avril 2008] (p. 1634)

Travail. Durée du travail. Réforme [17 juin 2008] (p. 3496)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 102, posée le 22 janvier 2008. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 405). Appelée le 22 janvier 2008. Economies d'énergie, aides de l'État (p. 371)

n° 301, posée le 3 juin 2008. Aménagement du territoire. Régions (J.O. Questions p. 4539). Appelée le 3 juin 2008. Schéma directeur de la région Ile-de-France, maintien (p. 2803)

HOMMAGE

Proclame la satisfaction et le soulagement de son groupe à l'annonce de la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt ; rappelle la nécessité d'œuvrer en faveur de la libération de tous les otages encore aux mains des FARC [2 juillet 2008] (p. 4181)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère que les règles de l'irrecevabilité financière empêchent l'opposition de "faire des propositions positives alternatives" [24 octobre 2007] (p. 3203)

Proteste contre les conditions d'examen du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 [5 décembre 2007] (p. 4996)

Conteste l'affirmation du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité sur l'intérêt des salariés pour le rachat des journées de RTT [19 décembre 2007] (p. 5505)

Considère que le Président de la République méprise les syndicats et dénigre la grève [7 juillet 2008] (p. 4292)

*DÉBATS***Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre**

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Thèmes :

Environnement : changements climatiques (p. 1589)
Environnement : politique de l'environnement (p. 1589)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1589)
Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 1589)
Santé : accès aux soins (p. 1588)
Travail : conditions de travail (p. 1588)
Travail : salaires (p. 1588)
Ses explications de vote (p. 1588)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1589)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1657)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1657)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 1657)
Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1658)
Sécurité sociale : déficit : prélèvements obligatoires (p. 1658)
Travail : heures supplémentaires : licenciement (p. 1657)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1657)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1725, 1756 et s.)

Ses amendements n°s 432 (de suppression) et 433 à 437 (p. 1743, 1779 et s.)

Son amendement n° 438 : adopté (p. 1787)

Après l'article 1er

Son amendement n° 429 (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1826) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1828)

Après l'article 8

Son amendement n° 440 (contrats de travail à temps partiel lorsque leur proportion dans l'entreprise est supérieure à un taux fixé par décret : institution d'une contribution de précarité affectée au fonds de solidarité pour l'emploi) : rejeté (p. 2064)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 441 (p. 2067)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3123)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3123)
 Environnement : protection (p. 3123)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3124)
 Santé : cancer (p. 3123)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3123)
 Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3123)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3123)
 Sécurité sociale : organismes : représentation (p. 3124)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3203)

Article 6 (prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 3216)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Son intervention (p. 3230)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adit n° 286 de M. Michel Diefenbacher (suppression de la possibilité pour le fonctionnaire détaché pour l'exercice d'un mandat parlementaire d'acquiescer des droits à pensions dans son régime d'origine pendant la durée de son mandat) (p. 3235)

Son amendement n° 239 (création d'une contribution sociale sur la valeur ajoutée des entreprises) (p. 3238) : rejeté (p. 3241)

Son amendement n° 173 (suppression d'exonérations de cotisations sociales) (p. 3241) : rejeté (p. 3242)

Intervient sur l'adit n° 549 rectifié de M. Dominique Tian (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillement) (p. 3243 et s.)

Son amendement n° 238 (extension de l'assiette de la contribution sur les revenus financiers) : rejeté (p. 3245)

Son amendement n° 172 (suppression des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires) : rejeté (p. 3245)

Son amendement n° 237 (contributions patronale et salariale sur les stock-options) (p. 3246) : rejeté (p. 3249)

Intervient sur l'adit n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3254)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses interventions (p. 3268 et s.)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3276 et s.)

Ses amendements n°s 178 à 181 (p. 3278 à 3283)

Après l'article 10

Intervient sur l'adit n° 246 de M. Jacques Myard (possibilité pour les personnels navigants de l'aéronautique civile de poursuivre leur carrière au-delà de cinquante cinq ans) (p. 3285)

Article 13 (expérimentation relative à la création de cotisations forfaitaires de sécurité sociale pour les petites activités dans les quartiers défavorisés)

Son intervention (p. 3294)

Son amendement n° 363 (de suppression) (p. 3294)

Après l'article 16

Intervient sur l'adit n° 31 de la commission (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 3307)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son amendement n° 182 (p. 3324)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Son intervention (p. 3339)

Son amendement n° 184 (p. 3343)

Après l'article 28

Son amendement n° 185 (assouplissement des conditions de consultation d'un médecin spécialiste sans un passage préalable par le médecin traitant) (p. 3350) : rejeté (p. 3351)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 3354)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Ses interventions (p. 3372 et s.)

Ses amendements n°s 189 et 190 (p. 3375)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Ses interventions (p. 3409 et s.)

Son amendement n° 193 (p. 3420)

Ses amendements n°s 194 et 195 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3421)

Répond aux intervention de M. Jean-François Copé : assure M. Copé de la bonne volonté de son groupe dans le but d'un achèvement des travaux dans une durée raisonnable (p. 3422)

Ses amendements n°s 192, 196 et 197 (p. 3423 et s.)

Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 3439)

Article 37 précédemment réservé (dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3442)

Son amendement n° 198 : rejeté (p. 3444)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Son intervention (p. 3451)

Article 46 précédemment réservé (interruption volontaire de grossesse - IVG - par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale)

Son intervention (p. 3476)

Article 48 précédemment réservé (fixation du montant de la dotation et du plafond de dépenses du Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins - FIOCS)

Son amendement n° 199 (p. 3476)

Article 63 (mise en place d'une convention d'objectifs et de gestion entre l'Etat et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale - UCANSS)

Son amendement n° 202 (de suppression) (p. 3488)

Article 66 (expérimentations concernant les contrôles médicaux des arrêts de travail organisés par les employeurs et les caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3493)

Son amendement n° 203 (de suppression) (p. 3495)

Après l'article 66

Intervient sur l'ad t n° 578 rectifié de M. Dominique Tian (information de l'organisme d'assurance maladie complémentaire de l'existence d'une procédure en cours de répression d'une fraude) (p. 3496)

Article 67 (simplification du mode de renseignement des ressources)
Son amendement n° 204 (de suppression) (p. 3497)

Après l'article 67

Intervient sur l'ad t n° 643 rectifié de la commission (expérimentation d'un dispositif de suspension des prestations en cas de fraude) (p. 3500)

Intervient sur l'ad t n° 570 de M. Dominique Tian (suspension des prestations en cas de fraude avérée à l'encontre d'une caisse d'allocations familiales) (p. 3500)

Intervient sur l'ad t n° 686 du Gouvernement (justification de l'inscription des étudiants demandeurs d'une aide au logement) (p. 3502)

Intervient sur l'ad t n° 583 de M. Dominique Tian (justification de l'inscription des étudiants demandeurs d'une aide au logement) (p. 3502)

Article 71 (harmonisation du contrôle des arrêts de travail accidents du travail-maladies professionnelles avec les dispositions applicables en assurance maladie)

Son amendement n° 205 (de suppression) (p. 3505)

Explications de vote et vote [30 octobre 2007] (p. 3554)

Ses explications de vote (p. 3558)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3558)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4499) : rejetée (p. 4501)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 4500)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4499)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 4500)

Retraites : généralités : préretraites (p. 4499)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 4500)

Santé : accès aux soins (p. 4500)

Santé : données médicales (p. 4500)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 4499)

Santé : prévention (p. 4500)

Santé : soins palliatifs (p. 4499)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4499)

Sécurité sociale : déficit (p. 4500)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4287)

Son intervention (p. 4288)

Thèmes avant la procédure des questions :

Consommation : protection des consommateurs : crédits budgétaires (p. 4288)

Energie et carburants : énergies fossiles : recherche et développement (p. 4289)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4288)

Energie et carburants : tarification sociale : gaz (p. 4289)

Environnement : changements climatiques : politique du tourisme (p. 4288)

Environnement : développement durable : politique économique (p. 4288 et s.)

Tourisme et loisirs : politique à l'égard des handicapés (p. 4288)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 4288)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4277)

Son intervention (p. 4279)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits budgétaires (p. 4279)

Aménagement du territoire : Ile-de-France (p. 4280)

Aménagement du territoire : péréquation (p. 4279)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4279)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 4279)

Bois et forêts : filière bois : Auvergne (p. 4280)

Collectivités territoriales : programme exceptionnel d'investissement (PEI) : Corse (p. 4280)

Cours d'eau, étangs et lacs : pollution : Bretagne (p. 4280)

Environnement : développement durable (p. 4279)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 4279)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 3839)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : qualité (p. 3839 et s.)

Environnement : protection de la nature : pollution (p. 3839 et s.)

Ordre public : terrorisme : sécurité sanitaire (p. 3841)

Pharmacie et médicaments : médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 3841)

Produits dangereux : produits phytosanitaires (p. 3840)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 3840)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 3840 et s.)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3839 et s.)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 44)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 44)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 44)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 44)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 54)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : politique foncière (p. 54)

Logement : amélioration de l'habitat : politique de l'environnement (p. 54)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 54)

Logement : aides et prêts : secteur privé (p. 54)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 54)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 54)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad t n° 90 de Mme Corinne Erhel (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'ad t n° 94 de Mme Marylise Lebranchu (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean Gaubert (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. François Brottes (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 91 de Mme Frédérique Massat (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Patrick Roy (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Jean-Yves Le Déaut (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4626)

Intervient sur l'adt n° 309, deuxième rectification de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur l'ampleur et l'opportunité du travail à temps partiel dans le secteur de la grande distribution, ainsi que sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s de ce secteur) (p. 4627)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 240 (prohibition des accords d'exclusivité) (p. 4628) : rejeté (p. 4629)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4937)

Son intervention (p. 4946)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4966)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 4966 et s.)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4946)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : droit du travail (p. 4937, 4947 et s.)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 4947)
 Lois : codification (p. 4937 et s., 4946 et s.)
 Sécurité publique : risques technologiques : énergie nucléaire (p. 4948)
 Syndicats : représentativité (p. 4947)
 Travail : conseils de prud'hommes (p. 4948)
 Travail : droit du travail (p. 4937 et s., 4946 et s.)
 Travail : durée du travail (p. 4946)
 Travail : inspection du travail (p. 4948)
 Travail : travail à temps partiel (p. 4948)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son amendement n° 163 (p. 4972)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Ses amendements n°s 34, 35 et 36 rectifié, 37 à 42, 56, 167, 165, 168, 164, 169 rectifié, 44, 45, 170, 171, 31 rectifié, 172 et 32 (p. 4974 et s., 4980 et s., 4997 et 5002)

Son intervention (p. 5008, 5195)

Son amendement n° 178 (p. 5008)

Son amendement n° 48 rectifié : adopté (p. 5009)

Ses amendements n°s 50 et 51 rectifié (p. 5009 et s.)

Son amendement n° 52 rectifié (p. 5010) : adopté (p. 5011)

Ses amendements n°s 174, 54, 55, 175 à 177 (p. 5193, 5197 et s., 5199 et s.)

Son amendement n° 57 : SCRUTIN PUBLIC (p. 5202)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 du Gouvernement (harmonisation des parties législative et réglementaire du nouveau code du travail) (p. 5203)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5462) : rejetée (p. 5469)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 5467)
 Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 5464)
 Baux : loyers : plafonnement (p. 5466)
 Energie et carburants : prix (p. 5463, 5467)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 5465)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : primes (p. 5465)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 5463)
 Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5466)
 Logement : droit au logement (p. 5464 et s.)
 Politique économique : libéralisme (p. 5464)
 Politique économique : prix (p. 5464)
 Politique économique : revenus (p. 5463 et s.)
 Politique sociale : inégalités (p. 5464 et s.)
 Politique sociale : pauvreté (p. 5462 et s.)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5464)
 Santé : soins : coût (p. 5464)
 Sécurité sociale : franchise (p. 5466)
 Travail : durée du travail (p. 5463)
 Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5465 et s.)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5463, 5466)
 Travail : salaires (p. 5463 et s.)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 84 (plafonnement des dépassements d'honoraires médicaux) (p. 5476) : rejeté (p. 5477)

Son amendement n° 7 (incitation à la consommation de fruits et légumes) : rejeté (p. 5477)

Son amendement n° 39 (suppression de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale établie en fonction de la rémunération horaire du salarié) (p. 5477) : rejeté (p. 5478)

Son amendement n° 40 (subordination de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale aux mesures à portée sociale prises par l'entreprise) (p. 5478) : rejeté (p. 5479)

Son amendement n° 41 (subordination de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale aux mesures à portée environnementale prises par l'entreprise) (p. 5478) : rejeté (p. 5479)

Son amendement n° 44 (relèvement des minima de branche au niveau du SMIC) : retiré (p. 5480)

Son amendement n° 43 (suppression des exonérations de cotisations et contributions patronales pour les entreprises relevant de branches dans lesquelles les minima salariaux sont inférieurs au SMIC) : rejeté (p. 5480)

Son amendement n° 8 (interdiction de licencier un salarié pour le motif de refus d'effectuer des heures supplémentaires) : rejeté (p. 5480)

Son amendement n° 9 (subordination de l'exonération de charges sociales sur les heures supplémentaires à l'absence de demande, de la part des salariés à temps partiel, d'effectuer des heures complémentaires) (p. 5483) : rejeté (p. 5484)

Son amendement n° 29 (rapport au Parlement sur l'obligation de prise en charge par l'employeur des frais de transport du salarié) (p. 5484) : rejeté (p. 5485)

Son amendement n° 45 (rapport au Parlement sur la baisse de pouvoir d'achat entraînée par la franchise médicale) : rejeté (p. 5485)

Son amendement n° 46 (rapport au Parlement sur le rôle des transformateurs intermédiaires de produits laitiers dans l'augmentation de leur prix de vente) (p. 5485) : rejeté (p. 5486)

Son amendement n° 47 (rapport au Parlement sur la création d'un Fonds national pour la promotion de la nutrition) (p. 5485) : rejeté (p. 5486)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Son amendement n° 10 (de suppression) (p. 5489)

Son intervention (p. 5498)

Ses amendements nos 12, 11 et 14 (p. 5500, 5502)

Son amendement n° 15 : SCRUTIN PUBLIC (p. 5503)

Son rapport au règlement (cf supra) [19 décembre 2007] (p. 5505)

Après l'article 1er

Son amendement n° 26 (suppression de l'exonération fiscale liée à la production d'agrocarburants) (p. 5539) : rejeté (p. 5540)

Son amendement n° 27 (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant au transport aérien) (p. 5540) : rejeté (p. 5541)

Intervient sur l'adt n° 48 de M. Pierre Méhaignerie (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 5542)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Patrick Ollier (relèvement à 250 du nombre maximal de salariés permettant aux dirigeants d'entreprises de bénéficier des dispositifs d'intéressement) (p. 5548)

Intervient sur l'adt n° 93 rectifié de M. Patrick Ollier (modalités d'application du dispositif de participation dans les entreprises de moins de 50 salariés) (p. 5548)

Article 3 (versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises qui ne sont pas assujetties au régime de la participation)

Son intervention (p. 5552)

Son amendement n° 13 (p. 5554)

Après l'article 3

Son amendement n° 16 (aides publiques au logement conditionnées au respect du label "haute performance énergétique") (p. 5554) : rejeté (p. 5555)

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5557)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Lionnel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5557)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5557)

Intervient sur l'adt n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5557)

Son amendement n° 18 (contrat de location et obligations du bailleur : responsabilité en matière d'isolation et bon rendement énergétique) : rejeté (p. 5560)

Son amendement n° 17 (gel des loyers locatifs privés pendant deux ans) (p. 5560) : rejeté (p. 5562)

Son amendement n° 19 (rapport au Parlement sur la création d'un fonds de reconversion du chauffage au fioul vers des énergies renouvelables) : rejeté (p. 5562)

Article 4 (nouveau dispositif d'indexation des loyers)

Son amendement n° 20 (p. 5563)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)

Son intervention (p. 5568)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5573)

Ses explications de vote (p. 5573)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5574)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention (p. 692)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 692)

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 693)

Elections et référendums : scrutin de liste : parité (p. 692)

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 696)

Ses explications de vote (p. 696)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 696)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 921)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 922) : rejetée (p. 927)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 922 et s.)

Droit pénal : discrimination (p. 921 et s.)

Droit pénal : discrimination : homosexualité (p. 923)

Droit pénal : discrimination : racisme (p. 922 et s.)

Droit pénal : harcèlement sexuel (p. 925)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 926)

Justice : preuve : discrimination (p. 925)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 921 et s.)

Travail : droit du travail : discrimination (p. 923 et s.)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Article 1er (définitions)

Ses amendements nos 58 et 59 (p. 941 et 943)

Son intervention (p. 942)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)

Ses amendements nos 16, 60 et 17 (p. 943)

Son sous-amendement n° 65 à l'adt n° 7 de la commission (p. 946)

Son sous-amendement n° 66 à l'adt n° 7 de la commission : adopté (p. 946)

Article 3 (protection contre les rétorsions)

Son intervention (p. 947)

Après l'article 7

Son amendement n° 57 (codification inscrite dans le code pénal des définitions de la notion de discrimination) : rejeté (p. 953)

Son amendement n° 18 (discrimination dans la fonction publique : faculté pour les associations de lutte contre les discriminations d'ester en justice) : rejeté (p. 953)

Son amendement n° 19 (assimilation, dans la fonction publique, du harcèlement à une discrimination) : rejeté (p. 954)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 993)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 994)

Energie et carburants : biocarburants (p. 993)

Energie et carburants : pétrole (p. 993 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 996)

Environnement (p. 993 et s.)

Etat : rôle (p. 993)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 994)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 993)
 Politique économique : consommation (p. 994)
 Politique économique : croissance (p. 994)
 Politique économique : inflation (p. 994)
 Politique sociale : inégalités (p. 994)
 Retraites : généralités (p. 994)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1224 et s.)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1295 et s.)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son intervention (p. 1303)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2199)

Thèmes :

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2199)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2199)
 Recherche : biotechnologies (p. 2199)

Projet de loi n° 352 autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1529)

Son intervention (p. 1533)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1534)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1581)

Son intervention (p. 1585)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1585, 1587)
 Syndicats : représentativité (p. 1581, 1585 et s.)
 Travail : chômage : indemnisation (p. 1581, 1585)
 Travail : accords interprofessionnels (p. 1585 et s.)
 Travail : code du travail (p. 1585)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1581, 1585 et s.)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 1586 et s.)
 Travail : droit du travail (p. 1581, 1585 et s.)
 Travail : licenciements (p. 1586 et s.)
 Travail : précarité (p. 1586 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Ses amendements n°s 33 à 37 (p. 1612, 1614, 1619)

Après l'article 1er

Son amendement n° 38 (instauration d'une taxe de précarité frappant les entreprises ayant recours à un pourcentage de salariés non titulaires d'un CDI excédant les 10%) (p. 1621) : rejeté (p. 1622)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Son amendement n° 39 (de suppression) (p. 1623)

Son intervention (p. 1626)

Ses amendements n°s 40 à 44, 49 et 50 (p. 1626 et s., 1643, 1645)

Article 3 (abaissement de l'ancienneté requise pour bénéficier des indemnités maladie complémentaires)

Ses amendements n°s 52 et 53 (p. 1648)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Son amendement n° 57 (p. 1653) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1658)

Son amendement n° 58 (p. 1658)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son intervention (p. 1663)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1926)

Son intervention (p. 1929)

Thèmes :

Droit civil : prescription : délais (p. 1929)
 Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 1929)
 Entreprises : salariés : carrière (p. 1930)
 Entreprises : salariés : indemnisation des victimes (p. 1929)
 Femmes : égalité professionnelle : prescription (p. 1930)
 Justice : conseils de prud'hommes (p. 1930)
 Travail : discrimination (p. 1926, 1929)
 Travail : droit du travail : réforme (p. 1926)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Son amendement n° 21 (de suppression) (p. 1934)

Son intervention (p. 1938)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2265)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 2266)
 Constitution : article 40 (p. 2266)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2266)
 Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2265)
 Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 2265)
 Etrangers : droit de vote (p. 2265)
 Parlement : parlementaires : représentativité (p. 2265)
 Partis et mouvements politiques : opposition : commissions d'enquête (p. 2266)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 305 (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2339) : rejeté (p. 2342)

Son amendement n° 306 (application du principe de parité) (p. 2362) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2363)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2383)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'adt n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2392)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2435)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 512 de M. René Dosière (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute activité professionnelle et tout mandat, notamment électif) (p. 2449)

Son amendement n° 341 (interdiction d'exercer un mandat électif pour un membre du Gouvernement) (p. 2450) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2454)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n° 337 (p. 2470)

Après l'article 9

Son amendement n° 340 rectifié (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs, ceux-ci ne pouvant signer qu'un nombre limité de demandes) (p. 2517) : rejeté (p. 2521)

Après l'article 10

Son amendement n° 342 (sanction pour les parlementaires en cas d'absentéisme) : rejeté (p. 2534)

Après l'article 14

Son amendement n° 343 (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2596) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2599)

Son amendement n° 344 (discussion de toute proposition et de tout amendement - irrecevabilité budgétaire à la demande du Gouvernement) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Son amendement n° 345 (non-application de l'article 40 de la Constitution en commission) : rejeté (p. 2600)

Son amendement n° 346 (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2601) : rejeté (p. 2602)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son intervention (p. 2606)

Son amendement n° 347 (p. 2615)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses amendements n°s 348 et 349 (p. 2642 et s.)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Ses amendements n°s 351 et 350 (p. 2645 et s.)

Projet de loi n° 878 autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3352)

Son intervention (p. 3356)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4101)

Son intervention (p. 4105)

Thèmes :

Politique sociale : fracture sociale (p. 4107)

Syndicats : représentativité (p. 4105)

Travail : accords de branche (p. 4101, 4106)

Travail : durée du travail (p. 4101, 4105 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 4101, 4106 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Son amendement n° 106 (p. 4147)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Son amendement n° 172 (p. 4152)

Son sous-amendement n° 160 à l'adt n° 9 de la commission (p. 4154)

Ses interventions (p. 4157 et s.)

Son amendement n° 173 (p. 4160)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

Son amendement n° 108 (p. 4162)

Son sous-amendement n° 161 à l'adt n° 26 rectifié de la commission (p. 4163)

Article 5 (conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale)

Son intervention (p. 4168)

Article 6 (conditions de validité des accords collectifs de travail)

Son intervention (p. 4174)

Son amendement n° 110 (p. 4176)

Article 7 (négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés)

Ses amendements n°s 111 rectifié et 112 rectifié (p. 4182 et s.)

Avant l'article 16

Son amendement n° 171 (suppression du Titre II relatif au temps de travail) (p. 4190) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4203)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Son amendement n° 113 (de suppression) (p. 4210) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4217)

Ses amendements n°s 114 et 174 (p. 4222, 4231)

Son amendement n° 115 (p. 4250) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4250)

Ses amendements n°s 116, 175, 117 à 119 (p. 4253 et s., 4271)

Son sous-amendement n° 162 à l'adt n° 80 rectifié de la commission (p. 4272)

Son sous-amendement n° 163 à l'adt n° 80 rectifié de la commission (p. 4272)

Ses amendements n°s 164, 165, 120, 166, 121 (p. 4275 et s.)

Son amendement n° 167 (p. 4277) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4279)

Ses amendements n°s 128 et 130 (p. 4279)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4283, 4297, 4308, 4323 et s.)

Son amendement n° 129 (de suppression) (p. 4284)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2008] (p. 4292)

Ses amendements n°s 131 à 133, 177 rectifié, 134 à 136 (p. 4298 et s., 4309 et s.)

Son sous-amendement n° 181 à l'adt n° 86 deuxième rectification de la commission (p. 4335)

Ses amendements n°s 137 et 138 (p. 4339)

Son amendement n° 139 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4341)

Ses amendements n°s 140 à 142, 168 et 143 (p. 4342, 4347 et s.)

Après l'article 17

Son amendement n° 178 (abrogation de l'article 2 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 relatif au repos compensateur) (p. 4349) : rejeté (p. 4350)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Ses amendements n^{os} 144, 179, 145, 180, 146 à 148, 169 et 170 (p. 4350 et s.)

Article 19 (adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat)

Son amendement n° 149 (p. 4358)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4877)

Son intervention (p. 4879)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour (p. 4879)
Elections et référendums : élections professionnelles : sous-traitance (p. 4879)
Entreprises : accords collectifs d'entreprise : dénonciation (p. 4880)
Syndicats : représentativité : valeurs républicaines (p. 4879)
Travail : accords interprofessionnels (p. 4880)
Travail : durée du travail : heures supplémentaires (p. 4880 et s.)
Travail : repos compensateur (p. 4881)
Travail : repos hebdomadaire : jours fériés (p. 4881)
Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4881)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4701)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4731) : rejetée (p. 4739)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4702, 4734)
Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4701, 4733 et s.)
Chômage : indemnisation : régime d'assurance chômage (p. 4702, 4733 et s.)
Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 4702, 4733 et s.)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4731 et s.)
Emploi : création d'emplois (p. 4731 et s.)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4732 et s.)
Formation professionnelle : formation continue (p. 4733)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 4731 et s.)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 4733)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 4733)
Travail : durée du travail (p. 4732 et s.)
Travail : précarité (p. 4735)
Travail : salaires (p. 4735)
Travail : travail à temps partiel (p. 4733)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1490 (minima salariaux de branches portés au moins au niveau du SMIC) (p. 4739) : rejeté (p. 4740)

Son amendement n° 1491 (institution d'une taxe de précarité) (p. 4740) : rejeté (p. 4741)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses amendements n^{os} 1472 à 1474 et 1485 (p. 4750, 4759 et s.)

Ses interventions (p. 4764 et s., 4776, 4799, 4808)

Ses amendements n^{os} 1475, 1477, 1486, 1487, 1478, 1488, 52, 1489, 53 à 59, 1479, 60 et 61 (p. 4768, 4776 et s., 4786 et s., 4797 et s.)

Son amendement n° 62 (p. 4804) : adopté après rectification (p. 4805)

Ses amendements n^{os} 1480 et 1481 (p. 4806)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Son intervention (p. 4812)

Ses amendements n^{os} 1482, 1492, 1493, 1495, 1496, 1483, 1484 et 1494 (p. 4812 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad^t n° 15 de la commission (relèvement progressif de l'âge minimal de dispense de recherche d'emploi et suppression de cette dispense en 2012) (p. 4821)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Son intervention (p. 4890)

Thèmes :

Emploi : chômage : indemnisation (p. 4891 et s.)
Emploi : chômeurs (p. 4890 et s.)
Emploi : seniors (p. 4891)
Travail : salaires (p. 4891)
Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4992)

Jean-Marie BINETRUY

*Doubs (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Solidarité, insertion et égalité des chances - [11 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Solidarité, insertion et égalité des chances - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 42 : Solidarité, insertion et égalité des chances (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Investissements. Investissements étrangers, développement [11 juin 2008] (p. 3271)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1688)

Thèmes :

Départements : Doubs : délocalisations (p. 1688 et s.)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1689)
Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 1689 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4044)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4299)
Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4300 à 4303)

Article 50 (conditions de prise en charge par l'État du coût des médicaments des bénéficiaires de l'aide médicale de l'État -AME)
Ses interventions (p. 4302 et s.)

Article 51 (encadrement des conditions d'accès des ressortissants communautaires à l'allocation de parent isolé -API- et à l'allocation aux adultes handicapés -AAH)
Son intervention (p. 4303)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*
Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 35)

Thèmes :

- Enfants : défenseur des enfants (p. 36)
- Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 36)
- Handicapés : allocations et ressources (p. 36)
- Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 36)
- Logement : mal logés (p. 36)
- Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 36)
- Politique sociale : solidarité (p. 35 et s.)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5278)

Son intervention (p. 5282)

Thèmes :

- Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 5282)
- Agroalimentaire : Organismes de défense et de gestion (p. 5282)
- Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5282)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 5282)
- Santé : sécurité sanitaire : protection des consommateurs (p. 5278)

Explications de vote et vote [12 décembre 2007] (5287)

Ses explications de vote (p. 5288)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5288)

Claude BIRRAUX

*Haute-Savoie (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Premier vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 11 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption (n° 20) [11 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens (n° 64) [31 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire [J.O. du 26 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale ITER pour l'énergie de fusion relatif au siège de l'Organisation ITER et aux privilèges et immunités de l'Organisation ITER sur le territoire français (n° 674) [22 janvier 2008]

Président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 2 avril 2008]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc (n° 893) [14 mai 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption (n° 20) [18 juillet 2007] (n° 96)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens (n° 64) [18 septembre 2007] (n° 167)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur "l'évaluation et la prévention du risque du tsunami sur les côtes françaises en métropole et outre-mer" [7 décembre 2007] (n° 488)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur "Les apports de la science et de la technologie au développement durable" - Tome II : "La biodiversité : l'autre choc? l'autre chance?" [12 décembre 2007] (n° 501)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la radiothérapie : efficacité du traitement et maîtrise des risques (compte-rendu de l'audition publique du 15 novembre 2007) [10 janvier 2008] (n° 576)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur "risques et dangers pour la santé humaine de substances chimiques d'usage courant : éthers de glycol et polluants de l'air intérieur. Evaluation de l'expertise publique et des choix opérés" : Tome I : - Conclusions du rapporteur - Tome II : - Comptes rendus des auditions [23 janvier 2008] (n° 629)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale ITER pour l'énergie de fusion relatif au siège de l'Organisation ITER et aux privilèges et immunités de l'Organisation ITER sur le territoire français (n° 674) [5 février 2008] (n° 679)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc (n° 893) [10 juin 2008] (n° 949)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'évolution du secteur de la micro/nanoélectronique [25 juin 2008] (n° 997)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Logement social. [12 décembre 2007] (p. 5265)

Recherche. Développement. Biotechnologies [15 janvier 2008] (p. 186)

Transports ferroviaires. Accidents. Passages à niveau, lutte et prévention [3 juin 2008] (p. 2832)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 26, posée le 4 décembre 2007. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Suisse (J.O. Questions p. 7535). Appelée le 4 décembre 2007. Avenant, contenu (p. 4899)

n° 298, posée le 27 mai 2008. Transports ferroviaires. TER (J.O. Questions p. 4287). Appelée le 27 mai 2008. Trafic transfrontalier, Suisse (p. 2486)

*DÉBATS***Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)
Son intervention (p. 2236)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2237)
Enseignement supérieur : sciences (p. 2237)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2236, 2237)
Recherche : chercheurs (p. 2237)
Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2236)

Projet de loi n° 20 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2417)
Son intervention (p. 2418)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 2418)
Organisations internationales (p. 2418)
Organisations internationales : Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO) (p. 2418)
Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 2418)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2418)
Union européenne (p. 2418)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)
Son intervention (p. 2421)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2421 et s.)
Industrie : Institut national de la propriété industrielle (INPI) (p. 2421)
Langue française : défense (p. 2421 et s.)
Politique économique : croissance (p. 2421)
Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2421 et s.)
Propriété intellectuelle : brevets (p. 2421)
Recherche : organismes (p. 2422)
Recherche : innovation (p. 2421)

Projet de loi n° 118 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2437)
Son intervention (p. 2444)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : zones de pêche (p. 2444)
Energie et carburants : gaz (p. 2444)
Energie et carburants : pétrole (p. 2444)
Energie et carburants : prospection et recherche (p. 2444)
Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté (p. 2444)

Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté : droit international (p. 2444)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2444)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2444)

Pays étrangers : Canada (p. 2444)

Pays étrangers : Canada : coopération économique (p. 2444)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Son intervention (p. 110)

Thèmes :

Enseignement supérieur : doctorats (p. 111)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 111)
Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 111)
Recherche : organisation (p. 110 et s.)
Recherche : chercheurs (p. 111)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 348 de M. Claude Gagnon (remplacer "organismes génétiquement modifiés" par "cultures de plantes génétiquement modifiées") à l'adt n° 45 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (possibilité pour les organismes de défense et de gestion ou pour l'Institut national de l'origine et de la qualité de proposer à l'autorité administrative toute mesure particulière de renforcement de la protection d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine concernant les organismes génétiquement modifiés) (p. 1331)

Projet de loi n° 352 autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1529)

Son intervention (p. 1531)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1531)

Christian BLANC

*Yvelines (3^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

puis secrétaire d'Etat chargé du développement de la région capitale

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

Est nommé secrétaire d'Etat chargé du développement de la région capitale, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

Cessation de son mandat de député le 18 avril 2008 [J.O. du 20 avril 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O du 24 juillet 2007]

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O du 25 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSE À LA QUESTION AU GOUVERNEMENT DE

M. Daniel Goldberg. Transports urbains. Politique des transports urbains. Ile-de-France [3 juin 2008] (p. 2833)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Christian Eckert. Mines et carrières. Bassins miniers. Lorraine, arrêt de l'exploitation, conséquences [6 mai 2008] (p. 1865)

M. Jean-Frédéric Poisson. Voirie. RN 191. Aménagement, Yvelines [6 mai 2008] (p. 1866)

Mme Sophie Delong. Transports ferroviaires. Ateliers. Etablissements de maintenance et de traction, Haute-Marne [6 mai 2008] (p. 1869)

Mme Christine Marin. Transports routiers. Transport de marchandises. Poids lourds, tonnage, conséquences [6 mai 2008] (p. 1868)

Mme Josette Pons. Transports ferroviaires. RFF. Voies ferrées, désherbage, conséquences, indemnisation [6 mai 2008] (p. 1867)

M. Yanick Paternotte. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Pôle de Roissy [27 mai 2008] (p. 2478)

Mme Martine Billard. Aménagement du territoire. Régions. Schéma directeur de la région Ile-de-France, maintien [3 juin 2008] (p. 2803)

M. Patrice Calmèjane. Voirie. A 103. Réalisation [3 juin 2008] (p. 2802)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Syndicats. Représentativité. [6 novembre 2007] (p. 3675)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [14 novembre 2007] (p. 4104)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2486)

Thèmes :

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2486 et s.)
Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2486 et s.)
Secteur public : service minimum (p. 2486, 2487)
Travail : syndicats (p. 2486, 2488)
Travail : grèves : déclaration (p. 2487)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Son amendement n° 98 : adopté (p. 2591)

Explications de vote et vote [1^{er} août 2007] (p. 2701)

Ses explications de vote (p. 2702)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2703)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2712)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2712, 2713)
Politique sociale : dialogue social (p. 2713)
Secteur public : services publics (p. 2713)
Transports ferroviaires : SNCF (p. 2713)
Transports urbains : RATP (p. 2713)
Travail : grèves : déclaration (p. 2713)
Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2713)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2415)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2415)
Langue française : défense (p. 2415)
Politique économique : mondialisation (p. 2415)
Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2415 et s.)
Propriété intellectuelle : brevets (p. 2415)

Étienne BLANC

*Ain (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O du 24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission supérieure de codification [J.O. du 27 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la simplification du droit (n° 177) [18 septembre 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Rapporteur de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines (n° 575) [9 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Rapporteur du projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes (n° 735) [26 mars 2008]

Rapporteur de la proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures (n° 1085) [22 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 161 visant à simplifier les procédures administratives et à améliorer l'efficacité de la fonction publique [18 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Luc Warsmann, M. Étienne Blanc et M. Yves Jégo relative à la simplification du droit (n° 177) [3 octobre 2007] (n° 244)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative à la simplification du droit (n° 346) [21 novembre 2007] (n° 419)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'exécution des décisions de justice pénale concernant les personnes majeures [13 décembre 2007] (n° 505)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Luc Warsmann, M. Étienne Blanc et plusieurs de leurs collègues créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines (n° 575) [16 janvier 2008] (n° 610)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes (n° 735) [2 avril 2008] (n° 771)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines (n° 813) [18 juin 2008] (n° 966)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [25 juin 2008] (p. 3778)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2106)

Son intervention (p. 2118)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2118)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2118)

Droit pénal : peines planchers (p. 2118)

Justice : juridictions spécialisées : mineurs (p. 2106, 2118)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2119)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2616)

Thèmes :

Administration : règlements (p. 2616)

Administration : simplifications administratives (p. 2616)

Collectivités territoriales : simplifications administratives (p. 2617)

Donations et successions : successions : déclarations (p. 2616)

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage : déclarations (p. 2616)

Justice : représentation (p. 2616)

Justice : procédures : visioconférence (p. 2617)

Lois : abrogation (p. 2617)

Marchés publics : simplifications administratives (p. 2617)

Prestations familiales : allocations familiales : caisses (p. 2616)

Discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2628)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2629 à 2634)

Article 2 (représentation en justice par le partenaire d'un PACS ou le concubin)

Son amendement n° 1 : adopté après modification (p. 2629)

Article 4 (suppression du certificat médical prénuptial)

Son amendement n° 2 : adopté (p. 2629)

Article 7 (allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 4 : adopté (p. 2629)

Son amendement n° 5 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2631)

Après l'article 7

Son amendement n° 6 (instruction des demandes d'autorisation et des déclarations d'utilisation des sols) : adopté (p. 2632)

Article 8 (simplification des conditions d'attribution du caractère de route express)

Son amendement n° 7 : adopté (p. 2632)

Article 6 (précédemment réservé) (suppression de la déclaration des rémunérations passibles de la taxe d'apprentissage - suppression de la déclaration de la participation au financement de la formation professionnelle continue pour les entreprises de moins de dix salariés)

Son amendement n° 3 : adopté (p. 2634)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5161)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5161)

Collectivités territoriales : simplifications administratives (p. 5161)

Coopération intercommunale : syndicats de communes : dissolution (p. 5161)

Lois : codification : ordonnances (p. 5161)

Mort : funérailles : formalités (p. 5161)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5169 à 5173)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4172)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 4173)

Droit pénal : exécution des peines (p. 4173)

Famille : médiation (p. 4173)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4173)

Justice : modernisation (p. 4173)

Justice : greffiers : moyens (p. 4173)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 4173)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4205)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 78)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 78)
 Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 78)
 Justice : rétention de sûreté (p. 78)
 Justice : victimes (p. 78)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 778)

Son intervention (p. 779)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 779)
 Droit pénal : injonction de soins (p. 780)
 Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 780)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 779 et s.)
 Justice : rétention de sûreté (p. 778 et s.)
 Justice : victimes : indemnisation (p. 780)
 Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 780)

Explications de vote et vote [6 février 2008] (p. 784)

Ses explications de vote (p. 785)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 785)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 343)

Son intervention (p. 343)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : amendes (p. 344)
 Automobiles et cycles : incendies (p. 343)
 Automobiles et cycles : carte grise : opposition (p. 344)
 Droit pénal : décisions (p. 343)
 Droit pénal : exécution des peines (p. 343)
 Justice : frais de justice : calcul (p. 344)
 Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 343)
 Ordre public : indemnisation des victimes : fonds de garantie (p. 343)
 Ordre public : indemnisation des victimes : provisions (p. 343)
 Professions judiciaires et juridiques : huissiers : délais (p. 343)
 Sécurité routière : permis de conduire : fichiers (p. 344)
 Système pénitentiaire : réforme (p. 344)

Discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 351)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 351 à 354)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3666)

Son intervention (p. 3667)

Thèmes :

Automobiles et cycles : incendies (p. 3668)
 Justice : victimes : fonds de garantie (p. 3668)
 Professions judiciaires et juridiques : huissiers : procédures (p. 3668)

Discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3672)

Article 3 (amélioration des conditions d'indemnisation des propriétaires de véhicule victimes d'une destruction volontaire par incendie de leur bien)

Son intervention (p. 3672)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention (p. 690)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : parlementaires (p. 690)
 Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 690)
 Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 690)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 690)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Son intervention (p. 2107)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2113)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2120)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2134)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 2107)
 Droit pénal : diffamation : journalistes (p. 2108, 2113)
 Droit pénal : perquisitions (p. 2107)
 Droit pénal : secret de l'instruction : recel (p. 2113, 2120)
 Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 2107, 2120)
 Presse et livres : journalistes : écoutes téléphoniques (p. 2108)
 Presse et livres : liberté de la presse (p. 2108, 2113)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : pays étrangers (p. 2120)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2107 et s., 2113)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2136 à 2151)

Article 1er (consécration législative du principe général de la protection du secret des sources journalistiques)

Ses interventions (p. 2139 et s.)

Son amendement n° 59 : adopté (p. 2142)

Article 2 (accroissement des garanties procédurales en cas de perquisition concernant un journaliste)

Ses interventions (p. 2144 et s.)

Son sous-amendement n° 62 à l'ad n° 49 rectifié de Mme Aurélie Filippetti : adopté (p. 2146)

Ses amendements n°s 60 et 61 : adoptés (p. 2147 et s.)

Article 3 (extension du droit du journaliste de taire ses sources en cas d'audition en tant que témoin)

Son intervention (p. 2148)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 16 de la commission (application du principe de protection du secret des sources en matière de réquisitions judiciaires) (p. 2149)

Intervient sur l'ad n° 17 de la commission (application du principe de protection du secret des sources en matière d'écoutes judiciaires) (p. 2150)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Son intervention (p. 2167)

Thèmes :

Elections et référendums : collège sénatorial : réforme (p. 2167)

Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 2167)

Vote sur le passage à la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2172)

Ses explications de vote (p. 2172)

Vote contre le passage à la discussion des articles du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2172)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2552)

Émile BLESSIG

*Bas-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2007]

Membre de l'observatoire des territoires [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile (n° 433) [4 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. du 7 février 2008]

Cesse d'appartenir au comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire [J.O. du 7 février 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n°s E 3666, E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes n°s E 3379, E 3383, E 3426, E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le monopole des jeux au regard des règles communautaires [6 février 2008] (n° 693)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 février 2008 au 24 avril 2008 (n°s E 3770 annexe 2, E 3775, E 3778, E 3784, E 3785, E 3789 à E 3792, E 3796, E 3797, E 3799, E 3803, E 3805, E 3808 à E 3811, E 3813, E 3814, E 3818, E 3820, E 3822, E 3824 à E 3835, E 3840 à E 3842 et E 3845) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3551, E 3557, E 3581, E 3591, E 3640, E 3660, E 3662, E 3670, E 3696, E 3699, E 3729, E 3735, E 3736, E 3744, E 3748, E 3750, E 3754, E 3759, E 3766 et E 3768 [29 avril 2008] (n° 844)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de la prescription en matière civile (n° 433) [30 avril 2008] (n° 847)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 25 avril au 5 juin 2008 (n°s E 3847, E 3848, E 3850, E 3852, E 3853, E 3855 à E 3860, E 3862 à E 3868, E 3870 à E 3873, E 3875 à E 3877 et E 3881 à E 3883) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3664, E 3694, E 3704, E 3757, E 3770 annexe 3, E 3770 annexe 4, E 3776, E 3779, E 3786, E 3794, E 3798, E 3812, E 3815, E 3819, E 3821, E 3837 à E 3839 et E 3844 [11 juin 2008] (n° 958)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2344)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2344)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2344)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2691)

Son intervention (p. 2693)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : délinquance financière (p. 2693)

Droit pénal : corruption : législation (p. 2694)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée (p. 2693)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 2693)

Partis et mouvements politiques : opposition : rôle et missions (p. 2691)

Relations internationales : blanchiment des capitaux (p. 2693)

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 19 de M. Arnaud Montebourg (suppression de la condition de condamnation dans le pays d'origine de l'auteur d'un crime ou d'un délit pour permettre l'ouverture en France d'une procédure à l'encontre du ou des complices) (p. 2700)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2708)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2709)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)
Son amendement n° 24 (p. 3837)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Jean Gaubert (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Jean Dionis du Séjour (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. André Chassaigne (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Lionel Tardy (relevé d'office du juge en droit de la consommation devant les juridictions où le ministère d'un avocat n'est pas requis) (p. 4484)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Son intervention (p. 1922)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1925)

Thèmes :

Droit civil : obligations : réforme (p. 1922)

Droit civil : prescription : délais (p. 1923)

Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 1923)

Famille : mariage (p. 1923)

Justice : simplification du droit : droit civil (p. 1923)

Travail : discrimination (p. 1923)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1934 à 1943)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Ses interventions (p. 1934 et s.)

Article 6 (prescription de l'action des notaires et des huissiers en recouvrement de leurs frais et de l'action en responsabilité contre les huissiers)

Son intervention (p. 1942)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (réduction de dix à cinq ans du délai de prescription des actions en responsabilité engagées à l'occasion des prisées et des ventes volontaires et judiciaires de meubles aux enchères publiques) (p. 1942)

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission (soumission des experts judiciaires au délai de droit commun de la prescription extinctive) (p. 1942)

Intervient sur l'adt n° 12 de la commission (coordination dans la loi du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation) (p. 1942)

Article 8 (prescription en matière salariale)

Son intervention (p. 1943)

Son amendement n° 17 : adopté (p. 1943)

Article 15 (délai pour poursuivre l'exécution d'un titre exécutoire)

Son intervention (p. 1944)

Article 17 (application outre-mer)

Son intervention (p. 1944)

Article 19 (application des règles nouvelles aux prescriptions en cours)

Son intervention (p. 1944)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 4498)

Serge BLISKO

*Paris (10^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre du comité de suivi de l'agence française de l'adoption [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-président de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [11 décembre 2007] (n° 491)

Proposition de loi n° 1018 visant à assurer le respect des droits des demandeurs d'asile [3 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Immigration clandestine. Rétention et expulsion, politiques communautaires [25 juin 2008] (p. 3776)

RAPPELS AU RÉGLEMENT

Proteste contre le vote, au milieu de la nuit, d'un cavalier législatif autorisant les statistiques ethniques [19 septembre 2007] (p. 2322)

Demandera une suspension de séance chaque fois que l'on dira que les députés de l'opposition sont du côté des massacreurs et des violeurs [9 janvier 2008] (p. 112)

Demande, en raison de la modification substantielle proposée par l'amendement, que Mme Guigou puisse répondre, ce qui respecterait les droits de l'opposition [9 janvier 2008] (p. 122)

Demande une suspension de séance et des explications à la garde des sceaux sur l'apparition d'une rétroactivité de la loi pénale [9 janvier 2008] (p. 123)

*DÉBATS***Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2141) : rejetée (p. 2148)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : maladies mentales (p. 2143)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2145)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2144)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2143)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire : moyens (p. 2144)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 2143)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : moyens (p. 2142)

Justice : exécution des décisions (p. 2142)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2142)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2145)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs : effectifs (p. 2144)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : moyens (p. 2142)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Ses interventions (p. 2184 et s.)

Son amendement n° 81 (p. 2187)

Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve)

Son amendement n° 83 (p. 2188)

Article 8 (impossibilité d'octroyer une réduction de peine à certains condamnés refusant les soins en détention)

Son amendement n° 85 (de suppression) (p. 2189)

Après l'article 9

Son amendement n° 79 (bilan qualitatif et quantitatif de l'injonction de soins avant l'entrée en vigueur de la loi) : rejeté (p. 2190)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 2191)

Après l'article 10

Son amendement n° 68 rectifié (évaluation des dispositions relatives à l'injonction de soins) : adopté (p. 2191)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)*Thèmes :*

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2430)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2430)

Justice : moyens (p. 2430)

Police : police de proximité (p. 2430)

Explications de vote et vote [26 juillet 2007] (p. 2430)

Ses explications de vote (p. 2340)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2430)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2144) : rejetée (p. 2151)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie : tests génétiques (p. 2145)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2145)

Etat civil : mariage avec un étranger (p. 2146)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2146)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2147)

Etrangers : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 2148)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 2146)

Etrangers : pays d'origine sûr (p. 2148)

Etrangers : reconduite aux frontières (p. 2144)

Etrangers : réfugiés : Cambodge (p. 2146)

Etrangers : réfugiés : langue française (p. 2147)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2145)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2144)

Etrangers : régularisations (p. 2148)

Langue française : usage : immigration (p. 2146)

Lois : textes d'application : immigration (p. 2144)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : demandeurs d'asile (p. 2147)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : discrimination (p. 2147)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 2147)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2192 et s., 2214 et s.)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Ses interventions (p. 2224, 2238 et s.)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Ses interventions (p. 2250 et s.)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Ses interventions (p. 2262 et s.)

Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")

Ses interventions (p. 2267 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2283)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 37 de la commission (information des demandeurs d'asile à la frontière sur la possibilité d'introduire un recours suspensif contre un refus d'entrée au titre de l'asile) (p. 2300)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Ses sous-amendements n° 219, 223, 215 et 216 à 218 à l'ad n° 38 rectifié de la commission (p. 2303)

Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)

Son intervention (p. 2304)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)

Son intervention (p. 2307)

Ses amendements n^{os} 222 (de suppression) et 221 rectifié (p. 2308)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad^t n^o 45 rectifié de la commission (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Intervient sur l'ad^t n^o 56 rectifié de M. Philippe Cochet (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Intervient sur l'ad^t n^o 69 de M. Thierry Mariani (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2310)

Son amendement n^o 258 (recours devant la commission des recours des réfugiés suspensif de toute mesure d'éloignement y compris pour les bénéficiaires de la procédure prioritaire de demande d'asile) : rejeté (p. 2311)

Après l'article 10

Son amendement n^o 220 (suppression de la limitation du droit au maintien en France pendant l'instruction de la demande d'asile dans le cadre de la procédure prioritaire) : rejeté (p. 2312)

Article 12 (carte de séjour temporaire "salarié en mission")

Son intervention (p. 2314)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad^t n^o 48 rectifié de la commission (appel contre la libération d'un étranger maintenu en rétention ou en zone d'attente) (p. 2314)

Après l'article 18

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2007] (p. 2322)

Intervient sur l'ad^t n^o 55 de la commission (traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité des origines) (p. 2323)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3037)

Thèmes :

Etrangers : droit d'asile : convention de Genève (p. 3038)

Etrangers : immigration : Afrique (p. 3038)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 3037)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 3038)

Politiques communautaires : immigration (p. 3038)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3064)

Ses explications de vote (p. 3070)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3070)

Projet de loi de finances n^o 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4177)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : aggravation des peines (p. 4178)

Droit pénal : peines : aménagement (p. 4178)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4178)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 4178)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 4178)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4206)

Proposition de loi n^o 177 relative à la simplification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)

Article 11 (recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires)

Son amendement n^o 3 (de suppression) (p. 5172)

Projet de loi n^o 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 59) : rejetée (p. 66)

Son intervention (p. 77)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 92)

Thèmes :

Droit pénal : délinquants sexuels : soins en détention (p. 62)

Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) (p. 60)

Droit pénal : injonction de soins (p. 60)

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 59, 62)

Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 59)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 60)

Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 59)

Justice : expertise : délinquants sexuels (p. 61)

Justice : rétention de sûreté : peines (p. 59, 61)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 62)

Système pénitentiaire : détenus : hospitalisation d'office (p. 59)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 59, 92)

Système pénitentiaire : détenus : soins en détention (p. 60)

Système pénitentiaire : détenus : suicide (p. 62)

Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire : moyens (p. 60, 92)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs : effectifs (p. 60)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 60)

Système pénitentiaire : unité hospitalière spécialement aménagée (UHSA) (p. 60)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son amendement n^o 71 (de suppression) (p. 99)

Ses amendements n^{os} 72 et 73 (p. 103, 106)

Son intervention (p. 106 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 112)

Ses amendements n^{os} 74, 69 et 75 rectifié (p. 113 et s.)

Ses amendements n^{os} 79 et 80, 82, 85, 87 et 88, 93 et 96 (p. 115 et s.)

Article 2 (conditionnement des réductions de peine à l'acceptation de soins en détention)

Son amendement n^o 98 : adopté (p. 119)

Son amendement n^o 99 (p. 119)

Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 122 et 123)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Son intervention (p. 125)

Article 4 précédemment réservé (coordinations au sein du code de procédure pénale et inscription des décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental au casier judiciaire)

Son amendement n° 103 (de suppression) (p. 129)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du dispositif de l'injonction de soins)

Ses amendements n°s 111 à 113 et 104 (p. 130 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 776) ; rejetée (p. 779)

Thèmes :

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 777)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 777)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme : rétention de sûreté (p. 776)

Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 776)

Justice : rétention de sûreté (p. 778)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 777)

Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1522)

Son intervention (p. 1526)

Thèmes :

Etrangers : immigration (p. 1526)

Etrangers : immigration : Gabon (p. 1526, 1527)

Pays étrangers : Gabon (p. 1526, 1527)

Politique extérieure : codéveloppement : Gabon (p. 1526, 1527)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2114)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 2115)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : Belgique (p. 2115)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2114)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2723)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 4509)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ;

[10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Son intervention (p. 3136)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3991)

Patrick BLOCHE

Paris (7^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) - Culture - [11 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du haut conseil des musées de France [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 mai 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mai 2008]

Rapporteur de la proposition de loi relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République (n° 852) [13 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 mai 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 mai 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome III : Culture (n° 277) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 585 visant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [15 janvier 2008]

Proposition de loi n° 586 visant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [15 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République (n° 852) [13 mai 2008] (n° 885)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Presse. Pluralisme, maintien [6 novembre 2007] (p. 3684)

Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle. Exonération, réglementation [20 novembre 2007] (p. 4360)

Audiovisuel et communication. Télévision. Chaînes publiques, publicité, suppression, conséquences [23 janvier 2008] (p. 476)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 233, posée le 6 mai 2008. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3703). Appelée le 6 mai 2008. Effectifs de personnel, Paris 11e (p. 1877)

DÉBATS

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650)

Son intervention (p. 2655)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 2655 et s.)
Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2655 et s.)
Patrimoine culturel : musées (p. 2655 et s.)
Pays étrangers : Émirats Arabes Unis (p. 2655 et s.)
Relations internationales : échanges culturels (p. 2655 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Ses interventions (p. 73, 86)

Thèmes :

Culture : crédits (p. 73, 86)
Culture : mécénat (p. 74)
Jeunes : éducation populaire (p. 73)
Patrimoine culturel : domaine privé (p. 74, 86)
Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 73 et s.)
Patrimoine culturel : monuments historiques : grands projets urbains (p. 73)
TVA : taux : patrimoine culturel (p. 74, 86)

MÉDIAS

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4262)

Après l'article 60

Intervient sur l'ad n° 290 de la commission des affaires culturelles (augmentation de la redevance audiovisuelle) (p. 4263)

Intervient sur l'ad n° 23 rectifié de la commission (exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes handicapées à faibles revenus) (p. 4266)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Son intervention (p. 35)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : programmes (p. 36)
Audiovisuel et communication : publicité (p. 36)
Audiovisuel et communication : secteur public (p. 35)
Audiovisuel et communication : TF1 (p. 36)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5058)

Thèmes :

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5058)
Retraites : généralités : indexation (p. 5058)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Son intervention (p. 1791)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1798)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : moyens (p. 1792)
Archives et bibliothèques : Archives nationales (p. 1792)
Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 1791, 1798)
Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1791)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1780)

Discussion générale commune du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives et du projet de loi relatif aux archives (voir Conseil constitutionnel n° 567)

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)

Ses interventions (p. 1805 et s.)

Article 24 (clarification de la notion d'actes des assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 1812)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 32 du Gouvernement (habilitation donnée au Gouvernement pour harmoniser par ordonnance les régimes d'accès aux données publiques) (p. 1813)

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1814)

Ses explications de vote (p. 1814)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1815)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4067)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4071)

Son intervention (p. 4073)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 4073)
Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 4073)
Archives et bibliothèques : communication des archives : dérogations (p. 4071)
Archives et bibliothèques : communication des archives : histoire (p. 4071, 4074)
Archives et bibliothèques : communication des archives : pays étrangers (p. 4073)
Archives et bibliothèques : communication des archives : services secrets (p. 4073)
Archives et bibliothèques : communication des archives : terrorisme (p. 4071)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4071)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2131) : rejetée (p. 2135)

Thèmes :

Droit pénal : perquisitions (p. 3132)
Droit pénal : perquisitions : domicile (p. 3133)

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 3134)
 Ordre public : terrorisme (p. 3133)
 Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 3132)
 Police : Direction de la surveillance du territoire (DST) : journalistes (p. 3132)
 Presse et livres : liberté de la presse (p. 2132)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : Belgique (p. 3134)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2131)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Article 1er (consécration législative du principe général de la protection du secret des sources journalistiques)
 Ses interventions (p. 2136 et s.)

Article 2 (accroissement des garanties procédurales en cas de perquisition concernant un journaliste)
 Ses interventions (p. 2144 et s.)

Article 3 (extension du droit du journaliste de taire ses sources en cas d'audition en tant que témoin)
 Son intervention (p. 2148)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 36 rectifié de Mme Aurélie Filippetti (interdiction des gardes à vue visant la mise à disposition des sources journalistiques) (p. 2150)

Intervient sur l'adt n° 37 rectifié de Mme Aurélie Filippetti (protection des journalistes en matière d'interceptions des communications téléphoniques et électroniques) (p. 2150)

Intervient sur l'adt n° 39 de Mme Aurélie Filippetti (détention à titre professionnel par un journaliste d'informations protégées non constitutive d'infraction) (p. 2151)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)

Ses interventions (p. 2317, 2327)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2317, 2328)

Audiovisuel et communication : médias : pluralisme (p. 2317, 2327)

Audiovisuel et communication : temps de parole : partis et mouvements politiques (p. 2317, 2328)

Partis et mouvements politiques : opposition : temps de parole (p. 2328)

Président de la République : temps de parole (p. 2318, 2328)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Son intervention (p. 3137)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 754 de M. Frédéric Lefebvre (assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3216)

Intervient sur l'adt n° 993 du Gouvernement (possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale - RFI) (p. 3220)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « CULTURE » - PROGRAMME « PATRIMOINES »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4051) :

- *Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 19 juin 2008*

Son intervention (p. 4060)

Roland BLUM

*Bouches-du-Rhône (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 19 juillet 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 28 juillet 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens (n° 150) [18 septembre 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le rôle joué par la France dans la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien détenus en Libye, sur le véritable contenu des accords ayant accompagné cette issue, et sur les conséquences susceptibles d'en résulter (n° 152) [18 septembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes (n° 894) [4 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Jean-Marc Ayrault, Mme Elisabeth Guigou, M. François Hollande, M. François Lonclé et M. Pierre Moscovici et plusieurs de leurs collègues et les membres du groupe Socialiste, radical, citoyen et divers gauche et apparentés tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens (n° 150) et la proposition de résolution de M. Alain Bocquet tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le rôle joué par la France dans la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien détenus en Libye, sur le véritable contenu des accords ayant accompagné cette issue, et sur les conséquences susceptibles d'en résulter (n° 152) [10 octobre 2007] (n° 273)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur l'avenir de la politique étrangère et de sécurité commune et sur son financement [16 octobre 2007] (n° 291)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes (n° 894) [4 juin 2008] (n° 925)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2731)
Son intervention (p. 2731)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2732)
Pays étrangers : Libye (p. 2731 et s.)
Relations internationales : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2731 et s.)
Santé : sida (p. 2731)

Projet de loi n° 894 autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3346)
Son intervention (p. 3348)

Thèmes :

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 3348)
Politiques communautaires : financement (p. 3348)
TVA : taux (p. 3348)
Union européenne : contributions (p. 3348)
Union européenne : ressources propres (p. 3348)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)
Son intervention (p. 3544)

Thèmes :

Environnement : développement durable : transports (p. 3544)
Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 3544)
Transports par eau : ports maritimes : réserves foncières (p. 3544)

Jean-Marie BOCKEL

*Secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie
puis Secrétaire d'Etat à la défense et aux anciens combattants*

Est nommé secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie, auprès de M. le ministre des affaires étrangères et européennes. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Est nommé secrétaire d'Etat à la défense et aux anciens combattants, auprès de M. le ministre de la défense. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Louis Christ. Organisations internationales. ONG. Partenariat, pouvoirs publics [6 novembre 2007] (p. 3679)

M. Axel Poniatowski. Politique extérieure. Libye. Relations bilatérales [22 janvier 2008] (p. 387)

M. André Schneider. Politique extérieure. Aide au développement. [6 février 2008] (p. 766)

Mme Catherine Génisson. Anciens combattants et victimes de guerre. Lieux de mémoire. Cimetière militaire de Notre-Dame-de-Lorette, profanation [9 avril 2008] (p. 1451)

Mme Chantal Bourragué. Défense. Armée. Ecole du service de santé et base aérienne n° 106, Bordeaux, restructuration [7 mai 2008] (p. 1956)

Mme Patricia Adam. Défense. Armée. Restructuration [4 juin 2008] (p. 2895)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Bernard Cazeneuve. Défense. Etablissements. Restructuration, Cherbourg [8 avril 2008] (p. 1348)

M. Franck Gilard. Défense. Etablissements. Délégation générale pour l'armement, Vernon [8 avril 2008] (p. 1349)

M. Michel Vergnier. Défense. Armée de terre. Base du matériel de Guéret, restructuration [6 mai 2008] (p. 1881)

Mme Michèle Delaunay. Défense. Armée. Service de santé, écoles, restructuration [6 mai 2008] (p. 1882)

M. Jacques Desallangre. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. SNCF : âge de la retraite. Réforme, conséquences [6 mai 2008] (p. 1883)

M. Daniel Spagnou. Défense. Armée de terre. Centre d'instruction et d'entraînement au combat en montagne, Barcelonnette, restructuration [3 juin 2008] (p. 2815)

M. Jacques Domergue. Défense. Armée de terre. EAI et EMSAM, Montpellier, restructuration [3 juin 2008] (p. 2816)

M. Patrice Debray. Anciens combattants et victimes de guerre. Revendications. [3 juin 2008] (p. 2817)

M. Alain Rodet. Défense. Armée de terre. Restructuration, Limoges [24 juin 2008] (p. 3696)

M. Guy Malherbe. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits. Hélicoptères militaires, Limours [24 juin 2008] (p. 3697)

M. Philippe Vitel. Défense. Marine. Sous-marins nucléaires d'attaque, Toulon [24 juin 2008] (p. 3698)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

Mme Patricia Adam : indique que le ministre de la défense n'a quitté l'hémicycle que pour une courte période [26 juin 2008] (p. 3921)

DÉBATS

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650)
Son intervention (p. 2650)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 2650 et s.)
Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 5651)
Patrimoine culturel : musées (p. 2650 et s.)
Pays étrangers : Emirats Arabes Unis (p. 2650 et s.)
Relations internationales : échanges culturels (p. 2650 et s.)

Projet de loi n° 181 autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 octobre 2007] (p. 2663)
Ses interventions (p. 2663, 2666)

Thèmes :

Etrangers : extradition (p. 2663, 2664)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe : lutte contre le terrorisme (p. 2663 et s.)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2663, 2664, 2666)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : lutte contre le terrorisme (p. 2663, 2664, 2666)

Projet de loi n° 183 rectifié autorisant l'approbation du protocole sur la modification de l'accord instituant une Commission internationale pour le Service international de recherches

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 octobre 2007] (p. 2666)
Ses interventions (p. 2666, 2668)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : internés : indemnisation des victimes (p. 2668)
Anciens combattants et victimes de guerre : internés : recherche (p. 2666, 2668)
Informatique : support électronique (p. 2667)
Ministères et secrétariats d'Etat : archives : chercheurs (p. 2667)
Organisations internationales : Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR) (p. 2667)
Pays étrangers : Allemagne (p. 2667)

Pays étrangers : Belgique (p. 2667)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 2667)
 Pays étrangers : Grèce (p. 2667)
 Pays étrangers : Israël (p. 2667)
 Pays étrangers : Italie (p. 2667)
 Pays étrangers : Luxembourg (p. 2667)
 Pays étrangers : Pays-Bas (p. 2667)
 Pays étrangers : Pologne (p. 2667)
 Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 2667)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
 PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :
 - Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007
 Ses interventions (p. 58, 63 à 69)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 68)
 Pays étrangers : Afrique (p. 59, 63)
 Pays étrangers : Chine (p. 64, 68)
 Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 67)
 Politique extérieure : environnement (p. 68)
 Politique extérieure : francophonie (p. 63)
 Politique extérieure : Agence française de développement (p. 64, 68 et s.)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 58 et s., 68 et s.)
 Politique extérieure : annulation de dettes (p. 68)
 Politique extérieure : codéveloppement (p. 58 et s.)
 Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 59 et s.)
 Santé : épidémies (p. 59, 63)
 Santé : sida (p. 59, 63, 67 et s.)

Projet de loi n° 12 ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil et portant diverses dispositions relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1484)
 Ses interventions (p. 1484, 1491)

Discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1492)
 Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1492 à 1494)

Article 3 (modifications de la partie législative du code de la défense)
 Son intervention (p. 1492)

Après l'article 3
 Intervient sur l'ad n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 1493)
 Intervient sur l'ad n° 8 du Gouvernement (p. 1493)

Après l'article 5
 Intervient sur l'ad n° 9 du Gouvernement (p. 1494)

Article 6 (abrogation de dispositions obsolètes)
 Son intervention (p. 1494)

Projet de loi n° 814 relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2060)
 Ses interventions (p. 2060, 2068)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration [26 juin 2008] (p. 3889)

Répond au rappel au règlement de Mme Patricia Adam (cf supra) [26 juin 2008] (p. 3921)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4067)
 Ses interventions (p. 4067, 4072, 4077)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : externalisation (p. 4077)
 Archives et bibliothèques : archives : modernisation (p. 4068)
 Archives et bibliothèques : archives : protection (p. 4068)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : armes bactériologiques (p. 4073)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 4067, 4072, 4077)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 4067, 4073, 4077)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : dérogations (p. 4072, 4077)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : état civil (p. 4068)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : guerre d'Algérie (p. 4073)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : recensements (p. 4068)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : services secrets (p. 4067, 4073, 4077)
 Coopération intercommunale : archives (p. 4068)
 Famille : généalogie (p. 4068)

Discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4078)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4078)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4079)

Projet de loi n° 960 autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 juillet 2008] (p. 4855)
 Ses interventions (p. 4855, 4862)

Alain BOCQUET

*Nord (20^{ème} circonscription)
 Gauche démocrate et républicaine*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 72 modifiant l'article 19 du Règlement de l'Assemblée nationale visant à assurer le pluralisme en baissant le seuil de parlementaires requis pour la constitution d'un groupe [13 juillet 2007]

Proposition de résolution n° 152 tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le rôle joué par la France dans la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien détenus en Libye, sur le véritable contenu des accords ayant accompagné cette issue, et sur les conséquences susceptibles d'en résulter [27 août 2007]

Proposition de résolution n° 242 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'investiguer sur les circonstances, les liens et les complicités diverses qui ont pu se nouer entre certains dirigeants des milieux économiques et financiers et des représentants de l'Etat au sein d'EADS, à l'occasion du scandale de délit d'initié mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir les pratiques condamnables [3 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 409 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la place et le rôle des fonds d'investissement dans l'économie, sur leurs méthodes d'acquisition d'entreprises par effet de levier appelées LBO, sur les conséquences de telles pratiques pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail ainsi que sur les solutions alternatives qui pourraient être mises en œuvre à partir de la constitution d'un pôle financier public [14 novembre 2007]

Proposition de loi n° 423 tendant à abolir les coupures d'eau, d'électricité et de gaz et à mettre en place un dispositif de solidarité énergie-eau [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 424 tendant à créer une action de groupe [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 425 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 472 tendant à instaurer un droit au travail opposable [5 décembre 2007]

Proposition de résolution n° 506 tendant à la création d'une commission d'enquête en vue d'examiner l'ensemble des instruments légaux autorisant les expulsions des migrants afin d'évaluer et d'analyser leur compatibilité avec les instruments internationaux et européens que la France a signés et ratifiés [13 décembre 2007]

Proposition de loi n° 751 relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [27 mars 2008]

Proposition de résolution n° 692 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences des cessions successives de Péchiney à Alcan, d'Alcan à Rio Tinto, et sur les décisions qu'appelle du gouvernement français et de l'Union européenne, l'objectif de préservation de ces activités industrielles et de recherche, des emplois et d'une filière aluminium en France et en Europe [6 février 2008]

Proposition de résolution n° 906 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles a été préparée puis prise par Michelin, la décision de fermer l'usine Kléber de Toul (Meurthe et Moselle), et sur les contre-propositions économiques et industrielles élaborées par les syndicats en faveur du maintien du site et des emplois [21 mai 2008]

Proposition de résolution n° 987 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation des laboratoires d'analyses de biologie médicale privés, et sur les menaces résultant de l'ouverture annoncée de ce secteur de la santé aux investisseurs financiers (fonds de pension, fonds souverains...), et à la concurrence internationale [19 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Gouvernement. Programme politique [2 octobre 2007] (p. 2488)

Politique économique. Pouvoir d'achat. Politiques communautaires [27 mai 2008] (p. 2505)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 177, posée le 8 avril 2008. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 2905). Appelée le 8 avril 2008. Effectifs de personnel, lycée Ernest Couteaux, Saint-Amand-les-Eaux (p. 1357)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2731)
Son intervention (p. 2738)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2738 et s.)

Pays étrangers : Libye (p. 2738 et s.)

Relations internationales : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2738 et s.)

Relations internationales : paix (p. 2739)

Santé : sida (p. 2738)

Union européenne : relations internationales (p. 2738)

Projet de loi n° 179 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2743)

Son intervention (p. 2745)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 2746)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 2745)

Environnement : développement durable (p. 2745)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2745)

Pays étrangers : Italie (p. 2746)

Secteur public : continuité du service public (p. 2746)

Sécurité routière : circulation routière (p. 2745)

Traités et conventions : ratification (p. 2746)

Transports ferroviaires (p. 2745 et s.)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 2745 et s.)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs (p. 2746)

Voirie : tunnels routiers (p. 2745 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 200) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 205)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 200)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 202)

Parlement : Congrès du Parlement (p. 200)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 201)

Politiques communautaires : politique sociale (p. 203)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 202)

Politiques communautaires : libre circulation des capitaux (p. 201)

Politiques communautaires : libre prestation de services (p. 201)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 201 et s.)

Politiques communautaires : services publics (p. 201)

Union européenne : droit de pétition (p. 201)

Union européenne : libéralisme (p. 201)

Union européenne : politique énergétique (p. 203)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 200)

Claude BODIN

*Val-d'Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 326 tendant à permettre l'ouverture des commerces le dimanche [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 898 tendant à protéger les droits des parents ayant assuré l'éducation de leurs enfants en cas de divorce ou de veuvage [20 mai 2008]

Proposition de loi organique n° 914 relative au régime d'incompatibilités applicable à la fonction de président d'une communauté d'agglomération [28 mai 2008]

Proposition de loi n° 935 relative à la composition des communautés d'agglomération [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 341, posée le 10 juin 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 4774). Appelée le 10 juin 2008. Recouvrement des créances, ressortissants étrangers (p. 3169)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses amendements n°s 59 et 64 (p. 2191, 2212)

Son intervention (p. 2218)

Son amendement n° 65 rectifié (p. 2218)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son amendement n° 63 (p. 2253)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Ses amendements n°s 60 et 66 (p. 2261, 2263)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Procédure des questions :

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : bruit (p. 3992)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 18)

Thème :

Transports ferroviaires : sécurité des usagers : police (p. 18)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Ses amendements n°s 58 et 59 (p. 107 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)
Son amendement n° 63 (p. 3093)

Après l'article 44

Son amendement n° 66 rectifié : rejeté (p. 3319)

Philippe BOËNNEC

Loire-Atlantique (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007] (p. 11001)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information n° 1205 déposé par la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire sur la permanence des soins [22 octobre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sports. Dopage. Lutte et prévention [31 octobre 2007] (p. 3626)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 296, posée le 27 mai 2008. Santé. Vaccinations (J.O. Questions p. 4287). Appelée le 27 mai 2008. Hépatite B, obligation, sapeurs-pompiers, pertinence (p. 2486)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 106)

Thème :

Aménagement du territoire : littoral (p. 106)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Santé : cancer : prévention (p. 3667)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3664, 3667)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 64)

Thème :

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 64)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1119)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1119)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1120)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1119)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1119)

Recherche : biotechnologies (p. 1120)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3641)

Thèmes :

Professions de santé : installation (p. 3641)

Santé : accès aux soins (p. 3641)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3641)

Santé : santé publique (p. 3641)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 147 (p. 5392)

Daniel BOISSERIE

*Haute-Vienne (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 3921)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention (p. 5232)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 5232)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 5232)

Pays étrangers : Royaume-Uni : politique énergétique (p. 5232)

Politique économique : libéralisme : aménagement du territoire (p. 5233)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5232)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 21

Intervient sur les adts n°s 1078 et 1080 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3420)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3632)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 3632 et s.)

Enseignement : personnel : médecins scolaires (p. 3633)

Santé : prévention (p. 3633)

Marcel BONNOT

*Doubs (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Maxime BONO

*Charente-Maritime (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'Etat [20 mai 2008] (p. 2179)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 261, posée le 13 mai 2008. Ministères et secrétariats d'Etat. Défense : fonctionnement (J.O. Questions p. 3891). Appelée le 13 mai 2008. Restructuration, conséquences (p. 2006)

*DÉBATS***Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2493)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 2493)
Secteur public : service minimum (p. 2493)
Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 2494)
Transports ferroviaires : SNCF (p. 2493, 2494)
Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2493, 2494)
Transports urbains : RATP (p. 2493, 2494)
Travail : syndicats (p. 2494)
Travail : grèves : déclaration (p. 2494)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)
Son intervention (p. 2535)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)
Son intervention (p. 2548)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)
Son intervention (p. 2603)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES**

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)
Son intervention (p. 3974)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3974)
Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3974)
Transports ferroviaires : sécurité des usagers (p. 3974)
Transports urbains : financement (p. 3974)
Transports urbains : Ile-de-France (p. 3974)
Travail : chèque-transport (p. 3974)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 4001)

Après l'article 44

Intervient sur l'adit n° 44 de M. Henri Nayrou (versement destiné au financement des transports en commun : seuil de population abaissé de 10 000 à 5 000 habitants) (p. 4004)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3519)

Son intervention (p. 3534)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : ports maritimes (p. 3535)
Impôts locaux : taxe professionnelle : exonération (p. 3535)
Transports : transport combiné (p. 3535)
Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3535)
Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3519, 3535)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)

Article 1^{er} (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)
Son intervention (p. 3555)

Jean-Yves BONY

Cantal (2^{ème} circonscription)
Non inscrit
puis Union pour un Mouvement Populaire

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 117, posée le 22 janvier 2008. TVA. Taux (J.O. Questions p. 407). Appelée le 22 janvier 2008. Hôtellerie et restauration (p. 379)

Jean-Louis BORLOO

Nord (21^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables
puis Ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

Élu le 10 juin 2007

Est nommé ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

Est nommé ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

DÉPÔTS

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement [3 octobre 2007]

Projet de loi n° 955 de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement [11 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement*

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
Mme Fabienne Labrette-Ménager. Environnement. Politique de l'environnement. Instances de réflexion, ordre du jour, calendrier [2 octobre 2007] (p. 2490)

M. Yves Cochet. Outre-mer. DOM-DOM : Guadeloupe et Martinique. Pesticides, conséquences [3 octobre 2007] (p. 2566)

M. Charles-Ange Ginesy. Urbanisme. Permis de construire. Réglementation, simplification [17 octobre 2007] (p. 2838)

M. Alain Gest. Environnement. Politique de l'environnement. Instances de réflexion, conclusions [23 octobre 2007] (p. 3054)

M. Noël Mamère. Environnement. Agriculture. OGM [31 octobre 2007] (p. 3622)

Mme Françoise de Panafieu. Environnement. Politique de l'environnement. Instances de réflexion, conclusions, suivi et contrôle [31 octobre 2007] (p. 3623)

M. Philippe Plisson. Environnement. Politique de l'environnement. Instances de réflexion, conclusions, suivi et contrôle [31 octobre 2007] (p. 3630)

M. Robert Lecou. Aménagement du territoire. Développement durable. Compatibilité [6 novembre 2007] (p. 3681)

M. Gilles d'Etore. Environnement. Protection. Conférence de Bali, position de la France [5 décembre 2007] (p. 5018)

M. Serge Poignant. Environnement. Protection. Réchauffement climatique, conférence de Bali [19 décembre 2007] (p. 5427)

Mme Martine Billard. Environnement. Politiques communautaires. OGM, attitude de la France [19 décembre 2007] (p. 5429)

M. Christian Jacob. Environnement. Agriculture. OGM [15 janvier 2008] (p. 184)

Mme Nicole Ameline. Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [30 janvier 2008] (p. 623)

M. Bernard Lesterlin. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [6 février 2008] (p. 760)

M. Yves Cochet. Energie et carburants. Politique énergétique. Energie nucléaire [26 mars 2008] (p. 964)

M. Daniel Mach. Energie et carburants. Lignes à haute tension. Liaison France-Espagne [6 mai 2008] (p. 1898)

Mme Monique Boulestin. Energie et carburants. Gaz. Tarifs, fixation [7 mai 2008] (p. 1952)

M. Antoine Herth. Environnement. Agriculture. OGM [13 mai 2008] (p. 2020)

M. Jacques Domergue. Sécurité routière. Alcoolisme. Lutte et prévention [13 mai 2008] (p. 2023)

M. Germinal Peiro. Environnement. Agriculture. OGM [14 mai 2008] (p. 2048)

M. Daniel Paul. Energie et carburants. Gaz. Tarifs, fixation [14 mai 2008] (p. 2048)

M. Patrick Ollier. Environnement. Agriculture. OGM [20 mai 2008] (p. 2180)

M. Philippe Martin. Environnement. Agriculture. OGM [20 mai 2008] (p. 2184)

M. Serge Poignant. Environnement. Développement durable. [11 juin 2008] (p. 3264)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. François Brottes : répond que le Gouvernement ne convoquera pas de commission mixte paritaire et laissera donc la navette entre les deux assemblées suivre son cours [2 avril 2008] (p. 1170)

Mme Delphine Batho : répond qu'il n'a pas l'intention de revenir sur le vote de l'amendement 252 de M. Chassaingne [8 avril 2008] (p. 1396)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Ses interventions (p. 2575, 2609)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 2577)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2578)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2576)

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets (p. 2575 et s.)

Eau : assainissement (p. 2578)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 2576 et s.)

Environnement : recherche (p. 2576)

Environnement : biodiversité : protection (p. 2575 et s., 2609)

Environnement : changements climatiques (p. 2575 et s.)

Environnement : développement durable (p. 2575 et s.)

Environnement : Grenelle de l'environnement : organisation (p. 2575 et s., 2609)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2576)

Logement : économies d'énergie (p. 2576 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : environnement (p. 2579)

Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2578)

Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2578)

Santé : santé publique (p. 2575 et s.)

Transports : politique des transports (p. 2575 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Ses interventions (p. 3984)

Sa réponse (p. 3990)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : transferts de charges (p. 3986)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 3986)

Eau : traitement : financement (p. 3987)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3989)

Energie et carburants : énergies fossiles : retraites complémentaires (p. 3989)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3989)

Environnement : recherche développement (p. 3987)

Environnement : biodiversité : protection (p. 3984 et s.)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3985 et s.)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 3987)

Etat : météorologie : crédits budgétaires (p. 3989)

Impôts et taxes : transports aériens (p. 3988)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : pollution automobile (p. 3989)

Logement : travaux d'isolation : économies d'énergie (p. 3986)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3985)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : financement (p. 3987)

Mer et littoral : Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) (p. 3988)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3988)

Politiques communautaires : environnement (p. 3989)

Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 3986)

Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 3987)

Sécurité routière : radars (p. 3988)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3987 et s.)

Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) (p. 3988)

Transports aériens : personnel : retraites complémentaires (p. 3988)

Transports aériens : sécurité (p. 3988)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3986)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3987)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 3988)

Transports par eau : ports fluviaux (p. 3987)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 3988)

Transports par eau : transports maritimes : registres (p. 3988)

Transports routiers : investissements (p. 3988)

Transports routiers : transports scolaires : sécurité (p. 3988)

Transports urbains : Ile-de-France (p. 3986 et s.)

Transports urbains : transports en site propre : financement (p. 3987)

Urbanisme : permis de construire : simplifications administratives (p. 3989)

Réponses aux questions :

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 3990) (M. Yves Cochet) (p. 3990)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1068)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1091)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1071, 1092)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1069 et s., 1092)
 Bioéthique : brevets (p. 1069 et s.)
 Consommation : information des consommateurs : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1069)
 Eau : pollution : produits phytosanitaires (p. 1091)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1068, 1092)
 Environnement : principe de précaution (p. 1068)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 1091)
 Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1071)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1068, 1091)
 Politiques communautaires : clause de sauvegarde : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1068 et s., 1091 et s.)
 Recherche : biotechnologies : budget (p. 1069)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1069, 1092)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 1071)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1174 à 1310, 1396 à 1428)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 1170)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-adt n° 483 du Gouvernement (suppression de la notion d'ensemencement) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1309)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Delphine Batho (cf supra) (p. 1396)

Explications de vote et vote [9 avril 2008] (p. 1459)

Son intervention (p. 1460)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Son intervention (p. 2029)

Thèmes :

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2029)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2029)
 Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2029)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2029)
 Politiques communautaires : clause de sauvegarde (p. 2029)
 Recherche : biotechnologies (p. 2030)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2029)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2188)

Thèmes :

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2188)
 Environnement : principe de précaution (p. 2188)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2188)
 Politiques communautaires : clause de sauvegarde (p. 2188)
 Recherche : biotechnologies : budget (p. 2188)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2188)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Son intervention (p. 3725)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3733)

Son intervention (p. 3742)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires : réglementation (p. 3726)
 Déchets, pollutions et nuisances : air : pollution (p. 3726)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : élimination des déchets (p. 3726)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3742)
 Eau : pollution : La Réunion (p. 3743)
 Environnement : changements climatiques (p. 3726)
 Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 3725)
 Environnement : espaces naturels sensibles (p. 3726)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3725)
 Industrie : chimie : politiques communautaires (p. 3726, 3742)
 Mer et littoral : pollution (p. 3726, 3742)
 Parlement : rôle (p. 3742)
 Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3743)
 Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3725)

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3744 à 3768)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Son intervention (p. 3745)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4831)

Son intervention (p. 4832)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : dommages à l'environnement (p. 4832)
 Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 4832)
 Environnement : Natura 2000 (p. 4832)

Jean-Michel BOUCHERON

*Ille-et-Vilaine (1^{ère} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]
 Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Défense - [11 juillet 2007]
 Membre de la commission consultative du secret de la défense nationale [J.O. du 12 juillet 2007]
 Représentant titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]
 Membre de la délégation parlementaire au renseignement [J.O. du 31 octobre 2007]
 Vice-président de la délégation parlementaire au renseignement [J.O. du 13 décembre 2007]
 Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Défense - [28 mai 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IV : Défense (n° 279) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3876)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ordre public : terrorisme (p. 3877)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3876 et s.)
 Pays étrangers : Irak (p. 3877)
 Pays étrangers : Iran (p. 3877)
 Pays étrangers : Russie (p. 3876 et s.)
 Pays étrangers : Turquie (p. 3877)
 Relations internationales : Afrique du Nord (p. 3877)

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 4116)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : politique spatiale (p. 4118)
 Défense : défense civile (p. 4117)
 Défense : interarmement (p. 4117)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 4116)
 Défense : porte-avions : construction (p. 4118)
 Défense : renseignement : intelligence économique (p. 4117)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : contribution française (p. 4117)
 Politique extérieure : Irak (p. 4117)
 Politique extérieure : Iran (p. 4117)
 Politique extérieure : Russie (p. 4117)
 Politique extérieure : lutte contre le terrorisme : prolifération (p. 4117)
 Union européenne : politique de la défense (p. 4117)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3911)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 3911)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3911)
 Pays étrangers : Iran (p. 3912)
 Union européenne : politique de la défense (p. 3912)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008
 Son intervention (p. 4045)

Jean-Claude BOUCHET

Vaucluse (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 761 sur la procédure d'inhumation des enfants mort-nés [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 821 visant à rendre obligatoire un accord écrit pour toutes les demandes de prélèvement bancaire automatique [24 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 27, posée le 4 décembre 2007. Police, Commissariats (J.O. Questions p. 7535). Appelée le 4 décembre 2007. Effectifs de personnel, Cavaillon (p. 4894)

n° 240, posée le 6 mai 2008. Agriculture. Calamités agricoles (J.O. Questions p. 3704). Appelée le 6 mai 2008. Gelées de mars 2008, indemnisation (p. 1875)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Son intervention (p. 2259)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : financement (p. 3670)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007
 Son intervention (p. 15)

Thèmes :

Police : policiers : effectifs (p. 15)
 Police : policiers : mutations (p. 16)

Marie-Odile BOUILLÉ

*Loire-Atlantique (8^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des
femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes
[J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois
bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-présidente de la mission d'information sur la révision des lois
bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction navale. Chantiers de l'Atlantique
[18 décembre 2007] (p. 5377)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE****Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4274)**

Son intervention (p. 4275)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles (p. 4276)

Culture : crédits (p. 4275 et s.)

Enseignement : enseignements artistiques (p. 4276)

Jeunes : éducation populaire : culture (p. 4276)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 4276)

Urbanisme : grands projets urbains : patrimoine culturel (p. 4276)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)**

Son intervention (p. 3545)

Thèmes :

Transports : transport combiné (p. 3545)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3545)

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3545)

Transports par eau : ports fluviaux (p. 3545)

Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3545)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3545)

Christophe BOUILLON

*Seine-Maritime (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Monique BOULESTIN

*Haute-Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Gaz. Tarifs, fixation [7 mai 2008] (p. 1952)

*DÉBATS***Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des
universités****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)**

Son intervention (p. 2247)

Thèmes :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2247)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle
(p. 2247)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2247)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2247)

Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2247)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)**

Procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 4232)

Gilles BOURDOULEIX

*Maine-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du
28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du
4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant
diverses dispositions relatives à la filiation (n° 607) [30 janvier 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la République sur
le projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant l'ordonnance n° 2005-
759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou

abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation (n° 607) [2 avril 2008] (n° 770)

Pierre BOURGUIGNON

*Seine-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Conseil et contrôle de l'État - [11 juillet 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 juillet 2007]

Membre du haut conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil national de l'information statistique [J.O. du 11 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Conseil et contrôle de l'État - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 6 : Conseil et contrôle de l'Etat (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POUVOIRS PUBLICS ; CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3559)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3559)

Thèmes avant la procédure des questions :

État : Conseil économique et social (p. 3559)

Justice : Conseil d'État : juridictions administratives (p. 3559)

Justice : Cour des comptes (p. 3560)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3559)

Chantal BOURRAGUÉ

*Gironde (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-présidente de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Bangladesh. Cyclone Sidr, aides de la France [20 novembre 2007] (p. 4360)

Sécurité routière. Permis de conduire. Présentation aux épreuves, délais [23 janvier 2008] (p. 477)

Défense. Armée. Ecole du service de santé et base aérienne n° 106, Bordeaux, restructuration [7 mai 2008] (p. 1956)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 151, posée le 29 janvier 2008. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 630). Appelée le 29 janvier 2008. Présentation aux épreuves, délais (p. 558)

n° 274, posée le 13 mai 2008. Défense. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3894)

DÉBATS

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4587)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4588)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4587)

Enseignement maternel et primaire : élèves : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4587)

Danielle BOUSQUET

*Côtes-d'Armor (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 12 juillet 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (n° 6) [11 juillet 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la

convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (n° 6) [17 juillet 2007] (n° 76)

Proposition de loi n° 763 tendant à améliorer l'information du Parlement pour la promotion d'études de genre afin de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes [27 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains

Rapporteure de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2397)
Son intervention (p. 2398)

Thèmes :

Droit pénal : prostitution (p. 2398, 2399)
Droit pénal : traite des êtres humains (p. 2398)
Organisations internationales (p. 2398)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2398, 2399)
Pays étrangers : Albanie (p. 2398)
Pays étrangers : Allemagne (p. 2398)
Pays étrangers : Autriche (p. 2398)
Pays étrangers : Belgique (p. 2398)
Pays étrangers : Bulgarie (p. 2398)
Pays étrangers : Espagne (p. 2398)
Pays étrangers : Grèce (p. 2398)
Pays étrangers : Italie (p. 2398)
Pays étrangers : Moldavie (p. 2398)
Pays étrangers : Pays-Bas (p. 2398)
Pays étrangers : Roumanie (p. 2398)
Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 2398)
Pays étrangers : Russie (p. 2398)
Pays étrangers : Ukraine (p. 2398)
Traités et conventions : ratification (p. 2398)
Union européenne : Conseil (p. 2398, 2399)
Union européenne : Europol (p. 2398)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 3

Son amendement n° 238 (clause de révision de prix en cas d'évolution du coût des matières premières) : rejeté (p. 4705)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2553)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 21

Son amendement n° 1079 précédemment réservé (p. 3418) : rejeté (p. 3419)

Christine BOUTIN

Yvelines (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Ministre du logement et de la ville

Élue le 17 juin 2007

Est nommée ministre du logement et de la ville. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de députée le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Logement. Politique du logement. [7 novembre 2007] (p. 3780)

M. Franck Reynier. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Hébergement d'urgence, moyens [20 novembre 2007] (p. 4361)

M. Manuel Valls. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [27 novembre 2007] (p. 4703)

Mme Annick Lepetit. Logement. Politique du logement. [28 novembre 2007] (p. 4794)

M. Bernard Depierre. Logement. Politique du logement. [4 décembre 2007] (p. 4912)

M. Jean-Pierre Abelin. Logement. Politique du logement. [5 décembre 2007] (p. 5015)

M. Claude Birraux. Logement. Logement social. [12 décembre 2007] (p. 5265)

M. Jean-Pierre Abelin. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Hébergement d'urgence [18 décembre 2007] (p. 5373)

M. Jacques Lamblin. Logement. Politique du logement. Droit au logement opposable, modalités [18 décembre 2007] (p. 5380)

Mme Pascale Crozon. Logement. Logement social. [18 décembre 2007] (p. 5380)

M. Michel Ménard. Logement. Politique du logement. [19 décembre 2007] (p. 5428)

Mme Laure de La Raudière. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Prise en charge, rapport, conclusions [29 janvier 2008] (p. 591)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Logement. Politique du logement. [26 mars 2008] (p. 970)

Mme Christine Marin. Logement. Politique du logement. [2 avril 2008] (p. 1137)

Mme Marylise Lebranchu. Logement. Politique du logement. Incitations fiscales [29 avril 2008] (p. 1774)

M. Richard Dell'Agnola. Logement. Politique du logement. Ile de France, propositions [14 mai 2008] (p. 2054)

M. Philippe Folliot. Logement : aides et prêts. Participation patronale. Utilisation [21 mai 2008] (p. 2242)

M. Jacques Desallangre. Logement. Politique du logement. [28 mai 2008] (p. 2588)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Roland Muzeau. Logement. Habitat insalubre. Réglementation, conséquences, collectivités publiques [4 décembre 2007] (p. 4897)

M. Claude Birraux. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Suisse. Avenant, contenu [4 décembre 2007] (p. 4899)

Mme Marie-Louise Fort. Logement : aides et prêts. Subventions de l'ANAH. Conditions d'attribution [8 avril 2008] (p. 1359)

M. Jean-Claude Mignon. Logement. Logement social. [6 mai 2008] (p. 1879)

Mme Valérie Boyer. Urbanisme. Rénovation urbaine. Marseille, calendrier, financement [6 mai 2008] (p. 1880)

M. Régis Juanico. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Zones franches urbaines, Saint-Etienne [13 mai 2008] (p. 2013)

M. Philippe Morenvillier. Baux. Baux d'habitation. Loyers impayés, lutte et prévention [3 juin 2008] (p. 2800)

M. Pierre-Alain Muet. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Hébergement d'urgence [3 juin 2008] (p. 2801)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Ses interventions (p. 40, 45, 52)

Thèmes :

Justice : médiation : logement (p. 40)
Logement : garantie des risques locatifs (p. 53)
Logement : offre : secteur privé (p. 41)
Logement : politique du logement (p. 52 et s.)
Logement : aides et prêts : aides à la pierre (p. 53)
Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 40, 52)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Ses interventions (p. 43 et s., 55 à 59, 66)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 56)
Aménagement du territoire : politique de la ville : contrôle (p. 44)
Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : enseignement (p. 45)
Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 44 et s., 55 et s., 66 et s.)
Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 66)
Etat : domaine public : politique foncière (p. 49)
Finances publiques : service France domaine (p. 66)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 50, 66)
Logement : amélioration de l'habitat : politique de l'environnement (p. 44, 49, 59)
Logement : droit au logement (p. 47)
Logement : garantie des risques locatifs (p. 55)
Logement : habitat insalubre (p. 58)
Logement : HLM : surloyer (p. 55)
Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 43, 49, 59, 66)
Logement : Pass-foncier (p. 43, 55)
Logement : politique du logement : Ile-de-France (p. 49, 66)
Logement : aides et prêts : secteur privé (p. 59)
Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 43)
Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) : effet de seuil (p. 57)
Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 50)
Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 47)
Ministères et secrétariats d'Etat : moyens : logement (p. 56)
Politique sociale : agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) (p. 45 et s., 66)
Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 55, 56)
Politique sociale : insertion : financement (p. 66)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion : jeunes (p. 45)
Postes : livret A : politiques communautaires (p. 49)
Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 44, 57)
Urbanisme : opérations d'aménagement : organisation (p. 57)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5334)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies : tarifs (p. 5334)
Baux : charges locatives (p. 5334)
Baux : dépôt de garantie (p. 5334)
Baux : loyers : indexation (p. 5334)
Logement : construction (p. 5334)
Logement : droit au logement (p. 5334)
Logement : réhabilitation : économies d'énergie (p. 5334)
Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : logement (p. 5334)
Travail : mobilité (p. 5334)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5411)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5417)

Son intervention (p. 5455)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 5411, 5455)
Baux : loyers : indexation (p. 5411)
Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 5418)
Logement : construction (p. 5411, 5417 et s.)
Logement : étudiants (p. 5455)
Logement : droit au logement (p. 5455 et s.)
Logement : expulsions (p. 5418)
Logement : logement social (p. 5418, 5456)
Logement : logements vacants (p. 5455)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 5417)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 5418)
Outre-mer : Guyane : logement (p. 5456)
Travail : chèque-transport (p. 5456)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5561 et s.)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)

Son intervention (p. 5566)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Son intervention (p. 668)

Thèmes :

Baux : bailleurs : risques garantis (p. 670)
Baux : loyers : dépôt de garantie (p. 669)
Baux : loyers : indexation (p. 669)
Entreprises : intéressement et participation (p. 669)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : primes (p. 669)
Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonération (p. 669)
Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 670)
Travail : heures supplémentaires (p. 668)
Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 668 et s.)
Travail : salaires (p. 668)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Ses interventions (p. 1027, 1047)

Thèmes :

Baux : loyers : indexation (p. 1029)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : logement : aides et prêts (p. 1047)
 Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 1047)
 Etat : domaine public : logement social (p. 1031, 1047)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 1028)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 1030)
 Impôts et taxes : participation des employeurs à l'effort de construction (p. 1047)
 Logement : construction (p. 1027, 1047)
 Logement : coût (p. 1027 et s., 1047)
 Logement : jeunes (p. 1047)
 Logement : montagne (p. 1048)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 1027)
 Logement : Conseil national de l'habitat (p. 1031)
 Logement : droit au logement (p. 1028)
 Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1030, 1048)
 Logement : garantie des risques locatifs (p. 1029, 1047)
 Logement : habitat insalubre (p. 1028)
 Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 1028)
 Logement : Pass-foncier (p. 1047)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne : indexation (p. 1028)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 1030, 1047 et s.)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1029)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1029, 1045)
 Postes : livret A : logement social (p. 1030, 1045)
 TVA : taux réduit (p. 1031)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 1029)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3248 et s.)

Proposition de loi n° 56 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3479)
 Ses interventions (p. 3479, 3487)

Thèmes :

Baux : locataires : obligations (p. 3488)
 Consommation : sécurité des produits (p. 3479)
 Logement : normes de sécurité (p. 3479)
 Logement : habitat insalubre (p. 3488)
 Sécurité publique : incendies (p. 3479)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3488)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3488 à 3491)

Loïc BOUVARD

*Morbihan (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Président d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]
 Membre du conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire [J.O. du 2 août 2007]
 Membre du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 2 août 2007]
 Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

DÉPÔT

Allocation de M. le Président d'âge de l'Assemblée nationale [26 juin 2007] (n° 1)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Allocation n° 1 de M. le Doyen d'âge de l'Assemblée nationale

[26 juin 2007] (p. 1549)

Son intervention

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 1549, 1550)
 Etat : politique extérieure (p. 1550)
 Etat : intérêt national (p. 1550)
 Etat : souveraineté : Assemblée nationale (p. 1549)
 Parlement : fonctionnement des assemblées parlementaires : lois (p. 1550)
 Parlement : prérogatives (p. 1549, 1550)
 Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 1549)
 Union européenne : construction européenne (p. 1550)

Michel BOUVARD

*Savoie (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 13 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration du fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'orientation des finances publiques [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. du 11 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

Rapporteur du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 (n° 1042) [22 juillet 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) [16 juillet 2008] (n° 1058)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [22 juillet 2008] (n° 1066)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Energies renouvelables. Développement [11 juin 2008] (p. 3270)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1678)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1678)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1678)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1678)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1678)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1678)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1678)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son amendement n° 389 (p. 1793)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 171 de M. Jacques Myard (personnel navigant de cabine de l'aviation civile : suppression de la limite d'âge) (p. 1804)

Son amendement n° 390 (cumul emploi-retraite : cotisations sociales) (p. 1806) : retiré (p. 1807)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1844)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1858)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son intervention (p. 1898)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son intervention (p. 1930)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Son intervention (p. 2614)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2614)

Handicapés (p. 2614)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2614)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2614)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2614)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 2614)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 2614)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2614)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention (p. 1995)

Thèmes :

Enseignement : personnel (p. 1996)

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1995)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1996)

Finances publiques : indicateurs de performance (p. 1995)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : personnels (p. 1996)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 1996)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1995 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1995)

Lois de règlement (p. 1996)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1995 et s.)

Explications de vote et vote [16 juillet 2007] (p.)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1996)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2023)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : réforme (p. 2025)

Enseignement : personnel (p. 2024)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2023)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 2023)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2024)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2024)

Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2023)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2024)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2024)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2024)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 2024)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2225)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2225)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2225)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2226)

Formation professionnelle : formation continue : universités (p. 2226)

Projet de loi n° 179 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2743)
Son intervention (p. 2746)

Thèmes :

Environnement : développement durable (p. 2747)
Pays étrangers : Italie (p. 2746)
Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 2747)
Sécurité routière : circulation routière (p. 2747)
Traités et conventions : ratification (p. 2747)
Transports ferroviaires : transports ferroviaires (p. 2747)
Union européenne : Union européenne (p. 2747)
Voirie : tunnels routiers (p. 2747)

Explications de vote et vote [11 octobre 2007]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2747)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)
Ses interventions (p. 2799, 2807, 2807)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2800, 2808)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2808)
Donations et successions (p. 2807)
Emploi : politique de l'emploi : formation professionnelle (p. 2808)
Enseignement supérieur (p. 2807)
Entreprises : allègement des charges : fiscalité (p. 2800)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2808)
Finances publiques : dépenses : prévisions (p. 2807)
Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 2807)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2799 et s.)
Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2808)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2807)
Jeunes : travail étudiant : exonération (p. 2807)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2808)
Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 2808)
Lois de règlement (p. 2808)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 2808)
Parlement (p. 2808)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2807)
Recherche : innovation (p. 2807)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2807)
Sécurité sociale : déficit (p. 2800)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2807)
Travail : réduction du temps de travail (p. 2807)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 7 (crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)
Son intervention (p. 2893)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)
Ses interventions (p. 2908 et s.)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)
Son intervention (p. 2943)

Après l'article 9

Son amendement n° 64 (ISF - dons : extension aux associations reconnues d'utilité publique de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis A du code général des impôts) (p. 2956) : retiré (p. 2957)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (plafonnement du montant des indemnités de départ et de licenciement déductibles du bénéfice imposable à un million d'euros par bénéficiaire) (p. 2962)

Intervient sur l'adt n° 76 rectifié de M. Marc Le Fur (vente d'énergie issue des exploitations agricoles : régime des bénéfices agricoles) (p. 2964)

Après l'article 11

Son amendement n° 85 rectifié (profession libérale exercée en société - cession de la participation lors du départ en retraite : exonération de la plus-value) (p. 2974) : rejeté (p. 2975)

Intervient sur l'adt n° 56 de M. François de Rugy (sodas et boissons rafraîchissantes sucrées, pâtisseries et viennoiseries, crèmes glacées et sorbets, produits alimentaires présentant un taux de glucides supérieur à 60 % : TVA au taux normal) (p. 2982 et s.)

Intervient sur l'adt n° 7 de la commission (dépenses exposées par les communes pour le déneigement de la voirie communale : TVA au taux réduit) (p. 2985)

Son amendement n° 65 (dépenses exposées par les communes pour le déneigement de la voirie communale : TVA au taux réduit) (p. 2985) : devenu sans objet (p. 2986)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son amendement n° 207 (p. 3007)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)

Son intervention (p. 3012)

Son amendement n° 83 (p. 3013)

Son sous-amendement n° 306 rectifié à l'adt n° 80 rectifié de M. Gilles Carrez (p. 3013) : adopté (p. 3014)

Article 17 (réforme de la dotation départementale d'équipement des collèges - DDEC - et de la dotation régionale d'équipement scolaire - DRES)

Son amendement n° 67 (p. 3015)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 292 rectifié du Gouvernement (attribution à l'établissement public OSEO et à la société OSEO innovation du reliquat de la dotation de l'Etat à l'AI - Agence de l'innovation industrielle) (p. 3022)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 329)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et lien avec la nation", inscrits à l'état B

Ses amendements n°s 164, 162, 165 et 163 précédemment réservés (p. 3934)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4291)

Crédits de la mission "Développement et régulations économiques" inscrits à l'état B

Son amendement n° 244 (p. 4291) : adopté (p. 4292)

Son amendement n° 245 (p. 4293)

Après l'article 43

Son amendement n° 285 rectifié (accès des salariés des entreprises de moins de 50 salariés au dispositif des chèques-vacances sans condition de ressources) (p. 4295) : retiré (p. 4296)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 27)

Thèmes :

Lois de finances : nomenclature budgétaire : tourisme et loisirs (p. 27)
Tourisme et loisirs : tourisme associatif : crédits budgétaires (p. 27)

Travail : chèques vacances : délivrance (p. 27)

OUTRE-MER

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3730)

Après l'article 45

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Christiane Taubira (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3732)

Intervient sur l'adt n° 76 de Mme Christiane Taubira (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3732)

Intervient sur l'adt n° 59 rectifié de M. Victorin Lurel (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3732)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 103)

Thèmes :

Aménagement du territoire : tourisme et loisirs (p. 103)
 Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 103)
 Aménagement du territoire : montagne (p. 103)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 103)
 Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 103)
 Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 103)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Ses amendements n°s 246 et 247 (p. 4317 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Ses amendements n°s 284, 283, 79 et 78 rectifié (p. 4322, 4328 et s.)

Son amendement n° 282 rectifié : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4331)

Avant l'article 39

Son amendement n° 281 (secteur forestier : prorogation de la réduction d'impôt jusqu'en 2015 et réduction de dix à cinq hectares de la surface minimum) (p. 4337) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4338)

Après l'article 40

Ses amendements n°s 276 et 273 (révision des valeurs locatives à chaque mutation) : retirés (p. 4344)

Son amendement n° 275 (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,6 %) (p. 4344) : adopté (p. 4345)

Intervient sur l'adt n° 240 de la commission (déménagement d'établissements entre communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunale : neutralisation pour l'application des règles d'écrêtement des bases de la taxe professionnelle au profit des fonds départementaux de péréquation) (p. 4346)

Intervient sur l'adt n° 10 de M. François Scellier (répartition du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle : obligation faite aux établissements exceptionnels de communiquer la liste non nominative de leurs salariés par commune de résidence) (p. 4347)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Après l'article 12

Son amendement n° 171 (transport scolaire effectué par des particuliers : non-assujettissement aux cotisations à l'URSSAF des conducteurs non professionnels apparentés à l'un au moins des enfants transportés) (p. 3293) : retiré (p. 3294) ; repris par M. Pascal Terrasse (p. 3294)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5055)

Thèmes :

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 5056)
 Aménagement du territoire : politique de la ville : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 5056)
 Défense : opérations extérieures (p. 5056)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5055)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 5056)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 5056)
 Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5056)
 Outre-mer : passeport mobilité (p. 5056)
 Personnes âgées : établissements d'accueil : impôts locaux (p. 5056)
 Sécurité sociale : transferts de recettes (p. 5056)
 Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 5056)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Article 3 (affectation du produit des amendes de police)

Son amendement n° 106 (p. 5068)

Article 14 (aménagements de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration)

Son amendement n° 110 (p. 5074)

Article 17 (adaptation du contrôle fiscal des comptabilités informatisées)

Son amendement n° 109 (p. 5076)

Après l'article 17

Son amendement n° 101 (secret fiscal et douanier : levée au profit des services de renseignement) : adopté (p. 5077)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Son amendement n° 107 (p. 5078)

Son intervention (p. 5079)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 19 rectifié de M. François Vannson (réduction d'impôt pour les investissements immobiliers locatifs réalisés dans des résidences de tourisme classées dans les zones de revitalisation rurales : extension aux communes de 2 000 à 4 000 habitants) (p. 5088)

Après l'article 20

Son amendement n° 96 (fondations universitaires et structures de partenariat créées par la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités : exonération des droits de mutation sur les dons et legs reçus) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5101)

Après l'article 21

Son amendement n° 99 (prorogation jusqu'en 2011 de l'amortissement exceptionnel de certains équipements contribuant à la protection de l'environnement) : retiré (p. 5106)

Intervient sur l'adt n° 12 rectifié de la commission (consortium d'approvisionnement en électricité des sociétés électro-intensives : prorogation au 1er janvier 2009 de la date limite de souscription permettant de bénéficier de l'avantage fiscal) (p. 5108)

Son amendement n° 98 (consortium d'approvisionnement en électricité des sociétés électro-intensives : prorogation au 1er janvier 2009 de la date limite de souscription permettant de bénéficier de l'avantage fiscal) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5108)

Son amendement n° 95 (extension du crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale aux dépenses de conseil) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5108)

Article 23 (transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité)

Son amendement n° 108 : adopté (p. 5121)

Son amendement n° 104 (p. 5122)

Son amendement n° 105 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5123)

Après l'article 23

Intervient sur le sous-adt n° 283 de M. Marc Le Fur (nouveau barème établi par place assise) à l'adt n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5125)

Intervient sur le sous-adt n° 284 de M. Marc Le Fur (véhicules offrant plus de cinq places assises : exonération) à l'adt n° 278 du Gouvernement (p. 5125)

Après l'article 26

Son amendement n° 97 (presse : précision relative à l'exonération de taxe professionnelle pour les activités de groupage et de distribution) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5134)

Son amendement n° 198 (« librairies indépendantes de référence » : exonération de taxe professionnelle) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5134)

Article 27 (modernisation du système d'immatriculation des véhicules)

Son intervention (p. 5135)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 221 de M. Yves Censi (eaux minérales naturelles : suppression de la possibilité de double assujettissement au droit spécifique) (p. 5137)

Son amendement n° 100 (taxe spéciale d'équipement instituée par les établissements publics mentionnés au b de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme : notification avant le 31 mars de l'année d'institution) (p. 5137) : adopté (p. 5138)

Article 31 (modification du plafond autorisé des remises de dettes consenties aux pays pauvres très endettés - PPTE)

Son amendement n° 111 rectifié : adopté (p. 5140)

Après l'article 35

Son amendement n° 257 (ajout d'informations dans le « jaune » annuel de la fonction publique et publication chaque année de celui relatif aux pensions) : adopté (p. 5145)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)

Son intervention (p. 1506)

Thèmes :

Finances publiques : comptabilité publique : amendes (p. 1507)

Justice : chambres régionales des comptes : amendes (p. 1507)

Justice : Cour des comptes : crédits budgétaires (p. 1506)

Justice : Cour des comptes : procédures (p. 1506)

Justice : Cour des comptes : réforme (p. 1506)

Justice : délais : Cour des comptes (p. 1507)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : Cour des comptes (p. 1507)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son amendement n° 79 (p. 1673)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1724)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1725)

Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1724 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 1724 et s.)

Parlement : rôle (p. 1724)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2298)

Thèmes :

Constitution : révision : histoire (p. 2298)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances : contrôle parlementaire (p. 2299)

Parlement : prérogatives (p. 2299)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 2298)

Politique générale : politiques publiques : contrôle parlementaire (p. 2298)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2543)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 344 de Mme Martine Billard (discussion de toute proposition et de tout amendement - irrecevabilité budgétaire à la demande du Gouvernement) (p. 2600)

Intervient sur l'adt n° 272 de M. Arnaud Montebourg (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2602)

Intervient sur l'adt n° 422 de M. Jean-Christophe Lagarde (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2602)

Intervient sur l'adt n° 346 de Mme Martine Billard (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2602)

Intervient sur l'adt n° 550 de M. Jean-Pierre Brard (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2602)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Ses interventions (p. 2649 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2780)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : financement (p. 2782)

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2781)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2780 et s.)

Banques et établissements financiers : livret de développement durable (p. 2781)

Logement : logement social : financement (p. 2782)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 2782)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)
Son intervention (p. 3037)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)
Son intervention (p. 3227)

Article 39 (réforme du livret A)
Son intervention (p. 3240, 3253 et s., 3276 et s.)

Son amendement n° 479 (p. 3256) : adopté (p. 3257)

Son amendement n° 478 (p. 3257) : adopté (p. 3258)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)
Son amendement n° 480 (p. 3294) : adopté (p. 3295)

Son amendement n° 481 (p. 3295) : adopté (p. 3296)

Ses amendements n°s 485 et 484 (p. 3296)

Son sous-amendement n° 1529 à l'adt n° 593 de M. Nicolas Forissier : adopté (p. 3297)

Ses sous-amendements n°s 1527, 1525 et 1524 à l'adt n° 593 de M. Nicolas Forissier (p. 3297)

Son sous-amendement n° 1523 à l'adt n° 593 de M. Nicolas Forissier (p. 3297)

Article 25 précédemment réservé (réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat -TACA)
Son intervention (p. 3443)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)
Son intervention (p. 3467)

Seconde délibération

Article 16 bis (suppression de l'effet du seuil de l'exonération de droits de mutation à titre gratuit)
Son intervention (p. 3472)

Article 39 (réforme du livret A)
Son intervention (p. 3473)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)
Son intervention (p. 4840)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4840)
Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : réforme (p. 4940)
Banques et établissements financiers : livret de développement durable (p. 4840)

Projet de loi de règlement n°917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)
Son intervention (p. 3950)

Thèmes :

Finances publiques : dégrèvement (p. 3950)
Finances publiques : dépenses fiscales (p. 3950)
Finances publiques : exécution du budget (p. 3950)
Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 3950 et s.)
Justice : Cour des comptes (p. 3950)
Lois de règlement (p. 3950)

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008*
Son intervention (p. 4030)

MISSION « CULTURE » - PROGRAMME « PATRIMOINES »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4051) :

- *Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 19 juin 2008*
Son intervention (p. 4059)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4863)
Son intervention (p. 4863)

Thèmes :

Défense : armement : programmes (p. 4863)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4864)
Justice : Cour des comptes (p. 4864)
Lois de règlement : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4864)
Parlement : Sénat (p. 4863 et s.)
Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 4864)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4539)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4539)
Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4539)
Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4540)
Finances publiques : dette publique (p. 4539)
Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 4540)
Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4540)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4540)
Impôt sur les sociétés : banques et établissements financiers (p. 4539)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : autorités administratives indépendantes (p. 4540)
Politique économique : inflation (p. 4540)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 4539)

Valérie BOYER

*Bouches-du-Rhône (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 juillet 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Solidarité, insertion et égalité des chances - [23 juillet 2007]

Membre suppléante du conseil de surveillance du fonds de réserve pour les retraites [J.O. du 2 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 13 février 2008]

Rapporteuse de la proposition de loi visant à combattre l'incitation à l'anorexie (n° 781) [8 avril 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Solidarité, insertion et égalité des chances - [27 mai 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome X : Solidarité, insertion et égalité des chances (n° 277) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 523 tendant à garantir les droits des personnes tenues d'apporter leur aide à un parent dépendant au regard de l'assurance vieillesse [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 591 relative au congé de soutien familial [15 janvier 2008]

Proposition de loi n° 764 visant à limiter les risques sanitaires liés à la généralisation de la pratique du "piercing" et du tatouage [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie [3 avril 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de Mme Valérie Boyer visant à combattre l'incitation à l'anorexie (n° 781) [9 avril 2008] (n° 791)

Proposition de loi n° 1022 visant à encadrer les actions tendant à demander l'annulation d'un mariage [3 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Football. Violence dans les stades, lutte et prévention [30 octobre 2007] (p. 3546)

Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [29 janvier 2008] (p. 589)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 60, posée le 18 décembre 2007. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 7893). Appelée le 18 décembre 2007. Zones sensibles, Marseille (p. 5354)

n° 245, posée le 6 mai 2008. Urbanisme. Rénovation urbaine (J.O. Questions p. 3706). Appelée le 6 mai 2008. Marseille, calendrier, financement (p. 1880)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3162)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3162)

Politique sociale : fraude (p. 3162 et s.)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3162)

Santé : accès aux soins (p. 3163)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3162)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 3163)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Après l'article 35

Son amendement n° 357 (suppression de l'affiliation de droit des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion à la couverture maladie universelle complémentaire) : retiré (p. 3427)

Son amendement n° 358 (application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 3427) : adopté après modification (p. 3428)

Après l'article 42

Son amendement n° 473 précédemment réservé (lien entre la rémunération des médecins hospitaliers et le produit de leurs actes médicaux) : retiré (p. 3465)

Après l'article 64

Son amendement n° 476 (extension aux directeurs des autres caisses nationales du pouvoir de nomination des dirigeants des organismes locaux reconnu au directeur général de la CNAM) (p. 3490) : retiré (p. 3491)

Son amendement n° 475 (limitation du nombre des organismes locaux de sécurité sociale) : retiré (p. 3491)

Article 67 (simplification du mode de renseignement des ressources)

Ses amendements n° 361, 359 et 360 (p. 3497 et s.)

Après l'article 67

Intervient sur l'ad n° 568 de M. Dominique Tian (nombre minimal de contrôles sur pièces ou à domicile réalisés par les caisses d'allocations familiales) (p. 3499)

Son amendement n° 362 (conditions d'évaluation d'un avantage en nature consistant en l'occupation d'un logement) (p. 3498) : retiré (p. 3499)

Intervient sur l'ad n° 571 de M. Dominique Tian (accès du contrôle interne aux dossiers confidentiels de l'assurance maladie) (p. 3501)

Intervient sur l'ad n° 686 du Gouvernement (justification de l'inscription des étudiants demandeurs d'une aide au logement) (p. 3502)

Intervient sur l'ad n° 583 de M. Dominique Tian (justification de l'inscription des étudiants demandeurs d'une aide au logement) (p. 3502)

Après l'article 68

Son amendement n° 372 (généralisation de l'obligation de signalement du travail dissimulé aux organismes sociaux) : adopté (p. 3503)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 36)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 36 et s.)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 36 et s.)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 37)

Politique sociale : aide sociale (p. 37)

Politique sociale : fraude (p. 37)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 37)

Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1541)

Son intervention (p. 1541)

Thèmes :

Droit pénal : manipulation mentale (p. 1541 et s.)

Femmes : politique à l'égard des femmes : anorexie (p. 1541 et s.)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : anorexie (p. 1542 et s.)

Santé : anorexie (p. 1541 et s.)

Santé : maladies mentales (p. 1541)

Santé : protection (p. 1541 et s.)

Télécommunications : Internet (p. 1542)

Discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1552)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 1552 à 1555)

Après l'article unique

Son amendement n° 1 (assimilation de l'utilisation d'une photographie représentant une personne retouchée, et non signalée comme telle, à une pratique commerciale trompeuse) (p. 1552) : retiré (p. 1553)

Son amendement n° 2 (dépistage des troubles du comportement alimentaire dans le cadre de la médecine scolaire) : retiré (p. 1553)

Son amendement n° 3 (inscription d'un enseignement spécifique sur les troubles du comportement alimentaire dans les programmes d'études médicales) (p. 1553) : retiré (p. 1554)

Son amendement n° 4 rectifié (soumission des personnes employées comme mannequins à un examen médical régulier prenant en compte leur indice de masse corporelle, dans le cadre de la médecine du travail) (p. 1554) : retiré (p. 1555)

Titre

Son amendement n° 5 (nouveau Titre : "Proposition de loi visant à lutter contre les incitations à la recherche d'une maigreur extrême ou à l'anorexie") (p. 1555) : adopté (p. 1556)

Françoise BRANGET

*Doubs (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 341 visant à créer des prêts verts en faveur du développement durable dans la construction et la gestion des biens immeubles [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 558 visant à exonérer les laboratoires universitaires de charges sociales pour les emplois de chercheurs doctorants et post-doctorants [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 762 instaurant une indemnité minimale pour les maires de petites communes [27 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 191, posée le 8 avril 2008. Voirie. (J.O. Questions p. 2908). Appelée le 8 avril 2008. Agglomération bisontine (p. 1353)

DÉBATS

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Intervient sur l'adit n° 23 de M. Jean-Pierre Decool (prime exceptionnelle pour les salariés d'une entreprise pratiquant l'intéressement, la participation ou le plan d'épargne) (p. 5562)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)

Son intervention (p. 5565)

Après l'article 5

Son amendement n° 125 (déductibilité du revenu imposable des cotisations versées par un retraité à un organisme de prévoyance complémentaire) (p. 5572) : retiré (p. 5573)

Son amendement n° 123 (exonération de cotisations d'assurance vieillesse pour les personnes cumulant emploi et retraite) (p. 5572) : retiré (p. 5573)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 331)

Thèmes :

Emploi : formation professionnelle (p. 331)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 331)

Outre-mer : service militaire adapté (SMA) (p. 331 et s.)

Politique sociale : insertion (p. 331 et s.)

Projet de loi n° 517 autorisant l'approbation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 861)

Son intervention (p. 865)

Thèmes :

Environnement : protection de la nature (p. 865)

Transports par eau : canaux (p. 865, 866)

Transports par eau : transport de matières dangereuses (p. 865, 866)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2850)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 2851)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2850)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2851)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 2850)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2850)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son intervention (p. 2938)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 1393 de M. Jean-Pierre Decool (calcul des redressements effectués sur les exonérations des cotisations de sécurité sociale accordées sur la part contributive de l'employeur dans les titres-restaurant et les chèques-transport) (p. 2940)

Intervient sur l'adit n° 143 de la commission (p. 2940)

Intervient sur l'adit n° 145 rectifié de la commission (p. 2941)

Patrick BRAOUEZEC

*Seine-Saint-Denis (2^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum (n° 560) [8 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 424 tendant à créer une action de groupe [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 425 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi [21 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 506 tendant à la création d'une commission d'enquête en vue d'examiner l'ensemble des instruments légaux autorisant les expulsions des migrants afin d'évaluer et d'analyser leur compatibilité avec les instruments internationaux et européens que la France a signés et ratifiés [13 décembre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum [21 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi constitutionnelle de M. Patrick Braouezec visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum (n° 560) [9 janvier 2008] (n° 569)

Proposition de résolution n° 676 tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer et d'analyser le cadre légal sous-tendant l'enfermement de femmes, d'hommes et d'enfants qui n'ont commis aucun délit [1^{er} février 2008]

Proposition de résolution n° 715 tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer et d'analyser le cadre légal mis en place dans les centres de rétention visant à l'enfermement de femmes, d'hommes et d'enfants migrants [13 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Services extérieurs. Restructuration, conséquences [6 mai 2008] (p. 1892)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 100, posée le 8 janvier 2008. Politique extérieure. Italie (J.O. Questions p. 120). Appelée le 8 janvier 2008. Demande d'extradition, attitude de la France (p. 26)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : demande à ses collègues, qui ne seront pas toujours dans la majorité, de réfléchir à l'impact de cet article sur la vie démocratique au sein de cette assemblée [28 mai 2008] (p. 2639)

S'interroge sur l'heure tardive du débat [28 mai 2008] (p. 2653)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2113)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération : moyens (p. 2113)

Droit pénal : peines planchers (p. 2113)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2113)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)

Son intervention (p. 2427)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : conditions de travail (p. 2427)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2427)

Droit pénal : peines planchers (p. 2427)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2427)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2213)

Son intervention (p. 2228)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2213)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2213, 2228, 2229)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2213, 2228)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2228)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2228, 2229)

Enseignement supérieur : personnel : précarité (p. 2228)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2213)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1er (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son amendement n° 95 (p. 2276)

Article 2 (les statuts des établissements)

Son amendement n° 97 (p. 2282)

Article 4 (administration de l'université)

Son amendement n° 99 (p. 2285)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 101 (p. 2288)

Son intervention (p. 2293)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2300)

Ses amendements n°s 103 à 106 (p. 2301 et s.)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son intervention (p. 2338)

Après l'article 12

Son amendement n° 113 (possibilité de rattachement d'un IUFM à un groupement d'universités) : rejeté (p. 2339)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)

Son amendement n° 119 (p. 2361)

Son intervention (p. 2363)

Article 18 (association des étudiants à la vie universitaire)

Son amendement n° 121 (p. 2366)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Son amendement n° 123 (p. 2369)

Article 24 (transfert de la propriété de biens mobiliers et immobiliers détenus par l'Etat)

Son intervention (p. 2376)

Article 29 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer)

Son amendement n° 127 (p. 2381)

Après l'article 32 ter

Son amendement n° 156 (rapport au Parlement sur les conséquences et le financement de l'application de la présente loi) : rejeté (p. 2383)

Seconde délibération

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2385)

Explications de vote et vote [25 juillet 2007] (p. 2386)

Ses explications de vote (p. 2388)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2388)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[1er août 2007] (p. 2629)**

Son intervention (p. 2634)

Thèmes :

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2635)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2634)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2634)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2634)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2635)

Projet de loi n° 15 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2409)

Son intervention (p. 2411)

Thèmes :

Démographie : migrations (p. 2411 et s.)

Droit pénal : terrorisme (p. 2412)

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel (p. 2413)

Organisations internationales : Banque mondiale (p. 2412)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 2412)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2412)

Police : coopération européenne (p. 2411)

Police : échange international de données (p. 2412 et s.)

Politique extérieure : coopération (p. 2412)

Traités et conventions : ratification (p. 2412)

Traités et conventions : traité de Prüm (p. 2412)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2179) : rejetée (p. 2186)

Thèmes :

Etat civil : mariage avec un étranger : titres de séjour (p. 2182)

Etat civil : mariage avec un étranger : violences conjugales (p. 2182)

Etrangers : contrats d'intégration (p. 2181)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2180)

Etrangers : demandeurs d'asile : interprètes (p. 2183)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2182)

Etrangers : droit d'asile : ministère des affaires étrangères (p. 2182)

Etrangers : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) : handicapés (p. 2181)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : tutelle (p. 2182)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2181)

Etrangers : regroupement familial : statistiques (p. 2181)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2180)

Etrangers : xénophobie (p. 2181)

Langue française : usage : regroupement familial (p. 2181)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 2181)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : migrations (p. 2179)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2179)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 2179, 2183)

Prestations familiales : tutelle (p. 2181)

Union européenne : construction européenne : droit d'asile (p. 2183)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son amendement n° 145 (de suppression) (p. 2188)

Ses interventions (p. 2190 et s.)

Ses amendements n°s 155, 156, 228, 198, 157, 158, 159 et 227 (p. 2191 et s., 2204 et s.)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son amendement n° 148 (de suppression) (p. 2223)

Ses amendements n°s 239, 261, 237, 240 et 243 (p. 2226 et s., 2243 et s.)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2250)

Ses amendements n°s 146 (de suppression) et 229 (p. 2251 et s.)

Après l'article 2

Son amendement n° 241 précédemment réservé (obligation d'accorder le renouvellement du titre de séjour aux victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 2258)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Son amendement n° 147 (de suppression) (p. 2261)

Ses amendements n°s 235, 238, 231, 232, 234 et 233 (p. 2261 et s.)

Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")

Son amendement n° 149 (de suppression) (p. 2268)

Son amendement n° 244 (p. 2270)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2286)

Intervient sur le sous-ad t n° 266 du Gouvernement (test ADN à l'initiative du demandeur du visa et après recueil préalable du consentement des personnes soumises au test) à l'ad t n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2296)

Son amendement n° 242 (premier titre de séjour accordé de droit aux victimes de violences conjugales) (p. 2298) : devenu sans objet (p. 2299)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Son amendement n° 150 (de suppression) (p. 2300)

Ses sous-amendements n°s 142 et 143 rectifié à l'ad t n° 38 rectifié de la commission (p. 2301 et s.)

Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)

Son amendement n° 151 (de suppression) (p. 2304)

Article 8 (coordination)

Son amendement n° 152 (de suppression) (p. 2305)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)

Son amendement n° 153 (de suppression) (p. 2308)

Son amendement n° 257 (p. 2308)

Article 10 (application aux déboutés du droit d'asile de l'obligation de quitter le territoire français -OQTF)

Son amendement n° 154 (de suppression) (p. 2312)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad n° 55 de la commission (traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité des origines) (p. 2324)

Titre

Son amendement n° 253 (supprimer les mots : "la maîtrise de") : rejeté (p. 2325)

Son amendement n° 254 (supprimer les mots : ", à l'intégration") : rejeté (p. 2325)

Explications de vote et vote [19 septembre 2007] (p. 2325)

Ses explications de vote (p. 2326)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2327)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3035) : rejetée (p. 3038)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3041)

Son intervention (p. 3045)

Thèmes :

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 3045)
Etat civil : mariage avec un étranger : titres de séjour (p. 3035)
Etrangers : précarité (p. 3045)
Etrangers : demandeurs d'asile : Cour européenne des droits de l'homme (p. 3037)
Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3036)
Etrangers : droit d'asile (p. 3045)
Etrangers : expulsion (p. 3035, 3041, 3045)
Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 3035)
Etrangers : regroupement familial : délais (p. 3035)
Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3036, 3041)
Etrangers : titres de séjour : violences conjugales (p. 3035)
Etrangers : xénophobie (p. 3037)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4174)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance financière (p. 4174)
Droit pénal : exécution des peines (p. 4175)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4175)
Justice : accès (p. 4174)
Justice : Bobigny (p. 4174)
Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4174)
Santé : maladies mentales : Seine-Saint-Denis (p. 4175)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)

Son intervention (p. 157)

Thèmes :

Constitution : article 11 : révision (p. 158)
Elections et référendums : référendums : histoire (p. 157)
Politique générale : démocratie : référendums (p. 157)
Politiques communautaires : politique sociale (p. 158)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 158)

Traités et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 158)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 157)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 157)

Union européenne : traité de Lisbonne : services publics (p. 158)

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [15 janvier 2008] (p. 172)

Son intervention (p. 173)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 442) : rejetée (p. 447)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 442 et s.)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 442 et s.)
Emploi : chômage (p. 443 et s.)
Emploi : UNEDIC (p. 442 et s.)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 443 et s.)
Secteur public : services publics : emploi (p. 442 et s.)
Syndicats : Confédération générale du travail (CGT) (p. 444)
Syndicats : représentativité : actions (p. 443 et s.)
Travail : précarité (p. 445)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 812) : rejetée (p. 815)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 813)
Politiques communautaires : services publics (p. 814)
Union européenne : Charte des droits fondamentaux (p. 814)
Union européenne : constitution européenne (p. 812)
Union européenne : libéralisme (p. 812)
Union européenne : politique de la défense (p. 813)
Union européenne : traité de Lisbonne : pétitions (p. 813)
Union européenne : traité de Lisbonne : référendums (p. 813)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2305) : rejetée (p. 2312)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : opposition (p. 2307)
Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2309)
Constitution : révision : histoire (p. 2305)
Constitution : révision : textes d'application (p. 2309)
Constitution : Ve République (p. 2309)
Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2308)
Elections et référendums : élections législatives : représentation proportionnelle (p. 2308)
Etat : Défenseur des droits des citoyens (p. 2306)
Etat : Premier ministre : rôle (p. 2306)
Etrangers : droit de vote (p. 2308)
Parlement : prérogatives (p. 2305)
Parlement : Sénat : prérogatives (p. 2308)
Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 2307)
Politique générale : institutions : modernisation (p. 2307)
Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2306)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 2306)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Jean-Christophe Lagarde (naturalisation des étrangers en situation régulière) (p. 2342)

Intervient sur l'adt n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2347)

Intervient sur l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2352)

Intervient sur l'adt n° 373 de M. Jean-Claude Sandrier (instauration de la proportionnelle à chaque élection) (p. 2355)

Intervient sur l'adt n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2358)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 383 de M. Jean-Claude Sandrier (dispositions similaires à celles rejetées par référendum ne peuvent être adoptées que par référendum) (p. 2395)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2399)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Ses interventions (p. 2437 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2468)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2525 et s.)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2554)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2566)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 393 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Ses interventions (p. 2604 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2633)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Répond aux interventions du Président de l'Assemblée nationale, accepte les propositions du président à condition qu'elles figurent dans le règlement et que la Constitution ne soit pas modifiée sur ce point (p. 2640)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Son intervention (p. 2644)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Ses interventions (p. 2646 et s.)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Ses interventions (p. 2647 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2653)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2699)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Ses interventions (p. 2711 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 543 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression de la référence au traité de Lisbonne) (p. 2718)

Intervient sur l'adt n° 467 de M. Jean-Claude Sandrier (droit de vote des étrangers extra-communautaires) (p. 2718)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2720)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Ses interventions (p. 2725 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 471 de M. Jean-Claude Sandrier (organisation d'un référendum en cas de divergence entre les deux assemblées sur une révision constitutionnelle) (p. 2728)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son intervention (p. 2728)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4388)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias : pluralisme (p. 4389)

Constitution : langues régionales (p. 4388)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 4388)

Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 4390)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4389)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 4389)

Etrangers : droit de vote (p. 4389)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 4390)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4388)

Union européenne : traité de Lisbonne : Congrès du Parlement (p. 4389)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Ses interventions (p. 4420 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 4434 et s.)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 4475)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 4478)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses interventions (p. 4479 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 4485)

Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)

Son intervention (p. 4489)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Son intervention (p. 4492)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Son amendement n° 589 (de suppression) (p. 3137) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3140)

Jean-Pierre BRARD

*Seine-Saint-Denis (7^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Direction de l'action du Gouvernement ; publications officielles et information administrative - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de l'observatoire de la sécurité des cartes de paiement [J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Direction de l'action du Gouvernement ; publications officielles et information administrative - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 191 tendant à interdire l'accès aux courses de taureaux aux mineurs de quinze ans [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 14 : Direction de l'action du Gouvernement - Publications officielles et information administrative (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 345 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les modalités et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15^{ème} arrondissement [25 octobre 2007]

Proposition de loi n° 423 tendant à abolir les coupures d'eau, d'électricité et de gaz et à mettre en place un dispositif de solidarité énergie-eau [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 424 tendant à créer une action de groupe [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 425 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi [21 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 506 tendant à la création d'une commission d'enquête en vue d'examiner l'ensemble des instruments légaux autorisant les expulsions des migrants afin d'évaluer et d'analyser leur compatibilité avec les instruments internationaux et européens que la France a signés et ratifiés [13 décembre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 606 relative à la moralisation de la vie politique et prohibant les dons excessifs consentis aux responsables politiques [16 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 698 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux libéralités des milieux d'affaires en direction des responsables politiques et aux mesures d'encadrement nécessaires [7 février 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales [5 juin 2008] (n° 946)

Proposition de loi organique n° 990 tendant à permettre au juge de l'élection d'écarter l'inéligibilité des candidats aux élections législatives, de bonne foi, dont le compte de campagne a été rejeté

par la commission nationale des comptes de campagne [24 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) [16 juillet 2008] (n° 1058)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Equilibre budgétaire. [24 octobre 2007] (p. 3155)

Politique sociale. Personnes défavorisées. Aides de l'Etat [30 avril 2008] (p. 1822)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 14, posée le 2 octobre 2007. Arts et spectacles. Salles de cinéma (J.O. Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Multiplexes, Montreuil (p. 2477)

n° 178, posée le 8 avril 2008. Nationalité. Certificats (J.O. Questions p. 2905). Appelée le 8 avril 2008. Délivrance, simplification (p. 1360)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'interroge sur les références culturelles de la ministre de l'économie [10 juillet 2007] (p. 1641)

Regrette l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par les orateurs [11 juillet 2007] (p. 1712)

Demande une suspension de séance [11 juillet 2007] (p. 1724)

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie à l'opposition et sa réponse "assez insolente" au président de la commission des finances [11 juillet 2007] (p. 1734)

Fait état de déclarations du premier président de la Cour des comptes sur le budget de 2006 et sur les exonérations de cotisations sociales [11 juillet 2007] (p. 1736)

Souligne que la réduction de la durée du travail a permis des créations d'emplois entre 1997 et 2002 – fait état de doutes du Premier président de la Cour des comptes sur l'efficacité des exonérations relatives aux heures supplémentaires [11 juillet 2007] (p. 1748)

Juge que la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie constitue une violation de la Constitution à défaut de contreseing [12 juillet 2007] (p. 1821)

Juge que la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie constituerait une violation de la Constitution à défaut de contreseing [12 juillet 2007] (p. 1823)

Demande communication de la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie [12 juillet 2007] (p. 1824)

Demande à la ministre de l'économie si la lettre de mission qu'elle a reçue du Président de la République a été "cosignée" ou "contresignée" par le Premier ministre [12 juillet 2007] (p. 1836)

Demande à connaître le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés et établit une comparaison entre "l'ambitieux habile" s'emparant du pouvoir cité par Tocqueville et "un nom très contemporain" [12 juillet 2007] (p. 1894)

Évoque l'accusation de "discourtoisie" prononcée par la ministre de l'économie et des finances à son encontre, demande qu'elle ne confonde pas la discourtoisie avec son "combat déterminé" contre la politique du Gouvernement [13 juillet 2007] (p. 1907)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Idiart : souligne que le triplement de l'abattement en faveur des handicapés ne concerne qu'une fraction d'entre eux [13 juillet 2007] (p. 1909)

Demande si le contribuable pourra lui-même procéder à la liquidation de la restitution prévue par le "bouclier fiscal" [13 juillet 2007] (p. 1925)

Juge que le Gouvernement a mal préparé le débat [13 juillet 2007] (p. 1933)

Propose de lever la séance en raison de la Fête nationale [13 juillet 2007] (p. 1972)

Considère que le Président de la République n'est pas constitutionnellement habilité à donner des instructions et orientations aux ministres [16 juillet 2007] (p. 2007)

Souligne que la Constitution interdit au Président de la République de donner une mission à un ministre [18 septembre 2007] (p. 2136)

Témoigne de l'aide apportée par M. Lamour pour naturaliser des sportifs de haut niveau ne parlant pas français [19 septembre 2007] (p. 2210)

Revient sur la décision du président de séance de ne pas faire reproduire au compte rendu ses propos tenus en langues étrangères alors que le discours prononcé par Bill Clinton le 7 juin 1994 a été transcrit au Journal officiel [17 octobre 2007] (p. 2840)

Estime que les manifestations constituent "un signe extrêmement positif", constate la stabilité de la part des dépenses publiques dans le PIB en France depuis vingt ans et souligne que la Grande-Bretagne a créé 560 000 emplois publics de 2000 à 2005 [18 octobre 2007] (p. 2904)

Reprend l'amendement n° 25 de M. Philippe Goujon car les auteurs d'amendements retirés "n'ont pas de convictions assez solides pour aller jusqu'au bout" [18 octobre 2007] (p. 2940)

Proteste contre l'adoption de l'amendement n° 13 de M. Lionel Tardy permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une réduction de sa contribution au titre d'apports à sa propre société - fraude fiscale [18 octobre 2007] (p. 2958)

Déplore l'absence de réponse du Gouvernement et de la commission à ses questions sur la SOVAFIM - Société de valorisation foncière et immobilière [19 octobre 2007] (p. 3020)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac : considère qu'il "n'y a rien si ce n'est de la continuité" dans la loi de finances, exprime son opposition à l'amendement n°13 de M. Lionel Tardy adopté après l'article 9 accordant aux redevables de l'ISF le bénéfice de la réduction de leur cotisation au titre de souscriptions au capital de leur société et fait état d'informations de presse relatives à M. Bernard Laporte [19 octobre 2007] (p. 3024)

Déclare que l'attitude de M. Giscard d'Estaing est un exemple de "cynisme" et de la "coudardise" de certains parlementaires de droite [2 avril 2008] (p. 1183)

Déclare que "stigmatiser, diaboliser, invectiver" comme l'a fait M. Copé n'avance à rien [3 avril 2008] (p. 1229)

Indique qu'il "ne peut y avoir d'indignation sélective" en matière de droits de l'homme et fait référence à la Tchétchénie, au Tibet, à l'Irak et à ceux qui vivent sous des tentes sur les bords de la Seine [7 avril 2008] (p. 1283)

S'inquiète des projets de nouvelle rédaction du Préambule, notamment en ce qui concerne la notion de laïcité et refuse toute modification au droit d'amendement [28 mai 2008] (p. 2635)

Déclare que M. Lefebvre et le Gouvernement jouent un "jeu de rôle insupportable et irrespectueux pour le Parlement" [11 juin 2008] (p. 3336)

Reproche au Président de la République de violer l'article 5 de la Constitution en s'exprimant devant son ancien parti politique [7 juillet 2008] (p. 4292)

Estime que les ministres ne pratiquent pas la sincérité [22 septembre 2008] (p. 4934)

Établit un parallèle entre M. Frédéric Lefebvre et Mgr. Lefebvre [22 septembre 2008] (p. 4957)

Demande au Gouvernement de respecter le Parlement en étant représenté à l'ouverture de la séance et en organisant les travaux de manière plus rigoureuse [23 septembre 2008] (p. 4977)

Déplore les conditions de travail de l'Assemblée [23 septembre 2008] (p. 4977)

Condamne la politique de l'emploi de Renault compte tenu de ses résultats et rappelle que l'Etat détient 16 % de son capital [23 septembre 2008] (p. 4978)

Estime que le débat aurait pu être accéléré par l'adoption des amendements de suppression car l'opposition était majoritaire en fin de matinée avant que le groupe UMP obtienne la levée de la séance [23 septembre 2008] (p. 4991)

Donne des exemples de désespérance sociale et juge que le Gouvernement "organise subrepticement la substitution des

revenus du capital aux revenus du travail" [24 septembre 2008] (p. 5043)

Considère que le Gouvernement "cherche à détruire le droit du travail" et que "le Parlement est à plat ventre devant le Gouvernement" [24 septembre 2008] (p. 5053)

Regrette que le président de séance ne l'ait pas autorisé à répondre à la commission [25 septembre 2008] (p. 5125)

Estime que le Président de la République ne s'intéresse pas aux droits sociaux des Européens [25 septembre 2008] (p. 5126)

Déclare avoir demandé un scrutin public [25 septembre 2008] (p. 5127)

Estime que le débat sur le revenu de solidarité active "est destiné à légitimer M. Hirsch, supplétif emblématique de Nicolas Sarkozy et du gouvernement le plus réactionnaire que notre pays ait connu depuis la Libération" [25 septembre 2008] (p. 5133)

Interroge le Gouvernement sur le sens d'un projet de loi instituant le RSA au moment précis où Renault licencie des milliers de travailleurs [25 septembre 2008] (p. 5143)

Reproche à M. Hirsch d'utiliser les propos de personnalités décédées comme alibi pour ses propres renoncements et trahisons [25 septembre 2008] (p. 5153)

S'insurge contre le morcellement du texte et les difficultés qui en résultent pour les députés ultramarins [25 septembre 2008] (p. 5158)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1660) : rejetée (p. 1667)

Ses rappels au règlement (cf supra) [10 juillet 2007] (p. 1641) ; [11 juillet 2007] (p. 1712, 1724)

Thèmes :

Donations et successions (p. 1661 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1660)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : contrôle fiscal (p. 1663)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1663)

Impôt sur le revenu : impôt minimal : "niches fiscales" (p. 1660)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1660, 1662 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1660, 1663)

Impôts et taxes : progressivité (p. 1660 et s.)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1662)

Politique économique : croissance (p. 1660 et s.)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 1662)

Sécurité sociale : déficit : prélèvements obligatoires (p. 1661)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1662)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1661)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1734, 1736)

Ses interventions (p. 1738, 1750, 1789)

Son amendement n° 399 (de suppression) (p. 1744)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1748)

Ses amendements n°s 404, 406 (p. 1752, 1795)

Après l'article 1er

Ses rappels au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1821, 1823, 1824)

Intervient sur l'ad. n° 121 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Intervient sur l'adt n° 429 de Mme Martine Billard (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1836)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son amendement n° 400 (p. 1841)

Après l'article 2

Reprend l'adt n° 442 de M. François Scellier (extension du régime d'exonération aux revenus non salariaux des étudiants) : rejeté (p. 1846)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son amendement n° 407 (p. 1860)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 288 de M. Jean-Louis Idiart (marchands de biens : fixation des conditions d'exercice de leur activité) (p. 1870)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Jean-Louis Idiart (marchands de biens : interdiction de délivrance de congé pour vente d'un logement sauf pour un bien acquis depuis plus de six ans) (p. 1871)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 401 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1879)

Ses interventions (p. 1884 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1894)

Son amendement n° 409 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1898)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1907)

Son amendement n° 408 (p. 1908)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Idiart (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1909)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1913 et s.)

Ses amendements n°s 402 (de suppression), 411 et 424 (p. 1916, 1921 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1925)

Ses amendements n°s 418 et 419 (p. 1929 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1933)

Son amendement n° 413, deuxième rectification (p. 1934)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 174 rectifié de M. Jacques Myard (ISF : suppression) (p. 1945)

Intervient sur l'adt n° 170 de M. Jacques Myard (ISF : exonération de la résidence principale) (p. 1945)

Intervient sur l'adt n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1946)

Son amendement n° 398 (ISF - objets d'antiquité, d'art ou de collection : exonération de ceux présentés au public plus de trois mois par an ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égal à 2,5 % de l'actif sauf preuve d'une valeur inférieure) : rejeté (p. 1951)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son amendement n° 403 (de suppression) (p. 1953)

Son intervention (p. 1956)

Ses amendements n°s 415, 416, 428 et 421 (p. 1956 et s.)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1965 et s.)

Ses amendements n°s 414 et 426 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1970, 1972)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1972)

Ses amendements n°s 425 et 427 (p. 2048 et s.)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1989)

Son intervention (p. 1991)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2007] (p. 2007)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de charges (p. 1992)

Entreprises : allègement des charges sociales (p. 1992)

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1989, 1992)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1989 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 1992 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 1992)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1992)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1992)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : services déconcentrés (p. 1993)

Politique économique : capitalisme : profits (p. 1992 et s.)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 1992)

Président de la République (p. 1991)

Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 1992)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1992)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2017)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2019)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2018)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 2017)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2018 et s.)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 2017)

Impôts et taxes : fraude fiscale : douanes (p. 2017)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2018)

Ordre public : violences urbaines (p. 2018)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 2018)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2018)

Politique sociale : inégalités (p. 2018)

Président de la République (p. 2017)

Secteur public : services publics (p. 2017 et s.)

Sécurité sociale : franchises (p. 2019)

Sécurité sociale : gestion : salariés (p. 2017)

TVA : TVA sociale (p. 2019)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2141)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2007] (p. 2136)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 2141)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2141)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son amendement n° 200 (p. 2197)

Son intervention (p. 2208)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2007] (p. 2210)

Reprend l'adt n° 84 de M. Jacques Remiller (p. 2213)

Reprend l'adt n° 105 de Mme Françoise Hostalier (p. 2218)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Ses interventions (p. 2223, 2239 et s.)

Son amendement n° 264 (p. 2228)

Reprend l'adt n° 110 de Mme Françoise Hostalier (p. 2243)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2418)

Thèmes :

Entreprises : entreprises multinationales (p. 2419)

Langue française : défense (p. 2418 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention : s'exprime en anglais (p. 2770)

Son intervention : s'exprime en allemand et demande au président de séance la raison pour laquelle ses propos ne figureront pas au compte rendu des débats (p. 2778)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2785)

Son intervention : réitère sa question relative à la non-reproduction au compte rendu de ses propos tenus en langues étrangères (p. 2787)

Ses interventions (p. 2797, 2840)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2886)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 octobre 2007] (p. 2840)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance financière : EADS (p. 2887)

Energie et carburants : pétrole (p. 2841)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2887)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2797 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2797)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2842)

Impôts et taxes : fraude (p. 2887)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2786, 2842)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2797)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2786, 2841 et s.)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2841, 2887)

Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2797)

Pays étrangers : Etats-Unis : sécurité sociale (p. 2887)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2841)

Politique sociale : pauvreté : inégalités (p. 2786)

Président de la République (p. 2786)

Secteur public : services publics (p. 2797, 2887)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2841 et s.)

Travail : taux d'activité (p. 2842)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 8 (aménagement des régimes fiscaux des cessions de brevets et éléments assimilés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et de la plus-value d'apport d'un brevet à une société)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2904)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2907)

Ses amendements n°s 173 et 175 (p. 2910 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 222 précédemment réservé de M. Dominique Baert (anciens combattants - bénéfice de la demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) (p. 2913)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Son amendement n° 199 (de suppression) (p. 2922)

Après l'article 7

Son amendement n° 186 précédemment réservé (associations de soutien à la presse d'information politique et générale bénéficiant de l'aide de l'Etat : réduction d'impôt de 66 % au titre des dons) (p. 2936) : rejeté (p. 2937)

Reprend l'adt n° 25 précédemment réservé de M. Philippe Goujon (achat de véhicules de moins de trois mètres et rejetant moins de 120 grammes de CO² par kilomètre : bénéfice du crédit d'impôt prévu pour les motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride) (p. 2940) : rejeté (p. 2940)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2940)

Reprend l'adt n° 26 précédemment réservé de M. Philippe Goujon (achat de véhicules rejetant moins de 100 grammes de CO² par kilomètre : bénéfice du crédit d'impôt prévu pour les motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride) (p. 2941) : rejeté (p. 2941)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de faveur à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)

Son amendement n° 200 (de suppression) (p. 2942)

Après l'article 9

Son amendement n° 174 (suppression du "bouclier fiscal") (p. 2945) : rejeté (p. 2947)

Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jacques Myard (ISF : suppression) (p. 2952)

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Claude Goasguen (ISF - abattement sur la valeur de la résidence principale porté de 30 % à 40 %) (p. 2953)

Son amendement n° 181 (ISF - abattement sur la valeur de la résidence principale plafonné à 100 fois le montant mensuel du RMI) : rejeté (p. 2953)

Son amendement n° 180 (ISF - objets d'art et d'antiquité : intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égal à 3 % de l'actif sauf preuve d'une valeur inférieure - exonération des objets présentés au public ou créés par des artistes vivants) (p. 2953) : rejeté (p. 2954)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2958)

Après l'article 10

Son amendement n° 182 (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières - majoration du taux de 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 2966) : rejeté (p. 2968)

Après l'article 11

Son amendement n° 177 (taux normal de la TVA ramené de 19,6 % à 18,6 % - majoration à due concurrence du taux de l'impôt sur les sociétés et du taux des deux plus hautes tranches du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 2981) : rejeté (p. 2982)

Son amendement n° 184 (matériels destinés à la production et au stockage d'énergie d'origine éolienne : TVA au taux réduit) (p. 2984) : rejeté (p. 2985)

Son amendement n° 183 (travaux dans des établissements publics de santé ou d'accueil des personnes handicapées - TVA au taux réduit) : rejeté (p. 2986)

Son amendement n° 187 rectifié (ventes de produits dans les salles de cinéma : institution d'une taxe au taux de 4 %) (p. 2988) : rejeté (p. 2989)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son amendement n° 231 (p. 3006)

Article 17 (réforme de la dotation départementale d'équipement des collèges -DDEC- et de la dotation régionale d'équipement scolaire -DRES)

Son intervention (p. 3015)

Article 22 (simplification du financement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie -ADME)

Son amendement n° 179 (p. 3018)

Article 26 (extension du périmètre d'activité de la Société de valorisation foncière et immobilière -SOVAFIM)

Son amendement n° 201 (de suppression) (p. 3019)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2007] (p. 3020)

Article 29 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3021)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 3022)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Son intervention (p. 80)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Centre national de la cinématographie (p. 80)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 80 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : gestion (p. 80)

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen des fascicules [9 novembre 2007] (p. 3941)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3941)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 3941)

Associations : sectes (p. 3941 et s.)

Etat : Centre d'analyse stratégique (p. 3942)

Etat : Gouvernement : organisation (p. 3941 et s.)

Etat : Médiateur de la République (p. 3942)

Etat : patrimoine immobilier (p. 3941)

Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 3942)

Pays étrangers : Allemagne (p. 3943)

Presse et livres : Documentation française (p. 3942)

Presse et livres : Journaux officiels (p. 3942)

Union européenne : institutions (p. 3942)

Union européenne : présidence française (p. 3942)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 3948)

Crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3948)

Après l'article 43

Intervient sur l'ad n° 187 du Gouvernement (qualification du Médiateur de la République comme ordonnateur principal de l'Etat) (p. 3949)

Son sous-amendement n° 197 (de précision) à l'ad n° 187 du Gouvernement : adopté (p. 3949)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Ses explications de vote (p. 4367)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4367)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 803)

Thèmes :

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 803)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 803)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1171, 1179, 1218 et s.)

Reprend l'ad n° 180 de M. Louis Giscard d'Estaing (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1183) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1183)

Ses rappels au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1183, 1229)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1340 et s.)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1408)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1191)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : sectes (p. 1192)

Associations : sectes (p. 1191)

Associations : sectes : fiscalité (p. 1192)

Cultes : associations cultuelles : fiscalité (p. 1192)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de conscience (p. 1192)

Parlement : commissions d'enquête : auditions (p. 1192)

Explications de vote et vote [3 avril 2008]

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1193)

Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1522)

Son intervention (p. 1524)

Thèmes :

Etrangers : immigration (p. 1524)

Pays étrangers : Gabon (p. 1524)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 1525)

Union européenne : immigration (p. 1525)

Explications de vote et vote [10 avril 2008] (p. 1529)

Ses explications de vote (p. 1529)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1525)

Débat sur la révision générale des politiques publiques**[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)**

Son intervention (p. 1708)

Thèmes :

Constitution (p. 1709)
 Etat : patrimoine immobilier : ministère des affaires étrangères (p. 1708 et s.)
 Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1709)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1710)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1709 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1708)
 Pays étrangers (p. 1708)
 Politique économique : inflation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 1710)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 1709)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1787)

Thème :

Archives et bibliothèques : archives : transparence (p. 1787)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2234)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2311)

Thèmes :

Constitution : révision : textes d'application (p. 2312)
 Constitution : Ve République (p. 2234)
 Etat : Premier ministre : rôle (p. 2311)
 Lois : projet de loi : études d'impact (p. 2234)
 Président de la République : rôle (p. 2235)
 Union européenne : élargissement : référendums (p. 2234)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 370 de M. Jean-Claude Sandrier (démocratie participative) (p. 2342)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2406)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 2456 et s.)

Son amendement n° 548 (p. 2462)

Son amendement n° 549 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2462)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2528 et s.)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2544)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2562)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Didier Migaud (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2599)

Intervient sur l'adt n° 343 de Mme Martine Billard (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2599)

Intervient sur l'adt n° 396 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2599)

Son amendement n° 550 (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2601) : rejeté (p. 2602)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 2604)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son intervention (p. 2608)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son intervention (p. 2620)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses interventions (p. 2627, 2641)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2635)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Son intervention (p. 2644)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 523 de M. Victorin Lurel (collectivités d'outre-mer) (p. 2710)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Ses interventions (p. 2711 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 465 de M. Jean-Claude Sandrier (politique de décentralisation) (p. 2714)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Joël Giraud (statut de collectivité territoriale pour les groupements de collectivités territoriales à fiscalité propre) (p. 2715)

Intervient sur l'adt n° 581 de M. Jean-Claude Sandrier (exercice dérogatoire de leurs compétences par les collectivités territoriales) (p. 2715)

Intervient sur l'adt n° 464 de M. Jean-Claude Sandrier (droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales, cantonales et régionales, y compris participation au collège sénatorial) (p. 2715)

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Jacques Myard (développement de la francophonie) (p. 2717)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4405)

Thème :

Elections et référendums : carte électorale : circonscriptions (p. 4405)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Son intervention (p. 4421)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4427)

Article 6 (droit de grâce)

Ses interventions (p. 4430 et s.)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 4445 et s.)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4459)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Ses interventions (p. 4494 et s.)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 4496)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 4497)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Ses interventions (p. 4498 et s.)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 4503)

Après l'article 30 sexes

Intervient sur l'adt n° 303 de M. Jean-Claude Sandrier (langues régionales) (p. 4506)

Article 31 (Défenseur des droits)

Son intervention (p. 4507)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 4510)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son intervention (p. 4511)

Explications de vote et vote [9 juillet 2008] (p. 4511)

Ses explications de vote (p. 4512)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4512)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2759)

Son intervention (p. 2788)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2788)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 2759)

Energie et carburants : tarifs (p. 2759)

Etrangers : cartes de résident : délivrance (p. 2760, 2788)

Logement : logement social : financement (p. 2788)

Logement : logement social : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 2759)

Postes : activités bancaires (p. 2759)

Travail : durée du travail (p. 2760)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 731 de M. Daniel Paul (p. 2909 et s.)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Ses interventions (p. 3016 et s.)

Après l'article 12

Reprend l'adt n° 503 de Mme Laure de La Raudière (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs

vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3023) : rejeté (p. 3024)

Intervient sur les adts n°s 726 à 728 de M. Daniel Paul (p. 3028 et s.)

Après l'article 13

Reprend l'adt n° 1185 de M. Lionel Tardy (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3035) : retiré (p. 3036)

Article 18 (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance le régime des peines d'incapacité commerciale)

Ses interventions (p. 3059 et s.)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Ses amendements n°s 934 et 935 (p. 3128 et s.)

Article 39 (réforme du livret A)

Son amendement n° 939 (p. 3254)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Ses amendements n°s 945 à 947, 949 et 950 (p. 3295 et s.)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Ses amendements n°s 951 (de suppression) et 952 (p. 3299)

Avant l'article 21

Intervient sur les adts n°s 773 rectifié, 774 rectifié, 775 rectifié et 802 précédemment réservés de M. André Chassaigne (p. 3331)

Reprend l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3335) : rejeté (p. 3336)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juin 2008] (p. 3336)

Intervient sur les adts n°s 1022 et 1021 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3338 et s.)

Intervient sur les adts n°s 749, 953 et 750 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3386 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son intervention (p. 3394 et s., 3405 et s.)

Article 22 précédemment réservé (abrogation de l'interdiction de discrimination. Renforcement de l'effectivité des sanctions civiles des pratiques restrictives de concurrence)

Son intervention (p. 3421)

Après l'article 22

Intervient sur les adts n°s 779 et 1043 rectifié précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3422 et s.)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son intervention (p. 3429 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur les adts n°s 760 et 777 précédemment réservés de M. André Chassaigne (p. 3434 et s.)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son intervention (p. 3438)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 1290 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3441)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3447)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 809 précédemment réservé de M. Daniel Paul (p. 3450)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3454)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention (p. 3942)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 3942)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3942 et s.)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 3942)
 Justice : Cour des comptes (p. 3942)
 Politique sociale : pauvreté (p. 3942)
 Président de la République (p. 3943)
 Secteur public : privatisations (p. 3943)
 Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3942 et s.)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3942)

Explications de vote et vote [30 juin 2008]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3943)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2008] (p. 4292)

Ses interventions (p. 4296, 4306 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4542)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4544)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4544)
 Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 4544)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 4543 et s.)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4543)
 Politique économique : mondialisation (p. 4542 et s.)
 Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4543)
 TVA : fraude (p. 4543)
 Union européenne (p. 4543)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4579)

Thèmes :

Enseignement maternel et primaire : rôle (p. 4579)
 Secteur public : grève : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4580)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4938)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4965) : rejetée (p. 4971)

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 septembre 2008] (p. 4934, 4957, 4977, 4978)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4938, 4968)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4968)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4938, 4969)
 Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 4968)
 Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 4938)
 Travail (p. 4965 et s.)
 Travail : conditions de travail (p. 4966)
 Travail : coût (p. 4967)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4965, 4969)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4938, 4967)
 Travail : salaires (p. 4938, 4965 et s.)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission des affaires économiques (insertion du "Dividende du travail" dans le code du travail) (p. 4979)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4983, 5012)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4991)

Son amendement n° 1498 (de suppression) (p. 4993)

Son sous-amendement n° 1811 à l'adt n° 5 de la commission des finances : adopté (p. 5013)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 12 de M. Dominique Tian (accord d'intéressement "unilatéral" à l'initiative de l'employeur dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5024 et s.)

Son amendement n° 116 (négociation pour la conclusion d'accords d'intéressement dans les entreprises qui en sont dépourvues) (p. 5023) : rejeté (p. 5024)

Son amendement n° 1580 (intéressement plafonné à 20 % du salaire annuel) : rejeté (p. 5026)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5032 et s.)

Son amendement n° 52 (p. 5033)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5043)

Après l'article 2

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5053)

Intervient sur les adts identiques n°s 74 à 94 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5067)

Intervient sur les adts identiques n°s 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5069)

Intervient sur l'adt n° 40 de la commission des affaires économiques (participation dans les entreprises et établissements publics et leurs filiales) (p. 5096 et s.)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Ses interventions (p. 5122 et s.)

Son amendement n° 1500 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5124)

Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5125, 5126, 5127)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son amendement n° 1502 rectifié (p. 1534)

Ses interventions (p. 5132 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5133)

Son amendement n° 1507 (p. 5135)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Son amendement n° 1512 (p. 5135)

Explications de vote et vote [25 septembre 2008] (p. 5138)

Ses explications de vote (p. 5138)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5139)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5153)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5158)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5383 et s.)

Xavier BRETON

*Ain (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 458 visant à interdire certaines pratiques électorales abusives [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 859 visant à permettre le droit de rachat de son propre capital par le souscripteur d'un contrat d'assurance-vie [7 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Lutte contre la faim [29 avril 2008] (p. 1772)

Françoise BRIAND

*Essonne (7^{ème} circonscription)
Non inscrite
Apparentée au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Devenue députée le 19 septembre 2008 [J.O. du 19 septembre 2008]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 19 septembre 2008]

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 septembre 2008]

Philippe BRIAND

*Indre-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 juillet 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 novembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 décembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 janvier 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 janvier 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 février 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 février 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 avril 2008]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 avril 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 24 septembre 2008]

Membre de la commission de la défense [J.O. du 24 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Commission, propositions [22 janvier 2008] (p. 393)

Bernard BROCHAND

*Alpes-Maritimes (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de la société Radio France [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Arts et spectacles. Cinéma. Aides de l'État [27 mai 2008] (p. 2514)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 122, posée le 22 janvier 2008. Retraites : généralités. Montant des pensions (J.O. Questions p. 408). Appelée le 22 janvier 2008. Revalorisation (p. 377)

*DÉBATS***Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)**

Son intervention (p. 2500)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : contrefaçon (p. 2500)

Environnement : développement durable : contrefaçon (p. 2501)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : Internet (p. 2501)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : sécurité (p. 2501)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : statistiques (p. 2500)

Recherche : innovation : propriété intellectuelle (p. 2500)

Travail : droit du travail (p. 2501)

Explications de vote et vote [2 octobre 2007]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2501)

François BROTTE

*Isère (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre de la commission du dividende numérique [J.O. du 10 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 348 tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les conditions de sécurité des pratiques de radiothérapie [30 octobre 2007]

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs [13 novembre 2007]

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous [19 mars 2008]

Proposition de résolution n° 942 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de formation et les mécanismes d'évolution des prix de l'énergie [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Evoquant le contrat nouvelle embauche, demande quelles sont les conséquences de l'arrêt de la cour d'appel de Paris [10 juillet 2007] (p. 1629)

Regrette de n'avoir pu répondre au rapporteur avant le vote sur les amendements n°s 313 et 367 [13 juillet 2007] (p. 1924)

Reproche au président de séance d'avoir annoncé le scrutin public avant la présentation des amendements n°s 69 et 129 afin d'interdire toute prise de parole après les interventions de la commission et du Gouvernement – demande que cette "jurisprudence nouvelle" soit évoquée devant la Conférence des présidents [13 juillet 2007] (p. 1929)

Se plaint du déroulement des travaux parlementaires dans plusieurs lieux et, en même temps, dans l'hémicycle mais aussi en commission ; déplore l'information très tardive des parlementaires sur la convocation de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [24 juillet 2007] (p. 2272)

Conteste des données émises par le porte-parole du Gouvernement sur la répercussion des faits de grèves sur la circulation des trains ; accuse le Gouvernement de s'attaquer au droit de grève [30 juillet 2007] (p. 2466)

Considère que le Gouvernement et la majorité sont en contradiction avec les positions du Président de la République sur le dialogue social [31 juillet 2007] (p. 2575)

Demande au Gouvernement de préciser sa position sur les sanctions dont seraient, ou non, passibles les salariés faisant effectivement grève sans en avoir exprimé l'intention 48 heures avant le début du conflit [1^{er} août 2007] (p. 2637)

Souhaite que le Gouvernement donne sa position sur le cas de figure où la proportion d'employés non-grévistes ne permettrait pas d'assurer le service minimum [1^{er} août 2007] (p. 2645)

S'indigne des propos du président de la commission le traitant de "coucou" ; considère qu'une partie de "l'entourage des plus hautes autorités de l'Etat" refuse l'action de groupe [21 novembre 2007] (p. 4480)

Conteste l'interprétation donnée par le Gouvernement et le rapporteur de la décision du Conseil constitutionnel relative au tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché [11 décembre 2007] (p. 5236)

Demande si le Gouvernement maintient l'urgence sur ce texte [2 avril 2008] (p. 1170)

Déclare que certains députés tel M. Laffineur "perdent un peu leur sang froid" ; le débat porte notamment sur un principe qui a reçu un avis favorable du gouvernement mais rencontre une "opposition obstinée" de la part du rapporteur ; il ajoute que ce principe réunit ceux qui sont "lucides à l'égard des territoires les plus sensibles" [2 avril 2008] (p. 1183)

Déclare que le groupe socialiste a voté en commission en faveur de l'amendement n° 16 rectifié en raison des avancées contenues dans le premier alinéa [3 avril 2008] (p. 1205)

Demande au président de séance d'accorder la parole aux députés pour répondre au rapporteur et au Gouvernement, afin de ne pas "court-circuiter" les débats sur un sujet aussi important [3 avril 2008] (p. 1274)

S'étonne que le président de séance ait accepté un sous amendement de rectification du président de la commission alors que précédemment, cette faculté avait été refusée à un député de l'opposition [7 avril 2008] (p. 1286)

Demande une suspension de séance afin de pouvoir rattacher les amendements tombés précédemment à l'amendement suivant de la commission [7 avril 2008] (p. 1306)

Demande au Gouvernement de lever l'urgence sur le projet de loi afin que "le bicamérisme fonctionne normalement"; il s'inquiète également de l'ordre de discussion des articles et s'étonne que cette discussion puisse commencer alors que la commission n'a pas fini d'examiner tous les amendements [4 juin 2008] (p. 2863)

Déclare que les parlementaires de l'opposition, contrairement à leurs collègues de la majorité, n'ont pas été associés à l'élaboration du texte par le Gouvernement et en ont donc découvert tardivement la teneur mais qu'ils ont déposé leurs amendements dans les délais réglementaires, contrairement à ce qu'affirme Mme de la Raudière [4 juin 2008] (p. 2866)

Déclare que le débat "démarré sur des bases inquiétantes", après les propos de MM. Chatel et Novelli qualifiant de "verrous pour la croissance" l'action de groupe et la représentation syndicale [4 juin 2008] (p. 2905)

Demande au secrétaire d'Etat quand sera créée la nouvelle Autorité de la concurrence [5 juin 2008] (p. 2992)

Demande au Gouvernement, avant d'aborder les articles suivants du projet de loi, de présenter sa vision globale sur les nouvelles modalités de diffusion de la télévision et d'internet [9 juin 2008] (p. 3077)

S'étonne que le Président ne donne la parole qu'à un seul des auteurs des deux amendements mis en discussion [9 juin 2008] (p. 3117)

Déclare qu'en mettant au vote trop rapidement des amendements, le Président de séance empêche l'opposition de réagir à la proposition du Gouvernement [9 juin 2008] (p. 3135)

Demande que le débat sur les amendements déposés après l'article 37 puisse avoir lieu moins rapidement que sur ceux déposés sur l'article 37 [10 juin 2008] (p. 3212)

Déclare que ce projet de loi consacre "la loi du plus fort" s'agissant des médias et de la grande distribution [10 juin 2008] (p. 3219)

Dénonce comme une "grande hypocrisie" le dispositif proposé [12 juin 2008] (p. 3399)

Déclare qu'il ne comprend pas "les mouvements de lassitude" du rapporteur qui ne répond pas aux questions précises posées par Mme Lebranchu et ajoute que l'opposition pourrait avoir "un tout autre comportement" si cette situation perdurait [12 juin 2008] (p. 3438)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1754 et s., 1781 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 217 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires et heures choisies : priorité aux salariés à temps partiel) (p. 1811)

Intervient sur l'ad n° 121 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Intervient sur l'ad n° 429 de Mme Martine Billard (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1858)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 291 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi SRU" - prélèvement de solidarité) (p. 1862)

Intervient sur l'ad n° 294 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi SRU" - limitation à 1/3 de la prise en compte des PLS dans le quota de 20 %) (p. 1863)

Intervient sur l'ad n° 235 deuxième rectification de M. Jean-Claude Lenoir (électricité : application au consommateur domestique d'un tarif réglementé sauf à avoir précédemment opté pour la liberté tarifaire) (p. 1867)

Son amendement n° 315 deuxième rectification (électricité : retour du consommateur domestique à un tarif réglementé transitoire d'ajustement sur demande écrite) (p. 1865) : rejeté (p. 1868)

Son amendement n° 314 deuxième rectification (électricité : lors d'un emménagement bénéfique des tarifs réglementés sauf à avoir précédemment opté pour la liberté tarifaire) (p. 1865) : rejeté (p. 1868)

Son amendement n° 282 (coût du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt comparé au montant des aides publiques accordées au logement social : rapport au Parlement) : rejeté (p. 1869)

Son amendement n° 284 (moyens mis en œuvre pour que les dépenses afférentes au logement n'excèdent pas 25 % du revenu des ménages modestes : rapport au Parlement) : rejeté (p. 1869)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1924)

Ses interventions (p. 1925 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1929)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1949)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses interventions (p. 1960 et s.)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1969 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2516) : rejetée (p. 2523)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 juillet 2007] (p. 2466)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales : auditions (p. 2520)
Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2517, 2518, 2521)

Politique sociale : dialogue social (p. 2517)

Politique sociale : inégalités (p. 2516)

Secteur public : services publics (p. 2517 et s.)

Transports : régions (p. 2520)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2517 et s.)

Transports routiers : transports scolaires (p. 2520, 2521)

Travail : syndicats (p. 2520, 2521)

Travail : grèves : déclaration (p. 2519)

Travail : précarité (p. 2518, 2519)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)
Ses interventions (p. 2548 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 1 de M. Daniel Paul (subordination des suppressions de postes à la SNCF au niveau régional à l'avis conforme des organisations syndicales et des autorités organisatrices des transports) (p. 2553)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2557, 2579 et s., 2592 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 juillet 2007] (p. 2575)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalable à la cessation concertée du travail)

Ses interventions (p. 2596 et s.)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adit n° 24 de la commission spéciale (rétablissement de l'intitulé initial du Titre III : "Organisation de la continuité du service public en cas de grève ou autre perturbation prévisible du trafic") (p. 2598)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2601 et s., 2638 et s., 2660)

Ses rappels au règlement (cf supra) [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2645)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2662 et s., 2669 et s.)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son intervention (p. 2684)

Article 7 (droit des usagers à l'information)

Son intervention (p. 2688)

Après l'article 7 bis

Intervient sur l'adit n° 121 de M. Alain Vidalies (sanctions financières appliquées par l'autorité organisatrice à l'entreprise de transport responsable d'un dysfonctionnement de service public) (p. 2689)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Ses interventions (p. 2690 et s.)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Son intervention (p. 2697)

Titre

Son amendement n° 102 (nouveau titre : "Projet de loi contre le dialogue social et contre la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs") : rejeté (p. 2700)

Explications de vote et vote [1er août 2007] (p. 2701)

Ses explications de vote (p. 2701)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2702)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)**

Thèmes :

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2718)
Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2718)
Politique sociale : dialogue social (p. 2717)
Transports ferroviaires : SNCF (p. 2717)
Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2717, 2718)
Transports urbains : RATP (p. 2717)
Travail : syndicats (p. 2717)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2717)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2718)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)**

Après l'article 7

Son amendement n° 265 précédemment réservé (équipements photovoltaïques installés chez les particuliers : suppression des conditions relatives à la part de la production d'énergie destinée au logement pour le bénéfice du crédit d'impôt et du taux réduit de la TVA) (p. 2938) : retiré (p. 2939)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)**

Procédure des questions :

Bois et forêts : filière bois : biocarburants (p. 4046)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :**

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 27)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz : tarification sociale (p. 27)
Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 28)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 28)
Postes : La Poste : politiques communautaires (p. 27)
Recherche : nanotechnologies (p. 27)
Télécommunications : téléphones mobiles : concurrence (p. 27)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES**Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)**

Procédure des questions :

Transports routiers : transports scolaires : sécurité (p. 3995)
Urbanisme : permis de construire : simplifications administratives (p. 3995)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 4001)

Après l'article 44

Intervient sur l'adit n° 43 de M. Joël Giraud (versement destiné au financement des transports en commun : prise en compte dans des conditions fixées par décret de la population saisonnière des communes situées dans des zones touristiques) (p. 4005)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :**

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 107)

Thèmes :

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 107)
Politiques communautaires : politique agricole commune : zones rurales (p. 107)
Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 107)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :**

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Son intervention (p. 114)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 114)
Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 115)
Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 115)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 114)
Recherche : nanotechnologies (p. 114)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007
Son intervention (p. 65)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 66)
Finances publiques : service France domaine (p. 66)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 65)
Logement : droit au logement (p. 65)
Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 65)
Logement : logement social : quartier d'affaires de La Défense (p. 65)
Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 65)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Avant l'article 39

Son amendement n° 307 (secteur forestier : prorogation de la réduction d'impôt jusqu'en 2015 et institution d'un contrat de gestion) (p. 4337) : devenu sans objet (p. 4338)

Après l'article 40

Son amendement n° 95 (entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers - réduction de 1,5 % à 1 % du taux de plafonnement de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 4343)

Son rappel au règlement (Cf. supra) [21 novembre 2007] (p. 4480)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4449)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4450)
Baux : loyers (p. 4450)
Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4449)
Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4449 et s.)
Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4449)
Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4450)
Energie et carburants : tarifs (p. 4449 et s.)
Impôts et taxes : exonérations : redevance audiovisuelle (p. 4450)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4450)
Justice : aide juridictionnelle : franchise (p. 4450)
Politique économique : libéralisme (p. 4449)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4450)
Politique sociale : surendettement (p. 4449)
Télécommunications : annuaire : tarifs (p. 4449)
Travail : salaires (p. 4449)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 89 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2007] (p. 4480)

Intervient sur l'adt n° 81 rectifié de M. Jean Gaubert (police de caractères utilisée pour indiquer le taux de crédit promotionnel sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4483)

Intervient sur l'adt n° 80 de M. Jean Gaubert (mention du coût total, du taux effectif global et du montant des remboursements sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4483)

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Jean Gaubert (interdiction de la publicité pour les crédits renouvelables) (p. 4486)

Intervient sur l'adt n° 78 de M. Alain Vidalies (inopposabilité d'une créance née de l'ouverture d'un crédit renouvelable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté ou de l'indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) (p. 4514)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4516, 4520)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4625)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)
Ses interventions (p. 4639 et s.)

Son sous-amendement n° 326 à l'adt n° 176 de M. Antoine Herth (p. 4639)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 129 de M. Jean Gaubert (sanctions pécuniaires du non respect du seuil de revente à perte) (p. 4648)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Ses interventions (p. 4652 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 267 de M. Jean Gaubert (interdiction de la facturation du référencement des produits par un distributeur) (p. 4663)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (modification du périmètre de l'interdiction des enchères à distance inversées pour les produits agricoles) (p. 4708)

Article 4 (dépenalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Son intervention (p. 4711)

Article 5 (possibilité de demander réparation du préjudice subi du fait de la non communication des conditions générales de vente)

Son intervention (p. 4711)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Alain Suguenot (alignement des modalités applicables au comité interprofessionnel des vins de Champagne sur le droit commun en matière de délais de paiement dans le secteur viniviticole) (p. 4716)

Intervient sur l'adt n° 263 de M. Jean Gaubert (interdiction des retours d'inventures au fournisseur) (p. 4719)

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de consacrer 10 % des investissements publicitaires des entreprises commerciales alimentaires à l'information nutritionnelle) (p. 4724)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4730)

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Jean Gaubert (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques) (p. 4733)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Ses interventions (p. 4741 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) (p. 4744)

Intervient sur le sous-adt n° 319 de M. Jean-Paul Charié (mention de la durée d'engagement restant à courir ou de la date de fin de l'engagement) à l'adt n° 188 de Mme Laure de La Raudière (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) (p. 4744)

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Frédéric Lefebvre (possibilité de désignation d'opérateurs de service universel distincts pour le service d'annuaire ou celui des renseignements) (p. 4746)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 4748)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-adt n° 242 de M. Jean Dionis du Séjour (interdiction de lier clause de fidélisation et durée d'exécution du contrat) à l'adt n° 42 de la commission (durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile) (p. 4754)

Intervient sur l'adt n° 270 de M. Didier Migaud (interdiction de toute taxation spécifique supplémentaire aux appels émis vers des services de renseignements téléphoniques) (p. 4757)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses interventions (p. 4765 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 96 de M. Jean Gaubert (interdiction de vente de biens et services à usage prohibé) (p. 4774)

Son amendement n° 85 (possibilité pour les associés de sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance en temps partagé de se défaire de leur part) : retiré (p. 4776)

Son amendement n° 86 (règles de revente des parts de sociétés d'immeubles en jouissance en temps partagé) : retiré (p. 4776)

Intervient sur l'adt n° 146 de M. Jean Gaubert (colocation dans les logements locatifs sociaux) (p. 4777)

Son amendement n° 131 (définition et tarification des services des administrateurs de biens) : retiré (p. 4778)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Jean Gaubert (étiquetage du bilan carbone d'un produit) (p. 4780)

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de l'électricité) (p. 4780 et s.)

Intervient sur l'adt n° 204 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de gaz) (p. 4780 et s.)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Jean Gaubert (obligation pour tout fournisseur d'énergie d'adresser à chacun de ses clients une information détaillée de son profil de consommation avec chaque facture) (p. 4780 et s.)

Intervient sur l'adt n° 264 de M. Jean Gaubert (dispositif obligatoire de chèques transport au profit des salariés) (p. 4782)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5210) : rejetée (p. 5216)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5241)

Son intervention (p. 5242)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 décembre 2007] (p. 5236)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5241)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 5213)

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 5213)

Entreprises : GDF / SUEZ : fusion (p. 5211)

Organisations internationales : Organisations des Nations unies (ONU) : environnement (p. 5212)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5210 et s.)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5210)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Article 1er (possibilité pour les ménages et les petites entreprises de retourner au tarif réglementé d'électricité à l'occasion d'un déménagement)

Son intervention (p. 5247)

Article 2 (possibilité pour les ménages de retourner au tarif réglementé de gaz naturel à l'occasion d'un déménagement)

Son amendement n° 7 (p. 5248)

Article 3 (bénéfice des tarifs réglementés de gaz naturel pour les consommateurs domestiques occupant un nouveau site)

Son amendement n° 8 (p. 5250)

Après l'article 3

Son amendement n° 9 (suppression de la limitation à deux ans de la durée d'application du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 5250) : retiré (p. 5251)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 145) : rejetée (p. 147)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 145 et s.)

Energie et carburants : services publics (p. 145 et s.)

Energie et carburants : tarifs (p. 145 et s.)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 145)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Article 1er (conditions de retour au tarif réglementé d'électricité pour les ménages et les petits consommateurs professionnels)

Ses amendements n° 1, 2, 4, 3 et 5 (p. 148 et 149)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 35 (retour de droit au tarif réglementé du gaz et de l'électricité pour les personnes succédant dans un logement à une personne ayant opté pour le tarif libre) (p. 5482) : rejeté (p. 5483)

Après l'article 5

Son amendement n° 152 (colocation dans le parc social public) (p. 5570) : rejeté (p. 5571)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)

Ses interventions (p. 527 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 214 de M. Gaëtan Gorce (allongement du délai de réponse du salarié à une proposition de convention de reclassement personnalisé) (p. 532)

Après l'article 8 bis

Intervient sur l'adt n° 170 de Mme Monique Iborra (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des offres acceptables d'emploi) (p. 534)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Article 2 (conditions d'utilisation des mini-motos et quads)

Son amendement n° 7 rectifié (p. 750)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1095)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1096)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1096)

Environnement : principe de précaution (p. 1096)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1096)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 250 de M. André Chassaigne (rapport du Gouvernement sur l'état de la recherche publique en biotechnologies) (p. 1150)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1165, 1178, 1219 et s., 1225, 1235 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1170, 1183, 1205)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1250 et s., 1284 et s.)

Son amendement n° 239 : adopté (p. 1259)

Ses amendements nos 242, 401 et 244 (p. 1264 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1274, 1286)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Ses interventions (p. 1304 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 avril 2008] (p. 1306)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-adt n° 490 de Mme Delphine Batho (information des collectivités territoriales concernées des lieux de mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du codé rural) (p. 1308)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses interventions (p. 1317 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 424 (définition du statut de "lanceur d'alerte") (p. 1325) : rejeté (p. 1326)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

Intervient sur l'adt n° 45 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (possibilité pour les organismes de défense et de gestion ou pour l'Institut national de l'origine et de la qualité de proposer à l'autorité administrative toute mesure particulière de renforcement de la protection d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine concernant les organismes génétiquement modifiés) (p. 1331)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1398)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1407)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1426)

Article 8 A (nouveau) (définitions)

Son intervention (p. 1431)

Article 8 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1433)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1436 et s.)

Article 11 bis (nouveau) (création d'un dispositif Sofiplantes)

Son intervention (p. 1442)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Louis Giscard d'Estaing (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) (p. 1444)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2034)

Thèmes :

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2034)

Environnement : principe de précaution (p. 2035)

Recherche : biotechnologies (p. 2034)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Soutient la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2193)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2194)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 2195)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2193 et s.)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2194)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2294 et s.)

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2197)

Bioéthique : brevets (p. 2195 et s.)

Constitution : révision : référendums (p. 2197)

Environnement : biodiversité (p. 2196)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2194)

Environnement : principe de précaution (p. 2197)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2195)

Politiques communautaires : clause de sauvegarde (p. 2194)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2195)

Recherche : biotechnologies (p. 2196)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2194)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2750) : rejetée (p. 2761)

Ses rappels au règlement (cf supra) [4 juin 2008] (p. 2863, 2866, 2905)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2751 et s.)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2754)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture : commissions départementales d'équipement commercial (CDEC) (p. 2752 et s.)
 Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 2752 et s.)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2754)
 Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 2752)
 Commerce et artisanat : soldes (p. 2754)
 Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2756)
 Droit commercial : dépenalisation (p. 2754)
 Entreprises : délais de paiement (p. 2756)
 Entreprises : entreprises individuelles (p. 2752)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 2752)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2756)
 Entreprises : seuils sociaux (p. 2752)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2755)
 Etrangers : cartes de résident : délivrance (p. 2754)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2753)
 Logement : logement social : financement (p. 2751)
 Politique économique : service universel : banques et établissements financiers (p. 2756)
 Politique sociale : surendettement (p. 2756)
 Sécurité sociale : franchise (p. 2752)
 Télécommunications : Internet : accès (p. 2754)
 Travail : durée du travail (p. 2751)
 Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 2753)
 TVA : carburants (p. 2752)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 733 de M. Daniel Paul (p. 2908)
 Son sous-amendement oral à l'adt n° 731 de M. Daniel Paul : rejeté (p. 2911)
 Intervient sur l'adt n° 1060 rectifié de Mme Martine Carrillon-Couvreur (p. 2912 et s.)
 Intervient sur l'adt n° 139 rectifié de la commission (définition législative des particuliers employeurs) (p. 2912 et s.)
 Reprend l'adt n° 1365 de M. Louis Giscard d'Estaing (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 2917) : rejeté (p. 2918)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 219 de la commission des finances (actualisation annuelle de l'ensemble des seuils des régimes de la micro-entreprise, de la franchise en base de TVA, et du régime simplifié d'imposition, dans la même proportion que l'actualisation du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 2930)
 Intervient sur l'adt n° 141 rectifié de la commission (p. 2932)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son intervention (p. 2938 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 1393 de M. Jean-Pierre Decool (calcul des redressements effectués sur les exonérations des cotisations de sécurité sociale accordées sur la part contributive de l'employeur dans les titres-restaurant et les chèques-transport) (p. 2940)
 Intervient sur l'adt n° 144 rectifié de la commission (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2941)
 Intervient sur l'adt n° 1423, deuxième rectification de M. Bernard Depierre (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2941)
 Intervient sur l'adt n° 148 rectifié de la commission (procédure de rescrit concernant les aides au maintien et à la sauvegarde de l'emploi) (p. 2942)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses interventions (p. 2944 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2957 et s.)

Son sous-amendement n° 1505 à l'adt n° 151 de la commission : adopté (p. 2961)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses amendements n°s 954 et 955 (p. 2970)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1459 rectifié de M. Richard Mallié (p. 2978)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2980 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 juin 2008] (p. 2992)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Son intervention (p. 2995)

Article 8 (renforcement du rôle d'UBIFrance)

Son amendement n° 956 (p. 2997)

Après l'article 8

Son amendement n° 957 : rejeté (p. 2999)

Après l'article 9

Son amendement n° 1069 : rejeté (p. 3003)

Intervient sur l'adt n° 221 de la commission des finances (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise -BSPCE) (p. 3004 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 756 de M. Frédéric Lefebvre (création de l'indice des loyers commerciaux) (p. 3014)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Ses interventions (p. 3016 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 1223 de M. Joël Giraud (p. 3025)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son intervention (p. 3040)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Nicolas Forissier (régime juridique des vendeurs à domicile indépendants) (p. 3047)

Intervient sur l'adt n° 753 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 3050)

Avant l'article 15

Son amendement n° 766 (p. 3052) : retiré (p. 3054)

Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)

Son intervention (p. 3062)

Article 20 (assouplissement du régime applicable aux organismes favorisant l'insertion par l'entrepreneuriat)

Ses amendements n°s 959, 958, 960 et 961 (p. 3065 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 872 rectifié de M. Dominique Baert (p. 3067)

Son amendement n° 1061 rectifié : retiré (p. 3068)

Ses amendements n°s 561 et 884 (p. 3060, 3069) : rejetés (p. 3071)

Son amendement n° 563 (suppression de la date limite d'application du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché - TaRTAM) (p. 3069) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3071)

Ses amendements n°s 562, 564 rectifié (p. 3069) : rejetés (p. 3071)

Son amendement n° 640 (p. 3069) : rejeté (p. 3071)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juin 2008] (p. 3077)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3081 et s., 3091 et s., 3102 et s.)

Son amendement n° 572 (p. 3084)

Reprend l'adt n° 449 de M. Yves Vandewalle (p. 3086) (p. 3086)

Son amendement n° 576 (p. 3089) : adopté après modification (p. 3090)

Son sous-amendement n° 1539 aux adts n°s 414 rectifié de la commission, 600 rectifié de M. Jean Gaubert et 842 rectifié de Mme Corinne Erhel : adopté (p. 3107)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 565 de M. Jean Gaubert (p. 3112)

Intervient sur l'adt n° 755 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (tarifs sociaux pour la téléphonie mobile) (p. 3113)

Intervient sur l'adt n° 417 de la commission (possibilité, pour l'ARCEP, d'assortir une mise en demeure d'obligations intermédiaires) (p. 3114)

Article 30 (attribution des autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes)

Ses interventions (p. 3115 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juin 2008] (p. 3117)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 853 de M. Christian Paul (p. 3119)

Intervient sur l'adt n° 419 de la commission (publication par le CSA des zones retenues pour leur desserte en TNT) (p. 3121)

Intervient sur l'adt n° 927 de M. Franck Riester (possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses) (p. 3122)

Intervient sur l'adt n° 422 de la commission (rapport gouvernemental sur les réseaux de communications électroniques d'initiative locale) (p. 3124)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 757 de M. Frédéric Lefebvre (p. 3131)

Reprend l'adt n° 231 rectifié de la commission des finances (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3133) : rejeté (p. 3133)

Intervient sur l'adt n° 233 de la commission des finances (exonérations de taxe professionnelle par les collectivités territoriales) (p. 3134)

Intervient sur l'adt n° 1533 rectifié du Gouvernement (régime social des impatriés) (p. 3135)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juin 2008] (p. 3135)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 524 de M. Christian Jacob (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3195)

Reprend l'adt n° 524 de M. Christian Jacob (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3196) : rejeté (p. 3196)

Intervient sur l'adt n° 446 de la commission (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3198)

Intervient sur l'adt n° 658 de Mme Catherine Vautrin (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3198)

Intervient sur l'adt n° 642 de M. Philippe Gosselin (possibilité pour les syndicats mixtes de gérer les schémas de cohérence territoriale) (p. 3199)

Intervient sur l'adt n° 521 de M. Christian Jacob (étude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat) (p. 3201)

Intervient sur l'adt n° 851 de M. Bernard Derosier (p. 3201)

Article 37 (création de fonds de dotation)

Son intervention (p. 3211)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juin 2008] (p. 3212)

Après l'article 37

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juin 2008] (p. 3219)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3253, 3279 et s.)

Article 40 (transition vers le nouveau régime du livret A)

Son intervention (p. 3284)

Après l'article 40

Intervient sur les adts n°s 1123, 1119 et 1120 de M. Jean Gaubert (p. 3285 et s.)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Son intervention (p. 3295 et s.)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 1562 de la commission (prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 3314)

Son amendement n° 832 (p. 3317) : retiré (p. 3318)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1033 précédemment réservé de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 3324)

Intervient sur l'adt n° 1041 précédemment réservé de M. Daniel Paul (action de groupe) (p. 3324)

Intervient sur l'adt n° 1300 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3324)

Intervient sur l'adt n° 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3324)

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3324 et s.)

Son amendement n° 1058 précédemment réservé : rejeté (p. 3333)

Intervient sur l'adt n° 999 rectifié précédemment réservé de M. Christian Paul (p. 3334)

Son amendement n° 1015 précédemment réservé : rejeté (p. 3334)

Intervient sur l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3335)

Son sous-amendement à l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3335) : rejeté (p. 3336)

Intervient sur les adts n°s 1001 et 1088 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3337 et s.)

Intervient sur l'adt n° 1086 précédemment réservé de Mme Geneviève Fioraso (p. 3371)

Intervient sur les adts n°s 1087 et 1008 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3372)

Son amendement n° 1059 (p. 3372) : retiré (p. 3373)

Intervient sur l'adt n° 1195 deuxième rectification précédemment réservé de M. Lionel Tardy (liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives) (p. 3375)

Intervient sur l'adt n° 1293 rectifié précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives) (p. 3375)

Intervient sur l'adt n° 1192 rectifié précédemment réservé de M. Lionel Tardy (p. 3375)

Intervient sur l'adt n° 1089 et 1010 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3382)

Intervient sur l'adt n° 1031 précédemment réservé de M. Alain Vidalies (p. 3382)

Intervient sur les adts n°s 1004, 1006, 1009, 1117 rectifié et 994 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3384 et s.)

Intervient sur l'adt n° 997 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (numéro gratuit pour obtenir la bonne exécution d'un contrat) (p. 3386)

Intervient sur le sous-adt n° 1471 précédemment réservé de la commission (remplacer "gratuit par "non surtaxé") à l'adt n° 997 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3386)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2008] (p. 3399)

Son intervention (p. 3400 et s.)

Reprend l'adt n° 1197 de M. Lionel Tardy (définition des conditions particulières de vente) (p. 3405) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3405)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1079 précédemment réservé de Mme Danielle Bousquet (p. 3418)

Intervient sur les adts n° 1078 et 1080 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3420)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 1000 rectifié précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3422)

Intervient sur l'adt n° 1071 rectifié précédemment réservé de M. Jean Gaubert (interdiction pour une centrale d'achat de détenir plus de 30 % des parts de marché des produits qu'elle distribue) (p. 3423)

Intervient sur l'adt n° 1081 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3427)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son intervention (p. 3431)

Après l'article 23

Son amendement n° 1072 précédemment réservé : rejeté (p. 3434)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2008] (p. 3438)

Article 25 précédemment réservé (réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat -TACA)

Son intervention (p. 3442 et s.)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3446 et s.)

Ses amendements n° 962 et 856 (p. 3446 et s.)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3458, 3462 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur les adts n° 1098 et 1099 précédemment réservés de M. Marcel Rogemont (p. 3471)

Titre

Son amendement n° 1260 : rejeté (p. 3472)

Seconde délibération

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3472)

Explications de vote et votes [17 juin 2008] (p. 3504)

Ses explications de vote (p. 3507)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3508)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)

Son intervention (p. 4840)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4840)

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4842)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 4842)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4841)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4842)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4841)

Entreprises : délais de paiement (p. 4842)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4841)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4842)

Logement : logement social : financement (p. 4842)

Travail : durée du travail (p. 4842)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4843)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 106 de M. André Chassaigne (création d'un délit d'atteinte à l'environnement) (p. 3744)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3746 et s., 3758 et s., 3767)

Son amendement n° 147 (p. 3797)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4991) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son intervention (p. 5033)

Chantal BRUNEL

*Seine-et-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 juillet au 19 septembre 2007 (n°s E 3592, E 3598, E 3599, E 3601, E 3608, E 3609, E 3612, E 3615, E 3616, E 3618 et E 3619) et sur les textes n°s E 3259, E 3264, E 3285, E 3377, E 3378, E 3389 annexe 6, E 3440, E 3447, E 3480, E 3548,

E 3566, E 3578, E 3583, E 3585, E 3634 à E 3639 et E 3641 [9 octobre 2007] (n° 271)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n°s E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n°s E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n° 694)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 25 avril au 5 juin 2008 (n°s E 3847, E 3848, E 3850, E 3852, E 3853, E 3855 à E 3860, E 3862 à E 3868, E 3870 à E 3873, E 3875 à E 3877 et E 3881 à E 3883) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3664, E 3694, E 3704, E 3757, E 3770 annexe 3, E 3770 annexe 4, E 3776, E 3779, E 3786, E 3794, E 3798, E 3812, E 3815, E 3819, E 3821, E 3837 à E 3839 et E 3844 [11 juin 2008] (n° 958)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Revenu de solidarité active [20 novembre 2007] (p. 4363)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Dérogations, limitation [16 avril 2008] (p. 1637)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 2, posée le 2 octobre 2007. Cultes. Lieux de culte (J.O. Questions p. 5859). Appelée le 2 octobre 2007. Mosquées, implantation, réglementation (p. 2467)

n° 314, posée le 3 juin 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 4542). Appelée le 3 juin 2008. Fonctionnement, financement, Marne-la-Vallée (p. 2820)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Annnonce que des parlementaires UMP se tiendront auprès du Président du groupe d'amitié France-Tibet lors du passage de la flamme olympique devant l'Assemblée nationale [7 avril 2008] (p. 1284)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)
Son intervention (p. 2505)

Thèmes :

Régions : Ile-de-France : transports (p. 2505, 2506)
Transports ferroviaires : grèves (p. 2505)
Transports ferroviaires : SNCF (p. 2506)
Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2505)
Transports ferroviaires : transport de voyageurs : information (p. 2506)
Transports urbains : RER (p. 2505)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2254)

Après l'article 2

Son amendement n° 77 précédemment réservé (maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences

conjugales dans le cadre du regroupement familial) : adopté (p. 2258)

Son amendement n° 76 précédemment réservé (maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) : adopté (p. 2259)

Après l'article 5

Son amendement n° 75 (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2289) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2298)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2868)

Thèmes :

Administration : commissions, comités et instituts (p. 2868)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2869)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2868 et s.)
Impôts et taxes : fraude (p. 2868)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Procédure des questions :

Voie : autoroutes : Seine-et-Marne (p. 3993)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3417)

Projet de loi n° 292 relatif à la mise en oeuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2008] (p. 269)

Son intervention (p. 273)

Thèmes :

Economie sociale : coopératives (p. 273)
Entreprises : créances : recouvrement (p. 273)
Entreprises : insolvabilité (p. 273 et s.)
Politique sociale : dialogue social (p. 273)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2432)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2631)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4341)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5194)

Thèmes :

- Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5194)
- Impôts et taxes : investissements outre-mer : plafonnement (p. 5195)
- Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5194)
- Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5194)
- Union européenne : construction européenne : fraude et évasion fiscales (p. 5194)

Marie-George BUFFET

*Seine-Saint-Denis (4^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 juillet 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 15 avril 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 avril 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 mai 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 22 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 septembre 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 septembre 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 423 tendant à abolir les coupures d'eau, d'électricité et de gaz et à mettre en place un dispositif de solidarité énergie-eau [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 424 tendant à créer une action de groupe [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 425 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 525 cadre contre les violences faites aux femmes [20 décembre 2007]

Proposition de résolution n° 598 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le financement de l'audiovisuel public permettant sa pérennité et son développement [15 janvier 2008]

Proposition de loi n° 748 visant à protéger le droit à l'information en assurant le libre accès, à la télévision et à la radio, aux principaux moments d'événements sportifs réguliers comme le championnat de France de football [27 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Traité de Lisbonne. Ratification, modalités [23 octobre 2007] (p. 3050)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 350, posée le 24 juin 2008. Défense. Armée de l'air (J.O. Questions p. 5263). Appelée le 24 juin 2008. Flotte de transport, maintenance, délocalisation, conséquences (p. 3698)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3749)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Sports : bénévolat (p. 3750)
- Sports : handicapés (p. 3749)
- Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 3749)
- Sports : dopage (p. 3749 et s.)
- Sports : jeux olympiques (p. 3749)
- Sports : métiers du sport (p. 3750)
- Sports : sport de haut niveau (p. 3749 et s.)
- Sports : sports de loisirs (p. 3749)

Procédure des questions :

Associations : bénévolat (p. 3763)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 926)

Son intervention (p. 930)

Thèmes :

- Droit pénal : discrimination (p. 926, 930 et s.)
- Femmes : parité (p. 931 et s.)
- Justice : prescription (p. 926)
- Justice : droit d'ester : discrimination (p. 932)
- Politiques communautaires : droit communautaire (p. 926, 930 et s.)
- Santé : sida : droits (p. 931)

Explications de vote et vote [25 mars 2008] (p. 957)

Ses explications de vote (p. 957)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 958)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Son intervention (p. 1837)

Thèmes :

- Sports : dopage (p. 1837 et s.)
- Sports : dopage : prévention (p. 1837 et s.)
- Sports : dopage : trafic (p. 1837)
- Sports : jeux olympiques (p. 1837 et s.)
- Sports : sportifs professionnels (p. 1838)

Discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1847)

Article 6 (quantum des peines applicables)

Son amendement n° 22 (p. 1849)

Explications de vote et vote [30 avril 2008] (p. 1853)

Ses explications de vote (p. 1853)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1854)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 juin 2008] (p. 3649)

Son intervention (p. 3650)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 3650 et s.)
Sports : dopage : droit pénal (p. 3650 et s.)
Sports : dopage : trafic (p. 365)

Explications de vote et vote [19 juin 2008] (p. 3653)

Ses explications de vote (p. 3654)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3654)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Article 1er (consécration législative du principe général de la protection du secret des sources journalistiques)

Ses amendements n°s 18 à 21 (p. 2135 et s.)

Article 2 (accroissement des garanties procédurales en cas de perquisition concernant un journaliste)

Ses amendements n°s 22 rectifié et 23 (p. 2145 et s.)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2152)

Ses explications de vote (p. 2152)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2152)

Michel BUILLARD

*Polynésie Française (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3702)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : logement social : Polynésie française (p. 3703)
Outre-mer : Polynésie française : assainissement (p. 3703)
Outre-mer : Polynésie française : enseignement supérieur (p. 3702)
Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 3703)
Outre-mer : Polynésie française : protection sociale (p. 3703)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Son intervention (p. 4557)

Thèmes :

Communes : transferts de compétences (p. 4558)
Constitution : article 74 (p. 4557)
Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4557)
Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4557)
Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 4558)
Outre-mer : Polynésie française : contrats de projets (p. 4557)
Outre-mer : Polynésie française : gouvernance (p. 4557)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Article 6 bis (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales) (p. 4588) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 4591)

Son intervention (p. 4590)

Article 12 (conditions d'établissement et de transmission du compte rendu des séances de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4600)

Yves BUR

*Bas-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [11 juillet 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. des 2 août 2007]

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration de l'office franco-allemand pour la jeunesse [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance du fonds de réserve pour les retraites [J.O. du 2 août 2007]

Membre du haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 21 novembre 2007]

Membre de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 29 novembre 2007]

Rapporteur de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 12 décembre 2007]

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 19 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 13 février 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [17 octobre 2007] (n° 295)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [20 novembre 2007] (n° 416)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les agences régionales de santé [6 février 2008] (n° 697)

Proposition de loi n° 699 tendant à préserver les enfants des messages publicitaires relatifs à certains produits alimentaires [7 février 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 [17 juin 2008] (n° 965)

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [25 juin 2008] (n° 1001)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales préalable au débat d'orientation des finances publiques [9 juillet 2008] (n° 1046)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. Politiques communautaires. Coopération franco-allemande [7 novembre 2007] (p. 3779)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)
Son intervention (p. 2247)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2247)
Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2247)
Enseignement supérieur : universités : frais de scolarité (p. 2247)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2247, 2248)
Régions : Alsace : universités (p. 2248)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)
Son intervention (p. 2337)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)
Son intervention (p. 3081)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3099)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 3081)
Politique sociale : solidarité (p. 3081 et s.)
Retraites : généralités : préretraites (p. 3081)
Santé (p. 3082)
Santé : accès aux soins (p. 3081, 3082)
Santé : politique de la santé (p. 3099, 3100)
Santé : soins : coût (p. 3082)
Santé : tabagisme (p. 3083)

Sécurité sociale : cotisations (p. 3099)

Sécurité sociale : déficit (p. 3081)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3081 et s.)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 3082)

Sécurité sociale : Union des caisses d'assurance maladie (UNCAM) (p. 3082)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3200 à 3507)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3202)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Son intervention (p. 3232)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 601 de la commission (autorisation donnée au ministre chargé du budget de relever par arrêté les minima de perception applicables aux cigarettes et tabacs à rouler en cas de baisse des prix) (p. 3238)

Intervient sur l'adt n° 11 de la commission (relèvement des minima de perception sur les cigarettes et les tabacs à rouler) (p. 3238)

Intervient sur l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3249)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses interventions (p. 3268 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 15 de la commission (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac) (p. 3274)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Ses interventions (p. 3280 et s.)

Article 11 (aménagement de l'assiette forfaitaire de cotisation sociale généralisée des non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 3287)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Ses interventions (p. 3291 et s.)

Article 13 (expérimentation relative à la création de cotisations forfaitaires de sécurité sociale pour les petites activités dans les quartiers défavorisés)

Son intervention (p. 3296)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 603 de la commission (affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels de l'Agence française de lutte contre le dopage) (p. 3302)

Article 14 (suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles)

Ses interventions (p. 3303 et s.)

Article 16 (non-compensation de certaines mesures d'exonérations ou d'exclusion de l'assiette sociale)

Son intervention (p. 3305)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 666 de la commission (mutualité sociale agricole : publicité des décisions rendues par les organismes de recouvrement) (p. 3305)

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission (limitation aux modalités de versement des prestations familiales de l'habilitation permettant au Gouvernement d'autoriser certains organismes à les servir) (p. 3305)

Article 23 (certification des comptes des organismes et régimes de sécurité sociale)

Ses interventions (p. 3318 et s.)

Article 24 (habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt)

Son intervention (p. 3320)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son amendement n° 410 (p. 3329)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Son intervention (p. 3345)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son amendement n° 411 (p. 3352)

Son sous-amendement n° 672 à l'adt n° 661 du Gouvernement (p. 3353) : adopté (p. 3354)

Son amendement n° 412 (p. 3354)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Son amendement n° 417 (p. 3368)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Ses interventions (p. 3377 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 608 de la commission (contribution forfaitaire des professionnels n'assurant pas une transmission électronique de leurs actes) (p. 3383)

Après l'article 35

Son amendement n° 413 (délivrance de médicaments en grand conditionnement) : adopté (p. 3426)

Intervient sur l'adt n° 358 de Mme Valérie Boyer (application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 3428)

Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 3440)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 85 précédemment réservé de la commission (modalités de mise en œuvre du dossier pharmaceutique) (p. 3441)

Article 37 précédemment réservé (dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale)

Ses interventions (p. 3443 et s.)

Article 38 précédemment réservé (déclaration des produits et prestations remboursables)

Son intervention (p. 3444)

Article 39 (restructuration du réseau des officines de pharmacie)

Ses interventions (p. 3447 et s.)

Article 40 précédemment réservé (montant pour 2008 de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés)

Son intervention (p. 3449)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Ses interventions (p. 3454 et s.)

Son amendement n° 414 (p. 3454)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 107 précédemment réservé de la commission (mise à la charge des centres de santé des consultations données par des médecins non identifiés par leur numéro d'identification personnel) (p. 3467)

Son amendement n° 415 précédemment réservé (mise à la charge des centres de santé des consultations données par des médecins non identifiés par leur numéro d'identification personnel) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3467)

Article 63 (mise en place d'une convention d'objectifs et de gestion entre l'Etat et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale - UCANSS)

Son intervention (p. 3489)

Article 64 (amélioration de la performance des organismes de sécurité sociale)

Ses interventions (p. 3489 et s.)

Après l'article 64

Intervient sur le sous-adt n° 477 de la commission (de précision) à l'adt n° 476 de Mme Valérie Boyer (extension aux directeurs des autres caisses nationales du pouvoir de nomination des dirigeants des organismes locaux reconnu au directeur général de la CŊAM) (p. 3490)

Ses sous-amendements n°s 667 à 669 à l'adt n° 475 de Mme Valérie Boyer (limitation du nombre des organismes locaux de sécurité sociale) : devenus sans objet (p. 3491)

Article 65 (renforcement des moyens de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole - CCMSA)

Son intervention (p. 3492)

Après l'article 65

Intervient sur l'adt n° 618 de la commission (encadrement du coût des délégations de gestion en matière d'assurance maladie) (p. 3493)

Après l'article 66

Intervient sur l'adt n° 641 de la commission (renforcement des pouvoirs des caisses nationales dans la lutte contre la fraude) (p. 3497)

Article 67 (simplification du mode de renseignement des ressources)

Ses interventions (p. 3497 et s.)

Après l'article 67

Intervient sur l'adt n° 622 rectifié de la commission (affectation aux caisses d'allocations familiales des sommes provenant de la récupération des indus) (p. 3498)

Intervient sur l'adt n° 140 deuxième rectification de la commission (renforcement des moyens des caisses nationales dans la lutte contre la fraude aux prestations sociales) (p. 3498)

Intervient sur l'adt n° 643 rectifié de la commission (expérimentation d'un dispositif de suspension des prestations en cas de fraude) (p. 3500)

Article 68 (dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé)

Ses interventions (p. 3502 et s.)

Après l'article 68

Intervient sur l'adt n° 620 rectifié de la commission (sanctions du défaut d'information des maîtres d'ouvrage) (p. 3503)

Article 72 (fixation des prévisions des charges des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3506)

Après l'article 72

Intervient sur le sous-adt n° 646 de la commission (rédactionnel) à l'adt n° 553 de M. Dominique Tian (rapport au Parlement sur les conséquences financières pour la sécurité sociale du taux de cotisation des employeurs publics) (p. 3506)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Son intervention (p. 4493)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4500)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 4493)
Contributions indirectes : boissons (p. 4493)
Contributions indirectes : tabac (p. 4493)
Emploi : seniors (p. 4494 et s.)
Établissements de santé : établissements privés (p. 4494)
Handicapés : appareillage (p. 4494)
Handicapés : enfants (p. 4494)
Politique sociale : fraude (p. 4495)
Professions de santé : rémunération (p. 4495)
Santé : accès aux soins (p. 4493 et s.)
Santé : données médicales (p. 4494)
Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4493, 4495, 4500)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4495)
Sécurité sociale : financement (p. 4493 et s.)
Sécurité sociale : protection sociale (p. 4493 et s.)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4512)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 4512)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :
- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 48)

Thème :

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 48)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)
Son intervention (p. 3832)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)

Son intervention (p. 3837)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 22

Son amendement n° 43 (ostéopathes « exclusifs » : exonération de la TVA) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5110)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 234)

Thèmes :

Union européenne : construction européenne (p. 234)
Union européenne : subsidiarité (p. 234)
Union européenne : traité de Lisbonne (p. 234)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2539, 2560)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4460)

Après l'article 30 sexies

Intervient sur l'ad n° 86 de M. Marc Le Fur (langues régionales) (p. 4505)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3628)

Thèmes :

Administration : réformes administratives : santé publique (p. 3629)
Santé : santé publique (p. 3628 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 4529)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 4530)
Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4530)
Hôtellerie et restauration : TVA (p. 4530)
Politique économique : croissance (p. 4529)
Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4530)
Sécurité sociale : déficit (p. 4529 et s.)
Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4530)

Dominique BUSSEREAU

Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat aux transports

Elu le 10 juin 2007

Est nommé secrétaire d'Etat aux transports, auprès de M. le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
M. Joël Giraud. Transports ferroviaires. Développement durable. Infrastructures [10 octobre 2007] (p. 2683)

M. Louis Cosyns. Transports ferroviaires. SNCF. Fret [30 octobre 2007] (p. 3552)

M. François Rochebloine. Transports routiers. Développement durable. Ecotaxe, politiques communautaires [31 octobre 2007] (p. 3622)

M. Pierre Lasbordes. Espace. Satellites. Politiques communautaires, programme Galiléo [31 octobre 2007] (p. 3631)

M. Yves Albarello. Transports aériens. Aéroports. Communautés aéroportuaires, Paris-Charles de Gaulle [7 novembre 2007] (p. 3784)

M. Jean-Louis Léonard. Industrie. Construction aéronautique. Airbus, emploi et activité [13 novembre 2007] (p. 4017)

M. François de Rugy. Transports. Politique des transports. Chèques transport [14 novembre 2007] (p. 4104)

Mme Catherine Coutelle. Energie et carburants. Transports. Chèque transport, bilan [28 novembre 2007] (p. 4799)

M. Bernard Deflesselles. Espace. Satellites. Politiques communautaires, programme Galileo [4 décembre 2007] (p. 4914)

M. Renaud Muselier. Transports par eau. Ports autonomes. Réforme, calendrier [15 janvier 2008] (p. 185)

Mme Chantal Bourragué. Sécurité routière. Permis de conduire. Présentation aux épreuves, délais [23 janvier 2008] (p. 477)

Mme Martine Billard. Energie et carburants. Agrocarburants. [16 avril 2008] (p. 1634)

M. Marc Le Fur. Automobiles et cycles. Environnement. Bonus malus, réglementation [16 avril 2008] (p. 1638)

M. Yves Albarello. Transports urbains. RER. Ligne B, fonctionnement [16 avril 2008] (p. 1642)

M. Bernard Gérard. Sécurité routière. Permis de conduire. Réforme [11 juin 2008] (p. 3267)

M. Jean Launay. Transports. Politique des transports. Chèque transport [17 juin 2008] (p. 3503)

M. Jean-Pierre Nicolas. Energie et carburants. Energies nouvelles. Développement [24 juin 2008] (p. 3717)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Franck Gilard. Transports ferroviaires. SNCF. Dégradation des réseaux, lutte et prévention [4 décembre 2007] (p. 4891)

Mme Jacqueline Irlès. Transports. Transport de marchandises. Ferroviaires, ferroutage, développement [4 décembre 2007] (p. 4892)

M. Jean-Claude Mignon. Transports. Politique des transports. Infrastructures routières, Seine-et-Marne [4 décembre 2007] (p. 4893)

M. Henri Plagnol. Transports urbains. Transval de Marne. Prolongement de la ligne, tracé [4 décembre 2007] (p. 4889)

M. Michel Vaxès. Voirie. A 55. Prolongement, Bouches-du-Rhône [4 décembre 2007] (p. 4890)

M. Jean Grellier. Voirie. Routes. Route Centre Europe Atlantique [18 décembre 2007] (p. 5364)

Mme Dominique Orliac. Transports ferroviaires. SNCF. Desserte, Lot [18 décembre 2007] (p. 5365)

M. Michel Lezeau. Transports. Politique des transports. Infrastructures routières, Touraine [18 décembre 2007] (p. 5363)

M. Jean-Marc Roubaud. Voirie. A 9. Aménagement, Gard [18 décembre 2007] (p. 5366)

M. Patrick Braouezec. Politique extérieure. Italie. Demande d'extradition, attitude de la France [8 janvier 2008] (p. 26)

Mme Françoise Imbert. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Colomiers [8 janvier 2008] (p. 27)

M. Gérard Charasse. Voirie. Autoroutes. Liaison Gannat Vichy, réalisation [8 janvier 2008] (p. 28)

M. Michel Raison. Voirie. Routes. Déviation de Luxeuil-les-Bains, calendrier [8 janvier 2008] (p. 29)

M. Yanick Paternotte. Voirie. A 15 et A 115. Couverture, Sannois [8 janvier 2008] (p. 29)

M. Georges Fenech. Voirie. A 45. Liaison Lyon Saint-Étienne, conséquences [22 janvier 2008] (p. 365)

M. Louis Giscard d'Estaing. Transports ferroviaires. TGV. Réseau, développement [22 janvier 2008] (p. 366)

M. Philippe Vuilque. Assurances. Assurance responsabilité civile et assurance dommages ouvrages. Obligation de souscription, établissements publics territoriaux de bassin [22 janvier 2008] (p. 367)

M. Jean-Frédéric Poisson. Télécommunications. Réseaux. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, couverture du territoire [22 janvier 2008] (p. 368)

Mme Annick Lepetit. Transports urbains. RATP : métro. Ligne 13, fonctionnement [22 janvier 2008] (p. 369)

Mme Martine Billard. Logement. Logement social. Economies d'énergie, aides de l'Etat [22 janvier 2008] (p. 371)

M. Louis Cosyns. Défense. Plan défense deuxième chance [29 janvier 2008] (p. 554)

Mme Laurence Dumont. Défense. ECMSSA. Restructuration, Mondeville [29 janvier 2008] (p. 555)

M. Jacques Myard. Transports ferroviaires. Ligne Cergy Paris. Fonctionnement [29 janvier 2008] (p. 556)

M. Patrice Verchère. Voirie. Tunnels. Circulation des poids lourds, Lyon [29 janvier 2008] (p. 557)

Mme Chantal Bourragué. Sécurité routière. Permis de conduire. Présentation aux épreuves, délais [29 janvier 2008] (p. 558)

M. Michel Ménard. Voirie. A 11. Loire-Atlantique, échangeur de Varades et péage de Carquefou [29 janvier 2008] (p. 558)

M. Michel Hunault. Voirie. RN 171. Aménagement, Loire-Atlantique [29 janvier 2008] (p. 559)

M. Armand Jung. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits. Ouvrages autoroutiers, traversée de Strasbourg [29 janvier 2008] (p. 560)

Mme Catherine Vautrin. Coopération intercommunale. Syndicats intercommunaux. Extensions de réseaux, contribution des communes membres [29 janvier 2008] (p. 561)

M. Joël Giraud. Aménagement du territoire. Zones rurales. Hautes Alpes, désenclavement [29 janvier 2008] (p. 562)

M. Henri Nayrou. Etat. Météorologie. Météo France, restructuration, conséquences [29 janvier 2008] (p. 563)

M. François Rochebloine. Déchets, pollutions et nuisances. Véhicules motorisés. Ecotaxe [29 janvier 2008] (p. 564)

Mme Martine Pinville. Urbanisme. Autorisations d'urbanisme. Réglementation, réforme, conséquences [10 juin 2008] (p. 3148)

M. François Calvet. Voirie. RN 116. Aménagements [10 juin 2008] (p. 3149)

M. Bernard Reynès. Voirie. Autoroutes. Liaison est-ouest, Bouches-du-Rhône [10 juin 2008] (p. 3150)

M. Didier Gonzales. Voirie. RN 6. Déviation, Villeneuve-Saint-Georges [10 juin 2008] (p. 3151)

M. Pierre Lang. Energie et carburants. Charbonnages de France. Dissolution, conséquences [10 juin 2008] (p. 3150)

M. Jean-Marc Roubaud. Sécurité routière. Permis de conduire. Présentation aux épreuves, délais [10 juin 2008] (p. 3152)

M. Christian Kert. Etat. Météorologie. Météo France, restructuration, conséquences [10 juin 2008] (p. 3153)

Mme Marisol Touraine. Télécommunications. Haut débit. Accès, zones rurales [10 juin 2008] (p. 3154)

M. Philippe Meunier. Voirie. Rocades. Rcade est, aménagements, pertinence, Lyon [10 juin 2008] (p. 3153)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2543)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Ses réponses (p. 3990 à 4001)

Réponses aux questions :

Régions : Ile-de-France : transports urbains (p. 3990) (M. Yves Cochet) (p. 3990)
 Régions : Ile-de-France : transports urbains (p. 4001) (M. Patrick Beaudouin) (p. 4001)
 Transports aériens : aéroports : Nantes (p. 3991) (M. François de Rugy) (p. 3991)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : bruit (p. 3993) (M. Claude Bodin) (p. 3992)
 Transports ferroviaires : gares : aménagement du territoire (p. 3992) (M. Jean-Christophe Lagarde) (p. 3991)
 Transports routiers : transport de marchandises : fiscalité écologique (p. 3999) (M. Hervé Mariton) (p. 3999)
 Transports routiers : transport de marchandises : fiscalité écologique (p. 3999) (M. Antoine Herth) (p. 3999)
 Transports routiers : transports scolaires : sécurité (p. 3995) (M. François Brottes) (p. 3995)
 Voirie : autoroutes : Basse-Normandie (p. 3998) (M. Yves Deniaud) (p. 3997)
 Voirie : autoroutes : Drôme (p. 3998) (M. Thierry Mariani) (p. 3998)
 Voirie : autoroutes : Seine-et-Marne (p. 3994) (Mme Chantal Brunel) (p. 3993)
 Voirie : routes nationales : Basse-Normandie (p. 3996) (M. Yves Deniaud) (p. 3995)
 Voirie : routes nationales : Drôme (p. 4000) (M. Thierry Mariani) (p. 4000)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 4001)
 Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4002 à 4006)

Article 44 (aménagement du régime de la taxe d'aéroport)
 Ses interventions (p. 4002 et s.)

Budget annexe "Contrôle et exploitation aériens" inscrit à l'état C
 Son intervention (p. 4006)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
 - Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007
 Ses interventions (p. 95, 101 et s., 109 et s.)

Thèmes :

Aménagement du territoire : littoral (p. 96, 111)
 Aménagement du territoire : télécommunications (p. 95, 110)
 Aménagement du territoire : tourisme et loisirs (p. 95, 110)
 Aménagement du territoire : transports routiers (p. 110)
 Aménagement du territoire : contrats de pays : financement (p. 111)
 Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) (p. 95, 101)
 Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 96, 101, 109 et s.)
 Aménagement du territoire : montagne (p. 96, 109)
 Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 97, 102, 111)
 Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 96, 102)
 Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 110)
 Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 96, 111)
 Collectivités territoriales : Paris : limites territoriales (p. 102)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 111)
 Elevage : subventions aux bâtiments d'élevage (p. 111)
 Environnement : développement durable : Aéroports de Paris (ADP) (p. 102)
 Environnement : Grenelle de l'environnement : aménagement du territoire (p. 96 et s., 102, 110 et s.)
 Environnement : Marais poitevin (p. 109)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : crédit d'impôt (p. 101 et s.)
 Justice : carte judiciaire : réforme (p. 111)
 Lois de finances : nomenclature budgétaire : aménagement du territoire (p. 95, 101 et s., 111)
 Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 95, 111)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 96, 102, 111)
 Politiques communautaires : politique agricole commune : zones rurales (p. 111)
 Régions : contrats de projets (p. 101)

Régions : Ile-de-France : aménagement du territoire (p. 102)
 Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : crédits budgétaires (p. 102)
 Transports ferroviaires : TGV : Auvergne (p. 110)
 Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 109)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 110)
 Transports urbains : transports en site propre (p. 97)
 Union européenne : politique des transports (p. 102)
 Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 109 et s.)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Son intervention (p. 630)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 641)

Sa réponse (p. 652)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : développement durable (p. 631)
 Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 652)
 Etat : souveraineté (p. 631 et s.)
 Langue française : usage (p. 632)
 Politiques communautaires : transports maritimes (p. 630, 640)
 Transports par eau : allègement des charges sociales (p. 631)
 Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 631, 652)
 Transports par eau : ports maritimes : réforme (p. 631, 641, 652)
 Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 631, 640, 652)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 632, 641, 652)
 Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 631)

Discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 653)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 653 à 655)

Article 1er (suppression de la réserve de nationalité du capitaine et de son second à bord des navires français)
 Ses interventions (p. 653 et s.)

Article 2 (suppression de la réserve de la nationalité du capitaine et de son second à bord des navires immatriculés au registre international français)
 Son intervention (p. 655)

Article 4 (encadrement des prérogatives du capitaine en matière pénale et de sécurité des navires)
 Son intervention (p. 655)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3510)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3517)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3524)

Son intervention (p. 3546)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3550)

Thèmes :

Aménagement du territoire : ports maritimes (p. 3511)
 Collectivités territoriales : compétences : ports maritimes (p. 3512, 3550)
 Emploi : création d'emplois : ports maritimes (p. 3510)
 Environnement : développement durable : transports (p. 3510, 3547)
 Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 3511, 3546)
 Régions : contrats de projets : transports par eau (p. 3513)
 Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3517)

Transports : transport combiné (p. 3511, 3524)
Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3547)
Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3512, 3517, 3547)
Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3510, 3524)
Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3513, 3517)
Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3511)
Union européenne : politique de la mer (p. 3546)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3552 à 3608)

Explications de vote et vote [24 juin 2008] (p. 3720)

Son intervention (p. 3720)

Proposition de loi n° 959 relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3654)

Ses interventions (p. 3654, 3659)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : transports urbains (p. 3659)
Collectivités territoriales : compétences : transports scolaires (p. 3654)
Environnement : Grenelle de l'environnement : transports (p. 3654, 3659)
Etat : transferts de personnel (p. 3655)
Transports routiers : transports scolaires : tarifs (p. 3654)
Transports urbains : RER : crédits budgétaires (p. 3659)
Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 3654, 3659)

C

Alain CACHEUX

*Nord (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de
l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article
26 de la Constitution [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) -
Écologie, développement et aménagement durables - [11 juillet 2007]

Membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures
ou assimilés d'origine nationale [J.O. du 7 août 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) -
Écologie, développement et aménagement durables - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de
l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour
2008 (n° 189) : annexe n° 17 : Écologie, développement et
aménagement durables - Énergie et matières premières (n° 276)
[11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 371 visant au contrôle de la vente et de
l'utilisation des mini-quads, mini-motos et engins assimilables
[7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

**Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir
d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12
juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907,
1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)**

*Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des
intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de
l'habitation principale)*

Ses interventions (p. 1847, 1857 et s.)

Son amendement n° 277 (de suppression) (p. 1852)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 296 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet
(pondération des différentes catégories de logements sociaux pour
le calcul du quota de 20 % de la loi SRU) (p. 1862)

Intervient sur l'adt n° 295 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi
SRU" : autorisation des opérations de plus de 20 logements
subordonnée à une proportion minimale de 30 % de logements
sociaux) (p. 1863)

Intervient sur l'adt n° 293 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet ("loi
SRU" - logements sociaux : doublement du prélèvement de
solidarité en cas de constat de carence) (p. 1863)

Intervient sur l'adt n° 283 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet
(diminution des conditions de ressources ouvrant droit au nouveau
"prêt à taux zéro" et augmentation de son montant) (p. 1864)

Intervient sur l'adt n° 282 de M. François Brottes (coût du crédit
d'impôt sur les intérêts d'emprunt comparé au montant des aides
publiques accordées au logement social : rapport au Parlement)
(p. 1869)

Intervient sur l'adt n° 284 de M. François Brottes (moyens mis en
œuvre pour que les dépenses afférentes au logement n'excèdent pas
25 % du revenu des ménages modestes : rapport au Parlement)
(p. 1869)

Intervient sur l'adt n° 285 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet
(logement - aides à la personne : rapport au Parlement sur leurs
conséquences quant à la solvabilité de leurs bénéficiaires) (p. 1869)

*Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit
et modification de l'imposition des stock-options)*
Ses interventions (p. 1891 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT
DURABLES**

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie
générale et du Plan

Son intervention (p. 3951)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : agence nationale pour la gestion
des déchets radioactifs (ANDRA) (p. 3951)

Énergie et carburants : biocarburants (p. 3952)

Énergie et carburants : énergie nucléaire : recherche (p. 3952)

Énergie et carburants : indépendance énergétique (p. 3952 et s.)

Énergie et carburants : pétrole : prix (p. 3952)

Énergie et carburants : uranium : ressources (p. 3952)

Environnement : politique fiscale (p. 3952)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de
l'énergie (ADEME) (p. 3951)

Environnement : développement durable (p. 3953)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3953)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3951)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : matières premières (p. 3952)

Politique sociale : prestations sociales : mineurs (p. 3951 et s.)

**Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à
chacun et abordable à tous**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1038)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses
afférentes à la résidence principale (p. 1039)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements
immobiliers locatifs neufs (p. 1038)

Logement : coût (p. 1039)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 1039)

Logement : logement social : effet de seuil (p. 1039)

Logement : aides et prêts : aides à la pierre (p. 1039)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 1039)

Postes : livret A : logement social (p. 1039)

TVA : taux réduit (p. 1039)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008]
(p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ;
[10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12
juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)**

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3235)

Jérôme CAHUZAC

*Lot-et-Garonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) -
Outre-mer - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du
31 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) -
Outre-mer - [16 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O.
des 17 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de
l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour
2008 (n°189): annexe n°27: Outre-mer (n°276)
[11 octobre 2007]

Proposition de loi n°403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des
ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à
développer les modes de transport alternatifs [13 novembre 2007]

Proposition de résolution n°942 tendant à la création d'une
commission d'enquête sur les conditions de formation et les
mécanismes d'évolution des prix de l'énergie [4 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances,
de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales
[5 juin 2008] (n°946)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS
[10 octobre 2007] (p. 2675)

Justice. Droit d'ester. Actions de groupe [4 juin 2008] (p. 2904)

RAPPELS AU REGLEMENT

Proteste contre l'adoption de l'amendement n°13 de M. Lionel
Tardy permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une
réduction de sa cotisation au titre d'apports à sa propre société,
considère qu'il s'agit d'un "impôt versé à soi-même"
[18 octobre 2007] (p. 2958, 2959)

Demande une seconde délibération sur l'amendement n°13 de
M. Lionel Tardy adopté après l'article 9 accordant aux redevables
de l'ISF le bénéfice de la réduction de leur cotisation au titre de
souscriptions au capital de leur société [19 octobre 2007] (p. 3022)

Rappelle au Gouvernement sa question sur les dépenses
supplémentaires entraînées par les épidémies et les soins
pharmaceutiques [25 octobre 2007] (p. 3231)

Demande au ministre du budget de détailler le coût de
l'amendement n°31 de la commission, prévoyant la conversion du
repos compensateur de remplacement en une majoration salariale
[25 octobre 2007] (p. 3309)

Estime avoir "été menacé" par le ministre du travail et demande
que l'Assemblée se prononce sur sa demande de suspension de
séance [24 septembre 2008] (p. 5072)

*DEBATS***Projet de loi n°4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat****PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11
juillet 2007] (p. 1707)**

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc
Ayrault (p. 1716) : rejetée (p. 1724)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances (p. 1716)

Commerce extérieur (p. 1716)

Donations et successions (p. 1717)

Élections et référendums : élection présidentielle : élections
législatives (p. 1719)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1717)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1716)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1716 et s.)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1717)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1717)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1718)

Politique économique : croissance (p. 1716 et s.)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima
sociaux (p. 1718 et s.)

Président de la République (p. 1717)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1717)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1716, 1718)

**Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12
juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907,
1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)**

*Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des
rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)*

Son amendement n°274 (p. 1843)

Après l'article 5

Son amendement n°276 rectifié (impôt sur le revenu - réductions et
crédits d'impôt : plafonnement à 7 500 €) (p. 1943) : rejeté
(p. 1944)

Projet de loi de finances n°189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ;
[17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)**

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault
(p. 2787) : rejetée (p. 2794)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission
de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2888)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2789)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2889)

Commerce extérieur (p. 2789)

Energie et carburants : pétrole (p. 2785)

Entreprises : investissements (p. 2789)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement
précédent (p. 2787 et s.)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2788 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2788)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2787)

Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 2787, 2790, 2889)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2789)

Parlement (p. 2789 et s.)

Politique économique : consommation (p. 2788)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2788 et s.,
2889)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 2789)

Secteur public : privatisations (p. 2790)

Sécurité sociale : déficit (p. 2788)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2788)
Union européenne : euro (p. 2789)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 7 (crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son amendement n° 251 (p. 2896)

Ses interventions (p. 2891 et s.)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2906)

Après l'article 2

Son amendement n° 246 rectifié précédemment réservé (centres de gestion agréés : possibilité d'adhésion au titre de revenus non professionnels imposés dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (p. 2913) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2914)

Son amendement n° 245 rectifié précédemment réservé (centres de gestion agréés : possibilité d'adhésion jusqu'au 31 janvier 2008) (p. 2913) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2914)

Article 3 précédemment réservé (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 2914 et s.)

Son amendement n° 224 (p. 2915)

Après l'article 3

Son amendement n° 223 précédemment réservé (prime pour l'emploi : majoration de 50 %) (p. 2917) : rejeté (p. 2918)

Son amendement n° 226 précédemment réservé (prime pour l'emploi : montant minimal de 30 €) (p. 2918) : rejeté (p. 2919)

Son amendement n° 225 précédemment réservé (prime pour l'emploi : versement lorsque son montant est inférieur à 30 €) (p. 2918) : rejeté (p. 2919)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Ses interventions (p. 2920, 2926 et s.)

Ses amendements n°s 248 (de suppression), 249 rectifié, 295 et 250 (p. 2922, 2924, 2928)

Après l'article 7

Son amendement n° 212 précédemment réservé (heures supplémentaires : non prise en compte pour le calcul du revenu fiscal de référence) : rejeté (p. 2935)

Son amendement n° 239 précédemment réservé (hébergement de personnes dépendantes : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 2935) : rejeté (p. 2936)

Son amendement n° 217 précédemment réservé (emploi de salariés à domicile : plafonds des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt ramenés respectivement de 12 000 à 7 000 € et de 20 000 € à 10 000 €) : rejeté (p. 2936)

Son amendement n° 278 précédemment réservé (associations de défense des consommateurs autorisées à ester en justice : réduction d'impôt de 66 % au titre des dons) : rejeté (p. 2936)

Intervient sur l'adt n° 241 précédemment réservé de M. Philippe Martin (économies d'énergie dans l'habitation principale - crédit d'impôt : majoration des taux applicables à l'acquisition de chaudières, de matériaux d'isolation thermique et d'appareils de régulation de chauffage) (p. 2938)

Son amendement n° 240 précédemment réservé (économies d'énergie dans l'habitation principale - crédit d'impôt : bénéfice du plafond de 16 000 € pour les personnes seules) : rejeté (p. 2938)

Ses observations : regrette que le président de séance ne soit pas plus libéral dans l'attribution des temps de parole pour la discussion des amendements [18 octobre 2007] (p. 2938)

Intervient sur l'adt n° 242 précédemment réservé de M. Philippe Martin (achat de véhicules à motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride : doublement des crédits d'impôt) (p. 2941)

Son amendement n° 214 précédemment réservé (heures supplémentaires : non-prise en compte pour le calcul de la prime pour l'emploi) (p. 2941) : rejeté (p. 2942)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)

Son amendement n° 254 (de suppression) (p. 2942)

Après l'article 9

Son amendement n° 88 (suppression du "bouclier fiscal") (p. 2945) : rejeté (p. 2947)

Intervient sur l'adt n° 92 de Mme Valérie Fourneyron ("bouclier fiscal" - prise en compte des revenus des contrats d'assurance-vie à "unités de compte") (p. 2948)

Son amendement n° 90 (suppression du "bouclier fiscal") : rejeté (p. 2948)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Gérard Bapt ("bouclier fiscal" - création d'une cotisation minimale au titre de l'ISF en fonction du patrimoine taxable) (p. 2949)

Son amendement n° 94 (déductions et réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 2949) : retiré (p. 2950)

Son amendement n° 93 (impôt sur le revenu - plafonnement à 7 500 € des réductions d'impôt (hors quotient familial) et des crédits d'impôt) (p. 2949) : retiré (p. 2950)

Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jacques Myard (ISF : suppression) (p. 2952)

Son amendement n° 253 (ISF - titres de sociétés : suppression de l'abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts) : rejeté (p. 2954)

Son amendement n° 219 (ISF - souscription au capital de PME : suppression de l'exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts) : rejeté (p. 2954)

Son amendement n° 221 (ISF - titres de sociétés : suppression de l'abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I quater du code général des impôts) : rejeté (p. 2954)

Son amendement n° 220 (ISF - souscription au capital de certaines sociétés : suppression de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) : rejeté (p. 2955)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Lionel Tardy (ISF - souscription au capital d'une société dans laquelle le redevable ou son conjoint bénéficie d'une exonération au titre des biens professionnels : extension de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) (p. 2957)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2958, 2959)

Après l'article 10

Son sous-amendement n° 296 (plafonnement à six fois le plafond annuel de la Sécurité sociale) à l'adt n° 4 de la commission (plafonnement du montant des indemnités de départ et de licenciement déductibles du bénéfice imposable à un million d'euros par bénéficiaire) : rejeté (p. 2962)

Intervient sur l'adt n° 76 rectifié de M. Marc Le Fur (vente d'énergie issue des exploitations agricoles : régime des bénéfices agricoles) (p. 2964)

Intervient sur le sous-adt n° 297 de M. Charles de Courson (plafond de 50 % des recettes agricoles et de 100 000 € pour la production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou éolienne) à l'adt n° 76 rectifié de M. Marc Le Fur (p. 2964)

Intervient sur l'adt n° 291 rectifié de M. Henri Emmanuelli (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières : taux majoré de 40 % lorsque la progression de leurs profits excède 20 % - imputation sur l'impôt d'une provision pour la recherche dans les énergies renouvelables ou pour le développement des moyens modaux alternatifs au transport routier) (p. 2967)

Intervient sur l'adt n° 258 de M. Henri Emmanuelli (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières - taux majoré de 40 % lorsque la progression de leurs profits excède 20 %) (p. 2967)

Son amendement n° 257 (prêt à taux zéro : plafond de ressources réduit de 64 875 € à 40 000 € - montant du prêt porté de 32 500 € à 40 000 €) (p. 2971) : rejeté (p. 2972)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Philippe Martin (carburateurs destinés aux aéronefs - suppression de l'exonération de TIPP) (p. 2973)

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Philippe Martin (carburateurs destinés aux aéronefs - suppression de l'exonération de TIPP pour les vols intérieurs) (p. 2973)

Son amendement n° 262 (autorisation des carburants non explicitement interdits par arrêtés ministériels : nouvelle rédaction du premier alinéa du 1 de l'article 265 ter du code des douanes) (p. 2973) : rejeté (p. 2974)

Son amendement n° 263 (huiles végétales pures utilisées comme carburant par les flottes captives des collectivités territoriales : exonération de TIPP) : retiré (p. 2976)

Ses amendements n°s 216 et 215 (stock-options - plus-values d'acquisition : contribution sociale au taux respectivement de 9,9 % et de 8,3 % - affectation du produit au fonds de réserve des retraites) (p. 2976) : rejetés (p. 2979)

Son amendement n° 274 ("taxe Tobin" - article 235 ter ZD du code général des impôts : fixation du taux à 0,05 %) : rejeté (p. 2979)

Son amendement n° 229 (sodas et boissons rafraîchissantes sucrées, pâtisseries et viennoiseries, crèmes glacées et sorbets : TVA au taux normal) (p. 2982) : rejeté (p. 2983)

Son amendement n° 228 (fruits et légumes : TVA à 2,1 %) (p. 2983) : rejeté (p. 2984)

Son sous-amendement n° 277 (ajout des dépenses exposées par les départements) à l'adt n° 7 de la commission (dépenses exposées par les communes pour le déneigement de la voirie communale : TVA au taux réduit) (p. 2985) : retiré (p. 2986)

Son sous-amendement n° 276 (ajout de la voirie départementale) à l'adt n° 7 de la commission (p. 2985) : retiré (p. 2986)

Son amendement n° 252 (frais d'obsèques et achat de concessions funéraires : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 2986)

Son amendement n° 264 (huiles végétales pures : TVA au taux réduit) : retiré (p. 2986)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son amendement n° 285 (de suppression) (p. 3005)

Son sous-amendement n° 302 à l'adt n° 9 de la commission (p. 3007)

Son intervention (p. 3009)

Ses amendements n°s 123 et 124 (p. 3009)

Après l'article 13

Son amendement n° 131 (compensation aux départements pour les dépenses au titre des RMI et RMA : prise en compte de la création du RMA et de l'augmentation du nombre d'allocataires induite par la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 3010) : rejeté (p. 3011)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)

Ses amendements n°s 132 à 134 (p. 3012 et s.)

Son amendement n° 135 rectifié : adopté (p. 3014)

Après l'article 18

Son amendement n° 284 (prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux : taux réduits respectivement de 5,4 % à 2,7 % et de 4,4 % à 2,2 %) : rejeté (p. 3016)

Son amendement n° 283 (prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux : réduction des taux de 0,4 point) (p. 3016) : rejeté (p. 3017)

Après l'article 21

Son amendement n° 139 (taxe sur la publicité télévisée affectée au soutien de l'expression radiophonique locale : majoration du barème) (p. 3017) : rejeté (p. 3018)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 292 rectifié du Gouvernement (attribution à l'établissement public OSEO et à la société OSEO innovation du reliquat de la dotation de l'Etat à l'AI - Agence de l'innovation industrielle) (p. 3022)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2007] (p. 3022)

Article 32 et état A annexé (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)

Son intervention (p. 3025)

Demande de seconde délibération : sur le vote de l'amendement n° 13 adopté après l'article 9 (p. 2955, 2956) : l'Assemblée, consultée, décide de ne pas procéder à une seconde délibération (p. 3025)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3060)

Ses explications de vote (p. 3063)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3064)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3685)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : conditions de travail : lois de finances (p. 3685)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3686)

Environnement : changements climatiques : outre-mer (p. 3687)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3686)

Logement : logement social : outre-mer (p. 3686)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : outre-mer (p. 3686)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3687)

Outre-mer : fiscalité (p. 3686)

Outre-mer : Antilles : santé publique (p. 3687)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 3687)

Outre-mer : Polynésie française : finances publiques (p. 3687)

Outre-mer : service militaire adapté (SMA) (p. 3686)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3730)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3730 à 3733)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Ses amendements n°s 255 et 256 (p. 4320 et s.)

Avant l'article 39

Son amendement n° 252 (réductions d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 €) : rejeté (p. 4337)

Après l'article 39

Son amendement n° 298 (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France -AFIT : majoration de 100 millions d'euros de la redevance domaniale acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes) : rejeté (p. 4339)

Après l'article 40

Son amendement n° 309 (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,6 %) (p. 4344) : adopté (p. 4345)

Son amendement n° 308 (réévaluation des valeurs locatives : plus 2 %) : devenu sans objet (p. 4345)

Son amendement n° 320 (prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux : taux ramenés respectivement de 5,4 % à 2,7 % et de 4,4 % à 2,2 %) : rejeté (p. 4345)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Ses explications de vote (p. 4369)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4370)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5382)**

Son intervention (p. 5388)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5389)
 Finances publiques : dette publique (p. 5389)
 Finances publiques : universalité budgétaire (p. 5388 et s.)
 Impôts et taxes : plan de rigueur : Union européenne (p. 5389)
 Parlement : prérogatives : Assemblée nationale (p. 5388 et s.)
 Pays étrangers : Etats-Unis : crise des crédits subprimes (p. 5389)
 Politique économique : prévisions (p. 5389)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5389)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 5389)

Explications de vote et vote [18 décembre 2007]

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5389)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)**

Article 1er (approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3196)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3199)

Article 3 (rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2007)

Son intervention (p. 3204)

Article 4 (objectif d'amortissement rectifié de la Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES - et prévisions de recettes rectifiées du Fonds de réserve pour les retraites - FRR)

Son intervention (p. 3208)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Son intervention (p. 3211)

Article 7 (rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son intervention (p. 3218)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Son intervention (p. 3227)

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3231)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses interventions (p. 3262 et s.)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 3292)

Article 14 (suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles)

Son amendement n° 651 deuxième rectification (p. 3303)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 31 de la commission (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 3308)

Son rappel au règlement (cf. supra) (p. 3309)

Article 18 (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3311)

Article 19 (approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3312)

Article 20 (approbation du tableau d'équilibre du régime général)

Son intervention (p. 3314)

Article 21 (approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3316)

Article 24 (habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt)

Son intervention (p. 3320)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son intervention (p. 3321)

Article 26 (extension du champ de la procédure de mise sous accord préalable)

Son intervention (p. 3336)

Article 27 (renforcement de l'encadrement des transports des assurés en taxi)

Son intervention (p. 3337)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 3355)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 8 deuxième rectification de la commission des finances (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Intervient sur l'ad n° 364 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Intervient sur l'ad n° 396 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Son intervention (p. 3362)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Son intervention (p. 3382)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Ses interventions (p. 3387 et s.)

Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 3438)

Article 37 précédemment réservé (dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3442)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Son intervention (p. 4867)

Thèmes :

Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 4869)
 Entreprises : allègement des charges (p. 4868)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4869)
 Politique économique : croissance (p. 4867 et s.)
 Politique économique : pouvoir d'achat : gauche (p. 4868)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 4868)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Ses amendements n°s 163 et 175 (p. 5077 et s.)

Après l'article 18

Son amendement n° 189 (suppression du bouclier fiscal) (p. 5086) : rejeté (p. 5087)

Son amendement n° 184 (travaux visant à économiser l'énergie dans la résidence principale : majoration de 10 points des différents crédits d'impôt) : rejeté (p. 5089)

Son amendement n° 179 (prime pour l'emploi : majoration de 50 %) (p. 5089) : rejeté (p. 5090)

Après l'article 19

Son amendement n° 194 (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091) : rejeté (p. 5095)

Son amendement n° 192 (redevance audiovisuelle : émission de l'avis d'imposition avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5096) : rejeté (p. 5097)

Après l'article 20

Son amendement n° 174 (ISF : intégration des œuvres d'art) : rejeté (p. 5101)

Après l'article 21

Son amendement n° 183 (taxe sur les véhicules de sociétés : suppression de la limitation à deux ans de l'exonération des véhicules « propres ») : rejeté (p. 5109)

Son amendement n° 178 (allègements de charges consentis aux entreprises : condition de négociations salariales de branche) : rejeté (p. 5109)

Son amendement n° 176 (travail à temps partiel : majoration de 10 % des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés des entreprises d'au moins vingt salariés dont les employés à temps partiel représentent plus de 25 % de l'effectif) : rejeté (p. 5109)

Après l'article 22

Son amendement n° 158 (huiles végétales pures utilisées à l'exclusion de tout mélange à tout autre produit : TVA au taux réduit) (p. 5111) : retiré (p. 5112)

Article 23 (transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité)

Son amendement n° 164 (p. 5121)

Après l'article 25

Son amendement n° 208 (TIPP flottante) : rejeté (p. 5129)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5405) : rejetée (p. 5414)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : conditions de travail (p. 5406)
 Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 5406)
 Energie et carburants : prix (p. 5406)
 Entreprises : primes (p. 5408)
 Entreprises : épargne salariale (p. 5408)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 5408)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5405)
 Etablissements de santé : établissements publics : réduction du temps de travail (RTT) (p. 5407)
 Impôts et taxes : évasion fiscale (p. 5405)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5409)
 Politique économique : croissance (p. 5405)
 Politique économique : prix (p. 5405)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5409)
 Travail : heures supplémentaires (p. 5405 et s.)
 Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5406 et s.)
 TVA : taux (p. 5409)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 66 (augmentation de la prime pour l'emploi) : rejeté (p. 5475)

Son amendement n° 63 (baisse du taux réduit de TVA) : rejeté (p. 5476)

Son amendement n° 65 (baisse du taux de TVA pour les fruits et légumes) : rejeté (p. 5476)

Son amendement n° 28 (mise en place du chèque transport obligatoire) : rejeté (p. 5484)

Après l'article 1er

Son amendement n° 80 (délibération de l'assemblée des actionnaires sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération au sein de l'entreprise) : rejeté (p. 5539)

Son amendement n° 69 (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant au transport aérien) (p. 5540) : rejeté (p. 5541)

Son amendement n° 67 (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières) : rejeté (p. 5541)

Son amendement n° 68 (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières modulé selon leurs investissements en matière de recherche énergétique) : rejeté (p. 5541)

Son amendement n° 42 (contribution sociale au taux de 8 % pour les stock-options) : rejeté (p. 5541)

Après l'article 2

Son amendement n° 70 (abrogation du bouclier fiscal) : rejeté (p. 5546)

Son amendement n° 71 (suppression du droit à restitution de la fraction des impositions qui excède le seuil de 50 % des revenus du contribuable) (p. 5546) : rejeté (p. 5547)

Après l'article 3

Son amendement n° 34 (crédit à la consommation : responsabilités en matière de solvabilité) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 36 (crédit à la consommation : encadrement du taux en matière de prêts à taux variable) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 75 (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5556) : rejeté (p. 5559)

Son amendement n° 74 (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5556) : rejeté (p. 5559)

Son amendement n° 72 (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) : rejeté (p. 5559)

Son amendement n° 73 (exonération de redevance audiovisuelle pour les étudiants boursiers) : rejeté (p. 5559)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)
Son intervention (p. 1002)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales (p. 1002)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1003)
Finances publiques : dépenses (p. 1003)
Finances publiques : dette publique (p. 1003)
Politique économique : croissance (p. 1002)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1003)
Président de la République (p. 1003)
Retraites : généralités (p. 1003)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 1003)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1003)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad. n° 272 de M. Arnaud Montebourg (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2600)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 44

Son amendement n° 875 rectifié (p. 3315) : rejeté (p. 3316)

Article 25 précédemment réservé (réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat -TACA)

Son amendement n° 866 rectifié (p. 3444)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention (p. 3946)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 3946)
Finances publiques : débudgétisations (p. 3947)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3947)
Finances publiques : dette publique (p. 3947)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3948)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 3948)
Justice : Cour des comptes (p. 3947)
Lois de règlement (p. 3946, 3948)
Politique économique : croissance (p. 3947)
Président de la République (p. 3947)
Secteur public : privatisations (p. 3947)
Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3948)
Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 3947)
Travail : durée du travail : travail à temps partiel (p. 3947 et s.)
Travail : heures supplémentaires (p. 3948)

Explications de vote et vote [30 juin 2008]

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3948)

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4014)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4943) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4949)

Thèmes :

Assemblée nationale : opposition (p. 4943)
Assemblée nationale : motion de censure (p. 4943, 4947)
Assurance maladie maternité : généralités (p. 4946)
Constitution : révision : Parlement (p. 4943, 4946)
Entreprises : fonds propres (p. 4945)
Entreprises : intéressement et participation (p. 4944)
Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4944)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 4944)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du travail et de l'emploi : ministre (p. 4945 et s.)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4943 et s.)
Président de la République : traitement (p. 4944)
Travail (p. 4944 et s.)
Travail : négociations : salaires (p. 4945)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4945)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5029 et s., 5047)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1256 à 1277 de M. Christian Eckert (attributions du comité des rémunérations) (p. 5050)

Intervient sur les adts identiques n°s 1300 à 1321 de M. Christian Eckert (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5059)

Intervient sur les adts identiques n°s 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5064)

Intervient sur les adts identiques n°s 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5071)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5072)

Intervient sur les adts identiques n°s 117 à 137 de M. Christian Eckert (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5074)

Intervient sur les adts identiques n°s 954 à 1001 de M. Christian Eckert (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5077 et s.)

Intervient sur les adts identiques n°s 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5082)

Intervient sur les adts identiques n°s 858 à 905 de M. Christian Eckert (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5083)

Intervient sur les adts identiques n°s 906 à 953 de M. Christian Eckert (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5086)

Intervient sur les adts identiques n°s 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5098)

Intervient sur les adts identiques n°s 516 à 536 de M. Christian Eckert (extension de la participation aux entreprises de plus de vingt salariés) (p. 5102)

Intervient sur l'ad. n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5106)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5118)

Après l'article 3

Intervient sur les adts identiques n^{os} 180 à 200 de M. Christian Eckert (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant aux transports aériens) (p. 5131)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 201 à 221 de M. Christian Eckert (suppression du dispositif "de Robien" d'aide à l'investissement locatif) (p. 5131)

Dominique CAILLAUD

*Vendée (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES****Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)***Procédure des questions :*

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 3994)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
Son intervention (p. 2846)

Thèmes :

Agroalimentaire : commercialisation : grande distribution (p. 2846)
Télécommunications : Internet : accès (p. 2846 et s.)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses amendements n^{os} 299, 290, 297 rectifié, 289 et 295 (p. 3087 et s.)

Article 30 (attribution des autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes)

Son amendement n° 292 (p. 3115) : adopté (p. 3116)

Son amendement n° 291 (p. 3116)

Patrice CALMÉJANE

*Seine-Saint-Denis (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la commission nationale de la vidéosurveillance [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Police. Organisation. Police de quartier [15 janvier 2008] (p. 183)

Automobiles et cycles. Mini-motos et quads. Commercialisation, restrictions [16 avril 2008] (p. 1635)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 322, posée le 3 juin 2008. Voirie. A 103 (J.O. Questions p. 4544). Appelée le 3 juin 2008. Réalisation (p. 2802)

*DÉBATS***Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2513)

Thèmes :

Transports ferroviaires : grèves (p. 2513)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2513)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : information (p. 2513)

Transports urbains : RATP (p. 2513)

Travail : grèves : déclaration (p. 2513)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**SÉCURITÉ****Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :**

- *Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007*

Son intervention (p. 18)

Thème :

Départements : Seine-Saint-Denis : ministre (p. 18)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 96 de M. Jean Gaubert (interdiction de vente de biens et services à usage prohibé) (p. 4774)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Son intervention (p. 743)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 743)

Jeux et paris : loteries : mini-motos et quads (p. 743)

Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 743)

Ventes et échanges : ventes par correspondance : Internet (p. 743)

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 752)

Ses explications de vote (p. 752)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 752)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2081)

Son intervention (p. 2087)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : déclaration (p. 2088)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 2087)

Consommation : information des consommateurs : mini-motos et quads (p. 2087)

Départements : Seine-Saint-Denis : expérimentation (p. 2087)

Projet de loi n° 814 relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées, suppléant de M. Georges Mothron

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2060)

Son intervention (p. 2061)

François CALVET

*Pyrénées-Orientales (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil national des transports [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. des 2 et 11 août 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif aux archives (n° 566) [30 janvier 2008]

Rapporteur du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives (n° 567) [30 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 106 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dispositifs d'insertion et les conditions d'attribution des minima sociaux [26 juillet 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- le projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives (n° 567)

- le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux archives (n° 566) [9 avril 2008] (n° 810)

Proposition de loi n° 822 relative à l'obligation pour tous les électeurs de présenter un titre d'identité quelle que soit la taille de la commune [24 avril 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- le projet de loi organique, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif aux archives du Conseil constitutionnel (n° 896)

- le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif aux archives (n° 897) [25 juin 2008] (n° 995)

Proposition de loi n° 1023 relative à l'interdiction faite aux titulaires du permis B, pendant leur période probatoire de trois ans, de conduire des véhicules de plus de six chevaux fiscaux [3 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 339, posée le 10 juin 2008. Voirie. RN 116 (J.O. Questions p. 4774). Appelée le 10 juin 2008. Aménagements (p. 3149)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Son intervention (p. 1783)

Thèmes :

Administration : Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) : archives (p. 1784)

Archives et bibliothèques : archives : patrimoine culturel (p. 1783)

Archives et bibliothèques : archives : protection (p. 1784)

Archives et bibliothèques : archives : sanctions pénales (p. 1784)

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 1783)

Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1783)

Archives et bibliothèques : communication des archives : services secrets (p. 1784)

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 1783)

Coopération intercommunale : archives (p. 1784)

Etat civil : actes : délais (p. 1784)

Impôts et taxes : exonérations : restauration (p. 1784)

Discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1799)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 1799)

Article unique (archives du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 1799)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad n° 3 de la commission (entrée en vigueur de la loi organique) (p. 1799)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1800 à 1813)

Article 1 quater (rôle et composition du Conseil supérieur des archives)

Son intervention (p. 1800)

Article 3 (collecte, conservation et protection des archives publiques)

Son intervention (p. 1801)

Article 4 ter (possibilité de conserver les archives communales dans un service d'archives intercommunal)

Son intervention (p. 1801)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'ad n° 5 de la commission (de coordination) (p. 1801)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)

Ses interventions (p. 1803 et s.)

Article 19 (secret en matière de statistiques)

Son intervention (p. 1811)

Article 23 (harmonisation des définitions des documents administratifs et des archives publiques)

Son intervention (p. 1811)

Article 26 (harmonisation des régimes de compétence de la commission d'accès aux documents administratifs en matière de documents administratifs et d'archives publiques)

Son intervention (p. 1813)

Article 28 (dispositions pénales en matière de vol, destruction et dégradation de biens culturels)

Son intervention (p. 1813)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4067)

Son intervention (p. 4068)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : support électronique (p. 4069)

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 4068)

Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 4068)

Archives et bibliothèques : communication des archives : recensements (p. 4068)

Archives et bibliothèques : communication des archives : services secrets (p. 4068)

Conseil constitutionnel : archives (p. 4069)

Coopération intercommunale : archives (p. 4069)

Discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4078)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4078)

Jean-Christophe CAMBADÉLIS

Paris (20^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 janvier 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 janvier 2008]

Jean-Jacques CANDELIER

Nord (16^{ème} circonscription)

Gauche démocrate et républicaine

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 11 juillet 2007]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 11 juillet 2007]

Membre de la commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel [J.O. du 12 octobre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 472 tendant à instaurer un droit au travail opposable [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 595 tendant à réhabiliter l'otectomie [15 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 731 tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer et d'analyser les conditions de vie matérielles de la jeunesse [3 mars 2008]

Proposition de loi n° 805 tendant à créer une allocation d'autonomie de la jeunesse pour les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans [9 avril 2008]

Proposition de résolution n° 1098 tendant à la création d'une commission d'enquête afin de faire toute la lumière sur les circonstances de l'embuscade survenue le 18 août 2008 en Afghanistan [25 août 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [27 novembre 2007] (p. 4696)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [10 juin 2008] (p. 3178)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 200, posée le 29 avril 2008. Industrie. Editions et imprimerie (J.O. Questions p. 3547). Appelée le 29 avril 2008. Imprimerie nationale, emploi et activité (p. 1740)

DÉBATS

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)

Son intervention (p. 2437)

Thèmes :

Défense : secret défense (p. 2437)

Finances publiques : fonds spéciaux : contrôle (p. 2438)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2437)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : compétences (p. 2438)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : pluralisme (p. 2438)

Parlement : délégations parlementaires : renseignement (p. 2437)

Police : Direction de la surveillance du territoire (DST) (p. 2437)

Police : renseignements généraux (p. 2437)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4133)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armements et équipements : externalisation (p. 4133)

Défense : Direction des chantiers navals (DCN) (p. 4133)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4133)

Défense : NEXTER (p. 4133)

Défense : Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) (p. 4133)

Entreprises : EADS (p. 4133)

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT : PROVISIONS ; REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Son intervention (p. 4094)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : rôle (p. 4095)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4094)

Finances publiques : dette publique (p. 4094 et s.)

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Thème avant la procédure des questions :

Justice : pôles de l'instruction (p. 4184)

Procédure des questions :

Justice : pôles de l'instruction : création (p. 4184)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3799)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3799)

Emploi : chômage (p. 3799)

Emploi : UNEDIC (p. 3799)

Entreprises : allègement des charges (p. 3799)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 3799)

Travail : salaires (p. 3799)

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)

Son intervention (p. 595)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 595)

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière : agglomérations nouvelles (p. 596)

Départements : Nord (p. 596)

Union européenne : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 596)

Explications de vote et vote [29 janvier 2008]

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 596)

Projet de loi n° 614 relatif aux opérations spatiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1464)

Son intervention (p. 1472)

Thèmes :

Espace : loi de programme (p. 1472)

Espace : Agence spatiale européenne (p. 1473)

Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 1473)

Espace : droit de l'espace : opérateurs (p. 1472)

Espace : politique spatiale : déchets (p. 1472)

Espace : politique spatiale : politique de la défense (p. 1473)

Projet de loi n° 12 ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil et portant diverses dispositions relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1484)

Son intervention (p. 1489)

Explications de vote et vote [9 avril 2008]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1490)

Projet de loi n° 814 relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2060)

Son intervention (p. 2062)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4572) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4581)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4628)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4572)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4576)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4628)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : personnel d'encadrement (p. 4576, 4628)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : seuil de déclenchement du service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4576)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4576)

Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) (p. 4576)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 4574)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4573)

Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4573)

Enseignement : personnel : enseignants : représentants du personnel (p. 4575)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4575)

Enseignement privé : établissements sous contrat : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4574)

Etat : concertation avec le personnel (p. 4575)

Etat : valeurs républicaines : enseignement (p. 4577)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 4573)

Secteur public : grève : préavis (p. 4575)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 1er (création d'un chapitre relatif à l'accueil des élèves des écoles maternelles et élémentaires)

Ses amendements n° 25 et 26 (p. 4634)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son amendement n° 27 (de suppression) (p. 4653)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Son amendement n° 28 (de suppression) (p. 4661)

Article 7 (utilisation des locaux scolaires pour assurer le service d'accueil)

Son amendement n° 31 (de suppression) (p. 4672)

Bernard CARAYON

Tarn (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement (n° 13) [4 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 mai 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 mai 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, portant création d'une délégation parlementaire au renseignement (n° 13) [18 juillet 2007] (n° 83)

Proposition de loi n° 422 visant à instituer une journée nationale d'hommage aux victimes du communisme [21 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 87, posée le 8 janvier 2008. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 117). Appelée le 8 janvier 2008. Liaison Castres Toulouse (p. 9)

DÉBATS

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)

Son intervention (p. 2432)

Thèmes :

Défense : secret défense (p. 2433)

Défense : services secrets : sécurité (p. 2434)

Ordre public : lutte contre le terrorisme (p. 2432)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2432)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement (p. 2432)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : compétences (p. 2433)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : pluralisme (p. 2433)

Parlement : fonctionnaires parlementaires (p. 2433)

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2443 à 2451)

Article unique (création de la délégation parlementaire au renseignement : composition, compétences, pouvoirs, travaux de la délégation)

Ses interventions (p. 2445 à 2451)

Thierry CARCENAC

Tarn (2^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - [16 juillet 2008]

Membre de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes (n° 742) [8 avril 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 21 : Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public - Facilitation et sécurisation des échanges (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes (n° 742) [8 avril 2008] (n° 784)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) [16 juillet 2008] (n° 1058)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4310)

Crédits de la mission "Gestion des finances publiques et des ressources humaines" inscrits à l'état B

Son amendement n° 188 (réduction des crédits de la section "Soutien autre que Copernic") (p. 4310)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :

- *Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007*

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 73, 83, 84, 93)

Thèmes :

Commerce et artisanat : buralistes (p. 74, 84)

Commerce extérieur : douanes (p. 74)

Etat : Monnaies et médailles (p. 74, 83)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 73)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 74)

Jeux et paris : monopole (p. 71)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : administration électronique (p. 74)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 73 et s., 93)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : systèmes d'information (p. 73 et s.)

Parlement : contrôle : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique (p. 74, 93)

Ventes et échanges : téléachat : fraude (p. 74)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3523)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 3523)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3523)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 3523)
Impôts locaux : réforme fiscale (p. 3523)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :
- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007
Son intervention (p. 12)

Thèmes :
Gendarmerie : casernes : crédits budgétaires (p. 12)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)
Son intervention (p. 5045)

Thèmes :
Impôts et taxes : contrôle fiscal : flagrant délit (p. 5045 et s.)
Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 5045)
TVA : fraude (p. 5046)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)
Son intervention (p. 1503)

Thèmes :
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 1503)
Finances publiques : comptabilité publique : amendes (p. 1503)
Justice : Cour des comptes : ministère public (p. 1503)
Justice : délais : Cour des comptes (p. 1503)
Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 1503)

Discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1508)

Après l'article 16

Intervient sur l'adit n° 28 rectifié de la commission des finances (déclaration de gestion de fait - avis de l'assemblée délibérante de la collectivité concernée) (p. 1513)

Pierre CARDO

*Yvelines (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 mai 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 22 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 26 juin 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [20 novembre 2007] (p. 4356)

Politique sociale. Insertion [27 mai 2008] (p. 2511)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette également le retard pris [25 septembre 2008] (p. 5158)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :
- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007
Son intervention (p. 16)

Thèmes :
Droit pénal : trafic de stupéfiants : banlieues (p. 16)
Enfants : crèches et garderies : fonctionnement (p. 17)
Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) : blanchiment des capitaux (p. 17)
Ordre public : vidéosurveillance (p. 17)
Police : policiers : effectifs (p. 16)
Sécurité routière : permis à points (p. 17)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)
Son intervention (p. 3799)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats aidés (p. 3800)
Emploi : création d'emplois (p. 3800)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 3799 et s.)
Union européenne : Fonds social européen (FSE) (p. 3800)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)
Son intervention (p. 320)

Thèmes :
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 321)
Emploi : contrats aidés (p. 320 et s.)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 321)
Entreprises : recrutement (p. 322)
Formation professionnelle : formation continue (p. 321)
Politique sociale : insertion (p. 320 et s.)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 320)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)
Son intervention (p. 5186)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5211)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5158)

Thèmes :

Emploi : maisons de l'emploi (p. 5188)
Jeunes : insertion professionnelle (p. 5187)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5188, 5211)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5187)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : revenus (p. 5186, 5211)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : insertion (p. 5186)
Travail : travail à temps partiel (p. 5187)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)
Son intervention (p. 5223)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 373 (p. 5306) : adopté (p. 5354)

Son intervention (p. 5356 et s., 5389)

Son amendement n° 374 et 375 : adoptés (p. 5359)

Son amendement n° 376 : adopté (p. 5392)

Christophe CARESCHE

Paris (18^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du
28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union
européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil d'orientation de l'observatoire national de la
délinquance [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission nationale de déontologie de la sécurité
[J.O. du 18 septembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit
communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations
[J.O. du 18 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des
missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence
intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois
constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale
de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-784
du 5 juillet 2006 relative à la prévention des violences lors des
manifestations sportives [7 novembre 2007] (n° 396)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois
constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale
de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-685
du 13 juin 2006 relative au droit de préemption et à la protection
des locataires en cas de vente d'un immeuble [7 décembre 2007]
(n° 490)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à
l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la
Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n°s E 3666,
E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692,
E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716
et E 3719 à E 3722) et sur les textes n°s E 3379, E 3383, E 3426,
E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629,
E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007]
(n° 512)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à
l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la
Constitution du 5 février 2008 au 24 avril 2008 (n°s E 3770
annexe 2, E 3775, E 3778, E 3784, E 3785, E 3789 à E 3792,
E 3796, E 3797, E 3799, E 3803, E 3805, E 3808 à E 3811, E 3813,
E 3814, E 3818, E 3820, E 3822, E 3824 à E 3835, E 3840 à
E 3842 et E 3845) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3551,

E 3557, E 3581, E 3591, E 3640, E 3660, E 3662, E 3670, E 3696,
E 3699, E 3729, E 3735, E 3736, E 3744, E 3748, E 3750, E 3754,
E 3759, E 3766 et E 3768 [29 avril 2008] (n° 844)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à
l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la
Constitution du 25 avril au 5 juin 2008 (n°s E 3847, E 3848,
E 3850, E 3852, E 3853, E 3855 à E 3860, E 3862 à E 3868,
E 3870 à E 3873, E 3875 à E 3877 et E 3881 à E 3883) et sur les
textes n°s E 3541 à E 3543, E 3664, E 3694, E 3704, E 3757,
E 3770 annexe 3, E 3770 annexe 4, E 3776, E 3779, E 3786,
E 3794, E 3798, E 3812, E 3815, E 3819, E 3821, E 3837 à E 3839
et E 3844 [11 juin 2008] (n° 958)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail, Droit du travail, Discrimination à l'embauche, lutte et
prévention [11 juin 2008] (p. 3268)

DÉBATS

**Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des
majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2111)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission
de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2146)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 2111)

Droit pénal : aggravation des peines (p. 2112)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2111)

Droit pénal : peines planchers (p. 2111, 2146)

Justice : exécution des décisions (p. 2112)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2112, 2146)

**Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007]
(p. 2167)**

*Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement
applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)*

Ses interventions (p. 2150 et s.)

*Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement
applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)*

Ses interventions (p. 2156 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad. n° 93 de M. Manuel Valls (rapport annuel sur
l'impact des dispositions de la loi) (p. 2162)

*Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de
prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des
réquisitions tendant à retenir la récidive)*

Son intervention (p. 2167)

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à
l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19
septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue
française et des valeurs de la République dans le cadre du
regroupement familial)*

Son intervention (p. 2207)

*Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue
française et des valeurs de la République par les conjoints de
Français)*

Son intervention (p. 2222)

**Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de
privation de liberté**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2341)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : compétences (p. 2341)
 Etat : Médiateur de la République (p. 2341)
 Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2341)
 Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2341)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Ses interventions (p. 2355 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Ses interventions (p. 12, 17)

Thèmes :

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 17)
 Gendarmerie : gendarmes : militaires et assimilés (p. 12)
 Ordre public : personnels : regroupement (p. 12)
 Ordre public : vidéosurveillance (p. 17)
 Police : renseignements généraux (p. 17)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 835)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 926)

Son intervention (p. 930)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 926, 930)
 Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 930)
 Politiques communautaires : droit communautaire (p. 926, 930)
 Travail : droit du travail : discrimination (p. 926, 930)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)

Son intervention (p. 946)

Article 3 (protection contre les rétorsions)

Son intervention (p. 947)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 50 de Mme Martine Pinville (conditions d'accès au droit d'ester en justice pour les associations de lutte contre les discriminations) (p. 949)

Article 6 (régime des discriminations dans le code du travail)

Ses interventions (p. 950 et s.)

Article 7 (mesures de coordination dans le nouveau code du travail)

Son intervention (p. 952)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 51 de Mme Martine Pinville (négociations annuelles dans le cadre de l'entreprise sur des objectifs de lutte contre les discriminations) (p. 955)

Intervient sur l'ad n° 52 de Mme Martine Pinville (en l'absence d'accord collectif de branche ou d'entreprise, obligation au chef d'entreprise d'informer annuellement le comité d'entreprise de la situation sur les questions de diversité) (p. 956)

Après l'article 11

Reprend l'ad n° 67 rectifié de la commission (bilan annuel sur la diversité dressé dans les services publics et les entreprises privées de plus de cinquante salariés) : rejeté (p. 957)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)

Ses interventions (p. 1805 et s.)

Article 24 (clarification de la notion d'actes des assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 1811)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 32 du Gouvernement (habilitation donnée au Gouvernement pour harmoniser par ordonnance les régimes d'accès aux données publiques) (p. 1813)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2293)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 2293)

Justice : réforme : Congrès du Parlement (p. 2293)

Parlement : Sénat : réforme (p. 2293)

Président de la République : quinquennat (p. 2293)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2425)

Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)

Son intervention (p. 2445)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2451)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2455)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 261 de M. Bertrand Pancher (examen public pour les commissions spéciales prévues à l'article 43) (p. 2536)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2551)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son intervention (p. 2670)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2702)

Après l'article 28

Son amendement n° 522 (Conseil économique, social et environnemental) : adopté (p. 2708)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2712)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2719)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son amendement n° 510 : adopté (p. 2729)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son amendement n° 299 rectifié : adopté (p. 4511)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3981)

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3992)

Olivier CARRÉ

*Loiret (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'information commune sur la mesure des grands indices économiques et sociaux (désigné par la commission des affaires économiques) [J.O. du 27 novembre 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Ville et logement- [18 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1045)

Thèmes :

Logement : construction (p. 1045)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1046)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2870)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2870)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 2870)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2870)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ;

[10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son amendement n° 1262 : adopté (p. 2926)

Son amendement n° 1263 (p. 2926) : adopté (p. 2927)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1265 : retiré (p. 2929)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son intervention (p. 2959)

Son amendement n° 1264 (p. 2956) : adopté (p. 2959)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son intervention (p. 3017)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son amendement n° 1266 (p. 3042)

Après l'article 14

Son amendement n° 1261 : retiré (p. 3047)

Article 16 (exonération de droits de mutation en cas de reprise de l'entreprise par ses salariés ou par des membres de la famille)

Son amendement n° 1267 (p. 3056)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Ses amendements n°s 1268 et 1270 : adoptés (p. 3461, 3467)

Ses amendements n°s 1271 et 1272 (p. 3468)

Article 28 précédemment réservé (réforme de la procédure d'autorisation des aménagements cinématographiques)

Ses amendements n°s 1276 rectifié et 1277 : adoptés (p. 3471)

Gilles CARREZ

*Val-de-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2008 (E 3567) (n° 69 rectifié) [28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2006 (n° 3) [28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (n° 1266) [28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (n° 1359) [28 juin 2007]

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (n° 421) [3 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 108) [31 juillet 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 1^{er} août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 14 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (n° 511) [19 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre titulaire et rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. des 20 et 21 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 (n° 917) [28 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [5 juillet 2007] (n° 62)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant règlement définitif du budget, après déclaration d'urgence, de 2006 (n° 3) [11 juillet 2007] (n° 66)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation budgétaire pour 2008 [11 juillet 2007] (n° 67)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Marc Laffineur, rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2008 (E 3567) (n° 69) [16 juillet 2007] (n° 74)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [31 juillet 2007] (n° 109)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 2007 (n° 421) [29 novembre 2007] (n° 445)

Proposition de loi n° 480 sur l'organisation du temps de travail dans l'entreprise et en faveur du pouvoir d'achat [5 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [13 décembre 2007] (n° 507)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [19 décembre 2007] (n° 515)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les premiers éléments disponibles concernant l'exécution du budget en 2007 [16 avril 2008] (n° 816)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales [5 juin 2008] (n° 946)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion, après déclaration d'urgence, pour l'année 2007 (n° 917) [26 juin 2008] (n° 1004)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'application des mesures fiscales contenues dans les lois de finances et dans la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [3 juillet 2008] (n° 1012)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation des finances publiques [9 juillet 2008] (n° 1033)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Politique budgétaire. Loi de finances 2008, recettes excédentaires, affectation [17 octobre 2007] (p. 2835)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [4 décembre 2007] (p. 4910)

Finances publiques. Politique budgétaire. [29 janvier 2008] (p. 586)

COUR DES COMPTES

Observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2007 [6 février 2008] (p. 772)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : communique des exemples chiffrés sur les conséquences de la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence et de la prime pour l'emploi [11 juillet 2007] (p. 1775)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : rappelle qu'il a demandé que les collectivités locales ne participent pas au financement des restitutions dues au titre du bouclier fiscal [13 juillet 2007] (p. 1933)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac : souligne les contraintes liées au dispositif permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une réduction de sa cotisation au titre d'apports à sa propre société [18 octobre 2007] (p. 2958)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac : explique sa position sur l'amendement n°13 de M. Lionel Tardy adopté après l'article 9 accordant aux redevables de l'ISF le bénéfice de la réduction de leur cotisation au titre de souscriptions au capital de leur société et se déclare défavorable à une seconde délibération [19 octobre 2007] (p. 3023)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1641)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 1643)

Donations et successions (p. 1742)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1643)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1643)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1643)

Finances publiques : recettes fiscales : croissance (p. 1643)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1643)

Impôt sur le revenu : impôt minimal : "niches fiscales" (p. 1643)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1643)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1642)

Logement : logement social (p. 1642)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1642)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1642)

Président de la République (p. 1641, 1643)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1643)

Travail (p. 1641)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1641)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1641)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1745 et s.)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1753, 1761, 1765, 1774 et s.)

Son amendement n° 186 : adopté (p. 1777)

Son sous-amendement n° 472 à l'adt n° 246 de Mme Marisol Touraine (p. 1791)

Son sous-amendement n° 481 à l'adt n° 246 de Mme Marisol Touraine (p. 1791) : adopté (p. 1792)

Son amendement n° 184 rectifié : adopté (p. 1795)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 1774)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Ses interventions (p. 1858 et s.)

Ses amendements n°s 341 rectifié et 342 rectifié : adoptés (p. 1861)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 188 rectifié : adopté (p. 1888)

Ses interventions (p. 1892 et s.)

Ses amendements n°s 189 rectifié et 190 rectifié : adoptés (p. 1895)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1927, 1932)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 1933)

Après l'article 5

Son amendement n° 366 (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1946) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après rectification (suppression du gage) (p. 1946)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses amendements n°s 191 à 193 rectifiés : adoptés

Ses interventions (p. 1958 et s.)

Ses amendements n°s 194 à 197 rectifiés : adoptés (p. 1958 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 71, deuxième rectification de la commission (dirigeants de sociétés - indemnités de départ ou de licenciement supérieures à un million d'euros : non déductibilité du résultat) (p. 1962)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1968, 2051)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 94 : adopté (p. 2066)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Ses interventions (p. 2071 et s.)

Son amendement n° 96 : adopté (p. 2074)

Article 11 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 97 (p. 2074) : adopté après modification (p. 2075)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 91 de la commission (rapport d'évaluation préalable à la généralisation du revenu de solidarité active) (p. 2076)

Intervient sur l'adt n° 93 de la commission (revenu de solidarité active : rapport sur les mesures d'accompagnement financier au bénéfice des départements) (p. 2077)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Son intervention (p. 2612)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : dotations de l'Etat (p. 2619)

Donations et successions (p. 2613)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 2613)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2613)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2613)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 2612 et s.)

Travail (p. 2612)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2612)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2625)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 2625 et s.)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention (p. 1981)

Thèmes :

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1982)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1982 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1982 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 1982 et s.)

Finances publiques : exécution du budget (p. 1982)

Finances publiques : indicateurs de performance (p. 1981 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 1983)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1982)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1981 et s.)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1982)

Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 1982)

Discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 2007)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2007, 2008)

Article 1er (résultats du budget de l'année 2006)

Ses amendements n°s 2 et 3 : adoptés (p. 2007)

Article 2 (tableau de financement de l'année 2006)

Ses amendements n°s 5 et 4 : adoptés (p. 2007)

Article 3 (résultat de l'exercice 2006 - affectation au bilan et approbation du bilan et de l'annexe)

Ses amendements n°s 13, 6 à 9 : adoptés (p. 2007 et s.)

Article 4 (budget général - dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement)

Son amendement n° 10 : adopté (p. 2008)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié de la commission (rapport sur les opérateurs de l'Etat : prise en compte de la dernière année dont l'exécution est définitivement connue, de l'année en cours et de l'année suivante) (p. 2008)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration**[16 juillet 2007] (p. 2008)**

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 2013)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2014 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2015)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2013 et s.)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2014)
 Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2014)
 Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2014 et s.)
 Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2014)
 Finances publiques : gestion pluriannuelle (p. 2015)
 Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2013)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2013)
 Politique économique : croissance (p. 2013 et s.)
 Président de la République (p. 2013 et s.)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2014)
 Sécurité sociale : déficit (p. 2014 et s.)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 2015)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Ses interventions (p. 2773, 2798)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2775, 2798)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2775)
 Emploi : UNEDIC : excédent (p. 2799)
 Enseignement supérieur (p. 2776)
 Entreprises : allègement des charges : fiscalité (p. 2798 et s.)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : transmission (p. 2777)
 Etat : transferts de recettes : collectivités territoriales (p. 2798)
 Etat : transferts de recettes : sécurité sociale (p. 2798)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2774 et s.)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2776)
 Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2776)
 Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2775)
 Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 2776)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2798 et s.)
 Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2774)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2775)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 2776)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2776)
 Impôts et taxes : solidarité entre conjoints (p. 2777)
 Justice : crédits (p. 2776)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2774)
 Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2777)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 2775 et s.)
 Parlement (p. 2776)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2773)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2774)
 Recherche : innovation (p. 2776 et s.)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2775)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) : assiette (p. 2798)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2774 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2892 à 3026)

Article 8 (aménagement des régimes fiscaux des cessions de brevets et éléments assimilés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et de la plus-value d'apport d'un brevet à une société)
 Ses amendements n° 105 et 104 : adoptés (p. 2897)

Article 3 précédemment réservé (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son amendement n° 58 : adopté (p. 2915)

Article 5 précédemment réservé (obligations des époux et des partenaires liés par un pacte civil de solidarité)

Ses amendements n° 37 et 38 : adoptés (p. 2919)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Ses interventions (p. 2923 et s.)

Ses amendements n° 70 à 72, 59 (p. 2925 et s.) : adoptés (p. 2927 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 2 précédemment réservé de la commission (associations de défense des consommateurs : réduction d'impôt de 66 % au titre des dons et cotisations) (p. 2936)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)

Son amendement n° 103 : adopté (p. 2944)

Après l'article 9

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 2958, 2959)

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de la commission (application aux levées d'options sur actions intervenant à compter du 11 octobre 2007 des dispositions de la loi "TEPA" du 21 août 2007 relatives à la fiscalisation des plus-values dans le cas où la levée d'options est suivie d'une donation) (p. 2960)

Article 11 (aménagement du régime des plus ou moins-values sur titres de sociétés à prépondérance immobilière pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Ses amendements n° 102 et 101 : adoptés (p. 2972)

Son amendement n° 106 : adopté (p. 2973)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Ses interventions (p. 3007 et s.)

Son amendement n° 29 rectifié : adopté (p. 3009)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 3009)

Article 15 (affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs -DSI- au financement de la DSI de 2008)

Son amendement n° 28 rectifié : adopté (p. 3012)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)

Son intervention (p. 3014)

Son amendement n° 80 rectifié (p. 3012) : adopté après modification (p. 3014)

Article 18 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son amendement n° 32 rectifié (p. 3015) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3016)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 11 rectifié de la commission (taxe sur la publicité télévisée affectée au soutien de l'expression radiophonique locale : majoration du barème) (p. 3017)

Article 23 (modification des ressources de l'Agence nationale des titres sécurisés -ANTS)

Son amendement n° 60 : adopté (p. 3019)

Article 28 (compensation aux organismes de sécurité sociale des pertes de recettes résultant de la réduction de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires)

Ses amendements n° 40, 39 et 41 : adoptés (p. 3020)

Article 29 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Ses amendements n° 42 et 43 : adoptés (p. 3020 et s.)

Article 30 (reprise par l'Etat de la dette de Charbonnages de France -CdF)

Ses amendements n° 35 et 36 : adoptés (p. 3021)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 3022)

*Seconde délibération**Article 21 (ressources des organismes de l'audiovisuel public)*

Intervient sur l'ad^t n° 1 du Gouvernement (rétablissement du plafonnement de la contribution de l'Etat au titre des dégrèvements de redevance) (p. 3025)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3060)

Son intervention (p. 3060)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES****Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :**

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007
Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 86)

Thèmes :

Etat : réforme : politiques publiques (p. 86)
Pays étrangers : Luxembourg : Imprimerie nationale (p. 79)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :**

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Supplée M. Jean-Claude Flory, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 93)

Thèmes :

Aménagement du territoire : tourisme et loisirs (p. 94)
Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 94)
Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 94)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 94)
Collectivités territoriales : programme exceptionnel d'investissement (PEI) : Corse (p. 94)
Cours d'eau, étangs et lacs : pollution : Bretagne (p. 94)
Impôts locaux : taxe professionnelle : crédit d'impôt (p. 94)
Lois de finances : nomenclature budgétaire : aménagement du territoire (p. 93 et s.)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 94)
Régions : contrats de projets (p. 94)
Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 94)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)***Après l'article 48*

Son amendement n° 28 (compensation financière des transferts de compétences en faveur des groupements de collectivités territoriales) : adopté (p. 3531)

Intervient sur l'ad^t n° 57 de M. Henri Nayrou (calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 3532)

Intervient sur l'ad^t n° 31 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (modification des conditions d'éligibilité à la dotation nationale de péréquation) (p. 3533)

Son amendement n° 27 (disposition relative aux départements qui cessent d'être éligibles à la dotation de fonctionnement minimale ou à la dotation de péréquation urbaine) : adopté (p. 3535)

Son amendement n° 30 rectifié (consolidation de certains flux financiers entre la région Ile-de-France et d'autres collectivités territoriales) (p. 3535) : adopté (p. 3536)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)**

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4320 à 4349)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 4322)

Son amendement n° 288 : adopté (p. 4322)

Article 40 (exonération de fiscalité professionnelle en faveur des jeunes entreprises universitaires)

Son amendement n° 291 rectifié (p. 4332)

Article 38 (majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)

Ses amendements n°s 260, 262 à 265 : adoptés (p. 4333)

Avant l'article 39

Intervient sur l'ad^t n° 234 rectifié de la commission (secteur forestier : prorogation de la réduction d'impôt jusqu'en 2015) (p. 4337)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad^t n° 239 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,6 %) (p. 4344)

Intervient sur l'ad^t n° 240 de la commission (déménagement d'établissements entre communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunale : neutralisation pour l'application des règles d'écrêtement des bases de la taxe professionnelle au profit des fonds départementaux de péréquation) (p. 4345)

*Seconde délibération**Article 33 et état B (crédits du budget général)*

Son intervention (p. 4349)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Son intervention (p. 4366)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5382)**

Son intervention (p. 5382)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : taxe sur les imprimés non sollicités (p. 5383)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5383)
Impôts locaux : taxe professionnelle : collectivités territoriales (p. 5383)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : fongibilité des crédits (p. 5383 et s.)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 5384)
Marchés financiers : bourse de Paris : impôts sur les opérations de bourse (p. 5383)
Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 5383)
Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 5382 et s.)
Sécurité sociale : cotisations : services à la personne (p. 5383)
Sociétés : sociétés immobilières : plus-values (p. 5383)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5389)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5390 à 5392)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)**

Son intervention (p. 5026)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 5028)
Culture : mécénat (p. 5028)
Défense : opérations extérieures (p. 5027)
Entreprises : Electricité de France (EDF) : impôt sur les sociétés (p. 5027)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5026)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5026 et s.)
Finances publiques : dépenses fiscales (p. 5027)
Finances publiques : exécution du budget (p. 5027)
Finances publiques : recettes fiscales (p. 5027)

Finances publiques : reports (p. 5027)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5027)
 Impôts et taxes : contrôle fiscal : flagrant délit (p. 5028)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP) : TVA (p. 5027)
 Personnes âgées : établissements d'accueil : impôts locaux (p. 5028)
 Politique économique : consommation (p. 5027)
 Politiques communautaires : directives (p. 5027)
 Sécurité sociale : transferts de recettes (p. 5027)
 Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 5028)
 TVA : fraude (p. 5027)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5067 à 5147)

Article 1er (affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers - TIIPP)

Ses amendements n^{os} 122 à 126 : adoptés (p. 5067)

Article 3 (affectation du produit des amendes de police)

Son intervention (p. 5068)

Ses amendements n^{os} 127 et 121 : adoptés (p. 5068)

Article 5 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son amendement n^o 28 : adopté (p. 5068)

Article 6 (financement des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires)

Ses amendements n^{os} 29 et 30 : adoptés (p. 5068 et s.)

Article 7 et état B (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)

Intervient sur l'adt n^o 4 de la commission (p. 5071)

Avant l'article 13

Son amendement n^o 31 (intitulé du titre II) : adopté (p. 5073)

Avant l'article 14

Son amendement n^o 32 (intitulé du titre III) : adopté (p. 5074)

Article 14 (aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration)

Son amendement n^o 119 : adopté (p. 5074)

Article 15 (création d'une procédure de flagrance fiscale)

Ses amendements n^{os} 55, 50, 46 à 49, 51 et 52, 45, 53 et 54 rectifiés : adoptés (p. 5075 et s.)

Article 16 (création d'une commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires)

Son amendement n^o 143 : adopté (p. 5076)

Article 17 (adaptation du contrôle fiscal des comptabilités informatisées)

Son amendement n^o 67 : adopté (p. 5077)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Son intervention (p. 5078 et s.)

Article 21 (actualisation des dispositifs fiscaux au regard de la nouvelle réglementation communautaire de minimis)

Ses amendements n^{os} 74, 69 à 71 rectifié, 73 rectifié, 72 et 68 : adoptés (p. 5105)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n^o 10 de la commission (réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés de presse) (p. 5107)

Article 22 (transposition de la directive 2006/112/CE du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée)

Son amendement n^o 120 (p. 5109) : adopté (p. 5110)

Article 23 (transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité)

Ses amendements n^{os} 129 à 133, 136 à 141 : adoptés (p. 5121 et s.)

Article 24 (ajustement du taux de droit de licence dû par les débitants de tabac et mise en conformité communautaire de la fiscalité sur les cigarettes)

Son intervention (p. 5128)

Après l'article 27

Son sous-amendement n^o 294 (report à 2010) à l'adt n^o 155 de M. Jérôme Chartier (résidences mobiles terrestres : entrée en vigueur de la taxe d'habitation reportée à 2013) (p. 5136) : adopté (p. 5137)

Article 28 (mise en œuvre au niveau national d'un télé-service de gestion des documents d'accompagnement des produits soumis à accises)

Ses amendements n^{os} 114 et 115 : adoptés (p. 5137)

Après l'article 28

Son sous-amendement n^o 288 (rédactionnel) à l'adt n^o 221 de M. Yves Censi (eaux minérales naturelles : suppression de la possibilité de double assujettissement au droit spécifique) : adopté (p. 5137)

Article 29 (reprise par l'État de la dette de la SNCF au titre du service annexe d'amortissement de la dette publique)

Son amendement n^o 26 : adopté (p. 5139)

Article 30 (prise en charge par l'État de dettes vis-à-vis du Fonds de financement des prestations sociales agricoles - FFIPSA)

Son amendement n^o 27 : adopté (p. 5140)

Article 32 (autorisation et régime de la garantie universelle des risques locatifs - GRL)

Ses amendements n^{os} 84 et 85 : adoptés (p. 5140)

Article 33 (validation de la garantie accordée à la Compagnie financière et industrielle des autoroutes - Cofiroute dans le cadre de son contrat de concession)

Son intervention (p. 5140)

Article 35 (répartition des produits des taxes affectées aux comités professionnels de développement économique et aux centres techniques industriels)

Ses amendements n^{os} 116 à 118 et 113 : adoptés (p. 5141)

Après l'article 35

Son sous-amendement n^o 282 (application aux événements ayant débuté après le 1er janvier 2007 et forclusion au 30 juin 2008 des demandes portant sur des événements antérieurs) à l'adt n^o 56 rectifié du Gouvernement (état de catastrophe naturelle : délai de dix-huit mois pour la formulation de la demande communale de reconnaissance) (p. 5141) : adopté (p. 5142)

Intervient sur l'adt n^o 18 de la commission (taxe professionnelle : possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale, en cas de diminution des bases d'établissements exceptionnels, de reverser une partie de la compensation au fonds départemental de péréquation) (p. 5143)

Intervient sur l'adt n^o 257 de M. Michel Bouvard (ajout d'informations dans le « jaune » annuel de la fonction publique et publication chaque année de celui relatif aux pensions) (p. 5145)

Intervient sur l'adt n^o 17 troisième rectification de la commission (« jaune » des collectivités territoriales : ajout d'informations et présentation au moins cinq jours avant l'examen de l'article de la loi de finances évaluant les prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales) (p. 5147)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5511)

Son intervention (p. 5511)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : impôts et taxes (p. 5511)

Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 5512)

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5511)

Collectivités territoriales : finances locales : normes (p. 5512)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5511)

Finances publiques : exécution du budget (p. 5511)
 Finances publiques : recettes (p. 5511)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5511)
 Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5511)
 Impôts locaux : spectacles (p. 5512)
 Impôts locaux : taxe sur la publicité (p. 5512)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5517)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 5517 à 5518)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Son intervention (p. 297)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 298)
 Finances publiques : dépenses : investissement (p. 297)
 Finances publiques : dette publique : intérêts d'emprunt (p. 297)
 Finances publiques : équilibre budgétaire : Allemagne (p. 298)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 298)
 Ministères et secrétariats d'Etat : fonctionnement : maîtrise des dépenses (p. 298)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 298)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1004)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1004)
 Donations et successions (p. 1006)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1006)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 1006 et s.)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1004)
 Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 1007)
 Finances publiques : dépenses (p. 1005)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 1007)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 1005)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1006)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1005 et s.)
 Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 1004)
 Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1006)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 1004)
 Partis et mouvements politiques : gauche : impôts locaux (p. 1004)
 Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 1005)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 1714)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1715)
 Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1715)
 Famille : carte famille nombreuse (p. 1716)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 1715)
 Finances publiques : dépenses (p. 1715 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1714 et s.)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 1715)
 Parlement : rôle (p. 1716)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 1716)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2538, 2559)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 23 de M. Didier Migaud (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2597)

Intervient sur l'ad n° 343 de Mme Martine Billard (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2597)

Intervient sur l'ad n° 396 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2597)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4458)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2918)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 141 rectifié de la commission (p. 2933)

Après l'article 40

Son sous-amendement n° 1561 à l'ad n° 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) : devenu sans objet (p. 3291)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention (p. 3938)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 3938)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 3939)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3938)
 Finances publiques : dette publique (p. 3938)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 3938)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 3939)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3938)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 3939)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3938)
 Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3939)

Discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3974)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3974)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 1 de la commission (création d'annexes aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale récapitulant respectivement les dépenses fiscales et les réductions ou exonérations de cotisations sociales) (p. 3974)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (p. 4527)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4528)
 Energie et carburants : pétrole (p. 4527)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4528)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4529)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4529)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4527)
 Finances publiques : dette publique (p. 4527 et s.)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 4527 et s.)
 Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4529)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4529)
 Impôts locaux : réforme (p. 4528)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : ministre (p. 4528)
 Politique économique : croissance (p. 4527)
 Politique économique : inflation (p. 4527)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 4528)
 Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4528)
 Union européenne : contribution française (p. 4528)

Martine CARRILLON-COUVREUR

Nièvre (1^{ère} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
 sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des
 femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes
 [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et
 social des travailleurs handicapés [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil de surveillance du fonds de financement de la
 protection complémentaire de la couverture universelle du risque
 maladie [J.O. du 11 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Allocations et ressources. [23 janvier 2008] (p. 474)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12
 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907,
 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)
 Son intervention (p. 2059)

Après l'article 11

Son amendement n° 467 (rapport d'évaluation débattu au Parlement
 avant la généralisation du revenu de solidarité active) (p. 2077) :
 retiré (p. 2078)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4299)

Crédits de la mission "Solidarité, insertion et égalité des chances"
 inscrits à l'état B

Son amendement n° 302 (p. 4299)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 49)

Thèmes :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 49)

Handicapés : enfants : allocations et ressources (p. 49)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 49)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008]
 (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ;
 [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12
 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1060 rectifié (p. 2911) : rejeté (p. 2914)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre
 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5220)

Laurent CATHALA

Val-de-Marne (2^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du
 28 juin 2007]

Bernard CAZENEUVE

Manche (5^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
 armées [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances,
 de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la
 mission d'évaluation et de contrôle (MEC) sur le financement des
 projets d'équipement naval militaire [13 février 2008] (n° 717)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante,
 victimes, indemnisation [24 octobre 2007] (p. 3157)

Défense. Politique de la défense. Livre blanc de la défense,
 contrôle du Parlement [30 janvier 2008] (p. 627)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Ateliers et chantiers d'insertion, financement [13 mai 2008] (p. 2026)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 185, posée le 8 avril 2008. Défense. Etablissements (J.O. Questions p. 2907). Appelée le 8 avril 2008. Restructuration, Cherbourg (p. 1348)

DÉBATS

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)
Son intervention (p. 2441)

Thèmes :

Finances publiques : fonds spéciaux : contrôle (p. 2442)
Parlement : contrôle parlementaire : moyens (p. 2441)
Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2441)
Parlement : délégation parlementaire au renseignement : compétences (p. 2441)
Parlement : délégation parlementaire au renseignement : pluralisme (p. 2441)

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Après l'article unique

Intervient sur l'adit n° 17 de M. Jean-Marc Ayrault (délégation parlementaire au renseignement destinataire du rapport de la commission de vérification des fonds spéciaux) (p. 2450)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2172)

Thèmes :

Etrangers : réfugiés : ports maritimes (p. 2173)
Etrangers : réfugiés : Royaume-Uni (p. 2173)
Etrangers : rétention administrative (p. 2173)
Traités et conventions : convention de Genève : réfugiés (p. 2172)
Union européenne : construction européenne : droit d'asile (p. 2173)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)
Son intervention (p. 4132)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (DCN) (p. 4132)
Défense : dissuasion nucléaire (p. 4132)
Défense : marine : frégates (p. 4133)
Défense : porte-avions : construction (p. 4132)
Mer et littoral : action de l'Etat en mer (p. 4133)

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine : Cherbourg (p. 3610)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3525)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 3525)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : stabilité (p. 3525)
Finances publiques : dette de l'Etat (p. 3525)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3525)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 49 (diminution des bases de taxe professionnelle des établissements exceptionnels - possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale de reverser une partie de la compensation au fonds départemental de péréquation) (p. 4346) : retiré (p. 4347)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 35

Intervient sur l'adit n° 18 de la commission (taxe professionnelle : possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale, en cas de diminution des bases d'établissements exceptionnels, de reverser une partie de la compensation au fonds départemental de péréquation) (p. 5142)

Son amendement n° 170 (taxe professionnelle : possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale, en cas de diminution des bases d'établissements exceptionnels, de reverser une partie de la compensation au fonds départemental de péréquation) (p. 5142) : adopté (p. 5143)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2277)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : Afghanistan (p. 2278)
Constitution : séparation des pouvoirs (p. 2278)
Défense : armée : Afghanistan (p. 2277)
Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 2278)
Parlement : contrôle parlementaire : Afghanistan (p. 2277)
Parlement : rôle (p. 2278)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses amendements n°s 296 à 298 (p. 2568 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4398)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 4398)
Parlement : prérogatives (p. 4399)
Parlement : sessions extraordinaires : opérations extérieures (p. 4398)
Politique extérieure : coopération militaire : information (p. 4399)
Président de la République : prérogatives : défense (p. 4399)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses amendements n°s 263, 266, 265 et 264 (p. 4475 et s.)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3541)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3551)

Thèmes :

Régions : contrats de projets : transports par eau (p. 3541)

Transports : transport combiné (p. 3541)
 Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3541)
 Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3541, 3546, 3550)
 Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3541)
 Union européenne : politique de la mer (p. 3541)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)
 Son intervention (p. 3915)

Thèmes :

Défense : armement : industrie (p. 3916)
 Défense : armes nucléaires (p. 3915)
 Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3915)
 Défense : sous-marins (p. 3916)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3915)
 Relations internationales : guerre : Etats-Unis (p. 3916)

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

*Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la mise à disposition de personnels de la police nationale française au profit de la Principauté de Monaco à l'occasion d'événements particuliers (n° 718) [25 mars 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 201 visant à rendre obligatoire la présence d'un défibrillateur automatique dans une enceinte sportive municipale [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la mise à disposition de personnels de la police nationale française au profit de la Principauté de Monaco à l'occasion d'événements particuliers (n° 718) [8 avril 2008] (n° 785)

Yves CENSI

*Aveyron (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Enseignement scolaire - [11 juillet 2007]

Membre du comité de surveillance de l'établissement de gestion de fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Cesse d'appartenir au comité de surveillance de l'établissement de gestion de fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles [J.O. du 9 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) – Enseignement scolaire - [16 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en désherence [21 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 20 : Enseignement scolaire (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'impact des mesures législatives portant sur les produits financiers [18 juin 2008] (n° 970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Crise boursière, impact [22 janvier 2008] (p. 391)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)
 Son intervention (p. 1681)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1681)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1681)

Travail (p. 1681)

Travail : heures supplémentaires : agriculteurs (p. 1681)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 21 (p. 1890)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)
 Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1989)

Son intervention (p. 2001)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 1989 et s.)

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 2002)

Finances publiques : indicateurs de performance (p. 2002)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2002)
Parlement : contrôle parlementaire (p. 2002)
Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2002)

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2715)

Son intervention (p. 2717)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : acceptation (p. 2717)
Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 2717)
Assurances : assurance vie : décès (p. 2717)
Etat : Médiateur de la République (p. 2717)

Discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2721)

Après l'article 1er

Son amendement n° 5 rectifié (deux ans après le terme du contrat, obligation d'information de l'assureur à l'égard du souscripteur ou des bénéficiaires s'il est décédé) (p. 2723) : retiré (p. 2725)

Après l'article 3

Son amendement n° 6 (encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie - situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré) (p. 2725) : adopté après modification (p. 2726)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5155)

Son intervention (p. 5157)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : acceptation (p. 5157)
Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 5157)
Assurances : assurance vie : décès (p. 5157)
Assurances : assurance vie : fichiers informatisés (p. 5157)
Assurances : assurance vie : intérêts de retard (p. 5157)
Assurances : contrats : information (p. 5158)
Déchéances et incapacités : tutelle : assurance vie (p. 5157)
Etat : Médiateur de la République (p. 5158)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2858)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2886)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2858 et s.)
Emploi : politique de l'emploi : formation professionnelle (p. 2859)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2886)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2859)
Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 2886)
Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2886)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2859)
Marchés financiers : bourse de Paris : impôts sur les opérations de bourse (p. 2860)
Recherche : innovation (p. 2859)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2859, 2886)
Travail : réduction du temps de travail (p. 2859)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 11

Son amendement n° 75 (suppression de l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 2987) : retiré (p. 2988)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4209)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 4209 et s.)
Enseignement : élèves : aides (p. 4209)
Enseignement : langues étrangères (p. 4210)
Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 4210)
Enseignement : programmes (p. 4209)
Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4209)
Enseignement : personnel : enseignants : carrière (p. 4209)
Enseignement : personnel : enseignants : heures supplémentaires (p. 4210)
Enseignement : personnel : infirmières (p. 4210)
Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 4210)
Enseignement agricole : crédits (p. 4210 et s.)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4210)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4239)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4240 à 4245)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son amendement n° 228 (p. 4243)

Ses interventions (p. 4246 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n° 243 rectifié de la commission (suppression de l'impôt de bourse et taux d'imposition des plus-values mobilières porté de 16 % à 18 %) (p. 4341 et s.)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 65 (renforcement des moyens de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole - CCMSA)

Son intervention (p. 3491)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 19

Son amendement n° 209 (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5095)

Après l'article 21

Son amendement n° 220 (groupes de sociétés : aménagement du régime fiscal en faveur des scissions partielles) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5108)

Après l'article 22

Son amendement n° 223 (TVA : dispense de déclaration pour les opérations exonérées) : adopté (p. 5111)

Après l'article 28

Son amendement n° 221 (eaux minérales naturelles : suppression de la possibilité de double assujettissement au droit spécifique) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 5137)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)
Son intervention (p. 1722)

Thèmes :

Enseignement (p. 1723)
Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1722 et s.)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1722)
Partis et mouvements politiques : gauche : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1722 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)
Son intervention (p. 1976)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1976 et s.)
Culture : langues régionales (p. 1976 et s.)
Régions : Midi-Pyrénées (p. 1976)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)
Ses amendements n°s 1126, 1431 et 1432 (p. 3300)

Après l'article 42

Intervient sur le sous-adt n° 1557 de M. Lionel Tardy (rapport au Parlement sur l'effort effectué sur fonds publics en faveur des actions éducatives dans le domaine financier) à l'adt n° 1550 du Gouvernement (amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 3306)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)
Son intervention (p. 3949)

Thèmes :

Enseignement (p. 3949)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3949)
Lois de règlement (p. 3949)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)
Son amendement n° 422 (p. 5382)

Article 14 (entrée en vigueur de la réforme)
Ses amendements n°s 423 à 425 (p. 5418)

Guy CHAMBEFORT

*Allier (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Jean-Paul CHANTEGUET

*Indre (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]
Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 53, posée le 18 décembre 2007. Gendarmerie. Restructuration [J.O. Questions p. 7891]. Appelée le 18 décembre 2007 (p. 5344)

*DÉBATS***Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)
Son intervention (p. 4924)

Thèmes :

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : biodiversité (p. 4925)
Environnement : Parc naturel régional de Camargue : Natura 2000 (p. 4925)
Environnement : Parc naturel régional de Camargue : oiseaux migrateurs (p. 4925)
Environnement : Parc naturel régional de Camargue : participation du public (p. 4925)
Environnement : Parc naturel régional de Camargue : saliculture (p. 4925)
Organisations internationales : UNESCO : protection de la nature (p. 4925)

Explications de vote et vote [4 décembre 2007] (p. 4922)

Ses explications de vote (p. 4926)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4926)

Gérard CHARASSE

*Allier (4^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O du 24 juillet 2007]
Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 348 tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les conditions de sécurité des pratiques de radiothérapie [30 octobre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 559 visant à supprimer le mot "race" de l'article premier de la Constitution [21 décembre 2007]

Proposition de résolution n° 577 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux délocalisations fiscales [11 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [24 octobre 2007] (p. 3161)

Commerce et artisanat. Grande distribution. Fournisseurs, délais de paiement [6 février 2008] (p. 757)

Défense. Armée. Restructuration [25 juin 2008] (p. 3779)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 83, posée le 8 janvier 2008. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 116). Appelée le 8 janvier 2008. Liaison Gannat Vichy, réalisation (p. 28)

n° 358, posée le 24 juin 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 5264). Appelée le 24 juin 2008. Réseau, développement (p. 3681)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2135)

Thèmes :

Droit pénal : garde à vue : croissance (p. 2135)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2135)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2135)

Justice : carte judiciaire (p. 2135)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2507)

Thèmes :

Justice : procédures : contrefaçon (p. 2507)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : consommateurs (p. 2507)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : sécurité (p. 2507)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 3925)

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4135)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4135)

Gendarmerie : réforme (p. 4136)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : contribution française (p. 4135)
Parlement : rôle : politique de défense (p. 4135)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Procédure des questions :

Outre-mer : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 3724)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2299)

Thèmes :

Assemblée nationale : dissolution (p. 2300)

Conseil constitutionnel (p. 2299)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 2299)

Coopération intercommunale : cumul des mandats (p. 2300)

Elections et référendums : élections législatives : représentation proportionnelle (p. 2300)

Etat : laïcité (p. 2299)

Etat : valeurs républicaines (p. 2299)

Etrangers : droit de vote (p. 2300)

Parlement : prérogatives (p. 2300)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 115 (principe de laïcité défini par la loi de 1905) : rejeté (p. 2344)

Son amendement n° 116 (affirmation du principe de laïcité) (p. 2344) : rejeté (p. 2345)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son amendement n° 177 rectifié : adopté (p. 2382)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son amendement n° 119 (de suppression) (p. 2385) : adopté (p. 2387)

Après l'article 3

Son amendement n° 120 (suppression du droit de dissolution de l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 2396)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2402)

Son amendement n° 122 (p. 2403)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n° 126 (p. 2462)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Ses amendements n°s 128 et 129 (p. 2668 et s.)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son amendement n° 130 (p. 2677)

Son sous-amendement n° 613 à l'ad n° 86 rectifié de la commission (p. 2678)

Après l'article 31

Son amendement n° 133 (droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales, cantonales et régionales, sans participation au collège sénatorial ni à l'exécutif municipal) (p. 2715) : rejeté

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4429)

Article 9 (missions et composition du Parlement)
Son amendement n° 254 (p. 4432)

Ses interventions (p. 4434 et s.)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)
Son amendement n° 260 : adopté (p. 4496)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son amendement n° 1226 (p. 3446)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Ses amendements n°s 1228 à 1232 (p. 3465 et s.)

Après l'article 27

Son amendement n° 1233 rectifié précédemment réservé : rejeté (p. 3470)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4963)

Thèmes :

- Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4963)
- Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4963)
- Politique sociale (p. 4963)
- Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 4963)

Jean-Paul CHARIÉ

*Loiret (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Développement et régulation économiques - [18 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission d'examen des pratiques commerciales [J.O. du 7 août 2007]

Membre du conseil de surveillance de l'agence de l'innovation industrielle [J.O. du 11 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi de modernisation de l'économie (n° 842) [16 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Économie - [18 juillet 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 18 et 24 juillet 2008]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi [J.O. du 2 septembre 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Développement et régulation économiques - Développement des entreprises, des services et de l'activité touristique, - Entreprises (n° 278) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le lobbying [16 janvier 2008] (n° 613)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, de modernisation de l'économie (n° 842) [22 mai 2008] (n° 908)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'économie [17 juillet 2008] (n° 1062)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Consommation. Protection des consommateurs. Réforme [24 octobre 2007] (p. 3158)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4291)

Crédits de la mission "Développement et régulations économiques" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4292)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 9)

Thèmes :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRÉ) : Centre (p. 9)

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRÉ) : Champagne-Ardenne (p. 9)

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRÉ) : Pays-de-la-Loire (p. 9)

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRÉ) : petites et moyennes entreprises (p. 9)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4448)

Thèmes :

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4448)

Commerce et artisanat : grande distribution : emploi (p. 4448)

Commerce et artisanat : grande distribution : fournisseurs (p. 4448)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4448)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4448)

Consommation : protection des consommateurs : pratiques commerciales (p. 4448)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4448)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean Gaubert (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. François Brottes (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 90 de Mme Corinne Erhel (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 91 de Mme Frédérique Massat (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Patrick Roy (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 94 de Mme Marylise Lebranchu (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Jean-Yves Le Déaut (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Jean Gaubert (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Jean Dionis du Séjour (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 307 rectifié de M. André Chassaigne (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Lionel Tardy (relevé d'office du juge en droit de la consommation devant les juridictions où le ministère d'un avocat n'est pas requis) (p. 4484)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jean Gaubert (création d'un fichier national des crédits aux consommateurs) (p. 4621)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 4621)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4625)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Ses interventions (p. 4641 et s.)

Son amendement n° 63 (p. 4643)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 297 de M. André Chassaigne (extension au-delà des situations de crise conjoncturelle du dispositif du coefficient multiplicateur pour les fruits et légumes périssables) (p. 4649)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Son intervention (p. 4655 et s.)

Ses amendements n°s 66 et 67 (p. 4657)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 269 de M. Jean Gaubert (limitation de la coopération commerciale à la seule première mise en rayon) (p. 4662)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 265 rectifié de M. Jean Gaubert (détermination du début du délai de paiement) (p. 4706)

Intervient sur l'adt n° 125 de Mme Muriel Marland-Militello (règles relatives aux enchères inversées) (p. 4707)

Article 4 (dépenalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Son intervention (p. 4709)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 3 de la commission des lois (coordination des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales) (p. 4712)

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4715)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4715)

Intervient sur le sous-adt n° 329 de M. Philippe Folliot (sauf accord explicite du fournisseur) à l'adt n° 263 de M. Jean Gaubert (interdiction des retours d'inventés au fournisseur) (p. 4719)

Intervient sur l'adt n° 257 de M. Jean Gaubert (groupement d'intérêt commercial et artisanal des commerçants et artisans des centres villes ou des zones touristiques) (p. 4723)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4730)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son sous-amendement n° 322 à l'adt n° 184 rectifié de Mme Laure de La Raudière (p. 4742)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 319 (mention de la durée d'engagement restant à courir ou de la date de fin de l'engagement) à l'adt n° 188 de Mme Laure de La Raudière (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) : adopté (p. 4744)

Son sous-amendement n° 320 (information du consommateur au moins 10 jours avant la fin de la période de gratuité) à l'adt n° 183 de Mme Laure de La Raudière (accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits mis à disposition de façon accessoire) : devenu sans objet (p. 4745)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 236 (montant maximum des frais de dédit d'un engagement supérieur à 12 mois) à l'adt n° 42 de la commission (durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Son sous-amendement n° 321 (limitation de la gratuité aux services d'assistances techniques des opérateurs de communications électroniques et aux services sociaux) à l'adt n° 43 de la commission (gratuité des appels des numéros présentés comme gratuits depuis les téléphones mobiles et prise en charge du coût éventuel des appels par les opérateurs de communications électroniques) (p. 4755) : retiré (p. 4756)

Intervient sur l'adt n° 237 de M. Pierre-Christophe Baguet (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de proposer une offre commerciale familiale) (p. 4759)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses interventions (p. 4766 et s.)

Explications de vote et vote [27 novembre 2007]

Ses explications de vote (p. 4784)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4784)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2742)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2743)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2743)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 2742)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2744)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2743)

Entreprises : immatriculation (p. 2744)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2744)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 2743)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2744)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2906 à 3031, 3050 à 3126, 3199, 3206 à 3232, 3257, 3315 à 3430)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2926)

Ses amendements n^{os} 636 et 637 : adoptés (p. 2926)

Après l'article 1er

Son amendement n^o 811 rectifié (augmentation des seuils permettant de bénéficier du régime fiscal de la micro-entreprise) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2929)

Intervient sur l'adt n^o 141 rectifié de la commission (p. 2931)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son amendement n^o 638 : adopté (p. 2938)

Son intervention (p. 2939)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n^o 144 rectifié de la commission (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2940)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son amendement n^o 639 : adopté (p. 2951)

Son intervention (p. 2952)

Après l'article 3

Ses amendements n^{os} 661 et 655 : retirés (p. 2954)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2959 et s.)

Ses amendements n^{os} 662 à 664 : adoptés (p. 2959 et s.)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses interventions (p. 2971 et s.)

Son amendement n^o 665 et 666 : adoptés (p. 2972)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2989 et s.)

Ses amendements n^{os} 668 et 669 (p. 2989)

Son amendement n^o 667 : adopté (p. 2991)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n^o 1474 de la commission (contrôle par les commissaires aux comptes des délais de paiement) (p. 2993)

Intervient sur l'adt n^o 167 de la commission (p. 2993)

Son amendement n^o 657 : retiré (p. 2993)

Son amendement n^o 656 (dématérialisation des factures des administrations) (p. 2993) : adopté après modification (p. 2994)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Son amendement n^o 670 : adopté (p. 2997)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n^o 168 de la commission (p. 2997)

Article 8 (renforcement du rôle d'UBIFrance)

Son amendement n^o 671 : adopté (p. 2997)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n^o 170 de la commission (extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3010)

Article 11 (indexation des hausses de loyers des baux commerciaux sur le niveau général des prix)

Son intervention (p. 3013)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n^o 173 rectifié de la commission (assujettissement conventionnel des parties à un bail professionnel au régime des baux commerciaux) (p. 3014)

Intervient sur l'adt n^o 174 de la commission (délai de restitution des lieux en cas d'éviction du preneur d'un bail commercial) (p. 3014)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son amendement n^o 719 : adopté (p. 3019)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n^o 178 de la commission (p. 3023)

Intervient sur l'adt n^o 176 rectifié de la commission (conditions d'exercice d'activités commerciales ou artisanales ambulantes) (p. 3024)

Intervient sur l'adt n^o 177 de la commission (p. 3026)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n^o 443 rectifié de la commission (p. 3033)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses interventions (p. 3038 et s.)

Article 20 (assouplissement du régime applicable aux organismes favorisant l'insertion par l'entrepreneuriat)

Son amendement n^o 718 : adopté (p. 3067)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n^o 179 rectifié de la commission (statut des associés de sociétés coopératives artisanales) (p. 3068)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3084 et s., 3097 et s.)

Son sous-amendement n^o 1479 à l'adt n^o 576 de M. François Brottes (p. 3089)

Ses sous-amendements n^{os} 1530 et 1478 rectifié à l'adt n^o 576 de M. François Brottes (p. 3089) : adoptés (p. 3090)

Son sous-amendement n^o 1480 à l'adt n^o 576 de M. François Brottes (p. 3089) : adopté (p. 3090)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n^o 418 de la commission (p. 3114)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n^o 422 de la commission (rapport gouvernemental sur les réseaux de communications électroniques d'initiative locale) (p. 3124)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n^o 642 de M. Philippe Gosselin (possibilité pour les syndicats mixtes de gérer les schémas de cohérence territoriale) (p. 3199)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n^o 447 de la commission (protection du licencié non-inscrit aux registres nationaux) (p. 3205)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 3206 et s.)

Article 37 (création de fonds de dotation)

Son intervention (p. 3211 et s.)

Son amendement n^o 722 rectifié : adopté (p. 3212)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n^o 436 de la commission (amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 3213)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 441 deuxième rectification de la commission (p. 3287)

Intervient sur l'adt n° 1389 de M. François Sauvadet (p. 3287)

Intervient sur le sous-adt n° 1561 de M. Gilles Carrez à l'adt n° 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3292)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 448 de la commission (exonération de la taxe d'apprentissage à raison des dépenses exposées pour la réalisation des parcours de formation personnalisés mis en oeuvre par les écoles de la deuxième chance) (p. 3307)

Intervient sur l'adt n° 264 deuxième rectification de la commission des finances (rapport du Gouvernement au Parlement faisant le bilan de l'amélioration de l'attractivité de la place financière française) (p. 3307)

Après l'article 44

Intervient sur les adts n°s 514 et 515 de M. Jean-Luc Warsmann (p. 3318 et s.)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3322 et s.)

Intervient sur l'adt n° 1487 précédemment réservé de la commission (lutte contre les pratiques commerciales déloyales) (p. 3336)

Intervient sur l'adt n° 1486 rectifié précédemment réservé de la commission (liste des pratiques commerciales réputées trompeuses ou agressives) (p. 3339)

Intervient sur le sous-adt n° 1471 précédemment réservé de la commission (remplacer "gratuit par "non surtaxé") à l'adt n° 997 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (numéro gratuit pour obtenir la bonne exécution d'un contrat) (p. 3386)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son intervention (p. 3404 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 356 précédemment réservé de la commission (p. 3419)

Son amendement n° 1414 rectifié précédemment réservé : retiré (p. 3419)

Article 22 précédemment réservé (abrogation de l'interdiction de discrimination. Renforcement de l'effectivité des sanctions civiles des pratiques restrictives de concurrence)

Son intervention (p. 3422)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son intervention (p. 3434)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son intervention (p. 3438)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son amendement n° 516 rectifié (p. 3448)

Son intervention (p. 3449)

Après l'article 26

Intervient sur les adts n°s 1475, 1476 et 1483 précédemment réservés de la commission (p. 3450)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3461 et s.)

Ses amendements n°s 609 à 611 : adoptés (p. 3464)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 395 précédemment réservé de la commission (prise en compte de la diversité commerciale dans les documents d'urbanisme) (p. 3470)

Intervient sur l'adt n° 396 précédemment réservé de la commission (prise en compte des besoins en matière de commerce dans les PLU) (p. 3470)

Intervient sur l'adt n° 397 de la commission (possibilité de déterminer dans le PLU les zones de développement de la diversité commerciale) (p. 3470)

Intervient sur l'adt n° 374 rectifié précédemment réservé de la commission (p. 3470)

Après l'article 28

Son amendement n° 608 précédemment réservé (dérogation à la règle d'exclusivité d'activité des agents de voyages en matière de prestations accessoires aux foires et salons) : adopté (p. 3471)

Intervient sur l'adt n° 405 rectifié précédemment réservé de la commission (abrogation de la loi relative aux voitures de petite remise) (p. 3472)

Explications de vote et vote [17 juin 2008] (p. 3504)

Son intervention (p. 3506)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)**

Son intervention (p. 4836)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 4837)

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4837)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 4837)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4837)

Entreprises : délais de paiement (p. 4837)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4837)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4837)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 4837)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 4837)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4849)

Son intervention (p. 4849)

Hervé de CHARETTE

Maine-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution (n° 561 rectifié) [19 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes (n° 690) [19 décembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution (n° 561) [8 janvier 2008] (n° 563)

Proposition de loi constitutionnelle n° 696 modifiant l'article 88-1 de la Constitution afin de reconnaître les symboles européens [6 février 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes (n° 690) [6 février 2008] (n° 691)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 145, posée le 29 janvier 2008. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 628). Appelée le 29 janvier 2008. EHPAD, construction, attribution de subventions, conséquences (p. 575)

n° 239, posée le 6 mai 2008. Impôt sur le revenu. Pensions alimentaires (J.O. Questions p. 3704). Appelée le 6 mai 2008. Personnes dépendantes, prise en compte (p. 1864)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Ses interventions (p. 2538, 2549 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Daniel Paul (subordination des suppressions de postes à la SNCF au niveau régional à l'avis conforme des organisations syndicales et des autorités organisatrices des transports) (p. 2553)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Son intervention (p. 2562)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Ses interventions en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères (p. 194, 234)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Traité de Maastricht (p. 195)

Constitution : révision (p. 195, 234)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 195)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : référendums (p. 235)

Politique générale : institutions : réforme (p. 196)

Union européenne : transferts de compétences (p. 196)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 235)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 195)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Article 1er (consentement aux transferts de souveraineté rendus nécessaires par le traité)

Son intervention (p. 245)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 792)

Thèmes :

Environnement : changements climatiques (p. 794)

Union européenne : Charte des droits fondamentaux (p. 794)

Union européenne : immigration (p. 794)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 793)

Union européenne : Parlement européen (p. 794)

Union européenne : politique énergétique (p. 793)

Union européenne : subsidiarité (p. 793)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 792)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 792)

Explications de vote et vote [7 février 2008] (p. 852)

Son intervention (p. 851)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2288)

Thèmes :

Constitution : pays étrangers (p. 2288)

Constitution : révision (p. 2288)

Constitution : Ve République (p. 2289)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 2289)

Président de la République : quinquennat (p. 2289)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'adt n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2391)

Intervient sur l'adt n° 120 de M. Gérard Charasse (suppression du droit de dissolution de l'Assemblée nationale) (p. 2396)

Intervient sur l'adt n° 315 de M. Noël Mamère (suppression du droit de dissolution de l'Assemblée nationale) (p. 2396)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Ses interventions (p. 2397 et s.)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Son intervention (p. 2420)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2421)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2431)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2523 et s., 2533)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4390)

Thèmes :

Constitution : Ve République (p. 4390)

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 4391)

Parlement : ordre du jour (p. 4391)

Parlement : prérogatives (p. 4391)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4390)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Ses interventions (p. 4418 et s.)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son amendement n° 140 (de suppression) (p. 4423)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 4429)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses amendements n° 141 et 142 (p. 4433 et s.)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 143 (de suppression) (p. 4444)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4453)

Jérôme CHARTIER

*Val-d'Oise (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi pour le pouvoir d'achat (n° 498) [12 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Économie - [16 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 480 sur l'organisation du temps de travail dans l'entreprise et en faveur du pouvoir d'achat [5 décembre 2007]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, pour le pouvoir d'achat (n° 498) [12 décembre 2007] (n° 503)

Proposition de loi n° 709 tendant à encourager l'augmentation de la rémunération des salariés à temps partiel [7 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Politique budgétaire. [16 octobre 2007] (p. 2758)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [27 novembre 2007] (p. 4694)

Etat. Organisation. Réforme des institutions [21 mai 2008] (p. 2243)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : souligne que des informations pourront être données aux députés dans la discussion des amendements [11 juillet 2007] (p. 1735)

Demande que la parole soit retirée aux auteurs de rappels au règlement tendant à "remettre en question l'ordre du jour" [12 juillet 2007] (p. 1822)

Félicite M. Marc-Philippe Daubresse pour la qualité de sa présidence et estime que les amendements "de procédure ou de position" ne justifient pas de longues réponses [12 juillet 2007] (p. 1886)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : considère que M. Jean-Pierre Brard a fait preuve de courtoisie à l'égard de la ministre de l'économie et des finances [13 juillet 2007] (p. 1907)

Félicite M. Marc Laffineur pour la qualité de sa présidence [13 juillet 2007] (p. 1924)

Donne la position de son groupe sur l'amendement n° 13 de M. Lionel Tardy permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une réduction de sa contribution au titre d'apports à sa propre société - fonds propres des PME, souhaite que le Gouvernement limite la durée de ce dispositif [18 octobre 2007] (p. 2959)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac : justifie l'adoption de l'amendement n° 13 de M. Lionel Tardy après l'article 9 accordant aux redevables de l'ISF le bénéfice de la réduction de leur cotisation au titre de souscriptions au capital de leur société [19 octobre 2007] (p. 3024)

S'indigne de l'attitude des députés socialistes qui n'écoutent pas leurs collègues s'exprimer. Il demande une suspension de séance avant la mise aux voix [24 octobre 2007] (p. 3147)

Estime que l'examen des articles avance dans de bonnes conditions [28 mai 2008] (p. 2653)

Affirme que l'inflation du nombre des amendements est due au fait que "l'opposition a utilisé son pouvoir d'amender comme un moyen d'obstruction du débat politique" [9 juillet 2008] (p. 4487)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1656)

Son intervention (p. 1671)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 1656, 1672)

Donations et successions (p. 1671)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1671 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1671)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1671)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1657, 1671)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1672)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1656, 1671)

Sécurité sociale : TVA sociale (p. 1671)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1656, 1671 et s.)

Travail (p. 1671 et s.)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1671)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1656)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 1735)

Après l'article 1er

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1822)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses interventions (p. 1884 et s., 1897)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1886)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 1907)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1924)

Explications de vote et vote [16 juillet 2007] (p. 2079)

Ses explications de vote (p. 2079)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2080)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2785)

Son intervention (p. 2846)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2785)
 Energie et carburants : pétrole (p. 2785)
 Enseignement supérieur (p. 2785, 2846)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2846)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2846)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2846)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2785, 2847)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2785)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 2846)
 Pays étrangers : Allemagne : fiscalité (p. 2847)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2785, 2846)
 Recherche : innovation (p. 2785, 2846)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2784)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2846)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2909)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Ses interventions (p. 2921, 2927)

Après l'article 9

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2959)

Après l'article 11

Intervient sur l'adit n° 146 rectifié de M. Didier Migaud (stock-options : contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2978)

Intervient sur les adts n°s 255 et 256 de M. Jean-Louis Dumont (plus-values sur ventes à la découpe réalisées par des sociétés ressortissantes d'Etat dont la convention fiscale avec la France ne prévoit pas l'imposition des revenus immobiliers : perception des prélèvements libératoires prévus respectivement par les articles 244 bis et 244 bis A du code général des impôts) (p. 2980)

Intervient sur l'adit n° 56 de M. François de Rugy (sodas et boissons rafraîchissantes sucrées, pâtisseries et viennoiseries, crèmes glacées et sorbets, produits alimentaires présentant un taux de glucides supérieur à 60 % : TVA au taux normal) (p. 2982 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 3022)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3060)

Ses explications de vote (p. 3063)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3063)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POUVOIRS PUBLICS ; CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3559)

Son intervention (p. 3562)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : pouvoirs publics : autonomie financière (p. 3563)
 Justice : Cour des comptes (p. 3563)
 Parlement : contrôle (p. 3563)
 Président de la République : rémunération (p. 3562 et s.)
 Union européenne : Parlement européen : représentants (p. 3563)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3565)

Crédits de la mission "Pouvoirs publics" inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 3566 et s., 3568)

Après l'article 45

Intervient sur l'adit n° 69 rectifié du Gouvernement (Président de la République : rémunération égale à celle du Premier ministre et exclusive de tout autre traitement, pension, prime ou indemnité) (p. 3569)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3827)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 3832)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Ses explications de vote (p. 4368)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4368)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5382)

Son intervention (p. 5388)

Thèmes :

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 5388)
 Recherche : enseignement supérieur (p. 5388)

Explications de vote et vote [18 décembre 2007]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5388)

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 3145)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 octobre 2007] (p. 3147)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : mandat (p. 3146)
 Constitution : article 40 (p. 3146)
 Lois : rétroactivité des lois (p. 3146)
 Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 3145)
 Partis et mouvements politiques : financement : aides publiques (p. 3145)
 Partis et mouvements politiques : financement : histoire (p. 3146)
 Partis et mouvements politiques : Nouveau centre (p. 3145)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5034)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5040)

Son intervention (p. 5044)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5045)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5034)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 5040 et s.)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5035)
 Impôts et taxes : contrôle fiscal : flagrant délit (p. 5044)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 5034)
 Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5040, 5044)
 Logement : Pass-foncier (p. 5045)
 Personnes âgées : établissements d'accueil : impôts locaux (p. 5044)
 Politique économique : croissance (p. 5034)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5034)
 Travail : heures supplémentaires (p. 5035)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 166 de M. Henri Emmanuelli (TVA : taux normal ramené de 19,6 % à 19 %, taux réduit de 5,5 % à 5 %, taux en Guadeloupe, Martinique et La Réunion de 8,5 % à 8 %) (p. 5070)

Article 14 (aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration)

Son amendement n° 151 : adopté (p. 5075)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 209 de M. Yves Censi (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5093 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad n° 8 de la commission (droits d'enregistrement sur les cessions de droits sociaux : suppression du plafond de 4 000 € bénéficiant aux actions à compter du 1er janvier 2008) (p. 5100)

Son sous-amendement n° 153 (à compter du 1er janvier 2009) à l'ad n° 8 de la commission (p. 5100) : retiré (p. 5101)

Intervient sur l'ad n° 9 de la commission (ISF : éligibilité des dons aux associations reconnues d'utilité publique pour la réduction de l'imposition) (p. 5104)

Après l'article 21

Son amendement n° 150 (prorogation jusqu'en 2010 de l'amortissement exceptionnel de certains équipements contribuant à la protection de l'environnement) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5106)

Intervient sur l'ad n° 83 de M. Michel Herbillon (industrie phonographique : amélioration du crédit d'impôt) (p. 5107)

Son amendement n° 149 rectifié (agriculture biologique : prorogation du crédit d'impôt jusqu'en 2010) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5108)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 158 de M. Jérôme Cahuzac (huiles végétales pures utilisées à l'exclusion de tout mélange à tout autre produit : TVA au taux réduit) (p. 5111)

Intervient sur l'ad n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5114)

Après l'article 26

Son amendement n° 152 (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle ayant augmenté leur taux en 2005 : précisions relatives au calcul du « ticket modérateur ») : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5135)

Après l'article 27

Son amendement n° 155 (résidences mobiles terrestres : entrée en vigueur de la taxe d'habitation reportée à 2013) (p. 5136) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5137)

Après l'article 34

Intervient sur l'ad n° 91 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (vidéo à la demande : institution d'une taxe au taux de 2 % sur les recettes publicitaires et de parrainage au profit du compte d'affectation spéciale « Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale ») (p. 5141)

Intervient sur l'ad n° 205 de M. Patrice Martin-Lalande (Centre national de la cinématographie : codification et précisions relatives aux ressources) (p. 5141)

Après l'article 35

Intervient sur l'ad n° 56 rectifié du Gouvernement (état de catastrophe naturelle : délai de dix-huit mois pour la formulation de la demande communale de reconnaissance) (p. 5142)

Seconde délibération

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n° 1 du Gouvernement (ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur : suppression du plafonnement de déduction des dépenses pour l'accueil des élèves et étudiants handicapés de la pénalité due au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 5147)

Ses explications de vote (p. 5148)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5148)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5511)
 Son intervention (p. 5516)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : impôts et taxes (p. 5516)
 Arts et spectacles : musique : crédit d'impôt (p. 5516)
 Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 5517)
 Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5517)
 Énergie et carburants : gaz : réseaux de chaleur (p. 5516)
 Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 5516)
 Impôts locaux : taxe sur la publicité (p. 5517)
 Jeux et paris : courses : communes (p. 5516)
 Politique économique : croissance (p. 5516)
 Président de la République (p. 5516)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5518)

Ses explications de vote (p. 5518)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5518)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5324)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 5325)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 5324)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5398)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 5399)
 Baux : loyers (p. 5399)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : primes (p. 5399)
 Politique économique : concurrence (p. 5399)
 Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5399)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Philippe Vigier (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de donner à leurs clients une information détaillée sur leur consommation personnelle) (p. 5474)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses interventions (p. 5492 et s.)

Son amendement n° 95 (p. 5502) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5503)

Article 2 (déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise)

Son intervention (p. 5544)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Patrick Ollier (relèvement à 250 du nombre maximal de salariés permettant aux dirigeants d'entreprises de bénéficier des dispositifs d'intéressement) (p. 5548)

Intervient sur l'adt n° 93 rectifié de M. Patrick Ollier (modalités d'application du dispositif de participation dans les entreprises de moins de 50 salariés) (p. 5548)

Article 3 (versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises qui ne sont pas assujetties au régime de la participation)

Son intervention (p. 5553)

Son amendement n° 158 (p. 5553)

Article 4 (nouveau dispositif d'indexation des loyers)

Son intervention (p. 5563)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)

Son intervention (p. 5566 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission des finances (attestation justifiant que le locataire est à jour de paiement de loyer et de charges) (p. 5570)

Son amendement n° 97 (attestation justifiant d'un solde intermédiaire de paiement de loyer et de charges) : retiré (p. 5570)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Son intervention (p. 666)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 666)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 666)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété : avantages fiscaux (p. 666 et s.)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 667)

Traitements : généralités : minimum vieillesse (p. 667)

Travail : heures supplémentaires (p. 666)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 997)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : président (p. 998 et s.)

Communes : Nantes : fiscalité (p. 997, 999)

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 998 et s.)

Entreprises : création (p. 999)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 998)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 999)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 999)

Pays étrangers (p. 998)

Politique économique : consommation (p. 999)

Politique économique : croissance (p. 997 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 999)

Recherche : innovation : enseignement supérieur (p. 999)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 999)

TVA (p. 999)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2235)

Son intervention (p. 2262)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2263)

Assemblée nationale : question préalable : groupe socialiste (p. 2236)

Constitution : révision : modernisation (p. 2236, 2262)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2263)

Parlement : conditions de travail (p. 2263)

Parlement : prérogatives (p. 2236)

Parlement : rôle (p. 2263)

Politique générale : politiques publiques : contrôle parlementaire (p. 2264)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2263)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2263)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 306 de Mme Martine Billard (application du principe de parité) (p. 2363)

Intervient sur l'adt n° 375 de M. Jean-Claude Sandrier (application du principe de parité) (p. 2363)

Article 1er (statut de l'opposition)

Son intervention (p. 2371)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2383)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son amendement n° 198 (p. 2402)

Son amendement n° 183 : retiré (p. 2404)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2422)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2437)

Son sous-amendement n° 242 à l'adt n° 49 de la commission (p. 2438)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2466)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2525 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) (p. 2535)

Intervient sur l'adt n° 339 de M. Noël Mamère (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) (p. 2535)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2553)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses interventions (p. 2567 et s.)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses interventions (p. 2609 et s.)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)
Son intervention (p. 2620)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)
Son amendement n° 365 (p. 2646)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)
Ses interventions (p. 2649 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2653)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)
Son amendement n° 366 (p. 2656)

Ses interventions (p. 2657 et s.)

Explications de vote et vote [3 juin 2008] (p. 2838)

Ses explications de vote (p. 2840)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2841)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)
Son intervention (p. 4385)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 4386)

Constitution : langues régionales (p. 4385)

Droit local : Alsace-Moselle (p. 4386)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 4386)

Parlement : prérogatives (p. 4385)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4385)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)
Son intervention (p. 4446)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)
Son intervention (p. 4484)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4487)

Explications de vote et vote [9 juillet 2008] (p. 4511)

Ses explications de vote (p. 4514)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4514)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention (p. 3945)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 3946)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 3946)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3946)

Politique générale : réforme (p. 3945)

Travail : heures supplémentaires (p. 3946)

Explications de vote et vote [30 juin 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3946)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4532)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 4532)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4533)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4533)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4533)

Finances publiques : dette publique (p. 4532)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4533)

Hôtellerie et restauration : TVA (p. 4533)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4533)

Politique économique : croissance (p. 4532)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 4532)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4533)

TVA : fraude (p. 4533)

André CHASSAIGNE

*Puy-de-Dôme (5^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 12 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques [23 janvier 2008] (n° 626)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. Mouvement social [20 novembre 2007] (p. 4355)

Politique économique. Crise financière, conséquences [25 mars 2008] (p. 906)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 73, posée le 18 décembre 2007. Etablissements de santé. Hôpitaux publics (J.O. Questions p. 7896). Appelée le 18 décembre 2007. Fonctionnement, Ambert (p. 5350)

n° 276, posée le 27 mai 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Centre hospitalier d'Ambert (p. 2498)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne que le Gouvernement ait à l'avance annoncé qu'il souhaitait que le texte amendé par le Sénat soit voté conforme par l'Assemblée nationale alors que, pour leur part, les sénateurs ont été autorisés à modifier ce projet de loi [12 décembre 2007] (p. 5269)

Demande s'il est vrai que le Gouvernement a décidé d'appliquer l'article 101 du règlement de l'Assemblée à l'amendement 252 adopté la veille [3 avril 2008] (p. 1206)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2600)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 2602)

Agriculture : politique agricole : politique de l'environnement (p. 2601)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2602)

Energie et carburants : pétrole : consommation (p. 2600)
 Environnement : biodiversité : protection (p. 2602)
 Environnement : développement durable (p. 2601)
 Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 2601)
 Transports : politique des transports (p. 2601)
 Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 2601)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PILOTAGE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3632)
 Son intervention (p. 3634)

Thèmes avant la procédure des questions :

État : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 3634)
 État : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : dirigeants (p. 3634)
 Politique économique : indice des prix (p. 3634)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 3634)

Procédure des questions :

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 3637)
 Politique économique : pôles de compétitivité : Auvergne (p. 3637)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)
 Son intervention (p. 3522)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 3522)
 Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3522)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3522)
 Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3522)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3522)

Procédure des questions :

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme fiscale (p. 3529)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Article 48 (création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)
 Son intervention (p. 3531)

Après l'article 48

Intervient sur l'ad n° 57 de M. Henri Nayrou (calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 3532)

Intervient sur l'ad n° 56 de M. Henri Nayrou (nouvelle attribution au sein de la part péréquation de la dotation de solidarité rurale en faveur des communes à spécificité environnementale) (p. 3534)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Procédure des questions :

Elevage : contrôle sanitaire : importations (p. 3851)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4437)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4438) : rejetée (p. 4445)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4471)

Thèmes :

Agroalimentaire : entreprises : grande distribution (p. 4441)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4440)
 Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4440)
 Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 4439)
 Commerce et artisanat : grande distribution : fournisseurs (p. 4437, 4439 et s.)
 Commerce et artisanat : grande distribution : produits agricoles (p. 4438 et s., 4471)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4440 et s., 4471)
 Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4471)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4440, 4471)
 Commerce extérieur : importations : viande (p. 4439 et s.)
 Entreprises : délocalisations (p. 4441)
 Entreprises : entreprises multinationales (p. 4440 et s.)
 Environnement : charte de l'environnement (p. 4437)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 4439)
 Politique économique : environnement (p. 4441)
 Politique économique : indice des prix : calcul (p. 4442)
 Politique économique : inflation : matières premières (p. 4439)
 Politique économique : libéralisme (p. 4437)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4437, 4440 et s.)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4438)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 4442)
 Travail : salaires (p. 4438, 4442)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 307 rectifié (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4483) : rejeté (p. 4485)

Intervient sur l'ad n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4519)

Son sous-amendement n° 317 (ou être proposé par le même vendeur) à l'ad n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (p. 4520) : rejeté (p. 4521)

Intervient sur l'ad n° 74 de M. Jean Gaubert (création d'un fichier national des crédits aux consommateurs) (p. 4623)

Intervient sur l'ad n° 213 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 4623)

Intervient sur l'ad n° 309, deuxième rectification de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur l'ampleur et l'opportunité du travail à temps partiel dans le secteur de la grande distribution, ainsi que sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s de ce secteur) (p. 4626)

Avant l'article Ier

Intervient sur l'ad n° 300 rectifié de M. Daniel Paul (organisation d'un Grenelle des salaires, entre les représentants syndicaux, patronaux et l'État) (p. 4630)

Intervient sur l'ad n° 313 de M. Daniel Paul (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences de la très faible revalorisation du SMIC) (p. 4631)

Intervient sur l'ad n° 314 rectifié de M. Daniel Paul (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des coûts des produits de première nécessité depuis 2002) (p. 4632 et s.)

Article Ier (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4637)

Ses amendements n° 299 et 298 (p. 4639, 4642)

Après l'article Ier

Son amendement n° 296 (suppression des dérogations à l'interdiction de revente à perte) : rejeté (p. 4648)

Intervient sur l'ad n° 297 de M. André Chassaigne (extension au-delà des situations de crise conjoncturelle du dispositif du coefficient multiplicateur pour les fruits et légumes périssables) (p. 4649)

Son amendement n° 297 (extension au-delà des situations de crise conjoncturelle du dispositif du coefficient multiplicateur pour les fruits et légumes périssables) (p. 4648) : retiré (p. 4650)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Son intervention (p. 4651)

Article 4 (dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Son amendement n° 289 rectifié (p. 4709)

Son intervention (p. 4710)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4714)

Intervient sur l'ad n° 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4714)

Intervient sur l'ad n° 263 de M. Jean Gaubert (interdiction des retours d'invendus au fournisseur) (p. 4718)

Son amendement n° 295 (sanctions pénales en cas d'infraction aux règles interdisant le référencement) (p. 4717) : rejeté (p. 4718)

Son amendement n° 306 (consultation préalable obligatoire du Conseil de la concurrence par les collectivités de plus de 100 000 habitants pour tout contrat relatif à la gestion de l'eau) : rejeté (p. 4721)

Son amendement n° 290 (création d'un Observatoire national du commerce) (p. 4721) : retiré (p. 4722)

Son amendement n° 311 (rapport au Parlement sur les effets sur la santé des produits alimentaires à bas prix) (p. 4726) : rejeté (p. 4727)

Son amendement n° 312 (rapport au Parlement sur les moyens à accorder à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) : rejeté (p. 4727)

Son amendement n° 287 (création d'un code de déontologie des enchères à distance inversées) (p. 4728) : rejeté (p. 4729)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4730)

Son amendement n° 281 (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

Son amendement n° 280 rectifié (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques et justification des conditions financières de résiliation) : rejeté (p. 4734)

Son amendement n° 278 (durée minimale de validité d'une offre modifiant un contrat de fourniture de services de communications électroniques fixée à une année) : rejeté (p. 4734)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son intervention (p. 4739)

Ses amendements n°s 276, 303, 277, 288 et 279 (p. 4740 et s.)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Ses amendements n°s 282 et 283 (p. 4747 et s.)

Son intervention (p. 4749)

Son amendement n° 301 (p. 4749)

Son amendement n° 302 : adopté (p. 4749)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 172 de Mme Marie-Anne Montchamp (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4760)

Article 9 (extension du champ de la médiation bancaire)

Son amendement n° 284 (p. 4763)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Son amendement n° 305 (p. 4765)

Son intervention (p. 4767)

Son amendement n° 304 (p. 4767)

Son amendement n° 285 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4769)

Son amendement n° 286 (p. 4771)

Après l'article 10

Son amendement n° 275 (délai maximal de restitution du dépôt de garantie par le bailleur fixé à 10 jours) (p. 4777) : rejeté (p. 4778)

Son amendement n° 293 (obligations des réseaux de grande distribution en matière d'affichage des prix) (p. 4779) : adopté (p. 4780)

Son amendement n° 294 (étiquetage de la distance parcourue par un produit entre ses lieux de production et de vente au consommateur final) (p. 4779) : rejeté (p. 4780)

Son amendement n° 292 (étiquetage de l'origine géographique d'un produit) (p. 4779) : rejeté (p. 4780)

Son amendement n° 291 (étiquetage du prix non soldé et du prix de vente) (p. 4779) : rejeté (p. 4780)

Son amendement n° 310 (rapport au Parlement sur le respect par les sociétés délégataires du service public de l'eau de leurs obligations) : rejeté (p. 4781)

Article 11 (habilitation à légiférer par ordonnance pour re-codifier le code de la consommation)

Son amendement n° 308 (de suppression) (p. 4782)

Explications de vote et vote [27 novembre 2007]

Ses explications de vote (p. 4785)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)**

Son intervention (p. 5521)

Thèmes :

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 5522)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5522)
 Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5521)
 Commerce et artisanat : petit commerce (p. 5522)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 5522)
 Consommation : étiquetage (p. 5523)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 5522)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5521)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)**

Son intervention (p. 4808)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4808)
 Animaux : animaux dangereux : élevage (p. 4809)
 Animaux : animaux dangereux : sociétés privées de sécurité (p. 4810)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4809)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : euthanasie (p. 4809)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4808)
 Communes : maires : police (p. 4809)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)*Article 1^{er} (formation des détenteurs de chiens dangereux à la demande du maire)*

Son amendement n° 53 rectifié (p. 4823)

Après l'article 1er

Son amendement n° 52 (facturation directe au propriétaire d'un animal, par le gestionnaire du lieu de dépôt, des frais afférents aux opérations de capture, de transport de garde et d'euthanasie) : adopté (p. 4824)

Après l'article 2

Son amendement n° 51 rectifié (faculté pour le maire d'imposer une formation aux propriétaires de chiens errants) : rejeté (p. 4826)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)
Son intervention (p. 4835)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2091)

Son intervention (p. 2095)

Thèmes :

Animaux : trafic (p. 2095)

Animaux : animaux dangereux : contrôle vétérinaire (p. 2096)

Animaux : animaux dangereux : élevage (p. 2096)

Animaux : animaux dangereux : fichiers informatisés (p. 2095)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 2095)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : permis de détention (p. 2095)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 2095)

Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 2095)

Communes : maires : police (p. 2096)

Politique sociale : pauvreté (p. 2095)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2100)

Ses explications de vote (p. 2101)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2101)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5278)

Son intervention (p. 5281)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 décembre 2007] (p. 5269)

Thèmes :

Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5281)

Élevage : aménagement du territoire (p. 5279)

Élevage : contrôle vétérinaire (p. 5282)

Environnement : Grenelle de l'environnement : politique agricole (p. 5279)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 5281)

Politiques communautaires : viticulture (p. 5281)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5283)

Après l'article 1er bis

Son sous-amendement n° 16 (interdiction de délivrance d'un label rouge pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié supérieure au seuil admis de présence fortuite) à l'ad n° 1 de Mme Corinne Erhel (interdiction de délivrance d'un label rouge pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié) : rejeté (p. 5284)

Après l'article 1er quater

Son sous-amendement n° 17 (interdiction de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié supérieure au seuil admis de présence fortuite) à l'ad n° 2 de Mme Corinne Erhel (interdiction de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié) : rejeté (p. 5284)

Son amendement n° 4 (précisions apportées à la délimitation des aires géographiques de production) : rejeté (p. 5284)

Son amendement n° 5 (règles relatives au refus d'agrément d'un produit) : retiré (p. 5285)

Son amendement n° 6 (inscription, dans le cahier des charges des signes d'identification de la qualité et de l'origine, d'une interdiction d'utilisation d'organismes génétiquement modifiés) : rejeté (p. 5285)

Son amendement n° 7 (suppression du droit dû par les viticulteurs pour le financement de l'Institut national de l'origine et de la qualité -INAO) : retiré (p. 5285)

Son amendement n° 8 (faculté accordée aux organisations de défense et de gestion de prendre des dispositions modifiant les conditions de production en cas de crise grave au sein d'une filière donnée) (p. 5285) : rejeté (p. 5286)

Son amendement n° 9 (règles relatives au retrait d'agrément d'un produit par l'INAO) : rejeté (p. 5286)

Son amendement n° 11 (interdiction de l'étiquetage simultané d'une marque commerciale et d'un signe d'identification de la qualité ou de l'origine) : rejeté (p. 5286)

Son amendement n° 10 (mise en bouteille et conditionnement des produits d'origine viniviticoles bénéficiant d'une appellation d'origine dans la région de production exclusivement) : rejeté (p. 5286)

Après l'article 1er quinquies

Son amendement n° 12 (obligation de déclaration pour tout récoltant d'un vin labellisé « vin de pays ») : rejeté (p. 5287)

Son amendement n° 13 (interdiction de tout terme évoquant l'appellation d'origine dans la désignation des vins de pays admis au bénéfice d'une indication géographique) : rejeté (p. 5287)

Son amendement n° 14 (rapport du Gouvernement avant le 31 juillet 2008 sur l'éventuelle utilisation frauduleuse de l'appellation d'origine) : rejeté (p. 5287)

Articles 1er sexies (prolongation du mandat des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux)

Son intervention (p. 5287)

Explications de vote et vote [12 décembre 2007] (5287)

Ses explications de vote (p. 5288)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5288)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1082)

Son intervention (p. 1097)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1083)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1083, 1098)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1098)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1098)

Parlement : groupes de pression (p. 1083)

Recherche : biotechnologies : budget (p. 1083, 1097 et s.)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1098)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 250 (rapport du Gouvernement sur l'état de la recherche publique en biotechnologies) (p. 1149) : rejeté (p. 1150)

Intervient sur l'ad n° 340 de M. Germinal Peiro (rapport du Gouvernement sur les possibilités de développement d'un plan de relance de la production de protéines végétales alternatif aux OGM) (p. 1152)

Son amendement n° 251 (rapport du Gouvernement sur les licences gratuites pour les petits agriculteurs des pays en voie de développement) (p. 1150) : rejeté (p. 1152)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1170, 1176)

Son amendement n° 253 (p. 1179)

Son sous-amendement n° 480 à l'adt n° 180 de M. Louis Giscard d'Estaing (p. 1181)

Ses amendements n°s 252 et 254 (p. 1179 et s.) : adoptés (p. 1184 et s.)

Son sous-amendement n° 484 à l'adt n° 16 rectifié de la commission (p. 1204)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1206)

Son amendement n° 257 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1210)

Ses amendements n°s 256 et 258 (p. 1218 et s.)

Avant l'article 2

Son amendement n° 259 (modification de l'intitulé du chapitre 1er du projet de loi : "Le Haut conseil sur le développement des biotechnologies" au lieu de : "Le Haut conseil sur les biotechnologies") : rejeté (p. 1243)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son amendement n° 263 (p. 1249) : adopté (p. 1250)

Son sous-amendement n° 331 à l'adt n° 20 de la commission (p. 1250)

Son amendement n° 260 rectifié (p. 1253)

Son amendement n° 261 (p. 1254) : adopté (p. 1255)

Ses amendements n°s 332, 339, 336 et 337, 384 et 338 (p. 1262 et s.)

Son intervention (p. 1272 et s., 1284)

Ses amendements n°s 387 et 389 (p. 1272 et s.)

Son amendement n° 390 (p. 1289) : adopté (p. 1290)

Ses amendements n°s 388, 391 et 392 (p. 1290)

Son amendement n° 393 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1293)

Ses amendements n°s 394 et 395 (p. 1295)

Son amendement n° 396 (p. 1299) : adopté (p. 1300)

Avant l'article 6

Son amendement n° 463 rectifié (rétablissement du comité de biovigilance) : rejeté (p. 1301)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son amendement n° 430 (p. 1306)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 460 (déclaration à l'autorité administrative entre trois et neuf mois avant toute mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1306) : rejeté (p. 1308)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses amendements n°s 431 et 432 rectifié (p. 1320 et s.)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1329)

Son amendement n° 459 rectifié précédemment réservé (obligation pour le locataire d'une parcelle agricole d'informer le bailleur deux mois avant toute mise en culture d'OGM) (p. 1330) : rejeté (p. 1331)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1333, 1402)

Son amendement n° 443 (p. 1336)

Son amendement n° 445 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1340)

Son sous-amendement n° 446 à l'adt n° 41 rectifié de la commission (p. 1396)

Son amendement n° 447 (p. 1399)

Reprend l'adt n° 178 rectifié de M. Louis Giscard d'Estaing (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1402) (p. 1402)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son amendement n° 448 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1408)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1418, 1429)

Ses amendements n°s 451, 449, 452 à 455, 450, 456 et 458 (p. 1421 et s.)

Article 8 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 433 et 434 (p. 1433)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 435 à 437 rectifié, 438 et 439, 457 rectifié, 440 et 441 (p. 1434 et s.)

Article 11 bis (nouveau) (création d'un dispositif Sofiplantes)

Son amendement n° 442 (p. 1442) : adopté (p. 1443)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2036) : adopté au SCRUTIN PUBLIC

Son intervention (p. 2041)

Thèmes :

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2037)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2038)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2036)

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2036)

Environnement : biodiversité (p. 2036)

Environnement : principe de précaution (p. 2038)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2037)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2037)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2037)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2206)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2207)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2207)

Assemblée nationale : règlement (p. 2206)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2207)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2207)

Explications de vote et vote [20 mai 2008] (p. 2211)

Ses explications de vote (p. 2213)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2213)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 6 (réduction des délais de paiement

Ses interventions (p. 2980, 2986 et s.)

Ses amendements n°s 738 à 740 (p. 2986 et s.)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 932 de M. Daniel Paul (p. 3127)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Son intervention (p. 3128)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Son intervention (p. 3137)

Article 37 (création de fonds de dotation)

Son intervention (p. 3209)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 993 du Gouvernement (possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale - RFI) (p. 3219)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3226)

Son amendement n° 937 (de suppression) (p. 3228)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3236, 3254)

Avant l'article 21

Ses amendements n°s 773 rectifié, 774 rectifié, 775 rectifié et 802 précédemment réservés (p. 3330 et s.) : rejeté (p. 3331 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son amendement n° 751 (p. 3401)

Ses amendements n°s 876 et 768 (p. 3405 et s.)

Ses amendements n°s 769 et 771 (p. 3407, 3412)

Article 22 précédemment réservé (abrogation de l'interdiction de discrimination. Renforcement de l'effectivité des sanctions civiles des pratiques restrictives de concurrence)

Son amendement n° 772 (de suppression) (p. 3422)

Après l'article 23

Son amendement n° 760 précédemment réservé : rejeté (p. 3434)

Son amendement n° 777 précédemment réservé (p. 3435) : rejeté (p. 3436)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3732)

Son intervention (p. 3735)

Thèmes :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRÉ) (p. 3737)

Assurances : dommages à l'environnement (p. 3732, 3737)

Environnement : espaces naturels sensibles (p. 3735)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3732, 3736)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 3736)

Etat : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 3737)

Parlement : rôle (p. 3732, 3737)

Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3736)

Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3735)

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 106 (création d'un délit d'atteinte à l'environnement) : rejeté (p. 3744)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3746 et s., 3760, 3795)

Ses amendements n°s 1070 à 122 (p. 3749 et s.)

Ses amendements n°s 123 et 168 (p. 3763 et s.)

Ses amendements n°s 124, 125, 161 à 163 (p. 3765 et s.)

Ses amendements n°s 166, 169, 167, 170, 164, 165, 172, 173, 181, 174, 176 et 177 (p. 3785 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 179 (abrogation de l'article L. 512-11 du code de l'environnement) : rejeté (p. 3797)

Son amendement n° 178 (rapport du Gouvernement, avant le 31 décembre 2008, sur les moyens dont devraient disposer l'inspection des installations classées et autres services placés sous l'autorité du préfet pour la mise en oeuvre du titre I de la loi) : retiré (p. 3798)

Article 3 (adaptation du code de justice administrative)

Son amendement n° 180 rectifié (p. 3798)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)

Son intervention (p. 3809)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4831)

Son intervention (p. 4835)

Thèmes :

Assurances : dommages à l'environnement (p. 4836)

Environnement : Natura 2000 : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 4835)

Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 4836)

Explications de vote et vote [22 juillet 2008] (p. 4836)

Ses explications de vote (p. 4835)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4836)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4067)

Son intervention (p. 4074)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : externalisation (p. 4074)

Archives et bibliothèques : archives : moyens (p. 4074)

Archives et bibliothèques : Archives nationales (p. 4074)

Archives et bibliothèques : communication des archives : armes chimiques (p. 4074)

Archives et bibliothèques : communication des archives : notaires (p. 4074)

Conseil constitutionnel : histoire (p. 4074)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4074)

Parlement : prérogatives (p. 4075)

Luc CHATEL

*Haute-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat chargé de la consommation
et du tourisme
puis Secrétaire d'Etat chargé de l'industrie et de la consommation et
porte-parole du Gouvernement*

Élu le 10 juin 2007

Est nommé Secrétaire d'Etat chargé de la consommation et du tourisme, auprès Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

Est nommé secrétaire d'Etat chargé de l'industrie et de la consommation, auprès Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et porte-parole du Gouvernement. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***En qualité de Membre du Gouvernement*****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Jean-Paul Charié. Consommation. Protection des consommateurs. Réforme [24 octobre 2007] (p. 3158)

M. Philippe Vigier. Travail. Heures supplémentaires. Réforme, réglementation [30 octobre 2007] (p. 3548)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Télécommunications. Téléphone et Internet. Opérateurs, pratiques commerciales [30 octobre 2007] (p. 3551)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Politique économique. Pouvoir d'achat. [6 novembre 2007] (p. 3680)

M. Alain Suguenot. Télécommunications. Téléphone et Internet. Opérateurs, pratiques abusives, lutte et prévention [21 novembre 2007] (p. 4414)

M. Jean-Jacques Candelier. Politique économique. Pouvoir d'achat. [27 novembre 2007] (p. 4696)

M. Yves Jégo. Politique économique. Pouvoir d'achat. [27 novembre 2007] (p. 4698)

Mme Sylvia Pinel. Politique économique. Pouvoir d'achat. [27 novembre 2007] (p. 4699)

M. Stéphane Demilly. Moyens de paiement. Euro. Cours, conséquences économiques [4 décembre 2007] (p. 4909)

M. Pierre Cohen. Moyens de paiement. Euro. Cours, conséquences économiques [4 décembre 2007] (p. 4915)

M. Jean Gaubert. Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche. [19 décembre 2007] (p. 5434)

M. Jean-Pierre Balligand. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, réforme, conséquences [19 décembre 2007] (p. 5436)

M. Michel Vaxès. Politique économique. Pouvoir d'achat. [8 janvier 2008] (p. 37)

Mme Geneviève Levy. Energie et carburants. Electricité et gaz. Ouverture du marché, conséquences [23 janvier 2008] (p. 476)

M. Michel Liebgott. Industrie. Sidérurgie. Arcelor-Mittal, emploi et activité, Gandrange [2 avril 2008] (p. 1135)

M. Pierre Gosnat. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [9 avril 2008] (p. 1452)

Mme Sandrine Mazetier. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel [9 avril 2008] (p. 1457)

M. Maxime Gremetz. Industrie. Caoutchouc et plastiques. Dunlop Goodyear, emploi et activité, Amiens [15 avril 2008] (p. 1561)

Mme Pascale Got. Politique économique. Politique industrielle. [15 avril 2008] (p. 1568)

M. Patrice Calmèjane. Automobiles et cycles. Mini-motos et quads. Commercialisation, restrictions [16 avril 2008] (p. 1635)

M. Michel Raison. Ventes et échanges. Entreprises. Conditions générales de vente, tarifs [29 avril 2008] (p. 1767)

M. Philippe Morenvillier. Droit pénal. Politique pénale. Rétention de sûreté, mise en œuvre [29 avril 2008] (p. 1769)

M. Arnaud Montebourg. Politique économique. Réforme. Travail, emploi et pouvoir d'achat, bilan [29 avril 2008] (p. 1773)

M. Jean-Pierre Brard. Politique sociale. Personnes défavorisées. Aides de l'Etat [30 avril 2008] (p. 1822)

M. Patrice Debray. Entreprises. Délais de paiement. Règlementation, réforme [30 avril 2008] (p. 1823)

M. André Wojciechowski. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie [30 avril 2008] (p. 1824)

M. Tony Dreyfus. Politique économique. Pouvoir d'achat. [6 mai 2008] (p. 1895)

Mme Marie-Christine Dalloz. Politique économique. Croissance. Commission [6 mai 2008] (p. 1896)

M. Bruno Le Roux. Politique économique. Pouvoir d'achat. [13 mai 2008] (p. 2019)

M. Étienne Mourrut. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'Etat [21 mai 2008] (p. 2245)

M. Olivier Dassault. Politique économique. Réforme. Modernisation de l'économie [28 mai 2008] (p. 2589)

Mme Marguerite Lamour. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [3 juin 2008] (p. 2832)

M. Sauveur Gandolfi-Scheit. Télécommunications. Téléphone et Internet. Opérateurs, pratiques commerciales [3 juin 2008] (p. 2835)

M. Yves Cochet. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [4 juin 2008] (p. 2896)

M. Christian Ménard. Travail. Heures supplémentaires. Réforme, bilan [4 juin 2008] (p. 2900)

M. Jérôme Cahuzac. Justice. Droit d'ester. Actions de groupe [4 juin 2008] (p. 2904)

Mme Jacqueline Fraysse. Politique économique. Pouvoir d'achat. [24 juin 2008] (p. 3710)

M. Jean-Claude Fruteau. Politique économique. Pouvoir d'achat. [24 juin 2008] (p. 3715)

M. Armand Jung. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Altadis, emploi et activité [24 juin 2008] (p. 3719)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Catherine Lemorton. Audiovisuel et communication. Vivendi Universal. Régime fiscal dérogatoire, pertinence [8 janvier 2008] (p. 30)

M. Dominique Baert. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique. Avenant, contenu [8 janvier 2008] (p. 31)

M. Bernard Gérard. Ventes et échanges. Commerce électronique et ventes par correspondance. Réforme [25 mars 2008] (p. 888)

M. Gaëtan Gorce. Automobiles et cycles. Emploi et activité. Nièvre [8 avril 2008] (p. 1369)

M. Stéphane Demilly. Entreprises. Intéressement et participation. Salariés, développement [6 mai 2008] (p. 1862)

Mme Corinne Erhel. Télécommunications. France Télécom. Restructuration, conséquences [6 mai 2008] (p. 1862)

M. Hervé de Charette. Impôt sur le revenu. Pensions alimentaires. Personnes dépendantes, prise en compte [6 mai 2008] (p. 1864)

Mme Marie-George Buffet. Défense. Armée de l'air. Flotte de transport, maintenance, délocalisation, conséquences [24 juin 2008] (p. 3698)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1720)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1720)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1720)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1720)
Travail : réduction du temps de travail (p. 1720)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1805 et s.)

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2715)

Ses interventions (p. 2716, 2721)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : acceptation (p. 2716)
Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 2717, 2721)
Assurances : assurance vie : décès (p. 2716, 2721)

Discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2721)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2722 à 2726)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 9 du Gouvernement (délai de versement de la rente ou du capital au bénéficiaire - suppression de la possibilité de refuser le rachat en cas de paiement d'un pourcentage limité de primes) (p. 2722)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5155)

Son intervention (p. 5155)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 5155)
Assurances : assurance vie : décès (p. 5155)
Assurances : assurance vie : délais de réflexion (p. 5156)
Assurances : assurance vie : mutuelles (p. 5156)
Assurances : assurance vie : rachat (p. 5156)
Assurances : contrats : transformation (p. 5155)
Déchéances et incapacités : tutelle : assurance vie (p. 5156)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5155)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 21, 28)

Thèmes :

Administration : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ACERP) (p. 22)
Boissons et alcools : débits de boissons : réglementation (p. 24)
Commerce et artisanat : concurrence (p. 22)
Commerce et artisanat : commerce électronique : contrôle (p. 21)
Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 21)
Consommation : associations de consommateurs : crédits budgétaires (p. 22)
Consommation : Conseil national de la consommation (p. 21)

Consommation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 21 et s.)

Consommation : protection des consommateurs (p. 22)

Environnement : changements climatiques : politique du tourisme (p. 28)

Fonctionnaires et agents publics : accords d'intéressement (p. 21)

Hôtellerie et restauration : classement (p. 24)

Hôtellerie et restauration : restaurants : emploi (p. 24)

Lois de finances : nomenclature budgétaire : tourisme et loisirs (p. 22)

Mer et littoral : plages (p. 24)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 29)

Régions : contrats de plan Etat-régions : dette de l'Etat (p. 24)

Télécommunications : téléphones mobiles : concurrence (p. 22)

Tourisme et loisirs : politique à l'égard des handicapés (p. 23)

Tourisme et loisirs : Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) (p. 23 et s., 28)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : classement (p. 24)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif : crédits budgétaires (p. 28)

Travail : chèques vacances : délivrance (p. 23, 28)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 28)

Urbanisme : commerce et artisanat (p. 22)

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT : PROVISIONS ; REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS

Examens des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Son intervention (p. 4095)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 4097)

Entreprises : EADS (p. 4098)

Entreprises : Electricité de France (EDF) : dividendes (p. 4098)

Finances publiques : Agence des participations de l'Etat (p. 4097)

Finances publiques : dépenses accidentelles et imprévisibles : évaluation (p. 4098)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 4095 et s.)

Impôts locaux : dégrèvement : gestion (p. 4098 et s.)

Logement : épargne logement : primes (p. 4097)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 4098 et s.)

Politique extérieure : aide au développement (p. 4098)

Secteur public : cessions de titres : France Télécom (p. 4097)

Secteur public : entreprises publiques (p. 4097)

Secteur public : privatisations (p. 4097)

Travail : heures supplémentaires : exonération (p. 4098)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4423)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4442)

Son intervention (p. 4463)

Thèmes :

Administration : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ACERP) (p. 4464)

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 4425 et s., 4466)

Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle : médiateur (p. 4426)

Commerce et artisanat : emploi (p. 4424)

Commerce et artisanat : simplifications administratives (p. 4465)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4443, 4466)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4465)

Commerce et artisanat : grande distribution : emploi (p. 4442)

Commerce et artisanat : grande distribution : produits agricoles (p. 4424)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4424 et s., 4443, 4466)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4424 et s., 4443, 4464)

Consommation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 4425, 4442, 4464)

Consommation : protection des consommateurs : pratiques commerciales (p. 4463)
 Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4465)
 Consommation : vente subordonnée : électronique (p. 4466)
 Droit commercial : dépénalisation (p. 4465)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : grande distribution (p. 4424, 4443, 4466)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4463)
 Justice : carte judiciaire (p. 4467)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 4442)
 Politique économique : indice des prix : calcul (p. 4465)
 Politique économique : inflation : matières premières (p. 4425)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4423 et s.)
 Télécommunications : abonnements : mobilité (p. 4426, 4464)
 Télécommunications : abonnements : tarifs (p. 4425 et s.)
 Télécommunications : gratuité du temps d'attente (p. 4426)
 Télécommunications : numéros surtaxés (p. 4426, 4464)
 Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 4464)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4475 à 4784)

Article 3 (modification du régime des contrats types agricoles)
 Son intervention (p. 4704)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 324 du Gouvernement (limitation à certaines matières premières agricoles) à l'adt n° 30 de la commission (prohibition des prix abusivement bas en situation de fortes variations des cours des matières premières) (p. 4706)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-adt n° 330 du Gouvernement (remplacer « abonnement », par « contrat de communications électroniques incluant une clause imposant le respect d'une durée minimum d'exécution ») à l'adt n° 188 de Mme Laure de La Raudière (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) (p. 4744)

Intervient sur le sous-adt n° 331 du Gouvernement (s'il y a lieu, préciser que la durée minimum d'exécution du contrat est échue) à l'adt n° 188 de Mme Laure de La Raudière (p. 4744)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-adt n° 334 du Gouvernement (produits ou services vendus à distance) à l'adt n° 84 de M. Jean Gaubert (information sur les délais de livraison des produits ou services) (p. 4773)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)
 Son intervention (p. 5531)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 5531)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5531)
 Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5531)
 Télécommunications : opérateurs : licences (p. 5532)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5532)

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Michel Raison (p. 5532)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)
 Ses interventions (p. 4848, 4870)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 4849)
 Automobiles et cycles : malus CO2 (p. 4851)
 Donations et successions (p. 4870)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4848 et s.)
 Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 4850)
 Entreprises : allègement des charges (p. 4849)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4850)
 Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 4870)
 Logement : logement social : loyers (p. 4870)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4848 et s.)
 Politique économique : prix : concurrence (p. 4849 et s., 4870)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 4849)
 Recherche (p. 4849)
 Transports : chèque-transport (p. 4850)
 Transports aériens : kérosène : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4850)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4849, 4870)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4849)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention (p. 5206)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5213)

Son intervention (p. 5219)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5223)

Son intervention (p. 5235)

Thèmes :

Automobiles et cycles : automobiles : normes antipollution (p. 5236)
 Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5206, 5214, 5223, 5235)
 Energie et carburants : tarification sociale (p. 5214)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 5236)
 Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5224)
 Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 5219, 5224)
 Energie et carburants : tarif transitoire : marché immobilier (p. 5207, 5236)
 Energie et carburants : tarifs : entreprises (p. 5207)
 Politique économique : libéralisme : aménagement du territoire (p. 5236)
 Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5206)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5243 à 5250)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Son intervention (p. 137)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 137)
 Energie et carburants : tarif transitoire (p. 138)
 Energie et carburants : tarifs : entreprises (p. 138)
 Energie et carburants : tarifs : marché immobilier (p. 137)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 139)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 148 à 152)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Son intervention (p. 740)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : mineurs (p. 740)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : sanctions (p. 740)
 Commerce extérieur : douanes : contrôle (p. 741)
 Consommation : information des consommateurs : mini-motos et quads (p. 741)
 Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 740)
 Sécurité routière : circulation routière : interdiction (p. 740)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 749 à 751)

Son intervention à l'issue du vote (p. 752)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3320 à 3340, 3380 à 3440, 3452 à 3472)

Proposition de loi n° 56 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3479)

Son intervention (p. 3480)

Thèmes :

Consommation : sécurité des produits : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) (p. 3480)

Logement : normes de sécurité (p. 3480)

Sécurité publique : incendies (p. 3480)

Gérard CHERPION

*Vosges (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Travail et emploi- [11 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil national du bruit [J.O. du 11 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Travail et emploi- [27 mai 2008]

Membre du conseil d'orientation pour l'emploi [J.O. du 25 juillet 2008]

Rapporteur du projet de loi en faveur des revenus du travail (n° 1096) [16 septembre 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome XIII : Travail et emploi (n° 277) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur des revenus du travail (n° 1096) [17 septembre 2008] (n° 1107)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Professions de santé. Médecins, numerus clausus [26 mars 2008] (p. 968)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 3790)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : bassins d'emploi à redynamiser (p. 3792)

Emploi : chômage : indemnisation (p. 3791 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3791)

Emploi : contrats aidés (p. 3790 et s.)

Emploi : contrats de transition professionnelle (p. 3790 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recrutement (p. 3792)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 3791)

Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 3790 et s.)

Sécurité sociale : organismes : inspection générale (p. 3792)

Travail : licenciement économique (p. 3791 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 3831)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 414)

Thèmes :

Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 414)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 414 et s.)

Emploi : offres d'emploi (p. 414 et s.)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 47 rectifié de la commission (gestion du contrat de transition professionnelle) (p. 533)

Son amendement n° 82 (prorogation de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle) : adopté (p. 533)

Son amendement n° 83 (gestion du contrat de transition professionnelle) : adopté (p. 533)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4928)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4929)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4928)

Entreprises : intéressement et participation : chefs d'entreprises (p. 4928)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4928)
Retraites : généralités : plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) (p. 4928)
Travail : négociations : salaires (p. 4929)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4979 à 5138)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 5002 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 23 de la commission (mesures en faveur d'accords d'intéressement de branches pour les petites entreprises) (p. 5025)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5043 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5104)

Intervient sur l'adt n° 28 de la commission (abondement de la participation autorisé vers les plans d'épargne entreprise ou interentreprises) (p. 5115)

Intervient sur l'adt n° 30 de la commission (possibilité d'adhésion automatique, sauf déclaration contraire, aux plans d'épargne pour la retraite collectifs) (p. 5116)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5126)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son intervention (p. 5135)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Ses interventions (p. 5137)

Jean-François CHOSSY

*Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre du conseil national consultatif des personnes handicapées [J.O. du 2 mai 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Elèves. Cartables, poids [24 octobre 2007] (p. 3156)

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Polyhandicapés [30 avril 2008] (p. 1825)

Santé. Autisme. Structures d'accueil, prise en charge [20 mai 2008] (p. 2184)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4186)

Procédure des questions :

Justice : carte judiciaire : tribunaux de grande instance (p. 4186)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Après l'article 13

Son amendement n° 153 (accueil en stage des personnes handicapées) (p. 5281) : adopté (p. 5282)

Son amendement n° 154 (modalités de calcul du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi des personnes handicapées) : adopté (p. 5282)

Jean-Louis CHRIST

*Haut-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 356 relative à la prise en compte, pour l'ouverture des droits à la retraite, des périodes accomplies dans la Résistance avant l'âge de seize ans [7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Organisations internationales. ONG. Partenariat, pouvoirs publics [6 novembre 2007] (p. 3679)

Personnes âgées. Journée de solidarité. Aménagements [26 mars 2008] (p. 965)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4303)

Son intervention (p. 4304)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pays étrangers : pays en développement : prêts (p. 4304)

Politique extérieure : aide au développement (p. 4304)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 4304)

Santé : Coopération internationale (p. 4304)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :*- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007*

Son intervention (p. 61)

Thèmes :

Pays étrangers : Chine (p. 62)

Politique extérieure : aide au développement (p. 62)

Santé : épidémies (p. 62)

Santé : sida (p. 62)

Dino CINIERI*Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1013 relative à l'inscription sur les registres d'état civil pour tous les couples, mariés ou non mariés, de leur enfant déclaré sans vie après le cinquième mois de grossesse [3 juillet 2008]

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, harmonisation [24 octobre 2007] (p. 3159)

Sports. Dopage. Lutte et prévention [24 juin 2008] (p. 3719)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 3, posée le 2 octobre 2007. Cours d'eau, étangs et lacs. Barrage des Plats (J.O. Questions p. 5859). Appelée le 2 octobre 2007. Réhabilitation, financement (p. 2459)

n° 248, posée le 6 mai 2008. Agriculture. Calamités agricoles (J.O. Questions p. 3706). Appelée le 6 mai 2008. Gelée de mars 2008, indemnisation (p. 1875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4805)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4805)

Animaux : animaux dangereux : contrôle vétérinaire (p. 4806)

Animaux : animaux dangereux : sociétés privées de sécurité (p. 4806)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4805)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4806)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2091)

Son intervention (p. 2093)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 2093)

Animaux : animaux dangereux : sociétés privées de sécurité (p. 2093)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 2093)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : permis de détention (p. 2093)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2100)

Ses explications de vote (p. 2101)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2101)

Eric CIOTTI*Alpes-Maritimes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Rapporteur du projet de loi portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes (n° 742) [26 mars 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de modernisation de l'économie (n° 842) [30 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 148 relative à l'obligation pour les communes de supprimer autant de postes de fonctionnaires que les EPCI dont elles sont membres en créent [2 août 2007]

Proposition de loi n° 192 sur les pratiques commerciales téléphoniques agressives [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 204 visant à interdire la détention des chiens d'attaque et à renforcer les règles qui s'appliquent aux chiens de garde et de défense [27 septembre 2007]

Proposition de résolution n° 399 tendant à créer une commission d'enquête sur les fraudes aux prestations et aux prélèvements sociaux [8 novembre 2007]

Proposition de loi n° 654 visant à interdire la vente des boissons alcooliques à emporter, entre vingt-deux heures et six heures, dans les établissements de commerce de détail [29 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes (n° 742) [2 avril 2008] (n° 772)

Proposition de loi n° 830 tendant à retarder l'âge du départ à la retraite des chercheurs [24 avril 2008]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, de modernisation de l'économie (n° 842) [15 mai 2008] (n° 895)

Proposition de résolution n° 1099 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux enseignants non affectés ou affectés à d'autres tâches que l'enseignement [26 août 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Contrôle. Fraude fiscale et sociale [17 octobre 2007] (p. 2839)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 88, posée le 8 janvier 2008. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique (J.O. Questions p. 117). Appelée le 8 janvier 2008. Navires, lutte et prévention (p. 10)

n° 294, posée le 27 mai 2008. Etablissements de santé. CHU (J.O. Questions p. 4286). Appelée le 27 mai 2008. Situation financière, Nice (p. 2501)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2512)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2512)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : libre circulation des personnes (p. 2512)
Politique sociale : dialogue social (p. 2512)
Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : transports (p. 2512)
Secteur public : service minimum (p. 2512)
Secteur public : services publics (p. 2512)
Transports ferroviaires : grèves (p. 2512)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2155)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2185)

Thèmes :

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2157)
Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2156)
Etrangers : régularisations (p. 2156)
Langue française : usage : immigration (p. 2156)
Partis et mouvements politiques : Front national (p. 2185)
Politique extérieure : codéveloppement (p. 2156)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2246)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2254)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 255 précédemment réservé du Gouvernement (contrat d'accueil et d'intégration : bilan de compétences professionnelles obligatoire, sauf situations prévues par décret) (p. 2265)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 69 de M. Thierry Mariani (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2310)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad t n° 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad t n° 54 de la commission (relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 2322)

Explications de vote et vote [19 septembre 2007] (p. 2325)

Ses explications de vote (p. 2325)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2326)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3040)

Son intervention (p. 3042)

Thèmes :

Etrangers : contrats d'intégration (p. 3040)
Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3043)
Etrangers : immigration clandestine : régularisations (p. 3041)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 3040, 3042)
Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 3043)
Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3043)
Etrangers : régularisations : Parti socialiste (p. 3043)
Langue française : usage : intégration (p. 3043)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3064)

Ses explications de vote (p. 3069)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3070)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2820)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2820)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2820)
Impôts et taxes : fraude (p. 2820)
Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2820)
Recherche : innovation (p. 2820)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Son intervention (p. 3602)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 3603)
Etrangers : aide au retour : Afrique (p. 3603)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 3603)
 Etrangers : immigration clandestine : expulsion (p. 3602)
 Etrangers : intégration (p. 3603)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 3603)
 Politique extérieure : codéveloppement (p. 3603)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)
 Son intervention (p. 3587)

Thèmes avant la procédure des questions :
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers : agressions (p. 3588)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers : statuts particuliers (p. 3588)
 Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 3587)
 Union européenne : sécurité civile (p. 3587)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)
 Son intervention (p. 4815)

Thèmes :
 Animaux : trafic (p. 4816)
 Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4815)
 Animaux : animaux dangereux : fichiers informatisés (p. 4816)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4815)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Après l'article 2

Son amendement n° 83 troisième rectification (création d'un permis de détention pour les chiens dangereux mentionnés à l'article L. 211-12 du Code rural) (p. 4825) : adopté après rectification et modification (p. 4826)

Article 2 bis (coordination)

Son amendement n° 82 (de suppression) : adopté (p. 4826)

Article 3 (modalités de délivrance du récépissé de déclaration d'un chien dangereux)

Son amendement n° 101 (de suppression) : adopté (p. 4826)

Après l'article 3

Son amendement n° 80 rectifié (création d'un fichier national de recensement des chiens dangereux) : retiré (p. 4827)

Son amendement n° 81 rectifié (création d'un fichier national de recensement des chiens dangereux) : retiré (p. 4827)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Son amendement n° 84 (p. 4831)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son amendement n° 87 : adopté (p. 4836)

Article 13 (modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale)

Ses amendements n° 88, 90, 92 et 89 (p. 4837, 4838)

Son amendement n° 91 (p. 4838) : adopté (p. 4839)

Ses amendements n° 93 et 94 (p. 4839)

Après l'article 15

Son amendement n° 96 (aggravation des sanctions pénales applicables en cas de trafic de chiens de première catégorie) (p. 4839) : retiré (p. 4840)

Son amendement n° 97 (mise en cohérence du Code rural) : adopté (p. 4840)

Son amendement n° 98 (aggravation des sanctions pénales applicables en cas de non déclaration de chiens dangereux) : retiré (p. 4840)

Son amendement n° 95 (institution de sanctions pénales en cas de non respect des règles relatives à l'élevage et à la détention des chiens et chats ainsi qu'aux importations et exportations d'animaux vivants) : retiré (p. 4840)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)
 Son intervention (p. 5166)

Thèmes :

Associations : domaine public (p. 5167)
 Associations : moyens (p. 5167)
 Lois : intelligibilité et accessibilité : productivité (p. 5167)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 91)

Thèmes :

Droit pénal : politique pénale : principe de précaution (p. 91)
 Justice : victimes (p. 91)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)

Son intervention (p. 1501)

Thèmes :

Finances publiques : comptabilité publique : amendes (p. 1502)
 Finances publiques : comptabilité publique : comptables (p. 1501 et s.)
 Finances publiques : comptabilité publique : réforme (p. 1501)
 Justice : chambres régionales des comptes : jugements (p. 1501)
 Justice : Cour des comptes : audiences (p. 1502)
 Justice : Cour des comptes : jugements (p. 1501)
 Justice : Cour des comptes : ministère public (p. 1502)
 Justice : Cour des comptes : procédures (p. 1501)
 Justice : délais : Cour des comptes (p. 1501)
 Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 1501)

Discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1508)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1508 à 1517)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié de la commission (appellation du représentant du ministère public près les chambres régionales des comptes) (p. 1509)

Article 7 (non-application aux héritiers des amendes infligées aux comptables pour retard)

Son amendement n° 37 : adopté (p. 1509)

Article 8 (modification du régime des amendes pour gestion de fait)

Son amendement n° 29 : adopté (p. 1509)

Article 9 (suppression du droit de remise gracieuse du ministre chargé des comptes en matière d'amendes)

Son amendement n° 30 : adopté (p. 1509)

Article 10 (réorganisation des dispositions du code des juridictions financières (CJF) communes aux activités juridictionnelles et administratives de la Cour des comptes)

Son amendement n° 17 : adopté (p. 1510)

Article 11 (procédure applicable aux activités juridictionnelles de la Cour des comptes)

Ses interventions (p. 1511 et s.)

Ses amendements n° 18 à 20 : adoptés (p. 1511 et s.)

Article 12 (coordination avec la généralisation de l'audience publique)

Son amendement n° 31 : adopté (p. 1512)

Article 14 (délais de production des comptes par les comptables publics devant les chambres régionales des comptes)

Son intervention (p. 1513)

Article 15 (coordination avec la suppression de la règle du "double arrêté")

Son amendement n° 32 : adopté (p. 1513)

Article 21 (procédure applicable aux activités juridictionnelles des CRC)

Son intervention (p. 1514)

Article 22 (regroupement des dispositions relatives aux activités administratives des CRC)

Son intervention (p. 1514)

Son amendement n° 22 : adopté (p. 1515)

Article 23 (déplacement des dispositions relatives au contrôle budgétaire au sein du titre IV du livre II des CJF)

Son amendement n° 23 : adopté (p. 1515)

Article 24 (déplacement des dispositions relatives aux voies de recours au sein du titre IV du livre II des CJF)

Son amendement n° 24 : adopté (p. 1515)

Article 25 (coordination avec la suppression de la règle du "double arrêté")

Son intervention (p. 1515)

Article 28 (coordination relative à l'outre-mer)

Son intervention (p. 1515)

Son amendement n° 25 : adopté (p. 1515)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 14 de la commission (coordination en matière de non cumul d'amendes pour gestion de fait et de sanctions pénales) (p. 1515)

Article 30 (habilitation à étendre par ordonnance les dispositions de la loi à l'outre-mer)

Son intervention (p. 1516)

Son amendement n° 26 : adopté (p. 1516)

Article 31 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 1516)

Titre

Son amendement n° 27 (nouveau titre : projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes) : adopté (p. 1516)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2748)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2747)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2748)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2748)
 Entreprises : délais de paiement (p. 2747)
 Entreprises : entreprises individuelles (p. 2747)
 Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 2747)
 Propriété intellectuelle (p. 2748)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3032 à 3053, 3136 à 3141, 3192 à 3197, 3200 à 3204)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses interventions (p. 2949 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son intervention (p. 2962)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses interventions (p. 2971 et s.)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2989 et s.)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Son intervention (p. 2997)

Article 13 (simplification du fonctionnement des SARL)

Son intervention (p. 3032)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 86, deuxième rectification de la commission des lois (simplification du régime de la société anonyme) (p. 3034)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses interventions (p. 3041 et s.)

Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)

Ses interventions (p. 3061 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 97, deuxième rectification de la commission des lois (application dans le temps des règles relatives à la reprise des poursuites individuelles des créanciers et au relèvement des interdictions de gérer dans le cadre d'une procédure collective) (p. 3065)

Intervient sur l'ad n° 98 rectifié de la commission des lois (application des procédures collectives prévues par le code de commerce aux sociétés de crédit foncier) (p. 3065)

Article 33 (délégation à certaines collectivités territoriales de la fonction d'autorité de gestion et de certification de fonds structurels, pour la période 2007-2013)

Son intervention (p. 3193)

Article 34 (transposition des améliorations apportées par l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens)

Son intervention (p. 3205)

Article 35 (habilitation du Gouvernement à simplifier et à adapter, par ordonnances, le code de la propriété intellectuelle aux engagements de la France)

Son intervention (p. 3205)

Après l'article 35

Son amendement n° 327 rectifié (compétence exclusive des tribunaux de grande instance en matière de droits de propriété industrielle) : adopté (p. 3205)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad n° 102 précédemment réservé de la commission des lois (p. 3451)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3461 et s.)

Après l'article 27

Son amendement n° 326, deuxième rectification : retiré (p. 3470)

Alain CLAEYS

Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques
et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) -
Recherche et enseignement supérieur - [11 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des
28 et 31 juillet 2007]

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du
2 août 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois
bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) -
Recherche et enseignement supérieur - [16 juillet 2008]

Président de la mission d'information sur la révision des lois
bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de
l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour
2008 (n° 189) : annexe n° 33 : Recherche et enseignement
supérieur - Recherche dans les domaines du développement durable
(n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances,
de l'économie générale et du Plan sur l'allocation des moyens des
universités [25 juin 2008] (n° 996)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc
Ayrault (p. 2209) : rejetée (p. 2214)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission
de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2262)

Thèmes :

Enseignement supérieur : bourses d'études (p. 2210)

Enseignement supérieur : doctorats (p. 2210)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2209)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle
(p. 2210)

Enseignement supérieur : unités de formation et de recherche
(UFR) (p. 2211)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2209, 2264)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2210, 2211)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2210, 2262)

Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2211)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs
(p. 2211)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 2211)

Recherche : organismes (p. 2210)

Recherche : réforme (p. 2209)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1er (missions du service public de l'enseignement supérieur)
Son amendement n° 177 (p. 2276)

Son intervention (p. 2278)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad. n° 25 de M. Claude Goasguen (délibérations
concernant les regroupements d'établissements) (p. 2279)

Article 4 (administration de l'université)

Son amendement n° 178 (p. 2285)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 181 (p. 2290) : adopté (p. 2291)

Ses amendements n°s 268 et 179 (p. 2291, 2294)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Ses amendements n°s 199, 201, 237 à 239 (p. 2300 et s.)

Son amendement n° 195 (p. 2304) : adopté (p. 2305)

Son amendement n° 203 (p. 2306)

Son intervention (p. 2310)

Article 7 (composition et rôle du conseil scientifique)

Son sous-amendement n° 312 à l'ad. n° 299 de la commission
(p. 2316) : adopté (p. 2317)

Article 9 (représentation de secteurs de formation au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie étudiante)

Son amendement n° 209 (p. 2319)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)

Son amendement n° 214 (p. 2322)

Article 11 (création et statuts des composantes de l'université)

Ses interventions (p. 2328 et s.)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son amendement n° 217 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2334)

Après l'article 14

Son amendement n° 216 (responsabilité des conseils
d'administration des universités en matière de mise en place des
pôles de recherche et d'enseignement supérieur - PRES) : rejeté
(p. 2349)

Son amendement n° 215 (évaluation par l'ANAES des formations
délivrées par les établissements supérieurs) : rejeté (p. 2350)

Son amendement n° 220 (possibilité d'association des conseils
régionaux aux contrats d'établissement) (p. 2350) : rejeté (p. 2351)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son intervention (p. 2351)

Son amendement n° 221 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2354)

Après l'article 15

Son amendement n° 173 (critères de détermination de la dotation
globale de fonctionnement des universités) (p. 2359) : rejeté
(p. 2360)

Article 16 (compétences en matière de gestion des ressources humaines)

Ses amendements n°s 204, 222 et 223 (p. 2360 et s.)

Après l'article 16

Son amendement n° 172 (établissement d'un plan pluriannuel de
recrutement dans les universités) : rejeté (p. 2361)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)

Son amendement n° 224 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2362)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Ses amendements n°s 226 à 228 (p. 2369 et s.)

Après l'article 23 bis

Son amendement n° 175 (mécénat de doctorat) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2374)

Article 24 (transfert de la propriété de biens mobiliers et immobiliers détenus par l'Etat)

Son amendement n° 229 (p. 2375)

Après l'article 32 ter

Intervient sur l'adit n° 154 de M. Daniel Goldberg (rapport au Parlement sur le financement des compétences des universités) (p. 2383)

Son amendement n° 164 (rapport au Parlement sur la mise en place d'un plan pluriannuel de l'emploi scientifique) : rejeté (p. 2383)

Son amendement n° 169 (discussion avec les partenaires sociaux sur la reconnaissance du titre de docteur et sur l'emploi des docteurs) (p. 2383) : rejeté (p. 2384)

Son amendement n° 170 (rapport au Parlement sur le rapprochement entre les grandes écoles et les universités) : rejeté (p. 2384)

Son amendement n° 271 (rapport au Parlement sur de nouvelles dispositions législatives relatives au financement des compétences des universités) : rejeté (p. 2384)

Titre

Son amendement n° 234 (nouveau titre : "Projet de loi relatif à la gouvernance des universités") : rejeté (p. 2384)

Explications de vote et vote [25 juillet 2007] (p. 2386)

Ses explications de vote (p. 2387)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2388)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2422)

Thèmes :

Langue française : défense (p. 2422)

Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2422)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2422)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2787)

Thèmes :

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2787)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2787)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 98, 111)

Thèmes :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 111)

Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 112)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 111 et s.)

Enseignement supérieur : personnel : crédits (p. 111)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 98)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 98, 111)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 112)

Recherche : recherche développement (p. 98)

Jean-Michel CLÉMENT

Vienne (3^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 161, posée le 25 mars 2008. Elevage. Ovins (J.O. Questions p. 2477). Appelée le 25 mars 2008. Aides de l'Etat (p. 890)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4192)

Procédure des questions :

Justice : aide juridictionnelle : crédits budgétaires (p. 4192)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)

Son intervention (p. 5283)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 5283)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 5283)

Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5283)

Environnement : développement durable : politique agricole (p. 5283)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5283)

Santé : sécurité sanitaire (p. 5283)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5283)

Après l'article 1er quater

Intervient sur l'adit n° 3 de Mme Corinne Erhel (interdiction de toute production d'organismes génétiquement modifiés dans l'aire géographique de production d'un produit sous appellation d'origine contrôlée) (p. 5284)

Explications de vote et vote [12 décembre 2007] (5287)

Ses explications de vote (p. 5287)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5288)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Son intervention (p. 783)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 784)

Justice : rétention de sûreté (p. 783)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 784)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Son intervention (p. 935)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 935)

Droit pénal : discrimination (p. 935)

Justice : prescription (p. 935)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 935)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)

Son intervention (p. 1905)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires économiques (p. 1906)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 1906)

Entreprises : compétitivité (p. 1906)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 1905)

Impôts et taxes : réforme fiscale : entreprises (p. 1907)

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 1907)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 1906)

Politiques communautaires : harmonisation fiscale : entreprises (p. 1906)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 1906)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)

Son amendement n° 113 (p. 1908)

Son intervention (p. 1909)

Après l'article 4

Son amendement n° 114 (temps passé en réunion par les membres du groupe spécial de négociation : temps de travail effectif) : retiré (p. 1912)

Article 5 (futurs règles sur la participation des salariés aux organes d'administration de la société absorbante ou issue de la fusion transfrontalière)

Son amendement n° 117 (p. 1913)

Après l'article 5

Son amendement n° 115 (protection des salariés membres du groupe spécial de négociation ou du conseil d'administration et de

surveillance de la société issue d'une fusion transfrontalière) : retiré (p. 1913)

Son amendement n° 116 (protection des salariés membres du groupe spécial de négociation ou du conseil d'administration et de surveillance de la société issue d'une fusion transfrontalière) : retiré (p. 1913)

Explications de vote et vote [6 mai 2008] (p. 1917)

Ses explications de vote (p. 1917)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1917)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3660)

Son intervention (p. 3664)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 3665)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 3665)

Entreprises : représentants du personnel : fusion transfrontalière (p. 3664)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 3665)

Explications de vote et vote [19 juin 2008]

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3665)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Son intervention (p. 1926)

Thèmes :

Droit civil : prescription : délais (p. 1926)

Droit civil : prescription : études d'impact (p. 1927)

Droit civil : prescription : pays étrangers (p. 1929)

Entreprises : salariés : indemnisation des victimes (p. 1928)

Justice : simplification du droit : droit civil (p. 1927)

Lois : codification (p. 1928)

Parlement : Sénat : missions d'information (p. 1927)

Propriété : immeubles : prescription (p. 1927)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Ses amendements n° 22 à 27 et 29 (p. 1934 et s.)

Article 3 (interdiction des modifications contractuelles de la prescription et délai de prescription applicable aux actions des professionnels pour les produits et services qu'ils fournissent aux consommateurs)

Son amendement n° 30 (p. 1941)

Article 4 (interdiction des modifications contractuelles de la prescription)

Son amendement n° 31 (de suppression) (p. 1941)

Article 5 (actions en annulation de mariage)

Son amendement n° 32 (p. 1941)

Article 6 (prescription de l'action des notaires et des huissiers en recouvrement de leurs frais et de l'action en responsabilité contre les huissiers)

Son amendement n° 33 (p. 1942)

Article 6 ter (prescription des obligations financières liées à la réparation des dommages causés à l'environnement)

Son amendement n° 34 (p. 1942)

Article 8 (prescription en matière salariale)

Son amendement n° 35 (p. 1943)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2791)

Thèmes :

Droit civil : fiducie (p. 2791)
 Entreprises : simplifications administratives (p. 2791)
 Entreprises : entreprises individuelles (p. 2791)
 Entreprises : procédure de sauvegarde : réforme (p. 2791)
 Etrangers : cartes de résident : délivrance (p. 2791)
 Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2791)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)

Ses amendements n^{os} 977 à 991 (p. 3061 et s.)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Son amendement n^o 992 (de suppression) (p. 3138) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3140)

Proposition de loi n^o 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3666)
 Son intervention (p. 3671)

Thèmes :

Automobiles et cycles : incendies (p. 3671)
 Collectivités territoriales : indemnisation (p. 3671)
 Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 3672)
 Justice : crédits budgétaires (p. 3671)
 Justice : informatisation (p. 3672)
 Justice : exécution des décisions (p. 3672)
 Justice : victimes : fonds de garantie (p. 3671)
 Ordre public : indemnisation des victimes : automobiles (p. 3671)
 Ordre public : indemnisation des victimes : provisions (p. 3671)
 Professions judiciaires et juridiques : huissiers : délais (p. 3671)

Discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3672)

Article 3 (amélioration des conditions d'indemnisation des propriétaires de véhicule victimes d'une destruction volontaire par incendie de leur bien)

Son intervention (p. 3672)

Explications de vote et vote [19 juin 2008]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3672)

Projet de loi n^o 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 3828)

Son intervention (p. 3838)

Thèmes :

Architecture : architectes (p. 3839)
 Collectivités territoriales : gestion (p. 3839)
 Collectivités territoriales : délégations de service public (p. 3839)
 Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 3828, 3838)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3839)
 Finances publiques : dette publique : calcul (p. 3838)
 Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : contentieux (p. 3839)
 Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : élargissement (p. 3838)
 Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : évaluation (p. 3838)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 1er (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Ses interventions (p. 3845 et s.)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)
 Son intervention (p. 3849)

Projet de loi n^o 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)
 Son intervention (p. 4603)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4603)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4603)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4603)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4604)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité pénale (p. 4604)

Pascal CLÉMENT

Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n^o 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2420)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2420)
 Etat : intérêt national : souveraineté (p. 2420)
 Langue française : défense (p. 2420)
 Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2420)
 Propriété intellectuelle : brevets (p. 2420)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 2420)

Projet de loi constitutionnelle n^o 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2423)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2435)

Marie-Françoise CLERGEAU

*Loire-Atlantique (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des
femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes
[J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil de surveillance de la caisse nationale des
allocations familiales [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 16 octobre 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 16 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales
et sociales [J.O. du 20 octobre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 20 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 6 février 2008]

Philippe COCHET

*Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du
28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) -
Immigration, asile et intégration - [11 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de
dialogue politique et de coopération entre la Communauté
européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté
andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et
Venezuela), d'autre part (n° 14) [11 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de
dialogue politique et de coopération entre la Communauté
européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du
Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua
et du Panama, d'autre part (n° 17) [11 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la maîtrise de
l'immigration, à l'intégration et à l'asile (n° 57) [18 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile
[J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127)
- Immigration, asile et intégration - [28 mai 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur:

- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de
l'accord de dialogue politique et de coopération entre la
Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la
Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie,
Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part (n° 14)
- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de
l'accord de dialogue politique et de coopération entre la
Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les
Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du
Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part (n° 17)
[18 juillet 2007] (n° 99)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires
étrangères sur le chapitre II du projet de loi relatif à la maîtrise de
l'immigration, à l'intégration et à l'asile (n° 57) [31 juillet 2007]
(n° 112)

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le
projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VIII :
Immigration, asile et intégration (n° 279) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 592 visant à la transparence des comptes des
organisations syndicales [15 janvier 2008]

Proposition de loi n° 975 visant à préciser le champ d'application du
code du sport [19 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Chômage. Lutte et prévention [2 avril 2008] (p. 1134)

*DÉBATS***Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2136)

Thèmes :

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2136)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2137)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides
(OFPRA) : tutelle (p. 2137)

Etrangers : réfugiés (p. 2136)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de
l'homme : demandeurs d'asile (p. 2137)

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19
septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

*Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des
refus d'entrée sur le territoire national)*

Son sous-amendement n° 114 à l'ad n° 38 rectifié de la
commission : adopté (p. 2302)

*Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du
demandeur d'asile en cas de recours)*

Son sous-amendement n° 113 à l'ad n° 68 de M. Thierry Mariani :
adopté (p. 2305)

Après l'article 9

Son amendement n° 56 rectifié (attribution à la commission des
recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit
d'asile ») : adopté (p. 2309)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION**

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Son intervention (p. 3601)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 3601)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 3601)
 Etrangers : réfugiés : intégration (p. 3601)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)

Son amendement n° 1656 (p. 4184)

Yves COCHET

*Paris (1^{ème} circonscription)
 Gauche démocrate et républicaine*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 765 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la sécurité des installations portuaires [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 1069 relative à la reconnaissance des risques sanitaires auxquels ont été ou ont pu être exposés les civils et les militaires engagés dans la guerre du Golfe et les opérations militaires suivantes et à la responsabilité de l'Etat en la matière [22 juillet 2008]

Proposition de loi n° 1071 relative à la taxation du kérosène et des billets d'avion dans le Nord-Ouest de l'Europe [22 juillet 2008]

Proposition de loi n° 1117 visant à réduire l'utilisation des pesticides et les risques liés à cette utilisation [23 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM-ROM : Guadeloupe et Martinique. Pesticides, conséquences [3 octobre 2007] (p. 2566)

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, hausse, conséquences [28 novembre 2007] (p. 4792)

Energie et carburants. Politique énergétique. Energie nucléaire [26 mars 2008] (p. 964)

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [4 juin 2008] (p. 2896)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 153, posée le 25 mars 2008. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 2475). Appelée le 25 mars 2008. Ile-de-France (p. 886)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2491)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2491)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2491)

Transports ferroviaires : tarifs voyageurs (p. 2491)

Transports urbains : lignes : fonctionnement (p. 2491)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2663, 2678)

Son amendement n° 11 (p. 2674)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son amendement n° 12 (p. 2685)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2414)

Thèmes :

Langue française : défense (p. 2414)

Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2414)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2414)

Projet de loi n° 118 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2437)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2440) : rejetée (p. 2444)

Thèmes :

Automobiles et cycles : automobiles (p. 2441)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2440, 2443)

Energie et carburants (p. 2440, 2444)

Energie et carburants : biocarburants (p. 2440, 2442)

Energie et carburants : charbon (p. 2440, 2442)

Energie et carburants : électricité (p. 2441)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 2442)

Energie et carburants : énergie hydraulique : électricité (p. 2440)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2440 et s.)

Energie et carburants : énergie solaire (p. 2442)

Energie et carburants : énergies fossiles (p. 2440, 2442)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2442)

Energie et carburants : gaz (p. 2440, 2442)

Energie et carburants : pétrole (p. 2440 et s.)

Energie et carburants : prospection et recherche : pétrole (p. 2440 et s.)

Environnement : Protocole de Kyoto (p. 2440)

Organisations internationales : Agence internationale de l'énergie (AIE) (p. 2440 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2442)

Pays étrangers : Birmanie (p. 2441)

Pays étrangers : Burkina Faso (p. 2441)

Pays étrangers : Canada (p. 2440 et s.)

Pays étrangers : Chine (p. 2440 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 2441 et s.)

Pays étrangers : Inde (p. 2440 et s.)

Pays étrangers : Irak (p. 2442)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 2441 et s.)

Pays étrangers : Russie (p. 2441)

Pays étrangers : Zimbabwe (p. 2441)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2440)

Union européenne (p. 2441 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)
Son intervention (p. 2585)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2585)
Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 2585)
Energie et carburants : pétrole : consommation (p. 2585)
Environnement : développement durable (p. 2585)
Transports : politique des transports (p. 2585)
Voirie : autoroutes (p. 2585)
Environnement : Parc naturel régional de Camargue : pollution automobile (p. 4926)
Environnement : Parc naturel régional de Camargue : tourisme et loisirs (p. 4926)
Organisations internationales : UNESCO : protection de la nature (p. 4926)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3975)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 3975)
Energie et carburants : énergies fossiles : retraites complémentaires (p. 3975)
Energie et carburants : pétrole : prix (p. 3975)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3975)
Organisations internationales : Agence internationale de l'énergie (AIE) (p. 3975)

Procédure des questions :

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 3990)
Régions : Ile-de-France : transports urbains (p. 3990)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 99)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris : limites territoriales (p. 100)
Régions : Ile-de-France : aménagement du territoire (p. 99)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)*Procédure des questions :*

Santé : virus H5N1 : prévention (p. 3661)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4445)

Son intervention (p. 4445)

Thèmes :

Agroalimentaire : sécurité sanitaire (p. 4445)
Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4446)
Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4445)
Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4446)
Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4446)
Commerce extérieur : importations : produits agricoles (p. 4445)
Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4446)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : commerce électronique (p. 4446)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 4446)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4445)

Télécommunications : abonnements (p. 4446)

Télécommunications : gratuité du temps d'attente (p. 4446)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Son intervention (p. 4854)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs (p. 4855)
Assemblée nationale : propositions de loi (p. 4854)
Automobiles et cycles : malus CO2 (p. 4854)
Energie et carburants : pétrole (p. 4854 et s.)
Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 4854)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4855)
Transports : chèque-transport (p. 4854)
Transports aériens : kérosène : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4854)

Explications de vote et vote [29 novembre 2007] (p. 4870)

Vote pour le passage à la discussion des articles du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4856)

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)

Son intervention (p. 4926)

Thèmes :

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : déchets, pollutions et nuisances (p. 4926)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5273) : rejetée (p. 5279)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 5273, 5276)
Agriculture : Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) (p. 5273)
Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 5273 et s.)
Agriculture : prix agricoles : énergie et carburants (p. 5275)
Agriculture : produits phytosanitaires (p. 5275)
Agroalimentaire : Organismes de défense et de gestion (p. 5273)
Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5273 et s.)
Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 5273)
Automobiles et cycles : automobiles : fiscalité écologique (p. 5274)
Energie et carburants : pétrole : prix (p. 5273)
Environnement : Grenelle de l'environnement : politique agricole (p. 5274)
Environnement : protection de la nature : agriculture (p. 5273)
Parlement : rôle (p. 5273)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5273, 5276)
Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 5275)
Santé : sécurité sanitaire : protection des consommateurs (p. 5274)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1087) : rejetée (p. 1095)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1147)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1088, 1147)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1089)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1088 et s., 1148)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1088 et s.)
 Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1090)
 Agroalimentaire : apiculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1088)
 Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1089)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1089, 1147)
 Bioéthique : brevets (p. 1087 et s., 1147)
 Eau : pollution : produits phytosanitaires (p. 1090)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1089)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 1089)
 Parlement : groupes de pression (p. 1087 et s.)
 Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1088, 1147)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1088)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1091)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 1090)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 251 de M. André Chassaigne (rapport du Gouvernement sur les licences gratuites pour les petits agriculteurs des pays en voie de développement) (p. 1151)

Intervient sur l'adt n° 341 de M. Germinal Peiro (inscription du gène au patrimoine commun de l'humanité) (p. 1154)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1160, 1217 et s.)

Ses amendements n°s 197 à 199, 201 à 203 (p. 1173 et s.)

Son amendement n° 204 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1209)

Ses amendement n°s 205 à 207 (p. 1222 et s.)

Son amendement n° 476 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1230)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son amendement n° 464 (p. 1249) : adopté (p. 1250)

Ses interventions (p. 1251, 1263, 1300)

Ses amendements n°s 211, 210, 212 et 213, 217, 219 à 225 et 218 rectifié (p. 1252 et s.)

Son sous-amendement n° 488 à l'adt n° 403 de M. Jean-Yves Le Déaut (p. 1288)

Ses amendements n°s 226, 208, 264, 227, 265 et 266, 378 (p. 1289 et s.)

Son amendement n° 267 (p. 1298) : adopté (p. 1300)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Ses amendements n°s 357 et 358 rectifié, 474 (p. 1302 et s.)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Son intervention (p. 1319)

Ses amendements n°s 361 et 362 (p. 1320)

Après l'article 7

Son amendement n° 466 (obligation d'indiquer sur le catalogue national si une semence est génétiquement modifiée) : retiré (p. 1324)

Avant l'article 3

Son amendement n° 269 précédemment réservé (suppression de la notion de "coexistence entre cultures" avec ou sans OGM) (p. 1326) : rejeté (p. 1327)

Son amendement n° 356 précédemment réservé (obligation pour le locataire d'une parcelle agricole d'informer le bailleur de la mise en culture d'OGM) (p. 1330) : rejeté (p. 1331)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1334 et s., 1397)

Ses amendements n°s 270 à 272 et 379 (p. 1337 et s.)

Son amendement n° 273 : adopté (p. 1339)

Ses amendements n°s 278 rectifié à 281 (p. 1340 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 411 précédemment réservé de M. Germinal Peiro (réglementation des expérimentations en plein champ) (p. 1404)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son amendement n° 282 (p. 1406)

Son amendement n° 283 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1407)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 284, 465, 285 à 294 (p. 1421 et s.)

Article 8 A (nouveau) (définitions)

Son amendement n° 463 (p. 1431)

Article 8 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 364 et 365 (p. 1432 et s.)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 366 à 370 (p. 1437 et s.)

Son intervention (p. 1441)

Avant l'article 11 bis

Intervient sur l'adt n° 318 rectifié de M. Germinal Peiro (suppression de la division et de l'intitulé du chapitre V ter) (p. 1441)

Article 11 bis (nouveau) (création d'un dispositif Sofiplantes)

Son amendement n° 371 (p. 1442) : adopté (p. 1443)

Explications de vote et vote [9 avril 2008] (p. 1459)

Ses explications de vote (p. 1462)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1462)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2035)

Thèmes :

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2035)

Parlement : groupes de pression : commissions d'enquête (p. 2035)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2189) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2193)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : pays étrangers (p. 2191)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2190)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2190)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2189)

Environnement : principe de précaution (p. 2190)
 Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2190)
 Recherche : biotechnologies (p. 2190)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2191)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3728) : rejetée (p. 3733)

Thèmes :

Assurances : dommages à l'environnement (p. 3729)
 Energie et carburants : pétrole : ressources (p. 3730)
 Environnement : biodiversité : protection (p. 3730)
 Environnement : changements climatiques (p. 3730)
 Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 3728)
 Environnement : dommages à l'environnement : prescription (p. 3731)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3728)
 Parlement : rôle (p. 3728 et s.)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 3729)
 Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3728 et s.)

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 141 (régime des actions en réparations en cas de dommage environnemental en vue de garantir l'accès à la justice des victimes) (p. 3743) : rejeté (p. 3744)

Son amendement n° 142 (régime des actions en réparations en cas de dommage environnemental en vue de garantir l'accès à la justice des victimes) : rejeté (p. 3744)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3745, 3787 et s.)

Ses amendements n°s 71 à 81, 83 à 95 (p. 3747 et s.)

Ses amendements n°s 127 à 132, 137, 133 à 135 (p. 3789 et s.)

Article 3 (adaptation du code de justice administrative)

Son amendement n° 184 rectifié (p. 3798)

Article 6 (dispositions renforçant la répression de la pollution marine)

Son amendement n° 138 (p. 3801)

Son amendement n° 139 : adopté (p. 3801)

Son amendement n° 140 (p. 3802)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4831)

Son intervention (p. 4834)

Thèmes :

Assurances : dommages à l'environnement (p. 4834)
 Cours d'eau, étangs et lacs : Rhône : pollution industrielle (p. 4834)
 Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 4834)

Explications de vote et vote [22 juillet 2008] (p. 4836)

Ses explications de vote (p. 4834)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4835)

Gilles COCQUEMPOT

*Pas-de-Calais (7^{me} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2387)

Pierre COHEN

*Haute-Garonne (3^{me} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Membre du haut conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'être vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 12 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Moyens de paiement. Euro. Cours, conséquences économiques [4 décembre 2007] (p. 4915)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 113, posée le 22 janvier 2008. Fonctionnaires et agents publics. Indemnité de résidence (J.O. Questions p. 407). Appelée le 22 janvier 2008. Calcul, zones (p. 378)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande une suspension de séance en raison du déplacement d'amendements déposés par l'opposition [23 juillet 2007] (p. 2263)

DÉBATS**Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2213)

Son intervention (p. 2230)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juillet 2007] (p. 2263)

Thèmes :

Enseignement supérieur : doctorats (p. 2232)

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2231)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2213, 2214)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2213)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2231)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2231)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2213, 2230 et s.)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2231)

Enseignement supérieur : personnel : syndicats (p. 2230)

Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2231)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2232)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2232)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)**Article 1er (missions du service public de l'enseignement supérieur)**

Son intervention (p. 2272)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 25 de M. Claude Goasguen (délibérations concernant les regroupements d'établissements) (p. 2280)

Article 4 (administration de l'université)

Son intervention (p. 2286)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2293)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2304)

Article 7 (composition et rôle du conseil scientifique)

Son amendement n° 206 rectifié (p. 2317)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)

Ses interventions (p. 2323 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 266 de M. Yves Jégo (cas de difficulté grave dans le fonctionnement des organes statutaires de l'université) (p. 2326)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son intervention (p. 2335)

Après l'article 12

Son amendement n° 171 (rapport au Parlement sur l'évolution du système Licence Master Doctorat - LMD) : rejeté (p. 2339)

Article 14 (le contrat pluriannuel d'établissement)

Son intervention (p. 2340)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 216 de M. Alain Claeys (responsabilité des conseils d'administration des universités en matière de mise en place des pôles de recherche et d'enseignement supérieur - PRES) (p. 2349)

Intervient sur l'ad n° 215 de M. Alain Claeys (évaluation par l'ANAES des formations délivrées par les établissements supérieurs) (p. 2350)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Ses interventions (p. 2352 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 173 de M. Alain Claeys (critères de détermination de la dotation globale de fonctionnement des universités) (p. 2359)

Article 16 (compétences en matière de gestion des ressources humaines)

Son intervention (p. 2360)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 172 de M. Alain Claeys (établissement d'un plan pluriannuel de recrutement dans les universités) (p. 2361)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)

Son intervention (p. 2363)

Après l'article 23 bis

Intervient sur l'ad n° 175 de M. Alain Claeys (mécénat de doctorat) (p. 2374)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad n° 64 rectifié de la commission (référence du code de l'éducation au système licence-master-doctorat) (p. 2377)

Seconde délibération**Article 5 (élection, mandat et compétences du président)**

Son intervention (p. 2385)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2629)**

Son intervention (p. 2632)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômes (p. 2632 et s.)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2633)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2633)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2633)

Enseignement supérieur : personnel : effectifs (p. 2633)

Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2634)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2633, 2634)

Recherche : crédits (p. 2633, 2634)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2634)

Georges COLOMBIER

Isère (7^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. du 1^{er} août 2007]

Membre du conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 30 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 223 relative à la prise en compte des adoptions multiples et des adoptions intervenues avant le 1^{er} octobre 1978 pour la retraite des fonctionnaires [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 224 tendant à assouplir les conditions d'attribution de l'aide personnalisée au logement aux personnes âgées hébergées en établissement [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [29 janvier 2008] (n° 633)

Proposition de loi n° 1015 visant à rendre obligatoire la mention de la présence d'acide gras "trans" sur l'étiquetage des produits alimentaires [3 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Allocation aux adultes handicapés. Revalorisation [26 mars 2008] (p. 969)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 61, posée le 18 décembre 2007. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 7893). Appelée le 18 décembre 2007. Implantation, Bourgoin-Jallieu (p. 5335)

n° 169, posée le 25 mars 2008. Handicapés. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2479)

n° 218, posée le 29 avril 2008. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3550). Appelée le 29 avril 2008. Dotation horaire globale, collège Fernand Bouvier, Saint Jean de Bourney (p. 1749)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3175)

Thèmes :

Professions de santé : médecins : installation (p. 3176)

Professions de santé : pharmaciens (p. 3176)

Professions de santé : pharmaciens : installation (p. 3176)

Santé : accès aux soins (p. 3175 et s.)

Santé : politique de la santé : zones rurales (p. 3176)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3418)

Article 39 (restructuration du réseau des officines de pharmacie)

Ses interventions (p. 3444, 3449)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : pollution (p. 4045)

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Son intervention (p. 3901)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3902)

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 3903)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 3903)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3901)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 3903)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3902)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 3903)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3903 et s.)

Défense : armes nucléaires (p. 3903)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3929)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 185 rectifié du Gouvernement (revalorisation de la retraite du combattant) (p. 3930)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et lien avec la nation", inscrits à l'état B

Son amendement n° 169 précédemment réservé (p. 3933)

Son intervention (p. 3934)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : réinsertion professionnelle : groupements d'employeurs (p. 3819)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Son intervention (p. 659)

Thèmes :

Baux : loyers : dépôt de garantie (p. 660)

Baux : loyers : indexation (p. 660)

Entreprises : intéressement et participation (p. 660)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : primes (p. 660)

Travail : comptes épargne-temps (p. 659)

Travail : congés payés (p. 659)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 659)

Travail : repos hebdomadaire : dérogations (p. 659)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses amendements n°s 135 et 136 (p. 5355 et s.)

Geneviève COLOT

*Essonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil national de la sécurité routière [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléante de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques (n° 521) [19 décembre 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de l'accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses Etats membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-et-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie et la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (n° 669) [25 mars 2008]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (n° 878) [14 mai 2008]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part (n° 1037) [30 septembre 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome 1 : Action extérieure de l'Etat - Action de la France en Europe et dans le monde - Français à l'étranger et étrangers en France (n° 279) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques (n° 521) [15 janvier 2008] (n°581)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses Etats membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-et-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie et la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (n° 669) [8 avril 2008] (n° 790)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (n° 878) [4 juin 2008] (n° 924)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Postes. La Poste. Missions de service public, respect [4 décembre 2007] (p. 7535)

Politique extérieure. Tchad. Evacuation des ressortissants, prise en charge, moyens [5 février 2008] (p. 717)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 192, posée le 8 avril 2008. Transports urbains. RER (J.O. Questions p. 2908). Appelée le 8 avril 2008. Ligne C, fonctionnement (p. 1354)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ETAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 3865)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 3866)

Français de l'étranger : enseignement (p. 3866)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 3865)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : patrimoine immobilier (p. 3865)

Relations internationales : visas (p. 3866)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3888)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3888)

Projet de loi n° 878 autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3352)

Son intervention (p. 3354)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « ACTION EXTÉRIEURE DE L'ETAT » - « SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT À L'ÉTRANGER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4006) :

- *Réunion de la commission des affaires étrangères du 17 juin 2008*

Son intervention (p. 4010.)

Jean-François COPÉ

*Seine-et-Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Nommé président du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. [2 octobre 2007] (p. 2486)
 Etat. Constitution. Réforme, calendrier [30 octobre 2007] (p. 3544)
 Etat. Gouvernement. Programme politique [6 novembre 2007] (p. 3676)
 Union européenne. Traité de Lisbonne. [18 décembre 2007] (p. 5373)
 Etat. Gouvernement. Programme politique [8 janvier 2008] (p. 35)
 Etat. Gouvernement. Politique générale [25 mars 2008] (p. 907)
 Environnement. Agriculture. OGM [14 mai 2008] (p. 2046)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur les rappels au règlement de MM. Jean-Marc Ayrault, François Sauvadet et Jean-Claude Sandrier : se déclare en faveur d'un grand esprit d'ouverture ; considère légitime que le groupe du nouveau centre bénéficie d'une vice-présidence de l'Assemblée nationale mais ne considère pas que le caractère "technique" du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, rassemblant des députés de sensibilités différentes, lui permette d'en revendiquer une [27 juin 2007] (p. 1557)

Souligne que la réduction de l'assiette des droits de mutation était prévue par le programme de Nicolas Sarkozy et a donc été approuvée par les Français [12 juillet 2007] (p. 1894)

Soutient la réforme et souligne l'impartialité du Gouvernement en matière d'aménagement du territoire [15 novembre 2007] (p. 4190)

Conteste le comptage des voix lors du vote de l'amendement n° 52 rectifié [5 décembre 2007] (p. 5011)

En appelle à la poursuite du débat ; fait observer à l'opposition que les questions qu'elle pose seront débattues lors de la discussion des prochains articles [24 octobre 2007] (p. 3215)

Affirme la détermination du groupe UMP à soutenir les réformes gouvernementales ; en appelle à un esprit de courtoisie dans la poursuite des débats [26 octobre 2007] (p. 3348)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen : demande une suspension de séance pour consulter son groupe afin d'examiner la proposition de M. Jean-Marie Le Guen d'une nouvelle organisation des débats [26 octobre 2007] (p. 3422)

Regrette que M. Mamère reprenne à son compte les propos du sénateur Le Grand qu'il juge "indignes du débat démocratique" [3 avril 2008] (p. 1226)

Affirme que les députés UMP seront tout à fait ouverts à la discussion sur les points évoqués dans la lettre du président, dès lors que la révision constitutionnelle aura été adoptée [9 juillet 2008] (p. 4466)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : répète qu'il est ouvert aux propositions de réforme du règlement [9 juillet 2008] (p. 4466)

Dénonce "l'obstruction du groupe socialiste" [24 septembre 2008] (p. 5052)

Souhaite, le problème du financement ayant été longuement débattu, que l'examen du texte progresse [6 octobre 2008] (p. 5305)

*DÉBATS***Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre**

[3 juillet 2007] (p. 1563)
 Son intervention (p. 1574)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 1575)
 Droit pénal : récidive (p. 1575)
 Elections et référendums : campagnes électorales (p. 1574)
 Enseignement supérieur : universités (p. 1575)
 Etrangers : intégration (p. 1576)
 Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 1576)
 Jeunes : diversité culturelle (p. 1576, 1577)
 Jeunes : égalité des chances (p. 1576, 1577)
 Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1576)
 Parlement : prérogatives (p. 1575)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 1574 et s.)
 Partis et mouvements politiques : opposition (p. 1575)
 Politique générale : déclaration du Gouvernement (p. 1574 et s.)
 Politique générale : démocratie (p. 1575)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1577)
 Secteur public : service minimum : transport (p. 1576)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1577)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1894)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Demande la vérification du quorum [13 juillet 2007] (p. 1934)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1947)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)
 Son intervention (p. 2581)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2583)
 Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 2582)
 Environnement : recherche (p. 2582)
 Environnement : développement durable (p. 2582)
 Environnement : Grenelle de l'environnement : organisation (p. 2582)
 Environnement : politique de l'environnement : création d'emplois (p. 2582)
 Logement : économies d'énergie (p. 2582)
 Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2581)
 Transports : politique des transports (p. 2582)
 Voirie : autoroutes (p. 2582)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses de fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3215)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3348)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention : propose de terminer la discussion sur l'article 35 puis d'engager la discussion sur les articles concernant la famille et la retraite ; demande leur accord aux représentants des groupes de l'opposition (p. 3422)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf. supra) (p. 3422)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)
 Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4190)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [29 novembre 2007] (p. 4870)

Ses explications de vote (p. 4871)

Vote contre le passage à la discussion des articles du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4871)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Son intervention (p. 5011)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 décembre 2007] (p. 5011)

Déclaration du Gouvernement n° 496 préalable au Conseil européen

[11 décembre 2007] (p. 5178, 5183)

Son intervention (p. 5181)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5311)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs (p. 5311)

Logement : prix (p. 5311)

Politique économique : pouvoir d'achat : statistiques (p. 5311)

Travail : durée du travail (p. 5311)

Travail : rémunération : stock options (p. 5311)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Lionnel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5556)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Sa motion de renvoi en commission (p. 302) soutenue par M. Frédéric Lefebvre : adoptée (p. 306)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1226)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2205)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande et 226 de leurs collègues [3 avril 2008]

[8 avril 2008] (p. 1375)

Son intervention (p. 1391)

Le groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire ne vote pas la censure (p. 1395)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1701)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : administration électronique (p. 1702)

Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1701 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1701)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1701)

Parlement : rôle (p. 1702)

Pays étrangers (p. 1702)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 1702)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2252)

Thèmes :

Lois : projet de loi : études d'impact (p. 2254)

Parlement : ordre du jour (p. 2253)

Parlement : rôle (p. 2253)

Parlement : rôle : Parti socialiste (p. 2254)

Politique générale : démocratie : équilibre des pouvoirs (p. 2253)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2254)

Président de la République : quinquennat (p. 2253)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2386)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'adt n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2393)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2452)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2460)

Son amendement n° 2 (p. 2459) : adopté (p. 2461)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4427)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4461)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4466)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4466)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3460)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne

[18 juin 2008] (p. 3563)

Son intervention (p. 3572)

Thèmes :

- Politiques communautaires : politique énergétique (p. 3572)
- Politiques communautaires : droit communautaire (p. 3573)
- Politiques communautaires : immigration (p. 3572)
- Union européenne : construction européenne (p. 3573)
- Union européenne : Parlement européen (p. 3574)
- Union européenne : présidence française (p. 3572)
- Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3573)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Avant l'article 16

Intervient sur la demande de vérification de quorum de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4195 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)

Son intervention (p. 4915)

Thèmes :

- Constitution : révision (p. 4915)
- Défense : militaires et assimilés : décès (p. 4915)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4916)
- Pays étrangers : Afghanistan : aide au développement (p. 4917)
- Pays étrangers : Afghanistan : intégrisme (p. 4916)
- Pays étrangers : Afghanistan : militaires et assimilés (p. 4915)
- Pays étrangers : Afghanistan : trafic de stupéfiants (p. 4916)
- Pays étrangers : Pakistan (p. 4917)
- Politique extérieure : lutte contre le terrorisme : Afghanistan (p. 4916)
- Relations internationales : paix : Afghanistan (p. 4917)
- Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4918)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 2

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5052)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5301 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 octobre 2008] (p. 5305)

Demande la vérification du quorum [7 octobre 2008] (p. 5377)

François CORNUT-GENTILLE

*Haute-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Défense - [4 juillet 2007]

Membre du conseil supérieur de la participation [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 11 août 2007]

Membre du conseil restreint du conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 26 septembre 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Défense - [10 juin 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VII : Défense - Préparation et emploi des forces - Equipement des forces (n° 280) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime que le groupe socialiste "multiplie les interventions hors sujet" [23 septembre 2008] (p. 4986)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 4123)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Défense : armements et équipements : armée de l'air (p. 4123)
- Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 4123)
- Défense : dissuasion nucléaire (p. 4123)
- Défense : drones (p. 4123)
- Défense : loi de programmation militaire (p. 4123)
- Défense : porte-avions : construction (p. 4123)
- Parlement : rôle : politique de défense (p. 4123)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3918)

Thèmes :

- Défense : armement : industrie (p. 3919)
- Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3919)
- Défense : opérations extérieures : effectifs (p. 3919)
- Défense : politique de défense : contrôle parlementaire (p. 3918)

Défense : renseignement (p. 3919)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3919)
 Union européenne : politique de la défense (p. 3919)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4937)

Son intervention (p. 4952)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4970)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de censure (p. 4937)
 Entreprises : allègement des charges (p. 4953)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 4953)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4937 et s.)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4937)
 Travail (p. 4971)
 Travail : négociations : salaires (p. 4937, 4953)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 4953)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4953)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4986)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur l'ad n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur les adts identiques n°s 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur l'ad n° 12 de M. Dominique Tian (accord d'intéressement "unilatéral" à l'initiative de l'employeur dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5024)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son amendement n° 1499 : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5045)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 1819 (dispositif relatif à la réserve spéciale de participation prévu pour les entreprises de moins de cent salariés étendu à celles de moins de deux cents salariés) à l'ad n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5104) : adopté (p. 5114)

Explications de vote et vote [25 septembre 2008] (p. 5138)

Ses explications de vote (p. 5139)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5139)

Louis COSYNS

*Cher (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 754 visant à exonérer les personnes handicapées en fauteuil roulant du paiement de l'écotaxe pour leur véhicule transformé et aménagé en vue du transport d'un ou plusieurs passagers handicapés en fauteuil roulant [27 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. SNCF. Fret [30 octobre 2007] (p. 3552)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 147, posée le 29 janvier 2008. Défense. (J.O. Questions p. 629). Appelée le 29 janvier 2008. Plan défense deuxième chance (p. 554)

n° 224, posée le 29 avril 2008. Voirie. (J.O. Questions p. 3552). Appelée le 29 avril 2008. Autoroute Bourges Auxerre Troyes (p. 1750)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2288)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Son amendement n° 23 (ISF - dons : extension aux associations reconnues d'utilité publique de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis A du code général des impôts) (p. 2956) : retiré (p. 2957)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4194)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 4194)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Santé : maladies mentales (p. 3670)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)
Son intervention (p. 436)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 436)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 436)
Emploi : UNEDIC (p. 436)
Secteur public : services publics : emploi (p. 436)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
Son intervention (p. 2873)

Thèmes :

Agroalimentaire : commercialisation : grande distribution (p. 2874)
Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2873)
Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2874)
Commerce et artisanat : petit commerce (p. 2874)
Entreprises : simplifications administratives (p. 2873)
Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2873)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)
Son amendement n° 302 (p. 3041)

René COUANAU

*Ille-et-Vilaine (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Justice - [11 juillet 2007]

Membre de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 4 août 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Justice - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 25 : Justice (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Universités. Réforme [3 octobre 2007] (p. 2572)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)
Son amendement n° 28 (p. 1842)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)
Son intervention (p. 3171)

Thèmes :

Etablissements de santé : établissements publics : autonomie (p. 3171)
Etablissements de santé : établissements publics : gouvernance (p. 3171)
Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3171)
Santé : soins : coût (p. 3171)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4167)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : exécution des peines : moyens (p. 4168)
Justice : effectifs (p. 4167)
Justice : modernisation (p. 4167)
Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4167)
Justice : centres éducatifs fermés (p. 4169)
Justice : délais : décisions (p. 4167)
Justice : exécution des décisions (p. 4167)
Justice : frais de justice (p. 4168)
Justice : greffiers : effectifs (p. 4168)
Justice : victimes (p. 4167)
Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 4168)
Système pénitentiaire : établissements : création (p. 4167)
Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale : travail (p. 4168)
Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 4168)
Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 4168)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4205 à 4208)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- *Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007*

Son intervention (p. 62)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 62)
Logement : logement social : secteur privé (p. 62)
Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) : simplifications administratives (p. 62)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Son intervention (p. 649)

Thèmes :

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 650)
Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 649)
Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 649 et s.)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 650)
 Travail : conditions de travail : marins (p. 649)
 Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 649)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :
 - Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008
 Son intervention (p. 3984)

MISSION « ENSEIGNEMENT SCOLAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3996) :
 - Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 17 juin 2008
 Son intervention (p. 4004)

Charles de COURSON

Marne (5^{ème} circonscription)
 Nouveau Centre

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Écologie, développement et aménagement durables - [11 juillet 2007]
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]
 Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 janvier 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 janvier 2008]

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle relative au retour à l'équilibre des finances publiques (n° 573) [9 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 février 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Écologie, développement et aménagement durables - [16 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 18 : Écologie, développement et aménagement durables - Transports aériens et météorologie - Contrôle et exploitation aériens (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi constitutionnelle de M. François Sauvadet, M. Charles de Courson et plusieurs de leurs collègues relative au retour à l'équilibre des finances publiques (n° 573) [16 janvier 2008] (n° 609)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales [5 juin 2008] (n° 946)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) [16 juillet 2008] (n° 1058)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [22 janvier 2008] (p. 390)

Finances publiques. Déficits publics. [29 avril 2008] (p. 1766)

Impôts et taxes. Exonération. [10 juin 2008] (p. 3179)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se prononce en faveur du dispositif permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une réduction de sa contribution au titre d'apports à sa propre société - fonds propres des PME [18 octobre 2007] (p. 2959)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1659)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1666)

Son intervention (p. 1675)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1721)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : plafonnement (p. 1675)

Donations et successions (p. 1676, 1722)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1659)

Élections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1667)

Emploi : allègement des charges sociales : petites et moyennes entreprises (p. 1675)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1675)

Finances publiques : universalité budgétaire : allègement des charges sociales (p. 1659)

Impôt de solidarité sur la fortune : résidence principale (p. 1677)

Impôt sur le revenu : impôt minimal : "niches fiscales" (p. 1675)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1677, 1722)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" : collectivités locales (p. 1677)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1666, 1722)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1722)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1676)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1677)

Président de la République (p. 1675)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1676)

Travail : heures supplémentaires : collectivités territoriales (p. 1677)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1675 et s.)

Travail : heures supplémentaires : transports (p. 1677)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses amendements n^{os} 264, 257 à 263, 254 à 256 rectifié (p. 1761 et s., 1792 et s.)

Son intervention (p. 1795)

Après l'article 1er

Son amendement n^o 253 (suppression des allègements de cotisations sociales pour les entreprises de plus de 500 salariés - plafonnement des "niches fiscales" - progression des concours de l'Etat aux collectivités territoriales ne pouvant excéder la croissance brute de la dépense de l'Etat) (p. 1829) : retiré (p. 1830)

Son amendement n^o 265 (extension aux travailleurs indépendants du bénéfice de l'exonération d'impôt sur le revenu sur les heures supplémentaires : rapport du Gouvernement) (p. 1830) : retiré (p. 1831)

Après l'article 2

Son amendement n^o 266 (étudiants non rattachés au foyer fiscal de leurs parents : crédit d'impôt de 20 % de leurs revenus salariaux) : rejeté (p. 1846)

Après l'article 3

Son amendement n^o 268 (crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt : rapport au Parlement vérifiant que la mesure bénéficie au contribuable et analyse de ses conséquences) (p. 1868) : adopté après rectification (p. 1869)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses interventions (p. 1888 et s.)

Après l'article 4

Son amendement n^o 270 (exonération de la part successorale des frères et sœurs bénéficiant de l'abattement de 57 000 €) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1909)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son amendement n^o 367 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1923)

Son intervention (p. 1926)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Son amendement n^o 379 rectifié (p. 2052)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n^o 380 rectifié (p. 2068)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2072)

Article 11 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son sous-amendement n^o 485 à l'ad^t n^o 97 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 2074)

Son amendement n^o 384 (p. 2075)

Son amendement n^o 385 : adopté (p. 2075)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad^t n^o 92 de la commission (prime pour l'emploi - rapport sur la diminution du délai de perception et l'inscription sur le bulletin de salaire) (p. 2076)

Son amendement n^o 468 (prime pour l'emploi - rapport sur la diminution du délai de perception et l'inscription sur le bulletin de salaire) (p. 2076) : adopté (p. 2077)

Son amendement n^o 382 (revenu de solidarité active : rapport sur les mesures d'accompagnement financier au bénéfice des départements) : retiré (p. 2077)

Explications de vote et vote [16 juillet 2007] (p. 2079)

Ses explications de vote (p. 2081)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2081)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)**

Son intervention (p. 2619)

Thèmes :

Donations et successions (p. 2620)

Emploi : allègement des charges sociales : petites et moyennes entreprises (p. 2619)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 2620)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2620)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2620 et s.)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2619)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2620 et s.)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 2620)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2621)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2620)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2625)

Intervient sur l'ad^t n^o 2 du Gouvernement (suppression d'un gage) (article 5 : renforcement du bouclier fiscal) (p. 2626)

Ses explications de vote (p. 2628)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2628)

Projet de loi n^o 3 portant règlement définitif du budget de 2006**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1990)

Son intervention (p. 1993)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 1990)

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1993 et s.)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1993 et s.)

Finances publiques : dépenses : évaluation (p. 1994)

Finances publiques : dette publique (p. 1995)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : personnels (p. 1994)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1994)

Finances publiques : prélèvements sur recettes : collectivités territoriales (p. 1994)

Finances publiques : prélèvements sur recettes : Union européenne (p. 1994)

Impôt sur les sociétés (p. 1995)

Impôts et taxes : exonérations : dégrèvement (p. 1995)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1993)

Lois de règlement (p. 1993)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 1994)

Discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 2007)*Après l'article 8*

Intervient sur l'ad^t n^o 1 rectifié de la commission (rapport sur les opérateurs de l'Etat : prise en compte de la dernière année dont l'exécution est définitivement connue, de l'année en cours et de l'année suivante) (p. 2008)

Déclaration du Gouvernement n^o 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration**[16 juillet 2007] (p. 2008)**

Son intervention (p. 2019)

Thèmes :

Collectivités territoriales : "bouclier fiscal" (p. 2021)

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2021)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2023)

Collectivités territoriales : fiscalité : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 2021)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 2022)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2021)

Emploi : seniors (p. 2021)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : allègement des charges sociales (p. 2023)

Etablissements de santé : réduction du temps de travail (p. 2021)

Etat : réforme (p. 2022)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2020, 2022)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2019 et s.)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : fonctionnement (p. 2023)
 Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2022)
 Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2022)
 Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2020)
 Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2022)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2023)
 Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 2022)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 2022)
 Politique économique : croissance (p. 2019 et s.)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 2019)
 Politique générale : réforme (p. 2023)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité : Président de la République (p. 2019)
 Retraites : régime général : réforme (p. 2021)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 2021)
 Sécurité sociale : fraude (p. 2022)
 Sécurité sociale : déficit (p. 2020 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2551)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2553)
 Retraites : généralités : solidarité (p. 2552)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 2552)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 2553)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : dialogue social (p. 2554)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Banque de France (p. 2552, 2553)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 2552, 2553)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2552 et s.)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 2552)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : RATP (p. 2553)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2552, 2553)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2786)

Son intervention (p. 2843)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2889)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2786, 2889)
 Collectivités territoriales : dépenses (p. 2844)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2844, 2889 et s.)
 Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 2845)
 Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2845)
 Energie et carburants : pétrole (p. 2843)
 Enseignement maternel et primaire (p. 2843)
 Entreprises : allègement des charges : fiscalité (p. 2844)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2843 et s., 2889)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2843 et s.)
 Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2786 et s.)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 2843)
 Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2844)
 Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2845)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 2843)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2786, 2843)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2844)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2844)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2890)
 Justice : crédits (p. 2843)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2843)
 Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2845)
 Partis et mouvements politiques : Nouveau centre (p. 2787)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2843)
 Recherche : innovation (p. 2843)
 Secteur public : privatisations (p. 2889)
 Sécurité sociale : déficit (p. 2845)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 2844)
 Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2845)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2843)
 Union européenne : euro (p. 2843)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 7 (crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Ses interventions (p. 2893 et s.)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2905)

Article 3 précédemment réservé (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 2915 et s.)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Ses interventions (p. 2921 et s.)

Son amendement n° 151 (p. 2924)

Son sous-amendement n° 300 à l'ad n° 70 de M. Gilles Carrez (p. 2925)

Ses amendements n° 152 et 154 (p. 2928)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 240 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (économies d'énergie dans l'habitation principale - crédit d'impôt : bénéficiaire du plafond de 16 000 € pour les personnes seules) (p. 2938)

Intervient sur l'ad n° 214 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (heures supplémentaires : non-prise en compte pour le calcul de la prime pour l'emploi) (p. 2942)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)

Son amendement n° 160 (p. 2944)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 88 de M. Jérôme Cahuzac (suppression du "bouclier fiscal") (p. 2946)

Son amendement n° 149 (plafonnement à 80 % de l'impôt dû des déductions ou réductions de l'impôt sur le revenu et du revenu imposable hors quotient familial) (p. 2949) : retiré (p. 2950)

Son amendement n° 150 rectifié (déductions ou réductions de l'impôt sur le revenu et du revenu imposable (hors quotient familial) - plafonnement à 80 % de l'impôt hors investissements outre-mer) (p. 2949) : retiré (p. 2950)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2959)

Son amendement n° 163 (parts de GFA et biens ruraux donnés par bail à long terme - transmission et ISF : application de l'abattement de 75 % sur le montant excédant 76 000 €) : retiré (p. 2960)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 3 de la commission (petits matériels et outillages pouvant être passés directement en charges déductibles : valeur unitaire maximale portée de 500 à 1 000 €) (p. 2961)

Son sous-amendement n° 297 (plafond de 50 % des recettes agricoles et de 100 000 € pour la production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou éolienne) à l'ad n° 76 rectifié de

M. Marc Le Fur (vente d'énergie issue des exploitations agricoles : régime des bénéficiaires agricoles) : adopté (p. 2964)

Article 11 (aménagement du régime des plus ou moins-values sur titres de sociétés à prépondérance immobilière pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Son amendement n° 165 (p. 2972)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 260 de M. Philippe Martin (carburateurs destinés aux avions - suppression de l'exonération de TIPP) (p. 2973)

Intervient sur l'ad n° 261 de M. Philippe Martin (carburateurs destinés aux avions - suppression de l'exonération de TIPP pour les vols intérieurs) (p. 2973)

Intervient sur l'ad n° 8 deuxième rectification de la commission (entreprises de valorisation de la biomasse : exonération de la TIPP sur le charbon, les houilles et le lignite) (p. 2974)

Son amendement n° 164 rectifié (plus-values professionnelles réalisées lors de la transmission à titre gratuit de parts de l'entreprise : extension de l'exonération aux plus-values en report d'imposition du fait du changement de régime fiscal de la société ou de la cessation d'activité de l'associé) : retiré (p. 2976)

Intervient sur l'ad n° 146 rectifié de M. Didier Migaud (stock-options : contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2978)

Intervient sur l'ad n° 274 de M. Jérôme Cahuzac ("taxe Tobin" - article 235 ter ZD du code général des impôts : fixation du taux à 0,05 %) (p. 2979)

Son amendement n° 156 (stock-options attribuées aux mandataires sociaux : interdiction d'exercice avant la cessation de leurs fonctions - plus-values d'acquisition et de cession taxées au taux de 30 % et de 40 % à partir de 50 000 € - contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2976) : retiré (p. 2979)

Son amendement n° 157 (stock-options : plus-values d'acquisition et de cession taxées au taux de 30 % et de 40 % à partir de 50 000 € - contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2976) : retiré (p. 2979)

Son amendement n° 159 (stock-options : plus-values d'acquisition et de cession taxées au taux de 30 % et de 40 % à partir de 50 000 €) (p. 2976) : retiré (p. 2979)

Son amendement n° 158 (stock-options : contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2976) : retiré (p. 2979)

Son sous-amendement n° 301 rectifié (ajout des dépenses exposées par les départements) à l'ad n° 7 de la commission (dépenses exposées par les communes pour le déneigement de la voirie communale : TVA au taux réduit) (p. 2985) : retiré (p. 2986)

Son sous-amendement n° 303 (ajout de la voirie départementale) à l'ad n° 7 de la commission (p. 2985) : retiré (p. 2986)

Son amendement n° 95 (sacs de caisse en plastique non biodégradables : institution d'une taxe de 0,20 €) (p. 2989) : retiré (p. 2990)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son amendement n° 167 rectifié (p. 3007)

Son sous-amendement n° 305 deuxième rectification à l'ad n° 9 de la commission (p. 3007)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)

Ses amendements n°s 280, 168 rectifié et 169 rectifié (p. 3012 et s.)

Son amendement n° 170 rectifié : adopté (p. 3014)

Article 29 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Ses amendements n°s 279 et 211 (p. 3020 et s.)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3060)

Ses explications de vote (p. 3062)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 3062)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3953)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : météorologie : crédits budgétaires (p. 3954)

Impôts et taxes : transports aériens (p. 3953)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme : financement (p. 3953)

Transports aériens : gendarmerie de l'air (p. 3953)

Transports aériens : aéroports (p. 3954)

Transports aériens : compagnies à bas prix : aménagement du territoire (p. 3954)

Transports aériens : Direction générale de l'aviation civile (DGAC) (p. 3953)

Transports aériens : personnel : retraites complémentaires (p. 3954)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Ses explications de vote (p. 4367)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4368)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5382)

Son intervention (p. 5386)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants : fiscalité (p. 5387)

Entreprises : allègement des charges (p. 5387)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5386 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5387)

Finances publiques : dépense : efficacité (p. 5387)

Finances publiques : dette publique (p. 5387)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5387)

Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 5388)

Parlement : prérogatives : Assemblée nationale (p. 5387)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : successions (p. 5387)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 5387)

Recherche : enseignement supérieur (p. 5387)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5389)

Intervient sur l'ad n° 7 du Gouvernement (article 32 du projet de loi et état A - équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois : de coordination - déficit de 41,687 milliards d'euros en diminution de 34 millions d'euros par rapport au projet présenté en première lecture) (p. 5391)

Intervient sur l'ad n° 5, deuxième rectification du Gouvernement (article 35 du projet de loi et état D - majoration des crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers de 483 millions d'euros : de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 278 après l'article 23 du projet de loi de finances rectificative pour 2007 instituant un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5391)

Explications de vote et vote [18 décembre 2007]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5388)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5036)

Son intervention (p. 5042)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5066)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 5043)

Agriculture : taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles (p. 5043)
 Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5042)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de compétences (p. 5044)
 Culture : mécénat (p. 5042 et s.)
 Energie et carburants : biocarburants : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5043)
 Entreprises : allègement des charges (p. 5044)
 Entreprises : Electricité de France (EDF) : impôt sur les sociétés (p. 5042)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5042)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 5042 et s.)
 Hôtellerie et restauration : tabac (p. 5043)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5044)
 Impôts et taxes : contrôle fiscal : flagrant délit (p. 5042)
 Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5042)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 5036 et s. ; 5066)
 Logement : Pass-foncier (p. 5043)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 5036, 5066)
 Secteur public : privatisations : Electricité de France (EDF) (p. 5042)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 5042)
 Transports aériens : kérosène : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5037)
 Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 5042)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad^t n° 166 de M. Henri Emmanuelli (TVA : taux normal ramené de 19,6 % à 19 %, taux réduit de 5,5 % à 5 %, taux en Guadeloupe, Martinique et La Réunion de 8,5 % à 8%) (p. 5070)

Son amendement n° 240 (réversions d'usufruit au profit du conjoint survivant : régime des droits de mutation par décès) (p. 5070) : retiré (p. 5071)

Article 7 et état B (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)

Intervient sur l'ad^t n° 4 de la commission (p. 5072)

Article 14 (aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration)

Ses amendements n°s 243 et 244 (p. 5074)

Article 17 (adaptation du contrôle fiscal des comptabilités informatisées)

Son amendement n° 245 (p. 5076)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Son intervention (p. 5079)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad^t n° 203 de M. Patrice Martin-Lalande (zones "blanches" d'internet : crédit d'impôt de 50 % plafonné à 500 € pour l'achat et l'installation d'équipements) (p. 5089)

Après l'article 19

Son amendement n° 237 (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5092) : devenu sans objet (p. 5095)

Son amendement n° 238 (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 et de 25 % en 2009 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5092) : devenu sans objet (p. 5095)

Intervient sur l'ad^t n° 192 de M. Jérôme Cahuzac (redevance audiovisuelle : émission de l'avis d'imposition avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5096)

Article 20 (régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un Pass Foncier)

Son amendement n° 224 (p. 5097)

Après l'article 20

Son sous-amendement n° 290 (prise en compte de la réglementation européenne : exclusion des entreprises en difficulté et limitation du

montant des souscriptions par société à 1,5 millions d'euros par période de douze mois) à l'ad^t n° 266 de M. Jean-Michel Fourgous (ISF : amélioration des dispositifs de réduction d'assiette et de diminution du montant de l'imposition en faveur des investissements effectués dans les PME par la souscription de parts de fonds communs de placements à risque ou de fonds communs de placement pour l'innovation) (p. 5102) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5103)

Intervient sur l'ad^t n° 9 de la commission (ISF : éligibilité des dons aux associations reconnues d'utilité publique pour la réduction de l'imposition) (p. 5104)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad^t n° 178 de M. Jérôme Cahuzac (allègements de charges consentis aux entreprises : condition de négociations salariales de branche) (p. 5109)

Intervient sur l'ad^t n° 176 de M. Jérôme Cahuzac (travail à temps partiel : majoration de 10 % des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés des entreprises d'au moins vingt salariés dont les employés à temps partiel représentent plus de 25 % de l'effectif) (p. 5109)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad^t n° 43 de M. Yves Bur (ostéopathes « exclusifs » : exonération de la TVA) (p. 5110)

Son amendement n° 255 (pompes funèbres : TVA au taux réduit) (p. 5110) : retiré (p. 5111)

Intervient sur l'ad^t n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5113)

Après l'article 23

Intervient sur le sous-ad^t n° 291 de M. Stéphane Demilly (véhicules fonctionnant au carburant modulable : calcul sur un rejet de CO² réduit de 85 % à l'ad^t n° 278 du Gouvernement) (p. 5124)

Intervient sur le sous-ad^t n° 283 de M. Marc Le Fur (nouveau barème établi par place assise) à l'ad^t n° 278 du Gouvernement (p. 5124, 5127)

Intervient sur le sous-ad^t n° 284 de M. Marc Le Fur (véhicules offrant plus de cinq places assises : exonération) à l'ad^t n° 278 du Gouvernement (p. 5124, 5127)

Son sous-amendement n° 286 (véhicules fonctionnant au flexfuel : exonération) à l'ad^t n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Son sous-amendement n° 293 (véhicules fonctionnant à l'E85 : réduction de 50 % du montant de la taxe) à l'ad^t n° 278 du Gouvernement (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Après l'article 24

Son amendement n° 246 (tabac à rouler : minimum de perception du droit de consommation fixé à 83 € au lieu des 85 € prévus par le projet de loi de financement de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5128)

Son amendement n° 247 (produits du tabac : transport ou détention limités à 200 cigarettes ou 400 grammes de tabac) : rejeté (p. 5129)

Après l'article 25

Ses amendements n°s 251 et 250 (rééquilibrage des aides fiscales entre les différentes filières de biocarburants) (p. 5129) : rejetés (p. 5130)

Son amendement n° 94 (sacs en plastique : institution d'une taxe) (p. 5130) : retiré (p. 5131)

Intervient sur l'ad^t n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (sociétés pétrolières : institution d'une taxe sur les provisions pour hausses des prix supérieures à 15 millions d'euros) (p. 5132)

Intervient sur le sous-ad^t n° 285 du Gouvernement (fuel domestique : création d'un fonds bénéficiant aux ménages modestes) à l'ad^t n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 5132)

Après l'article 26

Son amendement n° 236 (interdiction de fumer dans les cafés, hôtels, restaurants, discothèques et bars-tabac : possibilité de dérogation et, pour les bars-tabacs de moins de cent mètres carrés, de réduction de 50 % des bases de taxe professionnelle) (p. 5134) : rejeté (p. 5135)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Jean-Louis Dumont (transactions immobilières portant sur plus de 700 m² réalisées par le secteur privé : possibilité de porter les droits de mutations de 3,6 % à 3,9 %) (p. 5136)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Didier Gonzales (simplification et élargissement de l'assiette de la taxe sur les nuisances sonores aériennes - TNSA -) (p. 5138)

Article 29 (reprise par l'État de la dette de la SNCF au titre du service annexe d'amortissement de la dette publique)

Son intervention (p. 5139)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié du Gouvernement (état de catastrophe naturelle : délai de dix-huit mois pour la formulation de la demande communale de reconnaissance) (p. 5141)

Intervient sur l'adt n° 57 du Gouvernement (modification des tarifs de la taxe sur les nuisances sonores aériennes - TNSA -) (p. 5142)

Intervient sur l'adt n° 21 du Gouvernement (ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur : suppression du plafonnement de déduction des dépenses pour l'accueil des élèves et étudiants handicapés de la pénalité due au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 62 deuxième rectification du Gouvernement (Saint-Martin et Saint-Barthélemy : calcul des dotations de l'État) (p. 5146)

Son amendement n° 242 (rapport présentant les mesures compensatoires prévues en faveur des bars-tabacs du fait de la mise en conformité au droit communautaire de la législation sur les jeux en ligne) : retiré (p. 5147)

Son amendement n° 249 (Fonds de financement de la protection sociale agricole : rapport sur les mesures envisagées pour en garantir un financement durable) : retiré (p. 5147)

Ses explications de vote (p. 5148)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5149)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5511)

Son intervention (p. 5513)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : impôts et taxes (p. 5514)
Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5513)
Énergie et carburants : biocarburants (p. 5513 et s.)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5514)
Impôt sur les sociétés (p. 5514)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5513 et s.)
Partis et mouvements politiques : Nouveau centre : finances publiques (p. 5514)
Politique économique : croissance (p. 5514)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5517)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (article 22 quater - taxe sur la première livraison des poissons, crustacés et mollusques marins : taxe incluse dans la base de la TVA) (p. 5517)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5518)

Ses explications de vote (p. 5519)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5519)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son intervention (p. 5523)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 5524)
Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5523)
Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5524)
Commerce et artisanat : petit commerce (p. 5524)
Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 5523)
Politique économique : inflation : matières premières (p. 5523)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5523)
Télécommunications : opérateurs : licences (p. 5524)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5532)

Ses explications de vote (p. 5533)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5533)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 204)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : construction européenne (p. 204)
Union européenne : construction européenne (p. 204)
Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 204)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Sa motion de renvoi en commission (p. 302) soutenue par M. Frédéric Lefebvre : adoptée (p. 306)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)

Son intervention (p. 1505)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : procédures (p. 1506)
Collectivités territoriales : assemblées locales : gestion de fait (p. 1506)
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 1505)
Élections et référendums : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 1506)
Finances publiques : comptabilité publique : amendes (p. 1505)
Finances publiques : comptabilité publique : comptables (p. 1505)
Justice : Cour des comptes : audiences (p. 1505)
Justice : Cour des comptes : procédures (p. 1505)
Justice : délais : Cour des comptes (p. 1505)

Discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1508)*Après l'article 9*

Intervient sur l'adt n° 33 de M. René Dosière (suppression du pouvoir de remise gracieuse du ministre du budget sur les débits prononcés à l'encontre des comptables) (p. 1510)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 28 rectifié de la commission des finances (déclaration de gestion de fait - avis de l'assemblée délibérante de la collectivité concernée) (p. 1513)

Explications de vote et vote [10 avril 2008] (p. 1517)

Ses explications de vote (p. 1518)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1518)

Débat sur la révision générale des politiques publiques**[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)**

Son intervention (p. 1710)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 1712)
Collectivités territoriales (p. 1712 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : UNEDIC (p. 1711)
 Entreprises : allègement des charges (p. 1712)
 Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1710 et s.)
 Famille : carte famille nombreuse (p. 1711)
 Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1712)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 1712)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 1711)
 Parlement : rôle (p. 1711)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 1712)
 Retraites : généralités (p. 1712)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)
 Son intervention (p. 2261)

Thèmes :

Finances publiques : loi de programmation (p. 2261)
 Finances publiques : dette publique (p. 2261)
 Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 2261)
 Sécurité sociale : loi de financement : équilibre budgétaire (p. 2261)
 Union européenne : Traité de Maastricht : équilibre budgétaire (p. 2261)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2341)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-adt n° 580 de M. Jean-Christophe Lagarde (et les commissions spéciales prévues à l'article 43) à l'adt n° 59 de la commission (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) (p. 2535)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2537)

Son amendement n° 205 (p. 2557)

Son amendement n° 208 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2557)

Son amendement n° 207 (p. 2557) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2562)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Didier Migaud (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2598)

Intervient sur l'adt n° 343 de Mme Martine Billard (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2598)

Intervient sur l'adt n° 396 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2598)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4427)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 4431)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2772)

Son intervention (p. 2785)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : comptes courants : accès (p. 2786)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2785)

Marchés financiers : bourse de Paris (p. 2786)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1060 rectifié de Mme Martine Carrillon-Couveur (p. 2913)

Intervient sur l'adt n° 1369 de M. François Sauvadet (p. 2914 et s.)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petites entreprises)

Son intervention (p. 2921)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1367 de M. François Sauvadet (p. 2929)

Son amendement n° 1368 : retiré (p. 2930)

Son amendement n° 1370 (p. 2930) : retiré (p. 2931)

Intervient sur l'adt n° 220 de la commission des finances (rapport au Parlement avant la loi de finances pour 2009 sur l'instauration d'une réserve spéciale d'autofinancement en faveur des entreprises individuelles) (p. 2934)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 146 de la commission (p. 2942)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses interventions (p. 2949 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2959 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 1381 (p. 2975) : retiré (p. 2976)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Son amendement n° 1386 (p. 3129)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 446 de la commission (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3196)

Intervient sur l'adt n° 658 de Mme Catherine Vautrin (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3198)

Son sous-amendement n° 1556 (régime fiscal en cas de non transfert d'un immeuble) à l'adt n° 446 de la commission (p. 3196) : adopté (p. 3198)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 3206)

Après l'article 37

Reprend l'adt n° 436 de la commission (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3214) : retiré (p. 3214)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3242, 3255 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur le sous-adt n° 1561 de M. Gilles Carrez à l'adt n° 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3292)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)
Son intervention (p. 3295)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)
Son intervention (p. 3299 et s.)

Après l'article 42
Intervient sur l'adt n° 278 de la commission des finances (p. 3305)

Après l'article 44
Intervient sur l'adt n° 1316 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3315)
Intervient sur l'adt n° 1317 de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3319)

Avant l'article 21
Intervient sur l'adt n° 1041 précédemment réservé de M. Daniel Paul (action de groupe) (p. 3325)
Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3325)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3829)
Son intervention (p. 3834)

Thèmes :
Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 3829, 3834)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3836)
Finances publiques : dette publique : calcul (p. 3835)
Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : comptabilité publique (p. 3836)
Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : élargissement (p. 3834)
Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : Royaume-Uni (p. 3835)
Union européenne : contrats de partenariat public-privé (p. 3835)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 1er (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)
Son amendement n° 91 (p. 3844)
Son intervention (p. 3845)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)
Son amendement n° 92 (p. 3858) : adopté après modification (p. 3859)

Article 15 (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)
Son amendement n° 93 (p. 3870)

Article 16 (extension du recours aux contrats de partenariat)
Son amendement n° 94 : adopté après modification (p. 3872)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)
Son intervention (p. 3943)

Thèmes :
Défense : opérations extérieures (p. 3944)
Etat : comptes : patrimoine (p. 3945)
Finances publiques : dégrèvement (p. 3944)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 3943 et s.)
Finances publiques : débudgétisations (p. 3944)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3945)
Finances publiques : dépenses fiscales (p. 3944)
Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 3944)

Finances publiques : prélèvements sur recettes (p. 3944)
Justice : Cour des comptes (p. 3943 et s.)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 3943)
Secteur public : privatisations (p. 3945)
Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 3944)

CRÉDITS DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT
Son intervention (p. 3955)

Thèmes :
Départements : sous-préfectures (p. 3956)
Elections et référendums : propagande électorale : crédits (p. 3956)
Etat : réforme (p. 3956)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3956)
Régions : budgets opérationnels de programme (p. 3955)

CRÉDITS DE LA SANTÉ
Son intervention (p. 3967)

Thèmes :
Finances publiques : dépenses fiscales : santé publique (p. 3967)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la santé (p. 3967)
Santé : cancer : Plan (p. 3968 et s.)
Santé : crédits : missions (p. 3967)
Santé : tabagisme (p. 3967)

CRÉDITS DU PROGRAMME « TRANSPORTS AÉRIENS » ET BUDGET ANNEXE « CONTRÔLE ET EXPLOITATION AÉRIENS »
Son intervention (p. 3971)

Thèmes :
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : kérosène (p. 3972)
Transports aériens : crédits (p. 3971)
Transports aériens : indicateurs de performance (p. 3972)
Transports aériens : Direction générale de l'aviation civile (DGAC) (p. 3972)
Transports aériens : personnel (p. 3971)
Transports aériens : pilotes : formation professionnelle (p. 3972)
Transports aériens : taxe d'aviation civile (p. 3972)

Discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3974)

Après l'article 9
Intervient sur l'adt n° 2 de M. Pierre Méhaignerie (création d'annexes aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale récapitulant respectivement les dépenses fiscales et les réductions ou exonérations de cotisations sociales) (p. 3974)
Abstention du groupe Nouveau Centre (p. 3945)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)
Son intervention (p. 4537)

Thèmes :
Banques et établissements financiers : crédit (p. 4537)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4538 et s.)
Commerce extérieur (p. 4538)
Energie et carburants : pétrole (p. 4537)
Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4539)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4538)
Finances publiques : dette publique (p. 4538)
Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 4539)
Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4538)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4539)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4539)
Impôts locaux : dégrèvement (p. 4538 et s.)
Logement (p. 4537)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4538)
Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4539)
Union européenne : euro : taux d'intérêt (p. 4537)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)
Ses interventions (p. 5366 et s.)

Édouard COURTIAL

Oise (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007
Secrétaire du bureau d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2007]
Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]
Membre de la commission nationale pour l'autonomie des jeunes [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 225 visant à concilier protection contre les dangers du tabagisme passif et maintien des lieux de convivialité dans le tissu économique local [27 septembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)
Son intervention (p. 2277)

Thèmes :

Constitution : révision : histoire (p. 2277)
Parlement : prérogatives (p. 2277)
Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2277)
Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2277)

Alain COUSIN

Manche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007
Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]
Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine (n° 21) [11 juillet 2007]
Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]
Membre du conseil d'administration de l'agence pour le développement international des entreprises (UBIFRANCE) [J.O. du 2 août 2007]
Président du conseil d'administration de l'agence pour le développement international des entreprises (UBIFRANCE) [J.O. du 31 octobre 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine (n° 21) [18 juillet 2007] (n° 98)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :
- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007
Son intervention (p. 16)

Thèmes :

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 16)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : compétitivité (p. 16)

Jean-Yves COUSIN

Calvados (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007
Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]
Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Remboursements et dégrèvements - [11 juillet 2007]
Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) – Remboursements et dégrèvements - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 37 : Remboursements et dégrèvements (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 116, posée le 22 janvier 2008. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins (J.O. Questions p. 407). Appelée le 22 janvier 2008. Indemnisation, champ d'application (p. 375)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ÉTAT : PROVISIONS ; REMBOURSEMENTS ET DÉGRÈVEMENTS

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4087)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : avances à divers services de l'Etat ou organismes (p. 4090)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts : prime pour l'emploi (p. 4088)

Impôt sur les sociétés : crédit d'impôt recherche (p. 4088)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4088)
 Impôts locaux : dégrèvement : remboursement (p. 4088)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 4089)
 TVA (p. 4093)

Catherine COUTELLE

Vienne (2^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 763 tendant à améliorer l'information du Parlement pour la promotion d'études de genre afin de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes [27 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Transports. Chèque transport, bilan [28 novembre 2007] (p. 4799)

Femmes. Egalité professionnelle. [6 mai 2008] (p. 1892)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 285, posée le 27 mai 2008. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 4284). Appelée le 27 mai 2008. Infrastructures, développement, itinéraire Centre Europe-Atlantique (p. 2479)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Transfert par l'opérateur SFR de salariés à des sous-traitants [1^{er} août 2007] (p. 2612)

Demande à M. le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité, sa position sur la situation des salariés de SFR destinés à être réemployés par un sous-traitant [1^{er} août 2007] (p. 2657)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)
 Son intervention (p. 2504)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2504)
 Politique sociale : dialogue social (p. 2505)
 Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2504, 2505)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2603, 2651)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} août 2007] (p. 2657)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Son intervention (p. 2691)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3981)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones périurbaines : politique des transports (p. 3981)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 3981)

Energie et carburants : économies d'énergie : recherche développement (p. 3982)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 3981)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3981)

Transports : versement de transport (p. 3981)

Transports urbains : transports en site propre : financement (p. 3981)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 108)

Environnement : Grenelle de l'environnement : aménagement du territoire (p. 108)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 108)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 108)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 50)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales (p. 51)

Femmes : égalité professionnelle (p. 50 et s.)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 51, 53)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 208 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement relatif à la possibilité de mettre en place une signalétique particulière mentionnant les produits surgelés ou préparés hors les murs dans les hôtels, cafés et restaurants) (p. 4726)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4730)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 172 de Mme Marie-Anne Montchamp (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4760)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 264 de M. Jean Gaubert (dispositif obligatoire de chèques transport au profit des salariés) (p. 4782)

Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1541)
Son intervention (p. 1550)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 1551)
Femmes : politique à l'égard des femmes : anorexie (p. 1550 et s.)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : anorexie (p. 1550 et s.)
Santé : anorexie (p. 1550 et s.)
Santé : prévention (p. 1550 et s.)
Télécommunications : Internet (p. 1550 et s.)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)
Son intervention (p. 651)

Thèmes :

Langue française : usage (p. 651)
Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 651)
Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 651)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)
Son intervention (p. 2579)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 6 (réduction des délais de paiement)
Son amendement n° 545 (p. 2987)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 441 deuxième rectification de la commission (p. 3288)

Intervient sur l'adt n° 1027 de M. Daniel Paul (p. 3288)

Intervient sur l'adt n° 1091 rectifié de Mme Frédérique Massat (p. 3288)

Intervient sur l'adt n° 1119 de M. Jean Gaubert (p. 3288)

Intervient sur l'adt n° 1389 de M. François Sauvadet (p. 3288)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1058 précédemment réservé de M. François Brottes (p. 3333)

Intervient sur l'adt n° 999 rectifié précédemment réservé de M. Christian Paul (p. 3333)

Intervient sur les adts n° 1011 et 1084 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3336 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)
Ses interventions (p. 3400 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 1290 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3441)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)
Son intervention (p. 4121)

Thèmes :

Politique économique : croissance (p. 4121 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4121 et s.)
Travail : durée du travail (p. 4121 et s.)
Travail : heures supplémentaires (p. 4121)
Travail : précarité (p. 4121)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Avant l'article 16

Intervient sur les adts n° 276 à 290 du groupe socialiste (suppression du Titre II relatif au temps de travail) (p. 4194)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4257 et s., 4277)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4282)

Jean-Michel COUVE

*Var (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Développement et régulation économiques - [18 juillet 2007]

Membre de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages, en remplacement de M. Jean-Pierre Grand [J.O. du 7 novembre 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat chargé de la consommation et du tourisme [22 janvier 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Développement et régulation économiques - Développement des entreprises, des services et de l'activité touristique -Tourisme (n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :
- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 9)

Thèmes :

Boissons et alcools : débits de boissons : réglementation (p. 10)
Hôtellerie et restauration : classement (p. 10)

Mer et littoral : plages (p. 10)
 Régions : contrats de plan État-régions : dette de l'Etat (p. 10)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 9 et s.)
 Tourisme et loisirs : stations touristiques : classement (p. 10)
 Tourisme et loisirs : tourisme social : financement (p. 10)
 Travail : chèques vacances : délivrance (p. 10)
 TVA : taux réduit : restaurants (p. 10)

Pascale CROZON

*Rhône (6^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
 sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de
 l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de
 la Constitution [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des
 femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes
 [J.O. du 7 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles
 [J.O. du 2 avril 2008]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de
 proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
 de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit
 communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations
 [J.O. du 18 avril 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois
 bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-présidente de la mission d'information sur la révision des lois
 bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Logement social. [18 décembre 2007] (p. 5380)

Culture. Politique culturelle. Financement [16 avril 2008] (p. 1641)

DÉBATS

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à
 l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124,
 2169)**

Son intervention (p. 2162)

Thèmes :

Etrangers : demandeurs d'asile : femmes (p. 2163)

Etrangers : femmes : illettrisme (p. 2162)

Etrangers : pays d'origine sûr : politique à l'égard des femmes
 (p. 2163)

Femmes : politique à l'égard des femmes : discrimination (p. 2162)

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19
 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue
 française et des valeurs de la République dans le cadre du
 regroupement familial)*

Son intervention (p. 2221)

**Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au
 droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les
 discriminations**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Son intervention (p. 934)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 934 et s.)

Enseignement : politique de l'éducation : parité (p. 934)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 934 et s.)

Travail : droit du travail : discrimination (p. 934)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)

Ses interventions (p. 946 et s.)

Article 6 (régime des discriminations dans le code du travail)

Son intervention (p. 951)

Article 7 (mesures de coordination dans le nouveau code du travail)

Son intervention (p. 953)

*Article 8 (modification de la liste des discriminations ne donnant pas
 lieu à des sanctions pénales)*

Son intervention (p. 954)

**Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des
 institutions de la V^e République**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai
 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai
 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)**

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2553)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24
 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p.
 5114)**

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5125)

**Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et
 réformant les politiques d'insertion**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143,
 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)**

Son intervention (p. 5200)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés (p. 5201)

Politique sociale : insertion (p. 5201)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) :
 expérimentation (p. 5201)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : revenus
 (p. 5200)

Travail : travail à temps partiel (p. 5201)

**Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre
 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)**

*Article 1er précédemment réservé (principes des politiques
 d'insertion)*

Son intervention (p. 5286)

*Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du
 revenu de solidarité active -RSA-)*

Son intervention (p. 5357)

Après l'article 2

Intervient sur les adts n^{os} 534 à 556 précédemment réservés des
 membres du groupe socialiste (majoration de cotisations pour les
 entreprises d'au moins 20 salariés comportant plus de 10 % de
 salariés bénéficiaires du RSA) (p. 5408)

Paul-Henri CUGNENC

*Hérault (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Décédé le 3 juillet 2007 [J.O. du 5 juillet 2007]

Son éloge funèbre est prononcé le 9 octobre 2007 (p. 2648)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Henri CUQ

*Yvelines (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Frédéric CUVILLIER

*Pas-de-Calais (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. [12 décembre 2007] (p. 5264)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Procédure des questions :

Etrangers : conditions de séjour : gens du voyage (p. 3612)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 325)

Thèmes :

Emploi : associations intermédiaires (p. 326)

Emploi : contrats aidés (p. 326)

Emploi : jeunes (p. 326)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 326)

Logement : logement social (p. 325)

Politique sociale : insertion (p. 325 et s.)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 325)

Politique sociale : pauvreté (p. 325)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 637) : rejetée (p. 643)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 638)

Langue française : usage (p. 640)

Parlement : rôle (p. 637)

Politiques communautaires : transports maritimes (p. 637 et s.)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 639)

Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 637)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 639 et s.)

Travail : conditions de travail : marins (p. 638)

Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 637)

D

Marie-Christine DALLOZ

*Jura (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteuse du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi (n° 1005) [18 juin 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. du 24 juillet 2008]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les maisons de l'emploi [11 juin 2008] (n° 952)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi (n° 1005) [9 juillet 2008] (n° 1043)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi [23 juillet 2008] (n° 1091)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. [14 novembre 2007] (p. 4109)

Politique économique. Croissance. Commission [6 mai 2008] (p. 1896)

Emploi. Chômeurs. Offres d'emploi raisonnables, définition [11 juin 2008] (p. 3267)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 372, posée le 24 juin 2008. Sécurité publique. Grêle (J.O. Questions p. 5267). Appelée le 24 juin 2008. Assurance grêle, franchises, aides de l'État (p. 3700)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007
Son intervention (p. 97)

Thèmes :

Aménagement du territoire : télécommunications (p. 98)
Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 98)
Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 98)
Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 98)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 98)
Régions : contrats de projets (p. 98)
Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 97)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3803)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3803)
Emploi : chômage (p. 3803)
Emploi : contrats aidés (p. 3803)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 3803)
Emploi : UNEDIC (p. 3803)
Frontaliers : travailleurs frontaliers (p. 3803)
Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3803)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Son intervention (p. 4955)

Thèmes :

Entreprises : fonctionnement (p. 4956)
Lois : codification (p. 4956)
Politique économique : conjoncture (p. 4955 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4956)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 439)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 439)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 439)
Emploi : Conseil national de l'emploi (p. 440)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 439 et s.)
Secteur public : services publics : emploi (p. 439)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son intervention (p. 452)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Ses interventions (p. 491, 500)

Son amendement n° 79 (p. 494)

Article 5 (instance provisoire de préfiguration)

Son amendement n° 80 (p. 523)

Article 11 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives aux compétences respectives du Conseil national de l'emploi, de la nouvelle institution et de l'UNEDIC)

Son amendement n° 81 (p. 541)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Son intervention (p. 4692)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASEDIC) (p. 4693)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4693)

Emploi : chômage (p. 4692 et s.)

Emploi : chômeurs (p. 4692 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4692 et s.)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Ses interventions dans la discussion des articles (p. 4739 à 4825)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4754, 4761 et s., 4773 et s., 4786 et s., 4798 et s.)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Son intervention (p. 4816)

Son amendement n° 13 (p. 4816)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 15 de la commission (relèvement progressif de l'âge minimal de dispense de recherche d'emploi et suppression de cette dispense en 2012) (p. 4820)

Article 3 (disposition transitoire)

Son amendement n° 16 : adopté (p. 4824)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Son intervention (p. 4886)

Thèmes :

Emploi : chômage : organismes (p. 4886 et s.)

Emploi : chômeurs (p. 4886 et s.)

Emploi : seniors (p. 4887)

Parlement : rôle : opposition (p. 4887)

Travail : travail à temps partiel (p. 4887)

Claude DARCIAUX

*Côte-d'Or (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission nationale de concertation sur les risques miniers [J.O. du 11 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 371 visant au contrôle de la vente et de l'utilisation des mini-quads, mini-motos et engins assimilables [7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 283, posée le 27 mai 2008. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion (J.O. Questions p. 4284). Appelée le 27 mai 2008. Ateliers et chantiers d'insertion, financement (p. 2493)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1699)

Thèmes :

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1699)

Logement : logement social (p. 1699)

Logement : politique du logement (p. 1699)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3925)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 64)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 64)

Emploi : jeunes : allègement des charges sociales (p. 64)

Famille : familles monoparentales : logement : aides et prêts (p. 64)

Logement : droit au logement (p. 64)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 64)

Xavier DARCOS

Ministre de l'éducation nationale

Est nommé ministre de l'éducation nationale. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Benoist Apparu. Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Aménagement [3 octobre 2007] (p. 2572)

M. Jean-François Chossy. Enseignement. Elèves. Cartables, poids [24 octobre 2007] (p. 3156)

M. Georges Mothron. Enseignement. Politique de l'éducation. Accompagnement éducatif [13 novembre 2007] (p. 4015)

Mme Marie-Lou Marcel. Enseignement technique et professionnel. Baccalauréat professionnel. Cursus, réforme [18 décembre 2007] (p. 5379)

Mme Huguette Bello. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [16 janvier 2008] (p. 255)

Mme Françoise de Panafieu. Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [16 janvier 2008] (p. 256)

M. Nicolas Forissier. Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [23 janvier 2008] (p. 473)

M. Lionnel Luca. Enseignement. Etablissements. Violence, protection des enseignants [5 février 2008] (p. 721)

M. Bruno Le Maire. Enseignement supérieur. Universités. Accès, développement [26 mars 2008] (p. 966)

Mme Laurence Dumont. Enseignement. Politique de l'éducation. [2 avril 2008] (p. 1133)

M. Benoist Apparu. Enseignement secondaire. Politique de l'éducation. Réforme [15 avril 2008] (p. 1562)

M. Yves Durand. Enseignement secondaire. Politique de l'éducation. Réforme [15 avril 2008] (p. 1564)

M. Régis Juanico. Enseignement secondaire. Politique de l'éducation. Réforme [16 avril 2008] (p. 1633)

Mme Huguette Bello. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [29 avril 2008] (p. 1765)

M. Philippe Meunier. Enseignement secondaire. Etablissements. Violence, lutte et prévention [29 avril 2008] (p. 1771)

M. Yves Nicolin. Enseignement. Politique de l'éducation. Echec scolaire, lutte et prévention [29 avril 2008] (p. 1774)

M. Jean-François Lamour. Enseignement maternel et primaire. Grèves. Service minimum [6 mai 2008] (p. 1894)

M. Jean-Marc Roubaud. Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [14 mai 2008] (p. 2049)

M. Pascal Deguilhem. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [14 mai 2008] (p. 2055)

Mme Brigitte Barèges. Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [20 mai 2008] (p. 2181)

M. Marcel Rogemont. Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [20 mai 2008] (p. 2186)

M. Frédéric Lefebvre. Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [27 mai 2008] (p. 2509)

M. Michel Ménard. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [27 mai 2008] (p. 2512)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Enseignement. Organisation. Mixité scolaire, dérogations [28 mai 2008] (p. 2591)

Mme Françoise Guégot. Enseignement secondaire. Rythmes et vacances scolaires. Epreuves du baccalauréat, calendrier [4 juin 2008] (p. 2899)

M. Georges Mothron. Enseignement. Politique de l'éducation. Echec scolaire, lutte et prévention [24 juin 2008] (p. 3716)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Éric Straumann. Enseignement. Programmes. Langues régionales [4 décembre 2007] (p. 4888)

M. Gaël Yanno. Enseignement supérieur. Aides de l'État. Etudiants boursiers néo-calédoniens [8 avril 2008] (p. 1356)

M. Alain Bocquet. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, lycée Ernest Couteaux, Saint-Amand-les-Eaux [8 avril 2008] (p. 1357)

Mme Odette Duriez. Enseignement. Programmes. Langues étrangères [8 avril 2008] (p. 1358)

M. William Dumas. Enseignement secondaire. Politique de l'éducation. Réforme [29 avril 2008] (p. 1748)

M. Georges Colombier. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Dotation horaire globale, collège Fernand Bouvier, Saint Jean de Bourmay [29 avril 2008] (p. 1749)

Mme George Pau-Langevin. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Paris [10 juin 2008] (p. 3161)

M. François de Rugy. Enseignement. Rentrée scolaire de 2008, Loire-Atlantique [24 juin 2008] (p. 3702)

M. Nicolas Perruchot. Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [24 juin 2008] (p. 3704)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. François de Rugy : précise que l'Etat remboursera les OGEC grâce aux salaires non payés pour fait de grève dans les établissements privés sous contrat [16 juillet 2008] (p. 4657)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSTIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Son intervention (p. 4223)

Ses réponses (p. 4228 à 4239)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats aidés (p. 4227)

Enseignement : éducation spécialisée (p. 4225 et s.)

Enseignement : carte scolaire (p. 4225)

Enseignement : élèves : effectifs (p. 4224)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 4225 et s.)

Enseignement : pédagogie (p. 4223)

Enseignement : programmes (p. 4224 et s.)

Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 4225)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4226)

Enseignement : personnel : crédits (p. 4223)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 4223)

Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 4224 et s.)

Enseignement : personnel : heures supplémentaires (p. 4224)

Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 4225)

Enseignement : personnel : enseignants : formation professionnelle (p. 4225)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 4225)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4224)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 4224 et s.)

Enseignement maternel et primaire : programmes (p. 4228)

Enseignement privé : établissements sous contrat : effectifs (p. 4224)

Enseignement secondaire : collèges (p. 4228)

Enseignement secondaire : pédagogie (p. 4225 et s.)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4227)

Réponses aux questions :

Enseignement : égalité des chances (p. 4234) (M. Jean-Paul Lecoq) (p. 4234)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 4232) (Mme Monique Boulestin) (p. 4232)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : médecins scolaires (p. 4235) (Mme Marie-Hélène Amiable) (p. 4235)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4233) (Mme Marie-Hélène Amiable) (p. 4233)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4239) (M. Patrick Roy) (p. 4239)

Enseignement agricole : crédits (p. 4231) (Mme Sylvia Pinel) (p. 4230)

Enseignement maternel et primaire : enseignement préélémentaire (p. 4238) (M. Jean-Luc Pérat) (p. 4237)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires : programmes (p. 4230) (M. Benoist Apparu) (p. 4230)

Enseignement secondaire : stages en entreprises (p. 4229) (M. Alain Ferry) (p. 4229)

Enseignement technique et professionnel : personnel : enseignants : effectifs (p. 4231) (M. Patrick Roy) (p. 4231)

Enseignement technique et professionnel : personnel : enseignants : effectifs (p. 4236) (M. Jean Launay) (p. 4235)

Outre-mer : Martinique : politique de l'éducation (p. 4237) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 4237)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 4228) (M. François Rochebloine) (p. 4228)

Santé : obésité : élèves (p. 4229) (M. Guénhaël Huet) (p. 4228)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4239)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4240 à 4247)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B
Son intervention (p. 4243)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « ENSEIGNEMENT SCOLAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3996) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 17 juin 2008
Ses interventions (p. 3998 et s.)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)
Son intervention (p. 4565)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4577)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4586)

Ses interventions (p. 4590, 4618 et 4621)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4626)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4565, 4578)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : assistantes maternelles (p. 4566)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4567)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4620)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4566)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : seuil de déclenchement du service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4567, 4622)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4566)

Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) (p. 4568)

Enseignement : égalité des chances (p. 4587)

Enseignement : illettrisme (p. 4587, 4626)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 4626)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4565, 4578)

Enseignement : personnel : enseignants : représentants du personnel (p. 4566)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4565, 4621)

Enseignement maternel et primaire : élèves : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4565)

Enseignement maternel et primaire : élèves : stages (p. 4577, 4626)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 4618)

Enseignement maternel et primaire : personnel : effectifs (p. 4621)

Enseignement privé : établissements sous contrat : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4568)

Etat : concertation avec le personnel (p. 4566)

Femmes : égalité des sexes (p. 4586)

Politique générale : opinion publique : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4577)

Secteur public : grève : préavis (p. 4567)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4634 à 4684)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 98 de Mme Sandrine Mazetier (scolarisation des jeunes en situation de handicap près de leur domicile) (p. 4645)

Intervient sur l'ad. n° 91 de Mme Sandrine Mazetier (moyens adaptés pour la scolarisation des jeunes en situation de handicap) (p. 4645)

Intervient sur l'ad. n° 97 de Mme Sandrine Mazetier (objectif de mixité sociale lors de l'établissement de la carte scolaire) (p. 4646)

Intervient sur l'ad. n° 94 de Mme Sandrine Mazetier (défense de la laïcité) (p. 4647)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)
Ses interventions (p. 4647 et s., 4656)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François de Rugy (cf supra) (p. 4657)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)
Ses interventions (p. 4661 et s.)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)
Ses interventions (p. 4669 et s.)

Article 7 bis (établissement par le maire d'une liste de personnes susceptibles de participer au service d'accueil)
Son intervention (p. 4676)

Article 8 (contribution de l'État aux dépenses exposées par les communes pour l'accueil des enfants scolarisés)
Son intervention (p. 4678)

Article 8 bis (substitution de la responsabilité de l'État à celle de la commune dans le cadre du service d'accueil)
Son intervention (p. 4681)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad. n° 113 rectifié du Gouvernement (service d'accueil pendant le temps scolaire dans l'enseignement privé sous contrat) (p. 4683)

Titre

Son intervention (p. 4684)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4686)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4867)

Son intervention (p. 4868)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : droit (p. 4868)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : seuil de déclenchement du service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4868)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4868)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4868)

Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 4869)

Etat : responsabilité (p. 4868)

Olivier DASSAULT

Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Développement et régulation économiques - [11 juillet 2007]
 Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - économie - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 13 : Développement et régulation économiques - Commerce extérieur (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. République centrafricaine et Tchad. Réfugiés du Darfour, prise en charge internationale, moyens [29 janvier 2008] (p. 587)

Politique économique. Réforme. Modernisation de l'économie [28 mai 2008] (p. 2589)

DÉBATS

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)
 Son intervention (p. 2509)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : contrefaçon (p. 2510)
 Industrie : produits de luxe : contrefaçon (p. 2509)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : sécurité (p. 2510)

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650)
 Son intervention (p. 2653)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 2653 et s.)
 Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2653 et s.)
 Patrimoine culturel : musées (p. 2653 et s.)
 Pays étrangers : Emirats Arabes Unis (p. 2653 et s.)
 Relations internationales : échanges culturels (p. 2653 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :
 - Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 7, 18)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : commerce extérieur (p. 8, 18)
 Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : commerce extérieur (p. 18)
 Commerce extérieur : missions économiques (p. 8)
 Commerce extérieur : Ubifrance (p. 8, 18)
 Corps diplomatique et consulaire : ambassades : compétences (p. 8, 18)
 Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : commerce extérieur (p. 8)
 Politique économique : taux de change (p. 8)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : politique monétaire (p. 8)
 Ventes et échanges : salons : commerce extérieur (p. 18)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
 Son intervention (p. 2793)

Thèmes :

Etrangers : étudiants (p. 2794)
 Etrangers : cartes de résident : délivrance (p. 2794)
 Politique économique : investissement : pays étrangers (p. 2793)
 Télécommunications : Internet : accès (p. 2793)

Rachida DATI

Garde des Sceaux, ministre de la justice

Est nommée Garde des Sceaux, ministre de la justice. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

DÉPÔTS

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption [19 septembre 2007]

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire [14 novembre 2007]

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [28 novembre 2007]

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes [12 mars 2008]

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République [23 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Luc Warsmann. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [2 octobre 2007] (p. 2490)

M. Jean Dionis du Séjour. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [3 octobre 2007] (p. 2567)

M. Guy Geoffroy. Justice. Récidive. Lutte et prévention [3 octobre 2007] (p. 2569)

M. Georges Fenech. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [9 octobre 2007] (p. 2641)

M. Bernard Lesterlin. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [9 octobre 2007] (p. 2646)

M. Jean-Philippe Maurer. Justice. Indemnisation des victimes. Délais [10 octobre 2007] (p. 2677)

M. Olivier Dussopt. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [16 octobre 2007] (p. 2762)

M. Manuel Valls. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [30 octobre 2007] (p. 3551)

M. Guillaume Garot. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [13 novembre 2007] (p. 4016)

Mme Marylise Lebranchu. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [14 novembre 2007] (p. 4106)

M. Georges Fenech. Droit pénal. Peines. Rétention de sûreté [28 novembre 2007] (p. 4798)

M. Pierre Lequiller. Union européenne. Coopération judiciaire. Présidence française [18 décembre 2007] (p. 5376)

M. Michel Hunault. Système pénitentiaire. Organisation. [19 décembre 2007] (p. 5427)

M. Patrice Martin-Lalande. Administration. Rapports avec les administrés. Nouvelles technologies de l'information et de la communication [19 décembre 2007] (p. 5431)

M. Georges Fenech. Droit pénal. Peines. Rétention de sûreté [8 janvier 2008] (p. 39)

M. Michel Hunault. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [20 mai 2008] (p. 2180)

Mme Nicole Ameline. Famille. Mariage. Annulation, réglementation [3 juin 2008] (p. 2829)

Mme Martine Martinel. Famille. Mariage. Annulation, réglementation [3 juin 2008] (p. 2830)

M. Jean-Claude Sandrier. Etat. Organisation. Réforme des institutions [3 juin 2008] (p. 2831)

M. Étienne Blanc. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [25 juin 2008] (p. 3778)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Armand Jung. Justice. Création. Cité judiciaire, Strasbourg [2 octobre 2007] (p. 2478)

M. Jacques Desallangre. Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [18 décembre 2007] (p. 5362)

M. André Gerin. Droit pénal. Politique pénale. Mineurs délinquants [6 mai 2008] (p. 1871)

M. Michel Hunault. Justice. Financement. Maison de la justice et du droit, Châteaubriant [6 mai 2008] (p. 1873)

M. Rémi Delatte. Enseignement supérieur. Professions de santé. Ecole de cadres sages-femmes de Dijon, directeur, recrutement [6 mai 2008] (p. 1873)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Manuel Valls : s'engage à lui communiquer le détail des places de détention créées dans le cadre du programme de construction lancé en 2002 [17 juillet 2007] (p. 2156)

M. Arnaud Montebourg : répond que certains parlementaires n'ont pas fait de contre-proposition qu'elle aurait pu examiner et indique que la réunion de Matignon n'avait pas pour objet de favoriser des parlementaires UMP mais des projets dans l'intérêt des citoyens [15 novembre 2007] (p. 4189)

M. Jean-Marie Le Guen : répond que le ministre de la santé sera présente pour la discussion des articles concernant la santé [8 janvier 2008] (p. 58)

M. Serge Blisko : souligne que le Conseil constitutionnel écarte la question de la rétroactivité pour les mesures de sûreté [9 janvier 2008] (p. 123)

M. Arnaud Montebourg : répond que le comité présidé par Simone Veil étudie la possibilité d'inscrire de nouveaux principes dans le préambule de la Constitution, ce qui est différent de la révision constitutionnelle [22 mai 2008] (p. 2338)

M. Jean-Pierre Brard : assure qu'il n'est absolument pas question d'appliquer systématiquement l'article 41 mais seulement de permettre au président de chacune des chambres de le faire [28 mai 2008] (p. 2637)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2087)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2099)

Son intervention (p. 2138)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : rôle et missions (p. 2087)
Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 2088)
Droit pénal : agressions sexuelles : récidive (p. 2089 et s.)
Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2141)
Droit pénal : délinquance et criminalité : maladies mentales (p. 2141)
Droit pénal : injonction de soins (p. 2089 et s.)
Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2088, 2140)
Droit pénal : peines : aménagement (p. 2090)
Droit pénal : peines planchers (p. 2089)
Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 2139)

Droit pénal : récidive : dispositif de réponse graduée (p. 2089, 2138)

Droit pénal : récidive : sanctions (p. 2088, 2138, 2140)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2088)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire (p. 2090)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 2090, 2141)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2141)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 2139)

Justice : personnels (p. 2087)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2140)

Justice : exécution des décisions : délais (p. 2139)

Justice : greffiers : nouvelles technologies (p. 2140)

Justice : juge de l'application des peines (p. 2090)

Justice : jugements : délais (p. 2141)

Justice : réforme (p. 2087)

Justice : victimes : aide juridique (p. 2141)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2139)

Système pénitentiaire : établissements : Martinique (p. 2139)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 2090)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2090)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : moyens (p. 2139)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2149 à 2194)

Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Répond au rappel au règlement de M. Manuel Valls (cf supra) [17 juillet 2007] (p. 2156)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2194)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)

Son intervention (p. 2426)

Thèmes :

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2426)

Justice : exécution des décisions : missions d'information (p. 2426)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Ses interventions (p. 2334, 2347)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2335)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2348)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : Royaume-Uni (p. 2336, 2348)

Assemblée nationale : commissions d'enquête : centres pénitentiaires (p. 2334)

Droit pénal : peines : aménagement (p. 2348)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 2348)

Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 2336)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2334)

Santé : maladies mentales (p. 2335)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : constructions (p. 2348)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2334)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2348)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 2335)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2353 à 2383)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2386)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Ses interventions (p. 2684, 2699)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2691)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : éligibilité (p. 2699)
 Droit pénal : corruption : étrangers (p. 2685, 2699)
 Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : corruption (p. 2684)
 Droit pénal : enquêtes : effectifs (p. 2691)
 Droit pénal : enquêtes : moyens (p. 2699)
 Droit pénal : témoins : protection (p. 2699)
 Entreprises : compétitivité (p. 2684)
 Justice : personnels (p. 2685, 2699)
 Organisations internationales : Conseil de l'Europe : traités et conventions (p. 2685)
 Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 2686)
 Relations internationales : coopération policière et pénale (p. 2684, 2699)
 Sociétés : droit des affaires : dépenalisation (p. 2686, 2691)

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2700 à 2709)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2709)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4179)

Ses réponses (p. 4183 à 4204)

Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4189)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 4180)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 4180)
 Droit pénal : procédure pénale : nouvelles technologies (p. 4181)
 Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4180)
 Justice : accès (p. 4182)
 Justice : effectifs (p. 4179)
 Justice : indemnisation des victimes (p. 4180)
 Justice : aide juridictionnelle (p. 4180)
 Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4182)
 Justice : centres éducatifs fermés (p. 4180)
 Justice : magistrats : formation professionnelle (p. 4181)
 Justice : palais de justice : sécurité (p. 4181)
 Justice : palais de justice : travaux (p. 4181)
 Justice : pôles de l'instruction (p. 4184)
 Justice : procureurs généraux : parité (p. 4181)
 Justice : tribunaux d'instance : inégalités (p. 4182)
 Lois : application : récidive (p. 4180)
 Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : sécurité (p. 4180)

Réponses aux questions :

Justice : représentation (p. 4183) (M. Michel Vaxès) (p. 4183)
 Justice : aide juridictionnelle : crédits budgétaires (p. 4192) (M. Jean-Michel Clément) (p. 4192)
 Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4204) (M. Arnaud Montebourg) (p. 4203)
 Justice : carte judiciaire : tribunaux (p. 4188) (M. Thierry Mariani) (p. 4188)
 Justice : carte judiciaire : tribunaux de grande instance (p. 4186) (M. Jean-François Chossy) (p. 4186)
 Justice : magistrats : grève (p. 4194) (M. Georges Fenech) (p. 4193)

Justice : maisons de la justice et du droit : Chateaubriant (p. 4185) (M. Michel Hunault) (p. 4185)

Justice : pôles de l'instruction : création (p. 4184) (M. Jean-Jacques Candelier) (p. 4184)

Justice : pôles de l'instruction : création (p. 4191) (M. Jean-Jacques Urvoas) (p. 4190)

Justice : procédures : contrats (p. 4193) (M. Bernard Gérard) (p. 4193)

Justice : tribunaux : fermeture (p. 4192) (M. Bernard Lesterlin) (p. 4191)

Justice : tribunaux : fermeture (p. 4201) (Mme Marylise Lebranchu) (p. 4200)

Justice : tribunaux : fermeture (p. 4203) (M. Thierry Benoit) (p. 4202)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 4202) (Mme Sylvia Pinel) (p. 4201)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 4188) (M. Philippe Goujon) (p. 4187)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 4195) (M. Louis Cosyns) (p. 4194)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale : partenariat (p. 4199) (Mme Catherine Quéré) (p. 4199)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4205 à 4208)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4209)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 46)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 54)

Son intervention (p. 85)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) [8 janvier 2008] (p. 58)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 47, 87)
 Droit pénal : agressions sexuelles : peines (p. 46, 85)
 Droit pénal : injonction de soins (p. 48 et s., 86)
 Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 48, 87)
 Droit pénal : libération conditionnelle : expertises (p. 87)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 48, 86)
 Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 88)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 55, 86)
 Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 55)
 Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 47 et s.)
 Justice : juge de l'application des peines : suivi médico-judiciaire (p. 47)
 Justice : juge délégué aux victimes (p. 49)
 Justice : rétention de sûreté (p. 47 et s., 54, 86)
 Justice : victimes (p. 47, 85)
 Lois : rétroactivité des lois (p. 55)
 Ordre public : sécurité : rétention de sûreté (p. 54, 86)
 Système pénitentiaire : détenus : soins en détention (p. 49, 86)
 Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 86)
 Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 48, 55, 86)
 Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : effectifs (p. 86)
 Système pénitentiaire : unité hospitalière spécialement aménagée (UHSA) (p. 86)
 Télécommunications : Internet : enfants (p. 88)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 100 à 133)

Article 2 (conditionnement des réductions de peine à l'acceptation de soins en détention)

Réserve à la demande du Gouvernement de la discussion des articles 3 à 11 jusqu'après l'examen de l'article 12 [9 janvier 2008] (p. 118)

Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)
Son intervention (p. 119)

Répond au rappel au règlement de M. Serge Blisko (cf supra)
(p. 123)

Son intervention à l'issue du vote (p. 133)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[6 février 2008] (p. 774)**
Son intervention (p. 775)

Thèmes :

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental :
procédures (p. 775)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile
(p. 776)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne
des droits de l'homme : rétention de sûreté (p. 776)

Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 775)

Justice : rétention de sûreté (p. 775)

Système pénitentiaire : soins en détention (p. 775)

Son intervention à l'issue du vote (p. 786)

**Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter
l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la
ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à
celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis
à référendum**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)
Son intervention (p. 159)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 161)

Politiques communautaires : politique sociale (p. 160)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux
(p. 160)

Traités et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 159)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 159)

Union européenne : construction européenne (p. 159)

Union européenne : institutions : fonctionnement (p. 160)

Union européenne : traité de Lisbonne : services publics (p. 160)

Union européenne : Traité de Maastricht : référendums (p. 159)

**Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV
de la Constitution**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)
Ses interventions (p. 190, 235)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 191, 235)

Union européenne : transferts de compétences (p. 235)

Union européenne : construction européenne (p. 190, 235)

Union européenne : subsidiarité (p. 191)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 190, 235)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et
sous-amendements (p. 241 à 247)

Son intervention à l'issue du vote (p. 266)

**Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les
victimes et améliorant l'exécution des peines**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 343)
Son intervention (p. 344)

Thèmes :

Automobiles et cycles : incendies (p. 345)

Automobiles et cycles : carte grise : opposition (p. 346)

Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 344, 346)

Droit pénal : exécution des peines (p. 344)

Justice : juge de l'application des peines (p. 345)

Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 344)

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : délais (p. 345)

Sécurité routière : permis de conduire : fichiers (p. 346)

Système pénitentiaire : réforme (p. 346)

Discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 351)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et
sous-amendements (p. 351 à 354)

Son intervention à l'issue du vote (p. 355)

**Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du
droit des sociétés au droit communautaire**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)
Ses interventions (p. 1900, 1908)

Thèmes :

Entreprises : modernisation (p. 1902)

Entreprises : compétitivité (p. 1900, 1908)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 1900, 1908)

Entreprises : fusion transfrontalière : sécurité (p. 1901)

Entreprises : fusion transfrontalière : Union européenne (p. 1901)

Entreprises : gouvernement d'entreprise : information (p. 1901)

Sociétés : siège social (p. 1901)

Union européenne : présidence française (p. 1902)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE)
(p. 1901, 1908)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et
sous-amendements (p. 1908 à 1917)

Avant l'article 26

Intervient sur l'ad n° 1 du Gouvernement (habilitation à transposer
par ordonnance la directive 2006/43/CE concernant les contrôles
légaux des comptes annuels et des comptes consolidés) (p. 1917)

**Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en
matière civile**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)
Ses interventions (p. 1921 et 1933)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : délais (p. 1921)

Droit civil : information (p. 1921)

Droit civil : contrats : modernisation (p. 1922)

Droit civil : obligations : réforme (p. 1934)

Droit civil : prescription : délais (p. 1921, 1933)

Droit civil : prescription : médiation (p. 1922)

Droit civil : prescription : pays étrangers (p. 1921, 1933)

Droit pénal : agressions sexuelles : mineurs (p. 1922)

Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 1922,
1933)

Famille : filiation : prescription (p. 1922)

Justice : simplification du droit : droit civil (p. 1922)

Propriété : immeubles : prescription (p. 1922)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et
sous-amendements (p. 1934 à 1944)

**Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources
des journalistes**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)
Ses interventions (p. 2105, 2130)

Thèmes :

Droit pénal : infractions : secret des sources des journalistes
(p. 2106)

Droit pénal : perquisitions (p. 2106, 2131)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne
des droits de l'homme : secret des sources des journalistes (p. 2106)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression
(p. 2105)

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 2107, 2131)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : secret des
sources des journalistes (p. 2106)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : secret des sources des journalistes (p. 2130)
 Presse et livres : journalistes : domicile (p. 2107)
 Presse et livres : journalistes : écoutes téléphoniques (p. 2131)
 Presse et livres : journalistes : indépendance (p. 2105)
 Presse et livres : liberté de la presse (p. 2105, 2131)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : pays étrangers (p. 2106)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2105, 2130)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2136 à 2151)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2152)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2337 à 2405, 2415 à 2451, 2524 à 2556, 2575 à 2580, 2603 à 2611, 2680 à 2708, 2712 à 2718, 2727 à 2729)

Avant l'article 1er

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) (p. 2338)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4400)

Thèmes :

Constitution : histoire (p. 4400)
 Constitution : langues régionales (p. 4401)
 Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 4401)
 Parlement : ordre du jour (p. 4401)
 Parlement : prérogatives (p. 4400)
 Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4401)
 Politique générale : institutions : modernisation (p. 4401)
 Union européenne : élargissement : référendums (p. 4401)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4411 à 4431, 4444 à 4460, 4475, et 4497 à 4511)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Ses interventions (p. 3985 et s.)

Marc-Philippe DAUBRESSE

Nord (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Vice-président de l'Assemblée nationale

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 janvier 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 janvier 2008]

Rapporteur de la proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale (n° 314) [16 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 janvier 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 janvier 2008]

Rapporteur du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (n° 1100) [16 septembre 2008]

Cesse d'être vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 septembre 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale [24 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marc-Philippe Daubresse et plusieurs de ses collègues visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale (n° 314) [22 janvier 2008] (n° 619)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (n° 1100) [18 septembre 2008] (n° 1113)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

HOMMAGE

Aux victimes de la collision entre un car scolaire et un train à Mézings en Haute-Savoie. Observation d'une minute de silence [2 juin 2008] (p. 2765)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Louis Idiart : précise que, l'orateur ayant demandé la parole après l'annonce du vote, il n'a pu lui permettre de répondre à la commission [12 juillet 2007] (p. 1856)

M. Jean-Marc Ayraut : indique qu'il n'a pas interrompu deux orateurs socialistes alors qu'ils doubleraient leur temps de parole [29 novembre 2007] (p. 4866)

M. François Brottes : répond qu'il aurait effectivement dû donner la parole à chacun des auteurs des amendements identiques mis en discussion [9 juin 2008] (p. 3117)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Idiart (cf supra) (p. 1856)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [29 novembre 2007] (p. 4866)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 30 (attribution des autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes)

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 3117)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail. Négociations. Dialogue social [17 juin 2008] (p. 3498)

DÉBATS

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)

Son intervention (p. 593)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 593)
Collectivités territoriales : coopération transfrontalière : agglomérations nouvelles (p. 594)
Union européenne : programmes (p. 593)
Union européenne : règlements (p. 594)

Discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 601)

Ses interventions dans la discussion de l'article unique (p. 601)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5150)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5171)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5210)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5152)
Collectivités territoriales : compensations financières : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5210)
Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 5152)
Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 5172)
Départements : présidents de conseil général : sanctions (p. 5152)
Emploi : allègement des charges sociales (p. 5152, 5172)
Emploi : contrats aidés : réforme (p. 5151)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 5152)
Formation professionnelle (p. 5210)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5153)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5153)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5152)
Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5152)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 5172, 5210)

Politique sociale : insertion (p. 5152)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5153)

Politique sociale : pauvreté (p. 5151)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5172)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5151, 5172)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : revenus (p. 5151, 5171)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : histoire (p. 5150)

Prestations familiales : caisses (p. 5152)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5222 à 5420)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Ses interventions (p. 5223 et s.)

Son sous-amendement n° 420 rectifié à l'adt n° 86 rectifié de la commission (p. 5223) : adopté (p. 5225)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Ses interventions (p. 5262 et s.)

Son sous-amendement n° 625 à l'adt n° 96 de la commission : adopté (p. 5268)

Après l'article 9

Son sous-amendement n° 588 (rédactionnel) à l'adt n° 348 de M. Christophe Sirugue (coordination des structures d'insertion par l'activité économique) (p. 5269) : adopté (p. 5270)

Article 10 (contrat unique d'insertion)

Ses interventions (p. 5273 et s.)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Ses interventions (p. 5277 et s.)

Article 12 (abrogation des contrats d'avenir et des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et aménagements du contrat initiative emploi)

Son intervention (p. 5279 et s.)

Son sous-amendement n° 421 à l'adt n° 115 de la commission : adopté (p. 5280)

Son sous-amendement n° 596 à l'adt n° 327 de M. Christophe Sirugue : adopté (p. 5280)

Article 13 (dispositions diverses de mise en cohérence)

Son intervention (p. 5280)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Ses interventions (p. 5286, 5293)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5358 et s., 5368, 5391 et s., 5402)

Ses amendements n°s 213 et 214 rectifié : adoptés (p. 5359)

Répond aux interventions de M. Christophe Sirugue : (p. 5360)

Son amendement n° 215 : adopté (p. 5362)

Son amendement n° 216 : adopté (p. 5392)

Son amendement n° 37 : adopté (p. 5395)

Son amendement n° 217 : adopté (p. 5396)

Son sous-amendement n° 585 à l'adt n° 398 de M. Roland Muzeau (p. 5399)

Son sous-amendement n° 629 à l'adt n° 398 de M. Roland Muzeau : adopté (p. 5399)

Son sous-amendement n° 584 à l'ad. n° 396 de M. Dominique Tian : adopté (p. 5400)

Son amendement n° 218 : adopté (p. 5401)

Son amendement n° 219 : adopté (p. 5402)

Son amendement n° 220 : adopté (p. 5402)

Son sous-amendement n° 598 à l'ad. n° 395 de M. Dominique Tian (p. 5402) : adopté (p. 5403)

Son amendement n° 221 : adopté (p. 5403)

Son amendement n° 222 : adopté (p. 5404)

Son sous-amendement n° 586 à l'ad. n° 302 de M. Christophe Sirugue : adopté (p. 5405)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Ses interventions (p. 5410 et s.)

Article 4 précédemment réservé (dispositions de coordination dans le code de l'action sociale et des familles et réforme du régime de réservation de places de crèche pour les enfants des bénéficiaires de minima sociaux)

Ses interventions (p. 5412 et s.)

Article 5 précédemment réservé (dispositions de coordination dans le code de la sécurité sociale et relatives à la couverture maladie universelle complémentaire -CMUC- et à la contribution pour le remboursement de la dette sociale -CRDS)

Ses interventions (p. 5413 et s.)

Son amendement n° 426 : adopté (p. 5414)

Ses amendements n°s 427, 428 rectifié et 429 : adoptés (p. 5414)

Article 6 précédemment réservé (coordinations et droits connexes dans le domaine fiscal)

Son intervention (p. 5414)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad. n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5415)

Article 7 précédemment réservé (coordinations diverses)

Son amendement n° 418 : adopté (p. 5417)

Article 14 (entrée en vigueur de la réforme)

Son intervention (p. 5418)

Article 16 (fin des expérimentations relatives au RSA et au contrat unique aidé)

Ses interventions (p. 5419)

Article 17 (dispositions transitoires)

Ses interventions (p. 5419)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad. n° 128 de la commission (conférence nationale et évaluation) (p. 5419)

Michel DEBET

*Dordogne (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

Décédé le 6 mars 2008 [J.O. du 25 mars 2008]

Son éloge funèbre est prononcé le 29 avril 2008 (p. 1775)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Patrice DEBRAY

*Haute-Saône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devient député le 19 avril 2008 [J.O. du 20 avril 2008]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 avril 2008]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 22 avril 2008]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 928 visant à concilier la protection contre les dangers du tabagisme passif et le maintien du droit de fumer dans les cafés, bistrotts et autres bars-tabac situés dans nos campagnes rurales [4 juin 2008]

Proposition de loi n° 1123 tendant à permettre aux cafés-hôtels-restaurants-discothèques, bistrotts, bars-tabacs et autres débits de boissons agréés, l'exploitation des appareils à mises et gains limités selon certaines conditions réglementaires strictes [23 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Délais de paiement. Réglementation, réforme [30 avril 2008] (p. 1823)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 315, posée le 3 juin 2008. Anciens combattants et victimes de guerre. Revendications (J.O. Questions p. 4542). Appelée le 3 juin 2008. (p. 2817)

DÉBATS

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Son intervention (p. 2123)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2135)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias : pluralisme (p. 2123)

Droit pénal : diffamation : journalistes (p. 2124)

Droit pénal : perquisitions (p. 2124)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 2123)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 2123, 3135)

Presse et livres : journalistes : domicile (p. 2124)

Presse et livres : journalistes : écoutes téléphoniques (p. 2124)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2123, 3135)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2152)

Ses explications de vote (p. 2152)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2152)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3643)

Thèmes :

Etablissements de santé : traitements et soins à domicile (p. 3643)
Santé : accès aux soins (p. 3643 et s.)
Santé : santé publique (p. 3643 et s.)

Bernard DEBRÉ

*Paris (15^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 90 relative à l'institution d'une communauté urbaine incluant Paris [18 juillet 2007]

Proposition de loi n° 91 relative à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers d'arrondissement [18 juillet 2007]

Proposition de loi n° 203 relative à la castration chimique des criminels sexuels [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 590 relative à la création d'un fonds de financement des travaux de déflocage et de décontamination des immeubles contenant de l'amiante [15 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge, rapport, conclusions [13 novembre 2007] (p. 4016)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère : demande à M. Mamère de cesser de faire une "référence qui salit notre histoire" en comparant les faucheurs aux Justes de la guerre, et ajoute que tous les députés sont des représentants du peuple [8 avril 2008] (p. 1417)

S'indigne que M. Yves Cochet accuse la majorité de "caporalisme" ; il ajoute que les "allégations mensongères" selon lesquelles les parlementaires auraient été "achetés par les semenciers" sont "une injure à l'indépendance du Parlement" et "antidémocratiques" [13 mai 2008] (p. 2036)

DÉBATS

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)
Son intervention (p. 107)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1081)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1081)

Energie et carburants : biocarburants : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1082)

Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 1082)

Parlement : groupes de pression (p. 1081)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1082)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1082)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 340 de M. Germinal Peiro (rapport du Gouvernement sur les possibilités de développement d'un plan de relance de la production de protéines végétales alternatif aux OGM) (p. 1153)

Intervient sur l'adit n° 341 de M. Germinal Peiro (inscription du gène au patrimoine commun de l'humanité) (p. 1155)

Intervient sur l'adit n° 343 de M. Germinal Peiro (interdiction, sauf à des fins de recherche confinée, de toute production et mise sur le marché d'animal transgénique ou cloné) (p. 1156)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1162, 1218 et s. 1223 et s., 1233 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 380 de Mme Delphine Batho (amnistie des actes de fauchages volontaires de plantations commerciales commis avant la promulgation de la loi) (p. 1242)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf supra) (p. 1417)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1430)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2008] (p. 2036)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2267)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : absentéisme (p. 2269)

Assemblée nationale : règlement : révision (p. 2268)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2268)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : démission (p. 2268)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2267)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2267)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2268)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 244 de M. François Sauvadet (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2351)

Intervient sur l'adit n° 245 de M. Jean-Christophe Lagarde (vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2359)

Intervient sur l'adit n° 308 de M. Noël Mamère (reconnaissance de la citoyenneté des personnes résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2359)

Intervient sur l'ad t n° 306 de Mme Martine Billard (application du principe de parité) (p. 2363)

Intervient sur l'ad t n° 375 de M. Jean-Claude Sandrier (application du principe de parité) (p. 2363)

Intervient sur l'ad t n° 246 de M. Jean-Christophe Lagarde (limitation à trois mandats consécutifs) (p. 2366)

Article 1er (statut de l'opposition)

Ses interventions (p. 2370 et s.)

Son amendement n° 437 (de suppression) (p. 2370)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son intervention (p. 2380)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2383)

Son amendement n° 438 (de suppression) (p. 2385) : adopté (p. 2387)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2396)

Son amendement n° 439 (de suppression) (p. 2399)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2420)

Son amendement n° 440 (de suppression) (p. 2420)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2430)

Son amendement n° 441 (de suppression) (p. 2438)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 2521)

Son amendement n° 442 rectifié (p. 2526)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2626)

Son amendement n° 445 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2629)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son amendement n° 452 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2711)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)

Son amendement n° 121 (de suppression) (p. 4411)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son amendement n° 122 (de suppression) (p. 4423)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 124 rectifié : SCRUTIN PUBLIC (p. 4447)

Jean-Pierre DECOOL

Nord (14^{ème} circonscription)

Appartient au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 23 janvier 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 janvier 2008]

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'extension du chèque emploi associatif (n° 616) [29 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 février 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif [21 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Jean-Pierre Decool et M. Jean-François Lamour relative à l'extension du chèque emploi associatif (n° 616) [29 janvier 2008] (n° 658)

Proposition de loi n° 1014 relative à l'instauration d'une initiation à l'utilisation du défibrillateur entièrement automatique au cours de la journée d'appel à la défense [3 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voirie. A 25. Rénovation, calendrier [2 octobre 2007] (p. 5860)

Etablissements de santé. Centres de soins palliatifs. Capacités d'accueil [9 octobre 2007] (p. 2643)

Entreprises. PME. Aides de l'Etat [25 mars 2008] (p. 913)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 223, posée le 29 avril 2008. TVA. Taux (J.O. Questions p. 3551). Appelée le 29 avril 2008. Granulés d'anas de lin (p. 1744)

n° 320, posée le 3 juin 2008. Elevage. Animaux (J.O. Questions p. 4543). Appelée le 3 juin 2008. Exportation, certificat, délivrance, réglementation (p. 2822)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1689)

Thèmes :

Donations et successions (p. 1689)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1689)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1689)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1689)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses amendements n°s 460 et 228 (p. 1776, 1784)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2134)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : psychologues (p. 2134)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2134)
 Droit pénal : injonction de soins (p. 2134)
 Droit pénal : peines planchers (p. 2134)
 Justice : carte judiciaire (p. 2134)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
 PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : pommes de terre (p. 4056)

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA
 NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord
 (p. 3920)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Son intervention (p. 3654)

Thème avant la procédure des questions :

Sang et organes humains : sang : collecte (p. 3654)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Procédure des questions :

Sécurité publique : prestation de fidélisation et de reconnaissance
 des sapeurs pompiers volontaires (p. 3590)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20
 décembre 2007] (p. 5538, 5559)**

Après l'article 3

Son amendement n° 23 (prime exceptionnelle pour les salariés
 d'une entreprise pratiquant l'intéressement, la participation ou le
 plan d'épargne) : retiré (p. 5562)

**Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi
 associatif**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et
 sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 697)

Son intervention (p. 697)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 705)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et
 sous-amendements (p. 705 et s.)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 982)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 982)
 Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
 (CNSA) (p. 982)
 Travail : jours fériés (p. 982)

**Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement
 modifiés**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril
 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ;
 [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)**

*Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence
 entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et
 biologiques)*

Son intervention (p. 1397)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008]
 (p. 1643, 1673)**

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Son amendement n° 137 (p. 1626)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Son amendement n° 141 (p. 1659)

Son amendement n° 140 : adopté (p. 1659)

*Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du
 contrat de travail)*

Ses amendements n°s 142 à 147 (p. 1675 et s.)

Article 8 (définition et organisation du portage salarial)

Son intervention (p. 1690)

Son amendement n° 148 (p. 1690)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1983)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1983)

Culture : langues régionales (p. 1983)

Enseignement : langues régionales (p. 1983)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 1983)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008]
 (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ;
 [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12
 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)**

Article 2 (extension du rescrit social)

Son amendement n° 1390 : adopté (p. 2938)

Son amendement n° 1391 (p. 2938)

Son amendement n° 1392 : adopté (p. 2938)

Après l'article 2

Son amendement n° 1393 (calcul des redressements effectués sur
 les exonérations des cotisations de sécurité sociale accordées sur la
 part contributive de l'employeur dans les titres-restaurant et les
 chèques-transport) : adopté (p. 2940)

Après l'article 12

Son amendement n° 1394 (extension du champ d'application du
 service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3026) :
 adopté (p. 3027)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses amendements n°s 1409 et 1408 (p. 3041 et s.)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3252 et s., 3275 et s.)

**Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves
 des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps
 scolaire**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet
 2008] (p. 4642)**

*Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de
 dépôt d'un préavis de grève)*

Son amendement n° 51 (p. 4663)

Son amendement n° 50 (p. 4663) : adopté (p. 4664)

Article 4 (garantie d'un service d'accueil des élèves en temps de grève)

Son amendement n° 52 (p. 4668)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Son amendement n° 18 : retiré

Son amendement n° 20 (p. 4791)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Son amendement n° 22 : retiré (p. 4813)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 2

Son amendement n° 1513 rectifié (renouvellement des accords d'intéressement par tacite reconduction) (p. 5095) : adopté (p. 5096)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 383 (p. 5356)

Son amendement n° 386 : adopté (p. 5359)

Ses interventions (p. 5374 et s.)

Ses amendements n°s 387, 384 et 388 (p. 5392 et s.)

Son amendement n° 389 : adopté (p. 5403)

Ses amendements n°s 385, 390 et 391 (p. 5403 et s.)

Bernard DEFLESSELLES

*Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 441 sur l'exécution des programmes européens de radionavigation par satellite - Galileo et Egnos (E 3657 et E 3691) [28 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'exécution des programmes européens de radionavigation par satellite - Galileo et Egnos (E 3657 et E 3691) [28 novembre 2007] (n° 440)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les perspectives de règlement de la question chypriote [9 juillet 2008] (n° 1048)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [13 novembre 2007] (p. 4011)

Espace. Satellites. Politiques communautaires, programme Galileo [4 décembre 2007] (p. 4914)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 769 sur la situation en Afghanistan

[1^{er} avril 2008] (p. 1053)

Son intervention (p. 1056)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3909)

Thèmes :

Défense : indépendance nationale (p. 3910)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3910)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3910)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3911)

Union européenne : politique de la défense (p. 3911)

Lucien DEGAUCHY

*Oise (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 29 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Intéressement et participation. Salariés, développement [27 mai 2008] (p. 2508)

Pascal DEGUILHEM

*Dordogne (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [14 mai 2008] (p. 2055)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 54, posée le 18 décembre 2007. Etablissements de santé. Etablissements psychiatriques (J.O. Questions p. 7891). Appelée le 18 décembre 2007. Effectifs de personnel, Dordogne (p. 5349)

n° 236, posée le 6 mai 2008. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 3704). Appelée le 6 mai 2008. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 1870)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Procédure des questions :

Jeux et paris : sports (p. 3762)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3766)

Après l'article 51

Intervient sur l'adt n° 148 rectifié de M. Régis Juanico (rapport au Parlement sur l'efficacité des exonérations sur la rémunération versée à un sportif par une société sportive au titre de la commercialisation de l'image collective de son équipe) (p. 3769)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1159)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4615)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4616)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4615)

Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4615)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4615)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 81 de Mme Sandrine Mazetier (enseignements obligatoirement assurés) (p. 4644)

Remi DELATTE

*Côte-d'Or (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [11 juillet 2007]

Membre de la mission d'information commune sur la mesure des grands indices économiques et sociaux (désigné par la commission des affaires culturelles) [J.O. du 27 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [14 mai 2008] (p. 2055)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 54, posée le 18 décembre 2007. Etablissements de santé. Etablissements psychiatriques (J.O. Questions p. 7891). Appelée le 18 décembre 2007. Effectifs de personnel, Dordogne (p. 5349)

n° 236, posée le 6 mai 2008. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 3704). Appelée le 6 mai 2008. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 1870)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 7 (droit des usagers à l'information)

Son intervention (p. 2687)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3172)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3172)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3173)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3173)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3173)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3173)

Santé : soins : coût (p. 3172 et s.)

Sécurité sociale : financement (p. 3172)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 3172 et s.)

Michèle DELAUNAY

*Gironde (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Action extérieure de l'État - [27 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel
[14 mai 2008] (p. 2055)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 54, posée le 18 décembre 2007. Etablissements de santé. Etablissements psychiatriques (J.O. Questions p. 7891). Appelée le 18 décembre 2007. Effectifs de personnel, Dordogne (p. 5349)

n° 236, posée le 6 mai 2008. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 3704). Appelée le 6 mai 2008. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 1870)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 271 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1814)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1857)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son intervention (p. 2334)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 215 de M. Alain Claeys (évaluation par l'ANAES des formations délivrées par les établissements supérieurs) (p. 2350)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son intervention (p. 2357)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son intervention (p. 2197)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3127)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3127)
Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 3127)
Politique sociale : solidarité (p. 3127)
Santé : accès aux soins (p. 3127 et s.)
Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3127)
Santé : soins : coût (p. 3127)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 45 précédemment réservé (financement des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son amendement n° 466 rectifié (p. 3472)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 4322)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n° 238 de la commission (exonération de taxe professionnelle des cinémas d'art et d'essai : nombre maximum d'entrées hebdomadaires porté de 5 000 à 7 500 et suppression de cette condition pour les salles consacrant au moins 50 % de leurs séances à la diffusion d'œuvres d'art et d'essai), rectifié (maintien de la condition d'entrées hebdomadaires) (p. 4342)

Intervient sur l'ad n° 305 de M. Alain Rousset (exonération de taxe professionnelle des cinémas d'art et d'essai : nombre maximum d'entrées hebdomadaires porté de 5 000 à 7 500 et suppression de cette condition pour les salles consacrant au moins 50 % de leurs séances à la diffusion d'œuvres d'art et d'essai), rectifié (maintien de la condition d'entrées hebdomadaires) (p. 4342)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 974) : rejetée (p. 976)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : stock options (p. 974)
Impôts et taxes : revenus financiers (p. 974)
Personnes âgées : dépendance (p. 974)
Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 974 et s.)
Secteur public : continuité du service public (p. 974)
Travail : droit du travail (p. 975)
Travail : jours fériés (p. 974 et s.)
Travail : salaires (p. 975)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 1060 rectifié de Mme Martine Carrillon-Couvreur (p. 2911 et s.)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3542)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : ports maritimes (p. 3543)
Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3543)
Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3542)
Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3542)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Son intervention (p. 4717)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4718)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4717)
 Emploi : chômeurs (p. 4717 et s.)
 Emploi : UNEDIC (p. 4717)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4751 et s., 4764, 4779 et s., 4790, 4802)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Ses interventions (p. 4815 et s.)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5188)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5188)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5188)
 Travail : travail à temps partiel (p. 5188)

Guy DELCOURT

*Pas-de-Calais (13^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
 sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés.
 [14 novembre 2007] (p. 4111)

Sports. Football. Violence dans les stades, lutte et prévention
 [2 avril 2008] (p. 1130)

Michel DELEBARRE

*Nord (13^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du
 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union
 européenne [J.O. du 6 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre
 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement

du Royaume de Belgique sur la coopération sanitaire transfrontalière
 (n° 117) [31 juillet 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur
 le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de
 l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et
 le gouvernement du Royaume de Belgique sur la coopération
 sanitaire transfrontalière (n° 117) [12 septembre 2007] (n° 157)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
 nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à
 l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la
 Constitution du 20 septembre au 25 octobre 2007 (n°s E 3389
 annexe 7, E 3620 à E 3622, E 3624 à E 3626, E 3648 à E 3650,
 E 3656, E 3658 et E 3659) et sur les textes n°s E 3245, E 3363,
 E 3390, E 3453, E 3455, E 3456, E 3501, E 3516, E 3544, E 3563,
 E 3564, E 3570, E 3586, E 3593, E 3597, E 3600, E 3602 à E 3604,
 E 3611, E 3613, E 3614, E 3617, E 3665, E 3669, E 3674 et E 3683
 [21 novembre 2007] (n° 434)

Proposition de résolution n° 441 sur l'exécution des programmes
 européens de radionavigation par satellite - Galileo et Egnos
 (E 3657 et E 3691) [28 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
 nationale pour l'Union européenne sur l'exécution des programmes
 européens de radionavigation par satellite - Galileo et Egnos
 (E 3657 et E 3691) [28 novembre 2007] (n° 440)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par
 M. Jean-Claude Sandrier (p. 3525)

Son intervention (p. 3531)

Thèmes :

Environnement : développement durable : transports (p. 3532)
 Transports : transport combiné (p. 3533)
 Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3531)
 Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3532)
 Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3533)
 Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3526, 3532)

**Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008]
 (p. 3580)**

Avant le titre 1er

Son amendement n° 18 rectifié (modification de l'intitulé du titre
 premier, en substituant "autorité maritime" à "grands ports
 maritimes") (p. 3552) : rejeté (p. 3553)

*Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des
 grands ports maritimes)*

Ses amendements n°s 31 à 33 (p. 3584 et s.)

Article 7 (procédures de vente des outillages)

Ses amendements n°s 12, 13 et 11 (p. 3599 et s.)

Richard DELL'AGNOLA

*Val-de-Marne (12^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
 sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales
 et sociales [J.O. des 20 et 21 juillet 2007]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. des 20 et 21 juillet 2007]

Membre du conseil national de la sécurité routière [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Culture - [7 octobre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. Ile de France, propositions [14 mai 2008] (p. 2054)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen des fascicules [9 novembre 2007] (p. 3941)

Son intervention (p. 3945)

Thèmes avant la procédure des questions :

Union européenne : institutions (p. 3945 et s.)

Union européenne : présidence française (p. 3945 et s.)

Sophie DELONG

Haute-Marne (1^{ère} circonscription)

Non inscrit

puis Union pour un Mouvement Populaire

Devenue députée le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Politique économique. [30 janvier 2008] (p. 620)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 243, posée le 6 mai 2008. Transports ferroviaires. Ateliers (J.O. Questions p. 3705). Appelée le 6 mai 2008. Etablissements de maintenance et de traction, Haute-Marne (p. 1869)

Jean-Marie DEMANGE

Moselle (9^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le

Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale (n° 100 rectifié) [31 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du deuxième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 188) [31 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) (n° 517) [19 décembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale (n° 100 rectifié)

- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du deuxième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 188) [11 décembre 2007] (n° 493)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) (n° 517) [16 janvier 2008] (n° 601)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. [27 mai 2008] (p. 2512)

DÉBATS

Projet de loi n° 517 autorisant l'approbation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 861)

Son intervention (p. 862)

Thèmes :

Environnement : protection de la nature (p. 863)

Transports par eau : canaux (p. 862, 863, 864)

Transports par eau : transport de matières dangereuses (p. 862, 863, 864)

Stéphane DEMILLY

Somme (5^{ème} circonscription)

Nouveau Centre

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Représentant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil national du bruit [J.O. du 11 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 211 visant à interdire la détention des chiens d'attaque et à renforcer les règles relatives à celle des chiens de garde et de défense [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 218 visant à rendre obligatoire l'équipement des stations-service en systèmes de récupération des vapeurs d'essence [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 232 visant à instaurer un système de consigne pour les bouteilles de bière en verre [27 septembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Moyens de paiement. Euro. Cours, conséquences économiques [4 décembre 2007] (p. 4909)

Energie et carburants. Agrocarburants. [30 janvier 2008] (p. 620)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 50, posée le 4 décembre 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution industrielle (J.O. Questions p. 7539). Appelée le 4 décembre 2007. Somme, lutte et prévention (p. 4883)

n° 228, posée le 6 mai 2008. Entreprises. Intéressement et participation (J.O. Questions p. 3701). Suppléé par Mme Colette Le Moal. Appelée le 6 mai 2008. Salariés, développement (p. 1862)

n° 278, posée le 27 mai 2008. Travail. Droit du travail (J.O. Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Etudiants, stages, gratifications, financement (p. 2488)

n° 351, posée le 24 juin 2008. Urbanisme. Permis de construire (J.O. Questions p. 5263). Appelée le 24 juin 2008. Délivrance, présence de munitions et explosifs anciens, réglementation (p. 3680)

DÉBATS

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4810)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4810)

Animaux : chiens dangereux : euthanasie (p. 4811)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4811)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 5 (interdiction de détenir un chien de première catégorie né après le 7 janvier 2000)

Ses amendements n°s 27 et 28 (p. 4831)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 29 rectifié (interdiction d'accès des chiens de première et deuxième catégories aux transports en commun et aux lieux publics) : rejeté (p. 4832)

Après l'article 6

Son amendement n° 30 (restriction aux chiens de deuxième catégorie des dispositions pénales relatives à la détention de chiens) : retiré (p. 4833)

Article 7 (sanction pénale de la détention de chiens de première catégorie)

Ses amendements n°s 31 et 32 (p. 4834)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 23

Son sous-amendement n° 291 (véhicules fonctionnant au carburant modulable : calcul sur un rejet de CO² réduit de 85 %) à l'adt n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Yves DENIAUD

Orne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Ville et logement - [11 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de l'énergie [J.O. du 11 août 2007]

Membre du conseil de l'immobilier de l'Etat [J.O. du 26 septembre 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 48 : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat-Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les suites données aux préconisations de la mission d'évaluation et de contrôle sur l'immobilier de l'Etat [4 juin 2008] (n° 923)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2029)

Thèmes :

Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 2030)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2029)

Etat : patrimoine immobilier : cession d'actifs (p. 2030)

Etat : réforme (p. 2030)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2029)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2029)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2030)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2030)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2030)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2030)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2029)

Politique économique : croissance (p. 2029 et s.)

Régions : contrats de plan Etat-régions : Nantes (p. 2031)

Secteur public : privatisations (p. 2030)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2030)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2810)

Thèmes :

Enseignement supérieur (p. 2810)

Etat : patrimoine : Imprimerie nationale (p. 2811)

Etat : réforme (p. 2811)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2810)
 Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2811)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 2811)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 2810)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2811)
 Parlement (p. 2811)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2810)
 Recherche : innovation (p. 2810)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes : Basse-Normandie (p. 3997)
 Voirie : routes nationales : Basse-Normandie (p. 3995)

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007
 Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Ses interventions (p. 78, 92)

Thèmes :

Etat : patrimoine immobilier (p. 78 et s., 92 et s.)
 Etat : patrimoine immobilier : Imprimerie nationale (p. 79)
 Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 80)
 Langue française : francophonie : immeubles (p. 79 et s.)
 Marchés publics : code des marchés publics (p. 79)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : immeubles (p. 79)
 Pays étrangers : Luxembourg : Imprimerie nationale (p. 79)

Bernard DEPIERRE

*Côte-d'Or (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (n° 773) [8 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 11 juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 212 relative à l'apprentissage des gestes de premiers secours [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (n° 773) [16 avril 2008] (n° 818)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [10 juin 2008] (n° 948)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [4 décembre 2007] (p. 4912)

Sports. Compétitions. Arbitres, statut [30 janvier 2008] (p. 628)

Santé. Jeunes. Alcoolisme, lutte et prévention [15 avril 2008] (p. 1566)

Emploi. Politique de l'emploi. Création d'emplois, soutien [21 mai 2008] (p. 2248)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 287, posée le 27 mai 2008. Transports ferroviaires. Transport de marchandises (J.O. Questions p. 4285). Appelée le 27 mai 2008. Ferroutage, terminal de Dijon-Bourgogne (p. 2481)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1698)

Thèmes :

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1698)
 Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1699)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1699)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1698)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2288)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2299)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Procédure des questions :

Sports : sportifs professionnels : cotisations sociales (p. 3760)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1601)

Thèmes :

Emploi : chômage : recrutement (p. 1601)
 Travail : accords interprofessionnels (p. 1601)
 Travail : code du travail (p. 1601)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 1601)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1601)
 Travail : licenciements (p. 1601)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Son intervention (p. 1831)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 1831 et s.)

Sports : dopage (p. 1831 et s.)

Sports : dopage : droit pénal (p. 1831)

Sports : dopage : trafic (p. 1831)

Discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1847)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1847 à 1853)

Article 1er (interdictions applicables aux sportifs en matière de produits dopants)

Ses interventions (p. 1847)

Article 2 (interdictions applicables à toute personne en matière de produits dopants)

Ses interventions (p. 1847 et s.)

Article 3 (information du procureur de la République en cas de constat d'infraction à l'occasion d'un contrôle)

Son intervention (p. 1848)

Article 4 (saisies par les agents chargés du contrôle)

Ses interventions (p. 1848 et s.)

Article 5 (modalités d'échange d'informations entre autorités publiques)

Son intervention (p. 1849)

Article 10 (reconnaissance de l'Agence mondiale antidopage - missions de l'Agence française de lutte contre le dopage)

Son intervention (p. 1849)

Article 11 (précision terminologique)

Son intervention (p. 1850)

Article 13 (rectification d'une erreur matérielle)

Son intervention (p. 1851)

Article 14 (caractère suspensif de la saisine de l'Agence française de lutte contre le dopage)

Son intervention (p. 1851)

Article 17 (régime des infractions pénales en matière de dopage animal)

Son intervention (p. 1852)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 juin 2008] (p. 3649)

Son intervention (p. 3649)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 3649)

Sports : dopage (p. 3649)

Sports : dopage : droit pénal (p. 3649)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 juin 2008] (p. 3653)

Article 4 (saisies par les agents chargés du contrôle)

Son intervention (p. 3653)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 2

Son amendement n° 1423, deuxième rectification (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2940) ; adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2941)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son amendement n° 1426 (p. 2951)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 203 (p. 5374)

Bernard DEROSIER

Nord (2^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - [11 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'orientation de l'observatoire de l'emploi public [J.O. du 2 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Fonction publique - [4 juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 143 visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [2 août 2007]

Proposition de loi n° 207 relative au Comité des finances locales et modifiant le code général des collectivités territoriales [27 septembre 2007]

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Fonction publique (n° 281) [11 octobre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 290 relative à l'article 39 de la Constitution et à la priorité reconnue au Sénat en matière de projet de loi relatif à l'organisation des collectivités territoriales [16 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [22 juillet 2008] (n° 1089)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [20 novembre 2007] (p. 4362)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 180, posée le 8 avril 2008. Etrangers. Titres de séjour (J.O. Questions p. 2905). Appelée le 8 avril 2008. Délivrance, jeunes majeurs isolés, réglementation (p. 1364)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande une réponse à sa question sur l'organisation de la sécurité civile dans le cas d'une éventuelle pandémie grippale [30 octobre 2007] (p. 3590)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2031)

Thèmes :

Collectivités territoriales : carte scolaire (p. 2032)
 Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2031 et s.)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2031)
 Collectivités territoriales : libre administration (p. 2031)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2032)
 Emploi : contrats aidés (p. 2032)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : collectivités territoriales (p. 2031)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : finances publiques (p. 2031)
 Politique sociale : inégalités (p. 2032)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2621)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2621)
 Collectivités territoriales : simplifications administratives (p. 2622)
 Justice : Conseil d'Etat : études (p. 2622)
 Justice : procédures : visioconférence (p. 2623)
 Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 2622)
 Lois : projet de loi : communication (p. 2623)
 Marchés publics : simplifications administratives (p. 2622)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : démission (p. 2622)

Discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2628)

Article 7 (allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales)

Ses amendements n° 9 et 10 (p. 2629 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 11 (intervention des établissements publics de coopération intercommunale pour le maintien ou la création de services en milieu rural) : adopté (p. 2631)

Article 9 (possibilité pour les communes d'accorder une autorisation d'occupation ou d'utilisation de leur domaine public à titre gratuit pour des activités non commerciales)

Son amendement n° 12 : adopté après rectification (p. 2632)

Article 11 (recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires)

Son amendement n° 13 (de suppression) (p. 2632)

Article 12 (suppléance du procureur de la République de Saint-Pierre-et-Miquélon et du président du tribunal de première instance de Mata-Utu)

Son amendement n° 14 (de suppression) (p. 2633)

Article 14 (compensation financière)

Intervient sur l'adit n° 16 du Gouvernement (de suppression) (p. 2634)

Ses explications de vote (p. 2635)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2635)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5163)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5163)
 Coopération intercommunale : syndicats mixtes : schémas de cohérence territoriale (p. 5164)
 Justice : visioconférence (p. 5164)
 Lois : codification : ordonnances (p. 5164)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)

Article 4 bis (acte de notoriété)

Son intervention (p. 5170)

Après l'article 7 bis

Son amendement n° 1 (élaboration d'un schéma de cohérence territoriale par un syndicat mixte ouvert) : rejeté (p. 5170)

Article 7 quater (délégation de signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire et des déclarations d'utilisation des sols)

Son amendement n° 4 (p. 5170)

Article 10 ter (possibilité pour le conseil municipal de se réunir dans un lieu autre que la mairie)

Son amendement n° 7 (p. 5171)

Après l'article 10 ter

Intervient sur l'adit n° 6 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (possibilité pour les présidents des conseils généraux et des conseils régionaux de bénéficier d'une délégation générale pour ester en justice au nom de leurs collectivités) (p. 5172)

Article 11 (recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires)

Son intervention (p. 5172)

Article 16 (dispositions relatives à l'outre-mer)

Son amendement n° 5 (p. 5173)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5173)

Ses explications de vote (p. 5173)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5174)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4307)

Son intervention (p. 4309)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : heures supplémentaires (p. 4309)
 Fonctionnaires et agents publics : oeuvres sociales (p. 4309)
 Fonctionnaires et agents publics : carrière : formation continue (p. 4309)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4309)
 Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 4309)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 4309)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 80)

Thèmes :

Finances publiques : questionnaires budgétaires (p. 81)
 Fonctionnaires et agents publics : heures supplémentaires (p. 81)
 Fonctionnaires et agents publics : mutuelles (p. 81)
 Fonctionnaires et agents publics : oeuvres sociales (p. 81)
 Fonctionnaires et agents publics : carrière : formation continue (p. 81)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 80 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 81)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement : négociation (p. 80 et s.)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3517)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 3517)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : croissance (p. 3517)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3517)
 Politique sociale : départements (p. 3517)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 3517)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Son intervention (p. 3585)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 octobre 2007] (p. 3590)

Thèmes avant la procédure des questions :

Coopération intercommunale : services départementaux d'incendie et de secours (p. 3586)
 Santé : épidémies : sécurité civile (p. 3586)
 Santé : urgences : organisation (p. 3586)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers : victimes (p. 3585)
 Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 3585)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention (p. 690)

Thèmes :

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : parité (p. 692)
 Elections et référendums : cumul des mandats : parlementaires (p. 691)
 Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 691)
 Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 690)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : parité (p. 692)
 Elections et référendums : scrutin de liste : parité (p. 692)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 695)*Après l'article unique*

Son amendement n° 1 (loi applicable à partir du 1er janvier 2009) (p. 695) : rejeté (p. 696)

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 696)

Ses explications de vote (p. 696)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 696)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)

Son intervention (p. 1504)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 1504)
 Etat : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1505)
 Finances publiques : comptabilité publique : amendes (p. 1504)
 Finances publiques : comptabilité publique : réforme (p. 1504)
 Justice : carte judiciaire : réforme (p. 1504)
 Justice : Cour des comptes : procédures (p. 1504)
 Justice : délais : Cour des comptes (p. 1504)
 Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 1504)
 Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 1504)

Explications de vote et vote [10 avril 2008] (p. 1517)

Ses explications de vote (p. 1517)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1517)

Débat sur la révision générale des politiques publiques**[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)**

Son intervention (p. 1718)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1718 et s.)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1719)
 Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1718 et s.)
 Fonction publique de l'Etat : réforme : coût (p. 1718)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1718)
 Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 1719)
 Impôts locaux : réforme (p. 1719)
 Secteur public : services publics (p. 1718 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2285)

Thèmes :

Assemblée nationale : dissolution (p. 2286)
 Constitution : révision : modernisation (p. 2285)
 Etat : Gouvernement : responsabilité (p. 2285)
 Parlement : prérogatives (p. 2285)
 Politique générale : institutions : modernisation (p. 2285)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'ad. n° 274 de M. Arnaud Montebourg (garantie du pluralisme et de l'indépendance des médias) (p. 2379)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2383)

Son amendement n° 277 (de suppression) (p. 2385) : adopté (p. 2387)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 288 (p. 2525)

Après l'article 13

Son amendement n° 516 (constitutionnalisation de l'état d'urgence) (p. 2574) : rejeté (p. 2575)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 336 (p. 2613)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Ses amendements n° 494 et 493 (p. 2644 et s.)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son amendement n° 501 (p. 2670)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)*

Son amendement n° 249 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4447)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 270 (p. 4481)

Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)

Ses amendements n° 278 et 285 (p. 4489 et s.)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son amendement n° 288 (p. 4496)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 33

Son amendement n° 851 (p. 3201) : retiré (p. 3202)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4546)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4546)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 4546)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 4546)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4546)

Impôts locaux : réforme (p. 4546)

Jacques DESALLANGRE

*Aisne (4^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2007]

Membre suppléant de la conférence permanente "habitat-construction-développement durable" [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 424 tendant à créer une action de groupe [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 425 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 476 tendant à la création d'une journée nationale de la Résistance [5 décembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n°s E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n°s E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3738, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n° 1054)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Organisation. Laïcité, respect [15 janvier 2008] (p. 179)

Logement. Politique du logement. [28 mai 2008] (p. 2588)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 74, posée le 18 décembre 2007. Justice. Fonctionnement (J.O. Questions p. 7896). Appelée le 18 décembre 2007. Carte judiciaire, réforme (p. 5362)

n° 225, posée le 6 mai 2008. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. SNCF : âge de la retraite (J.O. Questions p. 3701). Appelée le 6 mai 2008. Réforme, conséquences (p. 1883)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 4 de M. Daniel Paul (rapport du Parlement sur le respect du droit syndical et les conditions d'exercice du droit de grève dans les transports terrestres de voyageurs) (p. 2555)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Son intervention (p. 2579)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3120)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3121)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3121)

Santé : accès aux soins (p. 3120)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 3120)

Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3120 et s.)

Sécurité sociale : déficit (p. 3120)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Son intervention (p. 3906)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3907)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3907)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 3907)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3929)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 185 rectifié du Gouvernement (revalorisation de la retraite du combattant) (p. 3930)

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4128)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : politique de défense (p. 4128)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : contribution française (p. 4128)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3518)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale d'équipement (DGE) : simplifications administratives (p. 3518)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : croissance (p. 3518)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 3518)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3518)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Procédure des questions :

Etat : missions régaliennes : services départementaux d'incendie et de secours (p. 3592)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 56 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Vincent DESCOEUR

*Cantal (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1122 visant à instaurer le renouvellement intégral des conseillers généraux [23 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [12 décembre 2007] (p. 5267)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 3288)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) : prime herbagère environnementale (p. 4061)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1116)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1116)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1117)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1116)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1116)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1116)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1116)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3453)

Michel DESTOT

*Isère (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Dénonce la réduction des prérogatives et des compétences des autorités organisatrices [1^{er} août 2007] (p. 2643)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2483)

Thèmes :

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2483, 2484)

Politique sociale : dialogue social (p. 2483, 2484)

Transports ferroviaires : régions (p. 2483)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2484)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2539)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Son intervention (p. 2572)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2638 et s., 2649, 2658)
Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} août 2007] (p. 2643)

Patrick DEVEDJIAN

*Hauts-de-Seine (13^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007
Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Nicolas DHUICQ

*Aube (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007
Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 167, posée le 25 mars 2008. Gendarmerie. Gendarmes (J.O. Questions p. 2478). Appelée le 25 mars 2008. Logement, gestion (p. 878)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 97 de M. Jean-Paul Garraud (transmission d'entreprises - exonération de 75 % prévue par les articles 787 B et 787 C du code général des impôts portée à 100 %) (p. 2960)

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5291)

Son intervention (p. 5297)

Thèmes :

Arts et spectacles : manèges forains : accidents (p. 5297)
Arts et spectacles : manèges forains : emploi (p. 5297)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 79)

Thèmes :

Justice : victimes (p. 79)
Santé : maladies mentales : moyens (p. 79)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son intervention (p. 105)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 212)

Thème :

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 212)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 490)

Éric DIARD

*Bouches-du-Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Immigration, asile et intégration - [11 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre du conseil consultatif des subventions aux exploitants d'aéroports [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Immigration, asile et intégration - [4 juin 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement (n°955) [24 septembre 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le

projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome III : Immigration, asile et intégration (n° 281) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 432 visant à assurer la mise en oeuvre des recommandations émises par l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires [21 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [5 février 2008] (n° 683)

Proposition de loi n° 834 visant à garantir l'égalité des droits des orphelins de guerre, des orphelins du devoir et des pupilles de la Nation [24 avril 2008]

Proposition de loi n° 858 visant à lutter contre les pollutions lumineuses nocturnes [7 mai 2008]

Proposition de loi n° 983 visant à étendre le droit de rétractation aux achats d'objets d'ameublement effectués lors d'une foire ou d'un salon [19 juin 2008]

Proposition de loi n° 1021 visant à obliger les sociétés de crédit à contrôler la situation financière de l'emprunteur [3 juillet 2008]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement (n° 955) [24 septembre 2008] (n° 1125)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention [5 décembre 2007] (p. 5021)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2150)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 2150)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2150)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3037)

Thèmes :

Etrangers : contrats d'intégration (p. 3037)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3037)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Son intervention (p. 3601)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 3602)

Etrangers : contrats d'intégration (p. 3602)

Etrangers : immigration (p. 3601)

Etrangers : immigration clandestine : expulsion (p. 3602)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 3602)

Etrangers : rétention administrative (p. 3602)

Etrangers : visas (p. 3602)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1118)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1118)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1118)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1118)

Environnement : principe de précaution (p. 1118)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1118)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1118)

Recherche : biotechnologies (p. 1118)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1118)

Michel DIEFENBACHER

*Lot-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Sécurité - [11 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration de l'école nationale d'administration [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de réalisation de défaisance [J.O. du 2 août 2007]

Membre du haut conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Sécurité - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 39 : Sécurité (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 839 visant à rendre le vote obligatoire [24 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Nouvelle Calédonie. Avenir, déclarations du secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer [24 octobre 2007] (p. 3160)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1664)

Thèmes :

Élections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1664)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 1665)

Président de la République (p. 1665)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1664)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 11

Son amendement n° 163 (éligibilité au RMI : patrimoine immobilier ne dépassant pas une valeur fixée par décret) : retiré (p. 2075)

Son amendement n° 165 (éligibilité au RMI - condition de résidence en France) : retiré (p. 2075)

Son amendement n° 166 (RMI : récupération des sommes servies dans l'attente de la liquidation d'un droit principal après le versement de ce dernier) : retiré (p. 2075)

Son amendement n° 164 (RMI : récupération des sommes servies en cas de décès, retour à meilleure fortune, donation ou cession d'actif) : retiré (p. 2075)

Son amendement n° 167 (RMI - communauté de vie : calcul sur les bases applicables aux membres d'un même foyer) (p. 2075) : retiré (p. 2076)

Son amendement n° 162 (RMI - procédure de suspension : suppression de l'obligation de consulter la commission locale d'insertion) (p. 2075) : rejeté (p. 2076)

Son amendement n° 161 (RMI : échanges d'informations entre les différents intervenants) : retiré (p. 2076)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2127)

Thèmes :

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2127)

Droit pénal : peines planchers (p. 2127)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2248)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômes (p. 2248)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2248)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2248)

Enseignement supérieur : universités : frais de scolarité (p. 2248, 2249)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2248)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Son amendement n° 286 (suppression de la possibilité pour le fonctionnaire détaché pour l'exercice d'un mandat parlementaire d'acquiescer des droits à pensions dans son régime d'origine pendant la durée de son mandat) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après rectification (suppression du gage) (p. 3238)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4256)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4257 à 4258)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 5, 14)

Thèmes :

Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 5)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : gendarmerie (p. 6)

Ordre public : personnels : regroupement (p. 6)

Police : police judiciaire : gendarmerie (p. 15)

Police : police scientifique (p. 6)

Sécurité publique : secours : réforme (p. 15)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1111)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1111)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1111)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1111)

Consommation : information des consommateurs : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1111)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1111)

Recherche : biotechnologies (p. 1111)

Projet de loi n° 780 ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2056)

Son intervention (p. 2059)

Thèmes :

Justice : territoires d'outre-mer (p. 2059)

Marchés financiers : outre-mer (p. 2059)

Outre-mer : spécialité législative (p. 2059)

Retraites : généralités : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2059)

Union européenne : directives (p. 2059)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 15 (rapprochement des droits de mutation à titre onéreux des fonds de commerce et des SARL de ceux appliqués aux sociétés par action)

Son intervention (p. 3054)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3828)

Son intervention (p. 3837)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : maîtrise d'ouvrage : Ecole nationale des ponts et chaussées (p. 3837)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 3828, 3837)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3837)

Etablissements de santé : équipements : gestion (p. 3837)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : fiscalité (p. 3837)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : régime juridique (p. 3837)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)
Son intervention (p. 3864)

Seconde délibération

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)
Son intervention (p. 3884)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3885)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3886)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :

- *Réunion de la commission des lois du 12 juin 2008*
Son intervention (p. 3975)

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008*
Son intervention (p. 4015)

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :

- *Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008*
Son intervention (p. 4048)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Après l'article 3

Son amendement n° 417 précédemment réservé (rapport relatif à la mise en oeuvre d'un service informatisé de déclaration sociale nominative) : adopté (p. 5412)

Jean DIONIS du SÉJOUR

*Lot-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe Nouveau Centre
puis Nouveau Centre*

Elu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

Membre du groupe Nouveau Centre [J.O. du 20 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques [J.O. du 11 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 juillet au 19 septembre 2007 (n^{os} E 3592, E 3598, E 3599, E 3601, E 3608, E 3609, E 3612, E 3615, E 3616, E 3618 et E 3619) et sur les textes n^{os} E 3259, E 3264, E 3285, E 3377, E 3378, E 3389 annexe 6, E 3440, E 3447, E 3480, E 3548, E 3566, E 3578, E 3583, E 3585, E 3634 à E 3639 et E 3641 [9 octobre 2007] (n° 271)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique [23 janvier 2008] (n° 627)

Proposition de résolution n° 733 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution des prix des denrées alimentaires et ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages [3 mars 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 février 2008 au 24 avril 2008 (n^{os} E 3770 annexe 2, E 3775, E 3778, E 3784, E 3785, E 3789 à E 3792, E 3796, E 3797, E 3799, E 3803, E 3805, E 3808 à E 3811, E 3813, E 3814, E 3818, E 3820, E 3822, E 3824 à E 3835, E 3840 à E 3842 et E 3845) et sur les textes n^{os} E 3541 à E 3543, E 3551, E 3557, E 3581, E 3591, E 3640, E 3660, E 3662, E 3670, E 3696, E 3699, E 3729, E 3735, E 3736, E 3744, E 3748, E 3750, E 3754, E 3759, E 3766 et E 3768 [29 avril 2008] (n° 844)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n^{os} E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n^{os} E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3738, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n° 1054)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [3 octobre 2007] (p. 2567)

Politique économique. Croissance. Commission pour la libération de la croissance, propositions [6 février 2008] (p. 758)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [26 mars 2008] (p. 961)

Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Oeuvres multimédia, reproduction [28 mai 2008] (p. 2586)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Ne comprend pas pourquoi le Président ne lui a pas donné la parole sur l'amendement précédent [11 juin 2008] (p. 3334)

DÉBATS

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2504)

Thèmes :

Justice : procédures : contrefaçon (p. 2504)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : Chine (p. 2505)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : emploi (p. 2504)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : Internet (p. 2505)
 Recherche : innovation : propriété intellectuelle (p. 2505)
 Télécommunications : Internet : ventes aux enchères (p. 2505)
 Union européenne : directives : délais (p. 2504)
 Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2505)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2579)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique : cantines scolaires (p. 2581)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2581)
 Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2581)
 Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets (p. 2581)
 Environnement : Grenelle de l'environnement : organisation (p. 2579)
 Environnement : politique de l'environnement : création d'emplois (p. 2580)
 Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2580)
 Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2581)
 Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2581)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 4042)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4287)

Son intervention (p. 4289)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4290)
 Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) : moyens (p. 4290)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : politiques communautaires (p. 4289)
 Lois de finances : nomenclature budgétaire : tourisme et loisirs (p. 4289)
 Télécommunications : téléphones mobiles : concurrence (p. 4289)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4291)

Crédits de la mission "Développement et régulations économiques" inscrits à l'état B

Son amendement n° 277 (p. 4294)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4296)

Son intervention (p. 4297)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4297 et s.)
 Politique sociale : minima sociaux (p. 4298)
 Politique sociale : pauvreté (p. 4298)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 4298)
 Produits dangereux : amiante : indemnisation des victimes (p. 4298)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4299)

Crédits de la mission "Solidarité, insertion et égalité des chances" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4301)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Son intervention (p. 4394)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4436)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4443)

Son intervention (p. 4447)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 4436)
 Commerce et artisanat : grande distribution : produits agricoles (p. 4444)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4436, 4447)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4436, 4447)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4436)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean Gaubert (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. François Brottes (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 90 de Mme Corinne Erhel (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 91 de Mme Frédérique Massat (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Patrick Roy (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 94 de Mme Marylise Lebranchu (action de groupe) (p. 4476)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Jean-Yves Le Déaut (action de groupe) (p. 4476)

Son amendement n° 226 (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4483) : retiré (p. 4485)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4520)

Son amendement n° 212 (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4617) : rejeté (p. 4619)

Son amendement n° 213 (création d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 4619) : rejeté (p. 4624)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4625)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Ses interventions (p. 4640 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 297 de M. André Chassaigne (extension au-delà des situations de crise conjoncturelle du dispositif du coefficient multiplicateur pour les fruits et légumes périssables) (p. 4649)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Ses interventions (p. 4650, 4662)

Son amendement n° 216 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4654)

Son amendement n° 214 (p. 4657)

Article 4 (dépenalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Son amendement n° 219 (p. 4709)

Après l'article 5

Son amendement n° 220 (adaptation aux denrées périssables des règles relatives aux ventes de marchandises illicites) (p. 4712) : rejeté (p. 4713)

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Alain Suguenot (alignement des modalités applicables au comité interprofessionnel des vins de Champagne sur le droit commun en matière de délais de paiement dans le secteur vitivinicole) (p. 4716)

Intervient sur le sous-adt n° 329 de M. Philippe Folliot (sauf accord explicite du fournisseur) à l'adt n° 263 de M. Jean Gaubert (interdiction des retours d'invendus au fournisseur) (p. 4719)

Intervient sur l'adt n° 306 de M. André Chassaigne (consultation préalable obligatoire du Conseil de la concurrence par les collectivités de plus de 100 000 habitants pour tout contrat relatif à la gestion de l'eau) (p. 4721)

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation pour tout commerce de plus de 300 m² de consacrer 10 % de ses achats nets alimentaires aux fruits et légumes) (p. 4724)

Avant l'article 6

Son amendement n° 230 (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Jean Gaubert (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques) (p. 4733)

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Jean Gaubert (interdiction des modifications tacites d'une offre de fourniture d'un service de communications électroniques) (p. 4734)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son amendement n° 218 (p. 4741)

Son intervention (p. 4742)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 183 de Mme Laure de La Raudière (accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits mis à disposition de façon accessoire) (p. 4745)

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Frédéric Lefebvre (possibilité de désignation d'opérateurs de service universel distincts pour le service d'annuaire ou celui des renseignements) (p. 4746)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 4746)

Son amendement n° 223 : adopté (p. 4748)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 43 de la commission (gratuité des appels des numéros présentés comme gratuits depuis les téléphones mobiles et prise en charge du coût éventuel des appels par les opérateurs de communications électroniques) (p. 4754)

Son sous-amendement n° 239 (modalités commerciales non disqualifiantes des offres limitées à 12 mois) à l'adt n° 42 de la commission (durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Son sous-amendement n° 241 (montant maximum des frais de dédit d'un engagement supérieur à 12 mois) à l'adt n° 42 de la commission (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Son sous-amendement n° 242 (interdiction de lier clause de fidélisation et durée d'exécution du contrat) à l'adt n° 42 de la commission (p. 4752) : rejeté (p. 4754)

Son sous-amendement n° 243 (interdiction de contourner les dispositions de l'amendement n° 42 par le recours à des contrats liés) à l'adt n° 42 de la commission (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Son sous-amendement n° 222 rectifié (plafonnement des redevances exigibles en cas de résiliation avant la période minimale d'abonnement) à l'adt n° 42 de la commission : retiré (p. 4754)

Son sous-amendement n° 244 (précisions sur la gratuité d'un appel) à l'adt n° 43 de la commission (p. 4754) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4756)

Son sous-amendement n° 245 (création d'une nouvelle tranche de numérotation pour des numéros totalement gratuits) à l'adt n° 43 de la commission (p. 4754) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4756)

Son amendement n° 225 rectifié (interdiction des offres d'appels à tarif préférentiel proposées par des fournisseurs de services de communications électroniques vers des numéros de leur propre réseau) : retiré (p. 4757)

Son amendement n° 224 (création d'une liste d'opposition particulière autorisant la mise en relation avec un abonné sans divulgation de son numéro de téléphone) (p. 4757) : retiré (p. 4758)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Son intervention (p. 4769)

Après l'article 10

Son amendement n° 221 (modification des règles de rétractation) : rejeté (p. 4774)

Explications de vote et vote [27 novembre 2007]

Ses explications de vote (p. 4784)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4785)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5225)

Son intervention (p. 5230)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5241)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5231)

Energie et carburants : consommation d'énergie : développement durable (p. 5225, 5231)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 5225, 5231)

Energie et carburants : tarif transitoire : marché immobilier (p. 5230)

Energie et carburants : tarifs : entreprises (p. 5230)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5225, 5230, 5241)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Article 1er (possibilité pour les ménages et les petites entreprises de retourner au tarif réglementé d'électricité à l'occasion d'un déménagement)

Son sous-amendement n° 14 à l'adt n° 11 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 5246)

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5291)

Son intervention (p. 5293)

Thèmes :

Arts et spectacles : manèges forains : accidents (p. 5293)

Communes : maires : sécurité publique (p. 5294)

Tourisme et loisirs : parcs d'attraction (p. 5293)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5300)*Après l'article 2 bis*

Intervient sur l'ad n° 21 de Mme Sandrine Mazetier (possibilité pour le maire ou le préfet de demander un contrôle des manèges et autres installations par la commission consultative départementale de sécurité) (p. 5304)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5294)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1095)

Thèmes :

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1095)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1095)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2760)

Son intervention (p. 2778)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2889)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2760, 2778)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2779)

Commerce et artisanat : soldes (p. 2779)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2760, 2780)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2760)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 2761, 2778)

Politique sociale : surendettement (p. 2760)

Presse et livres : prix unique du livre (p. 2779)

Télécommunications : Internet : accès (p. 2761, 2779)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses interventions (p. 2973 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 1381 de M. Charles de Courson (p. 2975 et s.)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2981 et s.)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Son amendement n° 1306 (p. 3083)

Son intervention (p. 3084 et s.)

Son amendement n° 1280 : adopté (p. 3090)

Ses amendements n° 1308, 1313 rectifié, 1312, 1309, 1305, 1310 et 1314 (p. 3091 et s.)

Son amendement n° 1304 : adopté (p. 3104)

Son amendement n° 1315 rectifié (p. 3104)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 565 de M. Jean Gaubert (p. 3112)

Article 30 (attribution des autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes)

Son intervention (p. 3117)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad n° 853 de M. Christian Paul (p. 3120)

Intervient sur l'ad n° 420 de la commission (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3124)

Intervient sur l'ad n° 846 rectifié de Mme Corinne Erhel (p. 3124 et s.)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Son intervention (p. 3129)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n° 1389 de M. François Sauvadet (p. 3286)

Intervient sur l'ad n° 441 deuxième rectification de la commission (p. 3288)

Après l'article 44

Ses amendements n° 1316 rectifié et 1317 : rejetés (p. 3315 et s.)

Avant l'article 21

Intervient sur l'ad n° 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3327)

Son amendement n° 1300 précédemment réservé (p. 3321) : retiré (p. 3330)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juin 2008] (p. 3334)

Ses amendements n° 1292 et 1295 précédemment réservés (p. 3338 et s.) : rejetés (p. 3339 et s.)

Son amendement n° 1299 précédemment réservé : retiré (p. 3374)

Son amendement n° 1297 précédemment réservé : rejeté (p. 3375)

Son amendement n° 1293 rectifié précédemment réservé (liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives) (p. 3375) : adopté (p. 3376)

Son amendement n° 1294 précédemment réservé : rejeté (p. 3380)

Son amendement n° 1296 précédemment réservé (p. 3380) : retiré (p. 3381)

Ses amendements n° 1281 et 1282 précédemment réservés (p. 3384) : rejetés (p. 3385 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses amendements n° 1283 et 1284 (p. 3408 et s.)

Après l'article 22

Son amendement n° 1291 précédemment réservé : retiré (p. 3423)

Intervient sur l'ad n° 1071 rectifié précédemment réservé de M. Jean Gaubert (interdiction pour une centrale d'achat de détenir plus de 30 % des parts de marché des produits qu'elle distribue) (p. 3424)

Son amendement n° 1286 précédemment réservé : retiré (p. 3426)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son intervention (p. 3429)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son intervention (p. 3436)

Après l'article 24

Son amendement n° 1290 précédemment réservé (p. 3440) : retiré (p. 3442)

Après l'article 26

Son amendement n° 1301 précédemment réservé : rejeté (p. 3452)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3461 et s.)

Ses amendements n° 1302 et 1303 (p. 3462 et s.)

Explications de vote et votes [17 juin 2008] (p. 3504)

Ses explications de vote (p. 3509)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 3509)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[22 juillet 2008] (p. 4836)**

Son intervention (p. 4845)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4846)
 Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 4845)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4845)
 Télécommunications : Internet : accès (p. 4845)
 Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4846)

**Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et
à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire
dans le domaine de l'environnement****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)**Ses explications de vote sur la question préalable opposée par
M. Jean-Claude Sandrier (p. 3732)

Son intervention (p. 3737)

Thèmes :

Assurances : dommages à l'environnement (p. 3738)
 Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur
 payeur (p. 3732, 3738)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3738)
 Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3738)
 Union européenne : directives : dommages à l'environnement
 (p. 3732, 3737)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[22 juillet 2008] (p. 4831)**

Son intervention (p. 4835)

Thèmes :

Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur
 payeur (p. 4835)
 Environnement : dommages à l'environnement : responsabilités
 (p. 4835)

Explications de vote et vote [22 juillet 2008] (p. 4836)

Ses explications de vote (p. 4835)

Marc DOLEZ

*Nord (17^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]**NOMINATIONS**Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du
28 juin 2007]Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de
loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les
transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les
transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération
des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les
récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du règlement de
la Commission intergouvernementale concernant la sécurité de la
liaison fixe trans-Manche (n° 500) [19 décembre 2007]Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif
aux transports aériens entre le Gouvernement de la République
française et le Gouvernement de la Mongolie (n° 1038)
[30 septembre 2008]Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif
aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la
République française et le Gouvernement de la République algérienne
démocratique et populaire (n° 1039) [30 septembre 2008]Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif
aux services aériens entre le Gouvernement de la République
française et le Gouvernement de la région administrative spéciale de
Macao de la République populaire de Chine (n° 1040)
[30 septembre 2008]**DÉPÔT**Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur
le projet de loi autorisant l'approbation du règlement de la
Commission intergouvernementale concernant la sécurité de la
liaison fixe trans-Manche (n° 500) [5 février 2008] (n° 684)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTION ORALE SANS DÉBAT*n° 160, posée le 25 mars 2008. Sécurité publique. Organismes
(J.O. Questions p. 2476). Appelée le 25 mars 2008.
Restructuration, Douai (p. 882)*RAPPELS AU RÈGLEMENT*S'inquiète de la nouvelle rédaction de l'article 44 qui ouvrirait la
voie à une restriction du droit d'amendement [9 juillet 2008]
(p. 4484)Demande au secrétaire d'Etat aux transports de s'exprimer avant la
discussion des articles, en réponse notamment aux interrogations
formulées pendant la discussion générale [31 juillet 2007] (p. 2530)*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir
d'achat****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12
juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907,
1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)***Article 1^{er} (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)*

Son intervention (p. 1740)

**Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du
service public dans les transports terrestres réguliers de
voyageurs****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ;
[31 juillet 2007] (p. 2529)**Ses explications de vote sur la question préalable opposée par
M. Jean-Claude Sandrier (p. 2482)

Son intervention (p. 2490)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 juillet 2007] (p. 2530)

*Thèmes :*Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2482,
2490, 2491)

Politique sociale : dialogue social (p. 2482, 2490)

Secteur public : service minimum (p. 2482, 2490)

Secteur public : services publics (p. 2482, 2490)

Travail : grèves : déclaration (p. 2490)

**Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août
2007] (p. 2637, 2657)***Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)*

Son intervention (p. 2535)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2558, 2572, 2587)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Son intervention (p. 2599)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2662 et s.)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son intervention (p. 2683)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2715)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2715, 2716)

Politique sociale : dialogue social (p. 2715)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2715)

Travail : syndicats (p. 2715, 2716)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2429)

Son intervention (p. 2430)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 3928)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4944)

Son intervention (p. 4954)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4955)

Lois : codification (p. 4944, 4954)

Travail : code du travail (p. 4944, 4954 et s.)

Travail : contrats de travail (p. 4955)

Travail : droit du travail (p. 4954 et s.)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Son intervention (p. 4982)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 232)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 232)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 232)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Article 1er (consentement aux transferts de souveraineté rendus nécessaires par le traité)

Son intervention (p. 245)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 837)

Projet de loi n° 517 autorisant l'approbation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 861)

Son intervention (p. 864)

Thèmes :

Transports par eau : canaux (p. 864)

Transports par eau : transport de matières dangereuses (p. 864)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1598)

Thèmes :

Travail : code du travail (p. 1598)

Travail : droit du travail (p. 1598)

Travail : licenciements (p. 1598)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son intervention (p. 1663)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)

Son intervention (p. 1802)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Son intervention (p. 2169)

Thèmes :

Elections et référendums : collège sénatorial : réforme (p. 2170)

Parlement : Sénat (p. 2170)

Parlement : Sénat : suffrage universel (p. 2170)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son intervention (p. 2380)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 2522)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)
Ses interventions (p. 2719 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4484)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3239)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3456)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4118)

Thèmes :

Syndicats : représentativité (p. 4118 et s.)

Travail : négociations (p. 4119)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4207 et s., 4221 et s., 4238 et s.)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4651)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Son intervention (p. 4661)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4744, 4771)

Jacques DOMERGUE

Hérault (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil de surveillance du fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie [J.O. du 11 août 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat chargé des transports [J.O. du 9 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 705 tendant à l'élection au suffrage universel direct des représentants des communes dans les assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [7 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Alcoolisme. Lutte et prévention [13 mai 2008] (p. 2023)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 312, posée le 3 juin 2008. Défense. Armée de terre (J.O. Questions p. 4542). Appelée le 3 juin 2008. EAI et EMSAM, Montpellier, restructuration (p. 2816)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christophe Sirugue : revendique son droit à s'exprimer [7 octobre 2008] (p. 5358)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1720)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 1721)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 1720)

Travail (p. 1720 et s.)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1720 et s.)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 2185)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2298)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son intervention (p. 2331)

Son amendement n° 267 : adopté (p. 2332)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3173)

Thèmes :

Professions de santé : internes (p. 3173)

Professions de santé : médecins : exercice de la profession (p. 3173 et s.)
 Professions de santé : médecins : installation (p. 3173)
 Professions de santé : médecins : prescription (p. 3174)

Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1541)
 Son intervention (p. 1549)

Thèmes :

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : anorexie (p. 1549)
 Santé : anorexie (p. 1549 et s.)
 Santé : obésité (p. 1549)
 Santé : prévention (p. 1549 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)
 Son intervention (p. 1980)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1980)
 Culture : langues régionales (p. 1980)
 Régions : Languedoc-Roussillon (p. 1980)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 243 de M. Jean-Christophe Lagarde (naturalisation des étrangers en situation régulière) (p. 2342)

Intervient sur l'ad n° 247 de M. Jean-Christophe Lagarde (interdiction du cumul de plus de deux mandats, sauf responsabilités intercommunales) (p. 2368)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)
 Son intervention (p. 2380)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)
 Son intervention (p. 3636)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3637)
 Professions de santé : installation (p. 3636)
 Santé : accès aux soins (p. 3636 et s.)
 Santé : santé publique (p. 3636 et s.)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)
 Son intervention (p. 5201)

Thèmes :

Formation professionnelle (p. 5202)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5202)
 Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5202)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5201)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5202)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)
 Son intervention (p. 5357)

Son amendement n° 139 (p. 5364)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christophe Sirugue (cf supra) (p. 5358)

Jean-Pierre DOOR

*Loiret (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [11 juillet 2007]

Membre de droit de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission du fonds national pour l'archéologie préventive [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du haut conseil des musées de France [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative aux personnels enseignants de médecine générale (n° 502) [15 janvier 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [17 octobre 2007] (n° 295)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux personnels enseignants de médecine générale (n° 502) [23 janvier 2008] (n° 630)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le dossier médical personnel [29 janvier 2008] (n° 659)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 [17 juin 2008] (n° 965)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Dossier médical personnel. [21 novembre 2007] (p. 4415)

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [29 janvier 2008] (p. 589)

Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2012 [30 avril 2008] (p. 1820)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)
 Son intervention (p. 2239)

Thèmes :

Enseignement supérieur : sciences (p. 2239)
 Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2239)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2239)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 17 bis (création d'un bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants dans chaque université)

Son intervention (p. 2364)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3083)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3083 et s.)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3084)

Politique sociale : fraude (p. 3084)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3085)

Santé : accès aux soins (p. 3084)

Santé : données médicales (p. 3084)

Santé : soins : coût (p. 3083, 3084)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3083)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 3084)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3212 à 3488)

Article 23 (certification des comptes des organismes et régimes de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3318)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Ses interventions (p. 3327 et s.)

Article 26 (extension du champ de la procédure de mise sous accord préalable)

Son intervention (p. 3337)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Ses interventions (p. 3341 et s.)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 3352)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Ses interventions (p. 3368 et s.)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad t n° 60 de la commission (habilitation des pharmaciens d'officine à conclure des accords de bon usage de médicaments, des contrats de bonne pratique ou des contrats de santé publique) (p. 3370)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Ses interventions (p. 3375 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad t n° 608 de la commission (contribution forfaitaire des professionnels n'assurant pas une transmission électronique de leurs actes) (p. 3382)

Intervient sur l'ad t n° 448 de M. Jean-Marie Le Guen (affections de longue durée : amélioration du parcours de soin) (p. 3383)

Article 34 (élargissement du dispositif de pénalité financière aux transporteurs sanitaires et aux entreprises de taxis)

Son intervention (p. 3404)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3419)

Article 43 précédemment réservé (expérimentation d'une enveloppe hospitalière pour les transports sanitaires)

Son intervention (p. 3467)

Article 45 précédemment réservé (financement des établissements sociaux et médico-sociaux)

Ses interventions (p. 3470 et s.)

Son sous-amendement n° 681 à l'ad t n° 291 de M. Jean-Luc Prél : adopté (p. 3473)

Son amendement n° 682 : adopté (p. 3473)

Après l'article 54

Intervient sur l'ad t n° 117 précédemment réservé de la commission (conditions de fixation du taux médical d'incapacité) (p. 3485)

Article 55 précédemment réservé (clarification juridique du dispositif des rentes de certains ayants droit de victimes d'accidents du travail)

Son intervention (p. 3485)

Article 58 précédemment réservé (objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2008)

Son intervention (p. 3488)

Article 70 (extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat - AME - et des soins urgents)

Son intervention (p. 3505)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Son intervention (p. 3845)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 3845)

Élevage : maladies du bétail (p. 3845)

Ordre public : terrorisme : sécurité sanitaire (p. 3845)

Politiques communautaires : veille sanitaire (p. 3846)

Santé : chikungunya (p. 3845)

Santé : épidémies (p. 3845)

Santé : Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) (p. 3845)

Santé : maladies nouvelles (p. 3845)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3845)

Santé : virus H5N1 (p. 3846)

Proposition de loi n° 502 relative aux personnels enseignants de médecine générale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 janvier 2008] (p. 605)

Son intervention (p. 607)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : médecins (p. 607 et s.)

Professions de santé : médecins généralistes : démographie (p. 607)

Professions de santé : médecins généralistes : enseignement supérieur (p. 607 et s.)

Professions de santé : médecins généralistes : formation professionnelle (p. 607 et s.)

Recherche : recherche médicale : médecins généralistes (p. 607)

Projet de loi n° 301 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 723)

Son intervention (p. 729)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 730)
Pharmacie et médicaments : médicaments : récupération (p. 730)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 729 et s.)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSA) (p. 730)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 733)

Article 6 (conditions de collecte, de destruction et de redistribution à des fins humanitaire des médicaments non utilisés)

Son intervention (p. 735)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3631)

Thèmes :

Professions de santé : médecins généralistes (p. 3631)
Santé : accès aux soins (p. 3631)
Santé : santé publique (p. 3631 et s.)

Dominique DORD

*Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil de surveillance de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi portant modernisation du marché du travail (n° 743) [26 mars 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. du 4 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi portant modernisation du marché du travail (n° 743) [8 avril 2008] (n° 789)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [2 juin 2008] (n° 920)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1739)

Projet de loi n° 301 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 738)

Ses explications de vote (p. 738)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 738)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1572)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1579)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 1572)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1572)
Politique sociale : dialogue social (p. 1572 et s., 1579)
Syndicats : Confédération française démocratique du travail (CFDT) (p. 1572)
Syndicats : Confédération générale du travail (CGT) (p. 1572 et s.)
Syndicats : Force ouvrière (FO) (p. 1572)
Syndicats : représentativité (p. 1572)
Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1573)
Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1573)
Travail : droit du travail (p. 1573)
Travail : négociations (p. 1572 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1612 à 1698)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Ses interventions (p. 1616 et s.)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Son intervention (p. 1643)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Son intervention (p. 1658)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son amendement n° 159 : adopté (p. 1667)

Son intervention (p. 1669)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Ses interventions (p. 1682, 1685 et s.)

Article 7 (mutualisation de l'indemnisation des salariés licenciés pour inaptitude)

Son intervention (p. 1686)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)

Son intervention (p. 1694)

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1776)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 1777)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)

Son intervention (p. 3359)

Thèmes :

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3360)

Travail : contrats de travail (p. 3359 et s.)

Travail : droit du travail (p. 3359 et s.)

Travail : licenciements (p. 3359 et s.)

Travail : négociations (p. 3359 et s.)

René DOSIÈRE

Aisne (1^{ère} circonscription)

Apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'institut national des hautes études de sécurité [J.O. des 2 août 2007 et 29 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'élève contre la précipitation qui a prévalu pour l'inscription de cette proposition de loi à l'ordre du jour prioritaire [24 octobre 2007] (p. 3133)

DÉBATS

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 3144)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 octobre 2007] (p. 3133)

Thèmes :

Elections et référendums : parité (p. 3144)

Lois : rétroactivité des lois (p. 3144)

Partis et mouvements politiques : alliances (p. 3144)

Partis et mouvements politiques : financement : aides publiques (p. 3144)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POUVOIRS PUBLICS ; CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3559)

Son intervention (p. 3562)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : pouvoirs publics : autonomie financière (p. 3562)

Président de la République : rémunération (p. 3562)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3565)

Crédits de la mission "Pouvoirs publics" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3566)

Son amendement n° 20 rectifié (transfert de crédits de 1 500 000 € de La chaîne parlementaire à la Présidence de la République) : retiré (p. 3567)

Après l'article 45

Intervient sur l'ad n° 69 rectifié du Gouvernement (Président de la République : rémunération égale à celle du Premier ministre et exclusive de tout autre traitement, pension, prime ou indemnité) (p. 3568)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4545) : rejetée (p. 4550)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4571) : rejetée (p. 4576)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 4571)

Assemblée nationale : conditions de travail : commission des lois (p. 4571)

Assemblée nationale : députés : mandat (p. 4545)

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4545 et s.)

Finances publiques : contrôle des dépenses engagées (p. 4573)

Finances publiques : fonds publics : enquêtes (p. 4574)

Justice : procédures : Polynésie française (p. 4573)

Justice : procureurs généraux : rôle (p. 4574)

Marchés publics : code des marchés publics : détournements (p. 4572)

Outre-mer : assemblée territoriale : coût (p. 4571)

Outre-mer : assemblée territoriale : président (p. 4571)

Outre-mer : chambre territoriale des comptes (p. 4571)

Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4545)

Outre-mer : institutions : transparence (p. 4547)

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 4547)

Outre-mer : Polynésie française : contrôles (p. 4573)

Outre-mer : Polynésie française : corruption (p. 4574)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4548)

Outre-mer : Polynésie française : fiscalité (p. 4548)

Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 4546)

Outre-mer : Polynésie française : politique sociale (p. 4548)

Outre-mer : Polynésie française : enseignement (p. 4572)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Article 1er (intérim, élection et remplacement du président et du vice-président de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4577)

Article 3 (élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française)

Ses interventions (p. 4579 et s.)

Article 5 (responsabilité du président et du gouvernement polynésiens devant l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4585)

Article 6 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française par décret en Conseil des ministres)

Son intervention (p. 4587)

Article 6 bis (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales) (p. 4588) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 4591)

Ses interventions (p. 4589 et s.)

Article 7 bis (détermination des compétences respectives de la Polynésie française et des communes polynésiennes - réglementation

des conditions permettant à la Polynésie française d'apporter son concours financier aux communes polynésiennes)

Son intervention (p. 4592)

Article 10 (extension et contrôle par l'assemblée de la Polynésie française des compétences économiques du gouvernement polynésien)

Son intervention (p. 4595)

Article 11 ter (modalités d'adoption du règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4597)

Après l'article 11 ter

Intervient sur le sous-adt n° 119 du Gouvernement (moyens en personnel autorisés dans la limite de 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres de l'assemblée) à l'adt n° 100 de M. Jean-Christophe Lagarde (moyens de fonctionnement des groupes à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4599)

Article 12 (conditions d'établissement et de transmission du compte rendu des séances de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4601)

Article 14 bis (composition du haut conseil de la Polynésie française et régime indemnitaire de ses membres)

Son intervention (p. 4603)

Article 20 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française - entrée en vigueur de la loi organique)

Son intervention (p. 4606)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4548)

Projet de loi n° 402 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4609)

Article 3 (clarification des dispositions du code de justice administrative relatives aux demandes d'avis et aux recours contentieux concernant la Polynésie française)

Son intervention (p. 4610)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Son intervention (p. 292)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-François Copé (p. 305)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 292)
Collectivités territoriales : finances locales : équilibre budgétaire (p. 293)
Donations et successions : droits de succession : exonération (p. 295, 305)
Etat : décentralisation : transferts de personnel (p. 295)
Etat : réforme (p. 295)
Finances publiques : budget de l'Etat : fonctionnement (p. 292, 305)
Finances publiques : dette publique : intérêts d'emprunt (p. 294)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 295, 305)
Impôts locaux : taux (p. 293)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 292)
Parlement : contrôle parlementaire : politiques publiques (p. 305)
Politique économique : croissance (p. 294)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 305)
Politique générale : politiques publiques : évaluation (p. 296, 305)
Politique sociale : cohésion sociale : fonctionnaires et agents publics (p. 293)
Politique sociale : prestations sociales : financement (p. 294)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 295)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)

Son intervention (p. 1507)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : gestion (p. 1508)
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 1508)
Elections et référendums : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 1507)
Etat : décentralisation : chambres régionales des comptes (p. 1508)
Outre-mer : Polynésie française : finances publiques (p. 1508)

Discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1508)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié de la commission (appellation du représentant du ministère public près les chambres régionales des comptes) (p. 1509)

Après l'article 9

Son amendement n° 33 (suppression du pouvoir de remise gracieuse du ministre du budget sur les débits prononcés à l'encontre des comptables) (p. 1509) : rejeté (p. 1510)

Article 11 (procédure applicable aux activités juridictionnelles de la Cour des comptes)

Ses interventions (p. 1510 et s.)

Ses amendements n°s 34, 38 et 39 (p. 1511 et s.)

Article 14 (délais de production des comptes par les comptables publics devant les chambres régionales des comptes)

Son intervention (p. 1513)

Article 21 (procédure applicable aux activités juridictionnelles des CRC)

Ses amendements n°s 35 et 40 (p. 1514)

Article 22 (regroupement des dispositions relatives aux activités administratives des CRC)

Son amendement n° 36 (p. 1514)

Article 30 (habilitation à étendre par ordonnance les dispositions de la loi à l'outre-mer)

Son intervention (p. 1516)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Jean-Christophe Lagarde (démission dans les 30 jours du fonctionnaire réélu parlementaire) (p. 2369)

Après l'article 8

Son amendement n° 512 (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute activité professionnelle et tout mandat, notamment électif) (p. 2447) : rejeté (p. 2449)

Son amendement n° 513 (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute activité professionnelle et tout mandat électif, notamment parlementaire ou exécutif d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) : rejeté (p. 2449)

Son amendement n° 514 (incompatibilités applicables aux parlementaires applicables aussi aux membres du Gouvernement) : rejeté (p. 2450)

Intervient sur le sous-adt n° 528 de M. Arnaud Montebourg (y compris toute fonction exécutive au sein d'un établissement public de coopération intercommunale) à l'adt n° 51 rectifié de la commission (p. 2451)

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2453)

Son amendement n° 199 (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive locale) (p. 2450) : rejeté (p. 2454)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 2455, 2466)

Après l'article 9

Son amendement n° 201 rectifié (une demande de création de commission d'enquête de droit par session pour chaque groupe parlementaire hors majorité) (p. 2516) : rejeté (p. 2521)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 2522)

Son amendement n° 200 (p. 2532)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2571)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son amendement n° 300 (p. 2577)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son intervention (p. 2613)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Ses interventions (p. 2617 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2626)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Son intervention (p. 2647)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses interventions (p. 2655 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur le sous-adt n° 598 de M. Jean-Luc Warsmann (à l'initiative du Gouvernement lui-même) à l'adt n° 85 de la commission (déclaration du Gouvernement à caractère thématique devant les assemblées) (p. 2672)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 2679)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 523 de M. Victorin Lurel (collectivités d'outre-mer) (p. 2710)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Jacques Myard (développement de la francophonie) (p. 2718)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2725)

Après l'article 33

Son amendement n° 524 (organisation d'un référendum en cas de divergence entre les deux assemblées sur une révision constitutionnelle) : rejeté (p. 2728)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 33 bis (délais minimaux d'examen des projets et propositions de révision)

Son amendement n° 298 (p. 4510)

Julien DRAY

*Essonne (10^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [5 février 2008] (n° 683)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Donne une définition des fonctions de la commission des lois et de son président - souligne qu'elle n'est pas le lieu d'exécution des engagements électoraux du Président de la République [18 juillet 2007] (p. 2176)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : demande un certain nombre de garanties sur la question essentielle du droit d'amendement [28 mai 2008] (p. 2637)

Se demande si la lettre du président ne constitue pas un marchandage pour faire évoluer le vote [9 juillet 2008] (p. 4467)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2123)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2124)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2124)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2124)

Lois : évaluation : sécurité (p. 2123)

Ordre public : violences urbaines (p. 2124)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2125)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses interventions (p. 2159 et s.)

Après l'article 2 ter

Son rappel au règlement (cf supra) [18 juillet 2007] (p. 2176)

Après l'article 6

Son amendement n° 65 rectifié (contrôle judiciaire socio-éducatif, sauf avis contraire du juge, pour les personnes mises en examen non condamnées antérieurement et encourant une peine délictuelle de plus de trois ans d'emprisonnement) (p. 2188) : rejeté (p. 2189)

Son amendement n° 66 (prise en charge, sauf avis contraire du juge, du primodélinquant par le juge de l'application des peines) : rejeté (p. 2189)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)
Son intervention (p. 2439)

Thèmes :

Défense : renseignement : officines (p. 2440)
Défense : services secrets : sécurité (p. 2439)
Elections et référendums : élections législatives : TVA sociale (p. 2439)
Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2440)
Parlement : délégation parlementaire au renseignement : auditions (p. 2440)
Parlement : délégation parlementaire au renseignement : compétences (p. 2440)

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Son sous-amendement n° 18 à l'ad n° 1 rectifié de la commission de la défense (p. 2446)

Explications de vote et vote [26 juillet 2007] (p. 2450)

Ses explications de vote (p. 2450 et s.)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2451)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2280)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2628)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4397)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 4398)
Constitution : révision (p. 4397)
Président de la République : rôle (p. 4398)
Presse et livres : liberté de la presse (p. 4398)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4452)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4457)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4467)

Tony DREYFUS

*Paris (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole sur la modification de l'accord instituant une Commission internationale pour le Service international de recherches (n° 183) [18 septembre 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté, par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole sur la modification de l'accord instituant une Commission internationale pour le Service international de recherches (n° 183 rectifié) [3 octobre 2007] (n° 250)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [6 mai 2008] (p. 1895)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 255, posée le 13 mai 2008. Retraites : généralités. Paiement des pensions (J.O. Questions p. 3890). Appelée le 13 mai 2008. Versement, calendrier (p. 2007)

DÉBATS

Projet de loi n° 183 rectifié autorisant l'approbation du protocole sur la modification de l'accord instituant une Commission internationale pour le Service international de recherches

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 octobre 2007] (p. 2666)

Son intervention (p. 2667)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs (p. 2667)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 2668)
Anciens combattants et victimes de guerre : internés : indemnisation des victimes (p. 2668)
Démographie : migrations (p. 2667)
Étrangers : travailleurs (p. 2667)
Ministères et secrétariats d'Etat : archives : chercheurs (p. 2667, 2668)
Organisations internationales : Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR) (p. 2667)
Pays étrangers : Allemagne (p. 2667)
Pays étrangers : Belgique (p. 2667)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 2667)
Pays étrangers : Grèce (p. 2667)
Pays étrangers : Israël (p. 2667)
Pays étrangers : Italie (p. 2667)
Pays étrangers : Luxembourg (p. 2667)
Pays étrangers : Pays-Bas (p. 2667)
Pays étrangers : Pologne (p. 2667)
Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 2667)

Jean-Pierre DUFAU

*Landes (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du
28 juin 2007]

Représentant de la délégation de l'Assemblée nationale à
l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre suppléant de la conférence nationale des services d'incendie
et de secours [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du
26 mars 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 mars
2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la
législation et de l'administration générale de la République [J.O. du
27 mars 2008]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 mars
2008]

Membre suppléant de la conférence nationale des services d'incendie
et de secours [J.O. du 24 juin 2008]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires
étrangères sur la situation au Kosovo [5 décembre 2007] (n° 448)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Tchad. Association l'Arche de Zoé,
agissements, conséquences [31 octobre 2007] (p. 3621)

Fonctionnaires et agents publics. Revendications. [23 janvier 2008]
(p. 467)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 327, posée le 10 juin 2008. Assurance maladie maternité :
prestations. Frais de cure (J.O. Questions p. 4771). Appelée le
10 juin 2008. Remboursement (p. 3167)

DÉBATS

**Projet de loi n° 5 autorisant la ratification du protocole n° 13 à la
Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés
fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes
circonstances**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2403)
Son intervention (p. 2405)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort (p. 2405 et s.)

Droit pénal : peine de mort : Constitution (p. 2406)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne
des droits de l'homme (p. 2405)

Justice : peine de mort en temps de guerre (p. 2406)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies
(ONU) (p. 2406)

Pays étrangers : Chine : peine de mort (p. 2406)

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à
l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19
septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 36 de la commission (recours au test ADN
pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le
cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2287)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL ET EMPLOI**

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 3810)

Emploi : jeunes : insertion professionnelle (p. 3810)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3824)

*Article 52 (fusion du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en
entreprise -SEJE- avec le contrat initiative emploi -CIE)*

Son intervention (p. 3829)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)

Son intervention (p. 3836)

William DUMAS

*Gard (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. Viticulture. Aides de l'État [25 juin 2008] (p. 3783)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 41, posée le 4 décembre 2007. Départements. Services (J.O.
Questions p. 7538). Appelée le 4 décembre 2007. SATESE,
missions (p. 4882)

n° 210, posée le 29 avril 2008. Enseignement secondaire. Politique
de l'éducation (J.O. Questions p. 3549). Appelée le 29 avril 2008.
Réforme (p. 1748)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture : exportations (p. 4066)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 104)

Thèmes :

Aménagement du territoire : tourisme et loisirs (p. 104)
 Aménagement du territoire : transports routiers (p. 104)
 Environnement : Grenelle de l'environnement : aménagement du territoire (p. 104)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 104)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention (p. 5227)

Thèmes :

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 5228)
 Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 5228)
 Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5228)

Jean-Louis DUMONT

*Meuse (2^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil de surveillance de l'agence française du développement [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de l'observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2007]

Membre du comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure [J.O. du 11 août 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales [J.O. du 27 novembre 2007]

Membre du conseil de l'immobilier de l'État [J.O. du 22 février 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le lancement du cycle de programmation 2007-2013 des fonds structurels européens [13 février 2008] (n° 716)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les suites données aux préconisations de la mission d'évaluation et de contrôle sur l'immobilier de l'État [4 juin 2008] (n° 923)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÉGLEMENT

Regrette l'absence de membre du Gouvernement en charge des affaires européennes lors de l'examen du prélèvement au titre du budget des communautés européennes [19 octobre 2007] (p. 2997)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 257 de M. Jérôme Cahuzac (prêt à taux zéro : plafond de ressources réduit de 64 875 € à 40 000 € - montant du prêt porté de 32 500 € à 40 000 €) (p. 2972)

Après l'article 11

Ses amendements n°s 255 et 256 (plus-values sur ventes à la découpe réalisées par des sociétés ressortissantes d'Etat dont la convention fiscale avec la France ne prévoit pas l'imposition des revenus immobiliers : perception des prélèvements libératoires prévus respectivement par les articles 244 bis et 244 bis A du code général des impôts) (p. 2980) : retirés (p. 2981)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 31 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Ses interventions (p. 3000 et s.)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son intervention (p. 3004)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POUVOIRS PUBLICS ; CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3559)

Son intervention (p. 3563)

Thème avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire (p. 3563)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 178 (détaxation des bouilleurs de cru : prorogation reportée du 1er janvier 2008 au 1er janvier 2013) (p. 4340) : adopté (p. 4341)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 27

Son amendement n° 181 (transactions immobilières portant sur plus de 700 m² réalisées par le secteur privé : possibilité de porter les droits de mutations de 3,6 % à 3,9 %) : rejeté (p. 5136)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 9 (faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes)

Son amendement n° 871 (p. 3003)

Article 20 (assouplissement du régime applicable aux organismes favorisant l'insertion par l'entrepreneuriat)

Son amendement n° 870 (p. 3066)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3238)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses amendements n°s 1318 et 1319 (p. 3404 et s.)

Laurence DUMONT

*Calvados (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127)
- Sport, jeunesse et vie associative - [27 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Politique de l'éducation. [2 avril 2008] (p. 1133)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 137, posée le 29 janvier 2008. Défense. ECMMSSA (J.O.
Questions p. 627). Appelée le 29 janvier 2008. Restructuration,
Mondeville (p. 555)

DÉBATS

**Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir
d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12
juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907,
1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)**

*Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures
supplémentaires)*

Son intervention (p. 1737)

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à
l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124,
2169)**

Son intervention (p. 2159)

Thèmes :

Etat civil : mariage avec un étranger : langue française (p. 2160)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2160)

Etrangers : regroupement familial : droits de l'homme et libertés
publiques (p. 2159)

Langue française : usage : regroupement familial (p. 2159)

**Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de
privation de liberté**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2346)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de
liberté : compétences (p. 2347)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2346)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2347)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2347)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Procédure des questions :

Défense : casernes : Basse-Normandie (p. 4151)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : étrangers
(p. 3811)

**Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au
service des consommateurs**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22
novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ;
[27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)**

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 172 de Mme Marie-Anne Montchamp
(création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes
sourdes et malentendantes) (p. 4761)

**Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des
institutions de la V^e République**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21
mai 2008] (p. 2250, 2285)**

Son intervention (p. 2279)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2279)

Etrangers : droit de vote (p. 2280)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008]
(p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ;
[10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12
juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)**

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3236)

**Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et
réformant les politiques d'insertion**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre
2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)**

*Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier
des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de
coordination dans le code du travail)*

Son intervention (p. 5231)

Jean-Pierre DUPONT

*Corrèze (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles
[J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation
[5 février 2008] (p. 719)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)
Son intervention (p. 4136)*Thèmes avant la procédure des questions :*

- Défense : armements et équipements : armée de terre (p. 4136)
- Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4136)
- Défense : réserves (p. 4136)
- Union européenne : politique de la défense (p. 4136)

Nicolas DUPONT-AIGNANEssonne (8^{ème} circonscription)
Non inscrit

Élu le 10 juin 2007

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 198 tendant à soumettre l'acquisition d'un chien de deuxième catégorie à l'obligation de suivre une formation spécifique [27 septembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Traité de Lisbonne. Ratification, modalités [12 décembre 2007] (p. 5268)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 51, posée le 4 décembre 2007. Ministères et secrétariats d'Etat. Services extérieurs (J.O. Questions p. 7540). Appelée le 4 décembre 2007. Restructuration (p. 4896)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre**[3 juillet 2007] (p. 1563)***Thèmes :*

- Etat : souveraineté (p. 1592, 1593)
- Politique générale : déclaration du Gouvernement (p. 1592)
- Politique générale : réforme (p. 1592)
- Union européenne : constitution européenne (p. 1592, 1593)
- Ses explications de vote (p. 1592)

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités**[4 juillet 2007] (p. 1597)**

Son intervention (p. 1619)

Thèmes :

- Elections et référendums : référendums : Union européenne (p. 1619)
- Etat : intérêt national (p. 1619, 1620)
- Etat : souveraineté (p. 1619, 1620)
- Union européenne : constitution européenne (p. 1619)
- Union européenne : construction européenne (p. 1619, 1620)
- Union européenne : institutions (p. 1619, 1620)
- Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1619)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)
Son intervention (p. 2116)*Thèmes :*

- Droit pénal : délinquance et criminalité : drogue (p. 2117)
- Justice : moyens (p. 2117)
- Justice : exécution des décisions (p. 2117)
- Justice : réforme (p. 2116)
- Justice : tribunaux : Evry (p. 2116)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Sa question préalable (p. 2405) : rejetée (p. 2411)

Thèmes :

- Entreprises : entreprises multinationales (p. 2406)
- Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2406)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2406, 2408)
- Etat : intérêt national : souveraineté (p. 2405 et s.)
- Langue française : politique culturelle (p. 2410)
- Langue française : défense (p. 2406 et s.)
- Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2406 et s.)
- Propriété intellectuelle : brevets (p. 2406 et s.)
- Recherche : innovation (p. 2408)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**[3 octobre 2007] (p. 2575)**

Son intervention (p. 2593)

Thèmes :

- Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2593)
- Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2593)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : politique de l'environnement (p. 2594)
- Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2594)
- Régions : Ile-de-France : aéroports (p. 2593)
- Transports urbains : plans de déplacements urbains : Ile-de-France (p. 2593)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)
Son intervention (p. 169)*Thèmes :*

- Etat : souveraineté (p. 170)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 170)
- Politique générale : démocratie : référendums (p. 169)
- Traité et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 170)
- Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 169)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)
Sa question préalable (p. 205) : rejetée (p. 212)

Soutient la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 205) : rejetée (p. 212)

Thèmes :

- Constitution : révision (p. 205)
- Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 205)
- Etat : souveraineté (p. 207 et s.)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 209)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 209)
 Parlement : Congrès du Parlement : traité constitutionnel (p. 205)
 Pays étrangers : Turquie : Union européenne (p. 207)
 Politique générale : démocratie (p. 205)
 Union européenne : construction européenne (p. 206)
 Union européenne : immigration (p. 209)
 Union européenne : institutions (p. 208)
 Union européenne : majorité qualifiée (p. 207)
 Union européenne : présidence française (p. 209)
 Union européenne : traité de Lisbonne (p. 206)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 205)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Sa motion d'ajournement (p. 839) : rejetée (p. 846)

Projet de loi n° 352 autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1529)

Son intervention (p. 1534)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3913)

Thèmes :

Défense : armement : industrie (p. 3913)
 Défense : crédits : équipements (p. 3913)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3913)
 Union européenne : politique de la défense (p. 3914)

Jean-Paul DUPRÉ

*Aude (3^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique en vue de lutter contre l'usage et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (n° 16) [11 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique pour l'échange d'informations relatives à des opérations financières effectuées par l'entremise d'institutions financières pour prévenir et combattre les opérations provenant d'activités illicites ou de blanchiment d'argent (n° 19) [11 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du septième protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle (n° 116) [31 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (n° 185) [18 septembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (n° 187) [31 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion fiscale (n° 444) [19 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar (n° 574) [25 mars 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique en vue de lutter contre l'usage et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (n° 16)
- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique pour l'échange d'informations relatives à des opérations financières effectuées par l'entremise d'institutions financières pour prévenir et combattre les opérations provenant d'activités illicites ou de blanchiment d'argent (n° 19) [24 juillet 2007] (n° 104)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du septième protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle (n° 116) [18 septembre 2007] (n° 164)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (n° 185) [2 octobre 2007] (n° 241)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (n° 187) [16 janvier 2008] (n° 602)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion fiscale (n° 444) [8 avril 2008] (n° 787)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar (n° 574) [8 avril 2008] (n° 788)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Insertion professionnelle. Missions locales, financement [28 mai 2008] (p. 2595)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 20, posée le 2 octobre 2007. Pensions militaires d'invalidité. Taux (J.O. Questions p. 5863). Appelée le 2 octobre 2007. Disparités (p. 2459)

n° 156, posée le 25 mars 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2475). Appelée le 25 mars 2008. Fonctionnement, financement (p. 900)

DÉBATS

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4814)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : élevage (p. 4815)
Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4815)
Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4815)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Son intervention (p. 4830)

Raymond DURAND

*Rhône (11^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

Élu le 1^{er} juin 2008 [J.O. du 3 juin 2008]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 3 juin 2008]

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Fonction publique de l'Etat. Personnel. Modernisation, négociations [3 juin 2008] (p. 2831)

Yves DURAND

*Nord (11^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Politique de l'éducation. Réforme [15 avril 2008] (p. 1564)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Souligne que poursuivre ce débat dans la sérénité n'empêche pas d'être ferme dans ses convictions et son expression [15 juillet 2008] (p. 4587)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2256) : rejetée (p. 2263)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de charges (p. 2259)
Enseignement supérieur : diplômés (p. 2258, 2259)
Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2257)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 2257)
Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2257)
Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2258, 2259)
Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2258)
Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2257)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2256 et s.)
Enseignement supérieur : personnel : statuts (p. 2259, 2260)
Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2259)
Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2259)
Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 2259)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2291)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Son intervention (p. 4218)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : illettrisme (p. 4218)
Enseignement : langues étrangères (p. 4218)
Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 4218 et s.)
Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4219)
Enseignement : personnel : effectifs (p. 4219)
Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 4218)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4239)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 4241 et s.)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4673)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4673)
Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4673)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4674)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4593)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 juillet 2008] (p. 4587)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4594)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4594)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4594)
 Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 4593)
 Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4594)
 Enseignement : personnel : enseignants : grève (p. 4594)
 Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4593, 4595)
 Enseignement maternel et primaire : enseignement préélémentaire (p. 4595)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 1er (création d'un chapitre relatif à l'accueil des élèves des écoles maternelles et élémentaires)
 Son intervention (p. 4631)

Après l'article 1er

Son amendement n° 100 (plan de pré-recrutement pour les futurs enseignants) : rejeté (p. 4647)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4650)

Odette DURIEZ

*Pas-de-Calais (11^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 184, posée le 8 avril 2008. Enseignement. Programmes (J.O. Questions p. 2906). Appelée le 8 avril 2008. Langues étrangères (p. 1358)

Philippe DURON

*Calvados (1^{ère} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 12 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se déclare surpris de la manière dont le débat sur la réforme portuaire s'est engagé : alors que l'urgence a été déclarée, la majorité n'a déposé qu'un seul amendement, retiré en début de séance, et le Ministre ainsi que le rapporteur se sont contentés de réponses laconiques ; il espère que la présente séance permettra d'examiner ce texte de manière plus approfondie [18 juin 2008] (p. 3580)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4277)

Son intervention (p. 4278)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits budgétaires (p. 4278)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 4279)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4279)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : routes (p. 4279)

Environnement : Grenelle de l'environnement : aménagement du territoire (p. 4279)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 4279)

Régions : contrats de projets (p. 4279)

Tourisme et loisirs : crédits budgétaires (p. 4279)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : crédits budgétaires (p. 4279)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 4279)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 98)

Thèmes :

Aménagement du territoire : péréquation (p. 99)

Aménagement du territoire : tourisme et loisirs (p. 99)

Aménagement du territoire : transports routiers (p. 99)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 99)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 99)

Collectivités territoriales : programme exceptionnel d'investissement (PEI) : Corse (p. 99)

Cours d'eau, étangs et lacs : pollution : Bretagne (p. 99)

Environnement : Grenelle de l'environnement : politique des transports (p. 99)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 98)

Régions : contrats de projets (p. 99)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : crédits budgétaires (p. 99)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 99)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 3515) : rejetée (p. 3519)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : ports maritimes (p. 3516)

Environnement : développement durable : transports (p. 3515)

Régions : contrats de projets : transports par eau (p. 3516)

Relations internationales : commerce international (p. 3514)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3516)

Transports : transport combiné (p. 3515)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3515)

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3516)

Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3515)

Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3515 et s.)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3517)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 3515)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 18 rectifié de M. Michel Delebarre (modification de l'intitulé du titre premier, en substituant "autorité maritime" à "grands ports maritimes") (p. 3552)

Son amendement n° 23 (organisation d'un comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires sur la politique portuaire française avant le 1er janvier 2009) : rejeté (p. 3552)

Son amendement n° 19 rectifié (modification de l'intitulé du titre premier, en substituant "maritimes" à "autonomes") (p. 3552) : rejeté (p. 3553)

Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)

Ses interventions (p. 3554, 3585 et s.)

Ses amendements n°s 20 et 35 (p. 3557 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 juin 2008] (p. 3580)

Ses amendements n°s 27 à 28, 24, 34, 25, 30 et 26 (p. 3582 et s.)

Article 3 (avantages fiscaux pour les entreprises de manutention ayant acquis des outillages publics)

Ses amendements n°s 15 à 17 et 36 (p. 3595 et s.)

Article 7 (procédures de vente des outillages)

Ses interventions (p. 3599 et s.)

Ses amendements n°s 6 et 37 (p. 3600)

Article 9 (accord cadre tripartite relatif aux mesures d'accompagnement du transfert de personnels)

Son intervention (p. 3602)

Son amendement n° 38 (p. 3603)

Article 12 (biens remis aux ports autonomes et vente des biens immobiliers)

Son amendement n° 42 (p. 3606)

Après l'article 13

Son amendement n° 14 (transfert de la fixation des droits de port du Gouvernement aux autorités organisatrices de transports) : rejeté (p. 3606)

Son amendement n° 3 (prohibition de tout monopole en matière de manutention portuaire) : rejeté (p. 3606)

Son amendement n° 4 (rapport du Gouvernement au Parlement faisant le bilan de l'application de la loi et de ses conséquences économiques, sociales et environnementales, au plus tard trois ans après l'adoption de la présente loi) (p. 3607) : rejeté (p. 3609)

Explications de vote et vote [24 juin 2008] (p. 3720)

Ses explications de vote (p. 3723)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3724)

Olivier DUSSOPT

*Ardèche (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Secrétaire du bureau d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2007]

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [16 octobre 2007] (p. 2762)

Collectivités territoriales. Finances. Compétences transférées, moyens [25 mars 2008] (p. 914)

DÉBATS

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4437)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 4438)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4438)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4437)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4438)

Politique économique : libéralisme (p. 4437)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4438)

Politique sociale : surendettement (p. 4438)

Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 4438)

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5291)

Son intervention (p. 5298)

Thèmes :

Arts et spectacles : manèges forains : accidents (p. 5298)

Arts et spectacles : manèges forains : emploi (p. 5298)

Communes : maires : sécurité publique (p. 5298)

Politiques communautaires : normes européennes : manèges forains (p. 5298)

Tourisme et loisirs : parcs d'attraction (p. 5298)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5300)

Après l'article 2 bis

Intervient sur l'adt n° 21 de Mme Sandrine Mazetier (possibilité pour le maire ou le préfet de demander un contrôle des manèges et autres installations par la commission consultative départementale de sécurité) (p. 5304)

Intervient sur l'adt n° 26 de la commission (rapport annuel au Parlement sur l'accidentologie lors des fêtes foraines et dans les parcs d'attraction) (p. 5305)

Article 3 (décret en Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 5306)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2887)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2887)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2887)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4959)

Thèmes :

Entreprises : fonds propres (p. 4960)
Entreprises : intéressement et participation (p. 4959)
Entreprises : intéressement et participation : chefs d'entreprises (p. 4960)
Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4959)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4959)
Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 4959 et s.)
Travail : salaires (p. 4960)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4984)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son intervention (p. 5031)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1256 à 1277 de M. Christian Eckert (attributions du comité des rémunérations) (p. 5049)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5066)

Renaud DUTREIL

*Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Démissionne le 17 septembre 2008 [J.O. du 17 septembre 2008]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

E

Christian ECKERT

*Meurthe-et-Moselle (7^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de
loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les
transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les
transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O.
des 23 et 24 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps
de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Transports. Politique des transports. Chèque transport
[27 mai 2008] (p. 2510)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 230, posée le 6 mai 2008. Mines et carrières. Bassins miniers
(J.O. Questions p. 3702). Appelée le 6 mai 2008. Lorraine, arrêt de
l'exploitation, conséquences (p. 1865)

n° 282, posée le 27 mai 2008. Transports ferroviaires. TGV Est
(J.O. Questions p. 4284). Appelée le 27 mai 2008. Conditions de
fonctionnement (p. 2483)

RAPPELS AU RÉGLEMENT

Demande une suspension de séance pour étudier des amendements
dépôtés tardivement [22 septembre 2008] (p. 4939)

Condamne les propos de M. Frédéric Lefebvre qualifiant de "non
républicain" le vote des députés de l'opposition contre la
prolongation de l'intervention des forces armées françaises en
Afghanistan [22 septembre 2008] (p. 4957)

Demande au Gouvernement de respecter le Parlement en étant
représenté à l'ouverture de la séance [23 septembre 2008] (p. 4977)

Regrette les retards du Gouvernement en début de séance et y voit
"une marque de mépris" envers l'Assemblée [23 septembre 2008]
(p. 4977)

Estime que le Gouvernement et M. Frédéric Lefebvre retardent les
débat [23 septembre 2008] (p. 4991)

Observe que des amendements reproduits dans la liasse distribuée
lors de la séance du matin ne figurent plus dans celle de la séance
de l'après-midi [23 septembre 2008] (p. 4997)

Demande une suspension de séance pour permettre au ministre de
préparer ses réponses aux questions posées par l'opposition
[23 septembre 2008] (p. 5005)

Interroge le Gouvernement sur la taxation de l'intéressement et
demande une suspension de séance pour étudier des amendements

dont la commission n'a pas eu à connaître [23 septembre 2008]
(p. 5013)

Regrette que le président de séance lui ait refusé la parole pour
répondre au Gouvernement [24 septembre 2008] (p. 5044)

Regrette qu'une seule séance soit prévue à l'ordre du jour de la
semaine prochaine en raison de journées parlementaires de partis
de la majorité et justifie la défense des propositions du groupe
socialiste en faveur du pouvoir d'achat [24 septembre 2008]
(p. 5053)

Fait état de propos désobligeants adressés par des députés de la
majorité aux membres de l'opposition [24 septembre 2008]
(p. 5072)

Regrette que des propositions faites par le groupe socialiste pour
accélérer les débats n'aient pas abouti [24 septembre 2008]
(p. 5080)

Reproche à M. Jean-François Copé de se déplacer dans l'hémicycle
et demande une suspension de séance [24 septembre 2008]
(p. 5101)

*DÉBATS***Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs****PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ;
[31 juillet 2007] (p. 2529)**

Son intervention (p. 2497)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission
de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2522)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales : auditions (p. 2522)
Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2498,
2522)

Politique sociale : dialogue social (p. 2497, 2498, 2522)

Secteur public : service minimum (p. 2497)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2498)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement
(p. 2498)

Transports routiers : transports scolaires (p. 2497, 2522)

**Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août
2007] (p. 2637, 2657)**

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2537)

*Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan
d'information des usagers)*

Son intervention (p. 2601)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Son intervention (p. 2665)

*Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit -
conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la
grève)*

Son intervention (p. 2682)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Son intervention (p. 2690)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[2 août 2007] (p. 2707)**

Son intervention (p. 2716)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2717)

Politique sociale : dialogue social (p. 2716)

Secteur public : service minimum (p. 2716)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2716)

Transports ferroviaires : titres de transport : remboursement
(p. 2716)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement
(p. 2716)

Transports urbains : RATP (p. 2716)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5215)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5225)

Thèmes :

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5215)

Politique économique : libéralisme : aménagement du territoire (p. 5225)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5467)

Thèmes :

Politique sociale : inégalités (p. 5467)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5467)

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)

Son intervention (p. 600)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 600)

Départements : Nord (p. 600)

Pays étrangers : Luxembourg (p. 600)

Régions : Lorraine (p. 600)

Union européenne : construction européenne (p. 600)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n° 1122 de Mme Delphine Batho (p. 3288)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4126)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4136)

Thèmes :

Assemblée nationale : travaux (p. 4136)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4127)

Politique sociale : pouvoir d'achat (p. 4127)

Politique sociale : dialogue social (p. 4126)

Travail : accords interprofessionnels (p. 4126)

Travail : conditions de travail (p. 4127, 4136)

Travail : droit du travail (p. 4126 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4207, 4217, 4226, 4233 et s., 4243, 4256 et s., 4277)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4282)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4629)

Thèmes :

Communes : maires : responsabilité pénale (p. 4629)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4629)

Secteur public : grève : enseignants (p. 4629)

Secteur public : grève : préavis (p. 4629)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4934) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4939)

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 septembre 2008] (p. 4939, 4957, 4977)

Thèmes :

Assemblée nationale (p. 4935)

Entreprises : allègement des charges (p. 4935)

Entreprises : fonds propres (p. 4935)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4935)

Entreprises : intéressement et participation : chefs d'entreprises (p. 4936)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4934)

Politique économique : croissance (p. 4935)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4935 et s.)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4935)

Travail : salaires (p. 4935)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement - versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4982)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4991)

Son amendement n° 306 (de suppression) (p. 4993)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4997)

Son amendement n° 1536 (p. 5000)

Son amendement n° 327 (p. 5002)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 5005)

Son amendement n° 348 : retiré (p. 5006 et s.)

Son amendement n° 411 (p. 5010)

Son amendement n° 1278 (p. 5010)

Son sous-amendement n° 1810 à l'ad n° 5 de la commission des finances (p. 5011)

Son amendement n° 1366 (p. 5012) : adopté après modification (p. 5013)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 5013)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5016 et s.)

Intervient sur l'ad n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5016 et s.)

Son amendement n° 1344 (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5019)

Intervient sur l'adit n° 23 de la commission (mesures en faveur d'accords d'intéressement de branches pour les petites entreprises) (p. 5026)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son intervention (p. 5028)

Son amendement n° 537 (p. 5034)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5044)

Son amendement n° 1388 (p. 5045)

Son amendement n° 1146 : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5045)

Après l'article 2

Son amendement n° 1256 (attributions du comité des rémunérations) (p. 5049) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5052)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5053)

Son amendement n° 1234 (délibération de l'assemblée générale sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération dans la société) (p. 5054) : rejeté (p. 5056)

Son amendement n° 1300 (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5056) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5059)

Son amendement n° 1098 (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5063) : rejetés (p. 5066)

Son amendement n° 74 (suppression du "bouclier fiscal") : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5067)

Son amendement n° 1410 (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5067) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5069)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5072)

Son amendement n° 1432 (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5070) : rejeté (p. 5074)

Son amendement n° 117 (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5074) : rejeté (p. 5076)

Son amendement n° 954 (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5076) : rejeté (p. 5079)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5080)

Son amendement n° 810 (baisse des taux de la TVA) (p. 5079) : rejeté (p. 5082)

Son amendement n° 858 (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5082) : rejeté (p. 5085)

Son amendement n° 906 (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5085) : retiré (p. 5086)

Son amendement n° 474 (examen de l'évolution du montant moyen des primes distribuées au titre de l'intéressement lors de la négociation salariale de branche) (p. 5087) : rejeté (p. 5088)

Son amendement n° 453 (examen du volume des salaires bruts, des primes distribuées au titre de l'intéressement et de leur répartition lors de la négociation annuelle d'entreprise) : rejeté (p. 5088)

Son amendement n° 495 (examen des accords d'intéressement et de participation par la commission nationale de la négociation collective) (p. 5093) : rejeté (p. 5094)

Son amendement n° 1476 (intéressement, participation et épargne salariale pour les salariés de groupements d'employeurs) : retiré (p. 5095)

Son amendement n° 1190 (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5098) : rejeté (p. 5101)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5101)

Son amendement n° 516 (extension de la participation aux entreprises de plus de vingt salariés) (p. 5101) : rejeté (p. 5103)

Son amendement n° 1212 (extension de la participation aux entreprises de plus de dix salariés) : retiré (p. 5103)

Son amendement n° 1322 (indicateur mesurant le rapport entre les rémunérations extra-salariales et la masse des salaires) (p. 5103) : rejeté (p. 5104)

Intervient sur l'adit n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5105 et s.)

Son sous-amendement n° 1813 (seuil porté à 150 salariés) à l'adit n° 39 rectifié de la commission des affaires économiques (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 250 salariés) (p. 5114) : rejeté (p. 5115)

Son amendement n° 53 (bénéfice des tarifs réglementés de l'électricité et du gaz lors de l'emménagement si le consommateur n'a pas opté antérieurement pour la liberté tarifaire) : rejeté (p. 5116)

Son amendement n° 432 (contribution de 5 % sur l'intéressement affectée au fonds de réserve pour les retraites) : rejeté (p. 5116)

Son amendement n° 1168 (non prise en compte des impositions sur le revenu afférentes aux stock options pour le calcul du plafonnement prévu par le "bouclier fiscal") : rejeté (p. 5117)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Ses interventions (p. 5119 et s., 5130)

Son sous-amendement n° 1817 rectifié à l'adit n° 31 de la commission (p. 5126) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5127)

Son amendement n° 1669 rectifié (p. 5127 et s.)

Son amendement n° 642 (p. 5129)

Son amendement n° 663 : adopté (p. 5130)

Après l'article 3

Son amendement n° 243 (majoration des cotisations sociales des entreprises employant plus de 25 % de salariés à temps partiel) : rejeté (p. 1532)

Son amendement n° 1603 (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit leur âge) : rejeté (p. 1532)

Son amendement n° 180 (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant aux transports aériens) (p. 5130) : retiré (p. 5131)

Son amendement n° 201 (suppression du dispositif "de Robien" d'aide à l'investissement locatif) : retiré (p. 5131)

Son amendement n° 1050 (généralisation du chèque transport) : rejeté (p. 5131)

Son amendement n° 159 (contribution exceptionnelle sur les résultats des sociétés pétrolières) : rejeté (p. 5131)

Son amendement n° 138 (contribution au taux de 8 % affectée au fonds de réserve pour les retraites sur les avantages résultant de la distribution de stock options et d'actions gratuites) : rejetés (p. 5131)

Son amendement n° 222 (cotisation chômage des entreprises fonction de l'emploi précaire) : rejeté (p. 5132)

Son amendement n° 1002 (suppression des "franchises" sur les médicaments, les actes paramédicaux et les transports sanitaires) : rejeté (p. 5132)

Son amendement n° 1581 (application uniforme du SMIC à l'ensemble des branches professionnelles et des professions) : rejeté (p. 5132)

Son amendement n° 1625 (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit leur sexe) : rejeté (p. 5132)

Son amendement n° 1647 (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit le mode de rémunération du travail effectif) : rejeté (p. 5132)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son intervention (p. 5133)

Ses amendements n° 705 et 684 (p. 5133 et s.)

Son sous-amendement n° 1818 à l'ad. n° 33 de la commission (p. 5135)

Après l'article 4

Son amendement n° 1558 (transmission d'informations aux sections syndicales avant la négociation salariale annuelle) : rejeté (p. 5136)

Son amendement n° 768 (minimum salariaux de branche ne pouvant être inférieurs au SMIC) : rejeté (p. 5136)

Son amendement n° 726 (réduction de 50 % des allègements de charges sociales des entreprises employant plus de 25 % de salariés à temps partiel) : rejeté (p. 5136)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Ses amendements n° 789, 1735, 1757 et 1454 (p. 1537 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 1514 (modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de la part de bénéfices réinvestis) : rejeté (p. 5138)

Son amendement n° 264 (négociation salariale collective dans les branches et les entreprises) : rejeté (p. 5138)

Son amendement n° 285 (bilan d'application de l'article 7 de la loi n° 2008-11 du 8 février 2008 prévoyant la possibilité d'octroi d'une prime exceptionnelle aux salariés ne bénéficiant pas d'un accord d'intéressement ou de participation) : rejeté (p. 5138)

Explications de vote et vote [25 septembre 2008] (p. 5138)

Ses explications de vote (p. 5138)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5138)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5225)

Henri EMMANUELLI

Landes (3^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Aide publique au développement ; prêts à des États étrangers - [11 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Aide publique au développement ; prêts à des États étrangers - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour

2008 (n° 189) : annexe n° 4 : Aide publique au développement - Prêts à des états étrangers (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [3 octobre 2007] (p. 2568)

Politique économique. Afghanistan. Coopération militaire, information du parlement [26 mars 2008] (p. 966)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1747, 1759)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Son amendement n° 227 (assurance-vie : somme exonérée de droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) : rejeté (p. 2960)

Après l'article 10

Son amendement n° 291 rectifié (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières : taux majoré de 40 % lorsque la progression de leurs profits excède 20 % - imputation sur l'impôt d'une provision pour la recherche dans les énergies renouvelables ou pour le développement des moyens modaux alternatifs au transport routier) (p. 2967) : rejeté (p. 2968)

Son amendement n° 258 (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières - taux majoré de 40 % lorsque la progression de leurs profits excède 20 %) (p. 2967) : rejeté (p. 2968)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4306)

Crédits de la mission "Aide publique au développement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4306)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- *Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007*

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 57, 61 et s.)

Thèmes :

Etrangers : immigration : tests génétiques (p. 58, 65)

Moyens de paiement : devises : étrangers (p. 61)

Pays étrangers : Chine (p. 65)

Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 65)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 57)

Politique extérieure : aide au développement (p. 57 et s., 65)

Politique extérieure : annulation de dettes (p. 57, 65)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 57 et s., 65)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 57)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 39

Son amendement n° 254 (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France -AFITF : taxe acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes par mille de kilomètres parcourus portée de 6,86 € à 9,20 €) : rejeté (p. 4339)

Son amendement n° 297 (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France -AFIT : majoration de 200 millions d'euros de la redevance domaniale acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes) : rejeté (p. 4339)

Après l'article 40

Son amendement n° 96 (droits d'enregistrement : taux majorés d'un point et affectation du produit supplémentaire à un fonds de péréquation) : rejeté (p. 4345)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 6

Son amendement n° 186 (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 % et institution d'une provision pour leurs dépenses au titre des énergies renouvelables ou en faveur des alternatives au transport routier) : rejeté (p. 5069)

Son amendement n° 185 (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 %) : rejeté (p. 5069)

Son amendement n° 166 (TVA : taux normal ramené de 19,6 % à 19 %, taux réduit de 5,5 % à 5 %, taux en Guadeloupe, Martinique et La Réunion de 8,5 % à 8 %) (p. 5069) : rejeté (p. 5070)

Son amendement n° 167 (TVA : taux réduit ramené de 5,5 % à 5 % sur certains biens et services) : rejeté (p. 5070)

Son amendement n° 168 (TVA : fruits et légumes au taux de 2,1 %) : rejeté (p. 5070)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 190 de M. Jean Launay (suppression du bouclier fiscal) (p. 5090)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son interruption (p. 1004)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1004)

Finances publiques : dette publique (p. 1004)

Corinne ERHEL

*Côtes-d'Armor (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 391 relative à l'interdiction de présence d'organisme génétiquement modifié dans la production des produits agricoles bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité ou d'une appellation d'origine [7 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique [23 janvier 2008] (n° 627)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 231, posée le 6 mai 2008. Télécommunications. France Télécom (J.O. Questions p. 3702). Appelée le 6 mai 2008. Restructuration, conséquences (p. 1862)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1846)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Élevage : cheval (p. 4047)

JUSTICE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4208)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 53 (révision des modalités de calcul du prélèvement opéré sur le produit de la taxe professionnelle issu de France Telecom) : rejeté (p. 3536)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4467) : rejetée (p. 4472)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4469)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4469)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4468 et s.)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4469)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4468)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4468)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : grande distribution (p. 4469)

Justice : carte judiciaire (p. 4469)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4467 et s.)

Politique sociale : surendettement (p. 4468)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 90 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervient sur l'adt n° 205 de M. Alain Vidalies (prohibition du consentement tacite du consommateur) (p. 4481)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4643)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Jean Gaubert (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques) (p. 4732)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4813)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4813)

Animaux : animaux dangereux : vente (p. 4813)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4813)

Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4814)

Communes : maires : police (p. 4814)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2091)

Son intervention (p. 2094)

Thèmes :

Animaux : trafic (p. 2094)

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 2094)

Animaux : animaux dangereux : contrôle vétérinaire (p. 2094)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : permis de détention (p. 2094)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 2094)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2097)

Article 2 bis A (institution d'un permis de détention des chiens de première et deuxième catégorie)

Ses amendements n° 4 et 5 : adoptés (p. 2098)

Article 5 ter (agents de sécurité et de gardiennage)

Son amendement n° 6 (p. 2099)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents ou d'homicides)

Son amendement n° 7 (p. 2099)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5283)

Après l'article 1er bis

Son amendement n° 1 (interdiction de délivrance d'un label rouge pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié) (p. 5283) : rejeté (p. 5284)

Après l'article 1er quater

Son amendement n° 2 (interdiction de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié) : rejeté (p. 5284)

Son amendement n° 3 (interdiction de toute production d'organismes génétiquement modifiés dans l'aire géographique de production d'un produit sous appellation d'origine contrôlée) (p. 5284) : rejeté (p. 5285)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1108)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1108)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1108)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1108)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1209)

Son amendement n° 234 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1209)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1250, 1264 et s.)

Après l'article 6

Son amendement n° 414 (impossibilité de délivrance d'un label rouge pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) : rejeté (p. 1313)

Son amendement n° 415 (impossibilité de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) (p. 1313) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1316)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 247 de Mme Delphine Batho (suppression de la notion de "coexistence entre cultures" avec ou sans OGM) (p. 1326)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses amendements n° 410 et 461 rectifié (p. 1340 et s.)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1425 et s.)

Après l'article 14

Reprend l'adt n° 7 de M. Louis Giscard d'Estaing (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) : rejeté (p. 1444)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2776)

Thèmes :

Télécommunications : politiques communautaires (p. 2777)

Télécommunications : autoroutes de l'information (p. 2776)

Télécommunications : Internet : accès (p. 2776)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3078 et s., 3089 et s., 3106)

Ses amendements n° 566, deuxième rectification, 569, 587, 843 à 845, 586 rectifié et 838 (p. 3083 et s.)

Son amendement n° 842 rectifié (p. 3106) : adopté après modification (p. 3107)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 565 de M. Jean Gaubert (p. 3112)

Article 30 (attribution des autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes)

Ses amendement n° 847 (de suppression), 850, 849 et 848 (p. 3115 et s.)

Après l'article 30

Son amendement n° 846 rectifié (p. 3124) : retiré (p. 3125)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3326)

Marie-Hélène des ESGAULX

*Gironde (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Culture - [11 juillet 2007]

Membre de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteuse pour avis du projet de loi relatif aux contrats de partenariat (n° 779) [29 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 7 : Culture - Création, transmission des savoirs et démocratisation de la culture - Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux contrats de partenariat (n° 779) [18 juin 2008] (n° 971)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 5, posée le 2 octobre 2007. Produits dangereux. Herbicides (J.O. Questions p. 5860). Appelée le 2 octobre 2007. Conséquences, environnement (p. 2460)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 71)

Thèmes :

Arts et spectacles : musique (p. 72)

Arts et spectacles : Opéra de Paris : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 71)

Arts et spectacles : théâtres : subventions (p. 71)

Arts et spectacles : théâtres nationaux : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 71)

Audiovisuel et communication : Centre national de la cinématographie (p. 71)

Audiovisuel et communication : France télévision : politique culturelle (p. 72)

Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 72)

Télécommunications : Internet (p. 71)

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4310)

Crédits de la mission "Gestion des finances publiques et des ressources humaines" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4311)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 237 de la commission (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires aux régies personnalisées des collectivités locales) (p. 4340)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 34

Son amendement n° 91 (vidéo à la demande : institution d'une taxe au taux de 2 % sur les recettes publicitaires et de parrainage au profit du compte d'affectation spéciale « Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale ») : adopté (p. 5141)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Son intervention (p. 3823)

Thèmes :

Administration : baux emphytéotiques (p. 3824)

Marchés publics : contentieux (p. 3825)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : fiscalité (p. 3824)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : maîtrise des dépenses (p. 3823)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : régime juridique (p. 3824)

Marchés publics : études : aides (p. 3824)

Politique économique : croissance : contrats de partenariat public-privé (p. 3823)

TVA : champ d'application : subventions (p. 3824)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Son intervention (p. 3848)

Article 6 (description des procédures applicables aux contrats de partenariat)

Son amendement n° 67 (p. 3861)

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3862)

Article 8 (autorité compétente pour autoriser la signature d'un contrat de partenariat)

Son amendement n° 73 : adopté après modification (p. 3865)

Article 12 (contrats de partenariat conclus par des établissements publics de santé)

Son intervention (p. 3869)

Article 13 (contrats de partenariat conclus par des groupements d'intérêt public, des pouvoirs adjudicateurs et des entités adjudicatrices)

Son intervention (p. 3869)

Article 14 (éligibilité aux subventions des contrats de partenariat)

Son amendement n° 65 (p. 3870)

Article 16 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Son intervention (p. 3871)

Article 20 (amélioration de la procédure de dialogue compétitif)

Son amendement n° 72 (p. 3873)

Article 22 (conditions d'attribution d'un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3873)

Article 22 bis (harmonisation rédactionnelle avec les contrats de partenariat de l'Etat)

Son intervention (p. 3874)

Après l'article 24

Son amendement n° 63 (débat au sein de l'assemblée délibérante lors de la présentation du rapport annuel produit par le partenaire privé) : adopté (p. 3875)

Après l'article 25

Son amendement n° 64 (documents budgétaires des départements, régions et communes d'au moins 3500 habitants accompagnés d'une annexe retraçant la dette liée à la part investissement des contrats de partenariat) : adopté (p. 3876)

Son amendement n° 66 (aide financière à la passation de contrats de partenariat pour les collectivités et groupements dont la population est inférieure à 50 000 habitants) : retiré (p. 3876)

Article 31 (dispense d'assurance pour les personnes morales assurant la maîtrise d'ouvrage d'un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3880)

Après l'article 31

Son amendement n° 69 (faculté pour les sociétés anonymes d'HLM de conclure un contrat de partenariat) : adopté (p. 3881)

Après l'article 31 ter

Son amendement n° 95 (ouvrages de stockage et de traitement de solides en vrac, de fluides et liquides non soumis à l'obligation d'assurance en responsabilité civile décennale des constructeurs) : adopté (p. 3882)

Christian ESTROSI

*Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Est nommé secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer, auprès de Mme la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

Démissionne de sa fonction de membre du Gouvernement. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

Réélu le 25 mai 2008 [J.O. du 27 mai 2008]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 27 mai 2008]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 29 mai 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} juillet 2008]

DÉBATS

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jacques Remiller. Outre-mer. DOM-ROM : Martinique. Agriculture, pesticides, conséquences [9 octobre 2007] (p. 2647)

M. Michel Diefenbacher. Outre-mer. Nouvelle Calédonie. Avenir, déclarations du secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer [24 octobre 2007] (p. 3160)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM-TOM : Guadeloupe et Martinique. Mer et littoral, aménagement du littoral, servitude de passage côtière, décret d'application, publication [6 novembre 2007] (p. 3675)

M. René-Paul Victoria. Outre-mer. DOM-ROM : Réunion. Création d'une maison de l'Europe [21 novembre 2007] (p. 4419)

M. Gaël Yanno. Outre-mer. Nouvelle Calédonie. Environnement, récif corallien, patrimoine mondial, classement [27 novembre 2007] (p. 4702)

M. Bernard Lesterlin. Police. Organisation. Police de proximité [5 décembre 2007] (p. 5019)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM-ROM : Martinique. Sécurité publique, séismes, plan de prévention des risques, mise en place [12 décembre 2007] (p. 5259)

Mme Christiane Taubira. Outre-mer. DOM-ROM : Guyane. Environnement, développement durable, activité minière [12 décembre 2007] (p. 5266)

Mme Gabrielle Louis-Carabin. Ministères et secrétariats d'Etat. Outre-mer : organisation. Cabinet militaire, suppression, pertinence [16 janvier 2008] (p. 261)

Mme Annick Girardin. Outre-mer. COM : Saint-Pierre-et-Miquelon. Aquaculture et pêche professionnelle, société Interpêche, emploi et activité [16 janvier 2008] (p. 262)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Ses interventions (p. 3720, 3725 à 3729)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 3724)

Droit pénal : délinquance et criminalité : outre-mer (p. 3724)

Environnement : Grenelle de l'environnement : outre-mer (p. 3724)

Handicapés : autisme : Guadeloupe (p. 3722)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3721)

Outre-mer : transports aériens (p. 3722)

Outre-mer : Antilles : santé publique (p. 3722)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3721)

Outre-mer : institutions (p. 3724)

Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 3721)

Outre-mer : La Réunion : transports aériens (p. 3722)

Outre-mer : Mayotte (p. 3722)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Accord de Nouméa (p. 3723)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 3723)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : minerais (p. 3723)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 3722)

Outre-mer : Polynésie française : assainissement (p. 3723)

Outre-mer : Polynésie française : enseignement supérieur (p. 3723)

Outre-mer : Polynésie française : finances publiques (p. 3721)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : politique économique (p. 3721)

Outre-mer : Wallis-et-Futuna : établissements de santé (p. 3722)

Outre-mer : Wallis-et-Futuna : politique des transports (p. 3722)

Outre-mer : zones franches globales d'activités (p. 3722)

Sécurité publique : catastrophes naturelles (p. 3724)

Réponses aux questions :

Enseignement secondaire : personnel : agents et ouvriers : décentralisation (p. 3728) (M. Alfred Marie-Jeanne) (p. 3728)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 3725) (Mme George Pau-Langevin) (p. 3725)
 Outre-mer : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 3725) (M. Gérard Charasse) (p. 3724)
 Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 3726, 3729) (M. Christian Paul) (p. 3726) ; (M. Bernard Lesterlin) (p. 3729)
 Politique économique : pouvoir d'achat : outre-mer (p. 3727) (Mme Huguette Bello) (p. 3727)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3730)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3730 à 3734)

Après l'article 45

Intervient sur l'ad n° 111 du Gouvernement (reconduction, pour l'année 2008, de la dotation de construction et d'équipement des établissements scolaires versée aux communes de Mayotte) (p. 3730)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Son intervention (p. 4527)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4536)

Intervient sur les questions préalables opposées par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4542, 4544, 4548)

Son intervention (p. 4559)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4575)

Thèmes :

Collectivités territoriales : contrôle de légalité : communes (p. 4529, 4575)
 Collectivités territoriales : élus locaux : responsabilité (p. 4529)
 Communes : autonomie (p. 4530)
 Communes : compétences (p. 4529)
 Communes : moyens (p. 4559)
 Communes : péréquation (p. 4550)
 Coopération intercommunale (p. 4530)
 Eau : assainissement (p. 4550, 4561)
 Elections et référendums : calendrier électoral (p. 4560, 4562)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4537, 4542)
 Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4562)
 Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 4543)
 Établissements de santé : hôpitaux : Polynésie française (p. 4562)
 Justice : chambres régionales des comptes (p. 4549)
 Lois : loi de programme : outre-mer (p. 4530)
 Mer et littoral : zone des cinquante pas géométriques (p. 4530)
 Outre-mer : assemblée territoriale : consultation (p. 4542)
 Outre-mer : assemblée territoriale : dissolution (p. 4536)
 Outre-mer : chambre territoriale des comptes (p. 4575)
 Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4529, 4536)
 Outre-mer : institutions : transparence (p. 4528, 4543, 4562)
 Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 4527, 4562)
 Outre-mer : Polynésie française : contrats de projets (p. 4528, 4544, 4550, 4561)
 Outre-mer : Polynésie française : contrôles (p. 4543)
 Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4527, 4537, 4544, 4560)
 Outre-mer : Polynésie française : exécutifs locaux (p. 4527)
 Outre-mer : Polynésie française : fonctionnaires et agents publics (p. 4549)
 Outre-mer : Polynésie française : gouvernance (p. 4527)
 Télécommunications : Internet : outre-mer (p. 4560)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4577 à 4609)

Après l'article 11 ter

Intervient sur le sous-adt n° 119 du Gouvernement (moyens en personnel autorisés dans la limite de 30 % du montant total des

indemnités versées chaque année aux membres de l'assemblée) à l'adt n° 100 de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4599)

Article 6 bis (précédemment réservé) (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales)

Son intervention (p. 4608)

Projet de loi n° 402 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4548)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4609)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4609 à 4610)

Article 4 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4610)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 10 du Gouvernement (coordination) (p. 4610)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Ses interventions (p. 4671, 4687)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4671, 4687)
 Enseignement : liberté (p. 4672, 4687)
 Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4671, 4687)
 Enseignement privé : établissements sous contrat : frais de scolarité (p. 4671, 4687)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4671, 4687)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Israël. Attitude de la France [25 juin 2008] (p. 3775)

Gilles d'ETTORE

*Hérault (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - [18 juillet 2007]

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - [18 juillet 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome I : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales - Pêche (n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Protection. Conférence de Bali, position de la France [5 décembre 2007] (p. 5018)

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. [25 juin 2008] (p. 3780)

F

Laurent FABIUS

*Seine-Maritime (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du
28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du
4 juillet 2007]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
armées [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Marchés financiers. Marchés financiers internationaux. Crise
financière, conséquences [23 janvier 2008] (p. 471)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Revenu de solidarité
active, généralisation, financement [29 avril 2008] (p. 1770)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ;
[17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)**

Son intervention (p. 2847)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2848)
Commerce extérieur (p. 2847)
Energie et carburants : énergie nucléaire : Areva (p. 2849)
Energie et carburants : pétrole (p. 2847)
Energie et carburants : sociétés pétrolières : imposition (p. 2850)
Enseignement maternel et primaire (p. 2848)
Entreprises : allègement des charges : fiscalité (p. 2849)
Entreprises : investissements (p. 2847)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2849)
Finances publiques : exécution du budget (p. 2849)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2850)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2848)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2848)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2848)
Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 2848 et s.)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2847, 2849)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2847)
Recherche : innovation (p. 2848 et s.)
Secteur public : privatisations (p. 2849)
Sécurité sociale : franchise (p. 2848)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2847)
TVA : TVA sociale (p. 2849 et s.)
Union européenne : euro (p. 2848)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République**PREMIÈRE LECTURE**

Explications de vote et vote [22 mai 2008]

Ses explications de vote (p. 2330)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche
(p. 2331)

Albert FACON

*Pas-de-Calais (14^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 15 mai 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 15 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales
et sociales [J.O. du 17 et 18 mai 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 17 et 18 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 20 mai 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 20 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales
et sociales [J.O. du 24 mai 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 24 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 19 juin 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 juin
2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la
législation et de l'administration générale de la République [J.O. du
27 juin 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 27 juin 2008]

Hubert FALCO

Secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire

Est nommé secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire
auprès de M. le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie,
du développement durable et de l'aménagement du territoire. Décret
du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSE À LA QUESTION AU GOUVERNEMENT DE*

M. Patrick Braouezec. Ministères et secrétariats d'Etat. Services
extérieurs. Restructuration, conséquences [6 mai 2008] (p. 1892)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Guénaél Huet. Energie et carburants. Lignes à haute tension.
Installation, enfouissement, Manche [25 mars 2008] (p. 883)

Mme Marisol Touraine. Transports ferroviaires. TGV. Ligne sud
Europe Atlantique, construction, Indre-et-Loire [25 mars 2008]
(p. 884)

M. Yves Cochet. Transports. Politique des transports. Ile-de-France
[25 mars 2008] (p. 886)

M. Jacques Le Guen. Déchets, pollutions et nuisances.
Aérodromes. Bruits, lutte et prévention [25 mars 2008] (p. 887)

M. Francis Saint-Léger. Télécommunications. Internet. Haut débit, accès, zones rurales [8 avril 2008] (p. 1352)

Mme Françoise Branget. Voirie. Agglomération bisontine [8 avril 2008] (p. 1353)

Mme Geneviève Colot. Transports urbains. RER. Ligne C, fonctionnement [8 avril 2008] (p. 1354)

M. Patrick Beaudouin. Impôt sur le revenu. Crédit d'impôt. Récupération des eaux de pluie [8 avril 2008] (p. 1355)

M. Louis Cosyns. Voirie. Autoroute Bourges Auxerre Troyes [29 avril 2008] (p. 1750)

M. Yves Vandewalle. Voirie. RN 10. Travaux, calendrier, Trappes [29 avril 2008] (p. 1751)

M. Philippe Gosselin. Voirie. RN 174. Aménagement, financement, Manche [29 avril 2008] (p. 1752)

M. Alain Ferry. Transports ferroviaires. TGV. Réseau, développement [29 avril 2008] (p. 1752)

Mme Catherine Coutelle. Transports. Politique des transports. Infrastructures, développement, itinéraire Centre Europe-Atlantique [27 mai 2008] (p. 2479)

M. Bernard Depierre. Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Ferroutage, terminal de Dijon-Bourgogne [27 mai 2008] (p. 2481)

Mme Catherine Vautrin. Transports ferroviaires. TGV Est. Aménagements phoniques, Reims [27 mai 2008] (p. 2482)

M. Christian Eckert. Transports ferroviaires. TGV Est. Conditions de fonctionnement [27 mai 2008] (p. 2483)

M. Michel Lezeau. Transports ferroviaires. TGV. Ligne Paris-Tours, fonctionnement [27 mai 2008] (p. 2484)

M. Robert Lecou. Transports ferroviaires. TGV. Ligne Nîmes-Perpignan [27 mai 2008] (p. 2485)

M. Claude Birraux. Transports ferroviaires. TER. Trafic transfrontalier, Suisse [27 mai 2008] (p. 2486)

M. Stéphane Demilly. Urbanisme. Permis de construire. Délivrance, présence de munitions et explosifs anciens, réglementation [24 juin 2008] (p. 3680)

M. Gérard Charasse. Transports ferroviaires. TGV. Réseau, développement [24 juin 2008] (p. 3681)

M. Jean-Charles Taugourdeau. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, réglementation [24 juin 2008] (p. 3682)

Mme Henriette Martinez. Sécurité publique. Inondations. Zones de montagne, lutte et prévention [24 juin 2008] (p. 3683)

Mme Colette Langlade. Transports ferroviaires. SNCF. Fret [24 juin 2008] (p. 3684)

M. Alain Moyné-Bressand. Voirie. A 48. Tronçon Ambérieu Bourgoin-Jallieu [24 juin 2008] (p. 3686)

Mme Valérie Fourneyron. Transports par eau. Ports autonomes. Réforme [24 juin 2008] (p. 3685)

M. Franck Reynier. Transports ferroviaires. TGV. Nouvelle gare d'Allan, Drôme [24 juin 2008] (p. 3686)

M. Jean-Philippe Maurer. Union européenne. Institutions communautaires. Siège, maintien, Strasbourg [24 juin 2008] (p. 3687)

Daniel FASQUELLE

*Pas-de-Calais (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil national du littoral [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la mise en oeuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur (n° 292) [20 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Économie - [18 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 juin au 29 juin 2007 (n° E 3565) et sur les textes n°s E 2451, E 3136, E 3144, E 3199, E 3320, E 3351, E 3370, E 3374, E 3380, E 3389 annexe 2 à E 3389 annexe 5, E 3421, E 3468, E 3470 à E 3474, E 3477 à E 3479, E 3481 à E 3492, E 3495 à E 3500, E 3502, E 3503, E 3505 à E 3508, E 3510, E 3512 à E 3515, E 3517 à E 3533, E 3535 à E 3540, E 3545 à E 3547, E 3550, E 3552 à E 3554, E 3559, E 3561, E 3562, E 3569 et E 3574 [11 juillet 2007] (n° 70)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 20 juillet 2007 (n°s E 3568, E 3571, E 3575, E 3577, E 3584, E 3588 et E 3589) et sur les textes n°s E 3380, E 3511, E 3555, E 3556, E 3558 et E 3594 [25 juillet 2007] (n° 105)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mise en oeuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur (n° 292) [5 décembre 2007] (n° 450)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n°s E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n°s E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n° 694)

Proposition de loi n° 982 relative à l'élection des présidents des conseils d'administration des établissements publics de santé [19 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n°s E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n°s E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3738, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n° 1054)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Bateaux de pêche. Mesures de sécurité [5 décembre 2007] (p. 5022)

Énergie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [28 mai 2008] (p. 2587)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 367, posée le 24 juin 2008. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre (J.O. Questions p. 5266). Appelée le 24 juin 2008. Couverture du territoire (p. 3693)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1617)

Thèmes :

Pays étrangers : Allemagne (p. 1617)
 Pays étrangers : Pologne (p. 1617)
 Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 1617)
 Union européenne : concurrence (p. 1617)
 Union européenne : construction européenne (p. 1617)
 Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1617)
 Union européenne : Traité de Maastricht (p. 1617)
 Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1617)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2245)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2245)
 Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2244)
 Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2245)
 Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2245)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1er (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 2275)

Son amendement n° 240 (p. 2277)

Article 2 (les statuts des établissements)

Ses amendements n°s 241 et 242 (p. 2282)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 243 (p. 2296)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2303)

Son amendement n° 245 (p. 2305) : adopté (p. 2306)

Article 7 (composition et rôle du conseil scientifique)

Son intervention (p. 2316)

Article 9 (représentation de secteurs de formation au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie étudiante)

Son amendement n° 247 (p. 2319)

Ses amendements n°s 248 et 249 (p. 2320)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)

Son amendement n° 250 (p. 2321)

Son intervention (p. 2325)

Article 11 (création et statuts des composantes de l'université)

Son amendement n° 251 (p. 2328)

Son amendement n° 262 : adopté (p. 2329)

Son amendement n° 252 : adopté après modification (p. 2330)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Ses interventions (p. 2334 et s.)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son intervention (p. 2359)

Article 17 bis (création d'un bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants dans chaque université)

Son intervention (p. 2364)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Son amendement n° 253 (p. 2369)

Ses interventions (p. 2370 et s.)

Son amendement n° 255 (p. 2371)

Après l'article 21

Son amendement n° 263 (suppression de la condition d'ancienneté pour les candidatures aux emplois d'enseignants-chercheurs) : adopté après modification (p. 2372)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad n° 64 rectifié de la commission (référence du code de l'éducation au système licence-master-doctorat) (p. 2377)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2429)

Son intervention (p. 2429)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2514)

Article 13 (indemnisation du préjudice né de la contrefaçon de brevets)

Son intervention (p. 2520)

Article 41 (spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière de propriété intellectuelle)

Son intervention (p. 2525)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4312)

Son intervention (p. 4315)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 4315)
 Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 4315)
 Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 4315)
 Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 4315)
 Recherche : recherche industrielle : entreprises (p. 4315)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Son intervention (p. 112)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômes (p. 112)
 Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 112)
 Recherche : carrière (p. 112)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Son intervention (p. 4395)

Discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4402)

Article 5 (habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles)

Son intervention (p. 4403)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4451)

Thèmes :

Commerce et artisanat : simplifications administratives (p. 4452)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4451)
 Droit commercial : dépénalisation (p. 4452)
 Politique économique : libéralisme (p. 4451)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4451)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad n° 77 de M. Jean Gaubert (mention obligatoire du taux de l'usure sur les offres de prêt) (p. 4522)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 295 de M. André Chassaigne (sanctions pénales en cas d'infraction aux règles interdisant le référencement) (p. 4717)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Son intervention (p. 4770)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 293 de M. André Chassaigne (obligations des réseaux de grande distribution en matière d'affichage des prix) (p. 4780)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 230)

Thèmes :

Politiques communautaires : concurrence (p. 230)
 Union européenne : construction européenne : histoire (p. 230)
 Union européenne : traité de Lisbonne (p. 230)

Projet de loi n° 292 relatif à la mise en oeuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2008] (p. 269)

Ses interventions (p. 270, 275)

Thèmes :

Economie sociale : coopératives (p. 271, 275)
 Entreprises : créances : recouvrement (p. 271 et s., 276)
 Entreprises : insolvabilité (p. 271 et s.)
 Travail : droit du travail (p. 270 et s.)
 Travail : négociations (p. 271)
 Union européenne : directives (p. 270 et s.)
 Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 271, 275)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 836)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2871)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2871)
 Commerce et artisanat : petit commerce (p. 2871)
 Consommation : protection des consommateurs (p. 2871)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son amendement n° 1320 (p. 2987)

Martine FAURE

*Gironde (9^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Yannick FAVENNEC

*Mayenne (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'être membre du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 4 octobre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 92 relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires [18 juillet 2007]

Proposition de loi n° 137 relative à la médaille d'honneur du travail [2 août 2007]

Proposition de loi n° 138 visant à assouplir les conditions de délivrance de la carte du combattant aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale [2 août 2007]

Proposition de loi n° 139 tendant à instaurer dans le cadre des enseignements du second degré, des stages de découverte du milieu associatif [2 août 2007]

Proposition de loi organique n° 713 tendant à assurer la représentation des retraités au sein des organismes de sécurité sociale [7 février 2008]

Proposition de loi organique n° 714 tendant à assurer la représentation des retraités au sein du Conseil économique et social [7 février 2008]

Proposition de loi n° 722 tendant à assurer la représentation des retraités au sein des organismes de sécurité sociale [14 février 2008]

Proposition de loi n° 723 visant à autoriser la création de zones franches rurales dans les zones de revitalisation rurale [14 février 2008]

Proposition de loi n° 724 relative à l'attribution du titre de reconnaissance de la Nation aux réfractaires au service du travail obligatoire [14 février 2008]

Proposition de loi n° 736 tendant à assurer la représentation des retraités au sein des organismes de sécurité sociale [18 mars 2008]

Proposition de loi n° 823 visant à majorer l'allocation de rentrée scolaire pour les élèves suivant un enseignement technique ou professionnel [24 avril 2008]

Proposition de loi n° 824 visant à inciter à l'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux grises [24 avril 2008]

Proposition de loi n° 825 visant à étendre aux personnes retraitées non imposables le bénéfice du crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile [24 avril 2008]

Proposition de loi n° 929 tendant à permettre la mise en place d'un soutien psychologique pour les jurés de cour d'assises [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Elevage. Porcs. Aides de l'État [16 octobre 2007] (p. 2759)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 6, posée le 2 octobre 2007. Santé. Aide médicale urgente (J.O. Questions p. 5860). Appelée le 2 octobre 2007. Défibrillateurs cardiaques, implantation, développement (p. 2454)

n° 219, posée le 29 avril 2008. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre (J.O. Questions p. 3550). Appelée le 29 avril 2008. Couverture du territoire (p. 1755)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4057)

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3919)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Procédure des questions :

Agriculture : agriculture biologique : aides (p. 3997)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3754)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : fonctionnement (p. 3754 et s.)

Associations : bénévolat (p. 3754)

Georges FENECH

*Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Démission d'office en application d'une décision du Conseil constitutionnel du 27 mars 2008 [J.O. du 29 mars 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (n° 442) [27 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 6 février 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (n° 442) [12 décembre 2007] (n° 497)

Proposition de loi n° 584 visant à accroître l'efficacité de la procédure de révision des condamnations pénales [15 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [5 février 2008] (n° 678)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [9 octobre 2007] (p. 2641)

Droit pénal. Peines. Rétention de sûreté [28 novembre 2007] (p. 4798)

Droit pénal. Peines. Rétention de sûreté [8 janvier 2008] (p. 39)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 119, posée le 22 janvier 2008. Voirie. A 45 (J.O. Questions p. 408). Appelée le 22 janvier 2008. Liaison Lyon Saint-Etienne, conséquences (p. 365)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2100)

Son intervention (p. 2114)

Thèmes :

- Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 2114)
- Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2100, 2114)
- Droit pénal : injonction de soins (p. 2115)
- Droit pénal : peines planchers (p. 2100, 2114)
- Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 2115)
- Droit pénal : récidive : dispositif de réponse graduée (p. 2114)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son intervention (p. 2364)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2625)

Thèmes :

- Justice : représentation (p. 2626)
- Justice : procédures : visioconférence (p. 2626)
- Lois : études d'impact (p. 2625)
- Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 2625)
- Politique économique : croissance : simplifications administratives (p. 2625)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Son intervention (p. 3908)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3909)
- Anciens combattants et victimes de guerre : associations (p. 3909)
- Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 3909)
- Anciens combattants et victimes de guerre : décristallisation (p. 3909)
- Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3909)
- Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3909)

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4193)

Procédure des questions :

Justice : magistrats : grève (p. 4193)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Son intervention (p. 3584)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Sécurité publique : sapeurs-pompiers : accidents du travail (p. 3584)
- Sécurité publique : sécurité civile : avions (p. 3584)
- Sécurité publique : sécurité civile : matériels (p. 3584)
- Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 3585)
- Télécommunications : réseaux de données : interopérabilité (p. 3584)
- Union européenne : sécurité civile (p. 3585)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 49)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 63)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 91)

Thèmes :

- Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 51)
- Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 50)
- Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 49, 91)
- Justice : rétention de sûreté (p. 50)
- Justice : victimes (p. 91)
- Sécurité routière : permis de conduire (p. 51)
- Système pénitentiaire : liberté surveillée (p. 63)
- Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 50)
- Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : effectifs (p. 63)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 100 à 133)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Ses interventions (p. 108 et s., 116 et s.)

Ses amendements n°s 65, 63, 64 et 11 (p. 108) : adoptés (p. 112 et s.)

Article 2 (conditionnement des réductions de peine à l'acceptation de soins en détention)

Son intervention (p. 119)

Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)

Son intervention (p. 120)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Ses interventions (p. 127 et s.)

Son amendement n° 66 rectifié : adopté (p. 128)

Article 4 précédemment réservé (coordinations au sein du code de procédure pénale et inscription des décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental au casier judiciaire)

Son intervention (p. 129)

Son amendement n° 67 : adopté (p. 129)

Article 5 précédemment réservé (coordination en matière d'hospitalisation d'office)

Son intervention (p. 129)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du dispositif de l'injonction de soins)

Son intervention (p. 130)

Article 9 précédemment réservé (coordination)

Son intervention (p. 132)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Son intervention (p. 774)

Thèmes :

- Droit pénal : injonction de soins (p. 774)
- Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 774)
- Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 774)

Justice : rétention de sûreté (p. 774)
 Justice : victimes : mineurs (p. 774)
 Professions de santé : psychologues : injonction de soins (p. 775)
 Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 774)

Hervé FÉRON

*Meurthe-et-Moselle (2^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
 sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour
 2008 (n° 284) [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
 proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
 de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20
 novembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles,
 familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la
 sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [17 octobre 2007] (n° 295)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires
 culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi
 n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité
 sociale pour 2008 [17 juin 2008] (n° 965)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Prestations familiales. Allocations familiales. Revalorisation
 [7 novembre 2007] (p. 3783)

Prestations familiales. Allocations familiales. Calcul, réforme,
 conséquences [30 avril 2008] (p. 1827)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 136, posée le 29 janvier 2008. Industrie. Matériel électrique et
 électronique (J.O. Questions p. 626). Appelée le 29 janvier 2008.
 Cignet, emploi et activité, Jarville (p. 576)

n° 256, posée le 13 mai 2008. Arts et spectacles. Spectacle vivant
 (J.O. Questions p. 3890). Appelée le 13 mai 2008. Scènes
 conventionnées, financement, Lorraine (p. 1992)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à
 l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19
 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

*Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et
 d'intégration pour la famille)*

Son intervention (p. 2264)

*Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la
 République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et
 familiaux")*

Son intervention (p. 2266)

**Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale
 pour 2008**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et
 sociales

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ;
 [24 octobre 2007] (p. 3162)**

Son intervention (p. 3087)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 3088)

Enfants : politique de l'enfance (p. 3089)

Famille : associations (p. 3090)

Famille : natalité (p. 3088)

Famille : politique familiale (p. 3087 et s.)

Handicapés : allocation d'éducation spéciale (p. 3089)

Politique sociale : pauvreté (p. 3089)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 3089)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 3088)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales
 (CNAF) (p. 3088)

Sécurité sociale : protection sociale : homosexualité (p. 3089)

**Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre
 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362,
 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)**

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et
 sous-amendements (p. 3408 à 3432)

*Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les
 transports et les actes paramédicaux)*

Son intervention (p. 3408)

*Article 60 (extension aux enfants handicapés de la prestation de
 compensation du handicap)*

Son intervention (p. 3431)

*Article 61 (clarification du droit aux prestations familiales des
 ressortissants communautaires)*

Son intervention (p. 3432)

Jean-Michel FERRAND

*Vaucluse (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du
 28 juin 2007]

Représentant suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à
 l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre
 le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de
 la République de Turquie sur l'encouragement et la protection
 réciproques des investissements (n° 518) [19 décembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires
 étrangères sur la situation au Kosovo [5 décembre 2007] (n° 448)

Proposition de loi n° 582 tendant à permettre aux exploitants de cafés,
 hôtels et restaurants de déterminer librement si leur établissement
 est "fumeur" ou "non fumeur" [15 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur
 le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de
 l'accord entre le Gouvernement de la République française et le
 Gouvernement de la République de Turquie sur l'encouragement et le
 la protection réciproques des investissements (n° 518)
 [22 janvier 2008] (n° 621)

Proposition de loi n° 900 visant à instituer un crédit d'impôt
 correspondant aux cotisations d'assurance complémentaire santé
 versées par les retraités [20 mai 2008]

Proposition de loi n° 901 visant à supprimer la journée de solidarité et
 à affecter à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie le

produit des amendes résultant des contrôles de vitesse par radars fixes automatiques [20 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 518 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 866)
Son intervention (p. 867)

Alain FERRY

Bas-Rhin (6^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 217, posée le 29 avril 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 3550). Appelée le 29 avril 2008. Réseau, développement (p. 1752)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : stages en entreprises (p. 4229)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : contrats aidés (p. 3820)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son intervention (p. 455)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2292)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2293)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2292)

Parlement : conditions de travail (p. 2292)

Parlement : prérogatives (p. 2292)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2292)

Daniel FIDELIN

Seine-Maritime (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 30, posée le 4 décembre 2007. Energie et carburants. Politique énergétique (J.O. Questions p. 7535). Appelée le 4 décembre 2007. Terminal méthanier, implantation, conséquences (p. 4878)

DÉBATS

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3518)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3524)

Son intervention (p. 3530)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3551)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : ports maritimes (p. 3530)

Emploi : création d'emplois : ports maritimes (p. 3551)

Environnement : développement durable : transports (p. 3530)

Transports : transport combiné (p. 3530)

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3518, 3524, 3531)

Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3518, 3530)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3530)

Explications de vote et vote [24 juin 2008] (p. 3720)

Ses explications de vote (p. 3723)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3723)

Aurélie FILIPPETTI

Moselle (8^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Action extérieure de l'État - [11 juillet 2007]
 Membre du conseil d'administration de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail [J.O. du 2 août 2007]
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 avril 2008]
 Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 avril 2008]
 Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 2008]
 Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome I : Action extérieure de l'État - Rayonnement culturel et scientifique (n° 277) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Président de la République. Rémunérations [30 octobre 2007] (p. 3553)

Industrie. Sidérurgie. Arcelor-Mittal, emploi et activité, Gandrange [29 janvier 2008] (p. 592)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 303, posée le 3 juin 2008. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Travailleurs de la mine : montant des pensions (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 3 juin 2008. (p. 2824)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son intervention (p. 2187)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3171)

Thèmes :

Produits dangereux : amiante (p. 3172)
 Risques professionnels : produits dangereux (p. 3171 et s.)
 Risques professionnels : accidents du travail (p. 3171)
 Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 3171)
 Risques professionnels : prévention (p. 3172)
 Sécurité sociale : cotisations (p. 3172)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 14 (suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles)

Son intervention (p. 3303)

Article 56 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - FCAATA - et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante - FIVA)

Son intervention (p. 3485)

Article 58 précédemment réservé (objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2008)

Son intervention (p. 3488)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 3863)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : politique culturelle : relations internationales (p. 3863 et s.)
 Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 3864 et s.)
 Français de l'étranger : enseignement (p. 3864)
 Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 3864)
 Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 3864)
 Pays étrangers : Allemagne (p. 3864)
 Pays étrangers : Allemagne : coopération culturelle (p. 3864)
 Pays étrangers : Russie (p. 3863)
 Politiques communautaires : coopération et développement (p. 3864)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)

Son intervention (p. 168)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique sociale (p. 168)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 169)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1161)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son intervention (p. 1291)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1440)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1795) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1799)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : Etats-Unis (p. 1796)
 Archives et bibliothèques : archives : histoire (p. 1795)
 Archives et bibliothèques : archives : moyens (p. 1796)
 Archives et bibliothèques : archives : pétitions (p. 1796)
 Archives et bibliothèques : Archives nationales : histoire (p. 1795)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 1796)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1795)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : dérogations (p. 1795, 1797)

Archives et bibliothèques : communication des archives : pays étrangers (p. 1797)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : sécurité nucléaire (p. 1797)
 Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : archives (p. 1797)
 Ordonnances (p. 1797)
 Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 1795)
 Politique générale : démocratie : archives (p. 1797)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 3 (collecte, conservation et protection des archives publiques)
 Son intervention (p. 1801)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)
 Ses interventions (p. 1803 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 32 du Gouvernement (habilitation donnée au Gouvernement pour harmoniser par ordonnance les régimes d'accès aux données publiques) (p. 1813)

Intervient sur l'ad n° 50 de Mme Marietta Karamanli (présentation d'un rapport au Parlement sur la pérennité de l'archivage numérique) (p. 1814)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4067)

Son intervention (p. 4075)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : coût (p. 4076)
 Archives et bibliothèques : archives : support électronique (p. 4076)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : armes nucléaires (p. 4077)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 4076)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 4076)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : histoire (p. 4076)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : notaires (p. 4077)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : pays étrangers (p. 4076)
 Archives et bibliothèques : communication des archives : services secrets (p. 4077)
 Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4076)

Discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4078)

Article 29 (habilitation du Gouvernement à harmoniser, par ordonnance, la législation relative aux archives et la législation relative à la communication des documents administratifs)
 Son intervention (p. 4078)

Article 30 (remise d'un rapport sur les conditions de conservation des archives numériques)

Son amendement n° 1 (p. 4078)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2108) : rejetée (p. 2116)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : communication (p. 2113)
 Droit pénal : diffamation : atteintes à la vie privée (p. 2109)
 Droit pénal : perquisitions (p. 2110)
 Droit pénal : secret de l'instruction : recel (p. 2110 et s.)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression : Cour européenne des droits de l'homme (p. 2109)
 Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse : révision (p. 2108)
 Organisations internationales : Conseil de l'Europe : secret des sources des journalistes (p. 2111)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 2109 et s.)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 2109)
 Presse et livres : journalistes : écoutes téléphoniques (p. 2112)
 Presse et livres : liberté de la presse (p. 2109)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2108 et s.)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Article 1er (consécration législative du principe général de la protection du secret des sources journalistiques)

Ses interventions (p. 2135 et s.)

Ses amendements n°s 40 à 44 rectifiés (p. 2136 et s.)

Son amendement n° 45 deuxième rectification (p. 2142)

Article 2 (accroissement des garanties procédurales en cas de perquisition concernant un journaliste)

Ses amendements n°s 47 et 48 rectifiés (p. 2144 et s.)

Son sous-amendement n° 46 rectifié à l'ad n° 9 de la commission (p. 2145)

Son amendement n° 49 rectifié (p. 2146) : adopté après rectification et modification (p. 2147)

Son sous-amendement n° 50 rectifié à l'ad n° 14 de la commission (p. 2147)

Son amendement n° 51 rectifié (p. 2147)

Après l'article 2

Son amendement n° 52 rectifié (perquisition concernant un journaliste : qualité de journaliste des deux témoins requis) : rejeté (p. 2148)

Article 3 (extension du droit du journaliste de taire ses sources en cas d'audition en tant que témoin)

Ses amendements n°s 53 et 54 rectifiés (p. 2148 et s.)

Après l'article 3

Son sous-amendement n° 55 rectifié (caractère absolu de la protection) à l'ad n° 16 de la commission (application du principe de protection du secret des sources en matière de réquisitions judiciaires) : rejeté (p. 2149)

Intervient sur l'ad n° 36 rectifié de Mme Aurélie Filippetti (interdiction des gardes à vue visant la mise à disposition des sources journalistiques) (p. 2150)

Son amendement n° 35 rectifié (irrégularité du placement en garde à vue des journalistes taisant leur source) (p. 2149) : rejeté (p. 2150)

Son amendement n° 36 rectifié (interdiction des gardes à vue visant la mise à disposition des sources journalistiques) : rejeté (p. 2150)

Son amendement n° 37 rectifié (protection des journalistes en matière d'interceptions des communications téléphoniques et électroniques) (p. 2150) : rejeté (p. 2151)

Son amendement n° 38 rectifié (information du juge des libertés et de la détention en cas d'interception des communications téléphoniques et électroniques d'un journaliste) : rejeté (p. 2151)

Son amendement n° 39 (détention à titre professionnel par un journaliste d'informations protégées non constitutive d'infraction) (p. 2151) : rejeté (p. 2152)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2471)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 2533)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 4450 et s.)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « ENSEIGNEMENT SCOLAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3996) :

- *Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 17 juin 2008*

Son intervention (p. 4003)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Son intervention (p. 4748)

François FILLON

*Sarthe (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Premier Ministre*

Elu le 10 juin 2007

Est nommé Premier ministre. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

DÉPÔTS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par le Premier ministre [3 juillet 2007]

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités [4 juillet 2007]

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration [16 juillet 2007]

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite [3 octobre 2007]

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement [3 octobre 2007]

Déclaration du Gouvernement n° 496 préalable au Conseil européen [12 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

HOMMAGE

S'associe à l'hommage rendu à M. Aimé Césaire, ancien député de la Martinique [13 mai 2008] (p. 2028)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. le Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Ses interventions (p. 1563, 1586)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 1573)

Automobiles et cycles : poids lourds : impôts et taxes (p. 1568)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1573)

Culture : politique culturelle (p. 1567)

Défense : loi de programmation militaire (p. 1568, 1569)

Défense : porte-avions (p. 1568)

Défense : renseignement (p. 1571)

Démographie : vieillissement de la population (p. 1572)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 1570)

Droit pénal : récidive (p. 1570)

Elections et référendums : carte électorale (p. 1565)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 1565)

Emploi : chômage (p. 1571, 1587)

Enseignement : carte scolaire (p. 1567)

Enseignement : pédagogie (p. 1567, 1569)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 1566)

Enseignement supérieur : universités (p. 1566)

Entreprises : allègement des charges (p. 1572)

Entreprises : compétitivité (p. 1572)

Entreprises : délocalisations (p. 1572)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1572)

Environnement : changements climatiques (p. 1568)

Environnement : protection de la nature (p. 1568)

Etat : République (p. 1573, 1574)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 1570)

Etrangers : intégration (p. 1570)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 1573)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1573)

Formation professionnelle : réforme (p. 1572)

Gendarmerie : rôle et missions (p. 1571)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 1567)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 1572)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 1569, 1570)

Logement : construction (p. 1570)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1570)

Organisations internationales : Banque mondiale (p. 1567)

Organisations internationales : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (p. 1567)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 1567)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1567)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 1568)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1565)

Parlement : fonctionnement des assemblées parlementaires (p. 1565)

Parlement : Sénat : rôle (p. 1565)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 1563, 1565, 1586)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 1564, 1586)

Patrimoine culturel : musées (p. 1567)

Police : fonctionnement (p. 1571)

Politique économique : productivité (p. 1587)

Politique économique : conjoncture (p. 1564)

Politique économique : consommation (p. 1571)

Politique économique : croissance (p. 1571, 1572)

Politique économique : mondialisation (p. 1564, 1587)

Politique extérieure : droits de l'homme et libertés publiques (p. 1567)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 1569, 1571)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 1568)

Politique générale : déclaration du Gouvernement (p. 1563 et s.)

Politique générale : démocratie (p. 1564, 1565, 1586)

Politique générale : institutions (p. 1563 et s., 1586)

Politique générale : réforme (p. 1564 et s.)

Politique sociale : dialogue social (p. 1565, 1566, 1586)

Politique sociale : solidarité (p. 1587)

Président de la République : communication avec le Parlement (p. 1565)

Président de la République : prérogatives (p. 1565, 1566)

Retraites : régime général : durée de cotisation (p. 1572)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 1572)

Sécurité sociale : TVA sociale (p. 1572)

Syndicats : politique contractuelle : négociations (p. 1586)

Système pénitentiaire : réforme (p. 1570, 1571)

Travail : droit du travail (p. 1572)

Travail : heures supplémentaires (p. 1572)

Union européenne : construction européenne (p. 1569)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Son intervention (p. 2697)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : éligibilité (p. 2698)
 Droit pénal : corruption : élus (p. 2698)
 Droit pénal : témoins : protection (p. 2698)
 Sociétés : droit des affaires : dépenalisation (p. 2698)
 Traités et conventions : droit international : corruption (p. 2697)

Débat sur la révision générale des politiques publiques**[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)**

Ses interventions (p. 1703, 1708)

Thèmes :

Enseignement supérieur : recherche (p. 1708)
 Etat : rôle (p. 1703)
 Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1703 et s.)
 Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1703 et s.)
 Finances publiques : dépenses (p. 1703 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1704)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 1706)
 Partis et mouvements politiques : gauche : plan de rigueur (p. 1705 et s.)
 Pays étrangers (p. 1703 et s.)
 Politique générale : réforme (p. 1703)
 Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 1703)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 188)

Thèmes :

Union européenne : politique énergétique (p. 189)
 Union européenne : construction européenne (p. 188)
 Union européenne : coopération policière et pénale (p. 190)
 Union européenne : présidence française (p. 190)
 Union européenne : subsidiarité (p. 189)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 189)

Déclaration du Gouvernement n° 769 sur la situation en Afghanistan**[1^{er} avril 2008] (p. 1053)**

Son intervention (p. 1053)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande et 226 de leurs collègues [3 avril 2008]**[8 avril 2008] (p. 1375)**

Sa réponse (p. 1378)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Ses interventions (p. 2217, 2302)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 2303)
 Constitution : histoire (p. 2218)
 Constitution : article 16 : contrôle (p. 2220)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2303)
 Constitution : révision : histoire (p. 2217)
 Constitution : révision : modernisation (p. 2217, 2302)
 Constitution : Ve République (p. 2218, 2302)
 Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 2303)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 2304)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2220)

Etat : Conseil économique et social : pétitions (p. 2220)

Etat : Défenseur des droits des citoyens (p. 2221)

Etat : équilibre des pouvoirs (p. 2217)

Finances publiques : loi de programmation (p. 2220)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parité (p. 2303)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2221)

Parlement : conditions de travail (p. 2221)

Parlement : ordre du jour : Gouvernement (p. 2219, 2303)

Parlement : ordre du jour : opposition (p. 2221, 2303)

Parlement : prérogatives (p. 2304)

Parlement : rôle (p. 2220, 2302)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2220, 2304)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 2219, 2302, 2305)

Politique générale : politiques publiques : contrôle parlementaire (p. 2221, 2303)

Président de la République : mandats (p. 2220)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2220, 2302)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2220, 2302)

Union européenne : subsidiarité : contrôle parlementaire (p. 2221)

Explications de vote et vote [3 juin 2008] (p. 2838)

Son intervention (p. 2838)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4372)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4373)

Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 4374)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4373)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parité (p. 4373)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 4372)

Lois : projet de loi : études d'impact (p. 4372)

Parlement : conditions de travail (p. 4372)

Parlement : Congrès du Parlement (p. 4372)

Parlement : prérogatives (p. 4373)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4374)

Politique générale : politiques publiques : contrôle parlementaire (p. 4373)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 4373)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne**[18 juin 2008] (p. 3563)**

Son intervention (p. 3563)

Thèmes :

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 3565)

Environnement : changements climatiques : politiques communautaires (p. 3564)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 3566)

Politiques communautaires : immigration (p. 3565)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3565)

Union européenne : politique sociale (p. 3565)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 3563)

Union européenne : politique de la défense (p. 3565)

Union européenne : présidence française (p. 3563)

Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3563)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration**[26 juin 2008] (p. 3889)**

Son intervention (p. 3889)

Thèmes :

Défense : mondialisation (p. 3889)

Défense : casernes : fermeture (p. 3892)

Défense : crédits : équipement (p. 3891)

Défense : indépendance nationale (p. 3889)
 Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3891)
 Défense : opérations extérieures (p. 3890)
 Défense : renseignement (p. 3890)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3891)
 Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 3889)
 Union européenne : politique de la défense (p. 3890)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)

Son intervention (p. 4902)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : Afghanistan (p. 4906)
 Constitution : article 35 (p. 4902)
 Défense : militaires et assimilés : décès (p. 4902)
 Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4903)
 Défense : militaires et assimilés : équipements (p. 4903)
 Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 4905)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4902)
 Pays étrangers : Afghanistan : aide au développement (p. 4904)
 Pays étrangers : Afghanistan : démocratie (p. 4905)
 Pays étrangers : Afghanistan : enseignement (p. 4903)
 Pays étrangers : Afghanistan : infrastructures (p. 4903)
 Pays étrangers : Afghanistan : intégrisme (p. 4906)
 Pays étrangers : Afghanistan : militaires et assimilés (p. 4902)
 Pays étrangers : Afghanistan : santé publique (p. 4903)
 Pays étrangers : Afghanistan : trafic de stupéfiants (p. 4904)
 Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 4905)
 Relations internationales : paix (p. 4903)
 Traités et conventions (p. 4903)

Geneviève FIORASO

*Isère (1^{ère} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre du conseil d'administration de l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs [J.O. du 17 juin 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. [8 janvier 2008] (p. 40)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007
 Son intervention (p. 18)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : innovation (p. 18)
 Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 18)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 18)
 Régions : développement économique : commerce extérieur (p. 18)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007
 Son intervention (p. 108)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 108)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 108)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 108)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4312)

Son intervention (p. 4312)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 4312)
 Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 4313)
 Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 4313)
 Recherche : innovation (p. 4313)
 Recherche : Institut national de la recherche en informatique et automatique (INRIA) (p. 4313)
 Recherche : nanotechnologies (p. 4313)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4316)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007
 Son intervention (p. 112)

Thèmes :

Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 113)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 112)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 113)
 Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 113)
 Recherche : innovation : entreprises (p. 112)
 Recherche : Institut national de la recherche en informatique et automatique (INRIA) (p. 113)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 415)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 415 et s.)
 Collectivités territoriales : police administrative (p. 416)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 415 et s.)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 416)
 Secteur public : services publics : emploi (p. 415 et s.)
 Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 416)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2782)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 2783)
 Entreprises : délais de paiement (p. 2783)
 Entreprises : entreprises individuelles (p. 2782)
 Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 2783)
 Recherche : innovation (p. 2783)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Ses amendements n^{os} 527 (de suppression) à 530 (p. 2921 et s.)

Son amendement n^o 531 (p. 2927) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2928)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son amendement n^o 532 (de suppression) (p. 2945) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2947)

Ses amendements n^{os} 535, 533, 536, 534, 537 et 538 (p. 2947 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son intervention (p. 2958)

Ses amendements n^{os} 539 à 541 (p. 2959 et s.)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses interventions (p. 2970)

Son amendement n^o 556 (p. 2974)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2987 et s.)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Son intervention (p. 2995)

Son amendement n^o 558 (p. 2995)

Article 8 (renforcement du rôle d'UBIFrance)

Son intervention (p. 2997)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n^o 957 de M. François Brottes (p. 2999)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n^o 222 de la commission des finances (p. 3008)

Intervient sur l'adt n^o 223 de la commission des finances (suppression du statut de société unipersonnelle d'investissement à risque -SUIR) (p. 3009)

Article 10 (assouplissement du régime des fonds d'investissement de proximité, création du fonds commun de placement à risques contractuel et extension du champ d'intervention des régions en matière de capital investissement)

Son intervention (p. 3010)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n^o 15 de M. Nicolas Forissier (rapport au Parlement sur le bilan de l'action des acteurs du système public de financement, d'appui et de soutien aux PME) (p. 3012)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son amendement n^o 551 (de suppression) (p. 3015)

Son intervention (p. 3022)

Article 16 (exonération de droits de mutation en cas de reprise de l'entreprise par ses salariés ou par des membres de la famille)

Son intervention (p. 3056)

Article 17 (assouplissement des conditions et des plafonds pour la déductibilité des intérêts des emprunts contractés par les repreneurs d'entreprise)

Son intervention (p. 3057)

Article 20 (assouplissement du régime applicable aux organismes favorisant l'insertion par l'entrepreneuriat)

Son intervention (p. 3066)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n^o 1061 rectifié de M. François Brottes (p. 3068)

Après l'article 40

Son amendement n^o 1090 (p. 3285) : rejeté (p. 3286)

Avant l'article 21

Son amendement n^o 1086 précédemment réservé (p. 3371) : rejeté (p. 3372)

Projet de loi n^o 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4986)

Son amendement n^o 1784 (p. 4999)

André FLAJOLET

*Pas-de-Calais (9^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie [J.O. du 2 août 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports [J.O. du 17 octobre 2007]

Membre du comité national de l'eau [J.O. du 25 septembre 2008]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n^o 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques [23 janvier 2008] (n^o 626)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Anciens combattants et victimes de guerre. Lieux de mémoire. Cimetière militaire de Notre-Dame-de-Lorette, profanation [9 avril 2008] (p. 1451)

DÉBATS

Projet de loi n^o 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n^o 306 de M. André Chassaigne (consultation préalable obligatoire du Conseil de la concurrence par les collectivités de plus de 100 000 habitants pour tout contrat relatif à la gestion de l'eau) (p. 4721)

Débat sur l'organisation du système de santé en France**[19 juin 2008] (p. 3615)**

Son intervention (p. 3633)

Thèmes :

Régions : Nord-Pas-de-Calais : santé publique (p. 3634)

Santé : prévention (p. 3633 et s.)

Santé : santé publique (p. 3633 et s.)

Jean-Claude FLORY*Ardèche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - politique des territoires - [11 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - politique des territoires - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 146 visant à faire figurer la mention "non fabriqué par des enfants" sur les produits importés distribués en France [2 août 2007]

Proposition de loi n° 193 visant à ramener la période de restitution des points du permis de conduire de trois ans à dix-huit mois [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 194 visant à réguler le recours à la vivisection en France et à l'utilisation d'animaux domestiques en laboratoires [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 195 tendant à instaurer pour tous les élèves de classe de seconde un apprentissage aux gestes élémentaires de premiers secours [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 29 : Politique des territoires (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 126, posée le 22 janvier 2008. Retraites : généralités. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 409)

n° 194, posée le 8 avril 2008. Justice. Fonctionnement (J.O. Questions p. 2909). Appelée le 8 avril 2008. Carte judiciaire, réforme, conséquences (p. 1362)

n° 295, posée le 27 mai 2008. Agriculture. Maladies et parasites (J.O. Questions p. 4286). Appelée le 27 mai 2008. Cynips du châtaignier, lutte et prévention (p. 2490)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****POLITIQUE DES TERRITOIRES****Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4277)**

Son intervention (p. 4278)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits budgétaires (p. 4277)

Aménagement du territoire : télécommunications (p. 4278)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) (p. 4278)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 4278)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 4278)

Collectivités territoriales : programme exceptionnel d'investissement (PEI) : Corse (p. 4278)

Cours d'eau, étangs et lacs : Loire : aménagement (p. 4278)

Cours d'eau, étangs et lacs : pollution : Bretagne (p. 4278)

Environnement : Marais poitevin (p. 4278)

Parlement : contrôle parlementaire : lois de finances (p. 4278)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 4278)

Régions : contrats de projets (p. 4278)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 4278)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :*- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007*

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan suppléé par M. Gilles Carrez, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Débat sur l'organisation du système de santé en France**[19 juin 2008] (p. 3615)**

Son intervention (p. 3632)

Thèmes :

Professions de santé : exercice de la profession (p. 3632)

Santé : accès aux soins (p. 3632)

Santé : santé publique (p. 3632)

Philippe FOLLIOU*Tarn (3^{ème} circonscription)
Appareillé au groupe Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

S'appareille au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Défense - [4 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Défense - [10 juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 147 visant à limiter le transport des cigarettes pour lutter contre les achats transfrontaliers [2 août 2007]

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome III : Défense - Soutien et logistique interarmées (n° 280) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sports. Rugby. Coupe du monde 2007, bilan [23 octobre 2007] (p. 3051)

Politique extérieure. Chine. Tibet, attitude de la France [9 avril 2008] (p. 1450)

Logement : aides et prêts. Participation patronale. Utilisation [21 mai 2008] (p. 2242)

Politiques communautaires. Politique de la défense. [25 juin 2008] (p. 3774)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 253, posée le 13 mai 2008. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 3889). Appelée le 13 mai 2008. Liaison Castres Toulouse (p. 1995)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Fait état d'engagements pris par la Chine lors de l'attribution des Jeux olympiques à ce pays et considère qu'ils n'ont pas été tenus [7 avril 2008] (p. 1283)

DÉBATS**Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)**

Son intervention (p. 2440)

Thèmes :

Défense : secret défense (p. 2440)
 Défense : services secrets : sécurité (p. 2441)
 Finances publiques : fonds spéciaux : contrôle (p. 2440)
 Ordre public : lutte contre le terrorisme (p. 2441)
 Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2440)
 Parlement : délégation parlementaire au renseignement : pluralisme (p. 2440)

Explications de vote et vote [26 juillet 2007] (p. 2450)

Ses explications de vote (p. 2451)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2451)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens**PREMIÈRE LECTURE****Discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2429)**

Son intervention (p. 2430)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**[3 octobre 2007] (p. 2575)**

Son intervention (p. 2594)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2595)
 Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2595)
 Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 2594)
 Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2595)
 Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2595)
 Transports : politique des transports (p. 2594)
 Transports ferroviaires : lignes régionales (p. 2594)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 4119)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : essence (p. 4119)
 Défense : interarmement (p. 4119)
 Défense : médecine militaire (p. 4119)
 Défense : militaires et assimilés : action sociale (p. 4119)
 Défense : opérations extérieures : aide humanitaire (p. 4119)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : contribution française (p. 4119)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)**

Son intervention (p. 4450)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4470)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires économiques : conditions de travail (p. 4470)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4451)
 Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 4450)
 Commerce et artisanat : grande distribution : produits agricoles (p. 4451)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4450)
 Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 4451)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4450)
 Consommation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 4451)
 Consommation : protection des consommateurs : pratiques commerciales (p. 4451)
 Entreprises : délocalisations (p. 4450)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4450)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)**Avant le titre Ier**

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean Gaubert (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. François Brottes (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 90 de Mme Corinne Erhel (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 91 de Mme Frédérique Massat (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Patrick Roy (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 94 de Mme Marylise Lebranchu (action de groupe) (p. 4478)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Jean-Yves Le Déaut (action de groupe) (p. 4478)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4714)

Son sous-amendement n° 329 (sauf accord explicite du fournisseur) à l'adt n° 263 de M. Jean Gaubert (interdiction des retours d'inventus au fournisseur) (p. 4719) : rejeté (p. 4720)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4730 et s.)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 4749)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Son intervention (p. 4766)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 198 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable) (p. 4772)

Son amendement n° 174 (enseignement obligatoire, dans les premier et second degrés, des questions liées à la consommation et à la protection du consommateur) (p. 4775) : rejeté (p. 4776)

Intervient sur l'ad t n° 146 de M. Jean Gaubert (colocation dans les logements locatifs sociaux) (p. 4777)

Article 12 (habilitation à légiférer par ordonnance en matière de contrôle des produits importés et de sécurité générale des produits)
Son amendement n° 175 (p. 4783)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1036)

Thèmes :

Baux : loyers : indexation (p. 1036)

Etat : domaine public : logement social (p. 1037)

Impôts et taxes : participation des employeurs à l'effort de construction (p. 1036)

Logement : construction (p. 1036)

Logement : coût (p. 1036)

Logement : garantie des risques locatifs (p. 1036)

Logement : aides et prêts : aides à la personne : aides à la pierre (p. 1037)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 1036)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 1036)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1036)

Vote sur le passage à la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1048)

Explications de vote et vote [1^{er} avril 2008] (p. 1048)

Ses explications de vote (p. 1049)

Vote contre du groupe Nouveau Centre (p. 1049)

Déclaration du Gouvernement n° 769 sur la situation en Afghanistan

[1^{er} avril 2008] (p. 1053)

Son intervention (p. 1061)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1084)

Son intervention (p. 1103)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1149)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1104, 1148)

Bioéthique : brevets (p. 1104)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1103)

Environnement : principe de précaution (p. 1104)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1103)

Recherche : biotechnologies (p. 1084, 1104)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'ad t n° 340 de M. Germinal Peiro (rapport du Gouvernement sur les possibilités de développement d'un plan de relance de la production de protéines végétales alternatif aux OGM) (p. 1153)

Intervient sur l'ad t n° 341 de M. Germinal Peiro (inscription du gène au patrimoine commun de l'humanité) (p. 1155)

Article 1^{er} (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1169, 1175)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son intervention (p. 1285, 1296 et s.)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son intervention (p. 1301)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 418 de M. Germinal Peiro (étiquetage des produits ou sous produits composés en tout ou partie d'OGM, y compris les produits ou sous produits d'animaux) (p. 1323)

Avant l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1410)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1435)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad t n° 249 de M. Martial Saddier (modalités d'étiquetage des semences contenant des OGM dont la destination finale est la France, en fonction d'un seuil fixé par décret) (p. 1445)

Explications de vote et vote [9 avril 2008] (p. 1459)

Ses explications de vote (p. 1462)

Projet de loi n° 614 relatif aux opérations spatiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1464)

Son intervention (p. 1467)

Thèmes :

Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 1467)

Espace : Centre spatial guyanais (CSG) (p. 1468)

Espace : droit de l'espace : opérateurs (p. 1468)

Union européenne : politique spatiale (p. 1468)

Discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1477)

Article 11 (sanctions pénales)

Son amendement n° 34 (p. 1479)

Projet de loi n° 12 ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil et portant diverses dispositions relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1484)

Son intervention (p. 1490)

Explications de vote et vote [9 avril 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1491)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)
Son intervention (p. 1611)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)
Son intervention (p. 3364)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 3364 et s.)
Travail : contrats de travail (p. 3364)
Travail : droit du travail (p. 3365)
Travail : négociations (p. 3364)

Explications de vote et vote [12 juin 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 3365)

Projet de loi n° 814 relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2060)
Son intervention (p. 2063)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2116)

Thèmes :

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2116)
Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2116)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 115 de M. Gérard Charasse (principe de laïcité défini par la loi de 1905) (p. 2344)

Son sous-amendement n° 607 (protection des langues régionales) à l'adt n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2345) : retiré (p. 2350)

Son amendement n° 262 (protection des langues régionales) (p. 2346) : devenu sans objet (p. 2350)

Intervient sur l'adt n° 307 de M. Noël Mamère (instauration généralisée du scrutin proportionnel) (p. 2354)

Article 1er (statut de l'opposition)

Son intervention (p. 2371)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2384)

Article 6 (droit de grâce)

Son amendement n° 263 (de suppression) (p. 2424)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses interventions (p. 2562 et s.)

Ses amendements n°s 264, 267, 265 et 266 (p. 2569 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 4429)

Article 9 (missions et composition du Parlement)
Son intervention (p. 4432)

Après l'article 30 sexies

Son amendement n° 305 (langues régionales) (p. 4505) : devenu sans objet (p. 4507)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 21

Intervient sur les adts n°s 749, 953 et 750 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3389)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son intervention (p. 3392)

Ses amendements n°s 1344, 1452, 1345 et 1346 (p. 3406 et s.)

Article 22 précédemment réservé (abrogation de l'interdiction de discrimination. Renforcement de l'effectivité des sanctions civiles des pratiques restrictives de concurrence)

Son intervention (p. 3421)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son intervention (p. 3438)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3445)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 102 précédemment réservé de la commission des lois (p. 3451)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3462)

Ses amendements n°s 1351, 1352, 1353, 1455, 1456 et 1354 (p. 3462 et s.)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)
Son intervention (p. 4848)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4848)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4848)

Commerce et artisanat : soldes (p. 4848)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4848)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 4848)

Projet de loi n° 878 autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3352)
Son intervention (p. 3358)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 1er (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Son intervention (p. 3845)

Son sous-amendement n° 164 à l'adt n° 91 de M. Charles de Courson (p. 3845)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)
Son intervention (p. 3858)

Son sous-amendement n° 162 à l'adt n° 92 de M. Charles de Courson (p. 3858) : adopté (p. 3859)

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)
Son intervention (p. 3863)

Article 15 (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)
Son intervention (p. 3870)

Son sous-amendement à l'adt n° 93 de M. Charles de Courson (p. 3870)

Article 16 (extension du recours aux contrats de partenariat)
Son intervention (p. 3872)

Son sous-amendement n° 163 à l'adt n° 94 de M. Charles de Courson : adopté (p. 3872)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 69 de Mme Marie-Hélène des Esgaulx (faculté pour les sociétés anonymes d'HLM de conclure un contrat de partenariat) (p. 3881)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3884)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 3884)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3892)

Thèmes :

Défense : mondialisation (p. 3892)
Défense : armes nucléaires (p. 3895)
Défense : casernes : fermeture (p. 3894)
Défense : crédits : équipement (p. 3894)
Défense : GIAT-Industries (p. 3895)
Défense : indépendance nationale (p. 3896)
Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3894)
Défense : professionnalisation (p. 3894)
Défense : renseignement (p. 3893)
Défense : réserves (p. 3896)
Etat : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 3893)
Gendarmerie : militaires et assimilés (p. 3896)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3893)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3896)
Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 3892)
Union européenne : politique de la défense (p. 3895)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4067)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4072)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : modernisation (p. 4072)
Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 4072)
Archives et bibliothèques : communication des archives : histoire (p. 4072)

Pierre FORGUES

*Hautes-Pyrénées (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 juillet 2007]

Membre du comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 22, posée le 2 octobre 2007. Eau. Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne, (J.O. Questions p. 5863). Appelée le 2 octobre 2007. Aides de l'Etat, versement, calendrier (p. 2464)

n° 353, posée le 24 juin 2008. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie, industrie et emploi : structures administratives (J.O. Questions p. 5263). Appelée le 24 juin 2008. Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, restructuration (p. 3699)

Nicolas FORISSIER

*Indre (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales ; développement agricole et rural - [11 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la conférence de la ruralité [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil supérieur de la participation [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de modernisation de l'économie (n° 842) [21 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 3 : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales - Développement agricole et rural (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, après déclaration

d'urgence, de modernisation de l'économie (n° 842) [21 mai 2008] (n° 905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [23 janvier 2008] (p. 473)

Politique extérieure. Aide alimentaire. [15 avril 2008] (p. 1563)

Entreprises. Entreprises individuelles. Développement [4 juin 2008] (p. 2897)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4021)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : Agence française d'information et de communication agricole rurale (AFICAR) (p. 4022)

Agriculture : agriculteurs en difficulté : aides (p. 4022)

Agriculture : assurance récolte (p. 4021)

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 4021)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 4022)

Agriculture : offices d'intervention (p. 4021 et s.)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4022)

Agroalimentaire : entreprises : aides (p. 4022)

Agroalimentaire : labels (p. 4022)

Aquaculture et pêche professionnelle : crédits budgétaires (p. 4022)

Commerce extérieur : balance commerciale : agroalimentaire (p. 4022 et s.)

Élevage : bâtiments : modernisation (p. 4022)

Énergie et carburants : biocarburants (p. 4023)

Enseignement agricole : enseignement supérieur (p. 4021)

Enseignement agricole : crédits (p. 4021)

Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4023)

État : réforme : ministère de l'agriculture (p. 4022)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4023)

Santé : sécurité sanitaire : agriculture (p. 4023)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4072 à 4079)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4287)

Son intervention (p. 4290)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 4290)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : aides (p. 4290)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportations (p. 4290)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche et développement (p. 4290)

Lois de finances : nomenclature budgétaire : tourisme et loisirs (p. 4290)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 15)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : petites et moyennes entreprises (p. 15)

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 15)

Ventes et échanges : salons : commerce extérieur (p. 15)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2745)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2746)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2746)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2745)

Entreprises : transmission (p. 2746)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 2746)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2746)

Logement : logement social : financement (p. 2746)

Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 2746)

Marchés financiers : bourse de Paris (p. 2745, 2773)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3055 à 3059, 3127 à 3134, 3244 à 3313)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1365 de M. Louis Giscard d'Estaing (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 2917)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1367 de M. François Sauvadet (p. 2929)

Intervient sur l'adt n° 811 rectifié de M. Jean-Paul Charié (augmentation des seuils permettant de bénéficier du régime fiscal de la micro-entreprise) (p. 2929)

Intervient sur l'adt n° 219 de la commission des finances (actualisation annuelle de l'ensemble des seuils des régimes de la micro-entreprise, de la franchise en base de TVA, et du régime simplifié d'imposition, dans la même proportion que l'actualisation du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 2930)

Intervient sur l'adt n° 220 de la commission des finances (rapport au Parlement avant la loi de finances pour 2009 sur l'instauration d'une réserve spéciale d'autofinancement en faveur des entreprises individuelles) (p. 2933)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son intervention (p. 2948)

Son amendement n° 13 rectifié (p. 2951)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son intervention (p. 2973)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1481 du Gouvernement (extension du statut de conjoint collaborateur du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité) (p. 2975)

Son amendement n° 672 (rapport au Parlement sur les modalités de l'extension du statut de conjoint collaborateur aux personnes qui vivent en concubinage avec un chef d'entreprise ou qui lui sont liées par un PACS) : adopté après modification (p. 2979)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son intervention (p. 2982)

Ses amendements n°s 191, 29, 187 et 119 (p. 2985 et s.)

Après l'article 6

Son amendement n° 14 : retiré (p. 2993)

Après l'article 8

Son amendement n° 707 rectifié (possibilité de fractionnement de l'engagement de volontariat international en entreprise) (p. 2998) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 2999)

Son amendement n° 706 rectifié (possibilité de modulation de l'indemnité supplémentaire pour les volontaires internationaux en entreprise) (p. 2998) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 2999)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 221 de la commission des finances (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise -BSPCE) (p. 3004)

Intervient sur l'adt n° 222 de la commission des finances (p. 3005 et s.)

Intervient sur l'adt n° 223 de la commission des finances (suppression du statut de société unipersonnelle d'investissement à risque -SUIR) (p. 3009)

Intervient sur l'adt n° 224 de la commission des finances (p. 3009)

Après l'article 10

Son sous-amendement n° 1500 à l'adt n° 170 de la commission (extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3010) : retiré (p. 3011)

Son amendement n° 15 (rapport au Parlement sur le bilan de l'action des acteurs du système public de financement, d'appui et de soutien aux PME) (p. 3011) : adopté (p. 3012)

Après l'article 12

Son amendement n° 190 rectifié (extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3026) : adopté (p. 3027)

Article 13 (simplification du fonctionnement des SARL)

Son amendement n° 490 : adopté (p. 3032)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son intervention (p. 3038)

Ses amendements n°s 199 et 17 (p. 3042 et s.)

Après l'article 14

Son amendement n° 27 (régime juridique des vendeurs à domicile indépendants) : adopté (p. 3047)

Intervient sur l'adt n° 445 de la commission (rapport au Parlement sur la création d'un guichet administratif unique pour les entreprises de moins de cent salariés) (p. 3052)

Intervient sur l'adt n° 504 de Mme Laure de La Raudière (rapport au Parlement sur la création d'un guichet administratif unique pour les entreprises de moins de cent salariés) (p. 3052)

Article 15 (rapprochement des droits de mutation à titre onéreux des fonds de commerce et des SARL de ceux appliqués aux sociétés par action)

Son amendement n° 708 (p. 3055)

Article 16 (exonération de droits de mutation en cas de reprise de l'entreprise par ses salariés ou par des membres de la famille)

Ses interventions (p. 3056 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 227 de la commission des finances (abattement de 300 000 euros sur les donations de fonds et de clientèles) (p. 3057)

Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)

Son amendement n° 716 : adopté après modification (suppression du gage) (p. 3064)

Après l'article 19

Son amendement n° 759 (renforcement de la possibilité, pour les créanciers publics, de remettre des dettes ou d'abandonner des privilèges au cours de la conciliation et en cas de modification substantielle du plan de sauvegarde ou de redressement) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 3064)

Ses amendements n°s 18 et 19 : retirés (p. 3064)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Son amendement n° 182 (p. 3100)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Ses interventions (p. 3129 et s.)

Ses amendements n°s 704 rectifié et 709 rectifié (p. 3129) : adoptés après modification (suppression du gage) (p. 3130)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 231 rectifié de la commission des finances (extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3132)

Intervient sur l'adt n° 232 de la commission des finances (p. 3133)

Son amendement n° 710 : retiré (p. 3133)

Intervient sur l'adt n° 233 de la commission des finances (exonérations de taxe professionnelle par les collectivités territoriales) (p. 3134)

Intervient sur l'adt n° 234 de la commission des finances (p. 3134)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Ses interventions (p. 3206 et s.)

Après l'article 36

Son amendement n° 28 (régime de l'accréditation et de la certification) (p. 3208) : adopté (p. 3209)

Avant l'article 38

Son amendement n° 721 (nouvelle rédaction de l'intitulé du Chapitre V : "Garantir l'indépendance du service statistique public") : adopté (p. 3225)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3231)

Après l'article 38

Son amendement n° 720 (coordination avec l'article 38) (p. 3232) : adopté (p. 3233)

Avant l'article 39

Intervient sur l'adt n° 238 de la commission des finances (p. 3233)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses interventions (p. 3251 et s., 3279 et s.)

Ses amendements n°s 494 rectifié : adopté (p. 3281)

Son amendement n° 492 (p. 3282) : adopté (p. 3283)

Article 40 (transition vers le nouveau régime du livret A)

Son intervention (p. 3284)

Ses amendements n°s 493, 489 et 491 : adoptés (p. 3284 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 441 deuxième rectification de la commission (p. 3286)

Intervient sur l'adt n° 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3293)

Intervient sur l'adt n° 1485 rectifié de la commission des finances (après l'article 40, insérer une nouvelle division : "Chapitre I bis : Dispositions relatives au réseau des caisses d'épargne") (p. 3293)

Son amendement n° 487 (représentation des établissements publics de coopération intercommunale au sein des conseils d'orientation et de surveillance des sociétés locales d'épargne dont ils sont sociétaires) : adopté (p. 3293)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Ses interventions (p. 3293 et s.)

Son amendement n° 593 : adopté après modification (p. 3297)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Ses amendements n°s 699 et 519 : adoptés (p. 3299 et s.)

Après l'article 42

Son amendement n° 488 rectifié (élargissement des facultés de refinancement des sociétés de crédit foncier) : adopté (p. 3304)

Son amendement n° 591 (adaptation du régime de refinancement de créances sur des personnes publiques détenues par les sociétés de crédit foncier) : adopté (p. 3304)

Intervient sur l'ad n° 264 deuxième rectification de la commission des finances (rapport du Gouvernement au Parlement faisant le bilan de l'amélioration de l'attractivité de la place financière française) (p. 3307)

Son amendement n° 495 : retiré (p. 3307)

Article 43 (renforcement des droits de la défense en cas de contrôle fiscal)

Son amendement n° 282 (p. 3311)

Son intervention (p. 3312)

Son amendement n° 279 : adopté après modification (p. 3312)

Son amendement n° 284 (p. 3312)

Son amendement n° 280 rectifié : adopté après modification (p. 3312)

Son amendement n° 286 (p. 3312)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son amendement n° 590 rectifié (p. 3466)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)

Son intervention (p. 4847)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4848)
Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : réforme (p. 4848)
Entreprises : entreprises individuelles (p. 4848)
Logement : logement social : financement (p. 4848)

Marie-Louise FORT

*Yonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Vice-présidente de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 19 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 juillet 2008]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 juillet 2008]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar amendant la convention du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions et l'accord sous forme d'échange de lettres du 12 janvier 1993 (n° 1059) [30 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [31 octobre 2007] (p. 3628)

Enseignement supérieur. Licences. Taux de réussite [7 mai 2008] (p. 1955)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 164, posée le 25 mars 2008. Logement : aides et prêts. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2478)

n° 188, posée le 8 avril 2008. Logement : aides et prêts. Subventions de l'ANAH (J.O. Questions p. 2907). Appelée le 8 avril 2008. Conditions d'attribution (p. 1359)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2120)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 2120)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2120)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2120)

Droit pénal : sanctions pénales (p. 2121)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : stabilité (p. 3528)

Projet de loi n° 960 autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 juillet 2008] (p. 4855)

Son intervention (p. 4861)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4862)

Jean-Michel FOURGOUS

*Yvelines (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Défense - [11 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]
Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Défense - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence [21 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 9 : Défense - Environnement et prospective de la politique de défense - Equipement des forces (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle (MEC) sur le financement des projets d'équipement naval militaire [13 février 2008] (n° 717)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Universités. Rénovation [6 février 2008] (p. 764)

Télécommunications. Haut débit. Accès [28 mai 2008] (p. 2592)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son amendement n° 153 (p. 1959)

Son amendement n° 214 rectifié (p. 1959) : adopté (p. 1960)

Son amendement n° 155 (p. 1960)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2411)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2412 et s.)

Langue française : défense (p. 2412)

Politique économique : croissance (p. 2411)

Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2411 et s.)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2411 et s.)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2514)

Après l'article 8

Son amendement n° 60 (traduction du brevet européen en français en cas de survenance d'un litige) (p. 2518) : adopté (p. 2519)

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2715)

Son intervention (p. 2720)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : acceptation (p. 2721)

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 2721)

Assurances : assurance vie : décès (p. 2721)

Etat : Médiateur de la République (p. 2721)

Politique économique : croissance : assurance vie (p. 2720)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2721)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4112)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations : armements et équipements (p. 4114)

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 4114)

Défense : armements et équipements : externalisation (p. 4113)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 4114)

Défense : hélicoptères (p. 4113)

Défense : loi de programmation militaire (p. 4114)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4112)

Défense : porte-avions : construction (p. 4114)

Défense : renseignement : intelligence économique (p. 4113)

Industrie : construction aéronautique et spatiale : petites et moyennes entreprises (p. 4113)

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT : PROVISIONS ; REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Son intervention (p. 4091)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : rôle (p. 4092)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4092)

Finances publiques : dette publique (p. 4091)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4091)

Impôt sur le revenu (p. 4091)

Politique économique : croissance (p. 4091)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 20

Son amendement n° 266 (ISF : amélioration des dispositifs de réduction d'assiette et de diminution du montant de l'imposition en faveur des investissements effectués dans les PME par la souscription de parts de fonds communs de placements à risque ou de fonds communs de placement pour l'innovation) (p. 5102) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5103)

Son amendement n° 265 (allongement du délai laissé à une holding pour réinvestir dans une PME les sommes ouvrant droit à une réduction d'ISF) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5103)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1010)

Thèmes :

Entreprises : culture (p. 1011 et s.)

Etat : Gouvernement : grandes écoles (p. 1011 et s.)

Finances publiques : dépenses (p. 1011 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 1011)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1012)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1011)

Pays étrangers (p. 1010)

Politique économique : croissance (p. 1011 et s.)
Secteur public (p. 1011)
Travail : code du travail : organismes (p. 1011)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 21 (*missions de la Cour des comptes*)
Son intervention (p. 2652)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
Son intervention (p. 2856)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2857)
Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2857)
Entreprises : délais de paiement (p. 2857)
Entreprises : entreprises individuelles (p. 2857)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : investissement (p. 2857)
Entreprises : transmission (p. 2857)

Valérie FOURNEYRON

*Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) -
Sport, jeunesse et vie associative - [11 juillet 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des
femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes
[J.O. du 4 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits
des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes
[J.O. du 7 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du
5 juin 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008
(n° 189) tome XII : Sport, jeunesse et vie associative (n° 277)
[11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière
[22 janvier 2008] (p. 395)

Etat. Gouvernement. Politique générale [25 mars 2008] (p. 911)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 360, posée le 24 juin 2008. Transports par eau. Ports autonomes
(J.O. Questions p. 5265). Appelée le 24 juin 2008. Réforme
(p. 3685)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 273 du Gouvernement (troisième cycle des
études médicales) (p. 2378)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[1^{er} août 2007] (p. 2629)**

Thèmes :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2637)
Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2637)
Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2637)

Explications de vote et vote [1^{er} août 2007] (p. 2636)

Ses explications de vote (p. 2637)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche
(p. 2637)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'EQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre
2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)**

Après l'article 9

Son amendement n° 92 ("bouclier fiscal" - prise en compte des
revenus des contrats d'assurance-vie à "unités de compte") : rejeté
(p. 2948)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

Son intervention (p. 3743)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : dotations de l'Etat (p. 3744)

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 3745)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse, des
sports et de la vie associative : fonctionnement (p. 3744)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS)
(p. 3745)

Sports : crédits (p. 3743 et s.)

Sports : dopage (p. 3744)

Sports : fédérations (p. 3746)

Sports : football : arbitres (p. 3744)

Sports : installations sportives (p. 3743 et s.)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique
(INSEP) (p. 3745)

Sports : médecine du sport (p. 3744)

Sports : piscines municipales : santé publique (p. 3746)

Sports : sport de haut niveau (p. 3744)

Sports : sportifs professionnels : cotisations sociales (p. 3744)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3766)

Après l'article 51

Intervient sur l'ad n° 103 rectifié de la commission des affaires
culturelles (prélèvement supplémentaire en faveur du Centre
national de développement du sport -CNDS- sur les jeux exploités
par La Française des jeux) (p. 3767)

Intervient sur l'ad n° 148 rectifié de M. Régis Juanico (rapport au
Parlement sur l'efficacité des exonérations sur la rémunération
versée à un sportif par une société sportive au titre de la
commercialisation de l'image collective de son équipe) (p. 3770)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3406)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 753 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 3049)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3535)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : ports maritimes (p. 3536)

Impôts locaux : taxe professionnelle : exonération (p. 3536)

Régions : contrats de projets : transports par eau (p. 3536)

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3536)

Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3536)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3536)

Michel FRANÇAIS

Oise (3^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de la société nationale de programme "La Cinquième" [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Audiovisuel et communication. Télévision. Service public, financement [15 janvier 2008] (p. 184)

Etat. Gouvernement. Politique générale [6 mai 2008] (p. 1898)

Audiovisuel et communication. Télévision. Chaînes publiques, publicité, suppression, conséquences [4 juin 2008] (p. 2900)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 57, posée le 18 décembre 2007. Papiers d'identité. Délivrance (J.O. Questions p. 7892). Appelée le 18 décembre 2007. Communes, coût (p. 5356)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Son intervention (p. 79)

Thèmes :

Culture : crédits (p. 79)

Enseignement : enseignements artistiques (p. 79 et s.)

Jeunes : éducation populaire (p. 80)

MÉDIAS

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4259)

Son intervention (p. 4259)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Audiovisuel extérieur (p. 4260)

Audiovisuel et communication : France 24 (p. 4260)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4259)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4259)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4259 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 4259)

Audiovisuel et communication : TV5 Monde (p. 4260)

Presse et livres : presse (p. 4260)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4262)

Après l'article 60

Intervient sur l'ad n° 250 de M. Patrice Martin-Lalande (indexation de la redevance audiovisuelle sur l'indice des prix à la consommation) (p. 4264)

Reprend l'ad n° 250 de M. Patrice Martin-Lalande (indexation de la redevance audiovisuelle sur l'indice des prix à la consommation) (p. 4265) : rejeté (p. 4265)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Son intervention (p. 33)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 34)

Audiovisuel et communication : France 2 (p. 34)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 34)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 34)

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 34)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 34)

Presse et livres : presse (p. 34)

Presse et livres : publications gratuites (p. 34)

Télécommunications : téléchargement légal (p. 34)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)

Son intervention (p. 2325)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : nomination (p. 2325)

Audiovisuel et communication : médias : pluralisme (p. 2325)

Constitution : révision : institutions (p. 2325)

Président de la République : rôle (p. 2326)

Président de la République : temps de parole (p. 2326)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 2325)

Marc FRANCINA

*Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Arlette FRANCO

*Pyrénées-Orientales (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n°s E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n°s E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n° 694)

Proposition de loi n° 855 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de restaurateur [7 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [4 juin 2008] (p. 2901)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****POLITIQUE DES TERRITOIRES**

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 107)

Thèmes :

Aménagement du territoire : littoral (p. 107)

Aménagement du territoire : tourisme et loisirs (p. 107)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE**Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)**

Son intervention (p. 3746)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative (p. 3746 et s.)

Sports : associations et clubs (p. 3746)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 3747)

Sports : crédits (p. 3746 et s.)

Sports : dopage (p. 3747)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 3747)

Sports : médecine du sport (p. 3747)

Sports : sport de haut niveau (p. 3747)

Sports : sports de loisirs (p. 3746)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)****Après l'article 3**

Son amendement n° 34 (déclaration des animaux d'espèce non domestique) (p. 4826) : retiré (p. 4827)

Jacqueline FRAYSSE

*Hauts-de-Seine (4^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Vice-présidente de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé

Membre suppléante du conseil d'administration de l'établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - [27 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Politique de la santé. [18 décembre 2007] (p. 5372)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [24 juin 2008] (p. 3710)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 300, posée le 3 juin 2008. Urbanisme. Politique de l'urbanisme (J.O. Questions p. 4539). Appelée le 3 juin 2008. La Défense, aménagements, établissements publics (p. 2814)

DÉBATS**Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2261)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2262)
Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2261, 2262)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2261, 2262)
Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2262)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)

Ses interventions (p. 2361 et s.)

Article 19 (information et formation des étudiants membres d'instances universitaires)

Son intervention (p. 2367)

Article 24 (transfert de la propriété de biens mobiliers et immobiliers détenus par l'Etat)

Son intervention (p. 2375)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3105) : rejetée (p. 3112)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3105)
Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3106, 3107)
Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3105, 3110)
Emploi : chômage (p. 3106)
Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3107 et s.)
Entreprises : allègement des charges (p. 3106)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3106 et s.)
Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3107)
Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 3109)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3109)
Professions de santé : internes (p. 3108)
Professions de santé : médecins : installation (p. 3108, 3109)
Professions de santé : médecins généralistes (p. 3108)
Risques professionnels : accidents du travail (p. 3109)
Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 3109)
Santé : accès aux soins (p. 3105)
Sécurité sociale : assurances complémentaires (p. 3106)
Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3106)
Sécurité sociale : cotisations (p. 3110)
Sécurité sociale : déficit (p. 3105)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3105)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal)

Son intervention (p. 3226)

Son amendement n° 206 (de suppression) (p. 3232)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 286 de M. Michel Diefenbacher (suppression de la possibilité pour le fonctionnaire détaché pour l'exercice d'un mandat parlementaire d'acquiescer des droits à pensions dans son régime d'origine pendant la durée de son mandat) (p. 3236)

Son amendement n° 214 (modulation des cotisations sociales patronales selon la variation de la masse salariale de l'entreprise dans la valeur ajoutée globale) (p. 3238) : rejeté (p. 3241)

Son amendement n° 213 (contributions patronale et salariale sur les attributions gratuites d'actions aux salariés) (p. 3245) : rejeté (p. 3249)

Son amendement n° 215 (contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et les produits de placement due au titre des revenus financiers) (p. 3246) : rejeté (p. 3249)

Article 17 (approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales)

Son amendement n° 207 (de suppression) (p. 3310)

Article 18 (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son amendement n° 208 (de suppression) (p. 3311)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Ses amendements n° 216 et 217 (p. 3343)

Après l'article 29

Son amendement n° 364 rectifié (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) : devenu sans objet (p. 3356)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Ses interventions (p. 3363 et s.)

Son amendement n° 365 : adopté (p. 3368)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Son intervention (p. 3372)

Son amendement n° 366 : adopté (p. 3379)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3388)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son amendement n° 209 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3418)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Son amendement n° 210 (de suppression) (p. 3453)

Après l'article 42

Son amendement n° 367 précédemment réservé (instauration d'un coefficient correcteur en faveur des établissements de soin privés à but non lucratif participant au service public hospitalier) : rejeté (p. 3466)

Article 46 précédemment réservé (interruption volontaire de grossesse - IVG - par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale)

Son intervention (p. 3476)

Article 69 (droit de communication)

Son intervention (p. 3503)

Article 70 (extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat - AME - et des soins urgents)

Son intervention (p. 3504)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Son intervention (p. 4505)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4505 et s.)
Etablissements de santé : tarification à l'activité (T2A) (p. 4505 et s.)
Etablissements de santé : établissements privés (p. 4507)
Etablissements de santé : établissements publics (p. 4507)
Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 4506)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : RATP (p. 4507)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 4507)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4312)

Son intervention (p. 4314)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 4314)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 4314)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 4314)
Impôts et taxes : avantages fiscaux : entreprises (p. 4314)
Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 4314)
Recherche : chercheurs (p. 4314)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 72)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 93)

Thèmes :

Armes : permis de port d'arme (p. 93)
Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 72)
Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) (p. 73)
Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 73)
Justice : rétention de sûreté : peines (p. 73)
Justice : victimes (p. 93)
Lois : application : moyens (p. 73)
Santé : maladies mentales : moyens (p. 93)
Système pénitentiaire : réforme (p. 73)
Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 73)
Système pénitentiaire : détenus : soins en détention (p. 73)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 239)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 239)
Politique générale : démocratie (p. 239)
Union européenne : construction européenne (p. 239)

Proposition de loi n° 502 relative aux personnels enseignants de médecine générale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 janvier 2008] (p. 605)

Son intervention (p. 611)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : médecins (p. 611 et s.)
Professions de santé : médecins généralistes : démographie (p. 611 et s.)
Professions de santé : médecins généralistes : enseignement supérieur (p. 611 et s.)
Santé : accès aux soins (p. 612)

Explications de vote et vote [29 janvier 2008]

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 612)

Projet de loi n° 301 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 723)

Son intervention (p. 727)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 727 et s.)
Pharmacie et médicaments : médicaments : récupération (p. 728)
Sang et organes humains : produits humains (p. 727)
Sang et organes humains : produits sanguins (p. 727)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 727)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 733)

Après l'article 2

Son amendement n° 7 (limitation à une durée de cinq ans du renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire) (p. 733) : rejeté (p. 734)

Article 6 (conditions de collecte, de destruction et de redistribution à des fins humanitaire des médicaments non utilisés)

Ses interventions (p. 734 et s.)

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 738)

Ses explications de vote (p. 738)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 738)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Ses explications de vote sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 811)

Thèmes :

Parlement : motion proposant le référendum (p. 811)
Président de la République (p. 811)
Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 811)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1245, 1262 et s., 1272)

Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1541)

Son intervention (p. 1547)

Thèmes :

Droit pénal : manipulation mentale (p. 1548)
Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 1548)
Femmes : politique à l'égard des femmes : anorexie (p. 1548)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : anorexie (p. 1547 et s.)
Santé : anorexie (p. 1547 et s.)
Santé : maladies mentales (p. 1547)
Santé : prévention (p. 1547 et s.)

Explications de vote et vote [15 avril 2008] (p. 1556)

Ses explications de vote (p. 1556)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1556)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)

Son intervention (p. 2322)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias : pluralisme (p. 2322)
 Audiovisuel et communication : médias : Vivendi (p. 2322)
 Audiovisuel et communication : TF1 : cahier des charges (p. 2322)
 Politique économique : mondialisation (p. 2323)
 Président de la République : temps de parole (p. 2322)
 Secteur public : services publics : médias (p. 2323)
 Sociétés : conseils d'administration : journalistes (p. 2323)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3617)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 3618 et s.)
 Etablissements de santé : tarification à l'activité (T2A) (p. 3619)
 Etablissements de santé : établissements privés (p. 3618)
 Etablissements de santé : établissements publics (p. 3618)
 Professions de santé : infirmiers (p. 3619)
 Professions de santé : médecins généralistes (p. 3618)
 Santé : accès aux soins (p. 3617 et s.)
 Santé : santé publique (p. 3617 et s.)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3618 et s.)
 Sécurité sociale : franchise (p. 3618 et s.)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

CRÉDITS DE LA SANTÉ

Son intervention (p. 3965)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 3966)
 Etablissements de santé : centres de santé : communes (p. 3966)
 Santé : accès aux soins (p. 3967)
 Santé : prévention : médecins (p. 3965 et s.)
 Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3965)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 3965)
 Travail : médecine du travail (p. 3966)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4211, 4271)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4284)

Pierre FROGIER

*Nouvelle-Calédonie (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) [J.O. du 11 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3693)

Thèmes avant la procédure des questions :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 3694)
 Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Accord de Nouméa (p. 3693)
 Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 3693)
 Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : minerais (p. 3694)
 Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : recherche développement (p. 3694)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Son intervention (p. 4556)

Thèmes :

Communes : autonomie (p. 4556)
 Outre-mer : institutions : transparence (p. 4556)

Yves FROMION

*Cher (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Défense - [4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement (n° 13) [4 juillet 2007]

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission de vérification des fonds spéciaux [J.O. du 2 août 2007]

Président de la commission de vérification des fonds spéciaux [J.O. du 9 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de la défense [J.O. du 26 décembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat, portant création d'une délégation parlementaire au renseignement (n° 13) [17 juillet 2007] (n° 79)

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Défense - Environnement et prospective de la politique de défense (n° 280) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2007 [25 juin 2008] (n° 1003)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)

Son intervention (p. 2434)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 2434)

Défense : services secrets : personnel (p. 2435)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2434)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : auditions (p. 2435)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : compétences (p. 2434)

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Article unique (création de la délégation parlementaire au renseignement : composition, compétences, pouvoirs, travaux de la délégation)

Ses interventions (p. 2445 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 4118)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations : armements et équipements (p. 4118)

Défense : recherche développement (p. 4118)

Défense : NEXTER (p. 4119)

Union européenne : politique de la défense (p. 4118)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 11)

Thème :

Gendarmerie : réservistes (p. 11)

Jean-Claude FRUTEAU

La Réunion (5^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) - Écologie, développement et aménagement durables - [18 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. des 11 août 2007 et 13 juin 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome III : Écologie, développement et aménagement durables - Transports aériens et météorologie - Contrôle et exploitation aériens (n° 278) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n°s E 3666, E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes n°s E 3379, E 3383, E 3426, E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Nouvelle Calédonie. Avenir, déclarations du secrétaire d'État chargé de l'outre-mer [17 octobre 2007] (p. 2833)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [24 juin 2008] (p. 3715)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 23 (création de fondations par les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)

Son intervention (p. 2372)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 3960)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3961)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3960)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3961)

Transports aériens : aéroports : sécurité (p. 3961)

Transports aériens : Air France (p. 3960)

Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) (p. 3960 et s.)

Transports aériens : compagnies à bas prix : droit du travail (p. 3960)

Transports aériens : sécurité (p. 3961)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3697)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3698)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3698)

Logement : logement social : La Réunion (p. 3698)

Outre-mer : politique économique (p. 3698)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3698)

Outre-mer : zones franches globales d'activités (p. 3698)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Son intervention (p. 3739)

Thèmes :

Eau : épuration : La Réunion (p. 3740)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3739)

Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3739)

Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3739)

G

Jean-Louis GAGNAIRE

*Loire (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les
comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'information commune sur la mesure des
grands indices économiques et sociaux (désigné par la commission
des affaires économiques) [J.O. du 27 novembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de
l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles
[J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007*

Son intervention (p. 106)

Thèmes :

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 106)

Politique économique : Agence française pour les investissements
internationaux (AFII) (p. 106)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 106)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008]
(p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ;
[10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12
juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)**

*Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les
petits entrepreneurs)*

Son intervention (p. 2928)

*Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités
commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)*

Ses interventions (p. 2945 et s.)

*Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux
d'habitation comme locaux professionnels)*

Son intervention (p. 2959)

*Article 33 (délégation à certaines collectivités territoriales de la
fonction d'autorité de gestion et de certification de fonds structurels,
pour la période 2007-2013)*

Son intervention (p. 3192)

Son amendement n° 603 (p. 3192)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Ses interventions (p. 3207 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad n° 436 de la commission (extension à Alternext
du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité)
(p. 3214)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3231)

Geneviève GAILLARD

*Deux-Sèvres (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du comité national de l'initiative française pour les récifs
coralliens (IFRECOR) [J.O. du 11 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 289 tendant à la création d'une
commission d'enquête sur l'argent de la corrida en France : sur son
réel poids et ses enjeux économiques locaux, sur son opacité
financière et sur la régularité de la mobilisation d'argent public et
des pratiques commerciales qui la soutiennent [16 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation
[5 février 2008] (p. 721)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir
d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12
juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907,
1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)**

*Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des
intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de
l'habitation principale)*

Son amendement n° 281 (p. 1857)

**Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de
l'environnement**

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2591)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2592)

Collectivités territoriales : compétences : environnement (p. 2592)

Energie et carburants : biocarburants (p. 2592)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2592)

Environnement : charte de l'environnement (p. 2592)

Environnement : développement durable (p. 2592)

Environnement : Grenelle de l'environnement : organisation
(p. 2591)

Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires
(p. 2591)

Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2591)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)
Son intervention (p. 3976)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 3977)
- Environnement : recherche développement (p. 3977)
- Environnement : biodiversité : protection (p. 3976)
- Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3976)
- Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 3977)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)
Son intervention (p. 4806)

Thèmes :

- Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4807)
- Animaux : animaux dangereux : contrôle vétérinaire (p. 4807)
- Animaux : chiens dangereux : euthanasie (p. 4806)
- Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4807)
- Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4807)
- Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4806)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 1er A (observatoire national du comportement canin)
Son intervention (p. 4823)

Après l'article 2

Son amendement n° 41 (agrément par le préfet des prestataires de formations relatives à l'éducation canine) : rejeté (p. 4825)

Intervient sur l'adt n° 83 troisième rectification de M. Éric Ciotti (création d'un permis de détention pour les chiens dangereux mentionnés à l'article L. 211-12 du Code rural) (p. 4826)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 34 de Mme Arlette Franco (déclaration des animaux d'espèce non domestique) (p. 4827)

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de la commission (création d'un fichier national canin) (p. 4828)

Intervient sur le sous-adt n° 111 rectifié de M. Antoine Herth (inscription au fichier des chats et animaux de vente) à l'adt n° 8 rectifié de la commission (p. 4828)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)
Son intervention (p. 4830)

Article 4 bis (évaluation comportementale pour les gros chiens)
Son intervention (p. 4831)

Article 5 (interdiction de détenir un chien de première catégorie né après le 7 janvier 2000)
Son intervention (p. 4831)

Après l'article 5 quater

Intervient sur l'adt n° 44 de M. Antoine Herth (limitation du nombre annuel de chiens d'élevage vendus) (p. 4833)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)
Son intervention (p. 4835)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 96 de M. Éric Ciotti (aggravation des sanctions pénales applicables en cas de trafic de chiens de première catégorie) (p. 4839)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1092)

Thèmes :

- Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : animaux (p. 1093)
- Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1092)
- Environnement : principe de précaution (p. 1092)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 344 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1220)

Avant l'article 3

Son amendement n° 407 précédemment réservé (remplacement du terme "coexistence" (entre cultures) par "protection des") (p. 1326) : rejeté (p. 1327)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3731)

Thèmes :

- Conseil constitutionnel : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 3731)
- Environnement : dommages à l'environnement : responsabilité (p. 3731)
- Mer et littoral : pollution (p. 3731)

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3754 et s., 3762 et s., 3785 et s., 3796)

Cécile GALLEZ

*Nord (21^{ème} circonscription)
Non inscrit
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Devenue députée le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

Rapporteuse de la proposition de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (n° 301) [26 septembre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 459 relative au développement de l'offre locative privée à loyers sociaux dans l'ancien [5 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (n° 301) [5 décembre 2007] (n° 451)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 89, posée le 8 janvier 2008. Personnes âgées. Foyers-logements (J.O. Questions p. 117). Appelée le 8 janvier 2008. Tarification (p. 22)

DÉBATS

Projet de loi n° 301 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 723)

Son intervention (p. 724)

Thèmes :

Bioéthique : assistance médicale à la procréation (AMP) (p. 725)
Pharmacie et médicaments : médicaments : personnes défavorisées (p. 726)
Pharmacie et médicaments : médicaments : récupération (p. 725)
Recherche : recherche médicale (p. 725)
Sang et organes humains : produits humains (p. 725)
Sang et organes humains : produits sanguins (p. 725)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 725)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 733)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 733 à 738)

Article 6 (conditions de collecte, de destruction et de redistribution à des fins humanitaire des médicaments non utilisés)

Son intervention (p. 734)

Après l'article 6

Son amendement n° 15 (compétences des officines en matière de préparations pharmaceutiques) : adopté après modification (p. 737)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2070)

Son intervention (p. 2073)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 2074)
Droit pénal : discrimination (p. 2073 et s.)
Femmes : droits : discrimination (p. 2074)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 2073 et s.)
Travail : droit du travail : discrimination (p. 2074)

Explications de vote et vote [14 mai 2008] (p. 2076)

Ses explications de vote (p. 2073)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2074)

Sauveur GANDOLFI-SCHEIT

*Haute-Corse (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 700 tendant à honorer les anciens combattants de la guerre 1939-1945 de la Croix de chevalier de la Légion d'honneur [7 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Télécommunications. Téléphone et Internet. Opérateurs, pratiques commerciales [3 juin 2008] (p. 2835)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 165, posée le 25 mars 2008. Enseignement. Programmes (J.O. Questions p. 2478). Appelée le 25 mars 2008. Histoire (p. 893)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2534)

Son amendement n° 7 rectifié (p. 2541)

Guillaume GAROT

*Mayenne (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 26 septembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 septembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme
[13 novembre 2007] (p. 4016)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Idiart (frais d'obsèques : TVA au taux réduit) (p. 1864)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son intervention (p. 1873)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son amendement n° 317 (p. 1957)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2501)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : contrefaçon (p. 2502)

Justice : procédures : contrefaçon (p. 2503)

Ministères et secrétariats d'Etat : moyens : contrefaçon (p. 2503)

Pharmacie et médicaments : médicaments : contrefaçon (p. 2502)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pays en développement (p. 2503)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2504)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : aggravation des peines (p. 2503)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : Chine (p. 2502)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : emploi (p. 2502)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : impôts et taxes (p. 2502)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : Internet (p. 2502)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : juridictions spécialisées (p. 2503)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : sécurité (p. 2503)

Union européenne : coopération policière et pénale : contrefaçon (p. 2503)

Union européenne : directives : délais (p. 2502)

Discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2514)

Article 3 (régime juridique applicable à la contrefaçon de dessins et modèles nationaux)

Son sous-amendement n° 89 à l'ad n° 6 de la commission (p. 2516)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 90 (analyse des échantillons par un expert indépendant désigné par le juge) à l'ad n° 8 rectifié de la commission (régime de retenue douanière en matière de contrefaçons de dessins et modèles) : rejeté (p. 2517)

Article 20 (mesures provisoires et conservatoires, saisie-contrefaçon et droit d'information en matière de contrefaçon d'obtentions végétales)

Son sous-amendement n° 91 à l'ad n° 18 de la commission (p. 2521)

Article 24 (mesures provisoires et conservatoires en matière de contrefaçon de marques)

Son sous-amendement n° 92 à l'ad n° 26 de la commission (p. 2522)

Article 28 (transposition de la directive en matière d'indications géographiques)

Son sous-amendement n° 93 à l'ad n° 36 rectifié de la commission (p. 2524)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2504)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 18

Son amendement n° 169 (frais de formation professionnelle dans l'enseignement supérieur exposés par les salariés : crédit d'impôt de 50 % limité à 5 000 €) (p. 5090) : rejeté (p. 5091)

Jean-Paul GARRAUD

Gironde (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Justice - [11 juillet 2007]

Membre de la commission de suivi de la détention provisoire [J.O. du 11 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Justice et accès au droit - [4 juin 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IV : Justice - Accès au droit (n° 281) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 795 ayant pour objet de redéfinir les contours de l'apprentissage de la conduite afin de réconcilier les usagers avec le permis de conduire [9 avril 2008]

Proposition de loi n° 938 visant à supprimer les marques fiscales sur les bouteilles de vin françaises [4 juin 2008]

Proposition de résolution n° 1051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique nationale de protection des mineurs contre la pornographie [15 juillet 2008]

Proposition de loi n° 1116 visant à compléter le classement des grands crus de Saint-Emilion [23 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Malades dangereux, permission de sortie, opportunité [10 octobre 2007] (p. 2680)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Juge inadmissibles les propos de l'opposition tendant à faire accroire que l'on ne se soucie pas des droits de l'homme [9 janvier 2008] (p. 112)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Son amendement n° 97 (transmission d'entreprises - exonération de 75 % prévue par les articles 787 B et 787 C du code général des impôts portée à 100 %) : retiré (p. 2960)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 4170)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : effectifs (p. 4170)

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4170)

Justice : frais de justice (p. 4170)

Justice : greffiers : primes (p. 4170)

Justice : magistrats : primes (p. 4170)

Justice : tribunaux : sécurité (p. 4170)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 55)

Son intervention (p. 69)

Thèmes :

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 55, 69)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 70)

Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 55, 69)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 56)

Justice : juge de l'application des peines (p. 70)

Justice : rétention de sûreté (p. 56, 70)

Justice : rétention de sûreté : soins (p. 70)

Justice : victimes (p. 55, 69)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son intervention (p. 102)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 112)

Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)

Son intervention (p. 121)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3987)

Daniel GARRIGUE

Dordogne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Recherche et enseignement supérieur - [11 juillet 2007]

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 13 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'Union européenne et les fonds souverains (E 3328) (n° 964) [2 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Recherche et enseignement supérieur - [16 juillet 2008]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2009 (E 3891) (n° 1031) [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 juin au 29 juin 2007 (n° E 3565) et sur les textes n°s E 2451, E 3136, E 3144, E 3199, E 3320, E 3351, E 3370, E 3374, E 3380, E 3389 annexe 2 à E 3389 annexe 5, E 3421, E 3468, E 3470 à E 3474, E 3477 à E 3479, E 3481 à E 3492, E 3495 à E 3500, E 3502, E 3503, E 3505 à E 3508, E 3510, E 3512 à E 3515, E 3517 à E 3533, E 3535 à E 3540, E 3545 à E 3547, E 3550, E 3552 à E 3554, E 3559, E 3561, E 3562, E 3569 et E 3574 [11 juillet 2007] (n° 70)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 20 juillet 2007 (n°s E 3568, E 3571, E 3575, E 3577, E 3584, E 3588 et E 3589) et sur les textes n°s E 3380, E 3511, E 3555, E 3556, E 3558 et E 3594 [25 juillet 2007] (n° 105)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 32 : Recherche et enseignement supérieur - Recherche (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 septembre au 25 octobre 2007 (n°s E 3389 annexe 7, E 3620 à E 3622, E 3624 à E 3626, E 3648 à E 3650, E 3656, E 3658 et E 3659) et sur les textes n°s E 3245, E 3363, E 3390, E 3453, E 3455, E 3456, E 3501, E 3516, E 3544, E 3563, E 3564, E 3570, E 3586, E 3593, E 3597, E 3600, E 3602 à E 3604, E 3611, E 3613, E 3614, E 3617, E 3665, E 3669, E 3674 et E 3683 [21 novembre 2007] (n° 434)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n°s E 3666, E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes n°s E 3379, E 3383, E 3426,

E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

Proposition de résolution n° 964 sur l'Union européenne et les fonds souverains (E 3328) [17 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les fonds souverains, révéléurs de nos propres faiblesses (E 3328) [17 juin 2008] (n° 963)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n° E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n°s E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3738, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n° 1054)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Daniel Garrigue, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'Union européenne et les fonds souverains (E 3328) (n° 964) [16 juillet 2008] (n° 1056)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Marc Laffineur, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2009 (E 3891) (n° 1031) [16 juillet 2008] (n° 1057)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Traité de Lisbonne. Ratification, modalités [15 janvier 2008] (p. 182)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne qu'un amendement ayant reçu un avis favorable de la commission n'ait pas été appelé en séance en raison de l'absence de son auteur [27 mai 2008] (p. 2528)

Maintient son amendement tendant à la création d'une commission des affaires européennes, même si certains considèrent qu'il s'agit d'une mesure réglementaire [28 mai 2008] (p. 2625)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)
Son intervention (p. 1694)

Thèmes :

Impôts et taxes : patrimoine (p. 1695)
Politique économique : croissance (p. 1695)
Union européenne : construction européenne (p. 1695)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)
Son intervention (p. 1998)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1998)
Finances publiques : dépenses en capital (p. 1998)
Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 1998)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1998)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 1998)
Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 1998)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)
Son intervention (p. 2033)

Thèmes :

Collectivités territoriales : fiscalité (p. 2033)
Commerce extérieur (p. 2034)
Finances publiques : dépenses en capital (p. 2034)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2033 et s.)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2033)
Politique économique : croissance (p. 2033 et s.)
Politiques communautaires (p. 2034)
Recherche : innovation (p. 2034)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2034)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2289)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2865)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2866)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2865)
Politique économique : libéralisme : compétitivité (p. 2865)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 2865)
Union européenne : euro (p. 2865)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3870)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pays étrangers : Allemagne (p. 3870)
Pays étrangers : Asie (p. 3871)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3870)
Pays étrangers : pays en développement : hôpitaux (p. 3871)
Pays étrangers : Russie (p. 3870)
Relations internationales : Afrique du Nord (p. 3870)
Relations internationales : coopération (p. 3871)
Union européenne : institutions : Président (p. 3870)
Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 3870)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)
Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4315 à 4319)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4315)

Après l'article 47

Intervient sur l'ad n° 207 rectifié de la commission (remise d'un rapport sur la possibilité pour les établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) de verser des rémunérations complémentaires à leurs personnels titulaires) (p. 4319)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :
- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 97)

Thèmes :

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 98)
Recherche : contractuels (p. 97)
Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 98)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 97)
 Recherche : chercheurs (p. 98)
 Recherche : recherche développement (p. 98)
 Recherche : recherche fondamentale (p. 97)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
 ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Son amendement n° 292 (p. 4321) : adopté après rectification
 (suppression du gage) (p. 4322)

**Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale
 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ;
 [24 octobre 2007] (p. 3162)**

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude
 Sandrier (p. 3105) : rejetée (p. 3112)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie
 universelle (CMU) (p. 3105)
 Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des
 dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3106, 3107)
 Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3105,
 3110)
 Emploi : chômage (p. 3106)
 Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3107 et s.)
 Entreprises : allègement des charges (p. 3106)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3106 et s.)
 Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A)
 (p. 3107)
 Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 3109)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3109)
 Professions de santé : internes (p. 3108)
 Professions de santé : médecins : installation (p. 3108, 3109)
 Professions de santé : médecins généralistes (p. 3108)
 Risques professionnels : accidents du travail (p. 3109)
 Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 3109)
 Santé : accès aux soins (p. 3105)
 Sécurité sociale : assurances complémentaires (p. 3106)
 Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3106)
 Sécurité sociale : cotisations (p. 3110)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3105)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3105)

**Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre
 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362,
 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)**

*Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage
 quadriannuel)*

Son intervention (p. 3226)

Son amendement n° 206 (de suppression) (p. 3232)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad. n° 286 de M. Michel Dieffenbacher (suppression
 de la possibilité pour le fonctionnaire détaché pour l'exercice d'un
 mandat parlementaire d'acquiescer des droits à pensions dans son
 régime d'origine pendant la durée de son mandat) (p. 3236)

Son amendement n° 214 (modulation des cotisations sociales
 patronales selon la variation de la masse salariale de l'entreprise
 dans la valeur ajoutée globale) (p. 3238) : rejeté (p. 3241)

Son amendement n° 213 (contributions patronale et salariale sur les
 attributions gratuites d'actions aux salariés) (p. 3245) : rejeté
 (p. 3249)

Son amendement n° 215 (contribution additionnelle sur les revenus
 du patrimoine et les produits de placement due au titre des revenus
 financiers) (p. 3246) : rejeté (p. 3249)

*Article 17 (approbation du montant de la compensation des
 exonérations de cotisations sociales)*

Son amendement n° 207 (de suppression) (p. 3310)

*Article 18 (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des
 régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes
 concourant au financement des régimes obligatoires de base)*

Son amendement n° 208 (de suppression) (p. 3311)

*Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle
 des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)*
 Ses amendements n° 216 et 217 (p. 3343)

Après l'article 29

Son amendement n° 364 rectifié (études postérieures à l'autorisation
 de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en
 cas de non-réalisation ou de retard) : devenu sans objet (p. 3356)

*Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des
 médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses
 primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les
 médecins conventionnés)*

Ses interventions (p. 3363 et s.)

Son amendement n° 365 : adopté (p. 3368)

*Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des
 professionnels de santé et de financement de la permanence des soins
 par les missions régionales de santé - MRS)*

Son intervention (p. 3372)

Son amendement n° 366 : adopté (p. 3379)

*Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du
 territoire)*

Son intervention (p. 3388)

*Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les
 transports et les actes paramédicaux)*

Son amendement n° 209 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC
 (p. 3418)

*Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à
 l'application de la tarification à l'activité
 - T2A - aux établissements de santé)*

Son amendement n° 210 (de suppression) (p. 3453)

Après l'article 42

Son amendement n° 367 précédemment réservé (instauration d'un
 coefficient correcteur en faveur des établissements de soin privés à
 but non lucratif participant au service public hospitalier) : rejeté
 (p. 3466)

*Article 46 précédemment réservé (interruption volontaire de
 grossesse - IVG - par voie médicamenteuse en centre de planification
 ou d'éducation familiale)*

Son intervention (p. 3476)

Article 69 (droit de communication)

Son intervention (p. 3503)

*Article 70 (extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide
 médicale de l'Etat - AME - et des soins urgents)*

Son intervention (p. 3504)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
 [22 novembre 2007] (p. 4493)**

Son intervention (p. 4505)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4505 et s.)
 Etablissements de santé : tarification à l'activité (T2A) (p. 4505 et
 s.)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 4507)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 4507)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 4506)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : RATP (p. 4507)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 4507)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)
Son intervention (p. 170)

Thèmes :

Traité et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 170)
Union européenne : services publics (p. 171)
Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 171)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)
Son intervention (p. 233)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 240)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 233)
Parlement : rôle (p. 233)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 240)
Union européenne : institutions (p. 233)
Union européenne : politique de la défense (p. 240)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)
Son intervention (p. 2405)

Article 6 (droit de grâce)
Son intervention (p. 2428)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)
Son rappel au règlement (cf supra) [27 mai 2008] (p. 2528)

Article 11 (domaine de la loi)
Son intervention (p. 2542)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 393 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575)

Intervient sur l'adt n° 434 de M. Noël Mamère (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)
Son intervention (p. 2577)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)
Son amendement n° 19 (p. 2617)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2625)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)
Son intervention (p. 2652)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)
Ses interventions (p. 2667 et s.)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)
Son intervention (p. 2685)

Article 27 (conséquence d'une inconstitutionnalité prononcée en réponse à une question préjudicielle)
Son amendement n° 140 (p. 2692)

Après l'article 27

Son amendement n° 141 (réserves interprétatives du Conseil constitutionnel) (p. 2692) : rejeté (p. 2693)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement n° 20 deuxième rectification : adopté (p. 2721)

Son amendement n° 22 (p. 2721)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2724)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1er (garantie du pluralisme politique)
Son intervention (p. 4417)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4424)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement n° 50 rectifié (p. 4508)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses interventions (p. 3239, 3258)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)
Son intervention (p. 5200)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5200)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5200)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 1 (p. 5383)

Ses interventions (p. 5389)

Claude GATIGNOL

*Manche (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 11 juillet 2007]

Membre du haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire [J.O. des 2 août 2007 et 29 février 2008]

Membre titulaire de l'observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. des 11 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n°1248 relative à l'attribution de la carte du combattant pour les militaires ayant quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [12 novembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Pollution électromagnétique. Conséquences, santé [2 avril 2008] (p. 1138)

DÉBATS

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1114)

Thèmes :

Environnement : principe de précaution (p. 1114)

Recherche : biotechnologies (p. 1114)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1114)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 2 (*Haut conseil des biotechnologies*)

Ses amendements n°s 321 à 323 (p. 1249 et s.)

Avant l'article 3

Son sous-amendement n° 348 (remplacer "organismes génétiquement modifiés" par "cultures de plantes génétiquement modifiées") à l'ad n° 45 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (possibilité pour les organismes de défense et de gestion ou pour l'Institut national de l'origine et de la qualité de proposer à l'autorité administrative toute mesure particulière de renforcement de la protection d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine concernant les organismes génétiquement modifiés) (p. 1331) : rejeté (p. 1332)

Article 3 précédemment réservé (*mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques*)

Son sous-amendement n° 347 à l'ad n° 41 rectifié de la commission (p. 1397)

Jean GAUBERT

*Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de l'observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Économie - [18 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Développement et régulation économiques - Régulation économique - Consommation (n° 278) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole [23 janvier 2008] (n° 628)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche. [19 décembre 2007] (p. 5434)

DÉBATS

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 6 (*pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs*)

Son intervention (p. 2383)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : jeunes agriculteurs : installation (p. 4030)

Agriculture : prêts bonifiés (p. 4030)

Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4029)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 4029)

Politiques communautaires : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4030)

Politiques communautaires : politique agricole commune : droits à paiement unique (DPU) (p. 4029)

Procédure des questions :

Agriculture : agriculture biologique : aides (p. 4066)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 4073 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 214 du Gouvernement (détermination du montant du droit sur les produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée) (p. 4079)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Ses interventions (p. 10, 15, 26)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : aides à l'exportation (p. 16)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 26)
 Commerce extérieur : balance commerciale : déficit (p. 15)
 Commerce extérieur : douanes (p. 10)
 Commerce extérieur : missions économiques (p. 15)
 Consommation : associations de consommateurs : crédits budgétaires (p. 11)
 Consommation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 10)
 Consommation : protection des consommateurs (p. 11)
 Énergie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) : moyens (p. 11)
 Politiques communautaires : aides communautaires : agroalimentaire (p. 16)
 Sécurité sociale : visiteurs médicaux (p. 27)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires : importations (p. 3853)
 Élevage : maladies du bétail : importations (p. 3855)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4430) : rejetée (p. 4438)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 4432)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4432)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4432)
 Commerce extérieur : importations : grande distribution (p. 4431)
 Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4433)
 Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 4434)
 Énergie et carburants : pétrole : prix (p. 4430)
 Énergie et carburants : politique énergétique : libéralisation (p. 4431)
 Politique économique : indice des prix : calcul (p. 4431)
 Politique économique : inflation : matières premières (p. 4430)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4430)
 Politique sociale : surendettement (p. 4431 et s.)
 Télécommunications : numéros surtaxés (p. 4433)
 Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 4430)
 Travail : rémunération : stock options (p. 4431)
 Travail : salaires (p. 4431)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 88 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervient sur l'ad n° 205 de M. Alain Vidalies (prohibition du consentement tacite du consommateur) (p. 4481)

Son amendement n° 81 rectifié (police de caractères utilisée pour indiquer le taux de crédit promotionnel sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4482) : retiré (p. 4483)

Son amendement n° 80 (mention du coût total, du taux effectif global et du montant des remboursements sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4482) : retiré (p. 4483)

Son amendement n° 112 (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4483) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4485)

Son amendement n° 76 (interdiction de la publicité pour les crédits renouvelables) (p. 4485) : rejeté (p. 4486)

Intervient sur l'ad n° 78 de M. Alain Vidalies (inopposabilité d'une créance née de l'ouverture d'un crédit renouvelable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté ou de l'indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) (p. 4515)

Intervient sur l'ad n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4518)

Son amendement n° 77 (mention obligatoire du taux de l'usure sur les offres de prêt) (p. 4521) : rejeté (p. 4523)

Son amendement n° 79 (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4617) : rejeté (p. 4619)

Son amendement n° 74 (création d'un fichier national des crédits aux consommateurs) (p. 4619) : rejeté (p. 4624)

Intervient sur l'ad n° 316 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4625)

Intervient sur l'ad n° 309, deuxième rectification de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur l'ampleur et l'opportunité du travail à temps partiel dans le secteur de la grande distribution, ainsi que sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s de ce secteur) (p. 4627)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 114 (rapport public au Premier Ministre de la commission d'examen des pratiques commerciales sur l'évolution des marges pratiquées par les distributeurs) (p. 4629) : rejeté (p. 4630)

Son amendement n° 113 (rapport public au Premier Ministre de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes au ministre chargé des finances sur l'évolution des pratiques de marges dans la distribution) (p. 4629) : rejeté (p. 4630)

Intervient sur l'ad n° 300 rectifié de M. Daniel Paul (organisation d'un Grenelle des salaires, entre les représentants syndicaux, patronaux et l'État) (p. 4631)

Intervient sur l'ad n° 313 de M. Daniel Paul (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences de la très faible revalorisation du SMIC) (p. 4632)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Ses interventions (p. 4637, 4640 et s.)

Son amendement n° 126 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4641)

Après l'article 1er

Son amendement n° 129 (sanctions pécuniaires du non respect du seuil de revente à perte) (p. 4647) : rejeté (p. 4648)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Ses interventions (p. 4650, 4453 et s.)

Ses amendements n°s 128 (de suppression) et 148 rectifié (p. 4652 et s.)

Ses amendements n° 133 et 134 (p. 4656 et s.)

Après l'article 2

Son amendement n° 269 (limitation de la coopération commerciale à la seule première mise en rayon) (p. 4662) : rejeté (p. 4663)

Son amendement n° 267 (interdiction de la facturation du référencement des produits par un distributeur) (p. 4662) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4663)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 238 de Mme Danielle Bousquet (clause de révision de prix en cas d'évolution du coût des matières premières) (p. 4705)

Son amendement n° 105 rectifié (détermination de la date de facturation) : rejeté (p. 4705)

Son amendement n° 265 rectifié (détermination du début du délai de paiement) (p. 4705) : rejeté (p. 4706)

Article 4 (dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Ses amendements n^{os} 127 rectifié et 82 (p. 4710 et s.)

Article 5 (possibilité de demander réparation du préjudice subi du fait de la non communication des conditions générales de vente)
Son amendement n^o 83 (de suppression) (p. 4711)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n^o 3 de la commission des lois (coordination des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales) (p. 4712)

Intervient sur l'adt n^o 220 de M. Jean Dionis du Séjour (adaptation aux denrées périssables des règles relatives aux ventes de marchandises illicites) (p. 4713)

Intervient sur l'adt n^o 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n^o 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4714)

Intervient sur l'adt n^o 194 de M. Alain Suguenot (alignement des délais de paiement des raisins et des moûts sur ceux applicables aux vins) (p. 4716)

Son amendement n^o 263 (interdiction des retours d'invendus au fournisseur) (p. 4718) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4720)

Intervient sur le sous-adt n^o 329 de M. Philippe Folliot (sauf accord explicite du fournisseur) à son amendement n^o 263 (p. 4720)

Son amendement n^o 257 (groupement d'intérêt commercial et artisanal des commerçants et artisans des centres villes ou des zones touristiques) (p. 4722) : rejeté (p. 4723)

Son amendement n^o 262 (interdiction du démarchage commercial téléphonique sans le consentement exprès de la personne concernée) : rejeté (p. 4725)

Son amendement n^o 208 (rapport au Parlement relatif à la possibilité de mettre en place une signalétique particulière mentionnant les produits surgelés ou préparés hors les murs dans les hôtels, cafés et restaurants) (p. 4725) : rejeté (p. 4726)

Intervient sur l'adt n^o 312 de M. André Chassaing (rapport au Parlement sur les moyens à accorder à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) (p. 4727)

Son amendement n^o 209 rectifié (création d'un médiateur de la consommation) (p. 4727) : rejeté (p. 4728)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n^o 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4731)

Son amendement n^o 119 (gratuité des numéros de téléphone d'accès aux services après-vente, services d'assistance technique ou tout autre service chargé du traitement des réclamations se rapportant à l'exécution d'un contrat de vente ou de louage d'un bien ou service conclu avec un professionnel) : rejeté (p. 4731)

Son amendement n^o 106 (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

Son amendement n^o 101 (motivation et justification des clauses de durée minimale d'engagement ou de frais de résiliation dans les contrats de service de communications électroniques) : rejeté (p. 4732)

Son amendement n^o 99 (motivation et justification des sommes forfaitaires dues lors de la résiliation d'un contrat de services de communications électroniques) : rejeté (p. 4732)

Son amendement n^o 98 (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques) (p. 4732) : rejeté (p. 4734)

Son amendement n^o 203 (interdiction des modifications tacites d'une offre de fourniture d'un service de communications électroniques) : rejeté (p. 4734)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son intervention (p. 4741)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n^o 183 de Mme Laure de La Raudière (accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits mis à disposition de façon accessoire) (p. 4745)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Ses interventions (p. 4749 et s.)

Son amendement n^o 122 : adopté (p. 4749)

Son amendement n^o 255 (p. 4751)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n^o 237 de M. Pierre-Christophe Baguet (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de proposer une offre commerciale familiale) (p. 4759)

Après l'article 8

Reprend l'adt n^o 172 de Mme Marie-Anne Montchamp (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4760) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4762)

Avant l'article 9

Son amendement n^o 268 (réglementation des prêts à taux variable) : rejeté (p. 4762)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses interventions (p. 4765 et s.)

Ses amendements n^{os} 207 rectifié et 111 (p. 4766 et s.)

Après l'article 10

Son amendement n^o 130 (interdiction des dates de valeur) : rejeté (p. 4771)

Son amendement n^o 124 (définition et financement du service bancaire universel assumé par la Banque postale) : rejeté (p. 4771)

Son amendement n^o 84 (information sur les délais de livraison des produits ou services) (p. 4773) : adopté après modification (p. 4774)

Son amendement n^o 202 (assimilation des allégations fausses ou trompeuses sur l'impact sur l'environnement de biens ou services à des pratiques commerciales trompeuses) : rejeté (p. 4774)

Son amendement n^o 107 (lisibilité des mentions légales sur les publicités) : rejeté (p. 4774)

Son amendement n^o 97 (extension aux salons et foires du délai de rétractation de sept jours) : rejeté (p. 4774)

Son amendement n^o 96 (interdiction de vente de biens et services à usage prohibé) (p. 4774) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n^o 206 (abrogation de l'article L. 136-1 du Code de la consommation relatif à la reconduction tacite des contrats) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n^o 108 (règles de modification des caractéristiques essentielles d'un contrat par le professionnel et de résiliation par le consommateur et le professionnel) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n^o 120 (interdiction d'invoquer comme cause exonératoire de garantie par un réseau de concessionnaires automobiles l'entretien régulier d'un véhicule par un professionnel extérieur à ce réseau) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n^o 147 (interdiction des demandes de versement de frais autres que ceux résultants de la réparation expressément acceptée par le consommateur durant le temps de la garantie) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n^o 146 (colocation dans les logements locatifs sociaux) (p. 4776) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4777)

Son amendement n^o 142 (délai maximal de restitution du dépôt de garantie par le bailleur fixé à 1 mois) : rejeté (p. 4778)

Son amendement n^o 144 (justification par le bailleur des sommes retenues sur le dépôt de garantie) : rejeté (p. 4778)

Son amendement n^o 145 (majoration des indemnités versées au locataire en cas de restitution tardive du dépôt de garantie par le bailleur) : rejeté (p. 4778)

Son sous-amendement n° 274 (mention de la consommation d'énergie et d'autres ressources essentielles sur les étiquettes) à l'adit n° 50 de la commission (étiquetage écologique des produits) (p. 4778) : devenu sans objet (p. 4779)

Son amendement n° 100 (étiquetage du bilan carbone d'un produit) : rejeté (p. 4780)

Son amendement n° 121 (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de l'électricité) (p. 4780) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 204 (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de gaz) (p. 4780) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 132 (obligation pour tout fournisseur d'énergie d'adresser à chacun de ses clients une information détaillée de son profil de consommation avec chaque facture) (p. 4780) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 109 (attribution de nouvelles missions à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 110 (obligation de faire figurer dans le rapport annuel d'un délégataire d'un contrat de service public la marge réalisée par ce délégataire) : rejeté (p. 4781)

Son amendement n° 123 (application du taux réduit de TVA aux petits services de réparation de bicyclettes) (p. 4781) : rejeté (p. 4782)

Son amendement n° 266 (interdiction de la vente de matériels de rééducation et paramédicaux en dehors d'offices spécialisées) : rejeté (p. 4782)

Son amendement n° 264 (dispositif obligatoire de chèques transport au profit des salariés) : rejeté (p. 4782)

Article 11 (habilitation à légiférer par ordonnance pour re-codifier le code de la consommation)

Son amendement n° 102 (de suppression) (p. 4782)

Article 12 (habilitation à légiférer par ordonnance en matière de contrôle des produits importés et de sécurité générale des produits)

Son amendement n° 103 (de suppression) (p. 4783)

Après l'article 12

Son amendement n° 256 (transposition dans le code de la consommation de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises) (p. 4783) : retiré (p. 4784)

Article 13 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre applicable la loi à l'outre-mer)

Son amendement n° 104 (de suppression) (p. 4784)

Explications de vote et vote [27 novembre 2007]

Ses explications de vote (p. 4785)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son intervention (p. 5526)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 5527)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5526)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5527)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 5527)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 5526)

Politique sociale : surendettement (p. 5526)

Télécommunications : numéros surtaxés (p. 5526)

Télécommunications : opérateurs : licences (p. 5527)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention (p. 5234)

Thèmes :

Energie et carburants : consommation d'énergie : développement durable (p. 5235)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5235)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Article 1er (possibilité pour les ménages et les petites entreprises de retourner au tarif réglementé d'électricité à l'occasion d'un déménagement)

Son intervention (p. 5246)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Son intervention (p. 140)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 141)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 140)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 140 et s.)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 141)

Energie et carburants : tarifs : marché immobilier (p. 141)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 142)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Article 1er (conditions de retour au tarif réglementé d'électricité pour les ménages et les petits consommateurs professionnels)

Son intervention (p. 150)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5278)

Son intervention (p. 5279)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 5280)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 5279)

Agriculture : Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) (p. 5280)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 5278, 5280)

Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5279)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 5278)

Lois de finances : débat budgétaire : agriculture (p. 5279 et s.)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 5280)

Parlement : rôle (p. 5279)

Politiques communautaires : libre circulation des marchandises : produits agricoles (p. 5280)

Santé : sécurité sanitaire : protection des consommateurs (p. 5278)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Son amendement n° 32 (abrogation de l'article L.441-7 du code de commerce relatif à la coopération commerciale entre fournisseur et distributeur) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 53 (transparence de la publicité en matière de crédit à la consommation) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 51 (interdiction de la publicité des crédits renouvelables) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 50 (interdiction de démarchage et restrictions de publicité en faveur des crédits renouvelables) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 55 (prohibition de la pratique des dates de valeurs pour les opérations de paiement ou de retrait) (p. 5559) : rejeté (p. 5560)

Son amendement n° 49 (fichier des personnes endettées indisponible aux établissements de crédits) (p. 5559) : rejeté (p. 5560)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5517)

Intervient sur l'adit n° 2 du Gouvernement (article 22 quater - taxe sur la première livraison des poissons, crustacés et mollusques marins : taxe incluse dans la base de la TVA) (p. 5518)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 636)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 642)

Son intervention (p. 645)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 642, 645)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 645)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 646)

Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 644)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 646)

Travail : conditions de travail : marins (p. 646)

Explications de vote et vote [30 janvier 2008]

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 647)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1083)

Son intervention (p. 1105)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1105)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1105)

Environnement : principe de précaution (p. 1084)

Recherche : biotechnologies (p. 1084, 1105)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 343 de M. Germinal Peiro (interdiction, sauf à des fins de recherche confinée, de toute production et mise sur le marché d'animal transgénique ou cloné) (p. 1156)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1163, 1199)

Son amendement n° 425 (p. 1232)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son intervention (p. 1296)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses interventions (p. 1316 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 417 (droit pour un exploitant d'utiliser ses propres semences) : rejeté (p. 1323)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1336 et s., 1401)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1422 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2203)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2203)

Recherche : biotechnologies (p. 2203)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2097)

Article 5 ter (agents de sécurité et de gardiennage)

Son intervention (p. 2099)

Seconde délibération

Article 2 bis A (institution d'un permis de détention des chiens de première et deuxième catégorie)

Son intervention (p. 2100)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2100)

Ses explications de vote (p. 2101)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2101)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2869)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2869)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2869)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 2869)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2869)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Ses interventions (p. 2924 et s.)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son intervention (p. 2944)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son intervention (p. 2961)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses interventions (p. 2969 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 1459 rectifié de M. Richard Mallié (p. 2977)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2987 et s.)

Article 9 (faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes)

Son intervention (p. 3003)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 1069 de M. François Brottes (p. 3003)

Intervient sur l'adt n° 222 de la commission des finances (p. 3007)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Ses interventions (p. 3015 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 728 de M. Daniel Paul (p. 3031)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 1187 de M. Lionel Tardy (p. 3034)

Intervient sur l'adt n° 1185 de M. Lionel Tardy (extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3035)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses interventions (p. 3037 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 753 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 3051)

Article 18 (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance le régime des peines d'incapacité commerciale)

Son intervention (p. 3060)

Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)

Son intervention (p. 3063)

Article 20 (assouplissement du régime applicable aux organismes favorisant l'insertion par l'entrepreneuriat)

Ses interventions (p. 3066 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur les adts n°s 561 et 884 de M. François Brottes (p. 3070)

Intervient sur l'adt n° 563 de M. François Brottes (suppression de la date limite d'application du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché - TaRTAM) (p. 3070)

Intervient sur les adts n°s 562, 564 rectifié et 640 de M. François Brottes (p. 3070)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses amendements n°s 1103, 599 et 595 (p. 3087 et s.)

Son intervention (p. 3104)

Son amendement n° 1101 (p. 3105)

Son amendement n° 600 rectifié (p. 3106) : adopté après modification (p. 3107)

Après l'article 29

Son amendement n° 565 (p. 3112) : rejeté (p. 3113)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 524 de M. Christian Jacob (extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3195)

Intervient sur l'adt n° 642 de M. Philippe Gosselin (possibilité pour les syndicats mixtes de gérer les schémas de cohérence territoriale) (p. 3199)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses amendements n°s 1035 et 1118 (p. 3275 et s.)

Après l'article 40

Son amendement n° 1123 : rejeté (p. 3285)

Intervient sur l'adt n° 1122 de Mme Delphine Batho (p. 3288)

Ses amendements n°s 1119 et 1120 (p. 3286) : rejetés (p. 3288 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 1561 de M. Gilles Carrez à l'adt n° 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3292)

Après l'article 43

Son amendement n° 544 (p. 3312) : retiré (p. 3313)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 875 rectifié de M. Jérôme Cahuzac (p. 3315)

Son amendement n° 1012 rectifié : retiré (p. 3315)

Son amendement n° 1007 rectifié (p. 3319) : rejeté (p. 3320)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1032 précédemment réservé de M. Daniel Goldberg (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 1033 précédemment réservé de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 3320)

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3327)

Intervient sur l'adt n° 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3328)

Son amendement n° 995 précédemment réservé : rejeté (p. 3334)

Son amendement n° 1011 précédemment réservé : retiré (p. 3336)

Son amendement n° 1001 précédemment réservé (p. 3337) : rejeté (p. 3338)

Son amendement n° 1088 précédemment réservé : retiré (p. 3339)

Son amendement n° 1003 précédemment réservé : rejeté (p. 3340)

Ses amendements n°s 1014, 1087 et 1008 précédemment réservés (p. 3307) : rejetés (p. 3372)

Son amendement n° 1013 précédemment réservé (p. 3373) : rejeté (p. 3374)

Son amendement n° 1002 précédemment réservé : retiré (p. 3374)

Son amendement n° 1084 précédemment réservé (p. 3374) : rejeté (p. 3375)

Ses amendements n°s 998 rectifié, 1089 et 1010 précédemment réservés (p. 3379) : retirés (p. 33820 et s.)

Ses amendements n°s 1005, 1004, 1006 et 1009 précédemment réservés (p. 3382 et s.) : rejetés (p. 3384 et s.)

Ses amendements n°s 1117 et 994 rectifié précédemment réservés : rejetés (p. 3385 et s.)

Son amendement n° 997 précédemment réservé (numéro gratuit pour obtenir la bonne exécution d'un contrat) : adopté après modification (p. 3386)

Intervient sur les adts n°s 749, 953 et 750 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3388 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses interventions (p. 3395 et s., 3405 et s.)

Ses amendements n°s 570 (de suppression), 571, 970, 971, 573 et 1085 rectifié (p. 3400 et s.)

Son amendement n° 1077 (définition des conditions particulières de vente) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3409)

Son amendement n° 574 (p. 3412)

Après l'article 21

Ses amendements n°s 1078 et 1080 précédemment réservés (p. 3419 et s.) : rejetés (p. 3420 et s.)

Après l'article 22

Son amendement n° 1000 rectifié précédemment réservé (p. 3422) : rejeté (p. 3423)

Son amendement n° 1071 rectifié précédemment réservé (interdiction pour une centrale d'achat de détenir plus de 30 % des

parts de marché des produits qu'elle distribue) (p. 3423) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3426)

Son amendement n° 1070 rectifié précédemment réservé (interdiction pour une centrale d'achat de détenir plus de 25 % des parts de marché des produits qu'elle distribue) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3426)

Son amendement n° 1081 précédemment réservé (p. 3427) : rejeté (p. 3428)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son amendement n° 972 (de suppression) (p. 3430)

Après l'article 23

Son amendement n° 578 précédemment réservé (p. 3434) : rejeté (p. 3435)

Intervient sur l'adt n° 777 précédemment réservé de M. André Chassaigne (p. 3436)

Après l'article 24

Ses amendements n°s 1083 et 1082 précédemment réservés (p. 3439 et s.) : rejetés (p. 3440 et s.)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3447)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3456)

Ses amendements n°s 965, 1095 et 966 à 968 (p. 3462 et s.)

Après l'article 27

Ses amendements n°s 1074 et 1075 précédemment réservés : rejetés (p. 3470)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Article 6 (dispositions renforçant la répression de la pollution marine)

Son intervention (p. 3802)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 156 de Mme Marie-Line Reynaud (interdiction de la promotion publicitaire des pesticides dont l'usage est réservé aux particuliers) (p. 3806)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)

Ses interventions (p. 3808 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 69 du Gouvernement (gestion des espaces à vocation naturelle pérenne dans les ports autonomes) (p. 3812)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4027)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Ses interventions (p. 4670 et s.)

Gérard GAUDRON

Seine-Saint-Denis (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil de surveillance de la caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 306 relative à la prévention des troubles de l'audition des jeunes en milieu scolaire [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 1072 visant à faire siéger les députés au sein des conseils d'administration des hôpitaux situés dans leur circonscription [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Police et gendarmerie. Groupes d'intervention régionaux, missions [23 janvier 2008] (p. 470)

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Plan banlieue [24 juin 2008] (p. 3712)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 62. posée le 18 décembre 2007. Environnement. Développement durable (J.O. Questions p. 7893). Appelée le 18 décembre 2007. Opération de déconstruction, usine CMMF, Aulnay-sous-Bois (p. 5348)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3115)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3115)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3116)

Politique sociale : fraude (p. 3116)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 3116)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3115)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3115)

Sécurité sociale : franchise (p. 3115)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4456)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 4456)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4457)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4456)
 Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4457)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4456)
 Politique économique : inflation : matières premières (p. 4456)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4456)
 Télécommunications : abonnements : tarifs (p. 4456)
 Télécommunications : gratuité du temps d'attente (p. 4456)
 Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 4456)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)
 Son intervention (p. 5452)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 5453)
 Baux : loyers : indexation (p. 5453)
 Logement : logement social (p. 5453)
 Logement : mal logés (p. 5453)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 5453)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 5453)
 Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5452)
 Travail : salaires (p. 5452)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)
 Son intervention (p. 745)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : mini-motos et quads (p. 746)
 Consommation : information des consommateurs : mini-motos et quads (p. 746)
 Politiques communautaires : normes européennes : mini-motos et quads (p. 746)
 Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 745)
 Sécurité routière : circulation routière : interdiction (p. 745)
 Ventes et échanges : ventes par correspondance : Internet (p. 745)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2081)
 Son intervention (p. 2086)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : déclaration (p. 2086)
 Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 2086)
 Consommation : information des consommateurs : mini-motos et quads (p. 2086)
 Politiques communautaires : normes européennes : mini-motos et quads (p. 2086)
 Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 2086)

Proposition de loi n° 959 relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3654)
 Son intervention (p. 3657)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : transports scolaires (p. 3657)
 Etat : transferts de personnel (p. 3657)
 Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 3657)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3660)
 Son intervention (p. 3663)

Thèmes :

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 3664)
 Sociétés : sociétés commerciales : transparence (p. 3664)
 Union européenne : directives (p. 3664)
 Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 3664)

Explications de vote et vote [19 juin 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3664)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)
 Son intervention (p. 4617)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4617)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4617)
 Famille : garde des enfants : principe d'égalité (p. 4617)
 Politique générale : opinion publique : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4617)

Jean-Jacques GAULTIER

*Vosges (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'institut des hautes études pour la science et la technologie [J.O. du 18 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 369 relative à la limitation des numéros de téléphone surtaxés [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 456 relative à la lutte contre la fraude, à la maîtrise des coûts et au renforcement de l'insertion par le travail dans le cadre du revenu minimum d'insertion [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 460 visant à ouvrir le recrutement des établissements relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance et des maisons d'enfants à caractère social aux agents de la fonction publique territoriale [5 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 90, posée le 8 janvier 2008. Sang et organes humains. Produits humains (J.O. Questions p. 118). Appelée le 8 janvier 2008. Dons de moelle osseuse, développement (p. 14)

Hervé GAYMARD

*Savoie (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]
Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n^{os} E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n^{os} E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n^o 694)

Proposition de résolution n^o 957 sur le bilan de santé de la politique agricole commune (E 3878) [11 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le bilan de santé de la politique agricole commune (COM [2008] 306 final/E 3878) [11 juin 2008] (n^o 956)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n^o 63, posée le 18 décembre 2007. Personnes âgées. Politique à l'égard des personnes âgées (J.O. Questions p. 7894). Appelée le 18 décembre 2007. (p. 5353)

n^o 316, posée le 3 juin 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 4542). Appelée le 3 juin 2008. Fonctionnement, financement, Albertville-Moutiers (p. 2821)

DÉBATS

Projet de loi n^o 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)
Son intervention (p. 2233)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2234)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 2234)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2234)

Formation professionnelle : formation continue : universités (p. 2234)

Catherine GÉNISSON

*Pas-de-Calais (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Vice-présidente de l'Assemblée nationale*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]
Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil de modération et de prévention [J.O. du 2 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-présidente

HOMMAGE

Aux victimes de l'accident de Vizille [23 juillet 2007] (p. 2201)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. François Brottes : indique qu'elle fera un point après la fin de la discussion générale pour décider ou non du passage à la discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2863)

M. François Brottes : rappelle que sur les 1481 amendements déposés sur le texte, 638 l'ont été par le groupe UMP et 338 par le groupe SRC [4 juin 2008] (p. 2867)

DÉBATS

Projet de loi n^o 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2034)

Projet de loi n^o 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Répond aux rappels au règlement de M. François Brottes (cf supra) [4 juin 2008] (p. 2863, 2866)

En qualité de Députée

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement s'il peut démentir l'intention qui lui est prêtée d'encourager le départ à la retraite à 55 ans des avocats [25 octobre 2007] (p. 3265)

DÉBATS

Projet de loi n^o 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2225)

Projet de loi n^o 122 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en oeuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé «Soyouz au CSG» et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2431)

Son intervention (p. 2432)

Thèmes :

DOM : Guyane (p. 2433, 2436)

Espace : Agence spatiale européenne (p. 2433)

Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 2432)

Espace : Centre spatial guyanais (CSG) (p. 2432)

Espace : Soyouz (p. 2432)

Projet de loi n^o 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3265)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3281)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jacques Myard (possibilité pour les personnels navigants de l'aéronautique civile de poursuivre leur carrière au-delà de cinquante cinq ans) (p. 3285)

Article 13 (expérimentation relative à la création de cotisations forfaitaires de sécurité sociale pour les petites activités dans les quartiers défavorisés)

Ses interventions (p. 3295 et s.)

Article 16 (non-compensation de certaines mesures d'exonérations ou d'exclusion de l'assiette sociale)

Son intervention (p. 3305)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 3307)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Ses interventions (p. 3344 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 660 rectifié du Gouvernement (possibilité pour les infirmiers et infirmières d'effectuer certaines vaccinations sans prescription médicale) (p. 3349)

Intervient sur l'adt n° 185 de Mme Martine Billard (assouplissement des conditions de consultation d'un médecin spécialiste sans un passage préalable par le médecin traitant) (p. 3350)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3390)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3408)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 493 de M. Roland Muzeau (création d'un volet destiné à la santé au travail au sein du dossier médical personnel) (p. 3427)

Article 59 (modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire en fonction de l'âge de l'enfant)

Son intervention (p. 3430)

Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 3439)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Ses interventions (p. 3451 et s.)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 367 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (instauration d'un coefficient correcteur en faveur des établissements de soin privés à but non lucratif participant au service public hospitalier) (p. 3466)

Article 44 précédemment réservé (groupements de coopération sanitaire)

Ses interventions (p. 3467 et s.)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 464 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (extension aux centres hospitaliers régionaux de la possibilité de recruter des praticiens libéraux) (p. 3469)

Article 46 précédemment réservé (interruption volontaire de grossesse - IVG - par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale)

Son intervention (p. 3476)

Article 50 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Ses interventions (p. 3477 et s.)

Après l'article 52

Intervient sur l'adt n° 673 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (contribution du fonds pour l'emploi hospitalier au financement des heures supplémentaires non récupérées ou non payées) (p. 3479)

Après l'article 67

Intervient sur l'adt n° 643 rectifié de la commission (expérimentation d'un dispositif de suspension des prestations en cas de fraude) (p. 3500)

Intervient sur l'adt n° 570 de M. Dominique Tian (suspension des prestations en cas de fraude avérée à l'encontre d'une caisse d'allocations familiales) (p. 3500)

Article 68 (dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé)

Son intervention (p. 3503)

Après l'article 69

Intervient sur l'adt n° 437 de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de recouvrement et d'attribution des indus) (p. 3504)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Son intervention (p. 3655)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : drogue (p. 3655)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3655)

Santé : service d'aide médicale urgente (SAMU) (p. 3655)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2554)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son intervention (p. 2622)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 14 (entrée en vigueur de la réforme)

Son intervention (p. 5417)

Guy GEOFFROY

Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (n° 63) [4 juillet 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Sécurité - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant du comité des finances locales [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'administration de l'institut national des hautes études de sécurité [J.O. des 2 août 2007 et 29 février 2008]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et de M. le ministre de l'éducation nationale [J.O. du 22 août 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive prévoyant des sanctions à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 3534) (n° 612) [30 janvier 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n° 1127) - Sécurité - [4 juin 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (n° 63) [11 juillet 2007] (n° 65)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [24 juillet 2007] (n° 103)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 20 juillet 2007 (n° E 3568, E 3571, E 3575, E 3577, E 3584, E 3588 et E 3589) et sur les textes nos E 3380, E 3511, E 3555, E 3556, E 3558 et E 3594 [25 juillet 2007] (n° 105)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VIII : Sécurité (n° 281) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [11 décembre 2007] (n° 491)

Proposition de résolution n° 612 sur la proposition de directive prévoyant des sanctions à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 3534) [16 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Guy Geoffroy, rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la proposition de directive prévoyant des sanctions à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 3534) (n° 612) [5 février 2008] (n° 687)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n° E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n° E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n° 694)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 25 avril au 5 juin 2008 (n° E 3847, E 3848, E 3850, E 3852, E 3853, E 3855 à E 3860, E 3862 à E 3868, E 3870 à E 3873, E 3875 à E 3877 et E 3881 à E 3883) et sur les textes n° E 3541 à E 3543, E 3664, E 3694, E 3704, E 3757, E 3770 annexe 3, E 3770 annexe 4, E 3776, E 3779, E 3786, E 3794, E 3798, E 3812, E 3815, E 3819, E 3821, E 3837 à E 3839 et E 3844 [11 juin 2008] (n° 958)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n° E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n° E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3738, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n° 1054)

Rapport d'information déposé au nom de la Commission chargée des affaires européennes sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 juillet au 19 septembre 2008 (n° E 3905, E 3908, E 3910, E 3920, E 3922 à E 3926, E 3938 à E 3945, E 3950, E 3951, E 3953, E 3955, E 3957 à E 3962, E 3964, E 3965, E 3968, E 3972 à E 3976, E 3978, E 3980 et E 3981) et sur les textes n° E 3661, E 3783, E 3787, E 3804, E 3849 et E 3851 [23 septembre 2008] (n° 1124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Justice. Récidive. Lutte et prévention [3 octobre 2007] (p. 2569)

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [21 novembre 2007] (p. 4417)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

En appelle à une utilisation stricte et non "dénaturée" et abusive du principe du rappel au règlement [1^{er} août 2007] (p. 2645)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1838)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 2050 et s.)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2091)

Son intervention l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2098)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2145)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 2091)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 2091)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2092, 2145)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2092)

Droit pénal : peines planchers (p. 2091)

Droit pénal : récidive : dispositif de réponse graduée (p. 2092)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2099)

Justice : réforme (p. 2092)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2098)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs : effectifs (p. 2145)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2149 et s.)

Article 1^{er} (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son intervention (p. 2153)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son intervention (p. 2161)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Son intervention (p. 2167)

Article 2 ter (information du condamné sur les conséquences de la récidive)

Ses interventions (p. 2170 et s.)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'ad. n° 5 de la commission (suppression, par coordination, d'une disposition du code pénal) (p. 2171)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses interventions (p. 2183 et s.)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 2188)

Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve)

Son intervention (p. 2188)

Article 9 (renforcement du suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle)

Son intervention (p. 2189)

Avant l'article 10

Intervient sur l'ad. n° 16 de la commission (nouvel intitulé du chapitre III : dispositions d'entrée en vigueur et d'application de la loi) (p. 2190)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)

Son intervention (p. 2425)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2426)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2425)

Droit pénal : récidive : dispositif de réponse graduée (p. 2425)

Droit pénal : récidive : prévention (p. 2425)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} août 2007] (p. 2645)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 1er (statut et champ de compétence du Contrôleur général)

Son amendement n° 41 : adopté (p. 2354)

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2721)

Article 1er (consultation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes professionnels de l'assurance et de la prévoyance - création de traitements de données ayant pour objet la recherche des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie décédés)

Ses amendements n° 3 et 4 (p. 2722)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4175)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4175)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 4175)

Justice : magistrats : effectifs (p. 4175)

SÉCURITÉ

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4256)

Crédits de la mission "Sécurité" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4258)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6)

Thèmes :

Lois : loi d'orientation : gendarmerie (p. 6)
 Ordre public : personnels : formation professionnelle (p. 6)
 Ordre public : personnels : regroupement (p. 6)
 Police : Direction de la surveillance du territoire (DST) : renseignements généraux (p. 6)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4677)

Thèmes :

Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4678)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4678)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 4677)

Vote sur le passage à la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4687)

Ses explications de vote (p. 4688)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4688)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5162)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage : déclarations (p. 5163)
 Lois : abrogation (p. 5163)
 Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 5163)
 Lois : projet de loi : Internet (p. 5163)
 Marchés publics : simplifications administratives (p. 5163)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5173)

Ses explications de vote (p. 5174)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5174)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [15 janvier 2008] (p. 172)

Ses explications de vote (p. 174)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 175)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 343)

Son intervention (p. 348)

Thèmes :

Automobiles et cycles : incendies (p. 349)
 Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 349)
 Droit pénal : exécution des peines (p. 349)
 Justice : moyens (p. 348)
 Justice : pôles de l'instruction (p. 349)
 Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 349)
 Ordre public : indemnisation des victimes : fonds de garantie (p. 349)
 Professions judiciaires et juridiques : huissiers : délais (p. 349)

Sécurité routière : permis de conduire : fichiers (p. 349)

Explications de vote et vote [17 janvier 2008] (p. 354)

Ses explications de vote (p. 354)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 354)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Supplée M. Sébastien Huyghe, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (p. 739)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : pluralisme (p. 739)
 Automobiles et cycles : immatriculation (p. 739)
 Automobiles et cycles : mini-motos et quads (p. 739)
 Automobiles et cycles : mini-motos et quads : mineurs (p. 739)
 Automobiles et cycles : mini-motos et quads : sanctions (p. 740)
 Jeux et paris : loteries : mini-motos et quads (p. 739)
 Sécurité routière : circulation routière : interdiction (p. 739)
 Ventes et échanges : ventes par correspondance : Internet (p. 739)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 748 à 751)

Article 1er (conditions de commercialisation des mini-motos et quads)

Son amendement n° 9 : adopté (p. 749)

Article 2 (conditions d'utilisation des mini-motos et quads)

Son amendement n° 10 : adopté (p. 750)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3977)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4598)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4598)
 Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4598)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4656)

Article 4 (garantie d'un service d'accueil des élèves en temps de grève)

Son intervention (p. 4667)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son intervention (p. 4671)

Article 8 (contribution de l'État aux dépenses exposées par les communes pour l'accueil des enfants scolarisés)

Son intervention (p. 4679)

Bernard GÉRARD

*Nord (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction (n° 349) [28 novembre 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 20 juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 461 visant à assouplir les dispositions du code de travail pour le paiement du salaire en cas de détaxation des heures supplémentaires ou complémentaires au moyen d'un "chèque heures supplémentaires" [5 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction (n° 349) [5 décembre 2007] (n° 485)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sécurité routière. Permis de conduire. Réforme [11 juin 2008] (p. 3267)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 168, posée le 25 mars 2008. Ventes et échanges. Commerce électronique et ventes par correspondance (J.O. Questions p. 2478). Appelée le 25 mars 2008. Réforme (p. 888)

n° 267, posée le 13 mai 2008. Logement. Politique du logement (J.O. Questions p. 3892). Appelée le 13 mai 2008. Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, décrets d'application, publication, délais (p. 2009)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4193)

Procédure des questions :

Justice : procédures : contrats (p. 4193)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Procédure des questions :

Communes : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : délais (p. 3529)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Santé : virus H5N1 (p. 3668)

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5291)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 5292)

Thèmes :

Arts et spectacles : manèges forains : accidents (p. 5292)

Arts et spectacles : manèges forains : emploi (p. 5293)

Communes : Association des maires de France (AMF) (p. 5292)

Communes : maires : sécurité publique (p. 5292)

Consommation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 5292)

Formation professionnelle : forains (p. 5293)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5300)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5301 à 5306)

Article 1er (obligation générale de sécurité pour les manèges, machines et installations)

Son intervention (p. 5301)

Article 2 (institution de contrôles techniques obligatoires par des organismes agréés par l'Etat)

Son intervention (p. 5302)

Article 2 bis (obligation d'information de l'utilisateur sur le contrôle technique des équipements)

Son intervention (p. 5303)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1601)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité : recrutement (p. 1602)

Politique économique : mobilité (p. 1602)

Politique sociale : dialogue social (p. 1601 et s.)

Travail : négociations (p. 1602)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son intervention (p. 1676)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 44

Son amendement n° 338 rectifié : retiré (p. 3318)

André GERIN

*Rhône (14^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 293 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux moyens dont il convient de se doter pour lutter contre les scandales politico-financiers et à la définition de règles de financement des organisations économiques et financières, en particulier pour le MEDEF et les fédérations patronales [17 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 413 tendant à la création d'une commission d'enquête en vue d'évaluer la dégradation des conditions de vie et de travail de toutes les catégories de salariés et d'élaborer des propositions afin d'améliorer leurs protections, leurs droits et leurs pouvoirs dans l'entreprise [15 novembre 2007]

Proposition de loi n° 423 tendant à abolir les coupures d'eau, d'électricité et de gaz et à mettre en place un dispositif de solidarité énergie-eau [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 430 tendant à créer un service public de l'eau [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 554 visant à aménager la législation destinée à lutter contre le tabagisme [20 décembre 2007]

Proposition de résolution n° 782 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'engagement de la France dans le conflit tchadien [4 avril 2008]

Proposition de loi n° 806 visant à interdire les bombes à sous-munitions [9 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Carburants. Prix, conséquences [21 novembre 2007] (p. 4413)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 226, posée le 6 mai 2008. Droit pénal. Politique pénale (J.O. Questions p. 3701). Appelée le 6 mai 2008. Mineurs délinquants (p. 1871)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Son intervention (p. 3587)

Thèmes avant la procédure des questions :

Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 3587)
Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : âge de la retraite (p. 3587)
Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : rémunération (p. 3587)

Alain GEST

*Somme (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Membre du conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (n° 916) [14 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 10 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (n° 916) [19 juin 2008] (n° 973)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (n° 426) [9 juillet 2008] (n° 1034)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Politique de l'environnement. Instances de réflexion, conclusions [23 octobre 2007] (p. 3054)

Personnes âgées. Journée de solidarité. Mise en œuvre [13 mai 2008] (p. 2023)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 123, posée le 22 janvier 2008. Ministères et secrétariats d'Etat. Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales : personnel (J.O. Questions p. 409). Appelée le 22 janvier 2008. Sous-préfets, nomination, Montdidier (p. 364)

*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2603)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : environnement (p. 2603)
Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2603)
Environnement : charte de l'environnement (p. 2603)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2603)
Logement : économies d'énergie (p. 2603)
Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2603)
Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2604)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2603)
Transports : politique des transports (p. 2603)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1193)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : sectes (p. 1194)
Constitution : révision : commissions d'enquête (p. 1193)
Droit pénal : témoins : diffamation (p. 1194)
Droit pénal : témoins : protection (p. 1194)
Parlement : commissions d'enquête : huis clos (p. 1194)
Parlement : commissions d'enquête : publicité (p. 1194)
Parlement : contrôle parlementaire (p. 1193)

Explications de vote et vote [3 avril 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1195)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 373 de M. Jean-Claude Sandrier (instauration de la proportionnelle à chaque élection) (p. 2355)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2462)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 1159 de M. Lionnel Luca (p. 3013)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 753 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 3049)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3726)

Thèmes :

Assurances : dommages à l'environnement (p. 3727)
Collectivités territoriales : compétences : dommages à l'environnement (p. 3727)
Déchets, pollutions et nuisances : air : pollution (p. 3728)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : élimination des déchets (p. 3728)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3728)
Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 3727)
Environnement : Natura 2000 (p. 3727)
Industrie : chimie : politiques communautaires (p. 3728)
Mer et littoral : pollution (p. 3728)
Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3727)
Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3726)

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3743 à 3768, 3784 à 3814)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3745, 3755 et s., 3784 et s., 3794 et s.)

Son amendement n° 186 : adopté (p. 3792)

Article 2 (adaptation de la loi du 29 décembre 1892 pour faciliter les travaux de réparation)

Son intervention (p. 3798)

Article 4 (adaptation du titre VI du livre 1er du code de l'environnement à Mayotte)

Son intervention (p. 3799)

Article 6 (dispositions renforçant la répression de la pollution marine)

Ses interventions (p. 3801 et s.)

Ses amendements n°s 54 à 61 : adoptés (p. 3802 et s.)

Article 8 (dispositions relatives à l'effet de serre)
Son amendement n° 160 : adopté (p. 3804)

Article 9 (produits biocides)
Son intervention (p. 3805)

Article 12 (produits et risques chimiques)
Son intervention (p. 3807)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)
Son sous-amendement n° 191 à l'adt n° 50 du Gouvernement (p. 3808)

Son sous-amendement n° 192 à l'adt n° 51 du Gouvernement (p. 3811)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4831)

Son intervention (p. 4831)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : dommages à l'environnement (p. 4831)
Environnement : Natura 2000 : chasse et pêche (p. 4831)
Mer et littoral : pollution (p. 4831)

Paul GIACOBBI

*Haute-Corse (2^{ème} circonscription)
Apparté au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iran. Programme nucléaire, attitude de la France [3 octobre 2007] (p. 2573)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Corse, violences et dégradations, poursuites judiciaires [15 janvier 2008] (p. 187)

Finances publiques. Déficits publics. [17 juin 2008] (p. 3501)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 158, posée le 25 mars 2008. Eau. Politique de l'eau (J.O. Questions p. 2476). Appelée le 25 mars 2008. Corse (p. 879)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Déclare que "tout ce qui tendrait à limiter de manière incongrue le temps de parole est incompatible avec le concept même de Parlement" [9 juillet 2008] (p. 4487)

DÉBATS**Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1728)

Son amendement n° 236 (p. 1749)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son amendement n° 150 rectifié (p. 2353)

Article 24 (transfert de la propriété de biens mobiliers et immobiliers détenus par l'Etat)

Son intervention (p. 2374)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2819)

Thèmes :

Etat : comptes : systèmes d'information (p. 2819 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2819)

Finances publiques : dépenses : reports (p. 2820)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2819 et s.)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2819 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Ses amendements n°s 197 et 198 (p. 2924, 2927)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT**

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3875)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : UNESCO (p. 3875)

Pays étrangers : Maroc (p. 3875)

Relations internationales : commerce extérieur (p. 3875)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 230)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 231)

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 230)

Union européenne : transferts de compétences (p. 231)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 231)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 231)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 983)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 983)

Travail : droit du travail (p. 983)

Travail : jours fériés (p. 983)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1979)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1979 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1979 et s.)

Langue française : usage (p. 1979 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son amendement n° 121 (p. 2402)

Article 6 (droit de grâce)

Son amendement n° 123 (de suppression) (p. 2424)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2536)

Son amendement n° 197 (de suppression) (p. 2544)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son amendement n° 252 (p. 4429)

Article 11 (domaine de la loi)

Son amendement n° 258 (p. 4463)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4487)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 4496)

Après l'article 30 sexies

Son amendement n° 250 rectifié (langues régionales) (p. 4505) : devenu sans objet (p. 4507)

Franck GILARD

*Eure (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 260 visant à attribuer la carte du combattant à tous les militaires ayant servi en opération extérieure [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 368 visant à favoriser l'engagement bénévole et associatif [7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 31, posée le 4 décembre 2007. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 7536). Appelée le 4 décembre 2007. Dégradation des réseaux, lutte et prévention (p. 4891)

n° 197, posée le 8 avril 2008. Défense. Etablissements (J.O. Questions p. 2909). Appelée le 8 avril 2008. Délégation générale pour l'armement, Vernon (p. 1349)

Jean-Patrick GILLE

*Indre-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 10 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 651 visant à requalifier les contrats de travail nouvelles embauches [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réforme [17 juin 2008] (p. 3496)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 280, posée le 27 mai 2008. Emploi. Insertion professionnelle (J.O. Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Ecoles deuxième chance (p. 2491)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Déplore la distribution tardive du projet de loi sur l'organisation du service public de l'emploi et du rapport associé [22 janvier 2008] (p. 398)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)
Ses interventions (p. 2663 et s.)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)
Son intervention (p. 2695)

Thèmes :

Associations : partie civile (p. 2696)
Défense : secret défense (p. 2696)
Droit pénal : corruption : éligibilité (p. 2696)
Droit pénal : corruption : prescription (p. 2696)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe : traités et conventions (p. 2696)
Politique économique : concurrence (p. 2696)
Sociétés : droit des affaires : dépenalisation (p. 2695)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)
Son intervention (p. 3793)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3793)
Emploi : chômage (p. 3793)
Emploi : contrats aidés (p. 3793)
Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 3793)
Emploi : contrats d'avenir (p. 3793)
Emploi : jeunes (p. 3794)
Emploi : UNEDIC (p. 3793)
Formation professionnelle : crédits (p. 3794)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B
Ses amendements n°s 141 rectifié et 142 (p. 3822)

Article 52 (fusion du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise -SEJE- avec le contrat initiative emploi -CIE)

Son amendement n° 143 rectifié (p. 3829)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)

Son amendement n° 144 (de suppression) (p. 3830)

Après l'article 55

Son amendement n° 145 (bilan des aides au secteur de l'hôtellerie et de la restauration) (p. 3834) : rejeté (p. 3835)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)

Son amendement n° 146 (de suppression) (p. 3836)

Article 59 (contribution du Fonds unique de péréquation -FUP- au financement de l'allocation de fin de formation)

Son amendement n° 147 (p. 3837)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)
Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 410) : rejetée (p. 415)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 janvier 2008] (p. 398)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 410 et s.)
Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 413)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 410 et s.)
Emploi : chômage (p. 411)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 413)
Emploi : offres d'emploi (p. 411)
Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 412 et s.)
Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 411, 413)
Travail : précarité (p. 411 et s.)
Travail : travail à temps partiel (p. 411 et s.)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)
Ses interventions (p. 451 et s.)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)
Ses interventions (p. 479 et s., 488, 493 et s.)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)
Ses interventions (p. 512 et s.)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)
Son intervention (p. 525)

Article 8 bis (rapport du Gouvernement au Parlement sur les modalités du transfert éventuel à la nouvelle institution de personnels de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes)
Ses interventions (p. 533 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)
Son intervention (p. 676)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 676 et s.)
Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 677)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 677 et s.)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 677)
Régions : politique de l'emploi (p. 677)
Secteur public : services publics : emploi (p. 676 et s.)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)
Son intervention (p. 1583)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1583 et s.)
Politique sociale : inégalités (p. 1584 et s.)
Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1583)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 1583)
Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1583)
Travail : droit du travail (p. 1583 et s.)
Travail : précarité (p. 1583 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)
Son amendement n° 26 (p. 1615) : adopté (p. 1616)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)
Son amendement n° 28 (p. 1625)

Son intervention (p. 1645)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)
Son intervention (p. 1655)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)
Son intervention (p. 1662)

Son amendement n° 31 rectifié (p. 1667) : adopté (p. 1668)

Ses amendements n°s 29 et 30 (p. 1676, 1679)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)
Son intervention (p. 1681)

Ses amendements n°s 27 et 32 (p. 1683 et s.)

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1776)

Ses explications de vote (p. 1778)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1779)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)

Son intervention (p. 3361)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 3361)
Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 3361 et s.)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3361)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3361)
Politique sociale : dialogue social (p. 3361)
Travail : droit du travail (p. 3361 et s.)
Travail : durée du travail (p. 3361)

Explications de vote et vote [12 juin 2008] (p. 3369)

Ses explications de vote (p. 3369)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3370)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)
Son intervention (p. 4116)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 4115 et s.)
Syndicats : représentativité (p. 4116)
Travail : accords de branche (p. 4115 et s.)
Travail : accords interprofessionnels (p. 4115 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)
Son intervention (p. 4147)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)
Ses interventions (p. 4206 et s., 4218 et s.)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)
Son intervention (p. 4351)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4701)

Son intervention (p. 4721)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4701, 4722)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4701, 4721 et s.)

Emploi : chômeurs (p. 4701, 4721 et s.)

Emploi : UNEDIC (p. 4701, 4721)

Travail : code du travail (p. 4701)

Travail : précarité (p. 4721)

Travail : travail à temps partiel (p. 4721)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4743 et s., 4753 et s., 4764 et s., 4774 et s., 4798 et s.)

Intervient sur l'ad n° 18 de M. Jean-Pierre Decool (p. 4769)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Ses interventions (p. 4811 et s.)

Intervient sur l'ad n° 22 de M. Jean-Pierre Decool (p. 4814)

Article 3 (disposition transitoire)

Son intervention (p. 4824)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Son intervention (p. 4889)

Thèmes :

Emploi : chômage : indemnisation (p. 4889 et s.)

Emploi : chômage : organismes (p. 4890)

Emploi : chômeurs (p. 4889 et s.)

Emploi : seniors (p. 4890)

Parlement : rôle : opposition (p. 4890)

Travail : salaires : pouvoir d'achat (p. 4890)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Son intervention (p. 5231)

Son amendement n° 337 : adopté après modification (p. 5266)

Article 10 (contrat unique d'insertion)

Son amendement n° 336 (p. 5272)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5393)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 304 précédemment réservé de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (pas d'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5406)

Georges GINESTA

*Var (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Sécurité civile - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la conférence nationale des services d'incendie et de secours [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 4 août 2007]

Membre titulaire de la conférence nationale des services d'incendie et de secours [J.O. du 24 juin 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Sécurité civile - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 40 : Sécurité civile (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 394 visant à instaurer une facture détaillée et récapitulative des frais bancaires [7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3581)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : fongibilité des crédits : ministère de l'intérieur (p. 3581)

Finances publiques : indicateurs de performance : services départementaux d'incendie et de secours (p. 3582)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : accidents du travail (p. 3582)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : effectifs (p. 3582)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : organisation (p. 3582)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : recrutement (p. 3582)

Sécurité publique : secours : crédits budgétaires (p. 3582)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 3581)

Charles-Ange GINESY

*Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Non inscrit
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]
 Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. des 25 et 26 juillet 2007]
 Démissionne le 1^{er} avril 2008 [J.O. du 2 avril 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]
 Membre du conseil d'administration des parcs nationaux de France [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Urbanisme. Permis de construire. Réglementation, simplification [17 octobre 2007] (p. 2838)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 149, posée le 29 janvier 2008. Agriculture. Exploitants (J.O. Questions p. 629). Appelée le 29 janvier 2008. Aides de l'Etat, formalités (p. 570)

Jean-Pierre GIRAN

Var (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007
 Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]
 Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. des 2 août 2007 et 24 février 2008]
 Membre du conseil d'administration des parcs nationaux de France [J.O. du 19 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 393 visant à établir une réduction de la taxe foncière au bénéfice des propriétaires procédant au débroussaillage dans les zones à risques d'incendies de forêts [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 1024 visant, lorsqu'un élu est condamné à une peine privative de liberté sans sursis, à suspendre ses indemnités de fonction et, si la condamnation devient définitive, à déclarer son inéligibilité [3 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)
 Son intervention (p. 2236)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2236)
 Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2236)
 Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2236)
 Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2236)

Annick GIRARDIN

Saint-Pierre-et-Miquelon (1^{ère} circonscription)
 Apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
 puis apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007
 S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]
 Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 janvier 2008]
 Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Revendications. [5 décembre 2007] (p. 5023)

Outre-mer. COM : Saint-Pierre-et-Miquelon. Aquaculture et pêche professionnelle, société Interpêche, emploi et activité [16 janvier 2008] (p. 262)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 46, posée le 4 décembre 2007. Outre-mer. COM : Saint-Pierre-et-Miquelon (J.O. Questions p. 7539). Appelée le 4 décembre 2007. Politique économique, pouvoir d'achat (p. 4887)

n° 330, posée le 10 juin 2008. Outre-mer. COM : Saint-Pierre-et-Miquelon (J.O. Questions p. 4772). Appelée le 10 juin 2008. Relations internationales, droit international, plateau continental, délimitation (p. 3158)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1729)

Son amendement n° 248 : adopté (suppression du gage) (p. 1796)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 16

Son amendement n° 214 (rapport sur l'entrée des ressortissants canadiens à Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté après rectification (p. 2321)

Projet de loi n° 118 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2437)

Son intervention (p. 2444)

Thèmes :

Energie et carburants : prospection et recherche : pétrole (p. 2445 et s.)
 Etat : souveraineté : eaux territoriales : zones de souveraineté (p. 2445)
 Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté : droit international (p. 2447)
 Organisations internationales : Cour internationale de justice (p. 2446)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2445 et s.)
 Pays étrangers : Canada (p. 2445 et s.)

Discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2447)

Son intervention (p. 2447)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2862)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés : collectivités territoriales (p. 2862)
 Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 2862)
 Outre-mer : loi de programme (p. 2863)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2863)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Son intervention (p. 2924)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4062)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3701)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3701)
 Outre-mer : loi de programme (p. 3701)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : environnement (p. 3701)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : politique des transports (p. 3701)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : politique économique (p. 3701)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : services portuaires (p. 3701)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- *Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007*

Son intervention (p. 114)

Thème :

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : littoral (p. 114)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 47 (indexation des dotations des collectivités locales de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 3536) : retiré (p. 3538)

Son amendement n° 48 (remise d'un rapport sur la dotation globale de fonctionnement à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 3537) : adopté (p. 3538)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3752)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : dotations de l'Etat (p. 3752 et s.)
 Jeunes : éducation populaire (p. 3753)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative (p. 3752)
 Sports : crédits (p. 3752 et s.)
 Sports : sportifs professionnels : cotisations sociales (p. 3753)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Son intervention (p. 4957)

Thèmes :

Lois : codification (p. 4957 et s.)
 Outre-mer : DOM : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 4958)
 Travail : droit du travail (p. 4957 et s.)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son amendement n° 74 (p. 4970)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention (p. 5234)

Thèmes :

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5234)
 Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 5234)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5234)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5322)

Thèmes :

Energie et carburants : fioul : aides (p. 5323)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 5323)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : emploi (p. 5323)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : inflation (p. 5322)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : logement (p. 5322)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : politique à l'égard des retraités (p. 5322)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : prestations sociales (p. 5322)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : transports maritimes (p. 5323)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : travail saisonnier (p. 5322)
 Retraites : généralités : pensions de réversion : montant des pensions (p. 5323)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 510)

Article 5 (instance provisoire de préfiguration)

Son intervention (p. 521)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)

Son intervention (p. 525)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 697)
Son intervention (p. 704)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 705)

Après l'article unique
Son amendement n° 1 (p. 705)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)
Son intervention (p. 1721)

Thèmes :

Femmes : droits : services (p. 1721)
Fonctionnaires et agents publics : outre-mer (p. 1721)
Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : réforme (p. 1721)
Outre-mer : développement économique (p. 1721)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires : outre-mer (p. 1721)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)
Ses interventions (p. 2668 et s.)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)
Ses interventions (p. 2677 et s.)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)
Son intervention (p. 2682)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)
Son intervention (p. 2684)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad n° 132 de M. Joël Giraud (statut de collectivité territoriale pour les groupements de collectivités territoriales à fiscalité propre) (p. 2714)

Intervient sur l'ad n° 133 de M. Gérard Charasse (droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales, cantonales et régionales, sans participation au collège sénatorial ni à l'exécutif municipal) (p. 2715)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
Son intervention (p. 2871)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2872)
Entreprises : délais de paiement (p. 2872)
Travail : travail saisonnier (p. 2872)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son sous-amendement n° 1467 à l'ad n° 165 de la commission (p. 2992)

Son sous-amendement n° 1501 à l'ad n° 165 de la commission (p. 2992) : adopté (p. 2993)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 1223 de M. Joël Giraud (p. 3024)

Article 15 (rapprochement des droits de mutation à titre onéreux des fonds de commerce et des SARL de ceux appliqués aux sociétés par action)

Son intervention (p. 3055)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3446)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3454, 3465 et s.)

Son sous-amendement n° 1463 à l'ad n° 1096 de M. Serge Letchimy (p. 3465)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad n° 469 précédemment réservé de M. Joël Giraud (p. 3470)

Intervient sur l'ad n° 1233 rectifié précédemment réservé de M. Gérard Charasse (p. 3470)

Joël GIRAUD

*Hautes-Alpes (2^{ème} circonscription)
Appartenu au groupe socialiste, radical, citoyen
puis appartenu au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 470 visant à renforcer la prévention contre le VIH et les hépatites et à permettre un meilleur accompagnement des malades [5 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. Développement durable. Infrastructures [10 octobre 2007] (p. 2683)

Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [9 avril 2008] (p. 1458)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 134, posée le 29 janvier 2008. Aménagement du territoire. Zones rurales (J.O. Questions p. 626). Appelée le 29 janvier 2008. Hautes Alpes, désenclavement (p. 562)

n° 308, posée le 3 juin 2008. Transports ferroviaires. Politique des transports ferroviaires (J.O. Questions p. 4541). Appelée le 3 juin 2008. Alpes du Sud (p. 2808)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 4001)

Après l'article 44

Son amendement n° 43 (versement destiné au financement des transports en commun : prise en compte dans des conditions fixées

par décret de la population saisonnière des communes situées dans des zones touristiques) (p. 4004) : rejeté (p. 4005)

Son amendement n° 50 rectifié (versement destiné au financement des transports en commun : prise en compte de la population saisonnière des communes situées dans des zones touristiques) : rejeté (p. 4005)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007
Son intervention (p. 106)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 106)
Aménagement du territoire : montagne (p. 106)
Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 106)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4681)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4681)
Communes : finances : zones rurales (p. 4681)
Enseignement : regroupement (p. 4682)
Enseignement : carte scolaire (p. 4682)
Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4682)
Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4681)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4681)
Politique sociale : mixité sociale (p. 4682)
Secteur public : services publics : obligations (p. 4682)

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)

Son intervention (p. 600)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 600)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 601)
Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 601)
Union européenne : programmes (p. 601)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1042)

Thèmes :

Logement : cautionnement (p. 1043)
Logement : coût (p. 1043)
Logement : montagne (p. 1042)
Logement : travail saisonnier (p. 1043)
Logement : Conseil national de l'habitat (p. 1042)
Logement : HLM : surloyer (p. 1039)
Logement : aides et prêts : aides à la personne : effet de seuil (p. 1043)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1042)
Postes : livret A : logement social (p. 1042)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1602)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 1603)
Travail : accords interprofessionnels (p. 1602)
Travail : licenciements (p. 1602)
Travail : précarité (p. 1603)
Travail : travail saisonnier (p. 1603)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 115 de M. Gérard Charasse (principe de laïcité défini par la loi de 1905) (p. 2344)

Après l'article 31

Son amendement n° 132 (statut de collectivité territoriale pour les groupements de collectivités territoriales à fiscalité propre) (p. 2714) : rejeté (p. 2715)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son amendement n° 1236 (p. 2938)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son amendement n° 460 (p. 2991)

Article 9 (faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes)

Son amendement n° 461 (p. 3003)

Après l'article 12

Son amendement n° 1223 (p. 3024) : rejeté (p. 3026)

Article 15 (rapprochement des droits de mutation à titre onéreux des fonds de commerce et des SARL de ceux appliqués aux sociétés par action)

Son amendement n° 1239 (p. 3055)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son amendement n° 462 (p. 3446)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Ses amendements n°s 464 à 468, 1242 et 1243 rectifiés (p. 3465 et s.)

Après l'article 27

Son amendement n° 469 précédemment réservé : rejeté (p. 3470)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3929)

Thèmes :

Défense : casernes : fermeture (p. 3929)
Défense : opérations extérieures : Afghanistan (p. 3929)
Union européenne : politique de la défense (p. 3929)

Louis GISCARD d'ESTAING

*Puy-de-Dôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]
 Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]
 Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Défense - [11 juillet 2007]
 Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]
 Membre titulaire du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières [J.O. du 2 août 2007]
 Membre du conseil d'administration de l'établissement public autoroutes de France [J.O. du 2 août 2007]
 Membre du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2007]
 Membre de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 29 novembre 2007]
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]
 Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]
 Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur des revenus du travail (n° 1096) [10 septembre 2008]
 Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Défense - [16 juillet 2008]
 Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur des revenus du travail (n°1096) [10 septembre 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 10 : Défense - Préparation et emploi des forces - Soutien de la politique de la défense (n° 276) [11 octobre 2007]
 Proposition de loi n° 749 tendant à créer une délégation de l'Assemblée nationale pour l'évaluation et le contrôle de la dépense publique [27 mars 2008]
 Proposition de loi n° 984 relative à l'évolution du cursus de la profession de prothésiste dentaire et à ses conditions d'examen [19 juin 2008]
 Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur des revenus du travail (n° 1096) [16 septembre 2008] (n° 1106)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Société générale. Situation financière [6 février 2008] (p. 761)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 125, posée le 22 janvier 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 409). Appelée le 22 janvier 2008. Réseau, développement (p. 366)

n° 175, posée le 25 mars 2008. Automobiles et cycles. Immatriculation (J.O. Questions p. 2480). Appelée le 25 mars 2008. Réforme, conséquences (p. 877)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)
 Son intervention (p. 1684)

Thèmes :

Donations et successions (p. 1684)
 Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1684)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1684)
 Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1684)
 Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1684)
 Président de la République (p. 1684)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1684)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 1684)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son amendement n° 352 (p. 1782)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1841)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1852)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 355 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1888)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 158 rectifié de M. Didier Migaud (impôt sur le revenu - "niches fiscales" : réduction d'impôt plafonnée à 40 % du revenu) (p. 1944)

Intervient sur l'ad n° 159 rectifié de M. Didier Migaud (impôt sur le revenu : institution d'un barème alternatif déterminant une cotisation minimale) (p. 1944)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses amendements n°s 353 et 354 (p. 1960) : adoptés après rectification (suppression du gage) (p. 1961 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote [1^{er} août 2007] (p. 2627)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2628)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention (p. 2000)

Thèmes :

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 2000 et s.)
 Finances publiques : indicateurs de performance (p. 2001)
 Parlement : contrôle parlementaire (p. 2001)
 Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises publiques (p. 2000)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2000 et s.)
 Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 2000)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2792)

Son intervention (p. 2861)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges : fiscalité (p. 2862)
 Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2862)
 Parlement (p. 2862)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2792)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2861)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2862)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 7 (crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son amendement n° 24 (p. 2894)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4114)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : édition et imprimerie (p. 4115 et s.)
 Défense : activité des forces (p. 4115 et s.)
 Défense : armements et équipements : armée de l'air (p. 4115)
 Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 4115 et s.)
 Défense : armements et équipements : externalisation (p. 4115)
 Défense : armements et équipements : marine (p. 4116)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 4115)
 Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4115)
 Défense : opérations extérieures (p. 4115 et s.)
 Défense : réserves (p. 4115)
 TVA : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (p. 4116)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son amendement n° 234 (p. 4743)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Son amendement n° 233 (p. 4766) : adopté (p. 4767)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5066)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 22

Son amendement n° 64 (pâtes de fruits et fruits confits : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 5110)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 180 (p. 1178) ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son amendement n° 178 rectifié (p. 1402) ; repris par M. André Chassaigne

Après l'article 14

Son amendement n° 7 (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) (p. 1443) : retiré ; repris par Mme Corinne Erhel (p. 1444)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2273)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2312)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 2312)
 Constitution : histoire (p. 2273)
 Constitution : révision : modernisation (p. 2274)
 Parlement : commissions : réforme (p. 2274)
 Parlement : contrôle parlementaire (p. 2312)
 Parlement : offices parlementaires : finances publiques (p. 2274)
 Parlement : ordre du jour (p. 2274)
 Parlement : prérogatives (p. 2312)
 Politique générale : institutions : modernisation (p. 2312)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2465)

Son amendement n° 212 (p. 2469)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son amendement n° 229 rectifié (p. 2650)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1365 (p. 2914) : retiré ; repris par M. François Brottes (p. 2917)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son amendement n° 1359 (p. 2972)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention (p. 3948)

Thèmes :

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 3948)
 Justice : Cour des comptes (p. 39548 et s.)
 Parlement : rôle (p. 3949)

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4030)

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008

Son intervention (p. 4042)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4931)

Thèmes :

Assemblée nationale (p. 4932)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4931 et s.)

Entreprises : intéressement et participation : très petites entreprises (TPE) (p. 4932)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4932)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 5011 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014)

Intervient sur l'ad n° 8 de la commission des finances (intéressement obligatoirement adossé à un plan d'épargne salariale) (p. 5025)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5105)

Intervient sur l'ad n° 9 de la commission des finances (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints) (p. 5105)

Intervient sur l'ad n° 7 deuxième rectification de la commission (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 250 salariés) (p. 5114)

Intervient sur l'ad n° 29 rectifié de la commission (simplification des conditions de modification des plans d'épargne interentreprises) (p. 5115)

Intervient sur l'ad n° 10 rectifié de la commission des finances (simplification des conditions de modification des plans d'épargne interentreprises) (p. 5115)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5126)

Son amendement n° 1782 (p. 5126) : adopté après rectification (p. 5127)

Jean GLAVANY

*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour

l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (n° 115) [31 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 20 novembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 novembre 2007]

Rapporteur de la proposition de loi visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (n° 370) [20 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 novembre 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants (n° 960) [14 mai 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [7 novembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean Glavany et plusieurs de ses collègues visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (n° 370) [21 novembre 2007] (n° 420)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion à la convention sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (n° 115) [12 décembre 2007] (n° 499)

Proposition de loi n° 710 visant à promouvoir la laïcité dans la République [7 février 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants (n° 960) [9 juillet 2008] (n° 1044)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. [7 novembre 2007] (p. 3784)

Etat. Organisation. Laïcité, respect [16 janvier 2008] (p. 254)

Travail. Durée du travail. [20 mai 2008] (p. 2182)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Ses interventions (p. 4669, 4685)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4670, 4686)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4669)

Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4670, 4686)

Enseignement maternel et primaire : frais de scolarité : contributions (p. 4669, 4685)

Enseignement privé : établissements sous contrat : frais de scolarité (p. 4669, 4685)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4669)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Après l'article 8

Son amendement n° 65 (abrogation de l'obligation pour les communes de résidence de financer la scolarité de leurs élèves dans des écoles privées hors de la commune) (p. 4679) : rejeté (p. 4681)

Son amendement n° 66 (modalités de calcul de la participation financière des communes de résidence aux dépenses de fonctionnement pour leurs élèves scolarisés dans des écoles primaires privées hors de la commune) (p. 4679) : rejeté (p. 4681)

Projet de loi n° 960 autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 juillet 2008] (p. 4855)

Ses interventions (p. 4857, 4863)

Claude GOASGUEN

*Paris (14^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif aux contrats de partenariat (n° 779) [16 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-784 du 5 juillet 2006 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [7 novembre 2007] (n° 396)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux contrats de partenariat (n° 779) [18 juin 2008] (n° 967)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Israël et territoires palestiniens. Sommet d'Annapolis, attitude de la France [28 novembre 2007] (p. 4796)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2218)

Son intervention (p. 2233)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômés (p. 2233)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2218, 2219, 2233)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2233)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2219)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2218, 2219)

Enseignement supérieur : personnel : syndicats (p. 2233)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Avant l'article 2

Son amendement n° 25 (délibérations concernant les regroupements d'établissements) (p. 2278) : adopté après modification (p. 2281)

Article 2 (les statuts des établissements)

Son amendement n° 5 (p. 2283)

Article 4 (administration de l'université)

Son amendement n° 6 (p. 2285)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2287)

Ses amendements n° 8 et 9 (p. 2291) : adoptés (p. 2293 et s.)

Ses amendements n° 11 et 10 (p. 2296)

Son amendement n° 12 : adopté après modification (p. 2297)

Son amendement n° 7 (p. 2298)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Ses amendements n° 13 et 14 (p. 2302 et s.)

Son amendement n° 15 (p. 2304) : adopté (p. 2305)

Son intervention (p. 2310)

Article 9 (représentation de secteurs de formation au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie étudiante)

Son amendement n° 17 (p. 2319)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)

Ses amendements n° 18 et 81 (p. 2231 et s.)

Son intervention (p. 2325)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 266 de M. Yves Jégo (cas de difficulté grave dans le fonctionnement des organes statutaires de l'université) (p. 2326)

Article 11 (création et statuts des composantes de l'université)

Ses interventions (p. 2327 et s.)

Ses amendements n° 19 à 21 (p. 2329 et s.)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)

Ses interventions (p. 2363 et s.)

Article 17 bis (création d'un bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants dans chaque université)

Son intervention (p. 2365)

Son amendement n° 22 rectifié (p. 2365) : adopté après modification (p. 2366)

Article 18 (association des étudiants à la vie universitaire)

Son intervention (p. 2366)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)
Son amendement n° 24 (p. 2372)

Seconde délibération

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)
Son intervention (p. 2385)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2007] (p. 2629)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2636)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2636)

Explications de vote et vote [1^{er} août 2007] (p. 2636)

Ses explications de vote (p. 2636)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2637)

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2731)
Son intervention (p. 2735)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2735)
Parlement : prérogatives (p. 2735 et s.)
Pays étrangers : Libye (p. 2735)
Relations internationales : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2735)

Explications de vote et vote [11 octobre 2007] (p. 2742)

Ses explications de vote (p. 2742)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2742)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Son amendement n° 20 (ISF - exonération de la résidence principale) (p. 2952) : rejeté (p. 2953)

Son amendement n° 21 (ISF - abattement sur la valeur de la résidence principale porté de 30 % à 40 %) (p. 2952) : rejeté (p. 2953)

Son amendement n° 19 (ISF : nouveau barème - seuil d'imposition porté à 1 000 000 €) (p. 2954) : rejeté (p. 2955)

Son amendement n° 22 (ISF - limitation à trois ans du droit de reprise de l'administration) : rejeté (p. 2957)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 91 de M. Lionel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5556)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)

Son intervention (p. 5568)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2347)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'ad n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2390)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2542)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Ses interventions (p. 2697 et s.)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Son intervention (p. 3821)

Thèmes :

Assurances : assurance dommages : bâtiment (p. 3823)
Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) : baux emphytéotiques (p. 3822)

Entreprises : créances : cession (p. 3822)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : baux (p. 3822)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : cautionnement (p. 3822)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : fiscalité (p. 3822)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : maîtrise des dépenses (p. 3821)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : passations (p. 3822)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : pays étrangers (p. 3821)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : régime juridique (p. 3822)

Recherche : innovation : indemnisation (p. 3822)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3843 à 3849, 3856 à 3886)

Article 1er (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Son intervention (p. 3847)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Ses interventions (p. 3848 et s., 3860)

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3862)

Article 9 (contenu obligatoire du contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3866)

Article 11 (délimitation des biens appartenant au domaine public - modalités de conclusion de baux privés pour le domaine privé)

Ses interventions (p. 3868 et s.)

Article 15 (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Ses interventions (p. 3870 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adit n° 29 de la commission (harmonisation des principes fondamentaux régissant le contrat de partenariat avec ceux du code des marchés publics) (p. 3872)

Article 17 (interdictions de soumissionner à un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3873)

Article 28 bis (éligibilité des baux emphytéotiques administratifs au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée - FCTVA -)

Son intervention (p. 3879)

Article 31 (dispense d'assurance pour les personnes morales assurant la maîtrise d'ouvrage d'un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3881)

Article 31 ter (évaluation préalable obligatoire pour les autorisations d'occupation temporaire du domaine public comportant une option d'achat conclus par l'État)

Son intervention (p. 3882)

Article 32 (application de certaines dispositions aux contrats en cours de passation)

Son intervention (p. 3882)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 1er (création d'un chapitre relatif à l'accueil des élèves des écoles maternelles et élémentaires)

Son intervention (p. 4630)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4648)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Son intervention (p. 4658)

Article 4 (garantie d'un service d'accueil des élèves en temps de grève)

Son intervention (p. 4665)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Ses interventions (p. 4668 et s.)

Article 9 (organisation du service d'accueil par une autre commune ou un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 4682)

Daniel GOLDBERG

Seine-Saint-Denis (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 février 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 646 visant au renforcement des droits des assurés [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports urbains. Politique des transports urbains. Île-de-France [3 juin 2008] (p. 2833)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2237)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômés (p. 2238)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2238)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2238)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1^{er} (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 2273)

Article 4 (administration de l'université)

Ses interventions (p. 2285 et s.)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2293)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son amendement n° 202 (p. 2309)

Article 9 (représentation de secteurs de formation au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie étudiante)

Son intervention (p. 2319)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)

Ses amendements n°s 211 et 210 (p. 2321 et s.)

Son intervention (p. 2325)

Après l'article 10

Intervient sur l'adit n° 266 de M. Yves Jégo (cas de difficulté grave dans le fonctionnement des organes statutaires de l'université) (p. 2326)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son intervention (p. 2356)

Article 16 (compétences en matière de gestion des ressources humaines)

Ses interventions (p. 2360 et s.)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)

Son intervention (p. 2363)

Article 20 (participation des chercheurs à la vie démocratique des établissements de l'enseignement supérieur)

Son amendement n° 225 (p. 2368)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Son intervention (p. 2369)

Après l'article 32 ter

Son amendement n° 154 (rapport au Parlement sur le financement des compétences des universités) : rejeté (p. 2383)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 63)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 63)
Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 63)
Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 64)
Logement : politique du logement : Ile-de-France (p. 63)
Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 63)
Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 63)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Son intervention (p. 743)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 744)
Assemblée nationale : propositions de loi : ordre du jour (p. 744)
Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 744)
Collectivités territoriales : exécutifs locaux : mini-motos et quads (p. 743)
Politiques communautaires : normes européennes : mini-motos et quads (p. 745)
Sécurité routière : accidents : prévention (p. 745)
Ventes et échanges : ventes par correspondance : Internet (p. 744)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Article 1er (conditions de commercialisation des mini-motos et quads)

Son intervention (p. 749)

Article 2 (conditions d'utilisation des mini-motos et quads)

Ses amendements n° 6 et 2 (p. 750)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 4 de M. Daniel Goldberg (obligation d'information du vendeur) (p. 751)

Intervient sur l'adit n° 8 de Mme Élisabeth Guigou (campagne de sensibilisation des jeunes, de leurs parents et des professionnels aux dangers des mini-motos et quads) (p. 751 et s.)

Son amendement n° 4 (obligation d'information du vendeur) : rejeté (p. 751)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2081)

Son intervention (p. 2084)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2084)
Automobiles et cycles : mini-motos et quads : déclaration (p. 2085)
Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 2085)
Automobiles et cycles : mini-motos et quads : sanctions pénales (p. 2085)
Consommation : information des consommateurs : mini-motos et quads (p. 2085)
Sécurité routière : accidents : prévention (p. 2085)
Ventes et échanges : ventes par correspondance : Internet (p. 2086)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2088)

Article 2 (encadrement de la commercialisation et de l'utilisation des véhicules non soumis à réception)

Ses amendements n° 3 et 2 (p. 2088)

Article 3 (création d'une obligation d'identification des véhicules non soumis à réception)

Son amendement n° 5 (p. 2089)

Après l'article 3

Intervient sur l'adit n° 7 de Mme Élisabeth Guigou (généralisation des campagnes de sensibilisation) (p. 2089)

Son amendement n° 6 (pelotons de police ou de gendarmerie motocyclistes spécialisés dans l'interpellation des contrevenants utilisateurs de mini-moto ou quad) : retiré (p. 2089)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1033)

Thèmes :

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 1034)
Logement : construction (p. 1034)
Logement : droit au logement (p. 1034)
Logement : logement social : effet de seuil (p. 1034)
Logement : politique du logement : libéralisme (p. 1033)
Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 1033)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2772)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : financement (p. 2772)
Banques et établissements financiers : livret A (p. 2772)
Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2772)
Logement : logement social : financement (p. 2772)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3235, 3275 et s.)

Avant l'article 21

Son amendement n° 1032 précédemment réservé : rejeté (p. 3320)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Son intervention (p. 4277)

François-Michel GONNOT

Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]
 Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]
 Membre titulaire du conseil national des transports [J.O. du 2 août 2007]
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 avril 2008]
 Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 avril 2008]

Didier GONZALES

*Val-de-Marne (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]
 Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées [J.O. du 2 août 2007]
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 mai 2008]
 Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 mai 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 930 relative à l'insonorisation des logements des riverains des aéroports [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 340, posée le 10 juin 2008. Voirie. RN 6 (J.O. Questions p. 4774). Appelée le 10 juin 2008. Déviation, Villeneuve-Saint-Georges (p. 3151)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 28

Son amendement n° 88 (simplification et élargissement de l'assiette de la taxe sur les nuisances sonores aériennes - TNSA) (p. 5138) : retiré (p. 5139)

Gaëtan GORCE

*Nièvre (2^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]
 Membre du conseil d'orientation pour l'emploi [J.O. du 2 août 2007]
 Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]
 Membre de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 29 novembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 44 : Travail et emploi - Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif à l'évaluation des politiques de l'emploi [26 mars 2008] (n° 745)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Pouvoir d'achat [3 octobre 2007] (p. 2571)

Politique extérieure. Tchad. Situation politique [2 avril 2008] (p. 1138)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 186, posée le 8 avril 2008. Automobiles et cycles. Emploi et activité (J.O. Questions p. 2907). Appelée le 8 avril 2008. Nièvre (p. 1369)

n° 310, posée le 3 juin 2008. Voirie. Ponts (J.O. Questions p. 4541). Appelée le 3 juin 2008. Pont de La Charité-sur-Loire, aménagement (p. 2811)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1673)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1723)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1724)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 1673)
 Politique économique : croissance (p. 1672 et s.)
 Président de la République (p. 1723)
 Sécurité sociale : déficit : prélèvements obligatoires (p. 1673, 1723 et s.)
 Travail : durée du travail : lois (p. 1723)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1673)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 1673)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : salaires (p. 1673)
 Travail : taux d'activité (p. 1673, 1723)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1728, 1752 et s., 1775 et s., 1788 et s.)

Ses amendements n°s 234 (de suppression), 243 et 245 (p. 1743, 1783, 1791)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3785)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : bassins d'emploi à redynamiser (p. 3787)

Emploi : crédits (p. 3786)

Emploi : seniors (p. 3786)

Formation professionnelle : réforme (p. 3786)

Politique économique : mutations (p. 3785 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3825 à 3835)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son amendement n° 132 (p. 3825)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)

Son amendement n° 133 (de suppression) (p. 3830)

Son sous-amendement n° 180 rectifié à l'ad n° 173 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 3833)

Article 54 (suppression des aides au remplacement de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption)

Son amendement n° 134 (p. 3834)

Article 55 (réforme des aides aux prestataires de services à la personne intervenant auprès de publics "non fragiles")

Son intervention (p. 3834)

Article 56 (prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son amendement n° 136 rectifié (p. 3836)

Article 58 (modification du régime des exonérations en faveur des zones de revitalisation rurale -ZRR- et des zones de redynamisation urbaine -ZRU)

Son amendement n° 135 (de suppression) (p. 3837)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5442)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 5443)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 5443)

Travail : durée du travail (p. 5442 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 5442 et s.)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5442 et s.)

Travail : négociations (p. 5443)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 142 (allègement de cotisations sociales lié à l'augmentation des salaires décidée dans le cadre d'un accord d'entreprise ou d'un accord de branche) (p. 5479) : rejeté (p. 5480)

Intervient sur l'ad n° 33 de Mme Marisol Touraine (majoration de la contribution d'assurance chômage des employeurs abusant des emplois précaires) (p. 5481)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses amendements n°s 98 (de suppression), 100 et 113 (p. 5490, 5493 et s.)

Son amendement n° 114 : SCRUTIN PUBLIC (p. 5494)

Ses amendements n°s 115 à 117, 99, 101 à 107 (p. 5499, 5501 et s.)

Ses amendements n°s 108, 120, 118, 109 et 110 (p. 5502 et s.)

Son amendement n° 111 : adopté (p. 5506)

Son amendement n° 112 (p. 5506)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 422)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 447)

Thèmes :

Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 423, 447)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 423)

Emploi : chômage (p. 422 et s., 447)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 423, 447)

Emploi : UNEDIC (p. 423)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 447)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)*Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)*

Ses interventions (p. 457 et s.)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Son amendement n° 223 (p. 487)

Son intervention (p. 489)

Après l'article 8

Son amendement n° 214 (allongement du délai de réponse du salarié à une proposition de convention de reclassement personnalisé) : rejeté (p. 532)

Article 8 ter (effets sur le régime d'indemnisation au titre de l'assurance chômage de la démission d'un salarié sans motif légitime)

Son amendement n° 211 (de suppression) (p. 536) : adopté (p. 538)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4112)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4114)

Syndicats : représentativité (p. 4114)

Travail : accords interprofessionnels (p. 4114 et s.)

Travail : code du travail (p. 4112 et s.)

Travail : durée du travail (p. 4113 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 4113 et s.)

Travail : négociations (p. 4114)

Jean-Pierre GORGES

*Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Annulation de son élection le 29 novembre 2007 [J.O. du 30 novembre 2007]

Réélu le 14 septembre 2008 [J.O. du 16 septembre 2008]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 16 septembre 2008]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 18 septembre 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Développement et régulation économiques - [11 juillet 2007]

Membre du conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil national de l'information statistique [J.O. du 11 août 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 11 : Développement et régulation économiques - Développement des entreprises et régulation économique (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 6 (*composition et compétences du conseil d'administration*)
Son intervention (p. 2307)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4291)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4292 à 4296)

Article 43 (*revalorisation de la taxe pour le développement des industries de la mécanique et de la construction métallique, des matériels et consommables de soudage et produits du décolletage, et des matériels aéronautiques et thermiques*)

Son intervention (p. 4295)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Son intervention (p. 5)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : commerce extérieur (p. 6)

Administration : simplifications administratives : petites et moyennes entreprises (p. 5)

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : chambres de métiers (p. 6)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 6)

Commerce extérieur : missions économiques (p. 6)

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 6)

Commerce extérieur : volontaires à l'international en entreprise (VIE) : petites et moyennes entreprises (p. 6)

Consommation : Conseil national de la consommation (p. 6)

Consommation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 6)

Entreprises : aides publiques : évaluation (p. 5)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : marchés publics (p. 6)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : transmission des entreprises (p. 6)

Fonctionnaires et agents publics : accords d'intéressement (p. 6)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6)

Télécommunications : téléphones mobiles : concurrence (p. 6)
Urbanisme : commerce et artisanat (p. 6)

VILLE ET LOGEMENT

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4270)

Après l'article 60

Intervient sur l'ad n° 67 rectifié du Gouvernement (prolongation pour un an du versement aux communes de subventions pour l'aménagement d'aires d'accueil destinées aux gens du voyage) (p. 4273)

Pierre GOSNAT

*Val-de-Marne (10^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 431 relative à l'abrogation de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités [21 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Gestion. Patrimoine immobilier, locaux de l'imprimerie nationale [7 novembre 2007] (p. 3777)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [9 avril 2008] (p. 1452)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 127, posée le 29 janvier 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 625). Appelée le 29 janvier 2008. Fonctionnement, financement (p. 567)

DÉBATS

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2499)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes : effectifs (p. 2500)

Industrie : produits de luxe : externalisation (p. 2499)

Pharmacie et médicaments : médicaments : contrefaçon (p. 2499)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : emploi (p. 2499)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : relations internationales (p. 2499)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2500)

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 3145)

Thème :

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 3145)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

MÉDIAS

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4259)

Son intervention (p. 4260)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France 24 (p. 4260)

Audiovisuel et communication : TF1 (p. 4260)

Presse et livres : presse (p. 4260)

TVA : taux : presse (p. 4260)

SÉCURITÉ

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4256)*Crédits de la mission "Sécurité" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 4256)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3794)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : crédits (p. 3794)

Travail : conditions de travail (p. 3794)

Travail : durée du travail (p. 3794)

Travail : précarité (p. 3794)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4266)

Son intervention (p. 4267)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4267)

Logement : politiques communautaires (p. 4267)

Logement : droit au logement (p. 4267)

Logement : ventes d'appartements : logement social (p. 4267)

Logement : aides et prêts : crédits budgétaires (p. 4267)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4267)

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5155)

Son intervention (p. 5159)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 5159)

Assurances : assurance vie : décès (p. 5159)

Assurances : assurance vie : fichiers informatisés (p. 5159)

Etat : Médiateur de la République (p. 5159)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5159)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 5160)

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5160)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5165)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 5165)

Justice : visioconférence (p. 5165)

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 5165)

Lois : inflation (p. 5165)

Lois : abrogation (p. 5165)

Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 5165)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007]

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5165)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ;**[7 février 2008] (p. 827)**

Son intervention (p. 820)

Thèmes :

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 821)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 820)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 821)

Union européenne : traité de Lisbonne : libéralisme (p. 821)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1034)

Thèmes :

Impôts et taxes : participation des employeurs à l'effort de construction (p. 1035)

Logement : construction (p. 1035)

Logement : coût (p. 1035)

Logement : jeunes (p. 1035)

Logement : droit au logement (p. 1035)

Logement : HLM : surloyer (p. 1035)

Logement : aides et prêts : aides à la personne : indexation (p. 1035)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 1035)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1035)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1034)

Postes : livret A : logement social (p. 1035)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1785) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1787)

Son intervention (p. 1789)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : externalisation (p. 1786)

Archives et bibliothèques : archives : pétitions (p. 1785, 1789)

Archives et bibliothèques : Archives nationales : histoire (p. 1785, 1789)

Archives et bibliothèques : Archives nationales : moyens (p. 1786, 1789)

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 1786)

Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1785)

Archives et bibliothèques : communication des archives : notaires (p. 1786)

Archives et bibliothèques : communication des archives : pays étrangers (p. 1786)

Archives et bibliothèques : communication des archives : sécurité nucléaire (p. 1785)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)*Article 3 (collecte, conservation et protection des archives publiques)*

Ses amendements n° 53 et 54 (p. 1800 et s.)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)

Ses interventions (p. 1802 et s.)

Son sous-amendement n° 59 à l'ad n° 11, deuxième rectification de la commission (p. 1804)

Son amendement n° 58 (p. 1805)

Son amendement n° 65 : adopté (p. 1805)

Son amendement n° 60 (p. 1806)

Son amendement n° 61 : adopté après rectification (p. 1807)

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1814)

Ses explications de vote (p. 1814)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1814)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2784)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2785)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 2784)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 2784)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 734 de M. Daniel Paul (p. 2908)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Ses interventions (p. 2920 et s.)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son intervention (p. 2937)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son intervention (p. 2948)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2955 et s.)

Son amendement n° 736 (de suppression) (p. 2955)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 221 de la commission des finances (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise -BSPCE-) (p. 3004)

Intervient sur l'ad n° 222 de la commission des finances (p. 3008)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 15 de M. Nicolas Forissier (rapport au Parlement sur le bilan de l'action des acteurs du système public de financement, d'appui et de soutien aux PME) (p. 3012)

Intervient sur l'ad n° 729 de M. Daniel Paul (p. 3012)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son intervention (p. 3016)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 724 de M. Daniel Paul (modification de l'article L. 8221-6 du code du travail) (p. 3027)

Intervient sur l'ad n° 725 de M. Daniel Paul (p. 3027)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son intervention (p. 3036)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3078 et s.)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Ses interventions (p. 3127 et s.)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Ses amendements n° 194 deuxième rectification et 936 (p. 3140)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses amendements n° 938 (de suppression), 940, 941 rectifié, 921, 918 et 917 (p. 3247 et s.)

Avant l'article 21

Intervient sur les adts n° 1436, 1019, 1020, 1028 et 1045 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3379 et s.)

Intervient sur les adts n° 749, 953 et 750 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3388)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses interventions (p. 3401 et s.)

Explications de vote et votes [17 juin 2008] (p. 3504)

Ses explications de vote (p. 3508)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3509)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4299)

Philippe GOSELIN

Manche (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission supérieure de codification [J.O. du 27 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi de lutte contre la contrefaçon (n° 175) [5 septembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la législation funéraire (n° 51) [7 novembre 2007]

Membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [J.O. du 20 juin 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Secrétaire de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, de lutte contre la contrefaçon (n° 175) [26 septembre 2007] (n° 178)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la législation funéraire (n° 51) [30 janvier 2008] (n° 664)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sang et organes humains. Sang. Dons, développement [28 mai 2008] (p. 2591)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 221, posée le 29 avril 2008. Voirie. RN 174 (J.O. Questions p. 3551). Appelée le 29 avril 2008. Aménagement, financement, Manche (p. 1752)

DÉBATS

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2497)

Thèmes :

Justice : procédures : contrefaçon (p. 2498)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : Internet (p. 2499)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : juridictions spécialisées (p. 2498)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : sécurité (p. 2498)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : statistiques (p. 2498)
 Recherche : innovation : propriété intellectuelle (p. 2498)

Discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2514)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2514 à 2527)

Article 2 (coordinations de nomenclature au sein des dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives aux dessins et modèles)

Son intervention (p. 2514)

Son amendement n° 65 : adopté (p. 2514)

Article 3 (régime juridique applicable à la contrefaçon de dessins et modèles nationaux)

Son intervention (p. 2514 et s.)

Ses amendements n°s 66 et 67 (p. 2515 et s.) : adoptés (p. 2516)

Article 4 (harmonisation des sanctions pénales en matière de contrefaçon de dessins ou modèles nationaux avec les sanctions civiles)

Son intervention (p. 2517)

Après l'article 4

Intervient sur l'adit n° 8 rectifié de la commission (régime de retenue douanière en matière de contrefaçons de dessins et modèles) (p. 2517)

Article 5 (contentieux des dessins ou modèles communautaires)

Son amendement n° 68 : adopté (p. 2517)

Article 6 (spécialisation de certains tribunaux de grande instance dans le contentieux des dessins et modèles communautaires)

Son intervention (p. 2517)

Article 7 (octroi de licences obligatoires permettant l'exportation de médicaments à des pays en développement)

Son intervention (p. 2518)

Article 10 (mesures provisoires et conservatoires en matière de brevets)

Son intervention (p. 2519)

Son amendement n° 69 : adopté (p. 2519)

Article 11 (régime juridique applicable à la saisie-contrefaçon en matière de brevets)

Son intervention (p. 2519)

Article 12 (droit d'information en matière de brevets)

Son intervention (p. 2520)

Article 13 (indemnisation du préjudice né de la contrefaçon de brevets)

Son intervention (p. 2520)

Ses amendements n°s 70 et 71 : adoptés (p. 2520)

Article 15 (mesures pénales complémentaires en matière de brevets)

Son intervention (p. 2520)

Article 20 (mesures provisoires et conservatoires, saisie-contrefaçon et droit d'information en matière de contrefaçon d'obtentions végétales)

Son intervention (p. 2521)

Son amendement n° 72 : adopté (p. 2521)

Article 21 (indemnisation du préjudice né de la contrefaçon d'obtentions végétales et mesures complémentaires de réparation civile du préjudice)

Son intervention (p. 2521)

Ses amendements n° 73 et 74 rectifié : adoptés (p. 2521)

Article 22 (sanctions pénales complémentaires en matière d'obtentions végétales)

Son intervention (p. 2521)

Après l'article 23

Intervient sur l'adit n° 25 de la commission (spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière de contentieux sur les marques nationales) (p. 2522)

Article 24 (mesures provisoires et conservatoires en matière de contrefaçon de marques)

Son intervention (p. 2522)

Son amendement n° 75 : adopté (p. 2522)

Après l'article 26

Intervient sur l'adit n° 30 rectifié de la commission (régime de retenue douanière en matière de contrefaçons de marques) (p. 2523)

Article 27 (évaluation du préjudice né de la contrefaçon et sanctions complémentaires civiles et pénales)

Son intervention (p. 2523)

Ses amendements n°s 76 et 77 : adoptés (p. 2523)

Article 28 (transposition de la directive en matière d'indications géographiques)

Son intervention (p. 2523)

Ses amendements n°s 81 à 83 : adoptés (p. 2524)

Article 30 (capacité d'ester en justice du bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation appartenant à un producteur de phonogramme ou de vidéogramme)

Son intervention (p. 2524)

Article 31 (améliorations procédurales de l'action civile pour atteinte aux droits d'auteur, aux droits voisins et aux droits du producteur de bases de données)

Son intervention (p. 2524)

Son amendement n° 85 : adopté (p. 2524)

Article 37 (rappel des objets contrefaisants des circuits commerciaux, mise à l'écart, destruction ou confiscation au pénal)

Son intervention (p. 2525)

Article 39 (sanctions pénales en matière d'atteinte aux droits du producteur de bases de données)

Son intervention (p. 2525)

Article 42 (extension des compétences des douanes et des services judiciaires)

Son intervention (p. 2526)

Son amendement n° 86 : adopté (p. 2526)

Après l'article 45

Intervient sur l'adt n° 51 de la commission (échanges d'informations entre les différents services de l'Etat chargés de la lutte contre la contrefaçon) (p. 2526)

Intervient sur l'adt n° 52 de la commission (extension des compétences de Tracfin aux profits illicites tirés de la contrefaçon) (p. 2526)

Intervient sur l'adt n° 94 de la commission (extension des pouvoirs d'enquête judiciaire en matière de contrefaçon) (p. 2527)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2628)

Après l'article 7

Son amendement n° 8 rectifié (possibilité de maintien de syndicats mixtes à la carte, exerçant d'autres compétences que celles relatives au schéma de cohérence territoriale) (p. 2631) : adopté (p. 2632)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007
Son intervention (p. 104)

Thèmes :

Aménagement du territoire : télécommunications (p. 104)
Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 104)
Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 104)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 104)
Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 104)
Lois de finances : nomenclature budgétaire : aménagement du territoire (p. 104)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 104)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3515)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3516)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3516)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3516)
Coopération intercommunale (p. 3516)
Etat : décentralisation (p. 3517)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1786)

Son intervention (p. 1789)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1798)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : histoire (p. 1789)
Archives et bibliothèques : archives : pétitions (p. 1798)
Archives et bibliothèques : archives : protection (p. 1787, 1789)
Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1790)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4067)

Discussion générale commune du projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel et du projet de loi relatif aux archives (voir Archives et bibliothèques n° 566)

Explications de vote et vote [1^{er} juillet 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4079)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1814)

Ses explications de vote (p. 1815)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1815)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4067)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4070)

Son intervention (p. 4075)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : modernisation (p. 4071)
Archives et bibliothèques : archives : support électronique (p. 4075)
Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 4071)
Archives et bibliothèques : communication des archives : généalogie (p. 4075)
Archives et bibliothèques : communication des archives : histoire (p. 4075)
Archives et bibliothèques : communication des archives : recensements (p. 4075)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4075)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4079)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4079)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)

Son intervention (p. 1904)

Thèmes :

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 1904)
Entreprises : gouvernement d'entreprise : information (p. 1905)
Entreprises : représentants du personnel : fusion transfrontalière (p. 1905)
Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 1905)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)

Son intervention (p. 1911)

Explications de vote et vote [6 mai 2008] (p. 1917)

Ses explications de vote (p. 1917)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1917)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2286)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2286)

Constitution : histoire (p. 2286)
 Constitution : révision : modernisation (p. 2287)
 Constitution : Ve République (p. 2286)
 Etat : Défenseur des droits des citoyens (p. 2286)
 Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2286)
 Président de la République : rôle (p. 2286)
 Union européenne : subsidiarité : contrôle parlementaire (p. 2286)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 33

Son amendement n° 642 (possibilité pour les syndicats mixtes de gérer les schémas de cohérence territoriale) (p. 3198) : adopté (p. 3199)

Pascale GOT

*Gironde (5^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Politique industrielle. [15 avril 2008] (p. 1568)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 109, posée le 22 janvier 2008. Automobiles et cycles. Ford (J.O. Questions p. 406). Appelée le 22 janvier 2008. Emploi et activité, Gironde (p. 381)

n° 159, posée le 25 mars 2008. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 2476). Appelée le 25 mars 2008. Urgences médicales, Médoc (p. 897)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1837)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B

Son amendement n° 211 (p. 4076)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*
 Son intervention (p. 26)

Thèmes :

Industrie : restructurations : crédits budgétaires (p. 26)
 Régions : contrats de plan Etat-régions : dette de l'Etat (p. 26)
 TVA : taux réduit : restaurants (p. 26)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007*

Son intervention (p. 105)

Thème :

Aménagement du territoire : tourisme et loisirs (p. 105)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 981)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 982)
 Personnes âgées : dépendance (p. 982)
 Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 982)
 Santé : accès aux soins (p. 982)
 Travail : droit du travail (p. 982)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2121)

Son intervention (p. 2128)

Thèmes :

Droit pénal : perquisitions (p. 2121, 2128)
 Droit pénal : secret de l'instruction : recel (p. 2128)
 Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 2121, 2128)
 Politique générale : démocratie : information (p. 2121, 2128)
 Presse et livres : journalistes : domicile (p. 2128)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2121, 2128)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Article 1er (consécration législative du principe général de la protection du secret des sources journalistiques)

Son intervention (p. 2142)

Article 2 (accroissement des garanties procédurales en cas de perquisition concernant un journaliste)

Son intervention (p. 2145)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2853)

Thèmes :

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 2853)
 Entreprises : délais de paiement (p. 2853)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2853)
 Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 2853)
 Recherche : financement (p. 2854)
 Télécommunications : Internet : accès (p. 2854)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 37 (création de fonds de dotation)

Ses amendements n^{os} 836, 835, 837 et 831 (p. 3210)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008
Son intervention (p. 4031)

Marc GOUA

*Maine-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 décembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 259, posée le 13 mai 2008. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie, industrie et emploi : structures administratives (J.O. Questions p. 3890). Appelée le 13 mai 2008. Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, restructuration (p. 2010)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2850)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 2851)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2850)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2850)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2850)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine : régularisations (p. 3615)
Etrangers : rétention administrative : conditions de séjour (p. 3611)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5319)

Thèmes :

Baux : loyers : indexation (p. 5320)
Commerce et artisanat : grande distribution : bénéfices (p. 5320)
Energie et carburants : fioul : aides (p. 5320)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 5319)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 5321)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5320)
Industrie : industrie pétrolière : bénéfiques (p. 5320 et s.)
Transports urbains : transports en site propre : financement (p. 5320)
Travail : chèque-transport (p. 5320)
Travail : durée du travail (p. 5320)
TVA : taux réduit (p. 5320)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1044)

Thèmes :

Baux : loyers : indexation (p. 1045)
Collectivités territoriales : Paris : politique du logement (p. 1044)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : logement : aides et prêts (p. 1046)
Logement : construction (p. 1044)
Logement : coût (p. 1044)
Logement : droit au logement (p. 1045)
Logement : logement social : secteur privé (p. 1046)
Logement : mixité sociale (p. 1046)
Logement : aides et prêts : aides à la personne : effet de seuil (p. 1045)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1044 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son amendement n° 542 (p. 2970)

Article 17 (assouplissement des conditions et des plafonds pour la déductibilité des intérêts des emprunts contractés par les repreneurs d'entreprise)

Son amendement n° 554 (p. 3057)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4609)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4609)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4609)
Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4609)

Philippe GOUJON

*Paris (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté (n° 114) [25 juillet 2007]

Membre du conseil d'orientation de l'observatoire national de la délinquance [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre de la commission nationale des compétences et des talents [J.O. du 7 décembre 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté (n° 114) [18 septembre 2007] (n° 162)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Vidéosurveillance, développement [23 octobre 2007] (p. 3056)

Politique extérieure. Liban. Situation politique [13 mai 2008] (p. 2018)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2137)

Thèmes :

Droit pénal : injonction de soins (p. 2138)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2138)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire : psychologues (p. 2138)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2138)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : Parti socialiste (p. 2137)

Système pénitentiaire : réforme (p. 2138)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 2138)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2506)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2507)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 2506)

Secteur public : service minimum (p. 2506)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2506, 2507)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2506)

Transports urbains : RATP (p. 2506, 2507)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2142)

Thèmes :

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2142)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2142)

Langue française : usage : immigration (p. 2143)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 10

Son amendement n° 81 (obligation d'enregistrement des ressortissants communautaires) : adopté (p. 2312)

Son amendement n° 80 (exercice des droits pendant le transfert vers le lieu de rétention) : adopté (p. 2312)

Son amendement n° 79 (versement, pour partie, de l'allocation temporaire d'attente sous la forme d'un titre de paiement spécial permettant d'acquiescer des biens et services de première nécessité) (p. 2312) : retiré (p. 2313)

Article 13 (extension du recours à la visioconférence pour les audiences de prolongation de rétention par le juge des libertés et de la détention)

Son amendement n° 271 (p. 2316)

Après l'article 14

Intervient sur l'adit n° 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2336)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2351)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2336, 2351)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : indépendance (p. 2337)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : nomination (p. 2352)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : Royaume-Uni (p. 2352)

Défense : opérations extérieures : détenus (p. 2352)

Etat : Médiateur de la République (p. 2337, 2351)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : protocole (p. 2337)

Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation : autorités administratives indépendantes (p. 2336)

Parlement : prérogatives : nomination (p. 2337)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2337, 2351)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 2336)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2353 à 2383)

Article 1er (statut et champ de compétence du Contrôleur général)

Ses interventions (p. 2353 et s.)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Son intervention (p. 2357)

Article 3 (recrutement de contrôleurs)

Son intervention (p. 2359)

Article 4 (secret professionnel)
Ses interventions (p. 2360 et s.)

Article 5 (modalités d'information et de saisine du Contrôleur général)
Son intervention (p. 2362)

Article 5 bis (saisine de la CNDS et du Médiateur de la République par le Contrôleur général)
Son intervention (p. 2363)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)
Ses interventions (p. 2364, 2374 et s.)

Article 7 (suites données aux visites)
Son intervention (p. 2378)

Article 8 (avis et recommandations)
Son intervention (p. 2381)

Après l'article 11
Intervient sur l'ad. n° 40 de la commission (coordination) (p. 2383)

Seconde délibération

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)
Son intervention (p. 2383)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2386)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 7

Son amendement n° 25 précédemment réservé (achat de véhicules de moins de trois mètres et rejetant moins de 120 grammes de CO² par kilomètre : bénéfice du crédit d'impôt prévu pour les motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride) (p. 2939) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 2940)

Son amendement n° 26 précédemment réservé (achat de véhicules rejetant moins de 100 grammes de CO² par kilomètre : bénéfice du crédit d'impôt prévu pour les motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 2941)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4187)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : détenus ; maladies mentales (p. 4187)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 15)

Thèmes :

Ordre public : vidéosurveillance (p. 15)

Ordre public : violences urbaines (p. 15)

Police : policiers : logement (p. 15)

Police : policiers : primes (p. 15)

Sécurité routière : circulation urbaine : Paris (p. 15)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4679)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4679)

Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4679)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4680)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4680)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3982)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 9 (organisation du service d'accueil par une autre commune ou un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 4682)

François GOULARD

Morbihan (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 février 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 9 février 2008]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna (n° 780) [6 mai 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Ville et logement - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna (n° 780) [6 mai 2008] (n° 849)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son intervention (p. 2206)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 2411)

Son intervention (p. 2416)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2417)

Langue française : défense (p. 2416 et s.)

Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2411, 2416 et s.)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2416 et s.)

Projet de loi n° 780 ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2056)

Son intervention (p. 2056)

Thèmes :

Justice : territoires d'outre-mer (p. 2056)

Marchés financiers : outre-mer (p. 2056)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2057)

Ordonnances (p. 2057)

Outre-mer : spécialité législative (p. 2056)

Prestations familiales : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2056)

Discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2059)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2060)

Article 1er (ratification de l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna)

Son intervention (p. 2060)

Titre

Son intervention (p. 2060)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son amendement n° 186 (de suppression) (p. 2438)

Après l'article 14

Son amendement n° 582 (couverture par l'emprunt des dépenses de fonctionnement de l'Etat) : retiré (p. 2602)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 191 (p. 2611)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement n° 192 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2616)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2711)

Son amendement n° 196 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2711)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Son amendement n° 60 (p. 3856) : adopté (p. 3857)

Son intervention (p. 3859)

Seconde délibération

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3883)

Michel GRALL

*Morbihan (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 (n° 917) [28 mai 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 583 visant à créer un certificat de dégage afin de lutter contre les déversements polluants en mer [15 janvier 2008]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi portant règlement définitif du budget, après déclaration d'urgence, pour l'année 2007 (n° 917) [19 juin 2008] (n° 988)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Conférence des donateurs pour l'Etat palestinien [18 décembre 2007] (p. 5376)

Politique extérieure. Émirats arabes unis. Coopération militaire, renforcement [23 janvier 2008] (p. 475)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Son amendement n° 87 (p. 2978) : adopté (p. 2679)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1726)

Thèmes :

Défense : aménagement du territoire (p. 1726)

Défense : personnels (p. 1726)

Défense : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1726)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008

Son intervention (p. 4044)

Jean-Pierre GRAND

*Hérault (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 7 novembre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 7, posée le 2 octobre 2007. Handicapés. Allocation aux adultes handicapés (J.O. Questions p. 5860). Appelée le 2 octobre 2007. Complément, conditions d'attribution (p. 2463)

n° 265, posée le 13 mai 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 3892). Appelée le 13 mai 2008. Ligne Nîmes-Perpignan (p. 1997)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se déclare surpris de la manière dont le débat sur la réforme portuaire s'est engagé : alors que l'urgence a été déclarée, la majorité n'a déposé qu'un seul amendement, retiré en début de séance, et le Ministre ainsi que le rapporteur se sont contentés de réponses laconiques ; il espère que la présente séance permettra d'examiner ce texte de manière plus approfondie [17 juin 2008] (p. 3554)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2294)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : nomination (p. 2294)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2294)

Constitution : V^e République (p. 2295)

Parlement : conditions de travail (p. 2294)

Parlement : ordre du jour (p. 2294)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2294)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2522 et s.)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2540)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2567)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son intervention (p. 2606)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3920)

Thèmes :

Défense : indépendance nationale (p. 3921)

Défense : politique de défense (p. 3921)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3920)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3920)

Union européenne : politique de la défense (p. 3921)

Claude GREFF

*Indre-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 12 juillet 2007]

Représentante titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre du conseil national du syndrome immunodéficient acquis (sida) [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil supérieur de la mutualité [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-présidente de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2006-1668 du 21 décembre 2006 portant création d'un ordre national des infirmiers [30 janvier 2008] (n° 670)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur les femmes et leur retraite [4 juillet 2008] (n° 1028)

Proposition de loi n° 1074 tendant à partager les droits à la retraite entre ex-conjoints divorcés en faveur du parent au foyer [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Aides de l'Etat [22 janvier 2008] (p. 392)

Santé. Réglementation. Droits des malades, fin de vie [25 mars 2008] (p. 911)

Etablissements de santé. Centres de soins palliatifs. Capacités d'accueil [17 juin 2008] (p. 3500)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)
Son intervention (p. 3651)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Santé : drogue (p. 3651)
- Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3651)
- Santé : cancer (p. 3651)
- Santé : crédits (p. 3651)
- Santé : maladies rares (p. 3651)
- Santé : prévention (p. 3651)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)
Son intervention (p. 5326)

Thèmes :

- Banques et établissements financiers : tarifs (p. 5327)
- Formation professionnelle : Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente (p. 5327)
- Impôts et taxes : participation des employeurs à l'effort de construction : petites et moyennes entreprises (p. 5327)
- Travail : mobilité (p. 5327)

Jean GRELLIER

Deux-Sèvres (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 52, posée le 18 décembre 2007. Voirie. Routes (J.O. Questions p. 7891). Appelée le 18 décembre 2007. Route Centre Europe Atlantique (p. 5364)

DÉBATS

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2843)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : interventions économiques : schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire (p. 2844)
- Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2844)
- Economie sociale (p. 2844)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2843)
- Justice : tribunaux de commerce (p. 2844)
- Politique économique : pôles de compétitivité (p. 2844)
- Politiques communautaires : politique économique (p. 2843)
- Télécommunications : Internet : accès (p. 2844)

Proposition de loi n° 56 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3479)

Son intervention (p. 3486)

Thèmes :

- Baux : bailleurs : obligations (p. 3487)
- Consommation : sécurité des produits (p. 3487)
- Logement : normes de sécurité (p. 3487)
- Sécurité publique : incendies : prévention (p. 3486)

Maxime GREMETZ

Somme (1^{ère} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du comité national des retraités et des personnes âgées [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie [J.O. des 2 août 2007 et 16 avril 2008]

Membre du conseil d'orientation des retraites [J.O. du 11 août 2007]
Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 534 visant à une meilleure information et protection des consommateurs en matière de souscription de prêts immobiliers à taux variable [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 751 relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 828 visant à un renforcement de la prévention des risques physiques et psychologiques liés au travail dans les petites et moyennes entreprises [24 avril 2008]

Proposition de loi n° 854 visant à réformer et à simplifier le droit de la chasse [7 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. Mouvement social [17 octobre 2007] (p. 2831)

Industrie. Caoutchouc et plastiques. Goodyear Dunlop, emploi et activité, Amiens [6 février 2008] (p. 758)

Industrie. Caoutchouc et plastiques. Dunlop Goodyear, emploi et activité, Amiens [15 avril 2008] (p. 1561)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 103, posée le 22 janvier 2008. Industrie. Caoutchouc et plastiques (J.O. Questions p. 405). Appelée le 22 janvier 2008. Dunlop Goodyear, emploi et activité, Amiens (p. 381)

n° 348, posée le 10 juin 2008. Etablissements de santé. CHU (J.O. Questions p. 4776). Appelée le 10 juin 2008. Fonctionnement, Amiens (p. 3170)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle sa demande de scrutin public sur un amendement déposé par Mme Billard sur les indemnités de licenciement [16 avril 2008] (p. 1656)

Demande au Gouvernement de préciser la nature et la définition de l'organisme dénommé "France Emploi" [17 août 2008] (p. 4753)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2160)

Thèmes :

Etrangers : femmes : immigration clandestine (p. 2161)
Etrangers : politique de l'immigration : propagande électorale (p. 2160)
Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2161)
Langue française : usage : regroupement familial (p. 2161)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Son intervention (p. 3909)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 3910)
Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 3910)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3909 et s.)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3910)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3929)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 185 rectifié du Gouvernement (revalorisation de la retraite du combattant) (p. 3931)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et lien avec la nation", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3932)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 211)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Charte des droits fondamentaux (p. 211)
Union européenne : traité constitutionnel (p. 211)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Son intervention (p. 741)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 742)
Automobiles et cycles : mini-motos et quads : sanctions (p. 741)
Sécurité routière : circulation routière : interdiction (p. 741)

Explications de vote et vote [5 février 2008]

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 742)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Ses interventions (p. 1611 et s.)

Ses amendements n°s 124 et 123 (p. 1620)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Son intervention (p. 1627)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Ses interventions (p. 1650 et s.)

Son amendement n° 126 (p. 1651)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 avril 2008] (p. 1656)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Ses interventions (p. 1664, 1666 et s.)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4067)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4072)

Thème :

Archives et bibliothèques : communication des archives : histoire (p. 4072)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4078)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4079)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4708)

Son intervention (p. 4714)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4738)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4709, 4714)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4709, 4714)

Emploi : chômeurs (p. 4708, 4714 et s., 4738)

Politique sociale : syndicats (p. 4715)

Politique sociale : dialogue social (p. 4715 et s.)

Travail : code du travail (p. 4714 et s.)

Travail : conditions de travail (p. 4708, 4714 et s.)

Travail : durée du travail (p. 4714 et s.)

Travail : licenciements (p. 4709, 4716, 4738)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 1491 de Mme Martine Billard (institution d'une taxe de précarité) (p. 4741)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4751, 4772, 4800 et s.)

Son amendement n° 1519 (p. 4753)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2008] (p. 4753)

Ses amendements n°s 1520 à 1527 et 1530 à 1540 (p. 4762 et s., 4773 et s., 4790 et s.)

Son amendement n° 1541 : adopté (p. 4809)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1542 (composition de l'institution garantissant le paiement des salaires) : rejeté (p. 4809)

Intervient sur l'adit n° 1556 du Gouvernement (création d'un médiateur national à "France-Emploi") (p. 4810)

Son amendement n° 1543 (obligation de dépôt des offres d'emploi à "France-Emploi") (p. 4810) : rejeté (p. 4811)

Son amendement n° 1544 (rapport du Gouvernement au Sénat sur la situation financière et le financement de l'Association de gestion de la garantie des salaires) : rejeté (p. 4811)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Intervient sur l'adit n° 22 de M. Jean-Pierre Decool (p. 4814)

Ses amendements n°s 1545 à 1547 (p. 4815 et s.)

Ses interventions (p. 4819)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 15 de la commission (relèvement progressif de l'âge minimal de dispense de recherche d'emploi et suppression de cette dispense en 2012) (p. 4821)

Son amendement n° 1548 (entrée en vigueur des dispositions de la loi concomitamment avec la mise en place du nouvel opérateur public recensant les offres d'emploi) (p. 4823) : rejeté (p. 4824)

Explications de vote et vote [17 juillet 2008] (p. 4825)

Ses explications de vote (p. 4826)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4826)

Jean GRENET

*Pyrénées-Atlantiques (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

François GROSDIDIER

*Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 29 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1112)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1112)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1113)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1113)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1112)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1113)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 1112)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1112)

Parlement : groupes de pression (p. 1113)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1112)

Recherche : biotechnologies (p. 1112)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1113)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1112)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1160)

Son amendement n° 112 (p. 1216) : adopté (p. 1218)

Son amendement n° 113 (p. 1222)

Après l'article 1er

Son amendement n° 116 (encouragement, organisation et financement par l'Etat de la recherche scientifique fondamentale sur, notamment, le fonctionnement des écosystèmes, l'écotoxicologie et l'épidémiologie et encadrement des partenariats public / privé pour assurer l'indépendance des équipes scientifiques et la transparence des sources de financement) (p. 1239) : rejeté (p. 1240)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son intervention (p. 1245)

Son amendement n° 117 (p. 1250)

Son amendement n° 118 : adopté (p. 1256)

Ses amendements n°s 119 à 121, 130, 122 à 125, 131, 126 et 127 (p. 1256 et s.)

Son amendement n° 128 (p. 1298) : adopté (p. 1300)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Son intervention (p. 1316)

Son amendement n° 146 (p. 1317)

Son sous-amendement n° 487 à l'ad t n° 68 de la commission (p. 1318)

Ses amendements n°s 147 et 148 (p. 1319 et s.)

Avant l'article 3

Son amendement n° 129 (suppression de la notion de "coexistence entre cultures" avec ou sans OGM) : retiré (p. 1326)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1332)

Ses amendements n°s 132 et 176 (p. 1338)

Son amendement n° 133 : adopté (p. 1339)

Ses amendements n°s 134 et 135 deuxième rectification (p. 1340 et s.)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1405)

Ses amendements n°s 136 et 137 (p. 1406 et s.)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 138, 140 rectifié et 139 (p. 1419 et s.)

Article 8 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 167, 149 à 151 (p. 1432 et s.)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 141 rectifié (p. 1438) : adopté (p. 1439)

Ses amendements n°s 152 et 153 rectifiés (p. 1439)

Jacques GROSPERRIN

*Doubs (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Autistes [30 janvier 2008] (p. 626)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 318, posée le 3 juin 2008. Voirie. (J.O. Questions p. 4543). Appelée le 3 juin 2008. Agglomération bisontine (p. 2813)

DÉBATS

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4460)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 4460)

Banques et établissements financiers : dates de valeur (p. 4460)

Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle : médiateur (p. 4460)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 4460)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4033) :

- Réunion de la commission lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4037)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4614)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4614)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4615)

Etat : concertation avec le personnel (p. 4614)

Famille : garde des enfants : principe d'égalité (p. 4614)

Politique générale : opinion publique : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4614)

Secteur public : grève : préavis (p. 4614)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son amendement n° 32 (p. 4668)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5173)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5173)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5173)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5173)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5173)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5173)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 155 (p. 5392)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Ses amendements n°s 158 à 161 (p. 5411)

Après l'article 7

Son amendement n° 163 précédemment réservé (bilan préfectoral annuel de la performance des dispositifs de lutte contre la pauvreté, y compris le RSA, et de leur coût) : rejeté (p. 5417)

Arlette GROSSKOST

*Haut-Rhin (5^{ème} circonscription)
Appartenance au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 17 juin 2007

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cesse d'être apparentée au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 13 décembre 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 13 décembre 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Représentante titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Juge suppléante de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre du comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) [J.O. du 11 août 2007]

Cesse d'être membre du comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) [J.O. du 7 novembre 2007]

Rapporteuse du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire (n° 411) [30 janvier 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 juillet 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 156 tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale pour établir des règles de transparence concernant les groupes d'intérêt [11 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire (n° 411) [16 avril 2008] (n° 817)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire (n° 945) [17 juin 2008] (n° 962)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [24 octobre 2007] (p. 3153)

Emploi. ANPE. Chômeurs, droits et obligations [15 avril 2008] (p. 1565)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 220, posée le 29 avril 2008. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p. 3551). Appelée le 29 avril 2008. Bassin de Mulhouse (p. 1746)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 15)

Thème :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : croissance (p. 15)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 90 de M. Jacques Remiller (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)

Son intervention (p. 1902)

Thèmes :

Entreprises : développement économique (p. 1903)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 1902)

Entreprises : fusion transfrontalière : Union européenne (p. 1902)

Entreprises : gouvernement d'entreprise : information (p. 1903)

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 1902)

Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 1902)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 1903)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1908 à 1917)

Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)

Ses interventions (p. 1908 et s.)

Ses amendements n°s 87 à 92 : adoptés (p. 1908 et s.)

Article 3 (participation des salariés aux travaux des organes d'administration de la société absorbante ou issue de la fusion transfrontalière)

Son intervention (p. 1911)

Article 4 (extension du délit d'entrave à la constitution et au fonctionnement des instances de participation de la société issue de la fusion transfrontalière)

Son intervention (p. 1912)

Article 5 (futurs règles sur la participation des salariés aux organes d'administration de la société absorbante ou issue de la fusion transfrontalière)

Son intervention (p. 1912)

Son amendement n° 93 : adopté (p. 1912)

Ses amendements n°s 94 rectifié à 98 et 101 : adoptés (p. 1912)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 118 de la commission (protection des salariés membres du groupe spécial de négociation ou du comité de la société issue d'une fusion transfrontalière ou d'une société coopérative européenne) (p. 1913)

Article 8 (entrée en vigueur des dispositions des articles 5 à 7)

Son intervention (p. 1913)

Article 9 (opérations de fusions transfrontalières éligibles aux dispositions du chapitre Ier du projet de loi)

Son amendement n° 102 : adopté (p. 1913)

Article 10 (possibilité de non-établissement du rapport de l'expert indépendant sur décision unanime des associés en cas de fusion)

Son intervention (p. 1914)

Article 12 (extension aux obligataires des sociétés à responsabilité limitée (SARL) des garanties particulières prévues pour ceux des sociétés anonymes)

Son intervention (p. 1914)

Article 14 (appel de l'opposition du procureur de la République pour des raisons d'intérêt public)

Son intervention (p. 1914)

Son amendement n° 103 : adopté (p. 1914)

Article 15 (dispositions nationales de droit commun relatives à la société coopérative européenne)

Ses interventions (p. 1914 et s.)

Ses amendements n°s 104 à 106 et 110 : adoptés (p. 1914 et s.)

Article 19 (modalités de rachat des certificats coopératifs d'investissement et d'associés en l'absence de stipulation spécifique dans le contrat d'émission)

Son amendement n° 112 : adopté (p. 1915)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 75 de la commission (insertion d'un chapitre II bis : dispositions diverses) (p. 1916)

Intervient sur l'adt n° 76 de la commission (coordinations des règles relatives à l'implication des salariés dans la société coopérative européenne) (p. 1916)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 77 de la commission (insertion d'un titre III bis : dispositions applicables aux sociétés coopératives) (p. 1916)

Intervient sur l'adt n° 78 de la commission (unions de sociétés coopératives de consommation) (p. 1916)

Intervient sur l'adt n° 79 de la commission (fixation du capital social maximal d'une société coopérative) (p. 1916)

Article 23 (informations transmises aux actionnaires par les organes sociaux d'une société anonyme de type moniste)

Son intervention (p. 1916)

Article 24 (informations transmises aux actionnaires par les organes sociaux d'une société anonyme de type dualiste)

Son intervention (p. 1916)

Article 25 (attestation des commissaires aux comptes sur les informations données aux actionnaires s'agissant de la gouvernance interne des sociétés anonymes)

Son intervention (p. 1916)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 84 de la commission (régime de transparence des sociétés ayant leur siège en France et faisant appel public à l'épargne en matière de gouvernance) (p. 1916)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 85 de la commission (modification de l'intitulé du titre V) (p. 1917)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3660)

Son intervention (p. 3661)

Thèmes :

Agriculture : coopératives (p. 3662)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 3662)

Impôts et taxes : coopératives (p. 3662)

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 3661)

Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 3661)

Sociétés : société européenne : siège social (p. 3661)

Union européenne : directives (p. 3662)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 3661)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4958)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4959)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4958 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4959)

Travail (p. 4959)

Travail : négociations : salaires (p. 4959)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 1^{er}

Intervient sur l'adt n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur les adts identiques n°s 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Serge GROUARD

*Loiret (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les enjeux stratégiques et industriels du secteur spatial [5 février 2008] (n° 688)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**

[3 octobre 2007] (p. 2575)
Son intervention (p. 2590)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : environnement (p. 2590)
Environnement : développement durable (p. 2590)
Transports : politique des transports (p. 2591)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
Son intervention (p. 2848)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2849)
Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 2849)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)
Son intervention (p. 3916)

Thèmes :

Défense : crédits : équipements (p. 3917)
Défense : politique de défense (p. 3917)
Défense : professionnalisation (p. 3917)
Défense : renseignement (p. 3917)

Pascale GRUNY

*Aisne (2^{ème} circonscription)
Appartenance au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Devenue députée le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]
N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]
S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. des 25 et 26 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Santé. Jeunes. Obésité, lutte et prévention [22 janvier 2008] (p. 396)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 64, posée le 18 décembre 2007. Baux. Fermage (J.O. Questions p. 7894). Appelée le 18 décembre 2007. Réglementation (p. 5353)

n° 190, posée le 8 avril 2008. Politique sociale. Handicapés et personnes âgées (J.O. Questions p. 2908). Appelée le 8 avril 2008. Accueillants familiaux, statut (p. 1369)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)
Son intervention (p. 4034)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 4034)
Environnement : politique de l'environnement : politique des transports (p. 4034)

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3919)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 237 de M. Pierre-Christophe Baguet (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de proposer une offre commerciale familiale) (p. 4759)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)
Son intervention (p. 83)

Thèmes :

Droit pénal : tourisme sexuel (p. 84)
Télécommunications : Internet : délinquants sexuels (p. 84)
Télécommunications : Internet : enfants (p. 84)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)
Son intervention (p. 431)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 431)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 431)
Emploi : UNEDIC (p. 431)

Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1541)
Son intervention (p. 1545)

Thèmes :

Droit pénal : manipulation mentale (p. 1545)
Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 1546)
Femmes : politique à l'égard des femmes : anorexie (p. 1545 et s.)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : anorexie (p. 1545)
Santé : anorexie (p. 1545 et s.)
Santé : prévention (p. 1545 et s.)

Explications de vote et vote [15 avril 2008] (p. 1556)

Ses explications de vote (p. 1556)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1556)

Louis GUÉDON

*Vendée (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil de surveillance de l'agence française du développement [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national du littoral [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie relatif à la coopération en matière d'application de la législation relative à la pêche dans les zones maritimes adjacentes aux Terres australes et antarctiques françaises, à l'île Heard et aux îles Mc Donald (n° 443) [19 décembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie relatif à la coopération en matière d'application de la législation relative à la pêche dans les zones maritimes adjacentes aux Terres australes et antarctiques françaises, à l'île Heard et aux îles Mc Donald (n° 443) [5 février 2008] (n° 686)

Proposition de loi n° 860 relative à l'institution de l'honorariat des présidents et vice-présidents des communautés de communes, communautés urbaines et communautés d'agglomération [7 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sociétés. Sociétés d'exercice libéral. Professions de santé, ouverture du capital, conséquences [25 juin 2008] (p. 3782)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)**

Son intervention (p. 4028)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : risques garantis (p. 4029)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : modernisation (p. 4028)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : chômage : indemnisation (p. 4028)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : contrôles (p. 4028)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 4029)

Commerce extérieur : balance commerciale : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4029)

Energie et carburants : tarifs : marins pêcheurs (p. 4029)

Environnement : Grenelle de l'environnement : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4029)

Politiques communautaires : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4028)

Françoise GUÉGOT

*Seine-Maritime (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (n° 1008) [18 juin 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (n° 1008) [8 juillet 2008] (n° 1032)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Universités. Etudiants handicapés, intégration, mise en œuvre [10 octobre 2007] (p. 2682)

Sports. Jeux olympiques. Pékin 2008, participation des athlètes français, modalités [9 avril 2008] (p. 1453)

Enseignement secondaire. Rythmes et vacances scolaires. Epreuves du baccalauréat, calendrier [4 juin 2008] (p. 2899)

*DÉBATS***Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)**

Son intervention (p. 2221)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômés (p. 2221)

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2221)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2221)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2221)

Enseignement supérieur : programmes (p. 2221)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2221, 2222)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2222)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)*Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)*

Son intervention (p. 2307)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Ses interventions (p. 2333 et s.)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)

Son intervention (p. 2362)

Explications de vote et vote [25 juillet 2007] (p. 2386)

Ses explications de vote (p. 2386)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2387)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2007] (p. 2629)

Son intervention (p. 2631)

Thèmes :

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2632)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2632)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2632)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2632)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2631, 2632)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4570)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : seuil de déclenchement du service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4572)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4572)

Enseignement maternel et primaire : élèves : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4571)

Enseignement privé : établissements sous contrat : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4571)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4656)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Ses interventions (p. 4669)

Article 7 bis (établissement par le maire d'une liste de personnes susceptibles de participer au service d'accueil)

Ses interventions (p. 4674 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad. n° 8 rectifié de la commission des affaires culturelles (rapport d'évaluation de la mise en œuvre du service d'accueil) (p. 4683)

Jean-Claude GUIBAL

*Alpes-Maritimes (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux transports routiers internationaux et au transit des voyageurs et des marchandises (n° 121) [31 juillet 2007]

Membre du conseil national du littoral [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende (n° 179) [18 septembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco (n° 186) [31 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (n° 767) [14 mai 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux transports routiers internationaux et au transit des voyageurs et des marchandises (n° 121) [18 septembre 2007] (n° 163)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende (n° 179) [10 octobre 2007] (n° 272)

Proposition de loi n° 388 visant à protéger les artisans du démarchage [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 389 visant à renforcer le dispositif de lutte contre les navires pollueurs en mer Méditerranée [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 390 portant allègement de la taxe d'habitation au titre des collatéraux invalides à la charge du contribuable [7 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 31 juillet 2007 sur le thème "Comment construire l'Union méditerranéenne ?" [5 décembre 2007] (n° 449)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco (n° 186)

- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (n° 767) [28 mai 2008] (n° 912)

Proposition de loi n° 1119 visant à créer sur le littoral méditerranéen un corps de gardes-côtes, placés sous l'autorité du Premier ministre, chargé en particulier de la surveillance des mouvements migratoires et du contrôle des navires pollueurs [23 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Fonction publique hospitalière. Personnel. Heures supplémentaires [21 mai 2008] (p. 2247)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 370, posée le 24 juin 2008. Traités et conventions. Convention de sécurité sociale avec Monaco (J.O. Questions p. 5267). Appelée le 24 juin 2008. Application, conséquences (p. 3692)

DÉBATS

Projet de loi n° 179 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2743)
Son intervention (p. 2744)

Thèmes :

Départements : Alpes-Maritimes (p. 2745)
 Environnement : dommages à l'environnement (p. 2744)
 Pays étrangers : Italie (p. 2744 et s.)
 Politique extérieure : coopération : Italie (p. 2744 et s.)
 Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 2745)
 Sécurité routière : circulation routière (p. 2744 et s.)
 Traités et conventions : ratification (p. 2744 et s.)
 Voirie : tunnels routiers (p. 2744 et s.)

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 601)*Article unique (coopération décentralisée des collectivités territoriales françaises)*

Son amendement n° 1 (coopération étendue aux Etats frontaliers membres du Conseil de l'Europe) (p. 601) : adopté (p. 602)

Élisabeth GUIGOU

*Seine-Saint-Denis (9^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 371 visant au contrôle de la vente et de l'utilisation des mini-quads, mini-motos et engins assimilables [7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'insurge contre les dangers que comporte, selon elle, ce texte et rappelle son soutien aux victimes [8 janvier 2008] (p. 75)

Souhaite davantage de sérénité pour ce débat. Son groupe n'a aucune indulgence pour les délinquants sexuels. Néanmoins, les empêcher de nuire doit se faire dans le respect des grands principes de notre droit [9 janvier 2008] (p. 111)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités**[4 juillet 2007] (p. 1597)**

Son intervention (p. 1601)

Thèmes :

Pays étrangers : Allemagne (p. 1601)
 Pays étrangers : Pologne (p. 1601)
 Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 1601, 1602)
 Union européenne : environnement (p. 1602)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 1602)
 Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1602)
 Union européenne : construction européenne (p. 1601 et s.)
 Union européenne : élargissement (p. 1602)
 Union européenne : institutions (p. 1601 et s.)
 Union européenne : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) : Afrique du Nord (p. 1602)
 Union européenne : traité de Nice (p. 1601)
 Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1601 et s.)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)*

Son intervention (p. 2215)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)*Avant le titre 1er*

Son amendement n° 75 (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4516) : rejeté (p. 4521)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 70)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 janvier 2008] (p. 75)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 72)
 Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 72)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 71)
 Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 71)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 71)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire : moyens (p. 71)
 Justice : juge de l'application des peines (p. 71)
 Lois : application : moyens (p. 72)
 Professions de santé : psychiatres : recrutement (p. 72)
 Système pénitentiaire : psychiatres (p. 71)
 Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 71)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)*Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)*

Ses interventions (p. 104 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 111)

Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)

Son intervention (p. 121)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Son intervention (p. 125)

Son amendement n° 102 (p. 127)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Son intervention (p. 780)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 781)

Droit pénal : injonction de soins (p. 780)

Justice : juge de l'application des peines : effectifs (p. 781)

Justice : rétention de sûreté (p. 781)

Lois : application : délinquants sexuels (p. 780)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 781)

Système pénitentiaire : moyens (p. 780)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs : effectifs (p. 780)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : effectifs (p. 780)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 227)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 227)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 227)

Union européenne : construction européenne (p. 227)

Union européenne : présidence française (p. 228)

Union européenne : subsidiarité (p. 227)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 227)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Son intervention (p. 746)

Thèmes :

Agriculture : montagne : mini-motos et quads (p. 747)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 747)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : mini-motos et quads (p. 746)

Consommation : information des consommateurs : mini-motos et quads (p. 747)

Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 746)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Article 1er (conditions de commercialisation des mini-motos et quads)

Son amendement n° 1 rectifié : adopté après modification (p. 749)

Son amendement n° 3 (p. 749)

Après l'article 1er

Son amendement n° 5 (mise en place au sein de la police et de la gendarmerie d'unités dédiées aux interpellations des usagers de mini-motos et quads) : retiré (p. 749)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 4 de M. Daniel Goldberg (obligation d'information du vendeur) (p. 751)

Son amendement n° 8 (campagne de sensibilisation des jeunes, de leurs parents et des professionnels aux dangers des mini-motos et quads) (p. 751) : retiré (p. 752)

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 752)

Ses explications de vote (p. 752)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 752)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2081)

Son intervention (p. 2086)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 2087)

Déchets, pollutions et nuisances : bruit : mini-motos et quads (p. 2087)

Départements : Seine-Saint-Denis : expérimentation (p. 2087)

Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 2087)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2088)

Article 2 (encadrement de la commercialisation et de l'utilisation des véhicules non soumis à réception)

Son amendement n° 1 (p. 2088)

Article 3 (création d'une obligation d'identification des véhicules non soumis à réception)

Son intervention (p. 2089)

Après l'article 3

Son amendement n° 7 (généralisation des campagnes de sensibilisation) (p. 2089) : retiré (p. 2090)

Après l'article 4

Son amendement n° 8 (rapport au Parlement sur l'application de la loi) : rejeté (p. 2090)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 830)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2289)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2290)

Etat : Défenseur des droits des citoyens (p. 2290)

Etrangers : droit de vote (p. 2291)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 2289)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parité (p. 2290)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2290)

Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 2291)

Parlement : prérogatives (p. 2289)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 2290)

Président de la République : grâce (p. 2290)

Président de la République : quinquennat (p. 2289)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 2289)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son intervention (p. 2618)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Ses interventions (p. 2695 et s.)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2710)

Jean-Jacques GUILLET

*Hauts-de-Seine (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Écologie, développement et aménagement durables - [11 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (n° 961) [25 juin 2008]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Comité international des poids et mesures portant amendement de l'accord du 25 avril 1969 relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (n° 1041) [25 juin 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VII : Écologie et développement durable (n° 279) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (n° 961)
- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Comité international des poids et mesures portant amendement de l'accord du 25 avril 1969 relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (n° 1041) [15 juillet 2008] (n° 1052)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**

[3 octobre 2007] (p. 2575)
Son intervention (p. 2595)

Thèmes :

Environnement : biodiversité : protection (p. 2595)
Environnement : politique de l'environnement : aide au développement (p. 2596)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : environnement (p. 2595)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : politique de l'environnement (p. 2595)
Pays étrangers : Chine : politique de l'environnement (p. 2596)
Pays étrangers : Etats-Unis : politique de l'environnement (p. 2596)
Pays étrangers : Royaume-Uni : politique de l'environnement (p. 2596)
Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2595)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2595)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES****Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 3964)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3964)

Environnement : changements climatiques : protocole de Kyoto (p. 3964)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3964)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : environnement (p. 3965)

Pays étrangers : Chine : politique énergétique (p. 3965)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 3965)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 3964)

Politique extérieure : coopération : environnement (p. 3964)

Politiques communautaires : environnement (p. 3965)

Projet de loi n° 522 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant de M. Jean-Marc Roubaud

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion de l'article unique [17 janvier 2008] (p. 335)**

Ses interventions (p. 336, 340)

Christophe GUILLOTEAU

*Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SÉCURITÉ****Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :**

- *Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007*
Son intervention (p. 12)

Thème :

Gendarmerie : casernes : crédits budgétaires (p. 12)

Projet de loi n° 814 relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2060)**

Son intervention (p. 2068)

H**David HABIB**

*Pyrénées-Atlantiques (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
Plan [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 333, posée le 10 juin 2008. Sécurité publique. Catastrophes
naturelles (J.O. Questions p.4773). Appelée le 10 juin 2008.
Reconnaissance, Béarn (p. 3160)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ;
[17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)**

Son intervention (p. 2864)

Thèmes :

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 2864)
Energie et carburants : sociétés pétrolières : imposition (p. 2865)
Entreprises : investissements (p. 2864 et s.)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2865)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2865)
Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 2864)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2864)
Politique économique : consommation (p. 2864)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 2865)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2864)

Gérard HAMEL

*Eure-et-Loir (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence nationale
pour la cohésion sociale et l'égalité des chances [J.O. du 11 août
2007]

Membre de la commission nationale chargée de l'examen du respect
des obligations de réalisation des logements sociaux [J.O. du 1^{er} août
2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007****PREMIÈRE LECTURE**

**Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre
2007] (p. 5086, 5120)**

Après l'article 20

Son amendement n° 199 (vente de biens immobiliers à des
établissements publics fonciers en vue de la construction de
logements sociaux : exonération des plus-values et délai de revente
porté de un an à trois ans) (p. 5099) : retiré (p. 5100)

Michel HAVARD

*Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses
dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de
l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sports. Sports mécaniques. Rallye Paris-Dakar [8 janvier 2008]
(p. 43)

*DÉBATS***Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Son intervention (p. 3738)

Thèmes :

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3738)
Politiques communautaires : commerce extra-communautaire
(p. 3739)
Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3739)
Union européenne : directives : dommages à l'environnement
(p. 3738)

Michel HEINRICH

*Vosges (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 704 visant à octroyer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 et jusqu'au 1er juillet 1964 [7 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Santé. Traitements. Radiothérapie, sécurisation [7 mai 2008] (p. 1952)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 120, posée le 22 janvier 2008. Énergie et carburants. Électricité (J.O. Questions p. 408). Appelée le 22 janvier 2008. Entreprises à consommation intensive, compétitivité (p. 380)

Laurent HÉNART

*Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Recherche et enseignement supérieur - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Recherche et enseignement supérieur - [16 juillet 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (n°1100) [10 septembre 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 34 : Recherche et enseignement supérieur - Enseignement supérieur (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'allocation des moyens des universités [25 juin 2008] (n° 996)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (n° 1100) [17 septembre 2008] (n° 1112)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Universités. Réforme [13 novembre 2007] (p. 4014)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1686)

Thèmes :

Politique sociale : exclusion : précarité (p. 1686)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1686 et s.)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention (p. 1998)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 1999)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1998)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1998)

Finances publiques : dépenses : évaluation (p. 1998)

Finances publiques : exécution du budget (p. 1988)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1999)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : services déconcentrés (p. 1993)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1999)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2037)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2038)

Élections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2037)

Emploi : chômage (p. 2037)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 2037)

Logement : construction (p. 2038)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2038)

Recherche : innovation (p. 2037)

Sécurité sociale : TVA sociale (p. 2038)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2246)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômés (p. 2246)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2246)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2246)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 2246)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2857)

Thèmes :

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 2858)

Emploi : contrats aidés : collectivités territoriales (p. 2858)

Emploi : politique de l'emploi : formation professionnelle (p. 2858)

Enseignement supérieur (p. 2858)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2857)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2857 et s.)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2857)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2857)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2858)

Recherche : innovation (p. 2858)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2858)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 3 précédemment réservé (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son amendement n° 230 (p. 2915)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Son intervention (p. 86)

Thèmes :

Arts et spectacles : musique (p. 86)

Arts et spectacles : spectacles (p. 86)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4316 à 4318)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4316 et s.)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 98)

Thèmes :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 99)

Enseignement privé : enseignement supérieur (p. 99)

Enseignement supérieur : sports scolaires et universitaires (p. 99)

Enseignement supérieur : diplômés (p. 99)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 99)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 99)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 99)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 99)

Recherche : Etablissements publics de coopération scientifique (EPCS) (p. 99)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3796)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASEDIC) (p. 3797)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3797)

Emploi : contrats aidés (p. 3797)

Emploi : création d'emplois (p. 3796)

Politique économique : croissance (p. 3796)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 3797 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 329)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés (p. 330)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 330)

Politique sociale : insertion (p. 329 et s.)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5153)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 5154)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5155)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5155)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5155)

Politique sociale : minima sociaux (p. 5154)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5154)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5154)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5355 à 5418)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Ses interventions (p. 5288 et s.)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5360 et s., 5391 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad. n° 18 précédemment réservé de la commission des finances (rapport sur les conditions d'intégration de l'allocation de solidarité spécifique au revenu de solidarité active) (p. 5409)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Son intervention (p. 5410)

Michel HERBILLON

Val-de-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'Hôpital national de Saint-Maurice [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil d'administration de l'agence pour l'enseignement du Français à l'étranger [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'administration du centre national d'art et de culture Georges Pompidou [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 juillet au 19 septembre 2007 (n°s E 3592, E 3598, E 3599, E 3601, E 3608, E 3609, E 3612, E 3615, E 3616, E 3618 et E 3619) et sur les textes n°s E 3259, E 3264, E 3285, E 3377, E 3378, E 3389 annexe 6, E 3440, E 3447, E 3480, E 3548, E 3566, E 3578, E 3583, E 3585, E 3634 à E 3639 et E 3641 [9 octobre 2007] (n° 271)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n°s E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n°s E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3738, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n° 1054)

Rapport d'information déposé au nom de la Commission chargée des affaires européennes sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 juillet au 19 septembre 2008 (n^{os} E 3905, E 3908, E 3910, E 3920, E 3922 à E 3926, E 3938 à E 3945, E 3950, E 3951, E 3953, E 3955, E 3957 à E 3962, E 3964, E 3965, E 3968, E 3972 à E 3976, E 3978, E 3980 et E 3981) et sur les textes n^{os} E 3661, E 3783, E 3787, E 3804, E 3849 et E 3851 [23 septembre 2008] (n^o 1124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Insertion. Instance de réflexion, création [21 novembre 2007] (p. 4416)

Union européenne. Traité de Lisbonne. Ratification [17 juin 2008] (p. 3495)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 32, posée le 4 décembre 2007. Voirie. A 4 et A 86 (J.O. Questions p. 7536). Appelée le 4 décembre 2007. Protections phoniques, travaux, financement, calendrier (p. 4879)

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4274)

Son intervention (p. 4275)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : opéra (p. 4275)

Arts et spectacles : spectacles (p. 4275)

Culture : crédits (p. 4275)

Culture : mécénat (p. 4275)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 4275)

Presse et livres : livres (p. 4275)

Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique (p. 4275)

Urbanisme : grands projets urbains : patrimoine culturel (p. 4275)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Son intervention (p. 78)

Thèmes :

Arts et spectacles : opéra (p. 79)

Arts et spectacles : spectacles (p. 78)

Culture : crédits (p. 78)

Enseignement : enseignements artistiques (p. 78)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 78 et s.)

Patrimoine culturel : monuments historiques : accès (p. 79)

Presse et livres : livres (p. 79)

Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique (p. 79)

Projet de loi de finances rectificative n^o 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 21

Son amendement n^o 83 (industrie phonographique : amélioration du crédit d'impôt) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5107)

Antoine HERTH

Bas-Rhin (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n^o 189) - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - [18 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (n^o 719) [19 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n^o 1127) - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n^o 189) tome I : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales (n^o 278) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n^o 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole [23 janvier 2008] (n^o 628)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif aux organismes génétiquement modifiés (n^o 719) [27 mars 2008] (n^o 746)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif aux organismes génétiquement modifiés (n^o 819) [30 avril 2008] (n^o 846)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [14 mai 2008] (n^o 891)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement. Agriculture. OGM [13 mai 2008] (p. 2020)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : déclare que le présent texte réaffirme l'autorité de l'Etat sur la question des OGM et que tout acte contestant cette autorité doit être réprimé fermement [8 avril 2008] (p. 1416)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Ses interventions (p. 4023, 4025)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agriculture biologique (p. 4024)

Agriculture : assurance récolte (p. 4024)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 4024)

Agriculture : offices d'intervention (p. 4024)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4024)

Agriculture : prix agricoles : matières premières (p. 4023)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : aides (p. 4025)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : contrôles (p. 4026)
 Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) : crédits budgétaires (p. 4024)
 Bois et forêts : politique forestière (p. 4025)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 4025)
 Energie et carburants : tarifs : marins pêcheurs (p. 4025)
 Etat : réforme : ministère de l'agriculture (p. 4025)
 Politiques communautaires : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4026)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4023)

ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Procédure des questions :

Transports routiers : transport de marchandises : fiscalité écologique (p. 3999)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)
 Son amendement n° 72 (p. 4639)

Son amendement n° 176 : adopté (p. 4639)

Après l'article 1er

Son amendement n° 73 (sanctions du non respect du seuil de revente à perte par l'interdiction de la publicité) : retiré (p. 4648)

Après l'article 8

Son amendement n° 228 (suppression de la protection au titre des dessins et modèles des pièces détachées de rechange) : retiré (p. 4762)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 1er A (observatoire national du comportement canin)

Son amendement n° 45 (de suppression) (p. 4823) : adopté (p. 4824)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de la commission (création d'un fichier national canin) (p. 4828)

Son sous-amendement n° 111 rectifié (inscription au fichier des chats et animaux de vente) à l'adt n° 8 rectifié de la commission (p. 4827) : retiré (p. 4829)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 42 de M. Michel Raison (interdiction des chiens visés à l'article L. 211-12 du code rural dans les fêtes foraines) (p. 4832)

Après l'article 5 quater

Son amendement n° 44 (limitation du nombre annuel de chiens d'élevage vendus) (p. 4832) : retiré (p. 4833)

Son amendement n° 43 (réduction à trois du nombre maximal de chiens dangereux pouvant être détenus par une même personne) : retiré (p. 4833)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2097)

Seconde délibération

Article 2 bis A (institution d'un permis de détention des chiens de première et deuxième catégorie)

Son intervention (p. 2100)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Sébastien Huyghe (réduction de la contribution d'ISF par des dons de titres à certains organismes d'intérêt général : suppression de l'imposition des plus-values) (p. 5099)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Sébastien Huyghe (réduction de la contribution d'ISF par des dons de titres à certains organismes d'intérêt général : suppression de l'imposition des plus-values pour les titres acquis avant le 20 juin 2007) (p. 5099)

Intervient sur l'adt n° 227 de M. Sébastien Huyghe (article 751 du code général des impôts : présomption de fictivité levée dans le cas où la donation réalise indirectement le démembrement de propriété) (p. 5101)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5112)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1072)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1073)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1074)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1074 et s.)

Agroalimentaire : apiculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1074)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1073)

Bioéthique : brevets (p. 1073)

Consommation : information des consommateurs : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1074)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1074)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1073)

Parlement : groupes de pression (p. 1074)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1072)

Recherche : biotechnologies (p. 1074)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1074)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1149 à 1444)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1222)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1250 et s., 1256, 1258 et s., 1284 et s.)

Son amendement n° 482 : adopté (p. 1258)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Ses interventions (p. 1303 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1306 et s.)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses interventions (p. 1317 et s.)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adit n° 45 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (possibilité pour les organismes de défense et de gestion ou pour l'Institut national de l'origine et de la qualité de proposer à l'autorité administrative toute mesure particulière de renforcement de la protection d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine concernant les organismes génétiquement modifiés) (p. 1331)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1335 et s.)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Ses interventions (p. 1406 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) (p. 1415)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1419 et s., 1429)

Avant l'article 8A

Intervient sur l'adit n° 70 de la commission (modification du titre du chapitre IV du projet de loi) (p. 1431)

Article 8 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1431 et s.)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1434 et s.)

Avant l'article 10

Intervient sur l'adit n° 91 de la commission (rédactionnel) (p. 1441)

Article 11 (application de la législation sur les organismes génétiquement modifiés aux produits de santé)

Son intervention (p. 1441)

Avant l'article 11 bis

Intervient sur l'adit n° 93 de la commission (suppression dans l'intitulé du chapitre V ter des mots "en génomique végétale") (p. 1442)

Intervient sur l'adit n° 94 rectifié de la commission (valorisation des fonctions d'expertise dans la carrière des chercheurs) (p. 1442)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'adit n° 96 rectifié de la commission (soutien à la recherche en génomique végétale) (p. 1443)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2031)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2031)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2031)

Agroalimentaire : apiculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2031)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2031)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2031)

Environnement : biodiversité (p. 2032)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2031)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2031)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2031)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2031)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2187)

Intervient sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2197)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2202)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : Allemagne (p. 2187)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2187)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2187)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2188)

Parlement : rôle (p. 2202)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2187, 2197)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2188)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4025)

Francis HILLMEYER

*Haut-Rhin (6^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Intéressement et participation. Salariés, développement [15 janvier 2008] (p. 180)

DÉBATS

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)

Son intervention (p. 2438)

Thèmes :

Défense : secret défense (p. 2438)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 2439)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2438)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : pluralisme (p. 2439)

Parlement : délégations parlementaires : renseignement (p. 2438)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)
Son intervention (p. 4129)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Défense : recherche développement (p. 4129)
- Défense : armements et équipements : petites et moyennes entreprises (p. 4129)
- Défense : interarmement (p. 4129)
- Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4129)
- Défense : opérations extérieures (p. 4129)
- Défense : politique de défense : politique de l'environnement (p. 4130)
- Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : contribution française (p. 4129)
- Union européenne : politique de la défense (p. 4129)

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)
Son intervention (p. 3606)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Administration : procédure administrative : modernisation (p. 3607)
- Etrangers : aide au retour (p. 3607)
- Etrangers : contrats d'intégration (p. 3606)
- Etrangers : demandeurs d'asile (p. 3606)
- Etrangers : intégration (p. 3606)
- Etrangers : politique de l'immigration (p. 3606)
- Etrangers : politique de l'immigration : travailleurs étrangers (p. 3607)
- Etrangers : régularisations (p. 3606)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4938)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4947)

Son intervention (p. 4951)

Thèmes :

- Entreprises : allègement des charges (p. 4939, 4952)
- Entreprises : intéressement et participation (p. 4947, 4951 et s.)
- Retraites : généralités : plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) (p. 4952)
- Travail (p. 4951)
- Travail : négociations : salaires (p. 4952)
- Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4952)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Son amendement n° 1783 (p. 5137)

Martin HIRSCH

Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté

Est nommé Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE*

M. Louis-Joseph Manscour : indique qu'il est à la disposition de l'Assemblée pour l'examen de ce texte [25 septembre 2008] (p. 5158)

M. Victorin Lurel : précise que le RSA doit être plus favorable outre-mer que le revenu de solidarité (RSO) ou l'allocation de retour à l'activité [25 septembre 2008] (p. 5185)

M. Christophe Sirugue : répond que le RSA a justement pour objet d'aider les victimes de la crise économique et sociale [30 septembre 2008] (p. 5215)

M. Christophe Sirugue : donne des exemples pour démontrer que le plafonnement des niches fiscales rapporte plus que la non-intégration de la taxe de 1,1% dans le "bouclier fiscal" [6 octobre 2008] (p. 5303)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses interventions (p. 1637, 1713)

Thèmes :

- Politique sociale : exclusion : précarité (p. 1637 et s.)
- Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1639 et s., 1714 et s.)
- Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1638 et s., 1712 et s.)
- Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : départements (p. 1714)
- Président de la République (p. 1639)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2061 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Son intervention (p. 2623)

Thème :

- Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 2623 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Ses interventions (p. 42, 47, 50, 54)

Thèmes :

- Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 43)
- Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 43)
- Départements : solidarité (p. 50)
- Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 50)
- Emploi : contrats aidés (p. 47, 54)
- Politique sociale : insertion (p. 43, 47)
- Politique sociale : prestations sociales (p. 42 et s.)
- Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 42, 47)
- Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 43)
- Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 50)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion**[17 janvier 2008] (p. 309)**

Ses interventions (p. 309, 333)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 309)
 Emploi : formation professionnelle (p. 334)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 313)
 Emploi : contrats aidés (p. 311 et s., 334 et s.)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 310 et s., 334 et s.)
 Entreprises : recrutement (p. 312, 314)
 Formation professionnelle : contrats de professionnalisation (p. 313)
 Politique sociale : insertion (p. 309 et s., 333 et s.)
 Politique sociale : pauvreté (p. 309)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 311, 334)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 309, 333 et s.)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5143)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5163)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5170)

Son intervention (p. 5205)

Répond au rappel au règlement de M. Christophe Sirugue (cf supra) [30 septembre 2008] (p. 5215)

Répond au rappel au règlement de M. Louis-Joseph Manscour (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5158)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés (p. 5205)
 Impôt de solidarité sur la fortune : histoire (p. 5150)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5147, 5164, 5171)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5171)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" : histoire (p. 5150)
 Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5150)
 Politique sociale : généralités : histoire (p. 5146)
 Politique sociale : insertion (p. 5145)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5144)
 Politique sociale : minima sociaux (p. 5144)
 Politique sociale : pauvreté : familles monoparentales (p. 5145, 5171)
 Politique sociale : pauvreté : travailleurs (p. 5144, 5170, 5206)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5145, 5163, 5171, 5206)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5148, 5206)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : fraude (p. 5205)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : généralités (p. 5147)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : outre-mer (p. 5205)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : revenus (p. 5149)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5143)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : départements (p. 5205)
 Politique sociale : solidarité (p. 5144)
 Travail : travail à temps partiel (p. 5205)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5222 à 5421)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)
Son intervention (p. 5223)*Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)*

Ses interventions (p. 5263 et s.)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Ses interventions (p. 5277 et s.)

Article 12 (abrogation des contrats d'avenir et des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et aménagements du contrat initiative emploi)

Son intervention (p. 5279)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christophe Sirugue (cf supra) (p. 5303)

Ses interventions (p. 5360, 5396 et s.)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Ses interventions (p. 5411 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 430 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (création d'une aide personnalisée au retour à l'emploi) (p. 5412)

Après l'article 17

Intervient sur le sous-ad n° 632 du Gouvernement (bilan comparatif de l'exemption de la taxe pour les bénéficiaires du "bouclier fiscal" et du plafonnement des niches fiscales) à l'ad n° 128 de la commission (conférence nationale et évaluation) (p. 5420)

Son intervention (p. 5421)

Danièle HOFFMAN-RISPAL

Paris (6^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [9 octobre 2007] (p. 2648)

Personnes âgées. Allocation personnalisée d'autonomie. [12 décembre 2007] (p. 5261)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1687)

Thèmes :

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1688)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1687 et s.)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : départements (p. 1688)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1687)
 Travail : taux d'activité (p. 1687)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n° 213 de M. Michel Liebgott (entreprises de plus de 20 salariés : majoration de 10 % des cotisations sociales employeur afférentes aux salariés à temps partiel s'ils représentent plus de 25 % de l'effectif) (p. 1829)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses interventions (p. 1871, 1877 et s., 1887 et s.)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2057)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2250)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3167)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3167)
 Personnes âgées : solidarité (p. 3167 et s.)
 Politique sociale : pauvreté (p. 3167)
 Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 3167)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 3168)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3409)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Son intervention (p. 3457)

Article 45 précédemment réservé (financement des établissements sociaux et médico-sociaux)

Ses interventions (p. 3470 et s.)

Après l'article 45

Son amendement n° 433 précédemment réservé (extension aux pharmacies mutualistes de la possibilité d'établir des conventions avec les établissements hospitaliers en matière de pharmacie intérieure) : rejeté (p. 3475)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 977)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 978)
 Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 978 et s.)
 Secteur public : continuité du service public (p. 977)
 Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 979)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : jours fériés (p. 978)
 Travail : droit du travail (p. 978)
 Travail : jours fériés (p. 977)
 Travail : salaires (p. 978)

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Article 1er (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son intervention (p. 987)

Explications de vote et vote [26 mars 2008]

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 979)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1596)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 1596)
 Travail : chômage : indemnisation (p. 1596)
 Travail : accords interprofessionnels (p. 1596 et s.)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1596)
 Travail : licenciements (p. 1596)
 Travail : travail à temps partiel (p. 1597)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)

Son intervention (p. 3366)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3367)
 Travail : code du travail (p. 3367)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3366 et s.)
 Travail : contrats de travail (p. 3366 et s.)
 Travail : durée du travail (p. 3367)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son intervention (p. 3394)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3455)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4118)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4118)
 Travail : droit du travail (p. 4118)
 Travail : heures supplémentaires (p. 4118)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Ses interventions (p. 4155 et s.)

Avant l'article 16

Intervient sur les adts n^{os} 276 à 290 du groupe socialiste (suppression du Titre II relatif au temps de travail) (p. 4194)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4205 et s., 4219 et s., 4233 et s., 4243, 4254)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4343)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Son intervention (p. 4711)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4711)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4711 et s.)

Emploi : chômeurs (p. 4711 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4711 et s.)

Travail : précarité (p. 4711)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4745 et s., 4760, 4772, 4781 et s., 4796 et s., 4808)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Son intervention (p. 4812)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Son intervention (p. 4893)

Thèmes :

Emploi : chômage : indemnisation (p. 4893)

Emploi : chômeurs (p. 4893)

Emploi : politique de l'emploi : crédits (p. 4893)

Emploi : seniors (p. 4893)

Parlement : rôle : opposition (p. 4893)

Politique économique : croissance (p. 4893)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5174)

Son intervention (p. 5191)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5192)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5192)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5192)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : solidarité (p. 5191)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5174)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : femmes (p. 5174)

Travail : travail à temps partiel (p. 5192)

François HOLLANDE

*Corrèze (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration, tests ADN [3 octobre 2007] (p. 2565)

Politique économique. Conséquences. Cohésion sociale [13 novembre 2007] (p. 4018)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [20 novembre 2007] (p. 4357)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [19 décembre 2007] (p. 5432)

Politique économique. Débat au Parlement [22 janvier 2008] (p. 388)

Politique économique. Croissance. [26 mars 2008] (p. 962)

Politique économique. Réforme. Financement [30 avril 2008] (p. 1821)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Rappelle les principes qui devaient fonder la réforme de la carte judiciaire et demande que les députés de l'opposition puissent obtenir les mêmes ajustements que ceux de la majorité [15 novembre 2007] (p. 4190)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Son intervention (p. 1577)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 1578)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 1578)

Emploi : chômage (p. 1579)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 1580)

Enseignement supérieur : universités (p. 1579)

Entreprises : charges (p. 1580)

Etat : Premier ministre (p. 1578)

Finances publiques : dette publique (p. 1579)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1580)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1580)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 1579, 1580)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1581)

Politique économique : croissance (p. 1579)

Politique générale : déclaration du Gouvernement (p. 1577 et s.)

Politique générale : institutions (p. 1577 et s.)

Politique sociale : dialogue social (p. 1578)

Président de la République : domaine réservé (p. 1577)

Président de la République : prérogatives (p. 1577)

Presse et livres : pluralisme (p. 1578)

Sécurité sociale : déficit (p. 1579 et s.)

Travail : contrats de travail (p. 1579)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1580)

TVA (p. 1580)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)
Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4190)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [29 novembre 2007] (p. 4870)

Ses explications de vote (p. 4871)

Vote pour le passage à la discussion des articles du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4872)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1014)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 1015 et s.)
Entreprises : création (p. 1015 et s.)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1015)
Finances publiques : dette publique (p. 1015)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1015)
Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1015)
Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 1015)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1015)
Parlement : rôle (p. 1015)
Politique économique : croissance (p. 1015)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1015)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1015)
Président de la République (p. 1014 et s.)
Travail : chèque-transport (p. 1015)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1015)
TVA (p. 1015)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande et 226 de leurs collègues [3 avril 2008]

[8 avril 2008] (p. 1375)

Son intervention (p. 1375)

Le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche vote la censure (p. 1378)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)
Son intervention (p. 4425)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 4433 et s.)

Brice HORTEFEUX

*Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement
puis Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire*

Est nommé ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Est nommé ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses interventions (p. 2124, 2151 et 2175)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2141)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2183)

Thèmes :

Administration : réformes administratives : immigration (p. 2124)
Démographie : natalité (p. 2126)
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme : regroupement familial (p. 2141)
Etrangers : aide au retour (p. 2125, 2132)
Etrangers : aide au retour : biométrie (p. 2132)
Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2128)
Etrangers : commission des recours des réfugiés (p. 2130)
Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2126, 2129)
Etrangers : enfants : intégration (p. 2129)
Etrangers : femmes : précarité (p. 2132, 2177)
Etrangers : immigration : contrôle judiciaire (p. 2132, 2141)
Etrangers : immigration : main d'œuvre (p. 2128)
Etrangers : immigration : plafonnement (p. 2132)
Etrangers : immigration clandestine : Cherbourg (p. 2177)
Etrangers : immigration clandestine : exploitation (p. 2125, 2177)
Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 2177)
Etrangers : intégration (p. 2125, 2176)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : tutelle (p. 2130)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 2124, 2176)
Etrangers : reconduite aux frontières (p. 2125, 2152)
Etrangers : réfugiés (p. 2129, 2176)
Etrangers : réfugiés : Royaume-Uni (p. 2177)
Etrangers : regroupement familial (p. 2127, 2128, 2176, 2183)
Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2129)
Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2130, 2152)
Etrangers : régularisations (p. 2124, 2151)
Etrangers : rétention administrative (p. 2177)
Etrangers : titres de séjour (p. 2132)
Justice : contentieux : étrangers (p. 2132, 2141)
Langue française : usage : immigration (p. 2128, 2176, 2184)
Logement : logement social : déficit (p. 2126)
Ordre public : violences urbaines (p. 2127)
Pays étrangers : tests génétiques (p. 2131)
Politique extérieure : aide au développement : Afrique (p. 2127, 2178, 2183)
Politique extérieure : codéveloppement : livret d'épargne (p. 2131, 2179)
Politique extérieure : codéveloppement : outre-mer (p. 2177)
Politique extérieure : coopération : état civil (p. 2131)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 2131, 2152)
Union européenne : construction européenne : politique de l'immigration (p. 2128, 2131, 2133)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)
Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2189 à 2325)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) (p. 2236)

Son intervention (p. 2244)

Après l'article 3

Intervient sur l'adn n° 255 précédemment réservé du Gouvernement (contrat d'accueil et d'intégration : bilan de compétences professionnelles obligatoire, sauf situations prévues par décret) (p. 2265)

Après l'article 5

Intervient sur le sous-adn n° 267 du Gouvernement (remboursement au demandeur du test ADN en cas d'obtention du visa) à l'adn n° 36 de la commission (p. 2294)

Intervient sur le sous-adn n° 268 du Gouvernement (définition par décret en Conseil d'Etat des conditions de mise en œuvre des tests ADN - notamment liste des pays concernés et habilitation à effectuer le test) à l'adn n° 36 de la commission (p. 2294)

Intervient sur le sous-adn n° 274 du Gouvernement (dispositif applicable jusqu'au 31 décembre 2010 et évalué annuellement par une commission) à l'adn n° 36 de la commission (p. 2294)

Intervient sur le sous-adn n° 266 du Gouvernement (test ADN à l'initiative du demandeur du visa et après recueil préalable du consentement des personnes soumises au test) à l'adn n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2295)

Intervient sur l'adn n° 263 du Gouvernement (création d'une carte de résident permanent à durée indéterminée) (p. 2299)

Après l'article 14

Intervient sur le sous-adn n° 262 du Gouvernement (abondement par une prime d'épargne pour certains investissements) à l'adn n° 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

Intervient sur l'adn n° 276 du Gouvernement (délivrance du certificat médical pour être autorisé à travailler) (p. 2320)

Seconde délibération

Article 2 (modulation de la condition de ressources pour bénéficiaire du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2325)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Son intervention (p. 3033)

Thèmes :

Etrangers : cartes de résident : compétences (p. 3034, 3065)
Etrangers : intégration (p. 3033, 3065)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : tutelle (p. 3033, 3065)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 3035, 3065)
Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 3033, 3065)
Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3034, 3065)
Famille : tests génétiques : pays étrangers (p. 3034, 3065)
Langue française : usage : regroupement familial (p. 3033, 3065)
Politique extérieure : codéveloppement : livret d'épargne (p. 3034, 3065)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3064)

Son intervention (p. 3064)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Ses interventions (p. 60 à 67)

Thèmes :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 67)
Etrangers : immigration : contrôle (p. 60, 66)

Etrangers : immigration : tests génétiques (p. 60)
Moyens de paiement : devises : étrangers (p. 61)
Pays étrangers : Afrique (p. 60 et s., 63)
Pays étrangers : Mali (p. 60)
Politique extérieure : codéveloppement (p. 60 et s., 63, 66)

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Son intervention (p. 3607)

Ses réponses (p. 3610 à 3616)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : tests génétiques (p. 3609)
Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 3609)
Etrangers : demandeurs d'asile (p. 3608)
Etrangers : immigration : statistiques (p. 3608)
Etrangers : immigration clandestine : biométrie (p. 3608)
Etrangers : intégration (p. 3608)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 3609)
Etrangers : politique de l'immigration : travailleurs étrangers (p. 3608)
Etrangers : reconduite aux frontières (p. 3607)
Etrangers : rétention administrative (p. 3608)
Politique extérieure : codéveloppement (p. 3608)
Politiques communautaires : immigration (p. 3609)
Travail : travail clandestin (p. 3608)

Réponses aux questions :

Etrangers : conditions de séjour : gens du voyage (p. 3612) (M. Frédéric Cuvillier) (p. 3612)
Etrangers : demandeurs d'asile : hébergement d'urgence (p. 3613) (M. Noël Mamère) (p. 3613)
Etrangers : expulsion : objectifs et indicateurs de performance (p. 3614) (M. Manuel Valls) (p. 3614)
Etrangers : expulsion : préfectures (p. 3614) (M. Manuel Valls) (p. 3614)
Etrangers : immigration clandestine : Cherbourg (p. 3610) (M. Bernard Cazeneuve) (p. 3610)
Etrangers : immigration clandestine : régularisations (p. 3615) (M. Marc Goua) (p. 3615)
Etrangers : rétention administrative : conditions de séjour (p. 3612) (M. Marc Goua) (p. 3611)
Politique extérieure : codéveloppement : immigration (p. 3610) (M. Thierry Mariani) (p. 3610)
Politique extérieure : codéveloppement : pays en développement (p. 3614) (M. Noël Mamère) (p. 3614)

Françoise HOSTALIER

*Nord (15^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1080 visant à interdire le port de signes ou de vêtements manifestant ostensiblement une appartenance religieuse, politique ou philosophique à toute personne investie de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou y participant concurremment [22 juillet 2008]

Proposition de loi n° 1084 visant à compléter la réforme de la carte judiciaire par la redistribution des compétences entre les tribunaux [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Insertion professionnelle et sociale.
[13 novembre 2007] (p. 4019)

Sports. Football. Violence dans les stades, lutte et prévention
[2 avril 2008] (p. 1132)

Politique extérieure. Tchad. Réfugiés du Darfour, aide humanitaire
[7 mai 2008] (p. 1954)

Traités et conventions. Convention sur les armes classiques
produisant des effets traumatiques. Bombes à sous-munitions,
attitude de la France [4 juin 2008] (p. 2902)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2172)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine : Nord (p. 2172)

Etrangers : reconduite aux frontières (p. 2172)

Parlement : contrôle parlementaire : textes d'application (p. 2172)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 2172)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son intervention (p. 2186)

Son amendement n° 105 (p. 2216) : retiré (p. 2218) ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son amendement n° 109 (p. 2238)

Son amendement n° 110 (p. 2242) : retiré (p. 2243) ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2248, 2256)

Son amendement n° 106 (de suppression) (p. 2251)

Son amendement n° 107 (p. 2254) : adopté (p. 2256)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 108 précédemment réservé (condition de ressources pour le regroupement familial non-opposable au demandeur retraité ou handicapé) à l'adt n° 25 précédemment réservé de la commission (modulation des conditions de ressources en fonction de la taille de la famille pour permettre aux titulaires de la carte de résident longue durée-CE de bénéficier du regroupement familial) (p. 2257) : rejeté (p. 2258)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2278)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Son intervention (p. 2300)

Ses sous-amendements n°s 111 et 112 à l'adt n° 38 rectifié de la commission (p. 2301 et s.)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPPA)

Son intervention (p. 2306)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2342)

Thèmes :

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2342)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2342)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 4 (secret professionnel)

Son amendement n° 54 (p. 2361)

Article 5 (modalités d'information et de saisine du Contrôleur général)

Son amendement n° 55 (p. 2362)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son amendement n° 56 (p. 2365)

Son amendement n° 57 (p. 2366) : adopté (p. 2369)

Seconde délibération

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son intervention (p. 2383)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 241 rectifié de la commission (taxe perçue par les communes sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur : institution quelle que soit la date de mise en service des installations sous réserve de non perception de l'aide attribuée par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) (p. 4339)

Son amendement n° 287 rectifié (taxe perçue par les communes sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur : institution quelle que soit la date de mise en service des installations sous réserve de non perception de l'aide attribuée par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) : adopté (p. 4339)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4817)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4817)

Animaux : animaux dangereux : sociétés privées de sécurité (p. 4818)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4818)

Communes : maires : police (p. 4818)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 80)

Thèmes :

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 81)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 81)

Justice : rétention de sûreté (p. 81)

Lois : application (p. 82)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion**[17 janvier 2008] (p. 309)**

Son intervention (p. 332)

Thèmes :

- Emploi : jeunes (p. 333)
- Politique sociale : insertion (p. 333 et s.)
- Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 332 et s.)
- Travail : précarité (p. 333)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)*Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)*

Son intervention (p. 1659)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)*Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)*

Ses interventions (p. 4769, 4791)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Son intervention (p. 4813)

Philippe HOUILLON

*Val-d'Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Guénhaël HUET

*Manche (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 mai 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 720 visant à modifier l'article 38 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [14 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 172, posée le 25 mars 2008. Énergie et carburants. Lignes à haute tension (J.O. Questions p. 2479). Appelée le 25 mars 2008. Installation, enfouissement, Manche (p. 883)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite**[3 octobre 2007] (p. 2533)**

Son intervention (p. 2555)

Thèmes :

- Démographie : vieillissement de la population (p. 2555)
- Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2555)
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 2555)
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2555)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)*Procédure des questions :*

Santé : obésité : élèves (p. 4228)

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4177)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Justice : effectifs (p. 4177)
- Justice : modernisation (p. 4177)
- Justice : tribunaux d'instance : droit de la famille (p. 4177)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)*Procédure des questions :*

Professions de santé : médecins spécialistes : hôpitaux (p. 3669)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Son intervention (p. 3846)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Communes : sécurité sanitaire (p. 3846)
- Santé : prévention (p. 3846)
- Santé : sécurité sanitaire (p. 3846)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4296)

Son intervention (p. 4298)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4298)
 Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 4298)
 Femmes : droits : égalité des sexes (p. 4298)
 Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 4298)
 Handicapés : allocations et ressources (p. 4298)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4298)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 4298)
 Politique sociale : minima sociaux (p. 4298)
 Politique sociale : pauvreté (p. 4298)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 43)

Thèmes :

Politique sociale : fraude (p. 43)
 Politique sociale : pauvreté (p. 43)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3756)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : dopage (p. 3757 et s.)
 Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 3757)
 Sports : sport de haut niveau (p. 3756)
 Sports : sports de loisirs (p. 3756)

Procédure des questions :

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 3760)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : jeunes : mobilité (p. 3822)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 921)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 926)

Son intervention (p. 929)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 929)
 Droit pénal : discrimination (p. 921, 927, 929)
 Justice : preuve : discrimination (p. 927)
 Politiques communautaires : droit communautaire (p. 921, 927, 929)
 Travail : droit du travail : discrimination (p. 929)

Explications de vote et vote [25 mars 2008] (p. 957)

Ses explications de vote (p. 958)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 958)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1835)

Son intervention (p. 1840)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 1835 et s., 1840 et s.)

Sports : dopage : trafic (p. 1841)

Sports : sportifs professionnels (p. 1835 et s., 1840 et s.)

Explications de vote et vote [30 avril 2008] (p. 1853)

Ses explications de vote (p. 1855)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1855)

Michel HUNAUT

Loire-Atlantique (6^{ème} circonscription)
 Nouveau Centre

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. des 2 août 2007 et 15 février 2008]

Membre titulaire de la commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 4 août 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre la corruption (n° 171) [5 septembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif à la lutte contre la corruption (n° 171) [3 octobre 2007] (n° 243)

Proposition de loi organique n° 302 visant à permettre le retour à l'équilibre budgétaire [18 octobre 2007]

Proposition de loi n° 337 visant à instituer un salaire parental [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 366 visant à créer un délit d'atteinte à l'environnement [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 473 visant à faire de l'absence de condamnation pour blanchiment, corruption, concussion, abus de bien social ou prise illégale d'intérêt une condition d'éligibilité et d'accès aux responsabilités [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 477 visant à créer une délégation parlementaire à l'écologie et au développement durable [5 décembre 2007]

Proposition de loi organique n° 489 visant à faire de l'absence de condamnation une condition d'éligibilité [7 décembre 2007]

Proposition de loi n° 903 visant à instituer une taxe sur les ventes d'armes au profit de l'Agence française de développement [20 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeux et paris. Politiques communautaires. PMU [17 octobre 2007] (p. 2832)

Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. [7 novembre 2007] (p. 3775)

Système pénitentiaire. Organisation. [19 décembre 2007] (p. 5427)

Politique extérieure. Chine. Tibet, attitude de la France [25 mars 2008] (p. 907)

Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [20 mai 2008] (p. 2180)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 24, posée le 2 octobre 2007. Elevage. Bovins (J.O. Questions p. 5863). Appelée le 2 octobre 2007. Dioxine, conséquences, éleveurs (p. 2465)

n° 105, posée le 22 janvier 2008. Voirie. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 405)

n° 129, posée le 29 janvier 2008. Voirie. RN 171 (J.O. Questions p. 625). Appelée le 29 janvier 2008. Aménagement, Loire-Atlantique (p. 559)

n° 227, posée le 6 mai 2008. Justice. Financement (J.O. Questions p. 3701). Appelée le 6 mai 2008. Maison de la justice et du droit, Châteaubriant (p. 1873)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2100)

Son intervention (p. 2108)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2145)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2109)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2110)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2109)

Droit pénal : récidive : sanctions (p. 2146)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2108)

Justice : moyens (p. 2100)

Justice : exécution des décisions : délais (p. 2108)

Système pénitentiaire : lois (p. 2101)

Système pénitentiaire : réforme (p. 2101)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2108)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale : accès (p. 2109)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)Avant l'article 1^{er}

Son amendement n° 96 (rapport annuel sur les établissements pénitentiaires, la population carcérale, les mesures de réinsertion et de prévention de la récidive) (p. 2148) : retiré (p. 2149)

Son amendement n° 54 rectifié (rapport du Gouvernement sur le respect par la France des règles pénitentiaires du Conseil de l'Europe un an après la promulgation de la loi) : retiré (p. 2150)

Article 1^{er} (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses amendements n°s 49 et 48 (p. 2153 et s.)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses interventions (p. 2158 et s.)

Ses amendements n°s 51 et 50 (p. 2161)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Son intervention (p. 2168)

Article 2 ter (information du condamné sur les conséquences de la récidive)

Son intervention (p. 2171)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 2185)

Explications de vote et vote [18 juillet 2007] (p. 2191)

Ses explications de vote (p. 2192)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2192)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2339)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2352)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2339, 2352)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2339)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : pays étrangers (p. 2339)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : personnel (p. 2339)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2339, 2352)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)**Article 1^{er} (statut et champ de compétence du Contrôleur général)**

Son amendement n° 43 (p. 2354)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Ses interventions (p. 2356 et s.)

Ses amendements n°s 45 et 44 (p. 2357, 2358)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son amendement n° 49 (p. 2364) : retiré (p. 2365)

Ses interventions (p. 2366 et s.)

Ses amendements n°s 51 et 50 (p. 2377)

Explications de vote et vote [25 septembre 2007]

Ses explications de vote (p. 2385)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2385)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Son intervention (p. 2686)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2690)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : paradis fiscaux (p. 2690)

Droit pénal : corruption : Royaume-Uni (p. 2686)

Justice : espace judiciaire européen (p. 2687)

Justice : parquet : moyens (p. 2687)

Justice : tribunaux de commerce (p. 2690)

Marchés publics : transparence (p. 2688)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : traités et conventions (p. 2686)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 2686)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2686)

Relations internationales : coopération policière et pénale (p. 2687)

Union européenne : fonctionnaires et agents publics (p. 2686)

Union européenne : directives : blanchiment des capitaux (p. 2688)

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2699 à 2708)

Avant l'article 1er

Son sous-amendement n° 28 (pour les seuls délits de corruption et de trafic d'influence) à l'adit n° 19 de M. Arnaud Montebourg (p. 2699) : retiré (p. 2700) ; repris par M. Arnaud Montebourg : rejeté (p. 2700)

Article 1er (corruption et trafic d'influence concernant les agents publics et les magistrats et personnes exerçant une fonction juridictionnelle en France)

Ses interventions (p. 2701 et s.)

Son amendement n° 13 : adopté (p. 2702)

Article 2 (incrimination de la corruption et du trafic d'influence des agents publics étrangers et internationaux, du personnel judiciaire étranger et international - peines complémentaires)

Ses interventions (p. 2703 et s.)

Ses amendements nos 14, 16 et 17 : adoptés (p. 2703)

Article 4 (compétence concurrente du tribunal de grande instance de Paris pour les infractions de corruption et de trafic d'influence d'agents publics étrangers)

Son intervention (p. 2704)

Article 5 (utilisation des nouvelles mesures de surveillance, d'infiltration et de sonorisation en matière de corruption)

Son intervention (p. 2705)

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 9 rectifié de la commission (actualisation du régime des interdictions de soumissionner à un contrat de partenariat privé conclu avec l'Etat ou les collectivités territoriales en cas de condamnation pour corruption ou trafic d'influence) (p. 2706)

Intervient sur l'adit n° 10 de la commission (transmission systématique des comptes certifiés des sociétés d'économie mixte locales aux élus à l'occasion de l'examen du budget - transmission des comptes certifiés des sociétés d'économie mixte aux élus régionaux) (p. 2706)

Son amendement n° 18 (constitution de partie civile uniquement à l'audience par les associations reconnues d'utilité publique) (p. 2706) : retiré (p. 2707) ; repris par M. Arnaud Montebourg : rejeté (2707)

Après l'article 6

Son amendement n° 22 (protection des salariés à l'origine d'une dénonciation de faits de corruption révélés dans l'exercice de leurs fonctions) (p. 2707) : adopté (p. 2708)

Article 7 (application dans les collectivités d'outre-mer)

Son amendement n° 23 : adopté (p. 2708)

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2715)

Son intervention (p. 2719)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 2719)

Assurances : assurance vie : décès (p. 2719)

Assurances : contrats : information (p. 2720)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2720)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 4042)

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4171)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 4172)

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 4172)

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4172)

Justice : maisons de la justice et du droit : création (p. 4172)

Justice : pôles de l'instruction (p. 4172)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 4171)

Procédure des questions :

Justice : maisons de la justice et du droit : Chateaubriant (p. 4185)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son amendement n° 230 : adopté après rectification (p. 4208)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 56)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 64)

Son intervention (p. 74)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 92)

Thèmes :

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 57)

Justice : rétention de sûreté (p. 74, 93)

Justice : victimes (p. 56, 74, 92)

Lois : rétroactivité des lois (p. 75)

Système pénitentiaire : crédits (p. 74)

Système pénitentiaire : crédits : Parti socialiste (p. 64)

Système pénitentiaire : détenus : soins en détention (p. 57, 75)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté - soins en détention - surveillance judiciaire prolongée)

Ses interventions (p. 101, 109)

Après l'article 12

Son amendement n° 107 deuxième rectification (consultation du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAS) par les représentants des collectivités territoriales) : adopté (p. 132)

Son amendement n° 108 (rapport au Parlement) : adopté (p. 133)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 778)

Son intervention (p. 783)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 783)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : récidive (p. 778)

Justice : crédits (p. 783)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 778)

Explications de vote et vote [6 février 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 783)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 803)

Son intervention (p. 821)

Thèmes :

Environnement : développement durable (p. 822)
Jeunes : échanges internationaux : politiques communautaires (p. 822)
Politiques communautaires : services publics (p. 821)
Union européenne : politique sociale (p. 822)
Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 821)
Union européenne : construction européenne (p. 804)
Union européenne : majorité qualifiée (p. 821)
Union européenne : traité de Lisbonne (p. 803)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1193)

Thèmes :

Droit pénal : témoins : protection (p. 1193)
Parlement : commissions d'enquête : auditions (p. 1193)
Parlement : commissions d'enquête : huis clos (p. 1193)
Parlement : prérogatives : commissions d'enquête (p. 1193)

Explications de vote et vote [3 avril 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1193)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Son intervention (p. 1790)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : protection (p. 1790)
Archives et bibliothèques : archives : sanctions pénales (p. 1790)
Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1790)
Archives et bibliothèques : communication des archives : généalogie (p. 1791)
Collectivités territoriales : charges : archives (p. 1791)
Conseil constitutionnel : archives (p. 1791)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 18 A (incitation fiscale à la réalisation de travaux de restauration des archives historiques)

Son intervention (p. 1810)

Après l'article 18

Son amendement n° 33 (possibilité pour les établissements de santé de confier à un tiers l'archivage des dossiers papiers des patients) (p. 1810) : retiré (p. 1811)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)

Son intervention (p. 1903)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 1904)
Entreprises : fusion transfrontalière (p. 1903)
Entreprises : fusion transfrontalière : sécurité (p. 1904)

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 1904)
Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 1904)
Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 1904)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)

Son intervention (p. 1910)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Son intervention (p. 1931)

Thèmes :

Droit civil : obligations : réforme (p. 1931)
Droit civil : prescription : délais (p. 1931)
Droit civil : prescription : pays étrangers (p. 1931)
Droit pénal : agressions sexuelles : mineurs (p. 1931)
Environnement : dommages à l'environnement : prescription (p. 1931)
Justice : simplification du droit : droit civil (p. 1931)

Explications de vote et vote [6 mai 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1932)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1964)

Thèmes :

Culture : langues régionales (p. 1964 et s.)
Enseignement : langues régionales (p. 1965)
Langue française : usage (p. 1964)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 1964)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2121)

Son intervention (p. 2122)

Thèmes :

Droit pénal : perquisitions (p. 2122)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 2122)
Presse et livres : indépendance (p. 2122)
Presse et livres : journalistes : secret professionnel (p. 2123)
Presse et livres : liberté de la presse (p. 2122)
Presse et livres : secret des sources des journalistes : pays étrangers (p. 2123)
Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2122)
Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2123)

Sandrine HUREL

*Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT
Santé. Politique de la santé. [15 avril 2008] (p. 1567)

Christian HUTIN

Nord (12^{ème} circonscription)
Appartenu au groupe socialiste, radical, citoyen
puis appartené au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 168 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques de dopage dans le sport [19 septembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS*

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)
Son intervention (p. 2605)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2605)
Déchets, pollutions et nuisances : air : pollution (p. 2605)
Santé : santé publique : amiante (p. 2605)
Santé : santé publique : énergie nucléaire (p. 2605)
Santé : santé publique : pollution industrielle (p. 2605)
Transports : politique des transports (p. 2605)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)
Son intervention (p. 233)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 233)
Parlement : rôle (p. 233)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)
Son intervention (p. 1841)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 1841)
Sports : compétitions (p. 1841)
Sports : dopage (p. 1841 et s.)
Sports : dopage : trafic (p. 1842)
Sports : jeux olympiques (p. 1841)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)
Son intervention (p. 3545)

Thèmes :

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3545)
Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3546)
Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3545)

Sébastien HUYGHE

Nord (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007]

Membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [J.O. du 6 juillet 2007]

Rapporteur de la proposition de loi visant à simplifier la vente des biens en indivision (n° 618) [22 janvier 2008]

Rapporteur de la proposition de loi visant au contrôle de la vente et de l'utilisation des mini-quads, mini-motos et engins assimilables (n° 371) [30 janvier 2008]

Rapporteur de la proposition de loi relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés (n° 632) [30 janvier 2008]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'article 7 du projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007] (n° 58)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- la proposition de loi de M. Patrice Calmèjane, M. Gérard Gaudron, M. Sébastien Huyghe et M. Jean-Philippe Maurer relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés (n° 632)

- la proposition de loi de Mme Élisabeth Guigou et plusieurs de ses collègues visant au contrôle de la vente et de l'utilisation des mini-quads, mini-motos et engins assimilables (n° 371) [30 janvier 2008] (n° 663)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Luc Warsmann et M. Sébastien Huyghe visant à simplifier la vente des biens en indivision (n°618) [30 janvier 2008] (n° 665)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés (n° 812) [13 mai 2008] (n° 880)

Proposition de loi n° 1019 visant à instaurer une transparence environnementale entre les sociétés mères et les sociétés dont elles détiennent des parts [3 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Ministères et secrétariats d'Etat. Budget, comptes publics et fonction publique : services du Trésor. Restructuration, conséquences [9 octobre 2007] (p. 2645)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1649)

Thème :

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1649 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Son intervention (p. 1968)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 4 (administration de l'université)

Son amendement n° 85 (p. 2284)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Ses amendements n°s 87 et 88 (p. 2301 et s.)

Article 11 (création et statuts des composantes de l'université)

Son amendement n° 90 (p. 2329)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 20

Son amendement n° 225 (réduction de la contribution d'ISF par des dons de titres à certains organismes d'intérêt général : suppression de l'imposition des plus-values) : rejeté (p. 5099)

Son amendement n° 226 (réduction de la contribution d'ISF par des dons de titres à certains organismes d'intérêt général : suppression de l'imposition des plus-values pour les titres acquis avant le 20 juin 2007) : rejeté (p. 5099)

Son amendement n° 227 (article 751 du code général des impôts : présomption de fictivité levée dans le cas où la donation réalise indirectement le démembrement de propriété) : retiré (p. 5101)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Suppléé par M. Guy Geoffroy (p. 739)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2081)

Son intervention (p. 2082)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : agriculture (p. 2083)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : déclaration (p. 2083)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 2083)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : sanctions pénales (p. 2083)

Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 2082)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2088)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2088 à 2090)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)

Son intervention (p. 1807)

Son amendement n° 34 (p. 1808)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)

Ses amendements n°s 61 et 62 (p. 3862 et s.) : adoptés (p. 3864 et s.)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son amendement n° 43 rectifié : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5045)

I**Monique IBORRA***Haute-Garonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]**NOMINATIONS**Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 11 octobre 2007]Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 11 octobre 2007]Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de
l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Jeunes. Quartiers défavorisés [31 octobre 2007] (p. 3626)

Travail. Droit du travail. Etudiants, stages, gratifications,
financement [7 mai 2008] (p. 1955)*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*n° 59, posée le 18 décembre 2007. Industrie. Construction
aéronautique (J.O. Questions p. 7893). Appelée le
18 décembre 2007. Airbus, EADS (p. 5360)n° 235, posée le 6 mai 2008. Aménagement du territoire. Politique
de la ville (J.O. Questions p. 3703). Appelée le 6 mai 2008.
Banlieues (p. 1870)*DÉBATS***Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale
pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ;
[24 octobre 2007] (p. 3162)**

Son intervention (p. 3169)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3169)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3169)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 3169)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3169)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 3169)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL ET EMPLOI****Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)**

Son intervention (p. 3800)

*Thèmes avant la procédure des questions :*Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans
l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 3801)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3801)

Emploi : chômage (p. 3801)

Emploi : contrats aidés (p. 3801)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 3802)

**Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du
service public de l'emploi****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)**Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc
Ayrault (p. 405) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 410)*Thèmes :*Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans
l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 406)

Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 406 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 406)

Emploi : chômage (p. 406 et s.)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 405)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 407)

Secteur public : services publics : emploi (p. 405 et s.)

**Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier
2008] (p. 478, 507)***Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)*

Ses amendements n°s 181 à 183 : adoptés (p. 450 et s.)

Son amendement n° 184 (p. 451)

Ses amendements n°s 188 et 185 : adoptés (p. 452)

Ses amendements n°s 186 187, 189, 190, 191 rectifié et 194 (p. 452,
454 et s.)

Son amendement n° 195 (p. 457) : adopté (p. 458)

Son amendement n° 196 : adopté (p. 458)

Ses amendements n°s 197 et 199 (p. 458 et s.)

Son amendement n° 200 : adopté (p. 459)

Ses amendements n°s 201 et 207 (p. 459 et s.)

*Après l'article 1er*Son amendement n° 210 (prolongement de la période transitoire
concernant le transfert aux régions des compétences et moyens de
l'Association nationale pour la formation professionnelle des
adultes - AFPA -) : rejeté (p. 461)*Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de
l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)*

Son amendement n° 217 (p. 479)

Son amendement n° 218 : adopté (p. 480)

Ses amendements n°s 219, 225 à 227 et 220 (p. 480 et s.)

Son amendement n° 221 : adopté (p. 483)

Ses amendements n°s 222 et 224 (p. 486, 489)

Son intervention (p. 491)

Son amendement n° 229 (p. 493)

Son amendement n° 230 : SCRUTIN PUBLIC (p. 494)

Ses amendements n°s 231 à 234, 235 rectifié, 236, 237 rectifié, 240
et 241 (p. 495 et s., 498 et s., 502 et s.)*Après l'article 2*Son amendement n° 242 (radiation de la liste des demandeurs
d'emploi pour les personnes ayant refusé un contrat en CDI à temps
plein et non pas pour celles ayant refusé un autre type de contrat) :
rejeté (p. 507)Son sous-amendement n° 292 (aide de l'Etat aux maisons de
l'emploi subordonnée au respect des compétences des régions et
des départements) à l'ad n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (missions
des maisons de l'emploi) (p. 507) : adopté (p. 510)Son sous-amendement n° 293 (cahier des charges déterminant l'aide
de l'Etat aux maisons de l'emploi) à l'ad n° 103 de M. Jean-Paul
Anciaux (p. 507) : adopté (p. 510)*Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution
nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)*

Ses amendements n°s 155 à 157 (p. 512 et s., 515)

Article 4 (transfert de recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSSAF)

Ses amendements n^{os} 158 (de suppression) et 159 (p. 518, 520)

Article 5 (instance provisoire de préfiguration)

Ses amendements n^{os} 160, 161 et 173 (p. 522 et s.)

Son amendement n^o 162 : adopté (p. 524)

Son amendement n^o 163 (p. 524)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)

Ses amendements n^{os} 164 à 167 (p. 525 et s.)

Article 8 bis (rapport du Gouvernement au Parlement sur les modalités du transfert éventuel à la nouvelle institution de personnels de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes)

Ses amendements n^{os} 168 (de suppression) et 169 (p. 533 et s.)

Après l'article 8 bis

Son amendement n^o 170 (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des offres acceptables d'emploi) (p. 534) : rejeté (p. 536)

Article 8 ter (effets sur le régime d'indemnisation au titre de l'assurance chômage de la démission d'un salarié sans motif légitime)

Son amendement n^o 171 (de suppression) (p. 536) : adopté (p. 538)

Article 11 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives aux compétences respectives du Conseil national de l'emploi, de la nouvelle institution et de l'UNEDIC)

Son intervention (p. 542)

Titre

Son amendement n^o 172 (nouveau titre : projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public du placement et du service des prestations d'indemnisation des demandeurs d'emploi) (p. 544) : rejeté (p. 545)

Explications de vote et vote [23 janvier 2008] (p. 545)

Ses explications de vote (p. 546)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 546)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)

Son intervention (p. 671)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 672)

Emploi : chômeurs : droits (p. 672)

Régions : politique de l'emploi (p. 672)

Secteur public : services publics : emploi (p. 671 et s.)

Explications de vote et vote [31 janvier 2008] (p. 680)

Ses explications de vote (p. 681)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 681)

Projet de loi n^o 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Ses interventions (p. 5216 et s.)

Jean-Louis IDIART

*Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. des 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil d'administration de l'office franco-allemand pour la jeunesse [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil de l'immobilier de l'État [J.O. des 11 août 2007 et 26 septembre 2007]

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 19 décembre 2007]

Cesse d'appartenir au conseil de l'immobilier de l'État [J.O. du 22 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande une réponse du Gouvernement après chaque motion de procédure [10 juillet 2007] (p. 1659)

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par les orateurs dans le cadre des motions de procédure [11 juillet 2007] (p. 1712)

Demande une suspension de séance [11 juillet 2007] (p. 1724)

Demande des précisions sur la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence et de la prime pour l'emploi [11 juillet 2007] (p. 1734)

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par l'opposition [11 juillet 2007] (p. 1737)

Déplore l'absence de réponse du Gouvernement et du rapporteur général aux questions posées par les députés et le président de la commission des finances sur les exonérations relatives aux heures supplémentaires [11 juillet 2007] (p. 1770)

Demande des précisions sur la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie [12 juillet 2007] (p. 1803)

Proteste contre le refus du président de séance de laisser un orateur répondre à la commission [12 juillet 2007] (p. 1856)

Souhaite des réponses plus fournies du rapporteur et du Gouvernement [12 juillet 2007] (p. 1886)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : réitère la demande de son groupe sur le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés [13 juillet 2007] (p. 1908)

Insiste pour que soit donnée une évaluation du coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés [13 juillet 2007] (p. 1909)

Regrette de n'avoir pu répondre au Gouvernement avant le vote sur l'amendement n^o 308, demande quel sera le coût du "bouclier fiscal" pour les collectivités territoriales [13 juillet 2007] (p. 1932)

Regrette que le président de séance ait refusé la parole à M. Jean-Yves Le Bouillonec sur l'amendement n^o 110 de la commission des affaires économiques [16 juillet 2007] (p. 2055)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1652) : rejetée (p. 1659)

Ses rappels au règlement (cf supra) [10 juillet 2007] (p. 1659) ; [11 juillet 2007] (p. 1712, 1724)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : réforme (p. 1656)

Donations et successions (p. 1655)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1652 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1652 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1655)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1654 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1652 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1652)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1653 et s.)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1655)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1655)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1652)

Président de la République (p. 1652 et s.)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) : constitutionnalité (p. 1653)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1654)

Travail (p. 1652)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1652 et s.)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1653)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1734, 1737, 1770, 1803)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Ses interventions (p. 1843 et s.)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son amendement n° 278 (p. 1855)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1856)

Son amendement n° 279 (p. 1857)

Après l'article 3

Son amendement n° 290 ("vente à la découpe" : institution d'un permis de mise en copropriété) : rejeté (p. 1864)

Son amendement n° 302 rectifié (frais d'obsèques : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 1864)

Son amendement n° 287 (profession de marchand de biens : définition) : rejeté (p. 1870)

Son amendement n° 288 (marchands de biens : fixation des conditions d'exercice de leur activité) : rejeté (p. 1870)

Son amendement n° 289 (marchands de biens : interdiction de délivrance de congé pour vente d'un logement sauf pour un bien acquis depuis plus de six ans) : rejeté (p. 1871)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses interventions (p. 1872, 1890 et s.)

Son amendement n° 298 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1877)

Ses amendements n°s 300 et 299 (p. 1886)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1886)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 1907)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1909)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1910 et s.)

Ses amendements n°s 303 (de suppression), 304, deuxième rectification et 312 (p. 1914, 1920 et s.)

Son amendement n° 313 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1922)

Ses amendements n°s 310, 311 et 308 rectifié (p. 1924 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1932)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 276 rectifié de M. Jérôme Cahuzac (impôt sur le revenu - réductions et crédits d'impôt : plafonnement à 7 500 €) (p. 1942)

Son amendement n° 275 rectifié (impôt sur le revenu - "niches fiscales" : réduction du revenu imposable plafonnée à 40 %) (p. 1942) : rejeté (p. 1944)

Intervient sur l'ad t n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1946)

Son amendement n° 318 (ISF - souscription au capital de PME : suppression de l'exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts) (p. 1951) : rejeté (p. 1952)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses interventions (p. 1952 et s.)

Son amendement n° 316 (de suppression) (p. 1953)

Après l'article 7

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2007] (p. 2055)

Titre

Intervient sur l'ad t n° 201 de M. Pierre-Alain Muet (projet de loi relatif aux heures supplémentaires et à diverses dispositions fiscales) (p. 2078)

Ses explications de vote (p. 2080)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2081)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1989)

Son intervention (p. 1990)

Thèmes :

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1989)

Parlement : sessions extraordinaires : ordre du jour (p. 1989)

Anne-Marie IDRAC

Secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur

Est nommée secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, auprès de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

DÉBATS

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2081)

Son intervention (p. 2081)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : déclaration (p. 2081)
 Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 2081)
 Automobiles et cycles : mini-motos et quads : sanctions pénales (p. 2082)
 Commerce extérieur : douanes : contrôle (p. 2082)
 Consommation : consommateurs : protection (p. 2081)
 Consommation : information des consommateurs : mini-motos et quads (p. 2082)
 Politiques communautaires : normes européennes : mini-motos et quads (p. 2082)
 Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 2081)
 Ventas et échanges : mineurs (p. 2081)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2088)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2088 à 2090)

Françoise IMBERT

*Haute-Garonne (5^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Airbus, emploi et activité [21 mai 2008] (p. 2248)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 81, posée le 8 janvier 2008. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 116). Appelée le 8 janvier 2008. Effectifs de personnel, Colomiers (p. 27)

n° 207, posée le 29 avril 2008. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 3548). Appelée le 29 avril 2008. Fusion, modalités (p. 1758)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3923)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5447)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : primes (p. 5447)
 Logement : droit au logement (p. 5448)
 Politique sociale : inégalités (p. 5447 et s.)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5447)
 Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5447)
 Travail : salaires (p. 5448)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Son intervention (p. 936)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 936)
 Droit pénal : discrimination (p. 936 et s.)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 936 et s.)
 Politiques communautaires : droit communautaire (p. 936 et s.)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)*Article 8 (modification de la liste des discriminations ne donnant pas lieu à des sanctions pénales)*

Son intervention (p. 955)

Jacqueline IRLES

*Pyrénées-Orientales (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) (n° 190) [27 novembre 2007] (n° 436)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Agriculture. Viticulture, OCM vin, négociations [6 novembre 2007] (p. 3683)

Union européenne. Traité de Lisbonne. Ratification [5 février 2008] (p. 714)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 33, posée le 4 décembre 2007. Transports. Transport de marchandises (J.O. Questions p. 7536). Appelée le 4 décembre 2007. Ferroviaires, ferroutage, développement (p. 4892)

DÉBATS

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)
Son intervention (p. 4930)

Thèmes :

Lois : codification (p. 4930 et s.)
Syndicats : Confédération française démocratique du travail (CFDT) (p. 4931)
Syndicats : représentativité (p. 4931)
Travail : code du travail (p. 4930 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4930 et s.)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4969 à 5204)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Ses interventions (p. 4969 et s.)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Ses interventions (p. 4977 et s., 5005 et s., 5196 et s.)

Article 3 bis (autorisations d'absence pour formation des salariés membres d'un conseil de prud'hommes en 2008)

Son intervention (p. 5204)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Son amendement n° 881 (p. 3102) : adopté (p. 3103)

Michel ISSINDOU

*Isère (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 29 novembre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [30 janvier 2008] (p. 621)

Fonction publique de l'Etat. Politique de la fonction publique. [10 juin 2008] (p. 3188)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3126)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3126)
Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3126)
Démographie : vieillissement de la population (p. 3126)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3126)
Santé : soins : coût (p. 3126)
Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3127)
Sécurité sociale : déficit (p. 3126)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5418)

Thèmes :

Baux : loyers (p. 5418)
Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 5418 et s.)
Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5419)
Politique sociale : inégalités (p. 5418 et s.)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 35 de M. François Brottes (retour de droit au tarif réglementé du gaz et de l'électricité pour les personnes succédant dans un logement à une personne ayant opté pour le tarif libre) (p. 5482)

Intervient sur l'ad n° 28 de M. Jérôme Cahuzac (mise en place du chèque transport obligatoire) (p. 5484)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 697)

Son intervention (p. 700)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4695) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4703)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4737)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4697 et s.)
Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4737)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4696 et s., 4737)
Emploi : chômage : zones rurales (p. 4699)
Emploi : chômeurs (p. 4695 et s., 4737)

Emploi : offres d'emploi (p. 4696)
Emploi : plans pour l'emploi (p. 4696 et s.)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4696)
Emploi : UNEDIC (p. 4697 et s.)
Politique sociale : minima sociaux (p. 4697)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4698)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 4698)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4743 et s., 4764 et s., 4774 et s., 4784 et s., 4797 et s., 4807 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 1556 du Gouvernement (création d'un médiateur national à "France-Emploi") (p. 4810)

Intervient sur les adts identiques présentés par les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche n°s 1032 à 1053 (obligation de dépôt des offres d'emploi à "France-Emploi") (p. 4810)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Ses interventions (p. 4811 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques présentés par les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche n°s 1208 à 1229 (entrée en vigueur des dispositions de la loi concomitamment avec la mise en place du nouvel opérateur public recensant les offres d'emploi) (p. 4823)

Titre

Son intervention (p. 4824)

Explications de vote et vote [17 juillet 2008] (p. 4825)

Ses explications de vote (p. 4826)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4826)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Thèmes :

Emploi : chômage : fraude (p. 4895)
Emploi : chômage : organismes (p. 4895)
Emploi : chômeurs (p. 4895)
Politique économique : croissance (p. 4895)
Travail : code du travail : opposition (p. 4895)

Explications de vote et vote [23 juillet 2008] (p. 4894)

Ses explications de vote (p. 4894)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4895)

J

Christian JACOB

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 12 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement (n° 955) [14 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les travaux de la Délégation sur le développement durable [17 octobre 2007] (n° 294)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement. Agriculture. OGM [15 janvier 2008] (p. 184)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se déclare choqué de voir M. Chassaigne et plusieurs orateurs se sentir obligés de "vérifier à chaque instant dans les tribunes du public si M. Bové était d'accord ou non" avec leur intervention [13 mai 2008] (p. 2039)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2587)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2588)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2588)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2587)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 2588)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2587)

Energie et carburants : indépendance énergétique : Union européenne (p. 2587)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2588)

Logement : économies d'énergie (p. 2587)

Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2588)

Transports : politique des transports (p. 2588)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4436)

Thèmes :

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4436)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4436)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 4436)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4519)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1104)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1105)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1104)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1105)

Recherche : biotechnologies (p. 1104)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1105)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 170 (p. 1201) : adopté (p. 1202)

Ses interventions (p. 1203 et s.)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1289 et s., 1300)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son intervention (p. 1305)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-adt n° 376 de Mme Delphine Batho (déclaration à l'autorité administrative préalable à toute mise en culture d'OGM) à l'ad n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1307)

Intervient sur le sous-adt n° 460 de M. André Chassaigne (déclaration à l'autorité administrative entre trois et neuf mois avant toute mise en culture d'OGM) à l'ad n° 65 rectifié de la commission (p. 1307)

Intervient sur le sous-adt n° 490 de Mme Delphine Batho (information des collectivités territoriales concernées des lieux de mise en culture d'OGM) à l'ad n° 65 rectifié de la commission (p. 1309)

Intervient sur le sous-adt n° 491 de M. Germinal Peiro (information du maire de la commune concernée des lieux de mise en culture d'OGM) à l'ad n° 65 rectifié de la commission (p. 1309)

Intervient sur l'adt n° 415 de Mme Corinne Erhel (impossibilité de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) (p. 1316)

Son amendement n° 169 rectifié (suppression de l'obligation pour l'exploitant OGM d'informer, préalablement au semis, les exploitants des parcelles attenantes) : devenu sans objet (p. 1316)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Son intervention (p. 1317)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 418 de M. Germinal Peiro (étiquetage des produits ou sous produits composés en tout ou partie d'OGM, y compris les produits ou sous produits d'animaux) (p. 1322)

Intervient sur l'adt n° 424 de M. François Brottes (définition du statut de "lanceur d'alerte") (p. 1325)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 407 précédemment réservé de Mme Geneviève Gaillard (remplacement du terme "coexistence" (entre cultures) par "protection des") (p. 1327)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son amendement n° 173 (p. 1335)

Ses interventions (p. 1336 et s.)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1411)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 168 (p. 1430)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2008] (p. 2039)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son intervention (p. 2961)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son intervention (p. 2980)

Après l'article 12

Son amendement n° 512 (extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3026) : adopté (p. 3027)

Après l'article 33

Son amendement n° 524 (p. 3194) : rejeté (p. 3196) ; repris par M. François Brottes

Son amendement n° 521 (étude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat) (p. 3199) : adopté (p. 3201)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son intervention (p. 3404)

Denis JACQUAT

*Moselle (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre du conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission nationale de concertation sur les risques miniers [J.O. du 11 août 2007]

Membre du conseil d'orientation des retraites [J.O. du 11 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 255 visant à rendre déductibles du revenu imposable les cotisations d'assurance complémentaire santé pour les retraités [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 256 visant à réduire à 5,5% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux frais d'obsèques [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 257 tendant à interdire la vente d'artifices de divertissement aux non-professionnels [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 258 tendant à protéger efficacement l'emprunteur défaillant dans le domaine immobilier pour prévenir le surendettement [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 259 tendant à inscrire sur un document administratif d'identité l'acceptation ou le refus du don d'organes [9 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [17 octobre 2007] (n° 295)

Proposition de loi n° 328 visant à modifier les conditions d'âge pour effectuer un don du sang [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 329 visant à reconnaître le droit de vivre à domicile comme un droit fondamental et universel [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 330 visant à intégrer les soins à domicile dans la définition des services à la personne [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 331 tendant à la reconnaissance juridique du métier de pompier d'aérodrome [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 332 relative aux associations sans but lucratif gestionnaires ou propriétaires de foyers-logements pour personnes âgées [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 395 visant à supprimer le seuil de non-versement de l'aide personnalisée au logement [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 755 relative à l'attribution de la carte du combattant pour les militaires ayant quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [27 mars 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 [17 juin 2008] (n° 965)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Seniors [9 octobre 2007] (p. 2643)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Dialogue social, modalités [26 mars 2008] (p. 967)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Rappel au règlement de Mme Marisol Touraine : précise que les avocats ne relèvent pas d'un régime spécial de retraite [25 octobre 2007] (p. 3267)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2537)

Thèmes :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : réforme (p. 2538)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 2537)
 Retraites : généralités : Conseil d'orientation des retraites (COR) : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 2537 et s.)
 Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2538 et s.)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : bénéficiaires (p. 2537)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : durée d'assurance (p. 2538)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2537 et s.)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 2538 et s.)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2537)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3085)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 3086)
 Frontaliers : travailleurs frontaliers : retraites : généralités (p. 3087)
 Retraites : généralités : Allemagne (p. 3087)
 Retraites : généralités : préretraites (p. 3086)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 3087)
 Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 3086, 3087)
 Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 3085)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 3085 et s.)
 Retraites : généralités : montant des pensions : pensions de réversion (p. 3086)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3208 à 3430)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marisol Touraine (cf. supra) (p. 3266)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3390)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Son intervention (p. 3653)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3653)
 Santé : maladies : santé publique (p. 3653)
 Santé : maladies chroniques (p. 3653)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3756)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : dopage (p. 3756)
 Sports : installations sportives (p. 3756)
 Sports : sports de loisirs (p. 3756)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3766)

Après l'article 51

Intervient sur l'ad n° 149 de M. Régis Juanico (rapport au Parlement dressant le bilan des modalités de mise en oeuvre du recensement des équipements sportifs, de son actualisation ainsi que de l'exploitation de ses résultats) (p. 3768)

Intervient sur l'ad n° 152 de M. Régis Juanico (contribution en faveur du Centre national de développement du sport -CNDS- sur les bénéficiaires des jeux automatiques exploités par les casinos) (p. 3769)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3802)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats aidés (p. 3802)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3802)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Son intervention (p. 4953)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité des droits (p. 4953)
 Lois : codification (p. 4953 et s.)
 Travail : code du travail (p. 4953 et s.)
 Travail : droit du travail (p. 4953 et s.)
 Travail : durée du travail (p. 4954)
 Travail : salaires : mensualisation (p. 4954)
 Travail : travail temporaire (p. 4954)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 976)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 977)
 Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 976)
 Travail : jours fériés (p. 977)

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Article 1er (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son intervention (p. 986)

Explications de vote et vote [26 mars 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 977)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Son intervention (p. 1842)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 1842 et s.)

Sports : dopage (p. 1842 et s.)

Sports : dopage : droit pénal (p. 1843)

Sports : dopage : trafic (p. 1842 et s.)

Sports : médecine du sport (p. 1842 et s.)

Discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1847)*Article 10 (reconnaissance de l'Agence mondiale antidopage - missions de l'Agence française de lutte contre le dopage)*

Son amendement n° 27 (p. 1849) : adopté (p. 1850)

Article 13 (rectification d'une erreur matérielle)

Son amendement n° 28 : adopté (p. 1851)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 juin 2008] (p. 3649)

Son intervention (p. 3652)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 3652)

Sports : dopage : droit pénal (p. 3652)

Explications de vote et vote [19 juin 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3652)

Éric JALTON*Guadeloupe (1^{ère} circonscription)**Socialiste, radical, citoyen**puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'ad n° 252 de Mme Jeanny Marc (agriculteurs de Guadeloupe et de Martinique dont les exploitations sont contaminées par le chlordécone : exonération de cotisations sociales) (p. 1804)

Intervient sur les adts n°s 250, 251 et 365 de Mme Jeanny Marc (départements d'outre-mer - embauche en CDI de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur : amélioration du régime d'exonération de cotisations sociales) (p. 1807)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3703)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 3703)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : Guadeloupe (p. 3703)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : commémorations (p. 3704)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite : outre-mer (p. 3703)

Handicapés : autisme : Guadeloupe (p. 3704)

Justice : carte judiciaire : Guadeloupe (p. 3704)

Logement : logement social : Guadeloupe (p. 3704)

Outre-mer : Antilles : enseignement supérieur (p. 3703)

Outre-mer : Guadeloupe : chômage (p. 3703)

Outre-mer : Guadeloupe : politique sociale (p. 3704)

Outre-mer : Guadeloupe : transports aériens (p. 3703)

Outre-mer : ultramarins résidant en métropole (p. 3704)

Personnes âgées : établissements d'accueil : Guadeloupe (p. 3703)

Politiques communautaires : outre-mer (p. 3704)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3730)*Après l'article 45*

Intervient sur l'ad n° 75 de Mme Christiane Taubira (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3733)

Intervient sur l'ad n° 76 de Mme Christiane Taubira (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3733)

Intervient sur l'ad n° 59 rectifié de M. Victorin Lurel (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3733)

Serge JANQUIN*Pas-de-Calais (10^{ème} circonscription)**Socialiste, radical, citoyen**puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Orientations [15 janvier 2008] (p. 186)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 204, posée le 29 avril 2008. Baux. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3547)

Olivier JARDÉ

Somme (2^{ème} circonscription)
Nouveau Centre

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Recherche et enseignement supérieur - [11 juillet 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 13 juillet 2007]

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. des 19 et 21 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Recherche et enseignement supérieur - [27 mai 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-président de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 132 relative au régime social des experts judiciaires [2 août 2007]

Proposition de loi n° 133 relative à la constitution de fédérations médicales interhospitalières de médecine légale [2 août 2007]

Proposition de loi n° 134 visant à accorder une liberté de définition de l'intérêt communautaire en matière de voirie [2 août 2007]

Proposition de loi n° 135 relative aux situations d'ivresse publique [2 août 2007]

Proposition de loi n° 136 permettant la levée du secret médical dans le cas des transmissions des documents médicaux aux juridictions du contentieux technique [2 août 2007]

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VI : Recherche et enseignement supérieur - Recherche (n° 277) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 589 tendant à organiser l'information et la conciliation dans le règlement des conflits et litiges en matière de responsabilité médicale [15 janvier 2008]

Proposition de loi n° 980 visant à permettre de traduire les services de contrôle médical devant les tribunaux de l'incapacité [19 juin 2008]

Proposition de loi n° 1027 relative à la redevance due par les praticiens hospitaliers exerçant une activité libérale dans les établissements publics de santé [3 juillet 2008]

Proposition de loi n° 1118 visant à améliorer la protection des personnes âgées devant les instances pénales [23 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession [10 octobre 2007] (p. 2674)

Enseignement supérieur. Universités. Réforme, conséquences, étudiants [13 novembre 2007] (p. 4014)

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [8 janvier 2008] (p. 38)

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [4 juin 2008] (p. 2897)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 78, posée le 8 janvier 2008. Arts et spectacles. Spectacle vivant (J.O. Questions p. 115). Appelée le 8 janvier 2008. Financement, Picardie (p. 19)

n° 155, posée le 25 mars 2008. Justice. Médecine légale (J.O. Questions p. 2475). Appelée le 25 mars 2008. Financement (p. 896)

n° 277, posée le 27 mai 2008. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Filière médecine générale, création (p. 2495)

n° 277, posée le 27 mai 2008. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Filière médecine générale, création (p. 2495)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2214)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2220)

Son intervention (p. 2220)

Thèmes :

Education physique et sportive : sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) (p. 2220)

Enseignement supérieur : diplômes (p. 2220)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2220)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 2220 et s.)

Enseignement supérieur : unités de formation et de recherche (UFR) (p. 2221)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2221)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2214, 2220 et s.)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son amendement n° 257 : adopté (p. 2332)

Son intervention (p. 2336)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son amendement n° 268 (p. 3352)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 279 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Luc Prél (prise en compte dans le statut du personnel hospitalier de la pénibilité, de la responsabilité et de l'évaluation de la qualité des pratiques) (p. 3467)

Article 44 précédemment réservé (groupements de coopération sanitaire)

Ses interventions (p. 3467 et s.)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 336 rectifié précédemment réservé de M. Claude Leteurte (extension aux centres hospitaliers régionaux de la possibilité de recruter des praticiens libéraux) (p. 3469)

Article 45 précédemment réservé (financement des établissements sociaux et médico-sociaux)

Ses interventions (p. 3471 et s.)

Article 50 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son intervention (p. 3477)

Son amendement n° 294 (p. 3477)

Article 54 précédemment réservé (plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs)

Son intervention (p. 3483)

Après l'article 54

Intervient sur l'adt n° 117 précédemment réservé de la commission (conditions de fixation du taux médical d'incapacité) (p. 3485)

Article 58 précédemment réservé (objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2008)

Son intervention (p. 3488)

Article 66 (expérimentations concernant les contrôles médicaux des arrêts de travail organisés par les employeurs et les caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3496)

Article 72 (fixation des prévisions des charges des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3505)

Après l'article 72

Intervient sur l'adt n° 308 de M. Jean-Luc Prével (rapport au Parlement sur la lutte contre la toxicomanie) (p. 3506)

Intervient sur l'adt n° 311 de M. Jean-Luc Prével (rapport au Parlement sur la politique de prévention en matière de santé publique) (p. 3506)

Intervient sur l'adt n° 312 de M. Jean-Luc Prével (rapport au Parlement sur la mise en œuvre des programmes de santé) (p. 3506)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4312)

Son intervention (p. 4314)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 4315)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4315)

Recherche : chercheurs (p. 4315)

Recherche : innovation (p. 4315)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)

Après l'article 47

Intervient sur l'adt n° 207 rectifié de la commission (remise d'un rapport sur la possibilité pour les établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) de verser des rémunérations complémentaires à leurs personnels titulaires) (p. 4319)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 99)

Thèmes :

Recherche : carrière (p. 100)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 100)

Recherche : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 100)

Recherche : recherche médicale (p. 100)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5216)

Thème :

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 5216)

Proposition de loi n° 502 relative aux personnels enseignants de médecine générale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 janvier 2008] (p. 605)

Son intervention (p. 608)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : médecins (p. 608 et s.)

Professions de santé : médecins généralistes : démographie (p. 608)

Professions de santé : médecins généralistes : enseignement supérieur (p. 608 et s.)

Professions de santé : médecins généralistes : formation professionnelle (p. 609)

Santé : accès aux soins (p. 608 et s.)

Explications de vote et vote [29 janvier 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 609)

Paul JEANNETEAU

*Maine-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1025 tendant à la création de conseils scientifiques au sein des petites et moyennes entreprises innovantes [3 juillet 2008]

Proposition de loi n° 1073 visant à réserver l'application du panachage pour les élections municipales aux communes de moins de 1500 habitants [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'État [5 décembre 2007] (p. 5020)

DÉBATS

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 84)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 84)

Droit pénal : casier judiciaire (p. 84)

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 84)

Sécurité routière : permis de conduire (p. 84)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Son intervention (p. 123)

Article 5 précédemment réservé (coordination en matière d'hospitalisation d'office)

Son amendement n° 109 (p. 129)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2786)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 2786)

Entreprises : investissements (p. 2786)

Entreprises : transmission (p. 2786)

Yves JEGO

*Seine-et-Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Nommé secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer, auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

Cessation de son mandat de député le 18 avril 2008 [J.O. du 20 avril 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Ville et logement - [11 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 4 octobre 2007]

Membre titulaire du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 12 octobre 2007]

Cesse d'être membre du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 20 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉPÔTS**

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 46 : Ville et logement - Ville (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

Mme Chantal Berthelot. Outre-mer. DOM-ROM : Guyane. Enseignement, politique de l'éducation [3 juin 2008] (p. 2837)

Mme Huguette Bello. Outre-mer. DOM-ROM : Réunion. Eau, eaux usées, recyclage, réglementation, application [11 juin 2008] (p. 3266)

Mme Huguette Bello. Outre-mer. DOM-ROM : Réunion. Emploi, contrats aidés [25 juin 2008] (p. 3777)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Albert Likuvalu. Outre-mer. COM : Wallis et Futuna. Accord de Nouméa, accord particulier, commission de suivi [8 avril 2008] (p. 1363)

M. René-Paul Victoria. Outre-mer. Transports aériens. Jeunes, passeport mobilité [8 avril 2008] (p. 1363)

M. Bernard Derosier. Etrangers. Titres de séjour. Délivrance, jeunes majeurs isolés, réglementation [8 avril 2008] (p. 1364)

En qualité de Député**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique économique. Pouvoir d'achat. [27 novembre 2007] (p. 4698)

DÉBATS**Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2230)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2230)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2230)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 131 (p. 2294)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son amendement n° 129 (p. 2303)

Après l'article 10

Son amendement n° 266 (cas de difficulté grave dans le fonctionnement des organes statutaires de l'université) (p. 2325) : adopté (p. 2327)

Article 11 (création et statuts des composantes de l'université)

Son amendement n° 130 (p. 2330)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Ses amendements n°s 132 et 133 (p. 2370 et s.)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Son amendement n° 72 (création d'une carte de résident permanent délivrée aux titulaires d'une carte de résident depuis plus de dix ans) : retiré (p. 2299)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2621)

Thèmes :

Lois : inflation (p. 2621)

Lois : abrogation (p. 2621)

Lois : application : études (p. 2621)

Parlement : contrôle parlementaire : lois (p. 2621)

Explications de vote et vote [9 octobre 2007]

Ses explications de vote (p. 2635)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2635)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 41)

Supplée M. François Scellier, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 43)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : contrôle (p. 41)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : allègement des charges sociales (p. 41)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 41)

Emploi : contrats aidés (p. 42)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 43)

Logement : droit au logement (p. 43)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 43)

Politique sociale : agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) (p. 41)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 43)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 41)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4015)

Henri JIBRAYEL*Bouches-du-Rhône (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Famille. Politique familiale. Orientations [13 mai 2008] (p. 2022)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 107, posée le 22 janvier 2008. Audiovisuel et communication. Radio [J.O. Questions p. 405]. Appelée le 22 janvier 2008. Fréquences, conditions d'attribution (p. 373)

DÉBATS

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3537)

Thèmes :

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3538)

Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3537)

Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3538)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3538)

Maryse JOISSAINS-MASINI*Bouches-du-Rhône (14^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 30 juin 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 juin 2007]

Marc JOULAUD*Sarthe (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 65, posée le 18 décembre 2007. Communes. Commerce et artisanat [J.O. Questions p. 7894]. Appelée le 18 décembre 2007. Droit de préemption, loi n° 2005-882 du 2 août 2005, décrets d'application, publication (p. 5357)

n° 342, posée le 10 juin 2008. Retraites : régime agricole. Annuités liquidables [J.O. Questions p. 4775]. Appelée le 10 juin 2008. Périodes d'apprentissage, prise en compte (p. 3163)

Jean-Pierre JOUYET*Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes*

Est nommé secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes auprès de M. le ministre de Affaires étrangères et européennes. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités****[4 juillet 2007] (p. 1597)**

Son intervention (p. 1620)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Union européenne (p. 1620)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 1622)
 Pays étrangers : Allemagne (p. 1620)
 Pays étrangers : Pologne (p. 1622)
 Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 1622)
 Union européenne : cohésion sociale (p. 1620)
 Union européenne : environnement (p. 1621)
 Union européenne : constitution européenne (p. 1621)
 Union européenne : construction européenne (p. 1620 et s.)
 Union européenne : élargissement (p. 1620)
 Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1622)
 Union européenne : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) : Afrique du Nord (p. 1622)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1620, 1621)
 Union européenne : traité de Nice (p. 1620, 1621)
 Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1620 et s.)

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2397)**

Ses interventions (p. 2397, 2402)

Thèmes :

Démographie : migrations (p. 2398)
 Droit pénal : traite des êtres humains (p. 2397, 2398)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2398)
 Traités et conventions : ratification (p. 2397)
 Union européenne : Conseil (p. 2397, 2398)

Projet de loi n° 5 autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2403)**

Son intervention (p. 2403)

Thèmes :

Constitution (p. 2403)
 Droit pénal : peine de mort (p. 2403)
 Droit pénal : peine de mort : Constitution (p. 2403)
 Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2403)
 Etat : souveraineté (p. 2403)
 Justice (p. 2403)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2403)

Alain JOYANDET

*Haute-Saône (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Puis secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Est nommé secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères et européennes. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

Cessation de son mandat de député le 18 avril 2008 [J.O. du 20 avril 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Travail et emploi - [11 juillet 2007]

Membre du conseil d'orientation pour l'emploi [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques [J.O. du 11 août 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 45 : Travail et emploi - Politiques du travail et de l'emploi (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Xavier Breton. Politique extérieure. Lutte contre la faim. [29 avril 2008] (p. 1772)

Mme Françoise Hostalier. Politique extérieure. Tchad. Réfugiés du Darfour, aide humanitaire [7 mai 2008] (p. 1954)

*En qualité de député**DÉBATS***Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)**

Son intervention (p. 2163)

Thèmes :

Etat civil : mariage avec un étranger : contrôle (p. 2163)
 Etrangers : carte de séjour "compétences et talents" (p. 2163)
 Etrangers : contrats d'intégration : regroupement familial (p. 2163)
 Etrangers : droit d'asile : Cour européenne des droits de l'homme (p. 2163)
 Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2163)
 Etrangers : titres de séjour : violences conjugales (p. 2163)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)**

Son intervention (p. 2508)

Thèmes :

Justice : procédures : contrefaçon (p. 2508)
 Pharmacie et médicaments : médicaments : contrefaçon (p. 2508)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : sécurité (p. 2508)
 Recherche : innovation : propriété intellectuelle (p. 2508)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)**

Son intervention (p. 2627)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2627)
 Collectivités territoriales : simplifications administratives (p. 2627)
 Lois : intelligibilité et accessibilité : commission des lois (p. 2627)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)**

Son intervention (p. 2824)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés : collectivités territoriales (p. 2824)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2824)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3789)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : crédits (p. 3789)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3789)
Emploi : contrats aidés (p. 3790)
Emploi : contrats d'avenir (p. 3790)
Emploi : seniors (p. 3789)
Emploi : UNEDIC (p. 3789)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472); [22 novembre 2007] (p. 4514); [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637); [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son intervention (p. 4743)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5325)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 5325)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : intéressement et participation (p. 5325)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5325)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474); [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Article 3 (versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises qui ne sont pas assujetties au régime de la participation)

Son intervention (p. 5551)

Ses amendements n°s 165 et 164 (p. 5553)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 330)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 331)
Emploi : contrats d'avenir (p. 330)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 330 et s.)
Politique sociale : insertion (p. 330 et s.)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 331)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789); [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 838)

Projet de loi n° 15 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2409)

Ses interventions (p. 2409, 2416)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 2417)
Démographie : migrations (p. 2409)
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2409)
Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel (p. 2409)
Pays étrangers : Allemagne (p. 2409)
Pays étrangers : Autriche (p. 2409)
Pays étrangers : Belgique (p. 2409)
Pays étrangers : Espagne (p. 2409)
Pays étrangers : Luxembourg (p. 2409)
Pays étrangers : Pays-Bas (p. 2409)
Police : coopération européenne (p. 2409)
Police : échange international de données (p. 2409, 2417)
Traités et conventions : ratification (p. 2409)
Traités et conventions : traité de Prüm (p. 2409)
Union européenne : accords de Schengen (p. 2409 et s.)

Projet de loi n° 20 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2417)

Ses interventions (p. 2417, 2420)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 2417, 2418)
Traités et conventions : ratification (p. 2417)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2393)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 2410)

Son intervention (p. 2423)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2394 et s., 2411)
Etat : Gouvernement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 2423)
Industrie : Institut national de la propriété industrielle (INPI) (p. 2394)
Langue française : défense (p. 2393 et s.)
Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2393 et s., 2410 et s., 2423)
Propriété intellectuelle : brevets (p. 2393 et s.)

Projet de loi n° 122 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en oeuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé « Soyouz au CSG » et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2431)

Ses interventions (p. 2431, 2436)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 2432, 2436)
Espace : Agence spatiale européenne (p. 2431, 2432)
Espace : Ariane (p. 2432)

Espace : Centre spatial guyanais (CSG) (p. 2431, 2432)
 Espace : Coopération internationale (p. 2432)
 Espace : lanceurs (p. 2432, 2436)
 Espace : politique spatiale (p. 2432)
 Espace : Soyouz (p. 2431, 2432)
 Pays étrangers : Russie (p. 2432)
 Santé : protection (p. 2432, 2436)

Projet de loi n° 118 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2437)

Ses interventions (p. 2437, 2446)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2443)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables : pétrole (p. 2437, 2438)
 Energie et carburants : gaz (p. 2437)
 Mer et littoral : domaine public maritime (p. 2437)
 Mer et littoral : eaux territoriales (p. 2446)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2446)
 Outre-mer : développement économique : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2437)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : pétrole (p. 2437)
 Pays étrangers : Canada (p. 2437 et s.)
 Politique extérieure : coopération économique : Canada (p. 2437)

Discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2447)

Son intervention (p. 2447)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2447)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen des fascicules [9 novembre 2007] (p. 3941)

Son intervention (p. 3947)

Thèmes avant la procédure des questions :

Union européenne : élargissement (p. 3947)
 Union européenne : institutions (p. 3947 et s.)
 Union européenne : Parlement européen (p. 3948)
 Union européenne : présidence française (p. 3947 et s.)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Son intervention (p. 4371)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4378)

Son intervention (p. 4384)

Thèmes :

Commerce extérieur : agroalimentaire (p. 4378)
 Outre-mer : Antilles (p. 4386)
 Outre-mer : DOM-TOM (p. 4378, 4385 et s.)
 Outre-mer : octroi de mer (p. 4378, 4386)
 Pays étrangers : Afrique (p. 4385)
 Politiques communautaires : partenariat (p. 4371, 4378, 4385)

Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4371 et s., 4378, 4385 et s.)
 Relations internationales : pays en développement (p. 4371 et s., 4385 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Ses interventions (p. 191, 235)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 191)
 Politique économique : concurrence : traité de Lisbonne (p. 236)
 Politique économique : mondialisation : protection (p. 236)
 Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 236)
 Union européenne : construction européenne (p. 192)
 Union européenne : politique de la défense (p. 237)
 Union européenne : présidence française (p. 193)
 Union européenne : subsidiarité (p. 192)
 Union européenne : traité de Lisbonne (p. 191)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 192, 236)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'ad t n° 4 de M. Jacques Myard (inscription dans la Constitution de la promotion de la langue et de la culture françaises et d'une Union méditerranéenne) (p. 244)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 10 de M. Jacques Myard (constitutionnalisation du Compromis de Luxembourg) (p. 248)

Son intervention à l'issue du vote (p. 266)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Intervient sur la motion d'ajournement de M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 844)

Projet de loi n° 894 autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3346)

Son intervention (p. 3346)

Thèmes :

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 3346)
 Politiques communautaires : financement (p. 3347)
 TVA : assiette (p. 3346)
 Union européenne : budget (p. 3346)
 Union européenne : contributions (p. 3347)
 Union européenne : ressources propres (p. 3346)
 Union européenne : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (p. 3346)
 Union européenne : Parlement européen (p. 3347)

Projet de loi n° 878 autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3352)

Son intervention (p. 3352)

Régis JUANICO

*Loire (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n°s E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n°s E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n° 694)

Proposition de loi n° 1078 instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Enseignement secondaire. Politique de l'éducation. Réforme [16 avril 2008] (p. 1633)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 254, posée le 13 mai 2008. Aménagement du territoire. Politique de la ville (J.O. Questions p. 3889). Appelée le 13 mai 2008. Zones franches urbaines, Saint-Etienne (p. 2013)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement s'il est exact que la négociation sur le départ à la retraite à 55 ans des avocats serait sur le point d'aboutir [25 octobre 2007] (p. 3270)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)
Son intervention (p. 2249)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2250)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2249)
Enseignement supérieur : personnel : effectifs (p. 2250)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1er (missions du service public de l'enseignement supérieur)
Son intervention (p. 2273)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)
Son intervention (p. 2294)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)
Ses interventions (p. 2299 et s.)

Article 8 (rôle du conseil des études et de la vie universitaire)
Son intervention (p. 2319)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)
Son intervention (p. 2322)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)
Son intervention (p. 2354)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 173 de M. Alain Claeys (critères de détermination de la dotation globale de fonctionnement des universités) (p. 2359)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)
Son intervention (p. 2362)

Article 17 bis (création d'un bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants dans chaque université)
Son intervention (p. 2366)

Article 18 (association des étudiants à la vie universitaire)
Son intervention (p. 2366)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 549 rectifié de M. Dominique Tian (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillage) (p. 3243)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)
Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3270)

Article 16 (non-compensation de certaines mesures d'exonérations ou d'exclusion de l'assiette sociale)
Son intervention (p. 3305)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3924)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3748)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : dotations de l'Etat (p. 3748)
Sports : bénévolat (p. 3748)
Sports : crédits (p. 3748)

Sports : dopage (p. 3749)
 Sports : sport de haut niveau (p. 3748)
 Sports : sportifs professionnels : cotisations sociales (p. 3748)
 Sports : sports de loisirs (p. 3748)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3766)

Après l'article 51

Son amendement n° 150 (extension aux fournisseurs de communications électroniques de la contribution sur la cession des droits de diffusion des manifestations ou compétitions sportives en faveur du Centre national de développement du sport -CNDS) : adopté (p. 3767)

Son amendement n° 151 (prélèvement supplémentaire en faveur du Centre national de développement du sport -CNDS- sur les jeux exploités par La Française des jeux) (p. 3767) : rejeté (p. 3768)

Son amendement n° 152 (contribution en faveur du Centre national de développement du sport -CNDS- sur les bénéficiaires des jeux automatiques exploités par les casinos) (p. 3768) : rejeté (p. 3769)

Son amendement n° 148 rectifié (rapport au Parlement sur l'efficacité des exonérations sur la rémunération versée à un sportif par une société sportive au titre de la commercialisation de l'image collective de son équipe) (p. 3769) : adopté (p. 3770)

Son amendement n° 149 (rapport au Parlement dressant le bilan des modalités de mise en oeuvre du recensement des équipements sportifs, de son actualisation ainsi que de l'exploitation de ses résultats) (p. 3769) : adopté (p. 3770)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Travail : conditions de travail : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 3820)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
 - Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 65)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 65)

Associations : financement (p. 65)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4965)

Thèmes :

Lois : codification (p. 4965)

Travail : code du travail (p. 4966)

Travail : droit du travail (p. 4966)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son intervention (p. 4974)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Ses interventions (p. 5007 et s., 5200)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Son intervention (p. 5494)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 436)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 436 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 436 et s.)

Emploi : chômage (p. 437)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 437)

Travail : précarité (p. 437)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 484)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 510)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 708)

Ses explications de vote (p. 708)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 708)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Son intervention (p. 1610)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1836)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 1836)

Sports : dopage (p. 1836)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4095)

Son intervention (p. 4122)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 4095)

Syndicats : représentativité (p. 4122)

Travail : droit du travail (p. 4095, 4122 et s.)

Travail : durée du travail (p. 4122 et s.)

Travail : repos hebdomadaire (p. 4095)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Son intervention (p. 4149)

Article 7 (négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés)

Son intervention (p. 4182)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4204, 4213 et s., 4225, 4237, 4256, 4268)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4295, 4305, 4314 et s., 4321, 4341)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Son intervention (p. 4354)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4619)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4619)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 4619)

Secteur public : grève : statistiques (p. 4619)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4652)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Ses amendements n°s 83, 80, 82, 78 et 79 (p. 4662 et s.)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Son intervention (p. 4718)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4719)

Emploi : chômeurs (p. 4718 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4718)

Travail : précarité (p. 4718 et s.)

Travail : travail à temps partiel (p. 4718)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4742, 4761)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son intervention (p. 5030)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1300 à 1321 de M. Christian Eckert (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5037 et s.)

Intervient sur les adts identiques n°s 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5069)

Intervient sur les adts identiques n°s 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5099)

Didier JULIA

*Seine-et-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 760 visant à garantir l'égalité entre les enfants au regard de la succession et à aménager la réserve héréditaire [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 829 tendant à rendre obligatoire dans les communes la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [24 avril 2008]

Proposition de loi constitutionnelle n° 877 visant à permettre au Parlement de fixer chaque année un plafond pour les dépenses des conseils régionaux [7 mai 2008]

Proposition de loi organique n° 918 visant à permettre au Parlement de définir chaque année l'objectif des dépenses des collectivités territoriales [30 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3920)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 31

Son amendement n° 570 rectifié (objectif des dépenses des collectivités territoriales fixé par le Parlement par référence à l'évolution du budget de l'Etat) (p. 2716) : rejeté (p. 2717)

Armand JUNG

*Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil national des transports [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 205 instaurant une cotisation patronale pour le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 206 tendant à l'élimination des bombes à sous-munitions [27 septembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Altadis, emploi et activité [24 juin 2008] (p. 3719)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 17, posée le 2 octobre 2007. Justice. Création (J.O. Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Cité judiciaire, Strasbourg (p. 2478)

n° 132, posée le 29 janvier 2008. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits (J.O. Questions p. 626). Appelée le 29 janvier 2008. Ouvrages autoroutiers, traversée de Strasbourg (p. 560)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2244)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2244)
Enseignement supérieur : universités : programmes (p. 2244)
Enseignement supérieur : universités : regroupement (p. 2244)
Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2244)
Régions : Alsace : universités (p. 2244)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 30 (dispositions transitoires applicables aux conseils d'administration et aux présidents)

Son amendement n° 230 (p. 2381)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Son intervention (p. 112)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités (p. 112)
Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 112)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 834)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1975)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1976)
Culture : cultures régionales (p. 1975)
Culture : langues régionales (p. 1975)
Régions : Alsace (p. 1975)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Son intervention (p. 3740)

Thèmes :

Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 3740)
Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3740)

K

Marietta KARAMANLI

*Sarthe (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du
28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union
européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Représentante suppléante des délégations de l'Assemblée nationale à
l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée
parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile
[J.O. du 12 octobre 2007]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des
missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence
intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à
l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la
Constitution du 21 juillet au 19 septembre 2007 (n°s E 3592,
E 3598, E 3599, E 3601, E 3608, E 3609, E 3612, E 3615, E 3616,
E 3618 et E 3619) et sur les textes n°s E 3259, E 3264, E 3285,
E 3377, E 3378, E 3389 annexe 6, E 3440, E 3447, E 3480, E 3548,
E 3566, E 3578, E 3583, E 3585, E 3634 à E 3639 et E 3641
[9 octobre 2007] (n° 271)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à
l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la
Constitution du 5 février 2008 au 24 avril 2008 (n°s E 3770
annexe 2, E 3775, E 3778, E 3784, E 3785, E 3789 à E 3792,
E 3796, E 3797, E 3799, E 3803, E 3805, E 3808 à E 3811, E 3813,
E 3814, E 3818, E 3820, E 3822, E 3824 à E 3835, E 3840 à
E 3842 et E 3845) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3551,
E 3557, E 3581, E 3591, E 3640, E 3660, E 3662, E 3670, E 3696,
E 3699, E 3729, E 3735, E 3736, E 3744, E 3748, E 3750, E 3754,
E 3759, E 3766 et E 3768 [29 avril 2008] (n° 844)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur les perspectives de
réglement de la question chypriote [9 juillet 2008] (n° 1048)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [18 décembre 2007]
(p. 5375)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 19, posée le 2 octobre 2007. Transports ferroviaires. SNCF (J.O.
Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Fret (p. 2475)

DÉBATS

**Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des
majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007]
(p. 2167)**

*Article 2 ter (information du condamné sur les conséquences de la
récidive)*

Son sous-amendement n° 99 à l'ad n° 4 de la commission (p. 2170)

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à
l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19
septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue
française et des valeurs de la République dans le cadre du
regroupement familial)*

Son intervention (p. 2186)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[23 octobre 2007] (p. 3031)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par
M. Jean-Marc Ayrault (p. 3041)

Son intervention (p. 3044)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 3044)

Etat : valeurs républicaines (p. 3044)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3044)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3041, 3044)

**Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de
privation de liberté**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2342)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de
liberté : moyens (p. 2343)

Etat : Médiateur de la République (p. 2343)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies
(ONU) : protocole (p. 2342)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2343)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

*Article 48 (création d'un fonds de solidarité en faveur des
départements, communes et groupements de communes de métropole
touchés par des catastrophes naturelles)*

Son intervention (p. 3531)

**Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067
du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil
constitutionnel et relatif à ses archives**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée
par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1786)

Son intervention (p. 1787)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : moyens (p. 1789)

Archives et bibliothèques : archives : sanctions pénales (p. 1789)

Archives et bibliothèques : archives : support électronique
(p. 1787)

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes
à la vie privée (p. 1786, 1788)

Archives et bibliothèques : communication des archives : pays
étrangers (p. 1788)

Archives et bibliothèques : communication des archives : sécurité
nucléaire (p. 1788)

Etat civil : actes : délais (p. 1788)

Santé : données médicales : externalisation (p. 1788)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 3 (collecte, conservation et protection des archives publiques)
Son amendement n° 36 (p. 1800)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)
Son intervention (p. 1802)

Ses amendements n°s 37 rectifié, 38 rectifié, 41, 42 et 44 à 47 (p. 1803 et s.)

Avant l'article 18 A

Son amendement n° 51 (saisine de la commission consultative du secret de la défense par les organismes de recherche pour consulter des documents classifiés depuis plus de cinquante ans) : rejeté (p. 1809)

Article 24 (clarification de la notion d'actes des assemblées parlementaires)

Son amendement n° 48 (de suppression) (p. 1811)

Article 25 (harmonisation des régimes de communication des documents administratifs et des archives publiques)

Son amendement n° 49 (de suppression) (p. 1812)

Après l'article 28

Son amendement n° 50 (présentation d'un rapport au Parlement sur la pérennité de l'archivage numérique) : adopté (p. 1814)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4067)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4069) : rejetée (p. 4072)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : communication des archives : armes nucléaires (p. 4070)

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 4069)

Archives et bibliothèques : communication des archives : dérogations (p. 4069)

Archives et bibliothèques : communication des archives : pays étrangers (p. 4070)

Archives et bibliothèques : communication des archives : secret médical (p. 4070)

Défense : secret défense : communication des archives (p. 4069)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : information (p. 4069)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4070)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4078)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4078)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Son intervention (p. 2170)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : collège sénatorial (p. 2171)

Elections et référendums : élections sénatoriales : parité (p. 2171)

Parlement : Sénat : rôle (p. 2170)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2274)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2274)

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 2274)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2275)

Ordonnances (p. 2275)

Parlement : rôle (p. 2275)

Politique générale : institutions : équilibre des pouvoirs (p. 2274)

Roger KAROUTCHI

Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement

Est nommé secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, auprès de M. le Premier Ministre. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

ÉLOGES FUNÈBRES

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Paul-Henri Cugnenc [9 octobre 2007] (p. 2649)

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Michel Debet [29 avril 2008] (p. 1776)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Didier Migaud : souhaite poursuivre l'examen du texte [28 mai 2008] (p. 2654)

M. Arnaud Montebourg : ajoute que le Gouvernement est favorable à ce groupe de travail dont il n'a pas à faire partie [9 juillet 2008] (p. 4463)

M. Christian Eckert : lui répond que le Gouvernement accède aux demandes du groupe socialiste quant à la fixation de l'ordre du jour [24 septembre 2008] (p. 5054)

M. Roland Muzeau : précise qu'il est de tradition de ne pas siéger lors des journées parlementaires, quel que soit le groupe concerné [25 septembre 2008] (p. 5176)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1972)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)

Son intervention (p. 2430)

Thèmes :

Défense : secret défense (p. 2432)

Défense : services secrets : sécurité (p. 2431)

Ordre public : lutte contre le terrorisme (p. 2431)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2431)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement (p. 2430)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : compétences (p. 2431)

Parlement : délégations parlementaires : renseignement (p. 2430)

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2444 à 2451)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2252 et s., 2302 et s., 2310)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2628)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2628)

Justice : Conseil d'Etat : études (p. 2628)

Justice : procédures : visioconférence (p. 2628)

Politique économique : croissance : simplifications administratives (p. 2628)

Discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2628)

Ses interventions (p. 2629 à 2635)

Article 2 (représentation en justice par le partenaire d'un PACS ou le concubin)

Son intervention (p. 2629)

Article 14 (compensation financière)

Son intervention (p. 2634)

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)

Ses interventions (p. 3135, 348)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 3142)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 3148)

Partis et mouvements politiques : alliances (p. 3142)

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 3135, 3148)

Partis et mouvements politiques : financement : aides publiques (p. 3135, 3142)

Partis et mouvements politiques : financement : histoire (p. 3135)

Partis et mouvements politiques : Nouveau centre (p. 3142)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Répond à M. Jean-François Copé : se déclare favorable à l'accord intervenu entre les différents groupes ; rappelle que débat sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale sera suivi par le débat budgétaire qui ne saurait être retardé (p. 3422)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3569)

Son intervention (p. 3575)

Thèmes avant la procédure des questions :

Automobiles et cycles : immatriculation (p. 3576)

Elections et référendums : carte électorale : réforme (p. 3576)

Elections et référendums : opérations de vote : machines et équipements (p. 3576)

Elections et référendums : propagande électorale : Internet (p. 3576)

Etat : organisation : services déconcentrés (p. 3575)

Finances publiques : crédits budgétaires : outre-mer (p. 3575)

Finances publiques : crédits budgétaires : regroupement (p. 3576)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 3576)

Papiers d'identité : délivrance (p. 3576)

Papiers d'identité : passeport : biométrie (p. 3576)

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen des fascicules [9 novembre 2007] (p. 3941)

Son intervention (p. 3946)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 3947)

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 3946 et s.)

Défense : organisation (p. 3947)

Etat : Gouvernement : organisation (p. 3946 et s.)

Presse et livres : Documentation française (p. 3947)

Presse et livres : Journaux officiels (p. 3947)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 3948)

Crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3948)

Après l'article 43

Intervient sur l'ad n° 187 du Gouvernement (qualification du Médiateur de la République comme ordonnateur principal de l'Etat) (p. 3949)

Intervient sur le sous-ad n° 197 de M. Jean-Pierre Brard (de précision) à l'ad n° 187 du Gouvernement (p. 3949)

POUVOIRS PUBLICS ; CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3559)

Son intervention (p. 3564)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Conseil économique et social (p. 3565)

Finances publiques : mission pouvoirs publics (p. 3564)

Justice : Conseil d'Etat : juridictions administratives (p. 3565)

Justice : Cour des comptes (p. 3564 et s.)

Parlement : contrôle (p. 3564)

Président de la République : rémunération (p. 3564)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3565)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3568, 3569)

Crédits de la mission "Pouvoirs publics" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3565)

Après l'article 45

Intervient sur l'ad n° 69 rectifié du Gouvernement (Président de la République : rémunération égale à celle du Premier ministre et exclusive de tout autre traitement, pension, prime ou indemnité) (p. 3568)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5574)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5574)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1190)

Thèmes :

Droit pénal : sanctions pénales : témoins (p. 1191)

Droit pénal : témoins : diffamation (p. 1191, 1197)

Droit pénal : témoins : protection (p. 1190, 1197)

Parlement : commissions d'enquête : auditions (p. 1191)
 Parlement : commissions d'enquête : publicité (p. 1191)
 Parlement : prérogatives : commissions d'enquête (p. 1190, 1197)
 Politique générale : institutions : réforme (p. 1190, 1197)

Discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1197)
 Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1197)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)
 Ses interventions (p. 1500, 1508)

Thèmes :

Collectivités territoriales : assemblées locales : gestion de fait (p. 1508)
 Finances publiques : comptabilité publique : amendes (p. 1501)
 Finances publiques : comptabilité publique : comptables (p. 1501)
 Finances publiques : comptabilité publique : réforme (p. 1508)
 Justice : chambres régionales des comptes : jugements (p. 1500)
 Justice : chambres régionales des comptes : procédures (p. 1501)
 Justice : Cour des comptes : procédures (p. 1500)
 Justice : délais : Cour des comptes (p. 1500)
 Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 1500)

Discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1508)
 Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1509 à 1517)

Article 11 (procédure applicable aux activités juridictionnelles de la Cour des comptes)
 Son intervention (p. 1511)

Seconde délibération

Article 11 (procédure applicable aux activités juridictionnelles de la Cour des comptes)
 Son intervention (p. 1517)

Article 21 (procédure applicable aux activités juridictionnelles des CRC)
 Son intervention (p. 1517)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)
 Ses interventions (p. 2319, 2329)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2329)
 Constitution : révision : institutions (p. 2319, 2329)
 Partis et mouvements politiques : opposition : statuts (p. 2329)
 Président de la République : rôle (p. 2320, 2329)
 Président de la République : temps de parole (p. 2320 et s., 2329)
 Président de la République : prérogatives (p. 2320, 2329)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2457 à 2469, 2519 à 2520, 2597 à 2602, 2612 à 2662, 2669 à 2679, 2708 à 2711, 2720 à 2722)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)
 Son intervention (p. 2406)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)
 Son intervention (p. 2416)

Article 9 (missions et composition du Parlement)
 Son intervention (p. 2457)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)
 Répond au rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2654)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4431 à 4438, 4460 à 4469, 4474 à 4496 et 4508)

Article 11 (domaine de la loi)
 Rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4463)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)
 Ses interventions (p. 4469 et s.)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)
 Ses interventions (p. 4493)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 2

Répond au rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 5053)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)
 Son intervention (p. 5175)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Muzeau (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5175)

Thème :

Assemblée nationale : ordre du jour (p. 5175)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)
 Ses interventions (p. 5307, 5421)

Christian KERT

*Bouches-du-Rhône (11^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Médias ; avances à l'audiovisuel public - [11 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de la fondation du patrimoine [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'administration de la société France Télévisions [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Médias - [27 mai 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome V : Médias (n° 277) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la politique du livre [7 juillet 2008] (n° 1029)

Rapport d'information déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'amélioration de la sécurité des barrages et ouvrages hydrauliques [9 juillet 2008] (n° 1047)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Oeuvres multimédia [27 novembre 2007] (p. 4700)

Presse et livres. Quotidiens. Aides de l'État [17 juin 2008] (p. 3501)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 336, posée le 10 juin 2008. Etat. Météorologie (J.O. Questions p. 4773). Supplée par M. Jean-Marc Roubaud. Appelée le 10 juin 2008. Météo France, restructuration, conséquences (p. 3153)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils) Son amendement n° 84 (p. 2322)

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650) Son intervention (p. 2658)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 2658 et s.)
Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2659)
Patrimoine culturel : musées (p. 2658 et s.)
Pays étrangers : Émirats Arabes Unis (p. 2658 et s.)
Relations internationales : échanges culturels (p. 2658 et s.)

Explications de vote et vote [9 octobre 2007] (p. 2662)

Ses explications de vote (p. 2662)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2663)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

MÉDIAS

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4262)

Après l'article 60

Intervient sur l'ad n° 290 de la commission des affaires culturelles (augmentation de la redevance audiovisuelle) (p. 4262 et s.)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Ses interventions (p. 26, 32)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 26, 32)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 26 et s.)

Audiovisuel et communication : Radio France (p. 26)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 26, 32)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 27)

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

*Essonne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat chargée de l'écologie*

Élue le 17 juin 2007

Est nommée secrétaire d'Etat chargée de l'écologie, auprès de M. le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement du territoire. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de députée le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Philippe Tourtelier : répond que la présidence française de l'Union sera mise à profit pour demander la réforme des procédures européennes d'évaluation des OGM dont la France n'est pas satisfaite [2 avril 2008] (p. 1140)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2608)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 2609)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2608)

Collectivités territoriales : compétences : environnement (p. 2608)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2609)

Energie et carburants : pétrole : consommation (p. 2609)

Environnement : Grenelle de l'environnement : organisation (p. 2608)

Environnement : politique de l'environnement : création d'emplois (p. 2608)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2608)

Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2608)

Transports : politique des transports (p. 2609)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Ses réponses (p. 3994 à 3998)

Réponses aux questions :

Agriculture : agriculture biologique : aides (p. 3997) (M. Yannick Favennec) (p. 3997)

Eau : eaux pluviales : fiscalité écologique (p. 4000) (M. Philippe Armand Martin) (p. 4000)

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 3994) (M. Dominique Caillaud) (p. 3994)

Urbanisme : normes antipollution (p. 3998) (M. Étienne Pinte) (p. 3998)

Urbanisme : permis de construire : simplifications administratives (p. 3995) (M. François Brottes) (p. 3995)
 Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) : politique de l'environnement (p. 3996) (M. Yves Vandewalle) (p. 3996)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :
 - Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007
 Son intervention (p. 109)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 109)
 Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 109 et s.)
 Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 109)
 Energie et carburants : prospection et recherche (p. 109)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 109)
 Environnement : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 109)
 Environnement : biodiversité (p. 110)
 Environnement : changements climatiques (p. 109)
 Environnement : développement durable (p. 110)
 Environnement : dommages à l'environnement (p. 109)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 109 et s.)
 Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 109)
 Sécurité publique : risques technologiques (p. 109)
 Transports aériens : recherche industrielle (p. 109)
 Voirie : routes (p. 110)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses interventions (p. 1071, 1120)

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Tourtelier (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1140)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1122)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1072, 1122)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1072, 1121 et s.)
 Agroalimentaire : apiculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1122)
 Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1072, 1122)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1121)
 Consommation : information des consommateurs : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1072)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1071, 1120)
 Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1122)
 Environnement : principe de précaution (p. 1072, 1121 et s.)
 Parlement : groupes de pression (p. 1121)
 Politiques communautaires : clause de sauvegarde : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1071, 1120 et s.)
 Recherche : biotechnologies : budget (p. 1071, 1120 et s.)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1072, 1123)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1150 à 1156, 1178 à 1181, 1208 à 1223, 1313 à 1342, 1399, 1429 à 1445)

Son intervention (p. 1445)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Son intervention (p. 2030)

Thèmes :

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2030)

Environnement : charte de l'environnement (p. 2030)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2030)
 Politiques communautaires : clause de sauvegarde (p. 2030)
 Recherche : biotechnologies (p. 2030)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2189)

Thèmes :

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2189)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2189)
 Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2189)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2189)
 Politiques communautaires : clause de sauvegarde (p. 2189)
 Recherche : biotechnologies : budget (p. 2189)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2189)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3784 à 3815)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3793 et s.)

Article 4 bis (exercice des droits reconnus à la partie civile par les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3799)

Après l'article 12

Son intervention (p. 3807)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)

Ses interventions (p. 3807 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 69 du Gouvernement (gestion des espaces à vocation naturelle pérenne dans les ports autonomes) (p. 3811)

Intervient sur l'ad n° 190 du Gouvernement (informations ne pouvant être tenues pour confidentielles dans un dossier de demande d'agrément ou d'autorisation pour des organismes génétiquement modifiés) (p. 3813)

Jacques KOSSOWSKI

*Hauts-de-Seine (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (n° 101) [24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire et rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (n° 101) [26 juillet 2007] (n° 107)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi du dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [2 août 2007] (n° 123)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [5 décembre 2007] (p. 5016)

Politique extérieure. Israël et territoires palestiniens. Soldats israéliens détenus en otage, attitude de la France [6 février 2008] (p. 763)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri : conteste l'interprétation de M. Néri qui voit dans ses propos une discrimination à l'égard de certains de ses collègues [1^{er} août 2007] (p. 2660)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1963 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

Rapporteur de la commission spéciale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 2461)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2480)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 2462, 2463)
Secteur public : service minimum (p. 2461 et s., 2480, 2481)
Secteur public : services publics (p. 2480, 2481)
Transports ferroviaires : grèves (p. 2462)
Transports ferroviaires : SNCF (p. 2463, 2481)
Transports ferroviaires : transport de voyageurs : information (p. 2462 et s.)
Transports par eau : transport de voyageurs : services publics (p. 2464)
Transports urbains : RATP (p. 2462, 2463, 2481)
Travail : grèves : déclaration (p. 2464)
Travail : grèves : prévention (p. 2463)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2531 à 2704)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)
Son intervention (p. 2551)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)
Ses interventions (p. 2579, 2581 et s.)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalable à la cessation concertée du travail)
Son intervention (p. 2598)

Avant l'article 4
Intervient sur l'ad. n° 24 de la commission spéciale (rétablissement de l'intitulé initial du Titre III : "Organisation de la continuité du service public en cas de grève ou autre perturbation prévisible du trafic") (p. 2598)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)
Ses interventions (p. 2639 et s., 2657)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri (cf supra) (p. 2659)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)
Ses interventions (p. 2671 et s.)

Son amendement n° 129 rectifié (p. 2675) : adopté (p. 2677)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)
Son intervention (p. 2686)

Article 7 (droit des usagers à l'information)
Son intervention (p. 2688)

Article 7 bis (bilan annuel d'exécution des plans de transport adapté et des plans d'information des usagers)
Son intervention (p. 2688)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)
Son intervention (p. 2698)

Article 11 (prise en compte de données sociales et environnementales dans les contrats)
Son intervention (p. 2699)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2707)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 2707, 2708)
Transports ferroviaires : titres de transport : remboursement (p. 2707)
Transports ferroviaires : transport de voyageurs : information (p. 2707)
Transports par eau : transport de voyageurs : services publics (p. 2708)
Travail : négociations (p. 2707, 2708)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2161)

Thèmes :

Etrangers : immigration : précarité (p. 2162)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 2161)
Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2162)
Langue française : usage : regroupement familial (p. 2162)

Bernard KOUCHNER*Ministre des affaires étrangères et européennes*

Est nommé ministre des affaires étrangères et européennes. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

DÉPÔTS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités [4 juillet 2007]

Projet de loi n° 64 autorisant la ratification de l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens [9 juillet 2007]

Projet de loi n° 100 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale [18 juillet 2007]

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [24 août 2007]

Projet de loi n° 153 autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations (ensemble un protocole) [29 août 2007]

Projet de loi n° 154 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [29 août 2007]

Projet de loi n° 158 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE [12 septembre 2007]

Projet de loi n° 159 autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres [12 septembre 2007]

Projet de loi n° 170 autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion des nouveaux Etats membres de l'Union européenne à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux premier et deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes [19 septembre 2007]

Projet de loi n° 249 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques [3 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***DÉBATS**

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1597)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Union européenne (p. 1598)
 Pays étrangers : Allemagne (p. 1600)
 Pays étrangers : Pologne (p. 1600)
 Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 1599)
 Président de la République : prérogatives (p. 1600)
 Union européenne : démocratie (p. 1598, 1599)

Union européenne : politique énergétique (p. 1600)

Union européenne : politique sociale (p. 1599)

Union européenne : Commission (p. 1598, 1599)

Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 1599)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1598)

Union européenne : constitution européenne (p. 1598)

Union européenne : construction européenne (p. 1597 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 1598, 1600)

Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1599)

Union européenne : institutions (p. 1597 et s.)

Union européenne : interprétation des traités (p. 1598)

Union européenne : traité de Nice (p. 1598 et s.)

Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1597 et s.)

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2731)

Ses interventions (p. 2733, 2741)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2733, 2741)

Défense : ventes d'armes (p. 2734)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2734)

Pays étrangers : Libye (p. 2733 et s.)

Relations internationales : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2733 et s.)

Santé : sida (p. 2734 et s.)

Union européenne : relations internationales (p. 2734)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT**

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3877)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire : carrière (p. 3879)

Corps diplomatique et consulaire : fonctionnement (p. 3877 et s.)

Corps diplomatique et consulaire : ambassades (p. 3878)

Corps diplomatique et consulaire : consulats (p. 3882)

Culture : politique culturelle : relations internationales (p. 3882)

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 3882)

Etrangers : droit d'asile (p. 3881)

Etrangers : visas (p. 3881 et s.)

Famille : tests génétiques (p. 3884)

Français de l'étranger : enseignement (p. 3881)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 3883)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : patrimoine immobilier (p. 3879 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3880)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3885)

Pays étrangers : Afrique du Nord (p. 3884)

Pays étrangers : Afrique (p. 3880)

Pays étrangers : Bénin (p. 3884)

Pays étrangers : Bulgarie (p. 3885)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3885 et s.)

Pays étrangers : Irak (p. 3885 et s.)

Pays étrangers : Iran (p. 3885)

Pays étrangers : Israël (p. 3886)

Pays étrangers : Kosovo (p. 3887)

Pays étrangers : Liban (p. 3888)

Pays étrangers : Libye (p. 3885)

Pays étrangers : Maroc (p. 3886)

Pays étrangers : Palestine (p. 3886)

Pays étrangers : pays en développement : hôpitaux (p. 3884)

Pays étrangers : Roumanie (p. 3885)

Pays étrangers : Russie (p. 3887)

Pays étrangers : Slovaquie (p. 3883 et s.)

Pays étrangers : Syrie (p. 3888)

Pays étrangers : Tchad (p. 3880 et s.)

Pays étrangers : Turquie (p. 3887 et s.)
 Politique extérieure : codéveloppement (p. 3884)
 Relations internationales : audiovisuel et communication (p. 3883)
 Relations internationales : francophonie (p. 3880)
 Union européenne : institutions : Président (p. 3883 et s.)
 Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 3886)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3888)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B
 Son intervention (p. 3889)

Déclaration du Gouvernement n° 496 préalable au Conseil européen

[11 décembre 2007] (p. 5178, 5183)
 Ses interventions (p. 5178, 5189)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 789)

Intervient sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 809)

Thèmes :

Parlement : motion proposant le référendum (p. 809)
 Politique économique : mondialisation (p. 790)
 Président de la République (p. 809)
 Union européenne : marchés financiers (p. 790)
 Union européenne : politique énergétique (p. 790)
 Union européenne : Tchad (p. 791)
 Union européenne : Parlement européen (p. 789)
 Union européenne : présidence française (p. 789)
 Union européenne : subsidiarité (p. 789)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 789)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 791, 810)

Explications de vote et vote [7 février 2008] (p. 852)

Son intervention (p. 851)

Déclaration du Gouvernement n° 769 sur la situation en Afghanistan

[1^{er} avril 2008] (p. 1053)
 Son intervention (p. 1065)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne

[18 juin 2008] (p. 3563)
 Son intervention (p. 3577)

Thèmes :

Elections et référendums : élections européennes (p. 3579)
 Environnement : changements climatiques : politiques communautaires (p. 3577)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3578)
 Politique économique : mondialisation (p. 3577)
 Politique extérieure : Union pour la Méditerranée (p. 3579)
 Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 3579)
 Politiques communautaires : immigration (p. 3577)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3578)
 Union européenne : politique sociale (p. 3578)
 Union européenne : construction européenne (p. 3579)
 Union européenne : présidence française (p. 3577)
 Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3577)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT » - « SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT À L'ÉTRANGER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4006) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 17 juin 2008
 Ses interventions (p. 4008 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)
 Son intervention (p. 4922)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4923)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4923)
 Pays étrangers : Afghanistan : aide au développement (p. 4922)
 Pays étrangers : Afghanistan : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 4922)
 Pays étrangers : Afghanistan : santé publique (p. 4922)

Jean-Pierre KUCHEIDA

*Pas-de-Calais (12^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole visant à modifier la convention relative à l'Organisation hydrographique internationale (n° 18 rectifié) [11 juillet 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (n° 184) [31 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles (n° 809) [14 mai 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole visant à modifier la convention relative à l'Organisation hydrographique internationale (n° 18) [17 juillet 2007] (n° 78)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (n° 184) [16 janvier 2008] (n° 603)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles (n° 809) [28 mai 2008] (n° 913)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Charbonnages de France. Filiale Gazonor, cession [10 octobre 2007] (p. 2681)

Politique extérieure. Chine. Tibet, attitude de la France [25 mars 2008] (p. 915)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 286, posée le 27 mai 2008. Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques (J.O. Questions p.4285). Appelée le 27 mai 2008. Tiers payant, régime minier, réglementation (p. 2499)

L

Patrick LABAUNE

*Drôme (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Fabienne LABRETTE-MÉNAGER

*Sarthe (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 647 visant à favoriser le système de la colocation dans le secteur locatif social [29 janvier 2008]

Proposition de loi n° 796 relative à l'attribution de la carte du combattant pour les militaires ayant quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [9 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Politique de l'environnement. Instances de réflexion, ordre du jour, calendrier [2 octobre 2007] (p. 2490)

*DÉBATS***Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 6 (réduction des délais de paiement

Son intervention (p. 2993)

Yvan LACHAUD

*Gard (1^{ère} circonscription)
Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 11 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 286 modifiant l'article 19 du Règlement de l'Assemblée nationale visant à abaisser le seuil de députés requis afin de former un groupe parlementaire [12 octobre 2007]

Proposition de loi n° 838 visant à permettre la création d'officines de pharmacie pour répondre aux besoins de santé des habitants [24 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Pharmacie et médicaments. Officines. Répartition géographique [24 octobre 2007] (p. 3153)

Travail. Heures supplémentaires. Réforme, réglementation [20 novembre 2007] (p. 4356)

Personnes âgées. Allocation personnalisée d'autonomie. [12 décembre 2007] (p. 5259)

Personnes âgées. Journée de solidarité. Mise en œuvre [29 janvier 2008] (p. 583)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 77, posée le 8 janvier 2008. Handicapés. Allocation aux adultes handicapés (J.O. Questions p. 115). Appelée le 8 janvier 2008. Revalorisation (p. 22)

*DÉBATS***Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)**

Son intervention (p. 2224)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2263)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômés (p. 2225)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2225, 2263)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2225)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2224 et s., 2263)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2225)

Handicapés : intégration en milieu scolaire : enseignement supérieur (p. 2225)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 194 (p. 2298)

Article 8 (rôle du conseil des études et de la vie universitaire)
Son sous-amendement n° 258 à l'ad. n° 39 rectifié de la commission : adopté (p. 2318)

Explications de vote et vote [25 juillet 2007] (p. 2386)

Ses explications de vote (p. 2386)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2386)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Son intervention (p. 4213)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 4214)

Enseignement : transports scolaires (p. 4214)

Enseignement : égalité des chances (p. 4213)

Enseignement : langues étrangères (p. 4214)

Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4213)

Enseignement privé : établissements sous contrat : effectifs (p. 4214)

Enseignement secondaire : programmes (p. 4214)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4214)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4239)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 4243 et s.)

Ses amendements n°s 227 et 226 (p. 4244, 4245)

JUSTICE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4208)

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)

Son intervention (p. 4922)

Thèmes :

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : biodiversité (p. 4923)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 4923)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : gestion quantitative de l'eau (p. 4923)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : participation du public (p. 4923)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : saliculture (p. 4923)

Sécurité publique : inondations : Rhône (p. 4923)

Explications de vote et vote [4 décembre 2007] (p. 4922)

Ses explications de vote (p. 4924)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4923)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 980)

Thèmes :

Handicapés : solidarité (p. 981)

Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 980 et s.)

Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 981)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : jours fériés (p. 981)

Explications de vote et vote [26 mars 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 981)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4590)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4629)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4590)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4591)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4590)

Enseignement maternel et primaire : élèves : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4590, 4629)

Etat : valeurs républicaines : enseignement (p. 4590)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4656)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Son amendement n° 39 (p. 4664) : adopté (p. 4665)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son intervention (p. 4669)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4971)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 4971)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4971)

Conchita LACUEY

*Gironde (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 juin 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 juin 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 juillet 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 juillet 2008]

Marc LAFFINEUR

*Maine-et-Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Relations avec les collectivités territoriales [11 juillet 2007]

Membre suppléant du comité des finances locales [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance du fonds de réserve pour les retraites [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - relations avec les collectivités territoriales [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 69 rectifié sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2008 (E 3567) [11 juillet 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2008 (SEC [2007] 500 final / n° E 3567) [11 juillet 2007] (n° 68)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réglementation des organismes génétiquement modifiés dans l'Union européenne [3 octobre 2007] (n° 247)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 36 : Relations avec les collectivités territoriales - Avances aux collectivités territoriales (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 1031 sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2009 (E 3891) [8 juillet 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2009 (SEC [2008] 514 final / E 3891) [8 juillet 2008] (n° 1030)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Vice-président**HOMMAGES*

Aux victimes d'un attentat en Afghanistan [7 novembre 2007] (p. 3775)

À la libération d'Ingrid Bétancourt : annonce à l'Assemblée nationale la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Bétancourt, s'en réjouit au nom de toute l'assemblée [2 juillet 2008] (p. 4181)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. François Brottes : précise qu'il a annoncé le scrutin public après la présentation des amendements [13 juillet 2007] (p. 1929)

M. Jean-Pierre Brard : indique à M. Jean-Pierre Brard qu'il ne peut faire un rappel au règlement pour défendre un amendement retiré [18 octobre 2007] (p. 2941)

M. Jérôme Cahuzac : indique à M. Jérôme Cahuzac que - pour avoir lieu - la seconde délibération doit être acceptée par la commission [19 octobre 2007] (p. 3023)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Germinal Peiro : répond que c'est le président de séance qui décide de donner ou non la parole [3 avril 2008] (p. 1274)

M. François Brottes : répond que le débat sur l'article 2 dure depuis plus de 4 heures [3 avril 2008] (p. 1275)

M. Jean-Marc Ayraut : lui répond qu'aucune contestation sur le résultat des votes n'est possible car il a compté les nombres des présents et des mains levées (p. 1427)

M. Jean Dionis du Séjour : répond qu'il applique les dispositions du Règlement concernant les prises de parole sur un amendement [11 juin 2008] (p. 3334)

M. Jean Mallot : lui répond qu'il n'est pas chargé d'organiser le débat et que l'amendement de M. Jean-Pierre Decool a été retiré par Mme Françoise Hostalier [17 juillet 2008] (p. 4791)

M. Christian Eckert : déplore l'image donnée de l'Assemblée [24 septembre 2008] (p. 5073)

M. Jean-Pierre Brard : lui répond que le vote était annoncé avant qu'il ait eu connaissance de sa demande de scrutin public [25 septembre 2008] (p. 5127)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 1929)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Ses interventions : indique à M. Jean-Pierre Brard que ses propos ne figureront pas au compte rendu car il ne s'exprime pas en français (p. 2770) ; rappelle à M. Jean-Pierre Brard « que nous sommes au Parlement français » (p. 2778) ; se réfère à la révision constitutionnelle de 1992 ayant introduit, à l'article 2 de la Constitution, l'alinéa « La langue de la République est le français » (p. 2787)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 7

Intervient sur les rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard (p. 2940) ; M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 3022)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Répond aux rappels au règlement de M. Germinal Peiro (p. 1274) ; M. François Brottes (p. 1274) (cf supra)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 1427)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 21

Répond au rappel au règlement de M. Jean Dionis du Séjour (cf supra) (p. 3334)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 2

Répond aux interventions de M. Jean-Marc Ayrault : accorde une suspension de séance pour la réunion du groupe socialiste prévue le mercredi (p. 5052)

Répond au rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 5072)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 5127)

En qualité de Député

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marylise Lebranchu : déclare que le débat n'a pas été perturbé par le rappel de la position unanime du Bureau concernant les accusations d'être sous influence et de manquer d'objectivité visant le Président de l'Assemblée nationale et de nombreux députés [2 avril 2008] (p. 1157)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : répond que les propos de M. Brard sont "inadmissibles et scandaleux" [2 avril 2008] (p. 1183)

DÉBATS

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2506)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : contrefaçon (p. 2506)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : emploi (p. 2506)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : juridictions spécialisées (p. 2506)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : sécurité (p. 2506)

Union européenne : douanes (p. 2506)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 31 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 2997)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3513)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : catastrophes naturelles (p. 3513)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : cohésion sociale (p. 3513)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : péréquation (p. 3513)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3514)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 3514)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3514)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 3514)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3530 à 3539)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 804)

Ses explications de vote sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 811)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 815)

Son intervention (p. 816)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : ressortissants communautaires (p. 818)

Parlement : motion proposant le référendum (p. 811)

Politique économique : mondialisation (p. 817)

Politiques communautaires : services publics (p. 817)

Président de la République (p. 817)

Union européenne : politique sociale (p. 817)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 816)

Union européenne : construction européenne (p. 804)

Union européenne : institutions : modernisation (p. 817)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1008)

Thèmes :

Donations et successions (p. 1008)

Elections et référendums : élections municipales (p. 1009)

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 1008)

Entreprises : création (p. 1008)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1009)

Etat : réforme (p. 1020)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1009)

Finances publiques : dépenses (p. 1009)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1009)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1008)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes : banques et établissements financiers (p. 1008)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 1009)

Partis et mouvements politiques : gauche : impôts locaux (p. 1009)

Politique économique : consommation (p. 1008)

Politique économique : croissance (p. 1008)

Politique générale : réforme (p. 1008 et s.)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1009)

Travail : code du travail : organismes (p. 1008)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1008)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 1009)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1100)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1100)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1101)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1101)

Consommation : information des consommateurs : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1101)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1101)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1101)

Recherche : biotechnologies : budget (p. 1101)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marylise Lebranchu (cf supra) (p. 1156 et s.)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 1183)

Son intervention (p. 1183)

Article 11 bis (nouveau) (création d'un dispositif Sofiplantes)

Son amendement n° 195 (p. 1442) : adopté (p. 1443)

Explications de vote et vote [9 avril 2008] (p. 1459)

Ses explications de vote (p. 1463)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1463)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2034)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2040)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2034)

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2040)

Recherche : biotechnologies (p. 2034, 2040)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2040)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2193)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2202)

Thème :

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2193, 2203)

Explications de vote et vote [20 mai 2008] (p. 2211)

Ses explications de vote (p. 2211)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2211)

Projet de loi n° 894 autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3346)

Son intervention (p. 3349)

Thèmes :

Impôt sur les sociétés (p. 3350)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 3349)

Politiques communautaires : financement (p. 3349)

Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 3350)

TVA : taux (p. 3350)

Union européenne : budget (p. 3349)

Union européenne : contributions (p. 3350)

Union européenne : ressources propres (p. 3349)

Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3349)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3350)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4382)

Thèmes :

Parlement : prérogatives (p. 4382)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 4382)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Mallot (cf supra) (p. 4791)

Christine LAGARDE

*Ministre de l'économie, des finances et de l'emploi
puis Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*

Est nommée ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Est nommée ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

DÉPÔTS

Projet de loi n° 11 ratifiant l'ordonnance n° 2007-544 du 12 avril 2007 relative aux marchés d'instruments financiers [27 juin 2007]

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [27 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE*

M. Arnaud Montebourg : annonce qu'elle répondra globalement à l'ensemble des questions [10 juillet 2007] (p. 1659)

M. Jean-Louis Idiart : s'engage à informer la représentation nationale sur les aspects de la lettre de mission du Président de la République ayant un "rapport manifeste" avec le projet de loi [12 juillet 2007] (p. 1803)

M. Jean-Pierre Brard : précise que la lettre de mission que lui a adressée le Président de la République a été "cosignée" par le Premier ministre [12 juillet 2007] (p. 1823 et s.)

M. Jean-Pierre Brard : précise que la lettre de mission du Président de la République a également été signée par le Premier ministre [12 juillet 2007] (p. 1836)

M. Jean-Pierre Brard : indique qu'elle donnera toute précision sur le triplement de l'abattement en faveur des handicapés [12 juillet 2007] (p. 1894)

M. Jean-Louis Idiart : précise que le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés s'élève à 20 millions d'euros pour 3 300 bénéficiaires [13 juillet 2007] (p. 1909)

M. Jean-Pierre Brard : se prononce contre la liquidation par le contribuable de la restitution prévue par le "bouclier fiscal" [13 juillet 2007] (p. 1925)

M. Jean-Louis Idiart : indique qu'un délai est nécessaire pour déterminer le coût du "bouclier fiscal" pour les collectivités territoriales [13 juillet 2007] (p. 1932)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : précise les engagements pris par la France en matière de finances publiques [13 juillet 2007] (p. 1955)

Mme Catherine Coutelle : rend compte de son action à la suite de l'annonce par SFR du transfert de salariés à des sous-traitants [1^{er} août 2008] (p. 2624)

M. François Brottes : répond qu'elle n'a reçu aucune demande pour lever l'urgence sur le projet de loi LME et que, sous réserve des ses obligations internationales, elle n'entend pas remettre en cause l'ordre de discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2864)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses interventions (p. 1630, 1707)

Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [10 juillet 2007] (p. 1659)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 1631, 1710)

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 1707)

Donations et successions (p. 1636, 1709)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1707)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1630, 1707, 1710)

Enseignement : égalité des chances (p. 1633)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1638, 1708)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1636)

Finances publiques : recettes fiscales : croissance (p. 1636, 1711)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : contrôle fiscal (p. 1711)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1636)

Impôt de solidarité sur la fortune : résidence principale (p. 1635)

Impôt sur le revenu : impôt minimal : "niches fiscales" (p. 1635, 1709)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1634 et s., 1711)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1708 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1710)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1633)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1635, 1708 et s.)

Politique économique : croissance (p. 1637, 1709, 1711)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 1631 et s.)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1634)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1637, 1708)

Président de la République (p. 1630, 1637, 1707, 1710)

Recherche (p. 1708)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1635, 1709 et s.)

Travail (p. 1630 et s.)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1633 et s., 1708 et s.)

Travail : heures supplémentaires : retraites (p. 1707)

Travail : heures supplémentaires : transports (p. 1709)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1632)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1746 et s.)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1776, 1785)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Idiart (cf supra) (p. 1803)

Après l'article 1er

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 1823, 1836)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1861)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard (p. 1894) ; M. Jean-Louis Idiart (cf supra) (p. 1909)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard (p. 1925) ; M. Jean-Louis Idiart (cf supra) (p. 1932)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 488 du Gouvernement (imposition minimale sur le revenu : rapport au Parlement) (p. 1944)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf supra) (p. 1955)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1969, 1973)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Son intervention (p. 2624)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : dotations de l'Etat (p. 2625)

Donations et successions (p. 2624 et s.)

Handicapés (p. 2625)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2625)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2625)

Lois : application (p. 2625)

Parlement : débats (p. 2625)

Travail (p. 2624)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2625)

Intervient sur l'ad n° 1 du Gouvernement (de précision) (article 4 bis A : indexation des abattements et des barèmes relatifs aux mutations à titre gratuit) (p. 2625)

Intervient sur l'ad n° 4 du Gouvernement (suppression du gage) (article 4 bis A : indexation des abattements et des barèmes relatifs aux mutations à titre gratuit) (p. 2625)

Intervient sur l'ad n° 2 du Gouvernement (suppression d'un gage) (article 5 : renforcement du bouclier fiscal) (p. 2625)

Intervient sur l'ad n° 5 du Gouvernement (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) (p. 2626)

Intervient sur l'ad n° 3 du Gouvernement (de précision) (article 6 : réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) (p. 2626)

Intervient sur l'ad n° 6 du Gouvernement (suppression d'un gage) (article 6 : réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) (p. 2626)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2770)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2791)

Ses interventions (p. 2800, 2877)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 2791, 2877)
 Emploi : contrats aidés : collectivités territoriales (p. 2879 et s.)
 Emploi : politique de l'emploi : formation professionnelle (p. 2771)
 Emploi : UNEDIC : excédent (p. 2803)
 Energie et carburants : énergie nucléaire : Areva (p. 2878)
 Energie et carburants : pétrole (p. 2877)
 Entreprises : allègement des charges : fiscalité (p. 2802)
 Entreprises : investissements (p. 2791, 2877)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2770)
 Etat : transferts de recettes : collectivités territoriales (p. 2802)
 Etat : transferts de recettes : sécurité sociale (p. 2802)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2878)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2772, 2800 et s., 2878, 2880)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2880)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2880)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2771)
 Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 2802 et s.)
 Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2771, 2879)
 Marchés financiers : bourse de Paris : impôts sur les opérations de bourse (p. 2881)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2772 et s., 2778)
 Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2880)
 Politique économique : consommation (p. 2791, 2877)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2770 et s., 2791, 2877 et s.)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 2770, 2800 et s., 2881)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 2791)
 Recherche : innovation (p. 2770 et s., 2880)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) : assiette (p. 2803)
 Travail (p. 2879)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2770 et s., 2791, 2879)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2879)
 Union européenne : euro (p. 2773, 2877)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2893 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PILOTAGE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3632)

Son intervention (p. 3635)

Sa réponse (p. 3638 et s.)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur (p. 3635)
 Emploi : chômage : statistiques (p. 3625 et s.)
 Emploi : politique de l'emploi : organismes (p. 3635)
 Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 3636 et s.)
 Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : dirigeants (p. 3637)
 Finances publiques : mission pilotage de l'économie française (p. 3634)
 Formation professionnelle (p. 3636)
 Marchés financiers : bourse de Paris (p. 3635)
 Politique économique : indice des prix (p. 3636)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3635)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3636)

Recherche (p. 3635)

Travail : heures supplémentaires (p. 3636)

Réponses aux questions :

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 3638)

(M. André Chassaigne) (p. 3637)

Politique économique : pôles de compétitivité : Auvergne (p. 3638 et s.) (M. André Chassaigne) (p. 3637)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Son intervention (p. 4364)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Ses interventions (p. 4389, 4398)

Discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4402)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4402 à 4404)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4421)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4434)

Thèmes :

Consommation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 4423)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4435)

Donations et successions : droits de succession : exonération (p. 4422, 4434)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 4435)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4434)

Energie et carburants : fioul : aides (p. 4423)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 4423, 4434)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4422)

Impôt sur le revenu : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 4435)

Impôts et taxes : exonérations : travail étudiant (p. 4423)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 4423, 4434)

Politique économique : indice des prix : calcul (p. 4421)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4421 et s., 4434 et s.)

Politique sociale : dialogue social : allègement des charges sociales (p. 4422)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 4422, 4434)

Politique sociale : surendettement (p. 4435)

Travail : durée du travail (p. 4435)

Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 4421, 4434)

Travail : rémunération : stock options (p. 4422)

Travail : salaires (p. 4422)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5312)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 5313)

Baux : loyers : indexation (p. 5313)

Consommation : protection des consommateurs : télécommunications (p. 5313)

Donations et successions : droits de succession : réforme (p. 5314)

Emploi : chômage : taux (p. 5312)

Energie et carburants : fioul : aides (p. 5314)

Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 5313)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts (p. 5314)

Impôts et taxes : exonérations : travail étudiant (p. 5314)

Logement : prix (p. 5312)

Politique économique : concurrence : compétitivité (p. 5312)
 Politique économique : inflation (p. 5312)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5314)
 Travail : code du travail : simplifications administratives (p. 5313)
 Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 5313)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5313)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)
 Son intervention (p. 5395)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 5395)
 Entreprises : participation (p. 5396)
 Logement : intérêts d'emprunt : déductions (p. 5396)
 Politique économique : concurrence (p. 5395 et s.)
 Politique économique : croissance (p. 5395)
 Travail : heures supplémentaires (p. 5396)
 Travail : salaires (p. 6395 et s.)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 398)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 407)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 413)

Son intervention (p. 441)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 399 et s., 413, 442)
 Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 400 et s.)
 Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 401, 414, 441)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 399 et s., 413, 442)
 Emploi : chômage (p. 398, 407, 441)
 Emploi : création d'emplois (p. 399)
 Emploi : maisons de l'emploi (p. 401, 441)
 Emploi : offres d'emploi (p. 398)
 Outre-mer : chômage (p. 442)
 Secteur public : services publics : emploi (p. 399 et s., 407, 414 et s., 441 et s.)
 Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 400)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 450 à 545)

Article 8 (date de création de la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et des réseaux opérationnels de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 531)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 289 du Gouvernement (prorogation de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle) (p. 532)

Article 9 (répartition des compétences entre les différentes institutions du service public de l'emploi)

Son intervention (p. 539)

Article 11 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives aux compétences respectives du Conseil national de l'emploi, de la nouvelle institution et de l'UNEDIC)

Son intervention (p. 543)

Son intervention à l'issue du vote (p. 546)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)

Son intervention (p. 679)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 679)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 679 et s.)
 Emploi : chômage (p. 679)
 Emploi : création d'emplois (p. 679)
 Emploi : maisons de l'emploi (p. 680)
 Entreprises : création (p. 679)
 Formation professionnelle : réforme (p. 679 et s.)
 Secteur public : services publics : emploi (p. 679)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
 Son intervention (p. 2735)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2757)

Ses interventions (p. 2773, 2874)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) [4 juin 2008] (p. 2863)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : financement (p. 2773)
 Banques et établissements financiers : livret A (p. 2740, 2773, 2881)
 Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2740, 2773, 2882)
 Banques et établissements financiers : comptes courants : accès (p. 2881)
 Banques et établissements financiers : livret de développement durable (p. 2773, 2881)
 Baux : baux commerciaux : indexation (p. 2737)
 Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2738, 2879)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2739, 2875)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2739, 2879)
 Commerce et artisanat : soldes (p. 2738)
 Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2882)
 Droit civil : fiducie (p. 2877)
 Entreprises : délais de paiement (p. 2737, 2878)
 Entreprises : entreprises individuelles (p. 2737, 2877)
 Entreprises : seuils sociaux (p. 2738, 2878)
 Entreprises : transmission (p. 2738, 2879)
 Formation professionnelle : réforme (p. 2741)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts (p. 2736)
 Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 2739)
 Impôts et taxes : micro-entreprises (p. 2737)
 Industrie : Oséo (p. 2740, 2878)
 Logement : logement social : financement (p. 2740 et s., 2773)
 Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 2882)
 Marchés financiers : bourse de Paris (p. 2740)
 Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 2738)
 Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 2739, 2876)
 Postes : activités bancaires (p. 2774)
 Presse et livres : prix unique du livre (p. 2879)
 Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2879)
 Propriété intellectuelle (p. 2740)
 Télécommunications : Internet : accès (p. 2739, 2880)
 Travail : contrats de travail : réforme (p. 2741)
 Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 2735 et s.)
 Urbanisme : droit de préemption : communes (p. 2875)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3128 à 3320)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad n° 1533 rectifié du Gouvernement (régime social des impatriés) (p. 3134 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur le sous-adt n° 1499 du Gouvernement (rédactionnel) à l'adt n° 446 de la commission (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3196)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 3206)

Avant l'article 37

Intervient sur le sous-adt n° 1516 du Gouvernement (aménagement du régime des fondations universitaires) à l'adt n° 525 de M. Benoist Apparu (aménagement du régime des fondations universitaires) (p. 3209)

Intervient sur le sous-adt n° 1515 du Gouvernement (aménagement du régime des fondations partenariales) à l'adt n° 526 de M. Benoist Apparu (aménagement du régime des fondations partenariales) (p. 3209)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 993 du Gouvernement (possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale - RFI) (p. 3219)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Ses interventions (p. 3299 et s.)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 1550 du Gouvernement (amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 3306)

Article 43 (renforcement des droits de la défense en cas de contrôle fiscal)

Son intervention (p. 3311)

Explications de vote et vote [17 juin 2008] (p. 3504)

Son intervention (p. 3504)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)**

Son intervention (p. 4837)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4839)
 Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 4839)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4839)
 Entreprises : entreprises individuelles (p. 4839)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4838)
 Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 4838)
 Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 4839)
 Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 4838)
 Urbanisme : droit de préemption : communes (p. 4839)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4849)

Son intervention (p. 4849)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)**

Son intervention (p. 4689)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4691)
 Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4689 et s.)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4689 et s.)
 Emploi : chômeurs (p. 4689 et s.)
 Emploi : offres d'emploi (p. 4689)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4689 et s.)
 Travail : salaires (p. 4691)

Jean-Christophe LAGARDE

*Seine-Saint-Denis (5^{ème} circonscription)
 Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Membre du comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques (n° 296) [23 octobre 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 janvier 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 231 tendant à assurer l'indépendance et le pluralisme des médias [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 261 tendant à instituer un financement public des syndicats [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 263 tendant à instaurer la gratuité de la restauration scolaire [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 264 tendant à prévenir le surendettement [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 265 visant à déclarer inéligibles les maires ne respectant pas l'objectif de réalisation d'au moins 20% de logements locatifs sociaux dans leur commune [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 266 tendant à faciliter l'obtention de la nationalité française par naturalisation des étrangers justifiant au moins de dix ans de résidence en France [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 267 visant à informer les enfants des risques d'obésité dus à l'alimentation industrielle [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 268 relative aux campagnes référendaires [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 269 relative à la suppression des droits de succession [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 270 visant à réglementer l'utilisation des artifices de divertissement [9 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. François Sauvadet, M. Charles de Courson et M. Jean-Christophe Lagarde et les membres du groupe Nouveau Centre relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques (n° 296) [23 octobre 2007] (n° 304)

Proposition de loi n° 317 visant à assurer le principe de continuité territoriale entre la France métropolitaine et les régions d'outre-mer ainsi que la collectivité départementale de Mayotte [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 318 relative à la recherche d'héritiers [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 319 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 320 visant à élargir à l'ensemble des citoyens français l'inscription d'office sur les listes électorales [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 321 visant à autoriser les associations de défense des personnes handicapées à se porter partie civile en cas d'infractions lésant les intérêts collectifs qu'elles ont vocation à protéger [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 322 tendant à exclure du champ d'application de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé les condamnations pour crime ou complicité de crime contre l'humanité [24 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [2 octobre 2007] (p. 2489)

Santé. Politique de la santé. Affections de longue durée, prise en charge [24 juin 2008] (p. 3711)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 25, posée le 2 octobre 2007. Sécurité routière. Code de la route (J.O. Questions p. 5864). Appelée le 2 octobre 2007. Respect, conducteurs de mini-motos et de quads (p. 2470)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Ne voit rien d'indigne ni d'illégal dans le financement trouvé en partenariat avec un parti qui coopère avec les députés du Nouveau Centre depuis cinq ans, notamment pour les élections. [22 novembre 2007] (p. 4570)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : souligne l'importance des amendements et de leur discussion [28 mai 2008] (p. 2638)

Souhaite que certaines évolutions annoncées du règlement aient lieu dans le cadre de la réforme constitutionnelle [9 juillet 2008] (p. 4466)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)
Son intervention (p. 2588)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : environnement (p. 2590)
Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 2589)
Eau : assainissement (p. 2590)
Environnement : recherche (p. 2589)
Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 2589)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2589)
Logement : économies d'énergie (p. 2590)
Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2590)

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)
Son intervention (p. 3133)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 3140)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 3140)
Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 3134, 3141)
Partis et mouvements politiques : représentativité (p. 3134, 3141)
Partis et mouvements politiques : financement : aides publiques (p. 3134, 3140)
Partis et mouvements politiques : financement : histoire (p. 3133, 3140)

Partis et mouvements politiques : financement : outre-mer (p. 3134)
Partis et mouvements politiques : Nouveau centre (p. 3140)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)
Son intervention (p. 3907)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3908)
Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3908)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3907 et s.)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 3908)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3908)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)
Son intervention (p. 3971)

Thèmes avant la procédure des questions :

Automobiles et cycles : automobiles : énergies renouvelables (p. 3971)
Automobiles et cycles : automobiles : normes antipollution (p. 3971)
Environnement : recherche développement (p. 3971)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3971)
Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3970)
Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 3971)
Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFTF) (p. 3972)
Transports : politique des transports : environnement (p. 3972)
Procédure des questions :
Transports ferroviaires : gares : aménagement du territoire (p. 3991)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)
Son intervention (p. 3691)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : conditions de travail : lois de finances (p. 3691)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3692)
Logement : logement social : outre-mer (p. 3692)
Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3691)
Outre-mer : Antilles : transports aériens (p. 3692)
Outre-mer : continuité territoriale (p. 3692)
Outre-mer : ultramarins résidant en métropole (p. 3692)
Outre-mer : zones franches globales d'activités (p. 3692)
Télécommunications : tarifs : outre-mer (p. 3692)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 31 rectifié (modification des conditions d'éligibilité à la dotation nationale de péréquation) (p. 3532) : adopté (p. 3534)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 17)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite : policiers (p. 17)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) : blanchiment des capitaux (p. 17)
 Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) (p. 17)
 Police : policiers : effectifs (p. 17)
 Police : policiers : logement (p. 18)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : personnels (p. 18)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4538)

Son intervention (p. 4551)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4576)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2007] (p. 4570)

Thèmes :

Communes : autonomie (p. 4551)
 Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 4538)
 Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4538)
 Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4538, 4551)
 Outre-mer : institutions : transparence (p. 4552, 4576)
 Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4552)
 Outre-mer : Polynésie française : indépendance (p. 4552)
 Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 4551)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Article 2 (conditions permettant aux anciens membres du gouvernement polynésien de retrouver leur siège à l'assemblée de la Polynésie française - durée de perception d'une indemnité par les anciens membres du gouvernement polynésien)
 Son amendement n° 79 (p. 4578)

Article 3 (élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4580)

Son amendement n° 80 (p. 4581)

Article 5 (responsabilité du président et du gouvernement polynésien devant l'assemblée de la Polynésie française)

Ses amendements n° 81 à 83 (p. 4584 à 4586)

Article 6 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française par décret en Conseil des ministres)

Son intervention (p. 4588)

Article 6 bis (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales) (p. 4588) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 4591)

Ses interventions (p. 4588 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 78 (possibilité, pour les groupes de l'assemblée de la Polynésie française, d'émettre un avis minoritaire sur les projets de texte soumis à cette assemblée) (p. 4591) : réservé à la demande de la commission (p. 4592) : examiné (p. 4608)

Après l'article 7 bis

Son amendement n° 99 (représentations diplomatiques de la Polynésie française dans la zone Pacifique) (p. 4593) : rejeté (p. 4594)

Après l'article 7 ter

Son amendement n° 98 (convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le gouvernement de la Polynésie française en matière de politique de communication audiovisuelle soumise obligatoirement à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française) : adopté (p. 4594)

Article 10 (extension et contrôle par l'assemblée de la Polynésie française des compétences économiques du gouvernement polynésien)

Son amendement n° 84 (p. 4595)

Après l'article 11 ter

Son amendement n° 100 (moyens de fonctionnement des groupes à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4598) : adopté après modification (p. 4599)

Article 12 (conditions d'établissement et de transmission du compte rendu des séances de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4601)

Article 20 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française - entrée en vigueur de la loi organique)

Son intervention (p. 4607)

Article 6 bis (précédemment réservé) (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales)

Son intervention (p. 4608)

Après l'article 7

Son amendement n° 78 rectifié (précédemment réservé) (possibilité, pour les groupes de l'assemblée de la Polynésie française, d'émettre un avis minoritaire sur les projets de texte soumis à cette assemblée) : adopté (p. 4609)

Explications de vote et vote [22 novembre 2007]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4552)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2235)

Son intervention (p. 2250)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2310)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 2311)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2251)
 Constitution : révision : histoire (p. 2250)
 Constitution : Ve République (p. 2250)
 Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2251)
 Finances publiques : dette publique (p. 2252)
 Parlement : commissions : réforme (p. 2251)
 Parlement : ordre du jour (p. 2251)
 Parlement : prérogatives (p. 2235, 2250)
 Parlement : Sénat : modes de scrutin (p. 2310)
 Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2252)
 Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2235)
 Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2235, 2251)
 Président de la République : prérogatives : défense (p. 2235)
 Président de la République : quinquennat : élections législatives (p. 2250)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2340)

Intervient sur l'ad n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2340)

Intervient sur l'ad n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2340)

Son amendement n° 243 (naturalisation des étrangers en situation régulière) : rejeté (p. 2342)

Intervient sur l'ad n° 116 de M. Gérard Charasse (affirmation du principe de laïcité) (p. 2345)

Intervient sur l'ad n° 244 de M. François Sauvadet (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2350)

- Son rappel au règlement (cf supra) [22 mai 2008] (p. 2352)
- Intervient sur le sous-adt n° 592 de M. François Bayrou (déterminés par la loi) à l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (p. 2353)
- Intervient sur le sous-adt n° 602 de M. François Bayrou (caractère équitable des modes de scrutin) à l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (p. 2353)
- Son intervention (p. 2357)
- Intervient sur l'adt n° 308 de M. Noël Mamère (reconnaissance de la citoyenneté des personnes résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2359)
- Intervient sur l'adt n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2359)
- Son amendement n° 245 (vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2357) : rejeté (p. 2361)
- Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean-Claude Sandrier (détermination par la loi de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats) (p. 2364)
- Son amendement n° 246 (limitation à trois mandats consécutifs) : rejeté (p. 2366)
- Intervient sur l'adt n° 309 de M. Noël Mamère (vote des étrangers non communautaires pour les élections aux conseils des collectivités territoriales) (p. 2367)
- Son amendement n° 247 (interdiction du cumul de plus de deux mandats, sauf responsabilités intercommunales) (p. 2368) : rejeté (p. 2369)
- Son amendement n° 248 (démission dans les 30 jours du fonctionnaire réélu parlementaire) (p. 2369) : rejeté (p. 2370)
- Article 1er (statut de l'opposition)*
Son intervention (p. 2374)
- Après l'article 1er*
Intervient sur l'adt n° 252 de M. François Sauvadet (garantie du pluralisme et de l'indépendance des médias) (p. 2379)
- Après l'article 3*
Intervient sur l'adt n° 253 de M. François Sauvadet (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2389)
- Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'adt n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2392)
- Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)*
Ses interventions (p. 2397 et s., 2407)
- Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)*
Ses interventions (p. 2416 et s.)
- Article 6 (droit de grâce)*
Ses interventions (p. 2421 et s.)
- Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)*
Son intervention (p. 2436)
- Son sous-amendement n° 609 à l'adt n° 49 de la commission (p. 2439)
- Après l'article 8*
Intervient sur l'adt n° 512 de M. René Dosière (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute activité professionnelle et tout mandat, notamment électif) (p. 2448)
- Son sous-amendement n° 603 (y compris les fonctions de maire d'arrondissement ou de vice-président de collectivité territoriale) à l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2451) : retiré (p. 2451)
- Article 9 (missions et composition du Parlement)*
Ses interventions (p. 2463 et s.)
- Après l'article 9*
Intervient sur l'adt n° 499 de M. Arnaud Montebourg (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs) (p. 2520)
- Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)*
Ses interventions (p. 2527 et s.)
- Après l'article 10*
Son sous-amendement n° 580 (et les commissions spéciales prévues à l'article 43) à l'adt n° 59 de la commission (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) : rejeté (p. 2535)
- Article 11 (domaine de la loi)*
Ses interventions (p. 2550 et s.)
- Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)*
Ses interventions (p. 2564 et s.)
- Après l'article 13*
Intervient sur l'adt n° 393 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2576)
- Intervient sur l'adt n° 434 de M. Noël Mamère (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2576)
- Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)*
Ses interventions (p. 2576 et s.)
- Après l'article 14*
Son amendement n° 422 (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2601) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2602)
- Article 15 (protection du domaine législatif)*
Son intervention (p. 2605)
- Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)*
Ses interventions (p. 2607 et s.)
- Article 17 (nombre de commissions permanentes)*
Ses interventions (p. 2617, 2622)
- Article 18 (exercice du droit d'amendement)*
Ses interventions (p. 2632, 2643)
- Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)
- Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)*
Son sous-amendement n° 612 à l'adt n° 71 de la commission (p. 2644)
- Article 22 (fixation de l'ordre du jour)*
Son intervention (p. 2656)
- Son amendement n° 474 (p. 2659)
- Son sous-amendement n° 599 à l'adt n° 81 de la commission (p. 2659) : adopté (p. 2660)
- Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)*
Ses interventions (p. 2668 et s.)
- Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)*
Son intervention (p. 2674)
- Article 24 (droits des groupes parlementaires)*
Son sous-amendement n° 600 à l'adt n° 86 rectifié de la commission : adopté (p. 2678)
- Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)*
Son intervention (p. 2681)
- Après l'article 25*

Intervient sur l'adit n° 481 de M. François Sauvadet (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683)

Intervient sur l'adit n° 457 de M. Jean-Claude Sandrier (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683)

Son amendement n° 482 (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire dans la limite de deux fois par session) (p. 2683) : rejeté (p. 2684)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)
Son intervention (p. 2692)

Article 27 (conséquence d'une inconstitutionnalité prononcée en réponse à une question préjudicielle)
Son intervention (p. 2692)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)
Son intervention (p. 2703)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)
Son intervention (p. 2721)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)
Son intervention (p. 2725)

Explications de vote et vote [3 juin 2008] (p. 2838)

Ses explications de vote (p. 2840)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2840)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4380)

Son intervention (p. 4382)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 4384)

Constitution : Ve République (p. 4380, 4382)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4381, 4384)

Etat : Gouvernement : contrôle parlementaire (p. 4383)

Finances publiques : équilibre budgétaire : Constitution (p. 4384)

Parlement : commissions : réforme (p. 4385)

Parlement : ordre du jour (p. 4384)

Parlement : prérogatives (p. 4383)

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 4384)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4383)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4383)

Président de la République : suffrage universel (p. 4383)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 4381)

Président de la République : quinquennat (p. 4383)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Son intervention (p. 4421)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4424)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 4434 et s.)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 4448 et s.)

Article 10 bis (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires)

Son intervention (p. 4453)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4453)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4466)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 4469)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Ses interventions (p. 4481 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses interventions (p. 4486 et s.)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son amendement n° 317 rectifié (p. 4493)

Article 25 ter (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'une loi avant sa promulgation)

Son intervention (p. 4498)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 4501)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Ses interventions (p. 4503 et s.)

Après l'article 30 sexies

Intervient sur l'adit n° 117 de M. François Sauvadet (langues régionales) (p. 4505)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Ses interventions (p. 4507 et s.)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son amendement n° 120 (p. 4511)

Explications de vote et vote [9 juillet 2008] (p. 4511)

Ses explications de vote (p. 4513)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4514)

Jérôme LAMBERT

Charente (3^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Administration générale et territoriale de l'État - [11 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mai 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 mai 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 mai 2008]
Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) – Administration générale et territoriale de l'Etat - [4 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome I : Administration générale et territoriale de l'Etat (n° 281) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (nos E 3666, E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes nos E 3379, E 3383, E 3426, E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2107)

Son intervention (p. 2126)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 2107, 2126)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2107)

Droit pénal : peines planchers (p. 2126)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 2126)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2126)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 2127)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 2 ter (information du condamné sur les conséquences de la récidive)

Son intervention (p. 2171)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)

Son intervention (p. 2436)

Thèmes :

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2436)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : pluralisme (p. 2437)

Parlement : délégations parlementaires : renseignement (p. 2437)

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Ses interventions (p. 2443 et s.)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2007] (p. 2625)

Intervient sur l'adn n° 2 du Gouvernement (suppression d'un gage) (article 5 : renforcement du bouclier fiscal) (p. 2626)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3569)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 3572)

Thèmes avant la procédure des questions :

Elections et référendums : carte électorale : réforme (p. 3572)

Fonction publique de l'Etat : préfectures (p. 3572)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 3572)

Papiers d'identité : délivrance : indicateurs de performance (p. 3572)

Papiers d'identité : passeport : biométrie (p. 3572)

Projet de loi n° 292 relatif à la mise en oeuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2008] (p. 269)

Son intervention (p. 274)

Thèmes :

Economie sociale : coopératives (p. 274)

Entreprises : créances : recouvrement (p. 275)

Entreprises : insolvabilité (p. 275)

Entreprises : salariés : protection (p. 275)

Travail : droit du travail (p. 275)

Travail : négociations (p. 274 et s.)

Union européenne : directives (p. 274)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 274)

Projet de loi n° 668 autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 857)

Son intervention (p. 860)

Thèmes :

Politiques communautaires : transports aériens : liberté d'établissement (p. 860, 861)

Transports aériens : États-Unis (p. 860, 861)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Son intervention (p. 2124)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2134)

Thèmes :

Droit pénal : enquêtes : télécommunications (p. 2125)

Droit pénal : perquisitions (p. 2125)

Politique générale : démocratie : liberté de la presse (p. 2126)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2124)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2124, 2134)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Article 1er (consécration législative du principe général de la protection du secret des sources journalistiques)

Ses interventions (p. 2136 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 482 de M. Jean-Christophe Lagarde (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire dans la limite de deux fois par session) (p. 2683)

Intervient sur l'adt n° 481 de M. François Sauvadet (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683)

Intervient sur l'adt n° 457 de M. Jean-Claude Sandrier (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne

[18 juin 2008] (p. 3563)

Son intervention (p. 3566)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3566)
 Environnement : changements climatiques : politiques communautaires (p. 3567)
 Politique économique : mondialisation (p. 3568)
 Politiques communautaires : immigration (p. 3567)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3567)
 Union européenne : directives : durée du travail (p. 3567)
 Union européenne : politique de la défense (p. 3567)
 Union européenne : présidence française (p. 3566)
 Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3566)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5300)

Jacques LAMPLIN

*Meurthe-et-Moselle (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. Droit au logement opposable, modalités [18 décembre 2007] (p. 5380)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 66, posée le 18 décembre 2007. Patrimoine culturel. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 7894)

DÉBATS

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4458)

Thèmes :

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4458)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4458)
 Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4458)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4458)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4819)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4819)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4819)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 83 troisième rectification de M. Éric Ciotti (création d'un permis de détention pour les chiens dangereux mentionnés à l'article L. 211-12 du Code rural) (p. 4826)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de la commission (création d'un fichier national canin) (p. 4829)

Intervient sur le sous-adt n° 111 rectifié de M. Antoine Herth (inscription au fichier des chats et animaux de vente) à l'adt n° 8 rectifié de la commission (p. 4829)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Son intervention (p. 4830)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son intervention (p. 4835)

Jean-François LAMOUR

*Paris (13^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation - [11 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) – Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 5 : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 1016 visant à diversifier l'offre de garde d'enfants [3 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. Perspectives [2 octobre 2007] (p. 2492)

Enseignement maternel et primaire. Grèves. Service minimum [6 mai 2008] (p. 1894)

DÉBATS

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention (p. 1999)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 2000)

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1999)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1999)

Finances publiques : dépenses : évaluation (p. 2000)

Finances publiques : dépenses fiscales : "niches fiscales" (p. 2000)

Finances publiques : dette publique (p. 1999)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1999)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 2000)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1999 et s.)

Lois de règlement (p. 2000)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 1999)

Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 1999)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2038)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2038)

Famille : politique familiale : garde des enfants (p. 2039)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2039)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 2038)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : finances publiques (p. 2039)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2038)

Politique économique : croissance (p. 2038 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2038)

Retraites : régime général : réforme (p. 2039)

Sécurité sociale : franchises (p. 2039)

Sécurité sociale : déficit (p. 2039)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son intervention (p. 2192)

Son amendement n° 70 (p. 2209)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3893)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3895)

Anciens combattants et victimes de guerre : associations (p. 3893)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 3894)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 3893 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : Institut national des invalides (p. 3895 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3895)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 3896)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3894)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 3895)

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 3895)

Pensions militaires d'invalidité : victimes civiles (p. 3896)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3929)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3929 à 3935)

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Thème avant la procédure des questions :

Défense : interarmisation (p. 4121)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 18

Intervient sur l'adit n° 7 de la commission (extension du dispositif "Borloo dans l'ancien" aux locations de logements locatifs privés conventionnés de niveau intermédiaire dans le cadre du droit au logement opposable) (p. 5087)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5419)

Son intervention (p. 5446)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 5420, 5446)

Baux : loyers : indexation (p. 5420, 5446 et s.)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5447)

Logement : droit au logement (p. 5446)

Travail : durée du travail (p. 5419 et s., 5447)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 697)

Son intervention (p. 698)

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 708)

Ses explications de vote (p. 709)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 709)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1040)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris : politique du logement (p. 1041)
Etat : domaine public : logement social (p. 1044)
Logement : construction (p. 1040)
Logement : droit au logement (p. 1041)
Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1041)
Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 1040)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4605)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4605)
Communes : maires d'arrondissement : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4606)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4605)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son sous-amendement n° 114 à l'ad^t n° 17 de la commission (p. 4670) : adopté (p. 4672)

Son amendement n° 34 rectifié : adopté (p. 4672)

Article 9 (organisation du service d'accueil par une autre commune ou un établissement public de coopération intercommunale)

Son amendement n° 36 : adopté (p. 4682)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5203)

Thèmes :

Politique sociale : pauvreté : Paris (p. 5204)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : lutte contre l'exclusion (p. 5203)

Marguerite LAMOURE

*Finistère (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Défense - [4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Défense - [10 juin 2008]

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome V : Défense - Préparation et emploi des forces - Marine (n° 280) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [3 juin 2008] (p. 2832)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 193, posée le 8 avril 2008. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 2909). Appelée le 8 avril 2008. Urgences médicales, moyens, Brest (p. 1365)

n° 272, posée le 13 mai 2008. Défense. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3894)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 4120)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : activité des forces (p. 4121)
Défense : marine : démantèlement des navires (p. 4121)
Défense : marine : frégates (p. 4121)
Défense : militaires et assimilés : action sociale (p. 4121)
Défense : porte-avions : construction (p. 4121)
Défense : sous-marins nucléaires (p. 4121)
Mer et littoral : action de l'Etat en mer (p. 4121)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration**[26 juin 2008] (p. 3889)**

Son intervention (p. 3922)

Thèmes :

Défense : bâtiments (p. 3922)
Défense : armement : industrie (p. 3923)
Défense : crédits : équipements (p. 3922)
Défense : frégates (p. 3923)
Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3923)
Défense : porte-avions (p. 3922)
Emploi : Brest (p. 3923)

François LAMY

*Essonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Jack LANG

*Pas-de-Calais (6^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Pierre LANG

*Moselle (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis apparenté au groupe Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 13 décembre 2007]

S'apparente au groupe Nouveau Centre [J.O. du 13 décembre 2007]

Cesse d'être apparenté au groupe Nouveau Centre [J.O. du 19 septembre 2008]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 19 septembre 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'être membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. des 15 et 18 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. des 19 et 21 septembre 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 555 visant à interdire le prélèvement de frais bancaires sur le compte des personnes n'ayant que les minima sociaux pour vivre [20 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraités : régimes autonomes et spéciaux. Travailleurs de la mine : montant des pensions. Revalorisation [2 avril 2008] (p. 1131)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 325, posée le 10 juin 2008. Énergie et carburants. Charbonnages de France (J.O. Questions p. 4771). Appelée le 10 juin 2008. Dissolution, conséquences (p. 3150)

Colette LANGLADE

*Dordogne (3^{ème} circonscription)
Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Deviens députée le 7 mars 2008 [J.O. du 8 mars 2008]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 8 mars 2008]

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 22 mars 2008]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Prestations familiales. Allocation de rentrée scolaire. Montant, modulation [24 juin 2008] (p. 3718)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 357, posée le 24 juin 2008. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 5264). Appelée le 24 juin 2008. Fret (p. 3684)

DÉBATS

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
Son intervention (p. 2847)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2848)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2848)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2848)

Politique économique : inflation (p. 2847)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4982)

Bernard LAPORTE

Secrétaire d'Etat chargé des sports

Est nommé Secrétaire d'Etat chargé des sports, auprès de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports Décret du 22 octobre 2007 [J.O. du 23 octobre 2007]

Est nommé Secrétaire d'Etat aux sports, à la jeunesse et à la vie associative, auprès Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
M. Philippe Folliot. Sports. Rugby. Coupe du monde 2007, bilan [23 octobre 2007] (p. 3051)

Mme Geneviève Colot. Postes. La Poste. Missions de service public, respect [4 décembre 2007] (p. 4900)

M. Michel Havard. Sports. Sports mécaniques. Rallye Paris-Dakar [8 janvier 2008] (p. 43)

M. Bernard Depierre. Sports. Compétition. Arbitres. Statuts [30 janvier 2008] (p. 628)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. René Rouquet. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées. Usine Sanofi Aventis de Vitry-sur-Seine, fonctionnement [4 décembre 2007] (p. 4901)

M. Claude Leteurtre. Télécommunications. France Télécom. Restructuration [4 décembre 2007] (p. 4902)

M. Arnaud Montebourg. Santé. Politique de la santé. Permanence des soins, financement [4 décembre 2007] (p. 4902)

M. Jean-Paul Bacquet. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Issoire [18 décembre 2007] (p. 5346)

M. Gérard Gaudron. Environnement. Développement durable. Opération de déconstruction, usine CMMP, Aulnay-sous-Bois [18 décembre 2007] (p. 5348)

M. Pascal Deguilhem. Etablissements de santé. Etablissements psychiatriques. Effectifs de personnel, Dordogne [18 décembre 2007] (p. 5349)

M. Thierry Mariani. Etablissements de santé. Hôpitaux. Centre hospitalier de Valréas [18 décembre 2007] (p. 5352)

M. François Rochebloine. Sports. Dopage. Lutte et prévention [18 décembre 2007] (p. 5345)

M. André Chassaigne. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Fonctionnement, Ambert [18 décembre 2007] (p. 5350)

M. Jean-Pierre Abelin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2012, Châtelleraut et Loudun [18 décembre 2007] (p. 5351)

M. Lionnel Luca. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, experts accrédités, nomination [22 janvier 2008] (p. 363)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Coopération intercommunale. Intercommunalités, renforcement [22 janvier 2008] (p. 363)

M. Alain Gest. Ministères et secrétariats d'Etat. Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales : personnel. Sous-préfets, nomination, Montdidier [22 janvier 2008] (p. 364)

M. Philippe Vigier. Impôts locaux. Taxe professionnelle unique. EPCI, réglementation [22 janvier 2008] (p. 364)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3757)

Ses réponses (p. 3759 à 3766)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : fonctionnement (p. 3759)

Associations : bénévolat (p. 3759)

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 3758)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 3759)

Sports : handicapés (p. 3758)

Sports : associations et clubs (p. 3758)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 3758)

Sports : fédérations (p. 3758)

Sports : installations sportives (p. 3758)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 3758)

Sports : jeux olympiques (p. 3758)

Sports : médecine du sport (p. 3759)

Sports : politique du sport : santé publique (p. 3757)

Sports : sport de haut niveau (p. 3758 et s.)

Sports : sportifs professionnels : cotisations sociales (p. 3758)

Réponses aux questions :

Associations : bénévolat (p. 3759) (M. André Schneider) (p. 3759)
Associations : bénévolat (p. 3764) (Mme Marie-George Buffet) (p. 3763)

Associations : bénévolat (p. 3766) (M. Michel Ménard) (p. 3766)

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 3764) (M. Marc Vampa) (p. 3764)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : centres de vacances (p. 3761, 3766) (M. Michel Ménard) (p. 3761, 3766)

Jeux et paris : sports (p. 3762) (M. Pascal Deguilhem) (p. 3762)

Sports : associations et clubs : jeunes (p. 3765) (M. Michel Liebgott) (p. 3765)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 3760) (M. Guénaël Huet) (p. 3760)

Sports : sportifs professionnels : cotisations sociales (p. 3760) (M. Bernard Depierre) (p. 3760)

Sports : sports de loisirs (p. 3763) (M. Jean-Luc Pérat) (p. 3763)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3766)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3767 à 3770)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Ses interventions (p. 1830, 1846)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 1830, 1846)

Sports : compétitions (p. 1846)

Sports : dopage (p. 1830 et s., 1846)

Sports : dopage : droit pénal (p. 1830)

Sports : dopage : trafic (p. 1830 et s.)

Sports : médecine du sport (p. 1846)

Discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1847)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1747 à 1853)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 23 du Gouvernement (adaptation du droit français au droit communautaire en matière de contrôle de précurseurs chimiques) (p. 1851)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 juin 2008] (p. 3649)

Son intervention (p. 3650)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 3650)

Sports : dopage : trafic de stupéfiants (p. 3650)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 juin 2008] (p. 3653)

Article 4 (saisies par les agents chargés du contrôle)

Son intervention (p. 3653)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 753 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 3049)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4033) :

- Réunion de la commission lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale du 18 juin 2008
Ses interventions (p. 4034 et s.)

Laure de la RAUDIÈRE

*Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques [J.O. du 11 août 2007]

Membre de la commission du dividende numérique [J.O. du 10 novembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Prise en charge, rapport, conclusions [29 janvier 2008] (p. 591)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [26 mars 2008] (p. 962)

DÉBATS

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2721)

Après l'article 1er

Son amendement n° 2 (obligation de recherche du bénéficiaire de l'assurance sur la vie en cas de décès de l'assuré par les entreprises d'assurance) : adopté (p. 2723)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4730)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)

Son amendement n° 179 (p. 4739)

Son amendement n° 186 : adopté (p. 4740)

Ses amendements n°s 199, 180, 185, 187 et 184 rectifié (p. 4740 et s.)

Son intervention (p. 4743)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 38 de la commission (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) (p. 4744)

Son amendement n° 188 (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) : adopté après modification (p. 4744)

Son amendement n° 183 (accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits mis à disposition de façon accessoire) : adopté après modification (p. 4745)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Ses amendements n°s 181, 189 et 182 (p. 4747 et s.)

Son intervention (p. 4750)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 190 (rédactionnel) à l'ad n° 42 de la commission (durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son intervention (p. 5525)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 5526)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5525)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5525)

Télécommunications : gratuité du temps d'attente (p. 5525)

Télécommunications : numéros surtaxés (p. 5525)

Télécommunications : opérateurs : licences (p. 5525)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1106)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1106)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1106)

Energie et carburants : biocarburants : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1106)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1106)

Recherche : biotechnologies (p. 1106)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2864)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 2864)

Télécommunications : Internet : accès (p. 2864)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 3

Son amendement n° 1161 : retiré (p. 2954)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2980, 2985 et s.)

Ses amendements n°s 486, 1172, 498, 496, 1173 et 497 (p. 2985 et s.)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son intervention (p. 3020)

Après l'article 12

Son amendement n° 503 (p. 3022) : retiré (p. 3023) ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Son amendement n° 502 : retiré (p. 3026)

Son amendement n° 1162 (p. 3027) : retiré (p. 3028)

Après l'article 14

Son amendement n° 504 (rapport au Parlement sur la création d'un guichet administratif unique pour les entreprises de moins de cent salariés) : adopté (p. 3052)

Après l'article 16

Son amendement n° 1160 : retiré (p. 3057)

Après l'article 17

Son amendement n° 1170 rectifié (tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 3058) : adopté après modification (p. 3059)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3078, 3084 et s., 3106)

Ses amendements n°s 1164 et 1165 rectifiés (p. 3086 et s.)

Son sous-amendement n° 1166 rectifié à l'adt n° 411 rectifié de la commission (p. 3094)

Son amendement n° 1171 (p. 3095) : adopté (p. 3096)

Ses sous-amendements n°s 1535 et 1536 à l'adt n° 413 de la commission (p. 3096) : adoptés (p. 3100)

Ses amendements n°s 1167, 1169 et 1168 (p. 3101 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 565 de M. Jean Gaubert (p. 3112)

Son amendement n° 1163 (p. 3111) : retiré (p. 3112)

Intervient sur l'adt n° 417 de la commission (possibilité, pour l'ARCEP, d'assortir une mise en demeure d'obligations intermédiaires) (p. 3113)

Son sous-amendement n° 1538 (définition du délai de mise en conformité) à l'adt n° 417 de la commission (p. 3113) : adopté (p. 3114)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 853 de M. Christian Paul (p. 3120)

Intervient sur l'adt n° 419 de la commission (publication par le CSA des zones retenues pour leur desserte en TNT) (p. 3121)

Son sous-amendement n° 1537 (précision sur le délai de publication du rapport du CSA) à l'adt n° 419 de la commission : adopté (p. 3121)

Intervient sur l'adt n° 927 de M. Franck Riester (possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses) (p. 3122)

Intervient sur l'adt n° 420 de la commission (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3122)

Son sous-amendement n° 1517 (remplacer 2010 par 2011) à l'adt n° 420 de la commission (p. 3122) : adopté (p. 3124)

Son amendement n° 505 précédemment réservé (p. 3124) : retiré (p. 3125)

Intervient sur l'adt n° 421 de la commission (réseau partagé de troisième génération de communications électroniques mobiles) (p. 3126)

Son sous-amendement n° 1545 (suppression de la condition de dépôt du rapport avant toute réalisation de politique nationale en matière de fibre optique) à l'adt n° 422 de la commission (rapport gouvernemental sur les réseaux de communications électroniques d'initiative locale) (p. 3125) : adopté (p. 3126)

Son sous-amendement n° 1518 (délai de mise en œuvre) à l'adt n° 421 de la commission : adopté (p. 3126)

Son sous-amendement n° 1519 (seuil de couverture) à l'adt n° 421 de la commission : adopté (p. 3126)

Son sous-amendement n° 1520 (conditions de mise en œuvre du réseau partagé) à l'adt n° 421 de la commission : adopté (p. 3126)

Son sous-amendement n° 1521 (suppression de la date du 1er janvier 2012 comme objectif de couverture) à l'adt n° 421 de la commission : adopté (p. 3126)

Après l'article 38

Intervient sur les adts n°s 1112 et 1113 de Mme Frédérique Massat (p. 3232)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)

Son intervention (p. 4184)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5365)

Pierre LASBORDES

*Essonne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 11 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Recherche et enseignement supérieur - [18 juillet 2007]

Membre du conseil de l'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur [J.O. du 26 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif aux opérations spatiales (n° 614) [5 février 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Recherche et enseignement supérieur - [18 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VIII : Recherche et enseignement supérieur - Grands organismes de recherche (n° 278) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux opérations spatiales (n° 614) [2 avril 2008] (n° 775)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Espace. Satellites. Politiques communautaires, programme Galiléo [31 octobre 2007] (p. 3631)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 14 (le contrat pluriannuel d'établissement)

Son sous-amendement n° 270 à l'ad t n° 46 rectifié de la commission (p. 2340) : adopté (p. 2341)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son amendement n° 216 (p. 4315)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 102)

Thèmes :

Espace : satellites : navigation (p. 103)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 102)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 103)

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 103)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 102)

Projet de loi n° 614 relatif aux opérations spatiales

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1464)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1466)

Thèmes :

Espace : loi de programme (p. 1467)

Espace : Agence spatiale européenne (p. 1466)

Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 1466)

Espace : Centre spatial guyanais (CSG) (p. 1466)

Espace : droit de l'espace : opérateurs (p. 1466)

Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 1467)

Union européenne : politique spatiale (p. 1467)

Discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1477)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1477)

Article 1er (définitions)

Son intervention (p. 1477)

Son amendement n° 14 : adopté (p. 1477)

Article 2 (champ d'application des autorisations)

Ses amendements n°s 15 et 16 rectifié : adoptés (p. 1477)

Article 4 (délivrance des autorisations)

Son intervention (p. 1478)

Son amendement n° 17 rectifié : adopté (p. 1478)

Article 6 (obligation d'assurance ou de garantie financière)

Son intervention (p. 1478)

Son amendement n° 37, 36 et 38 : adoptés (p. 1478 et s.)

Article 7 (personnes habilitées aux contrôles)

Ses amendements n°s 19 et 20 : adoptés (p. 1479)

Article 11 (sanctions pénales)

Ses amendements n°s 21 et 22 : adoptés (p. 1480)

Article 13 (canalisation de la responsabilité)

Son intervention (p. 1480)

Article 14 (action récursoire de l'Etat)

Son intervention (p. 1482)

Son amendement n° 23 rectifié : adopté (p. 1482)

Article 21 (rôle du CNES sur le Centre spatial guyanais)

Son intervention (p. 1482)

Ses amendements n°s 24 à 27 : adoptés (p. 1482)

Article 22 (extension des règles de brevets d'invention)

Son amendement n° 28 : adopté (p. 1482)

Article 24 (contrôle de l'autorité administrative)

Son amendement n° 29 : adopté (p. 1483)

Article 28 (attributions nouvelles du CNES)

Son amendement n° 31 : adopté (p. 1483)

Article 30 (applicabilité outre-mer)

Son amendement n° 35 : adopté (p. 1483)

Jean LASSALLE

*Pyrénées-Atlantiques (4^{ème} circonscription)
Non inscrit*

Élu le 17 juin 2007

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission nationale de débat public [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil national de la sécurité civile [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 26 juillet 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3977)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 3978)

Aménagement du territoire : zones rurales : politique de l'environnement (p. 3977)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3977)

Environnement : Natura 2000 (p. 3978)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 12 de Mme Marylise Lebranchu (respect des langues régionales inscrit dans la Constitution) (p. 243)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Marc Le Fur (adhésion à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires) (p. 243)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1210)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1977)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1977 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1977 et s.)

Départements : Pyrénées-Atlantiques (p. 1977)

Jean LAUNAY

Lot (2^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Pouvoirs publics- [11 juillet 2007]

Membre de la conférence de la ruralité [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 4 août 2007]

Rapporteur de la proposition de loi visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs (n° 403) [21 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Pouvoirs publics- [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 30 : Pouvoirs publics (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs (n° 403) [27 novembre 2007] (n° 435)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la gestion des ressources humaines au ministère de l'écologie, de l'énergie, du

développement durable et de l'aménagement du territoire [24 juin 2008] (n° 991)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports. Politique des transports. Chèque transport [17 juin 2008] (p. 3503)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 18, posée le 2 octobre 2007. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Fret (p. 2474)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette que des amendements n'aient pas été distribués lors de la précédente séance [16 novembre 2007] (p. 4328)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1666)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : contrôle fiscal (p. 1666)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1666)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1666)

Impôts et taxes : progressivité (p. 1666)

Politique économique : croissance (p. 1666)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 217 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires et heures choisies : priorité aux salariés à temps partiel) (p. 1810)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1848)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son intervention (p. 1872)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1911, 1941)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1962 et s., 2052)

Ses amendements n°s 322 et 326: SCRUTIN PUBLIC (p. 1968, 1971)

Son amendement n° 323 (p. 2051)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 319 de M. Jean-Pierre Balligand ("stock-options" - plus-values réalisées par les dirigeants : affectation de 50 % de leur montant à l'ensemble des salariés) (p. 2053)

Intervient sur l'ad n° 321 de M. Jean-Pierre Balligand (plus-values sur "stock-options" : institution d'un prélèvement de 8 % affecté au fonds de réserve pour les retraites) (p. 2055)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote [1^{er} août 2007] (p. 2626)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2627)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)
Son intervention (p. 1999)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 2000)
Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1999)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1999)
Finances publiques : dépenses : évaluation (p. 2000)
Finances publiques : dépenses fiscales : "niches fiscales" (p. 2000)
Finances publiques : dette publique (p. 1999)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1999)
Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 2000)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 1999 et s.)
Lois de règlement (p. 2000)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 1999)
Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 1999)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)
Son intervention (p. 2816)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2816)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2816 et s.)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 2817)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2816)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2816)
Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2817)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 222 précédemment réservé de M. Dominique Baert (anciens combattants - bénéfice de la demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) (p. 2913)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 223 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (prime pour l'emploi : majoration de 50 %) (p. 2918)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Son intervention (p. 2923)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Lionel Tardy (ISF - souscription au capital d'une société dans laquelle le redevable ou son conjoint bénéficie d'une exonération au titre des biens professionnels : extension de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) (p. 2955)

Intervient sur le sous-adt n° 299 du Gouvernement (blocage des sommes pendant cinq ans) à l'adt n° 13 de M. Lionel Tardy (p. 2955)

Intervient sur l'adt n° 227 de M. Henri Emmanuelli (assurance-vie : somme exonérée de droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) (p. 2960)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 146 rectifié de M. Didier Migaud (stock-options : contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2978)

Intervient sur l'adt n° 274 de M. Jérôme Cahuzac ("taxe Tobin" - article 235 ter ZD du code général des impôts : fixation du taux à 0,05 %) (p. 2979)

Intervient sur l'adt n° 229 de M. Jérôme Cahuzac (sodas et boissons rafraîchissantes sucrées, pâtisseries et viennoiseries, crèmes glacées et sorbets : TVA au taux normal) (p. 2982)

Intervient sur l'adt n° 228 de M. Jérôme Cahuzac (fruits et légumes : TVA à 2,1 %) (p. 2983)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)
Son intervention (p. 3003)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)
Ses interventions (p. 3012 et s.)

Article 29 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)
Son intervention (p. 3021)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3569)
Son intervention (p. 3574)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : effectifs : préfetures (p. 3575)
Etat : organisation : services déconcentrés (p. 3574)
Finances publiques : crédits budgétaires : outre-mer (p. 3575)
Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 3575)

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :
- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007
Son intervention (p. 66)

Thèmes :

Politique extérieure : environnement (p. 66)
Politique extérieure : aide au développement (p. 66)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4287)
Son intervention (p. 4287)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4288)
Consommation : protection des consommateurs : crédits budgétaires (p. 4288)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : aides (p. 4287)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche et développement (p. 4288)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4288)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Procédure des questions :

Enseignement technique et professionnel : personnel : enseignants : effectifs (p. 4235)

POUVOIRS PUBLICS ; CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3559)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3560)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale (p. 3561)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire (p. 3561)
Conseil constitutionnel (p. 3562)
Etat : pouvoirs publics : autonomie financière (p. 3560 et s.)
Finances publiques : mission pouvoirs publics (p. 3560 et s.)
Justice : Cour de justice de la République (p. 3562)
Parlement : contrôle (p. 3561)
Parlement : Sénat (p. 3561)
Président de la République : rémunération (p. 3561)
Union européenne : Parlement européen : représentants (p. 3562)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3565)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3565 à 3568)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)****Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)**

Ses interventions (p. 4328 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 novembre 2007] (p. 4328)

Avant l'article 39

Intervient sur l'adit n° 319 de M. Didier Migaud (suppression du "bouclier fiscal" et institution d'un impôt minimal sur le revenu) (p. 4335)

Intervient sur l'adit n° 318 de M. Didier Migaud (barème correspondant au dispositif d'impôt minimal sur le revenu) (p. 4335)

Intervient sur l'adit n° 259 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression du dispositif "Robien" de soutien à l'investissement localif) (p. 4336)

Intervient sur l'adit n° 307 de M. François Brottes (secteur forestier : prorogation de la réduction d'impôt jusqu'en 2015 et institution d'un contrat de gestion) (p. 4337)

Son amendement n° 253 (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 4336) : rejeté (p. 4337)

Après l'article 39

Intervient sur l'adit n° 254 de M. Henri Emmanuelli (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France - AFITF : taxe acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes par mille de kilomètres parcourus portée de 6,86 € à 9,20 €) (p. 4339)

Intervient sur l'adit n° 297 de M. Henri Emmanuelli (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France - AFIT : majoration de 200 millions d'euros de la redevance domaniale acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes) (p. 4339)

Après l'article 40

Intervient sur l'adit n° 178 de M. Jean-Louis Dumont (détaxation des bouilleurs de cru : prorogation reportée du 1er janvier 2008 au 1er janvier 2013) (p. 4340)

Intervient sur l'adit n° 243 rectifié de la commission (suppression de l'impôt de bourse et taux d'imposition des plus-values mobilières porté de 16 % à 18 %) (p. 4342)

Intervient sur l'adit n° 97 de M. Dominique Baert (taxe foncière afférente à la résidence principale due par les veufs et veuve - plafonnement à 5 % du revenu fiscal de référence sous condition de ressources) (p. 4342)

Intervient sur l'adit n° 314 de M. Jean-Pierre Balligand (communautés de communes à taxe professionnelle unique : "déliation" des taux de la taxe professionnelle) (p. 4343)

Intervient sur l'adit n° 95 de M. François Brottes (entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers - réduction de 1,5 % à 1 % du taux de plafonnement de la taxe professionnelle) (p. 4343)

Intervient sur l'adit n° 99 de M. Jean-Pierre Balligand (taxe professionnelle - taux de l'année d'imposition ou de 2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) (p. 4343)

Intervient sur l'adit n° 100 de M. Jean-Pierre Balligand (plafonnement de la taxe professionnelle - compensation aux collectivités territoriales par la majoration de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 4343)

Intervient sur l'adit n° 309 de M. Jérôme Cahuzac (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,6 %) (p. 4345)

Intervient sur l'adit n° 96 de M. Henri Emmanuelli (droits d'enregistrement : taux majorés d'un point et affectation du produit supplémentaire à un fonds de péréquation) (p. 4345)

Intervient sur l'adit n° 98 de M. Jean-Claude Viollet (résidences mobiles terrestres des gens du voyage - taxe d'habitation : tarif ramené de 25 € à 15 € par mètre carré) (p. 4345)

Intervient sur l'adit n° 320 de M. Jérôme Cahuzac (prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux : taux ramenés respectivement de 5,4 % à 2,7 % et de 4,4 % à 2,2 %) (p. 4345)

Intervient sur l'adit n° 306 de M. Jean-Pierre Balligand (déménagement d'établissements intervenus depuis 2005 entre communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunale : neutralisation pour l'application des règles d'écrêtement des bases de la taxe professionnelle au profit des fonds départementaux de péréquation) (p. 4345 et s.)

Seconde délibération**Article 33 et état B (crédits du budget général)**

Son intervention (p. 4349)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)**

Son intervention (p. 4843)

Thèmes :

- Automobiles et cycles : malus CO2 (p. 4846)
- Energie et carburants : pétrole (p. 4843)
- Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 4845 et s.)
- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP) (p. 4846)
- Pays étrangers : Chine (p. 4844)
- Pays étrangers : Etats-Unis : crise des crédits subprimes (p. 4843 et s.)
- Politique économique : crédit : endettement (p. 4845)
- Politique économique : croissance (p. 4843 et s.)
- Politique économique : indice des prix (p. 4845)
- Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4843 et s.)
- Politique sociale : pauvreté (p. 4845)
- Transports : chèque-transport (p. 4844 et s.)
- Transports aériens : kérosène : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP) (p. 4846)
- Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4843)
- Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4843, 4845)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5036)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5063) : rejetée (p. 5067)

Thèmes :

- Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 5064)
- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de compétences (p. 5036)
- Energie et carburants : sociétés pétrolières (p. 5064)
- Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5063 et s.)
- Finances publiques : recettes fiscales (p. 5064)
- Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 5063)
- Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5064)
- Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5064)
- Logement (p. 5064)
- Outre-mer : Antilles : énergie et carburants (p. 5064)
- Politique économique : croissance (p. 5063)
- Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5063 et s.)
- Président de la République : crédits (p. 5064)
- Travail : chèque-transport (p. 5064)
- Travail : réduction du temps de travail (p. 5036)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)**Après l'article 6**

Intervient sur l'adit n° 186 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 % et institution d'une provision pour leurs dépenses au titre des énergies

renouvelables ou en faveur des alternatives au transport routier) (p. 5069)	Intervient sur l'ad t n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5113 et s.)
Intervient sur l'ad t n° 185 de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 %) (p. 5069)	Intervient sur l'ad t n° 173 de M. Jacques Bascou (exploitants agricoles : suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires dite taxe ADAR) (p. 5120)
Intervient sur l'ad t n° 168 de M. Henri Emmanuelli (TVA : fruits et légumes au taux de 2,1 %) (p. 5070)	Intervient sur l'ad t n° 172 de M. Jacques Bascou (viticulture : exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles dite taxe ADAR) (p. 5120)
<i>Article 7 et état B (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)</i>	<i>Article 23 (transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité)</i>
Intervient sur l'ad t n° 4 de la commission (p. 5072)	Son intervention (p. 5121)
<i>Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)</i>	Son amendement n° 187 rectifié (p. 5122)
Son intervention (p. 5080)	
<i>Après l'article 18</i>	<i>Après l'article 23</i>
Intervient sur l'ad t n° 189 de M. Jérôme Cahuzac (suppression du bouclier fiscal) (p. 5087)	Intervient sur l'ad t n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO ² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5126)
Intervient sur l'ad t n° 171 de M. Pascal Terrasse (titres restaurant : relèvement de 4,98 € à 6 € de la part maximale exonérée d'impôt et de cotisations sociales de participation des employeurs) (p. 5087)	<i>Après l'article 25</i>
Intervient sur l'ad t n° 19 rectifié de M. François Vannson (réduction d'impôt pour les investissements immobiliers locatifs réalisés dans des résidences de tourisme classées dans les zones de revitalisation rurales : extension aux communes de 2 000 à 4 000 habitants) (p. 5088)	Intervient sur l'ad t n° 208 de M. Jérôme Cahuzac (TIPP flottante) (p. 5129)
Intervient sur l'ad t n° 184 de M. Jérôme Cahuzac (travaux visant à économiser l'énergie dans la résidence principale : majoration de 10 points des différents crédits d'impôt) (p. 5089)	Son amendement n° 188 (chèque transport : généralisation) : rejeté (p. 5130)
Intervient sur l'ad t n° 179 de M. Jérôme Cahuzac (prime pour l'emploi : majoration de 50 %) (p. 5089)	Intervient sur l'ad t n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (sociétés pétrolières : institution d'une taxe sur les provisions pour hausses des prix supérieures à 15 millions d'euros) (p. 5133)
Intervient sur l'ad t n° 169 de M. Guillaume Garot (frais de formation professionnelle dans l'enseignement supérieur exposés par les salariés : crédit d'impôt de 50 % limité à 5 000 €) (p. 5090)	Intervient sur le sous-ad t n° 285 du Gouvernement (fuel domestique : création d'un fonds bénéficiant aux ménages modestes) à l'ad t n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 5133)
Son amendement n° 190 (suppression du bouclier fiscal) : rejeté (p. 5090)	<i>Après l'article 26</i>
<i>Après l'article 19</i>	Intervient sur l'ad t n° 272 de M. Jean-Pierre Balligand (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle : précisions relatives au calcul du « ticket modérateur ») (p. 5133)
Intervient sur l'ad t n° 209 de M. Yves Censi (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5094)	Intervient sur l'ad t n° 196 de M. Jean-Pierre Balligand (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique dont les taux sont en période de lissage : neutralisation de la variation des bases dans le mode de calcul du taux de référence commune par commune) (p. 8535)
Son amendement n° 191 (redevance audiovisuelle : exonération des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5095) : rejeté (p. 5096)	<i>Après l'article 27</i>
Son amendement n° 193 (redevance audiovisuelle : exonération des étudiants boursiers) (p. 5095) : rejeté (p. 5096)	Intervient sur l'ad t n° 181 de M. Jean-Louis Dumont (transactions immobilières portant sur plus de 700 m ² réalisées par le secteur privé : possibilité de porter les droits de mutations de 3,6 % à 3,9 %) (p. 5136)
<i>Après l'article 20</i>	<i>Après l'article 28</i>
Intervient sur l'ad t n° 174 de M. Jérôme Cahuzac (ISF : intégration des œuvres d'art) (p. 5101)	Son amendement n° 207 (taxe additionnelle sur les cartes grises : majoration de 50 % pour les véhicules émettant plus de 250 grammes de CO ² au kilomètre) : rejeté (p. 5139)
<i>Après l'article 21</i>	<i>Article 31 (modification du plafond autorisé des remises de dettes consenties aux pays pauvres très endettés - PPTE)</i>
Son amendement n° 165 (régime fiscal de la micro entreprise : relèvement de 5 % des seuils de chiffres d'affaires) : rejeté (p. 5106)	Son intervention (p. 5140)
Son amendement n° 206 (régime fiscal de la micro entreprise : indexation des seuils de chiffres d'affaires sur l'indice des prix hors tabac) : rejeté (p. 5107)	<i>Après l'article 35</i>
Intervient sur l'ad t n° 183 de M. Jérôme Cahuzac (taxe sur les véhicules de sociétés : suppression de la limitation à deux ans de l'exonération des véhicules « propres ») (p. 5109)	Intervient sur l'ad t n° 56 rectifié du Gouvernement (état de catastrophe naturelle : délai de dix-huit mois pour la formulation de la demande communale de reconnaissance) (p. 5142)
Intervient sur l'ad t n° 178 de M. Jérôme Cahuzac (allègements de charges consentis aux entreprises : condition de négociations salariales de branche) (p. 5109)	Intervient sur l'ad t n° 281 de M. Jean-Pierre Balligand (partenariats public-privé : généralisation de l'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) (p. 5142)
Intervient sur l'ad t n° 176 de M. Jérôme Cahuzac (travail à temps partiel : majoration de 10 % des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés des entreprises d'au moins vingt salariés dont les employés à temps partiel représentent plus de 25 % de l'effectif) (p. 5109)	Intervient sur l'ad t n° 197 de M. Jean-Pierre Balligand (établissements publics de coopération intercommunale dont le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national de sa catégorie : minoration du potentiel fiscal à hauteur du plafond de participation qui serait mis à sa charge en cas d'application du taux moyen national de taxe professionnelle de sa catégorie) (p. 5142)
<i>Après l'article 22</i>	Ses explications de vote (p. 5148)
	Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5148)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5511)
Son intervention (p. 5515)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : impôts et taxes (p. 5515)
Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 5515)
Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5515)
Énergie et carburants : biocarburants (p. 5515)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5516)
Impôt sur les sociétés (p. 5515)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5515)
Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5516)
Politique économique : croissance (p. 5515)
Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 5515)
Président de la République (p. 5515 et s.)
Sécurité sociale : franchise : mutuelles (p. 5516)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5518)

Ses explications de vote (p. 5518)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5518)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1009)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1010)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de charges (p. 1010)
Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1009 et s.)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Son intervention (p. 3740)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 3741)
Déchets, pollutions et nuisances : fonds international d'indemnisation des pollutions par le pétrole (FIPOL) (p. 3741)
Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 3740)
Environnement : espaces naturels sensibles (p. 3741)
Mer et littoral : pollution (p. 3741)
Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3741)

Charles de La VERPILLIÈRE

*Ain (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 2 août 2007]

Membre du haut conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (n° 1008) [18 juin 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. du 24 juillet 2008]

Rapporteur du projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution (n° 1110) [24 septembre 2008]

Rapporteur du projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés (n° 1111) [24 septembre 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (n° 1008) [9 juillet 2008] (n° 1045)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [22 juillet 2008] (n° 1068)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [8 janvier 2008] (p. 41)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Son amendement n° 57 rectifié (p. 2263) : adopté (p. 2264)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1926)

Son intervention (p. 1926)

Thèmes :

Droit civil : prescription : délais (p. 1926)
Droit civil : prescription : pays étrangers (p. 1926)
Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 1926)
Famille : mariage (p. 1926)
Justice : simplification du droit : droit civil (p. 1926)
Travail : discrimination (p. 1926)

Explications de vote et vote [6 mai 2008] (p. 1944)

Ses explications de vote (p. 1945)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1945)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4569)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4577)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4586)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des lois (p. 4620)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4627)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4577)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4627)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : assistantes maternelles (p. 4570)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4569, 4627)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité pénale (p. 4570)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : seuil de déclenchement du service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4570, 4621, 4627)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4570)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4586)

Etat : concertation avec le personnel (p. 4569)

Politique générale : opinion publique : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4586)

Secteur public : continuité du service public : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4569)

Secteur public : grève : préavis (p. 4569)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4634 à 4684)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son amendement n° 42 (p. 4656) : adopté après rectification (p. 4657)

Article 4 (garantie d'un service d'accueil des élèves en temps de grève)

Son intervention (p. 4668)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Ses interventions (p. 4668 et s.)

Article 7 bis (établissement par le maire d'une liste de personnes susceptibles de participer au service d'accueil)

Ses interventions (p. 4475)

Article 8 (contribution de l'État aux dépenses exposées par les communes pour l'accueil des enfants scolarisés)

Ses interventions (p. 4678 et s.)

Article 9 (organisation du service d'accueil par une autre commune ou un établissement public de coopération intercommunale)

Ses interventions (p. 4683)

Article 10 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 4683)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4867)

Son intervention (p. 4867)

Thèmes :

Communes : maires : responsabilité pénale (p. 4868)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : arrondissements (p. 4868)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4867)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4867)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : seuil de déclenchement du service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4867)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4868)

Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) (p. 4867)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4867)

Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 4868)

Thierry LAZARO

Nord (6^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Ses amendements n°s 181 et 203 (p. 1860 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 183 rectifié (frais d'obsèques : TVA au taux réduit) (p. 1864) : rejeté (p. 1865)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses amendements n°s 443 et 444 (p. 1887 et s.)

Son amendement n° 445 (p. 1888) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1890)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3169)

Thèmes :

Politique sociale : centres d'action sociale (p. 3170)

Politique sociale : solidarité (p. 3170)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 3170)

Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 3170)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 5

Son amendement n° 92 (taux réduit de TVA sur les frais funéraires) : rejeté (p. 5573)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses amendements n°s 155 et 156, 160 (p. 1337 et s.)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 161 : adopté (p. 1426)

Son amendement n° 162 (p. 1428)

Jean-Yves LE BOUILLONNEC

*Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil d'orientation de l'observatoire national des zones urbaines sensibles [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil national de l'habitat [J.O. du 11 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Rapporteur de la proposition de loi visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous (n° 737) [26 mars 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 mai 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 mai 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} juillet 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} juillet 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 juillet 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 12 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Membre de la commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation des logements sociaux [J.O. du 1^{er} août 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous [19 mars 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi de M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Mme Annick Lepetit, M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande, M. François Brottes et plusieurs de leurs collègues visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous (n° 737) [26 mars 2008] (n° 741)

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information commune sur l'évaluation des dispositifs fiscaux d'encouragement à l'investissement locatif [22 juillet 2008] (n° 1088)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [7 novembre 2007] (p. 3780)

Logement. Politique du logement. [26 mars 2008] (p. 970)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande à connaître le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés [12 juillet 2007] (p. 1895)

Demande quels engagements ont été pris par le Président de la République envers l'Union européenne en matière de réduction du déficit des finances publiques [13 juillet 2007] (p. 1955)

Observe qu'un des amendements non soumis au vote parce que devenus sans objet comportait des dispositions de nature spécifique [16 juillet 2007] (p. 2069)

Souhaitait intervenir sur l'amendement qui vient d'être retiré. Il exposera ses arguments lors de l'examen d'autres amendements [9 janvier 2008] (p. 108)

Demande à Mme la garde des sceaux des explications sur la constitutionnalité de la mesure de sûreté qui vient d'être adoptée, y compris à titre rétroactif [9 janvier 2008] (p. 122)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : souligne la solennité de la Constitution qui ne doit pas être soumise aux circonstances politiques [28 mai 2008] (p. 2638)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1684)

Thèmes :

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1684 et s.)

Logement : logement social (p. 1685)

Logement : politique du logement (p. 1685)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1840)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Ses interventions (p. 1850 et s.)

Son amendement n° 280 (p. 1857)

Après l'article 3

Son amendement n° 296 (pondération des différentes catégories de logements sociaux pour le calcul du quota de 20 % de la loi SRU) : rejeté (p. 1862)

Son amendement n° 291 ("loi SRU" - prélèvement de solidarité) (p. 1862) : rejeté (p. 1863)

Son amendement n° 295 ("loi SRU" : autorisation des opérations de plus de 20 logements subordonnée à une proportion minimale de 30 % de logements sociaux) : rejeté (p. 1863)

Son amendement n° 294 ("loi SRU" – limitation à 1/3 de la prise en compte des PLS dans le quota de 20 %) : rejeté (p. 1863)

Son amendement n° 293 ("loi SRU" - logements sociaux : doublement du prélèvement de solidarité en cas de constat de carence) (p. 1863) : rejeté (p. 1864)

Son amendement n° 283 (diminution des conditions de ressources ouvrant droit au nouveau "prêt à taux zéro" et augmentation de son montant) : rejeté (p. 1864)

Son amendement n° 285 (logement – aides à la personne : rapport au Parlement sur leurs conséquences quant à la solvabilité de leurs bénéficiaires) : rejeté (p. 1869)

Son amendement n° 286 (logement social et habitat insalubre outre-mer : rapport au Parlement) (p. 1869) : rejeté (p. 1870)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses interventions (p. 1881, 1885 et s., 1889, 1892)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1895)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son intervention (p. 1914)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1949)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son intervention (p. 1953)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1955)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 2051 et s.)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2007] (p. 2069)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2073)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 466 de M. Michel Liebgott (négociations collectives salariales de branche et dans les entreprises dès septembre 2007) (p. 2077)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'ad n° 73 de Mme Delphine Batho (désignation d'un éducateur référent chargé de suivre l'exécution de la sanction par le mineur) (p. 2177 et s.)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses interventions (p. 2180 et s.)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Ses interventions (p. 2186 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2584 et s.)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalable à la cessation concertée du travail)

Son intervention (p. 2597)

Avant l'article 4

Intervient sur l'ad n° 24 de la commission spéciale (rétablissement de l'intitulé initial du Titre III : "Organisation de la continuité du service public en cas de grève ou autre perturbation prévisible du trafic") (p. 2599)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2642 et s.)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2670 et s., 2675 et s.)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Ses interventions (p. 2685 et s.)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Son intervention (p. 2692)

Article 9 (régime de réduction de la rémunération des salariés participant à une grève)

Ses interventions (p. 2694 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 51)

Thèmes :

Logement : mal logés (p. 51)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 51)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4266)

Son intervention (p. 4269)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4269)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) : crédits budgétaires (p. 4270)

Logement : fiscalité (p. 4269)

Logement : droit au logement (p. 4269)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 4269)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4270)

Crédits de la mission "Ville et logement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4271)

Son amendement n° 258 (p. 4272)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 51)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 52)
 Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 51)
 Etat : domaine public : politique foncière (p. 52)
 Logement : politique du logement : crédits budgétaires (p. 51)
 Logement : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) (p. 52)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) : effet de seuil (p. 52)
 Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 51)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 51)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion : jeunes (p. 52)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 52)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Avant l'article 39

Son amendement n° 259 (suppression du dispositif "Robien" de soutien à l'investissement locatif) : rejeté (p. 4336)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5058)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 5058)
 Logement (p. 5058)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5414) : rejetée (p. 5420)

Thèmes :

Baux : charges locatives (p. 5415 et s.)
 Baux : dépôt de garantie (p. 5416)
 Baux : loyers : indexation (p. 5414 et s.)
 Baux : renouvellement (p. 5415)
 Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 5414 et s.)
 Logement : construction (p. 5414, 5416)
 Logement : expulsions (p. 5415)
 Logement : logement social (p. 5416, 5417)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 5415)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 5415)
 Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 5415)
 Politique économique : croissance (p. 5414)
 Politique économique : libéralisme (p. 5414)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 5415, 5417)
 Politique sociale : pauvreté (p. 5414 et s.)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 33 de Mme Marisol Touraine (majoration de la contribution d'assurance chômage des employeurs abusant des emplois précaires) (p. 5481)

Intervient sur l'adt n° 35 de M. François Brottes (retour de droit au tarif réglementé du gaz et de l'électricité pour les personnes succédant dans un logement à une personne ayant opté pour le tarif libre) (p. 5483)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses interventions (p. 5495 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jérôme Cahuzac (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières modulé selon leurs investissements en matière de recherche énergétique) (p. 5541)

Intervient sur l'adt n° 48 de M. Pierre Méhaignerie (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 5542)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 79 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour les entreprises d'au moins 10 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) (p. 5550)

Article 3 (versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises qui ne sont pas assujetties au régime de la participation)

Son intervention (p. 5554)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Lionnel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5556)

Son amendement n° 155 (quota de logements sociaux dans le cadre de projets de construction ou de réhabilitation de logements au sein des communes mentionnées à l'article 55 de la loi SRU) (p. 5555) : rejeté (p. 5556)

Son amendement n° 157 (renforcement des pouvoirs du préfet en matière d'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5555) : rejeté (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Jérôme Cahuzac (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5559)

Intervient sur l'adt n° 73 de M. Jérôme Cahuzac (exonération de redevance audiovisuelle pour les étudiants boursiers) (p. 5559)

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Jean Gaubert (prohibition de la pratique des dates de valeurs pour les opérations de paiement ou de retrait) (p. 5560)

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Jean Gaubert (fichier des personnes endettées indisponible aux établissements de crédits) (p. 5560)

Son amendement n° 145 (gel des loyers locatifs privés pendant un an ; rapport au Parlement sur les conséquences des hausses de loyer) (p. 5560) : rejeté (p. 5562)

Son amendement n° 146 (plafonnement du loyer en cas de changement de locataire) (p. 5562) : rejeté (p. 5563)

Article 4 (nouveau dispositif d'indexation des loyers)

Son amendement n° 147 (p. 5563)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)

Ses interventions (p. 5567 et s.)

Ses amendements n°s 148 à 151 (p. 5569 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 152 de M. François Brottes (colocation dans le parc social public) (p. 5570)

Son amendement n° 153 (rapport au Parlement sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter la part du budget des ménages consacrée au logement) : rejeté (p. 5571)

Son amendement n° 154 (suppression de la déduction des revenus nets imposables liée à l'acquisition d'un logement neuf ou en état futur d'achèvement dite "amortissement de Robien") (p. 5571) : rejeté (p. 5572)

Son amendement n° 160 (diminution des conditions de ressources ouvrant droit à l'avance remboursable sans intérêt et augmentation de son montant) : rejeté (p. 5572)

Son amendement n° 159 (taux réduit de TVA pour les achats et travaux de construction effectués par les bénéficiaires de prêts immobiliers sans intérêt) : rejeté (p. 5572)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5573)

Ses explications de vote (p. 5574)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5574)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 64)

Son intervention (p. 82)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération : réforme (p. 64)

Droit pénal : politique pénale (p. 82)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 83)

Etat : valeurs républicaines : justice (p. 83)

Justice : rétention de sûreté : peines (p. 64)

Justice : victimes (p. 64)

Lois : évaluation (p. 83)

Système pénitentiaire : moyens (p. 83)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 64)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 108)

Son intervention (p. 110)

Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)

Son intervention (p. 120)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 122)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Ses interventions (p. 124 et s., 128)

Son amendement n° 101 (de suppression) (p. 126)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1025)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1025)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1046)

Thèmes :

Baux : loyers : indexation (p. 1025 et s.)

Etat : domaine public : logement social (p. 1027)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 1026)

Logement : construction (p. 1026)

Logement : coût (p. 1025 et s.)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 1026)

Logement : droit au logement (p. 1026)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1026)

Logement : habitat insalubre (p. 1025)

Logement : politique du logement : libéralisme (p. 1025, 1047)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1026)

Logement : aides et prêts : aides à la personne : effet de seuil (p. 1038)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 1026)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1025 et s.)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1025)

Postes : livret A : logement social (p. 1026)

Urbanisme : droit de préemption (p. 1027)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2287)

Thèmes :

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : moyens (p. 2287)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parité (p. 2288)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2287)

Justice : magistrats : nomination (p. 2287)

Justice : parquet : nomination (p. 2288)

Président de la République : rôle (p. 2287)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Jean-Claude Sandrier (opposabilité des droits fondamentaux) (p. 2337)

Intervient sur le sous-adt n° 606 de M. François Bayrou (protection des langues régionales) à l'adt n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2349)

Intervient sur le sous-adt n° 607 de M. Philippe Folliot (protection des langues régionales) à l'adt n° 605 de la commission (p. 2349)

Intervient sur l'adt n° 373 de M. Jean-Claude Sandrier (instauration de la proportionnelle à chaque élection) (p. 2356)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2404)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Son intervention (p. 2417)

Article 6 (droit de grâce)

Ses interventions (p. 2420 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 2459 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 499 de M. Arnaud Montebourg (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs) (p. 2521)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2549)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son intervention (p. 2580)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 2603)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses interventions (p. 2612 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses interventions (p. 2630, 2642)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Ses interventions (p. 2644 et s.)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Son intervention (p. 2658)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 2691)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad. n° 521 de M. Arnaud Montebourg (Conseil supérieur de la magistrature garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire) (p. 2693)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2694)

Son amendement n° 506 deuxième rectification (p. 2699)

Ses sous-amendements n°s 614 rectifié, 615, 616, 619, 620, 622 à 625, 635 deuxième rectification, 626, 628 et 629 à l'ad. n° 610 rectifié du Gouvernement (p. 2705 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4393)

Thèmes :

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parité (p. 4394)
Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 4393)
Justice : indépendance (p. 4393)
Justice : magistrats : nomination (p. 4393)
Justice : procureurs généraux : nomination (p. 4394)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Son intervention (p. 4422)

Article 6 (droit de grâce)

Son amendement n° 239 (p. 4430)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 4431 et s.)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Son amendement n° 294 (p. 4501)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2787)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2787)
Banques et établissements financiers : comptes courants : accès (p. 2787)
Logement : droit au logement (p. 2787)
Logement : logement social : financement (p. 2787)
Politiques communautaires : livret A (p. 2787)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Ses interventions (p. 3137 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad. n° 754 de M. Frédéric Lefebvre (assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3218)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses interventions (p. 3234, 3249 et s., 3274 et s.)

Son amendement n° 690 (p. 3275)

Article 40 (transition vers le nouveau régime du livret A)

Son intervention (p. 3284)

Proposition de loi n° 56 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3479)

Son intervention (p. 3483)

Thèmes :

Assurances : primes (p. 3484)
Baux : bailleurs : obligations (p. 3484)
Baux : locataires : obligations (p. 3485)
Consommation : sécurité des produits (p. 3485)
Logement : normes de sécurité (p. 3484)
Logement : habitat insalubre : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 3485)
Santé : institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) (p. 3485)
Sécurité publique : incendies : prévention (p. 3483 et s.)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3488)

Article 1er (modification de l'architecture du code de la construction et de l'habitation)

Son intervention (p. 3488)

Article 2 (obligation d'installation et d'entretien d'un détecteur de fumée)

Son intervention (p. 3489)

Son amendement n° 7 (p. 3490)

Explications de vote et vote [17 juin 2008] (p. 3491)

Ses explications de vote (p. 3491)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3491)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4239 et s., 4267 et s.)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4281, 4302 et s., 4311 et s., 4319 et s., 4334 et s., 4344 et s.)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Son intervention (p. 4356)

Marylise LEBRANCHU

*Finistère (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Questeure de l'Assemblée nationale*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Questeure de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national du littoral [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 478 sur la peine et le service public pénitentiaire [5 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme
[14 novembre 2007] (p. 4106)

Logement. Politique du logement. Incitations fiscales
[29 avril 2008] (p. 1774)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Invite le Gouvernement à débattre sereinement de l'ensemble des régimes de retraite et à ne pas chercher à opposer certaines catégories d'assurés à d'autres [25 octobre 2007] (p. 3241)

Déclare que la majorité actuelle n'a pas mis en place des dispositions votées avant 2001 concernant les marges arrière ; elle déplore que le débat sur le travail du dimanche échappe à la discussion de l'Assemblée nationale [20 décembre 2007] (p. 5530)

Regrette que la décision du Bureau, dont les membres n'avaient pas été mandatés à cet effet, ait été prise sans connaître la teneur exacte des propos du sénateur Le Grand, qui n'a pas parlé de corruption mais "d'influences qui ont pu peser sur le débat" ; elle ajoute qu'il n'y a pas lieu de s'appuyer sur cette position du Bureau pour perturber le débat sur les OGM contrairement à ce qu'a fait le Président de séance précédemment [2 avril 2008] (p. 1156 et s.)

Souligne que les députés socialistes, pas plus que d'autres, ne sont prêts à "protéger ou blanchir" les faucheurs d'OGM [8 avril 2008] (p. 1415)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1762)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2133)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2133)

Droit pénal : récidive (p. 2133)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2133)

Système pénitentiaire : réforme (p. 2134)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 1^{er} (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses interventions (p. 2152 et s.)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses interventions (p. 2157 et s.)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 2187)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2539)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Son intervention (p. 2583)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2639 et s.)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2665 et s., 2673)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son intervention (p. 2683)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Ses interventions (p. 2263 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2292)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2691)

Thèmes :

Droit pénal : enquêtes : effectifs (p. 2691)

Relations internationales : blanchiment des capitaux (p. 2691)

Sociétés : droit des affaires : dépénalisation (p. 2691)

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)

Article 1er (corruption et trafic d'influence concernant les agents publics et les magistrats et personnes exerçant une fonction juridictionnelle en France)

Son intervention (p. 2701)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 21 de M. Arnaud Montebourg (détachements d'agents et d'officiers de police judiciaire auprès des tribunaux de grande instance afin d'y travailler sous la direction des magistrats du parquet et des juges d'instruction) (p. 2704)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 18 de M. Michel Hunault (constitution de partie civile uniquement à l'audience par les associations reconnues d'utilité publique) (p. 2707)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3241)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4200)

Procédure des questions :

Justice : tribunaux : fermeture (p. 4200)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4206)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 94 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 décembre 2007] (p. 5530)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5532)

Ses explications de vote (p. 5532)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5532)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses interventions (p. 5497 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 54 de M. Arnaud Montebourg (définition de l'action de groupe) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Jean Gaubert (abrogation de l'article L.441-7 du code de commerce relatif à la coopération commerciale entre fournisseur et distributeur) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 53 de M. Jean Gaubert (transparence de la publicité en matière de crédit à la consommation) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 51 de M. Jean Gaubert (interdiction de la publicité des crédits renouvelables) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 52 de M. Alain Vidalies (créance en matière de crédit à la consommation : inopposabilité à la personne, membre d'une communauté ou d'une indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 50 de M. Jean Gaubert (interdiction de démarchage et restrictions de publicité en faveur des crédits renouvelables) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 34 de M. Jérôme Cahuzac (crédit à la consommation : responsabilités en matière de solvabilité) (p. 5554)

Intervient sur l'adt n° 36 de M. Jérôme Cahuzac (crédit à la consommation : encadrement du taux en matière de prêts à taux variable) (p. 5554)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 85)

Thèmes :

Lois : application (p. 85)

Système pénitentiaire : moyens (p. 85)

Système pénitentiaire : détenus : soins en détention (p. 85)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son intervention (p. 105)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 12 (respect des langues régionales inscrit dans la Constitution) (p. 241) : rejeté (p. 243)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Ses interventions (p. 650, 652)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 652)

Politiques communautaires : transports maritimes (p. 651)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 651)

Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 650)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 650)

Discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 653)

Article 1er (suppression de la réserve de nationalité du capitaine et de son second à bord des navires français)

Son intervention (p. 653)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1156 et s.)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1205)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 avril 2008] (p. 1415)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 82 de M. Jacques Myard (conditions d'exercice de l'activité des personnels navigants de l'aviation civile : limite d'âge des pilotes fixée à 65 ans ; reclassement de droit dans un emploi au sol à partir de 55 ans pour les personnels de cabine ou à partir de 60 ans pour les pilotes) (p. 1697)

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Jacques Myard (conditions de reclassement dans un emploi au sol des personnels navigants de l'aviation civile à partir de 55 ans) (p. 1697)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1973)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1974)

Culture : langues régionales (p. 1974)

Régions : Bretagne (p. 1974)

Traités et conventions : ratification (p. 1973 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 31 (Défenseur des droits)

Son intervention (p. 4507)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2758)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2759)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 2759)

Commerce et artisanat : soldes (p. 2758)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2759)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2758)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2759)

Transports aériens : compagnies à bas coût (p. 2758)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2924)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses interventions (p. 2945 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2955 et s.)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adit n° 1001 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3337)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son intervention (p. 3396, 3402)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son intervention (p. 3432)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son intervention (p. 3437)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3460)

Ses amendements n°s 964 et 1097 (p. 3462 et s.)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Son intervention (p. 3741)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : dommages à l'environnement (p. 3741)

Environnement : Natura 2000 (p. 3741)

Mer et littoral : pollution (p. 3741)

Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3741)

Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3741)

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Son intervention (p. 3760)

Après l'article 13

Son sous-amendement n° 196 (dans l'alinéa 11, remplacer "le lieu" par "localisation parcellaire") à l'adit n° 190 du Gouvernement (p. 3813) : adopté après rectification (p. 3815)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :

- *Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008*

Son intervention (p. 3993)

Patrick LEBRETON

La Réunion (4^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM-ROM : Réunion. Agriculture, pesticides, conséquences [10 octobre 2007] (p. 2679)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3705)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3706)

Logement : logement social : outre-mer (p. 3706)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3705)

Outre-mer : santé publique (p. 3706)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 3706)

Politique économique : économie solidaire : outre-mer (p. 3706)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5224)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5387)

Article 15 (application outre-mer)

Ses interventions (p. 5418)

Gilbert LE BRIS

*Finistère (8^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)
Ses interventions (p. 2442 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)
Son intervention (p. 3921)

Thèmes :

Aménagement du territoire : restructurations (p. 3921)
Défense : crédits : porte-avions (p. 3922)
Défense : loi de programmation militaire (p. 3922)
Défense : porte-avions (p. 3921)
Défense : porte-avions : financement (p. 3922)

Jean-Paul LECOQ

*Seine-Maritime (6^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 juillet 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 11 juillet 2007]

Représentant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 19 juillet 2007]

Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 414 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'opération menée par l'ONG "L'arche de Zoé" sur le territoire tchadien, et sur l'action du ministère des affaires étrangères et du ministère de la défense à cette occasion [16 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 715 tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer et d'analyser le cadre légal mis en place dans les centres de rétention visant à l'enfermement de femmes, d'hommes et d'enfants migrants [13 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Société générale. Situation financière [30 janvier 2008] (p. 622)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 15, posée le 2 octobre 2007. Santé. Accès aux soins (J.O. Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Agglomération havraise (p. 2455)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)
Son intervention (p. 1602)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Union européenne (p. 1602 et s.)
Emploi : chômage (p. 1603)
Entreprises : délocalisations (p. 1603)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) : contrats de travail (p. 1603)
Entreprises : sous-traitance (p. 1603)
Politique économique : capitalisme : mondialisation (p. 1602 et s.)
Travail : licenciements (p. 1603)
Union européenne : politique sociale (p. 1602)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 1603)
Union européenne : construction européenne (p. 1602 et s.)
Union européenne : élargissement (p. 1603)
Union européenne : institutions (p. 1602 et s.)
Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1602 et s.)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2220)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2220)
Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2220)
Enseignement supérieur : personnel : précarité (p. 2220)

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2397)

Son intervention (p. 2401)

Thèmes :

Démographie : migrations (p. 2401, 2402)
Droit pénal : prostitution (p. 2401)
Droit pénal : proxénétisme (p. 2401)
Droit pénal : traite des êtres humains (p. 2401, 2402)
Organisations internationales : Banque mondiale (p. 2401)
Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 2401)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2401)
Pays étrangers : Afrique (p. 2401)
Pays étrangers : Asie (p. 2401)
Pays étrangers : Bénin (p. 2401)
Pays étrangers : Burkina Faso (p. 2401)
Pays étrangers : Mali (p. 2401)

Pays étrangers : Tchad (p. 2401)

Projet de loi n° 5 autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2403)
Son intervention (p. 2406)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort (p. 2406 et s.)
Droit pénal : peine de mort : Constitution (p. 2406)
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2407)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2407)
Pays étrangers : Etats-Unis : peine de mort (p. 2406 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2577 et s.)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalables à la cessation concertée du travail)

Son intervention (p. 2595)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Son intervention (p. 2661)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son intervention (p. 2680)

Article 7 (droit des usagers à l'information)

Son intervention (p. 2687)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Son intervention (p. 2689)

Article 9 (régime de réduction de la rémunération des salariés participant à une grève)

Son intervention (p. 2692)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Son intervention (p. 2696)

Article 11 (prise en compte de données sociales et environnementales dans les contrats)

Son intervention (p. 2698)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Explications de vote et vote [1^{er} août 2007] (p. 2626)

Ses explications de vote (p. 2628)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2628)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2188 et s.)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Ses interventions (p. 2261 et s.)

Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")

Son intervention (p. 2270)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad^t n° 242 de M. Patrick Braouezec (premier titre de séjour accordé de droit aux victimes de violences conjugales) (p. 2298)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Ses interventions (p. 2300 et s.)

Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)

Son intervention (p. 2304)

Article 8 (coordination)

Son intervention (p. 2305)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)

Son intervention (p. 2308)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Son intervention (p. 3041)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3042)
Etrangers : droit d'asile (p. 3042)
Etrangers : xénophobie (p. 3042)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2403) : rejetée (p. 2405)

Thèmes :

Entreprises : entreprises multinationales (p. 2404)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2404)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2404)
Langue française : défense (p. 2403 et s.)
Pays étrangers : Chine (p. 2405)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 2404)
Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 2404)
Politique économique : mondialisation (p. 2403 et s.)
Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2404)
Propriété intellectuelle : brevets (p. 2404 et s.)

Projet de loi n° 122 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en oeuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé « Soyouz au CSG » et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2431)

Son intervention (p. 2435)

Thèmes :

DOM : Guyane (p. 2435)
Environnement : protection (p. 2435)
Espace : Ariane (p. 2435)
Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 2435)
Espace : satellites (p. 2435)
Espace : Soyouz (p. 2435)

Régions : Haute-Normandie (p. 2435)
Santé : cancer (p. 2435)
Santé : protection (p. 2435)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)
Son intervention (p. 3872)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3872)
Pays étrangers : Iran (p. 3872)
Pays étrangers : Israël (p. 3872)
Pays étrangers : Maroc (p. 3872)
Politique économique : mondialisation (p. 3873)
Politique extérieure : codéveloppement : pauvreté (p. 3873 et s.)
Politique extérieure : lutte contre l'analphabétisme (p. 3873)
Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 3873)

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4303)
Son intervention (p. 4305)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4306)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4305)
Politique extérieure : aide au développement (p. 4305 et s.)
Politique extérieure : annulation de dettes (p. 4306)
Politique extérieure : codéveloppement (p. 4305 et s.)
Santé : Coopération internationale (p. 4305)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :
- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007
Son intervention (p. 62)

Thèmes :

Politique extérieure : aide au développement (p. 62)
Politique extérieure : annulation de dettes (p. 62)

CULTURE

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4274)
Son intervention (p. 4276)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : artistes : chômage (p. 4276)
Arts et spectacles : spectacles (p. 4276)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 4276 et s.)
Culture : création (p. 4276 et s.)
Culture : diffusion (p. 4277)
Culture : politique culturelle : régions (p. 4276)
Enseignement : enseignements artistiques (p. 4277)
Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 4276)
Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique (p. 4277)
Télécommunications : Internet : bénéficiaires (p. 4277)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)
Procédure des questions :
Enseignement : égalité des chances (p. 4234)

MÉDIAS

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :
- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007
Son intervention (p. 35)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : France 24 (p. 35)
Audiovisuel et communication : secteur public : service minimum (p. 35)
Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 35)
Presse et livres : presse (p. 35)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4296)
Son intervention (p. 4296)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4297)
Handicapés : allocations et ressources (p. 4297)
Personnes âgées : crédits (p. 4297)
Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 4297)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 4297)
Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 4297)
Politique sociale : solidarité (p. 4296 et s.)
Santé : santé publique (p. 4297)

Déclaration du Gouvernement n° 496 préalable au Conseil européen

[11 décembre 2007] (p. 5178, 5183)
Son intervention (p. 5185)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)
Son intervention (p. 5331)

Thèmes :

Agroalimentaire : prix (p. 5332)
Assemblée nationale : conditions de travail (p. 5331)
Baux : loyers : prix (p. 5333)
Energie et carburants : pétrole : prix (p. 5333)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 5332)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5332)
Impôts et taxes : réductions d'impôts (p. 5332)
Logement : logement social : construction (p. 5332)
Plus-values : imposition (p. 5332)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5331)
Sécurité sociale : franchise (p. 5333)
Travail : chèque-transport (p. 5333)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)
Son intervention (p. 161)

Thèmes :

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 162)
Union européenne : institutions : fonctionnement (p. 161)
Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 162)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)
Son intervention (p. 212)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Charte des droits fondamentaux (p. 212)
Constitution : révision (p. 214)
Elections et référendums : référendums : traité constitutionnel (p. 212)
État : souveraineté (p. 213)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 213)
Politiques communautaires : politique sociale (p. 214)
Président de la République (p. 213)
Union européenne : Commission (p. 213)
Union européenne : Cour de justice (p. 213)
Union européenne : majorité qualifiée (p. 213)
Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 212)

Explications de vote et vote [16 janvier 2008] (p. 263)
Ses explications de vote (p. 264)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 264)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 697)
Son intervention (p. 701)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)
Ses explications de vote sur la motion d'ajournement de M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 846)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)
Son intervention (p. 2549)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)
Son amendement n° 584 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2566)

Ses amendements n°s 586, 534, 585 et 583 (p. 2571 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne

[18 juin 2008] (p. 3563)
Son intervention (p. 3568)

Thèmes :

Défense : effectifs (p. 3569)
Energie et carburants : libéralisation (p. 3569)
Parlement : débats : traité constitutionnel (p. 3568)
Politiques communautaires : immigration (p. 3569)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3569)
Union européenne : politique sociale (p. 3569)
Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3568)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)
Son intervention (p. 3899)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires (p. 3902)
Défense : casernes : fermeture (p. 3900)
Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3900)
Défense : renseignement (p. 3901)
Défense : service national (p. 3903)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3899)
Pays étrangers : Irak (p. 3902)
Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 3902)
Relations internationales : paix (p. 3903)
Union européenne : politique de la défense (p. 3901)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 228 rectifié précédemment réservé de M. Roland Muzeau (pas d'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5406)

Intervient sur l'adit n° 229 rectifié précédemment réservé de M. Roland Muzeau (régime de surcotisations patronales pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5407)

Robert LECOUC

Hérault (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 septembre 2008]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 24 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Société générale. Situation financière [30 janvier 2008] (p. 622)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 15, posée le 2 octobre 2007. Santé. Accès aux soins (J.O. Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Agglomération havraise (p. 2455)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)
Son amendement n° 78 rectifié (p. 2540)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 4045)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)
Son intervention (p. 1973)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cultures régionales (p. 1973)
Culture : langues régionales (p. 1973)
Enseignement : langues régionales (p. 1973)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)
Son intervention (p. 2432)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 1er (création d'un chapitre relatif à l'accueil des élèves des écoles maternelles et élémentaires)
Son intervention (p. 4633)

Jean-Yves LE DÉAUT

*Meurthe-et-Moselle (6^{me} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques
et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des
28 et 31 juillet 2007]

Membre du haut comité pour la transparence et l'information sur la
sécurité nucléaire [J.O. des 2 août 2007 et 29 février 2008]

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix
scientifiques et technologiques [J.O. du 18 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 808 sur le service universel à haut débit
[9 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 138, posée le 29 janvier 2008. Emploi. Politique de l'emploi
(J.O. Questions p. 627). Appelée le 29 janvier 2008. Lorraine
(p. 577)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'étonne que le Président ait accordé la parole à M. Bernard Debré
alors qu'il avait fait cesser le débat après avoir donné la parole à un
orateur de l'opposition et à un de la majorité [2 avril 2008]
(p. 1155)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par
M. Jean-Claude Sandrier (p. 2219)

Son intervention (p. 2222)

Thèmes :

Enseignement supérieur : grandes écoles (p. 2222)

Enseignement supérieur : diplômés (p. 2222)

Enseignement supérieur : doctorats (p. 2219, 2222, 2223)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2219)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2219, 2220,
2222)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2219, 2223)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2222, 2223)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2223)

Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2223)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs
(p. 2222, 2223)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 2223)

**Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007]
(p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)**

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Ses interventions (p. 2290 et s.)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Ses interventions (p. 2303 et s.)

Article 7 (composition et rôle du conseil scientifique)

Son intervention (p. 2316)

Article 8 (rôle du conseil des études et de la vie universitaire)

Son intervention (p. 2318)

Son amendement n° 208 (p. 2318)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)

Ses interventions (p. 2323 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 266 de M. Yves Jégo (cas de difficulté grave
dans le fonctionnement des organes statutaires de l'université)
(p. 2327)

*Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de
recherche de médecine, pharmacie et odontologie)*

Ses interventions (p. 2331 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 220 de M. Alain Claeys (possibilité
d'association des conseils régionaux aux contrats d'établissement)
(p. 2350)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son intervention (p. 2352)

*Article 20 (participation des chercheurs à la vie démocratique des
établissements de l'enseignement supérieur)*

Son intervention (p. 2368)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Son intervention (p. 2370)

Après l'article 32 ter

Intervient sur l'ad n° 169 de M. Alain Claeys (discussion avec les
partenaires sociaux sur la reconnaissance du titre de docteur et sur
l'emploi des docteurs) (p. 2383)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007]
(p. 2393)**

Son intervention (p. 2419)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2419)

Industrie : Institut national de la propriété industrielle (INPI)
(p. 2420)

Langue française : défense (p. 2419 et s.)

Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2419
et s.)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2419)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4459)

Thèmes :

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4459)
 Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 4459)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4459)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4459)
 Consommation : clauses abusives : contrôle (p. 4460)
 Consommation : vente subordonnée : électronique (p. 4459)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : grande distribution (p. 4459)
 Télécommunications : abonnements (p. 4458)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 95 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervient sur l'ad n° 77 de M. Jean Gaubert (mention obligatoire du taux de l'usure sur les offres de prêt) (p. 4522)

Intervient sur l'ad n° 79 de M. Jean Gaubert (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4618)

Intervient sur l'ad n° 212 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4618)

Son amendement n° 316 (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4624) : rejeté (p. 4626)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 240 de Mme Martine Billard (prohibition des accords d'exclusivité) (p. 4629)

Intervient sur l'ad n° 314 rectifié de M. Daniel Paul (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des coûts des produits de première nécessité depuis 2002) (p. 4633)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Ses interventions (p. 4651, 4454)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1140) : rejetée (p. 1149)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1143)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : animaux (p. 1145)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1144)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1144)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1143)
 Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1140 et s.)
 Bioéthique : brevets (p. 1145)
 Consommation : information des consommateurs : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1145)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1141)
 Parlement : groupes de pression (p. 1142)
 Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1143 et s.)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1141 et s.)

Politiques communautaires : clause de sauvegarde : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1142)
 Recherche : biotechnologies (p. 1142 et s.)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1144)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 341 de M. Germinal Peiro (inscription du gène au patrimoine commun de l'humanité) (p. 1154)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1155)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1202, 1233)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 116 de M. François Grosdidier (encouragement, organisation et financement par l'Etat de la recherche scientifique fondamentale sur, notamment, le fonctionnement des écosystèmes, l'écotoxicologie et l'épidémiologie et encadrement des partenariats public / privé pour assurer l'indépendance des équipes scientifiques et la transparence des sources de financement) (p. 1239)

Son amendement n° 381 (définition du seuil d'absence d'OGM) (p. 1242) : retiré (p. 1243)

Avant l'article 2

Son amendement n° 382 (p. 1243) : rejeté (p. 1244)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1251, 1268 et s., 1287)

Ses amendements n°s 383, 406, 385, 397, 400, 402 et 403, 386 (p. 1252 et s.)

Après l'article 2

Son amendement n° 408 (création, dans le mois suivant la promulgation de la loi, d'un comité de préfiguration du haut conseil des biotechnologies) : retiré (p. 1301)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son intervention (p. 1302)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 411 prédemment réservé de M. Germinal Peiro (réglementation des expérimentations en plein champ) (p. 1403)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1435 et s.)

Après l'article 11 bis

Son amendement n° 419 rectifié (soutien à la recherche en génomique végétale) : retiré (p. 1443)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son intervention (p. 2209)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2210)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2210)
 Assemblée nationale : missions d'information : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2209)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2210)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2865)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2865)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2866)
 Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 2865)
 Entreprises : délais de paiement (p. 2865)
 Télécommunications : Internet : accès (p. 2866)

Michel LEFAIT

*Pas-de-Calais (8^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
 l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]
 Représentant titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à
 l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Frédéric LEFEBVRE

*Hauts-de-Seine (10^{ème} circonscription)
 Non inscrit
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
 25 et 26 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission, des finances, de l'économie générale et du
 Plan [J.O. du 1^{er} août 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) -
 Travail et emploi- [25 septembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
 proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
 de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) -
 Travail et emploi- [16 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
 proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
 de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles
 maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire
 obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de
 l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour
 2008 (n° 189) : annexe n° 45 : Travail et emploi - Politiques du
 travail et de l'emploi (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 530 tendant à améliorer le pouvoir d'achat des
 locataires [20 décembre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 579 visant à garantir l'équilibre
 budgétaire de l'Etat [14 janvier 2008]

Proposition de loi n° 648 tendant à la prise en charge du contrat de
 services de communications électroniques des salariés par
 l'employeur [28 janvier 2008]

Proposition de loi n° 707 visant à mieux rémunérer les stages et à
 valoriser ceux-ci dans la formation des jeunes [7 février 2008]

Proposition de loi n° 708 visant à exonérer pleinement les heures
 complémentaires accomplies dans le cadre de plusieurs contrats de
 travail [7 février 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances,
 de l'économie générale et du Plan sur les emprunts immobiliers à
 taux variable [26 mars 2008] (n° 744)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances,
 de l'économie générale et du Plan relatif à l'évaluation des
 politiques de l'emploi [26 mars 2008] (n° 745)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. ANPE et UNEDIC, fusion, conséquences [3 octobre 2007]
 (p. 2567)

Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil
 des élèves [27 mai 2008] (p. 2509)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette le manque d'explications du secrétaire d'Etat chargé de la
 consommation sur la proposition du groupe socialiste ; s'indigne
 que la majorité traite l'opposition comme des "chiens de garde
 condamnés à la muselière" [21 novembre 2007] (p. 4480)

Demande au groupe socialiste, radical et citoyen d'avoir une
 attitude constructive [18 décembre 2007] (p. 5401)

Invite M. Ayraut et le groupe socialiste à débattre avec la majorité
 de la Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers
 (TIPP) [19 décembre 2007] (p. 5459)

Estime que les députés de l'opposition ne peuvent pas dire que le
 Parlement ne fait pas son travail et "pousser des cris d'orfraie
 devant un amendement parlementaire" [20 décembre 2007]
 (p. 5530)

Indique à M. Ayraut que le Gouvernement prépare un texte sur le
 logement et que Mme Boutin a répondu point par point aux
 propositions du rapporteur dont la majorité partage certains des
 avis [1^{er} avril 2008] (p. 1033)

Souhaite que les débats reprennent dans un climat apaisé
 [15 juillet 2008] (p. 4587)

Condamne le comportement du groupe socialiste qui a pour
 conséquence de retarder l'examen du projet de loi
 [23 septembre 2008] (p. 4980)

*DÉBATS***Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2174)

Thèmes :

Etrangers : livret d'épargne (p. 2174)

Politique extérieure : codéveloppement : livret d'épargne (p. 2174)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 12

Son amendement n° 184 (admission exceptionnelle au séjour)
 (p. 2314) : adopté (p. 2315)

Après l'article 14

Son amendement n° 181 (création du livret d'épargne pour le
 codéveloppement) (p. 2318) : adopté après modification (p. 2320)

Son amendement n° 182 (élargissement des comptes épargne co-
 développement aux Français) : retiré (p. 2320)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2817)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2817)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2817)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2817)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2817)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2817)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 11

Son amendement n° 84 rectifié (biens cédés au secteur du logement social - prorogation de l'exonération des plus-values) (p. 2975) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2976)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3787)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 3788)

Emploi : chômage : indemnisation (p. 3788)

Emploi : crédits (p. 3787)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3787 et s.)

Emploi : chômeurs : obligations (p. 3788)

Emploi : contrats aidés (p. 3787 et s.)

Emploi : création d'emplois (p. 3787)

Emploi : UNEDIC (p. 3787 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3823 à 3837)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)

Son amendement n° 137 rectifié : adopté (p. 3837)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 6

Son amendement n° 168 (possibilité de désignation d'opérateurs de service universel distincts pour le service d'annuaire ou celui des renseignements) (p. 4745) : adopté (p. 4746)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 43 de la commission (gratuité des appels des numéros présentés comme gratuits depuis les téléphones mobiles et prise en charge du coût éventuel des appels par les opérateurs de communications électroniques) (p. 4756)

Intervient sur l'ad n° 270 de M. Didier Migaud (interdiction de toute taxation spécifique supplémentaire aux appels émis vers des services de renseignements téléphoniques) (p. 4757)

Après l'article 10

Son amendement n° 198 rectifié (amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable) (p. 4771) : adopté (p. 4772)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Son intervention (p. 4857)

Thèmes :

Automobiles et cycles : malus CO2 (p. 4865)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : tarif transitoire (p. 4861)

Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 4858 et s.)

Entreprises : allègement des charges (p. 4861 et s.)

Entreprises : intéressement et participation : stock options (p. 4865)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 4864)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : primes (p. 4865)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 4861, 4865)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4859 et s.)

Logement : logement social : loyers (p. 4861)

Personnes âgées : redevance audiovisuelle (p. 4863)

Politique économique : prix : concurrence (p. 4859, 4862 et s.)

Régions : fiscalité : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4860)

Sécurité sociale : franchise (p. 4862)

Transports : chèque-transport (p. 4861)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4864 et s.)

Travail : réduction du temps de travail (p. 4858, 4864)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 décembre 2007] (p. 5530)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 191 de M. Jean Launay (redevance audiovisuelle : exonération des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5095)

Intervient sur l'ad n° 193 de M. Jean Launay (redevance audiovisuelle : exonération des étudiants boursiers) (p. 5095)

Après l'article 25

Son amendement n° 87 rectifié (sociétés pétrolières : institution d'une taxe sur les provisions pour hausses des prix supérieures à 15 millions d'euros) (p. 5131) : adopté après modification (p. 5133)

Intervient sur le sous-ad n° 285 du Gouvernement (fuel domestique : création d'un fonds bénéficiant aux ménages modestes) à son amendement n° 87 rectifié (p. 5133)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Article 1er (possibilité pour les ménages et les petites entreprises de retourner au tarif réglementé d'électricité à l'occasion d'un déménagement)

Son amendement n° 11 rectifié (p. 5243)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Article 1er (conditions de retour au tarif réglementé d'électricité pour les ménages et les petits consommateurs professionnels)

Ses interventions (p. 149, 151)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5323)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 5324)

Baux : loyers : indexation (p. 5324)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 5323)

Energie et carburants : fioul : aides (p. 5324)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5324)

Travail : durée du travail (p. 5323)

Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 5323)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5324)
Travail : rémunération : stock options (p. 5323)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5413)

Son intervention (p. 5439)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5468)

Ses rappels au règlement (cf supra) [18 décembre 2007] (p. 5401) ; [19 décembre 2007] (p. 5459)

Thèmes :

Etablissements de santé : établissements publics : réduction du temps de travail (RTT) (p. 5441)

Finances publiques : dépenses (p. 5440 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5441)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5439, 5441)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5413 et s.)

Politique économique : concurrence (p. 5440 et s.)

Politique économique : croissance (p. 5440 et s.)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5442)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5413, 5442)

Travail : négociations (p. 5413, 5468)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 5441 et s.)

Travail : salaires (p. 5442)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses interventions (p. 5495 et s.)

Son amendement n° 94 rectifié (p. 5505)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 48 de M. Pierre Méhaignerie (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 5542)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Lionel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5558)

Article 4 (nouveau dispositif d'indexation des loyers)

Son intervention (p. 5564)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)

Son amendement n° 96 (p. 5565) : adopté après modification (p. 5569)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5573)

Ses explications de vote (p. 5574)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5574)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Son intervention (p. 660)

Thèmes :

Baux : loyers : dépôt de garantie (p. 662)

Baux : loyers : indexation (p. 662)

Emploi : chômeurs (p. 662)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 661)

Travail : durée du travail (p. 661)

Travail : heures supplémentaires (p. 661 et s.)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 660 et s.)

Travail : salaires (p. 661)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 663)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Son intervention (p. 290)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-François Copé (p. 302) : adoptée (p. 306)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : équilibre budgétaire (p. 291)

Constitution : révision : équilibre budgétaire (p. 290, 304)

Etat : Conseil économique et social (p. 303)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 290, 303)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : révision (p. 291, 304)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 291)

Ministères et secrétariats d'Etat : fonctionnement : maîtrise des dépenses (p. 290, 302)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 303 et s.)

Politique générale : politiques publiques : révision (p. 290, 302)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 291)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 302)

Télécommunications : téléphones mobiles : dépenses (p. 303)

Travail : heures supplémentaires : exonération (p. 303)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1025)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} avril 2008] (p. 1033)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son amendement n° 152 (p. 1674)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1716)

Thèmes :

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire (p. 1717)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 1718)

Marchés financiers : autorités administratives indépendantes (p. 1717)

Parlement : rôle (p. 1716 et s.)

Pays étrangers (p. 1716)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 1718)

Presse et livres : journaux : prix (p. 1717)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1718)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 1718)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2113)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2120)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : secret des sources des journalistes (p. 2113, 2120)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 2114)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2113, 2120)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2291)

Thèmes :

Constitution : révision : modernisation (p. 2291)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 2291)

Parlement : prérogatives (p. 2291)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 2292)

Président de la République : rôle (p. 2291)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 2291)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [22 mai 2008] (p. 2332)

Ses explications de vote (p. 2332)

Vote contre le passage à la discussion des articles du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2333)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2854)

Thèmes :

Baux : baux commerciaux (p. 2854)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2854)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2855)

Entreprises : salariés : stock options (p. 2855)

Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 2855)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 221 de la commission des finances (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise-BSPCE-) (p. 3004 et s.)

Après l'article 11

Son amendement n° 756 (création de l'indice des loyers commerciaux) : adopté (p. 3014)

Après l'article 14

Son amendement n° 753 rectifié (p. 3047) : retiré (p. 3052)

Après l'article 29

Son amendement n° 755 rectifié (tarifs sociaux pour la téléphonie mobile) : adopté (p. 3113)

Après l'article 31

Son amendement n° 757 (p. 3130) : retiré (p. 3132)

Après l'article 37

Son amendement n° 754 (assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3214) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3219)

Après l'article 40

Intervient sur l'adit n° 1030 de M. Daniel Paul (p. 3289)

Après l'article 42

Intervient sur l'adit n° 278 de la commission des finances (p. 3304)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adit n° 351 précédemment réservé de la commission (réseau partagé de troisième génération de communications électroniques mobiles) (p. 3328)

Son amendement n° 204 rectifié précédemment réservé (p. 3321) : retiré (p. 3330)

Son amendement n° 124 rectifié précédemment réservé (p. 3335) : retiré (p. 3335) ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 3335)

Lois de règlement : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4865)

Politique générale : réforme (p. 4865)

Travail : heures supplémentaires (p. 4865)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4557)

Thèmes :

Collectivités territoriales : réforme (p. 4557)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4557)

Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4557)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4558)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4557 et s.)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4557)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 4558)

Parlement : rôle (p. 4557)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 4558)

Travail : dividende salarial (p. 4558)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4591)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 juillet 2008] (p. 4587)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4592)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4591)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4592)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité pénale (p. 4592)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4592)

Politique générale : opinion publique : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4592)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Son intervention (p. 4664)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Ses interventions (p. 4670 et s.)

Après l'article 7 bis

Intervient sur l'adit n° 73 de Mme Sandrine Mazetier (application de la loi sur les signes religieux dans les écoles publiques) (p. 4677)

Article 8 bis (substitution de la responsabilité de l'État à celle de la commune dans le cadre du service d'accueil)

Son intervention (p. 4682)

Explications de vote et vote [16 juillet 2008] (p. 4684)

Ses explications de vote (p. 4684)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4684)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4867)

Son intervention (p. 4870)

Thèmes :

Communes : maires : responsabilité pénale (p. 4870)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4870)
Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4870)
Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 4870)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4870)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4863)

Son intervention (p. 4865)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : dépenses (p. 4865)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4865)
Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4865)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4955)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4955 et s.)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4956)
Entreprises : salariés : stock options (p. 4956)
Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 4956)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4956)
Travail (p. 4955)
Travail : réduction du temps de travail (p. 4955 et s.)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4980)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5016)

Intervient sur l'ad n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5016)

Intervient sur les adts identiques n°s 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5016)

Son amendement n° 1786 (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5019)

Son amendement n° 1779 (abondement du plan d'épargne collective exonéré de toute cotisation sociale) : retiré (p. 5027)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5299, 5363 et s.)

Jean-Marc LEFRANC

*Calvados (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [6 novembre 2007] (p. 3678)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Son intervention (p. 48)

Thème :

Handicapés : enfants : allocations et ressources (p. 48)

Marc LE FUR

*Côtes-d'Armor (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Administration générale et territoriale de l'État - [11 juillet 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) – Administration générale et territoriale de l'État - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

- Proposition de loi n° 131 visant à lutter contre l'action des fonds financiers dits "fonds vautours" [2 août 2007]
- Proposition de loi n° 200 relative à la présence des médecins en zone rurale [27 septembre 2007]
- Proposition de loi n° 230 visant à assurer l'imprescriptibilité des crimes sexuels [27 septembre 2007]
- Proposition de loi n° 262 visant à assurer la transmission par voie électronique de la propagande électorale [9 octobre 2007]
- Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 2 : Administration générale et territoriale de l'Etat (n° 276) [11 octobre 2007]
- Proposition de loi n° 315 portant amnistie des délits et contraventions pour téléchargements illégaux [24 octobre 2007]
- Proposition de loi n° 556 visant à étendre l'éligibilité au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée à l'ensemble des opérations de partenariat public-privé [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 557 visant à supprimer la redevance audiovisuelle [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 833 visant à réserver l'application du panachage pour les élections municipales aux communes de moins de 1000 habitants [24 avril 2008]
- Proposition de loi n° 939 visant à soutenir les associations de formation et d'éducation de chiens d'assistance aux personnes handicapées [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Vice-président***RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE**

- M. Jean-Pierre Brard : indique que le président de séance n'a fait qu'appliquer une jurisprudence constante depuis 1982 relative à la non reproduction au compte-rendu des propos tenus en langue étrangère [17 octobre 2007] (p. 2840)
- M. Arnaud Montebourg : répond qu'il est objectivement rare que les présidents de commission s'expriment à l'occasion des débats budgétaires [15 novembre 2007] (p. 4186)
- M. Didier Quentin : répond que la photographie confirme les résultats du scrutin [22 novembre 2007] (p. 4570)
- M. Jean-Marc Ayrault : répond que l'installation du drapeau tibétain sur le fronton de l'Assemblée n'est pas possible mais que le Président de l'Assemblée nationale saisira le Bureau à propos de l'utilisation du frontispice du Palais Bourbon à l'occasion de grandes manifestations [7 avril 2008] (p. 1284)
- M. François Brottes : répond que M. Ollier a déposé un sous amendement de rectification alors que dans le cas cité par M. Brottes, il s'agissait d'un contre-amendement [7 avril 2008] (p. 1286)
- M. Arnaud Montebourg : accepte la proposition de poursuivre jusqu'à deux heures et demie [28 mai 2008] (p. 2654)
- M. Christian Eckert : répond qu'une nouvelle liasse d'amendements va être distribuée [23 septembre 2008] (p. 4998)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)
Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) [17 octobre 2007] (p. 2840)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**JUSTICE**

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)
Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4185)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)
Répond au rappel au règlement de M. Didier Quentin (cf supra) [22 novembre 2007] (p. 4570)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 1286)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2654)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement - Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Répond au rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 4997)

*En qualité de Député***DÉBATS****Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses amendements n°s 224 et 223 (p. 1761, 1779)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses amendements n°s 462 et 461 (p. 1959 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 10

Son amendement n° 76 rectifié (vente d'énergie issue des exploitations agricoles : régime des bénéfices agricoles) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 2964)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 262 de M. Jérôme Cahuzac (autorisation des carburants non explicitement interdits par arrêtés ministériels : nouvelle rédaction du premier alinéa du 1 de l'article 265 ter du code des douanes) (p. 2974)

Son amendement n° 74 (marbrerie et funéraire : TVA au taux réduit) : retiré (p. 2986)

Son amendement n° 73 (exploitants agricoles - option pour la TVA trimestrielle par période de cinq ans renouvelable par tacite reconduction) : retiré (p. 2989)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3569)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3569)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : effectifs : préfetures (p. 3570)

Elections et référendums : opérations de vote : machines et équipements (p. 3571)

Elections et référendums : propagande électorale : Internet (p. 3571)

Etat : organisation : services déconcentrés (p. 3571)

Finances publiques : crédits budgétaires : outre-mer (p. 3570)

Fonction publique de l'Etat : préfetures (p. 3571)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : application (p. 3569)

Papiers d'identité : délivrance (p. 3570)

Papiers d'identité : délivrance : délais (p. 3570)

Papiers d'identité : passeport : biométrie (p. 3570)

Sécurité routière : permis à points : consultation (p. 3570)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 3570)

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4032)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : prix agricoles : matières premières (p. 4032)

Agroalimentaire : entreprises : aides (p. 4033)

Elevage : groupements de producteurs (p. 4033)

Elevage : porcins : Bretagne (p. 4032)

Politiques communautaires : agroalimentaire (p. 4033)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B

Son amendement n° 208 (p. 4075)

JUSTICE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son amendement n° 229 (p. 4207) : adopté après rectification (p. 4208)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3164)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 3164)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3164, 3165)

Santé : politique de la santé : zones rurales (p. 3164 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 23

Son sous-amendement n° 283 (nouveau barème établi par place assise) à l'ad n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Son sous-amendement n° 284 (véhicules offrant plus de cinq places assises : exonération) à l'ad n° 278 du Gouvernement (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 13 (adhésion à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires) (p. 241) : rejeté (p. 243)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1965)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cultures régionales (p. 1965)

Culture : cultures régionales (p. 1965 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1965 et s.)

Régions : Bretagne (p. 1965)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2347)

Intervient sur le sous-adt n° 606 de M. François Bayrou (protection des langues régionales) à l'ad n° 605 de la commission (p. 2349)

Intervient sur le sous-adt n° 607 de M. Philippe Folliot (protection des langues régionales) à l'ad n° 605 de la commission (p. 2349)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son amendement n° 204 (p. 2577)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Après l'article 30 sexies

Son amendement n° 86 (langues régionales) (p. 4504) : adopté (p. 4507)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses amendements n°s 328, 792 et 329 (p. 3405 et s.)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

CRÉDITS DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Son intervention (p. 3952)

Thèmes :

- Administration : services déconcentrés (p. 3953)
- Automobiles et cycles : immatriculation : réforme (p. 3954)
- Départements : préfets (p. 3953)
- Elections et référendums : propagande électorale : crédits (p. 3952 et s.)
- Ordre public : indemnisation (p. 3953)
- Papiers d'identité : biométrie : Parlement (p. 3953 et s.)
- Papiers d'identité : délivrance : communes (p. 3953)

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008*

Son intervention (p. 4023)

Jacques LE GUEN

*Finistère (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. des 2 août 2007 et 24 février 2008]

Membre du conseil national du littoral [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le chlordécone [7 mars 2008] (n° 734)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 91, posée le 8 janvier 2008. Etablissements de santé. CHU (J.O. Questions p. 118). Appelée le 8 janvier 2008. Allogreffes et neurochirurgie pédiatriques, maintien, Brest (p. 16)

n° 171, posée le 25 mars 2008. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 2479). Appelée le 25 mars 2008. Bruits, lutte et prévention (p. 887)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Souligne que le vote a départagé ceux qui ont une véritable volonté de maîtrise des comptes publics et les autres [9 juillet 2008] (p. 4462)

*DÉBATS***Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1208)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4462)

Jean-Marie LE GUEN

*Paris (9^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre du haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 712 pour agir contre l'épidémie d'obésité [7 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Vice-président**MOTIONS DE CENSURE (DÉPÔT) DE*

M. Jean-Marc Ayrault : donne lecture du texte de la motion de censure et prend acte de ce dépôt [3 avril 2008] (p. 1215)

HOMMAGE DE BIENVENUE DE

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec [25 septembre 2008] (p. 5143)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-François Copé : décide de procéder au vote par assis et levé dans le cas de scrutins donnant lieu à contestation [5 décembre 2007] (p. 5011)

M. Jean-Pierre Brard : répond qu'il évoquera les conditions de travail de l'Assemblée avec le Président [23 septembre 2008] (p. 4977)

M. Jean-Marc Ayrault : accorde une suspension de séance à M. Jean-Marc Ayrault pour la réunion hebdomadaire de son groupe [23 septembre 2008] (p. 4980)

M. Frédéric Lefebvre : indique que l'opposition n'est pas responsable du retard apporté à l'ouverture de la séance et demande "d'éviter les procès inutiles" [23 septembre 2008] (p. 4980)

*DÉBATS***Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Répond au rappel au règlement de M. Jean-François Copé (cf supra) (p. 5011)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4977)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Avant l'article 1er

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4980)

Répond au rappel au règlement de M. Frédéric Lefebvre (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4980)

*En qualité de Député**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [29 janvier 2008] (p. 590)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement comment il compte financer les déficits annuels de la sécurité sociale ; demande l'utilisation à des besoins immédiats des crédits affectés au dossier médical personnel n'ayant pas été dépensés ; demande la présence de la ministre de la santé [24 octobre 2007] (p. 3214)

Considère que les conditions du débat ne sont pas conformes à l'esprit de la loi organique [24 octobre 2007] (p. 3217)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marisol Touraine : demande au Gouvernement si la possibilité de départ à la retraite à 55 ans des avocats entre dans le cadre de négociations [25 octobre 2007] (p. 3267)

En appelle à un consensus raisonnable sur l'organisation des débats afin de permettre au Parlement de s'exprimer [26 octobre 2007] (p. 3422)

Demande au Gouvernement des éclaircissements sur la position du Président de la République sur les négociations concernant le régime de retraite de la SNCF [29 octobre 2007] (p. 3475)

Aimerait que M. Bur, rapporteur, précise clairement sa position sur l'assujettissement des stock-options à une contribution sociale [22 novembre 2007] (p. 4500)

Souhaite la présence de la ministre de la santé pour aborder le texte sous l'angle de la politique de santé, de la prévention et de la santé mentale [8 janvier 2008] (p. 58)

Souligne que le texte ne répond qu'à une partie des crimes sexuels, ceux exposés par les médias, les plus nombreux ayant lieu dans le silence des familles [9 janvier 2008] (p. 111)

Souhaite connaître la position de M. Copé, président du groupe majoritaire, sur les projets de réforme du règlement [9 juillet 2008] (p. 4465)

Souligne les liens étroits entre réforme du règlement et réforme de la Constitution [9 juillet 2008] (p. 4467)

*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2607)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2607)

Santé : santé publique (p. 2607)

Santé : sécurité sanitaire (p. 2607)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3095) : rejetée (p. 3103)

Son intervention (p. 3104)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 3104)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3096)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3097)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 3097)

Démographie : vieillissement de la population (p. 3096)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 3098)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3098)

Politique sociale : solidarité (p. 3096 et s.)

Professions de santé : internes (p. 3098 et s.)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 3098)

Santé : accès aux soins (p. 3095, 3098, 3104)

Santé : données médicales (p. 3096)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3096)

Sécurité sociale : comptes : recettes (p. 3096)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 3095)

Sécurité sociale : déficit (p. 3095 et s.)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3095 et s.)

Sécurité sociale : organismes (p. 3097)

Sécurité sociale : protection sociale : réforme (p. 3096)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 3097)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 1er (approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3196)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Ses interventions (p. 3200 et s.)

Article 3 (rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2007)

Ses interventions (p. 3206, 3208)

Article 4 (objectif d'amortissement rectifié de la Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES - et prévisions de recettes rectifiées du Fonds de réserve pour les retraites - FRR)

Son intervention (p. 3209)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

<p>Son intervention (p. 3211)</p> <p>Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3214)</p> <p><i>Article 6 (prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche)</i> Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3217)</p> <p><i>Article 7 (rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)</i> Son intervention (p. 3218)</p> <p><i>Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)</i> Ses interventions (p. 3228 et s.)</p> <p><i>Avant l'article 9</i> Intervient sur l'ad^t n° 239 de Mme Martine Billard (création d'une contribution sociale sur la valeur ajoutée des entreprises) (p. 3239)</p> <p>Intervient sur l'ad^t n° 549 rectifié de M. Dominique Tian (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillement) (p. 3244 et s.)</p> <p>Intervient sur l'ad^t n° 213 de Mme Jacqueline Fraysse (contributions patronale et salariale sur les attributions gratuites d'actions aux salariés) (p. 3248)</p> <p>Intervient sur l'ad^t n° 237 de Mme Martine Billard (contributions patronale et salariale sur les stock-options) (p. 3248)</p> <p>Intervient sur l'ad^t n° 215 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et les produits de placement due au titre des revenus financiers) (p. 3248)</p> <p>Intervient sur l'ad^t n° 386 de Mme Marisol Touraine (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus du patrimoine due au titre des plus-values financières) (p. 3248)</p> <p>Intervient sur l'ad^t n° 385 de Mme Marisol Touraine (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus financiers due au titre des plus-values financières) (p. 3248)</p> <p>Intervient sur l'ad^t n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3254)</p> <p><i>Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)</i> Ses interventions (p. 3261 et s.)</p> <p>Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marisol Touraine (cf. supra) (p. 3266)</p> <p><i>Après l'article 9</i> Intervient sur l'ad^t n° 15 de la commission (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac) (p. 3274)</p> <p>Son amendement n° 393 (substitution d'un mécanisme de baisse des prix aux remises versées à l'assurance maladie sur les ventes de médicaments) (p. 3273) : rejeté (p. 3274)</p> <p>Son amendement n° 387 (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac) : adopté (p. 3274)</p> <p><i>Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)</i> Son amendement n° 439 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3291)</p> <p><i>Article 16 (non-compensation de certaines mesures d'exonérations ou d'exclusion de l'assiette sociale)</i> Ses amendements n°s 440 (de suppression) et 441 (p. 3305)</p> <p><i>Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)</i> Son amendement n° 442 (p. 3236)</p> <p>Ses interventions (p. 3322 et s.)</p> <p>Son amendement n° 394 rectifié (p. 3329)</p> <p><i>Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)</i> Ses amendements n°s 391, 443 et 395 (p. 3342, 3343, 3345)</p>	<p><i>Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)</i> Son intervention (p. 3351)</p> <p><i>Après l'article 29</i> Intervient sur l'ad^t n° 8 deuxième rectification de la commission des finances (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)</p> <p>Intervient sur l'ad^t n° 364 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)</p> <p>Son amendement n° 397 (possibilité pour l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire d'émettre un avis sur la valeur des lettres-clés et sur les tarifs des actes et prestations) (p. 3355) : rejeté (p. 3356)</p> <p>Son amendement n° 396 rectifié (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356) : retiré (p. 3357)</p> <p><i>Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)</i> Ses interventions (p. 3363 et s.)</p> <p>Son amendement n° 419 (p. 3368)</p> <p>Son amendement n° 418 : adopté (p. 3369)</p> <p>Son amendement n° 445 (p. 3369)</p> <p>Son amendement n° 529 : adopté (p. 3370)</p> <p><i>Après l'article 30</i> Intervient sur l'ad^t n° 275 de M. Jean-Luc Prével (habilitation des pharmaciens d'officine à conclure des accords de bon usage de médicaments, des contrats de bonne pratique ou des contrats de santé publique) (p. 3371)</p> <p><i>Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)</i> Ses interventions (p. 3373 et s.)</p> <p>Son amendement n° 424 : adopté (p. 3379)</p> <p>Ses amendements n°s 421 et 422 rectifié (p. 3380)</p> <p>Son sous-amendement n° 674 à l'ad^t n° 70 de la commission (p. 3381) : adopté (p. 3382)</p> <p>Ses amendements n°s 423 et 447 (p. 3382)</p> <p><i>Après l'article 31</i> Son amendement n° 448 (affections de longue durée : amélioration du parcours de soin) (p. 3383) : rejeté (p. 3384)</p> <p><i>Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)</i> Son intervention (p. 3389)</p> <p><i>Article 33 (répartition géographique des médecins libéraux sur l'ensemble du territoire)</i> Ses amendements n°s 450 (de suppression) et 676 (p. 3399)</p> <p><i>Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)</i> Son intervention (p. 3412)</p> <p>Son amendement n° 451 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3418)</p> <p>Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3422)</p> <p>Ses amendements n°s 542 et 543 (p. 3423 et s.)</p> <p><i>Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)</i> Son intervention (p. 3439)</p> <p><i>Après l'article 36</i> Son amendement n° 429 précédemment réservé (établissement d'un répertoire des équivalents thérapeutiques) : rejeté (p. 3441)</p>
--	---

Son amendement n° 427 précédemment réservé (mise en œuvre d'une banque de données administratives et scientifiques sur les médicaments) : rejeté (p. 3441)

Son amendement n° 428 précédemment réservé (mise en œuvre d'une banque de données administratives et scientifiques sur les produits de santé et prestations de services associées) (p. 3441) : rejeté (p. 3442)

Article 37 précédemment réservé (dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale)

Son amendement n° 455 (p. 3443)

Article 38 précédemment réservé (déclaration des produits et prestations remboursables)

Son intervention (p. 3444)

Après l'article 38

Son amendement n° 431 précédemment réservé (possibilité pour le public d'être informé des conditions de prise en charge des dispositifs médicaux remboursables auprès des organismes assurant cette prise en charge) : rejeté (p. 3444)

Son amendement n° 432 précédemment réservé (conditions d'établissement d'un devis détaillé pour la vente de prothèses auditives) : rejeté (p. 3444)

Article 39 (restructuration du réseau des officines de pharmacie)

Son intervention (p. 3446)

Article 41 précédemment réservé (contribution financière des établissements de santé à la Haute autorité de santé - HAS)

Son intervention (p. 3450)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Son intervention (p. 3450)

Ses amendements n°s 459 et 456 rectifié (p. 3455 et s.)

Article 44 précédemment réservé (groupements de coopération sanitaire)

Ses amendements n°s 460 à 463 (p. 3467 et s.)

Après l'article 44

Son amendement n° 464 précédemment réservé (extension aux centres hospitaliers régionaux de la possibilité de recruter des praticiens libéraux) : adopté (p. 3469)

Article 45 précédemment réservé (financement des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 3472)

Après l'article 45

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 octobre 2007] (p. 3475)

Article 48 précédemment réservé (fixation du montant de la dotation et du plafond de dépenses du Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins - FIQCS)

Son amendement n° 503 (p. 3476)

Article 50 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son intervention (p. 3477)

Article 52 précédemment réservé (contribution des régimes obligatoires d'assurance maladie à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires - EPRUS)

Son intervention (p. 3478)

Après l'article 52

Intervient sur l'adt n° 673 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (contribution du fonds pour l'emploi hospitalier au financement des heures supplémentaires non récupérées ou non payées) (p. 3479)

Avant l'article 54

Intervient sur l'adt n° 497 précédemment réservé de M. Roland Muzeau (subordination de l'octroi de ristournes de cotisations

d'accidents du travail au contrôle de la réalité des efforts de prévention de l'entreprise) (p. 3481)

Article 54 précédemment réservé (plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs)

Son amendement n° 513 (de suppression) (p. 3483)

Après l'article 64

Intervient sur l'adt n° 476 de Mme Valérie Boyer (extension aux directeurs des autres caisses nationales du pouvoir de nomination des dirigeants des organismes locaux reconnu au directeur général de la CNAM) (p. 3491)

Article 65 (renforcement des moyens de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole - CCMSA)

Son intervention (p. 3492)

Après l'article 65

Intervient sur l'adt n° 618 de la commission (encadrement du coût des délégations de gestion en matière d'assurance maladie) (p. 3493)

Article 66 (expérimentations concernant les contrôles médicaux des arrêts de travail organisés par les employeurs et les caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3494)

Son amendement n° 514 (de suppression) (p. 3495)

Après l'article 66

Son amendement n° 436 (information réciproque des organismes d'assurance maladie et d'assurance maladie complémentaire) : rejeté (p. 3496)

Après l'article 69

Son amendement n° 437 (conditions de recouvrement et d'attribution des indus) : rejeté (p. 3504)

Explications de vote et vote [30 octobre 2007] (p. 3554)

Ses explications de vote (p. 3557)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3557)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 4495) : rejetée (p. 4499)

Son rappel au règlement (cf. supra) [22 novembre 2007] (p. 4500)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : franchise (p. 4497, 4507)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4496)

Professions de santé : rémunération (p. 4496)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 4495)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 4496)

Santé : accès aux soins (p. 4495)

Santé : données médicales (p. 4496)

Santé : politique de la santé (p. 4497)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4496)

Sécurité sociale : déficit (p. 4495)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Ses amendements n°s 311, 310, 312 et 313 (p. 4328, 4330, 4331)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 5

Son amendement n° 259 (obligation pour tout commerce de plus de 300 m² de consacrer 10 % de ses achats nets alimentaires aux fruits et légumes) (p. 4723) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 260 (obligation de consacrer 10 % des investissements publicitaires des entreprises commerciales alimentaires à l'information nutritionnelle) (p. 4724) : rejeté (p. 4725)

Son amendement n° 261 (obligation pour les grandes surfaces alimentaires de plus de 1 500 m² de réserver 20 % de la superficie d'information promotionnelle à des messages d'éducation sanitaire et nutritionnelle) : rejeté (p. 4725)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)
Son rappel au règlement (cf supra) [8 janvier 2008] (p. 58)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)
Ses interventions (p. 98, 106)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 111)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 705)

Après l'article unique

Ses amendements n°s 3 et 4 (p. 706) : rejetés (p. 707)

Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1541)
Son intervention (p. 1546)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 1546 et s.)
Droit pénal : manipulation mentale (p. 1546 et s.)
Femmes : politique à l'égard des femmes : anorexie (p. 1546 et s.)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : anorexie (p. 1546 et s.)
Santé : anorexie (p. 1546 et s.)
Santé : maladies mentales (p. 1546)
Santé : obésité (p. 1547)
Santé : protection (p. 1546 et s.)

Discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1552)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad t n° 1 de Mme Valérie Boyer (assimilation de l'utilisation d'une photographie représentant une personne retouchée, et non signalée comme telle, à une pratique commerciale trompeuse) (p. 1552)

Intervient sur l'ad t n° 3 de Mme Valérie Boyer (inscription d'un enseignement spécifique sur les troubles du comportement alimentaire dans les programmes d'études médicales) (p. 1554)

Intervient sur l'ad t n° 4 rectifié de Mme Valérie Boyer (soumission des personnes employées comme mannequins à un examen médical régulier prenant en compte leur indice de masse corporelle, dans le cadre de la médecine du travail) (p. 1555)

Titre

Intervient sur l'ad t n° 5 de Mme Valérie Boyer (nouveau Titre : "Proposition de loi visant à lutter contre les incitations à la recherche d'une maigreur extrême ou à l'anorexie") (p. 1555)

Explications de vote et vote [15 avril 2008] (p. 1556)

Ses explications de vote (p. 1556)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1556)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3629)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 3630)
Professions de santé : pharmaciens (p. 3630)
Santé : droits du malade (p. 3630)
Santé : accès aux soins (p. 3629 et s.)
Santé : santé publique (p. 3629 et s.)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4334)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4465, 4467)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4992)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5068)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5217)

Michel LEJEUNE

*Seine-Maritime (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Recherche et enseignement supérieur - [18 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil supérieur de l'énergie [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Recherche et enseignement supérieur - [18 juillet 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VI : Recherche et enseignement supérieur - Recherche dans les domaines du développement durable (n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)*Procédure des questions :*

Retraites : régime agricole : montant des pensions : retraites complémentaires (p. 4070)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 100)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : gaz (p. 100)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 100)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires (p. 100)

Environnement : développement durable : recherche (p. 100)

Pierre LELLOUCHE

Paris (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 28 juillet 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 617 relative aux gardiens d'immeuble [22 janvier 2008]

Proposition de loi n° 753 visant à limiter l'augmentation des loyers des établissements à vocation culturelle [27 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2278)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2279)

Constitution : révision : histoire (p. 2278)

Constitution : révision : modernisation (p. 2278)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 2279)

Pays étrangers : Turquie (p. 2279)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 2279)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'ad n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'ad n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2341)

Intervient sur le sous-adt n° 606 de M. François Bayrou (protection des langues régionales) à l'ad n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2349)

Intervient sur le sous-adt n° 607 de M. Philippe Folliot (protection des langues régionales) à l'ad n° 605 de la commission (p. 2349)

Intervient sur l'ad n° 245 de M. Jean-Christophe Lagarde (vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2361)

Intervient sur l'ad n° 308 de M. Noël Mamère (reconnaissance de la citoyenneté des personnes résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2361)

Intervient sur l'ad n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2361)

Intervient sur l'ad n° 248 de M. Jean-Christophe Lagarde (démission dans les 30 jours du fonctionnaire réélu parlementaire) (p. 2370)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son intervention (p. 2382)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2384)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'ad n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2391)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2399)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Son intervention (p. 2415)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2427)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Ses interventions (p. 2434 et s.)

Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)

Son intervention (p. 2445)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2453)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2470)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2553)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses interventions (p. 2564 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2628)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4610)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4611)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4610)
Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4611)
Famille : garde des enfants : principe d'égalité (p. 4611)
Secteur public : grève : statistiques (p. 4611)

Annick LE LOCH

*Finistère (7^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [7 novembre 2007] (p. 3776)

Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [11 juin 2008] (p. 3272)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 260, posée le 13 mai 2008. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 3891). Appelée le 13 mai 2008. EHPAD, fonctionnement, financement (p. 2007)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B

Son amendement n° 212 (p. 4072)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4400) : rejetée (p. 4402)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4457)

Thèmes :

Commerce et artisanat : emploi (p. 4457)
Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4457)
Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4457)
Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4457)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : grande distribution (p. 4458)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5450)

Thèmes :

Politique sociale : inégalités (p. 5450 et s.)
Travail : conditions de travail (p. 5450)
Travail : précarité (p. 5451)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5450)
Travail : salaires (p. 5451)
Travail : travail à temps partiel (p. 5450)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1202, 1217)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2855)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2855)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2856)
Commerce et artisanat : petit commerce (p. 2856)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)*Avant l'article 21*

Intervient sur l'ad n° 995 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3334)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 1079 précédemment réservé de Mme Danièle Bousquet (p. 3418)

Bruno LE MAIRE

*Eure (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Sécurité sanitaire - [11 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - [16 juillet 2008]

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Protection. Organisation [8 novembre 2007] (p. 3779)

Enseignement supérieur. Universités. Accès. Développement [27 mars 2008] (p. 966)

Syndicats. Représentativité [11 juin 2008] (p. 3182)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3838)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 3838)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 3839)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 3839)

Santé : Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) (p. 3839)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3838 et s.)

Santé : sécurité sanitaire : agences (p. 3839)

Santé : veille sanitaire (p. 3838 et s.)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5328)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 5328)

Travail : chèque-transport (p. 5329)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5453)

Thèmes :

Travail : chèque-transport (p. 5453)

Travail : salaires (p. 5453)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1595)

Thèmes :

Syndicats : représentativité (p. 1595)

Travail : accords interprofessionnels (p. 1595)

Travail : droit du travail (p. 1595 et s.)

Travail : licenciements (p. 1595 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2297)

Thèmes :

Etat : Défenseur des droits des citoyens (p. 2297)

Parlement : prérogatives (p. 2297)

Pays étrangers : Turquie (p. 2298)

Président de la République : rôle (p. 2298)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 2298)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2722)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3925)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 3925)

Défense : renseignement (p. 3926)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3926)

Union européenne : politique de la défense (p. 3926)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4099)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 4100)

Politique sociale : dialogue social (p. 4099 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 4100)

Travail : durée du travail (p. 4100)

Travail : négociations (p. 4100)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4559)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 4560)

Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4560)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4560)

Finances publiques : dette publique (p. 4560)

Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4560)

Politique économique : inflation (p. 4560)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4707)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4707 et s.)
 Emploi : chômeurs (p. 4707 et s.)
 Emploi : maisons de l'emploi (p. 4708)
 Emploi : offres d'emploi (p. 4708)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4707 et s.)
 Emploi : UNEDIC (p. 4707)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5181)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5181)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5181)
 Jeunes : insertion professionnelle (p. 5181)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5181)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5181)

Explications de vote et vote [8 octobre 2008] (p. 5442)

Ses explications de vote (p. 5443)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5443)

Patrick LEMASLE

*Haute-Garonne (7^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Régimes sociaux et de retraite - [11 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Régimes sociaux et de retraite - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n°189) : Régimes spéciaux et de retraites : pensions [11 octobre 2007] (n°276)

Dominique LE MÈNER

*Sarthe (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire [J.O. du 11 août 2007]

Colette LE MOAL

*Yvelines (3^{ème} circonscription)
 Nouveau Centre*

Deviens députée le 19 avril 2008 [J.O. du 20 avril 2008]

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 20 avril 2008]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 16 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [6 mai 2008] (p. 1893)

DÉBATS

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4579)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4589)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4589)

Enseignement maternel et primaire : élèves : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4579)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4867)

Son intervention (p. 4869)

Thèmes :

Communes : maires : responsabilité pénale (p. 4869)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4870)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : seuil de déclenchement du service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4869)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4869)

Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 4869)

Famille : garde des enfants : principe d'égalité (p. 4869)

Secteur public : continuité du service public : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4869)

Secteur public : grève : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4869)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4870)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Ses interventions (p. 5263 et s.)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Son intervention (p. 5277)

Explications de vote et vote [8 octobre 2008] (p. 5442)

Ses explications de vote (p. 5442)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5443)

Catherine LEMORTON

*Haute-Garonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur la prescription, la consommation et la fiscalité des médicaments [30 avril 2008] (n° 848)

Proposition de loi n° 933 relative aux plans de soins coordonnés des malades chroniques et des bénéficiaires du régime des affections de longue durée [9 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Équilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [23 octobre 2007] (p. 3055)

Santé. Politique de la santé. [6 mai 2008] (p. 1899)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 80, posée le 8 janvier 2008. Audiovisuel et communication. Vivendi Universal (J.O. Questions p. 115). Appelée le 8 janvier 2008. Régime fiscal dérogatoire, pertinence (p. 30)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3190)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3190)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3190)
Risques professionnels : accidents du travail (p. 3190)
Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 3190)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Ses interventions (p. 3353 et s.)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Son intervention (p. 3367)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad n° 275 de M. Jean-Luc Prél (habilitation des pharmaciens d'officine à conclure des accords de bon usage de médicaments, des contrats de bonne pratique ou des contrats de santé publique) (p. 3371)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3412)

Après l'article 36

Intervient sur l'ad n° 429 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (établissement d'un répertoire des équivalents thérapeutiques) (p. 3441)

Intervient sur l'ad n° 85 précédemment réservé de la commission (modalités de mise en œuvre du dossier pharmaceutique) (p. 3441)

Article 47 précédemment réservé (dépistage et vaccination gratuits des hépatites virales en centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie - CSAPA)

Son intervention (p. 3476)

Article 50 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

SON amendement n° 505 rectifié (p. 3477)

Article 70 (extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat - AME - et des soins urgents)

Son intervention (p. 3504)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Santé : drogue (p. 3665)

Projet de loi n° 301 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 723)

Son intervention (p. 726)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 726)
Pharmacie et médicaments : médicaments : personnes défavorisées (p. 727)
Pharmacie et médicaments : médicaments : récupération (p. 727)
Santé : accès aux soins (p. 726)
Union européenne : directives (p. 726)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 733)

Article 6 (conditions de collecte, de destruction et de redistribution à des fins humanitaire des médicaments non utilisés)

Son intervention (p. 734)

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 738)

Ses explications de vote (p. 738)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 738)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 34 (transposition des améliorations apportées par l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens)

Ses amendements n°s 1034 et 1093 (p. 3204)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3616)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments : remboursement (p. 3617)

Santé : accès aux soins (p. 3616 et s.)

Santé : santé publique (p. 3616 et s.)

Sécurité sociale : franchise (p. 3616 et s.)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 juin 2008] (p. 3649)

Son intervention (p. 3653)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 3653)

Sports : dopage : droit pénal (p. 3653)

Sports : médecine du sport (p. 3653)

Explications de vote et vote [19 juin 2008]

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3653)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4125)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 4125 et s.)

Politique économique : libéralisme (p. 4126)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 4126)

Travail : durée du travail (p. 4125 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4209 et s., 4220, 4237 et s., 4254)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4293 et s., 4304, 4315 et s., 4341)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Son intervention (p. 4356)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4406)

Thèmes :

Constitution : révision : délais (p. 4406)

Parlement : Sénat : renouvellement (p. 4406)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Son intervention (p. 4720)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4720)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4720)

Emploi : chômeurs (p. 4720 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4720)

Emploi : UNEDIC (p. 4720)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4744 et s., 4760, 4772, 4803 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Son intervention (p. 4893)

Thèmes :

Emploi : chômage : fraude (p. 4894)

Emploi : chômage : organismes (p. 4894)

Emploi : chômeurs (p. 4894)

Emploi : seniors (p. 4894)

Travail : code du travail : opposition (p. 4894)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4954)

Thèmes :

Etat (p. 4954)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4954)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4954 et s.)

Politique sociale (p. 4954)

Travail : salaires (p. 4954)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement - Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4991, 5003 et s.)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son intervention (p. 5033)

Après l'article 2

Intervient sur les ads identiques n°s 74 à 94 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5067)

Intervient sur les ads identiques n°s 858 à 905 de M. Christian Eckert (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5084)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5192)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5193)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5192)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5193)

Jacques LE NAY

Morbihan (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Politique des territoires - [18 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Politique des territoires - [18 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome V : Politique des territoires (n° 278) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 362 tendant à inscrire sur la carte Vitale la mention "donneur d'organes" [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 363 tendant à accorder la croix de chevalier de la Légion d'honneur aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945 [7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****POLITIQUE DES TERRITOIRES**

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 94)

Thèmes :

Aménagement du territoire : télécommunications (p. 95)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 94)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 94)

Collectivités territoriales : programme exceptionnel d'investissement (PEI) : Corse (p. 95)

Cours d'eau, étangs et lacs : pollution : Bretagne (p. 95)

Lois de finances : nomenclature budgétaire : aménagement du territoire (p. 94)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 95)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 94)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : crédits budgétaires (p. 95 et s.)

Jean-Claude LENOIR

Orne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de l'énergie [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel (n° 238) [14 novembre 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution sur le troisième paquet de libéralisation du marché de l'énergie (E 3642, E 3643, E 3644, E 3645, E 3646) (n° 887) [21 mai 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel (n°238) [5 décembre 2007] (n°486)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, adoptée avec modifications, par le Sénat, en 2^e lecture, relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel (n°565) [9 janvier 2008] (n°572)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. André Schneider, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur le troisième paquet de libéralisation du marché de l'énergie (E3642, E3643, E3644, E3645, E3646) (887) [29 mai 2008] (n°915)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 3

Son amendement n° 235 deuxième rectification (électricité : application au consommateur domestique d'un tarif réglementé sauf à avoir précédemment opté pour la liberté tarifaire) (p. 1866) : retiré (p. 1867)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 5207)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5214)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5224)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5208, 5214, 5224)
 Énergie et carburants : tarification sociale (p. 5215)
 Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5207)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5243 à 5250)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 138)

Thèmes :

Énergie et carburants : tarif transitoire (p. 139)
 Énergie et carburants : tarifs : entreprises (p. 139)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 147 à 151)

Jean-Louis LÉONARD

*Charente-Maritime (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Airbus, emploi et activité [13 novembre 2007] (p. 4017)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B
 Son intervention (p. 4207)

Projet de loi n° 614 relatif aux opérations spatiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1464)

Son intervention (p. 1468)

Thèmes :

Espace : loi de programme (p. 1469)
 Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 1469)
 Espace : Centre spatial guyanais (CSG) (p. 1469)
 Espace : droit de l'espace : opérateurs (p. 1468)
 Espace : politique spatiale : politique de la défense (p. 1469)
 Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 1469)
 Union européenne : politique spatiale (p. 1470)

Discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1477)

Article 13 (canalisation de la responsabilité)
 Son intervention (p. 1481)

Jean LEONETTI

*Alpes-Maritimes (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 janvier 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 23 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 février 2008]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la journée de solidarité (n° 711) [6 février 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Rapporteur de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 701 visant à permettre à toutes les communes de plus de 30000 habitants de pouvoir se doter de conseils en développement [7 février 2008]

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité [7 février 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Jean Leonetti et plusieurs de ses collègues relative à la journée de solidarité (n° 711) [25 mars 2008] (n° 738)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Traité de Lisbonne. Ratification [23 octobre 2007] (p. 3052)

Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge [5 février 2008] (p. 718)

Etat. Gouvernement. Politique générale [6 mai 2008] (p. 1890)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Thèmes :

Etat : République (p. 1591)
 Partis et mouvements politiques : majorité (p. 1591)
 Partis et mouvements politiques : opposition (p. 1591)
 Politique générale : déclaration du Gouvernement (p. 1590)
 Politique générale : réforme (p. 1591)
 Santé : santé publique (p. 1591)
 Travail : droit du travail (p. 1591)
 Union européenne : construction européenne (p. 1591)
 Ses explications de vote (p. 1590)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1591)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186); [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2282)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 971)

Thèmes :

Enseignement : jours fériés (p. 972)

Fonctionnaires et agents publics : jours fériés (p. 972)

Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 971)

Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 971)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : jours fériés (p. 972)

Travail : jours fériés (p. 971 et s.)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 972)

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 986 à 987)

Article 1^{er} (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son intervention (p. 986)

Article 2 (organisation de la journée de solidarité dans la fonction publique)

Son intervention (p. 987)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379); [26 mai 2008] (p. 2413, 2445); [27 mai 2008] (p. 2516, 2549); [28 mai 2008] (p. 2595, 2625); [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'adt n° 307 de M. Noël Mamère (instauration généralisée du scrutin proportionnel) (p. 2354)

Intervient sur l'adt n° 309 de M. Noël Mamère (vote des étrangers non communautaires pour les élections aux conseils des collectivités territoriales) (p. 2367)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2572)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3644)

Thèmes :

Etablissements de santé : établissements privés (p. 3644 et s.)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 3644)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3644)

Personnes âgées : politique de la vieillesse : soins (p. 3645)

Santé : santé publique (p. 3644 et s.)

Annick LEPETIT

*Paris (17^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléante du conseil d'administration de l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances [J.O. du 11 août 2007]

Membre suppléante du conseil national de l'habitat [J.O. du 11 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [28 novembre 2007] (p. 4794)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 111, posée le 22 janvier 2008. Transports urbains. RATP : métro (J.O. Questions p. 406). Appelée le 22 janvier 2008. Ligne 13, fonctionnement (p. 369)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501); [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2502)

Thèmes :

Secteur public : services publics (p. 2502)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2502)

Transports urbains : RATP (p. 2502)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568); [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Avant l'article 1^{er}

Son amendement n° 153 (rapport au Parlement sur la mise en œuvre du dialogue social, la continuité du service public dans les transports et la qualité du service public des transports) (p. 2530) : rejeté (p. 2531)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Son intervention (p. 2560)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3983)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3983)

Régions : contrats de plan Etat-régions : Ile-de-France (p. 3983)
 Transports urbains : Ile-de-France (p. 3983)
 Transports urbains : transports en site propre : financement (p. 3983)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
 - Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007
 Son intervention (p. 61)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 61)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 61)

Proposition de loi n° 959 relative à l'organisation des transports scolaires en Ile-de-France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3654)
 Son intervention (p. 3658)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : transports scolaires (p. 3658)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 3658)
 Environnement : Grenelle de l'environnement : transports (p. 3659)
 Etat : transferts de personnel (p. 3659)
 Transports : versement de transport (p. 3659)
 Transports urbains : crédits budgétaires (p. 3659)
 Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 3658)

Pierre LEQUILLER

*Yvelines (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 juin au 29 juin 2007 (n°s E 3565) et sur les textes n°s E 2451, E 3136, E 3144, E 3199, E 3320, E 3351, E 3370, E 3374, E 3380, E 3389 annexe 2 à E 3389 annexe 5, E 3421, E 3468, E 3470 à E 3474, E 3477 à E 3479, E 3481 à E 3492, E 3495 à E 3500, E 3502, E 3503, E 3505 à E 3508, E 3510, E 3512 à E 3515, E 3517 à E 3533, E 3535 à E 3540, E 3545 à E 3547, E 3550, E 3552 à E 3554, E 3559, E 3561, E 3562, E 3569 et E 3574 [11 juillet 2007] (n° 70)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 20 juillet 2007 (n°s E 3568, E 3571, E 3575, E 3577, E 3584, E 3588 et E 3589) et sur les textes n°s E 3380, E 3511, E 3555, E 3556, E 3558 et E 3594 [25 juillet 2007] (n° 105)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des

missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 juillet au 19 septembre 2007 (n°s E 3592, E 3598, E 3599, E 3601, E 3608, E 3609, E 3612, E 3615, E 3616, E 3618 et E 3619) et sur les textes n°s E 3259, E 3264, E 3285, E 3377, E 3378, E 3389 annexe 6, E 3440, E 3447, E 3480, E 3548, E 3566, E 3578, E 3583, E 3585, E 3634 à E 3639 et E 3641 [9 octobre 2007] (n° 271)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 septembre au 25 octobre 2007 (n°s E 3389 annexe 7, E 3620 à E 3622, E 3624 à E 3626, E 3648 à E 3650, E 3656, E 3658 et E 3659) et sur les textes n°s E 3245, E 3363, E 3390, E 3453, E 3455, E 3456, E 3501, E 3516, E 3544, E 3563, E 3564, E 3570, E 3586, E 3593, E 3597, E 3600, E 3602 à E 3604, E 3611, E 3613, E 3614, E 3617, E 3665, E 3669, E 3674 et E 3683 [21 novembre 2007] (n° 434)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n°s E 3666, E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes n°s E 3379, E 3383, E 3426, E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le traité de Lisbonne - Tome 1 - Traité de Lisbonne - rapport - Tome 2 - Traité de Lisbonne - tableau comparatif [8 janvier 2008] (n° 562)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n°s E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n°s E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n° 694)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 février 2008 au 24 avril 2008 (n°s E 3770 annexe 2, E 3775, E 3778, E 3784, E 3785, E 3789 à E 3792, E 3796, E 3797, E 3799, E 3803, E 3805, E 3808 à E 3811, E 3813, E 3814, E 3818, E 3820, E 3822, E 3824 à E 3835, E 3840 à E 3842 et E 3845) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3551, E 3557, E 3581, E 3591, E 3640, E 3660, E 3662, E 3670, E 3696, E 3699, E 3729, E 3735, E 3736, E 3744, E 3748, E 3750, E 3754, E 3759, E 3766 et E 3768 [29 avril 2008] (n° 844)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 25 avril au 5 juin 2008 (n°s E 3847, E 3848, E 3850, E 3852, E 3853, E 3855 à E 3860, E 3862 à E 3868, E 3870 à E 3873, E 3875 à E 3877 et E 3881 à E 3883) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3664, E 3694, E 3704, E 3757, E 3770 annexe 3, E 3770 annexe 4, E 3776, E 3779, E 3786, E 3794, E 3798, E 3812, E 3815, E 3819, E 3821, E 3837 à E 3839 et E 3844 [11 juin 2008] (n° 958)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n°s E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n°s E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3738, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n° 1054)

Rapport d'information déposé au nom de la Commission chargée des affaires européennes sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 juillet au 19 septembre 2008 (n°s E 3905, E 3908, E 3910, E 3920, E 3922 à E 3926, E 3938 à E 3945, E 3950, E 3951, E 3953, E 3955, E 3957

à E 3962, E 3964, E 3965, E 3968, E 3972 à E 3976, E 3978, E 3980 et E 3981) et sur les textes n^{os} E 3661, E 3783, E 3787, E 3804, E 3849 et E 3851 [23 septembre 2008] (n^o 1124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Traité de Lisbonne. Ratification [17 octobre 2007] (p. 2833)

Union européenne. Coopération judiciaire. Présidence française [18 décembre 2007] (p. 5376)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n^o 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1606)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 1606, 1607)

Président de la République : prérogatives (p. 1607)

Union européenne : élargissement (p. 1606)

Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1607)

Union européenne : institutions (p. 1606, 1607)

Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1606, 1607)

Projet de loi n^o 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2496)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2496, 2497)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir (p. 2496)

Politique sociale : dialogue social (p. 2496)

Secteur public : service minimum (p. 2496, 2497)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : information (p. 2497)

Projet de loi n^o 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2429)

Son intervention (p. 2431)

Projet de loi de finances n^o 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 31 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 2999)

Déclaration du Gouvernement n^o 496 préalable au Conseil européen

[11 décembre 2007] (p. 5178, 5183)

Son intervention (p. 5188)

Proposition de loi constitutionnelle n^o 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)

Son intervention (p. 162)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 162)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 164)

Traités et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 163)

Union européenne : construction européenne (p. 163)

Projet de loi constitutionnelle n^o 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 198)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 199)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 198)

Union européenne : politique de la défense (p. 198)

Union européenne : subsidiarité (p. 199)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 198)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 199)

Union européenne : traité de Nice (p. 198)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 12 de Mme Marylise Lebranchu (respect des langues régionales inscrit dans la Constitution) (p. 242)

Intervient sur l'adt n^o 13 de M. Marc Le Fur (adhésion à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires) (p. 242)

Projet de loi n^o 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 798)

Thèmes :

Environnement : développement durable (p. 799)

Union européenne : politique énergétique (p. 799)

Union européenne : président (p. 798)

Union européenne : Commission : président (p. 798)

Union européenne : institutions (p. 798)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 798)

Union européenne : présidence française (p. 799)

Explications de vote et vote [7 février 2008] (p. 852)

Ses explications de vote (p. 852)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 853)

Projet de loi n^o 518 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 866)

Son intervention (p. 868)

Projet de loi constitutionnelle n^o 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2258)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 2260)
 Constitution : article 88-4 (p. 2259)
 Constitution : article 88-5 (p. 2259)
 Parlement : contrôle parlementaire : politiques communautaires (p. 2258)
 Union européenne : élargissement : référendums (p. 2259)
 Union européenne : subsidiarité : contrôle parlementaire (p. 2258)
 Union européenne : traité de Lisbonne (p. 2259)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)
 Son intervention (p. 2621)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)
 Ses interventions (p. 2718 et s.)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)
 Son intervention (p. 2726)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)
 Ses interventions (p. 4508)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)
 Son intervention (p. 4510)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne

[18 juin 2008] (p. 3563)
 Son intervention (p. 3575)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 3575)
 Politiques communautaires : immigration (p. 3575)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3575)
 Union européenne : Parlement européen (p. 3576)
 Union européenne : présidence française (p. 3576)
 Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3576)

Bruno LE ROUX

Seine-Saint-Denis (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [23 octobre 2007] (p. 3052)

Police. Organisation. Police de quartier [15 janvier 2008] (p. 181)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [13 mai 2008] (p. 2019)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette l'appareillement des députés du Nouveau Centre au parti Fettaï Api, pour des raisons d'accès au financement public des partis politiques [22 novembre 2007] (p. 4562)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'ad. n° 70 de Mme Delphine Batho (jugement dans un délai de trois mois pour les mineurs primo-délinquants) (p. 2172)

Intervient sur l'ad. n° 71 de Mme Delphine Batho (jugement dans un délai de trois mois pour les mineurs primo-délinquants) (p. 2172)

Intervient sur l'ad. n° 72 de Mme Delphine Batho (sanctions éducatives prononcées dans un délai de trois mois) (p. 2174)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Son intervention (p. 2263)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad. n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2279)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4538)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4539) : rejetée (p. 4545)

Son intervention (p. 4553)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4576)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2007] (p. 4562)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 4541, 4553)
 Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4538, 4553, 4576)

Outre-mer : assemblée territoriale : conditions de travail (p. 4540)

Outre-mer : assemblée territoriale : dissolution (p. 4539, 4554)

Outre-mer : chambre territoriale des comptes (p. 4576)

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 4539)

Outre-mer : Polynésie française : élections et référendums (p. 4539, 4553)

Outre-mer : Polynésie française : indépendance (p. 4553)

Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 4540 et s.)

Outre-mer : Polynésie française : motion de censure (p. 4539)

Outre-mer : Polynésie française : pays d'outre-mer (p. 4539)

Partis et mouvements politiques : Union pour un mouvement populaire (UMP) : Polynésie française (p. 4542)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Article 1er (intérim, élection et remplacement du président et du vice-président de la Polynésie française)

Son amendement n° 104 (p. 4577)

Article 3 (élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française)

Ses amendements n^{os} 105 (de suppression) et 113 (p. 4578)

Son intervention (p. 4582)

Son amendement n^o 103 (p. 4582)

Après l'article 3

Reprend l'ad^t n^o 97 de M. Bruno Sandras (procédure de destitution d'un élu ne faisant plus partie à l'assemblée de la Polynésie française du groupe politique au sein duquel il avait décidé de siéger) (p. 4583) : rejeté (p. 4583)

Article 4 (élection et renouvellement du bureau de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4584)

Article 5 (responsabilité du président et du gouvernement polynésien devant l'assemblée de la Polynésie française)

Son amendement n^o 102 (p. 4585)

Article 6 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française par décret en Conseil des ministres)

Son amendement n^o 106 (de suppression) (p. 4587)

Article 6 bis (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales) (p. 4588) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 4591)

Son amendement n^o 108 (de suppression) (p. 4589)

Article 7 bis (détermination des compétences respectives de la Polynésie française et des communes polynésiennes - réglementation des conditions permettant à la Polynésie française d'apporter son concours financier aux communes polynésiennes)

Son amendement n^o 110 (p. 4592)

Article 10 (extension et contrôle par l'assemblée de la Polynésie française des compétences économiques du gouvernement polynésien)

Son intervention (p. 4596)

Article 11 ter (modalités d'adoption du règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française)

Son amendement n^o 111 (p. 4597)

Article 12 (conditions d'établissement et de transmission du compte rendu des séances de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4600)

Article 14 bis (composition du haut conseil de la Polynésie française et régime indemnitaire de ses membres)

Son amendement n^o 109 (de suppression) (p. 4603)

Article 20 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française - entrée en vigueur de la loi organique)

Ses amendements n^{os} 107 et 112 (p. 4606)

Article 6 bis (précédemment réservé) (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales)

Son amendement n^o 108 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4608)

Projet de loi n^o 402 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4609)**

Article 3 (clarification des dispositions du code de justice administrative relatives aux demandes d'avis et aux recours contentieux concernant la Polynésie française)

Son amendement n^o 11 rectifié (p. 4610)

Proposition de loi n^o 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)**

Son intervention (p. 2164)

Thèmes :

Constitution : révision : institutions (p. 2164 et s.)

Elections et référendums : collège sénatorial : réforme (p. 2164)

Elections et référendums : élections législatives : réforme (p. 2164)

Elections et référendums : élections régionales : réforme (p. 2164)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 2164)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 2165)

Parlement : Sénat : réforme (p. 2164)

Politique générale : démocratie : élections sénatoriales (p. 2165)

Vote sur le passage à la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2172)

Ses explications de vote (p. 2172)

Vote pour le passage à la discussion des articles du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2172)

Jean-Claude LEROY

Pas-de-Calais (3^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n^o 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)**

Procédure des questions :

Enseignement agricole : enseignants : effectifs (p. 4057)

Projet de loi n^o 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5174)

Son intervention (p. 5177)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5179)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5179)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5179)

Politique sociale : pauvreté (p. 5175)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5174, 5178)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5179)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : revenus (p. 5174)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5177)

Maurice LEROY

*Loir-et-Cher (3^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 985 relative aux établissements publics de coopération intercommunale [19 juin 2008]

Bernard LESTERLIN

*Allier (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [9 octobre 2007] (p. 2646)

Police. Organisation. Police de proximité [5 décembre 2007] (p. 5019)

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [6 février 2008] (p. 760)

*DÉBATS***Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2148)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie : tests génétiques (p. 2148)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2148)

Etrangers : expulsion : élèves (p. 2149)

Lois : textes d'application : immigration (p. 2148)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2205, 2218 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE**

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4191)

Procédure des questions :

Justice : tribunaux : fermeture (p. 4191)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Procédure des questions :

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 3729)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 107)

Thèmes :

Aménagement du territoire : péréquation (p. 107)

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 107)

Régions : Auvergne : transports ferroviaires (p. 107)

Valérie LÉTARD

Secrétaire d'Etat chargée de la solidarité

Est nommée secrétaire d'Etat chargée de la solidarité auprès du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**DÉBATS***Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses interventions (p. 3079, 3181)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 3080)

Handicapés : enfants (p. 3080)

Handicapés : établissements (p. 3079 et s.)

Personnes âgées : dépendance (p. 3080, 3182)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3080, 3182)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3080)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 3182)

Produits dangereux : amiante (p. 3183)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 3181 et s.)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 3181 et s.)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 3181)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 3181)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 3182)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3352 à 3357, 3431 à 3432, 3470 à 3474)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 3353)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :
- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007
Ses interventions (p. 40, 46, 49, 53)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales (p. 51)
Famille : garde des enfants (p. 53)
Femmes : égalité des sexes (p. 53)
Femmes : égalité professionnelle (p. 53)
Formation professionnelle : formation continue : handicapés (p. 41)
Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 41, 46, 49)
Handicapés : enfants : allocations et ressources (p. 49)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 41)
Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 41, 49 et s.)
Personnes âgées : dépendance (p. 41 et s.)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 41, 53 et s.)
Politique sociale : fraude (p. 46)
Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 46)
Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 53)
Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 40 et s.)
Santé : maladie d'Alzheimer (p. 41)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4999 à 5011)

Projet de loi n° 292 relatif à la mise en oeuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2008] (p. 269)
Ses interventions (p. 269, 276)

Thèmes :

Economie sociale : coopératives (p. 269, 276)
Entreprises : créances : recouvrement (p. 270, 276)
Entreprises : insolvabilité (p. 269 et s., 276)
Entreprises : salariés : protection (p. 270, 276)
Travail : droit du travail (p. 270)
Union européenne : directives (p. 269 et s.)
Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 269)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)
Ses interventions (p. 916 et 937)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 916 et s., 938)
Femmes : parité (p. 938)
Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 938)
Justice : prescription (p. 938)
Justice : action civile (p. 917)
Justice : droit d'ester : discrimination (p. 939)
Justice : preuve : discrimination (p. 917)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 916 et s., 938)
Travail : droit du travail : discrimination (p. 938)
Travail : salaires : femmes (p. 938)
Union européenne : présidence française : égalité des chances (p. 917)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 941 à 957)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2070)
Son intervention (p. 2071)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 2071 et s.)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité des chances (p. 2072)
Femmes : droits : discrimination (p. 2071 et s.)
Femmes : égalité des sexes (p. 2071 et s.)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 2071 et s.)
Travail : droit du travail : discrimination (p. 2071 et s.)
Union européenne : présidence française (p. 2072)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [14 mai 2008] (p. 2076)

Article 6 (régime des discriminations dans le code du travail)
Son intervention (p. 2076)

Serge LETCHIMY

*Martinique (3^{ème} circonscription)
Appartenu au groupe socialiste, radical, citoyen
puis appartenu au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Rétention et expulsion, politiques communautaires [17 juin 2008] (p. 3499)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1700)

Thèmes :

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1701)
Outre-mer : institutions (p. 1701)
Outre-mer : Martinique : logement (p. 1701)
Outre-mer : Martinique : politique sociale (p. 1700 et s.)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1700 et s.)
Travail (p. 1700 et s.)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1700 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1741)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1858)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 2 (les statuts des établissements)

Son intervention (p. 2281)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2157)

Thèmes :

Etat : valeurs républicaines (p. 2157)

Etrangers : intégration (p. 2158)

Politique économique : mondialisation (p. 2157)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 2158)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2190, 2220)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2226)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Ses interventions (p. 2253 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2291)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 17)

Thème :

Outre-mer : commerce extérieur (p. 17)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3707)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 3708)

Environnement : changements climatiques : outre-mer (p. 3707)

Outre-mer : institutions (p. 3708)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3730)

Après l'article 45

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Christiane Taubira (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3733)

Intervient sur l'adt n° 76 de Mme Christiane Taubira (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3733)

Intervient sur l'adt n° 59 rectifié de M. Victorin Lurel (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3733)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Son intervention (p. 4396)

Discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4402)

Article 3 (extension des plafonds européens des tarifs d'itinérance de la téléphonie mobile aux appels passés entre le territoire métropolitain et les départements et collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 4402)

Article 7 (ratification d'ordonnances de transposition de directives)

Son intervention (p. 4404)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5057)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 5057)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 5057)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 5057)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5057)

Logement (p. 5057)

Outre-mer : Antilles : catastrophes naturelles (p. 5057)

Outre-mer : Antilles : crédits (p. 5057)

Outre-mer : Martinique (p. 5057)

Personnes âgées : établissements d'accueil : impôts locaux (p. 5057)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5057)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 433)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 434)

Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 434)

Outre-mer : chômage (p. 433 et s.)

Outre-mer : Martinique (p. 433 et s.)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 434)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son intervention (p. 448)

Ses amendements n°s 192 et 193 (p. 457)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Ses interventions (p. 462 et s., 488, 500)

Article 4 (transfert de recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSSAF)

Son intervention (p. 517)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 832)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 1081 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3428)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3446 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 102 précédemment réservé de la commission des lois (p. 3451)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3453)

Son amendement n° 1096 (p. 3465)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4018 et s.)

Claude LETEURTRE

Calvados (3^{ème} circonscription)
Nouveau Centre

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Membre suppléant du comité national de l'organisation sanitaire et sociale [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 856 portant organisation et modernisation de la police territoriale [7 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [28 novembre 2007] (p. 4792)

Fonctionnaires et agents publics. Revendications. [23 janvier 2008] (p. 469)

Assurance maladie maternité : généralités. Dossier médical personnel. [17 juin 2008] (p. 3497)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 49, posée le 4 décembre 2007. Télécommunications. France Télécom (J.O. Questions p. 7539). Appelée le 4 décembre 2007. Restructuration (p. 4902)

n° 202, posée le 29 avril 2008. Justice. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3547)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3111)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3112)

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3112)

Santé : soins : organisation (p. 3112)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3111)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son intervention (p. 3326)

Ses amendements n°s 309 et 266 (p. 3329)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Son intervention (p. 3346)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3391)

Son amendement n° 282 deuxième rectification (p. 3399)

Après l'article 34

Son amendement n° 343 (restrictions à l'exercice d'une activité dans le secteur privé par les praticiens hospitaliers démissionnaires) : rejeté (p. 3405)

Article 44 précédemment réservé (groupements de coopération sanitaire)

Ses amendements n°s 341, 339, 340, 338 et 337 (p. 3467 et s.)

Après l'article 44

Son amendement n° 336 rectifié précédemment réservé (extension aux centres hospitaliers régionaux de la possibilité de recruter des praticiens libéraux) : adopté (p. 3469)

Article 45 précédemment réservé (financement des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son amendement n° 288 (p. 3471)

Après l'article 54

Son sous-amendement n° 675 précédemment réservé (protection du secret médical) à l'adt n° 117 précédemment réservé de la commission (conditions de fixation du taux médical d'incapacité) : devenu sans objet (p. 3485)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Son intervention (p. 3844)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 3844)
 Etablissements de santé : hôpitaux : sécurité sanitaire (p. 3845)
 Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 3845)
 Santé : chikungunya (p. 3844)
 Santé : maladies nouvelles (p. 3844)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 3844 et s.)
 Santé : virus H5N1 (p. 3846)
 Sécurité publique : risques technologiques (p. 3844 et s.)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 697)
 Son intervention (p. 702)

Céleste LETT

*Moselle (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Fonctionnement. Présidence française [12 décembre 2007] (p. 5260)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [19 décembre 2007] (p. 5433)

Geneviève LEVY

*Var (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 12 juillet 2007]

Membre titulaire du comité national des retraités et des personnes âgées [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission nationale consultative des droits de l'homme [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1114 visant à renforcer la lutte contre les maladies rares [22 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Electricité et gaz. Ouverture du marché, conséquences [23 janvier 2008] (p. 476)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son amendement n° 1 (p. 3418)

Michel LEZEAU

*Indre-et-Loire (4^{ème} circonscription)
 Non inscrit
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 799 visant à réduire le taux de la taxe sur la valeur ajoutée des réparations automobiles [9 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 67, posée le 18 décembre 2007. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 7894). Appelée le 18 décembre 2007. Infrastructures routières, Touraine (p. 5363)

n° 293, posée le 27 mai 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 4286). Appelée le 27 mai 2008. Ligne Paris-Tours, fonctionnement (p. 2484)

DÉBATS

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 57 rectifié de M. Alain Suguenot (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4732)

Michel LIEBGOTT

*Moselle (10^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [21 novembre 2007] (p. 4412)

Industrie. Sidérurgie. Arcelor-Mittal, emploi et activité, Gandrange [16 janvier 2008] (p. 258)

Industrie. Sidérurgie. Arcelor-Mittal, emploi et activité, Gandrange [5 février 2008] (p. 722)

Industrie. Sidérurgie. Arcelor-Mittal, emploi et activité, Gandrange [2 avril 2008] (p. 1135)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 131, posée le 29 janvier 2008. Parlement. Ordre du jour (J.O. Questions p. 625). Appelée le 29 janvier 2008. Inscription, projet de loi sur le transfert de la gestion des fonds structurels européens (p. 572)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1682)

Thèmes :

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1682)
Partis et mouvements politiques : gauche : création d'emplois (p. 1682)
Président de la République (p. 1682)
Sécurité sociale : TVA sociale (p. 1682)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1726 et s.)

Ses amendements n°s 272, 465, 238 à 240, 242 rectifié, 397 et 247 (p. 1751, 1755 et s., 17790 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 217 (heures supplémentaires et heures choisies : priorité aux salariés à temps partiel) (p. 1810) : rejeté (p. 1811)

Son amendement n° 271 (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1812) : rejeté (p. 1814)

Son amendement n° 215 (cotisation employeur à l'assurance chômage : modulation et majoration en fonction du nombre d'emplois précaires et de la durée des contrats de travail) (p. 1824) : rejeté (p. 1825)

Son amendement n° 213 (entreprises de plus de 20 salariés : majoration de 10 % des cotisations sociales employeur afférentes aux salariés à temps partiel s'ils représentent plus de 25 % de l'effectif) (p. 1828) : rejeté (p. 1829)

Après l'article 11

Son amendement n° 466 (négociations collectives salariales de branche et dans les entreprises dès septembre 2007) : rejeté (p. 2077)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Procédure des questions :

Sports : associations et clubs : jeunes (p. 3765)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3798)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats aidés (p. 3798)
Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 3798)
Régions : Nord-Pas-de-Calais : chômage (p. 3798)
Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3798)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3822)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4938)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4939) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4946)

Thèmes :

Droit pénal : sanctions pénales (p. 4942)
Emploi : contrats aidés (p. 4943)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4940, 4943)
Entreprises : représentants du personnel (p. 4942)
Lois : codification (p. 4938 et s., 4945)
Parlement : prérogatives (p. 4940)
Politique sociale : histoire (p. 4939)
Politique sociale : dialogue social (p. 4941)
Syndicats : représentativité (p. 4942 et s.)
Travail : conseils de prud'hommes (p. 4938 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4938)
Travail : durée du travail (p. 4939)
Travail : inspection du travail (p. 4943)
Travail : médecine du travail (p. 4943)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son amendement n° 73 (p. 4972)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Ses amendements n°s 70, 187 et 76 (p. 4975 et s.)

Son amendement n° 71 : adopté (p. 4977)

Son intervention (p. 4979)

Son amendement n° 77 rectifié : adopté (p. 4979)

Ses amendements n°s 59, 60, 155, 103, 78, 61, 104 rectifié et 149 (p. 4979 et s.)

Son amendement n° 79 : adopté (p. 4986)

Ses amendements n°s 80, 150, 81, 158, 62, 105, 151 à 154, 156 et 157 (p. 4987 et s., 4997, 5001 et s.)

Son amendement n° 68 (p. 5003) : adopté (p. 5004)

Ses amendements n°s 69, 63, 162, 84, 82 et 83 (p. 5004 et s.)

Son amendement n° 85 (p. 5008) : adopté (p. 5009)

Ses amendements n^{os} 64, 86, 65 et 186 (p. 5009, 5011, 5192 et s., 5196)

Son amendement n^o 72 : adopté (p. 5199)

Ses amendements n^{os} 87 et 88 (p. 5199 et s.)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5204)

Ses explications de vote (p. 5205)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5205)

Déclaration du Gouvernement n^o 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1978)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1978)

Culture : cultures régionales (p. 1978)

Culture : langues régionales (p. 1978)

Régions : Lorraine (p. 1978)

Projet de loi n^o 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4101)

Son intervention (p. 4123)

Thèmes :

Baux : loyers (p. 4123)

Entreprises : bénéfiques (p. 4123)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4102)

Politique sociale : pouvoir d'achat (p. 4123 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 4102)

Travail : code du travail (p. 4101 et s., 4123 et s.)

Travail : durée du travail (p. 4102, 4123)

Travail : heures supplémentaires (p. 4124)

Travail : salaires (p. 4123)

Projet de loi n^o 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 1er (création d'un chapitre relatif à l'accueil des élèves des écoles maternelles et élémentaires)

Son intervention (p. 4631)

Projet de loi n^o 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4996 et s., 5004)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son intervention (p. 5035)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1234 à 1255 de M. Christian Eckert (délibération de l'assemblée générale sur le rapport entre le plus haute et la plus basse rémunération dans la société) (p. 5055)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1300 à 1321 de M. Christian Eckert (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5058)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5065)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5073)

Projet de loi n^o 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Ses interventions (p. 5220 et s.)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Son intervention (p. 5230)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

Pyrénées-Atlantiques (1^{ère} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 17 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [17 octobre 2007] (p. 2836)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 56, posée le 18 décembre 2007. Industrie. Meubles (J.O. Questions p. 7892). Suppléée par M. Michel Françaix. Appelée le 18 décembre 2007. Canapés et matelas, normes de sécurité, réglementation (p. 5359)

DÉBATS

Projet de loi n^o 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2297)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2305)

Albert LIKUALU

Wallis-et-Futuna (1^{ère} circonscription)

Apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen

puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Traités et conventions. Convention sur les armes classiques produisant des effets traumatiques – Bombes à sous-munitions. Attitude de la France [22 mai 2008] (p. 2241)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 183, posée le 8 avril 2008. Outre-mer – COM. Wallis et Futuna – Accord particulier. Commission de suivi (J.O. Questions p. 2906) Appelée le 9 avril 2008. (p. 1363)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)**

Son intervention (p. 3709)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3709)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : enseignement (p. 3709)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : établissements de santé (p. 3709)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : politique des transports (p. 3709)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : politique économique (p. 3710)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : politique sociale (p. 3709)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : santé publique (p. 3709)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : télécommunications (p. 3709)

Projet de loi n° 780 ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2056)**

Son intervention (p. 2057)

Thèmes :

Justice : territoires d'outre-mer (p. 2058)
 Marchés financiers : outre-mer (p. 2057)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2057)
 Outre-mer : développement économique (p. 2057 et s.)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : banques et établissements financiers (p. 2057 et s.)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : tribunaux (p. 2058 et s.)

François LONCLE

*Eure (4^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Secrétaire de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 19 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale (n° 182 rectifié) [27 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe syrienne en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (n° 299) [19 décembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale (n° 182 rectifié) [11 décembre 2007] (n° 494)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe syrienne en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (n° 299) [2 avril 2008] (n° 778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Droits de l'homme. Attitude de la France [4 décembre 2007] (p. 4917)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 84, posée le 8 janvier 2008. Risques professionnels. Accidents du travail (J.O. Questions p. 116). Appelée le 8 janvier 2008. Reconnaissance (p. 23)

*DÉBATS***Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)**

Son intervention (p. 2169)

Thèmes :

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2169)
 Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2169)
 Etrangers : immigration : Roissy (p. 2170)
 Etrangers : politique de l'immigration : propagande électorale (p. 2170)
 Etrangers : regroupement familial (p. 2169)
 Politique économique : mondialisation (p. 2169)
 Politique extérieure : codéveloppement (p. 2169)

Projet de loi n° 122 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en oeuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé « Soyouz au CSG » et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG**PREMIÈRE LECTURE****Explications de vote et vote [26 septembre 2007] (p. 2436)**

Ses explications de vote (p. 2436)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2436)

Projet de loi n° 118 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2437)

Thèmes :

- Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 2447)
- Ouvre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2447)
- Pays étrangers : Canada (p. 2447)

Discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2447)

Son intervention (p. 2447)

Projet de loi n° 181 autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 octobre 2007] (p. 2663)

Son intervention (p. 2664)

Thèmes :

- Démographie : migrations (p. 2664, 2665)
- Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2665)
- Etrangers : extradition (p. 2665)
- Organisations internationales : Conseil de l'Europe : lutte contre le terrorisme (p. 2665)
- Pays étrangers : Afghanistan (p. 2664)
- Pays étrangers : Colombie (p. 2664)
- Pays étrangers : Espagne (p. 2664)
- Pays étrangers : Etats-Unis (p. 2665)
- Pays étrangers : Inde (p. 2664)
- Pays étrangers : Indonésie (p. 2664)
- Pays étrangers : Irak (p. 2664)
- Pays étrangers : Pakistan (p. 2664)
- Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 2664)
- Pays étrangers : Russie (p. 2665)

Explications de vote et vote [9 octobre 2007]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2665)

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2731)

Son intervention (p. 2740)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2740 et s.)
- Parlement : prérogatives (p. 2740)
- Relations internationales : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2740 et s.)

Projet de loi n° 179 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [11 octobre 2007]

Ses explications de vote (p. 2749)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2749)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ETAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3875)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Corps diplomatique et consulaire : fonctionnement (p. 3876)
- Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3876)

Pays étrangers : Kosovo (p. 3876)

Relations internationales : crédits (p. 3875 et s.)

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4303)

Son intervention (p. 4304)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 4305)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4305)
- Pays étrangers : Afrique (p. 4305)
- Politique extérieure : aide au développement (p. 4304 et s.)
- Politique extérieure : annulation de dettes (p. 4305)
- Politique extérieure : codéveloppement (p. 4304 et s.)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Son intervention (p. 68)

Thème :

Politique extérieure : aide au développement (p. 69)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4377)

Son intervention (p. 4379)

Thèmes :

- Pays étrangers : Afrique (p. 4378 et s.)
- Pays étrangers : Sénégal (p. 4378, 4380)
- Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 4379 et s.)
- Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4377 et s., 4379 et s.)
- Relations internationales : commerce international (p. 4379 et s.)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007]

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4380)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Ses explications de vote sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 811)

Ses explications de vote sur la motion d'ajournement de M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 845)

Thème :

Parlement : motion proposant le référendum (p. 811)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2726)

Projet de loi n° 878 autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3352)

Son intervention (p. 3355)

François LOOS

*Bas-Rhin (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'agence française du développement [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de l'observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil de surveillance de l'agence de l'innovation industrielle [J.O. du 11 août 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement [J.O. du 17 juin 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Économie - [18 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : contrats de professionnalisation : exonération (p. 3820)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4471)

Thème :

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4471)

Gérard LORGEUX

*Morbihan (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Gabrielle LOUIS-CARABIN

*Guadeloupe (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM-ROM : Guadeloupe. Production sucrière, politiques communautaires [7 novembre 2007] (p. 3781)

Ministères et secrétariats d'Etat. Outre-mer : organisation. Cabinet militaire, suppression, pertinence [16 janvier 2008] (p. 261)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 347, posée le 10 juin 2008. Outre-mer. Prestations familiales [J.O. Questions p. 4776]. Appelée le 10 juin 2008. Travailleurs indépendants, conditions de versement (p. 3172)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2251)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2251)

Outre-mer : Antilles : universités (p. 2251)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2164)

Thèmes :

Etrangers : éloignement du territoire : outre-mer (p. 2165)

Politique extérieure : codéveloppement : livret d'épargne (p. 2165)

Politique extérieure : codéveloppement : outre-mer (p. 2165)

Politique sociale : cohésion sociale : immigration clandestine (p. 2164)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3704)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : logement social : Guadeloupe (p. 3705)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3704)

Outre-mer : Antilles : santé publique (p. 3705)

Outre-mer : Guadeloupe : chômage (p. 3704)

Outre-mer : Guadeloupe : politique économique (p. 3705)
 Outre-mer : passeport mobilité (p. 3705)
 Outre-mer : service militaire adapté (SMA) (p. 3705)
 Sécurité publique : catastrophes naturelles : Antilles (p. 3705)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Son intervention (p. 4381)

Thèmes :

Commerce extérieur : agroalimentaire (p. 4382)
 Outre-mer : DOM-TOM (p. 4382)
 Outre-mer : Guadeloupe (p. 4382)
 Outre-mer : La Réunion (p. 4382)
 Outre-mer : Martinique (p. 4382)
 Outre-mer : octroi de mer (p. 4382)
 Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4382)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 224)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 224)
 Politiques communautaires : développement des régions : outre-mer (p. 224)
 Union européenne : traité constitutionnel : outre-mer (p. 224)
 Union européenne : traité de Lisbonne (p. 224)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4613)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4613)
 Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4613)
 Secteur public : continuité du service public : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4613)
 Secteur public : grève : préavis (p. 4613)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son intervention (p. 5135)

Lionnel LUCA

*Alpes-Maritimes (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 11 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 373 visant à réglementer l'entretien des systèmes de climatisation afin de réduire les risques sanitaires [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 374 visant à la création d'une prise en charge de l'élimination des documents publicitaires [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 375 visant à interdire la vente d'animaux familiers par des grandes surfaces [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 376 majorant les taux d'imposition des bénéficiaires des compagnies pétrolières [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 377 visant à supprimer l'impôt de solidarité sur la fortune [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 378 relative à l'implantation des antennes relais et à l'utilisation des appareils de téléphonie mobile [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 379 visant à limiter le bruit des autoradios [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 380 visant à réglementer les activités commerciales les jours fériés pour commémorations officielles [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 381 visant à inscrire systématiquement tous les citoyens français sur les listes électorales [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 382 visant à rendre inamnistiables les crimes contre l'humanité [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 383 tendant à créer un service républicain obligatoire [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 384 tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 385 visant à établir une journée nationale du souvenir de la quatrième génération du feu [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 386 visant à conférer au dernier médaillé de la Résistance française l'honneur de reposer dans la crypte du Mont Valérien [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 387 relative à la reconnaissance du génocide vendéen de 1793-1794 [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 650 pour un droit à l'objection de conscience à l'expérimentation animale [29 janvier 2008]

Proposition de loi n° 728 visant à garantir la continuité du service public dans les transports de voyageurs durant les périodes de congés et d'affluences massives [14 février 2008]

Proposition de loi n° 927 instituant le 9 mai, Journée de l'Europe [4 juin 2008]

Proposition de loi n° 1086 visant à modifier le mode de calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Birmanie. Situation politique [2 octobre 2007] (p. 2491)

Enseignement. Établissements. Violence, protection des enseignants [5 février 2008] (p. 721)

Politique extérieure. Chine. Tibet, attitude de la France [25 mars 2008] (p. 910)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 115, posée le 22 janvier 2008. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 407). Appelée le 22 janvier 2008. Reconnaissance, experts accrédités, nomination (p. 363)

n° 215, posée le 29 avril 2008. Mer et littoral. Plages (J.O. Questions p. 3550). Appelée le 29 avril 2008. Concessions, réglementation (p. 1746)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1697)

Thèmes :

Donations et successions (p. 1697 et s.)
Impôt de solidarité sur la fortune : résidence principale (p. 1698)
Impôts et taxes : patrimoine (p. 1698)
Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 1698)
Président de la République (p. 1697 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses amendements n°s 33 et 32 (p. 1885)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalables à la cessation concertée du travail)

Son amendement n° 86 (p. 2598)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2822)

Thèmes :

Donations et successions (p. 2823)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2823)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2822)
Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2822)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2822)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Son amendement n° 79 rectifié (ISF - évaluation des biens immobiliers : application du coefficient d'érosion monétaire au prix d'acquisition ou résultant d'une succession) : rejeté (p. 2954)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4816)

Thèmes :

Animaux : trafic (p. 4816)
Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4816)
Animaux : animaux de compagnie : statut juridique (p. 4816)
Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4816)

Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4816)

Communes : maires : police (p. 4816)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 1er (formation des détenteurs de chiens dangereux à la demande du maire)

Son amendement n° 106 (p. 4824)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Ses amendements n° 47 et n° 107 (p. 4830, 4831)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5448)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 5449)
Impôts et taxes : impôt de solidarité sur la fortune (p. 5449)
Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5449)
Logement : logements vacants (p. 5449)
Travail : durée du travail (p. 5448)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Son amendement n° 91 (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5556) : retiré (p. 5559)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 228)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 228)
Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 228)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 228)
Union européenne : traité de Lisbonne (p. 228)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 833)

Thèmes :

Etat : laïcité (p. 834)
Etat : souveraineté (p. 834)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 834)
Union européenne : Charte des droits fondamentaux (p. 834)
Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 833)
Union européenne : construction européenne (p. 833)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 834)
Union européenne : lutte contre le terrorisme (p. 834)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 10

Son amendement n° 1159 : retiré (p. 3013)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)
Son amendement n° 11 (p. 4657)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)
Ses sous-amendements n°s 601, 600 et 602 à l'ad t n° 14 de la commission des finances (p. 5372 et s.)

Victorin LUREL

*Guadeloupe (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 avril 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 avril 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 110 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone, du paraquat et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise et ses conséquences sur les sols et la ressource en eau, sur les productions animales et végétales ainsi que sur la santé publique [31 juillet 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 559 visant à supprimer le mot "race" de l'article premier de la Constitution [21 décembre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 657 tendant à la reconnaissance des langues régionales [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se plaint de l'application de l'article 40 frappant les amendements de son groupe relatif à l'application adaptée du RSA à l'outre-mer ; constate que le débat est reporté à une date où la plupart des représentants de l'outre-mer seront absents ; interroge le Gouvernement sur l'entrée en vigueur [25 septembre 2008] (p. 5185)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 252 de Mme Jeanny Marc (agriculteurs de Guadeloupe et de Martinique dont les exploitations sont contaminées par le chlordécone : exonération de cotisations sociales) (p. 1805)

Intervient sur les adts n°s 250, 251 et 365 de Mme Jeanny Marc (départements d'outre-mer - embauche en CDI de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur : amélioration du régime d'exonération de cotisations sociales) (p. 1807)

Son amendement n° 249 (chômeurs outre-mer : rapport du Gouvernement sur les modalités d'intégration dans les statistiques nationales) (p. 1831) : adopté après rectification (p. 1832)

Après l'article 3

Intervient sur les adts n°s 333 rectifié et 334 rectifié de Mme Chantal Berthelot (régions d'outre-mer - concessions d'hydrocarbures dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental : institution d'une redevance au bénéfice de la région) (p. 1865)

Intervient sur l'ad t n° 286 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logement social et habitat insalubre outre-mer : rapport au Parlement) (p. 1869)

Intervient sur l'ad t n° 289 de M. Jean-Louis Idiart (marchands de biens : interdiction de délivrance de congé pour vente d'un logement sauf pour un bien acquis depuis plus de six ans) (p. 1871)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2163)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine : moyens (p. 2164)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 2163)

Etrangers : reconduite aux frontières : outre-mer (p. 2164)

Politique extérieure : codéveloppement : outre-mer (p. 2164)

Politique sociale : cohésion sociale : immigration clandestine (p. 2164)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 14

Son amendement n° 224 (majoration des dotations globales de fonctionnement en Guadeloupe, Guyane, Martinique et à Saint-Martin en raison des conséquences de l'immigration irrégulière sur les infrastructures scolaires et sanitaires) : rejeté (p. 2320)

Son amendement n° 225 (rapport au Gouvernement sur l'aide au développement des pays frontaliers des collectivités ultramarines) : rejeté (p. 2320)

Son amendement n° 226 (rapport au Gouvernement sur la coopération et l'entraide judiciaire avec les pays frontaliers des collectivités ultramarines) : rejeté (p. 2320)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2855)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2856)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2856)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 2855)

Etat : réforme (p. 2856)

Outre-mer : loi de programme (p. 2855)
 Outre-mer : Guadeloupe (p. 2855)
 Politique économique : libéralisme (p. 2855)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
 PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT
 DURABLES**

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)
 Son intervention (p. 3982)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : changements climatiques : Antilles (p. 3982)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3982)
 Outre-mer : Antilles : produits phytosanitaires (p. 3982)
 Outre-mer : Antilles : transports aériens (p. 3982)
 Outre-mer : Guadeloupe : biodiversité (p. 3982)
 Outre-mer : Guadeloupe : élimination des déchets (p. 3982)
 Outre-mer : Guadeloupe : politique énergétique (p. 3982)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 4001)

Article 44 (aménagement du régime de la taxe d'aéroport)
 Son intervention (p. 4003)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)
 Ses interventions (p. 3694, 3729)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : Guadeloupe (p. 3695)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3695)
 Logement : logement social : Guadeloupe (p. 3695)
 Outre-mer : loi de programme (p. 3695)
 Outre-mer : politique économique (p. 3695)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3730)

Après l'article 45

Son amendement n° 59 rectifié (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3731) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3734)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 60 (prise en compte de l'immigration pour le calcul des dotations globales de fonctionnement de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de Saint-Martin) : retiré (p. 3539)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : contrats aidés : outre-mer (p. 3821)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son amendement n° 161 (p. 3824)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Son intervention (p. 4397)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5047)

Thèmes :

Outre-mer : banques et établissements financiers (p. 5048)
 Outre-mer : distribution (p. 5048)

Outre-mer : Internet (p. 5048)
 Outre-mer : Antilles : catastrophes naturelles (p. 5047 et s.)
 Outre-mer : Antilles : crédits (p. 5048)
 Outre-mer : Antilles : énergie et carburants (p. 5048)
 Outre-mer : La Réunion : chikungunya (p. 5048)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1968)

Thèmes :

Culture : langues régionales (p. 1968 et s.)
 Etat : valeurs républicaines (p. 1969)
 Langue française : usage (p. 1969)
 Outre-mer : pays d'outre-mer : langues régionales (p. 1968 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 275 (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2339) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2342)

Son amendement n° 276 (langues régionales) : retiré (p. 2346)

Après l'article 30

Son amendement n° 523 (collectivités d'outre-mer) (p. 2709) : adopté après rectification (p. 2710)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)

Son amendement n° 232 (p. 4411)

Après l'article 30 sexies

Son amendement n° 302 (langues régionales) (p. 4505) : devenu sans objet (p. 4507)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5193)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5193)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5193)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : plafonnement (p. 5194)
 Jeunes : insertion professionnelle (p. 5193)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : outre-mer (p. 5194)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 10 (contrat unique d'insertion)

Son intervention (p. 5271)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5300)

Son sous-amendement n° 609 rectifié à l'ad n° 14 de la commission des finances (p. 5372)

Son sous-amendement n° 608 rectifié à l'ad n° 14 de la commission des finances (p. 5373)

Article 15 (application outre-mer)

Son amendement n° 335 : adopté (p. 5418)

M

Daniel MACH

*Pyrénées-Orientales (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 29 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 75 relative à la Charte des langues régionales ou minoritaires [16 juillet 2007]

Proposition de loi n° 95 visant à interdire la vente d'alcool aux mineurs [18 juillet 2007]

Proposition de résolution n° 106 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dispositifs d'insertion et les conditions d'attribution des minima sociaux [26 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Lignes à haute tension. Liaison France-Espagne [6 mai 2008] (p. 1898)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1969)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cultures régionales (p. 1969)

Culture : cultures régionales (p. 1970)

Culture : langues régionales (p. 1969 et s.)

Régions : Languedoc-Roussillon (p. 1970)

Guy MALHERBE

*Essonne (4^{ème} circonscription)
Non inscrit
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 263, posée le 13 mai 2008. Enseignement technique et professionnel. LET et LP (J.O. Questions p. 3891). Appelée le 13 mai 2008. Formation de techniciens en ascenseurs, création (p. 2012)

Richard MALLIÉ

*Bouches-du-Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 12 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 21 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 22 mai 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juin 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 26 juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 129 tendant à garantir aux salariés concernés par le travail du dimanche, une majoration salariale et un repos compensateur, dans le cadre d'accords entre partenaires sociaux sur des périmètres déterminés [2 août 2007]

Proposition de loi n° 130 tendant à modifier le régime d'abattement de la résidence principale pour le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune [2 août 2007]

Proposition de loi n° 227 visant à respecter l'orthographe exacte des noms patronymiques lorsqu'ils sont écrits en majuscules [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 252 visant à créer un chèque-santé étudiant [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 312 visant à la transparence des comptes des organisations syndicales [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 645 visant à assurer le remplacement d'un conseiller général par son suppléant [29 janvier 2008]

Proposition de loi n° 653 relative au baptême républicain [29 janvier 2008]

Proposition de loi constitutionnelle n° 766 relative à la procédure d'urgence dans la Constitution française [28 mars 2008]

Proposition de loi n° 831 visant à créer un financement "performance énergétique" [24 avril 2008]

Proposition de loi n° 837 visant à révoquer les dérogations au repos dominical [24 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Président de la République. Déplacement en Chine, bilan économique [28 novembre 2007] (p. 4797)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 34, posée le 4 décembre 2007. Enseignement secondaire. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 7536)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Son amendement n° 182 (dérogation au repos hebdomadaire le dimanche dans les zones agglomérées de plus de 200 000 habitants) (p. 1817) : retiré (p. 1821)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2159)

Thèmes :

Etrangers : contrats d'intégration : allocations familiales (p. 2159)
Etrangers : intégration (p. 2159)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 2159)
Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2159)
Langue française : usage : regroupement familial (p. 2159)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son amendement n° 67 (p. 2253)

Après l'article 5

Son amendement n° 160 (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2281) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2298)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2511)

Thèmes :

Justice : procédures : contrefaçon (p. 2512)
Pharmacie et médicaments : médicaments : contrefaçon (p. 2511)
Propriété intellectuelle : contrefaçon : indemnisation des victimes (p. 2512)
Propriété intellectuelle : contrefaçon : sécurité (p. 2512)
Propriété intellectuelle : contrefaçon : statistiques (p. 2511)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 286 de M. Michel Dieffenbacher (suppression de la possibilité pour le fonctionnaire détaché pour l'exercice d'un mandat parlementaire d'acquiescer des droits à pensions dans son régime d'origine pendant la durée de son mandat) (p. 3237)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 20

Son amendement n° 86 (ISF : exonération de la résidence principale à hauteur de 400 000 €) : retiré (p. 5103)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 76)

Thèmes :

Droit pénal : casier judiciaire (p. 77)
Droit pénal : délinquants sexuels : récidive (p. 76)
Droit pénal : injonction de soins (p. 76)
Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 76)
Droit pénal : récidive (p. 76)
Justice : rétention de sûreté (p. 76)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 11 bis (nouveau) (création d'un dispositif Sofiplantes)

Son intervention (p. 1442)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2295)

Thèmes :

Constitution : révision : histoire (p. 2295)
Constitution : révision : modernisation (p. 2295)
Parlement : conditions de travail (p. 2295)
Parlement : contrôle parlementaire (p. 2295)
Parlement : prérogatives (p. 2295)
Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2295)
Union européenne : élargissement : référendums (p. 2295)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 135 (p. 2614) : adopté (p. 2615)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Son amendement n° 136 (p. 2646) : adopté (p. 2647)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2724)

Son amendement n° 138 : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2727)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4394)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 4394)
Parlement : prérogatives (p. 4394)
Union européenne : élargissement : référendums (p. 4394)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son amendement n° 304 (p. 4509) : adopté après modification (p. 4510)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 158 de la commission

Son amendement n° 1459 rectifié (p. 2976) : retiré (p. 2978)

Jean MALLOT

*Allier (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [29 janvier 2008] (p. 588)

Syndicats. Représentativité. [10 juin 2008] (p. 3183)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 331, posée le 22 septembre 2008. Elevage. Ovins (J.O. Questions p. 4772). Appelée le 22 septembre 2008. Aides de l'État (p. 3163)

RAPPELS AU RÉGLEMENT

Proteste contre l'avancée d'une heure de la convocation d'une réunion de la commission des affaires culturelles [15 avril 2008] (p. 1569)

Se félicite de l'accord exprimé par Mme Chantal Brunel à un amendement de l'opposition proscrivant le licenciement pour refus d'effectuer des heures supplémentaires au-delà du quota et du forfait jours et demande à connaître la position du groupe UMP [7 juillet 2008] (p. 4342)

Déplore l'inscription d'un texte aussi important que le projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi à l'ordre

du jour d'un mercredi soir de juillet à vingt-et-une heures trente [16 juillet 2008] (p. 4689)

Estime que le secrétaire d'Etat chargé de l'emploi dénature les propos tenus par des députés de l'opposition et qu'il leur fait un procès d'intention en leur reprochant de pratiquer l'obstruction [17 juillet 2008] (p. 4739)

Indique au secrétaire d'Etat chargé de l'emploi qu'il a quitté l'hémicycle pour participer à une réunion préparatoire au Congrès devant statuer sur la révision constitutionnelle [17 juillet 2008] (p. 4751)

Demande au président de séance de clarifier le débat en indiquant les amendements retirés et reproche au rapporteur pour avis de ne pas avoir argumenté son opposition à l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Decool [17 juillet 2008] (p. 4791)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2474)

Son intervention (p. 2507)

Thèmes :

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2475)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2475)

Régions : Auvergne : transports (p. 2507, 2508)

Secteur public : service minimum (p. 2474, 2475)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2475)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 2507, 2508)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2507, 2508)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2507)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2536)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2559, 2580)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2600, 2640 et s., 2658)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2662, 2675)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son intervention (p. 2681)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Ses interventions (p. 2690 et s.)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Son intervention (p. 2698)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2710)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2711)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2710, 2711)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2711)

Transports urbains : RATP (p. 2711)

Travail : syndicats (p. 2711)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2184)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine : exploitation (p. 2184)
Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2184)
Etrangers : visas : délais (p. 2184)
Langue française : usage : immigration (p. 2184)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2292)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2856)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2856)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 2857)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2856 et s.)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2857)
Régions (p. 2856)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Son intervention (p. 4958)

Thèmes :

Lois : codification (p. 4958)
Travail : conseils de prud'hommes (p. 4959)
Travail : code du travail (p. 4959)
Travail : droit du travail (p. 4958 et s.)
Travail : inspection du travail (p. 4959)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son intervention (p. 4973)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Ses interventions (p. 4982, 5005)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1579)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 avril 2008] (p. 1569)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 1579 et s.)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 1580)
Travail : contrats de travail (p. 1579 et s.)
Travail : précarité (p. 1579 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Ses interventions (p. 1662, 1667)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Son intervention (p. 1684)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)

Son intervention (p. 3365)

Thèmes :

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3366)
Travail : contrats de travail (p. 3366)
Travail : droit du travail (p. 3365 et s.)
Travail : négociations (p. 3366)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Son intervention (p. 4144)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Son intervention (p. 4150)

Avant l'article 16

Intervient sur les adts n°s 276 à 290 du groupe socialiste (suppression du Titre II relatif au temps de travail) (p. 4193)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4205 et s., 4218 et s., 4231 et s., 4260, 4269)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4280, 4293 et s., 4307 et s., 4321, 4332 et s., 4340)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2008] (p. 4342)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Son intervention (p. 4350)

Article 19 (adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat)

Son intervention (p. 4358)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4703) : rejetée (p. 4710)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2008] (p. 4739)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4706)
Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4705)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4704 et s.)
Emploi : chômeurs (p. 4703 et s.)
Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4705)
Emploi : UNEDIC (p. 4704 et s.)
Entreprises : entreprises individuelles (p. 4707)
Entreprises : salariés : carrière (p. 4707)
Travail : code du travail (p. 4704 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4703 et s.)
Travail : salaires (p. 4706)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1491 de Mme Martine Billard (institution d'une taxe de précarité) (p. 4741)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4742 et s., 4771 et s., 4783 et s., 4798)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2008] (p. 4751)

Intervient sur l'ad t n° 25 de M. Francis Vercaemer (p. 4770)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2008] (p. 4791)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4969)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 4969 et s.)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4970)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4970)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4970)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4981, 4994 et s.)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5028, 5046)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 474 à 494 de M. Christian Eckert (examen de l'évolution du montant moyen des primes distribuées au titre de l'intéressement lors de la négociation salariale de branche) (p. 4087)

Intervient sur les adts identiques n°s 1256 à 1277 de M. Christian Eckert (attributions du comité des rémunérations) (p. 5051)

Intervient sur les adts identiques n°s 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5065)

Intervient sur les adts identiques n°s 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5068)

Intervient sur les adts identiques n°s 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5071)

Intervient sur les adts identiques n°s 117 à 137 de M. Christian Eckert (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5075)

Intervient sur les adts identiques n°s 954 à 1001 de M. Christian Eckert (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5078)

Intervient sur les adts identiques n°s 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5081)

Intervient sur les adts identiques n°s 858 à 905 de M. Christian Eckert (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5082)

Intervient sur les adts identiques n°s 906 à 953 de M. Christian Eckert (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5085)

Intervient sur les adts identiques n°s 495 à 515 de M. Christian Eckert (examen des accords d'intéressement et de participation par la commission nationale de la négociation collective) (p. 5093)

Intervient sur les adts identiques n°s 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5099)

Intervient sur les adts identiques n°s 516 à 536 de M. Christian Eckert (extension de la participation aux entreprises de plus de vingt salariés) (p. 5102)

Intervient sur les adts identiques n°s 1322 à 1343 de M. Christian Eckert (indicateur mesurant le rapport entre les rémunérations extra-salariales et la masse des salaires) (p. 5103)

Intervient sur les adts identiques n°s 1168 à 1189 de M. Christian Eckert (non prise en compte des impositions sur le revenu afférentes aux stock options pour le calcul du plafonnement prévu par le "bouclier fiscal") (p. 5117)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5121)

Noël MAMÈRE

*Gironde (3^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Juge suppléant de la cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 765 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la sécurité des installations portuaires [27 mars 2008]

Proposition de résolution n° 1006 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'incendie du centre de rétention administrative de Vincennes, au fonctionnement et à la légalité des centres de rétention administrative [26 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Agriculture. OGM [31 octobre 2007] (p. 3622)

Produits dangereux. Insecticides. Utilisation, conséquences, apiculture [23 janvier 2008] (p. 468)

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets nucléaires. Transports, Haute autorité de la sûreté nucléaire, information [21 mai 2008] (p. 2241)

FAIT PERSONNEL

Déclare que, contrairement à ce qu'affirme M. Jacob, il n'a jamais demandé l'application de l'immunité parlementaire pour les faits de fauchage dont il est l'auteur et qu'en tant que législateur, il n'en demandera jamais l'amnistie ; il ajoute qu'en refusant de supprimer le délit de fauchage du projet de loi sur les OGM, la majorité révèle "son vrai visage" et, ainsi que l'a dit le sénateur Le Grand, agit "sous influence" [8 avril 2008] (p. 1411)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se déclare choqué par les propos de M. Christian Jacob traitant les faucheurs volontaires de "voyous", terme qu'il n'a pas utilisé pour dénoncer des agriculteurs responsables de dégradations pour un coût de 12 millions d'euros [2 avril 2008] (p. 1139)

Déclare que les députés verts se désolidarisent de la décision du Bureau concernant les propos du sénateur Le Grand et annonce que les députés et sénateurs verts vont demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire "pour faire toute la vérité sur

ces déclarations très importantes et très graves" [2 avril 2008] (p. 1164)

Demande une suspension de séance afin de permettre au président de séance "de bien réfléchir" à la manière de conduire les débats [3 avril 2008] (p. 1275)

S'étonne que le rapporteur fasse référence aux règles communautaires alors qu'il s'est longuement opposé à la ratification de la directive Natura 2000 ; il considère que le projet de loi crée "une justice d'exception comme on a pu en connaître dans les périodes les plus noires de l'histoire" [8 avril 2008] (p. 1417)

Salue les propositions du président qui améliorent les capacités données aux groupes de l'opposition mais juge que la réforme des institutions ne va pas assez loin [9 juillet 2008] (p. 4465)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1610)

Thèmes :

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 1611)
 Politique économique : concurrence : Union européenne (p. 1611)
 Union européenne : politique sociale (p. 1611)
 Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1610, 1612)
 Union européenne : constitution européenne (p. 1611, 1612)
 Union européenne : construction européenne (p. 1610 et s.)
 Union européenne : institutions (p. 1610 et s.)
 Union européenne : interprétation des traités (p. 1611)
 Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1610 et s.)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2106)

Son intervention (p. 2117)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2146)

Thèmes :

Droit pénal : lois (p. 2117)
 Droit pénal : comparution immédiate (p. 2117)
 Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2118, 2147)
 Droit pénal : mineurs : Allemagne (p. 2147)
 Droit pénal : peines planchers (p. 2106, 2117)
 Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 2107, 2146)
 Lois : évaluation (p. 2117)
 Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2106, 2117)
 Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale : moyens (p. 2118)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 95 (rapport annuel sur les établissements pénitentiaires, la population carcérale, les mesures de réinsertion et de prévention de la récidive) (p. 2148) : rejeté (p. 2150)

Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son amendement n° 17 (de suppression) (p. 2151)

Ses amendements n°s 18 et 19 (p. 2153)

Ses interventions (p. 2155 et s.)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses amendements n°s 20 (de suppression), 21 à 25 (p. 2158 à 2161)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Son intervention (p. 2169)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'ad. n° 72 de Mme Delphine Batho (sanctions éducatives prononcées dans un délai de trois mois) (p. 2174)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Son amendement n° 26 (de suppression) (p. 2175)

Ses interventions (p. 2179 et s.)

Son amendement n° 27 (p. 2183)

Article 4 (information des jurés de la cour d'assises sur l'application des peines minimales)

Son amendement n° 28 (de suppression) (p. 2184)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 2185 et s.)

Son amendement n° 29 (de suppression) (p. 2186)

Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve)

Son amendement n° 30 (de suppression) (p. 2188)

Article 7 (application de l'injonction de soins dans le cadre de la surveillance judiciaire)

Son amendement n° 31 (de suppression) (p. 2189)

Article 8 (impossibilité d'octroyer une réduction de peine à certains condamnés refusant les soins en détention)

Son amendement n° 32 (de suppression) (p. 2189)

Article 9 (renforcement du suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle)

Son amendement n° 33 (de suppression) (p. 2189)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 34 (de suppression) (p. 2190)

Article 11 (application des dispositions du projet de loi dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie)

Son amendement n° 35 (de suppression) (p. 2191)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2191)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2192)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2214) : rejetée (p. 2220)

Thèmes :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 2214)
 Enseignement supérieur : crédits (p. 2214)
 Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2214)
 Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2216)
 Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2215)
 Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2214, 2215)
 Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2214 et s.)
 Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2216)
 Enseignement supérieur : personnel : syndicats (p. 2215)
 Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2216)
 Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2217)
 Recherche : crédits (p. 2214)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1^{er} (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 2276)

Son amendement n° 96 (p. 2277)

Article 4 (administration de l'université)

Son amendement n° 98 (de suppression) (p. 2284)

Ses interventions (p. 2285 et s.)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Ses interventions (p. 2288 et s.)

Ses amendements n°s 100 et 102 rectifié (p. 2296 et s.)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Ses interventions (p. 2301 et s.)

Son amendement n° 107 (p. 2309)

Article 8 (rôle du conseil des études et de la vie universitaire)

Son intervention (p. 2318)

Article 9 (représentation de secteurs de formation au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie étudiante)

Son amendement n° 112 (p. 2319)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son intervention (p. 2336)

Article 19 (information et formation des étudiants membres d'instances universitaires)

Son amendement n° 122 (p. 2367)

Article 24 (transfert de la propriété de biens mobiliers et immobiliers détenus par l'Etat)

Son amendement n° 124 (de suppression) (p. 2375)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2149)

Son intervention (p. 2152)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2184)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie : tests génétiques (p. 2149, 2185)

Etrangers : droit d'asile (p. 2153)

Etrangers : regroupement familial : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2149, 2152, 2185)

Langue française : usage : immigration (p. 2149, 2185)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2189 et s., 2209 et s.)

Ses amendements n°s 93, 92, 91 et 90 (p. 2197, 2214 et s.)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Ses interventions (p. 2223 et s., 2240 et s.)

Ses amendements n°s 100, 97 et 98 (p. 2228, 2241 et s.)

Après l'article 4

Son amendement n° 259 (attribution d'un visa de long séjour à l'étranger entré régulièrement en France et résidant depuis plus de six mois avec son conjoint français) : rejeté (p. 2248)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Ses interventions (p. 2248 et s.)

Son amendement n° 94 rectifié (p. 2255)

Après l'article 2

Son amendement n° 95 précédemment réservé (condition de ressources pour le regroupement familial non-applicable aux handicapés et aux retraités) (p. 2258) : rejeté (p. 2259)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Ses interventions (p. 2260 et s.)

Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")

Ses interventions (p. 2266 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2282)

Intervient sur le sous-adt n° 267 du Gouvernement (remboursement au demandeur du test ADN en cas d'obtention du visa) à l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2296)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Ses interventions (p. 2301 et s.)

Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)

Son intervention (p. 2305)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)

Son intervention (p. 2306)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Thierry Mariani (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2310)

Après l'article 11

Son amendement n° 104 (Haute autorité de lutte contre les discriminations destinataire, avec le Parlement, du rapport sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) : rejeté (p. 2313)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission (absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 2315)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 54 de la commission (relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 2322)

Intervient sur l'adt n° 55 de la commission (traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité des origines) (p. 2323)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3064)

Ses explications de vote (p. 3067)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3067)

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens

Explications de vote et vote [11 octobre 2007] (p. 2742)

Ses explications de vote (p. 2741)

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2742)

Projet de loi n° 179 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [11 octobre 2007]

Ses explications de vote (p. 2748)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2749)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Son intervention (p. 3605)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : droit d'asile : convention de Genève (p. 3606)

Etrangers : immigration clandestine (p. 3606)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 3606)

Etrangers : politique de l'immigration : élection présidentielle (p. 3605)

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 3605)

Procédure des questions :

Etrangers : demandeurs d'asile : hébergement d'urgence (p. 3613)

Politique extérieure : codéveloppement : pays en développement (p. 3614)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4374) : rejetée (p. 4378)

Son intervention (p. 4380)

Thèmes :

Commerce extérieur : agroalimentaire (p. 4376 et s., 4381, 4385)

Outre-mer : DOM-TOM (p. 4377 et s., 4381)

Outre-mer : La Réunion (p. 4376 et s., 4381)

Outre-mer : octroi de mer (p. 4376)

Pays étrangers : Afrique (p. 4374 et s.)

Pays étrangers : Sénégal (p. 4375)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 4374 et s.)

Politiques communautaires : partenariat (p. 4374 et s.)

Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4374 et s., 4380 et s.)

Relations internationales : pays en développement (p. 4374 et s.)

Relations internationales : commerce international (p. 4374 et s.)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4381)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 324)

Thèmes :

Collectivités territoriales : politique sociale (p. 325)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 324 et s.)

Politique sociale : insertion (p. 324 et s.)

Politique sociale : minima sociaux (p. 324)

Politique sociale : pauvreté (p. 324)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 324 et s.)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1094)

Son intervention (p. 1102)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1139)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1094)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1094, 1102)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1094)

Bioéthique : brevets (p. 1095)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1103)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1094, 1102)

Parlement : groupes de pression : commissions d'enquête (p. 1094, 1102)

Politiques communautaires : clause de sauvegarde : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1102)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1094, 1103)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 250 de M. André Chassaigne (rapport du Gouvernement sur l'état de la recherche publique en biotechnologies) (p. 1150)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1158, 1175, 1182, 1203 et s., 1209, 1223 et s., 1238)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1164)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 380 de Mme Delphine Batho (amnistie des actes de fauchages volontaires de plantations commerciales commis avant la promulgation de la loi) (p. 1240)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 382 de M. Jean-Yves Le Déaut (p. 1243)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1244, 1252 et s., 1264 et s., 1290 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1275)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 415 de Mme Corinne Erhel (impossibilité de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) (p. 1315)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 418 de M. Germinal Peiro (étiquetage des produits ou sous produits composés en tout ou partie d'OGM, y compris les produits ou sous produits d'animaux) (p. 1321 et s.)

Intervient sur l'adt n° 424 de M. François Brottes (définition du statut de "lanceur d'alerte") (p. 1325)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 407 précédemment réservé de Mme Geneviève Gaillard (remplacement du terme "coexistence" (entre cultures) par "protection des") (p. 1327)

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1332, 1398)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Ses interventions (p. 1405 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 avril 2008] (p. 1417)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1422 et s.)

Article 8 A (nouveau) (définitions)

Son intervention (p. 1431)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1435)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Louis Giscard d'Estaing (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) (p. 1444)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2192)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : pays étrangers (p. 2192)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2192)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2192)

Environnement : principe de précaution (p. 2193)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2192)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande et 226 de leurs collègues [3 avril 2008]

[8 avril 2008] (p. 1375)

Son intervention (p. 1385)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 1385)

Le groupe Gauche démocrate et républicaine vote la censure (p. 1389)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2115)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2116) : rejetée (p. 2122)

Thèmes :

Droit pénal : enquêtes : télécommunications (p. 2119)

Droit pénal : perquisitions (p. 2117)

Droit pénal : perquisitions : domicile (p. 2118)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 2116, 2118)

Politique générale : démocratie : information (p. 2119)

Politique générale : démocratie : secret des sources des journalistes (p. 2117)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 2115)

Presse et livres : journalistes : indépendance (p. 2118)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2116 et s.)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : Belgique (p. 2118)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : dérogations (p. 2117)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : Président de la République (p. 2118)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2115 et s., 2118)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2257)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2258)

Constitution : révision : modernisation (p. 2257)

Elections et référendums : représentation proportionnelle : Parlement (p. 2258)

Etrangers : droit de vote (p. 2258)

Parlement : commissions d'enquête (p. 2258)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 2257)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2257)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2257)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2339)

Son amendement n° 273 (reconnaissance de la diversité de la composition de la République) (p. 2338) : rejeté (p. 2339)

Intervient sur l'adt n° 115 de M. Gérard Charasse (principe de laïcité défini par la loi de 1905) (p. 2344)

Son amendement n° 304 (langues régionales) (p. 2345) : devenu sans objet (p. 2350)

Intervient sur l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2351)

Son amendement n° 307 (instauration généralisée du scrutin proportionnel) (p. 2353) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2355)

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Jean-Christophe Lagarde (vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2360)

Intervient sur l'adt n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2360)

Son amendement n° 308 (reconnaissance de la citoyenneté des personnes résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2357) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2361)

Intervient sur l'adt n° 306 de Mme Martine Billard (application du principe de parité) (p. 2362)

Intervient sur l'adt n° 375 de M. Jean-Claude Sandrier (application du principe de parité) (p. 2363)

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean-Claude Sandrier (détermination par la loi de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats) (p. 2364)

Intervient sur l'adt n° 247 de M. Jean-Christophe Lagarde (interdiction du cumul de plus de deux mandats, sauf responsabilités intercommunales) (p. 2368)

Son amendement n° 309 (vote des étrangers non communautaires pour les élections aux conseils des collectivités territoriales) (p. 2366) : rejeté (p. 2368)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 233 de M. Bertrand Pancher (référendum en matière environnementale) (p. 2394)

Son amendement n° 312 (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2389) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2394)

Son amendement n° 313 (coordination) : devenu sans objet (p. 2395)

Son amendement n° 314 (dispositions similaires à celles rejetées par référendum ne peuvent être adoptées que par référendum) (p. 2395) : rejeté (p. 2396)

Son amendement n° 315 (suppression du droit de dissolution de l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 2396)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)
Son intervention (p. 2402)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)
Son amendement n° 316 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2414)

Ses interventions (p. 2417 et s.)

Son amendement n° 317 (p. 2418)

Article 6 (droit de grâce)
Son intervention (p. 2424)

Ses amendements n°s 318 et 319 rectifié (p. 2426 et s.)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)
Ses interventions (p. 2434 et s.)

Son amendement n° 320 (de suppression) (p. 2438)

Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)
Son amendement n° 321 (de suppression) (p. 2445) : adopté (p. 2447)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2453)

Article 9 (missions et composition du Parlement)
Ses interventions (p. 2457 et s., 2470)

Son amendement n° 331 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2462)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 340 rectifié de Mme Martine Billard (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs, ceux-ci ne pouvant signer qu'un nombre limité de demandes) (p. 2517)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)
Son intervention (p. 2531)

Après l'article 10

Son amendement n° 339 (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) : adopté (p. 2535)

Intervient sur l'ad n° 261 de M. Bertrand Pancher (examen public pour les commissions spéciales prévues à l'article 43) (p. 2536)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)
Son amendement n° 323 (p. 2566)

Après l'article 13

Son amendement n° 434 (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575) : rejeté (p. 2576)

Article 15 (protection du domaine législatif)
Son amendement n° 322 (p. 2605)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)
Son amendement n° 326 rectifié (p. 2642)

Après l'article 22

Son amendement n° 327 (inscription à l'ordre du jour d'une assemblée dans un délai d'un an de toute proposition de loi adoptée par l'autre assemblée) : rejeté (p. 2662)

Son amendement n° 329 (convocation des membres du Gouvernement par des parlementaires de l'opposition à des auditions publiques) : rejeté (p. 2662)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)
Son amendement n° 330 (p. 2670)

Explications de vote et vote [3 juin 2008] (p. 2838)

Ses explications de vote (p. 2842)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2843)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4382)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4401) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4407)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 4405)

Assemblée nationale : dissolution (p. 4404)

Assemblée nationale : majorité (p. 4403)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4404)

Constitution : révision (p. 4402)

Constitution : révision : référendums (p. 4406)

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 4404)

Etrangers : droit de vote (p. 4382, 4405)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 4405)

Parlement : conditions de travail (p. 4402)

Parlement : ordre du jour : opposition (p. 4403)

Parlement : prérogatives (p. 4402)

Parlement : sessions extraordinaires : conditions de travail (p. 4402)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4405)

Partis et mouvements politiques : opposition : temps de parole (p. 4403)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4401)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 4404, 4406)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 4403)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 4403)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)

Son intervention (p. 4411)

Ses amendements n°s 64, 207, 206, 208 et 65 (p. 4412)

Article 1er (garantie du pluralisme politique)

Ses interventions (p. 4415 et s.)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son amendement n° 67 (p. 4418)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Ses amendements n°s 209 et 210 (p. 4420 et s.)

Article 6 (droit de grâce)

Son amendement n° 69 (p. 4430)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses amendements n°s 70, 213 et 71 (p. 4432 et s.)

Son intervention (p. 4436)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4445)

Ses amendements n°s 214, 215, 72, 73 et 212 rectifié (p. 4447 et s.)

Article 10 bis (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires)

Ses amendements n°s 216 et 217 (p. 4453)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4454)

Son amendement n° 75 (p. 4456)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4465)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses amendements n° 76, 78 et 219 (p. 4476)

Son intervention (p. 4477)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement n° 221 (p. 4481)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses interventions (p. 4483 et s.)

Ses amendements n°s 222 et 80 (p. 4488)

Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)

Ses amendements n°s 81, 224 et 223 (p. 4491 et s.)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son amendement n° 226 (p. 4493)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 4496)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 4502)

Ses amendements n°s 229, 230 et 231 (p. 4503)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [22 mai 2008] (p. 2331)

Ses explications de vote (p. 2331)

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2331)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2883) : rejetée (p. 2889)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture : commissions départementales d'équipement commercial (CDEC) (p. 2885)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2886)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2886)

Environnement : développement durable : aménagement du territoire (p. 2885)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2883)

Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 2886)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2883)

Travail : précarité : grande distribution (p. 2885)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)

Son intervention (p. 4909)

Thèmes :

Défense : militaires et assimilés : décès (p. 4909)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4910)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4911)

Pays étrangers : Afghanistan : aide au développement (p. 4911)

Pays étrangers : Afghanistan : aide humanitaire (p. 4911)

Pays étrangers : Afghanistan : militaires et assimilés (p. 4910)

Pays étrangers : Afghanistan : santé publique (p. 4911)

Pays étrangers : Afghanistan : trafic de stupéfiants (p. 4911)

Pays étrangers : Pakistan (p. 4911)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 4911)

Président de la République (p. 4910)

Relations internationales : guerre : Afghanistan (p. 4911)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4912)

Jean-François MANCEL

*Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Action extérieure de l'Etat - [11 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration du centre national d'art et de culture Georges Pompidou [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Action extérieure de l'Etat - [16 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 140 permettant une décharge de la solidarité entre époux lors d'impositions complémentaires au paiement de l'impôt sur le revenu [2 août 2007]

Proposition de loi n° 141 tendant à empêcher l'utilisation des dénonciations anonymes dans les procédures administratives et judiciaires [2 août 2007]

Proposition de loi n° 233 tendant à établir une réelle liberté de gestion des établissements culturels [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n°189) : annexe n° 1 : Action extérieure de l'Etat (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 655 visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [29 janvier 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif à la modernisation de l'outil diplomatique [22 juillet 2008] (n° 1067)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2869)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 2869)

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2869)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2869)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2869)

Impôts et taxes : solidarité entre conjoints (p. 2869)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 5 précédemment réservé (obligations des époux et des partenaires liés par un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 2919)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3861)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire : carrière (p. 3862 et s.)
Étrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 3861)
Français de l'étranger : enseignement (p. 3862)
Ministères et secrétariats d'État : ministère des affaires étrangères (p. 3861 et s.)
Pays étrangers : Liban (p. 3862)
Relations internationales : crédits (p. 3861 et s.)
Relations internationales : Français de l'étranger (p. 3861)
Relations internationales : visas (p. 3862)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3888)

Crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat", inscrits à l'état B
Son intervention (p. 3889)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad t n° 210 rectifié de M. Jacques Myard (instauration d'un prélèvement sur les paris mutuels au profit des communes d'implantation des hippodromes) (p. 5076)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Son intervention (p. 3840)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3840)
Marchés publics : réforme (p. 3840)
Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : régime juridique (p. 3840)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

CRÉDITS DE LA SANTÉ

Son intervention (p. 3965)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : compétences (p. 3965)
Santé : organismes (p. 3965)
Santé : cancer : Plan (p. 3965)
Santé : crédits : missions (p. 3965)
Santé : obésité : hygiène alimentaire (p. 3965)
Santé : tabagisme (p. 3965)

CRÉDITS DU PROGRAMME « TRANSPORTS AÉRIENS » ET BUDGET ANNEXE « CONTRÔLE ET EXPLOITATION AÉRIENS »

Son intervention (p. 3972)

Thèmes :

Environnement : transports aériens (p. 3973)
Union européenne : transports aériens (p. 3973)

MISSION « ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT » - « SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT À L'ÉTRANGER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4006) :

- *Réunion de la commission des affaires étrangères du 17 juin 2008*
Son intervention (p. 4008)

Louis-Joseph MANSCOUR

*Martinique (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 108, posée le 22 janvier 2008. Outre-mer. DOM-ROM : Martinique (J.O. Questions p. 406). Appelée le 22 janvier 2008. Hôpitaux, reconstruction, La Trinité (p. 372)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'insurge contre la modification de l'ordre du jour qui pénalise les députés ultramarins [25 septembre 2008] (p. 5158)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Muzeau : souligne les contraintes imposées aux députés de circonscriptions éloignées [25 septembre 2008] (p. 5176)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 29 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 2379)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Outre-mer : politique agricole (p. 4067)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Procédure des questions :

Outre-mer : Martinique : politique de l'éducation (p. 4237)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3711)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 3711)

Logement : logement social : Martinique (p. 3711)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : outre-mer (p. 3711)

Outre-mer : congé-solidarité (p. 3711)

Outre-mer : Martinique : chômage (p. 3711)

Outre-mer : Martinique : santé publique (p. 3711)

Outre-mer : zones franches globales d'activités (p. 3711)

Sécurité publique : catastrophes naturelles : Antilles (p. 3711)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)
Son intervention (p. 3653)

Thèmes avant la procédure des questions :
Outre-mer : Martinique : hôpitaux (p. 3654)
Outre-mer : Martinique : santé publique (p. 3654)
Santé : accès aux soins (p. 3653 et s.)
Sécurité sociale : franchise (p. 3654)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)
Son intervention (p. 5199)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5158)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Muzeau (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5175)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5200)
Politique sociale : inégalités (p. 5200)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion : outre-mer (p. 5199)
Travail : précarité (p. 5200)

Jacqueline MAQUET

*Pas-de-Calais (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 novembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 novembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 décembre 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 décembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 12 décembre 2007]

Alain MARC

*Aveyron (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007] (p. 11423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 144, posée le 29 janvier 2008. Enseignement agricole. Fonctionnement (J.O. Questions p. 628). Appelée le 29 janvier 2008. (p. 569)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2299)

Ses amendements n°s 145 rectifié et 146 (p. 2304 et s.)

Après l'article 25

Son amendement n° 144 (critères de détermination de la dotation globale de fonctionnement des universités ; spécificité des universités d'outre-mer) : retiré (p. 2376)

Avant l'article 29

Son amendement n° 149 (nouvel intitulé du Titre V : Dispositions relatives à Mayotte, à la Polynésie Française, à la Nouvelle-Calédonie, et à Wallis-et-Futuna) : retiré (p. 2378)

Article 29 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer)

Ses interventions (p. 2378 et s.)

Son amendement n° 148 (p. 2381)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1981)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1981 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1981 et s.)

Enseignement : langues régionales (p. 1981)

Langue française : usage (p. 1981)

Jeanny MARC

*Guadeloupe (3^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale. [30 avril 2008] (p. 1829)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Son amendement n° 252 (agriculteurs de Guadeloupe et de Martinique dont les exploitations sont contaminées par le chlordécone : exonération de cotisations sociales) (p. 1804) : rejeté (p. 1806)

Ses amendements n°s 250, 251 et 365 (départements d'outre-mer - embauche en CDI de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur : amélioration du régime d'exonération de cotisations sociales) (p. 1807) : rejetés (p. 1808)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 14 (modifications rédactionnelles liées à la création d'un ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement)

Son intervention (p. 2317)

Après l'article 14

Son amendement n° 122 (observatoire de l'immigration dans les départements d'outre-mer) : adopté après modification (p. 2318)

Son amendement n° 123 (composition des observatoires de l'immigration dans les départements d'outre-mer) : adopté après modification (p. 2318)

Son amendement n° 120 (prise en compte du nombre de mineurs étrangers scolarisés pour le calcul des dotations globales de fonctionnement en Guadeloupe, en Guyane et à Mayotte) : rejeté (p. 2318)

Son amendement n° 121 (attribution d'une dotation complémentaire proportionnelle au nombre d'étrangers en situation irrégulière aux communes de la Guadeloupe, de la Guyane et de Mayotte) : rejeté (p. 2318)

Son amendement n° 117 (mobilisation des comptes épargne co-développement par les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion) : rejeté (p. 2318)

Son amendement n° 118 (mobilisation des comptes épargne co-développement par les régions de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion) : rejeté (p. 2318)

Son amendement n° 119 (abondement des fonds de coopération par les comptes épargne co-développement) : rejeté (p. 2318)

Son amendement n° 115 (majoration de l'avantage fiscal dès lors que le compte épargne co-développement est domicilié en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion ou à Mayotte) : rejeté (p. 2318)

Son amendement n° 126 (mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières) : rejeté (p. 2318)

Son amendement n° 125 (création d'une taxe de solidarité sur le transport maritime de passagers) : rejeté (p. 2318)

Son amendement n° 124 (affectation de 10 % du fonds de solidarité pour le développement à la coopération ultramarine) : rejeté (p. 2318)

Son amendement n° 116 (caractéristiques et objectifs des opérations susceptibles d'être financées par les comptes épargne co-développement) : rejeté (p. 2318)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3712)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 3713)

Emploi : contrats aidés : outre-mer (p. 3713)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3712)

Logement : logement social : outre-mer (p. 3713)

Outre-mer : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) : crédits budgétaires (p. 3713)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Son intervention (p. 4383)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4383)

Environnement : changements climatiques (p. 4383)

Outre-mer : Antilles (p. 4383 et s.)

Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4383 et s.)

Relations internationales : commerce international (p. 4384)

Santé : épidémies : sida (p. 4383)

Marie-Lou MARCEL

Aveyron (2^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement technique et professionnel. Baccalauréat professionnel. Cursus, réforme [18 décembre 2007] (p. 5379)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 208, posée le 29 avril 2008. Industrie. Politique industrielle (J.O. Questions p. 3548). Appelée le 29 avril 2008. Système productif local, Limousin et Midi-Pyrénées (p. 1743)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B

Son amendement n° 210 (p. 4074)

JUSTICE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B
Son intervention (p. 4204)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007*
Son intervention (p. 109)

Thèmes :

Aménagement du territoire : transports routiers (p. 109)
Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 109)
Élevage : subventions aux bâtiments d'élevage (p. 109)
Environnement : Grenelle de l'environnement : aménagement du territoire (p. 109)
Transports ferroviaires : transport de voyageurs : Languedoc-Roussillon (p. 109)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1115)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1115)
Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1115)
Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1115)
Bioéthique : brevets (p. 1115)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1115)
Environnement : principe de précaution (p. 1115)
Politiques communautaires : clause de sauvegarde : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1115)
Recherche : biotechnologies (p. 1115)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1982)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1983)
Culture : langues régionales (p. 1982)
Enseignement : langues régionales (p. 1982)
Régions : Languedoc-Roussillon (p. 1983)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2849)

Thèmes :

Collectivités territoriales : interventions économiques : petites et moyennes entreprises (p. 2849)
Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2850)
Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2850)
Entreprises : délais de paiement (p. 2849)
Entreprises : entreprises individuelles (p. 2849)
Entreprises : seuils sociaux (p. 2849)

Jean-Pierre MARCON

Haute-Loire (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]
N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Lutte et prévention [31 octobre 2007] (p. 3625)

Retraites : régime agricole. Politique à l'égard des retraités. [14 mai 2008] (p. 2053)

Thierry MARIANI

Vaucluse (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Sécurité civile- [11 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (n° 57) [18 juillet 2007]

Représentant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission nationale de contrôle des centres et locaux de rétention administrative et des zones d'attente [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil national de la sécurité civile [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 17 octobre 2007]

Rapporteur de la proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général (n° 571) [9 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Sécurité civile- [4 juin 2008]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la politique commune de l'immigration (E 3678, E 3679) (n° 922) [18 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 20 juillet 2007 (n°s E 3568, E 3571, E 3575, E 3577, E 3584, E 3588 et E 3589) et sur les textes n°s E 3380, E 3511, E 3555, E 3556, E 3558 et E 3594 [25 juillet 2007] (n° 105)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, relatif à la maîtrise de

l'immigration, à l'intégration et à l'asile (n° 57) [12 septembre 2007] (n° 160)

Proposition de loi n° 209 visant à prévenir le risque incendie dans les bâtiments d'habitation [27 septembre 2007]

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IX : Sécurité civile (n° 281) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [16 octobre 2007] (n° 287)

Proposition de loi n° 392 permettant aux exploitants de restaurants, bars et discothèques de petite taille d'avoir la liberté de déclarer leur établissement fumeur ou non-fumeur [7 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 405 sur l'Organisation commune de marché vitivinicole [13 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'Organisation commune de marché vitivinicole (E 3587) [13 novembre 2007] (n° 404)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 septembre au 25 octobre 2007 (n°s E 3389 annexe 7, E 3620 à E 3622, E 3624 à E 3626, E 3648 à E 3650, E 3656, E 3658 et E 3659) et sur les textes n°s E 3245, E 3363, E 3390, E 3453, E 3455, E 3456, E 3501, E 3516, E 3544, E 3563, E 3564, E 3570, E 3586, E 3593, E 3597, E 3600, E 3602 à E 3604, E 3611, E 3613, E 3614, E 3617, E 3665, E 3669, E 3674 et E 3683 [21 novembre 2007] (n° 434)

Proposition de loi n° 454 visant à réformer l'aide médicale de l'État [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 475 visant à rendre obligatoire un contrôle technique pour les cyclomoteurs, motocyclettes et dérivés [5 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Luc Warsmann et plusieurs de ses collègues facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général (n° 571) [16 janvier 2008] (n° 608)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n°s E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n°s E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n° 694)

Proposition de loi n° 794 visant à simplifier pour l'employeur la procédure de vérification de l'existence d'une autorisation de travail dans le cadre d'un emploi à caractère saisonnier [9 avril 2008]

Proposition de loi n° 840 visant à favoriser la liberté de la presse et l'information sur le vin et les boissons alcoolisées [24 avril 2008]

Proposition de loi n° 841 portant réforme de la déclaration de patrimoine des maires et des adjoints au maire [24 avril 2008]

Proposition de résolution n° 922 sur la politique commune de l'immigration (E 3678, E 3679) [3 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique commune de l'immigration (E 3678 et E 3679) [3 juin 2008] (n° 921)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Thierry Mariani rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur la politique commune de l'immigration (E 3678, E 3679) (n° 922) [25 juin 2008] (n° 994)

Proposition de résolution n° 1063 visant à la création d'une commission d'enquête sur les rejets gazeux et/ou liquides dans l'atmosphère suite à l'incident sur le site du Tricastin [18 juillet 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la Commission chargée des affaires européennes sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 juillet au 19 septembre 2008 (n°s E 3905, E 3908, E 3910, E 3920, E 3922 à E 3926, E 3938 à E 3945, E 3950, E 3951, E 3953, E 3955, E 3957 à E 3962, E 3964, E 3965, E 3968, E 3972 à E 3976, E 3978, E 3980 et E 3981) et sur les textes n°s E 3661, E 3783, E 3787, E 3804, E 3849 et E 3851 [23 septembre 2008] (n° 1124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. Protection, fonctionnaires et agents publics [19 décembre 2007] (p. 5430)

Etrangers. Immigration. Politiques communautaires [10 juin 2008] (p. 3184)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 68, posée le 18 décembre 2007. Établissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 7895). Appelée le 18 décembre 2007. Centre hospitalier de Valréas (p. 5352)

n° 173, posée le 25 mars 2008. Enseignement agricole. Lycées agricoles (J.O. Questions p. 2480). Appelée le 25 mars 2008. Fonctionnement, lycée agricole d'Orange (p. 889)

DÉBATS

Projet de loi n° 15 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2409)
Son intervention (p. 2414)

Thèmes :

Démographie : migrations (p. 2414 et s.)
Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel (p. 2414)
Pays étrangers : Allemagne (p. 2414 et s.)
Pays étrangers : Autriche (p. 2414)
Pays étrangers : Belgique (p. 2414)
Pays étrangers : Espagne (p. 2414 et s.)
Pays étrangers : Luxembourg (p. 2414)
Pays étrangers : Pays-Bas (p. 2414)
Police : coopération européenne (p. 2414)
Police : échange international de données (p. 2414)
Traités et conventions : ratification (p. 2414)
Traités et conventions : traité de Prüm (p. 2414 et s.)
Union européenne : accords de Schengen (p. 2415)
Union européenne : lutte contre le terrorisme (p. 2414)

Projet de loi n° 20 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2417)
Son intervention (p. 2419)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 2419 et s.)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2419 et s.)
Traités et conventions : ratification (p. 2420)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2133)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2151)

Thèmes :

Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 2134)
 Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2135, 2151)
 Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2133, 2135)
 Etrangers : demandeurs d'asile : référé (p. 2135)
 Etrangers : intégration (p. 2133)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 2135)
 Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2134)
 Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2135, 2151)
 Langue française : usage : immigration (p. 2134)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2188 à 2325)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2193, 2206, 2218 et s.)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Ses interventions (p. 2227, 2237 et s.)

Ses amendements n^{os} 205 et 206 : adoptés (p. 2247)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n^o 35 de la commission (évaluation du besoin de formation linguistique dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration) (p. 2248)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Ses interventions (p. 2253 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n^o 25 précédemment réservé de la commission (modulation des conditions de ressources en fonction de la taille de la famille pour permettre aux titulaires de la carte de résident longue durée-CE de bénéficier du regroupement familial) (p. 2257)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Ses interventions (p. 2261 et s.)

Son amendement n^o 210 (p. 2263)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n^o 29 précédemment réservé de la commission (prise en compte du respect du contrat d'accueil et d'intégration pour le renouvellement du titre de séjour) (p. 2265)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n^o 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2277)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n^o 37 de la commission (information des demandeurs d'asile à la frontière sur la possibilité d'introduire un recours suspensif contre un refus d'entrée au titre de l'asile) (p. 2299)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Son intervention (p. 2300)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n^o 39 de la commission (simplification de la procédure du maintien en zone d'attente pendant la phase administrative) (p. 2304)

Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)

Ses interventions (p. 2304 et s.)

Son amendement n^o 68 : adopté après modification (p. 2305)

Article 8 (coordination)

Son intervention (p. 2306)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)

Son intervention (p. 2308)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n^o 45 rectifié de la commission (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Son amendement n^o 69 (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2309) : adopté (p. 2311)

Article 12 (carte de séjour temporaire "salarié en mission")

Son intervention (p. 2314)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n^o 48 rectifié de la commission (appel contre la libération d'un étranger maintenu en rétention ou en zone d'attente) (p. 2314)

Intervient sur l'adt n^o 49 de la commission (absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 2315)

Son amendement n^o 208 (arrêté de reconduite à la frontière à l'encontre d'un étranger n'ayant pas exécuté une obligation de quitter le territoire français prise depuis au moins un an) : adopté (p. 2315)

Intervient sur l'adt n^o 50 rectifié de la commission (autorisation d'embaucher un travailleur saisonnier étranger sans attendre la réponse à la déclaration préalable à l'embauche) (p. 2316)

Article 13 (extension du recours à la visioconférence pour les audiences de prolongation de rétention par le juge des libertés et de la détention)

Son intervention (p. 2317)

Après l'article 14

Son sous-amendement n^o 273 (rédactionnel) à l'adt n^o 122 de Mme Jeanny Marc (observatoire de l'immigration dans les départements d'outre-mer) : adopté (p. 2318)

Son sous-amendement n^o 275 (de précision) à l'adt n^o 123 de Mme Jeanny Marc (composition des observatoires de l'immigration dans les départements d'outre-mer) : adopté (p. 2318)

Article 15 (caractère non suspensif des recours dirigés contre les obligations de quitter le territoire français (OQTF) en Guyane et en Guadeloupe)

Son intervention (p. 2321)

Article 18 (ratification d'une ordonnance)

Son intervention (p. 2322)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n^o 54 de la commission (relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 2322)

Son amendement n^o 209 (subordination à une condition de régularité du séjour du droit d'un étranger à l'hébergement d'urgence) : adopté (p. 2325)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Son intervention (p. 3031)

Thèmes :

Etat civil : mariage avec un étranger : titres de séjour (p. 3031)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3032)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 3032)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : tutelle (p. 3032)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 3031)

Etrangers : regroupement familial : contrats d'intégration (p. 3031)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3031)

Politique extérieure : codéveloppement : livret d'épargne (p. 3032)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 3032)
 Politique sociale : hébergement d'urgence : immigration clandestine (p. 3032)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : tomates (p. 4056)
 Travail : entreprises de travail temporaire : viticulture (p. 4064)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Procédure des questions :

Voie : autoroutes : Drôme (p. 3998)
 Voie : routes nationales : Drôme (p. 4000)

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Procédure des questions :

Politique extérieure : codéveloppement : immigration (p. 3610)

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4188)

Procédure des questions :

Justice : carte judiciaire : tribunaux (p. 4188)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 3583)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : sécurité civile (p. 3583)
 Environnement : changements climatiques : sécurité civile (p. 3583)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : reclassement professionnel (p. 3583)
 Sécurité publique : secours : zones rurales (p. 3583)
 Sécurité publique : sécurité civile : avions (p. 3583)
 Union européenne : sécurité civile (p. 3583)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3801)

Thèmes avant la procédure des questions :

Hôtellerie et restauration : création d'emplois (p. 3801)
 TVA : taux réduit : restauration (p. 3801)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3825)

Article 56 (prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 3836)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 65)

Thèmes :

Droit pénal : délinquants sexuels : rétention de sûreté (p. 65)
 Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 65)
 Justice : victimes (p. 65)

Projet de loi n° 522 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 janvier 2008] (p. 335)

Son intervention (p. 336)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 510)

Son amendement n° 215 (p. 513)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 636)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 642)

Son intervention (p. 643)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 642 et s.)
 Langue française : usage (p. 642)
 Politiques communautaires : transports maritimes (p. 636)
 Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 642 et s.)
 Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 642)
 Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 644)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 642)
 Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 636, 642)

Explications de vote et vote [30 janvier 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 645)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention (p. 687)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 687)
 Collectivités territoriales : exécutifs locaux : régions (p. 687)
 Elections et référendums : suppléants (p. 687)
 Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 688)
 Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 687)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 695)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 695)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Son amendement n° 80 (p. 1644)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2301)

Thèmes :

Français de l'étranger : élection présidentielle (p. 2301)
Français de l'étranger : élections législatives (p. 2302)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son intervention (p. 2985)

Ses sous-amendements n°s 891, 889, 892 et 890 à l'ad t n° 159 de la commission (p. 2985)

Alfred MARIE-JEANNE

*Martinique (4^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM-ROM : Guadeloupe et Martinique. Mer et littoral, aménagement du littoral, servitude de passage côtière, décret d'application, publication [6 novembre 2007] (p. 3675)

Outre-mer. DOM-ROM : Martinique. Sécurité publique, séismes, plan de prévention des risques, mise en place [12 décembre 2007] (p. 5259)

Agriculture. SAFER. Droit de préemption, réglementation [5 février 2008] (p. 716)

Outre-mer. DOM-ROM : Guadeloupe, Guyane et Martinique. Syndicats, représentativité [2 avril 2008] (p. 1131)

Saisies et sûretés. Hypothèques. Authenticité, annulation judiciaire, réforme [13 mai 2008] (p. 2017)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 128, posée le 29 janvier 2008. Outre-mer. DOM-ROM : Martinique (J.O. Questions p. 625). Appelée le 29 janvier 2008. Handicapés et personnes âgées, accueillants familiaux, statut (p. 575)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2107)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2108)
Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 2107)
Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2107)
Droit pénal : peines planchers (p. 2107)

Droit pénal : trafic de stupéfiants : Martinique (p. 2108)
Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2107)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2224)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2224)
Outre-mer : Antilles : universités (p. 2224)
Outre-mer : Guyane : universités (p. 2224)
Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) : Martinique (p. 2224)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1^{er} (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son amendement n° 135 (p. 2277)

Article 29 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 2379)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2158)

Thèmes :

Etrangers : contrats d'intégration (p. 2158)
Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2158)
Etrangers : visas : Martinique (p. 2158)
Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 2158)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2597)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires : Martinique (p. 2597)
Energie et carburants : énergies renouvelables : outre-mer (p. 2598)
Environnement : biodiversité : protection (p. 2597)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3701)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 3702)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : outre-mer (p. 3702)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3702)
Logement : logement social : Martinique (p. 3702)
Outre-mer : continuité territoriale (p. 3702)
Outre-mer : zones franches globales d'activités (p. 3702)
Politique extérieure : coopération : outre-mer (p. 3702)
Politiques communautaires : outre-mer (p. 3702)
Sécurité publique : catastrophes naturelles : Antilles (p. 3702)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : agents et ouvriers : décentralisation (p. 3728)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Son intervention (p. 3843)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : Martinique : sécurité sanitaire (p. 3843)
Produits dangereux : produits phytosanitaires (p. 3843)

Santé : chikungunya (p. 3844)
Santé : maladies chroniques : outre-mer (p. 3843)
Santé : prévention (p. 3843 et s.)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)
Son amendement n° 196 (p. 4161)

Christine MARIN

*Nord (23^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Secours. Services d'urgence, coordination [4 décembre 2007] (p. 4916)

Logement. Politique du logement. [2 avril 2008] (p. 1137)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 69, posée le 18 décembre 2007. Emploi. Politique de l'emploi [J.O. Questions p. 7895]. Appelée le 18 décembre 2007. Contrats aidés (p. 5358)

n° 242, posée le 6 mai 2008. Transports routiers. Transport de marchandises (J.O. Questions p. 3705). Appelée le 6 mai 2008. Poids lourds, tonnage, conséquences (p. 1868)

Hervé MARITON

*Drôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Écologie, développement et aménagement durables - [11 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre du comité d'orientation du centre d'analyse stratégique [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'administration du fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil supérieur de la coopération [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire et vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre de la mission d'information commune sur la mesure des grands indices économiques et sociaux (désigné par la commission des finances) [J.O. du 27 novembre 2007]

Rapporteur de la mission d'information commune sur la mesure des grands indices économiques et sociaux [J.O. du 28 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Écologie, développement et aménagement durables - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 19 : Écologie, développement et aménagement durables - Transports routiers, ferroviaires, fluviaux et maritimes. Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 807 tendant à réformer les élections municipales [9 avril 2008]

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement en conclusion des travaux de la mission d'information commune sur la mesure des grandes données économiques et sociales [16 avril 2008] (n° 815)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les péages ferroviaires [7 mai 2008] (n° 875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri : précise que le secrétaire d'Etat aux transports a été entendu par la commission spéciale ; indique sa venue prévue le lendemain [30 juillet 2007] (p. 2466)

S'étonne des demandes de suspension de séance émanant de l'opposition dans le but de rencontrer des représentants syndicaux ; précise que lui-même, accompagné de collègues de l'UMP, a rencontré les manifestants [31 juillet 2007] (p. 2530)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son amendement n° 200 (p. 1962)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 2465)

Ses interventions en qualité de président de la commission spéciale sur : l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2472) ; la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2481) ; la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2521)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri (cf supra) [30 juillet 2007] (p. 2466)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 juillet 2007] (p. 2530)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales : fonctionnement (p. 2521)

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2472)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2472)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir : libre circulation des personnes (p. 2465)

Secteur public : service minimum (p. 2465, 2466)

Transports : crédits : transports ferroviaires (p. 2481)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2465, 2472)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : service minimum (p. 2465, 2466)

Travail : grèves : déclaration (p. 2466)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)

Ses interventions (p. 2541 et s.)

Après l'article 1^{er}

Intervient sur l'ad^t n° 3 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur les modalités d'annulation de la dette de RFF et de la SNCF) (p. 2554)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2580 et s.)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2639 et s., 2657)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2668 et s., 2672 et s., 2676)

Article 7 (droit des usagers à l'information)

Son intervention (p. 2688)

Article 7 bis (bilan annuel d'exécution des plans de transport adapté et des plans d'information des usagers)

Son intervention (p. 2689)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Ses interventions (p. 2691 et s.)

Article 9 (régime de réduction de la rémunération des salariés participant à une grève)

Son intervention (p. 2695)

Son sous-amendement n° 190 à l'ad^t n° 112 du Gouvernement (p. 2695) : adopté après rectification (p. 2696)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Son intervention (p. 2698)

Après l'article 11

Son amendement n° 92 rectifié (rapport au Parlement sur l'évolution du dialogue social dans le secteur des transports terrestres de voyageurs) (p. 2699) : adopté après modification (p. 2700)

Explications de vote et vote [1^{er} août 2007] (p. 2701)

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 2701)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire (p. 2708)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales : fonctionnement (p. 2708)

Secteur public : services publics (p. 2709)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2709)

Travail : grèves : prévention (p. 2709)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2554)

Thèmes :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : réforme (p. 2554)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 2554, 2555)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 2554)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2554)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2554)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2853)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2853)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2853 et s.)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2853)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 2853)

Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2853)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2853)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2853)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3955)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3956)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3955)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF : réforme (p. 3955)

Sécurité routière : radars (p. 3956)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3956)

Transports : politique des transports : environnement (p. 3956)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3955)

Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 3956)

Transports routiers : transport de marchandises : fiscalité (p. 3956)

Voie : autoroutes : privatisations (p. 3955)

Procédure des questions :

Transports routiers : transport de marchandises : fiscalité écologique (p. 3999)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 4001)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4002 à 4006)

Article 44 (aménagement du régime de la taxe d'aéroport)

Son intervention (p. 4002)

Budget annexe "Contrôle et exploitation aériens" inscrit à l'état C
Son intervention (p. 4005)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)
Son intervention (p. 3710)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3710)
- Environnement : Grenelle de l'environnement : outre-mer (p. 3710)
- Logement : logement social : outre-mer (p. 3710)
- Outre-mer : loi de programme (p. 3711)
- Outre-mer : santé publique (p. 3710)
- Outre-mer : institutions (p. 3710)
- Outre-mer : zones franches globales d'activités (p. 3710)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 286 de M. Michel Dieffenbacher (suppression de la possibilité pour le fonctionnaire détaché pour l'exercice d'un mandat parlementaire d'acquiescer des droits à pensions dans son régime d'origine pendant la durée de son mandat) (p. 3234)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)
Son intervention (p. 5048)

Thèmes :

- Enseignement supérieur (p. 5094 et s.)
- Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5048 et s.)
- Finances publiques : exécution du budget (p. 5049)
- Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 5049)
- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 5049)
- Pays étrangers : Finlande : finances publiques (p. 5049 et s.)
- Secteur public : privatisations : Electricité de France (EDF) (p. 5049)
- Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 5049)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5113)

Après l'article 23

Intervient sur le sous-ad n° 283 de M. Marc Le Fur (nouveau barème établi par place assise) à l'ad n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5124, 5127)

Intervient sur le sous-ad n° 284 de M. Marc Le Fur (véhicules offrant plus de cinq places assises : exonération) à l'ad n° 278 du Gouvernement (p. 5124)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1719)

Thèmes :

- Départements : préfectures : réforme (p. 1720)
- Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1719 et s.)
- Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1719)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : divorce (p. 1720)
- Parlement : rôle (p. 1720)
- Prestations familiales : allocations familiales (p. 1720 et s.)
- Sécurité sociale : principe d'égalité (p. 1720 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2271)

Thèmes :

- Assemblée nationale : contrôle parlementaire (p. 2272)
- Assemblée nationale : organisation (p. 2272)
- Constitution : révision (p. 2272)
- Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 2271)
- Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2272)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2540)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Ses interventions (p. 3227 et s.)

Son amendement n° 864 (p. 3231)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3914)

Thèmes :

- Défense : crédits : équipements (p. 3914)
- Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3915)
- Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3914)
- Parlement : contrôle parlementaire : politique de défense (p. 3915)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4019)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4545)

Thèmes :

- Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4546)
- Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4545)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4545)
- Politique économique : croissance (p. 4545)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5198)

Thèmes :

- Politique sociale : pauvreté : travailleurs (p. 5198)
- Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5198)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5198)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Son amendement n° 133 (p. 5287)

Son intervention (p. 5293)

Muriel MARLAND-MILITELLO

*Alpes-Maritimes (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Représentante suppléante des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre du conseil national consultatif des personnes handicapées [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'être membre du conseil national consultatif des personnes handicapées [J.O. du 2 mai 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 228 visant à interdire tous les sévices graves envers les animaux domestiques ou apprivoisés, ou tenus en captivité, susceptibles d'être exercés lorsqu'une tradition locale ininterrompue peut être invoquée [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 229 visant à reconnaître dans le code civil le caractère d'être sensible à l'animal [27 septembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Culture. Politique culturelle. Marché de l'art, développement [7 mai 2008] (p. 1958)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 213, posée le 29 avril 2008. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 3549). Appelée le 29 avril 2008. Lits médicalisés, Alpes-maritimes (p. 1739)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Ses interventions (p. 2331 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2473)

Son intervention (p. 2501)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2473, 2501)

Secteur public : service minimum (p. 2474, 2501, 2502)

Secteur public : services publics (p. 2474)

Travail : grèves : déclaration (p. 2501)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 79 rectifié de M. Lionnel Luca (ISF - évaluation des biens immobiliers : application du coefficient d'érosion monétaire au prix d'acquisition ou résultant d'une succession) (p. 2954)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 3

Son amendement n° 125 (règles relatives aux enchères inversées) (p. 4706) : rejeté (p. 4707)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 697)

Son intervention (p. 703)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 705)

Article unique (fixation à neuf salariés de l'effectif maximal des associations pouvant utiliser le chèque-emploi associatif)

Son amendement n° 5 (p. 705)

Après l'article unique

Son amendement n° 2 (p. 707) : retiré (p. 708)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 8 (définition et organisation du portage salarial)

Son amendement n° 151 (p. 1689)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1847)

Avant l'article 17

Son amendement n° 26 rectifié (extension de la lutte contre le dopage animal aux manifestations publiques autres que sportives) : retiré (p. 1852)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1978)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1978 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1978 et s.)

Enseignement : langues régionales (p. 1979)

Langue française : usage (p. 1978)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4948)

Thèmes :

Président de la République : traitement (p. 4948)

Travail (p. 4949)

Travail : négociations : salaires (p. 4949)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4949)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son amendement n° 44 rectifié (p. 1534)

Alain MARLEIX

Cantal (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants

puis Secrétaire d'Etat à l'intérieur et aux collectivités territoriales

Marais

Élu le 10 juin 2007

Est nommé secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, auprès du ministre de la défense. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007] ; Décret du 7 juillet 2007 [J.O. du 8 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

Est nommé secrétaire d'Etat à l'intérieur et aux collectivités territoriales, auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Son intervention (p. 3914)

Ses réponses (p. 3919 à 3928)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : pensions militaires d'invalidité (p. 3916)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3917 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 3915)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 3917)

Anciens combattants et victimes de guerre : Institut national des invalides (p. 3916)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3915 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 3915)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3916)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 3916)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3918)

Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 3918)

Défense : cimetières militaires (p. 3918)

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 3916 et s.)

Défense : réserves (p. 3914, 3917)

Défense : volontaires du service national en entreprises (VSNE) (p. 3917)

Impôts et taxes : exonérations : anciens combattants et victimes de guerre (p. 3914 et s.)

Réponses aux questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3920) (Mme Pascale Gruny) (p. 3919)

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3920) (M. Didier Julia) (p. 3920)

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3925) (M. Régis Juanico) (p. 3924)

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3925) (Mme Claude Darciaux) (p. 3925)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3921) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 3920)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3923) (Mme Françoise Imbert) (p. 3923)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3924) (M. Daniel Paul) (p. 3924)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 3926) (M. Gérard Charasse) (p. 3925)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3926) (M. René Rouquet) (p. 3926)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 3921) (M. Daniel Boissérie) (p. 3921)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 3928) (M. Marc Dolez) (p. 3928)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3919) (M. Yannick Favennec) (p. 3919)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3927) (M. Patrick Roy) (p. 3927)

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) : réfractaires (p. 3928) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 3927)

Associations : fondations : rapatriés (p. 3923) (M. Francis Vercamer) (p. 3923)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 3922) (Mme Françoise Olivier-Coupeau) (p. 3922)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3929)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3929 à 3935)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 185 rectifié du Gouvernement (revalorisation de la retraite du combattant) (p. 3929 et s.)

Franck MARLIN

Essonne (2^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 93 visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [18 juillet 2007]

Proposition de loi n° 94 modifiant la partie législative du code de la défense en matière d'armes, de véhicules et de matériels de collection d'origine militaire [18 juillet 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n°570 relative à la Charte des droits naturels et des libertés fondamentales [9 janvier 2008]

Jean-René MARSAC

*Ille-et-Vilaine (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Pauvreté. Lutte et prévention [6 février 2008] (p. 762)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 39, posée le 4 décembre 2007. Sécurité publique. Inondations (J.O. Questions p. 7537). Appelée le 4 décembre 2007. Lutte et prévention, Bretagne (p. 4880)

n° 205, posée le 29 avril 2008. Administration. Services déconcentrés (J.O. Questions p. 3548). Appelée le 29 avril 2008. Pays de Redon (p. 1760)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Procédure des questions :

Défense : armements et équipements : petites et moyennes entreprises (p. 4155)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)
Son intervention (p. 435)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 435)

Emploi : chômage (p. 435 et s.)

Emploi : UNEDIC (p. 435 et s.)

Secteur public : services publics : emploi (p. 435 et s.)

Projet de loi n° 12 ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil et portant diverses dispositions relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1484)
Son intervention (p. 1487)

Discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1492)

Article 3 (modifications de la partie législative du code de la défense)
Son intervention (p. 1492)

Explications de vote et vote [9 avril 2008]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1488)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5165)

Son intervention (p. 5198)

Thèmes :

Impôts et taxes : principe d'égalité (p. 5166)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5165)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : insertion (p. 5199)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : revenus (p. 5198)

Retraites : régime général : cotisations : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5199)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5224)

Jean MARSAUDON

*Essonne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Décédé le 18 septembre 2008 [J.O. du 19 septembre 2008]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Philippe MARTIN

*Gers (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. Produits pétroliers, prix [6 novembre 2007] (p. 3683)

Travail. Durée du travail. [8 janvier 2008] (p. 44)

Environnement. Agriculture. OGM [20 mai 2008] (p. 2184)

FAIT PERSONNEL

Déclare que, contrairement à ce qu'a laissé croire M. Ollier, il n'a jamais été favorable à une CMP, dont la convocation, après le vote de la question préalable, lui paraît être "un déni de démocratie" et un "manquement à la pratique républicaine", étant donné que l'opposition n'a pas pu faire valoir ses amendements [25 juin 2008] (p. 3816)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande des éclaircissements au Président Ollier sur les propos du sénateur Le Grand évoquant des pressions de Monsanto sur certains parlementaires [1^{er} avril 2008] (p. 1087)

Déclare être "victime d'une contamination de sa messagerie électronique par le groupe UMP" [8 avril 2008] (p. 1424)

Souligne l'ampleur des politiques sociales menées par les départements et s'inquiète de la suppression envisagée par le Gouvernement de cet échelon administratif [30 septembre 2008] (p. 5232)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2583)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2583 et s.)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2584)

Collectivités territoriales : compétences : environnement (p. 2584)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 2585)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2584)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2584)

Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 2583)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2584)

Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2584)

Transports : politique des transports (p. 2584)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 7

Son amendement n° 241 précédemment réservé (économies d'énergie dans l'habitation principale - crédit d'impôt : majoration des taux applicables à l'acquisition de chaudières, de matériaux d'isolation thermique et d'appareils de régulation de chauffage) : rejeté (p. 2938)

Son amendement n° 242 précédemment réservé (achat de véhicules à motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride : doublement des crédits d'impôt) : rejeté (p. 2941)

Après l'article 11

Son amendement n° 260 (carburateurs destinés aux aéronefs - suppression de l'exonération de TIPP) : rejeté (p. 2973)

Son amendement n° 261 (carburateurs destinés aux aéronefs - suppression de l'exonération de TIPP pour les vols intérieurs) : rejeté (p. 2973)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} avril 2008] (p. 1087)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1157, 1237)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 380 de Mme Delphine Batho (amnistie des actes de fauchages volontaires de plantations commerciales commis avant la promulgation de la loi) (p. 1241)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1268, 1299)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1399)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 avril 2008] (p. 1424)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-adit n° 195 deuxième rectification de Mme Delphine Batho (dans l'alinéa 7, remplacer "notamment des effets nocifs pour la santé publique et l'environnement" par "et des risques pour l'environnement et la santé publique") à l'adit n° 190 du Gouvernement (p. 3814)

Intervient sur le sous-adit n° 196 de Mme Marylise Lebranchu (dans l'alinéa 11, remplacer "le lieu" par "localisation parcellaire") à l'adit n° 190 du Gouvernement (p. 3814)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 septembre 2008] (p. 5232)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5301, 5359, 5386)

Philippe-Armand MARTIN

*Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil de modération et de prévention [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'Organisation commune de marché vitivinicole (n° 405) [14 novembre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 234 visant à valoriser l'engagement associatif [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 235 tendant à interdire la détention des chiens d'attaque et à renforcer les règles relatives à celle des chiens de garde et de défense [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Thierry Mariani, rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'Organisation commune de marché vitivinicole (n° 405) [28 novembre 2007] (n° 438)

Proposition de loi organique n° 624 visant à rendre incompatible le mandat de parlementaire avec l'exercice de fonctions électives locales [23 janvier 2008]

Proposition de loi n° 759 visant à autoriser la publicité en faveur des vins et des boissons alcoolisées sur internet [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 863 visant à renforcer les mesures prises à l'encontre des personnes coupables de mauvais traitements sur les personnes âgées [7 mai 2008]

Proposition de loi n° 937 visant à modifier la législation relative à la publicité sur les boissons alcoolisées [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole. [7 mai 2008] (p. 1953)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 8, posée le 2 octobre 2007. Fonction publique territoriale. Filière technique (J.O. Questions p. 5860). Appelée le 2 octobre 2007. Contrôleurs et ingénieurs, carrière (p. 2473)

n° 170, posée le 25 mars 2008. Pharmacie et médicaments. Médicaments (J.O. Questions p. 2479). Appelée le 25 mars 2008. Distribution, monopole (p. 899)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 44 de M. Jacques Remiller (fruits et légumes, produits laitiers non sucrés, viande et poisson : TVA à 2 %) (p. 2983)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : marchés agricoles : vin (p. 4064)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Procédure des questions :

Eau : eaux pluviales : fiscalité écologique (p. 4000)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 105)

Thèmes :

Aménagement du territoire : télécommunications (p. 105)

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 105)

Transports ferroviaires : TGV Est-européen (p. 105)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Après l'article 11

Son amendement n° 350 (abrogation de la cotisation de solidarité à la charge des petits exploitants agricoles) : rejeté (p. 3288)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 195 de M. Alain Suguenot (alignement des modalités applicables au comité interprofessionnel des vins de Champagne sur le droit commun en matière de délais de paiement dans le secteur vitivinicole) (p. 4715)

Intervient sur l'ad n° 194 de M. Alain Suguenot (alignement des délais de paiement des raisins et des moûts sur ceux applicables aux vins) (p. 4716)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2300)

Thèmes :

Constitution : révision : histoire (p. 2300)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2301)

Parlement : prérogatives (p. 2300)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 2301)

Martine MARTINEL

Haute-Garonne (4^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Famille. Mariage. Annulation, réglementation [3 juin 2008] (p. 2830)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 355, posée le 24 juin 2008. Fonctionnaires et agents publics. Indemnité de résidence (J.O. Questions p. 5264). Appelée le 24 juin 2008. Calcul, zones (p. 3695)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)
Son intervention (p. 4222)*Thèmes avant la procédure des questions :*

- Enseignement : égalité des chances (p. 4222)
- Enseignement : pédagogie (p. 4223)
- Enseignement : programmes (p. 4222)
- Enseignement : personnel : carrière (p. 4223)
- Enseignement : personnel : effectifs (p. 4222)
- Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 4223)

Henriette MARTINEZ

*Hautes-Alpes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Aide publique au développement - [11 juillet 2007]

Membre suppléante de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE (n° 354) [31 octobre 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses États membres (n° 355) [31 octobre 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Aide publique au développement - [28 mai 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome III : Aide publique au développement (n° 279) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE (n° 354)
- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des États d'Afrique, des

Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses États membres (n° 355) [14 novembre 2007] (n° 410)

Proposition de loi n° 857 relative à l'aide active à mourir [7 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Universités. Réforme [28 novembre 2007] (p. 4800)

Enfants. Protection. Disparitions, recherche, moyens [3 juin 2008] (p. 2836)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 368, posée le 24 juin 2008. Sécurité publique. Inondations (J.O. Questions p. 5266). Appelée le 24 juin 2008. Zones de montagne, lutte et prévention (p. 3683)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :
- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Ses interventions (p. 58, 65)

Thèmes :

- Etrangers : immigration : Afrique (p. 58)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 65)
- Pays étrangers : Mali (p. 58)
- Politique extérieure : Agence française de développement (p. 58)
- Politique extérieure : aide au développement (p. 58, 65)
- Politique extérieure : codéveloppement (p. 58)
- Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 58, 65)
- Santé : sida (p. 65)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

Rapporteuse de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Son intervention (p. 4372)

Thèmes :

- Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4372 et s.)
- Relations internationales : pays en développement (p. 4372 et s.)
- Union européenne : Banque européenne d'investissement (BEI) (p. 4372)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)*Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)*

Son intervention (p. 111)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Son intervention (p. 124)

Patrice MARTIN-LALANDE

*Loir-et-Cher (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Médias ; avancées à l'audiovisuel public - [11 juillet 2007]

Membre du conseil consultatif de l'internet [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil supérieur de l'énergie [J.O. du 11 août 2007]

Membre de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 21 novembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Médias ; gestion des ressources de l'utilisation du spectre hertzien ; avancées à l'audiovisuel - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 26 : Médias - Avancées à l'audiovisuel public (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif à la communication de la Cour des comptes sur le bilan de la réforme de la redevance audiovisuelle [31 janvier 2008] (n° 671)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif aux rapports particuliers de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des opérateurs de l'audiovisuel extérieur [22 juillet 2008] (n° 1087)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Administration. Rapports avec les administrés. Nouvelles technologies de l'information et de la communication [19 décembre 2007] (p. 5431)

Audiovisuel et communication. Télévision. Service public, financement [16 janvier 2008] (p. 259)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 9, posée le 2 octobre 2007. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre (J.O. Questions p. 5860). Appelée le 2 octobre 2007. Internet, ADSL, couverture du territoire (p. 2476)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 10

Son amendement n° 110 (réduction d'impôt sur les sociétés pour souscription au capital d'entreprises de presse prévue par l'article 220 undecies du code général des impôts : définition de l'entreprise de presse figurant à l'article 39 bis A) : retiré (p. 2971)

Après l'article 11

Son amendement n° 98 (presse sur support électronique : TVA à 2,1 %) (p. 2986) : retiré (p. 2987)

*Article 21 (ressources des organismes de l'audiovisuel public)
Son amendement n° 100 : adopté (p. 3017)*

Après l'article 21

Intervient sur l'adit n° 11 rectifié de la commission (taxe sur la publicité télévisée affectée au soutien de l'expression radiophonique locale : majoration du barème) (p. 3018)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : appellations d'origine contrôlée (AOC) : viticulture (p. 4071)

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- *Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007*

Son intervention (p. 85)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : jeux vidéo : délocalisations (p. 85)
Politique extérieure : relations culturelles (p. 85)

MÉDIAS

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4262)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4263 à 4565)

Après l'article 60

Intervient sur l'adit n° 23 rectifié de la commission (exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes handicapées à faibles revenus) (p. 4265)

Son amendement n° 250 (indexation de la redevance audiovisuelle sur l'indice des prix à la consommation) (p. 4264) : retiré (p. 4265) ; repris par M. Michel Françaix : rejeté (p. 4265)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- *Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007*

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 25, 31 et s.)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Audiovisuel extérieur (p. 31)
Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 32)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 25)
Audiovisuel et communication : programmes : création (p. 26)
Audiovisuel et communication : publicité (p. 31)
Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 32)
Audiovisuel et communication : secteur public (p. 26, 31)
Audiovisuel et communication : secteur public : service minimum (p. 26)
Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 31)
Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 26)
Presse et livres : presse (p. 26, 36)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Procédure des questions :

Sécurité publique : sécheresse : indemnisation (p. 3591)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 6

Son amendement n° 204 (programmes régionaux de France 3 : financement par l'Etat pour 2007 de leur reprise sur la TNT gratuite) : retiré (p. 5071)

Après l'article 18

Son amendement n° 203 (zones "blanches" d'internet : crédit d'impôt de 50 % plafonné à 500 € pour l'achat et l'installation d'équipements) (p. 5088) : rejeté (p. 5089)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad. n° 209 de M. Yves Censi (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091)

Après l'article 34

Son amendement n° 205 (Centre national de la cinématographie : codification et précisions relatives aux ressources) : adopté (p. 5141)

Alain MARTY

*Moselle (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 531 tendant à améliorer les rapports entre locataires et propriétaires quant à la restitution du dépôt de garantie [20 décembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur l'aéromobilité [30 janvier 2008] (n° 666)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Sida. Lutte et prévention [27 novembre 2007] (p. 4700)

Santé. Sida. Dépistage, tests, résultats, délais [2 avril 2008] (p. 1133)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 92, posée le 8 janvier 2008. Elevage. Maladies du bétail (J.O. Questions p. 118). Appelée le 8 janvier 2008. Fièvre catarrhale, lutte et prévention (p. 18)

n° 114, posée le 22 janvier 2008. Elevage. Poneys (J.O. Questions p. 407). Appelée le 22 janvier 2008. Règlementation, application (p. 375)

n° 313, posée le 3 juin 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 4542). Appelée le 3 juin 2008. Plan hôpital 2012, Sarrebourg (p. 2819)

Jacques MASDEU-ARUS

*Yvelines (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Jacques MASDEU-ARUS

*Yvelines (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Frédérique MASSAT

*Ariège (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 octobre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 octobre 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 22 novembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Equilibre financier. [24 octobre 2007] (p. 3154)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 209, posée le 29 avril 2008. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 3548). Appelée le 29 avril 2008. Permanence des soins, organisation (p. 1738)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne (p. 4063)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)*Avant le titre Ier*

Son amendement n° 91 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 257 de M. Jean Gaubert (groupement d'intérêt commercial et artisanal des commerçants et artisans des centres villes ou des zones touristiques) (p. 4723)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4729)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 4750)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-adt n° 274 de M. Jean Gaubert (mention de la consommation d'énergie et d'autres ressources essentielles sur les étiquettes) à l'ad t n° 50 de la commission (étiquetage écologique des produits) (p. 4778)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89-de de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4684)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4685)

Enseignement maternel et primaire : fermeture de classes : zones rurales (p. 4685)

Enseignement privé : établissements sous contrat : effectifs (p. 4685)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4684)

Enseignement privé : établissements sous contrat : zones rurales (p. 4684)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)*Après l'article 3*

Intervient sur l'ad t n° 8 rectifié de la commission (création d'un fichier national canin) (p. 4829)

Intervient sur le sous-adt n° 111 rectifié de M. Antoine Herth (inscription au fichier des chats et animaux de vente) à l'ad t n° 8 rectifié de la commission (p. 4829)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Son intervention (p. 4830)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son intervention (p. 4835)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention (p. 5233)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5233)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5233)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 5233)

Politique économique : libéralisme : aménagement du territoire (p. 5233)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1107)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1107)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1107)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1107)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1107)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1107)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1108)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1107)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)*Article 1^{er} (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)*

Ses interventions (p. 1201, 1219)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1250 et s., 1260, 1296)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son intervention (p. 1304)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 313 de M. Germinal Peiro (obligation d'indiquer sur le catalogue national si une semence est génétiquement modifiée) (p. 1324)

Avant l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 295 deuxième rectification précédemment réservé de Mme Delphine Batho (interdiction de toute culture d'OGM dans les parcs naturels nationaux, les parcs naturels régionaux et les réserves naturelles) (p. 1329)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1341)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1427)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2192)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2192)
 Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2192)
 Environnement : principe de précaution (p. 2192)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 1481 du Gouvernement (extension du statut de conjoint collaborateur du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité) (p. 2975)

Intervient sur l'ad t n° 672 de M. Nicolas Forissier (rapport au Parlement sur les modalités de l'extension du statut de conjoint collaborateur aux personnes qui vivent en concubinage avec un chef d'entreprise ou qui lui sont liées par un PACS) (p. 2979)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 1223 de M. Joël Giraud (p. 3025)

Article 17 (assouplissement des conditions et des plafonds pour la déductibilité des intérêts des emprunts contractés par les repreneurs d'entreprise)

Son amendement n° 560 : adopté après modification (suppression du gage) (p. 3058)

Après l'article 33

Son amendement n° 1108 (p. 3202) : rejeté (p. 3203)

Ses amendements n°s 1109, 1115, 1111 et 1116 (p. 3202) : devenus sans objet (p. 3203)

Après l'article 38

Ses amendements n°s 1112 et 1113 (p. 3231) : rejetés (p. 3232)

Son amendement n° 1107 : devenu sans objet (p. 3233)

Après l'article 40

Son amendement n° 1091 rectifié (p. 3286) : rejeté (p. 3288)

Avant l'article 21

Intervient sur l'ad t n° 1089 et 1010 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3382)

Intervient sur les ad ts n°s 1004, 1006 et 1009 précédemment réservés de M. Jean Gaubert (p. 3383)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son amendement n° 583 (p. 3449)

Jean-Claude MATHIS

*Aube (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – anciens combattants, mémoire et liens avec la nation - [11 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire du comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) – anciens combattants, mémoire et liens avec la nation - [27 mai 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation (n° 277) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. [12 décembre 2007] (p. 5263)

Recherche. Politique de la recherche. [30 janvier 2008] (p. 625)

Commerce et artisanat. Soldes. Réglementation [25 juin 2008] (p. 3780)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 371, posée le 24 juin 2008. Patrimoine culturel. Archéologie (J.O. Questions p. 5267). Appelée le 24 juin 2008. Archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, conséquences, logement social (p. 3701)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2813)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2814)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2813)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2814)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2814)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2814)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 3896)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3897)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3897 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 3898)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 3897)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 3897 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : Institut national des invalides (p. 3896 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3896 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 3897)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3898)

Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 3898 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3929)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 185 rectifié du Gouvernement (revalorisation de la retraite du combattant) (p. 3931)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et lien avec la nation", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3934)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Son intervention (p. 4219)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communes : subventions : enseignement privé (p. 4220)

Enseignement : effectifs (p. 4219)

Enseignement : programmes (p. 4219 et s.)

Enseignement : personnel : affectation (p. 4219)

Enseignement privé : établissements sous contrat : effectifs (p. 4220)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention (p. 5231)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5231)

Energie et carburants : tarif transitoire : marché immobilier (p. 5231)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5231)

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5291)

Son intervention (p. 5294)

Thèmes :

Arts et spectacles : manèges forains : accidents (p. 5294)

Arts et spectacles : manèges forains : emploi (p. 5295)

Communes : Association des maires de France (AMF) (p. 5295)

Communes : maires : sécurité publique (p. 5294)

Consommation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 5294)

Politiques communautaires : normes européennes : manèges forains (p. 5294)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5300)

Article 1^{er} (obligation générale de sécurité pour les manèges, machines et installations)

Son amendement n° 11 : adopté (p. 5301)

Article 2 (institution de contrôles techniques obligatoires par des organismes agréés par l'Etat)

Ses amendements n° 12 et 13 (p. 5301 et s.)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5295)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 434)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 434 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 434 et s.)

Emploi : chômage (p. 434)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 435)

Emploi : offres d'emploi (p. 435)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 435)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4610)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4610)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4610)

Famille : garde des enfants : principe d'égalité (p. 4610)

Secteur public : grève : préavis (p. 4610)

Gilbert MATHON

Somme (4^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Didier MATHUS

Saône-et-Loire (4^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - médias ; avances à l'audiovisuel public - [11 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - médias - [28 mai 2008]

Membre titulaire du conseil d'administration de l'institut national de l'audiovisuel [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IX : Médias - Audiovisuel extérieur - Chaîne française d'information internationale (n° 279) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 1094 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre les acteurs du pouvoir exécutif et des pouvoirs économiques et sur les restructurations au sein des organes de presse et des services de communication audiovisuelle, ainsi que sur leurs conséquences au regard du respect du pluralisme et de l'indépendance de la presse et

des médias et sur toutes les dispositions susceptibles d'être prises afin de garantir ce pluralisme et cette indépendance [24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Média. CSA [16 octobre 2007] (p. 2756)

DÉBATS

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2417)

Thèmes :

Langue française : politique culturelle (p. 2418)
Langue française : défense (p. 2418)
Politique économique : croissance (p. 2417 et s.)
Propriété intellectuelle : brevets (p. 2418)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

MÉDIAS

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :
- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Ses interventions (p. 27, 32)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Audiovisuel extérieur (p. 27)
Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 27)
Audiovisuel et communication : France 24 (p. 27)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 32)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 27)

Projet de loi n° 352 autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1529)

Son intervention (p. 1532)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1533)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)

Son intervention (p. 2320)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2321)
Audiovisuel et communication : médias : pluralisme (p. 2320)
Audiovisuel et communication : temps de parole : partis et mouvements politiques (p. 2320)
Audiovisuel et communication : temps de parole : principe d'égalité (p. 2321)
Constitution : révision : institutions (p. 2321)
Président de la République : temps de parole (p. 2320)
Président de la République : prérogatives : nomination (p. 2321)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 754 de M. Frédéric Lefebvre (assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3216)

Intervient sur l'adt n° 993 du Gouvernement (possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale - RFI) (p. 3220)

Jean-Philippe MAURER

*Bas-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Indemnisation des victimes. Délais [10 octobre 2007] (p. 2677)

Santé. Politique de la santé. [17 juin 2008] (p. 3502)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 373, posée le 24 juin 2008. Union européenne. Institutions communautaires (J.O. Questions p. 5267). Appelée le 24 juin 2008. Siège, maintien, Strasbourg (p. 3687)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son amendement n° 138 (p. 2196)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4820)

Thème :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4820)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 6 (encadrement de la vente et de la cession de chiens)

Son amendement n° 24 (p. 4833)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 21 de M. René-Paul Victoria (interdiction de l'introduction de chiens de deuxième catégorie dans les DOM) (p. 4834)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Son intervention (p. 747)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads (p. 747)
Automobiles et cycles : mini-motos et quads : mineurs (p. 748)
Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 748)
Commerce extérieur : douanes : contrôle (p. 747)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2081)

Son intervention (p. 2084)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : déclaration (p. 2084)
Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 2084)
Automobiles et cycles : mini-motos et quads : sanctions pénales (p. 2084)
Déchets, pollutions et nuisances : bruit : mini-motos et quads (p. 2084)
Ventes et échanges : mineurs (p. 2084)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2090)

Ses explications de vote (p. 2090)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2090)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4648)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 21 précédemment réservé de M. Damien Meslot (augmentation de la taxation des plus-values d'acquisition des stock-options) (p. 5414)

Sandrine MAZETIER

*Paris (8^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 décembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 12 décembre 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. 12 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 mai 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 15 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 17 et 18 mai 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 et 18 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mai 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 20 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 mai 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Partis et mouvements politiques. Financement. Réforme, opportunité [24 octobre 2007] (p. 3160)

Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel [9 avril 2008] (p. 1457)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que deux amendements de son groupe aient été jugés irrecevables [15 novembre 2007] (p. 4239)

Demande une suspension de séance pour réunir son groupe au sujet de l'organisation des débats [16 juillet 2008] (p. 4657)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son intervention (p. 1896)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2226)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômés (p. 2227)
Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2227)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2228)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2227)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2227)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2226, 2227)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1^{er} (missions du service public de l'enseignement supérieur)
Ses interventions (p. 2272 et s.)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2302)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 266 de M. Yves Jégo (cas de difficulté grave dans le fonctionnement des organes statutaires de l'université) (p. 2326)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186); [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficiaire du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2251)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2287)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Ses interventions (p. 4216, 4228)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4239)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : égalité des chances (p. 4217 et s.)

Enseignement : pédagogie (p. 4217 et s.)

Enseignement : politique de l'éducation : quartiers défavorisés (p. 4217)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4217)

Enseignement : personnel : carrière (p. 4217)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 4216 et s.)

Enseignement : personnel : enseignants : heures supplémentaires (p. 4217)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 4217)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4239)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Ses amendements n°s 222 et 221 (p. 4240, 4242)

Ses interventions (p. 4243 et s.)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Son intervention (p. 113)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4470)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4470)

Politique sociale : surendettement (p. 4470)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4678)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4678)

Communes : finances : zones rurales (p. 4679)

Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4678)

Enseignement : frais de scolarité : Paris (p. 4679)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4678)

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5291)

Son intervention (p. 5295)

Thèmes :

Arts et spectacles : manèges forains : accidents (p. 5296)

Arts et spectacles : manèges forains : emploi (p. 5296)

Arts et spectacles : manèges forains : sécurité publique (p. 5296)

Communes : maires : sécurité publique (p. 5297)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5300)

Article 1er (obligation générale de sécurité pour les manèges, machines et installations)

Son amendement n° 18 : adopté (p. 5301)

Article 2 (institution de contrôles techniques obligatoires par des organismes agréés par l'Etat)

Son amendement n° 19 (p. 5301)

Son amendement n° 20 (p. 5302) : adopté (p. 5303)

Article 2 bis (obligation d'information de l'usager sur le contrôle technique des équipements)

Son intervention (p. 5303)

Après l'article 2 bis

Intervient sur l'ad n° 26 de la commission (rapport annuel au Parlement sur l'accidentologie lors des fêtes foraines et dans les parcs d'attraction) (p. 5304)

Son amendement n° 21 (possibilité pour le maire ou le préfet de demander un contrôle des manèges et autres installations par la commission consultative départementale de sécurité) : rejeté (p. 5304)

Son amendement n° 25 rectifié (rapport annuel au Parlement sur les accidents et incidents survenus lors des fêtes foraines et dans les parcs d'attraction) (p. 5304) : devenu sans objet (p. 5305)

Article 3 (décret en Conseil d'Etat)

Ses amendements n°s 23 et 24 (p. 5306)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5297)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474); [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 48 de M. Pierre Méhaignerie (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 5542)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [17 janvier 2008] (p. 354)

Ses explications de vote (p. 354)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 354)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1159)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Ses interventions (p. 1609, 1615)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1725)

Thèmes :

Aménagement du territoire : banlieues : enseignement privé (p. 1726)

Enseignement : centres d'information et d'orientation : conseillers d'orientation (p. 1725)

Enseignement : personnel (p. 1726)

Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1725)

Informatique : logiciels libres : ministère de l'éducation nationale (p. 1725)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : publicité (p. 1725)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2858)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2858)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2858)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 2858)

Environnement : développement durable (p. 2859)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Ses interventions (p. 3301 et s.)

Avant l'article 21

Intervient sur les adts n°s 749, 953 et 750 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3391)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3447)

Après l'article 26

Intervient sur le sous-adt n° 1559 précédemment réservé de M. Patrick Ollier (suppression de la limitation aux seuls centres villes) à l'adt n° 1495 précédemment réservé du Gouvernement (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 3450)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3455)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4580)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4581) : rejetée (p. 4590)

Son intervention (p. 4629)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 4581)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4581 et s.)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4582)

Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) (p. 4580)

Enseignement : carte scolaire (p. 4582)

Enseignement : obligation scolaire (p. 4581)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 4584)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 4584)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4584)

Enseignement maternel et primaire : élèves : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4580)

Enseignement maternel et primaire : enseignement préélémentaire : langue française (p. 4581)

Enseignement maternel et primaire : programmes : réforme (p. 4582)

Etat : valeurs républicaines : enseignement (p. 4585)

Etrangers : immigration clandestine : enseignement (p. 4586)

Femmes : égalité des sexes (p. 4585)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 1^{er} (création d'un chapitre relatif à l'accueil des élèves des écoles maternelles et élémentaires)

Son intervention (p. 4630)

Ses amendements n°s 92 et 93 (p. 4634)

Après l'article 1er

Son amendement n° 89 (adaptation de l'enseignement à la diversité des élèves) : rejeté (p. 4642)

Son amendement n° 74 (égalité du droit à l'éducation sur l'ensemble du territoire) (p. 4642) : rejeté (p. 4643)

Son amendement n° 110 (scolarité obligatoire organisée pour favoriser la réussite éducative) : rejeté (p. 4643)

Son amendement n° 95 (objectifs et contenus des programmes définis par l'Etat) (p. 4643) : rejeté (p. 4644)

Son amendement n° 96 (évaluation obligatoire avant modification des programmes scolaires) : rejeté (p. 4644)

Son amendement n° 81 (enseignements obligatoirement assurés) : rejeté (p. 4644)

Son amendement n° 98 (scolarisation des jeunes en situation de handicap près de leur domicile) : rejeté (p. 4645)

Son amendement n° 91 (moyens adaptés pour la scolarisation des jeunes en situation de handicap) : rejeté (p. 4645)

Son amendement n° 86 (orientation scolaire) : rejeté (p. 4645)

Son amendement n° 97 (objectif de mixité sociale lors de l'établissement de la carte scolaire) (p. 4645) : rejeté (p. 4646)

Son amendement n° 102 (cohérence entre enseignements et activités périscolaires) : rejeté (p. 4646)

Son amendement n° 88 (réussite de tous les élèves) : rejeté (p. 4646)

Son amendement n° 94 (défense de la laïcité) (p. 4646) : rejeté (p. 4647)

Son amendement n° 99 (rapport sur la scolarisation des élèves en situation de handicap) : rejeté (p. 4647)

Son amendement n° 103 (rapport sur l'évaluation du système éducatif) : rejeté (p. 4647)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)
Ses interventions (p. 4651 et s.)

Son amendement n° 75 (de suppression) (p. 4653)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 août 2008] (p. 4657)

Article 4 (garantie d'un service d'accueil des élèves en temps de grève)

Son intervention (p. 4666)

Son amendement n° 57 (de suppression) (p. 4667)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son amendement n° 59 (p. 4668)

Son intervention (p. 4670)

Article 7 (utilisation des locaux scolaires pour assurer le service d'accueil)

Son amendement n° 60 (p. 4673)

Article 7 bis (établissement par le maire d'une liste de personnes susceptibles de participer au service d'accueil)

Ses sous-amendements n°s 122 à 124, 120 et 121, 125 et 126 à l'ad n° 3 de la commission des affaires culturelles (p. 4674)

Son amendement n° 61 (p. 4675)

Après l'article 7 bis

Son amendement n° 67 (qualification des personnes chargées de l'encadrement des enfants) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4676)

Son amendement n° 68 (interdiction du personnel communal affecté à d'autres missions pour l'encadrement des enfants) : rejeté (p. 4676)

Son amendement n° 69 (liste des personnes chargées de l'encadrement des enfants affichée et consultable en mairie) : rejeté (p. 4676)

Son amendement n° 70 (liste des personnes chargées de l'encadrement des enfants transmise au tribunal pour enfants) : rejeté (p. 4676)

Son amendement n° 71 (qualification et nombre de personnes chargées de l'encadrement des enfants) (p. 4676) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4677)

Son amendement n° 72 (encadrement des élèves handicapés) : rejeté (p. 4677)

Son amendement n° 73 (application de la loi sur les signes religieux dans les écoles publiques) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4677)

Article 8 (contribution de l'État aux dépenses exposées par les communes pour l'accueil des enfants scolarisés)

Son amendement n° 64 (p. 4678)

Son intervention (p. 4679)

Article 9 (organisation du service d'accueil par une autre commune ou un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 4682)

Explications de vote et vote [16 juillet 2008] (p. 4684)

Ses explications de vote (p. 4685)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4686)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5070)

Intervient sur les adts identiques n°s 954 à 1001 de M. Christian Eckert (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5079)

Intervient sur les adts identiques n°s 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5080)

Pierre MÉHAIGNERIE

*Ille-et-Vilaine (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de droit de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Président de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé

Membre titulaire du conseil d'orientation des finances publiques [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 21 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 30 janvier 2008]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [31 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 15 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. du 4 juin 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 11 juin 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. du 24 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé sur la politique vaccinale de la France [27 septembre 2007] (n° 237)

Proposition de loi n° 480 sur l'organisation du temps de travail dans l'entreprise et en faveur du pouvoir d'achat [5 décembre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 579 visant à garantir l'équilibre budgétaire de l'Etat [14 janvier 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'intégration dans un barème des taux de cotisations patronales et des exonérations sur les bas salaires et sur les heures supplémentaires [25 juin 2008] (n° 1002)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marisol Touraine : souligne que la demande de départ à la retraite à 55 ans émanant des avocats n'apparaît pas sérieuse aux yeux de la majorité [25 octobre 2007] (p. 3266)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Mallot : déclare que les deux groupes de l'opposition ne se sont pas opposés au changement d'horaire concernant la convocation de la commission des affaires culturelles [15 avril 2008] (p. 1569)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : estime que l'opposition "n'a presque rien proposé en commission" et "qu'elle fait maintenant tout un cinéma en séance" [23 septembre 2008] (p. 4998)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Louis-Joseph Manscour : souhaite qu'une solution soit trouvée à ce problème d'ordre du jour [25 septembre 2008] (p. 5158)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Muzeau : fait état de demandes contradictoires faites au Gouvernement concernant l'ordre du jour [25 septembre 2008] (p. 5176)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christophe Sirugue : souligne l'efficacité du plafonnement global des niches fiscales prévu dans la prochaine loi de finances en matière de solidarité et d'équité [6 octobre 2008] (p. 5305)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1650)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : impôt minimal : "niches fiscales" (p. 1651)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1651)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1651)
Politique sociale : exclusion : précarité (p. 1651)
Politique sociale : inégalités : croissance (p. 1650 et s.)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1651)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1794)

Après l'article 1er

Son amendement n° 336 (possibilité, pour un accord ou un référendum d'entreprise, de permettre le choix entre le repos compensateur et le paiement des heures supplémentaires) (p. 1816) : retiré (p. 1817)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2208)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômés (p. 2208)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 2208)
Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2208)
Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2208, 2209)
Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2208)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2208, 2209)
Formation professionnelle : crédits (p. 2209)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1^{er} (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 2265)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Ses interventions (p. 2335 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2388)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2546)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2547)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2547)
Retraites : généralités : dialogue social (p. 2548)
Retraites : généralités : réforme (p. 2546 et s.)
Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 2547, 2548)
Retraites : généralités : décote (p. 2548)
Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2546, 2547)
Retraites : généralités : surcote (p. 2548)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2547)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3090)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3189)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3090)
Entreprises : allègement des charges (p. 3090)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 3090)
Politique sociale : solidarité (p. 3090)
Professions de santé : médecins : installation (p. 3090)
Santé (p. 3090, 3091)
Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3090)

Sécurité sociale : cotisations (p. 3090)
Sécurité sociale : dépenses (p. 3090)
Sécurité sociale : organismes (p. 3090)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 549 rectifié de M. Dominique Tian (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillage) (p. 3243 et s.)

Intervient sur l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3254)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marisol Touraine (cf. supra) (p. 3266)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 3306, 3308)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Son intervention (p. 3378)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3394)

Article 39 (restructuration du réseau des officines de pharmacie)

Son intervention (p. 3446)

Article 65 (renforcement des moyens de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole - CCMSA)

Son intervention (p. 3492)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Son intervention (p. 87)

Thème :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : administration (p. 87)

MÉDIAS

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Son intervention (p. 32)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 32)

Télécommunications : opérateurs (p. 32)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Ses interventions (p. 40, 44)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 36)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 44)

Politique sociale : fraude (p. 40)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 3832)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4944)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4965)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales : travaux (p. 4965)

Politique sociale : histoire (p. 4944)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Son intervention (p. 4999)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Article 20 (régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un Pass Foncier)

Son intervention (p. 5098)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5318)

Thèmes :

Emploi : jeunes : formation professionnelle (p. 5319)

Etat : réforme (p. 5318)

Finances publiques : dépense : efficacité (p. 5318)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5319)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5319)

Politique économique : croissance (p. 5319)

Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 5319)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5412)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 5458)

Thèmes :

Travail : heures supplémentaires (p. 5412)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 5412)

Travail : travail le dimanche (p. 5458 et s.)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 1er

Son amendement n° 48 (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 5541) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5543)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5558)

Intervient sur l'ad t n° 91 de M. Lionnel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5558)

Intervient sur l'ad t n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5558)

Intervient sur l'ad t n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5558)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 667)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 667)

Travail : coût (p. 667)

Travail : heures supplémentaires (p. 668)

Travail : salaires (p. 667)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 12 de Mme Marylise Lebranchu (respect des langues régionales inscrit dans la Constitution) (p. 242)

Intervient sur l'ad t n° 13 de M. Marc Le Fur (adhésion à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires) (p. 242)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-François Copé (p. 306)

Thèmes :

Collectivités territoriales : maîtrise des dépenses (p. 306)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 306)

Politique générale : politiques publiques : évaluation (p. 306)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 322)

Thèmes :

Collectivités territoriales : politique sociale (p. 323)

Emploi : jeunes (p. 323)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 322 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 324)

Politique sociale : insertion (p. 322 et s.)

Politique sociale : minima sociaux (p. 323)

Politique sociale : pauvreté (p. 322 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 322)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 414)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 445)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 414)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 414, 446)

Emploi : politique de l'emploi (p. 445 et s.)

Secteur public : services publics : emploi (p. 414)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Ses interventions (p. 450 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (missions des maisons de l'emploi) (p. 508)

Intervient sur le sous-ad t n° 292 de Mme Monique Iborra (aide de l'Etat aux maisons de l'emploi subordonnée au respect des compétences des régions et des départements) à l'ad t n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 508)

Intervient sur le sous-ad t n° 290 rectifié de la commission (actions de sensibilisation aux discriminations) à l'ad t n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 508)

Intervient sur le sous-ad t n° 293 de Mme Monique Iborra (cahier des charges déterminant l'aide de l'Etat aux maisons de l'emploi) à l'ad t n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 508)

Article 11 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives aux compétences respectives du Conseil national de l'emploi, de la nouvelle institution et de l'UNEDIC)

Son intervention (p. 542)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 705)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad t n° 2 de Mme Muriel Marland-Militello (p. 708)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 941)

Thème :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 941)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2070)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 2072)

Thème :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 2072)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Article 1^{er} (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son intervention (p. 986)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1573)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Mallot (cf supra) [15 avril 2008] (p. 1569)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 1573 et s.)

Retraites : généralités : cotisations : durée d'assurance (p. 1574)

Travail : chômage : indemnisation (p. 1574)

Travail : négociations : syndicats (p. 1574)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales**[7 mai 2008] (p. 1959)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1967)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1967)
 Culture : langues régionales (p. 1967)
 Union européenne : droit communautaire : directives (p. 1967)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)*Article 11 (domaine de la loi)*

Son intervention (p. 2559)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Ses interventions (p. 2619)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 11 (domaine de la loi)*

Ses interventions (p. 4458 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)*Après l'article 9*Intervient sur l'ad^t n° 221 de la commission des finances (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise -BSPCE) (p. 3004)Intervient sur l'ad^t n° 222 de la commission des finances (p. 3008)*Après l'article 44*Intervient sur l'ad^t n° 1562 de la commission (prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 3313)

Son amendement n° 1563 : devenu sans objet (p. 3315)

Débat sur l'organisation du système de santé en France**[19 juin 2008] (p. 3615)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3622)

Thèmes :

Santé : accès aux soins (p. 3622 et s.)
 Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3623 et s.)
 Santé : santé publique (p. 3622 et s.)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007**Discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3974)***Après l'article 9*

Son amendement n° 2 (création d'annexes aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale récapitulants respectivement les dépenses fiscales et les réductions ou exonérations de cotisations sociales) (p. 3974) : adopté (p. 3975)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4088)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4099)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4135)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 4135)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4088 et s.)
 Syndicats : représentativité (p. 4088, 4099)
 Travail : droit du travail (p. 4088 et s.)
 Travail : durée du travail (p. 4088 et s., 4099)
 Travail : heures supplémentaires (p. 4088 et s., 4099)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)*Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)*

Ses interventions (p. 4215, 4243)

Explications de vote et vote [8 juillet 2008] (p. 4367)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles (p. 4368)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4736)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4736)
 Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4736)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4736)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)*Avant l'article 1er*Intervient sur l'ad^t n° 17 de M. Lionel Tardy (missions de coordination du Conseil national de l'emploi à l'égard des organismes consultatifs traitant de la politique de l'emploi) (p. 4740)*Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)*

Son intervention (p. 4745)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4933)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4969)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 4969)
 Travail : salaires : prélèvements obligatoires (p. 4934)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)*Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement - Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)*

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 4998)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5119)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 5156)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Louis-Joseph Manscour (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5158)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Muzeau (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5175)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5157)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5157)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5157)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5157)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5156)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : gestion (p. 5157)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5225)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad. n° 90 rectifié de la commission (statut des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires) (p. 5228)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Son intervention (p. 5265)

Article 1^{er} précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Ses interventions (p. 5286 et s.)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christophe Sirugue (cf supra) (p. 5303)

Ses interventions (p. 5362 et s.)

Christian MÉNARD

*Finistère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 87 visant à élargir les conditions d'ouverture du droit à pension militaire d'invalidité [18 juillet 2007]

Proposition de loi n° 226 visant à lutter contre les zones médicalement défavorisées [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 1081 visant à interdire l'organisation des rave parties dans les parcs nationaux, les parcs naturels régionaux et les zones dites "Natura 2000" [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. SNCF. Actes de sabotage, enquête, ouverture [21 novembre 2007] (p. 4411)

Travail. Heures supplémentaires. Réforme, bilan [4 juin 2008] (p. 2900)

DÉBATS

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1^{er} (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son intervention (p. 451)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1146)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1147)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1147)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1147)

Recherche : biotechnologies (p. 1147)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1146)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son amendement n° 9 (p. 1251)

Son amendement n° 8 rectifié : adopté (p. 1252)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n° 12 et 13 (p. 1425 et s.)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 14 (p. 1437)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5398 et s.)

Michel MÉNARD

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'information commune sur la mesure des grands indices économiques et sociaux (désigné par la commission des affaires culturelles) [J.O. du 27 novembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [19 décembre 2007] (p. 5428)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [27 mai 2008] (p. 2512)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 133, posée le 29 janvier 2008. Voirie. A 11 (J.O. Questions p. 626). Appelée le 29 janvier 2008. Loire-Atlantique, échangeur de Varades et péage de Carquefou (p. 558)

n° 257, posée le 13 mai 2008. Télécommunications. Haut débit (J.O. Questions p. 3890). Appelée le 13 mai 2008. Accès, zones rurales (p. 1996)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 3 (rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2007)

Son intervention (p. 3206)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Procédure des questions :

Associations : bénévolat (p. 3766)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : centres de vacances (p. 3761, 3766)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4683)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4684)

Communes : finances : zones rurales (p. 4683)

Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4683)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4683)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Son intervention (p. 1845)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 1845 et s.)

Sports : médecine du sport (p. 1845)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4124)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4124)

Travail : droit du travail (p. 4124 et s.)

Travail : durée du travail (p. 4125)

Travail : heures supplémentaires (p. 4125)

Travail : négociations (p. 4124)

Travail : travail à temps partiel (p. 4125)

Travail : travail le dimanche (p. 4125)

Damien MESLOT

Territoire-de-Belfort (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. des 5 et 6 juin 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. des 5 et 6 juin 2008]

Rapporteur de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (n°56) [11 juin 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 juin 2008]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (n° 56) [11 juin 2008] (n° 953)

Proposition de loi n° 1082 relative à l'installation de l'éthylotest anti-démarrage sur tous les véhicules neufs et d'occasion [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 291, posée le 27 mai 2008. Assurance maladie maternité : prestations. Frais d'appareillage (J.O. Questions p. 4286). Appelée le 27 mai 2008. Prothèses auditives, remboursement (p. 2500)

n° 337, posée le 10 juin 2008. Sécurité routière. Radars (J.O. Questions p. 4773). Appelée le 10 juin 2008. Contraventions, recouvrement, dysfonctionnements (p. 3161)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2252)

Thèmes :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2253)

Enseignement supérieur : médecine universitaire (p. 2253)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2253)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2253)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2253)

Formation professionnelle : stages (p. 2253)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2296)

Thèmes :

Constitution : V^e République (p. 2296)
 Elections et référendums : élections législatives : représentation proportionnelle (p. 2297)
 Parlement : commissions : réforme (p. 2297)
 Parlement : prérogatives (p. 2296)
 Parlement : sessions extraordinaires : questions au Gouvernement (p. 2297)
 Politique générale : institutions : modernisation (p. 2297)
 Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2297)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3234)

Proposition de loi n° 56 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3479)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3481)

Thèmes :

Consommation : sécurité des produits (p. 3482)
 Logement : normes de sécurité (p. 3481)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 3481)
 Sécurité publique : incendies (p. 3481)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3488)

Article 1er (modification de l'architecture du code de la construction et de l'habitation)

Son intervention (p. 3488)

Article 2 (obligation d'installation et d'entretien d'un détecteur de fumée)

Ses interventions (p. 3489 et s.)

Explications de vote et vote [17 juin 2008] (p. 3491)

Son intervention (p. 3492)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son intervention (p. 4647)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5204)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5204)
 Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5204)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5204)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Après l'article 5

Son amendement n° 21 précédemment réservé (augmentation de la taxation des plus-values d'acquisition des stock-options) : rejeté (p. 5414)

Kléber MESQUIDA

Hérault (5^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B

Son amendement n° 209 (p. 4071)

Philippe MEUNIER

Rhône (13^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les redevances aéroportuaires (E 3441) (n° 513) [5 février 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de Mme Odile Saugues, rapporteure de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les redevances aéroportuaires (E 3441) (n° 513) [5 février 2008] (n° 689)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le Rhône et les PCB : une pollution au long cours [25 juin 2008] (n° 998)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Pollution industrielle. Rhône, lutte et prévention [3 octobre 2007] (p. 2574)

Enseignement secondaire. Etablissements. Violence, lutte et prévention [29 avril 2008] (p. 1771)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 346, posée le 10 juin 2008. Voirie. Rocades (J.O. Questions p. 4776). Appelée le 10 juin 2008. Rcade est, aménagements, pertinence, Lyon (p. 3153)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2175)

Thèmes :

Etrangers : polygamie (p. 2175)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2175)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2175)

Langue française : usage : examens et concours (p. 2175)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2888)

Thème :

Entreprises : simplifications administratives (p. 2888)

Jean MICHEL

*Puy-de-Dôme (6^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juin 2007]

Représentant titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre titulaire du haut conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4136)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : politique spatiale (p. 4136)

Défense : loi de programmation militaire (p. 4137)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : contribution française (p. 4136)

Union européenne : politique de la défense : politique spatiale (p. 4137)

Didier MIGAUD

*Isère (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 1^{er} août 2007]

Membre titulaire du conseil d'orientation des finances publiques [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 14 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre titulaire et vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. des 20 et 21 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif à l'évolution de l'actionnariat d'EADS en 2005 et 2006 [4 février 2008] (n° 677)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales [5 juin 2008] (n° 946)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Perspectives [2 octobre 2007] (p. 2491)

Retraites : généralités. Financement. Fonds de réserve, mise en œuvre [9 avril 2008] (p. 1454)

COUR DES COMPTES

Observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2007 [6 février 2008] (p. 770)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Dumont : s'associe aux regrets exprimés par M. Jean-Louis Dumont quant à l'absence des membres du Gouvernement en charge des affaires européennes lors de l'examen du prélèvement au titre du budget des communautés européennes [19 octobre 2007] (p. 2997)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Martine Billard : décrit dans quel esprit la commission des finances applique les règles de l'irrecevabilité financière à des amendements de type "cavaliers sociaux" [24 octobre 2007] (p. 3203)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : souligne que si, jusqu'ici, le droit d'amendement s'exerçait sans limites autres que celles reconnues par la Constitution, ce texte introduit les conditions et limites fixées par les règlements des assemblées dans le cadre déterminé par une loi organique [28 mai 2008] (p. 2639)

Considère qu'il n'est pas très sérieux de travailler au milieu de la nuit [28 mai 2008] (p. 2654)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Victorin Lurel : rappelle sa position en faveur du plafonnement des niches fiscales et à l'obtention de compensations en faveur de l'outre-mer [25 septembre 2008] (p. 5186)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses interventions en qualité de président de la commission des finances (p. 1643, 1724)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1645)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1643)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1644)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : contrôle fiscal (p. 1644)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1645)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1644 et s.)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1644)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1644)

Président de la République (p. 1644)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1644)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1^{er}

Intervient sur l'ad. n° 253 de M. Charles de Courson (suppression des allègements de cotisations sociales pour les entreprises de plus de 500 salariés - plafonnement des "niches fiscales" - progression des concours de l'Etat aux collectivités territoriales ne pouvant excéder la croissance brute de la dépense de l'Etat) (p. 1830)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son intervention (p. 1928)

Après l'article 5

Son amendement n° 158 rectifié (impôt sur le revenu - "niches fiscales" : réduction d'impôt plafonnée à 40 % du revenu) (p. 1942) : retiré (p. 1944)

Son amendement n° 159 rectifié (impôt sur le revenu : institution d'un barème alternatif déterminant une cotisation minimale) (p. 1942) : retiré (p. 1944)

Son amendement n° 157 rectifié (impôt sur le revenu : taux du barème alternatif) (p. 1942) : retiré (p. 1944)

Intervient sur l'ad. n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1950)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 1983)

Thèmes :

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1984)

Finances publiques : dépenses fiscales : "niches fiscales" (p. 1984)

Finances publiques : dette publique (p. 1984)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : personnels (p. 1984)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 1985)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 1984)

Lois de règlement (p. 1983 et s.)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1983)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 1985)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 2015)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2017)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2015)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2016)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 2015)

Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2016)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2016)

Finances publiques : exécution du budget : Parlement (p. 2017)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2016)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2016)

Politique économique : croissance (p. 2015)

Politiques communautaires : pacte de stabilité : Président de la République (p. 2016)

Président de la République (p. 2016)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Ses interventions (p. 2337 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 2778)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2780)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2780)

Collectivités territoriales : fiscalité : réforme (p. 2780)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2778 et s.)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2779)

Finances publiques : lois de finances : sécurité sociale (p. 2780)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2778)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2780)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2780)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 2780)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2778)
 Politique économique : consommation (p. 2779)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2778)
 Politique économique : libéralisme : compétitivité (p. 2779)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 2778 et s.)
 Président de la République (p. 2779)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2780)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 7 (crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 2894)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2909)

Après l'article 6

Son amendement n° 148 rectifié précédemment réservé (revenus des produits d'épargne donnés à des organismes "solidaires" : suppression du prélèvement forfaitaire libératoire de 16 %, rectifié (taux de 5 %) (p. 2934) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2935)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Jérôme Cahuzac (déductions et réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 2950)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Lionel Tardy (ISF - souscription au capital d'une société dans laquelle le redevable ou son conjoint bénéficiaire d'une exonération au titre des biens professionnels : extension de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) (p. 2956)

Intervient sur le sous-adt n° 299 du Gouvernement (blocage des sommes pendant cinq ans) à l'adt n° 13 de M. Lionel Tardy (p. 2956)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (plafonnement du montant des indemnités de départ et de licenciement déductibles du bénéfice imposable à un million d'euros par bénéficiaire) (p. 2961)

Son amendement n° 144 (régime de la micro-entreprise - lissage des seuils de chiffres d'affaires) (p. 2963) : retiré (p. 2964)

Son amendement n° 142 rectifié (impôt sur les sociétés : modulation du taux selon le pourcentage de bénéfices mis en réserve ou incorporés au capital) (p. 2965) : rejeté (p. 2966)

Son amendement n° 143 (PME réalisant plus de 50 % de leur chiffre d'affaires hors Union européenne : maintien du taux réduit de l'impôt sur les sociétés) : retiré (p. 2966)

Après l'article 11

Son amendement n° 146 rectifié (stock-options : contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2976) : rejeté (p. 2979)

Son amendement n° 147 (logements neufs de haute qualité environnementale : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 2984)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Dumont (cf supra) (p. 2997)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 103)

Thème :

Lois de finances : nomenclature budgétaire : aménagement du territoire (p. 103)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 29 (dispositif de garantie pour les régions cessant d'être éligibles à la dotation de péréquation) : adopté (p. 3535)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 5)

Thème :

Assemblée nationale : examen en commission élargie (p. 5)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Ses interventions (p. 41, 49)

Thème :

Etat : domaine public : politique foncière (p. 49)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 40 (exonération de fiscalité professionnelle en faveur des jeunes entreprises universitaires)

Son intervention (p. 4333)

Avant l'article 39

Son amendement n° 319 (suppression du "bouclier fiscal" et institution d'un impôt minimal sur le revenu) (p. 4334) : retiré (p. 4335)

Son amendement n° 318 (barème correspondant au dispositif d'impôt minimal sur le revenu) (p. 4334) : retiré (p. 4335)

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression du dispositif "Robien" de soutien à l'investissement locatif) (p. 4336)

Intervient sur l'adt n° 233 de la commission (rapport au Parlement sur les "niches fiscales" non plafonnées), rectifié (rapport aux commissions chargées des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 4338)

Après l'article 40

Intervient sur les adts n°s 276 et 273 de M. Michel Bouvard (révision des valeurs locatives à chaque mutation) (p. 4344)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Martine Billard (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3203)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Son intervention (p. 4393)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 7

Son amendement n° 270 (interdiction de toute taxation spécifique supplémentaire aux appels émis vers des services de renseignements téléphoniques) (p. 4756) : adopté après modification (p. 4757)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses amendements n°s 272 et 273 (p. 4767 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 198 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable) (p. 4772)

Son amendement n° 271 (plafonnement de la variabilité des taux) (p. 4772) : retiré (p. 4773)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Son intervention (p. 4857)

Thèmes :

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 4865)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : tarif transitoire (p. 4861)
 Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 4858 et s.)
 Entreprises : allègement des charges (p. 4861 et s.)
 Entreprises : intéressement et participation : stock options (p. 4865)
 Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 4864)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : primes (p. 4865)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 4861, 4865)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4859 et s.)
 Logement : logement social : loyers (p. 4861)
 Personnes âgées : redevance audiovisuelle (p. 4863)
 Politique économique : prix : concurrence (p. 4859, 4862 et s.)
 Régions : fiscalité : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4860)
 Sécurité sociale : franchise (p. 4862)
 Transports : chèque-transport (p. 4861)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4864 et s.)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 4858, 4864)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 5028)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 5028)
 Enseignement supérieur (p. 5030)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5029 et s.)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 5028)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 5029)
 Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 5029 et s.)
 Impôts et taxes : contrôle fiscal : flagrant délit (p. 5028)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 5029)
 Parlement : contrôle parlementaire : gels de crédits (p. 5029)
 Personnes âgées : établissements d'accueil : impôts locaux (p. 5028)
 Politique économique : consommation (p. 5029)
 Politique économique : croissance (p. 5029)
 Politiques communautaires : directives (p. 5028)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 5029)

Secteur public : privatisations : Electricité de France (EDF) (p. 5030)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 5028)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Article 7 et état B (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (p. 5072)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Son intervention (p. 5080)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 192 de M. Jérôme Cahuzac (redevance audiovisuelle : émission de l'avis d'imposition avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5096 et s.)

Après l'article 21

Son amendement n° 112 (régime fiscal de la micro entreprise : « lissage » de la sortie du dispositif) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5106)

Intervient sur l'adt n° 11 de la commission (sociétés coopératives d'intérêt collectif - déductibilité de la part des excédents mis en réserves impartageables) (p. 5107)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5113)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5126)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 5399)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : primes (p. 5400)
 Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5400)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) : évaluation (p. 5400)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5557)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Lionnel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5557)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5557)

Intervient sur l'adt n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5557)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1000)

Thèmes :

Finances publiques : annulations de crédits (p. 1002)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 1000)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1000)
 Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 1002)
 Finances publiques : dépenses (p. 1001)

Finances publiques : dette publique (p. 1000)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1000, 1002)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 1001)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1000)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1000)
 Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 1001)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes : banques et établissements financiers (p. 1000)
 Parlement : rôle (p. 1002)
 Politique économique : croissance (p. 1000 et s.)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1000 et s.)
 Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 1001)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1000)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 1713)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1714)
 Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1713 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1714)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 1714)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1714)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1713)
 Parlement : rôle (p. 1714)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 1713)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 1714)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)
 Son intervention (p. 2401)

Article 9 (missions et composition du Parlement)
 Son amendement n° 5 (p. 2459)

Article 11 (domaine de la loi)
 Ses interventions (p. 2539, 2550, 2560)
 Son amendement n° 33 (p. 2557)

Après l'article 14
 Son amendement n° 23 (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2596) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2599)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)
 Son amendement n° 520 (p. 2610)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)
 Son intervention (p. 2632)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Répond aux interventions du Président de l'Assemblée nationale : estime que le Gouvernement dispose déjà du vote bloqué et d'autres possibilités constitutionnelles d'intervenir et qu'il ne faut pas limiter le droit d'amendement davantage qu'il ne l'est par la Constitution (p. 2640)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)
 Son amendement n° 6 (p. 2647)

Ses interventions (p. 2649 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2654)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses interventions (p. 2655 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)
 Son intervention (p. 4391)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 4391)
 Assemblée nationale : règlement : amendements (p. 4392)
 Assurance maladie maternité : généralités : cotisations : exonération (p. 4392)
 Constitution : article 40 : abrogation (p. 4392)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4392)
 Lois de finances : débat budgétaire : conditions de travail (p. 4391)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Son amendement n° 84 (p. 4457)

Ses interventions (p. 4459 et s.)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 85 (p. 4480)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3229)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 1030 de M. Daniel Paul (p. 3290)

Intervient sur le sous-adt n° 1561 de M. Gilles Carrez à l'adt n° 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3292)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Son intervention (p. 3298)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 262 rectifié de la commission des finances (p. 3303)

Intervient sur l'adt n° 1564 rectifié de la commission des finances (renforcement du contrôle interne des établissements de crédit) (p. 3304)

Intervient sur l'adt n° 263 de la commission des finances (décuplement du plafond de sanction pécuniaire de la commission bancaire) (p. 3306)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 1562 de la commission (prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 3314)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3329)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 3940)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 3941)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3940)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 3941)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 3941)

Justice : Cour des comptes (p. 3941)
 Lois de règlement (p. 3940)
 Politique économique : croissance (p. 3940)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 3941)
 Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3941)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 3941)

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :
 - Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008
 Ses interventions (p. 3975)

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :
 - Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008
 Ses interventions (p. 3983)

MISSION « ENSEIGNEMENT SCOLAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3996) :
 - Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 17 juin 2008
 Ses interventions (p. 3996)

MISSION « ACTIONS EXTÉRIEURES DE L'ÉTAT » - « SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT À L'ÉTRANGER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4006) :
 - Réunion de la commission des affaires étrangères du 17 juin 2008
 Ses interventions (p. 4006)

MISSION « LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :
 - Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008
 Ses interventions (p. 4014)

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :
 - Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008
 Ses interventions (p. 4022)

MISSION « SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4033) :
 - Réunion de la commission des lois du 18 juin 2008
 Ses interventions (p. 4033)

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :
 - Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008
 Ses interventions (p. 4041)

MISSION « CULTURE » - PROGRAMME « PATRIMOINE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4051) :
 - Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 19 juin 2008
 Ses interventions (p. 4051)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 4525)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 4527)
 Energie et carburants : pétrole (p. 4526)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4526)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4525)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4526)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4527)
 Finances publiques : dette publique (p. 4526)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : ministre (p. 4525 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 4526)
 Politique économique : croissance (p. 4526)
 Politique économique : inflation (p. 4526)
 Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4527)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 4932)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4933)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 4933)
 Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 4932 et s.)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4933)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4932)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4932)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4933)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 5159)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : réductions d'impôt (p. 5160)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5159)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5159)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi : indexation (p. 5159)
 Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5159)

Jean-Claude MIGNON

Seine-et-Marne (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 septembre 2008]

Membre de la commission des Affaires étrangères [J.O. du 24 septembre 2008]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la coopération dans le domaine de la défense et au statut de leurs forces (n°1265) [12 novembre 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la troisième partie de sa session ordinaire de 2007 [31 juillet 2007] (n° 111)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe sur

l'activité de cette Assemblée au cours de la quatrième partie de sa session ordinaire de 2007 [4 décembre 2007] (n° 446)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la première partie de sa session ordinaire de 2008 [1er avril 2008] (n° 768)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la deuxième partie de sa session ordinaire de 2008 [2 juin 2008] (n° 919)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la troisième partie de sa session ordinaire de 2008 [25 juillet 2008] (n° 1095)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 35, posée le 4 décembre 2007. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 7537). Appelée le 4 décembre 2007. Infrastructures routières, Seine-et-Marne (p. 4893)

n° 237, posée le 6 mai 2008. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 3704). Appelée le 6 mai 2008. (p. 1879)

DÉBATS

Projet de loi n° 181 autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 octobre 2007] (p. 2663)
Son intervention (p. 2665)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2665)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe : lutte contre le terrorisme (p. 2665, 2666)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2665)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : lutte contre le terrorisme (p. 2665)

Explications de vote et vote [9 octobre 2007]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2666)

Gérard MILLET

Seine-et-Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Deviens député le 19 avril 2008 [J.O. du 20 avril 2008]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 avril 2008]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 22 avril 2008]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 avril 2008]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Organisation. Réflexion stratégique, modalités [30 avril 2008] (p. 1828)

Marie-Anne MONTCHAMP

Val-de-Marne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteuse pour avis du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [11 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [18 octobre 2007] (n° 303)

Proposition de loi n° 358 relative à la réglementation de l'implantation des antennes relais de radiotéléphonie mobile [7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [10 octobre 2007] (p. 2678)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son intervention (p. 1887)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 134 (p. 2297)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

Rapporteuse pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3091)

Thèmes :

Finances publiques : dette publique (p. 3091)
Finances publiques : programmes (p. 3091)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3092)
Politique sociale : fraude (p. 3092)
Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3091)
Sécurité sociale : comptes (p. 3091)
Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 3092)
Sécurité sociale : dépenses (p. 3091)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3091, 3092)
Sécurité sociale : organismes (p. 3091)
Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 3091)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3251)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3281)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Son intervention (p. 3345)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son amendement n° 490 (p. 3352)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 8 deuxième rectification de la commission des finances (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Intervient sur l'adt n° 364 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3357)

Intervient sur l'adt n° 396 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3357)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3394)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Son intervention (p. 67)

Thème :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 67)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 8

Son amendement n° 172 (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4759) : retiré (p. 4760) ; repris par M. Jean Gaubert (p. 4760)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1592)

Thèmes :

Travail : accords interprofessionnels (p. 1592 et s.)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 1592)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1592)

Travail : licenciements (p. 1592)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5196)

Thèmes :

Handicapés : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5197)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5197)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5196)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5197)

Marie-Anne MONTCHAMP

*Val-de-Marne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteuse pour avis du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [11 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (n° 284) [18 octobre 2007] (n° 303)

Proposition de loi n° 358 relative à la réglementation de l'implantation des antennes relais de radiotéléphonie mobile [7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [10 octobre 2007] (p. 2678)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son intervention (p. 1887)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 134 (p. 2297)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

Rapporteuse pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3091)

Thèmes :

Finances publiques : dette publique (p. 3091)
 Finances publiques : programmes (p. 3091)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3092)
 Politique sociale : fraude (p. 3092)
 Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3091)
 Sécurité sociale : comptes (p. 3091)
 Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 3092)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 3091)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3091, 3092)
 Sécurité sociale : organismes (p. 3091)
 Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 3091)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3251)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3281)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Son intervention (p. 3345)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son amendement n° 490 (p. 3352)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 8 deuxième rectification de la commission des finances (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament : sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Intervient sur l'ad n° 364 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament : sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3357)

Intervient sur l'ad n° 396 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament : sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3357)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3394)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Son intervention (p. 67)

Thème :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 67)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 8

Son amendement n° 172 (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4759) : retiré (p. 4760) ; repris par M. Jean Gaubert (p. 4760)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1592)

Thèmes :

Travail : accords interprofessionnels (p. 1592 et s.)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 1592)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1592)

Travail : licenciements (p. 1592)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5196)

Thèmes :

Handicapés : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5197)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5197)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5196)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5197)

Arnaud MONTEBOURG

*Saône-et-Loire (6^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 novembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 novembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 novembre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 324 relative à l'introduction de l'action de groupe en France [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 391 relative à l'interdiction de présence d'organisme génétiquement modifié dans la production des produits agricoles bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité ou d'une appellation d'origine [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs [13 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [2 octobre 2007] (p. 2493)

Politique extérieure. Libye. Relations bilatérales [12 décembre 2007] (p. 5258)

Politique économique. Réforme. Travail, emploi et pouvoir d'achat, bilan [29 avril 2008] (p. 1773)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 43, posée le 4 décembre 2007. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 7538). Appelée le 4 décembre 2007. Permanence des soins, financement (p. 4902)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions des orateurs [10 juillet 2007] (p. 1659)

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par les députés sur les exonérations relatives aux heures supplémentaires – évoque les réserves formulées par des membres du Conseil d'analyse économique [11 juillet 2007] (p. 1748)

Considère que la réduction de l'assiette des droits de mutation constitue une injustice sociale [12 juillet 2007] (p. 1893)

Souligne qu'il n'y a aucune obstruction de la part de l'opposition - demande que le Gouvernement réponde aux questions posées par l'opposition sur un texte mal préparé [13 juillet 2007] (p. 1924)

Juge la présidence partisane [13 juillet 2007] (p. 1933)

Place le débat en regard des moyens notamment budgétaires de la justice [17 juillet 2007] (p. 2148)

Trouve inacceptable que, ainsi que l'atteste le site internet du Sénat, dix-huit décrets d'application de la précédente loi relative à l'immigration soient toujours en attente [19 septembre 2007] (p. 2236)

Considère que le Gouvernement prépare des "augmentations de taxes" et l'interroge sur ses intentions en ce domaine [24 octobre 2007] (p. 3198)

S'inquiète de la baisse des crédits affectés aux soins de ville et des difficultés d'accès aux soins en zone rurale ; demande la présence de la ministre de la santé [24 octobre 2007] (p. 3213)

Demande une suspension de séance pour permettre au président de la commission des lois qui a manifesté publiquement dans son département contre les décisions prises au titre de la carte judiciaire de venir donner sa position [15 novembre 2007] (p. 4185)

Demande une réunion avec Mme Dati pour que tous les députés puissent obtenir les contreparties accordées aux députés de la majorité [15 novembre 2007] (p. 4189)

Demande des précisions sur le projet de "franchise" sur l'aide juridictionnelle [15 novembre 2007] (p. 4195)

Demande, dans un but d'équité, à Mme Dati de s'engager à recevoir les députés de l'opposition pour discuter des problèmes posés par la nouvelle carte judiciaire [15 novembre 2007] (p. 4200)

Regrette le manque d'explications du secrétaire d'Etat chargé de la consommation sur la proposition du groupe socialiste ; s'indigne que la majorité traite l'opposition comme des "chiens de garde condamnés à la muselière" [21 novembre 2007] (p. 4480)

Exprime la "solidarité intellectuelle" du groupe socialiste à l'égard du sénateur Le Grand, nonobstant "quelque décision prise par le Bureau qui n'engage personne" [2 avril 2008] (p. 1164)

S'indigne de l'absence de la Garde des sceaux alors que le code pénal est transformé en "état d'exception", en contradiction avec les principes constitutionnels de la Charte de l'environnement obligeant toute personne à défendre le principe de précaution [8 avril 2008] (p. 1415)

Demande quelle est l'articulation entre la réforme du préambule et celle du corps de la Constitution [22 mai 2008] (p. 2338)

Souhaite que la méthode employée en commission pour les langues régionales soit utilisée pour traiter d'autres points du projet de loi constitutionnelle [22 mai 2008] (p. 2350)

Fait le point sur l'examen des quatre premiers articles du texte [26 mai 2008] (p. 2413)

Souligne une divergence entre le rapporteur et le groupe UMP [26 mai 2008] (p. 2450)

Souligne l'importance des modalités d'exercice du droit d'amendement [28 mai 2008] (p. 2633)

Demande au président, aux ministres et au rapporteur des garanties sur l'exercice du droit d'amendement [28 mai 2008] (p. 2634)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : souligne que l'exposé des motifs du projet de loi précise que la nouvelle rédaction concernant le droit d'amendement "apportera une réponse au phénomène d'obstruction parlementaire" [28 mai 2008] (p. 2636)

Propose de trouver un compromis en examinant seulement l'article 22 [28 mai 2008] (p. 2654)

Interroge le président sur la lettre qu'il a envoyée aux présidents de groupe concernant sa volonté de réunir un groupe pluraliste pour établir un nouveau règlement [9 juillet 2008] (p. 4463)

Remarque que certaines modifications du règlement sont indépendantes de la révision constitutionnelle et qu'elles auraient déjà pu être engagées. Il craint qu'elles ne soient qu'un leurre [9 juillet 2008] (p. 4466)

Dénonce le risque que tout amendement rejeté en commission ne puisse pas être présenté de nouveau en séance publique [9 juillet 2008] (p. 4484)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juillet 2007] (p. 1659)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1748)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1893)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1913 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1924, 1933)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2127)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2007] (p. 2148)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération : délais (p. 2128)

Droit pénal : récidive : lois (p. 2129)

Justice : moyens (p. 2128)

Justice : exécution des décisions (p. 2128)

Justice : jugements : délais (p. 2128)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses interventions (p. 2150 et s.)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Son intervention (p. 2168)

Après l'article 2 ter

Son intervention (p. 2173)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2205 et s.)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2007] (p. 2236)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2688) : rejetée (p. 2692)

Thèmes :

Droit pénal : abus de biens sociaux (p. 2689)

Droit pénal : corruption : paradis fiscaux (p. 2690)

Droit pénal : corruption : Royaume-Uni (p. 2690)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 2689)

Justice : magistrats : syndicats (p. 2689)

Justice : parquet (p. 2689)

Sociétés : droit des affaires : dépenalisation (p. 2688)

Traités et conventions : droit international : corruption (p. 2688)

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)

Avant l'article 1^{er}

Son amendement n° 19 (suppression de la condition de condamnation dans le pays d'origine de l'auteur d'un crime ou d'un délit pour permettre l'ouverture en France d'une procédure à l'encontre du ou des complices) (p. 2699) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2700)

Reprend le sous-adt n° 28 de M. Michel Hunault (pour les seuls délits de corruption et de trafic d'influence) à son amendement n° 19 (p. 2700) : rejeté (p. 2700)

Après l'article 1er

Son amendement n° 20 (responsabilité civile des bénéficiaires d'un fait de corruption ou de trafic d'influence ayant donné lieu à une condamnation pénale) : retiré (p. 2703)

Après l'article 4

Son amendement n° 21 (détachements d'agents et d'officiers de police judiciaire auprès des tribunaux de grande instance afin d'y travailler sous la direction des magistrats du parquet et des juges d'instruction) (p. 2704) : rejeté (p. 2705)

Après l'article 5

Reprend l'adt n° 18 de M. Michel Hunault (constitution de partie civile uniquement à l'audience par les associations reconnues d'utilité publique) : rejeté (p. 2707)

Explications de vote et vote [10 octobre 2007]

Ses explications de vote (p. 2708)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2708)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 1^{er} (approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3198)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3213)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Ses interventions (p. 4176, 4187, 4203)

Ses rappels au règlement (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4185, 4189, 4195, 4200)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle : magistrats (p. 4176)

Justice : palais de justice : travaux (p. 4176)

Justice : tribunaux d'instance : fermeture (p. 4176)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : censure (p. 4177)

Procédure des questions :

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4203)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4204)

Son amendement n° 224 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4204)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4455)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 4456)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4455 et s.)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4456)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4456)

Entreprises : délocalisations (p. 4456)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4455)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4455)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 87 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2007] (p. 4480)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4517)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Son amendement n° 54 (définition de l'action de groupe) : rejeté (p. 5554)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1^{er} (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1164)

Son amendement n° 342 (p. 1236)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1335)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 avril 2008] (p. 1415)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1420)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2228) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2236)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2231)
 Audiovisuel et communication : temps de parole : opposition (p. 2232)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2232)
 Constitution : séparation des pouvoirs (p. 2230)
 Constitution : V^e République (p. 2229)
 Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 2230)
 Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2229, 2231)
 Industrie : politique industrielle (p. 2228)
 Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2232)
 Parlement : commissions d'enquête (p. 2231)
 Parlement : ordre du jour : opposition (p. 2231)
 Parlement : prérogatives : résolution (p. 2232)
 Parlement : rôle (p. 2229)
 Politique extérieure : coopération militaire : information (p. 2230)
 Politique générale : démocratie (p. 2229)
 Politique générale : institutions : modernisation (p. 2233)
 Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2231)
 Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2231)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 2228)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)*Avant l'article 1er*

Son rappel au règlement (cf supra) [22 mai 2008] (p. 2338)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Gérard Charasse (affirmation du principe de laïcité) (p. 2345)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 mai 2008] (p. 2350)

Article 1er (statut de l'opposition)

Ses interventions (p. 2372 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 274 (garantie du pluralisme et de l'indépendance des médias) (p. 2379) : rejeté (p. 2380)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à son amendement n° 511 rectifié (p. 2393)

Son amendement n° 526 (référendum d'initiative populaire) (p. 2388) : retiré (p. 2394)

Son amendement n° 511 rectifié (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2390) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2394)

Son amendement n° 576 (coordination) : adopté (p. 2395)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2398)

Son amendement n° 279 (p. 2403)

Son sous-amendement n° 527 rectifié à l'adt n° 47 rectifié de la commission (p. 2404)

Son amendement n° 278 rectifié (p. 2404)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 mai 2008] (p. 2413)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Son amendement n° 280 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2413)

Ses interventions (p. 2415 et s.)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son amendement n° 281 (de suppression) (p. 2438)

Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)

Son amendement n° 282 (de suppression) (p. 2445) : adopté (p. 2447)

Après l'article 8

Son rappel au règlement (cf supra) [26 mai 2008] (p. 2450)

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2452)

Son sous-amendement n° 528 (y compris toute fonction exécutive au sein d'un établissement public de coopération intercommunale) à l'adt n° 51 rectifié de la commission (p. 2451) : rejeté (p. 2454)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2456)

Ses amendements n°s 283 à 285 (p. 2459 et s.)

Après l'article 9

Son amendement n° 499 (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs) (p. 2516) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2521)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2524 et s.)

Son amendement n° 290 (p. 2530)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2543 et s., 2550)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son amendement n° 292 (p. 2567)

Ses interventions (p. 2568 et s.)

Ses amendements n°s 293 à 295 (p. 2570 et s.)

Après l'article 13

Son amendement n° 517 (impossibilité de prendre des ordonnances en matière de libertés publiques) : rejeté (p. 2576)

Son amendement n° 518 (loi spécifique pour habiliter le Gouvernement à prendre une ordonnance) : rejeté (p. 2576)

Son amendement n° 519 (nécessité d'une ratification des ordonnances par une loi spécifique) : retiré (p. 2576)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son amendement n° 525 (p. 2580)

Après l'article 14

Son amendement n° 272 (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2600) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2602)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son amendement n° 301 (de suppression) (p. 2603)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses amendements n°s 302, 303 et 335 (p. 2611 et s.)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement n° 489 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2617)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2627)

Son amendement n° 490 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2629)

Ses rappels au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2633 et s.)

Répond à l'intervention du Président de l'Assemblée nationale : n'a jamais douté de la sincérité du président mais souligne que celui-ci vient d'indiquer solennellement qu'il faudrait, dans certaines circonstances à définir de façon consensuelle, limiter le droit d'amendement (p. 2640)

Son amendement n° 491 (p. 2642)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Son amendement n° 492 (p. 2645) : adopté (p. 2646)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Son amendement n° 495 (p. 2647)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son amendement n° 496 (p. 2647)

Son intervention (p. 2648)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2654)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses amendements n°s 497, 498, et 500 (p. 2655 et s.)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son intervention (p. 2667)

Après l'article 23

Son sous-amendement n° 530 (ou à la demande d'un groupe parlementaire) à l'adt n° 85 de la commission (déclaration du Gouvernement à caractère thématique devant les assemblées) (p. 2671) : adopté après rectification (p. 2672)

Son sous-amendement n° 529 (déclaration suivie d'un vote à la demande d'un groupe parlementaire) à l'adt n° 85 de la commission (p. 2671) : rejeté (p. 2673)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son amendement n° 502 (p. 2680)

Après l'article 27

Son amendement n° 521 (Conseil supérieur de la magistrature garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire) (p. 2693) : rejeté (p. 2694)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2704)

Article 34 (entrée en vigueur)

Son amendement n° 509 (p. 2728)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4376) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4382)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : droits (p. 4379)

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 4379)

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 4377)

Constitution : article 16 (p. 4378)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 4376)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4379)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : démission (p. 4378)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 4379)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 4377)

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 4376)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4376)

Partis et mouvements politiques : opposition : temps de parole (p. 4378)

Politique générale : démocratie : équilibre des pouvoirs (p. 4380)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 4378)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 4378)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)

Son intervention (p. 4411)

Article 1er (garantie du pluralisme politique)

Ses interventions (p. 4414 et s.)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Ses amendements n°s 186, 184, 233, 234 et 185 (p. 4419 et s.)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4424)

Ses amendements n°s 187, 235, 236 et 188 (p. 4428 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses amendements n°s 241, 189, 242 et 240 (p. 4431 et s.)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4446)

Ses amendements n°s 190, 244 et 245 (p. 4449)

Article 10 bis (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires)

Son amendement n° 243 (p. 4453)

Article 11 (domaine de la loi)

Son sous-amendement n° 301 à l'adt n° 9 de la commission (p. 4456)

Son amendement n° 262 (p. 4463)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4463 et 4466)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 4469)

Ses sous-amendements n°s 329 et 330 à l'adt n° 306 du Gouvernement (p. 4474)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses interventions (p. 4475 et s.)

Article 14 (présentation des projets de loi et avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Ses amendements n°s 195 et 268 (p. 4477)

Son sous-amendement n° 300 à l'adt n° 14 de la commission (p. 4477) : adopté (p. 4478)

Son amendement n° 196 (p. 4478)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son amendement n° 197 (p. 4478)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses amendements n°s 271, 272 et 269 (p. 4480)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)
Son amendement n° 273 (p. 4481)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)
Son amendement n° 275 (de suppression) (p. 4482)
Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4484)
Son amendement n° 198 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4485)
Ses amendements n°s 199 et 274 (p. 4488 et s.)

Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)
Ses interventions (p. 4489 et s.)
Son amendement n° 277 rectifié (p. 4490) : adopté (p. 4491)
Ses amendements n°s 279 et 276 (p. 4491)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)
Ses amendements n°s 286 et 280 (p. 4492)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)
Ses sous-amendements n°s 282 à 284 à l'adt n° 26 rectifié de la commission (p. 4493)
Son amendement n° 281 (p. 4493)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)
Son amendement n° 287 (p. 4495)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)
Son amendement n° 289 (p. 4496)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)
Ses amendements n°s 290 et 291 (p. 4497)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)
Ses amendements n° 292 rectifié, 293 et 201 (p. 4500 et s.)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)
Son intervention (p. 4501)
Ses amendements n° 295 rectifié et 202 (p. 4503)

Article 30 sexes (habilitation permanente du Gouvernement à prendre des ordonnances pour adapter les dispositions législatives en vigueur dans les collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, dans les Terres australes et antarctiques françaises et à Clipperton)
Son intervention (p. 4504)

Article 31 (Défenseur des droits)
Ses amendements n°s 296 et 203 (p. 4507)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)
Son amendement n° 297 (p. 4508)

Article 33 bis (délais minimaux d'examen des projets et propositions de révision)
Son intervention (p. 4510)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)
Son intervention (p. 4511)

Explications de vote et vote [9 juillet 2008] (p. 4511)
Ses explications de vote (p. 4512)
Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4513)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)
Son intervention (p. 2326)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2327)
Constitution : révision : institutions (p. 2326)
Parlement : prérogatives (p. 2326)
Partis et mouvements politiques : opposition : temps de parole (p. 2326)
Président de la République : temps de parole (p. 2326 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 21

Son amendement n° 1033 précédemment réservé (action de groupe) (p. 3320) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3330)

Pierre MORANGE

*Yvelines (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Membre titulaire du comité national de l'organisation sanitaire et sociale [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme France 2 [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil de modération et de prévention [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 29 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi pour le pouvoir d'achat (n° 498) [12 décembre 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, pour le pouvoir d'achat (n° 498) [12 décembre 2007] n° 504)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1^{er} (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son amendement n° 448 (p. 1764)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 143 de M. Roland Muzeau (suppression du régime des heures choisies) (p. 1815)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

MÉDIAS

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :
- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007
Son intervention (p. 35)

Thème :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 35)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)
Son intervention (p. 5396)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 5398)
Baux : loyers : indexation (p. 5398)
Entreprises : participation (p. 5397)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : intéressement et participation (p. 5397)
Travail : comptes épargne-temps (p. 5397)
Travail : heures supplémentaires (p. 5396)
Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5397)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5474 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 161 (exonération complète de charges sociales des droits convertis en argent par le salarié dans le cadre du compte épargne-temps) (p. 5538) : retiré (p. 5539)

Son amendement n° 163 rectifié (garantie des droits accumulés dans un compte épargne-temps) : adopté (p. 5539)

Article 4 (nouveau dispositif d'indexation des loyers)

Son amendement n° 162 (p. 5564) : adopté (p. 5565)

Proposition de loi n° 56 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3479)

Son intervention (p. 3482)

Thèmes :

Assurances : primes (p. 3483)
Logement : normes de sécurité (p. 3483)
Sécurité publique : incendies : prévention (p. 3482)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3488)

Article 2 (obligation d'installation et d'entretien d'un détecteur de fumée)

Son intervention (p. 3490)

Explications de vote et vote [17 juin 2008] (p. 3491)

Ses explications de vote (p. 3492)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3492)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3634)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3635)
Santé : accès aux soins (p. 3634 et s.)

Santé : prévention (p. 3634 et s.)

Santé : santé publique (p. 3634 et s.)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

Son intervention (p. 4164)

Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)

Ses interventions (p. 4184 et s.)

Article 9 (date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux du dialogue social)

Son intervention (p. 4187)

Article 20 (coordination)

Son amendement n° 156 rectifié : adopté (p. 4360)

Après l'article 20

Son amendement n° 155 (affectation de droits à formation professionnelle sur un compte épargne-temps) : adopté (p. 4360)

Son amendement n° 197 (exonération de charges sociales de la conversion en argent des droits acquis sur un compte épargne-temps dans la limite de dix jours par an et par salarié) : devenu sans objet (p. 4360)

Son amendement n° 158 deuxième rectification (exonération de charges sociales et d'impôt sur le revenu des sommes déposées sur un compte épargne-temps et affectées à un plan d'épargne pour la retraite collectif dans la limite de dix jours par an et par salarié) (p. 4360) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4361)

Son amendement n° 157 (garantie pour le transfert des droits acquis sur le compte épargne-temps en cas de rupture du contrat de travail) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4361)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4561)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 4562)
Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4562)
Démographie : vieillissement de la population (p. 4562)
Emploi : seniors (p. 4562)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4562)
Fonctionnaires et agents publics : cotisations sociales (p. 4562)
Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4562)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5361)

Nadine MORANO

*Meurthe-et-Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis secrétaire d'Etat chargée de la famille*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Est nommée secrétaire d'Etat chargée de la famille, auprès du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]
Cessation de son mandat de députée le 19 avril 2008 [J.O. du 20 avril 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de députée

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Caoutchouc et plastiques. Usine Kléber, fermeture, Toul [3 octobre 2007] (p. 2570)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1613)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Union européenne (p. 1613)
Président de la République : prérogatives (p. 1613)
Transports ferroviaires : TGV Est-européen (p. 1614)
Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1614)
Union européenne : construction européenne (p. 1613)
Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1614)
Union européenne : institutions (p. 1613)
Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1614)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2288)

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Nicolin. Famille. Adoption. Adoption internationale [25 mars 2008] (p. 915)

M. Hervé Féron. Prestations familiales. Allocations familiales. Calcul, réforme, conséquences [30 avril 2008] (p. 1827)

Mme Jeanny Marc. Famille. Politique familiale. [30 avril 2008] (p. 1829)

Mme Colette Le Moal. Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [6 mai 2008] (p. 1893)

M. Michel Françaix. Etat. Gouvernement. Politique générale [6 mai 2008] (p. 1898)

M. Henri Jibrayel. Famille. Politique familiale. Orientations [13 mai 2008] (p. 2022)

M. Jean-Frédéric Poisson. Télécommunications. Internet. Enfants, protection [21 mai 2008] (p. 2249)

M. Bertrand Pancher. Prestations familiales. Allocation de rentrée scolaire. Montant, modulation [24 juin 2008] (p. 3715)

Mme Colette Langlade. Prestations familiales. Allocation de rentrée scolaire. Montant, modulation [24 juin 2008] (p. 3718)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jacques Remiller. Santé. Tabagisme. Interdiction de fumer, lieux publics, conséquences [25 mars 2008] (p. 880)

M. Marc Dolez. Sécurité publique. Organismes. Restructuration, Douai [25 mars 2008] (p. 882)

M. François Rochebloine. Professions sociales. Assistants maternels. Statut [29 avril 2008] (p. 1755)

Mme Valérie Rosso-Debord. Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Cotisations d'assurance complémentaire, retraités [29 avril 2008] (p. 1757)

M. Stéphane Demilly. Travail. Droit du travail. Etudiants, stages, gratifications, financement [27 mai 2008] (p. 2488)

M. Jean-Claude Flory. Agriculture. Maladies et parasites. Cynips du châtaignier, lutte et prévention [27 mai 2008] (p. 2490)

M. Frédéric Reiss. Déchéances et incapacités. Incapables majeurs. Gérants de tutelle et de curatelle, réforme [27 mai 2008] (p. 2489)

Mme Aurélie Filippetti. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Travailleurs de la mine : montant des pensions [3 juin 2008] (p. 2824)

Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. Prestations familiales. Travailleurs indépendants, conditions de versement [10 juin 2008] (p. 3172)

DÉBATS

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)

Son intervention (p. 3367)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : régime d'assurance chômage (p. 3369)
Politique sociale : dialogue social (p. 3367 et s.)
Travail : accords interprofessionnels (p. 3367)
Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3368 et s.)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 3368 et s.)
Travail : contrats de travail (p. 3368)
Travail : licenciements (p. 3368)
Travail : négociations (p. 3369)

Pierre MOREL-A-L'HUISSIER

Lozère (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - pilotage de l'économie française - [11 juillet 2007]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la mission d'information commune sur la mesure des grands indices économiques et sociaux (désigné par la commission des finances) [J.O. du 27 novembre 2007]

Membre du comité de surveillance de l'établissement de gestion du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles [J.O. du 9 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - économie - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

- Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 28 : Pilotage de l'économie française - Accords monétaires internationaux (n° 276) [11 octobre 2007]
- Proposition de loi n° 634 tendant à instaurer le principe d'une certification ISO des collectivités territoriales [29 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 635 visant à permettre aux parlementaires de saisir la justice en cas d'atteinte à la dignité de la Nation [29 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 636 visant à modifier la date d'adoption du budget des établissements publics de coopération intercommunale [29 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 637 tendant à réformer la procédure de l'examen de la gestion des collectivités territoriales par les chambres régionales des comptes [29 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 638 visant à instituer une procédure de certification des comptes des collectivités territoriales de plus de 3500 habitants [29 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 639 visant à inciter les employeurs à recourir au télétravail pour promouvoir l'embauche des personnes handicapées [29 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 640 relative au télétravail [29 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 641 relative aux exonérations en faveur de l'emploi des personnes handicapées par les communes des moins de 3500 habitants et leurs établissements publics [29 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 642 accordant aux responsables d'exécutifs locaux la possibilité de saisine pour avis des chambres régionales des comptes [29 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 726 visant à favoriser le développement du volontariat dans le corps des sapeurs-pompiers [14 février 2008]
- Proposition de loi n° 727 tendant à limiter les dépenses de communication dans le budget des collectivités territoriales [14 février 2008]
- Proposition de loi n° 865 visant à instaurer un stage obligatoire pendant le cursus universitaire [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 866 portant création de carrefours départementaux de la jeunesse [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 867 visant à renforcer l'information des populations exposées à des risques naturels [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 868 visant à renforcer l'incompatibilité entre les fonctions de président de conseil général et de président de conseil régional [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 869 visant à rendre incompatibles les fonctions de président d'un établissement public de coopération intercommunale avec les fonctions de président de conseil général ou de président de conseil régional [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 870 tendant à supprimer les droits de timbre pour les actes notariés [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 871 portant création d'un Observatoire national de la ruralité [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 872 portant création des Maisons de services au public [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 873 tendant à évaluer les politiques territorialisées de l'État et à créer des "zones franches rurales" [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 874 portant modification et sécurisation du régime des contrats de plan État-Régions [7 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Télécommunications. Téléphone et Internet. Opérateurs, pratiques commerciales [30 octobre 2007] (p. 3551)

Politique économique. Croissance. [20 mai 2008] (p. 2178)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 121, posée le 22 janvier 2008. Coopération intercommunale. (J.O. Questions p. 408). Appelée le 22 janvier 2008. Intercommunalités, renforcement (p. 363)

n° 268, posée le 13 mai 2008. Eau. Politique de l'eau (J.O. Questions p. 3893). Appelée le 13 mai 2008. Assainissement, zones rurales (p. 1998)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2863)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2864)
- Emploi : politique de l'emploi : formation professionnelle (p. 2863)
- Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 2864)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2863)
- Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2863)
- Sécurité routière : radars : amendes (p. 2864)
- Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2863)
- Travail : réduction du temps de travail (p. 2863)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4035)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Agriculture : jeunes agriculteurs : installation (p. 4035)
- Agriculture : montagne (p. 4035)
- Agriculture : prêts bonifiés (p. 4035)
- Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4035)
- Elevage : bâtiments : modernisation (p. 4035)
- Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4035)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4035)

Procédure des questions :

- Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4065)
- Politiques communautaires : politique agricole commune : zones rurales (p. 4069)

PILOTAGE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3632)

Son intervention (p. 3632)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Emploi : chômage : statistiques (p. 3633)
- Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 3632 et s.)
- Finances publiques : mission pilotage de l'économie française (p. 3632 et s.)
- Outre-mer : chômage : indemnisation (p. 3633)
- Politique économique : indice des prix (p. 3633)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 107)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 107)
- Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 108)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Procédure des questions :

- Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : participation des employeurs (p. 3591)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 3290)

Son amendement n° 159 (de suppression) (p. 3291)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad. n° 171 de M. Michel Bouvard (transport scolaire effectué par des particuliers : non-assujettissement aux cotisations à l'URSSAF des conducteurs non professionnels apparentés à l'un au moins des enfants transportés) (p. 3293)

Philippe MORENVILLIER

*Meurthe-et-Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devient député le 19 avril 2008 [J.O. du 20 avril 2008]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 avril 2008]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 22 avril 2008]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Politique pénale. Rétention de sûreté, mise en œuvre [29 avril 2008] (p. 1769)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 323, posée le 3 juin 2008. Baux. Baux d'habitation [J.O. Questions p. 4544]. Appelée le 3 juin 2008. Loyers impayés, lutte et prévention (p. 2800)

Hervé MORIN

*Eure (3^{ème} circonscription)
Nouveau Centre
puis Ministre de la défense*

Élu le 10 juin 2007

Est nommé ministre de la défense. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4140)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations : armements et équipements (p. 4145)

Défense : politique spatiale (p. 4144)

Défense : activité des forces (p. 4144)

Défense : armements et équipements : armée de terre (p. 4144)

Défense : armements et équipements : externalisation (p. 4141)

Défense : armements et équipements : petites et moyennes entreprises (p. 4145)

Défense : drones (p. 4143)

Défense : hélicoptères (p. 4143)

Défense : interarmisation (p. 4141 et s.)

Défense : Légion étrangère : naturalisation (p. 4143)

Défense : loi de programmation militaire (p. 4140)

Défense : marine : démantèlement des navires (p. 4143)

Défense : marine : frégates (p. 4142 et s.)

Défense : médecine militaire (p. 4147)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4143)

Défense : militaires et assimilés : recrutement (p. 4144)

Défense : militaires et assimilés : rémunération (p. 4142 et s.)

Défense : NEXTER (p. 4145)

Défense : opérations extérieures (p. 4140 et s.)

Défense : personnel civil (p. 4147)

Défense : porte-avions : construction (p. 4143)

Défense : renseignement (p. 4144)

Défense : réserves (p. 4145)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 4143)

Gendarmerie : réforme (p. 4142)

Mer et littoral : action de l'Etat en mer (p. 4146)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : contribution française (p. 4146)

Parlement : rôle : politique de défense (p. 4141)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme : prolifération (p. 4141 et s.)

Union européenne : politique de la défense (p. 4144 et s.)

Réponses aux questions :

Corps diplomatique et consulaire : Chine (p. 4154) (M. Yves Vandewalle) (p. 4154)

Défense : armée de terre : restructurations (p. 4154) (M. Bertrand Pancher) (p. 4153)

Défense : armements et équipements (p. 4153) (M. Jean-Claude Sandrier) (p. 4152)

Défense : armements et équipements : petites et moyennes entreprises (p. 4155) (M. Jean-René Marsac) (p. 4155)

Défense : casernes : Basse-Normandie (p. 4151) (Mme Laurence Dumont) (p. 4151)

Défense : politique de défense : recherche (p. 4153) (M. Yves Vandewalle) (p. 4153)

Gendarmerie : réforme (p. 4152) (Mme Françoise Olivier-Coupeau) (p. 4152)

Mer et littoral : action de l'Etat en mer (p. 4155) (Mme Françoise Olivier-Coupeau) (p. 4155)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Ses interventions (p. 9, 11 et s.)

Thèmes :

Gendarmerie : réservistes (p. 11)

Gendarmerie : gendarmes : logement (p. 12)

Gendarmerie : gendarmes : militaires et assimilés (p. 9, 11)

Ordre public : personnels : regroupement (p. 9)

Déclaration du Gouvernement n° 769 sur la situation en Afghanistan

[1^{er} avril 2008] (p. 1053)

Son intervention (p. 1067)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2565 à 2574)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Ses interventions (p. 3906, 3929)

Thèmes :

Défense : armement : industrie (p. 3909)
 Défense : casernes : fermeture (p. 3930)
 Défense : crédits : équipements (p. 3906)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 3906, 3930)
 Défense : professionnalisation (p. 3907)
 Défense : sous-marins nucléaires (p. 3909)
 Informatique : défense (p. 3907)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3908, 3930)
 Président de la République : rôle (p. 3930)
 Union européenne : politique de la défense (p. 3907)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008
 Son intervention (p. 4046)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)

Son intervention (p. 4923)

Thèmes :

Défense : militaires et assimilés : formation professionnelle (p. 4923)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4923)
 Pays étrangers : Afghanistan : aide au développement (p. 4923)
 Politique extérieure : lutte contre le terrorisme : Afghanistan (p. 4924)
 Union européenne : présidence française (p. 4924)

Jean-Marie MORISSET

*Deux-Sèvres (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
 - Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007
 Son intervention (p. 106)

Thèmes :

Agroalimentaire : labels (p. 106)
 Aménagement du territoire : télécommunications (p. 106)

Aménagement du territoire : transports routiers (p. 106)
 Aménagement du territoire : contrats de pays : financement (p. 106)
 Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 106)
 Environnement : Marais poitevin (p. 106)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008
 Son intervention (p. 4031)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5202)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5202)
 Emploi : contrats aidés (p. 5202)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5203)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5203)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : insertion professionnelle (p. 5202)

Pierre MOSCOVICI

*Doubs (4^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Président de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 19 octobre 2007]

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [8 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Tunisie. Situation politique, attitude de la France [30 avril 2008] (p. 1824)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités**[4 juillet 2007] (p. 1597)**

Son intervention (p. 1609)

Thèmes :

Politique économique : concurrence : Union européenne (p. 1609)
 Union européenne : politique sociale (p. 1610)
 Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1610)
 Union européenne : constitution européenne (p. 1609)
 Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1610)
 Union européenne : institutions (p. 1609, 1610)
 Union européenne : interprétation des traités (p. 1609)
 Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1609, 1610)

Projet de loi n° 15 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2409)

Son intervention (p. 2415)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel (p. 2416)
 Pays étrangers : Allemagne (p. 2415)
 Pays étrangers : Autriche (p. 2415)
 Pays étrangers : Belgique (p. 2415)
 Pays étrangers : Espagne (p. 2415)
 Pays étrangers : Luxembourg (p. 2415)
 Pays étrangers : Pays-Bas (p. 2415)
 Police : échange international de données (p. 2415 et s.)
 Traités et conventions : ratification (p. 2415)
 Traités et conventions : traité de Prüm (p. 2415 et s.)
 Union européenne : accords de Schengen (p. 2415 et s.)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 2415)

Projet de loi n° 20 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2417)

Son intervention (p. 2420)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 2420)
 Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 2420)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2420)
 Union européenne (p. 2420)
 Union européenne : Commission (p. 2420)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2413)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2413)
 Langue française : défense (p. 2413)
 Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2413 et s.)
 Propriété intellectuelle : brevets (p. 2413 et s.)

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens**Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2731)**

Son intervention (p. 2736)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2736 et s.)
 Pays étrangers : Libye (p. 2736 et s.)
 Relations internationales : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2736 et s.)
 Union européenne : relations internationales (p. 2736 et s.)

Explications de vote et vote [11 octobre 2007]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2738)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3871)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire : rôle et missions (p. 3872)
 Culture : politique culturelle : relations internationales (p. 3871)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3872)
 Relations internationales : crédits (p. 3871)
 Relations internationales : visas (p. 3871)
 Union européenne : institutions : Président (p. 3871)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 224)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 224)
 Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 225)
 Parlement : Congrès du Parlement (p. 226)
 Union européenne : politique sociale (p. 225)
 Union européenne : présidence française (p. 226)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 224)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 818)

Thèmes :

Union européenne : Charte des droits fondamentaux (p. 818)
 Union européenne : Commission : président (p. 819)
 Union européenne : Conseil : président (p. 819)
 Union européenne : institutions : modernisation (p. 818)
 Union européenne : majorité qualifiée (p. 819)
 Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 818)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 820)

Explications de vote et vote [7 février 2008] (p. 852)

Ses explications de vote (p. 853)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2233)

Thèmes :

Constitution : révision : lois organiques (p. 2233)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 2233)
 Pays étrangers : Turquie (p. 2234)
 Union européenne : élargissement : référendums (p. 2233)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)
Son amendement n° 508 (p. 2719)

Georges MOTHRON

*Val-d'Oise (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la conférence permanente "habitat-construction-développement durable" [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'observatoire national des zones urbaines sensibles [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense (n° 814) [16 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense (n° 814) [6 mai 2008] (n° 850)

Proposition de loi n° 934 portant réglementation des conditions de service au sein des établissements de restauration rapide [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Accompagnement éducatif [13 novembre 2007] (p. 4015)

Enseignement. Politique de l'éducation. Echec scolaire, lutte et prévention [24 juin 2008] (p. 3716)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PILOTAGE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3632)

Son intervention (p. 3634)

Thème avant la procédure des questions :

Finances publiques : mission pilotage de l'économie française (p. 3634)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son amendement n° 110 (p. 108)

Projet de loi n° 814 relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées, suppléé par M. Patrice Calméjane

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4627)

Thèmes :

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4628)

Secteur public : grève : préavis (p. 4628)

Secteur public : grève : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4627)

Étienne MOURRUT

*Gard (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 214 tendant à limiter à 80 chevaux "DIN" la puissance des véhicules automobiles pouvant être conduits par le titulaire d'un permis de conduire de catégorie B depuis moins de deux ans [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 215 tendant à modifier les dispositions du code électoral relatives à la taille des bulletins de vote utilisés lors des élections [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 216 tendant à préciser les possibilités de mise en fourrière des bateaux et navires épaves ou abandonnés ou présentant un danger pour la collectivité, la nature ou les usagers des ports et des voies d'eau [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 217 tendant à donner un cadre légal aux obligations d'assurance des bateaux fréquentant les ports de plaisance, de pêche ou de commerce [27 septembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'Etat [21 mai 2008] (p. 2245)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 93, posée le 8 janvier 2008. Défense. Base aéronautique navale de Nîmes-Garons (J.O. Questions p. 119). Appelée le 8 janvier 2008. Maintien (p. 6)

n° 262, posée le 13 mai 2008. Déchets, pollutions et nuisances. Sédiments marins (J.O. Questions p. 3891). Appelée le 13 mai 2008. Résidus de dragage, traitement terrestre (p. 2000)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son amendement n° 2 (p. 2252)

Alain MOYNE-BRESSAND

*Isère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - sécurité - [4 juillet 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et de Mme la Garde des Sceaux, ministre de la justice [J.O. du 23 février 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IX : Sécurité - Gendarmerie nationale (n° 280) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 797 tendant à compléter les mentions figurant sur la carte nationale d'identité [9 avril 2008]

Proposition de loi n° 899 tendant à exonérer les malades atteints d'une affection de longue durée de payer une franchise médicale [20 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Banques et établissements financiers. Société générale. Opérations financières, contrôle [29 janvier 2008] (p. 584)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 363, posée le 24 juin 2008. Voirie. A 48 (J.O. Questions p. 5265). Appelée le 24 juin 2008. Tronçon Ambérieu Bourgoin-Jallieu (p. 3686)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4137)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures : gendarmerie (p. 4137)

Gendarmerie : réforme (p. 4137)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 6)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine : placement sous surveillance électronique mobile (p. 7)

Etrangers : immigration clandestine : visioconférence (p. 7)

Etrangers : rétention administrative : transports (p. 7)

Gendarmerie : crédits (p. 6)

Système pénitentiaire : détenus : transports (p. 7)

Pierre-Alain MUET

*Rhône (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - gestion des finances publiques et des

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre de la mission d'information commune sur la mesure des grands indices économiques et sociaux (désigné par la commission des finances) [J.O. du 27 novembre 2007]

Président de la mission d'information commune sur la mesure des grands indices économiques et sociaux [J.O. du 28 novembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - gestion des finances publiques et des ressources humaines - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 22 : Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat - Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Finances publiques. Equilibre budgétaire. [23 octobre 2007] (p. 3057)

Travail. Durée du travail. [8 janvier 2008] (p. 42)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 85, posée le 8 janvier 2008. Culture. Politique culturelle (J.O. Questions p. 116). Appelée le 8 janvier 2008. Régions, crédits pour 2008 (p. 20)

n° 309, posée le 3 juin 2008. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion (J.O. Questions p. 4541). Appelée le 3 juin 2008. Hébergement d'urgence (p. 2801)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement de débattre de la question de la durée hebdomadaire moyenne du travail sur des statistiques indiscutables [1^{er} juillet 2008] (p. 4130)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1727, 1747 et s.)

Titre

Son amendement n° 201 (projet de loi relatif aux heures supplémentaires et à diverses dispositions fiscales) (p. 2078) : rejeté (p. 2079)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Son intervention (p. 2615)

Thèmes :

Donations et successions (p. 2615)
Enseignement supérieur (p. 2617)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2615)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2615)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2615)
Logement : intérêts d'emprunt (p. 2616)
Politique économique : croissance (p. 2617 et s.)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 2615)
Président de la République (p. 2615)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2616)
Travail : réduction du temps de travail (p. 2616)
Travail : taux d'activité (p. 2616)
TVA (p. 2617)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention (p. 1996)

Thèmes :

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1996 et s.)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1997)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1997)
Finances publiques : dette publique (p. 1997)
Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 1997 et s.)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 1997)
Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 1997)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2036)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 2037)
Donations et successions (p. 2037)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2036)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2037)
Jeunes : emploi (p. 2037)
Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2036)
Politique économique : croissance (p. 2036 et s.)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2036)
Recherche : innovation (p. 2037)
Travail : heures supplémentaires (p. 2036)
TVA : TVA sociale (p. 2037)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1^{er} (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 2274)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2289)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2881) : rejetée (p. 2890)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2884)
Emploi : chômage : création d'emplois (p. 2883)
Entreprises : investissements (p. 2884)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2884)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2882)
Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 2882 et s.)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2882 et s.)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2884)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2883)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2883)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2884)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2883)
Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 2881, 2884 et s.)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2883 et s.)
Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2884)
Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2883)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2882)
Politique économique : libéralisme (p. 2882)
Politique sociale : minima sociaux : travail (p. 2883)
Recherche : innovation (p. 2884)
Secteur public : privatisations (p. 2884)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2883)
Travail : taux d'activité (p. 2883)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 94 de M. Jérôme Cahuzac (déductions et réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 2949)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 267 de M. Pascal Terrasse (taxe sur les véhicules de société : extension aux groupements d'intérêt économique) (p. 2988)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son intervention (p. 3009)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4291)

Crédits de la mission "Développement et régulations économiques" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4291)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 171 de la commission (accès des salariés des entreprises de moins de 50 salariés au dispositif des chèques-vacances sans condition de ressources) (p. 4295)

**GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES
HUMAINES**

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :

- *Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007*

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 75, 85, 86)

Thèmes :

Etat : réforme : politiques publiques (p. 75, 86)

Finances publiques : dépenses : indicateurs (p. 75)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 75)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : systèmes d'information (p. 75)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 4319 et s.)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Jean Launay (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 4336)

Intervient sur l'adt n° 252 de M. Jérôme Cahuzac (réductions d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 €) (p. 4336)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 304 de M. Alain Rousset (exonération de taxe professionnelle des cinémas d'art et d'essai : nombre maximum d'entrées hebdomadaires porté de 5 000 à 7 500 pour les salles bénéficiant du label "recherche") (p. 4342)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Jean-Pierre Balligand (impôts locaux : "déliaison" des taux) (p. 4343)

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Dominique Baert (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité unique : institution facultative d'une commission communautaire des impôts directs) (p. 4347)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Jean-Claude Viollet (taxe sur les salaires due par les associations : abattement porté de 5 651 € à 10 900 €) (p. 4347 et s.)

Intervient sur l'adt n° 317 de M. Dominique Baert (taxe sur les salaires due par les associations : seuil d'exigibilité porté de 5 651 € à 10 000 € pour celles à caractère éducatif, culturel, sportif, social, humanitaire ou intervenant dans les services à la personne) (p. 4348)

**Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des
ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à
développer les modes de transport alternatifs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Son intervention (p. 4866)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 4867)

Donations et successions (p. 4866)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4867)

Entreprises : allègement des charges (p. 4867)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4866)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 4866 et s.)

Politique économique : croissance (p. 4866)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4866)

Politique économique : pouvoir d'achat : gauche (p. 4866)

Politique sociale : inégalités (p. 4866)

Transports : chèque-transport (p. 4867)

Transports aériens : kérosène : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4867)

Travail : réduction du temps de travail (p. 4866)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4866 et s.)

Travail : salaires : négociation (p. 4867)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5030) : rejetée (p. 5037)

Thèmes :

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5033)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de compétences (p. 5032)

Entreprises : allègement des charges (p. 5032)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5032 et s.)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5033)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5033)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5033)

Politique économique : consommation (p. 5031)

Politique économique : croissance (p. 5031 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5030 et s.)

Politique sociale : inégalités (p. 5030 et s.)

Transports aériens : kérosène : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5033)

Travail : heures supplémentaires (p. 5032)

Travail : réduction du temps de travail (p. 5032)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Henri Emmanuelli (TVA : taux normal ramené de 19,6 % à 19 %, taux réduit de 5,5 % à 5 %, taux en Guadeloupe, Martinique et La Réunion de 8,5 % à 8 %) (p. 5069)

Intervient sur l'adt n° 167 de M. Henri Emmanuelli (TVA : taux réduit ramené de 5,5 % à 5 % sur certains biens et services) (p. 5070)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Ses interventions (p. 5077 et s.)

Après l'article 19

Son amendement n° 195 (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées ou invalides respectivement non assujetties à l'impôt sur le revenu ou percevant des revenus d'un montant inférieur aux limites définies à l'article 1417 du code général des impôts) (p. 5091) : rejeté (p. 5095)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 165 de M. Jean Launay (régime fiscal de la micro entreprise : relèvement de 5 % des seuils de chiffres d'affaires) (p. 5106)

Intervient sur l'adt n° 206 de M. Jean Launay (régime fiscal de la micro entreprise : indexation des seuils de chiffres d'affaires sur l'indice des prix hors tabac) (p. 5107)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5412)

Thème :

Travail : salaires (p. 5412)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Jérôme Cahuzac (augmentation de la prime pour l'emploi) (p. 5475)

Intervient sur l'adt n° 64 de M. Jean-Pierre Balligand (baisse du taux normal et du taux réduit de TVA) (p. 5475)

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Jérôme Cahuzac (baisse du taux de TVA pour les fruits et légumes) (p. 5476)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses interventions (p. 5486 et s., 5501)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 80 de M. Jérôme Cahuzac (délibération de l'assemblée des actionnaires sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération au sein de l'entreprise) (p. 5539)

Intervient sur l'adt n° 82 de M. Jean-Pierre Balligand (attribution à tous les salariés d'au moins la moitié de la plus-value d'acquisition des stock options) (p. 5539)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Jérôme Cahuzac (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant au transport aérien) (p. 5540)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Jérôme Cahuzac (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières) (p. 5541)

Intervient sur l'adt n° 42 de M. Jérôme Cahuzac (contribution sociale au taux de 8 % pour les stock-options) (p. 5541)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Jérôme Cahuzac (abrogation du bouclier fiscal) (p. 5546)

Intervient sur l'adt n° 71 de M. Jérôme Cahuzac (suppression du droit à restitution de la fraction des impositions qui excède le seuil de 50 % des revenus du contribuable) (p. 5546)

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Jean-Pierre Balligand (exclusion du droit à restitution de l'imposition sur le revenu due au titre des plus-values de cession des stock options) (p. 5547)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5556)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 835)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1007)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1008)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1008)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes : banques et établissements financiers (p. 1007)
 Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 1008)
 Pays étrangers (p. 1008)
 Politique économique : croissance (p. 1007 et s.)
 Politique économique : inflation (p. 1008)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1008)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1159)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1706)

Thèmes :

Enseignement supérieur : recherche (p. 1707)
 Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1707)
 Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1706)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1707)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1707 et s.)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 1706 et s.)
 Pays étrangers (p. 1706)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 1707)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 190 rectifié de M. Nicolas Forissier (extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3026)

Intervient sur l'adt n° 512 de M. Christian Jacob (extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3026)

Intervient sur l'adt n° 1394 de M. Jean-Pierre Decool (extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3026)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 1533 rectifié du Gouvernement (régime social des impatriés) (p. 3135)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Ses interventions (p. 3225 et s.)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 799 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 3303)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4119)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2008] (p. 4130)

Thèmes :

Commerce extérieur : déficit (p. 4120)
 Emploi : création d'emplois (p. 4120)
 Politique économique : croissance (p. 4120)
 Syndicats : représentativité (p. 4119)
 Travail : accords de branche (p. 4120)
 Travail : accords interprofessionnels (p. 4120)
 Travail : durée du travail (p. 4119 et s.)
 Travail : précarité (p. 4120)
 Travail : travail à temps partiel (p. 4120)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4220 et s., 4237 et s.)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4282)

Son amendement n° 1661 (p. 4343)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement - Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4992)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son intervention (p. 5033)

Renaud MUSELIER

Bouches-du-Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'agence française du développement [J.O. du 2 août 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [J.O. du 30 janvier 2008]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 31 juillet 2007 sur le thème "Comment construire l'Union méditerranéenne ?" [5 décembre 2007] (n° 449)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Union méditerranéenne. Création [5 décembre 2007] (p. 5018)

Transports par eau. Ports autonomes. Réforme, calendrier [15 janvier 2008] (p. 185)

Politique extérieure. Union méditerranéenne. Création [17 juin 2008] (p. 3499)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :
- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Son intervention (p. 64)

Thèmes :

Etrangers : immigration (p. 64)

Pays étrangers : Afrique du Nord (p. 64)

Pays étrangers : Chine (p. 64)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 64)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3534)

Thèmes :

Régions : contrats de projets : transports par eau (p. 3534)

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3534)

Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3534)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3534)

Roland MUZEAU

Hauts-de-Seine (1^{ère} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 342 visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [24 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Moyens de paiement. Euro. Cours, conséquences économiques [5 décembre 2007] (p. 5017)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 47, posée le 4 décembre 2007. Logement. Habitat insalubre (J.O. Questions p. 7539). Appelée le 4 décembre 2007. Réglementation, conséquences, collectivités publiques (p. 4897)

n° 201, posée le 29 avril 2008. Transports urbains. RATP : métro (J.O. Questions p. 3547). Appelée le 29 avril 2008. Ligne 13, fonctionnement (p. 1753)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Fait état d'une lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie lui demandant de procéder à l'élargissement du travail dominical par voie d'amendement au présent projet de loi [11 juillet 2007] (p. 1787)

Demande une suspension de séance afin de permettre à son groupe de rencontrer des représentants syndicaux [31 juillet 2007] (p. 2529)

Relaie l'opinion de personnalités qui s'opposent aux tests génétiques de filiation prévus par le "tristement célèbre amendement Mariani" pour le regroupement familial [19 septembre 2007] (p. 2236)

Rappelle les propositions de la Cour des comptes en matière de financement de la sécurité sociale [25 octobre 2007] (p. 3240)

Conteste les propos de la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports sur les résultats de l'option "médecin référent" et sur la position de l'Association nationale des médecins référents (AMEDREF) [29 octobre 2007] (p. 3438)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : interroge le Gouvernement sur l'organisation de la suite des débats [26 octobre 2007] (p. 3384)

Proteste contre l'organisation des travaux [11 décembre 2007] (p. 5192)

Conteste l'application de l'article 40 par la commission des finances à l'égard d'un amendement qu'il a déposé sur l'article 1^{er} [22 janvier 2008] (p. 449)

S'indigne des nombreux licenciements relayés par les médias et réprovoque l'organisation des débats qui scinde la discussion du texte en plusieurs étapes [25 septembre 2008] (p. 5156)

Fait une proposition pour améliorer les conditions d'examen du texte [25 septembre 2008] (p. 5175)

Souligne le vote unanime à gauche contre l'article 2, notamment dans ses dispositifs de financement [7 octobre 2008] (p. 5406)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1665)

Son intervention (p. 1682)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1665)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 1683)
 Politique sociale : exclusion : précarité (p. 1665, 1683)
 Politique sociale : inégalités (p. 1682)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1666)
 Sécurité sociale : déficit : prélèvements obligatoires (p. 1665)
 Travail (p. 1683)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1683)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 1665)
 Travail : taux d'activité (p. 1683)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1742 et s.)

Ses amendements n^{os} 144 à 148 (p. 1770 et s., 1783 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1787)

Après l'article 1er

Son amendement n° 137 (astreinte - période non prise en compte comme temps de travail : abrogation de l'article 3 de la loi du 17 janvier 2003 relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi) (p. 1808) : rejeté (p. 1809)

Son amendement n° 139 rectifié (contrat de travail à temps partiel : conditions de requalification en contrat à temps complet) (p. 1809) : rejeté (p. 1810)

Son amendement n° 140 (travail à temps partiel : possibilité de refuser les heures complémentaires) : rejeté (p. 1810)

Son amendement n° 142 (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1811) : rejeté (p. 1814)

Son amendement n° 143 (suppression du régime des heures choisies) (p. 1814) : rejeté (p. 1816)

Intervient sur l'ad^t n° 182 de M. Richard Mallié (dérogation au repos hebdomadaire le dimanche dans les zones agglomérées de plus de 200 000 habitants) (p. 1819)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)
 Son intervention (p. 1838)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)
 Ses interventions (p. 1849, 1861)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)
 Ses interventions (p. 1873, 1884, 1889 et s.)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)
 Ses interventions (p. 1912, 1919, 1927)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)
 Ses interventions (p. 1952 et s.)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)
 Ses interventions (p. 1964 et s.)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)
 Ses interventions (p. 2058 et s.)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)
 Son intervention (p. 2071)

Son amendement n° 149 (p. 2073)

Titre

Intervient sur l'ad^t n° 136 de M. Jean-Claude Sandrier (projet de loi en faveur de la rentabilité financière, de la spéculation immobilière et de la restauration des privilèges) (p. 2078)

Explications de vote et vote [16 juillet 2007] (p. 2079)

Ses explications de vote (p. 2080)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2080)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2474)

Son intervention (p. 2484)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 juillet 2007] (p. 2529)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2474, 2485, 2486)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2474)
 Politique sociale : dialogue social (p. 2474, 2484, 2485)
 Transports aériens : Air France (p. 2474, 2486)
 Transports ferroviaires : grèves (p. 2474, 2585)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 2485)
 Transports ferroviaires : SNCF (p. 2485)
 Transports urbains : RATP (p. 2485)
 Travail : syndicats (p. 2474, 2484)
 Travail : négociations (p. 2485)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)

Ses interventions (p. 2533 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 4 de M. Daniel Paul (rapport du Parlement sur le respect du droit syndical et les conditions d'exercice du droit de grève dans les transports terrestres de voyageurs) (p. 2556)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Son amendement n° 55 (de suppression) (p. 2560)

Ses interventions (p. 2569, 2589 et s.)

Ses amendements n°s 56 à 58 (p. 2572, 2575, 2577)

Son sous-amendement n° 189 à l'ad n° 18 de la commission spéciale (p. 2579) : adopté (p. 2580)

Ses amendements n°s 60 à 62, 63 rectifié et 64 (p. 2580, 2583, 2590, 2592)

Après l'article 2

Son amendement n° 75 rectifié (encadrement de l'exercice de la sous-traitance en matière de missions de service public dans le secteur des transports) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalables à la cessation concertée du travail)

Son amendement n° 66 (de suppression) (p. 2596)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Son amendement n° 67 (de suppression) (p. 2604)

Son intervention (p. 2646)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Son amendement n° 68 (de suppression) (p. 2667)

Ses interventions (p. 2669, 2672 et s.)

Ses amendements n°s 71, 69 et 70 (p. 2672, 2674, 2679)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son amendement n° 72 (p. 2685)

Article 9 (régime de réduction de la rémunération des salariés participant à une grève)

Ses interventions (p. 2693 et s.)

Son amendement n° 73 (de suppression) (p. 2693)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Son amendement n° 74 (p. 2697)

Après l'article 11

Son amendement n° 76 (obligation de concertation entre autorités organisatrices, entreprises et organisations syndicales avant toute conclusion ou révision d'un contrat de transport) : rejeté (p. 2699)

Titre

Son amendement n° 77 (nouveau titre : "Projet de loi relatif à l'instauration d'un service minimum dans les transports publics") : rejeté (p. 2700)

Explications de vote et vote [1er août 2007] (p. 2701)

Ses explications de vote (p. 2702)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2702)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2711)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2711, 2712)

Secteur public : service minimum (p. 2712)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2712)

Travail : syndicats (p. 2712)

Travail : grèves : déclaration (p. 2712)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2712)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2007] (p. 2236)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2542)

Thèmes :

Entreprises : charges : exonérations (p. 2544)

Entreprises : chefs d'entreprises : bénéficiaires (p. 2542)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2544)

Politique sociale : cohésion sociale : droits (p. 2544)

Politique sociale : inégalités (p. 2542 et s.)

Retraites : généralités : réforme (p. 2543)

Retraites : généralités : solidarité (p. 2544)

Retraites : généralités : cotisations : stock options (p. 2544)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 2543)

Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2544)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 2543)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2543)

Sécurité sociale : déficit (p. 2542)

Travail : salaires : pouvoir d'achat (p. 2544)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3085)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3190)

Thèmes :

Produits dangereux : amiante (p. 3191)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 3085, 3190 et s.)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3240)

Intervient sur l'ad n° 215 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et les produits de placement due au titre des revenus financiers) (p. 3246)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3278 et s.)

Article 11 (aménagement de l'assiette forfaitaire de cotisation sociale généralisée des non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 3287)

Article 14 (suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles)

Son intervention (p. 3302)

Après l'article 16

Reprend l'ad n° 32 de la commission (limitation aux modalités de versement des prestations familiales de l'habilitation permettant au Gouvernement d'autoriser certains organismes à les servir) (p. 3306) : rejeté (p. 3306)

Article 18 (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3311)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)
Son intervention (p. 3343)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)
Son intervention (p. 3368)

Après l'article 31
Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf. supra) (p. 3384)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)
Son intervention (p. 3397)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)
Son intervention (p. 3411)
Son amendement n° 220 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3424)
Son amendement n° 221 (p. 3424)

Après l'article 35
Son amendement n° 493 (création d'un volet destiné à la santé au travail au sein du dossier médical personnel) (p. 3426) : rejeté (p. 3427)

Son amendement n° 492 (report dans le dossier médical personnel des données liées à la médecine du travail) : rejeté (p. 3427)

Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)
Son rappel au règlement (cf. supra) (p. 3438)
Son intervention (p. 3439)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)
Ses interventions (p. 3453 et s.)

Avant l'article 54
Son amendement n° 499 précédemment réservé (conditions de répartition de la prise en charge des coûts de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle entre entreprise sous-traitante et entreprise donneuse d'ordre) (p. 3479) : rejeté (p. 3480)
Son amendement n° 497 précédemment réservé (subordination de l'octroi de ristournes de cotisations d'accidents du travail au contrôle de la réalité des efforts de prévention de l'entreprise) (p. 3480) : rejeté (p. 3482)

Son amendement n° 496 précédemment réservé (imposition de cotisation supplémentaire pour les entreprises sujettes à risque en matière d'accident du travail ou de maladie professionnelle) (p. 3482) : rejeté (p. 3483)

Article 54 précédemment réservé (plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs)
Ses interventions (p. 3483 et s.)

Après l'article 56
Son amendement n° 534 précédemment réservé (motivation du refus d'inscription d'un établissement sur les listes du Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 3487) : adopté (p. 3488)

Article 66 (expérimentations concernant les contrôles médicaux des arrêts de travail organisés par les employeurs et les caisses d'assurance maladie)
Son intervention (p. 3494)
Son amendement n° 211 (de suppression) (p. 3495)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4497)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4498)
Emploi : seniors (p. 4498)
Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4498)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4497)

Explications de vote et vote [22 novembre 2007] (p. 4513)

Ses explications de vote (p. 4513)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4513)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : UNEDIC (p. 3818)
Travail : médecine du travail (p. 3816)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)
Son intervention (p. 3833)

Article 56 (prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés et restaurants)
Son amendement n° 139 (de suppression) (p. 3835)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)
Son amendement n° 138 (de suppression) (p. 3837)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4944)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4961) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4967)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : responsabilité (p. 4964)
Entreprises : comités d'entreprise (p. 4964 et s.)
Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 4964 et s.)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4944 et s.)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 4963)
Lois : codification (p. 4944, 4961 et s.)
Risques professionnels : produits dangereux (p. 4964)
Travail : code du travail (p. 4944 et s., 4962 et s.)
Travail : conditions de travail (p. 4963)
Travail : droit du travail (p. 4961 et s.)
Travail : durée du travail (p. 4962 et s.)
Travail : hygiène (p. 4964 et s.)
Travail : licenciements (p. 4963)
Travail : sécurité (p. 4964 et s.)
Travail : travail à temps partiel (p. 4964)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 1er (ratification de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)
Son intervention (p. 4967)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)
Ses amendements n°s 114, 160, 159, 161 et 115 (p. 4968, 4972)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)
Ses amendements n°s 133 et 134 (p. 4974, 4976)

Son intervention (p. 4978)

Ses amendements n^{os} 135, 183, 126, 139, 140, 138, 137 rectifié, 132, 181 et 141 (p. 4979 et s. 4983 et s.)

Son amendement n^o 136 : adopté (p. 4986)

Ses amendements n^{os} 142, 143, 182, 124, 123, 185, 125 deuxième rectification, 119, 121, 122, 128, 130, 127 et 129 (p. 4987 et s., 4997, 5000, 5006 et s. 5009)

Son amendement n^o 184 : adopté (p. 5010)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 décembre 2007] (p. 5192)

Ses amendements n^{os} 120, 147, 145, 117, 131, 144, 116, 146 et 118 (p. 5194 et s., 5196 et s., 5199, 5201 et s.)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5204)

Ses explications de vote (p. 5204)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5204)

Déclaration du Gouvernement n^o 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 328)

Thèmes :

Emploi : formation professionnelle (p. 328 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 328 et s.)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 328 et s.)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 328)

Politique sociale : insertion (p. 328 et s.)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 328 et s.)

Travail : code du travail (p. 328)

Travail : droit du travail (p. 328)

Travail : précarité (p. 329)

Projet de loi n^o 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 407)

Son intervention (p. 417)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 407, 417 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 407 et s., 417 et s.)

Emploi : chômage (p. 407 et s., 417 et s.)

Emploi : contrats aidés (p. 417)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 407)

Emploi : offres d'emploi (p. 408, 417 et s.)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 417 et s.)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 418 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 418)

Secteur public : services publics : emploi (p. 407, 417 et s.)

Travail : précarité (p. 417 et s.)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son amendement n^o 108 (de suppression) (p. 449)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 janvier 2008] (p. 449)

Ses amendements n^{os} 109, 174 à 176 et 111 à 113 (p. 450, 452, 456 et s.)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Ses amendements n^{os} 137, et 132 à 134 (p. 478, 480 et s.)

Ses interventions (p. 484 et s., 495 et s.)

Reprend l'ad^t n^o 249 de M. Francis Vercamer (missions des maisons de l'emploi) (p. 485)

Ses amendements n^{os} 135, 138 à 143, 145, 148, 150, 149, 136, 151, 152 et 154 (p. 486, 490 et s. 496 et s., 502 et s.)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 511)

Ses amendements n^{os} 178 (de suppression), 179 et 177 (p. 512, 514)

Article 4 (transfert de recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSSAF)

Ses amendements n^{os} 114 (de suppression) et 115 (p. 518 et s.)

Article 5 (instance provisoire de préfiguration)

Ses amendements n^{os} 116 (de suppression) et 117 à 120 (p. 522 et s.)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)

Son intervention (p. 526)

Ses amendements n^{os} 121, 122 et 124 (p. 526 et s.)

Son amendement n^o 123 : adopté (p. 530)

Article 7 (modalités du transfert ou de la mise à disposition des biens)

Ses amendements n^{os} 125 à 127 (p. 530)

Article 8 bis (rapport du Gouvernement au Parlement sur les modalités de transfert éventuel à la nouvelle institution de personnels de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes)

Son amendement n^o 129 (de suppression) (p. 533)

Après l'article 8 bis

Intervient sur l'ad^t n^o 170 de Mme Monique Iborra (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des offres acceptables d'emploi) (p. 536)

Article 8 ter (effets sur le régime d'indemnisation au titre de l'assurance chômage de la démission d'un salarié sans motif légitime)

Son amendement n^o 128 (de suppression) (p. 536) : adopté (p. 538)

Article 9 (répartition des compétences entre les différentes institutions du service public de l'emploi)

Son amendement n^o 130 (p. 538)

Explications de vote et vote [23 janvier 2008] (p. 545)

Ses explications de vote (p. 545)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 546)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)

Son intervention (p. 672)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 673)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 673)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 673)

Emploi : chômeurs : droits (p. 673)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 673 et s.)

Secteur public : services publics : emploi (p. 672 et s.)

Explications de vote et vote [31 janvier 2008] (p. 680)

Ses explications de vote (p. 680)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 680)

Projet de loi n^o 498 pour le pouvoir d'achat

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Son intervention (p. 664)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 665)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 666)
 Politique économique : inflation (p. 666)
 Politique sociale : inégalités (p. 665 et s.)
 Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 666)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 665 et s.)
 Travail : durée du travail (p. 665)
 Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 665)
 Travail : salaires (p. 665 et s.)
 Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 666)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 976)

Son intervention (p. 979)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : stock options (p. 976)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 980)
 Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 976, 979 et s.)
 Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 980)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : jours fériés (p. 980)

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Article 1er (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son intervention (p. 986)

Explications de vote et vote [26 mars 2008]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 980)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1574) : rejetée (p. 1582)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1575 et s.)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1578)
 Politique sociale : inégalités (p. 1574 et s.)
 Syndicats : Confédération générale du travail (CGT) (p. 1576 et s.)
 Syndicats : représentativité (p. 1576)
 Travail : accords interprofessionnels (p. 1575 et s.)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1575)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 1578 et s.)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1575)
 Travail : droit du travail (p. 1575 et s.)
 Travail : négociations (p. 1575 et s.)
 Travail : précarité (p. 1575 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Ses interventions (p. 1610, 1615)

Ses amendements n°s 97 à 99 (p. 1612 et s., 1617 et s.)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Ses amendements n°s 100 (de suppression), 101 et 103 (p. 1623, 1643 et s.)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Ses amendements n°s 104 et 105 (p. 1650)

Ses interventions (p. 1655 et s.)

Son amendement n° 106 (p. 1658)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Ses amendements n°s 107 (de suppression), 109 rectifié, 120, 112, 110 et 111 (p. 1665 et s., 1677 et s.)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Ses amendements n°s 113 (de suppression), 117 et 114 à 116 (p. 1682 et s., 1686)

Article 8 (définition et organisation du portage salarial)

Ses amendements n°s 118 (de suppression) et 119 (p. 1689)

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1776)

Ses explications de vote (p. 1779)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1780)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)

Son intervention (p. 3362)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3362 et s.)
 Politique sociale : dialogue social (p. 3362 et s.)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3363)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 3363)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3363)
 Travail : contrats de travail (p. 3362)
 Travail : droit du travail (p. 3362 et s.)
 Travail : durée du travail (p. 3363)
 Travail : licenciements (p. 3362)

Explications de vote et vote [12 juin 2008]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3370)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2120)

Son intervention (p. 2126)

Thèmes :

Droit pénal : perquisitions (p. 2126)
 Organisations internationales : Conseil de l'Europe : secret des sources des journalistes (p. 2127)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 2127)
 Presse et livres : journalistes : dialogue social (p. 2121)
 Presse et livres : liberté de la presse (p. 2126)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : Belgique (p. 2120)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2120, 2126)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Article 1er (consécration législative du principe général de la protection du secret des sources journalistiques)

Ses interventions (p. 2135 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Ses interventions (p. 2414 et s.)

Article 6 (droit de grâce)

Ses interventions (p. 2426 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 733 de M. Daniel Paul (p. 2907)

Intervient sur l'adt n° 1060 rectifié de Mme Martine Carrillon-Couvreur (p. 2912)

Intervient sur l'adt n° 139 rectifié de la commission (définition législative des particuliers employeurs) (p. 2912)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2920)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son amendement n° 744 (p. 3019)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3829)

Son intervention (p. 3832)

Thèmes :

Architecture : architectes (p. 3834)

Bâtiment et travaux publics : jurisprudences (p. 3832)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 3829, 3832)

Entreprises : créances : cession (p. 3833)

Justice : Cour des comptes : contrats de partenariat public-privé (p. 3832)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : baux commerciaux (p. 3833)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : fiscalité (p. 3833)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : maîtrise des dépenses (p. 3830, 3832)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : pays étrangers (p. 3829, 3832)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : régime juridique (p. 3833)

Voie : autoroutes : privatisations (p. 3834)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 84 (suppression du contrat de partenariat) (p. 3842) : rejeté (p. 3843)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Son amendement n° 85 (de suppression) (p. 3848)

Article 4 (possibilité de recourir à une procédure négociée pour conclure un contrat de partenariat)

Son amendement n° 86 (de suppression) (p. 3861)

Article 8 (autorité compétente pour autoriser la signature d'un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3865)

Son amendement n° 87 (de suppression) (p. 3865)

Article 11 (délimitation des biens appartenant au domaine public - modalités de conclusion de baux privés pour le domaine privé)

Son amendement n° 88 (de suppression) (p. 3868)

Article 14 (éligibilité aux subventions des contrats de partenariat)

Son amendement n° 89 (de suppression) (p. 3870)

Article 28 (régime de publicité foncière pour les contrats de partenariat, les autorisations d'occupation temporaire du domaine

public, les actes de bail et crédit-bail et les baux emphytéotiques administratifs ou hospitaliers)

Son amendement n° 90 (de suppression) (p. 3878)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3885)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3885)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4094)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4131) : rejetée (p. 4137)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4131 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 4094, 4131)

Travail : accords interprofessionnels (p. 4132 et s.)

Travail : conditions de travail (p. 4133 et s.)

Travail : droit du travail (p. 4094)

Travail : durée du travail (p. 4094, 4131 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 4133 et s.)

Travail : négociations (p. 4132 et s.)

Travail : travail à temps partiel (p. 4133)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)*Article 1er (critères de représentativité syndicale)*

Ses interventions (p. 4144 et s.)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Ses interventions (p. 4150 et s.)

Son amendement n° 241 (p. 4156) : adopté (p. 4157)

Son amendement n° 242 (p. 4159)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

Son amendement n° 243 (p. 4162)

Son intervention (p. 4165)

Son amendement n° 1658 (p. 4167)

Article 5 (conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale)

Ses amendements n° 244 et 245 (p. 4170 et s.)

Son intervention (p. 4172)

Article 6 (conditions de validité des accords collectifs de travail)

Ses interventions (p. 4174 et s.)

Ses amendements n° 249, 252, 250 et 253 (p. 4175 et s.)

Article 7 (négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés)

Ses amendements n° 254 deuxième rectification et 255 deuxième rectification (p. 4182 et s.)

Article 9 (date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux de dialogue social)

Son intervention (p. 4188)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4208, 4247 et s.)

Son amendement n° 256 (de suppression) (p. 4210) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4217)

Ses amendements n° 257, 258, 259, 261, 1681 et 262 (p. 4227, 4250 et s., 4265 et s.)

Son amendement n° 263 (p. 4276) : adopté (p. 4277)

Son amendement n° 264 (p. 4279)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son amendement n° 265 (de suppression) (p. 4284)

Ses amendements n°s 266 et 267 (p. 4298 et s.)

Ses interventions (p. 4324 et s.)

Ses amendements n°s 268 à 270, 1659 (p. 4339 et s.)

Son amendement n° 1662 : adopté (p. 4346)

Ses amendements n°s 1660, 1663 à 1665 (p. 4347 et s.)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Ses amendements n°s 1666 à 1669 (p. 4350 et s.)

Article 19 (adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat)

Son amendement n° 1670 (p. 4358)

Article 20 (coordination)

Son amendement n° 1671 (p. 4359)

Explications de vote et vote [8 juillet 2008] (p. 4367)

Ses explications de vote (p. 4368)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4369)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4947)

Son intervention (p. 4949)

Thèmes :

Assemblée nationale (p. 4949)

Constitution : révision (p. 4949)

Entreprises : allègement des charges (p. 4951)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4950)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4950)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4947)

Marchés financiers (p. 4947, 4949)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4947 et s., 4950)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 4947)

Travail : négociations : salaires (p. 4951)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4950)

Travail : salaires (p. 4950)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 4949, 4951)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4996)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5123)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 46 de M. Lionel Tardy (harmonisation des dates de modification des taux des prélèvements sociaux) (p. 5132)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Son intervention (p. 5136)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5166)

Son intervention (p. 5189)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5207) : rejetée (p. 5211)

Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5156, 5175)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5209)

Etrangers : travailleurs : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5166)

Famille : garde des enfants (p. 5190)

Formation professionnelle (p. 5208)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5209)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5209)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5190)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5190)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5190)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 5166, 5189, 5207)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5207)

Politique sociale : minima sociaux (p. 5207)

Politique sociale : pauvreté : travailleurs (p. 5207)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : calcul (p. 5189)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : étrangers (p. 5189)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : exclusion (p. 5189, 5209)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5190, 5209)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : sanctions (p. 5190)

Système pénitentiaire : détenus : insertion professionnelle et sociale (p. 5166, 5209)

Travail : précarité (p. 5166, 5209)

Travail : travail à temps partiel (p. 5190, 5209)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Ses amendements n°s 240 et 241 : adoptés (p. 5226 et s.)

Après l'article 8

Son amendement n° 437 (possibilité pour les collectivités territoriales de subordonner les aides économiques aux entreprises à l'engagement de ces dernières en matière de création d'emplois à temps complet) (p. 5228) : rejeté (p. 5230)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Son amendement n° 401 (p. 5261)

Son intervention (p. 5263)

Ses amendements n°s 242 et 257 rectifié (p. 5263, 5266)

Son sous-amendement n° 623 à l'ad n° 93 de la commission (p. 5266) : adopté (p. 5267)

Ses amendements n°s 243, 259 rectifié et 244 rectifié (p. 5268 et s.)

Son sous-amendement n° 626 à l'ad n° 99 de la commission : adopté (p. 5269)

Son amendement n° 260 rectifié (p. 5269)

Article 11 (aménagements du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Son sous-amendement n° 627 à l'ad n° 109 de la commission : adopté (p. 5278)

Son amendement n° 262 rectifié (p. 5278)

Article 12 (abrogation des contrats d'avenir et des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et aménagements du contrat initiative emploi)

Son sous-amendement n° 628 à l'adt n° 120 de la commission : adopté (p. 5280)

Son amendement n° 263 rectifié (p. 5280)

Après l'article 13

Son amendement n° 439 (allègements de charges sociales subordonnés à la conclusion d'un accord salarial) (p. 5280) : rejeté (p. 5281)

Son amendement n° 438 (négociations avec les partenaires sociaux pour résorber la précarité et la pauvreté au travail) (p. 5280) : rejeté (p. 5283)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Ses interventions (p. 5283, 5294)

Son amendement n° 224 : adopté (p. 5287)

Son amendement n° 407 (p. 5289)

Après l'article premier

Intervient sur l'adt n° 140 rectifié précédemment réservé de M. Etienne Pinte (présentation au Parlement du bilan des expérimentations du revenu de solidarité active) (p. 5295)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5295, 5357 et s., 5371, 5390, 5403)

Ses amendements n°s 232, 231, 403 et 416 (p. 5377, 5384, 5394 et s.)

Son amendement n° 398 : adopté après modification (p. 5399)

Ses amendements n°s 405 et 406 (p. 5401 et s.)

Son amendement n° 412 : adopté (p. 5404)

Son amendement n° 399 (p. 5405)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 octobre 2008] (p. 5406)

Après l'article 2

Son amendement n° 228 rectifié précédemment réservé (pas d'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5406) : rejeté (p. 5407)

Son amendement n° 229 rectifié précédemment réservé (régime de surcotisations patronales pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5407) : rejeté (p. 5408)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Ses amendements n°s 230 et 408 (p. 5410)

Son amendement n° 226 : adopté après modification (p. 5412)

Son amendement n° 227 (p. 5412)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5415)

Avant l'article 14

Son amendement n° 414 (mesures visant la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avancées à 2009) : rejeté (p. 5417)

Après l'article 17

Son sous-amendement n° 441 (discussion du rapport en séance publique) à l'adt n° 128 de la commission (conférence nationale et évaluation) : rejeté (p. 5420)

Explications de vote et vote [8 octobre 2008] (p. 5442)

Ses explications de vote (p. 5444)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5445)

Jacques MYARD

*Yvelines (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux implantations communes de missions diplomatiques et de postes consulaires (n° 119) [31 juillet 2007]

Membre de la délégation parlementaire au renseignement [J.O. du 31 octobre 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux implantations communes de missions diplomatiques et de postes consulaires (n° 119) [18 septembre 2007] (n° 166)

Proposition de loi n° 453 visant à autoriser le cumul sans restriction d'un emploi avec une retraite [5 décembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le monopole des jeux au regard des règles communautaires [6 février 2008] (n° 693)

Proposition de résolution n° 730 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dérives sectaires, notamment dans le domaine médical et paramédical [26 février 2008]

Proposition de loi n° 756 relative à l'attribution de la carte du combattant pour les militaires ayant quatre mois de présence en Algérie avant le 1^{er} juillet 1964 [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 835 visant à préserver les commerces de proximité [24 avril 2008]

Proposition de loi constitutionnelle n° 843 visant à interdire à un parti politique de se réclamer d'une religion ou d'une ethnie [29 avril 2008]

Proposition de loi n° 864 visant à interdire toute forme de paris à cote fixe sur les événements sportifs [7 mai 2008]

Proposition de loi n° 1121 visant à lutter contre les atteintes à la dignité de la femme résultant de certaines pratiques religieuses [23 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Marchés financiers. Marchés financiers internationaux. Fonds souverains, développement, conséquences [23 octobre 2007] (p. 3058)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 141, posée le 29 janvier 2008. Transports ferroviaires. Ligne Cergy Paris (J.O. Questions p. 627). Appelée le 29 janvier 2008. Fonctionnement (p. 556)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Proteste contre le dépôt du protocole dit "de Londres" par le Gouvernement le 24 août, pendant les vacances des collaborateurs, ne laissant que quelques jours pour déposer des motions de procédure [26 septembre 2007] (p. 2392)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités**[4 juillet 2007] (p. 1597)**

Son intervention (p. 1618)

Thèmes :

Etat : intérêt national (p. 1619)
 Etat : souveraineté (p. 1618, 1619)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 1618)
 Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 1618)
 Union européenne : construction européenne (p. 1618)
 Union européenne : élargissement (p. 1618)
 Union européenne : institutions (p. 1618, 1619)
 Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1618)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1692)

Thèmes :

Entreprises : investissements : politique industrielle (p. 1693)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1692)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1692 et s.)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité : départements (p. 1693)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1692)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 1693)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)*Après l'article 1er*

Son amendement n° 171 (personnel navigant de cabine de l'aviation civile : suppression de la limite d'âge) (p. 1803) : rejeté (p. 1804)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 176 (p. 1882)

Son intervention (p. 1885)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son amendement n° 175 (p. 1930)

Après l'article 5

Son amendement n° 174 rectifié (ISF : suppression) (p. 1945) : rejeté (p. 1946)

Son amendement n° 170 (ISF : exonération de la résidence principale) (p. 1945) : rejeté (p. 1950)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)*Thème :*

Finances publiques : indicateurs de performance (p. 1984)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2129)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 2129)
 Droit pénal : mineurs : discipline (p. 2129)
 Droit pénal : mineurs : militaires et assimilés (p. 2129)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)*Article unique (création de la délégation parlementaire au renseignement : composition, compétences, pouvoirs, travaux de la délégation)*

Ses interventions (p. 2443 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2508)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir (p. 2509)
 Politique sociale : dialogue social (p. 2509)
 Secteur public : services publics (p. 2508, 2509)
 Travail : négociations (p. 2509)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)*Après l'article 5*

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2285)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Sa motion d'ajournement (p. 2424) : rejetée (p. 2429)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2425 et s.)
 Etat : intérêt national : souveraineté (p. 2424 et s.)
 Industrie : Institut national de la propriété industrielle (INPI) (p. 2425, 2427)
 Langue française : défense (p. 2426 et s.)
 Pays étrangers : Allemagne (p. 2425 et s.)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 2425)
 Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2424 et s.)
 Propriété intellectuelle : brevets (p. 2424 et s.)

Discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2429)

Son intervention (p. 2429)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)*Article 1^{er} (corruption et trafic d'influence concernant les agents publics et les magistrats et personnes exerçant une fonction juridictionnelle en France)*

Son intervention (p. 2700)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2815)

Thèmes :

Entreprises : investissements (p. 2815)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2816)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2815)
 Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2815)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2815)
 Union européenne : euro (p. 2815 et s.)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Son amendement n° 68 (ISF : suppression) (p. 2950) : rejeté (p. 2952)

Son amendement n° 69 (ISF - exonération de la résidence principale) (p. 2952) : rejeté (p. 2953)

Après l'article 18

Son amendement n° 62 (collectivités territoriales accueillant un hippodrome : affectation de 0,1 % des sommes engagées au pari mutuel urbain) : rejeté (p. 3016)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3874)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : usage (p. 3874)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3874)

Pays étrangers : Afrique (p. 3874)

Pays étrangers : Allemagne (p. 3874)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Après l'article 10

Son amendement n° 246 (possibilité pour les personnels navigants de l'aéronautique civile de poursuivre leur carrière au-delà de cinquante ans) (p. 3284) : adopté (p. 3285)

Après l'article 36

Son amendement n° 245 précédemment réservé (subordination à la délivrance de génériques de la prise en charge par l'assurance maladie des dépenses pharmaceutiques des bénéficiaires de la couverture maladie universelle) : rejeté (p. 3442)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 16

Son amendement n° 210 rectifié (instauration d'un prélèvement sur les paris mutuels au profit des communes d'implantation des hippodromes) : adopté (p. 5076)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5327)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 5328)

Emploi : cumul emploi retraite (p. 5328)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5328)

Entreprises : investissements (p. 5328)

Famille : politique familiale (p. 5328)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5328)

Politiques communautaires : politique industrielle (p. 5328)

Politiques communautaires : politique monétaire (p. 5328)

Sécurité sociale : TVA sociale (p. 5328)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5328)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 231)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 232)

Parlement : prérogatives (p. 232)

Union européenne : transferts de compétences (p. 231)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 232)

Union européenne : subsidiarité (p. 231)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 231)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1 (primauté de la Constitution sur toute norme, y compris communautaire) (p. 240) : rejeté (p. 241)

Son amendement n° 2 (rôle du Président de la République : respect des intérêts de la France au sein des organisations internationales, et notamment au sein de l'Union européenne) (p. 243) : rejeté (p. 244)

Son amendement n° 3 (contrôle de la constitutionnalité de tout traité sur l'Union européenne) : rejeté (p. 244)

Son amendement n° 4 (inscription dans la Constitution de la promotion de la langue et de la culture françaises et d'une Union méditerranéenne) (p. 244) : rejeté (p. 245)

Article 2 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Ses amendements n° 5 à 7, 14, 8 et 9 (p. 246 et s.)

Après l'article 2

Son amendement n° 10 (constitutionnalisation du Compromis de Luxembourg) : rejeté (p. 248)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 829)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1196)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : médecins (p. 1196)

Assemblée nationale : commissions d'enquête : sectes (p. 1196)

Droit pénal : témoins : protection (p. 1196)

Etat : laïcité (p. 1196)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Après l'article 10

Son amendement n° 82 (conditions d'exercice de l'activité des personnels navigants de l'aviation civile : limite d'âge des pilotes fixée à 65 ans ; reclassement de droit dans un emploi au sol à partir de 55 ans pour les personnels de cabine ou à partir de 60 ans pour les pilotes) (p. 1697) : rejeté (p. 1698)

Son amendement n° 81 (conditions de reclassement dans un emploi au sol des personnels navigants de l'aviation civile à partir de 55 ans) (p. 1697) : rejeté (p. 1698)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1847)

Après l'article 19

Son amendement n° 25 (application aux jeunes chevaux des mesures de lutte contre le dopage animal dans le cadre de la

reproduction et l'amélioration génétique des animaux d'élevage) : rejeté (p. 1853)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 1er

Son amendement n° 149 (Président de la République garant des intérêts fondamentaux de la France au sein des organisations internationales et notamment de l'Union européenne) : rejeté (p. 2380)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son amendement n° 153 (de suppression) (p. 2381)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son amendement n° 154 (de suppression) (p. 2385) : adopté (p. 2387)

Après l'article 3

Son amendement n° 150 (référéndum d'initiative populaire) (p. 2387) : retiré (p. 2394)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son amendement n° 155 (de suppression) (p. 2399)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Ses interventions (p. 2417 et s.)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2422)

Son amendement n° 156 (p. 2429)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2454)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n° 159 (de suppression) (p. 2458)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 499 de M. Arnaud Montebourg (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs) (p. 2521)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 160 (de suppression) (p. 2523)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 163 (de suppression) (p. 2607)

Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son amendement n° 161 (de suppression) (p. 2675) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2676)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son amendement n° 166 (de suppression) (p. 2676)

Après l'article 24

Son amendement n° 174 (supériorité des lois par rapport aux traités et accords internationaux antérieurs) (p. 2678) : rejeté (p. 2679)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son amendement n° 167 (de suppression) (p. 2679)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad t n° 482 de M. Jean-Christophe Lagarde (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire dans la limite de deux fois par session) (p. 2684)

Intervient sur l'ad t n° 481 de M. François Sauvadet (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2684)

Intervient sur l'ad t n° 457 de M. Jean-Claude Sandrier (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2684)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son amendement n° 168 (de suppression) (p. 2686)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 mai 2008] (p. 2691)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2711)

Après l'article 31

Son amendement n° 176 (développement de la francophonie) (p. 2717) : rejeté (p. 2718)

Son amendement n° 175 (développement de la francophonie) : rejeté (p. 2718)

Son amendement n° 177 (hiérarchie des normes : Constitution et lois postérieures supérieures aux traités et au droit communautaire) : rejeté (p. 2718)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement n° 170 (p. 2721)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son amendement n° 171 (de suppression) (p. 2727)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1^{er} (garantie du pluralisme politique)

Son amendement n° 87 (p. 4413)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son amendement n° 88 (de suppression) (p. 4417)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son amendement n° 89 (de suppression) (p. 4423)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 4435)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4443)

Son amendement n° 90 (de suppression) (p. 4444)

Son amendement n° 91 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4447)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 4474)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son amendement n° 93 (p. 4476)

Article 14 (présentation des projets de loi et avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son amendement n° 94 (p. 4477)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 95 (de suppression) (p. 4479)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son amendement n° 96 (de suppression) (p. 4482)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son amendement n° 97 (de suppression) (p. 4495)

Article 24 bis (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'un engagement international avant sa ratification)

Son amendement n° 98 (de suppression) : adopté (p. 4497)

Article 24 ter (dénomination du Conseil constitutionnel)
Son amendement n° 99 (de suppression) : adopté (p. 4497)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)
Son amendement n° 100 (de suppression) (p. 4497)

Article 25 bis (examen de constitutionnalité d'une proposition de loi soumise à référendum)
Son amendement n° 101 (de suppression) (p. 4497)

Article 25 ter (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'une loi avant sa promulgation)
Son amendement n° 102 (de suppression) : adopté (p. 4498)

Après l'article 30 sexes
Intervention : (p. 4507)

Article 31 (Défenseur des droits)
Son amendement n° 103 (de suppression) (p. 4507)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)
Ses amendements n° 105 et 104 (p. 4508)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)
Son amendement n° 106 (de suppression) (p. 4509)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)
Son intervention (p. 3928)

Thèmes :

Défense : crédits : équipement (p. 3928)
Défense : indépendance nationale (p. 3929)
Défense : opérations extérieures (p. 3928)
Défense : politique de défense (p. 3928)
Défense : renseignement (p. 3928)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3928)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :
- Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008
Son intervention (p. 4049)

N

Philippe NAUCHE

*Corrèze (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé
[J.O. du 26 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008****PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ;
[24 octobre 2007] (p. 3162)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par
M. Jean-Claude Sandrier (p. 3110)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3111)
Politique sociale : inégalités (p. 3110)
Retraites : généralités : montant des pensions (p. 3110)
Santé : accès aux soins (p. 3110)

Henri NAYROU

*Ariège (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) -
sport, jeunesse et vie associative - [11 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) -
sport, jeunesse et vie associative - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 168 tendant à la création d'une
commission d'enquête sur les pratiques de dopage dans le sport
[19 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie
générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008
(n° 189) : annexe n° 43 : Sport, jeunesse et vie associative (n° 276)
[11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 135, posée le 29 janvier 2008. Etat. Météorologie (J.O.
Questions p. 626). Appelée le 29 janvier 2008. Météo France,
restructuration, conséquences (p. 563)

n° 307, posée le 3 juin 2008. Aménagement du territoire. Zones
rurales (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 3 juin 2008. Aides à
finalité régionale (p. 2807)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat****PREMIÈRE LECTURE**

**Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12
juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907,
1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)**

*Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures
supplémentaires)*

Son intervention (p. 1725)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2060)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Ses interventions (p. 2065 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2034)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences :
compensations financières (p. 2035)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2034)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2034 et s.)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2035)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2034)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2034)
Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques
(p. 2035)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2034)
Politiques communautaires : pacte de stabilité : Président de la
République (p. 2035)
Secteur public : privatisations (p. 2034)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ;
[17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)**

Son intervention (p. 2823)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2824)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2823)
Départements : Ariège (p. 2823)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2823)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2823)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

**Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre
2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)**

Après l'article 11

Son amendement n° 128 (dépenses exposées par les communes
pour le déneigement de la voirie communale : TVA au taux réduit)
(p. 2985) : devenu sans objet (p. 2986)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Ses amendements n° 125 à 127 (p. 3009)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT
DURABLES**

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 4001)

Après l'article 44

Son amendement n° 44 (versement destiné au financement des transports en commun : seuil de population abaissé de 10 000 à 5 000 habitants) : rejeté (p. 4004)

MÉDIAS

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Son intervention (p. 35)

Thèmes :

Presse et livres : presse (p. 35)

Presse et livres : presse régionale (p. 35)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3523)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : stabilité (p. 3523)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 3523)

Environnement : Grenelle de l'environnement : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3524)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3523)

Sécurité routière : radars : contraventions (p. 3524)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Article 48 (création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)

Son intervention (p. 3530)

Après l'article 48

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Dominique Baert (prélèvements sur dotations opérés au profit des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 3532)

Son amendement n° 57 (calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 3531) : rejeté (p. 3532)

Son amendement n° 56 (nouvelle attribution au sein de la part péréquation de la dotation de solidarité rurale en faveur des communes à spécificité environnementale) (p. 3534) : rejeté (p. 3535)

Intervient sur l'adt n° 54 de M. Dominique Baert (indexations identiques pour la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines et la dotation globale de fonctionnement) (p. 3536)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Victorin Lurel (prise en compte de l'immigration pour le calcul des dotations globales de fonctionnement de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de Saint-Martin) (p. 3538)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3741)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative : fonctionnement (p. 3742 et s.)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 3741 et s.)

Sports : crédits (p. 3741 et s.)

Sports : installations sportives (p. 3742)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 3742)

Sports : sport de haut niveau (p. 3784 et s.)

Sports : sportifs professionnels : cotisations sociales (p. 3742)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3766)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3766 à 3770)

Après l'article 51

Intervient sur l'adt n° 90 rectifié de la commission (extension aux fournisseurs de communications électroniques de la contribution sur la cession des droits de diffusion des manifestations ou compétitions sportives en faveur du Centre national de développement du sport -CNDS) (p. 3766)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 101 (titulaires du brevet d'alpinisme - exonération de la taxe professionnelle) : retiré (p. 4342)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5126)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 21 du Gouvernement (ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur : suppression du plafonnement de déduction des dépenses pour l'accueil des élèves et étudiants handicapés de la pénalité due au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 5144 et s.)

Seconde délibération

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur : suppression du plafonnement de déduction des dépenses pour l'accueil des élèves et étudiants handicapés de la pénalité due au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 5147)

**Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits
dopants**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Son intervention (p. 1843)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 1843 et s.)

Sports : dopage : droit pénal (p. 1843)

Sports : jeux olympiques (p. 1843 et s.)

Sports : médecine du sport (p. 1844)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 832 de M. François Brottes (p. 3318)

**Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de
gestion pour l'année 2007**

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4033) :

- Réunion de la commission lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4033)

Alain NÉRI

*Puy-de-Dôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Représentant de la délégation de l'Assemblée nationale à
l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 19 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à
l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 28 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles
[J.O. du 2 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5
juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 168 tendant à la création d'une
commission d'enquête sur les pratiques de dopage dans le sport
[19 septembre 2007]

Proposition de loi n° 932 visant à l'instauration de mesures de
réparation en faveur des orphelins de la guerre de 1939-1945
pupilles de la Nation [4 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 45, posée le 4 décembre 2007. Personnes âgées. Maisons de
retraite (J.O. Questions p. 7539). Suppléé par M. Jean-Paul
Bacquet. Appelée le 4 décembre 2007. Financement, Puy-de-Dôme
(p. 4886)

n° 281, posée le 27 mai 2008. Enseignement supérieur. Universités
(J.O. Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Regroupement,
Clermont-Ferrand (p. 2494)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande la présence dans l'hémicycle du secrétaire d'Etat aux
transports [30 juillet 2007] (p. 2466)

Demande au rapporteur de ne pas émettre de discrimination à
l'égard de certains de ses collègues [1^{er} août 2007] (p. 2659)

DÉBATS

**Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des
universités**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007]
(p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)**

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)
Son intervention (p. 2325)

**Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du
service public dans les transports terrestres réguliers de
voyageurs**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ;
[31 juillet 2007] (p. 2529)**

Son intervention (p. 2510)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 juillet 2007] (p. 2466)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2510,
2511)

Travail : grèves : déclaration (p. 2510)

Travail : négociations (p. 2510)

**Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août
2007] (p. 2637, 2657)**

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2551)

*Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de
prévention des conflits)*

Ses interventions (p. 2559, 2571 et s.)

*Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan
d'information des usagers)*

Ses interventions (p. 2602, 2644 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} août 2007] (p. 2659)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2664, 2678)

*Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit -
conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la
grève)*

Son intervention (p. 2681)

**Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale
pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre
2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362,
3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)**

*Article 7 (rectification du montant et de la ventilation de l'objectif
national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)*

Son intervention (p. 3218)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION**

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Son intervention (p. 3904)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves
(p. 3904 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie
(p. 3905)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des
anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3904 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 3905)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant
(p. 3905)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du
combattant (p. 3905 et s.)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3905)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3929)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 185 rectifié du Gouvernement (revalorisation
de la retraite du combattant) (p. 3929 et s.)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et lien avec la nation", inscrits à l'état B

Ses amendements n° 120, 121, 122 et 119 précédemment réservés (p. 3932 et s.)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Son intervention (p. 51)

Thèmes :

Logement : garantie des risques locatifs (p. 52)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 51)

Personnes âgées : dépendance (p. 52)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 52)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Son intervention (p. 3755)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 3755)

Sports : dopage (p. 3755 et s.)

Sports : sport de haut niveau (p. 3755)

Sports : sportifs professionnels : cotisations sociales (p. 3755 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3766)

Après l'article 51

Intervient sur l'ad n° 150 de M. Régis Juanico (extension aux fournisseurs de communications électroniques de la contribution sur la cession des droits de diffusion des manifestations ou compétitions sportives en faveur du Centre national de développement du sport -CNDS) (p. 3767)

Intervient sur l'ad n° 152 de M. Régis Juanico (contribution en faveur du Centre national de développement du sport -CNDS- sur les bénéfices des jeux automatiques exploités par les casinos) (p. 3768)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son intervention (p. 4998)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention (p. 1041)

Thèmes :

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1041)

Logement : garantie des risques locatifs (p. 1042)

Logement : logements vacants (p. 1042)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1832) : rejetée (p. 1837)

Thèmes :

Sports : compétitions (p. 1832 et s.)

Sports : dopage (p. 1832 et s.)

Sports : dopage : droit pénal (p. 1833)

Sports : dopage : trafic (p. 1834)

Sports : jeux olympiques (p. 1835)

Sports : médecine du sport (p. 1834)

Sports : sportifs professionnels (p. 1833 et s.)

Discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1847)

Article 10 (reconnaissance de l'Agence mondiale antidopage - missions de l'Agence française de lutte contre le dopage)

Son intervention (p. 1850)

Article 13 (rectification d'une erreur matérielle)

Son intervention (p. 1851)

Explications de vote et vote [30 avril 2008] (p. 1853)

Ses explications de vote (p. 1854)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1854)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Ses interventions (p. 3228 et s.)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4033) :

- *Réunion de la commission lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale du 18 juin 2008*

Son intervention (p. 4038)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 117 à 137 de M. Christian Eckert (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5076)

Intervient sur l'ad n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5105)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5127)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son intervention (p. 5135)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5195)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5196)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 5195)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5195)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5376)

Jean-Marc NESME

*Saône-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS*

Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1522)

Son intervention (p. 1525)

Thèmes :

Etrangers : immigration (p. 1525)
Etrangers : immigration : Gabon (p. 1526)
Pays étrangers : Gabon (p. 1526)
Politique extérieure : codéveloppement (p. 1526)
Politique extérieure : codéveloppement : Gabon (p. 1526)
Union européenne : immigration (p. 1526)

Jean-Pierre NICOLAS

*Eure (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de l'énergie [J.O. du 11 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 142 tendant à lutter contre des erreurs de prises de médicaments génériques [2 août 2007]

Proposition de loi n° 149 tendant à autoriser le retour aux tarifs réglementés d'électricité pour les consommateurs particuliers et les petits professionnels [2 août 2007]

Proposition de loi n° 305 tendant à préciser les modalités de prévention du client avant le rejet d'un chèque et à harmoniser les frais bancaires d'un établissement à un autre [24 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. Traité de Lisbonne. Ratification, modalités [16 janvier 2008] (p. 253)

Pharmacie et médicaments. Médicaments. Distribution, monopole [9 avril 2008] (p. 1456)

Energie et carburants. Energies nouvelles. Développement [24 juin 2008] (p. 3717)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 70, posée le 18 décembre 2007. Urbanisme. Rénovation urbaine (J.O. Questions p. 7895). Appelée le 18 décembre 2007. (p. 5361)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2503)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 2503)
Secteur public : service minimum (p. 2503)
Transports ferroviaires : transport de voyageurs : information (p. 2503)
Travail : grèves : déclaration (p. 2503)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5216)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5226)

Son intervention (p. 5226)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5216, 5226 et s.)
Energie et carburants : tarif transitoire : marché immobilier (p. 5227)
Energie et carburants : tarifs : entreprises (p. 5226 et s.)
Entreprises : GDF / EDF : privatisations (p. 5216)
Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5216)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Son intervention (p. 139)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 140)
Energie et carburants : tarif transitoire (p. 140)
Energie et carburants : tarifs : marché immobilier (p. 139)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 140)
Politiques communautaires : politique énergétique (p. 140)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2859)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2859)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2859)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 1067 précédemment réservé de M. Michel Raison (prise en compte de la hausse du coût des céréales dans le prix des produits de consommation courante) (p. 3426)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 8 (p. 5362)

Yves NICOLIN

*Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 avril 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 145 permettant l'attribution par l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de délais supplémentaires pour le paiement des cotisations sociales [2 août 2007]

Proposition de loi n° 333 tendant à la pérennité et à la transparence du financement de la vie syndicale [24 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Adoption. Adoption internationale [25 mars 2008] (p. 915)

Enseignement. Politique de l'éducation. Echec scolaire, lutte et prévention [29 avril 2008] (p. 1774)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 94, posée le 8 janvier 2008. Enseignement technique et professionnel. Handicapés (J.O. Questions p. 119). Appelée le 8 janvier 2008. IMPro et IME, utilisation des machines dangereuses, réglementation (p. 25)

DÉBATS

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4616)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4616)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4616)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4616)

Famille : garde des enfants : principe d'égalité (p. 4616)

Secteur public : grève : préavis (p. 4616)

Hervé NOVELLI

*Indre-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat chargé des entreprises et du commerce extérieur
puis Secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services*

Élu le 17 juin 2007

Est nommé secrétaire d'Etat chargé des entreprises et du commerce extérieur, auprès de la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

Est nommé secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services, auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÉGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Brard : annonce une réponse à l'opposition dans le cours du débat [11 juillet 2007] (p. 1735)

M. Jean-Louis Idiart : confirme la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul de la prime pour l'emploi et du revenu fiscal de référence [11 juillet 2007] (p. 1736)

M. Alain Vidalies : estime qu'il n'y avait pas lieu de consulter les partenaires sociaux sur un texte exonérant les heures supplémentaires de charges sociales et fiscales [11 juillet 2007] (p. 1742)

M. François Brottes : lui répond que l'Autorité de la concurrence sera créée dans les 3 mois suivant la promulgation de la loi [5 juin 2008] (p. 2992)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 1734) ; M. Jean-Louis Idiart (cf supra) (p. 1734) ; M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 1741)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Ses interventions (p. 2395, 2424)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2396 et s., 2424)

Industrie : Institut national de la propriété industrielle (INPI) (p. 2424)

Pays étrangers : Chine (p. 2396)

Politique économique : mondialisation (p. 2396)

Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2396, 2424)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2396 et s., 2424)

Recherche : innovation (p. 2395 et s.)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Ses interventions (p. 2496, 2512)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes : effectifs (p. 2513)
 Industrie : produits de luxe : contrefaçon (p. 2497)
 Pharmacie et médicaments : médicaments : contrefaçon (p. 2514)
 Pharmacie et médicaments : médicaments : pays en développement (p. 2496)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : aggravation des peines (p. 2514)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : Chine (p. 2512)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : contentieux (p. 2496)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : Internet (p. 2497, 2513)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : juridictions spécialisées (p. 2514)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : relations internationales (p. 2497, 2512)
 Recherche : innovation : propriété intellectuelle (p. 2497, 2513)
 Union européenne : coopération policière et pénale : contrefaçon (p. 2512)
 Union européenne : directives : contrefaçon (p. 2496)
 Union européenne : directives : délais (p. 2513)

Discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2514)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2514 à 2527)

Article 3 (régime juridique applicable à la contrefaçon de dessins et modèles nationaux)

Son intervention (p. 2514)

Après l'article 23

Intervient sur le sous-adt n° 62 du Gouvernement (par voie réglementaire) à l'adt n° 25 de la commission (spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière de contentieux sur les marques nationales) (p. 2522)

Article 30 (capacité d'ester en justice du bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation appartenant à un producteur de phonogramme ou de vidéogramme)

Son intervention (p. 2524)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :*- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007*

Ses interventions (p. 60, 63 à 67)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 63)
 Moyens de paiement : devises : étrangers (p. 63)
 Pays étrangers : Afrique (p. 60, 63)
 Pays étrangers : Chine (p. 67)
 Politique extérieure : Agence française de développement (p. 63)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 60 et s., 67)
 Politique extérieure : annulation de dettes (p. 60, 63)
 Politique extérieure : codéveloppement (p. 67)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :*- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Ses interventions (p. 13, 19, 29)

Thèmes :

Administration : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ACERP) (p. 30)
 Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) : petites et moyennes entreprises (p. 30)
 Administration : simplifications administratives : petites et moyennes entreprises (p. 14, 19, 29)

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : aides à l'exportation (p. 14, 18, 29)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 29)

Commerce extérieur : balance commerciale : déficit (p. 13)

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 14, 20)

Commerce extérieur : missions économiques (p. 14)

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 14, 19)

Commerce extérieur : volontaires à l'international en entreprise (VIE) (p. 14, 19)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 13)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : compétitivité (p. 13, 19)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 20)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : marchés publics (p. 29)

Impôt de solidarité sur la fortune : réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées (p. 13)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 13, 20, 30)

Industrie : Oséo (p. 20, 29)

Industrie : restructurations : crédits budgétaires (p. 30)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : commerce extérieur (p. 14 et s.)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 20)

Politique économique : taux de change (p. 13 et s.)

Postes : La Poste : politiques communautaires (p. 30)

Professions libérales : travailleurs indépendants (p. 29)

Propriété intellectuelle : brevets : coût (p. 13)

Régions : développement économique : commerce extérieur (p. 19)

Télécommunications : Internet : accès (p. 31)

Télécommunications : téléphones mobiles : licences (p. 30)

Travail : droit du travail (p. 13)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :*- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007*

Son intervention (p. 108)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 109)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 108)

Industrie : politique industrielle (p. 108)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 108 et s.)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 108)

Recherche : recherche industrielle (p. 108)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3804)

Ses réponses (p. 3810 à 3821)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : crédits (p. 3805)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3806 et s.)

Emploi : chômage (p. 3804)

Emploi : contrats aidés (p. 3807 et s.)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3808)

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 3808)

Emploi : création d'emplois (p. 3804 et s.)

Emploi : jeunes (p. 3804)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 3807)

Emploi : UNEDIC (p. 3806 et s.)

Entreprises : aides publiques : innovation (p. 3805)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 3807)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 3807)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 3807)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 3808)

Hôtellerie et restauration : création d'emplois (p. 3806)

Industrie : textile et habillement (p. 3806)

Politique sociale : services à la personne (p. 3805)

Travail : heures supplémentaires (p. 3805)

Travail : salaires (p. 3805)

Réponses aux questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : étrangers (p. 3811) (Mme Laurence Dumont) (p. 3811)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : UNEDIC (p. 3818) (M. Roland Muzeau) (p. 3818)
 Emploi : contrats aidés (p. 3820) (M. Alain Ferry) (p. 3820)
 Emploi : contrats aidés : outre-mer (p. 3817) (Mme Huguette Bello) (p. 3817)
 Emploi : contrats aidés : outre-mer (p. 3821) (M. Victorin Lurel) (p. 3821)
 Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 3811) (M. Jean-Pierre Dufau) (p. 3810)
 Emploi : jeunes : insertion professionnelle (p. 3811) (M. Jean-Pierre Dufau) (p. 3810)
 Emploi : jeunes : mobilité (p. 3822) (M. Guénaël Huet) (p. 3822)
 Emploi : réinsertion professionnelle : groupements d'employeurs (p. 3819) (M. Georges Colombier) (p. 3819)
 Formation professionnelle : contrats de professionnalisation : exonération (p. 3820) (M. François Loos) (p. 3820)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)
 Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3824 à 3837)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)
 Son intervention (p. 3833)

Après l'article 53

Intervient sur l'adt n° 172 du Gouvernement (extension aux personnes âgées de plus de 45 ans du dispositif d'incitation à l'embauche en contrat de professionnalisation applicable aux jeunes de moins de 26 ans) (p. 3834)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)
 Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4320 à 4332)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)
 Son intervention (p. 1019)

Thèmes :

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1020)
 Politique générale : réforme (p. 1020)
 Recherche : innovation : enseignement supérieur (p. 1020)
 Travail : code du travail : organismes (p. 1020)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)
 Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2905 à 3070, 3371 à 3376, 3443 à 3451)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1481 du Gouvernement (extension du statut de conjoint collaborateur du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité) (p. 2974)

Intervient sur l'adt n° 458 du Gouvernement (habilitation à étendre par ordonnance la qualité de constituant d'une société fiduciaire aux personnes physiques) (p. 2978)

Intervient sur le sous-adt n° 1469 du Gouvernement (limitation aux seuls concubins collaborateurs) à l'adt n° 672 de M. Nicolas Forissier (rapport au Parlement sur les modalités de l'extension du statut de conjoint collaborateur aux personnes qui vivent en concubinage avec un chef d'entreprise ou qui lui sont liées par un PACS) (p. 2979)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 2992)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 518 du Gouvernement (p. 3011)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Ses interventions (p. 3446 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 1495 précédemment réservé du Gouvernement (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 3450)

O

Marie-Renée OGET

*Côtes-d'Armor (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de l'établissement national des
invalides de la marine [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

**Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du
service public de l'emploi**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier
2008] (p. 478, 507)**

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)
Son intervention (p. 447)

Françoise OLIVIER-COUPÉAU

*Morbihan (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des
femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes
[J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Journalistes. Exercice de la profession, déontologie
[13 mai 2008] (p. 2024)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre
d'Algérie (p. 3922)

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Procédure des questions :

Gendarmerie : réforme (p. 4152)

Mer et littoral : action de l'Etat en mer (p. 4155)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Avant l'article 39

Son amendement n° 315 (sociétés civiles immobilières ayant pour
objet la réalisation d'opérations de construction en faveur des
personnes handicapées disposant de faibles ressources :
exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 4335) : rejeté (p. 4336)

**Projet de loi n° 518 autorisant l'approbation de l'accord entre le
Gouvernement de la République française et le Gouvernement de
la République de Turquie sur l'encouragement et la protection
réciproques des investissements**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 866)

Son intervention (p. 869)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1966)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1966)

Culture : langues régionales (p. 1966)

Etat : valeurs républicaines (p. 1966)

**Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la
défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration**

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3920)

Thèmes :

Défense : armement : industrie (p. 3920)

Défense : frégates (p. 3920)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24
septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p.
5114)**

*Article 1^{er} (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un
accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle
d'intéressement)*

Son intervention (p. 4993)

Patrick OLLIER

*Hauts-de-Seine (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'agence de financement des
infrastructures de transport de France [J.O. des 11 octobre 2007 et 9
mars 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 19 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 10 et 24 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 18 et 24 juillet 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur des revenus du travail (n° 1096) [16 septembre 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 149 tendant à autoriser le retour aux tarifs réglementés d'électricité pour les consommateurs particuliers et les petits professionnels [2 août 2007]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur des revenus du travail (n° 1096) [17 septembre 2008] (n° 1108)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement. Agriculture. OGM [20 mai 2008] (p. 2180)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Considère inadmissible l'annulation soudaine d'une réunion de commission élargie consacrée au budget du logement et de l'habitat [25 octobre 2007] (p. 3285)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : déclare que les propos du sénateur Le Grand font peser un lourd soupçon de corruption sur des parlementaires et qu'il "n'accepte pas qu'on porte atteinte à son honneur pas plus qu'à celui des députés qui, ici, font un choix de société librement" ; il ajoute que la mise au point de M. Montebourg est "inacceptable" [2 avril 2008] (p. 1165)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : répond que le nombre important d'amendements déposés, qui plus est tardivement, sur la LME oblige effectivement la commission à se réunir une troisième fois [4 juin 2008] (p. 2863)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : répond que le groupe socialiste a déposé certes dans les "délais légaux", mais tardivement malgré tout, une masse de 500 amendements qui a provoqué un "embouteillage" au service de la séance de l'Assemblée, obligeant la commission à se réunir à nouveau au titre de l'article 91 pour les examiner [4 juin 2008] (p. 2866)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert : condamne le dépôt de multiples amendements identiques par le groupe socialiste [23 septembre 2008] (p. 4998)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert : dénonce "la logique d'obstruction" du groupe socialiste [23 septembre 2008] (p. 5005)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2491)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir (p. 2492)

Politique sociale : dialogue social (p. 2492, 2493)

Secteur public : service minimum (p. 2492, 2493)

Secteur public : services publics (p. 2492)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2492)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2492)

Transports urbains : RATP (p. 2492)

Travail : syndicats (p. 2492)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2586)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2587)

Energie et carburants : biocarburants (p. 2586)

Environnement : biodiversité : protection (p. 2586)

Environnement : développement durable (p. 2587)

Logement : économies d'énergie (p. 2587)

Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2586)

Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2587)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Après l'article 10

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3285)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 5, 12, 18, 25)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : petites et moyennes entreprises (p. 12)

Commerce extérieur : missions économiques (p. 13, 18)

Environnement : changements climatiques : politique du tourisme (p. 25)

Lois de finances : nomenclature budgétaire : tourisme et loisirs (p. 25)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 93)

Thèmes :

Aménagement du territoire : littoral (p. 93)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) (p. 93)

Aménagement du territoire : montagne (p. 93)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 93)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 93)
 Environnement : Grenelle de l'environnement : politique des transports (p. 93)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 93)
 Transports par eau : transports fluviaux (p. 93)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
 - Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 41, 54 et s.)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : allègement des charges sociales (p. 55, 60)
 Bâtiment et travaux publics : construction : simplifications administratives (p. 55)
 Logement : politique du logement : Ile-de-France (p. 54)
 Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 41)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion : jeunes (p. 55)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4401)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4469)

Thème :

Assemblée nationale : commission des affaires économiques : conditions de travail (p. 4469 et s.)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad n° 87 de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'ad n° 88 de M. Jean Gaubert (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'ad n° 89 de M. François Brottes (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'ad n° 90 de Mme Corinne Erhel (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'ad n° 91 de Mme Frédérique Massat (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'ad n° 93 de M. Patrick Roy (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'ad n° 94 de Mme Marylise Lebranchu (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'ad n° 95 de M. Jean-Yves Le Déaut (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'ad n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4518)

Intervient sur l'ad n° 74 de M. Jean Gaubert (création d'un fichier national des crédits aux consommateurs) (p. 4621 et s.)

Intervient sur l'ad n° 213 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 4621 et s.)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Son intervention (p. 4660)

Article 3 (modification du régime des contrats types agricoles)

Son intervention (p. 4704)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 257 de M. Jean Gaubert (groupement d'intérêt commercial et artisanal des commerçants et artisans des centres villes ou des zones touristiques) (p. 4723)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 4748 et s.)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 332 (interdiction d'une taxation spécifique pour la mise en relation avec le service des renseignements téléphoniques) à l'ad n° 270 de M. Didier Migaud (interdiction de toute taxation spécifique supplémentaire aux appels émis vers des services de renseignements téléphoniques) (p. 4756) : adopté (p. 4757)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 172 de Mme Marie-Anne Montchamp (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4761)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 146 de M. Jean Gaubert (colocation dans les logements locatifs sociaux) (p. 4777)

Intervient sur l'ad n° 50 de la commission (étiquetage écologique des produits) (p. 4778)

Intervient sur l'ad n° 121 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de l'électricité) (p. 4780)

Intervient sur l'ad n° 204 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de gaz) (p. 4780)

Intervient sur l'ad n° 132 de M. Jean Gaubert (obligation pour tout fournisseur d'énergie d'adresser à chacun de ses clients une information détaillée de son profil de consommation avec chaque facture) (p. 4780)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire (p. 5528)

Thèmes :

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5529)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5529)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 5529)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 5529)

Télécommunications : gratuité du temps d'attente (p. 5529)

Télécommunications : opérateurs : licences (p. 5529)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4804)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : vente (p. 4804)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4804)

Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4805)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 1er A (observatoire national du comportement canin)

Son intervention (p. 4823)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 34 de Mme Arlette Franco (déclaration des animaux d'espèce non domestique) (p. 4827)

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de la commission (création d'un fichier national canin) (p. 4828)

Intervient sur le sous-adt n° 111 rectifié de M. Antoine Herth (inscription au fichier des chats et animaux de vente) à l'adt n° 8 rectifié de la commission (p. 4828)

Après l'article 5 quater

Son intervention (p. 4833)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son intervention (p. 4835)

Article 13 (modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale)

Son intervention (p. 4838)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 199 de M. Gérard Hamel (vente de biens immobiliers à des établissements publics fonciers en vue de la construction de logements sociaux ; exonération des plus-values et délai de revente porté de un an à trois ans) (p. 5099)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 5209)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5240)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5209, 5241)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 5209)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 146)

Thème :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 147)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Article 1er (conditions de retour au tarif réglementé d'électricité pour les ménages et les petits consommateurs professionnels)

Son intervention (p. 151)

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5300)

Son intervention (p. 5300)

Article 2 (institution de contrôles techniques obligatoires par des organismes agréés par l'Etat)

Ses interventions (p. 5301 et s.)

Après l'article 2 bis

Intervient sur l'adt n° 26 de la commission (rapport annuel au Parlement sur l'accidentologie lors des fêtes foraines et dans les parcs d'attraction) (p. 5304)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5321)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 5321)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5321)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 35 de M. François Brottes (retour de droit au tarif réglementé du gaz et de l'électricité pour les personnes succédant dans un logement à une personne ayant opté pour le tarif libre) (p. 5483)

Après l'article 2

Son amendement n° 87 (relèvement à 250 du nombre maximal de salariés permettant aux dirigeants d'entreprises de bénéficiaire des dispositifs d'intéressement) (p. 5547) : retiré (p. 5550)

Son amendement n° 93 rectifié (modalités d'application du dispositif de participation dans les entreprises de moins de 50 salariés) (p. 5547) : retiré (p. 5550) ; repris par M. Jean-Pierre Balligand (p. 5550)

Son amendement n° 88 (ouverture aux dirigeants des entreprises de moins de 50 salariés du dispositif de participation) (p. 5547) : retiré (p. 5550)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 636)

Thème :

Constitution (p. 637)

Discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 653)

Article 1er (suppression de la réserve de nationalité du capitaine et de son second à bord des navires français)

Son intervention (p. 654)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 1031)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 1032)

Logement : cautionnement (p. 1032)

Logement : construction (p. 1031 et s.)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1032)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 1075, 1145)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1078)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1075)

Bioéthique : brevets (p. 1076)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1075)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1075)

Environnement : principe de précaution (p. 1075)

Parlement : groupes de pression (p. 1075, 1145)
 Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1076, 1146)
 Recherche : biotechnologies : budget (p. 1076)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1075)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) (p. 1164)

Ses interventions (p. 1178, 1221, 1235)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 382 de M. Jean-Yves Le Déaut (p. 1244)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1255 et s., 1272 et s., 1286 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 415 de Mme Corinne Erhel (impossibilité de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) (p. 1315)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 418 de M. Germinal Peiro (étiquetage des produits ou sous produits composés en tout ou partie d'OGM, y compris les produits ou sous produits d'animaux) (p. 1322)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1338 et s.)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1437 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 7 de M. Louis Giscard d'Estaing (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) (p. 1444)

Son intervention (p. 1445)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2748)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2886)

Intervient sur les rappels au règlement de M. François Brottes (cf supra) [4 juin 2008] (p. 2863 et 2866)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges (p. 2887)

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2749)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2749)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2749)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2749)

Entreprises : délais de paiement (p. 2749)

Logement : logement social : financement (p. 2749)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 2750 et s.)

Urbanisme : droit de préemption : communes (p. 2749)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions (p. 3333, 3423, 3447, 3450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 731 de M. Daniel Paul (p. 2910)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 141 rectifié de la commission (p. 2933)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son intervention (p. 2940)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son intervention (p. 2948)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2957 et s.)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son intervention (p. 2982)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 1223 de M. Joël Giraud (p. 3025)

Après l'article 13

Demande la réserve au nom de la commission de l'examen du titre II de l'article additionnel avant l'article 21 à l'article additionnel après l'article 28 après l'examen du titre V (p. 3036)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3083 et s., 3095 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'ad n° 524 de M. Christian Jacob (rapport au Parlement sur les modalités de l'extension du statut de conjoint collaborateur aux personnes qui vivent en concubinage avec un chef d'entreprise ou qui lui sont liées par un PACS) (p. 3194)

Intervient sur l'ad n° 521 de M. Christian Jacob (étude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat) (p. 3201)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad n° 754 de M. Frédéric Lefebvre (assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3218)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3230)

Après l'article 44

Intervient sur l'ad n° 1562 de la commission (prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 3313)

Avant l'article 21

Intervient sur l'ad n° 1033 précédemment réservé de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 3327)

Intervient sur l'ad n° 1041 précédemment réservé de M. Daniel Paul (action de groupe) (p. 3327)

Intervient sur l'ad n° 1300 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3327)

Intervient sur l'ad n° 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3327)

Intervient sur l'ad n° 351 précédemment réservé de la commission (rapport au Parlement sur les modalités de l'extension du statut de conjoint collaborateur aux personnes qui vivent en concubinage avec un chef d'entreprise ou qui lui sont liées par un PACS) (p. 3327)

Intervient sur les adts n°s 773 rectifié, 774 rectifié, 775 rectifié et 802 précédemment réservés de M. André Chassaigne (p. 3333)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 1071 rectifié précédemment réservé de M. Jean Gaubert (interdiction pour une centrale d'achat de détenir plus de 30 % des parts de marché des produits qu'elle distribue) (p. 3423)

Après l'article 23

Ses amendements n^{os} 761 et 762 précédemment réservés : retirés (p. 3434)

Après l'article 26

Son sous-amendement n^o 1559 précédemment réservé (suppression de la limitation aux seuls centres villes) à l'adt n^o 1495 précédemment réservé du Gouvernement (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 3450) : adopté (p. 3451)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Ses interventions (p. 3457, 3469)

Son amendement n^o 635 rectifié : adopté (p. 3469)

Projet de loi n^o 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3549)

Thèmes :

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3550)
Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3550)

Projet de loi n^o 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)*Article 1^{er} (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)*

Son intervention (p. 3788)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)

Son intervention (p. 3809)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-adt n^o 195 deuxième rectification de Mme Delphine Batho (dans l'alinéa 7, remplacer "notamment des effets nocifs pour la santé publique et l'environnement" par "et des risques pour l'environnement et la santé publique") à l'adt n^o 190 du Gouvernement (p. 3815)

Intervient sur le sous-adt n^o 196 de Mme Marylise Lebranchu (dans l'alinéa 11, remplacer "le lieu" par "localisation parcellaire") à l'adt n^o 190 du Gouvernement (p. 3815)

Projet de loi de règlement n^o 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Ses interventions (p. 4014 et s.)

Projet de loi n^o 1096 en faveur des revenus du travail

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4930)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4930 et s.)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4930)
Secteur public : entreprises publiques : participation (p. 4931)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n^o 38 de la commission des affaires économiques (insertion du "Dividende du travail" dans le code du travail) (p. 4978)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 4997)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 5005)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5015)

Intervient sur l'adt n^o 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5015)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5015)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n^{os} 474 à 494 de M. Christian Eckert (examen de l'évolution du montant moyen des primes distribuées au titre de l'intéressement lors de la négociation salariale de branche) (p. 5087)

Intervient sur l'adt n^o 40 de la commission des affaires économiques (participation dans les entreprises et établissements publics et leurs filiales) (p. 5096)

Intervient sur l'adt n^o 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5104 et s.)

Intervient sur l'adt n^o 41 de la commission des affaires économiques (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5104 et s.)

Intervient sur le sous-adt n^o 1819 de M. François Cornut-Gentille (dispositif relatif à la réserve spéciale de participation prévu pour les entreprises de moins de cent salariés étendu à celles de moins de deux cents salariés) à l'adt n^o 27 de la commission (p. 5105)

Intervient sur l'adt n^o 39 rectifié de la commission des affaires économiques (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 250 salariés) (p. 5114)

Intervient sur l'adt n^o 42 de la commission des affaires économiques (simplification des conditions de modification des plans d'épargne interentreprises) (p. 5114)

Intervient sur le sous-adt n^o 1813 de M. Christian Eckert (seuil porté à 150 salariés) à l'adt n^o 39 rectifié de la commission des affaires économiques (p. 5115)

Dominique ORLIAC

*Lot (1^{ère} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen et divers
gauche*

Élue le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Secrétaire de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [30 janvier 2008] (p. 625)

Pharmacie et médicaments. Médicaments. Distribution, monopole [28 mai 2008] (p. 2593)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 55, posée le 18 décembre 2007. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 7891). Appelée le 18 décembre 2007. Desserte, Lot (p. 5365)

n° 232, posée le 6 mai 2008. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3702). Appelée le 6 mai 2008. Effectifs de personnel, Lot (p. 1876)

*DÉBATS***Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3165)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3165)
 Démographie : vieillissement de la population (p. 3165)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3165)
 Professions de santé : internes (p. 3166)
 Professions de santé : médecins : installation (p. 3165 et s.)
 Santé : accès aux soins (p. 3165)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Son intervention (p. 3655)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 3656)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3656)
 Santé : cancer (p. 3655 et s.)
 Sécurité sociale : franchise (p. 3655)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Procédure des questions :

Produits dangereux : amiante : indemnisation (p. 3853)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4818)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4818)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4818)
 Animaux : propriétaires de chiens dangereux : procédure pénale (p. 4819)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4818)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 79)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 80)
 Droit pénal : politique pénale (p. 80)
 Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 80)
 Ordre public : sécurité (p. 80)

Proposition de loi n° 502 relative aux personnels enseignants de médecine générale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 janvier 2008] (p. 605)

Son intervention (p. 612)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : médecins (p. 612 et s.)
 Professions de santé : médecins généralistes : enseignement supérieur (p. 612 et s.)
 Professions de santé : médecins généralistes : formation professionnelle (p. 613)

Projet de loi n° 301 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 723)

Son intervention (p. 730)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments : délivrance (p. 731)
 Pharmacie et médicaments : médicaments : récupération (p. 731)
 Politiques communautaires : droit communautaire (p. 730 et s.)
 Union européenne : directives (p. 731)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4556)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4556)
 Finances publiques : dette publique (p. 4556)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 4556)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4556)
 Politique économique : croissance (p. 4556)

P**Michel PAJON**

*Seine-Saint-Denis (13^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Françoise de PANAFIEU

*Paris (16^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois
bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission nationale pour l'éducation, la
science et la culture [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Environnement. Politique de l'environnement. Instances de
réflexion, conclusions, suivi et contrôle [31 octobre 2007] (p. 3623)

Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil
des élèves [16 janvier 2008] (p. 256)

Bertrand PANCHER

*Meuse (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du
28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de la forêt, des produits
forestiers et de la transformation du bois [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du comité local d'information et de suivi du
laboratoire souterrain de Bure [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi pour le développement de la
concurrence au service des consommateurs (n° 351)
[7 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi pour le développement de la concurrence au service des
consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre d'Etat,
ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement
durables [J.O. du 28 février 2008]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois
constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale
de la République sur les articles 1er et 2, 4 et 5, 9 et 10 du projet de
loi pour le développement de la concurrence au service des
consommateurs (n° 351) [14 novembre 2007] (n° 408)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois
constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale
de la République sur la mise en application de la loi n° 2005-843
du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du
droit communautaire à la fonction publique [22 juillet 2008]
(n° 1089)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Prestations familiales. Allocation de rentrée scolaire. Montant,
modulation [24 juin 2008] (p. 3715)

DÉBATS**Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2605)

Thème :

Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2606)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ;
[17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)**

Son intervention (p. 2867)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 2868)

Emploi : politique de l'emploi : formation professionnelle (p. 2867)

Etat : réforme (p. 2867)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques
(p. 2867)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2867)

Santé : urgences : organisation (p. 2868)

Secteur public : privatisations (p. 2867)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Élevage : ovins : sécurité sanitaire (p. 4060)

Retraites : régime agricole : montant des pensions : retraites
complémentaires (p. 4055)

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Procédure des questions :

Défense : armée de terre : restructurations (p. 4153)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3972)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : commission nationale du débat public
(CNDP) (p. 3974)

Déchets, pollutions et nuisances : plans départementaux
d'élimination des déchets (PDED) (p. 3973)

Eau : traitement : financement (p. 3973)

Énergie et carburants : sécurité nucléaire : contrôle (p. 3973)

Environnement : biodiversité : protection (p. 3973)
 Environnement : développement durable (p. 3972)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3972)
 Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 3973)
 Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3972)
 Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 3973)
 Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3973)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Santé : urgences (p. 3664)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 3290)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4429)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 4429)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4430)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4429)
 Consommation : associations de consommateurs : financement (p. 4429)
 Consommation : protection des consommateurs : pratiques commerciales (p. 4429)
 Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4429)
 Droit pénal : personnes morales : responsabilité (p. 4429)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4429)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Son intervention (p. 4661)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 3 de la commission des lois (coordination des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales) (p. 4711)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)

Ses interventions (p. 4766 et s.)

Après l'article 10

Son amendement n° 149 (protection du consommateur souscrivant un contrat d'assurance commercialisé par voie de démarchage à domicile) : adopté (p. 4773)

Après l'article 12

Son amendement n° 200 (transposition dans le code de la consommation de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises) (p. 4783) : adopté (p. 4784)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)
 Son amendement n° 91 rectifié (p. 490)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1118)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1119)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1119)
 Environnement : principe de précaution (p. 1119)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 100 (p. 1200) : adopté (p. 1201)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son amendement n° 101 (p. 1255)

Ses interventions (p. 1263, 1294)

Ses amendements n°s 104 et 105 (p. 1264 et s.)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Ses amendements n°s 3 et 109 (p. 1319 et s.)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 107 (p. 1429)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 110 et 111 (p. 1437 et s.)

Son amendement n° 5 rectifié (p. 1438) : adopté (p. 1439)

Ses amendements n°s 6 et 4 rectifiés (p. 1439)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2275)

Thèmes :

Élections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2275)
 Environnement : protection (p. 2276)
 Etat : Conseil économique et social : environnement (p. 2275)
 Parlement : commissions : auditions (p. 2275)
 Parlement : rôle (p. 2275)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2384)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'ad n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2393)

Son amendement n° 232 (référendum d'initiative populaire) (p. 2388) : retiré (p. 2394)

Son amendement n° 233 (référendum en matière environnementale) (p. 2394) : adopté (p. 2395)

Après l'article 10

Son amendement n° 261 (examen public pour les commissions spéciales prévues à l'article 43) (p. 2535) : rejeté (p. 2536)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement n° 237 rectifié (p. 2616)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 9 (missions et composition du Parlement)*

Ses interventions (p. 4435 et s.)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4444)

Article 10 bis (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires)

Son amendement n° 62 (p. 4453)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 4468)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son intervention (p. 4482)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 4483)

Yanick PATERNOTTE

*Val-d'Oise (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 avril 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 avril 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 526 visant à préserver les mineurs du tabagisme [20 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [17 octobre 2007] (p. 2837)

Santé. Tabagisme. Jeunes, lutte et prévention [28 mai 2008] (p. 2594)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 95, posée le 8 janvier 2008. Voirie. A 15 et A 115 (J.O. Questions p. 119). Appelée le 8 janvier 2008. Couverture, Sannois (p. 29)

n° 241, posée le 6 mai 2008. Aménagement du territoire. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3705)

n° 290, posée le 27 mai 2008. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire (J.O. Questions p. 4286). Appelée le 27 mai 2008. Pôle de Roissy (p. 2478)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2482)

Son intervention (p. 2488)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2489)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir (p. 2488 et s.)

Politique sociale : dialogue social (p. 2482)

Secteur public : service minimum (p. 2488 et s.)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2488 et s.)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2488)

Transports urbains : RATP (p. 2489, 2490)

Transports urbains : RER (p. 2490)

Travail : syndicats (p. 2489, 2490)

Travail : droit du travail (p. 2489, 2490)

Travail : grèves : déclaration (p. 2489)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)*Article 1er (définition du champ d'application de la loi)*

Son intervention (p. 2548)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2601, 2658)

Son amendement n° 99 (p. 2642)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Son intervention (p. 2666)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son amendement n° 100 (p. 2686)

Explications de vote et vote [1er août 2007] (p. 2701)

Ses explications de vote (p. 2702)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2702)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2713)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2714)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 2714)

Politique sociale : dialogue social (p. 2714)

Secteur public : service minimum (p. 2714, 2715)

Travail : syndicats (p. 2713)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2715)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4945)

Thèmes :

Entreprises : salariés (p. 4945)
Politique sociale : dialogue social (p. 4945)
Travail : code du travail (p. 4945)
Travail : droit du travail (p. 4945)

Projet de loi n° 668 autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 857)
Son intervention (p. 859)

Thèmes :

Environnement : protection de la nature (p. 860)
Politiques communautaires : transports aériens : liberté d'établissement (p. 860)
Politiques communautaires : transports aériens : transports aériens (p. 859, 860)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1169)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2198)

Thèmes :

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2198)
Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2198)
Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2198)
Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2198)

Christian PATRIA

*Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [4 décembre 2007] (p. 4912)

DÉBATS

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5300)

Article 1er (obligation générale de sécurité pour les manèges, machines et installations)

Son amendement n° 8 : adopté (p. 5301)

Article 2 (institution de contrôles techniques obligatoires par des organismes agréés par l'Etat)

Ses amendements n° 9 et 10 (p. 5301 et s.)

George PAU-LANGEVIN

*Paris (21^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration, tests ADN [9 octobre 2007] (p. 2644)

Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration [16 janvier 2008] (p. 260)

Politique extérieure. Lutte contre la faim. [16 avril 2008] (p. 1639)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 328, posée le 10 juin 2008. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 4772). Appelée le 10 juin 2008. Effectifs de personnel, Paris (p. 3161)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2137) : rejetée (p. 2144)

Thèmes :

Démographie : migrations : développement économique (p. 2139)
Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2138)
Etat civil : mariage avec un étranger (p. 2137)
Etrangers : expulsion : fonctionnaires et agents publics (p. 2138)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : tutelle (p. 2138)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2139)
 Justice : magistrats : aéroports (p. 2138)
 Politique extérieure : codéveloppement (p. 2140)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 2140)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2187, 2196 et s.)

Son amendement n° 161 (de suppression) (p. 2188)

Son sous-amendement n° 265 à l'adt n° 18 de la commission (p. 2193)

Ses amendements n°s 162 à 166 (p. 2193 et s.)

Son amendement n° 167 (p. 2214) : adopté (p. 2215)

Son amendement n° 170 (p. 2217)

Son sous-amendement n° 188 à l'adt n° 21 rectifié de la commission (p. 2218)

Son amendement n° 168 (p. 2218)

Son sous-amendement n° 175 à l'adt n° 22 de la commission (p. 2219)

Son amendement n° 169 (p. 2221)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Ses interventions (p. 2222 et s., 2240 et s.)

Son amendement n° 176 (de suppression) (p. 2224)

Ses amendements n°s 177, 178, 180, 193, 179, 185, 191, 192, 186 et 189 (p. 2227 et s., 2238, 2241 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de M. Étienne Pinte (saisine du procureur de la République par l'autorité consulaire dans un délai d'un mois en cas de doute sérieux sur la validité d'un mariage célébré à l'étranger) (p. 2247)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2249)

Son amendement n° 171 (de suppression) (p. 2251)

Ses amendements n°s 172 et 173 (p. 2255, 2257)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Son amendement n° 174 (p. 2262)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 255 précédemment réservé du Gouvernement (contrat d'accueil et d'intégration : bilan de compétences professionnelles obligatoire, sauf situations prévues par décret) (p. 2265)

Son sous-amendement n° 187 précédemment réservé (prise en compte, "notamment") à l'adt n° 29 précédemment réservé de la commission (prise en compte du respect du contrat d'accueil et d'intégration pour le renouvellement du titre de séjour) (p. 2265) : rejeté (p. 2266)

Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")

Son intervention (p. 2267)

Son amendement n° 190 (p. 2270)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2280)

Intervient sur le sous-adt n° 266 du Gouvernement (test ADN à l'initiative du demandeur du visa et après recueil préalable du consentement des personnes soumises au test) à l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2295)

Son amendement n° 194 (délivrance de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale" à la victime de violences conjugales mariée à un Français à l'étranger) : rejeté (p. 2298)

Son amendement n° 195 (titre de séjour renouvelé de droit pour les victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 2298)

Son amendement n° 196 (délivrance de droit d'un titre de séjour aux victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 2299)

Son amendement n° 197 (impossibilité d'interrompre le séjour d'un étranger au seul motif d'une demande de divorce) : rejeté (p. 2299)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Son intervention (p. 2303)

Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)

Son intervention (p. 2304)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 104 de M. Noël Mamère (Haute autorité de lutte contre les discriminations destinataire, avec le Parlement, du rapport sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) (p. 2313)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Frédéric Lefebvre (admission exceptionnelle au séjour) (p. 2315)

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission (absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 2315)

Article 13 (extension du recours à la visioconférence pour les audiences de prolongation de rétention par le juge des libertés et de la détention)

Son intervention (p. 2317)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

Intervient sur l'adt n° 224 de M. Victorin Lurel (majoration des dotations globales de fonctionnement en Guadeloupe, Guyane, Martinique et à Saint-Martin en raison des conséquences de l'immigration irrégulière sur les infrastructures scolaires et sanitaires) (p. 2320)

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Victorin Lurel (rapport au Gouvernement sur l'aide au développement des pays frontaliers des collectivités ultramarines) (p. 2320)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Victorin Lurel (rapport au Gouvernement sur la coopération et l'entraide judiciaire avec les pays frontaliers des collectivités ultramarines) (p. 2320)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Thierry Mariani (subordination à une condition de régularité du séjour du droit d'un étranger à l'hébergement d'urgence) (p. 2325)

Explications de vote et vote [19 octobre 2007] (p. 2325)

Ses explications de vote (p. 2326)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2326)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3038) : rejetée (p. 3041)

Thèmes :

Etat civil : mariage avec un étranger : langue française (p. 3039)

Etat civil : mariage avec un étranger : titres de séjour (p. 3039)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3039)
 Etrangers : demandeurs d'asile : visioconférence (p. 3040)
 Etrangers : politique de l'immigration (p. 3038)
 Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 3039)
 Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3040)
 Etrangers : titres de séjour : violences conjugales (p. 3039)
 Politique extérieure : codéveloppement : livret d'épargne (p. 3039)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 3040)
 Prestations familiales : allocations familiales : tutelle (p. 3039)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Son intervention (p. 3604)

Thèmes avant la procédure des questions :

Constitution : révision : rétention administrative (p. 3604)
 Etrangers : tests génétiques (p. 3604)
 Etrangers : demandeurs d'asile (p. 3604)
 Etrangers : reconduite aux frontières (p. 3605)
 Etrangers : rétention administrative (p. 3604)
 Etrangers : rétention administrative : mineurs (p. 3604)
 Politique économique : mondialisation : immigration (p. 3605)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 3605)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Procédure des questions :

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3725)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 921)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 939) : rejetée (p. 941)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 940)
 Droit pénal : discrimination (p. 921, 939 et s.)
 Droit pénal : discrimination : racisme (p. 940)
 Justice : droit d'ester : discrimination (p. 939)
 Politiques communautaires : droit communautaire (p. 921, 939 et s.)
 Travail : égalité des chances (p. 940)
 Travail : droit du travail : discrimination (p. 940)
 Union européenne : présidence française : égalité des chances (p. 941)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Article 1er (définitions)

Son intervention (p. 943)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)

Son intervention (p. 944)

Article 3 (protection contre les rétorsions)

Ses interventions (p. 948 et s.)

Article 4 (aménagement des règles de charge de la preuve en matière de discriminations)

Son intervention (p. 949)

Article 7 (mesures de coordination dans le nouveau code du travail)

Son intervention (p. 952)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 44 de Mme Martine Pinville (discrimination dans la fonction publique : faculté pour les associations de lutte contre les discriminations d'ester en justice) (p. 953)

Intervient sur l'ad n° 43 de Mme Martine Pinville (assimilation, dans la fonction publique, du harcèlement à une discrimination) (p. 954)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 67 rectifié de la commission (bilan annuel sur la diversité dressé dans les services publics et les entreprises privées de plus de cinquante salariés) (p. 957)

Explications de vote et vote [25 mars 2008] (p. 957)

Ses explications de vote (p. 957)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 957)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2070)

Son intervention (p. 2075)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 2075 et s.)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité des chances (p. 2075)
 Droits de l'homme et libertés publiques : mixité sociale (p. 2075)
 Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 2075)
 Politiques communautaires : droit communautaire (p. 2075)
 Travail : droit du travail : discrimination (p. 2075)

Explications de vote et vote [14 mai 2008] (p. 2076)

Ses explications de vote (p. 2075)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2076)

Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1522)

Son intervention (p. 1527)

Thèmes :

Etrangers : immigration : Gabon (p. 1527, 1528)
 Etrangers : immigration clandestine (p. 1528)
 Etrangers : visas : Gabon (p. 1527, 1528)
 Pays étrangers : Gabon (p. 1527, 1528)
 Pays étrangers : Haïti (p. 1528)
 Pays étrangers : Sénégal (p. 1528)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 1528)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1528)

Explications de vote et vote [10 avril 2008] (p. 1529)

Ses explications de vote (p. 1529)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1529)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad n° 523 de M. Victorin Lurel (collectivités d'outre-mer) (p. 2709)

Après l'article 31

Son amendement n° 507 (droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales, cantonales et régionales) (p. 2715) : rejeté (p. 2716)

Christian PAUL

Nièvre (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union
européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission nationale des comptes de la formation
professionnelle [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil d'administration de l'école nationale
d'administration [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil national de la formation professionnelle
tout au long de la vie [J.O. des 2 août 2007 et 16 avril 2008]

Membre de la commission du dividende numérique [J.O. du
10 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier.
Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales
[30 octobre 2007] (p. 3545)

Santé. Politique de la santé. Affections de longue durée, prise en
charge [24 juin 2008] (p. 3713)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Accuse l'actuelle majorité de n'avoir engagé, en matière de sécurité
sociale, qu'une seule réforme de structures, depuis 2002, celle
concernant le parcours de soin, estime que cette réforme a aggravé
le déficit ; invite le Gouvernement à définir une politique à longue
échéance et non pas à courte vue [24 octobre 2007] (p. 3202)

Demande au Gouvernement de s'expliquer sur la diminution prévue
des crédits du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville ;
demande la présence de la ministre de la santé [24 octobre 2007]
(p. 3212)

Demande la levée de la séance afin de permettre à la majorité, qu'il
voit divisée, de se forger une position unique qu'il souhaite
différente des "simulacres" et "tartufferies" qu'il perçoit dans les
propositions de l'UMP, souhaite une taxation significative des
stock-options et non pas une "mascarade" à laquelle l'opposition ne
prendra pas part" [25 octobre 2007] (p. 3255)

Constate la faible représentation, s'apparentant à une "désertion" du
groupe UMP en séance [26 octobre 2007] (p. 3348)

Souhaite que l'examen des amendements déposés dans
"l'improvisation" par le Gouvernement soient examinés dans de
bonnes conditions [26 octobre 2007] (p. 3384)

DÉBATS**Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités**

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1614)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Union européenne
(p. 1614)

Parlement : rôle (p. 1615)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 1615)

Politiques communautaires : services publics (p. 1615)

Président de la République : prérogatives (p. 1615)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 1615)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG)
(p. 1614)

Union européenne : construction européenne (p. 1614 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 1614)

Union européenne : institutions (p. 1614 et s.)

Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1614 et s.)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008**PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ;
[24 octobre 2007] (p. 3162)**

Son intervention (p. 3163)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3164)

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A)
(p. 3164)

Professions de santé : internes (p. 3163)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3163 et s.)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 3163 et s.)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 3163)

Santé : accès aux soins (p. 3163)

**Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre
2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362,
3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)**

*Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et
décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice
2006)*

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3202)

*Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de
dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)*

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3212)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 286 de M. Michel Diefenbacher (suppression
de la possibilité pour le fonctionnaire détaché pour l'exercice d'un
mandat parlementaire d'acquiescer des droits à pensions dans son
régime d'origine pendant la durée de son mandat) (p. 3237)

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3255)

*Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes
d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)*

Ses interventions (p. 3289 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 31 de la commission (conversion du repos
compensateur de remplacement en une majoration salariale)
(p. 3307, 3309)

*Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle
des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)*

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3348)

*Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des
professionnels de santé et de financement de la permanence des soins
par les missions régionales de santé - MRS)*

Ses interventions (p. 3373 et s.)

Après l'article 31

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3384)

*Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du
territoire)*

Ses interventions (p. 3385 et s.)

*Article 33 (répartition géographique des médecins libéraux sur
l'ensemble du territoire)*

Son intervention (p. 3399)

*Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les
transports et les actes paramédicaux)*

Son intervention (p. 3416)

Après l'article 66

Intervient sur l'ad n° 436 de M. Jean-Marie Le Guen (information
réciproque des organismes d'assurance maladie et d'assurance
maladie complémentaire) (p. 3496)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Procédure des questions :

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 3726)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 415)

Son intervention (p. 440)

Thèmes :

Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 440 et s.)

Emploi : chômage (p. 440)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 415, 441)

Secteur public : services publics : emploi (p. 415, 440 et s.)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son intervention (p. 456)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (missions des maisons de l'emploi) (p. 509)

Intervient sur le sous-adt n° 292 de Mme Monique Iborra (aide de l'Etat aux maisons de l'emploi subordonnée au respect des compétences des régions et des départements) à l'adt n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 509)

Intervient sur le sous-adt n° 290 rectifié de la commission (actions de sensibilisation aux discriminations) à l'adt n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 509)

Intervient sur le sous-adt n° 293 de Mme Monique Iborra (cahier des charges déterminant l'aide de l'Etat aux maisons de l'emploi) à l'adt n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 509)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2851)

Thèmes :

Administration : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ACERP) (p. 2851)

Collectivités territoriales : interventions économiques (p. 2851)

Télécommunications : Internet : accès (p. 2851)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3079, 3083 et s.)

Son amendement n° 580 : adopté (p. 3090)

Son amendement n° 584 (p. 3091)

Son sous-amendement n° 888 à l'adt n° 413 de la commission (p. 3096)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 565 de M. Jean Gaubert (p. 3112)

Article 30 (attribution des autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes)

Ses interventions (p. 3116 et s.)

Après l'article 30

Son amendement n° 853 (p. 3119) : rejeté (p. 3121)

Son amendement n° 855 : retiré (p. 3121)

Intervient sur l'adt n° 927 de M. Franck Riester (possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses) (p. 3122)

Intervient sur l'adt n° 420 de la commission (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3123)

Intervient sur l'adt n° 422 de la commission (rapport gouvernemental sur les réseaux de communications électroniques d'initiative locale) (p. 3125)

Avant l'article 21

Son amendement n° 999 rectifié précédemment réservé (p. 3333) : rejeté (p. 3334)

Débat sur l'organisation du système de santé en France**[19 juin 2008] (p. 3615)**

Son intervention (p. 3635)

Thèmes :

Établissements de santé : hôpitaux (p. 3635 et s.)

Professions de santé : installation (p. 3635 et s.)

Santé : accès aux soins (p. 3635 et s.)

Santé : santé publique (p. 3635 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009**[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)**

Son intervention (p. 4560)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 4561)

Assurance maladie maternité : prestations : franchises (p. 4561)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4560)

Politique sociale : solidarité (p. 4561)

Professions de santé : médecins : rémunération (p. 4561)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4561)

Sécurité sociale : déficit (p. 4561)

Daniel PAUL*Seine-Maritime (8^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - recherche et enseignement supérieur - [18 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - recherche et enseignement supérieur - [18 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VII : Recherche et enseignement supérieur - Politiques de recherche, recherche industrielle (n° 278) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 283 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des entreprises en matière d'accidents du travail [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 732 tendant à la création d'une commission d'enquête afin de mesurer et d'analyser les effets de la crise du capitalisme financier sur l'évolution de l'activité économique dans notre pays et ses impacts territoriaux et sociaux [3 mars 2008]

Proposition de résolution n° 1065 tendant à la création d'une commission d'enquête à la suite de la fuite d'uranium intervenue sur le site de Tricastin [18 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [13 novembre 2007] (p. 4013)

Energie et carburants. Gaz. Tarifs, fixation [14 mai 2008] (p. 2048)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 275, posée le 27 mai 2008. Santé. Accès aux soins (J.O. Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Agglomération havraise (p. 2497)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2475) ; rejetée (p. 2482)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2523)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2478, 2479)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2476)

Politique économique : capitalisme (p. 2479, 2480)

Politique sociale : dialogue social (p. 2476 et s., 2523)

Politique sociale : inégalités (p. 2479)

Secteur public : service minimum (p. 2476)

Secteur public : services publics (p. 2477 et s., 2523)

Transports aériens : Air France (p. 2478)

Transports ferroviaires : régions (p. 2478)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2475 et s.)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2476, 2523)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2523)

Travail : syndicats (p. 2480)

Travail : grèves : déclaration (p. 2476 et s.)

Travail : négociations (p. 2476 et s.)

Travail : précarité : transports (p. 2477)

Travail : rémunération (p. 2479)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2532)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1 (subordination des suppressions de postes à la SNCF au niveau régional à l'avis conforme des organisations syndicales et des autorités organisatrices des transports) (p. 2552) : rejeté (p. 2553)

Son amendement n° 3 (rapport au Parlement sur les modalités d'annulation de la dette de RFF et de la SNCF) (p. 2553) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 4 (rapport du Parlement sur le respect du droit syndical et les conditions d'exercice du droit de grève dans les transports terrestres de voyageurs) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2556, 2589 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 75 rectifié de M. Roland Muzeau (encadrement de l'exercice de la sous-traitance en matière de missions de service public dans le secteur des transports) (p. 2594)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Son intervention (p. 2599)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3111)

Thèmes :

Communes : Le Havre : hôpitaux (p. 3111)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3111)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3924)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Ses interventions (p. 16, 26)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz : tarification sociale (p. 26)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : compétitivité (p. 16)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 16)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 16)

Postes : La Poste : politiques communautaires (p. 26)

Tourisme et loisirs : Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) (p. 26)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3969)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3970)

Environnement : changements climatiques (p. 3969)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3969)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3969)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3969)

Transports ferroviaires : sécurité des usagers (p. 3970)

Transports ferroviaires : transport de marchandises : trafic (p. 3969)

Transports par eau : batellerie : pôles de compétitivité (p. 3970)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 3970)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 3970)

Transports par eau : transports maritimes : registres (p. 3970)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) : crédits budgétaires (p. 3970)

Transports routiers : pollution automobile (p. 3969)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 3970)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Ses interventions (p. 100, 113)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 113)
Enseignement privé : enseignement supérieur (p. 113)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 101)
Entreprises : EDF et GDF (p. 101)
Entreprises : aides publiques (p. 101)
Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 100)
Recherche : recrutement (p. 101)
Recherche : chercheurs (p. 101)
Recherche : recherche industrielle (p. 100 et s.)
Recherche : recherche industrielle : Agence de l'innovation industrielle (p. 101)
Recherche : recherche technologique (p. 113)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 309, deuxième rectification (rapport au Parlement sur l'ampleur et l'opportunité du travail à temps partiel dans le secteur de la grande distribution, ainsi que sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s de ce secteur) (p. 4626) : rejeté (p. 4628)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 300 rectifié (organisation d'un Grenelle des salaires, entre les représentants syndicaux, patronaux et l'État) (p. 4630) : rejeté (p. 4631)

Son amendement n° 313 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences de la très faible revalorisation du SMIC) (p. 4631) : rejeté (p. 4632)

Son amendement n° 314 rectifié (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des coûts des produits de première nécessité depuis 2002) (p. 4632) : retiré (p. 4634)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-adt n° 244 de M. Jean Dionis du Séjour (précisions sur la gratuité d'un appel) à l'adt n° 43 de la commission (gratuité des appels des numéros présentés comme gratuits depuis les téléphones mobiles et prise en charge du coût éventuel des appels par les opérateurs de communications électroniques) (p. 4756)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5035)

Thèmes :

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5035)
Politique sociale : pauvreté : précarité (p. 5035 et s.)
Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 5035)
Travail : salaires (p. 5035)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5215)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5219) : rejetée (p. 5226)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5242)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5219 et s.)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 5222)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : bénéfiques (p. 5222, 5242)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5221 et s., 5242)

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 5221)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 5223)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 5220 et s.)

Energie et carburants : tarifs : entreprises (p. 5215, 5220)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 5221)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5216, 5220, 5242)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 12 (dépôt par le Gouvernement avant le 1er juillet 2010, d'un rapport au Parlement relatif à l'évolution des tarifs et de l'emploi depuis l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie) : rejeté (p. 5243)

Article 1er (possibilité pour les ménages et les petites entreprises de retourner au tarif réglementé d'électricité à l'occasion d'un déménagement)

Son intervention (p. 5247)

Article 2 (possibilité pour les ménages de retourner au tarif réglementé de gaz naturel à l'occasion d'un déménagement)

Son amendement n° 3 (p. 5248)

Après l'article 2

Son amendement n° 5 (extension des contrats de service public à l'ensemble des nouveaux opérateurs du secteur de l'énergie) (p. 5249) : rejeté (p. 5250)

Son amendement n° 2 (suppression de la date limite du 1er juillet 2010 pour la fin des tarifs réglementés d'électricité pour les nouveaux sites de consommation) : rejeté (p. 5250)

Article 3 (bénéfice des tarifs réglementés de gaz naturel pour les consommateurs domestiques occupant un nouveau site)

Son amendement n° 4 (p. 5250)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Son intervention (p. 142)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 142)
Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 142)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 143)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 143 et s.)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 143)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 143)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 142)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 143)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 8 (dépôt par le Gouvernement avant le 1er juillet 2010, d'un rapport au Parlement relatif à l'évolution des tarifs et de l'emploi depuis l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie) (p. 147) : rejeté (p. 148)

Article 1er (conditions de retour au tarif réglementé d'électricité pour les ménages et les petits consommateurs professionnels)

Ses amendements n° 6 et 7 (p. 148 et 149)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 635) : rejetée (p. 637)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 641)

Son intervention (p. 647)

Thèmes :

Constitution (p. 635)
 Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 647)
 Etat : souveraineté (p. 635 et s., 647)
 Langue française : usage (p. 647)
 Politiques communautaires : transports maritimes (p. 636)
 Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 641, 647 et s.)
 Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 647)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 647)
 Travail : conditions de travail : marins (p. 648)
 Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 635, 648)

Discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 653)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 3 (suppression de l'intitulé du chapitre 1er du projet de loi) : rejeté (p. 653)

Article 1er (suppression de la réserve de nationalité du capitaine et de son second à bord des navires français)

Son intervention (p. 653)

Son amendement n° 4 (p. 653)

Article 2 (suppression de la réserve de la nationalité du capitaine et de son second à bord des navires immatriculés au registre international français)

Son amendement n° 6 (p. 654)

Article 3 (abrogation de l'article 221 du code des douanes relatif à la réserve de nationalité dans le cadre de la francisation des navires)

Son amendement n° 7 (p. 655)

Explications de vote et vote [30 janvier 2008]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 648)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2039)

Thèmes :

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2039)
 Environnement : principe de précaution (p. 2040)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2203)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 2204)
 Agroalimentaire : labels (p. 2204)
 Recherche : biotechnologies (p. 2204)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)*Article 1^{er} (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)*

Son intervention (p. 1608)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Son intervention (p. 1623)

Article 3 (abaissment de l'ancienneté requise pour bénéficier des indemnités maladie complémentaires)

Son intervention (p. 1648)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Ses interventions (p. 1649, 1657)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Ses interventions (p. 1660, 1665 et s.)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Son intervention (p. 1680)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)

Son intervention (p. 1690)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2771)

Son intervention (p. 2777)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2888)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2771, 2888)
 Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2771)
 Banques et établissements financiers : livret de développement durable (p. 2771)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2777)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2888)
 Entreprises : simplifications administratives (p. 2777)
 Logement : logement social : financement (p. 2888)
 Postes : activités bancaires (p. 2771)
 Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2877)
 Professions libérales : travailleurs indépendants (p. 2777)
 Transports : infrastructures : financement (p. 2771)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)*Avant l'article 1er*

Ses amendements n°s 732 à 734, 731 (p. 2906) : rejetés (p. 2907 et s.)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2919, 2925)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses interventions (p. 2943 et s.)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son amendement n° 737 (de suppression) (p. 2969)

Son intervention (p. 2971)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses amendements n°s 741 et 742 (p. 2990)

Après l'article 10

Son amendement n° 729 (p. 3012) : rejeté (p. 3013)

Après l'article 12

Son amendement n° 724 (modification de l'article L. 8221-6 du code du travail) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3027)

Son amendement n° 725 (p. 3027) : rejeté (p. 3028)

Son amendement n° 726 (p. 3028) : rejeté (p. 3029)

Son amendement n° 727 (p. 3029) : rejeté (p. 3030)

Son amendement n° 728 (p. 3030) : rejeté (p. 3032)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son amendement n° 745 (de suppression) (p. 3039)

Après l'article 30

Son amendement n° 932 (p. 3126) : rejeté (p. 3127)

Article 33 (délégation à certaines collectivités territoriales de la fonction d'autorité de gestion et de certification de fonds structurels, pour la période 2007-2013)

Son intervention (p. 3191)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses interventions (p. 3237 et s., 3251, 3277 et s.)

Son amendement n° 944 (p. 3281)

Après l'article 40

Son amendement n° 1027 (p. 3286) : rejeté (p. 3288)

Son amendement n° 1030 (p. 3289) : retiré (p. 3290)

Son amendement n° 1029 : retiré (p. 3290)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Son intervention (p. 3295 et s.)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Son intervention (p. 3299)

Après l'article 44

Intervient sur l'adit n° 1562 de la commission (prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 3314)

Son amendement n° 1025 : retiré (p. 3315)

Son amendement n° 1026 : rejeté (p. 3319)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adit n° 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3325)

Intervient sur l'adit n° 351 précédemment réservé de la commission (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 3325)

Intervient sur les adts n°s 773 rectifié, 774 rectifié, 775 rectifié et 802 précédemment réservés de M. André Chassaigne (p. 3330 et s.)

Reprend l'adit n° 351 précédemment réservé de la commission (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 3330) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3330)

Son amendement n° 1041 précédemment réservé (action de groupe) (p. 3320) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3330)

Son amendement n° 1022 précédemment réservé (p. 3338) : rejeté (p. 3339)

Son amendement n° 1435 précédemment réservé : devenu sans objet (p. 3339)

Son amendement n° 1021 précédemment réservé (p. 3339) : rejeté (p. 3340)

Son amendement n° 1023 précédemment réservé : retiré (p. 3340)

Son amendement n° 1436 précédemment réservé (p. 3379) : retiré (p. 3380)

Son amendement n° 1019 rectifié précédemment réservé : rejeté (p. 3380)

Son amendement n° 1020 précédemment réservé (p. 3380) : rejeté (p. 3381)

Son amendement n° 1028 rectifié précédemment réservé : rejeté (p. 3385)

Son amendement n° 1045 précédemment réservé : rejeté (p. 3386)

Ses amendements n°s 749, 953 et 750 précédemment réservés (p. 3386 et s.) : rejetés (p. 3388 et s.)

Après l'article 22

Son amendement n° 779 précédemment réservé : rejeté (p. 3422)

Son amendement n° 1043 rectifié précédemment réservé : rejeté (p. 3423)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son amendement n° 780 (de suppression) (p. 3430)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son amendement n° 784 (de suppression) (p. 3438)

Après l'article 26

Son amendement n° 809 précédemment réservé : rejeté (p. 3450)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)

Son intervention (p. 4843)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4844)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4843)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4843)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4844)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4844)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicain (p. 4845)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 3518)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3519) : rejetée (p. 3526)

Thèmes :

Régions : contrats de projets : transports par eau (p. 3522)

Régions : Haute-Normandie : autoroutes (p. 3518, 3521)

Transports : transport combiné (p. 3521)

Transports par eau : Compagnie générale maritime (CGM) (p. 3520)

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3518 et s.)

Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3520)

Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3520)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3523)

Union européenne : directives : ports maritimes (p. 3519)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adit n° 23 de M. Philippe Duron (organisation d'un comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires sur la politique portuaire française avant le 1er janvier 2009) (p. 3552)

Son amendement n° 62 (bilan économique, financier et social de la réforme opérée par la loi n° 92-496 du 9 juin 1992 modifiant le régime du travail dans les ports maritimes présenté par le Gouvernement) (p. 3553) : rejeté (p. 3554)

Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)

Ses amendements n°s 63 (de suppression), 80, 64, 65, 101, 66, 81, 82, 102, 67, 83, 103, 84, 68, 85, 86, 69, 87 et 70 (p. 3555 et s., 3580 et s., 3592 et s.)

Article 3 (avantages fiscaux pour les entreprises de manutention ayant acquis des outillages publics)

Ses amendements n°s 88 (de suppression) et 89 (p. 3595 et s.)

Après l'article 4

Son amendement n° 72 (document du Gouvernement au Parlement avant toute vente des outillages et cession des droits réels qui leur sont attachés faisant état pour chaque port de leur évaluation financière détaillée et motivée) (p. 3596) : rejeté (p. 3597)

Article 5 (délai de cession des outillages et régime de propriété)

Son amendement n° 73 (de suppression) (p. 3597)

Article 6 (projet stratégique)

Son amendement n° 74 (p. 3597)

Article 7 (procédures de vente des outillages)

Ses amendements n°s 75 (de suppression), 107 et 76 (p. 3598 et s.)

Article 8 (procédures de vente des outillages)

Ses amendements n°s 77 (de suppression), 90, 78 et 91 (p. 3601 et s.)

Article 9 (accord cadre tripartite relatif aux mesures d'accompagnement du transfert de personnels)

Ses amendements n°s 79 (de suppression), 109 et 106 (p. 3602 et s.)

Article 10 (mesures d'accompagnement du transfert de personnel à défaut d'accord cadre)

Ses amendements n°s 110 (de suppression), 95, 93 et 98 (p. 3604 et s.)

Après l'article 10

Son amendement n° 99 (renforcement des garanties apportées aux salariés transférés) (p. 3605) : rejeté (p. 3606)

Après l'article 13

Son amendement n° 100 (rapport d'étape annuel du Gouvernement au Parlement dressant un bilan économique, social, financier, environnemental, sur la réforme engagée par la présente loi) (p. 3606) : rejeté (p. 3608)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)*Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)*

Ses interventions (p. 3762 et s.)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4135)

*Thèmes :*Politique sociale : pouvoir d'achat (p. 4135)
Travail : conditions de travail (p. 4135 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4135 et s.)**Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)*Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)*

Son intervention (p. 5227)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 437 de M. Roland Muzeau (possibilité pour les collectivités territoriales de subordonner les aides économiques aux entreprises à l'engagement de ces dernières en matière de création d'emplois à temps complet) (p. 5228)

Béatrice PAVY*Sarthe (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteuse spéciale du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - immigration, asile et intégration - [11 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire du comité consultatif du secteur financier [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléante du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 4 août 2007]

Rapporteuse spéciale du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - immigration, asile et intégration - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 24 : Immigration, asile et intégration (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 96, posée le 8 janvier 2008. Défense. Armement (J.O. Questions p. 119). Appelée le 8 janvier 2008. ETAMAT d'Aubigné-Racan, dépollution et démolition, calendrier (p. 7)

n° 247, posée le 6 mai 2008. Professions de santé. Ordre professionnel (J.O. Questions p. 3706). Appelée le 6 mai 2008. Masseurs-kinésithérapeutes, inscription, réglementation (p. 1874)

*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration****[16 juillet 2007] (p. 2008)**

Son intervention (p. 2035)

*Thèmes :*Administration : réformes administratives (p. 2035)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2036)
Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2035)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2035)
Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2036)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2036)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2035)
Politique générale : réforme (p. 2035)
Travail (p. 2035)**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION****Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)**

Son intervention (p. 3599)

*Thèmes avant la procédure des questions :*Constitution : révision : rétention administrative (p. 3600)
Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 3599 et s.)
Etrangers : commission des recours des réfugiés : délais (p. 3600)
Etrangers : contrats d'intégration (p. 3600)
Etrangers : immigration : intégration (p. 3599)
Etrangers : immigration clandestine (p. 3600)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 3600)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 3600)
Etrangers : reconduite aux frontières (p. 3599)
Etrangers : rétention administrative (p. 3599)
Ministères et secrétariats d'Etat : moyens : immigration (p. 3599)

Politique sociale : agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) (p. 3600)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2852)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2853)

Entreprises : simplifications administratives (p. 2852)

Sociétés : commissaires aux comptes (p. 2852)

Valérie PECRESSE

Yvelines (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche

Élue le 10 juin 2007

Est nommée ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de députée le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2201)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2211)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2217)

Son intervention (p. 2253)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2260)

Thèmes :

Enseignement supérieur : bourses d'études (p. 2212, 2256)

Enseignement supérieur : grandes écoles (p. 2202, 2204)

Enseignement supérieur : comités et conseils (p. 2203)

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 2204)

Enseignement supérieur : diplômes (p. 2205)

Enseignement supérieur : doctorats (p. 2212)

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2204)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2202 et s., 2254)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2205, 2218)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 2253 et s.)

Enseignement supérieur : programmes (p. 2256)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2201 et s., 2211, 2212, 2218, 2254, 2260)

Enseignement supérieur : universités : frais de scolarité (p. 2256)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2203, 2211)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2203, 2256)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2201 et s., 2211, 2212, 2218, 2253 et s.)

Enseignement supérieur : personnel : carrière (p. 2204)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2203)

Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2212)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2202, 2203, 2254)

Enseignement technique et professionnel : diplômes : orientation scolaire et professionnelle (p. 2205)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 2256)

Outre-mer : Antilles : universités (p. 2254)

Outre-mer : Guyane : universités (p. 2254)

Recherche : organismes (p. 2201, 2202)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 2212)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 2254, 2255)

Régions : Alsace : universités (p. 2256)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2265 à 2389)

Avant l'article 2

Intervient sur le sous-adt n° 303 du Gouvernement (approbation des regroupements par décret) à l'adt n° 25 de M. Claude Goasguen (délibérations concernant les regroupements d'établissements) (p. 2279)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2297)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2309)

Article 10 (mode de désignation des membres des différents conseils)

Ses interventions (p. 2321 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 313 du Gouvernement (prorogation de l'âge de mise à la retraite des présidents d'université) (p. 2327)

Article 11 (création et statuts des composantes de l'université)

Son intervention (p. 2330)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son intervention (p. 2332)

Article 14 (le contrat pluriannuel d'établissement)

Son intervention (p. 2340)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son intervention (p. 2358)

Article 17 bis (création d'un bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants dans chaque université)

Son intervention (p. 2365)

Article 18 (association des étudiants à la vie universitaire)

Ses interventions (p. 2366 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur le sous-adt n° 317 du Gouvernement (présentation des objectifs de recrutement de l'université pendant la durée du contrat d'établissement) à l'adt n° 263 de M. Daniel Fasquelle (suppression de la condition d'ancienneté pour les candidatures aux emplois d'enseignants-chercheurs) (p. 2372)

Intervient sur le sous-adt n° 318 du Gouvernement (suppression de la référence aux engagements financiers de l'Etat) à l'adt n° 263 de M. Daniel Fasquelle (p. 2372)

Article 23 (création de fondations par les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)

Son intervention (p. 2373)

Article 23 ter (régime des datons en paiement des droits de mutation)

Son intervention (p. 2374)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 273 du Gouvernement (troisième cycle des études médicales) (p. 2377 et s.)

Après l'article 28 bis

Intervient sur l'adt n° 274 du Gouvernement (logements conventionnés pour étudiants) (p. 2378)

Article 29 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 2381)

Après l'article 30

Intervient sur l'adit n° 307 du Gouvernement (report de la date d'application des dispositions relatives à la désignation du nouveau conseil d'administration en cas de regroupement d'universités) (p. 2382)

Article 31 (entrée en vigueur de dispositions du projet de loi)

Son intervention (p. 2382)

Article 32 bis (possibilité donnée aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel de bénéficier des compétences élargies)

Son intervention (p. 2383)

*Seconde délibération**Article 5 (élection, mandat et compétences du président)*

Ses interventions (p. 2384 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2388)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2629)

Son intervention (p. 2635)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2635)
Enseignement supérieur : unités de formation et de recherche (UFR) (p. 2635)
Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2635, 2636)
Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2635)
Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2636)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2635, 2636)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Ses interventions (p. 2397, 2423)

Intervient sur la motion d'ajournement soutenue par M. Jacques Myard (p. 2428)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2399, 2423)
Langue française : défense (p. 2397 et s., 2428)
Pays étrangers : Chine (p. 2398)
Pays étrangers : Inde (p. 2398)
Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2397 et s.)
Propriété intellectuelle : brevets (p. 2397 et s.)
Recherche : organismes (p. 2399, 2423)
Recherche : innovation (p. 2398 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Ses interventions (p. 103, 115)

Thèmes :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 105, 117)
Enseignement agricole : écoles vétérinaires (p. 106)
Enseignement privé : enseignement supérieur (p. 106)
Enseignement supérieur : sports scolaires et universitaires (p. 104 et s.)
Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 105)
Enseignement supérieur : diplômes (p. 116)
Enseignement supérieur : doctorats (p. 103)
Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 105, 115, 117)
Enseignement supérieur : médecine universitaire (p. 107)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 105 et s.)
Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 104)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 105 et s., 116)
Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 106)
Espace : satellites : navigation (p. 104, 108)
Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 103 et s., 115)
Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : littoral (p. 117)
Recherche : carrière (p. 106 et s.)
Recherche : organisation (p. 115)
Recherche : recrutement (p. 103, 106)
Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 103 et s., 115)
Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 104, 107, 115)
Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 106, 116 et s.)
Recherche : chercheurs (p. 103)
Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 107)
Recherche : Institut national de la recherche en informatique et automatique (INRIA) (p. 116)
Recherche : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 106)
Recherche : nanotechnologies (p. 117)
Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 106, 116)
Recherche : recherche industrielle (p. 106)

Proposition de loi n° 502 relative aux personnels enseignants de médecine générale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 janvier 2008] (p. 605)

Ses interventions (p. 605, 614)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : médecins (p. 605 et s., 614)
Professions de santé : médecins généralistes : enseignement supérieur (p. 605 et s., 614)
Professions de santé : médecins généralistes : formation professionnelle (p. 605 et s., 614)

Projet de loi n° 614 relatif aux opérations spatiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1464)

Ses interventions (p. 1464, 1475)

Thèmes :

Espace : loi de programme (p. 1476)
Espace : Agence spatiale européenne (p. 1464)
Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 1464)
Espace : Centre spatial guyanais (CSG) (p. 1464, 1476)
Espace : droit de l'espace : opérateurs (p. 1465, 1476)
Outre-mer : Guyane : environnement (p. 1477)
Outre-mer : Guyane : santé publique (p. 1477)
Recherche : Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA) (p. 1476)
Union européenne : politique spatiale (p. 1466, 1475)

Discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1477)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1477 à 1483)

Article 13 (canalisation de la responsabilité)

Son intervention (p. 1481)

Germinal PEIRO

*Dordogne (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre du comité de surveillance de l'établissement de gestion du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre titulaire du comité national de l'eau [J.O. du 25 septembre 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 313 élargissant le droit à pension de réversion aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins notoires [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 357 relative à l'extension du régime de retraite complémentaire obligatoire aux conjoints et aidés familiaux de l'agriculture [7 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement. Agriculture. OGM [14 mai 2008] (p. 2048)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 157, posée le 25 mars 2008. Patrimoine culturel. Grotte de Lascaux (J.O. Questions p. 2475). Appelée le 25 mars 2008. Préservation (p. 893)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande une suspension de séance pour réunir son groupe étant donné l'importance des amendements mis au vote [3 avril 2008] (p. 1181)

Éprouve un "certain malaise" lorsqu'il entend un député de la majorité déclarer que le président de séance est "bien aimable" de donner la parole aux députés de l'opposition [3 avril 2008] (p. 1206)

Déclare que M. Copé n'a pas à décider à la place des autres parlementaires ce qui est acceptable ou non [3 avril 2008] (p. 1226)

Demande que l'opposition puisse répondre au rapporteur et au Gouvernement pour poursuivre "sereinement" le débat [3 avril 2008] (p. 1274)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)*Procédure des questions :*

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles : financement (p. 4058)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1077) : rejetée (p. 1084)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1148)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1079 et s.)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1080)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1148)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1080, 1148)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1078)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1080)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1148)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1121)

Bioéthique : brevets (p. 1077)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1079)

Energie et carburants : biocarburants : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1081)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1077)

Parlement : groupes de pression (p. 1079)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1077, 1148)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1077)

Politiques communautaires : clause de sauvegarde : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1077)

Recherche : biotechnologies : budget (p. 1079)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1078 et s.)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1078 et s.)

Santé : sécurité sanitaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1078)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 340 (rapport du Gouvernement sur les possibilités de développement d'un plan de relance de la production de protéines végétales alternatif aux OGM) (p. 1152) : adopté (p. 1154)

Son amendement n° 341 (inscription du gène au patrimoine commun de l'humanité) (p. 1154) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1155)

Son amendement n° 343 (interdiction, sauf à des fins de recherche confinée, de toute production et mise sur le marché d'animal transgénique ou cloné) (p. 1155) : rejeté (p. 1156)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1172, 1203 et s., 1211, 1222, 1238)

Son rappel au règlement [3 avril 2008] (cf supra) (p. 1181)

Son amendement n° 231 (p. 1179) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1184)

Ses amendements n°s 232 et 233 (p. 1201 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1206)

Son amendement n° 236 (p. 1219)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1226)

Son amendement n° 237 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1231)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Son sous-amendement n° 373 à l'ad n° 20 de la commission (p. 1250)

Ses interventions (p. 1259 et s., 1286 et s.)

Ses amendements n°s 240 et 243 (p. 1260 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1274)

Son amendement n° 245 (p. 1291)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Ses amendements n°s 307 et 416 (p. 1304)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 491 (information du maire de la commune concernée des lieux de mise en culture d'OGM) à l'ad

n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1308) : rejeté (p. 1309)

Son sous-amendement n° 377 (indication sur le registre national de l'historique des cultures ayant été pratiquées sur une parcelle) à l'ad n° 65 rectifié de la commission : rejeté (p. 1309)

Son sous-amendement n° 492 (régime de conservation et de consultation du registre national) à l'ad n° 65 rectifié de la commission : retiré (p. 1310)

Intervient sur l'ad n° 415 de Mme Corinne Erhel (impossibilité de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) (p. 1314)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 417 de M. Jean Gaubert (droit pour un exploitant d'utiliser ses propres semences) (p. 1323)

Son amendement n° 418 (étiquetage des produits ou sous produits composés en tout ou partie d'OGM, y compris les produits ou sous produits d'animaux) (p. 1321) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1323)

Son amendement n° 313 (obligation d'indiquer sur le catalogue national si une semence est génétiquement modifiée) : retiré (p. 1324)

Son amendement n° 399 (alignement des procédures d'évaluation des plantes génétiquement modifiées (PGM) contenant des molécules phytopharmaceutiques sur les produits phytopharmaceutiques) : rejeté (p. 1324)

Intervient sur l'ad n° 424 de M. François Brottes (définition du statut de "lanceur d'alerte") (p. 1325)

Son amendement n° 427 (alignement des l'autorisation de mise sur le marché des PGM destinées à la santé humaine sur celle des produits pharmaceutiques) (p. 1324) : rejeté (p. 1325)

Avant l'article 3

Intervient sur l'ad n° 407 précédemment réservé de Mme Geneviève Gaillard (remplacement du terme "coexistence" (entre cultures) par "protection des") (p. 1327)

Intervient sur l'ad n° 295 deuxième rectification précédemment réservé de Mme Delphine Batho (interdiction de toute culture d'OGM dans les parcs naturels nationaux, les parcs naturels régionaux et les réserves naturelles) (p. 1330)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1337 et s., 1402)

Son amendement n° 248 (p. 1340)

Son sous-amendement n° 375 à l'ad n° 41 rectifié de la commission (p. 1396)

Après l'article 3

Son amendement n° 411 précédemment réservé (réglementation des expérimentations en plein champ) (p. 1403) : rejeté (p. 1405)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son amendement n° 296 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1408)

Ses interventions (p. 1410, 1418)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 297, 300, 299, 301 et 302, 412, 304 et 305 (p. 1419 et s.)

Article 8 A (nouveau) (définitions)

Son amendement n° 228 (p. 1431)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses amendements n°s 315 à 317 (p. 1436 et s.)

Avant l'article 11 bis

Son amendement n° 318 rectifié (suppression de la division et de l'intitulé du chapitre V ter) (p. 1441) : rejeté (p. 1442)

Article 11 bis (nouveau) (création d'un dispositif Sofiplantes)

Son amendement n° 319 (p. 1442) : adopté (p. 1443)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 7 de M. Louis Giscard d'Estaing (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) (p. 1444)

Intervient sur l'ad n° 249 de M. Martial Saddier (modalités d'étiquetage des semences contenant des OGM dont la destination finale est la France, en fonction d'un seuil fixé par décret) (p. 1445)

Explications de vote et vote [9 avril 2008] (p. 1459)

Ses explications de vote (p. 1460)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1462)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2032) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2036)

Thèmes :

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2033)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2033)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2034)

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2032)

Environnement : principe de précaution (p. 2033)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2032)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2200) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2205)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2201)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 2201)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2201)

Constitution : révision : référendums (p. 2200)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 2201)

Environnement : principe de précaution (p. 2200)

Parlement : rôle (p. 2200)

Pays étrangers : pays en développement : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2201)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2201)

Politiques communautaires : clause de sauvegarde (p. 2200)

Recherche : biotechnologies (p. 2202)

Explications de vote et vote [20 mai 2008] (p. 2211)

Ses explications de vote (p. 2211)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2212)

Jacques PÉLISSARD

Jura (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - écologie, développement et aménagement durables - [11 juillet 2007]

Rapporteur spécial au nom de la commission des finances - écologie, développement et aménagement durables : protection de l'environnement et prévention des risques ; conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 février 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - écologie, développement et aménagement durables - [16 juillet 2008]

Membre titulaire du comité des finances locales [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 16 : Ecologie, développement et aménagement durables - Protection de l'environnement et prévention des risques. Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 594 tendant à modifier l'article L. 211-1 du code des assurances afin d'exonérer les personnes handicapées du paiement de l'assurance des véhicules terrestres à moteur pour les fauteuils roulants électriques [15 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3949)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets (p. 3950)

Environnement : politique fiscale (p. 3950)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3950)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3949)

Environnement : Natura 2000 (p. 3950)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : outre-mer (p. 3950)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3949 et s.)

Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 3950)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4682)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4682)

Communes : finances : zones rurales (p. 4682)

Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4683)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4683)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son amendement n° 15 rectifié (p. 1402)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4620)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4620)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité pénale (p. 4620)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : seuil de déclenchement du service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4620)

Politique générale : opinion publique : parents d'élèves (p. 4620)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son amendement n° 119 (p. 4669) : adopté (p. 4670)

Philippe PEMEZEC

Hauts-de-Seine (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Annulation de son élection le 29 novembre 2007 [J.O. du 30 novembre 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - ville et logement - [18 juillet 2007]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome X : Ville et logement - Ville (n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [14 novembre 2007] (p. 4105)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 42)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 42)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : enseignement (p. 42)

Jeunes : volontaires : politique de la ville (p. 42)

Logement : amélioration de l'habitat : crédits budgétaires (p. 42)

Politique sociale : agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) (p. 42)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : jeunes (p. 42)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 42)

Urbanisme : rénovation urbaine : politique des transports (p. 42)

Jean-Luc PÉRAT

Nord (24^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 329, posée le 10 juin 2008. Justice. Fonctionnement (J.O. Questions p. 4772). Appelée le 10 juin 2008. Carte judiciaire, réforme (p. 3171)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : enseignement préélémentaire (p. 4237)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Procédure des questions :

Sports : sports de loisirs (p. 3763)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3766)

Après l'article 51

Intervient sur l'ad. n° 149 de M. Régis Juanico (rapport au Parlement dressant le bilan des modalités de mise en oeuvre du recensement des équipements sportifs, de son actualisation ainsi que de l'exploitation de ses résultats) (p. 3769)

Dominique PERBEN

Rhône (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement du territoire [J.O. du 19 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4392)

Thèmes :

Constitution : modes de scrutin (p. 4392)

Constitution : révision (p. 4392)

Constitution : Ve République : histoire (p. 4393)

Parlement : autonomie (p. 4393)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4455)

Jean-Claude PEREZ

Aude (1^{ère} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1020 définissant les conditions de paiement lors des transactions commerciales sur le vin [3 juillet 2008]

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT

Haute-Vienne (3^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Organisation. Mixité scolaire, dérogations [28 mai 2008] (p. 2591)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 44, posée le 4 décembre 2007. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 7538). Appelée le 4 décembre 2007. EHPAD, coût, aides de l'Etat (p. 4885)

n° 304, posée le 3 juin 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 3 juin 2008. Ligne sud Europe Atlantique, barreau Limoges-Poitiers (p. 2804)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Élevage : ovins (p. 4048)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 25)

Thèmes :

Lois de finances : nomenclature budgétaire : tourisme et loisirs (p. 26)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif : crédits budgétaires (p. 25 et s.)

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen des fascicules [9 novembre 2007] (p. 3941)

Son intervention (p. 3944)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 3944 et s.)

Etat : Médiateur de la République (p. 3944)

Union européenne : institutions (p. 3944)

Union européenne : présidence française (p. 3944)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3980)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique des transports (p. 3980)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3980)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3980)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3980)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3980)

Voirie : routes : financement (p. 3980)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 47)

Thèmes :

Départements : revenu de solidarité active (RSA) (p. 48)

Personnes âgées : dépendance (p. 48)

Politique sociale : insertion (p. 47 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 48)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)

Après l'article 10 ter

Son amendement n° 6 (possibilité pour les présidents des conseils généraux et des conseils régionaux de bénéficier d'une délégation générale pour ester en justice au nom de leurs collectivités) : rejeté (p. 5172)

Proposition de loi n° 56 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3479)

Son intervention (p. 3486)

Thèmes :

Logement : normes de sécurité (p. 3486)

Logement : habitat insalubre (p. 3486)

Sécurité publique : incendies : prévention (p. 3486)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5179)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5180)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5180)

Politique sociale : pauvreté (p. 5179)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5180)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5180)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Après l'article 8

Son amendement n° 330 rectifié (possibilité pour les collectivités territoriales de subordonner les aides économiques aux entreprises à l'engagement de ces dernières en matière de création d'emplois à temps complet) (p. 5228) : rejeté (p. 5230)

Article 1^{er} précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Son amendement n° 171 : adopté (p. 5286)

Après l'article 2

Son amendement n° 304 précédemment réservé (pas d'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5406) : rejeté (p. 5407)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Son amendement n° 310 (p. 5412)

Nicolas PERRUCHOT

Loir-et-Cher (1^{ère} circonscription)
Nouveau Centre

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - culture - [11 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur spécial au nom de la commission des finances : Culture : Patrimoines de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 février 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - culture - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 8 : Culture - Patrimoines (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 288 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier la représentativité et le financement des syndicats [16 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 672 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens de contrôle internes et externes du système bancaire français et sur leur efficacité face à la bancarisation et à l'internationalisation de la finance [31 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Syndicats. Représentativité. [9 octobre 2007] (p. 2641)

Impôts et taxes. Exonération. [7 mai 2008] (p. 1951)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 352, posée le 24 juin 2008. Enseignement maternel et primaire. Grèves (J.O. Questions p. 5263). Appelée le 24 juin 2008. Conséquences, accueil des élèves (p. 3704)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Son intervention (p. 1587°)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation : valeurs républicaines (p. 1588)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1588)

Environnement : politique de l'environnement (p. 1588)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 1588)

Politique économique : croissance (p. 1588)

Politique générale : réforme (p. 1587, 1588)

Explications de vote et vote [3 juillet 2007]

Ses explications de vote (p. 1587)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1588)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2150)

Son intervention (p. 2153)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2185)

Thèmes :

Etrangers : contrats d'intégration (p. 2154)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2154)

Etrangers : immigration : projet de loi (p. 2151)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2155)

Etrangers : immigration clandestine : travail clandestin (p. 2155)

Etrangers : intégration (p. 2151, 2153)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2155, 2186)

Etrangers : politique de l'immigration : Parti socialiste (p. 2150)

Etrangers : regroupement familial (p. 2154)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2154)

Etrangers : régularisations (p. 2154)

Langue française : usage : regroupement familial (p. 2154)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 2155)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 2154)

Union européenne : construction européenne : politique de l'immigration (p. 2155)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses amendements n°s 131 et 132 (p. 2197, 2204)

Son amendement n° 133 (p. 2213) : adopté (p. 2214)

Ses interventions (p. 2216 et s.)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2230)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficiaire du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son amendement n° 135 (p. 2254)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2293)

Son amendement n° 141 (création d'une carte de résident permanent délivrée aux titulaires d'une carte de résident depuis plus de quinze ans) : retiré (p. 2299)

Après l'article 9

Son amendement n° 136 (recours devant la commission des recours des réfugiés suspensif de toute mesure d'éloignement y compris pour les bénéficiaires de la procédure prioritaire de demande d'asile) : retiré (p. 2311)

Après l'article 12

Son amendement n° 137 (recours à des travailleurs intérimaires étrangers) (p. 2315) : adopté (p. 2316)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

Explications de vote et vote [19 septembre 2007] (p. 2325)

Ses explications de vote (p. 2326)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2326)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2805)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2806)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2806)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2806)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2805)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2806)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2806)

Finances publiques : exécution du budget (p. 2806)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2806)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2806)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2805)

Recherche : innovation (p. 2806)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2806)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Son intervention (p. 2928)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

CULTURE

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4274)
Son intervention (p. 4274)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles (p. 4274)
Audiovisuel et communication : radio (p. 4274)
Culture : crédits (p. 4274)
Enseignement : enseignements artistiques (p. 4274)
Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 4274)
Presse et livres : livres (p. 4275)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- *Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007*
Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Ses interventions (p. 72, 86)

Thèmes :

Patrimoine culturel : monuments historiques : grands projets urbains (p. 72 et s.)
Patrimoine culturel : musées : accès (p. 72)
Patrimoine culturel : musées : gouvernance (p. 73, 86)
Politique extérieure : relations culturelles (p. 73)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3660)
Son intervention (p. 3662)

Thèmes :

Entreprises : développement économique (p. 3662)
Entreprises : modernisation (p. 3663)
Entreprises : compétitivité (p. 3663)
Entreprises : fusion transfrontalière : sécurité (p. 3663)
Entreprises : représentants du personnel : fusion transfrontalière (p. 3663)
Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 3663)
Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 3663)
Union européenne : construction européenne : sociétés (p. 3662)
Union européenne : directives (p. 3662)
Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 3662)

Explications de vote et vote [19 juin 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 3663)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « CULTURE » - PROGRAMME « PATRIMOINES »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4051) :
- *Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 19 juin 2008*
Son intervention (p. 4051)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)
Son intervention (p. 4544)

Thème :

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 4544)

Bernard PERRUT

*Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]
Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]
Membre titulaire du comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées [J.O. du 2 août 2007]
Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 2 août 2007]
Membre du conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2007]
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. du 22 mai 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 8 : Culture - Patrimoines (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 288 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier la représentativité et le financement des syndicats [16 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 672 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens de contrôle internes et externes du système bancaire français et sur leur efficacité face à la bancarisation et à l'internationalisation de la finance [31 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉPÔT

Proposition de loi n° 649 visant à instituer une prestation de serment pour les maires et adjoints des communes de la République française [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. [15 janvier 2008] (p. 180)

Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. [10 juin 2008] (p. 3185)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1695)

Thèmes :

Donations et successions (p. 1696)
Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1696)
Politique économique : croissance (p. 1696)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1695 et s.)
Président de la République (p. 1695 et s.)
Travail (p. 1695)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1695 et s.)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4936)

Thèmes :

Lois : codification (p. 4936 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4936 et s.)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 425)

Thèmes :

Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 426)
 Emploi : Conseil national de l'emploi (p. 426)
 Emploi : maisons de l'emploi (p. 426)
 Secteur public : services publics : emploi (p. 426)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)
 Son intervention (p. 1594)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 1594 et s.)
 Travail : mobilité (p. 1595)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1594)
 Travail : droit du travail (p. 1594 et s.)
 Travail : licenciements (p. 1595)
 Travail : négociations (p. 1594 et s.)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)
 Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4093)

Son intervention (p. 4115)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 4094, 4115)
 Syndicats : représentativité (p. 4115)
 Travail : code du travail (p. 4116)
 Travail : durée du travail (p. 4094)
 Travail : heures supplémentaires (p. 4115 et s.)
 Travail : négociations (p. 4093 et s.)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)
 Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4578)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4579)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4578)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4578)
 Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4579)
 Enseignement maternel et primaire : élèves : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4578)
 Enseignement privé : établissements sous contrat : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4578)
 Famille : garde des enfants : principe d'égalité (p. 4578)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)
 Son intervention (p. 4652)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)
 Son intervention (p. 5218)

Sylvia PINEL

*Tarn-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
 Apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
 puis apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen et divers
 gauche*

Élu le 17 juin 2007

Secrétaire du bureau d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2007]

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 348 tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les conditions de sécurité des pratiques de radiothérapie [30 octobre 2007]

Proposition de loi n° 793 tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [9 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [27 novembre 2007] (p. 4699)

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Revalorisation [14 mai 2008] (p. 2053)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 206, posée le 29 avril 2008. Emploi. Insertion professionnelle (J.O. Questions p. 3548). Appelée le 29 avril 2008. Missions locales, Midi-Pyrénées (p. 1741)

DÉBATS

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)
 Son intervention (p. 2345)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : compétences (p. 2346)
 Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : indépendance (p. 2346)
 Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2346)
 Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : secret professionnel (p. 2346)
 Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2346)
 Système pénitentiaire : réforme (p. 2346)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Son intervention (p. 2357)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)
Son intervention (p. 2697)

Thèmes :

Droit pénal : enquêtes : moyens (p. 2697)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe : traités et conventions (p. 2697)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : traités et conventions (p. 2697)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Procédure des questions :

Enseignement agricole : crédits (p. 4230)

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)
Son intervention (p. 4201)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 4201)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)
Son intervention (p. 828)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)
Son intervention (p. 937)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 937)
Justice : droit d'ester : discrimination (p. 937)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 937)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Gérard Charasse (affirmation du principe de laïcité) (p. 2344)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2424)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son amendement n° 131 (p. 2682)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)
Son intervention (p. 4395)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4395)
Constitution : révision (p. 4395)
Constitution : V^e République (p. 4395)
Etat : laïcité (p. 4396)
Parlement : commissions d'enquête (p. 4396)

Parlement : prérogatives (p. 4395)

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 4395)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4395)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 4396)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 4396)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 4396)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses amendements n° 253, 255 et 257 (p. 4433 et s.)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 4496)

Étienne PINTE

*Yvelines (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'office français de protection des réfugiés et apatrides [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 2 août 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre du logement et de la ville et de M. le haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté [26 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Liban. Situation politique [14 novembre 2007] (p. 4108)

Politique extérieure. Liban. Situation politique, attitude de la France [28 mai 2008] (p. 2590)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1699)

Thèmes :

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1700)

Logement : logement social (p. 1700)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1699 et s.)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)
Son intervention (p. 2125)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2126)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2125)

Droit pénal : peines planchers (p. 2125)

Justice : moyens (p. 2126)

Justice : jugements : délais (p. 2125)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1^{er} (missions du service public de l'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 2275)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son intervention (p. 2294)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2509)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir : libre circulation des personnes (p. 2509, 2510)
Politique sociale : dialogue social (p. 2509, 2510)
Secteur public : service minimum (p. 2509)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2170)

Thèmes :

Etrangers : contrats d'intégration (p. 2170)
Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2170)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 2170)
Etrangers : réfugiés : regroupement familial (p. 2170)
Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2170)
Politique extérieure : aide au développement (p. 2170)
Politique extérieure : aide au développement : état civil (p. 2170)
Politique extérieure : codéveloppement (p. 2171)
Union européenne : construction européenne : politique de l'immigration (p. 2171)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1^{er} (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2209, 2220)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son amendement n° 7 (p. 2238)

Son intervention (p. 2244)

Son amendement n° 6 rectifié (p. 2238) : adopté après modification (p. 2244)

Après l'article 4

Son amendement n° 8 rectifié (saisine du procureur de la République par l'autorité consulaire dans un délai d'un mois en cas de doute sérieux sur la validité d'un mariage célébré à l'étranger) : rejeté (p. 2247)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficiaire du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son amendement n° 5 rectifié (p. 2255)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-adt n° 108 précédemment réservé de Mme Françoise Hostalier (condition de ressources pour le regroupement familial non-opposable au demandeur retraité ou handicapé) à l'adt n° 25 précédemment réservé de la commission (modulation des conditions de ressources en fonction de la taille de

la famille pour permettre aux titulaires de la carte de résident longue durée-CE de bénéficier du regroupement familial) (p. 2258)

Son sous-amendement n° 82 rectifié précédemment réservé (condition de ressources pour le regroupement familial non-applicable aux bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé ou d'une pension d'invalidité) à l'adt n° 25 précédemment réservé de la commission (p. 2257) : rejeté (p. 2258)

Son amendement n° 130 précédemment réservé (maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales dans le cadre du regroupement familial) : adopté (p. 2258)

Son amendement n° 129 précédemment réservé (maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) : adopté (p. 2259)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2290)

Son amendement n° 127 (renouvellement du titre de séjour "vie privée et familiale" malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) : adopté (p. 2298)

Son amendement n° 128 rectifié (délivrance du titre de séjour "vie privée et familiale" malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 2298) : adopté (p. 2299)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Son sous-amendement n° 78 à l'adt n° 38 rectifié de la commission (p. 2301)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)

Ses interventions (p. 2307 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 45 rectifié de la commission (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de M. Philippe Cochet (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Thierry Mariani (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2311)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2854)

Thèmes :

Collectivités territoriales : catastrophes naturelles (p. 2854)
Collectivités territoriales : dépenses (p. 2854)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2854)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : contentieux (p. 2854)
Fonction publique territoriale : réforme (p. 2854)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2854)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Procédure des questions :

Urbanisme : normes antipollution (p. 3998)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3670)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007
Son intervention (p. 61)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : simplifications administratives (p. 61)
Etat : domaine public : normes antipollution (p. 61)
Etat : domaine public : politique foncière (p. 61)
Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 61)
Logement : HLM : surloyer (p. 61)
Logement : logement social : financement (p. 61)
Logement : logement social : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 61)
Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 61)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)
Son amendement n° 381 (p. 3418)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)
Son intervention (p. 1043)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : logement : aides et prêts (p. 1043)
Logement : droit au logement (p. 1043)
Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 1043)
Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1043)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Après l'article premier

Son amendement n° 140 rectifié précédemment réservé (présentation au Parlement du bilan des expérimentations du revenu de solidarité active) (p. 5294) : adopté après rectification (p. 5295)

Martine PINVILLE

*Charente (4^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 21, posée le 2 octobre 2007. Démographie. Recensements (J.O. Questions p. 5863). Appelée le 2 octobre 2007. Militaires en casernement, décompte (p. 2469)

n° 334, posée le 10 juin 2008. Urbanisme. Autorisations d'urbanisme (J.O. Questions p. 4773). Appelée le 10 juin 2008. Réglementation, réforme, conséquences (p. 3148)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3124)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3125)
Entreprises : allègement des charges (p. 3125)
Politique sociale : solidarité (p. 3125)
Santé : accès aux soins (p. 3125)
Santé : politique de la santé : zones rurales (p. 3125)
Sécurité sociale : déficit (p. 3125 et s.)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 59 (modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire en fonction de l'âge de l'enfant)
Son intervention (p. 3430)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)
Son intervention (p. 4956)

Thèmes :

Lois : codification (p. 4956 et s.)
Travail : conseils de prud'hommes (p. 4957)
Travail : code du travail (p. 4956 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4956 et s.)
Travail : inspection du travail (p. 4957)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)
Son intervention (p. 431)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 431 et s.)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 431 et s.)
Emploi : chômage (p. 431 et s.)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 432)
Emploi : UNEDIC (p. 432)
Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 432)
Secteur public : services publics : emploi (p. 431 et s.)
Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 432)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 919) : rejetée (p. 922)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 919 et s.)
Justice : prescription (p. 920)
Justice : action civile (p. 919)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 919 et s.)
Travail : droit du travail : discrimination (p. 919 et s.)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Article 1^{er} (définitions)

Son amendement n° 22 (p. 942)
Son sous-amendement n° 54 à l'adt n° 2 rectifié de la commission (p. 942)
Ses amendements nos 24 et 23 (p. 943)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)

Ses amendements nos 25, 26, 28 et 29 (p. 944 et s.)
Son sous-amendement n° 55 à l'adt n° 6 de la commission (p. 946)
Son sous-amendement n° 56 à l'adt n° 7 de la commission (p. 946)
Son amendement n° 31 (p. 947)

Article 3 (protection contre les rétorsions)

Ses amendements n° 32 et 33 (p. 947 et s.)

Article 4 (aménagement des règles de charge de la preuve en matière de discriminations)

Son amendement n° 34 : adopté (p. 49)

Après l'article 4

Son amendement n° 50 (conditions d'accès au droit d'ester en justice pour les associations de lutte contre les discriminations) (p. 949) : rejeté (p. 950)

Article 6 (régime des discriminations dans le code du travail)

Ses amendements nos 35 à 37 (p. 950)
Son amendement n° 38 rectifié : adopté (p. 951)
Son amendement n° 39 (p. 951)

Article 7 (mesures de coordination dans le nouveau code du travail)

Ses amendements nos 40, 42 et 63 (p. 952)
Son amendement n° 64 rectifié : adopté (p. 953)
Son amendement n° 41 (p. 953)

Après l'article 7

Son amendement n° 44 (discrimination dans la fonction publique : faculté pour les associations de lutte contre les discriminations d'ester en justice) : rejeté (p. 953)

Son amendement n° 43 (assimilation, dans la fonction publique, du harcèlement à une discrimination) : rejeté (p. 954)

Article 8 (modification de la liste des discriminations ne donnant pas lieu à des sanctions pénales)

Ses amendements nos 45, 47 et 48 (p. 954 et s.)
Son amendement n° 46 : adopté (p. 954)

Après l'article 9

Son amendement n° 53 (contestations relatives aux taux d'incapacité permanente dans les professions salariées agricoles : compétence juridictionnelle des tribunaux des affaires de sécurité sociale) : rejeté (p. 955)

Article 10 (coordination)

Son amendement n° 49 (p. 955)

Après l'article 10

Son amendement n° 51 (négociations annuelles dans le cadre de l'entreprise sur des objectifs de lutte contre les discriminations) (p. 955) : rejeté (p. 956)

Son amendement n° 52 (en l'absence d'accord collectif de branche ou d'entreprise, obligation au chef d'entreprise d'informer annuellement le comité d'entreprise de la situation sur les questions de diversité) : rejeté (p. 956)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4709)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4709)
Emploi : chômeurs (p. 4709)
Emploi : UNEDIC (p. 4709)
Travail : code du travail (p. 4709)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5299)

Michel PIRON

Maine-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du comité des finances locales [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 février 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 février 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2008]

Rapporteur du projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (n°1207) [17 septembre 2008]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la gestion des ressources humaines au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire [24 juin 2008] (n° 991)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politique de l'environnement. Instances de réflexion, conclusions, mise en œuvre [20 novembre 2007] (p. 4359)

DÉBATS

Projet de loi n° 5 autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2403)
Son intervention (p. 2407)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort (p. 2407)
Droit pénal : peine de mort : Constitution (p. 2407)
Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 2407)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)
Son intervention (p. 2851)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2851)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2851)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2851)
Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2851)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2851)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2851)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3569)
Son intervention (p. 3573)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 3574)
Fonction publique de l'Etat : gestion (p. 3574)
Fonction publique de l'Etat : préfets (p. 3574)
Logement : outre-mer (p. 3574)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : application (p. 3574)
Papiers d'identité : délivrance (p. 3574)

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :
- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007
Son intervention (p. 91)

Thème :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 91)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007
Son intervention (p. 105)

Thème :

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 105)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)
Son intervention (p. 3520)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 3520)
Collectivités territoriales : compétences : réforme (p. 3521)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 3520)

Finances publiques : déficit budgétaire : collectivités territoriales (p. 3520)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4266)
Son intervention (p. 4268)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4268)
Bâtiment et travaux publics : construction : simplifications administratives (p. 4268)
Collectivités territoriales : Paris : politique du logement (p. 4268)
Logement : aides et prêts : crédits budgétaires (p. 4268)
Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 4268)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4268)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4270)

Crédits de la mission "Ville et logement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4271)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007
Son intervention (p. 50)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 51)
Bâtiment et travaux publics : construction : politique foncière (p. 51)
Logement : garantie des risques locatifs (p. 50)
Logement : HLM (p. 50)
Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 51)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 5

Son amendement n° 166 (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4713) : retiré (p. 4715)

Son amendement n° 167 (harmonisation à 45 jours des délais de paiement des produits alimentaires non périssables) : retiré (p. 4717)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)
Son intervention (p. 5326)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 5326)
Baux : charges locatives (p. 5326)
Baux : dépôt de garantie (p. 5326)
Baux : loyers : indexation (p. 5326)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts : logement (p. 5326)
Logement : HLM : surloyer (p. 5326)
Logement : réhabilitation : économies d'énergie (p. 5326)
Logement : aides et prêts : aides à la personne : indexation (p. 5326)
Régions : Ile-de-France : aménagement du territoire (p. 5326)
Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 5326)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)
Son intervention (p. 1037)

Thèmes :

Environnement : Grenelle de l'environnement : logement (p. 1038)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 1037 et s.)
Logement : construction (p. 1037)
Logement : coût (p. 1037)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1038)
 Logement : garantie des risques locatifs (p. 1037)
 Logement : Pass-foncier (p. 1038)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne : effet de seuil (p. 1038)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 1038)

Vote sur le passage à la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1048)

Ses explications de vote (p. 1048)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1048)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1402)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1441)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2770)

Son intervention (p. 2867)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2770, 2867)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2770, 2867)
 Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 2770)
 Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 2770)
 Entreprises : simplifications administratives (p. 2770)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2771)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 15

Intervient sur l'ad n° 766 de M. François Brottes (p. 3053)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3227)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3276)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses interventions (p. 3393, 3403)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 1063 précédemment réservé de M. Michel Raison (p. 3423)

Son amendement n° 824 précédemment réservé (prêt viager hypothécaire) : adopté (p. 3427)

Intervient sur l'ad n° 1081 précédemment réservé de M. Jean Gaubert (p. 3428)

Intervient sur l'ad n° 1068 précédemment réservé de M. Michel Raison (p. 3429)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Ses interventions (p. 3452 et s.)

Ses amendements n°s 828 rectifié, 829 rectifié, 826 rectifié et 857 (p. 3463 et s.)

Ses sous-amendements n°s 1138 et 1461 à l'ad n° 385 rectifié de la commission (p. 3466)

Ses sous-amendements n°s 1574 à 1576 à l'ad n° 767 deuxième rectification de la commission (p. 3467)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Son intervention (p. 3796)

Henri PLAGNOL

*Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 19 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens (n° 151) [12 septembre 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens (n° 151) [19 septembre 2007] (n° 174)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Organisation. Modernisation [9 avril 2008] (p. 1455)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 36, posée le 4 décembre 2007. Transports urbains. Transval de Marne (J.O. Questions p. 7537). Appelée le 4 décembre 2007. Prolongement de la ligne, tracé (p. 4889)

n° 269, posée le 13 mai 2008. Sécurité sociale. Organisation (J.O. Questions p. 3893). Supplée par M. Guy Malherbe. Appelée le 13 mai 2008. Centres d'accueil, Val-de-Marne (p. 2004)

DÉBATS

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2400)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 2410)

Intervient sur la motion d'ajournement soutenue par M. Jacques Myard (p. 2428)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2401)
Langue française : défense (p. 2400 et s., 2410, 2428 et s.)
Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2400 et s.)
Propriété intellectuelle : brevets (p. 2400 et s., 2429 et s.)

Philippe PLISSON

*Gironde (11^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]
Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) -
écologie, développement et aménagement durables - [18 juillet 2007]
Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127)
- écologie, développement et aménagement durables - [18 juillet
2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour
2008 (n° 189) tome III : Ecologie, développement et aménagement
durables - Protection de l'environnement et prévention des risques -
Conduite et pilotage de l'écologie, du développement et de
l'aménagement durables : équipement et développement durables
(n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Politique de l'environnement. Instances de
réflexion. Conclusions. Suivi et contrôle [1^{er} novembre 2007]
(p. 3630)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT
DURABLES****Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires
économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 3958)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 3959)
Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM)
(p. 3959)
Collectivités territoriales : transferts de charges (p. 3959)
Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets (p. 3959)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3959)
Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 3958)
Fonction publique de l'Etat : allègement des charges sociales
(p. 3959)
Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3958)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :**

- Réunion de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007
Son intervention (p. 105)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats de pays : financement
(p. 105)
Coopération intercommunale : réforme (p. 105)
Entreprises : entreprises étrangères : création d'emplois (p. 105)

**Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi
n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et
responsabilités locales****PREMIÈRE LECTURE****Vote sur le passage à la discussion de l'article unique [27
novembre 2007] (p. 4687)**

Ses explications de vote (p. 4687)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche
(p. 4688)

Serge POIGNANT

*Loire-Atlantique (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]
Vice-président de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]
Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement
et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]
Membre titulaire du conseil de modération et de prévention [J.O. du 2
août 2007]
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses
dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de
l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 149 tendant à autoriser le retour aux tarifs
réglementés d'électricité pour les consommateurs particuliers et les
petits professionnels [2 août 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires
économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en
application de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme
fixant les orientations de la politique énergétique [23 janvier 2008]
(n° 625)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction aéronautique. Airbus [16 octobre 2007]
(p. 2761)

Travail. Heures supplémentaires. Réforme, conséquences
[31 octobre 2007] (p. 3629)

Environnement. Protection. Réchauffement climatique, conférence
de Bali [19 décembre 2007] (p. 5427)

Environnement. Développement durable. [11 juin 2008] (p. 3264)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 364, posée le 24 juin 2008. Publicité. Internet (J.O. Questions
p. 5265). Appelée le 24 juin 2008. Boissons alcoolisées,
réglementation (p. 3692)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :
- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007
Son intervention (p. 25)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 25)
Industrie : Oséo (p. 25)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007
Son intervention (p. 108)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 108)
Urbanisme : droit de préemption : baux commerciaux (p. 108)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 195 de M. Alain Suguenot (alignement des modalités applicables au comité interprofessionnel des vins de Champagne sur le droit commun en matière de délais de paiement dans le secteur vitivinicole) (p. 4716)

Intervient sur l'ad n° 194 de M. Alain Suguenot (alignement des délais de paiement des raisins et des moûts sur ceux applicables aux vins) (p. 4716)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2757)

Son intervention (p. 2790)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2758, 2790)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2758, 2790)
Entreprises : entreprises individuelles (p. 2757, 2790)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2757)
Entreprises : transmission (p. 2757)
Logement : logement social : financement (p. 2758)
Télécommunications : Internet : accès (p. 2758)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 141 rectifié de la commission (p. 2932 et s.)

Après l'article 5

Ses sous-amendements n°s 1492 et 1491 à l'ad n° 1459 rectifié de M. Richard Mallié (p. 2977) : devenus sans objet (p. 2978)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)

Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)

Son intervention (p. 3589)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3732)

Son intervention (p. 3733)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : air : pollution (p. 3733)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3733)
Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 3733)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3732 et s.)
Environnement : Natura 2000 (p. 3733)
Mer et littoral : pollution (p. 3733)
Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3733)
Union européenne : directives : dommages à l'environnement (p. 3732 et s.)

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3749, 3757)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)

Ses interventions (p. 3809 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4831)

Son intervention (p. 4832)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : dommages à l'environnement (p. 4833)
Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 4832)
Environnement : Natura 2000 : chasse et pêche (p. 4833)
Mer et littoral : pollution (p. 4833)

Explications de vote et vote [22 juillet 2008] (p. 4836)

Ses explications de vote (p. 4832)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4833)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4022)

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4023)

Jean-Frédéric POISSON

*Yvelines (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]
N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]
Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. du 23 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

Rapporteur du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (n° 969 rectifié) [11 juin 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 462 tendant à la revalorisation du travail des seniors ainsi qu'au transfert des droits à liquidation des pensions de retraite entre époux [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 795 ayant pour objet de redéfinir les contours de l'apprentissage de la conduite afin de réconcilier les usagers avec le permis de conduire [9 avril 2008]

Proposition de loi n° 800 tendant à la nouvelle nomination de l'assemblée délibérante du département [9 avril 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la pénibilité au travail :

- Tome I : Rapport

- Tome II : Annexes [27 mai 2008] (n° 910)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (n° 969 rectifié) [25 juin 2008] (n° 992)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi portant rénovation de la démocratie sociale et portant réforme du temps de travail [23 juillet 2008] (n° 1092)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [23 octobre 2007] (p. 3054)

Télécommunications. Internet. Enfants, protection [21 mai 2008] (p. 2249)

Travail. Négociations. Pénibilité du travail [24 juin 2008] (p. 3714)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 124, posée le 22 janvier 2008. Télécommunications. Réseaux (J.O. Questions p. 409). Appelée le 22 janvier 2008. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, couverture du territoire (p. 368)

n° 244, posée le 6 mai 2008. Voirie. RN 191 (J.O. Questions p. 3705). Appelée le 6 mai 2008. Aménagement, Yvelines (p. 1866)

DÉBATS**Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1er (missions du service public de l'enseignement supérieur)
Son intervention (p. 2264)

Article 14 (le contrat pluriannuel d'établissement)
Son intervention (p. 2339)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2511)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2521)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales : fonctionnement (p. 2522)

Politique sociale : dialogue social (p. 2522)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2511)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : information (p. 2511)

Travail : grèves : déclaration (p. 2511)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Son amendement n° 89 (p. 2649)

Son amendement n° 90 (p. 2650) : adopté (p. 2651)

Son amendement n° 91 (p. 2661)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Son sous-amendement n° 188 à l'ad. n° 33 de la commission spéciale : adopté (p. 2671)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2339)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2352)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : nomination (p. 2352)
 Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : Royaume-Uni (p. 2340)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : protocole (p. 2352)
 Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2340, 2352)
 Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 2340)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 1er (statut et champ de compétence du Contrôleur général)
 Son amendement n° 1 : adopté (p. 2355)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Ses interventions (p. 2356 et s.)
 Son amendement n° 2 rectifié (p. 2359)

Article 3 (recrutement de contrôleurs)

Son amendement n° 4 (p. 2359)

Article 4 (secret professionnel)

Son sous-amendement n° 42 rectifié à l'ad n° 23 de la commission (p. 2361) : adopté (p. 2362)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Ses interventions (p. 2365 et s.)
 Ses amendements n°s 62 et 60 (p. 2366, 2377)

Après l'article 6

Son amendement n° 61 rectifié (contrôle des soins médicaux donnés aux personnes privées de liberté) : retiré (p. 2378)

Article 7 (suites données aux visites)

Son intervention (p. 2380)
 Ses amendements n°s 11 et 12 (p. 2380)

Article 9 (rapport annuel public)

Son amendement n° 15 (p. 2382)

Explications de vote et vote [25 septembre 2007] (p. 2384)

Ses explications de vote (p. 2385)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2386)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2556)

Thèmes :

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2557)
 Retraites : généralités : solidarité (p. 2557)
 Retraites : généralités : cotisations : stock options (p. 2557)
 Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2557)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2557)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 64 (amélioration de la performance des organismes de sécurité sociale)

Ses amendements n°s 3 et 4 (p. 3489)

Après l'article 71

Son amendement n° 5 rectifié (visites médicales des apprentis assurés par les médecins de famille) : rejeté (p. 3505)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son amendement n° 248 rectifié : adopté (p. 4317)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Article 48 (création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)

Son intervention (p. 3530)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Son amendement n° 16 (p. 4320)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 1er A (observatoire national du comportement canin)

Son intervention (p. 4822)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5330)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies : tarifs (p. 5331)
 Emploi : cumul emploi retraite (p. 5331)
 Etat : réforme (p. 5330)
 Famille : politique familiale (p. 5331)
 Télécommunications : tarifs (p. 5331)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son intervention (p. 82)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : sécurité (p. 82)
 Justice : rétention de sûreté (p. 82)
 Justice : victimes (p. 82)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son amendement n° 95 (p. 108)

Son intervention (p. 111)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 421)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 446)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSÉDIC) (p. 421 et s.)
Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 422)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 421 et s.)
Emploi : chômage (p. 421 et s., 446)
Emploi : maisons de l'emploi (p. 422)
Emploi : offres d'emploi (p. 421)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)
Son intervention (p. 449)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)
Ses interventions (p. 481 et s.)
Son amendement n° 97 : adopté (p. 481)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)
Ses amendements n°s 98 : adoptés (p. 514)
Son amendement n° 99 (p. 515) : adopté (p. 516)

Article 4 (transfert de recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSSAF)
Son amendement n° 202 : adopté (p. 521)

Article 7 (modalités du transfert ou de la mise à disposition des biens)
Son amendement n° 102 rectifié (p. 531)
Son amendement n° 203 : adopté (p. 531)

Article 8 ter (effets sur le régime d'indemnisation au titre de l'assurance chômage de la démission d'un salarié sans motif légitime)
Son amendement n° 213 (de suppression) (p. 536) : adopté (p. 538)

Article 9 (répartition des compétences entre les différentes institutions du service public de l'emploi)
Son amendement n° 204 rectifié : adopté (p. 539)

Article 11 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives aux compétences respectives du Conseil national de l'emploi, de la nouvelle institution et de l'UNEDIC)
Son amendement n° 205 : adopté (p. 540)

Son sous-amendement n° 291 à l'ad. n° 275 de M. Dominique Tian : adopté (p. 541)

Article 12 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives au transfert du recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux Ursaff)
Son amendement n° 206 : adopté (p. 543)

Explications de vote et vote [23 janvier 2008] (p. 545)
Ses explications de vote (p. 545)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 545)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)
Son intervention (p. 678)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 678)
Secteur public : services publics : emploi (p. 678)
Travail : contrats de travail : démission (p. 679)

Explications de vote et vote [31 janvier 2008] (p. 680)

Ses explications de vote (p. 680)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 681)

Proposition de loi n° 502 relative aux personnels enseignants de médecine générale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 janvier 2008] (p. 605)
Son intervention (p. 613)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : médecins (p. 613)
Professions de santé : médecins généralistes : enseignement supérieur (p. 613 et s.)
Professions de santé : médecins généralistes : formation professionnelle (p. 613)

Explications de vote et vote [29 janvier 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 614)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 975)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : stock options (p. 976)
Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 975 et s.)

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Article 1er (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son intervention (p. 985)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1162)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)
Son intervention (p. 1582)

Thèmes :

Travail : accords interprofessionnels (p. 1582 et s.)
Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1582)
Travail : contrats de travail (p. 1582 et s.)
Travail : précarité (p. 1582 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Son intervention (p. 1616)

Son amendement n° 18 : adopté (p. 1621)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)
Son intervention (p. 1657)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son intervention (p. 1661)

Son amendement n° 19 (p. 1667)

Son sous-amendement n° 161 à l'ad. n° 156 de M. Dominique Tian (p. 1675) : adopté (p. 1676)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Son amendement n° 21 : adopté (p. 1685)

Article 8 (définition et organisation du portage salarial)
Ses interventions (p. 1686 et s.)

Ses amendements n^{os} 22 à 24 et 25 rectifié (p. 1689)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)
Son intervention (p. 1691)

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1776)

Ses explications de vote (p. 1777)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1778)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)

Son intervention (p. 3360)

Thèmes :

Travail : contrats de travail (p. 3360)

Travail : négociations (p. 3360)

Travail : travail temporaire (p. 3360)

Explications de vote et vote [12 juin 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3361)

Projet de loi n^o 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Son intervention (p. 1844)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 1844 et s.)

Sports : dopage : trafic (p. 1844)

Sports : médecine du sport (p. 1845)

Discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1847)

Article 2 (interdictions applicables à toute personne en matière de produits dopants)

Son amendement n^o 24 (p. 1847)

Projet de loi n^o 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4084)

Thèmes :

Syndicats : représentativité (p. 4084)

Travail : accords de branche (p. 4085)

Travail : accords interprofessionnels (p. 4085)

Travail : code du travail (p. 4085 et s.)

Travail : durée du travail (p. 4085)

Travail : négociations (p. 4084 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4143 et s. à 4361)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Son intervention (p. 4145)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Ses interventions (p. 4151 et s.)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

Ses interventions (p. 4163 et s.)

Article 4 (conditions de désignation des délégués syndicaux)

Son intervention (p. 4168)

Article 5 (conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale)

Ses interventions (p. 4168 et s.)

Article 6 (conditions de validité des accords collectifs de travail)

Ses interventions (p. 4173 et s.)

Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)

Son intervention (p. 4186)

Article 9 (date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux du dialogue social)

Son intervention (p. 4188)

Article 10 (règles transitoires en matière de validité des accords collectifs et entrée en vigueur des nouvelles règles)

Son intervention (p. 4189)

Article 14 (entrée en vigueur de la procédure de certification et de publicité des comptes des organisations syndicales et professionnelles)

Son intervention (p. 4189)

Article 15 (rapport du Gouvernement au Parlement - Propositions du Haut conseil du dialogue social au ministre chargé du travail)

Son amendement n^o 273 (p. 4189) : adopté (p. 4190)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4258, 4272 et s.)

Son amendement n^o 274 : adopté (p. 4276)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4303 et s., 4333 et s., 4346 et s.)

Son amendement n^o 275 : adopté (p. 4344)

Ses sous-amendements n^{os} 1701 et 1702 à l'ad^t n^o 239 de M. Francis Vercaemer (p. 4345)

Article 19 (adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat)

Son amendement n^o 1672 : adopté (p. 4359)

Article 20 (coordination)

Son intervention (p. 4360)

Explications de vote et vote [8 juillet 2008] (p. 4367)

Son intervention (p. 4367)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4877)

Son intervention (p. 4877)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise : dénonciation (p. 4878)

Parlement : Sénat : commissions mixtes paritaires (p. 4877 et s.)

Politique sociale : dialogue social : financement (p. 4877)

Syndicats : représentativité : valeurs républicaines (p. 4877)

Travail : durée du travail : heures supplémentaires (p. 4878)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Son intervention (p. 4886)

Projet de loi n^o 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4960)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4960)

Entreprises : fonds propres (p. 4961)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4961)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4960)
 Travail : coût (p. 4960)
 Travail : salaires : prélèvements obligatoires (p. 4960)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Son amendement n° 165 : adopté après rectification (p. 5294)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 167 (p. 5365)

Son amendement n° 166 : adopté (p. 5366)

Son sous-amendement n° 594 deuxième rectification à l'ad n° 14 de la commission des finances (p. 5372)

Son amendement n° 169 (p. 5375)

Béregère POLETTI

*Ardennes (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteuse pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - solidarité, insertion et égalité des chances - [11 juillet 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 12 juillet 2007]

Membre suppléante du conseil de surveillance du fonds de réserve pour les retraites [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique [J.O. des 2 août 2007, 23 février 2008, 3 juin 2008]

Rapporteuse pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - solidarité, insertion et égalité des chances - [27 mai 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome XI : Solidarité, insertion et égalité des chances - Handicap et dépendance (n° 277) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 706 tendant à limiter les taux d'intérêt excessifs [7 février 2008]

Proposition de loi n° 750 tendant à assurer la protection des populations à l'occasion de la libération de détenus atteints de pathologies mentales ou de troubles graves du comportement [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 752 tendant à l'extension aux foires et salons de la législation relative au démarchage [27 mars 2008]

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les apports de la science et

de la technologie à la compensation du handicap [2 juillet 2008] (n° 1010)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [16 octobre 2007] (p. 2755)

Télécommunications. Internet. Enfants, protection [11 juin 2008] (p. 3269)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2548)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2548)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 2548)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : déficit (p. 2548)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 2548)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2548)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3118)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3119)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3119)

Personnes âgées : dépendance (p. 3118 et s.)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3118 et s.)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3119)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3118 et s.)

Sécurité sociale : déficit (p. 3118)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 37)

Thèmes :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 37)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 37)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 38)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 37 et s.)

Axel PONIATOWSKI

*Val-d'Oise (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Rapporteur de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 19 octobre 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République (n° 820) [29 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les modifications apportées par le traité de Lisbonne au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne [28 novembre 2007] (n° 439)

Proposition de loi n° 532 relative à la prévention de l'obésité infantile [20 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières et du médecin bulgares et sur les récents accords franco-libyens [22 janvier 2008] (n° 622)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République (n° 820) [14 mai 2008] (n° 890)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Birmanie. Situation politique [30 octobre 2007] (p. 3550)

Politique extérieure. Libye. Relations bilatérales [22 janvier 2008] (p. 387)

Politique extérieure. Birmanie. Cyclone Nargis, aide de la France [13 mai 2008] (p. 2021)

Politique extérieure. Liban. Situation politique [10 juin 2008] (p. 3182)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 10, posée le 2 octobre 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 5861). Appelée le 2 octobre 2007. Bruits, lutte et prévention, région parisienne (p. 2466)

n° 212, posée le 29 avril 2008. Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche (J.O. Questions p. 3549). Appelée le 29 avril 2008. (p. 1744)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 1607)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 1608, 1609)

Union européenne : Commission (p. 1608)

Union européenne : construction européenne (p. 1608, 1609)

Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1608)

Union européenne : institutions (p. 1608, 1609)

Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1607 et s.)

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2397)

Son intervention (p. 2399)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 2400)

Droit pénal : traite des êtres humains (p. 2399, 2400, 2401)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2399)

Traités et conventions : ratification (p. 2399)

Union européenne : Conseil (p. 2399, 2400, 2401)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2495)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir (p. 2495, 2496)

Secteur public : service minimum (p. 2495, 2496)

Secteur public : services publics (p. 2495)

Transports urbains : RATP (p. 2495)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 2402)

Thèmes :

Langue française : défense (p. 2402)

Politique économique : croissance (p. 2403)

Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2402 et s.)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2402 et s.)

Union européenne : actes communautaires : construction européenne (p. 2402)

Projet de loi n° 118 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2437)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 2439)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 2439)

Energie et carburants : prospection et recherche : pétrole (p. 2439)

Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté (p. 2439)

Mer et littoral : fonds marins (p. 2439)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : eaux territoriales : zones de souveraineté (p. 2439)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : développement économique (p. 2439)

Pays étrangers : Canada (p. 2439)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2447)

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 2652)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 2652 et s.)

Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2653)

Patrimoine culturel : musées (p. 2652 et s.)

Pays étrangers : Émirats Arabes Unis (p. 2652 et s.)

Relations internationales : échanges culturels (p. 2652 et s.)

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2731)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 2732)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2732 et s.)
 Pays étrangers : Libye (p. 2732)
 Relations internationales : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2732)
 Santé : sida (p. 2732)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 3868)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire : rôle et missions (p. 3868 et s.)
 Corps diplomatique et consulaire : ambassades (p. 3868 et s.)
 Corps diplomatique et consulaire : ambassades : corps diplomatique et consulaire (p. 3868 et s.)
 Français de l'étranger : enseignement (p. 3869)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3868)
 Relations internationales : crédits (p. 3868)
 Relations internationales : organisations internationales (p. 3868)

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 57, 61)

Thème :

Moyens de paiement : devises : étrangers (p. 61)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 5, 12)

Thèmes :

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 12)
 Commerce extérieur : volontaires à l'international en entreprise (VIE) : petites et moyennes entreprises (p. 12)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportations (p. 12)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 4373)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4374)
 Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4373 et s.)
 Relations internationales : pays en développement (p. 4373 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 496 préalable au Conseil européen**[11 décembre 2007] (p. 5178, 5183)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 5188)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 196)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 197)
 Constitution : révision (p. 198)
 Elections et référendums : élections municipales : ressortissants communautaires (p. 197)
 Union européenne : transferts de compétences (p. 197)
 Union européenne : construction européenne (p. 197)
 Union européenne : subsidiarité (p. 197)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 196)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 796)

Intervient sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 810)

Thèmes :

Elections et référendums : élections européennes : absentéisme (p. 797)
 Femmes : parité (p. 797)
 Parlement : motion proposant le référendum (p. 810)
 Union européenne : Conseil européen : président (p. 796)
 Union européenne : construction européenne (p. 796)
 Union européenne : institutions (p. 797)
 Union européenne : majorité qualifiée (p. 797)
 Union européenne : politique de la défense (p. 797)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 810)

Déclaration du Gouvernement n° 769 sur la situation en Afghanistan**[1^{er} avril 2008] (p. 1053)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 1062)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2224)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 : résolution (p. 2224)
 Constitution : article 88-5 (p. 2224)
 Constitution : révision : modernisation (p. 2224)
 Parlement : politique extérieure (p. 2224)
 Parlement : résolution (p. 2224)
 Parlement : prérogatives : défense (p. 2225)
 Union européenne : élargissement : référendums (p. 2224)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son amendement n° 21 rectifié (p. 2572)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne**[18 juin 2008] (p. 3563)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 3574)

Thèmes :

Politique économique : mondialisation (p. 3575)
 Politiques communautaires : budget (p. 3575)
 Union européenne : construction européenne (p. 3574)
 Union européenne : présidence française (p. 3574)
 Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3574)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 3903)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires (p. 3903)
 Défense : professionnalisation (p. 3903)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3904)
 Union européenne : politique de la défense (p. 3905)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT » - « SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT À L'ÉTRANGER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4006) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 17 juin 2008
 Son intervention (p. 4006)

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008
 Son intervention (p. 4042)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 4918)

Thèmes :

Défense : militaires et assimilés : décès (p. 4918)
 Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4919)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4919)
 Pays étrangers : Afghanistan : aide au développement (p. 4919)
 Pays étrangers : Afghanistan : militaires et assimilés (p. 4918)
 Pays étrangers : Afghanistan : trafic de stupéfiants (p. 4918)
 Pays étrangers : Pakistan (p. 4319)
 Politique extérieure : lutte contre le terrorisme : Afghanistan (p. 4918)
 Relations internationales : paix : Afghanistan (p. 4319)

Josette PONS

*Var (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 37, posée le 4 décembre 2007. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 7537). Appelée le 4 décembre 2007. Incendies de forêt, Var (p. 4895)

n° 249, posée le 6 mai 2008. Transports ferroviaires, RFF (J.O. Questions p. 3706). Appelée le 6 mai 2008. Voies ferrées, désherbage, conséquences, indemnisation (p. 1867)

Daniel POULOU

*Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)
 Non inscrit
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. des 28 juillet 2007 et 2 août 2007]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 142, posée le 29 janvier 2008. Politique extérieure. Espagne (J.O. Questions p. 628). Appelée le 29 janvier 2008. Aéroport de Fontarrabie-San Sebastian, accord de survol, mise en œuvre (p. 568)

Jean-Luc PRÉEL

*Vendée (1^{ère} circonscription)
 Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre du conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil de surveillance de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'orientation des retraites [J.O. du 11 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Etats généraux de la santé, modalités [27 novembre 2007] (p. 4697)

Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge [30 avril 2008] (p. 1820)

Sécurité sociale. Equilibre financier. [11 juin 2008] (p. 3264)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Explicite les motifs de son amendement sur la suppression des comités d'alerte sur l'évolution des dépenses d'assurance maladie [26 octobre 2007] (p. 3336)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite**[3 octobre 2007] (p. 2533)**

Son intervention (p. 2545)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2545)
 Retraites : généralités : inégalités (p. 2545, 2546)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 2545, 2546)
 Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2546)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : dialogue social (p. 2545)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 2545)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2545, 2546)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2546)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3102)

Son intervention (p. 3113)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 3113)
 Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3113, 3114)
 Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3102, 3103, 3114)
 Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3114)
 Professions de santé : internes (p. 3114)
 Professions de santé : médecins : installation (p. 3102, 3114)
 Retraites : généralités : harmonisation des régimes (p. 3115)
 Retraites : généralités : majorations des pensions (p. 3115)
 Santé : politique de la santé (p. 3102)
 Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3113)
 Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3113)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3102, 3113, 3115)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 3102)
 Sécurité sociale : Union des caisses d'assurance maladie (UNCAM) (p. 3114)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)*Article 1er (approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006)*

Son intervention (p. 3195)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3198)

Article 3 (rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2007)

Son intervention (p. 3204)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Son intervention (p. 3210)

Article 6 (prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 3215)

Article 7 (rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son intervention (p. 3217)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal)

Son intervention (p. 3225)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 213 de Mme Jacqueline Fraysse (contributions patronale et salariale sur les attributions gratuites d'actions aux salariés) (p. 3249)

Intervient sur l'adt n° 237 de Mme Martine Billard (contributions patronale et salariale sur les stock-options) (p. 3249)

Intervient sur l'adt n° 215 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et les produits de placement due au titre des revenus financiers) (p. 3249)

Intervient sur l'adt n° 386 de Mme Marisol Touraine (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus du patrimoine due au titre des plus-values financières) (p. 3249)

Intervient sur l'adt n° 385 de Mme Marisol Touraine (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus financiers due au titre des plus-values financières) (p. 3249)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses interventions (p. 3260 et s.)

Ses amendements n°s 260 et 261 rectifié (p. 3269, 3272)

Après l'article 10

Son amendement n° 262 (CRDS - taux porté à 0,7 %) : rejeté (p. 3286)

Article 18 (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3310)

Article 19 (approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base)

Ses interventions (p. 3312 et s.)

Article 21 (approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3316)

Article 24 (habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt)

Son intervention (p. 3319)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Ses interventions (p. 3321, 3328)

Ses amendements n°s 263 à 265 (p. 3323, 3326 et s.)

Son amendement n° 265 (p. 3327)

Après l'article 25

Son amendement n° 267 (suppression du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie) : devenu sans objet (p. 3336)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3336)

Après l'article 26

Son amendement n° 353 (habilitation des directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses médicales à émettre des prescriptions médicales) : adopté (p. 3337)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 3351)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Ses interventions (p. 3362 et s.)

Ses amendements n°s 269 et 270 (p. 3365, 3368)

Après l'article 30

Son amendement n° 275 (habilitation des pharmaciens d'officine à conclure des accords de bon usage de médicaments, des contrats de bonne pratique ou des contrats de santé publique) (p. 3370) : rejeté (p. 3371)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Ses interventions (p. 3371 et s.)

Ses amendements n^{os} 272 et 273 (p. 3377, 3380)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3384)

Son amendement n^o 281 (p. 3399)

Article 34 (élargissement du dispositif de pénalité financière aux transporteurs sanitaires et aux entreprises de taxis)

Son intervention (p. 3404)

Après l'article 34

Intervient sur l'ad^t n^o 343 de M. Claude Leteurre (restrictions à l'exercice d'une activité dans le secteur privé par les praticiens hospitaliers démissionnaires) (p. 3405)

Son amendement n^o 330 (fonctionnement des commissions de hiérarchisation des prestations et des actes médicaux) : rejeté (p. 3405)

Son amendement n^o 329 (conditions de versement des subventions accordées par les caisses primaires d'assurance maladie aux centres de santé) : rejeté (p. 3405)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3405)

Son amendement n^o 332 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3418)

Ses amendements n^{os} 328, 327, 326, 325 (p. 3418 et s., 3425)

Après l'article 35

Son amendement n^o 324 (instauration d'une franchise cautionnée) : retiré (p. 3428)

Après l'article 42

Son amendement n^o 279 rectifié précédemment réservé (prise en compte dans le statut du personnel hospitalier de la pénibilité, de la responsabilité et de l'évaluation de la qualité des pratiques) : retiré (p. 3467)

Article 45 précédemment réservé (financement des établissements sociaux et médico-sociaux)

Ses amendements n^{os} 317, 316 et 287 (p. 3470 et s.)

Son amendement n^o 291 : adopté après modification (p. 3473)

Article 50 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son amendement n^o 293 (de suppression) (p. 3477)

Article 58 précédemment réservé (objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2008)

Son amendement n^o 302 (de suppression) (p. 3488)

Article 66 (expérimentations concernant les contrôles médicaux des arrêts de travail organisés par les employeurs et les caisses d'assurance maladie)

Son amendement n^o 305 (de suppression) (p. 3496)

Après l'article 72

Son amendement n^o 308 (rapport au Parlement sur la lutte contre la toxicomanie) : rejeté (p. 3506)

Son amendement n^o 311 (rapport au Parlement sur la politique de prévention en matière de santé publique) : rejeté (p. 3506)

Son amendement n^o 312 (rapport au Parlement sur la mise en œuvre des programmes de santé) : rejeté (p. 3506)

Explications de vote et vote [30 octobre 2007] (p. 3554)

Ses explications de vote (p. 3555)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 3556)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Son intervention (p. 4502)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4502)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4503)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 4502)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 4502)

Professions de santé : médecins : installation (p. 4502)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 4502)

Santé : accès aux soins (p. 4502 et s.)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4502)

Sécurité sociale : déficit (p. 4502 et s.)

Sécurité sociale : dépenses (p. 4502)

Explications de vote et vote [22 novembre 2007]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4503)

Projet de loi de finances n^o 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Son intervention (p. 3649)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3649)

Santé : drogue (p. 3650)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3650)

Santé : crédits (p. 3649 et s.)

Santé : politique de la santé (p. 3649)

Santé : soins : organisation (p. 3649 et s.)

Proposition de loi constitutionnelle n^o 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Son intervention (p. 296)

Thèmes :

Constitution : révision : équilibre budgétaire (p. 297)

Finances publiques : dette publique (p. 296)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 296)

Retraites : généralités : réforme (p. 297)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 296)

Projet de loi n^o 301 ratifiant l'ordonnance n^o 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 723)

Son intervention (p. 728)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments : récupération (p. 729)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 728 et s.)

Recherche : recherche médicale (p. 729)

Explications de vote et vote [5 février 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 729)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3620)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3620 et s.)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3621)

Professions de santé : installation (p. 3622)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 3622)
Santé : accès aux soins (p. 3620 et s.)
Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3620)
Santé : santé publique (p. 3620 et s.)

Christophe PRIOU

Loire-Atlantique (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - écologie, développement et aménagement durables - [18 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. des 2 août 2007 et 24 février 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - écologie, développement et aménagement durables - [18 juillet 2008]

Membre suppléant du conseil supérieur de l'énergie [J.O. du 11 août 2007]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome III : Ecologie, développement et aménagement durables - Protection de l'environnement et prévention des risques - Conduite et pilotage de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables : environnement et énergie (n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 3956)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets (p. 3958)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 3957)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 3957)

Environnement : changements climatiques (p. 3957)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3957)

Environnement : Natura 2000 (p. 3957)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3957)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : financement (p. 3957)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 3958)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : mineurs (p. 3957)

Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 3958)

Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 3957)

Jean PRORIOL

Haute-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 12 juillet 2007]

Membre du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. du 11 août 2007]

Membre de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques [J.O. du 11 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 166, posée le 25 mars 2008. Famille. Revendications (J.O. Questions p. 2478). Appelée le 25 mars 2008. Deuils anténataux (p. 898)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Elevage : bâtiments : modernisation (p. 4065)

Elevage : porcins (p. 4061)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 105)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 105)

Environnement : Grenelle de l'environnement : politique des transports (p. 105)

Transports ferroviaires : TGV : Auvergne (p. 105)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Procédure des questions :

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 3592)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 64 de M. Louis Giscard d'Estaing (pâtes de fruits et fruits confits : TVA au taux réduit) (p. 5110)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad n° 94 de M. Charles de Courson (sacs en plastique : institution d'une taxe) (p. 5131)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1093)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1093)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1093)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1093)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1093)

Politiques communautaires : clause de sauvegarde : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1093)

Recherche : biotechnologies (p. 1093)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1093)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3255)

François PUPPONI

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Elu le 16 décembre 2007 [J.O. du 18 décembre 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 16 décembre 2007] (p. 20389)

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 22 décembre 2007] (p. 20903)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)

Son intervention (p. 748)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : mineurs (p. 748)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 748)

Ordre public : violences urbaines : mini-motos et quads (p. 748)

Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 748)

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 5 de Mme Élisabeth Guigou (mise en place au sein de la police et de la gendarmerie d'unités dédiées aux interpellations des usagers de mini-motos et quads) (p. 749)

Article 2 (conditions d'utilisation des mini-motos et quads)

Son intervention (p. 750)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2088)

Article 2 (encadrement de la commercialisation et de l'utilisation des véhicules non soumis à réception)

Ses interventions (p. 2088 et s.)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2090)

Ses explications de vote (p. 2090)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2090)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son intervention (p. 4670)

Article 8 (contribution de l'État aux dépenses exposées par les communes pour l'accueil des enfants scolarisés)

Son intervention (p. 4678)

Q

Didier QUENTIN

*Charente-Maritime (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - outre-mer - [11 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. des 2 août 2007 et 24 février 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - outre-mer - [4 juin 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VI : Outre-mer (n° 281) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Marins-pêcheurs. Aides de l'État [23 janvier 2008] (p. 472)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 11, posée le 2 octobre 2007. Energie et carburants. Politique énergétique (J.O. Questions p. 5861). Appelée le 2 octobre 2007. Terminal méthanier, implantation, conséquences (p. 2461)

n° 271, posée le 13 mai 2008. Energie et carburants. Politique énergétique (J.O. Questions p. 3893). Appelée le 13 mai 2008. Terminal méthanier, Verdon-sur-Mer (p. 1999)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande si la photographie prise lors du scrutin public confirme les résultats du scrutin [22 novembre 2007] (p. 4570)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 3689)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : outre-mer (p. 3690)

Droit pénal : trafic de stupéfiants : outre-mer (p. 3690)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 3691)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3690)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 3690)

Logement : habitat insalubre : outre-mer (p. 3690)

Logement : logement social : outre-mer (p. 3690)

Outre-mer : institutions (p. 3690)

Outre-mer : zones franches globales d'activités (p. 3690)

Régions : contrats de projets : outre-mer (p. 3690)

Système pénitentiaire : maisons d'arrêt : outre-mer (p. 3690)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4537)

Son intervention (p. 4552)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2007] (p. 4570)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 4538)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4552)

Outre-mer : chambre territoriale des comptes (p. 4553)

Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4538, 4552)

Outre-mer : institutions : transparence (p. 4552)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4538, 4552)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4553)

Catherine QUÉRÉ

*Charente-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Editions et imprimerie. Imprimerie nationale, emploi et activité [6 février 2008] (p. 765)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4059)

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4199)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale : partenariat (p. 4199)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1111)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1112)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1112)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1112)
 Environnement : principe de précaution (p. 1112)
 Parlement : groupes de pression (p. 1112)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2198)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2199)
 Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2198)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 2199)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2199)

Jean-Jack QUEYRANNE

*Rhône (7^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 297 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquences de la pollution du fleuve Rhône et des autres fleuves et canaux du territoire par les PCB [17 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1113)

Thèmes :

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1113)
 Collectivités territoriales : compétences : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1114)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1113)
 Parlement : groupes de pression (p. 1114)
 Politiques communautaires : clause de sauvegarde : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1114)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1114)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'adt n° 340 de M. Germinal Peiro (rapport du Gouvernement sur les possibilités de développement d'un plan de relance de la production de protéines végétales alternatif aux OGM) (p. 1152)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1182)

Son amendement n° 345 (p. 1238)

R

Dominique RAIMBOURG

*Loire-Atlantique (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du
28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs
[J.O. du 25 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration
d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2
février 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles
maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire
obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Total. Bénéfices, répercussion,
consommateur [10 juin 2008] (p. 3181)

DÉBATS

**Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des
majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée
par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2099)

Son intervention (p. 2119)

Thèmes :

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2099)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2119)

Droit pénal : peines planchers (p. 2099, 2119)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2119)

**Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007]
(p. 2167)**

*Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement
applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)*

Son intervention (p. 2150)

*Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement
applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)*

Son intervention (p. 2156)

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à
l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19
septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

Après l'article 5

Intervient sur l'ad. n° 36 de la commission (recours au test ADN
pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le
cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2290)

**Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de
privation de liberté**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2344)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission
de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2353)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de
liberté : moyens (p. 2353)

Défense : opérations extérieures : détenus (p. 2345, 2353)

Système pénitentiaire : détenus : agressions sexuelles (p. 2345)

**Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la
déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble
mental**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc
Ayrault (p. 51) : rejetée (p. 58)

Thèmes :

Droit pénal : casier judiciaire (p. 53)

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 53)

Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 51)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire : moyens (p. 52)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne
des droits de l'homme (p. 54)

Justice : rétention de sûreté (p. 53 et s.)

Lois : rétroactivité des lois (p. 51, 54)

Professions de santé : psychiatres : expertises (p. 52)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 52)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de
probation (p. 52)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

*Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention
– surveillance judiciaire prolongée)*

Ses interventions (p. 103 et s., 113 et s., 117 et s.)

Ses amendements n° 77 et 78 (p. 114 et s.)

Son amendement n° 81 : adopté (p. 116)

Ses amendements n° 83 et 84, 86, 89 et 90 (p. 117 et s.)

*Article 2 (conditionnement des réductions de peine à l'acceptation de
soins en détention)*

Son amendement n° 97 (p. 118)

Son intervention (p. 119)

Son amendement n° 100 rectifié (p. 119)

Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)

Son intervention (p. 120)

*Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale
pour cause de trouble mental)*

Ses interventions (p. 124 et s.)

*Article 4 précédemment réservé (coordinations au sein du code de
procédure pénale et inscription des décisions d'irresponsabilité
pénale pour cause de trouble mental au casier judiciaire)*

Son intervention (p. 129)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad. n° 107 deuxième rectification de M. Michel
Hunault (consultation du fichier judiciaire national automatisé des
auteurs d'infractions sexuelles (FIJ AIS) par les représentants des
collectivités territoriales) (p. 132)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)
Son intervention (p. 1907)

Thèmes :

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 1908)
Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 1908)
Sociétés : siège social : délocalisations (p. 1907)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)

Son intervention (p. 1910)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Son intervention (p. 1935)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Après l'article 30 sexes

Intervient sur l'ad^t n° 302 de M. Victorin Lurel (langues régionales) (p. 4505)

Intervient sur l'ad^t n° 305 de M. Philippe Folliot (langues régionales) (p. 4505)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4588)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4588)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4588)
Enseignement maternel et primaire : programmes : réforme (p. 4588)
Secteur public : grève : préavis (p. 4588)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n° 96 de Mme Sandrine Mazetier (évaluation obligatoire avant modification des programmes scolaires) (p. 4644)

Intervient sur l'ad^t n° 97 de Mme Sandrine Mazetier (objectif de mixité sociale lors de l'établissement de la carte scolaire) (p. 4645)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son intervention (p. 4671)

Article 8 (contribution de l'État aux dépenses exposées par les communes pour l'accueil des enfants scolarisés)

Son intervention (p. 4679)

Article 8 bis (substitution de la responsabilité de l'État à celle de la commune dans le cadre du service d'accueil)

Son intervention (p. 4681)

Michel RAISON

*Haute-Saône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteur du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (n° 351) [6 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (n°508) [18 décembre 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 19 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Rapporteur de la proposition de résolution sur le bilan de santé de la politique agricole commune (E 3878) (n° 957) [25 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (n° 351) [15 novembre 2007] (n° 412)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [19 décembre 2007] (n° 510)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Hervé Gaymard, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur le bilan de santé de la politique agricole commune (E 3878) (n° 957) [25 juin 2008] (n° 1000)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession, zones rurales [9 octobre 2007] (p. 2645)

Ventes et échanges. Entreprises. Conditions générales de vente, tarifs [29 avril 2008] (p. 1767)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 97, posée le 8 janvier 2008. Voirie. Routes (J.O. Questions p. 119). Appelée le 8 janvier 2008. Déviation de Luxeuil-les-Bains, calendrier (p. 29)

n° 270, posée le 13 mai 2008. Voirie. (J.O. Questions p. 3893). Appelée le 13 mai 2008. Haute-Saône (p. 1993)

*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2604)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique : cantines scolaires (p. 2604)
 Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2604)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)**

Son intervention (p. 4030)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : assurance récolte (p. 4031)
 Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 4031)
 Agriculture : jeunes agriculteurs : installation (p. 4031)
 Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4031)
 Bois et forêts : politique forestière (p. 4030)
 Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4031)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4031)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)***Après l'article 40*

Intervient sur l'ad n° 178 de M. Jean-Louis Dumont (détaxation des bouilleurs de cru : prorogation reportée du 1er janvier 2008 au 1er janvier 2013) (p. 4340 et s.)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4427)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4435)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 4428)
 Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle : médiateur (p. 4428)
 Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4428)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4427)
 Consommation : étiquetage : environnement (p. 4428)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : grande distribution (p. 4427)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4427)
 Politique sociale : surendettement (p. 4435)
 Télécommunications : abonnements : tarifs (p. 4428)
 Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 4427)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4475 à 4786)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)
 Son intervention (p. 4643)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)
 Son intervention (p. 4656)

Article 3 (modification du régime des contrats types agricoles)
 Son intervention (p. 4704)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 30 de la commission (prohibition des prix abusivement bas en situation de fortes variations des cours des matières premières) (p. 4706)

Intervient sur l'ad n° 31 de la commission (modification du périmètre de l'interdiction des enchères à distance inversées pour les produits agricoles) (p. 4707)

Article 4 (dépenalisation du refus de communication des conditions générales de vente)
 Ses interventions (p. 4708 et s.)

Article 5 (possibilité de demander réparation du préjudice subi du fait de la non communication des conditions générales de vente)
 Son intervention (p. 4711)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)
 Son intervention (p. 4740)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 328 (suppression de la mention du caractère accessoire de la fourniture initiale de ces services) à l'ad n° 183 de Mme Laure de La Raudière (accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits mis à disposition de façon accessoire) : adopté (p. 4745)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)
 Ses interventions (p. 4748 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 42 de la commission (durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile) (p. 4752)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)
 Ses interventions (p. 4765 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 327 de la commission (insertion de la division et de l'intitulé : "Chapitre III" : "dispositions diverses") (p. 4773)

Article 12 (habilitation à légiférer par ordonnance en matière de contrôle des produits importés et de sécurité générale des produits)
 Son intervention (p. 4783)

Ses amendements n°s 169 et 170 rectifié : adoptés (p. 4783)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4786)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)**

Son intervention (p. 5519)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 5520)
 Banques et établissements financiers : prêts : information des consommateurs (p. 5520)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5519)
 Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5520)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 5519)
 Consommation : protection des consommateurs : commerce électronique (p. 5520)
 Pharmacie et médicaments : pharmacies (p. 5519)
 Politique économique : inflation : matières premières (p. 5520)
 Télécommunications : abonnements (p. 5520)
 Télécommunications : gratuité du temps d'attente (p. 5520)
 Télécommunications : opérateurs : licences (p. 5521)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5532)

Son amendement n° 1 : adopté (p. 5532)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)*Après l'article 5 bis*

Son amendement n° 42 (interdiction des chiens visés à l'article L. 211-12 du code rural dans les fêtes foraines) : rejeté (p. 4832)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 22

Intervient sur l'adn n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5113)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)

Son amendement n° 128 (p. 5565)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 22

Son amendement n° 1063 précédemment réservé : rejeté (p. 3423)

Son amendement n° 1067 précédemment réservé (prise en compte de la hausse du coût des céréales dans le prix des produits de consommation courante) (p. 3426) : adopté (p. 3427)

Son amendement n° 1068 précédemment réservé : rejeté (p. 3429)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « AGRICULTURE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008*

Son intervention (p. 4030)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 164 (p. 5374)

Éric RAOULT

*Seine-Saint-Denis (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 29 juin 2007]

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 29 juin 2007]

Cesse d'être apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 19 février 2008]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 19 février 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 juillet 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale (n° 182 rectifié) [31 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part (n° 668) [31 janvier 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale (n° 182 rectifié) [11 décembre 2007] (n° 494)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part (n° 668) [5 février 2008] (n° 682)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 71, posée le 18 décembre 2007. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 7895). Appelée le 18 décembre 2007. Implantation, Clichy-sous-Bois et Le Raincy (p. 5356)

*DÉBATS***Projet de loi n° 668 autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part**

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléé par Mme Nicole Ameline

Frédéric REISS

*Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) – enseignement scolaire - [11 juillet 2007]

Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n° 1127) – enseignement scolaire - [27 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles

maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IV : Enseignement scolaire (n° 277) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 98, posée le 8 janvier 2008. Urbanisme. Autorisations d'urbanisme (J.O. Questions p. 120). Appelée le 8 janvier 2008. Réglementation, réforme, conséquences (p. 10)

n° 299, posée le 27 mai 2008. Déchéances et incapacités. Incapables majeurs (J.O. Questions p. 4287). Appelée le 27 mai 2008. Gérants de tutelle et de curatelle, réforme (p. 2489)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2261)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2261)
 Enseignement supérieur : universités : regroupement (p. 2261)
 Régions : Alsace : universités (p. 2261)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Agriculture : installation : jeunes agriculteurs (p. 4068)

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Son intervention (p. 86)

Thème :

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 86)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 4211)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4211)
 Enseignement : personnel : effectifs (p. 4211)
 Enseignement : personnel : rémunération (p. 4211)
 Enseignement : personnel : conseillers d'orientation (p. 4211 et s.)
 Enseignement secondaire : orientation scolaire et professionnelle (p. 4212 et s.)
 Enseignement secondaire : personnel : conseillers d'orientation : exercice de la profession (p. 4212)
 Enseignement technique et professionnel : enseignement en alternance (p. 4213)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4211 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4239)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4240)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4966)

Thème :

Travail : code du travail (p. 4966)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Ses amendements n°s 148, 111 à 113 : adoptés (p. 5004, 5007, 5199, 5202)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5204)

Ses explications de vote (p. 5204)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5204)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 25

Intervient sur les adts n°s 251 et 250 de M. Charles de Courson (rééquilibrage des aides fiscales entre les différentes filières de biocarburants) (p. 5130)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Article 1er (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son amendement n° 1 (p. 985) : adopté (p. 986)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « ENSEIGNEMENT SCOLAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3996) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 17 juin 2008

Son intervention (p. 4001)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4607)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4607)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4608)
 Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4607)
 Famille : garde des enfants : principe d'égalité (p. 4607)

Jean-Luc REITZER

Haut-Rhin (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]
 Représentant titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]
 Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Jacques REMILLER

*Isère (8^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]
 Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]
 Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]
 Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort (n° 10) [11 juillet 2007]
 Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances (n° 5) [11 juillet 2007]
 Représentant suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]
 Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (n° 120) [31 juillet 2007]
 Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques (n° 249) [31 octobre 2007]
 Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (n° 352) [19 décembre 2007]
 Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur le droit d'auteur (n° 353) [19 décembre 2007]
 Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes (n° 1035) [25 juin 2008]
 Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif au bureau à contrôles nationaux juxtaposés de Biriadou (n° 943) [30 septembre 2008]
 Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la création de bureaux à contrôles nationaux juxtaposés en gares de Pontarlier et de Vallorbe (n° 1101) [30 septembre 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances (n° 5)
- le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international

relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort (n° 10) [18 juillet 2007] (n° 97)

Proposition de loi n° 149 tendant à autoriser le retour aux tarifs réglementés d'électricité pour les consommateurs particuliers et les petits professionnels [2 août 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ensemble une annexe) (n° 120) [18 septembre 2007] (n° 165)

Proposition de loi n° 219 instituant un taux de taxe sur la valeur ajoutée de 2% applicable aux fruits et légumes, aux produits laitiers non sucrés, à la viande et au poisson [27 septembre 2007]

Proposition de résolution n° 347 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la surmortalité des abeilles dans les ruchers français [30 octobre 2007]

Proposition de loi n° 365 visant à permettre aux propriétaires de petits établissements de choisir d'être fumeurs ou non [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 367 visant à interdire les films et jeux vidéos contenant une incitation directe à des violences sexuelles, à des sévices corporels, à des actes de barbarie ou au meurtre [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 452 visant à exonérer les personnes de plus de soixante-cinq ans de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision [5 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques (n° 249) [16 janvier 2008] (n° 604)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (n° 352)

- le projet de loi autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur le droit d'auteur (n° 353) [2 avril 2008] (n° 777)

Proposition de loi n° 832 tendant à accorder des droits aux parents d'enfants nés sans vie qui le souhaitent [24 avril 2008]

Proposition de résolution n° 1011 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la hausse du prix des denrées alimentaires [2 juillet 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes (n° 1035) [15 juillet 2008] (n° 1053)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. DOM-ROM : Martinique. Agriculture, pesticides, conséquences [9 octobre 2007] (p. 2647)

Politique extérieure. Birmanie. Cyclone Nargis, aides de la France [6 mai 2008] (p. 1895)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 12, posée le 2 octobre 2007. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 5861). Appelée le 2 octobre 2007. Véhicules incendiés, victimes, indemnisation (p. 2468)

n° 174, posée le 25 mars 2008. Santé. Tabagisme (J.O. Questions p. 2480). Appelée le 25 mars 2008. Interdiction de fumer, lieux publics, conséquences (p. 880)

n° 266, posée le 13 mai 2008. Etablissements de santé. Cliniques (J.O. Questions p. 3892). Suppléé par Mme Arlette Franco. Appelée le 13 mai 2008. Plan hôpital 2012, Isère (p. 2001)

DÉBATS

Projet de loi n° 5 autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2403)

Son intervention (p. 2404)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort (p. 2404 et s.)
 Droit pénal : peine de mort : Constitution (p. 2405)
 Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2404)
 Etat : souveraineté (p. 2405)
 Justice : peine de mort en temps de guerre (p. 2404)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2404 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)*Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)*

Son amendement n° 81 (p. 2644)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)*

Son amendement n° 83 (p. 2212)

Son amendement n° 84 (p. 2212) : retiré (p. 2213) ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2818)

Thèmes :

Agriculture : produits agricoles : TVA (p. 2819)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : transmission (p. 2818)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2818)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2818)
 Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2818)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2819)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2818)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)***Après l'article 11*

Son amendement n° 44 (fruits et légumes, produits laitiers non sucrés, viande et poisson : TVA à 2 %) (p. 2983) : rejeté (p. 2984)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3712)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 3712)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3712)
 Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 3712)
 Outre-mer : loi de programme (p. 3712)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 3712)
 Télécommunications : tarifs : outre-mer (p. 3712)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)*Après l'article 19*

Son amendement n° 90 (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) : retiré (p. 5091)

Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [10 avril 2008] (p. 1529)

Ses explications de vote (p. 1529)

Projet de loi n° 352 autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1529)

Ses interventions (p. 1530, 1536)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)*Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)*

Ses interventions (p. 5372 et s.)

Simon RENUCCI

*Corse-du-Sud (1^{ère} circonscription)
 Apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen
 puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2252)

Thèmes :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 2252)
 Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2252)
 Enseignement supérieur : étudiants (p. 2252)
 Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2252)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2252)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son intervention (p. 2331)

Ses amendements n^{os} 137 (de suppression) et 138 (p. 2332 et s.)

Projet de loi n^o 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3119)

Thèmes :

Enfants : politique de l'enfance (p. 3119 et s.)
Handicapés : enfants (p. 3120)
Handicapés : établissements (p. 3120)
Politique sociale : pauvreté (p. 3119)
Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 3120)
Prestations familiales : allocations familiales (p. 3120)
Santé : accès aux soins (p. 3119)
Sécurité sociale : déficit (p. 3119)

Déclaration du Gouvernement n^o 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1980)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1980 et s.)
Culture : langues régionales (p. 1980 et s.)
Langue française : usage (p. 1980 et s.)
Régions : Corse (p. 1981)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3639)

Thèmes :

Etablissements de santé : tarification à l'activité (T2A) (p. 3639)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3639 et s.)
Santé : accès aux soins (p. 3639)
Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3639)
Santé : santé publique (p. 3639)

Marie-Line REYNAUD

*Charente (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du
28 juin 2007]

Représentante suppléante des délégations de l'Assemblée nationale à
l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée
parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la
législation et de l'administration générale de la République [J.O. du
8 mai 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 8 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 24 mai 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 mai
2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la
législation et de l'administration générale de la République [J.O. du
19 juin 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 19 juin 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 27 juin 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin
2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la
législation et de l'administration générale de la République [J.O. du
1^{er} juillet 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses
dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de
l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 12 juillet 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 juillet
2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

**Projet de loi n^o 398 renforçant les mesures de prévention et de
protection des personnes contre les chiens dangereux**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4817)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4817)
Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude
(p. 4817)
Communes : maires : police (p. 4817)

**Projet de loi n^o 916 relatif à la responsabilité environnementale et
à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire
dans le domaine de l'environnement**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Son intervention (p. 3734)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires : réglementation (p. 3735)
Assurances : dommages à l'environnement (p. 3734)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3734)
Energie et carburants : centrales nucléaires (p. 3734)
Environnement : associations de protection de la nature et de
l'environnement (p. 3735)
Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur
payeur (p. 3734)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3734)
Industrie : chimie : politiques communautaires (p. 3734 et s.)
Parlement : rôle (p. 3734)
Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 3734)

**Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin
2008] (p. 3784)**

*Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à
l'environnement)*

Ses amendements n^{os} 96, 62 à 65, 143, 66, 67, 144, 145, 68, 97, 98,
146, 100, 101, 99, 102, 103 (p. 3747 et s.)

Son intervention (p. 3797)

Son amendement n^o 104 (p. 3797)

Après l'article 1er

Son amendement n° 105 (protection des lanceurs d'alerte) (p. 3797) : rejeté (p. 3798)

Article 6 (dispositions renforçant la répression de la pollution marine)

Son amendement n° 148 : adopté (p. 3800)

Ses amendements n°s 149 et 150 (p. 3801)

Son amendement n° 151 : adopté (p. 3801)

Son amendement n° 152 (p. 3802)

Article 9 (produits biocides)

Son amendement n° 153 (p. 3804)

Son amendement n° 154 : adopté (p. 3805)

Après l'article 9

Son amendement n° 156 (interdiction de la promotion publicitaire des pesticides dont l'usage est réservé aux particuliers) (p. 3805) : rejeté (p. 3806)

Article 12 (produits et risques chimiques)

Son amendement n° 155 (de suppression) (p. 3806)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)

Son amendement n° 158 (p. 3811)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4831)

Son intervention (p. 4833)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : dommages à l'environnement (p. 4833)

Environnement : charte de l'environnement : principe pollueur payeur (p. 4833)

Environnement : espaces naturels sensibles : ports maritimes (p. 4834)

Environnement : Natura 2000 : chasse et pêche (p. 4833)

Industrie : chimie : politiques communautaires (p. 4834)

Sociétés : responsabilités : dommages à l'environnement (p. 4833)

Explications de vote et vote [22 juillet 2008] (p. 4836)

Ses explications de vote (p. 4833)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4834)

Bernard REYNÈS

*Bouches-du-Rhône (15^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 juin 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 30 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif au parc naturel régional de Camargue (n° 343) [30 octobre 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le

Sénat, relatif au parc naturel régional de Camargue (n° 343) [13 novembre 2007] (n° 407)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat. Petit commerce. Développement, moyens [20 mai 2008] (p. 2185)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 344, posée le 10 juin 2008. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 4775). Appelée le 10 juin 2008. Liaison est-ouest, Bouches-du-Rhône (p. 3150)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 12 (carte de séjour temporaire "salarie en mission")

Son amendement n° 4 (p. 2313)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 10

Son amendement n° 99 (commerçants de détail en fruits et légumes - achats à des producteurs locaux : abattement de 30 % sur les bénéfices pour des recettes inférieures à 30 % du chiffre d'affaires et à 50 000 €) (p. 2962) : retiré (p. 2963)

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)

Son intervention (p. 4919)

Thèmes :

Agroalimentaire : Compagnie des salins du Midi (p. 4919)

Cours d'eau, étangs et lacs : Rhône : pollution (p. 4919)

Environnement : changements climatiques (p. 4919)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 4919)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : biodiversité (p. 4919)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : développement économique (p. 4919)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : participation du public (p. 4920)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : saliculture (p. 4919)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : tourisme et loisirs (p. 4919)

Sécurité publique : inondations : Rhône (p. 4919)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4928)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 1 de Mme Delphine Batho (détermination des règles applicables aux procédures de classement en parc naturel régional) (p. 4928)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2791)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2792)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2792)

Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 2792)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2792)

Urbanisme : droit de préemption : communes (p. 2792)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 25 précédemment réservé (réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat -TACA)

Son intervention (p. 3442)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3445)

Son amendement n° 903 deuxième rectification (p. 3448)

Franck REYNIER

*Drôme (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 février 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 9 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Hébergement d'urgence, moyens [20 novembre 2007] (p. 4361)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 176, posée le 25 mars 2008. Transports ferroviaires. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2480)

n° 369, posée le 24 juin 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 5266). Appelée le 24 juin 2008. Nouvelle gare d'Allan, Drôme (p. 3686)

DÉBATS

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son amendement n° 912 rectifié : adopté (p. 2962)

Franck RIESTER

*Seine-et-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Secrétaire du bureau d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission nationale pour l'autonomie des jeunes [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier (n° 285) [30 octobre 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France (n° 959) [11 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier (n° 285) [13 novembre 2007] (n° 406)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France (n° 959) [19 juin 2008] (n° 972)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômeurs. Prise en charge [14 mai 2008] (p. 2052)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 343, posée le 10 juin 2008. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre (J.O. Questions p. 4775). Appelée le 10 juin 2008. Accès (p. 3155)

DÉBATS

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4391)

Discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4402)

Article 1er (transposition de la directive communautaire du 11 mai 2005 sur l'assurance de responsabilité civile des véhicules)

Son intervention (p. 4402)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 4 de la commission (mise en cohérence d'une référence au sein du code des assurances) (p. 4402)

Article 3 (extension des plafonds européens des tarifs d'itinérance de la téléphonie mobile aux appels passés entre le territoire métropolitain et les départements et collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 4403)

Article 5 (habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles)

Son intervention (p. 4403)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 7 rectifié de la commission (p. 4403)

Article 10 (renforcement des pouvoirs de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes dans le domaine de la consommation)

Son intervention (p. 4404)

Article 11 (application des dispositions de la loi aux collectivités d'outre-mer par voie d'ordonnance)

Son intervention (p. 4404)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)

Son intervention (p. 2323)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2323)

Audiovisuel et communication : télévision numérique : La Chaîne parlementaire (p. 2324)

Audiovisuel et communication : temps de parole : partis et mouvements politiques (p. 2324)

Constitution : révision : institutions (p. 2323)

Parlement : prérogatives (p. 2324)

Président de la République : temps de parole (p. 2324)

Président de la République : prérogatives : nomination (p. 2323)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 30

Son amendement n° 927 (possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses) : adopté (p. 3122)

Proposition de loi n° 959 relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3654)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3655)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : transports scolaires (p. 3655)

État : transferts de personnel (p. 3655)

Transports routiers : transports scolaires : tarifs (p. 3656)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 3655)

Jean ROATTA

*Bouches-du-Rhône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention de partenariat pour la coopération culturelle et le développement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (n° 300) [19 décembre 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention de partenariat pour la coopération culturelle et le développement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (n° 300) [5 février 2008] (n° 681)

Didier ROBERT

*La Réunion (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3706)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3707)

Outre-mer : loi de programme (p. 3706)

Outre-mer : politique économique (p. 3707)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3707)

Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 3707)

Outre-mer : La Réunion : institutions (p. 3707)

Outre-mer : La Réunion : transports aériens (p. 3707)

Chantal ROBIN-RODRIGO

*Hautes-Pyrénées (2^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen et divers
gauche*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. du 11 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 529 relative à la reconnaissance officielle de la date anniversaire du cessez-le-feu du 19 mars 1962 comme journée nationale du souvenir et du recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie [20 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [6 novembre 2007] (p. 3680)

Etat. Gouvernement. Politique générale [16 avril 2008] (p. 1636)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 16, posée le 2 octobre 2007. Etablissements de santé. Maternités (J.O. Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Maintien, Lourdes et Lannemezan (p. 2456)

n° 110, posée le 22 janvier 2008. Justice. Fonctionnement (J.O. Questions p. 406). Appelée le 22 janvier 2008. Carte judiciaire, réforme (p. 376)

n° 284, posée le 27 mai 2008. Elevage. Maladies du bétail (J.O. Questions p. 4284). Appelée le 27 mai 2008. Fièvre catarrhale, aides de l'Etat, Hautes-Pyrénées (p. 2496)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Elevage : cheval : Midi-Pyrénées (p. 4063)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3669)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 62)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 62)

Politique sociale : agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) (p. 62)

Politique sociale : insertion : financement (p. 63)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)

Son intervention (p. 171)

Thèmes :

Politique générale : démocratie : référendums (p. 171)

Politiques communautaires : politique sociale (p. 172)

Traités et conventions : ratification (p. 171)

Traités et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 171)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 171)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 438)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 438)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 438)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 438)

Emploi : offres d'emploi (p. 438)

Emploi : UNEDIC (p. 438)

Secteur public : services publics : emploi (p. 438)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1116)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique (p. 1117)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : pays étrangers (p. 1117)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1117)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : responsabilité (p. 1117)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1118)

Agroalimentaire : apiculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1117)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1117)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1116)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1117)

Environnement : principe de précaution (p. 1117)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1116)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 407 précédemment réservé de Mme Geneviève Gaillard (remplacement du terme "coexistence" (entre cultures) par "protection des") (p. 1326)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4606)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 4606)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4606)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4607)

Enseignement : personnel : enseignants : droit de grève (p. 4607)

Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4606)

Enseignement maternel et primaire : enseignement préélémentaire (p. 4606)

Camille de ROCCA SERRA

*Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - ville et logement - [11 juillet 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'investiguer sur les circonstances, les liens et les complications diverses qui ont pu se nouer entre certains dirigeants des milieux économiques et financiers et des représentants de l'Etat au sein d'EADS, à l'occasion du scandale de délit d'initié mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer

des mesures de nature à clarifier et assainir les pratiques condamnables (n° 242) [13 novembre 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle et le contrôle exercés par l'Etat sur l'évolution de l'actionnariat au sein d'EADS depuis novembre 2005 (n° 298) [13 novembre 2007]

Rapporteur spécial au nom de la commission des finances : Participations financières de l'Etat ; Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 février 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) : Participations financières de l'Etat ; avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 49 : Participations financières de l'Etat - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur:

-la proposition de résolution de M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'investiguer sur les circonstances, les liens et les complications diverses qui ont pu se nouer entre certains dirigeants des milieux économiques et financiers et des représentants de l'Etat au sein d'EADS, à l'occasion du scandale de délit d'initié mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir les pratiques condamnables (n° 242)

-la proposition de résolution de M. Jean-Marc Ayraut et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle et le contrôle exercés par l'Etat sur l'évolution de l'actionnariat au sein d'EADS depuis novembre 2005 (n° 298) [18 décembre 2007] (n° 509)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie, Construction aéronautique. Situation d'EADS [10 octobre 2007] (p. 2674)

Politiques communautaires. Union pour la Méditerranée. [20 mai 2008] (p. 2183)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Ses interventions (p. 2537 et s.)

Son amendement n° 80 (p. 2540)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT : PROVISIONS ; REMBOURSEMENTS ET DÉGRÈVEMENTS

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4089)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : EADS (p. 4091)

Entreprises : Electricité de France (EDF) : dividendes (p. 4090)

Finances publiques : dette publique (p. 4090)

Secteur public : entreprises publiques (p. 4090)

Secteur public : privatisations (p. 4090)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1974)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1974)

Culture : cultures régionales (p. 1974 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1974 et s.)

Régions : Corse (p. 1974)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 569 (langues régionales) (p. 2346) : retiré (p. 2348)

François ROCHEBLOINE

*Loire (3^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - action extérieure de l'Etat - [11 juillet 2007]

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 12 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 13 juillet 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence pour l'enseignement du Français à l'étranger [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Secrétaire de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 19 octobre 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - action extérieure de l'Etat - [28 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [J.O. du 5 juin 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Action extérieure de l'Etat - Rayonnement culturel et scientifique (n° 279) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports routiers. Développement durable. Ecotaxe, politiques communautaires [31 octobre 2007] (p. 3622)

Audiovisuel et communication. Télévision. Service public, financement [16 janvier 2008] (p. 253)

Politique extérieure. Liban. Situation politique [13 mai 2008] (p. 2017)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 76, posée le 18 décembre 2007. Sports. Dopage (J.O. Questions p. 7896). Appelée le 18 décembre 2007. Lutte et prévention (p. 5345)

n° 130, posée le 29 janvier 2008. Déchets, pollutions et nuisances. Véhicules motorisés (J.O. Questions p. 625). Suppléé par M. Marc Vampa. Appelée le 29 janvier 2008. Ecotaxe (p. 564)

n° 154, posée le 25 mars 2008. Santé. Maladies rares (J.O. Questions p. 2475). Appelée le 25 mars 2008. Plan national (p. 895)

n° 203, posée le 29 avril 2008. Professions sociales. Assistants maternels (J.O. Questions p. 3547). Appelée le 29 avril 2008. Statut (p. 1755)

n° 326, posée le 10 juin 2008. Politique extérieure. Désarmement (J.O. Questions p. 4771). Appelée le 10 juin 2008. Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, compétences (p. 3157)

HOMMAGE

Se réjouit de l'annonce de la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt, se félicite de ce que l'action de la France en sa faveur ait été couronnée de succès [2 juillet 2008] (p. 4181)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette que le débat budgétaire sur la sécurité sanitaire soit engagé à une heure aussi avancée de la nuit [7 novembre 2007] (p. 3838)

*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités**

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1612)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 1613)

Politique économique : croissance : Union européenne (p. 1612)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 1612)

Union européenne : construction européenne (p. 1612, 1613)

Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1612)

Union européenne : institutions (p. 1612, 1613)

Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1612, 1613)

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2397)

Son intervention (p. 2402)

Thèmes :

Démographie : migrations (p. 2402)

Droit pénal : prostitution (p. 2402)

Droit pénal : traite des êtres humains (p. 2402)

Traité et conventions : ratification (p. 2402)

Union européenne : Conseil (p. 2402)

Projet de loi n° 5 autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2403)

Son intervention (p. 2408)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort (p. 2408)

Droit pénal : peine de mort : Constitution (p. 2408)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2408)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2408)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2408)

Pays étrangers : Etats-Unis : peine de mort (p. 2408)

Projet de loi n° 15 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2409)

Son intervention (p. 2413)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 2414)

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel (p. 2414)

Police : coopération européenne (p. 2413)

Police : échange international de données (p. 2413 et s.)

Traité et conventions : traité de Prüm (p. 2413 et s.)

Union européenne : accords de Schengen (p. 2413)

Projet de loi n° 20 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2417)

Son intervention (p. 2419)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 2419)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2419)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2419)

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650)

Son intervention (p. 2657)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 2658 et s.)

Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2658)

Patrimoine culturel : musées (p. 2658 et s.)

Pays étrangers : Emirats Arabes Unis (p. 2658 et s.)

Relations internationales : échanges culturels (p. 2658 et s.)

Explications de vote et vote [9 octobre 2007] (p. 2662)

Ses explications de vote (p. 2663)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2663)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Son intervention (p. 2692)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : fonctionnaires et agents publics (p. 2692)

Droit pénal : enquêtes : moyens (p. 2692)

Relations internationales : coopération policière et pénale (p. 2692)
Traités et conventions : droit international : corruption (p. 2692)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2708)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2708)

Proposition de résolution n° 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmiers bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2731)
Son intervention (p. 2739)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2740)
Pays étrangers : Bulgarie (p. 2740)
Pays étrangers : Libye (p. 2740)
Relations internationales : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2739 et s.)

Explications de vote et vote [11 octobre 2007]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2740)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 3866)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : diversité culturelle : relations internationales (p. 3867)
Culture : politique culturelle : relations internationales (p. 3866 et s.)
Français de l'étranger : enseignement (p. 3866)
Relations internationales : francophonie (p. 3867)

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Enseignement agricole : politique à l'égard des handicapés (p. 4044)

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Son intervention (p. 3910)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3910 et s.)
Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3911)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 3912)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 3910)
Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3910 et s.)
Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 3911)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3911)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 3911)
Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) (p. 3911)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3912)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3929)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 185 rectifié du Gouvernement (revalorisation de la retraite du combattant) (p. 3930)

Crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et lien avec la nation", inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3933)

Ses amendements n°s 116 et 118 précédemment réservés (p. 3933 et s.)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Procédure des questions :

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 4228)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4239)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4246)

MÉDIAS

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4259)

Son intervention (p. 4260)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 4261)
Audiovisuel et communication : Audiovisuel extérieur (p. 4260 et s.)
Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 4260)
Audiovisuel et communication : France 24 (p. 4261)
Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 4261)
Audiovisuel et communication : télévision : relations internationales (p. 4261)
Audiovisuel et communication : TV5 Monde (p. 4261)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4262)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 290 de la commission des affaires culturelles (augmentation de la redevance audiovisuelle) (p. 4263)

Intervient sur l'adt n° 250 de M. Patrice Martin-Lalande (indexation de la redevance audiovisuelle sur l'indice des prix à la consommation) (p. 4265)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Ses interventions (p. 25, 27, 30)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Audiovisuel extérieur (p. 25, 27 et s.)
Audiovisuel et communication : France 24 (p. 27 et s.)
Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 28)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Santé : maladies rares (p. 3662)

SÉCURITÉ

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4254)

Son intervention (p. 4255)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 4255)
Ordre public : personnels : effectifs (p. 4255)
Police : policiers : zones urbaines sensibles (p. 4255)
Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 4256)
Urbanisme : rénovation urbaine : banlieues (p. 4255)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Procédure des questions :

Sécurité publique : explosions : prévention (p. 3590)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 novembre 2007] (p. 3838)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : apiculture : protection de la nature (p. 3851)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)
Son intervention (p. 3750)*Thèmes avant la procédure des questions :*

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative (p. 3750 et s.)
Sports : associations et clubs (p. 3751)
Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 3750, 3752)
Sports : crédits (p. 3750 et s.)
Sports : dopage (p. 3751)
Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 3751)
Sports : sport de haut niveau (p. 3751 et s.)
Sports : sportifs professionnels : cotisations sociales (p. 3750, 3751)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)*Procédure des questions :*

Entreprises : formalités administratives : durée du travail (p. 3818)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4266)
Son intervention (p. 4267)*Thèmes avant la procédure des questions :*

Associations : financement (p. 4268)
Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4265)
Logement : droit au logement (p. 4268)
Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 4268)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4268)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Son intervention (p. 4382)

Thèmes :

Politiques communautaires : partenariat (p. 4382 et s.)
Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4382 et s.)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4383)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)
Son intervention (p. 144)*Thèmes :*

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 144)
Energie et carburants : tarifs : politique de l'environnement (p. 144)
Politiques communautaires : politique énergétique (p. 144)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 210)

Son intervention (p. 214)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 240)

Thèmes :

Constitution : article 88-5 : Turquie (p. 240)
Pays étrangers : Turquie : Union européenne (p. 215)
Politiques communautaires : politique sociale (p. 215)
Union européenne : construction européenne (p. 214)
Union européenne : politique de la défense (p. 215)
Union européenne : traité constitutionnel : histoire (p. 214)
Union européenne : traité de Lisbonne (p. 215)
Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 210)

Explications de vote et vote [16 janvier 2008] (p. 263)

Ses explications de vote (p. 265)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 265)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Ses explications de vote sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 812)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 815)

Son intervention (p. 815)

Ses explications de vote sur la motion d'ajournement de M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 846)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 812)
Union européenne : construction européenne (p. 812)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 816)
Union européenne : institutions (p. 815)
Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 812, 815, 816)
Union européenne : Traité de Maastricht (p. 816)

Explications de vote et vote [7 février 2008] (p. 852)

Ses explications de vote (p. 852)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 852)

Projet de loi n° 518 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 866)

Son intervention (p. 868)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1830)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1837)

Son intervention (p. 1838)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 1839)
Sports : compétitions (p. 1839)
Sports : dopage (p. 1837)
Sports : jeux olympiques (p. 1839)
Sports : médecine du sport (p. 1839 et s.)

Explications de vote et vote [30 avril 2008] (p. 1853)

Ses explications de vote (p. 1854)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1855)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 juin 2008] (p. 3649)

Son intervention (p. 3651)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 3652)

Sports : dopage (p. 3651)

Sports : dopage : prévention (p. 3651)

Sports : dopage : trafic de stupéfiants (p. 3651)

Explications de vote et vote [19 juin 2008] (p. 3653)

Ses explications de vote (p. 3653)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 3653)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)

Son intervention (p. 4185)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [16 juillet 2008] (p. 4684)

Ses explications de vote (p. 4685)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4685)

Projet de loi n° 960 autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 juillet 2008] (p. 4855)

Son intervention (p. 4860)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4861)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Ses interventions (p. 5219 et s.)

Alain RODET

Haute-Vienne (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du comité consultatif du secteur financier [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 23, posée le 2 octobre 2007. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne (J.O. Questions p. 5863). Appelée le

2 octobre 2007. Livret A, compatibilité, droit communautaire (p. 2472)

n° 112, posée le 22 janvier 2008. Gendarmerie. Equipements (J.O. Questions p. 406). Appelée le 22 janvier 2008. Véhicules blindés à roues, renouvellement, appel d'offres, spécifications (p. 362)

n° 359, posée le 24 juin 2008. Défense. Armée de terre (J.O. Questions p. 5265). Appelée le 24 juin 2008. Restructuration, Limoges (p. 3696)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)
Son intervention (p. 2821)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2821)

Impôts et taxes : fraude (p. 2822)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 2821)

Pays étrangers : Etats-Unis : sécurité sociale (p. 2821)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**MÉDIAS**

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Son intervention (p. 36)

Thème :

Presse et livres : presse (p. 36)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1726)

Thème :

Collectivités territoriales (p. 1726 et s.)

Marcel ROGEMONT

Ille-et-Vilaine (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - culture - [27 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [20 mai 2008] (p. 2186)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)
Son intervention (p. 2060)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)
Ses interventions (p. 2064 et s.)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)
Ses interventions (p. 2070 et s.)

Article 11 (expérimentation du revenu de solidarité active)
Son intervention (p. 2075)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 91 de la commission (rapport d'évaluation préalable à la généralisation du revenu de solidarité active) (p. 2076)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)
Son intervention (p. 2538)

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650)
Son intervention (p. 2659)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 2659 et s.)
Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2659)
Patrimoine culturel : musées (p. 2659 et s.)
Pays étrangers : Emirats Arabes Unis (p. 2659)
Relations internationales : échanges culturels (p. 2659 et s.)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)
Son intervention (p. 3228)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)
Son intervention (p. 4508)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4508)
Santé : centres d'interruption volontaire de grossesse (p. 4508)
Sécurité sociale : déficit (p. 4509)
Travail : durée du travail (p. 4509)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :
- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007
Son intervention (p. 85)

Thèmes :

Arts et spectacles : spectacles (p. 85)
Culture : crédits (p. 85)
Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 85)

MÉDIAS

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :
- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007
Son intervention (p. 35)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 35)
Audiovisuel et communication : secteur public (p. 35)
Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 35)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007
Son intervention (p. 64)

Thèmes :

Logement : droit au logement (p. 65)
Logement : HLM : surloyer (p. 65)
Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 65)
Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 64)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1048)

Explications de vote et vote [1^{er} avril 2008] (p. 1048)

Ses explications de vote (p. 1048)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1049)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad n° 1533 rectifié du Gouvernement (régime social des impatriés) (p. 3135)

Après l'article 28

Ses amendements n°s 1098 et 1099 précédemment réservés : rejetés (p. 3471)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Ses interventions (p. 3856 et s.)

Article 5 (nombre minimal de candidatures devant être mises en concurrence – possibilité de candidatures de groupements d'entreprises)

Son intervention (p. 3861)

Article 9 (contenu obligatoire du contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3866)

Article 15 (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Son intervention (p. 3871)

Article 22 ter (harmonisation rédactionnelle avec l'article L. 1414-6 du code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3874)

Après l'article 24

Intervient sur l'adit n° 144 de M. Alain Rousset (contrôle de l'exécution des contrats de partenariat par la mission d'appui sur les partenariats public-privé - MAPPP - érigée en autorité administrative indépendante) (p. 3875)

Après l'article 27

Intervient sur l'adit n° 145 de M. Alain Rousset (contrat de partenariat inclus dans le champ d'incrimination du délit de favoritisme) (p. 3877)

Article 32 (application de certaines dispositions aux contrats en cours de passation)

Son intervention (p. 3882)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3884)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3885)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « CULTURE » - PROGRAMME « PATRIMOINES »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4051) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 19 juin 2008

Son intervention (p. 4056)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Son intervention (p. 4354)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4948)

Thèmes :

Assemblée nationale (p. 4948)

Assemblée nationale : motion de censure (p. 4948)

Assurance maladie maternité : généralités (p. 4948)

Emploi : chômage : précarité (p. 4948)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement - Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4983, 4995 et s., 5003 et s., 5012 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur l'adit n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur les adts identiques n°s 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5029, 5045 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1256 à 1277 de M. Christian Eckert (attributions du comité des rémunérations) (p. 5050)

Intervient sur les adts identiques n°s 1300 à 1321 de M. Christian Eckert (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5058)

Intervient sur les adts identiques n°s 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5063)

Intervient sur les adts identiques n°s 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5068)

Intervient sur les adts identiques n°s 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5070)

Intervient sur les adts identiques n°s 117 à 137 de M. Christian Eckert (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5075)

Intervient sur les adts identiques n°s 954 à 1001 de M. Christian Eckert (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5077)

Intervient sur les adts identiques n°s 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5080)

Intervient sur les adts identiques n°s 858 à 905 de M. Christian Eckert (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5083)

Intervient sur les adts identiques n°s 906 à 953 de M. Christian Eckert (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5086)

Intervient sur les adts identiques n°s 495 à 515 de M. Christian Eckert (examen des accords d'intéressement et de participation par la commission nationale de la négociation collective) (p. 5094)

Intervient sur les adts identiques n°s 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5099)

Intervient sur les adts identiques n°s 1322 à 1343 de M. Christian Eckert (indicateur mesurant le rapport entre les rémunérations extra-salariales et la masse des salaires) (p. 5103)

Intervient sur les adts identiques n°s 53 à 73 de M. Christian Eckert (bénéfice des tarifs réglementés de l'électricité et du gaz lors de l'eménagement si le consommateur n'a pas opté antérieurement pour la liberté tarifaire) (p. 5116)

Intervient sur les adts identiques n°s 432 à 452 de M. Christian Eckert (contribution de 5 % sur l'intéressement affectée au fonds de réserve pour les retraites) (p. 5116)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5121)

Après l'article 3

Intervient sur les adts identiques n°s 180 à 200 de M. Christian Eckert (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant aux transports aériens) (p. 5131)

Intervient sur les adts identiques n°s 201 à 221 de M. Christian Eckert (suppression du dispositif "de Robien" d'aide à l'investissement locatif) (p. 5131)

Intervient sur les adts identiques n°s 1603 à 1624 de M. Christian Eckert (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit leur âge) (p. 5132)

Intervient sur les adts identiques n°s 1625 à 1646 de M. Christian Eckert (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit leur sexe) (p. 5132)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)
Ses interventions (p. 5217 et s.)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)
Ses interventions (p. 5230, 5262 et s.)

Article 10 (contrat unique d'insertion)
Ses interventions (p. 5270 et s.)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)
Son intervention (p. 5275)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)
Ses interventions (p. 5285 et s.)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)
Ses interventions (p. 5298, 5355 et s., 5369, 5398)

Après l'article 2
Intervient sur les adts n°s 534 à 556 précédemment réservés des membres du groupe socialiste (majoration de cotisations pour les entreprises d'au moins 20 salariés comportant plus de 10% de salariés bénéficiaires du RSA) (p. 5408)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)
Son intervention (p. 5409)

Après l'article 6
Intervient sur l'adt n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5416)

Article 14 (entrée en vigueur de la réforme)
Son intervention (p. 5417)

Article 16 (fin des expérimentations relatives au RSA et au contrat unique aidé)
Son intervention (p. 5419)

Marie-Josée ROIG

*Vaucluse (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007
Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. des 5 et 6 juin 2008]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. des 5 et 6 juin 2008]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 juin 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 juin 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1079 sur la performance des soins [22 juillet 2008]

Jean-Marie ROLLAND

*Yonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007
Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - santé - [11 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance du fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie [J.O. du 11 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - santé - [27 mai 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VIII : Santé (n° 277) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3110)

Son intervention (p. 3125)

Thèmes :

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3125)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 3125 et s.)

Professions de santé : médecins généralistes : installation (p. 3125)

Santé : accès aux soins (p. 3110, 3125 et s.)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3126)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3281)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 3293)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Ses amendements n°s 228 à 231 (p. 3324, 3327 et s.)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Ses amendements n°s 232 et 233 (p. 3377, 3380)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son amendement n° 235 (p. 3399)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4501)

Son intervention (p. 4503)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4503)

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 4501, 4503)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4503)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4501)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 4501)

Établissements de santé : établissements publics (p. 4503)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4504)

Politique sociale : fraude (p. 4503)

Professions de santé : médecins : installation (p. 4504)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 4504)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 4503)

Santé : soins : coût (p. 4501, 4503)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4503)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 3647)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3647)

Santé : drogue (p. 3647)

Santé : organismes (p. 3647 et s.)

Santé : crédits (p. 3647)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3647)

Santé : maladies mentales (p. 3647)

Santé : politique de la santé : régions (p. 3648)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3649)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3615)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : bénéficiaires (p. 3615)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3616)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 1615 et s.)

Santé : accès aux soins (p. 3615 et s.)

Santé : santé publique (p. 3615 et s.)

Sécurité sociale : déficit (p. 3615)

Bernard ROMAN

*Nord (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs (n° 851) [13 mai 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues relative aux conditions de l'élection des sénateurs (n° 851) [13 mai 2008] (n° 884)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2115)

Thèmes :

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2116)

Droit pénal : récidive : prévention (p. 2115)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2115)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 2116)

Justice : moyens (p. 2116)

Justice : exécution des décisions (p. 2116)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4532) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4539)

Ses explications de vote sur les questions préalables opposées par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4544, 4550)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : assemblée territoriale (p. 4545)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 4535, 4545)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4534)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 4534)

Outre-mer : assemblée territoriale : dissolution (p. 4533 et s.)

Outre-mer : chambre territoriale des comptes (p. 4550)

Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4534, 4544)

Outre-mer : Polynésie française : contrats de projets (p. 4544)

Partis et mouvements politiques : financement public : Nouveau centre (p. 4536)

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)

Son intervention (p. 599)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 599)

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 599)

Union européenne : programmes (p. 599)

Explications de vote et vote [29 janvier 2008]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 600)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Ses interventions en qualité de rapporteur de la commission des lois (p. 2159, 2171)

Thèmes :

Constitution : révision : institutions (p. 2159, 2171)
 Elections et référendums : collège sénatorial : réforme (p. 2159, 2171)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 2159, 2171)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 2159, 2171)
 Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 2160)
 Elections et référendums : suffrage universel : Sénat (p. 2160)
 Politique générale : démocratie : collège sénatorial (p. 2160, 2171)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2269)

Thèmes :

Constitution : révision : lois organiques (p. 2269)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 2269)
 Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 2269)
 Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2269)
 Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2269)

Valérie ROSSO-DEBORD

*Meurthe-et-Moselle (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteuse pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - recherche et enseignement supérieur - [11 juillet 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Rapporteuse pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - recherche et enseignement supérieur - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VII : Recherche et enseignement supérieur - Formations supérieures et recherche universitaire - Vie étudiante (n° 277) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Bâtiments publics et locaux professionnels, accessibilité [16 octobre 2007] (p. 2763)

Entreprises. Délais de paiement. Réforme [9 avril 2008] (p. 1458)

Emploi. Politique de l'emploi. [10 juin 2008] (p. 3180)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 143, posée le 29 janvier 2008. Economie sociale. Moyens financiers (J.O. Questions p. 628). Appelée le 29 janvier 2008. Maintien (p. 574)

n° 214, posée le 29 avril 2008. Impôt sur le revenu. Politique fiscale (J.O. Questions p. 3550). Appelée le 29 avril 2008. Cotisations d'assurance complémentaire, retraités (p. 1757)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2243)

Thèmes :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2243 et s.)
 Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2243 et s.)
 Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2243 et s.)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son amendement n° 259 (p. 2358) : adopté (p. 2359)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Son amendement n° 260 (p. 2370)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)*Après l'article 61*

Intervient sur l'adit n° 404 de Mme Michèle Tabarot (simplification de la procédure de contestation des décisions du service du contrôle médical pour les parents demandant l'allocation journalière de présence parentale) (p. 3432)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4316)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- *Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007*

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 101)

Thèmes :

Enseignement supérieur : sports scolaires et universitaires (p. 102)
 Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 102)
 Enseignement supérieur : médecine universitaire (p. 102)
 Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 102)
 Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 101 et s.)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son intervention (p. 4973)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 333)

Thèmes :

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 333)

Politique sociale : insertion (p. 333)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 333)

Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1541)

Son intervention (p. 1551)

Thèmes :

Femmes : politique à l'égard des femmes : anorexie (p. 1551 et s.)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : anorexie (p. 1552)

Santé : anorexie (p. 1552)

Télécommunications : Internet (p. 1543)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4702)

Son intervention (p. 4710)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4735)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4710)

Emploi : chômeurs (p. 4702, 4710 et s., 4736)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4702, 4710 et s., 4736)

Emploi : UNEDIC (p. 4710)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4755, 4767)

Explications de vote et vote [17 juillet 2008] (p. 4825)

Ses explications de vote (p. 4825)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4825)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Son intervention (p. 4889)

Thèmes :

Emploi : chômage : indemnisation (p. 4889)

Emploi : chômage : organismes (p. 4889)

Emploi : chômeurs (p. 4889)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4889)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 9 (p. 5395) : adopté (p. 5396)

Son amendement n° 10 (p. 5400)

Jean-Marc ROUBAUD

Gard (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de la société Radio France internationale (RFI) [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 181) [18 septembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (n° 516) [19 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière (n° 522) [19 décembre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 85 visant à exonérer l'habitation principale de l'impôt de solidarité sur la fortune et à supprimer la référence à la valeur vénale dans l'assiette de cet impôt [18 juillet 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 181) [2 octobre 2007] (n° 240)

Proposition de résolution n° 282 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux dysfonctionnements des secours à la personne [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 327 relative à la modification du scrutin des élections municipales pour les communes de moins de 2500 habitants [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 334 visant à limiter la hausse de la fiscalité locale [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 335 tendant à mettre à la charge du propriétaire voisin les frais de débroussaillage de sa propriété en cas de refus d'accès à celle-ci au propriétaire auquel incombe la charge du débroussaillage initial [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 336 tendant à modifier les conditions du maintien de la prestation compensatoire en cas de remariage du conjoint créancier de ladite prestation [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 463 visant à favoriser l'accès des médecins généralistes à la médecine scolaire [5 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (n° 516) [15 janvier 2008] (n° 580)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. Calendrier [27 novembre 2007] (p. 4698)

Finances publiques. Contrôle. Fraude fiscale et sociale [16 avril 2008] (p. 1641)

Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [14 mai 2008] (p. 2049)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 72, posée le 18 décembre 2007. Voirie. A 9 (J.O. Questions p. 7895). Appelée le 18 décembre 2007. Aménagement, Gard (p. 5366)

n° 238, posée le 6 mai 2008. Sécurité routière. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3704)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 2 (les statuts des établissements)

Son amendement n° 157 (p. 2282)

Article 4 (administration de l'université)

Son amendement n° 165 (p. 2285)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 162 (p. 2290)

Son amendement n° 161 (p. 2290) : adopté (p. 2291)

Son amendement n° 166 (p. 2295)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Ses amendements n°s 158 et 159 (p. 2301 et s.)

Son amendement n° 185 (p. 2304) : adopté (p. 2305)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son intervention (p. 2208)

Projet de loi n° 181 autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 octobre 2007] (p. 2663)

Son intervention (p. 2664)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort (p. 2664)

Droit pénal : terrorisme (p. 2664)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 2664)

Etrangers : extradition (p. 2664)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : lutte contre le terrorisme (p. 2664)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2664)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : lutte contre le terrorisme (p. 2664)

Pays étrangers : Afghanistan (p. 2664)

Pays étrangers : Algérie (p. 2664)

Pays étrangers : Allemagne (p. 2664)

Pays étrangers : Danemark (p. 2664)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 2664)

Pays étrangers : Irak (p. 2664)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 2664)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2664)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Son intervention (p. 65)

Thème :

Politique extérieure : aide au développement (p. 65 et s.)

Projet de loi n° 522 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléé par M. Jean-Jacques Guillet

René ROUQUET

Val-de-Marne (9^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 42, posée le 4 décembre 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées (J.O. Questions p. 7538). Appelée le 4 décembre 2007. Usine Sanofi Aventis de Vitry-sur-Seine, fonctionnement (p. 4901)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3926)

Alain ROUSSET

Gironde (7^{ème} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2538)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4138)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : recherche développement (p. 4138)

Défense : armements et équipements : petites et moyennes entreprises (p. 4138)

Défense : entreprises : capital-risque (p. 4138)

Défense : entreprises : politique industrielle (p. 4138)

Union européenne : politique de la défense (p. 4138)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 16)

Thèmes :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) : crédits budgétaires (p. 16)

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 17)

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 17)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 16)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : Oséo (p. 17)

Régions : développement économique : commerce extérieur (p. 16)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3524)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 3524)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3524)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : effectifs (p. 3525)

Impôts locaux : taxe professionnelle : régions (p. 3524)

Régions : compétences (p. 3525)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 305 (exonération de taxe professionnelle des cinémas d'art et d'essai : nombre maximum d'entrées hebdomadaires porté de 5 000 à 7 500 et suppression de cette condition pour les salles consacrant au moins 50 % de leurs séances à la diffusion d'œuvres d'art et d'essai), rectifié (maintien de la condition d'entrées hebdomadaires) : adopté (p. 4342)

Son amendement n° 304 (exonération de taxe professionnelle des cinémas d'art et d'essai : nombre maximum d'entrées hebdomadaires porté de 5 000 à 7 500 pour les salles bénéficiant du label "recherche") : retiré (p. 4342)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 426)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 426)

Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 426 et s.)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 427)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 426, 447)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 427)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 427)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 426)

Secteur public : services publics : emploi (p. 427 et s.)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Son amendement n° 238 (p. 500)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1977)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1977)

Culture : langues régionales (p. 1977)

Langue française : francophonie (p. 1977)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son amendement n° 543 (de suppression) (p. 2969)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son amendement n° 547 (p. 2991)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Ses amendements n°s 557 et 548 (p. 2995)

Article 10 (assouplissement du régime des fonds d'investissement de proximité, création du fonds commun de placement à risques contractuel et extension du champ d'intervention des régions en matière de capital investissement)

Son amendement n° 549 (p. 3010)

Article 16 (exonération de droits de mutation en cas de reprise de l'entreprise par ses salariés ou par des membres de la famille)

Son amendement n° 553 (p. 3056)

Article 33 (délégation à certaines collectivités territoriales de la fonction d'autorité de gestion et de certification de fonds structurels, pour la période 2007-2013)

Ses interventions (p. 3191 et s.)

Son amendement n° 602 (p. 3193)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Ses amendements n°s 1105 et 1104 (p. 3207)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 8 bis (harmonisation rédactionnelle avec l'article 6 de l'ordonnance)

Son amendement n° 146 (p. 3866)

Article 10 bis (rapport annuel de suivi de l'exécution du contrat de partenariat)

Son amendement n° 143 (p. 3867)

Article 22 ter (harmonisation rédactionnelle avec l'article L. 1414-6 du code général des collectivités territoriales)

Son amendement n° 151 (p. 3874)

Après l'article 24

Son amendement n° 144 (contrôle de l'exécution des contrats de partenariat par la mission d'appui sur les partenariats public-privé - MAPPP - érigée en autorité administrative indépendante) : rejeté (p. 3875)

Après l'article 27

Son amendement n° 145 (contrat de partenariat inclus dans le champ d'incrimination du délit de favoritisme) (p. 3877) : rejeté (p. 3878)

Max ROUSTAN

*Gard (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 12 juillet 2007]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire sur la carte judiciaire [29 janvier 2008] (n° 660)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 222, posée le 29 avril 2008. Télécommunications. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3551)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4178)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 4179)

Justice : carte judiciaire : coût (p. 4179)

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4178)

Justice : palais de justice : travaux (p. 4179)

Justice : tribunaux d'instance : fermeture (p. 4179)

Parlement : débats : carte judiciaire (p. 4179)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : compensations financières (p. 4179)

Patrick ROY

*Nord (19^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. Réforme, opportunité [17 octobre 2007] (p. 2831)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [30 janvier 2008] (p. 629)

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [21 mai 2008] (p. 2245)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 40, posée le 4 décembre 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges (J.O. Questions p. 7538). Appelée le 4 décembre 2007. Implantation à Haulchin, pertinence (p. 4881)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère que le vote, évoqué par le Gouvernement, des salariés de Continental qui s'est avéré favorable à une augmentation de la durée du travail s'est déroulé sous la pression [19 décembre 2007] (p. 5504)

Proteste contre le fait que l'Assemblée ne puisse pas débattre spécifiquement de la disposition, adoptée par le Sénat, relative à l'ouverture des magasins d'ameublement le dimanche [20 décembre 2007] (p. 5528)

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2187, 2221)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2225)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2555)

Thèmes :

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 2555)

Politique sociale : inégalités (p. 2555 et s.)

Politique sociale : pauvreté (p. 2556)

Retraites : généralités : cotisations : stock options (p. 2556)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 2556)

Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [9 octobre 2007] (p. 2662)

Ses explications de vote (p. 2662)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2662)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2792)

Son intervention (p. 2818)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2792, 2818)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2792, 2818)

Politique sociale : pauvreté : inégalités (p. 2792)

Sécurité sociale : franchise (p. 2818)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2793, 2818)

TVA : TVA sociale (p. 2818)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3927)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3929)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 185 rectifié du Gouvernement (revalorisation de la retraite du combattant) (p. 3931)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [15 novembre 2007] (p. 4199)

Procédure des questions :

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 4239)

Enseignement technique et professionnel : personnel : enseignants : effectifs (p. 4231)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4239)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4242)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3802)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats aidés (p. 3802)

Politique sociale : pauvreté (p. 3802)

Travail : salaires (p. 3802)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 3823 et s.)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 173 de Mme Martine Billard (suppression d'exonérations de cotisations sociales) (p. 3242)

Intervient sur l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3255)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3276)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Ses interventions (p. 3338 et s.)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3393)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Ses interventions (p. 3407 et s.)

Avant l'article 53

Intervient sur l'adt n° 518 deuxième rectification de Mme Marisol Touraine (rapport au Parlement sur les conclusions de la conférence sur la revalorisation des pensions de vieillesse) (p. 3429)

Avant l'article 54

Intervient sur l'adt n° 496 précédemment réservé de M. Roland Muzeau (imposition de cotisation supplémentaire pour les entreprises sujettes à risque en matière d'accident du travail ou de maladie professionnelle) (p. 3483)

Article 54 précédemment réservé (plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs)

Son intervention (p. 3484)

Article 56 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - FCAATA - et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante - FIVA)

Son intervention (p. 3486)

Après l'article 67

Intervient sur l'adt n° 571 de M. Dominique Tian (accès du contrôle interne aux dossiers confidentiels de l'assurance maladie) (p. 3501)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4500)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : franchise (p. 4500 et s.)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 4501)

Produits dangereux : amiante : maladies professionnelles (p. 4501)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 4501)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 4501)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4501)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4444)

Thèmes :

Agroalimentaire : sécurité sanitaire (p. 4444)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4445)

Commerce et artisanat : grande distribution : emploi (p. 4444)

Commerce et artisanat : grande distribution : fournisseurs (p. 4444)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : conditions de travail (p. 4444)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4444)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 93 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Article 4 (dépenalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Son intervention (p. 4708)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 4747)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 décembre 2007] (p. 5528)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Ses interventions (p. 4982 et s., 5000)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5055)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5055)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 5055)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5055)
Retraites : généralités : indexation (p. 5055)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad n° 189 de M. Jérôme Cahuzac (suppression du bouclier fiscal) (p. 5086)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5517)

Intervient sur l'ad n° 2 du Gouvernement (article 22 quater - taxe sur la première livraison des poissons, crustacés et mollusques marins : taxe incluse dans la base de la TVA) (p. 5518)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5454)

Thèmes :

Politique sociale : exclusion (p. 5455)
Politique sociale : inégalités (p. 5454 et s.)
Travail : salaires (p. 5454)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 45 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur la baisse de pouvoir d'achat entraînée par la franchise médicale) (p. 5485)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Son intervention (p. 5494)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 décembre 2007] (p. 5504)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Article 1er (consentement aux transferts de souveraineté rendus nécessaires par le traité)

Son intervention (p. 245)

Article 2 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son intervention (p. 246)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 409)

Thèmes :

Emploi : offres d'emploi (p. 409)
Politique sociale : fraude (p. 409)
Travail : conditions de travail (p. 409)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son intervention (p. 453)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1423)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2039)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2039)
Assemblée nationale : vote personnel (p. 2039)
Environnement : principe de précaution (p. 2039)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Son intervention (p. 1611)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Son intervention (p. 1934)

Projet de loi n° 814 relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2069)*Article 1er (refonte du dispositif des emplois réservés)*

Son intervention (p. 2069)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2310)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 2310)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 2310)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 2310)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2310)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)*Article 11 (domaine de la loi)*

Son intervention (p. 2556)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 2602)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2626)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 9 (missions et composition du Parlement)*

Son intervention (p. 4432)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4456)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adit n° 732 de M. Daniel Paul (p. 2907)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2919)

Article 34 (transposition des améliorations apportées par l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens)

Son intervention (p. 3204)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3241)

Article 40 (transition vers le nouveau régime du livret A)

Son intervention (p. 3283)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)*Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)*

Ses interventions (p. 3744, 3762)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 156 de Mme Marie-Line Reynaud (interdiction de la promotion publicitaire des pesticides dont l'usage est réservé aux particuliers) (p. 3805)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)*Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)*

Son intervention (p. 4355)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son intervention (p. 4612)

Thèmes :

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4613)

Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4612)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4612)

Enseignement maternel et primaire : élèves : stages (p. 4612)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)*Article 1er (création d'un chapitre relatif à l'accueil des élèves des écoles maternelles et élémentaires)*

Son intervention (p. 4632)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 98 de Mme Sandrine Mazetier (scolarisation des jeunes en situation de handicap près de leur domicile) (p. 4645)

Intervient sur l'adit n° 91 de Mme Sandrine Mazetier (moyens adaptés pour la scolarisation des jeunes en situation de handicap) (p. 4645)

Son amendement n° 90 rectifié (égalité des élèves sur l'ensemble du territoire en matière d'équipement pédagogique) : rejeté (p. 4646)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Ses interventions (p. 4649 et s.)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Son intervention (p. 4660)

Article 4 (garantie d'un service d'accueil des élèves en temps de grève)

Son intervention (p. 4666)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)*Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)*

Son intervention (p. 5032)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1234 à 1255 de M. Christian Eckert (délibération de l'assemblée générale sur le rapport entre le plus haute et la plus basse rémunération dans la société) (p. 5056)

Intervient sur les adts identiques n°s 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5070)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5386)

François de RUGY

*Loire-Atlantique (1^{ère} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Secrétaire du bureau d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2007]

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission nationale pour l'autonomie des jeunes [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 643 relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires [29 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 673 tendant à la création d'une commission d'enquête relative au syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles [31 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 765 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la sécurité des installations portuaires [27 mars 2008]

Proposition de résolution n° 1006 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'incendie du centre de rétention administrative de Vincennes, au fonctionnement et à la légalité des centres de rétention administrative [26 juin 2008]

Proposition de résolution n° 1064 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la sécurité des installations électro-nucléaires françaises et la protection des habitants face aux risques de contaminations radioactives dues aux fuites d'uranium ou de tout autre produit utilisé dans les centrales nucléaires et les installations de stockage de déchets radioactifs [18 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Politique des transports. Chèques transport [14 novembre 2007] (p. 4104)

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel-Lucent, emploi et activité [29 janvier 2008] (p. 583)

Impôts et taxes. Exonération. [7 mai 2008] (p. 1950)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 101, posée le 8 janvier 2008. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits (J.O. Questions p. 120). Appelée le 8 janvier 2008. Infrastructures routières, lutte et prévention (p. 11)

n° 251, posée le 13 mai 2008. Police. Effectifs de personnel (J.O. Questions p. 3889). Appelée le 13 mai 2008. Agglomération nantaise (p. 2005)

n° 349, posée le 24 juin 2008. Enseignement. (J.O. Questions p. 5263). Appelée le 24 juin 2008. Rentrée scolaire de 2008, Loire-Atlantique (p. 3702)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'interroge sur le financement de l'accueil dans les établissements privés sous contrat [16 juillet 2008] (p. 4657)

Reproche aux députés de la majorité de retirer leurs amendements après les avoir défendus, empêchant ainsi l'opposition de répondre [16 juillet 2008] (p. 4658)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1674)

Thèmes :

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1674)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1674)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1674)

Politique sociale : inégalités (p. 1674)

Travail (p. 1674)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1674)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 142 de M. Roland Muzeau (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1813)

Intervient sur l'adt n° 271 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1813)

Intervient sur l'adt n° 182 de M. Richard Mallié (dérogation au repos hebdomadaire le dimanche dans les zones agglomérées de plus de 200 000 habitants) (p. 1819)

Son amendement n° 345 (chèque transport : caractère obligatoire pour l'employeur) (p. 1825) : rejeté (p. 1826)

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Intervient sur l'adt n° 429 de Mme Martine Billard (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Ses interventions (p. 1837, 1844)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1849)

Ses amendements n°s 346 et 347 (p. 1859)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 348 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1878)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son intervention (p. 1910)

Son amendement n° 349 (de suppression) (p. 1915)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2061)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 440 de Mme Martine Billard (contrats de travail à temps partiel lorsque leur proportion dans l'entreprise est

supérieure à un taux fixé par décret : institution d'une contribution de précarité affectée au fonds de solidarité pour l'emploi) (p. 2064)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)
Son intervention (p. 2067)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2007] (p. 2612)
Son intervention (p. 2617)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2617)
Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 2619)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2618)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2618)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2618)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2618)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'écologie et du développement durable : effectifs (p. 2618)
Politique économique : croissance (p. 2618 et s.)
Politique sociale : pauvreté (p. 2619)
Président de la République (p. 2617)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2617)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)
Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1985) : rejetée (p. 1990)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de charges (p. 1987)
Enseignement : personnel (p. 1987)
Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1986)
Etat : réforme (p. 1987)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1986 et s.)
Finances publiques : dépenses en capital (p. 1987)
Finances publiques : dette publique (p. 1986 et s.)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1987)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1986)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 1986)
Parlement : sessions extraordinaires : ordre du jour (p. 1985)
Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 1985)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 1986)
Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 1987)
Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 1986)
Travail : heures supplémentaires : chômage (p. 1986)
Union européenne : pacte de stabilité (p. 1987)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)
Son intervention (p. 2027)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2028 et s.)
Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 2028)
Collectivités territoriales : libre administration (p. 2028)
Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2027)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2027)
Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2027)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2029)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2029)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2028 et s.)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : finances publiques (p. 2027)
Président de la République (p. 2027)
Régions : contrats de plan Etat-régions : Nantes (p. 2028)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)
Son intervention (p. 2507)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes : effectifs (p. 2508)
Propriété intellectuelle : contrefaçon : Chine (p. 2508)
Union européenne : directives : délais (p. 2507)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)
Son intervention (p. 2549)

Thèmes :

Impôts et taxes : TVA (p. 2550, 2551)
Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 2550)
Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 2551)
Retraites : généralités : solidarité (p. 2551)
Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 2551)
Retraites : généralités : décote (p. 2551)
Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 2551)
Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2550, 2551)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 2551)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : dialogue social (p. 1549 et s.)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2550)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 2550, 2551)
Sécurité sociale : déficit (p. 2551)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)
Son intervention (p. 2592)

Thèmes :

Agriculture : agriculture biologique : cantines scolaires (p. 2593)
Collectivités territoriales : compétences : environnement (p. 2593)
Eau : qualité (p. 2592)
Energie et carburants : biocarburants (p. 2593)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2593)
Environnement : développement durable (p. 2593)
Transports : politique des transports (p. 2593)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)
Son intervention (p. 2623)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour (p. 2623)
Constitution : révision (p. 2623)
Lois : constitutionnalité (p. 2624)
Lois : inflation (p. 2623)
Travail : contrats de travail : simplifications administratives (p. 2624)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)
Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2780) : rejetée (p. 2787)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2793)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 2787)
Constitution : principe de précaution (p. 2784)
Emploi : politique de l'emploi : formation professionnelle (p. 2782)
Energie et carburants : pétrole (p. 2783)
Enseignement : personnel (p. 2782)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2780 et s.)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2781)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2793)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2783)
 Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2781, 2783, 2794)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 2781)
 Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 2793)
 Logement : économies d'énergie (p. 2783)
 Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2783)
 Partis et mouvements politiques : gauche : collectivités territoriales (p. 2794)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2793 et s.)
 Partis et mouvements politiques : Nouveau centre (p. 2781 et s.)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2782, 2793)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 2781)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 2781)
 Président de la République (p. 2783)
 Sécurité sociale : franchise (p. 2783)
 Travail : conditions de travail : suicide (p. 2782 et s.)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2782)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 7 (crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Ses interventions (p. 2890 et s.)

Ses amendements n° 49 (de suppression), 50 et 51 (p. 2891, 2895)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Ses interventions (p. 2905 et s.)

Article 3 précédemment réservé (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 2914)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Son intervention (p. 2920)

Après l'article 9

Son amendement n° 48 ("bouclier fiscal" à 60 %) (p. 2947) : rejeté (p. 2948)

Après l'article 10

Intervient sur l'adit n° 76 rectifié de M. Marc Le Fur (vente d'énergie issue des exploitations agricoles : régime des bénéfices agricoles) (p. 2964)

Intervient sur le sous-adit n° 297 de M. Charles de Courson (plafond de 50 % des recettes agricoles et de 100 000 € pour la production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou éolienne) à l'adit n° 76 rectifié de M. Marc Le Fur (p. 2964)

Après l'article 11

Son amendement n° 56 (sodas et boissons rafraîchissantes sucrées, pâtisseries et viennoiseries, crèmes glacées et sorbets, produits alimentaires présentant un taux de glucides supérieur à 60 % : TVA au taux normal) (p. 2982) : rejeté (p. 2983)

Son amendement n° 55 (fruits et légumes : TVA à 2,1 %) (p. 2983) : rejeté (p. 2984)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4030)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agriculteurs en difficulté : aides (p. 4030)
 Agriculture : agriculture biologique (p. 4030)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4030)
 Eau : pollution : Bretagne (p. 4030)
 Énergie et carburants : biocarburants (p. 4030)

Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4030)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4030)

Procédure des questions :

Agriculture : agriculture biologique (p. 4053)

Agriculture : agriculture biologique : restauration collective (p. 4055)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3978)

Thèmes avant la procédure des questions :

Énergie et carburants : pétrole : prix (p. 3978)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3978)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3978)

Transports routiers : transport de marchandises : fiscalité (p. 3978)

Transports urbains : financement (p. 3978)

Travail : chèque-transport (p. 3978)

Procédure des questions :

Transports aériens : aéroports : Nantes (p. 3991)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5382)

Son intervention (p. 5385)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : investissement (p. 5386)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5385)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 5385)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5385)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5386)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5385 et s.)

Logement : loyers (p. 5386)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 5386)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 5386)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 5385 et s.)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5385 et s.)

Explications de vote et vote [18 décembre 2007]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5386)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5046)

Thèmes :

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5047)

Commerce extérieur (p. 5046)

Entreprises : délocalisations (p. 5046)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5047)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5047)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5047)

Politique économique : croissance (p. 5046)

Travail : heures supplémentaires (p. 5046)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5225)

Son intervention (p. 5228)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5225, 5229)

Énergie et carburants : consommation d'énergie : développement durable (p. 5226)

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 5229)

Énergie et carburants : énergies renouvelables (p. 5229)

Énergie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5229)

Énergie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 5229)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5226)
 Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5225, 5228 et s.)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)
 Son intervention (p. 97)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)
 Son intervention (p. 166)

Thèmes :

Traité et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 167)
 Union européenne : construction européenne (p. 167)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 166)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)
 Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 203)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums (p. 203)
 Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 203)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 203)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)
 Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 799) : rejetée (p. 804)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 799)
 Parlement : motion proposant le référendum (p. 802)
 Politique économique : mondialisation (p. 801)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 801)
 Union européenne : Charte des droits fondamentaux (p. 802)
 Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 800)
 Union européenne : élargissement (p. 801)
 Union européenne : traité de Lisbonne : référendums (p. 802)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1048)

Explications de vote et vote [1^{er} avril 2008] (p. 1048)

Ses explications de vote (p. 1048)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1049)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1161, 1198, 1207)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1970)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1971)
 Culture : langues régionales (p. 1970 et s.)
 Enseignement : langues régionales (p. 1972)
 Langue française : usage (p. 1971)
 Organisations internationales : UNESCO (p. 1971)
 Régions : Bretagne (p. 1972)
 Régions : Lorraine (p. 1972)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Son intervention (p. 2165)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2166)
 Constitution : révision : institutions (p. 2165)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 2166)
 Elections et référendums : modes de scrutin : Constitution (p. 2166)
 Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 2166)
 Parlement : Sénat : suffrage universel (p. 2166)

Vote sur le passage à la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2172)

Ses explications de vote (p. 2173)

Vote pour le passage à la discussion des articles du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2173)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 342 de Mme Martine Billard (sanction pour les parlementaires en cas d'absentéisme) (p. 2534)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2540, 2556)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2566)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 434 de M. Noël Mamère (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 2605)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son intervention (p. 2615)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son intervention (p. 2621)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses interventions (p. 2642 et s.)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Son intervention (p. 2645)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son intervention (p. 2652)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad^t n° 327 de M. Noël Mamère (inscription à l'ordre du jour d'une assemblée dans un délai d'un an de toute proposition de loi adoptée par l'autre assemblée) (p. 2662)

Intervient sur l'ad^t n° 329 de M. Noël Mamère (convocation des membres du Gouvernement par des parlementaires de l'opposition à des auditions publiques) (p. 2662)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son intervention (p. 2670)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 2685)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2694)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son intervention (p. 4481)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Son intervention (p. 3136)

Article 39 (réforme du livret A)

Son amendement n° 925 (de suppression) (p. 3246)

Avant l'article 21

Intervient sur l'ad^t n° 351 précédemment réservé de la commission (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 3326)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3526)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : ports maritimes (p. 3528)
 Environnement : développement durable : transports (p. 3527)
 Environnement : espaces naturels sensibles (p. 3528)
 Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 3528)
 Transports : transport combiné (p. 3527)
 Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3528)
 Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3527)
 Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3527)
 Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3527)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)

Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)

Ses amendements n°s 44, 45, 50 à 52, 53 rectifié, 54, 55, 46, 47 et 56 à 60 (p. 3557 et s., 3581 et s.)

Explications de vote et vote [24 juin 2008] (p. 3720)

Ses explications de vote (p. 3722)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3722)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4535)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4537)
 Energie et carburants : pétrole (p. 4535 et s.)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 4536)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 4537)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 4535)
 Hôtellerie et restauration : TVA (p. 4536)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4536)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4535 et s.)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 4536)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4535, 4537)
 Politique économique : inflation (p. 4535 et s.)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 4536)
 Union européenne : euro : taux d'intérêt (p. 4536)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4589)

Son intervention (p. 4595)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4597)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4596)
 Enseignement (p. 4589)
 Enseignement : moyens (p. 4595)
 Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 4597)
 Enseignement : personnel : enseignants : grève (p. 4596)
 Enseignement maternel et primaire : enseignement préélémentaire (p. 4598)
 Etat : concertation avec le personnel (p. 4597)
 Secteur public : grève : préavis (p. 4597)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Son amendement n° 43 (de suppression) (p. 4653)

Ses rappels au règlement (cf supra) [16 août 2008] (p. 4657 et 4658)

Article 3 (procédure de prévention des conflits de travail et règles de dépôt d'un préavis de grève)

Son intervention (p. 4659 et 4665)

Article 4 (garantie d'un service d'accueil des élèves en temps de grève)

Son intervention (p. 4665)

Article 7 (utilisation des locaux scolaires pour assurer le service d'accueil)

Son amendement n° 47 (p. 4673)

Article 8 (contribution de l'Etat aux dépenses exposées par les communes pour l'accueil des enfants scolarisés)

Son intervention (p. 4677)

Après l'article 10

Son amendement n° 49 (création d'un comité de suivi du service d'accueil) : rejeté (p. 4684)

Explications de vote et vote [16 juillet 2008] (p. 4684)

Ses explications de vote (p. 4685)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4685)

S

Martial SADDIER

*Haute-Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil national des transports [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - écologie, développement et aménagement durables - [18 juillet 2007]

Membre du conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne [J.O. du 11 août 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche et de Mme la ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables [J.O. du 22 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - écologie, développement et aménagement durables - [18 juillet 2008]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome III : Ecologie, développement et aménagement durables - Transports (n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 3962)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones périurbaines : politique des transports (p. 3964)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3963)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : politique des transports (p. 3963)

Sécurité routière : radars (p. 3963)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3964)

Transports : politique des transports : environnement (p. 3963)

Transports : transport combiné (p. 3963)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3963)

Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 3963)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3963)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3964)

Transports par eau : ports : réforme (p. 3964)

Transports par eau : transports fluviaux : canal Seine-Nord (p. 3964)

Voirie : routes : financement (p. 3963)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son amendement n° 38 (p. 4834)

Son amendement n° 55 : adopté (p. 4837)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 3

Intervient sur l'ad n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

Après l'article 14

Son amendement n° 249 (modalités d'étiquetage des semences contenant des OGM dont la destination finale est la France, en fonction d'un seuil fixé par décret) (p. 1444) : adopté (p. 1445)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2872)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne : commerce et artisanat (p. 2873)

Entreprises : délais de paiement (p. 2872)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son amendement n° 34 (p. 2959) : adopté (p. 2960)

Après l'article 44

Son amendement n° 195 rectifié : retiré (p. 3316)

Intervient sur l'ad n° 442 de la commission (p. 3317)

Son amendement n° 1016 : rejeté (p. 3317)

Intervient sur l'ad n° 832 de M. François Brottes (p. 3318)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3446)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Ses sous-amendements n°s 1566 et 1567 deuxième rectification et 1568 à l'ad n° 767 deuxième rectification de la commission : adoptés (p. 3467)

Ses amendements n°s 38 et 39 rectifié : adoptés (p. 3468 et s.)

Article 28 précédemment réservé (réforme de la procédure d'autorisation des aménagements cinématographiques)

Ses amendements n°s 929 et 931 (p. 3471)

Michel SAINTE-MARIE

*Gironde (6^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
armées [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à
l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des
forces armées sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189)
tome VIII : Défense - Préparation et emploi des forces - Espace,
communications, dissuasion (n° 280) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et
des forces armées

Son intervention (p. 4124)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : politique spatiale (p. 4124)

Défense : loi de programmation militaire (p. 4124)

Défense : renseignement (p. 4124)

Union européenne : politique de la défense (p. 4124)

Francis SAINT-LÉGER

*Lozère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales
agricoles [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du haut conseil du secteur public [J.O. du 2 août
2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [12 décembre 2007]
(p. 5264)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 196, posée le 8 avril 2008. Télécommunications. Internet (J.O.
Questions p. 2909). Appelée le 8 avril 2008. Haut débit, accès,
zones rurales (p. 1352)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)**

Procédure des questions :

Agriculture : montagne (p. 4068)

Rudy SALLES

*Alpes-Maritimes (3^{ème} circonscription)
Nouveau Centre
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du
28 juin 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles
[J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 986 tendant à l'interdiction de fumer en voiture
en présence d'un mineur de moins de seize ans [19 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Vice-président**HOMMAGE*

Aux parlementaires de l'Afghanistan, victimes d'un attentat-suicide
[6 novembre 2007] (p. 3698)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Brard : souligne que "le Gouvernement s'exprime
quand il le souhaite et dit ce qu'il veut " ; considère que
l'intervention de M. Jean-Pierre Brard ne relève pas du rappel au
règlement [11 juillet 2007] (p. 1712)

M. Jean-Pierre Brard : lui rappelle que, n'ayant pas de délégation de
son groupe, il n'y est pas habilité [11 juillet 2007] (p. 1724)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : lui répond que reprendre
l'amendement aurait permis d'en discuter [9 janvier 2008] (p. 108)

M. Serge Blisko : lui répond qu'il dénature les propos de Mme
Martinez [9 janvier 2008] (p. 112)

M. Jean-Paul Garraud : souhaite une reprise des débats dans la
sérénité [9 janvier 2008] (p. 112)

M. Jean-Yves Le Déaut : répond qu'il ne fait qu'appliquer le
règlement tout en permettant à chacun de s'exprimer [2 avril 2008]
(p. 1155)

M. Arnaud Montebourg : rappelle que tous les groupes sont
représentés au Bureau dont la décision a été prise à l'unanimité
[2 avril 2008] (p. 1165)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marylise Lebranchu :
rappelle que la position du Bureau concernant les propos du
sénateur Le Grand a été prise à l'unanimité [2 avril 2008] (p. 1157)

M. François de Rugy : déclare qu'il ne donnera pas la parole "quand
il n'y aura pas lieu de débattre et que le règlement ne le prévoira
pas" [16 août 2008] (p. 4658)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1712, 1724)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 108) ; M. Serge Blisko (p. 112) ; M. Jean-Paul Garraud (cf supra) (p. 112)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 1er

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Déaut (cf supra) (p. 1155)

Répond au rappel au règlement de Mme Marylise Lebranchu (cf supra) (p. 1156 et s.)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) (p. 1164)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Article 2 (principe de l'accueil des élèves pendant le temps scolaire)

Répond au rappel au règlement de M. François de Rugy (cf supra) [16 juillet 2008] (p. 4658)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Associations. Contrats aidés. Perspectives [17 avril 2008] (p. 1634)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2624)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2624)
Donations et successions : successions : déclarations (p. 2624)
Etat : Médiateur de la République (p. 2625)
Justice : représentation (p. 2624)
Lois : abrogation (p. 2625)
Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 2624)

Explications de vote et vote [9 octobre 2007]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2625)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5165)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5165)
Justice : visioconférence (p. 5166)
Lois : études d'impact (p. 5166)
Lois : abrogation (p. 5166)
Lois : codification : ordonnances (p. 5166)
Mort : funérailles : formalités (p. 5166)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5166)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ETAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3869)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : politique culturelle : relations internationales (p. 3869 et s.)
Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 3869)
Relations internationales : crédits (p. 3869)
Relations internationales : francophonie (p. 3869)

Bruno SANDRAS

*Polynésie Française (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Son intervention (p. 4558)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 4559)
Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4558)
Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4558)
Outre-mer : institutions : transparence (p. 4559)
Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 4558)
Outre-mer : Polynésie française : tutelle (p. 4559)
Partis et mouvements politiques : alliances (p. 4558)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Article 1er (intérim, élection et remplacement du président et du vice-président de la Polynésie française)

Son amendement n° 95 : adopté (p. 4577)

Après l'article 3

Son amendement n° 97 (procédure de destitution d'un élu ne faisant plus partie à l'assemblée de la Polynésie française du groupe politique au sein duquel il avait décidé de siéger) : retiré (p. 4583) ; repris par M. Bruno Le Roux

Article 5 (responsabilité du président et du gouvernement polynésiens devant l'assemblée de la Polynésie française)

Ses amendements n^{os} 93 et 115 (p. 4585)

Son amendement n^o 89 : adopté (p. 4587)

Article 6 bis (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales) (p. 4588) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 4591)

Son amendement n^o 94 (de suppression) (p. 4589)

Article 9 bis (répartition des compétences entre le président de la Polynésie française et son gouvernement)

Son amendement n^o 96 : adopté (p. 4595)

Article 11 quater (conditions matérielles d'exercice de leur mandat par les représentants à l'assemblée de la Polynésie française)

Son amendement n^o 114 : adopté (p. 4599)

Article 20 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française - entrée en vigueur de la loi organique)

Son amendement n^o 91 (p. 4606)

Article 6 bis (précédemment réservé) (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales)

Son amendement n^o 94 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4608)

Jean-Claude SANDRIER

*Cher (2^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

Nommé Président du groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 11 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 mai 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 juillet 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n^o 429 relative à l'extension du droit à réparation à tous les pupilles de la Nation, orphelins de guerre ou du devoir [21 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. Pertinence [10 octobre 2007] (p. 2677)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [22 janvier 2008] (p. 389)

Etat. Organisation. Réforme des institutions [3 juin 2008] (p. 2831)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 250, posée le 13 mai 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3889). Appelée le 13 mai 2008. Plan hôpital 2012, Vierzon (p. 2003)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que l'Assemblée nationale fasse preuve d'un large pluralisme en accordant une vice-présidence à son groupe [27 juin 2007] (p. 1556)

Demande, suite aux propos de M. Kouchner sur l'éventualité d'une guerre en Iran, la tenue en urgence d'un débat sur les conditions de la paix au Proche et au Moyen-Orient et sur la question du désarmement nucléaire [18 septembre 2007] (p. 2123)

Proteste très vivement contre un "simulacre de débat" sur les régimes spéciaux de retraite organisé dans la précipitation et sans vote [3 octobre 2007] (p. 2533)

Regrette la précipitation avec laquelle est discuté le projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne et y voit l'objectif de "faire passer coûte que coûte un texte dont les Français n'ont pas voulu" [6 février 2008] (p. 791)

Proteste contre le fait de n'avoir pas obtenu la parole pour répondre au Gouvernement sur cet article. [28 mai 2008] (p. 2610)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : dénonce la nouvelle procédure d'irrecevabilité législative des amendements déposés, l'extension de la procédure d'examen simplifiée et la durée programmée d'examen des textes [28 mai 2008] (p. 2637)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n^o 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Son intervention (p. 1581)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 1581)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 1583)

Enseignement supérieur : universités (p. 1583)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1582)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 1583)

Impôts et taxes : successions (p. 1582)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1582)

Justice : moyens (p. 1583)

Parlement : prérogatives (p. 1581)

Pays étrangers : Palestine (p. 1582)

Pays étrangers : Israël (p. 1582)

Politique économique : profits (p. 1582)

Politique économique : capitalisme (p. 1581)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 1582)

Politique sociale : fracture sociale (p. 1582)

Politique sociale : inégalités (p. 1581)

Politique sociale : solidarité (p. 1583)

Secteur public : services publics (p. 1583)

Travail : code du travail (p. 1583)

Travail : contrats de travail (p. 1583)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1582)

Travail : salaires (p. 1582 et s.)

Union européenne : décisions (p. 1581)

Projet de loi n^o 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Sa question préalable (p. 1660) soutenue par M. Jean-Pierre Brard : rejetée (p. 1667)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1722)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1722)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 1723)

Politique économique : croissance (p. 1722)

Politique sociale : inégalités (p. 1723)

Secteur public : privatisations (p. 1723)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1738)

Ses amendements n°s 122 (de suppression) et 168 (p. 1742, 1749)

Après l'article 1er

Son amendement n° 121 (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1826) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1828)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1838)

Son amendement n° 123 (p. 1839)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son amendement n° 124 (p. 1854)

Son intervention (p. 1860)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 125 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1877)

Son amendement n° 126 (p. 1884)

Son intervention (p. 1898)

Demande la vérification du quorum [12 juillet 2007] (p. 1899)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses amendements n°s 127 (de suppression) et 128 (p. 1914, 1919)

Son amendement n° 129 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1927)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses amendements n°s 130 (de suppression) et 131 (p. 1952, 1956)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Son amendement n° 169 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1966)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 133 (p. 2063)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 135 (p. 2070)

Titre

Son amendement n° 136 (projet de loi en faveur de la rentabilité financière, de la spéculation immobilière et de la restauration des privilèges) (p. 2078) : rejeté (p. 2079)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Sa question préalable (p. 1985) soutenue par M. François de Ruy : rejetée (p. 1990)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Sa question préalable (p. 2101) soutenue par M. Michel Vaxès : rejetée (p. 2107)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Sa question préalable (p. 2214) soutenue par M. Noël Mamère : rejetée (p. 2220)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Sa question préalable (p. 2475) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 2482)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2179) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 2186)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3035) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 3038)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2403) soutenue par M. Jean-Paul Lecoq : rejetée (p. 2405)

Projet de loi n° 118 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2437)

Sa question préalable (p. 2440) soutenue par M. Yves Cochet : rejetée (p. 2444)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 octobre 2007] (p. 2533)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2780) soutenue par M. François de Ruy : rejetée (p. 2787)

Son intervention (p. 2803)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges : fiscalité (p. 2803 et s.)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2804)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2803)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2805)

Impôts et taxes : paradis fiscaux (p. 2805)

Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 2804)

Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2804)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : impôts et taxes (p. 2805)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique économique (p. 2805)
 Politique économique : libéralisme : compétitivité (p. 2804)
 Politique sociale : pauvreté : inégalités (p. 2804)
 Recherche : innovation (p. 2804)
 Secteur public : privatisations (p. 2804)
 Sécurité sociale : déficit (p. 2804)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 2804)
 Transports ferroviaires (p. 2804)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2904)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Son intervention (p. 2922)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)

Son intervention (p. 2942)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 181 de M. Jean-Pierre Brard (ISF - abattement sur la valeur de la résidence principale plafonné à 100 fois le montant mensuel du RMI) (p. 2953)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad t n° 177 de M. Jean-Pierre Brard (taux normal de la TVA ramené de 19,6 % à 18,6 % - majoration à due concurrence du taux de l'impôt sur les sociétés et du taux des deux plus hautes tranches du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 2981)

Intervient sur l'ad t n° 183 de M. Jean-Pierre Brard (travaux dans des établissements publics de santé ou d'accueil des personnes handicapées - TVA au taux réduit) (p. 2986)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son intervention (p. 3006)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3060)

Ses explications de vote (p. 3061)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3062)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4031)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agriculteurs en difficulté : aides (p. 4032)

Agriculture : assurance récolte (p. 4031)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 4031)

Agriculture : prêts bonifiés (p. 4032)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4031)

Commerce et artisanat : grande distribution : produits agricoles (p. 4032)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4032)

Procédure des questions :

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4059)

Politiques communautaires : viticulture (p. 4054)

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Procédure des questions :

Défense : armements et équipements (p. 4152)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Sa question préalable (p. 3105) soutenue par Mme Jacqueline Fraysse : rejetée (p. 3112)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Sa question préalable (p. 4499) soutenue par Mme Martine Billard : rejetée (p. 4501)

Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)

Sa question préalable (p. 4374) soutenue par M. Noël Mamère : rejetée (p. 4378)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Sa question préalable (p. 4438) soutenue par M. André Chassaigne : rejetée (p. 4445)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4961) soutenue par M. Roland Muzeau : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4967)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Sa question préalable (p. 5037) : rejetée (p. 5042)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5066)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 5037)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : UNEDIC (p. 5039)

Entreprises : allègement des charges (p. 5038 et s.)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5037, 5039)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5037)

Impôts et taxes : paradis fiscaux (p. 5059)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5037)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : impôts et taxes (p. 5039, 5067)

Politique économique : capitalisme (p. 5039)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5037 et s., 5067)

Politique sociale : pauvreté : précarité (p. 5037)

Secteur public : privatisations : Electricité de France (EDF) (p. 5039)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 5038)

Travail : heures supplémentaires (p. 5038)

Travail : salaires (p. 5038)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 5039)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Sa question préalable (p. 5219) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 5226)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)

Sa question préalable (p. 5273) soutenue par M. Yves Cochet : rejetée (p. 5279)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5412)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5420)

Son intervention (p. 5444)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5462) soutenue par Mme Martine Billard : rejetée (p. 5469)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 6467)

Thèmes :

Energie et carburants : prix (p. 5445)

Entreprises : primes (p. 5444)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5444, 5468)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5445)

Politique économique : croissance (p. 5420, 5444 et s.)

Politique économique : libéralisme (p. 5445)

Politique économique : prix (p. 5445)

Politique sociale : inégalités (p. 5420, 5444 et s.)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 5444)

Travail : durée du travail (p. 5468)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5444)

Travail : négociations (p. 5468)

Travail : précarité (p. 5444, 5468)

Travail : salaires (p. 5445, 5468)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 130 (abaissement du taux normal de TVA financé par une hausse des taux de l'impôt sur les sociétés et des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 5475)

Son amendement n° 134 (baisse du taux de TVA dans le secteur alimentaire) : rejeté (p. 5476)

Son amendement n° 137 rectifié (allègement de cotisations sociales lié à l'augmentation des salaires décidée dans le cadre d'un accord majoritaire avec les syndicats) (p. 5479) : rejeté (p. 5480)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Son intervention (p. 5487)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Sa motion de renvoi en commission (p. 88) soutenue par M. Michel Vaxès : rejetée (p. 93)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [15 janvier 2008] (p. 172)

Ses explications de vote (p. 173)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 174)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son exception d'irrecevabilité (p. 200) soutenue par M. Alain Bocquet : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 205)

Sa motion de renvoi en commission (p. 237) soutenue par M. Michel Vaxès : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 240)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Sa motion de renvoi en commission (p. 442) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 447)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Son exception d'irrecevabilité (p. 635) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 637)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son exception d'irrecevabilité (p. 799) soutenue par M. François de Rugy : rejetée (p. 804)

Sa question préalable (p. 812) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 815)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 815)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 février 2008] (p. 791)

Thème :

Union européenne : traité de Lisbonne : référendums (p. 815)

Explications de vote et vote [7 février 2008] (p. 852)

Ses explications de vote (p. 854)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 854)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Sa question préalable (p. 922) soutenue par Mme Martine Billard : rejetée (p. 927)

Déclaration du Gouvernement n° 769 sur la situation en Afghanistan

[1^{er} avril 2008] (p. 1053)

Son intervention (p. 1059)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Sa question préalable (p. 1087) soutenue par M. Yves Cochet : rejetée (p. 1095)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Sa question préalable (p. 2036) soutenue par M. André Chassaigne : adoptée au SCRUTIN PUBLIC

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2189) soutenue par M. Yves Cochet : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2193)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1574) soutenue par M. Roland Muzeau : rejetée (p. 1582)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1785) soutenue par M. Pierre Gosnat : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1787)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Sa question préalable (p. 1923) soutenue par M. Michel Vaxès : rejetée (p. 1926)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Sa question préalable (p. 2116) soutenue par M. Noël Mamère : rejetée (p. 2122)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2270)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2305) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 2312)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2270)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2271)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2270)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 2271)

Parlement : conditions de travail (p. 2270)

Parlement : droits (p. 2270)

Parlement : ordre du jour (p. 2270)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 2271)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2270)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 371 (opposabilité des droits fondamentaux) (p. 2337) : rejeté (p. 2338)

Son amendement n° 372 (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2339) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2342)

Son amendement n° 370 (démocratie participative) (p. 2342) : rejeté (p. 2344)

Intervient sur l'adt n° 373 de M. Jean-Claude Sandrier (instauration de la proportionnelle à chaque élection) (p. 2356)

Son amendement n° 373 (instauration de la proportionnelle à chaque élection) (p. 2355) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2357)

Son amendement n° 374 (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2358) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2361)

Son amendement n° 375 (application du principe de parité) (p. 2362) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2363)

Son amendement n° 376 (détermination par la loi de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats) (p. 2363) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2366)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son amendement n° 377 (p. 2381)

Après l'article 2

Son amendement n° 379 (présence au second tour de l'élection présidentielle des candidats ayant recueilli plus de 10% des suffrages exprimés) (p. 2382) : rejeté (p. 2383)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son amendement n° 381 (de suppression) (p. 2385) : adopté (p. 2387)

Après l'article 3

Son amendement n° 378 (Conseil des ministres présidé par le Premier ministre) : rejeté (p. 2387)

Son amendement n° 382 (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2389) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2394)

Son amendement n° 383 (dispositions similaires à celles rejetées par référendum ne peuvent être adoptées que par référendum) (p. 2395) : rejeté (p. 2396)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son amendement n° 385 (p. 2402)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Son amendement n° 386 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2414)

Son amendement n° 387 (p. 2418)

Article 6 (droit de grâce)

Ses amendements n°s 388 rectifié et 389 (p. 2426 et s.)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2432)

Son amendement n° 390 (de suppression) (p. 2438)

Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)

Son amendement n° 413 (de suppression) (p. 2445) : adopté (p. 2447)

Après l'article 8

Son amendement n° 414 (interdiction d'exercer un mandat électif pour un membre du Gouvernement) (p. 2450) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2454)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2455)

Ses amendements n^{os} 415, 416 et 587 (p. 2459, 2461 et 2468)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n^o 499 de M. Arnaud Montebourg (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs) (p. 2520)

Son amendement n^o 411 rectifié (demandes de commission d'enquête, d'auditions et de saisine de la Cour des comptes de droit pour tous les groupes parlementaires) (p. 2516) : rejeté (p. 2521)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses amendements n^{os} 432 et 433 (p. 2526, 2532)

Après l'article 10

Son amendement n^o 431 (session extraordinaire à l'initiative du Parlement) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2543)

Son amendement n^o 435 (p. 2549)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son amendement n^o 436 (p. 2566)

Après l'article 13

Son amendement n^o 392 (abrogation de l'article 37 sur le domaine réglementaire) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n^o 393 (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575) : rejeté (p. 2576)

Son amendement n^o 391 (impossibilité de transposer par ordonnance des actes de l'Union européenne ayant fait l'objet d'une résolution prévue à l'article 88-4) : rejeté (p. 2576)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Ses amendements n^{os} 395 et 394 (p. 2576 et s.)

Après l'article 14

Son amendement n^o 396 (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2596) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2599)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son amendement n^o 397 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2604)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n^o 398 (de suppression) (p. 2608)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2610)

Ses amendements n^{os} 399 et 574 (p. 2612 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son amendement n^o 400 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2629)

Ses amendements n^{os} 403 et 404 (p. 2641 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Ses amendements n^{os} 535, 405 et 536 (p. 2644 et s.)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Ses amendements n^{os} 537, 538 et 406 rectifié (p. 2646 et s.)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Ses amendements n^{os} 539, 407 et 540 (p. 2647 et s.)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses amendements n^{os} 541 et 542 rectifié (p. 2657 et s.)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Ses amendements n^{os} 409 et 408 (p. 2669)

Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 2673)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Ses amendements n^{os} 410 et 412 rectifié (p. 2677)

Après l'article 24

Son amendement n^o 454 (négociation et ratification des traités par le Premier ministre) : rejeté (p. 2678)

Son amendement n^o 455 (élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel à un groupe parlementaire en matière d'engagements internationaux) : rejeté (p. 2678)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son amendement n^o 456 rectifié (p. 2680)

Après l'article 25

Son amendement n^o 457 (déferement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683) : rejeté (p. 2684)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son amendement n^o 458 (de suppression) (p. 2686)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son amendement n^o 459 (de suppression) (p. 2699)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son amendement n^o 463 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2711)

Après l'article 31

Son amendement n^o 465 (politique de décentralisation) : rejeté (p. 2714)

Son amendement n^o 581 (exercice dérogatoire de leurs compétences par les collectivités territoriales) : rejeté (p. 2715)

Son amendement n^o 464 (droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales, cantonales et régionales, y compris participation au collège sénatorial) (p. 2715) : rejeté (p. 2716)

Son amendement n^o 543 (suppression de la référence au traité de Lisbonne) : rejeté (p. 2718)

Son amendement n^o 467 (droit de vote des étrangers extra-communautaires) : rejeté (p. 2718)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement n^o 466 (p. 2720)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son amendement n^o 468 (de suppression) (p. 2727)

Après l'article 33

Son amendement n^o 471 (organisation d'un référendum en cas de divergence entre les deux assemblées sur une révision constitutionnelle) : rejeté (p. 2728)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son amendement n^o 470 (de suppression) (p. 2728)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4401) soutenue par M. Noël Mamère : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4407)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)

Son amendement n^o 177 (p. 4411)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Son amendement n^o 151 (p. 4420)

Son amendement n^o 152 : adopté (p. 4420)

Son amendement n° 182 (p. 4421)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son amendement n° 154 (p. 4427)

Article 6 (droit de grâce)

Ses amendements n°s 155 et 156 (p. 4430)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses amendements n°s 158 et 157 (p. 4434 et s.)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses amendements n°s 159 et 160 (p. 4448 et s.)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son amendement n° 161 (p. 4475)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son amendement n° 162 (p. 4478)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 163 (de suppression) (p. 4479)

Son amendement n° 164 (p. 4481)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son amendement n° 165 (p. 4485)

Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)

Son amendement n° 166 (p. 4489)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Son amendement n° 167 (p. 4492)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son amendement n° 169 (p. 4494)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son amendement n° 170 (p. 4496)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son amendement n° 204 (p. 4497)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son amendement n° 171 (de suppression) (p. 4498)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Son amendement n° 173 (p. 4503)

Après l'article 30 sexes

Son amendement n° 303 (langues régionales) (p. 4506) : devenu sans objet (p. 4507)

Article 31 (Défenseur des droits)

Son amendement n° 174 (de suppression) (p. 4507)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son amendement n° 176 (de suppression) (p. 4511)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2883) soutenue par M. Noël Mamère : rejetée (p. 2889)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Sa question préalable (p. 3519) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 3526)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3725)

Sa question préalable (p. 3728) soutenue par M. Yves Cochet : rejetée (p. 3733)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4131) soutenue par M. Roland Muzeau : rejetée (p. 4137)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4572) soutenue par M. Jean-Jacques Candelier : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4581)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4731) soutenue par Mme Martine Billard : rejetée (p. 4739)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4965) soutenue par M. Jean-Pierre Brard : rejetée (p. 4971)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5207) soutenue par M. Roland Muzeau : rejetée (p. 5211)

André SANTINI

Hauts-de-Seine (10^{ème} circonscription)

Nouveau Centre

puis Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique

Élu le 17 juin 2007

Est nommé secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, auprès du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
M. Michel Hunault. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. Perspectives [8 novembre 2007] (p. 3775)

M. Philippe Vigier. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Revalorisation [22 novembre 2007] (p. 441)

M. Claude Leteurre. Fonctionnaires et agents publics. Revendications. Perspectives [24 janvier 2008] (p. 469)

M. Raymond Durand. Fonction publique de l'État. Personnel. Modernisation. Négociations [4 juin 2008] (p. 2831)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5382)

Son intervention (p. 5384)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5384)

Finances publiques : dépense : efficacité (p. 5384)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 5384)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 5384)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5389)

Intervient sur l'ad n° 1 du Gouvernement (article 9 bis B du projet de loi - non application de la fiscalité des plus-values sur biens meubles ou immeubles pour l'ensemble des partages intervenant dans un cadre familial) (p. 5390)

Intervient sur l'ad n° 2 du Gouvernement (article 9 bis du projet de loi - réduction de l'ISF au titre des investissements dans des PME et des dons au profit d'organismes d'intérêt général : suppression du gage) (p. 5390)

Intervient sur l'ad n° 3 du Gouvernement (article 11 bis A du projet de loi - régime fiscal des non-résidents en matière immobilière : rédactionnel) (p. 5390)

Intervient sur l'ad n° 8 du Gouvernement (article 21 du projet de loi - ressources des organismes de l'audiovisuel public : de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 209 après l'article 19 du projet de loi de finances rectificative pour 2007 instituant un dégrèvement de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées de plus de 65 ans non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5390)

Intervient sur l'ad n° 7 du Gouvernement (article 32 du projet de loi et état A - équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois : de coordination - déficit de 41,687 milliards d'euros en diminution de 34 millions d'euros par rapport au projet présenté en première lecture) (p. 5390, 5391)

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié du Gouvernement (article 33 du projet de loi - crédits du budget général - majoration des remboursements et dégrèvements de 50 millions d'euros : de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 209 après l'article 19 du projet de loi de finances rectificative pour 2007 instituant un dégrèvement de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées de plus de 65 ans non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5390)

Intervient sur l'ad n° 5, deuxième rectification du Gouvernement (article 35 du projet de loi et état D - majoration des crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers de 483 millions d'euros : de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 278 après l'article 23 du projet de loi de finances rectificative pour 2007 instituant un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5390)

Intervient sur l'ad n° 9 du Gouvernement (article 37 du projet de loi - plafonds des autorisations d'emploi : de conséquence du rétablissement de 10 ETPT sur le programme "solidarité à l'égard des pays en développement") (p. 5390)

Intervient sur l'ad n° 4 du Gouvernement (article 40 quater du projet de loi - prolongation du privilège des bouilleurs de cru : suppression du gage) (p. 5390)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4863)

Son intervention (p. 4864)

Thème :

Lois de règlement : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4864 et s.)

Michel SAPIN

Indre (1^{ère} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission de vérification des fonds spéciaux [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 656 visant à permettre aux personnes désirant des obsèques civiles d'avoir le droit à une cérémonie dans un lieu décent [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 212 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (heures supplémentaires : non prise en compte pour le calcul du revenu fiscal de référence) (p. 2935)

Intervient sur l'ad n° 239 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (hébergement de personnes dépendantes : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 2935)

Intervient sur l'ad n° 217 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (emploi de salariés à domicile : plafonds des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt ramenés respectivement de 12 000 € à 7 000 € et de 20 000 € à 10 000 €) (p. 2936)

Intervient sur l'ad n° 218 précédemment réservé de M. Jean-Claude Viollet (travail bénévole : institution d'un crédit d'impôt de 60 % - sommes prises en compte dans la limite de 600 €) (p. 2936)

Intervient sur l'ad n° 278 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (associations de défense des consommateurs autorisées à ester en justice : réduction d'impôt de 66 % au titre des dons) (p. 2936)

Intervient sur l'ad n° 265 précédemment réservé de M. François Brottes (équipements photovoltaïques installés chez les particuliers : suppression des conditions relatives à la part de la production d'énergie destinée au logement pour le bénéfice du crédit d'impôt et du taux réduit de la TVA) (p. 2938)

Intervient sur l'ad n° 214 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (heures supplémentaires : non-prise en compte pour le calcul de la prime pour l'emploi) (p. 2941)

Débat sur le pouvoir d'achat**[13 décembre 2007] (p. 5311)**

Son intervention (p. 5314)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 5316)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 5315)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5315)
 Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonération (p. 5315)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5315)
 Sécurité sociale : franchise (p. 5315)
 Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 5316)
 Sécurité sociale : TVA sociale (p. 5315)
 Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 5315)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France**[27 mars 2008] (p. 991)**

Son intervention (p. 1012)

Thèmes :

Finances publiques : annulations de crédits (p. 1013)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1013)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1013)
 Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 1013)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes : banques et établissements financiers (p. 1013 et s.)
 Politique économique : croissance (p. 1013)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1013)
 Président de la République (p. 1013)
 Recherche : innovation : enseignement supérieur (p. 1013)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009**[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)**

Son intervention (p. 4534)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 4534)
 Commerce extérieur (p. 4534)
 Energie et carburants : pétrole (p. 4534)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4534)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4534)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4534)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : ministre (p. 4534)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4534)
 Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4535)

Joël SARLOT*Vendée (5^{ème} circonscription)**Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Démission d'office en application d'une décision du Conseil Constitutionnel du 7 février 2008 [J.O. du 8 février 2008]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Odile SAUGUES*Puy-de-Dôme (1^{ère} circonscription)**Socialiste, radical, citoyen**puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'être membre du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 17 octobre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 513 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les redevances aéroportuaires (E 3441) [19 décembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n°s E 3666, E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes n°s E 3379, E 3383, E 3426, E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les enjeux stratégiques et industriels du secteur spatial [5 février 2008] (n° 688)

François SAUVADET*Côte-d'Or (4^{ème} circonscription)**Nouveau Centre*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

Nommé président du groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 197 tendant à aménager l'interdiction du tabac en fonction de la taille de l'établissement [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques [17 octobre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n°573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques [9 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 672 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens de contrôle internes et externes du système bancaire français et sur leur efficacité face à la bancarisation et à l'internationalisation de la finance [31 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 733 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution des prix des denrées alimentaires et ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages [3 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [27 mai 2008] (p. 2506)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

En appelle au respect des droits des représentants de la majorité comme de ceux de l'opposition dans la répartition par groupes parlementaires des six vice-présidents de l'Assemblée nationale et

des six présidents des commissions permanentes [27 juin 2007] (p. 1556)

Souhaite davantage de sérénité dans ce débat qui traite du pluralisme dans la vie politique française [24 octobre 2007] (p. 3147)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Son intervention (p. 1584)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 1584)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 1584)
 Enseignement : carte scolaire (p. 1585)
 Enseignement supérieur : universités (p. 1585)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1585)
 Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 1585)
 Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 1585)
 Justice : réforme (p. 1585)
 Parlement : contrôle parlementaire (p. 1584)
 Parlement : prérogatives (p. 1584)
 Partis et mouvements politiques : majorité (p. 1584, 1586)
 Politique économique : croissance (p. 1584)
 Politique économique : mondialisation (p. 1585)
 Politique générale : réforme (p. 1584 et s.)
 Président de la République : rôle (p. 1584)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 1585)
 Sécurité sociale : TVA sociale (p. 1585)
 Transports par eau : canal Rhin-Rhône (p. 1585)
 Travail : droit du travail (p. 1584)
 Union européenne : construction européenne (p. 1585, 1586)

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1604)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Union européenne (p. 1604, 1606)
 Parlement : rôle (p. 1606)
 Politique économique : concurrence : mondialisation (p. 1605)
 Union européenne : politique sociale (p. 1604)
 Union européenne : constitution européenne (p. 1605, 1606)
 Union européenne : construction européenne (p. 1604 et s.)
 Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1604)
 Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1604 et s.)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3064)

Ses explications de vote (p. 3068)

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 3143)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 octobre 2007] (p. 3147)

Demande la vérification du quorum [24 octobre 2007] (p. 3147)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 3143)
 Partis et mouvements politiques : financement : aides publiques (p. 3143)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4026)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agriculteurs : effectifs (p. 4026)
 Agriculture : assurance récolte (p. 4027)
 Agriculture : jeunes agriculteurs : installation (p. 4027)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4028)
 Bois et forêts : politique forestière (p. 4027)
 Commerce extérieur : balance commerciale : agroalimentaire (p. 4026)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 4027)
 Enseignement agricole : crédits (p. 4026)
 Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4026)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 4027)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4027)
 Santé : sécurité sanitaire : bovins (p. 4028)

Procédure des questions :

Agriculture : Agence française d'information et de communication agricole rurale (AFICAR) (p. 4043)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4077)

Déclaration du Gouvernement n° 496 préalable au Conseil européen

[11 décembre 2007] (p. 5178, 5183)

Son intervention (p. 5186)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Son intervention (p. 288)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-François Copé (p. 304)

Thèmes :

Collectivités territoriales : maîtrise des dépenses (p. 290)
 Collectivités territoriales : finances locales : équilibre budgétaire (p. 288, 304)
 Constitution : révision : équilibre budgétaire (p. 289, 305)
 Finances publiques : budget de l'Etat : fonctionnement (p. 288, 304)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 288, 304)
 Finances publiques : dette publique (p. 288, 305)
 Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 288, 304)
 Finances publiques : équilibre budgétaire : Allemagne (p. 289, 304)
 Ministères et secrétariats d'Etat : fonctionnement : maîtrise des dépenses (p. 289)
 Politique économique : croissance (p. 288, 304)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 288)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1098)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1100)
 Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1099)
 Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1099)
 Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1100)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1098)
 Droit pénal : délit de fauchage (p. 1100)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1099)
 Environnement : principe de précaution (p. 1099)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 1099)
 Parlement : groupes de pression (p. 1099)
 Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1100)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1099)
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1100)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 1099)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son amendement n° 182 (p. 1301)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses interventions (p. 2205)

Explications de vote et vote [20 mai 2008] (p. 2211)

Ses explications de vote (p. 2212)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2212)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande et 226 de leurs collègues [3 avril 2008]

[8 avril 2008] (p. 1375)

Son intervention (p. 1388)

Le groupe Nouveau Centre ne vote pas la censure (p. 1391)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 244 (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2350) : rejeté (p. 2353)

Article 1er (statut de l'opposition)

Son amendement n° 368 (p. 2374) : adopté (p. 2375)

Après l'article 1er

Son amendement n° 252 (garantie du pluralisme et de l'indépendance des médias) (p. 2379) : rejeté (p. 2380)

Après l'article 3

Son amendement n° 253 (référéendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2389) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2394)

Son amendement n° 575 (coordination) : adopté (p. 2395)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Ses amendements n°s 255 et 254 rectifiés (p. 2404)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Son amendement n° 258 (p. 2418)

Article 6 (droit de grâce)

Ses amendements n°s 259 et 260 (p. 2426 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n° 357 (p. 2470)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 358 (p. 2527)

Article 11 (domaine de la loi)

Son amendement n° 362 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2555)

Son intervention (p. 2560)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses amendements n°s 418 et 419 (p. 2568 et s.)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son amendement n° 421 (p. 2579)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son amendement n° 423 (p. 2605)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement n° 426 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2617)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses amendements n°s 429 et 430 (p. 2643)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses amendements n°s 472, 476, 475 et 473 (p. 2658 et s.)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Ses amendements n°s 477 et 478 (p. 2670 et s.)

Après l'article 25

Son amendement n° 481 (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683) : rejeté (p. 2684)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son amendement n° 487 (p. 2692)

Article 27 (conséquence d'une inconstitutionnalité prononcée en réponse à une question préjudicielle)

Son amendement n° 488 (p. 2692)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son sous-amendement n° 638 à l'adt n° 610 rectifié du Gouvernement (p. 2708)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement n° 563 : adopté (p. 2721)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 6 (droit de grâce)

Son amendement n° 129 (p. 4431)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n° 130 (p. 4438)

Article 10 bis (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires)

Ses amendements n°s 132 et 131 (p. 4453)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses amendements n°s 133 deuxième rectification et 134 deuxième rectification (p. 4453)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Ses amendements n°s 136 et 137 (p. 4481)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son amendement n° 109 (p. 4488)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son amendement n° 112 (p. 4501)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Ses amendements n°s 113, 114, 115 et 116 (p. 4503)

Après l'article 30 sexies

Son amendement n° 117 (langues régionales) (p. 4505) : adopté (p. 4507)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Ses amendements n°s 118 et 119 (p. 4507 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1369 (p. 2914) : retiré (p. 2917)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1367 : retiré (p. 2929)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salariée)

Ses amendements n°s 1373 à 1375 (p. 2949 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son amendement n° 1376 (p. 2962)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses amendements n°s 1377 et 1379 rectifié (p. 2972 et s.)

Article 39 (réforme du livret A)

Son amendement n° 1387 (p. 3281)

Après l'article 40

Son amendement n° 1389 (p. 3286) : rejeté (p. 3288)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne

[18 juin 2008] (p. 3563)

Son intervention (p. 3570)

Thèmes :

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 3571)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3572)
 Environnement : changements climatiques : politiques communautaires (p. 3571)
 Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 3571)
 Politiques communautaires : immigration (p. 3571)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3571)
 Union européenne : construction européenne (p. 3570)
 Union européenne : politique de la défense (p. 3571)
 Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3570)
 Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 3571)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)

Son intervention (p. 4912)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : absentéisme (p. 4911)
 Défense : militaires et assimilés : décès (p. 4912)
 Défense : militaires et assimilés : équipement (p. 4914)
 Pays étrangers : Afghanistan : aide au développement (p. 4914)
 Pays étrangers : Afghanistan : intégrisme (p. 4913)
 Pays étrangers : Afghanistan : militaires et assimilés (p. 4913)
 Pays étrangers : Afghanistan : trafic de stupéfiants (p. 4912)
 Pays étrangers : Pakistan (p. 4915)
 Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 4912, 4915)
 Président de la République (p. 4912)
 Relations internationales : guerre : Irak (p. 4914)
 Relations internationales : paix (p. 4913)
 Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4915)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 581 (p. 5366)

Ses sous-amendements n°s 582 et 583 rectifiés à l'ad. n° 14 de la commission des finances (p. 5372)

Article 6 précédemment réservé (coordinations et droits connexes dans le domaine fiscal)

Son amendement n° 338 (p. 5414)

François SCCELLIER

*Val-d'Oise (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - ville et logement - [11 juillet 2007]

Rapporteur spécial au nom de la commission des finances : Ville et Logement : Logement de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 février 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - ville et logement - [16 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 47 : Ville et logement - Logement (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 644 relative à l'institution de gardes écologiques communales [29 janvier 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information commune sur l'évaluation des dispositifs fiscaux d'encouragement à l'investissement locatif [22 juillet 2008] (n° 1088)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [28 novembre 2007] (p. 4793)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 2

Son amendement n° 442 (extension du régime d'exonération aux revenus non salariaux des étudiants) (p. 1845) : retiré (p. 1846) ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 218 (p. 2068)

Article 11 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son sous-amendement n° 482 à l'ad. n° 97 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 2074)

Son amendement n° 220 : adopté (p. 2075)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2628)

Article 7 (allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales)

Ses amendements n°s 15, 19 et 20 (p. 2630 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

VILLE ET LOGEMENT

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4270)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4272 à 4273)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :
- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4266)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 50)

Thèmes :

Logement : politique du logement : Ile-de-France (p. 50)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 50)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 10 (répartition du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle : obligation faite aux établissements exceptionnels de communiquer la liste non nominative de leurs salariés par commune de résidence) : adopté (p. 4347)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 24

Son amendement n° 66 (produits du tabac : transport ou détention limités à 200 cigarettes ou 400 grammes de tabac) (p. 5128) : rejeté (p. 5129)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 437)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 437)

Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 437 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 437)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 437)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 437)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Son amendement n° 134 (p. 3255)

Son amendement n° 21 (p. 3255) : adopté (p. 3256)

Ses amendements n°s 22, 24 et 23 (p. 3257 et s.)

André SCHNEIDER

*Bas-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale (n° 15) [11 juillet 2007]

Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre titulaire du haut conseil de la coopération internationale [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée (n° 519) [19 décembre 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale (n° 15) [17 juillet 2007] (n° 77)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée (n° 519) [5 février 2008] (n° 685)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le troisième paquet de libéralisation du marché de l'énergie (E 3642, E 3643, E 3644, E 3645 et E 3646) [13 mai 2008] (n° 886)

Proposition de résolution n° 887 sur le troisième paquet de libéralisation du marché de l'énergie (E 3642, E 3643, E 3644, E 3645, E 3646) [13 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politiques communautaires. [18 décembre 2007] (p. 5378)

Politique extérieure. Aide au développement. [6 février 2008] (p. 766)

DÉBATS

Projet de loi n° 15 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2409)
Son intervention (p. 2410)

Thèmes :

Démographie : migrations (p. 2410)
Pays étrangers : Allemagne (p. 2410)
Pays étrangers : Autriche (p. 2410)
Pays étrangers : Belgique (p. 2410)
Pays étrangers : Espagne (p. 2410)
Pays étrangers : Finlande (p. 2410)
Police : coopération européenne (p. 2410 et s.)
Police : échange international de données (p. 2410)
Traités et conventions : ratification (p. 2411)
Traités et conventions : traité de Prüm (p. 2410 et s.)
Union européenne : accords de Schengen (p. 2410 et s.)
Union européenne : traité de Nice (p. 2411)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)
Son intervention (p. 3976)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 3976)
Energie et carburants : économies d'énergie : recherche développement (p. 3976)
Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 3976)
Environnement : changements climatiques (p. 3976)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3976)
Impôts et taxes : fiscalité écologique : pollution automobile (p. 3976)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Procédure des questions :

Associations : bénévolat (p. 3759)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 43 de M. Yves Bur (ostéopathes « exclusifs » : exonération de la TVA) (p. 5110)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales

[7 mai 2008] (p. 1959)

Son intervention (p. 1967)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1968)
Culture : langues régionales (p. 1967 et s.)
Enseignement : langues régionales (p. 1968)
Langue française : usage (p. 1968)
Régions : Alsace (p. 1968)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Jean-Christophe Lagarde (démission dans les 30 jours du fonctionnaire réélu parlementaire) (p. 2369)

Jean-Pierre SCHOSTECK

*Hauts-de-Seine (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 3 février 2008 [J.O. du 5 février 2008]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 février 2008]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 avril 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. [6 février 2008] (p. 760)

DÉBATS

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3666)

Son intervention (p. 3670)

Thèmes :

Automobiles et cycles : incendies (p. 3670)
Justice : dommages intérêts : recouvrement (p. 3670)
Justice : exécution des décisions (p. 3670)
Justice : victimes : fonds de garantie (p. 3670)
Ordre public : indemnisation des victimes : automobiles (p. 3670)
Ordre public : indemnisation des victimes : provisions (p. 3670)
Professions judiciaires et juridiques : huissiers : délais (p. 3670)
Professions judiciaires et juridiques : huissiers : procédures (p. 3670)
Sécurité routière : permis de conduire : exécution des décisions (p. 3670)
Sécurité routière : permis de conduire : fichiers (p. 3671)

Explications de vote et vote [19 juin 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3671)

Jean-Marie SERMIER

*Jura (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer (n° 344 rectifié) [30 octobre 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer (n° 344 rectifié) [28 novembre 2007] (n° 437)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Taxis. Exercice de la profession. Revendications [6 février 2008] (p. 762)

DÉBATS

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5269)**

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 5271)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5277)

Thèmes :

Agriculture : Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) (p. 5272)

Agroalimentaire : Organismes de défense et de gestion (p. 5272)

Agroalimentaire : signes d'identification de la qualité et de l'origine (p. 5271, 5277)

Agroalimentaire : viticulture (p. 5272)

Environnement : Grenelle de l'environnement : politique agricole (p. 5272, 5277)

Environnement : protection de la nature : agriculture (p. 5272)

Santé : sécurité sanitaire (p. 5271)

Santé : sécurité sanitaire : protection des consommateurs (p. 5271)

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5283)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5283 à 5388)

Christophe SIRUGUE

*Saône-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Finances publiques. Equilibre budgétaire. [23 octobre 2007] (p. 3059)

Politique sociale. Insertion. [20 novembre 2007] (p. 4363)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Revenu de solidarité active, mise en œuvre [27 mai 2008] (p. 2507)

Travail. Durée du travail. Réforme [11 juin 2008] (p. 3265)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Trouve inacceptable le fractionnement de l'examen de ce texte [25 septembre 2008] (p. 5158)

S'insurge contre l'organisation des débats [25 septembre 2008] (p. 5175)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Muzeau : souhaite "que le débat ne soit pas saucissonné" [25 septembre 2008] (p. 5176)

Se plaint à nouveau des conditions d'examen du texte et demande à M. Hirsch comment le dispositif du RSA qui suppose la création d'emplois qui lui serviront de support pourra fonctionner dans un contexte de suppression d'emplois [30 septembre 2008] (p. 5215)

S'étonne que Mme Touraine n'ait pas pu défendre un amendement et que certains amendements soient tombés [30 septembre 2008] (p. 5226)

Demande pourquoi l'amendement n° 297 n'est pas examiné [6 octobre 2008] (p. 5295)

Souligne l'approche constructive de son groupe qui ne fait pas d'obstruction mais attend des réponses sur le problème du "bouclier fiscal" [6 octobre 2008] (p. 5303)

Relève des positions divergentes dans la majorité [7 octobre 2008] (p. 5358)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)**

Son intervention (p. 1693)

Thèmes :

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1694)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1693 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : départements (p. 1694)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son intervention (p. 1883)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2059)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Ses interventions (p. 2065 et s.)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2070)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2548)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2548)
 Retraites : généralités : solidarité (p. 2549)
 Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2549)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : bénéficiaires (p. 2549)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4296)
 Son intervention (p. 4299)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4299)
 Emploi : contrats aidés (p. 4299)
 Femmes : droits : égalité des sexes (p. 4299)
 Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 4299)
 Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 4299)
 Politique économique : économie solidaire (p. 4299)
 Politique sociale : économie sociale (p. 4299)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 4299)
 Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 4299)
 Politique sociale : solidarité (p. 4299)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4299)

Crédits de la mission "Solidarité, insertion et égalité des chances" inscrits à l'état B
 Ses interventions (p. 4299 et s.)

Article 49 (modification des règles de prise en compte des aides personnelles au logement dans les ressources des demandeurs de la couverture maladie universelle complémentaire -CMUC)
 Son amendement n° 217 (de suppression) (p. 4301)

Article 50 (conditions de prise en charge par l'État du coût des médicaments des bénéficiaires de l'aide médicale de l'État -AME)
 Son amendement n° 266 (de suppression) (p. 4302)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :
 - Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007
 Son intervention (p. 43)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 44)
 Emploi : contrats aidés (p. 44)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 43)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 44)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)
 Son intervention (p. 314)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 315 et s.)
 Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 314, 316)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 314 et s.)
 Emploi : contrats aidés (p. 314)
 Politique sociale : insertion (p. 314 et s.)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 315)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 314 et s.)
 Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 316)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)
 Son intervention (p. 1605)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1605)
 Politique sociale : dialogue social (p. 1605 et s.)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 1606)
 Travail : contrats de travail (p. 1605 et s.)
 Travail : précarité (p. 1605 et s.)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)
 Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4096) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4102)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4096 et s.)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4096 et s.)
 Impôt sur le revenu : cotisations sociales (p. 4098)
 Politique économique : croissance (p. 4096 et s.)
 Politique sociale : dialogue social (p. 4096 et s.)
 Syndicats : représentativité (p. 4096 et s.)
 Travail : droit du travail (p. 4097 et s.)
 Travail : durée du travail (p. 4096)
 Travail : heures supplémentaires (p. 4097 et s.)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 4095 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)
 Son intervention (p. 4149)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)
 Son intervention (p. 4156)

Avant l'article 16

Intervient sur les adts n°s 276 à 290 du groupe socialiste (suppression du Titre II relatif au temps de travail) (p. 4192)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)
 Ses interventions (p. 4204 et s., 4217 et s., 4231 et s., 4242, 4256 et s.)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)
 Ses interventions (p. 4281 et s., 4293 et s., 4302 et s., 4313 et s., 4325, 4334 et s., 4348)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)
 Ses interventions (p. 4351 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4877)
 Son intervention (p. 4885)

Thèmes :

Elections et référendums : élections professionnelles : sous-traitance (p. 4885)
 Entreprises : accords collectifs d'entreprise : dénonciation (p. 4885)
 Entreprises : salariés : temps partiel (p. 4885 et s.)
 Politique sociale : dialogue social : financement (p. 4886)
 Travail : coût (p. 4886)
 Travail : repos compensateur (p. 4886)
 Travail : repos hebdomadaire : jours fériés (p. 4885)
 Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4886)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)
 Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5160) : rejetée (p. 5166)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5210)

Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5158, 5175)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Muzeau (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5175)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 septembre 2008] (p. 5215)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 5211)

Emploi : contrats aidés (p. 5161)

Impôts et taxes : principe d'égalité (p. 5163)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5161, 5163)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi : indexation (p. 5161)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5163)

Jeunes : chômage (p. 5162)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 5162)

Politique sociale : pauvreté (p. 5160)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5161)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5162)

Travail : précarité (p. 5161)

Travail : travail à temps partiel (p. 5161)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Ses interventions (p. 5218 et s.)

Son amendement n° 587 (p. 5221)

Son sous-amendement n° 599 à l'adt n° 86 rectifié de la commission (p. 5223)

Ses sous-amendements n°s 605 à 607 à l'adt n° 86 rectifié de la commission (p. 5223)

Son amendement n° 314 rectifié (p. 5223)

Son amendement n° 315 : adopté (p. 5226)

Son amendement n° 316 (p. 5226)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 septembre 2008] (p. 5226)

Après l'article 8

Son amendement n° 431 rectifié (statut des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires) : adopté après modification (p. 5228)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Ses interventions (p. 5230, 5264 et s.)

Ses amendements n°s 318, 317, 319 rectifié, 320 à 323 (p. 5262 et s.)

Après l'article 9

Son amendement n° 348 (coordination des structures d'insertion par l'activité économique) (p. 5269) : adopté après modification (p. 5270)

Article 10 (contrat unique d'insertion)

Ses interventions (p. 5270 et s.)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Son intervention (p. 5275)

Ses amendements n°s 324 et 325 (p. 5277 et s.)

Article 12 (abrogation des contrats d'avenir et des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et aménagements du contrat initiative emploi)

Son intervention (p. 5278)

Son amendement n° 326 (p. 5280)

Son amendement n° 327 : adopté après modification (p. 5280)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 154 de M. Jean-François Chossy (modalités de calcul du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi des personnes handicapées) (p. 5282)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Ses interventions (p. 5284 et s.)

Son amendement n° 172 : adopté (p. 5287)

Son amendement n° 173 (p. 5293)

Après l'article premier

Son rappel au règlement (cf supra) [6 octobre 2008] (p. 5295)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5297, 5354, 5360 et s., 5375, 5385 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 octobre 2008] (p. 5303)

Ses amendements n°s 175 et 177 (p. 5355 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 octobre 2008] (p. 5358)

Son amendement n° 179 (p. 5359)

Son amendement n° 345 : adopté (p. 5392)

Ses amendements n°s 347, 187 à 189 (p. 5393 et s.)

Ses amendements n°s 194 et 190 : adoptés (p. 5395)

Ses amendements n°s 191, 195 et 196 (p. 5396 et s.)

Ses amendements n°s 197 et 192 : adoptés (p. 5397)

Ses amendements n°s 198 rectifié, 199 et 193 rectifié (p. 5398 et s.)

Son amendement n° 200 rectifié : adopté après rectification (p. 5401)

Son amendement n° 201 : adopté (p. 5404)

Son amendement n° 202 (p. 5404)

Son amendement n° 302 (p. 5404) : adopté après modification (p. 5405)

Ses amendements n°s 301, 205 et 303 (p. 5405)

Après l'article 2

Intervient sur les adts n°s 534 à 556 précédemment réservés des membres du groupe socialiste (majoration de cotisations pour les entreprises d'au moins 20 salariés comportant plus de 10% de salariés bénéficiaires du RSA) (p. 5408)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Son amendement n° 308 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5410)

Ses amendements n°s 305 rectifié, 306 et 307 (p. 5411)

Son amendement n° 309 rectifié : adopté (p. 5411)

Son amendement n° 311 : adopté après modification (p. 5412)

Article 4 précédemment réservé (dispositions de coordination dans le code de l'action sociale et des familles et réforme du régime de réservation de places de crèche pour les enfants des bénéficiaires de minima sociaux)

Son intervention (p. 5412)

Son amendement n° 312 : adopté (p. 5413)

Article 6 précédemment réservé (coordinations et droits connexes dans le domaine fiscal)

Son intervention (p. 5414)

Son amendement n° 313 (p. 5415)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5416)

Explications de vote et vote [8 octobre 2008] (p. 5442)

Ses explications de vote (p. 5443)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5444)

Jean-Pierre SOISSON

*Yonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités [J.O. du 1^{er} février 2008]

Membre titulaire de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Pouvoir d'achat [16 octobre 2007] (p. 2761)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle à M. Ayrault que le règlement ne prévoit pas de séances de questions au Gouvernement pendant les sessions extraordinaires ; souligne qu'une autre règle veut que l'Assemblée ne débattre pas, pendant un déplacement à l'étranger du Président de la République ou du Premier ministre du sujet concernant ce déplacement [25 juillet 2007] (p. 2349)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : répond que l'Assemblée nationale ne va pas "d'une gesticulation magnifique, supprimer le Sénat" [8 avril 2008] (p. 1416)

DÉBATS**Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1763 et s.)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1844)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2212)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2212)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2212)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2212)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 2 (les statuts des établissements)

Son intervention (p. 2283)

Article 4 (administration de l'université)

Son intervention (p. 2285)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 93 : adopté (p. 2295)

Après l'article 14

Son rappel au règlement (cf supra) [25 juillet 2007] (p. 2349)

Intervient sur l'adit n° 220 de M. Alain Claeys (possibilité d'association des conseils régionaux aux contrats d'établissement) (p. 2351)

Article 15 (responsabilités et compétences élargies des universités)

Son intervention (p. 2356)

Après l'article 26

Intervient sur l'adit n° 64 rectifié de la commission (référence du code de l'éducation au système licence-master-doctorat) (p. 2376)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)

Son intervention (p. 2439)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : renseignement (p. 2439)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2439)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : compétences (p. 2439)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : pluralisme (p. 2439)

Parlement : délégations parlementaires : renseignement (p. 2439)

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Son intervention (p. 2446)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2250)

Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")

Son intervention (p. 2268)

Après l'article 5

Intervient sur le sous-adit n° 267 du Gouvernement (remboursement au demandeur du test ADN en cas d'obtention du visa) à l'adit n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2296)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 327)

Thèmes :

Emploi : formation professionnelle (p. 327)

Emploi : entreprises d'insertion (p. 327)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 327)

Politique sociale : insertion (p. 327 et s.)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) (p. 1415)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1435 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2455)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1er (garantie du pluralisme politique)

Son intervention (p. 4414)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 4437)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4216 et s.)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4323)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 38 de la commission des affaires économiques (insertion du "Dividende du travail" dans le code du travail) (p. 4979)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [16 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Ses interventions (p. 5276 et s.)

Article 12 (abrogation des contrats d'avenir et des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et aménagements du contrat initiative emploi)

Son intervention (p. 5279)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 154 de M. Jean-François Chossy (modalités de calcul du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi des personnes handicapées) (p. 5282)

Michel SORDI

Haut-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Vice-président de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 19 octobre 2007]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur l'aéromobilité [30 janvier 2008] (n° 666)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Fonctionnement. Présidence française [25 juin 2008] (p. 3778)

DÉBATS

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 795)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 795)

Union européenne : lutte contre le terrorisme (p. 795)

Union européenne : politique de la défense (p. 795)

Union européenne : présidence française (p. 796)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 42

Son amendement n° 1053 rectifié : rejeté (p. 3303)

Dominique SOUCHET

Vendée (5^{ème} circonscription)
Non inscrit

Élu le 13 avril 2008 [J.O. du 15 avril 2008]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 15 avril 2008]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 30 mai 2008]

Daniel SPAGNOU

Alpes-de-Haute-Provence (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politique de l'environnement. Instances de réflexion, conclusions, mise en œuvre [19 décembre 2007] (p. 5435)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 311, posée le 3 juin 2008. Défense. Armée de terre (J.O. Questions p. 4541). Appelée le 3 juin 2008. Centre d'instruction et d'entraînement au combat en montagne, Barcelonnette, restructuration (p. 2815)

Eric STRAUMANN

*Haut-Rhin (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur de la proposition de loi visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence (n° 176) [2 octobre 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Michel Fourgous et M. Yves Censi visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence (n° 176) [10 octobre 2007] (n° 274)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés (n° 397) [5 décembre 2007] (n° 447)

Proposition de loi n° 757 tendant à modifier les dispositions relatives à la publicité foncière dans la loi mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 826 visant à aménager l'interdiction de fumer dans certains lieux publics [24 avril 2008]

Proposition de loi n° 1076 relative aux plans de soins coordonnés des maladies chroniques et des bénéficiaires du régime des affections de longue durée [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [14 mai 2008] (p. 2050)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 38, posée le 4 décembre 2007. Enseignement. Programmes (J.O. Questions p. 7537). Appelée le 4 décembre 2007. Langues régionales (p. 4888)

n° 292, posée le 27 mai 2008. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 4286). Appelée le 27 mai 2008. DMC, emploi et activité, Haut-Rhin (p. 2492)

DÉBATS

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2715)

Son intervention (p. 2715)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 2715)
Assurances : assurance vie : fonds de réserve des retraites (p. 2715)
Assurances : assurance vie : intérêts de retard (p. 2716)
Assurances : assurance vie : mutuelles (p. 2716)
Assurances : contrats : information (p. 2715)

Discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2721)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2722 à 2726)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 11 (revalorisation du capital garanti en cas de décès de l'assuré) (p. 2721) : adopté (p. 2722)

Article 3 (obligation de recherche du bénéficiaire de l'assurance sur la vie en cas de décès de l'assuré par les mutuelles et leurs unions)

Son amendement n° 8 : adopté (p. 2725)

Après l'article 3

Son sous-amendement n° 12 (de précision) à l'adt n° 6 de M. Yves Censi (encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie - situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré) : adopté (p. 2726)

Son sous-amendement n° 10 (30 jours au moins après la signature du contrat) à l'adt n° 6 de M. Yves Censi : adopté (p. 2726)

Son sous-amendement n° 13 (de précision) à l'adt n° 6 de M. Yves Censi : adopté (p. 2726)

Titre

Son amendement n° 7 rectifié (titre complété par : "et garantissant les droits des assurés") : adopté (p. 2726)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5155)

Son intervention (p. 5156)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : acceptation (p. 5157)
Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 5156)
Assurances : assurance vie : décès (p. 5156)
Assurances : assurance vie : fichiers informatisés (p. 5156)
Assurances : assurance vie : intérêts de retard (p. 5157)
Assurances : assurance vie : rachat (p. 5157)
Lois : application : délais (p. 5157)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Ses amendements n° 295 et 296 (p. 5221 et s.)

Son amendement n° 299 : adopté (p. 5226)

Son amendement n° 300 (p. 5226)

Après l'article 8

Son sous-amendement n° 595 (conditions de rétribution et de durée du travail applicables aux personnes accueillies dans certains organismes) à l'adt n° 90 rectifié de la commission (statut des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires) : adopté (p. 5228)

Dominique STRAUSS-KAHN

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

Démissionne le 19 octobre 2007 [J.O. du 20 octobre 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du
28 juin 2007]

Alain SUGUENOT

*Côte-d'Or (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil national du tourisme [J.O. du 2 août
2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 471 tendant à renforcer la lutte et la prévention
contre l'obésité infantile [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 827 visant à autoriser la publicité des vins et des
boissons alcoolisées sur internet [24 avril 2008]

Proposition de loi n° 861 visant à clarifier la législation relative à la
publicité sur les boissons alcoolisées [7 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Télécommunications. Téléphone et Internet. Opérateurs, pratiques
abusives, lutte et prévention [21 novembre 2007] (p. 4414)

Entreprises. PME. Développement [13 mai 2008] (p. 2025)

*DÉBATS***Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 5

Son amendement n° 195 (alignement des modalités applicables au comité interprofessionnel des vins de Champagne sur le droit commun en matière de délais de paiement dans le secteur viniviticole) (p. 4715) : adopté (p. 4716)

Son amendement n° 194 (alignement des délais de paiement des raisins et des moûts sur ceux applicables aux vins) : adopté (p. 4716)

Avant l'article 6

Son amendement n° 57 rectifié (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

T

Michèle TABAROT

*Alpes-Maritimes (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [J.O. du 6 juillet 2007]

Rapporteuse pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - justice - [11 juillet 2007]

Représentante suppléante de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre titulaire du comité de suivi de l'agence française de l'adoption [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de l'adoption [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 4 août 2007]

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité [J.O. du 13 février 2008]

Rapporteuse pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - administration pénitentiaire et protection judiciaire de la jeunesse - [4 juin 2008]

Cesse d'être membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [J.O. du 20 juin 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome V : Justice - Administration pénitentiaire - Protection judiciaire de la jeunesse (n° 281) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'exécution des décisions de justice pénale concernant les personnes mineures [28 mai 2008] (n° 911)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS*

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad n° 55 de la commission (traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité des origines) (p. 2323)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Après l'article 61

Son amendement n° 404 (simplification de la procédure de contestation des décisions du service du contrôle médical pour les

parents demandant l'allocation journalière de présence parentale) : adopté (p. 3432)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE****Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)**

Rapporteuse pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 4169)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : associations (p. 4169)

Justice : centres éducatifs fermés : coût (p. 4169)

Justice : centres éducatifs fermés : maladies mentales (p. 4169)

Système pénitentiaire : détenus : santé (p. 4169)

Système pénitentiaire : établissements : création (p. 4169)

Lionel TARDY

*Haute-Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. des 2 août 2007 et 24 février 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 593 relative à l'installation de l'éthylotest anti-démarrage sur les véhicules [15 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Universités. Contrat de travail étudiant, mise en œuvre [8 janvier 2008] (p. 42)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 13, posée le 2 octobre 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles (J.O. Questions p. 5861). Appelée le 2 octobre 2007. Circulation, amélioration, Annecy (p. 2463)

n° 319, posée le 3 juin 2008. Animaux. Loups (J.O. Questions p. 4543). Appelée le 3 juin 2008. Prolifération, lutte et prévention (p. 2809)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1701)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1702)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : transmission (p. 1702)
 Politique économique : croissance (p. 1701)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1701)
 Travail : salaires : logiciels (p. 1702)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 143 de M. Roland Muzeau (suppression du régime des heures choisies) (p. 1815)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 1er (missions du service public de l'enseignement supérieur)
 Son intervention (p. 2264)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2422)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2422)
 Langue française : défense (p. 2422 et s.)
 Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2422 et s.)
 Propriété intellectuelle : brevets (p. 2422 et s.)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2510)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : compétitivité (p. 2510)
 Justice : procédures : contrefaçon (p. 2511)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : indemnisation des victimes (p. 2511)
 Propriété intellectuelle : contrefaçon : juridictions spécialisées (p. 2511)
 Propriété intellectuelle : dispositif de réponse graduée : Internet (p. 2511)

Discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2514)

Article 11 (régime juridique applicable à la saisie-contrefaçon en matière de brevets)

Ses amendements n°s 56 à 58 (p. 2519)

Article 12 (droit d'information en matière de brevets)

Son amendement n° 59 (p. 2520)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2626)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2626)
 Entreprises : formalités administratives (p. 2627)
 Lois : qualité (p. 2626)
 Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 2626)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5167)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 5167)
 Mort : funérailles : formalités (p. 5167)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 68 de M. Jacques Myard (ISF : suppression) (p. 2951)

Son amendement n° 12 (ISF : institution d'un quotient conjugal) : retiré (p. 2952)

Son amendement n° 13 (ISF - souscription au capital d'une société dans laquelle le redevable ou son conjoint bénéficie d'une exonération au titre des biens professionnels : extension de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) (p. 2955) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 2956)

Article 10 (suppression de la déduction de certaines sanctions et pénalités)

Son amendement n° 17 (p. 2961)

Après l'article 10

Son amendement n° 16 (imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés : suppression) (p. 2964) : retiré (p. 2965)

Son amendement n° 15 (imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés : suppression en deçà de 7 500 000 € de chiffre d'affaires) (p. 2964) : retiré (p. 2965)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen des fascicules [9 novembre 2007] (p. 3941)

Son intervention (p. 3945)

Thème avant la procédure des questions :

Etat : Gouvernement : organisation (p. 3945)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 549 rectifié de M. Dominique Tian (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillement) (p. 3243)

Son amendement n° 369 (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillement) : retiré (p. 3243)

Son sous-amendement n° 624 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'ad n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3250) : rejeté (p. 3255)

Son sous-amendement n° 625 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'ad n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3250) : rejeté (p. 3255)

Son sous-amendement n° 626 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'ad n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3250) : rejeté (p. 3256)

Son sous-amendement n° 627 (limitation de la portée de la disposition aux sociétés faisant appel public à l'épargne) à l'ad n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3250) : rejeté (p. 3256)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4443)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 4443)
Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle : médiateur (p. 4443)
Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4443)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4443)
Télécommunications : gratuité du temps d'attente (p. 4443)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 178 (preuve du caractère trompeur d'une publicité à la charge de l'annonceur) (p. 4481) : retiré (p. 4482)

Son amendement n° 150 (relevé d'office du juge en droit de la consommation devant les juridictions où le ministère d'un avocat n'est pas requis) (p. 4483) : rejeté (p. 4485)

Intervient sur l'adt n° 79 de M. Jean Gaubert (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4619)

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4619)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)
Son intervention (p. 4637)

Son amendement n° 164 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4640)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Son intervention (p. 4653)

Ses amendements n°s 157, 153, 163, 158 (p. 4656 et s.)

Article 3 (modification du régime des contrats types agricoles)
Son amendement n° 165 rectifié (p. 4704)

Article 4 (dépenalisation du refus de communication des conditions générales de vente)

Ses amendements n°s 160, 161, 156 rectifié et 159 (p. 4708 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 162 (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4713) : rejeté (p. 4715)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Ses amendements n° 196 et 197 (p. 4747 et s.)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 177 (montant maximum des frais de dédit d'un engagement supérieur à 12 mois) à l'adt n° 42 de la commission (durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Article 17 (adaptation du contrôle fiscal des comptabilités informatisées)

Son amendement n° 42 (p. 5076) : adopté (p. 5077)

Après l'article 18

Son amendement n° 212 (zones "blanches" d'internet : crédit d'impôt de 50 % plafonné à 500 € pour l'achat et l'installation d'équipements) : retiré (p. 5089)

Après l'article 20

Son amendement n° 218 (harmonisation des droits d'enregistrement sur les cessions de droits sociaux : taux de 1,1 % et plafond de 4 000 €) : retiré (p. 5100)

Son amendement n° 41 (déclaration de succession : dispense pour le conjoint survivant, le partenaire survivant d'un PACS et les frères et sœurs bénéficiant de l'exonération des droits de mutation par décès) : rejeté (p. 5101)

Article 21 (actualisation des dispositifs fiscaux au regard de la nouvelle réglementation communautaire de minimis)

Son amendement n° 37 (p. 5105)

Après l'article 21

Son amendement n° 40 (prorogation jusqu'en 2011 de l'amortissement exceptionnel de certains équipements contribuant à la protection de l'environnement) (p. 5105) : retiré (p. 5106)

Son amendement n° 39 (taxe sur les véhicules de sociétés : déductibilité) (p. 5108) : rejeté (p. 5109)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5451)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 5451)
Entreprises : simplifications administratives (p. 5451)
Travail : droit du travail (p. 5451)
Travail : heures supplémentaires (p. 5451)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Son intervention (p. 5487)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 438)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 439 et s.)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 438 et s.)
Emploi : UNEDIC (p. 438 et s.)
Secteur public : services publics : emploi (p. 438 et s.)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Son amendement n° 105 (p. 479)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Son intervention (p. 935)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 936)
Droit pénal : discrimination (p. 936)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 936)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Son intervention (p. 983)

Thèmes :

Enseignement : jours fériés (p. 983)
 Politique économique : jours fériés (p. 983 et s.)
 Travail : jours fériés (p. 983 et s.)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1109)

Thèmes :

Environnement : principe de précaution (p. 1109)
 Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1109)
 Recherche : biotechnologies (p. 1109)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 1109)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)
 Son amendement n° 98 (p. 1430)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1604)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1604)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1604 et s.)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1604 et s.)
 Travail : contrats de travail (p. 1604 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son intervention (p. 1674)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)

Ses interventions (p. 1692, 1696)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1729)

Thèmes :

Etat : missions régaliennes (p. 1729)
 Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1729)
 Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 1729)
 Parlement : rôle (p. 1729)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2868)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2868)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2868)
 Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2868)
 Entreprises : simplifications administratives (p. 2868)
 Entreprises : délais de paiement (p. 2868)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 1060 rectifié de Mme Martine Carrillon-Couvreur (p. 2914)

Intervient sur l'ad n° 1365 de M. Louis Giscard d'Estaing (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 2917)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 1468 à l'ad n° 141 rectifié de la commission (p. 2931) : devenu sans objet (p. 2933)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 144 rectifié de la commission (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2941)

Intervient sur l'ad n° 1423, deuxième rectification de M. Bernard Depierre (date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 2941)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son intervention (p. 2970)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses interventions (p. 2979, 2988)

Son amendement n° 1179 (p. 2990)

Son amendement n° 500 : adopté (p. 2991)

Son amendement n° 1181 (p. 2991)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 1464 (rapport au Parlement avant le 30 juin 2009 sur la mise en place des procédures de dématérialisation des factures et des paiements dans les administrations) à l'ad n° 656 de M. Jean-Paul Charié (dématérialisation des factures des administrations) (p. 2993) : adopté (p. 2994)

Son amendement n° 1182 (p. 2994) : retiré (p. 2995)

Article 9 (faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes)

Son intervention (p. 3003)

Après l'article 11

Son amendement n° 1184 (mention du conjoint collaborateur sur les registres de publicité légale à caractère professionnel) (p. 3013) : adopté (p. 3014)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son intervention (p. 3015)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 728 de M. Daniel Paul (p. 3031)

Article 13 (simplification du fonctionnement des SARL)

Son intervention (p. 3032)

Après l'article 13

Ses amendements n°s 1189, 1187, 1186 et 1188 : retirés (p. 3033 et s.)

Son amendement n° 1185 (p. 3035) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses interventions (p. 3036, 3043)

Article 15 (rapprochement des droits de mutation à titre onéreux des fonds de commerce et des SARL de ceux appliqués aux sociétés par action)

Son intervention (p. 3054)

Après l'article 17

Son amendement n° 1183 : retiré (p. 3059)

Après l'article 19

Son amendement n° 1190 rectifié : retiré (p. 3065)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Ses interventions (p. 3205 et s.)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3225)

Après l'article 42

Son sous-amendement n° 1557 (rapport au Parlement sur l'effort effectué sur fonds publics en faveur des actions éducatives dans le domaine financier) à l'ad t n° 1550 du Gouvernement (amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 3306) : adopté (p. 3307)

Après l'article 44

Son amendement n° 1206 (p. 3316) : retiré (p. 3317)

Ses amendements n°s 1207 et 1191 : rejetés (p. 3317 et s.)

Avant l'article 21

Son sous-amendement n° 1470 précédemment réservé (action de groupe) à l'ad t n° 351 précédemment réservé de la commission : rejeté (p. 3330)

Son amendement n° 1195 deuxième rectification précédemment réservé (liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives) (p. 3375) : adopté (p. 3376)

Son amendement n° 1192 rectifié précédemment réservé (p. 3375) : retiré (p. 3376)

Ses amendements n°s 1193 et 1194 précédemment réservés : rejetés (p. 3380 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses interventions (p. 3392 et s., 3409)

Son amendement n° 1197 (définition des conditions particulières de vente) (p. 3405) (p. 3405) ; repris par M. François Brottes

Ses amendements n°s 1198 et 119 (p. 3407 et s.)

Son sous-amendement n° 1569 à l'ad t n° 354 de la commission (p. 3410)

Ses amendements n°s 1200 et 1196 (p. 3411)

Article 22 précédemment réservé (abrogation de l'interdiction de discrimination. Renforcement de l'effectivité des sanctions civiles des pratiques restrictives de concurrence)

Son intervention (p. 3421)

Après l'article 22

Son amendement n° 1202 précédemment réservé (p. 3428) : retiré (p. 3429)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce - FISAC)

Son intervention (p. 3449)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Son intervention (p. 4719)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4719)

Emploi : chômeurs (p. 4719 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4719 et s.)

Emploi : UNEDIC (p. 4719)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 17 (missions de coordination du Conseil national de l'emploi à l'égard des organismes consultatifs traitant de la politique de l'emploi) : retiré (p. 4740)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4962)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4963)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4962)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4962 et s.)

Travail : négociations : salaires (p. 4963)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5101)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5117)

Après l'article 3

Son amendement n° 46 (harmonisation des dates de modification des taux des prélèvements sociaux) (p. 5131) : retiré (p. 5132)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 149 (p. 5375)

Christiane TAUBIRA

Guyane (1^{ère} circonscription)

*Apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen et divers
gauche*

Élue le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en oeuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé "Soyouz au CSG" et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG (n° 122) [31 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en oeuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé "Soyouz au CSG" et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG (n° 122) [19 septembre 2007] (n° 172)

Proposition de loi n° 553 visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des personnes victimes des essais ou accidents nucléaires [20 décembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM-ROM : Guyane. Environnement, développement durable, activité minière [12 décembre 2007] (p. 5266)

Outre-mer. DOM-ROM : Guyane. Etablissements hospitaliers, Albina [26 mars 2008] (p. 969)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)
Son intervention (p. 2234)

Thèmes :

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2235)
Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2235)
Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2234, 2235)
Outre-mer : Guyane : universités (p. 2235)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : universités (p. 2235)
Outre-mer : Polynésie française : universités (p. 2235)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 29 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer)
Ses interventions (p. 2379 et s.)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2171)

Thèmes :

Etrangers : immigration : lois (p. 2171)
Etrangers : immigration clandestine : Guyane (p. 2171)
Etrangers : politique de l'immigration (p. 2171)
Femmes : égalité des sexes (p. 2171)

Projet de loi n° 122 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en oeuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé "Soyouz au CSG" et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG

Rapporteuse de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2431)

Son intervention (p. 2432)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : installations classées (p. 2434)
DOM : Guyane (p. 2433, 2434)
Environnement : charte de l'environnement (p. 2434)
Environnement : protection (p. 2434)
Espace : Agence spatiale européenne (p. 2433 et s.)
Espace : Ariane (p. 2433, 2434)
Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 2433, 2434)
Espace : Centre spatial guyanais (CSG) (p. 2433)
Espace : Coopération internationale (p. 2433)
Espace : lanceurs (p. 2433)
Espace : satellites (p. 2433)
Espace : Soyouz (p. 2433 et s.)
Pays étrangers : Russie (p. 2433 et s.)
Propriété intellectuelle (p. 2433)
Santé : cancer (p. 2434)
Santé : protection (p. 2434)
Santé : santé publique (p. 2434)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2596)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2596)
Energie et carburants : pétrole : consommation (p. 2597)
Environnement : biodiversité : protection (p. 2596)
Environnement : Natura 2000 : Guyane (p. 2596)
Outre-mer : Guyane : développement durable (p. 2597)
Outre-mer : Guyane : environnement (p. 2596)
Outre-mer : Guyane : matières premières (p. 2597)
Outre-mer : Guyane : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 2597)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES**

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3983)

Thèmes avant la procédure des questions :

Espace : Centre spatial guyanais (CSG) (p. 3984)
Outre-mer : Guyane : énergie et carburants (p. 3984)
Outre-mer : Guyane : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 3984)
Outre-mer : Guyane : politique foncière (p. 3984)
Outre-mer : Guyane : routes (p. 3983)
Outre-mer : Guyane : santé publique (p. 3984)
Outre-mer : Guyane : schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire (p. 3984)
Outre-mer : Guyane : transports aériens (p. 3984)
Outre-mer : Guyane : transports fluviaux (p. 3984)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3713)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 3714)
Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3714)
Outre-mer : matières premières (p. 3714)
Outre-mer : continuité territoriale (p. 3714)
Outre-mer : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) : crédits budgétaires (p. 3714)
Outre-mer : Guyane : environnement (p. 3714)
Outre-mer : institutions (p. 3714)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3730)

Après l'article 45

Son amendement n° 75 (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3730) : rejeté (p. 3734)

Son amendement n° 76 (institution, au bénéfice des régions d'outre-mer, d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées sur le plateau continental ou la zone économique exclusive) (p. 3730) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3734)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Outre-mer : santé publique (p. 3666)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5449)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : primes (p. 5450)
Outre-mer : Guyane : logement (p. 5449)
Politique sociale : inégalités (p. 5449)

Politique sociale : pauvreté (p. 5449 et s.)

Projet de loi n° 522 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 janvier 2008] (p. 335)
Ses interventions (p. 339, 340)

Projet de loi n° 614 relatif aux opérations spatiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1464)
Son intervention (p. 1473)

Thèmes :

Espace : Agence spatiale européenne (p. 1473)
Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 1474)
Espace : Centre spatial guyanais (CSG) : risques technologiques (p. 1475)
Espace : politique spatiale : déchets (p. 1474)
Outre-mer : Guyane : aménagement du territoire (p. 1474)
Outre-mer : Guyane : environnement (p. 1475)
Outre-mer : Guyane : santé publique (p. 1475)

Jean-Charles TAUGOURDEAU

*Maine-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre titulaire de l'observatoire économique de l'achat public [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale [J.O. du 7 août 2007]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007] (n° 59)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 365, posée le 24 juin 2008. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 5266). Appelée le 24 juin 2008. Inondations, réglementation (p. 3682)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 1647)

Thèmes :

Donations et successions (p. 1648)

Emploi : groupements d'employeurs : collectivités territoriales (p. 1648)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1649)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1649)

Politique économique : croissance (p. 1647)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1649)

Travail (p. 1646)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1647 et s.)

Travail : travail temporaire : simplifications administratives (p. 1648)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1758 et s.)

Son amendement n° 340 (p. 1758) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1760)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 252 de Mme Jeanny Marc (agriculteurs de Guadeloupe et de Martinique dont les exploitations sont contaminées par le chlordécone : exonération de cotisations sociales) (p. 1805)

Intervient sur l'ad n° 137 de M. Roland Muzeau (astreinte - période non prise en compte comme temps de travail : abrogation de l'article 3 de la loi du 17 janvier 2003 relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi) (p. 1808)

Intervient sur l'ad n° 217 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires et heures choisies : priorité aux salariés à temps partiel) (p. 1811)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son intervention (p. 1958)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1968 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 110 de la commission des affaires économiques (groupements d'employeurs - adhésion des entreprises de plus de 300 salariés : suppression de la condition relative à la conclusion d'un accord d'entreprise) (p. 2054)

Intervient sur l'ad n° 111 de la commission des affaires économiques (groupements d'employeurs composés d'adhérents de droit privé et de collectivités territoriales - objet élargi aux domaines culturel et touristique) (p. 2055)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Son intervention (p. 2622)

Thèmes :

Emploi : groupements d'employeurs (p. 2623)

Entreprises : seuils sociaux (p. 2622)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 2622)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2622)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2606)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : environnement (p. 2607)

Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 2607)

Environnement : politique de l'environnement : protection des consommateurs (p. 2607)

Sécurité publique : plan de prévention des risques : inondations (p. 2607)
 Transports : politique des transports (p. 2606)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 146 de M. Jean Gaubert (colocation dans les logements locatifs sociaux) (p. 4777)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1238)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Ses amendements n°s 91 à 93 (p. 1616, 1619, 1621)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 2

Son amendement n° 4 rectifié (intérêt, participation et épargne salariale pour les salariés de groupements d'employeurs) (p. 5094) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5095)

Guy TEISSIER

*Bouches-du-Rhône (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale [J.O. du 7 août 2007]

Membre de droit de la délégation parlementaire au renseignement [J.O. du 31 octobre 2007]

Président de la délégation parlementaire au renseignement [J.O. du 13 décembre 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République (n° 820) [9 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 88 visant à permettre aux résidents des immeubles en copropriété accueillant des équipements publics d'obtenir un crédit d'impôt sur les travaux d'entretien ou de rénovation des parties communes favorisant l'accès à des services publics de proximité [18 juillet 2007]

Proposition de loi n° 89 visant à permettre aux marins-pompiers de Marseille ayant fait valider leur droit à pension avant le 13 août 2004 de percevoir un supplément de pension [18 juillet 2007]

Proposition de loi n° 124 visant à exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les logements destinés à être loués par des associations de réinsertion à des personnes défavorisées [2 août 2007]

Proposition de loi n° 125 réglementant les transferts de joueurs entre clubs français et européens de football [2 août 2007]

Proposition de loi n° 126 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [2 août 2007]

Proposition de loi n° 127 prévoyant l'indemnisation des commerces qui subissent des préjudices financiers en raison de travaux sur la voie publique d'une durée supérieure à douze mois [2 août 2007]

Proposition de loi n° 128 visant à soumettre la création de nouvelles zones d'aménagement concerté au respect des normes de haute qualité environnementale et des principes d'habitat durable [2 août 2007]

Proposition de loi n° 220 visant à permettre aux automobilistes ayant dépassé pour la première fois les limitations de vitesse de moins de cinq kilomètres par heure au dessus de la vitesse autorisée de ne pas perdre de points sur leur permis de conduire [27 septembre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 350 visant à un meilleur contrôle par le Parlement des questions de Défense et de sécurité [30 octobre 2007]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République (n° 820) [13 mai 2008] (n° 883)

Proposition de loi n° 1075 visant à permettre aux résidents des immeubles en copropriété de pouvoir voter par correspondance lors des assemblées générales [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Armée. Condition militaire, revalorisation [18 décembre 2007] (p. 5378)

Relations internationales. Droit international. Piraterie maritime, lutte et prévention [15 avril 2008] (p. 1559)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 4124)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : politique spatiale (p. 4126)

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 4125)

Défense : armements et équipements : externalisation (p. 4125)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4125)

Défense : renseignement (p. 4126)

Défense : réserves (p. 4125)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4125)

Union européenne : politique de la défense (p. 4126)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- *Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007*
Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 5)

Thème :

Assemblée nationale : examen en commission élargie (p. 5)

Déclaration du Gouvernement n° 769 sur la situation en Afghanistan

[1^{er} avril 2008] (p. 1053)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 1063)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2225)

Thèmes :

Constitution : article 11 : loi de programmation (p. 2226)

Constitution : article 16 (p. 2226)

Constitution : article 53 (p. 2226)

Constitution : révision : modernisation (p. 2226)

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 2225)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses interventions (p. 2568 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 33

Son amendement n° 45 (p. 3197) : devenu sans objet (p. 3198)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 4919)

Thèmes :

Défense : militaires et assimilés : décès (p. 4921)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4920)

Défense : militaires et assimilés : équipement (p. 4921)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4920)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4921)

Pays étrangers : Afghanistan : infrastructures (p. 4921)

Pays étrangers : Afghanistan : trafic de stupéfiants (p. 4921)

Pays étrangers : Pakistan (p. 4920)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme : Afghanistan (p. 4919)

Relations internationales : paix : Afghanistan (p. 4920)

Pascal TERRASSE

*Ardèche (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil d'orientation des retraites [J.O. du 11 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Rapporteur spécial au nom de la commission des finances : Développement et régulation économique : Tourisme de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 février 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 12 : Développement et régulation économiques - Tourisme (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 1063 visant à la création d'une commission d'enquête sur les rejets gazeux et/ou liquides dans l'atmosphère suite à l'incident sur le site du Tricastin [18 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2866)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2867)

Collectivités territoriales : fiscalité : réforme (p. 2867)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 2867)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2867)

Départements : Ardèche (p. 2867)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2866)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2866)

Finances publiques : exécution du budget (p. 2866)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2866)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2859)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2868)

Politique économique : libéralisme (p. 2866)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 11

Son amendement n° 267 (taxe sur les véhicules de société : extension aux groupements d'intérêt économique) : rejeté (p. 2988)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7)

Thèmes :

Lois de finances : nomenclature budgétaire : tourisme et loisirs (p. 7)

Tourisme et loisirs : politique à l'égard des handicapés (p. 7)

Tourisme et loisirs : Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) (p. 7)

Tourisme et loisirs : tourisme social : financement (p. 7)

Travail : chèques vacances : délivrance (p. 7)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 7)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3116)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 3116)

Démographie : vieillissement de la population (p. 3117)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3117)

Santé : prévention (p. 3117)

Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3117)

Sécurité sociale : déficit (p. 3116)

Sécurité sociale : dépenses (p. 3116, 3117)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Son intervention (p. 3210)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Son intervention (p. 3225)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 286 de M. Michel Diefenbacher (suppression de la possibilité pour le fonctionnaire détaché pour l'exercice d'un mandat parlementaire d'acquiescer des droits à pensions dans son régime d'origine pendant la durée de son mandat) (p. 3236)

Intervient sur l'adt n° 239 de Mme Martine Billard (création d'une contribution sociale sur la valeur ajoutée des entreprises) (p. 3239)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses interventions (p. 3260 et s.)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3275)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 262 de M. Jean-Luc Prével (CRDS - taux porté à 0,7 %) (p. 3287)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 3289)

Après l'article 12

Reprend l'adt n° 171 de M. Michel Bouvard (transport scolaire effectué par des particuliers : non-assujettissement aux cotisations à l'URSSAF des conducteurs non professionnels apparentés à l'un au moins des enfants transportés) (p. 3294) : rejeté (p. 3294)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 18

Son amendement n° 171 (titres restaurant : relèvement de 4,98 € à 6 € de la part maximale exonérée d'impôt et de cotisations sociales de participation des employeurs) : rejeté (p. 5087)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

CRÉDITS DE LA SANTÉ

Supplée M. Gérard Bapt, rapporteur de la commission des finances

Son intervention (p. 3963)

Thèmes :

Drogue (p. 3964)

Santé : exécution du budget (p. 3964)

Santé : indicateurs de performance (p. 3963 et s.)

Santé : cancer : Plan (p. 3964)

Santé : crédits : missions (p. 3964)

Michel TERROT

*Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Fioul. Particuliers, aide exceptionnelle, montant [27 mai 2008] (p. 2507)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007

Son intervention (p. 66)

Jean-Claude THOMAS

*Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Dominique TIAN

*Bouches-du-Rhône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie [J.O. des 2 août 2007 et 16 avril 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi (n° 487) [5 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (n° 578) [5 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [31 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les articles 1^{er} et 8 à 11 du projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007] (n° 61)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (n° 578) [15 janvier 2008] (n° 600)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [30 janvier 2008] (n° 661)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. ANPE et UNEDIC, fusion, conséquences [12 décembre 2007] (p. 5262)

Travail. Heures supplémentaires. Réforme [21 mai 2008] (p. 2246)

DÉBATS**Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1645)

Thèmes :

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1646)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1645 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1753 et s.)

Son sous-amendement n° 473 à l'ad n° 34 de la commission (p. 1753) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1754)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2063)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 440 de Mme Martine Billard (contrats de travail à temps partiel lorsque leur proportion dans l'entreprise est supérieure à un taux fixé par décret : institution d'une contribution de précarité affectée au fonds de solidarité pour l'emploi) (p. 2064)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Ses interventions (p. 2066 et s.)

Son amendement n° 338 (p. 2069) : adopté (p. 2070)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Ses interventions (p. 2071 et s.)

Son amendement n° 339 : adopté (p. 2073)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 466 de M. Michel Liebgott (négociations collectives salariales de branche et dans les entreprises dès septembre 2007) (p. 2077)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Son intervention (p. 2621)

Thèmes :

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 2621 et s.)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2621)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Son intervention (p. 2695)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : législation (p. 2695)

Syndicats : financement (p. 2695)

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)

Article 1er (corruption et trafic d'influence concernant les agents publics et les magistrats et personnes exerçant une fonction juridictionnelle en France)

Son amendement n° 11 (p. 2701)

Article 5 (utilisation des nouvelles mesures de surveillance, d'infiltration et de sonorisation en matière de corruption)

Son amendement n° 12 (p. 2705)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3121)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : gestion (p. 3122)
Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3121)
Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3121)
Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3122)
Politique sociale : fraude (p. 3122)
Retraites : généralités : préretraites (p. 3121)
Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3121)
Sécurité sociale : déficit (p. 3121)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Son amendement n° 549 rectifié (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillage) (p. 3243) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3245)

Son sous-amendement n° 649 (réduction du taux de contribution patronale) à l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3251) : rejeté (p. 3256)

Son sous-amendement n° 650 rectifié (de conséquence) à l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3251) : rejeté (p. 3256)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3280)

Ses amendements n°s 545 et 547 (p. 3282 et s.)

Article 13 (expérimentation relative à la création de cotisations forfaitaires de sécurité sociale pour les petites activités dans les quartiers défavorisés)

Ses interventions (p. 3294 et s.)

Article 15 (aménagement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés)

Son amendement n° 551 (p. 3304)

Après l'article 16

Son amendement n° 550 (versement sur un plan d'épargne retraite des sommes issues d'un compte épargne-temps : exonérations fiscale et sociale) : retiré (p. 3307)

Après l'article 23

Son amendement n° 555 (institution d'une procédure d'alerte sur l'évolution de la dette sociale) : retiré (p. 3319)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Ses amendements n°s 556, 557 et 558 rectifié (p. 3323, 3326, 3329)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Son intervention (p. 3451)

Ses amendements n°s 584, 585, 574, 586 rectifié, 579, 589, 582 et 577 (p. 3454 et s.)

Après l'article 42

Son amendement n° 593 précédemment réservé (représentation des organismes d'assurance-maladie complémentaire au sein du conseil de l'hospitalisation et de l'observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) : rejeté (p. 3465)

Son amendement n° 592 précédemment réservé (intégration de l'évolution prévisionnelle des activités de psychiatrie et de soins de suite ou de réadaptation exercées par les établissements de santé privés dans l'objectif quantifié national) : rejeté (p. 3466)

Son amendement n° 587 précédemment réservé (rapport au Parlement sur l'expérimentation de la tarification à l'activité en psychiatrie) : adopté (p. 3466)

Son amendement n° 588 précédemment réservé (mise en oeuvre de la tarification à l'activité proprement dite en psychiatrie) : rejeté (p. 3466)

Après l'article 44

Son amendement n° 594 précédemment réservé (modalités d'application des pénalités en cas de dépassement des objectifs quantifiés déterminés par les schémas régionaux d'organisation sanitaire) : retiré (p. 3469)

Après l'article 63

Son amendement n° 597 (conditions de remboursement des frais d'hospitalisation en établissements privés) : rejeté (p. 3489)

Après l'article 66

Son amendement n° 578 rectifié (information de l'organisme d'assurance maladie complémentaire de l'existence d'une procédure en cours de répression d'une fraude) (p. 3496) : adopté (p. 3497)

Article 67 (simplification du mode de renseignement des ressources)

Son intervention (p. 3498)

Après l'article 67

Intervient sur l'adt n° 362 de Mme Valérie Boyer (conditions d'évaluation d'un avantage en nature consistant en l'occupation d'un logement) (p. 3498)

Son amendement n° 567 (possibilité pour les caisses d'allocations familiales d'effectuer des contrôles inopinés au domicile d'un allocataire dans le cadre de la lutte contre la fraude) : retiré (p. 3499)

Intervient sur l'adt n° 643 rectifié de la commission (expérimentation d'un dispositif de suspension des prestations en cas de fraude) (p. 3500)

Son amendement n° 568 (nombre minimal de contrôles sur pièces ou à domicile réalisés par les caisses d'allocations familiales) (p. 3499) : retiré (p. 3500)

Son amendement n° 569 (présentation de pièces justificatives pour l'octroi de l'allocation de parent isolé) : retiré (p. 3500)

Son amendement n° 570 (suspension des prestations en cas de fraude avérée à l'encontre d'une caisse d'allocations familiales) (p. 3500) : devenu sans objet (p. 3501)

Son amendement n° 571 (accès du contrôle interne aux dossiers confidentiels de l'assurance maladie) : retiré (p. 3501)

Son amendement n° 572 (remplacement de la déclaration sur l'honneur par la transmission de données fiscales) : retiré (p. 3501)

Intervient sur l'adt n° 686 du Gouvernement (justification de l'inscription des étudiants demandeurs d'une aide au logement) (p. 3502)

Son amendement n° 581 (présentation d'une copie du bail à l'appui d'une demande d'aide au logement) (p. 3501) : adopté (p. 3502)

Son amendement n° 583 (justification de l'inscription des étudiants demandeurs d'une aide au logement) : devenu sans objet (p. 3502)

Après l'article 72

Son amendement n° 553 (rapport au Parlement sur les conséquences financières pour la sécurité sociale du taux de cotisation des employeurs publics) : adopté après modification (p. 3506)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4497)

Son intervention (p. 4507)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : forfait hospitalier (p. 4508)
 Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4497)
 Etablissements de santé : tarification à l'activité (T2A) (p. 4507)
 Politique sociale : fraude (p. 4508)
 Professions de santé : médecins : installation (p. 4508)
 Santé : cancer (p. 4497, 4508)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 4497, 4508)
 Santé : soins palliatifs (p. 4497, 4508)
 Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4497, 4508)

Explications de vote et vote [22 novembre 2007] (p. 4513)

Ses explications de vote (p. 4513)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4514)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 401)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 407)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 402 et s.)
 Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 402 et s.)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 401 et s.)
 Emploi : chômage (p. 402)
 Emploi : Conseil national de l'emploi (p. 402)
 Politique sociale : fraude (p. 403)
 Secteur public : services publics : emploi (p. 401 et s., 407)
 Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 403)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 450 à 545)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Ses interventions (p. 451 et s.)

Son amendement n° 280 : adopté (p. 460)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Ses interventions (p. 483 et s., 497 et s.)

Son amendement n° 255 : adopté (p. 490)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-adt n° 290 rectifié de la commission (actions de sensibilisation aux discriminations) à l'adt n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (missions des maisons de l'emploi) (p. 508)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)

Ses interventions (p. 513 et s.)

Ses amendements n°s 258 et 256 (p. 513 et s.) : adoptés (p. 514)

Article 4 (transfert de recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSSAF)

Ses interventions (p. 519 et s.)

Ses amendements n°s 260 à 262 : adoptés (p. 519, 521)

Article 5 (instance provisoire de préfiguration)

Ses interventions (p. 523 et s.)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)

Ses interventions (p. 525 et s.)

Ses amendements n°s 264 et 265 : adoptés (p. 526)

Article 7 (modalités du transfert ou de la mise à disposition des biens)

Ses interventions (p. 530 et s.)

Son amendement n° 266 (p. 530) : adopté (p. 531)

Article 8 (date de création de la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et des réseaux opérationnels de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 531)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 46 de la commission (prorogation de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle) (p. 533)

Après l'article 8 ter

Intervient sur l'adt n° 48 de la commission (sanctions pénales à l'encontre des organisateurs de fraudes à l'assurance chômage) (p. 538)

Article 9 (répartition des compétences entre les différentes institutions du service public de l'emploi)

Ses interventions (p. 538 et s.)

Ses amendements n°s 257, 283, 259 et 284 : adoptés (p. 538 et s.)

Article 11 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives aux compétences respectives du Conseil national de l'emploi, de la nouvelle institution et de l'UNEDIC)

Ses interventions (p. 540 et s.)

Ses amendements n°s 282, 270, 285 et 286 : adoptés (p. 540 et s.)

Son amendement n° 275 : adopté après modification (p. 541)

Ses amendements n°s 281, 276, 277, 271, 278 et 279 : adoptés (p. 541 et s.)

Article 12 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives au transfert du recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux Ursaff)

Ses interventions (p. 543 et s.)

Ses amendements n°s 273 et 274 : adoptés (p. 543 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)

Son intervention (p. 670)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 671)
 Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 671)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 671)
 Emploi : maisons de l'emploi (p. 670 et s.)
 Emploi : UNEDIC (p. 671)
 Politique sociale : fraude (p. 671)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1597)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 1597)
 Travail : code du travail (p. 1597)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1597)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 1597)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1597)
 Travail : licenciements (p. 1597)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)*Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)*

Son intervention (p. 1622)

Ses amendements n°s 154 et 155 rectifié (p. 1645)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Son intervention (p. 1649)

Son amendement n° 83 (p. 1659)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son amendement n° 156 (p. 1675) : adopté après modification (p. 1676)

Son amendement n° 84 (p. 1676)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Son intervention (p. 1680)

Ses amendements n°s 157 et 158 (p. 1683, 1685)

Article 8 (définition et organisation du portage salarial)

Ses amendements n°s 86, 87, 90 et 88 (p. 1689 et s.)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)

Son intervention (p. 1690)

Son amendement n° 89 (p. 1694)

Son sous-amendement n° 162 à l'adt n° 160 de M. Francis Vercamer (p. 1695) : adopté (p. 1697)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses amendements n°s 269 et 271 (p. 2462 et s.)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3542)

Thèmes :

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3542)

Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3542)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3542)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4117)

Thèmes :

Entreprises : contributions patronales (p. 4117)

Entreprises : sous-traitance (p. 4117)

Syndicats : représentativité (p. 4118)

Travail : durée du travail (p. 4117)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

Son sous-amendement n° 230 à l'adt n° 26 rectifié de la commission (p. 4163)

Ses sous-amendements n°s 232 et 233 à l'adt n° 26 rectifié de la commission (p. 4163)

Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)

Son amendement n° 199 (p. 4184)

Article 9 (date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux du dialogue social)

Son amendement n° 200 (p. 4187)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son amendement n° 203 (p. 4344)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Son intervention (p. 4716)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4716 et s.)

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4716)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4716)

Emploi : chômeurs (p. 4716 et s.)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 1er

Son amendement n° 12 (accord d'intéressement "unilatéral" à l'initiative de l'employeur dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5024) : rejeté (p. 5025)

Après l'article 2

Son amendement n° 13 rectifié (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 500 salariés) (p. 5114) : retiré (p. 5115)

Son amendement n° 15 rectifié (possibilité d'adhésion automatique, sauf déclaration contraire, aux plans d'épargne pour la retraite collectifs) : devenu sans objet (p. 5116)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son intervention (p. 5190)

Thèmes :

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5191)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5191)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Son intervention (p. 5294)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses amendements n°s 378 et 379 (p. 5354 et s.)

Ses interventions (p. 5358, 5397 et s.)

Son amendement n° 381 (p. 5374)

Son amendement n° 382 : adopté (p. 5397)

Son amendement n° 396 : adopté après modification (p. 5400)

Son amendement n° 419 : adopté après rectification (p. 5400)

Son amendement n° 395 (p. 5402) : adopté après modification (p. 5403)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 417 précédemment réservé de M. Michel Dieffenbacher (rapport relatif à la mise en œuvre d'un service informatisé de déclaration sociale nominative) (p. 5412)

Article 4 précédemment réservé (dispositions de coordination dans le code de l'action sociale et des familles et réforme du régime de réservation de places de crèche pour les enfants des bénéficiaires de minima sociaux)

Son amendement n° 397 : adopté (p. 5413)

Jean TIBERI

*Paris (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-685 du 13 juin 2006 relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [7 décembre 2007] (n° 490)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Enseignement supérieur. Universités. Rénovation [4 juin 2008] (p. 2904)

Jean-Louis TOURAINE

*Rhône (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique [J.O. des 23 février 2008 et 3 juin 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [6 décembre 2007] (p. 5016)

Assurance maladie maternité : généralités. Équilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé. Franchises médicales [23 janvier 2008] (p. 393)

DEBATS**Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3174)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3174)
Emploi : création d'emplois (p. 3175)
Établissements de santé : hôpitaux (p. 3174)
Politique sociale : solidarité (p. 3174 et s.)
Santé : accès aux soins (p. 3174)
Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3175)
Sécurité sociale : déficit (p. 3174)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SANTÉ****Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)**

Son intervention (p. 3652)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : risques professionnels (p. 3652)
Santé : cancer (p. 3652)
Santé : crédits (p. 3652)
Santé : prévention (p. 3652 et s.)
Santé : sida (p. 3652)
Santé : tabagisme (p. 3652)

Marisol TOURAINE

*Indre-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Assurance maladie maternité : généralités. Équilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [2 octobre 2007] (p. 2495)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 162, posée le 25 mars 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 2477). Appelée le 25 mars 2008. Ligne sud Europe Atlantique, construction, Indre-et-Loire (p. 884)

n° 332, posée le 10 juin 2008. Télécommunications. Haut débit (J.O. Questions p. 4772). Appelée le 10 juin 2008. Accès, zones rurales (p. 3154)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : s'associe à M. Montebourg pour demander la présence de la ministre de la santé ; réclame, en qualité de déléguée du président

du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche, une suspension de séance [24 octobre 2007] (p. 3213)

Interroge le Gouvernement sur l'éventualité de l'instauration de règles particulières pour le départ à la retraite des avocats plaidant dans un tribunal d'instance appelé à disparaître [25 octobre 2007] (p. 3240)

Demande au Gouvernement s'il entre dans ses intentions d'instaurer pour les avocats un dispositif favorisant le départ à la retraite anticipée de ceux d'entre eux dont la carrière serait pénalisée par la suppression de tribunaux d'instance [25 octobre 2007] (p. 3265)

Rappelle que Madame Génisson et elle-même ont demandé au Gouvernement sa position sur l'intention qui lui est prêtée d'encourager le départ à la retraite à 55 ans des avocats [25 octobre 2007] (p. 3266)

Rappelle son interrogation du Gouvernement sur l'intention qui lui est prêtée d'encourager le départ à la retraite à 55 ans des avocats [25 octobre 2007] (p. 3267)

Demande au Gouvernement de faire preuve "d'esprit de démocratie" en déposant des amendements devant la commission et non à la dernière minute en séance publique [26 octobre 2007] (p. 3365)

Demande à la présidence de ne pas accélérer le débat ni refuser la parole [26 octobre 2007] (p. 3421)

Justifie l'attitude du groupe socialiste dans le débat [24 septembre 2008] (p. 5085)

Assure que les amendements de son groupe visent à améliorer le texte [30 septembre 2008] (p. 5225)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1678)

Thèmes :

Politique sociale : exclusion : précarité (p. 1679)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1680)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1680)
 Travail (p. 1679)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1679)
 Travail : heures supplémentaires : retraites (p. 1679)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : salaires (p. 1679)
 Travail : taux d'activité (p. 1679)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son amendement n° 244 (p. 1788)

Son amendement n° 246 (p. 1791) : adopté après modification (p. 1792)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 215 de M. Michel Liebgott (cotisation employeur à l'assurance chômage : modulation et majoration en fonction du nombre d'emplois précaires et de la durée des contrats de travail) (p. 1824)

Intervient sur l'ad n° 213 de M. Michel Liebgott (entreprises de plus de 20 salariés : majoration de 10 % des cotisations sociales employeur afférentes aux salariés à temps partiel s'ils représentent plus de 25 % de l'effectif) (p. 1828)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2056)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2067)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2071)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 466 de M. Michel Liebgott (négociations collectives salariales de branche et dans les entreprises dès septembre 2007) (p. 2077)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2539)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 2541)
 Politique sociale : cohésion sociale : droits (p. 2539, 2542)
 Politique sociale : inégalités (p. 2539 et s.)
 Professions judiciaires et juridiques : clercs de notaire : femmes (p. 2540)
 Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 2539, 2541)
 Retraites : généralités : réforme (p. 2539 et s.)
 Retraites : généralités : solidarité (p. 2539)
 Retraites : généralités : cotisations : stock options (p. 2540)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 2541, 2542)
 Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2542)
 Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 2541)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : dialogue social (p. 2539, 2540)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Banque de France (p. 2541)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2540, 2541)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3183) : rejetée (p. 3191)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 3183 et s.)
 Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3184 et s.)
 Emploi : seniors (p. 3186)
 Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3188)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3188)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3186)
 Politique sociale : solidarité (p. 3183 et s.)
 Produits dangereux : amiante (p. 3188)
 Professions de santé : internes (p. 3187)
 Professions de santé : médecins : installation (p. 3187 et s.)
 Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 3185)
 Retraites : généralités : cumul avec une activité professionnelle (p. 3186)
 Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 3185, 3188)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 3185 et s.)
 Retraites : généralités : réforme (p. 3185)
 Santé : accès aux soins (p. 3186 et s.)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3186)
 Santé : soins : coût (p. 3186 et s.)
 Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3185, 3188)
 Sécurité sociale : cotisations (p. 3188)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3184)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3183 et s.)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 4 (objectif d'amortissement rectifié de la Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES - et prévisions de recettes rectifiées du Fonds de réserve pour les retraites - FRR)

Son intervention (p. 3208)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) (p. 3213)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Son intervention (p. 3226)

Avant l'article 9

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3240)

Son amendement n° 386 (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus du patrimoine due au titre des plus-values financières) (p. 3247) : rejeté (p. 3249)

Son amendement n° 385 (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus financiers due au titre des plus-values financières) (p. 3248) : rejeté (p. 3249)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3265, 3266, 3267)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3275 et s.)

Ses amendements n°s 524, 519 et 523 (p. 3278 et s., 3283)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Ses interventions (p. 3289 et s.)

Article 16 (non-compensation de certaines mesures d'exonérations ou d'exclusion de l'assiette sociale)

Son intervention (p. 3305)

Article 19 (approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3314)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son intervention (p. 3326)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Ses interventions (p. 3338 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 397 de M. Jean-Marie Le Guen (possibilité pour l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire d'émettre un avis sur la valeur des lettres-clés et sur les tarifs des actes et prestations) (p. 3355)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3365)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Ses interventions (p. 3377 et s.)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Ses interventions (p. 3386 et s.)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Ses interventions (p. 3407 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3421)

Répond à de M. Jean-François Copé : assure M. Copé de la bonne volonté de son groupe dans le but d'un achèvement des travaux dans une durée raisonnable (p. 3422)

Avant l'article 53

Son amendement n° 518 deuxième rectification (rapport au Parlement sur les conclusions de la conférence sur la revalorisation des pensions de vieillesse) (p. 3428) : rejeté (p. 3430)

Article 53 (objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2008)
Son intervention (p. 3430)

Article 70 (extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat - AME - et des soins urgents)

Son amendement n° 515 (de suppression) (p. 3504)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4498)

Son intervention (p. 4504)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4498, 4504 et s.)

Politique sociale : solidarité (p. 4504)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 4504 et s.)

Sécurité sociale : déficit (p. 4498, 4504 et s.)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4498)

Explications de vote et vote [22 novembre 2007] (p. 4513)

Ses explications de vote (p. 4514)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4514)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 63 de M. Jérôme Cahuzac (baisse du taux réduit de TVA) (p. 5476)

Intervient sur l'ad n° 142 de M. Gaëtan Gorce (allègement de cotisations sociales lié à l'augmentation des salaires décidée dans le cadre d'un accord d'entreprise ou d'un accord de branche) (p. 5479)

Son amendement n° 33 (majoration de la contribution d'assurance chômage des employeurs abusant des emplois précaires) (p. 5480) : rejeté (p. 5482)

Son amendement n° 30 (majoration des cotisations sociales patronales des employeurs abusant du travail à temps partiel) : rejeté (p. 5482)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses interventions (p. 5497 et s.)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Article 1er (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son intervention (p. 986)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1593)

Thèmes :

Syndicats : représentativité (p. 1593 et s.)

Travail : accords interprofessionnels (p. 1593 et s.)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1594)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1593)

Travail : précarité (p. 1593 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Son intervention (p. 1613)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)
Son intervention (p. 1655)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)
Ses interventions (p. 3078 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4541)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4542)
Assurance maladie maternité : prestations : franchises (p. 4551)
Emploi : seniors (p. 4542)
Politique sociale : solidarité (p. 4542)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 4542)
Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4541)
Sécurité sociale : déficit (p. 4541)
Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4541)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 15 de la commission (relèvement progressif de l'âge minimal de dispense de recherche d'emploi et suppression de cette dispense en 2012) (p. 4821 et s.)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4993 et s.)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5031, 5047)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1234 à 1255 de M. Christian Eckert (délibération de l'assemblée générale sur le rapport entre le plus haute et la plus basse rémunération dans la société) (p. 5054)

Intervient sur les adts identiques n°s 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5066)

Intervient sur les adts identiques n°s 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5079)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5085)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5120)

Après l'article 3

Intervient sur les adts identiques n°s 1647 à 1668 de M. Christian Eckert (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit le mode de rémunération du travail effectif) (p. 5132)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5167) : rejetée (p. 5175)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés (p. 5169)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5168)
Jeunes : insertion professionnelle (p. 5169)
Politique sociale : insertion (p. 5167)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion : Parti socialiste (p. 5167)
Politique sociale : minima sociaux (p. 5168)
Politique sociale : pauvreté : travailleurs (p. 5167)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5167)
Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5168)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : histoire (p. 5167)
Travail : précarité (p. 5169)
Travail : travail à temps partiel (p. 5170)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5220 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 septembre 2008] (p. 5225)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Ses interventions (p. 5230, 5265 et s.)

Article 10 (contrat unique d'insertion)

Ses interventions (p. 5271 et s.)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Son intervention (p. 5275)

Article 12 (abrogation des contrats d'avenir et des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et aménagements du contrat initiative emploi)

Son intervention (p. 5278)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Ses interventions (p. 5284, 5293)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5296, 5356 et s., 5366, 5385 et s., 5393 et s., 5405)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 228 rectifié précédemment réservé de M. Roland Muzeau (pas d'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5407)

Intervient sur l'adt n° 304 précédemment réservé de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (pas d'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5407)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Son intervention (p. 5412)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5416)

Article 14 (entrée en vigueur de la réforme)

Son intervention (p. 5417)

Philippe TOURTELIER

*Ille-et-Vilaine (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union
européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil d'orientation de l'observatoire national
sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et
dans les départements et territoires d'outre-mer [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes
génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet
de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses
dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de
l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 86 relative aux compétences des établissements
publics de coopération intercommunale en matière économique
[18 juillet 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires
économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en
application de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme
fixant les orientations de la politique énergétique [23 janvier 2008]
(n° 625)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Interroge le Gouvernement sur la position de l'Union européenne
concernant la clause de sauvegarde soulevée par la France
[2 avril 2008] (p. 1140)

Se déclare obligé de faire un rappel au règlement pour s'exprimer
sur le fond du texte en discussion [25 juin 2008] (p. 3816)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2628)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 11 de M. Bernard Derosier (intervention des
établissements publics de coopération intercommunale pour le
maintien ou la création de services en milieu rural) (p. 2631)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)

*Article 10 ter (possibilité pour le conseil municipal de se réunir dans
un lieu autre que la mairie)*

Son intervention (p. 5171)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés**PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril
2008] (p. 1139)**

Son intervention (p. 1110)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1140)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte
contre la faim (p. 1110)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe
de réversibilité (p. 1110)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 1110)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle :
organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1110)

Bioéthique : brevets (p. 1110)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1110)

Environnement : principe de précaution (p. 1110)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés
(OGM) (p. 1110)

Recherche : biotechnologies (p. 1110)

**Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril
2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ;
[8 avril 2008] (p. 1395, 1415)**

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 251 de M. André Chassaigne (rapport du
Gouvernement sur les licences gratuites pour les petits agriculteurs
des pays en voie de développement) (p. 1152)

*Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes
génétiquement modifiés)*

Ses interventions (p. 1163, 1228)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1262 et s., 1276)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie**PREMIÈRE LECTURE**

**Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ;
[3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)**

Son intervention (p. 2845)

Thèmes :

Commerce et artisanat : emplois de proximité ou de service
(p. 2846)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2846)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de
l'énergie (ADEME) (p. 2846)

Environnement : changements climatiques (p. 2845)

Environnement : développement durable (p. 2845)

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008]
(p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ;
[10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12
juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)**

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son amendement n° 552 (p. 3042)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement**PREMIÈRE LECTURE**

**Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin
2008] (p. 3784)**

*Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à
l'environnement)*

Ses interventions (p. 3748, 3757 et s., 3765 et s., 3784 et s., 3796)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 105 de Mme Marie-Line Reynaud (protection
des lanceurs d'alerte) (p. 3797)

Article 12 (produits et risques chimiques)

Son intervention (p. 3807)

Après l'article 13

Son rappel au règlement (cf supra) [25 juin 2008] (p. 3816)

Alfred TRASSY-PAILOGUES

*Seine-Maritime (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques [J.O. du 11 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Développement et régulation économiques - Régulation économique - Communications électroniques et postes (n° 278) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [14 novembre 2007] (p. 4110)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES****Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :**

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 11)

Thèmes :

Administration : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ACERP) (p. 11)

Postes : La Poste : politiques communautaires (p. 12)

Postes : La Poste : services à la personne (p. 12)

Télécommunications : Internet : accès (p. 11)

Télécommunications : téléphones mobiles : licences (p. 11)

Georges TRON

*Essonne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'observatoire de l'emploi public [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 253 visant à encadrer de manière sensiblement plus restrictive la détention de chiens reconnus comme dangereux [9 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 23 : Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Fonction publique (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 426 relative à la production d'un extrait de casier judiciaire pour l'accès à certaines professions [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 427 prévoyant la délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire des personnes qu'ils recrutent aux dirigeants des institutions exerçant une activité auprès des personnes âgées et des personnes handicapées [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 465 relative à l'âge de la retraite des pilotes de ligne [5 décembre 2007]

Proposition de résolution n° 792 tendant à compléter le Règlement de l'Assemblée nationale afin de permettre l'organisation de débats sur les rapports de la Cour des comptes [9 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES****Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :**

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 76, 91, 94)

Thèmes :

Etat : patrimoine immobilier (p. 92)

Etat : patrimoine immobilier : Imprimerie nationale (p. 92)

Etat : réforme : politiques publiques (p. 76)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 76)

Fonctionnaires et agents publics : oeuvres sociales (p. 76)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : formation continue (p. 76)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 76)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 77)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : négociation (p. 77)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 76, 91 et s., 94)

Lois de finances : nomenclature budgétaire : fonction publique de l'Etat (p. 76)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : immeubles (p. 92)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 76)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)***Après l'article 22*

Intervient sur l'ad. n° 43 de M. Yves Bur (ostéopathes « exclusifs » : exonération de la TVA) (p. 5110)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)**

Son intervention (p. 5453)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 5453 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : indemnités (p. 5454)

Fonctionnaires et agents publics : titularisation (p. 5454)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1727)

Thèmes :

Etat : patrimoine immobilier : ministère des affaires étrangères (p. 1728)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1727)

Fonction publique de l'Etat : réforme : coût (p. 1727 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1727)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2280)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 2281)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2281)

Constitution : article 88-5 (p. 2280)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2280)

Etat : Gouvernement : prérogatives (p. 2280)

Finances publiques : loi de programmation (p. 2281)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 2281)

Parlement : office parlementaire d'évaluation des politiques publiques (p. 2281)

Parlement : ordre du jour (p. 2281)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4554)

Thèmes :

Etat : patrimoine immobilier (p. 4555)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4555)

Finances publiques : dette publique (p. 4555)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 4555)

Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4555)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4555)

Fonctionnaires et agents publics : indemnités (p. 4555)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4555)

U

Jean UEBERSCHLAG

*Haut-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission nationale des comptes de la formation professionnelle [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme de France 3 [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie [J.O. des 2 août 2007 et 16 avril 2008]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations (ensemble un protocole) (n° 153) [31 octobre 2007]

Membre titulaire du comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire [J.O. du 7 février 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 avril 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 221 visant à introduire dans la formation des futurs usagers de la route l'apprentissage de la conduite à tenir en cas d'accident de la route [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations (ensemble un protocole) (n° 153) [11 décembre 2007] (n° 492)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Propose de revenir à l'ordre du jour, au lieu de discuter d'une lettre que la plupart des députés n'ont pas vue [9 juillet 2008] (p. 4467)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)
Son intervention (p. 3803)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : bénéficiaires (p. 3803)
Formation professionnelle : financement (p. 3803 et s.)
Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 3804)

Projet de loi n° 301 ratifiant l'ordonnance n° 200713 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 733)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 15 de Mme Cécile Gallez (compétences des officines en matière de préparations pharmaceutiques) (p. 737)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4467)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Ses amendements n°s 107 et 108 (p. 4499)

Jean-Jacques URVOAS

*Finistère (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Gouvernement. Politique économique, réformes [13 novembre 2007] (p. 4012)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 356, posée le 24 juin 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux [J.O. Questions p. 5264]. Appelée le 24 juin 2008. Restructuration, conséquences (p. 3690)

DÉBATS

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2348) : rejetée (p. 2353)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : compétences (p. 2349)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2350)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : nomination (p. 2350)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : secret professionnel (p. 2350)

Défense : opérations extérieures : détenus (p. 2349)

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 2349)

Etat : Médiateur de la République (p. 2349)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : protocole (p. 2349)

Parlement : débats : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2351)

Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation : autorités administratives indépendantes (p. 2348)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Son amendement n° 71 (p. 2355)

Son sous-amendement n° 68 à l'adt n° 18 de la commission (p. 2357)

Ses amendements n°s 72, 69 et 73 (p. 2358, 2359)

Article 3 (recrutement de contrôleurs)

Son amendement n° 84 (p. 2360)

Article 4 (secret professionnel)

Son sous-amendement n° 85 à l'adt n° 21 de la commission (p. 2360)

Son amendement n° 74 (p. 2361)

Article 5 (modalités d'information et de saisine du Contrôleur général)

Son amendement n° 88 : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 75 (p. 2363)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son sous-amendement n° 86 à l'adt n° 26 de la commission (p. 2363)

Son amendement n° 87 (p. 2367) : adopté (p. 2369)

Ses amendements n°s 92, 76 et 93 (p. 2374 et s.)

Article 7 (suites données aux visites)

Son sous-amendement n° 77 à l'adt n° 35 de la commission (p. 2378)

Ses sous-amendements n°s 94 et 95 à l'adt n° 37 de la commission (p. 2379)

Son sous-amendement n° 96 à l'adt n° 37 de la commission (p. 2378) : adopté (p. 2379)

Son sous-amendement n° 97 à l'adt n° 37 de la commission (p. 2379)

Son amendement n° 78 (p. 2379)

Article 8 (avis et recommandations)

Son sous-amendement n° 98 à l'adt n° 38 de la commission (p. 2381)

Ses amendements n°s 80, 79, 99 et 81 (p. 2381)

Article 9 (rapport annuel public)

Son amendement n° 100 (p. 2382)

Article 9 bis (coopération avec les organismes internationaux compétents)

Son amendement n° 101 (de suppression) (p. 2382)

Article 10 (moyens de fonctionnement)

Son intervention (p. 2382)

Explication de vote et vote [25 septembre 2007] (p. 2384)

Ses explications de vote (p. 2384)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2384)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Son intervention (p. 2694)

Thèmes :

Droit pénal : enquêtes : moyens (p. 2695)

Impôts et taxes : déductions : corruption (p. 2694)

Justice : espace judiciaire européen (p. 2695)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : traités et conventions (p. 2694)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2694)

Politique économique : concurrence (p. 2695)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4190)

Procédure des questions :

Justice : pôles de l'instruction : création (p. 4190)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 57)

Son intervention (p. 77)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 78)

Justice : rétention de sûreté (p. 57)

Justice : victimes (p. 77)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 78)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Ses interventions (p. 113 et s.)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Ses amendements n°s 105 et 106 (p. 127 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 779)

Thème :

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 779)

Explications de vote et vote [6 février 2008] (p. 784)

Ses explications de vote (p. 784)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 784)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 229)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 229)

Union européenne : transferts de compétences (p. 229)

Union européenne : construction européenne (p. 230)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 229)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 12 de Mme Marylise Lebranchu (respect des langues régionales inscrit dans la Constitution) (p. 243)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Marc Le Fur (adhésion à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires) (p. 243)

Explications de vote et vote [16 janvier 2008] (p. 263)

Ses explications de vote (p. 263)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 263)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1195)

Thèmes :

Droit pénal : témoins : diffamation (p. 1195)

Droit pénal : témoins : protection (p. 1196)

Parlement : commissions d'enquête : auditions (p. 1195)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1195)

Discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1197)

Article unique (immunité partielle des personnes tenues de déposer devant une commission d'enquête - immunité étendue aux comptes rendus des réunions publiques des commissions d'enquête)

Son amendement n° 1 (p. 1197)

Explications de vote et vote [3 avril 2008]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1196)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Son intervention (p. 2168)

Thèmes :

Elections et référendums : collège sénatorial : réforme (p. 2169)

Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 2169)

Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 2169)

Parlement : Sénat : histoire (p. 2168)

Parlement : Sénat : rôle (p. 2169)

Parlement : Sénat : suffrage universel (p. 2168)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2276)

Thèmes :

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 2276)

Justice : indépendance (p. 2276)

Parlement : amendements (p. 2276)

Parlement : rôle (p. 2276)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2276)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2339)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Victorin Lurel (langues régionales) (p. 2346)

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean-Claude Sandrier (détermination par la loi de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats) (p. 2365)

Article 1er (statut de l'opposition)

Son intervention (p. 2372)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2433)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 512 de M. René Dosièr (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute activité professionnelle et tout mandat, notamment électif) (p. 2448)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2464)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2526 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 516 de M. Bernard Derosier (constitutionnalisation de l'état d'urgence) (p. 2574)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son intervention (p. 2577)

Son amendement n° 299 rectifié (p. 2579)

Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 2674)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2713)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4381)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 4381)

Constitution : V^e République (p. 4381)

Parlement : prérogatives (p. 4381)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 9 (missions et composition du Parlement)*

Son intervention (p. 4433)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4447)

Ses amendements n°s 246 et 248 (p. 4449 et s.)

Son amendement n° 247 (p. 4449) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4452)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 4474)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 4476)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son intervention (p. 4480)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 4496)

Après l'article 30 sexies

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Marc Le Fur (langues régionales) (p. 4505)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3825) : rejetée (p. 3830)

Thèmes :

Administration : baux emphytéotiques (p. 3825)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 3827)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3827)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : baux commerciaux (p. 3827)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : Canada (p. 3827)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : évaluation (p. 3826)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : histoire (p. 3825)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : régime juridique (p. 3826)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : Royaume-Uni (p. 3826)

Secteur public : endettement : contrats de partenariat public-privé (p. 3827)

Secteur public : privatisations : contrats de partenariat public-privé (p. 3827)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 96 (contrat de partenariat : contrat dérogatoire au droit commun de la commande publique) : rejeté (p. 3843)

Article 1er (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Ses amendements n°s 97 à 99 (p. 3845 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 100 (soumission de l'attributaire du contrat de partenariat au code des marchés publics) : rejeté (p. 3847)

Son amendement n° 101 : rejeté (soumission de l'attributaire du contrat de partenariat au code des marchés publics) (p. 3847)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Ses amendements n°s 117 et 102 (p. 3849)

Son amendement n° 103 (p. 3856)

Ses amendements n°s 104 à 106 (p. 3857)

Ses amendements n°s 107 et 108 (p. 3859 et s.)

Ses amendements n°s 109 et 110 (p. 3860)

Article 5 (nombre minimal de candidatures devant être mises en concurrence – possibilité de candidatures de groupements d'entreprises)

Son amendement n° 119 (p. 3861)

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)

Son amendement n° 111 (p. 3864)

Article 8 bis (harmonisation rédactionnelle avec l'article 6 de l'ordonnance)

Son intervention (p. 3866)

Article 9 (contenu obligatoire du contrat de partenariat)

Son amendement n° 112 (p. 3866)

Article 10 bis (rapport annuel de suivi de l'exécution du contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3867)

Article 15 (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Ses amendements n°s 113 à 115, 139 et 140 (p. 3871)

Article 16 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Ses amendements n°s 116, 120 et 121 (p. 3871)

Ses amendements n°s 122 à 125 (p. 3872)

Son amendement n° 126 et 127 (p. 3872)

Son amendement n° 128 (p. 3872)

Article 19 (nombre minimal de candidatures devant être mises en concurrence – possibilité de candidatures de groupements d'entreprises)

Son amendement n° 129 (p. 3873)

Article 22 (conditions d'attribution d'un contrat de partenariat)

Son amendement n° 130 (p. 3873)

Article 23 (contenu obligatoire du contrat de partenariat conclu par une collectivité territoriale)

Son amendement n° 131 (p. 3875)

Après l'article 24

Son amendement n° 132 (contenu du rapport annuel produit par le partenaire privé fixé par un décret en Conseil d'État) : adopté (p. 3875)

Article 25 (délimitation des biens appartenant au domaine public - modalités de conclusion de baux privés pour le domaine privé)

Son amendement n° 133 (p. 3876)

Son amendement n° 134 : adopté (p. 3876)

Article 26 (exonération du versement pour dépassement du plafond légal de densité pour les immeubles édifiés dans le cadre d'un contrat de partenariat, d'un bail emphytéotique administratif ou hospitalier ou d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public)

Son intervention (p. 3877)

Article 27 (exonération de la redevance pour création de bureaux ou de locaux de recherche en région Île-de-France pour les immeubles édifiés dans le cadre d'un contrat de partenariat, d'un bail emphytéotique administratif ou hospitalier ou d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public)

Son intervention (p. 3877)

Article 28 (régime de publicité foncière pour les contrats de partenariat, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public, les actes de bail et crédit-bail et les baux emphytéotiques administratifs ou hospitaliers)

Son intervention (p. 3877)

Article 32 (application de certaines dispositions aux contrats en cours de passation)

Son amendement n° 138 (de suppression) (p. 3882)

V

Daniel VAILLANT

*Paris (19^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du
28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission nationale de contrôle des
interceptions de sécurité [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la
législation et de l'administration générale de la République [J.O. du
26 mars 2008]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 26 mars
2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du
27 mars 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 mars
2008]

Jacques VALAX

*Tarn (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du
28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Santé. Politique de la santé. Affections de longue durée, prise en
charge [25 juin 2008] (p. 3781)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 279, posée le 27 mai 2008. Police. Commissariats (J.O.
Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Effectifs de personnel,
Tarn (p. 2487)

Françoise VALLET

*Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Elue le 3 février 2008 [J.O. du 5 février 2008]

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
5 février 2008]

Annulation de son élection le 26 juin 2008 [J.O. du 27 juin 2008]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
armées [J.O. du 2 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. [5 février 2008] (p. 715)

Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. [10 juin 2008]
(p. 3186)

*DÉBATS***Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources
des journalistes****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)**

Son intervention (p. 2129)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour européenne des droits de
l'homme : jurisprudence (p. 2129)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2129)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection
(p. 2129 et s.)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

*Article 2 (accroissement des garanties procédurales en cas de
perquisition concernant un journaliste)*

Son intervention (p. 2145)

Explications de vote et vote [15 mai 2008] (p. 2152)

Ses explications de vote (p. 2152)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche
(p. 2152)

**Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la
défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration**

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3917)

Thèmes :

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 3918)

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 3917)

Parlement : rôle (p. 3918)

Politique générale : démocratie (p. 3918)

Sécurité publique : sécurité civile (p. 3918)

André VALLINI

*Isère (9^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du
12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du
28 juin 2007]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet
2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la
législation et de l'administration générale de la République [J.O. du
26 septembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 26 septembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 novembre 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 20 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 novembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2272)

Thèmes :

Assemblée nationale : dissolution (p. 2273)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 2273)

Etat : Premier ministre : rôle (p. 2273)

Politique générale : démocratie : équilibre des pouvoirs (p. 2273)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2272)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Ses interventions (p. 2430 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 174 de M. Jacques Myard (supériorité des lois par rapport aux traités et accords internationaux antérieurs) (p. 2679)

Manuel VALLS

Essonne (1^{ère} circonscription)

Socialiste, radical, citoyen

puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission nationale de la vidéosurveillance [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [30 octobre 2007] (p. 3551)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [27 novembre 2007] (p. 4703)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande à Mme la garde des sceaux les statistiques relatives aux prisons et les conséquences budgétaires des mesures examinées [17 juillet 2007] (p. 2156)

Demande à nouveau des éléments chiffrés sur la population carcérale [18 juillet 2007] (p. 2167)

En appelle à la sérénité des débats [18 juillet 2007] (p. 2176)

Déplore que la question des statistiques concernant l'origine ethnique ne soit soulevée qu'à propos d'un texte essentiellement répressif sur l'immigration. Il questionne le Gouvernement sur le nombre de personnes en situation irrégulière sur le territoire national et demandant des papiers [18 septembre 2007] (p. 2152)

Observe que si les droits de l'opposition relèvent du règlement, certains éléments auraient pu être intégrés dans la Constitution [9 juillet 2008] (p. 4464)

S'insurge contre toute restriction du droit d'amendement [9 juillet 2008] (p. 4484)

Souligne que, bien qu'il y ait de nombreuses raisons de voter contre ce texte, la restriction du droit d'amendement suffit à justifier ce vote [9 juillet 2008] (p. 4487)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2094) : rejetée (p. 2101)

Thèmes :

Droit pénal : lois (p. 2094)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération : moyens (p. 2097)

Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 2098)

Droit pénal : emprisonnement : récidive (p. 2097)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2095)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2094)

Droit pénal : peines planchers (p. 2094)

Droit pénal : proportionnalité de la peine (p. 2095)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2094)

Justice : moyens (p. 2097)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2097)

Justice : exécution des décisions (p. 2097)

Justice : jugements : délais (p. 2097)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : Parti socialiste (p. 2098)

Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 2096)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2096)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2097)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Noël Mamère (rapport annuel sur les établissements pénitentiaires, la population carcérale, les mesures de réinsertion et de prévention de la récidive) (p. 2149)

Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses amendements n° 88 rectifié et 89 (p. 2153, 2155)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2007] (p. 2156)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses amendements n° 92, 91 rectifié et 90 (p. 2160, 2161)

Après l'article 2

Son amendement n° 93 (rapport annuel sur l'impact des dispositions de la loi) (p. 2161) : retiré (p. 2162)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 juillet 2007] (p. 2167)

Après l'article 2 ter

Son intervention (p. 2173)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 juillet 2007] (p. 2176)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses amendements n°s 74 (de suppression) et 77 (p. 2180, 2183)

Article 4 (information des jurés de la cour d'assises sur l'application des peines minimales)

Son amendement n° 78 (de suppression) (p. 2184)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Son amendement n° 80 (de suppression) (p. 2186)

Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve)

Son amendement n° 82 (de suppression) (p. 2188)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 65 rectifié de M. Julien Dray (contrôle judiciaire socio-éducatif, sauf avis contraire du juge, pour les personnes mises en examen non condamnées antérieurement et encourant une peine délictuelle de plus de trois ans d'emprisonnement) (p. 2188)

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Julien Dray (prise en charge, sauf avis contraire du juge, du primodélinquant par le juge de l'application des peines) (p. 2189)

Article 7 (application de l'injonction de soins dans le cadre de la surveillance judiciaire)

Son amendement n° 84 (de suppression) (p. 2189)

Article 9 (renforcement du suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle)

Son amendement n° 86 (de suppression) (p. 2189)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 87 (p. 2190)

Article 11 (application des dispositions du projet de loi dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie)

Son amendement n° 69 (de suppression) (p. 2191)

Explications de vote et vote [18 juillet 2007] (p. 2191)

Ses explications de vote (p. 2193)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2194)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2143)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2007] (p. 2152)

Thèmes :

Associations : subventions (p. 2143)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2143)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2143)

Etrangers : régularisations (p. 2143)

Union européenne : construction européenne : politique de l'immigration (p. 2143)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)*

Son intervention (p. 2211)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2239)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2284)

Intervient sur le sous-adt n° 274 du Gouvernement (dispositif applicable jusqu'au 31 décembre 2010 et évalué annuellement par une commission) à l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2297)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)*Procédure des questions :*

Etrangers : expulsion : objectifs et indicateurs de performance (p. 3614)

Etrangers : expulsion : préfectures (p. 3614)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2264)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2264)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2264)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2265)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2265)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [22 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Jean-Christophe Lagarde (vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2359)

Intervient sur l'adt n° 308 de M. Noël Mamère (reconnaissance de la citoyenneté des personnes résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2359)

Intervient sur l'adt n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2359)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2563)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 482 de M. Jean-Christophe Lagarde (délégation d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire dans la limite de deux fois par session) (p. 2684)

Intervient sur l'adt n° 481 de M. François Sauvadet (délégation d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2684)

Intervient sur l'adt n° 457 de M. Jean-Claude Sandrier (délégation d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2684)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2724)

Article 34 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 2728)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4386)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 4387)
Elections et référendums : collège sénatorial (p. 4387)
Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4387)
Français de l'étranger : modes de scrutin (p. 4387)
Parlement : ordre du jour (p. 4387)
Parlement : prérogatives (p. 4386)
Parlement : Sénat : prérogatives (p. 4387)
Politique générale : institutions : modernisation (p. 4387)
Union européenne : élargissement : référendums (p. 4388)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4464)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4484, 4487)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4622) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4629)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4623)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 4624)
Communes : maires : rôle (p. 4625)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : expérimentation (p. 4622)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4623)
Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : responsabilité (p. 4624)
Enseignement : personnel : effectifs (p. 4625)
Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4625)
Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 4624)
Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 4625)
Secteur public : grève : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4625)

Marc VAMPA

*Eure (3^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 21 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} août 2007]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : prestations. Frais d'optique. Remboursement [15 avril 2008] (p. 1562)

DÉBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2007] (p. 2629)

Thème :

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2636)

Explications de vote et vote [1^{er} août 2007] (p. 2636)

Ses explications de vote (p. 2636)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2636)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3741)

Procédure des questions :

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 3764)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Son intervention (p. 4856)

Thèmes :

Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 4856)

Finances publiques : dépenses : déficit budgétaire (p. 4856 et s.)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP) (p. 4856)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 4856 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4856)

Politique économique : prix : concurrence (p. 4857)

Transports : chèque-transport (p. 4856)

Explications de vote et vote [29 novembre 2007] (p. 4870)

Vote contre le passage à la discussion d groupe Nouveau Centre (p. 4857)

Projet de loi n° 292 relatif à la mise en oeuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2008] (p. 269)

Son intervention (p. 272)

Thèmes :

Economie sociale : coopératives (p. 272 et s.)

Entreprises : créances : recouvrement (p. 273)

Entreprises : insolvabilité (p. 273)

Travail : négociations (p. 272)

Union européenne : directives (p. 272)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 636)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 643)

Son intervention (p. 648)

Thèmes :

Langue française : usage (p. 649)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 649)

Explications de vote et vote [30 janvier 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 649)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)**

Son intervention (p. 687)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 687)
 Collectivités territoriales : exécutifs locaux : régions (p. 687)
 Elections et référendums : suppléants (p. 687)
 Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 688)
 Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 687)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 695)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 695)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)**

Son intervention (p. 742)

Thèmes :

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 742)
 Commerce extérieur : douanes : contrôle (p. 742)
 Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 742)
 Sécurité routière : circulation routière : interdiction (p. 742)
 Ventes et échanges : ventes par correspondance : Internet (p. 742)

Explications de vote et vote [5 février 2008]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 752)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3519)

Son intervention (p. 3528)

Thèmes :

Transports : transport combiné (p. 3529)
 Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3529)
 Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3528)
 Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3530)
 Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3529)
 Transports par eau : transports fluviaux (p. 3529)

Explications de vote et vote [24 juin 2008] (p. 3720)

Ses explications de vote (p. 3722)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 3723)

Yves VANDEWALLE*Yvelines (2^{ème} circonscription)
Non inscrit**puis Union pour un Mouvement Populaire*

Devenu député le 20 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 juillet 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juillet 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 976 relative à la limitation du trafic de l'aviation légère et du trafic d'hélicoptères dans chaque département [19 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 118, posée le 22 janvier 2008. Enseignement : personnel. Enseignants (J.O. Questions p. 408). Appelée le 22 janvier 2008. Voyages scolaires, accompagnateurs, frais, prise en charge (p. 374)

n° 216, posée le 29 avril 2008. Voirie. RN 10 (J.O. Questions p. 3550). Appelée le 29 avril 2008. Travaux, calendrier, Trappes (p. 1751)

n° 361, posée le 24 juin 2008. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 5265). Appelée le 24 juin 2008. Portables, antennes relais, conséquences, santé (p. 3689)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)***Procédure des questions :*

Elevage : cheval : urbanisme (p. 4070)

DÉFENSE**Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)***Procédure des questions :*

Corps diplomatique et consulaire : Chine (p. 4154)

Défense : politique de défense : recherche (p. 4153)

ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES**Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)***Procédure des questions :*

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) : politique de l'environnement (p. 3996)

VILLE ET LOGEMENT**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :***- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007*

Son intervention (p. 63)

Thèmes :

Baux : dépôt de garantie (p. 63)

Logement : amélioration de l'habitat : politique de l'environnement (p. 63)

Logement : HLM : surloyer (p. 63)

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)**

Son intervention (p. 4924)

Thèmes :

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : développement économique (p. 4924)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : participation du public (p. 4924)

Explications de vote et vote [4 décembre 2007] (p. 4922)

Ses explications de vote (p. 4924)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4924)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Avant l'article 3

Son amendement n° 177 troisième rectification précédemment réservé (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1327) : adopté (p. 1329)

Projet de loi n° 12 ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil et portant diverses dispositions relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2008] (p. 1484)

Son intervention (p. 1486)

Explications de vote et vote [9 avril 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1487)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Son intervention (p. 3077)

Son amendement n° 1217 (p. 3082)

Ses amendements n°s 1217, 1218, 1451, 1213, 449, 450 à 455, 1216 rectifié, 1211, 1215 et 1212 deuxième rectification (p. 3082 et s.)

Son amendement n° 1214 : adopté (p. 3103)

Son amendement n° 1450 (p. 3103)

Christian VANNESTE

*Nord (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 161 visant à simplifier les procédures administratives et à améliorer l'efficacité de la fonction publique [18 septembre 2007]

Proposition de loi n° 210 visant à lutter contre le harcèlement social [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 254 relative à la reconnaissance du génocide ukrainien de 1932-1933 [9 octobre 2007]

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 368 visant à favoriser l'engagement bénévole et associatif [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 469 visant à supprimer la redevance audiovisuelle [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 474 autorisant les aides publiques aux établissements d'enseignement privés sous contrat pour rendre accessibles les locaux aux élèves handicapés [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 484 visant à encourager la création de logements étudiants [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 836 visant à reconnaître le don du sang comme grande cause nationale [24 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Finances publiques. Contrôle. Fraude fiscale et sociale [7 novembre 2007] (p. 3782)

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [16 janvier 2008] (p. 258)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 150, posée le 29 janvier 2008. Jeunes. Politique à l'égard des jeunes (J.O. Questions p. 629). Appelée le 29 janvier 2008. Service civil volontaire, développement (p. 565)

n° 317, posée le 3 juin 2008. Politique sociale. Centres d'action sociale (J.O. Questions p. 4543). Appelée le 3 juin 2008. Fonctionnement, financement, Tourcoing (p. 2817)

*DÉBATS***Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2135)

Thèmes :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : statistiques (p. 2135)

Droit pénal : peines planchers (p. 2136)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2136)

Justice : exécution des décisions (p. 2136)

Justice : victimes : harcèlement moral (p. 2136)

Système pénitentiaire : réforme (p. 2136)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2136)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2509)

Thèmes :

Industrie : textile et habillement : contrefaçon (p. 2509)

Justice : procédures : contrefaçon (p. 2509)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : juridictions spécialisées (p. 2509)

Recherche : innovation : propriété intellectuelle (p. 2509)

Discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2514)

Article 3 (régime juridique applicable à la contrefaçon de dessins et modèles nationaux)

Son amendement n° 78 (p. 2515)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)**

Son intervention (p. 3913)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veufs et veuves (p. 3913)
 Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 3914)
 Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 3914)
 Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 3914)
 Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 3913)
 Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3913)
 Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 3913)

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)

Son intervention (p. 597)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 599)
 Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 597)
 Départements : Nord (p. 598)
 Régions : Lorraine (p. 598)
 Union européenne : construction européenne (p. 598)
 Union européenne : règlements (p. 598)

Explications de vote et vote [29 janvier 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 599)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Son intervention (p. 2127)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme : secret des sources des journalistes (p. 2128)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 2127)
 Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 2127)
 Politique générale : démocratie : secret des sources des journalistes (p. 2127)
 Presse et livres : journalistes : indépendance (p. 2127)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2128)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 370 de M. Jean-Claude Sandrier (démocratie participative) (p. 2343)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Gérard Charasse (affirmation du principe de laïcité) (p. 2345)

Intervient sur l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2352)

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Jean-Christophe Lagarde (vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2360)

Intervient sur l'adt n° 308 de M. Noël Mamère (reconnaissance de la citoyenneté des personnes résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2360)

Intervient sur l'adt n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2360)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2386)

Après l'article 3

Son amendement n° 215 (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2389) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2394)

Son amendement n° 214 (référendum sur la pérennité de la nation) : rejeté (p. 2395)

Son amendement n° 216 (coordination) : adopté (p. 2395)

Article 6 (droit de grâce)

Ses interventions (p. 2423 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n° 218 (p. 2469)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son amendement n° 221 : adopté (p. 2568)

Ses amendement n°s 219 et 220 (p. 2572)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2631)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son amendement n° 222 (p. 2648)

Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 2673)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 2676)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2710)

Ses amendements n°s 225 à 228 (p. 2713 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4396)

Thèmes :

Assemblée nationale : dissolution (p. 4397)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4396)
 Constitution : révision (p. 4396)
 Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 4397)
 Lois : projet de loi : études d'impact (p. 4397)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : démission (p. 4397)
 Parlement : conditions de travail (p. 4396)
 Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4396)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)*

Son amendement n° 83 (p. 4412)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Son amendement n° 54 (p. 4420)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 4437)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4452)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son amendement n° 56 (de suppression) (p. 4468)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3979)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Après l'article 2

Son amendement n° 159 (bénéfice des avantages obtenus par la négociation réservé aux seuls adhérents des syndicats) : retiré (p. 4162)

François VANNSON

*Vosges (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. des 7 février 2008 et 15 février 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 338 tendant à instaurer la prise en charge par l'assurance maladie des substituts nicotiques médicalement prescrits [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 339 tendant à interdire les sites Internet valorisant et faisant l'apologie de l'anorexie [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 340 visant à exonérer les étudiants de la taxe d'habitation [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 466 visant à dispenser au sein des établissements de l'enseignement secondaire une initiation pédagogique et juridique sur les dangers inhérents à l'utilisation d'internet [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 467 visant à dispenser un enseignement relatif à la santé et aux pratiques alimentaires au sein des établissements scolaires [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 468 visant à limiter le recours abusif aux stages en permettant une meilleure information des pratiques des structures d'accueil [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 481 tendant à instaurer un tri sélectif et l'utilisation d'un quota de papier recyclé dans les institutions et organismes publics [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 482 relative à l'instauration de la mention "donneur d'organes" sur le fichier informatisé de la carte Vitale [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 483 tendant à instaurer le port obligatoire d'un casque pour la pratique des sports d'hiver pour les enfants de moins de onze ans [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 977 tendant à instaurer la prise en charge par les facultés de médecine des frais occasionnés par un don du corps [19 juin 2008]

Proposition de loi n° 978 visant à renforcer la protection des personnes âgées à l'égard du démarchage [19 juin 2008]

Proposition de loi n° 979 visant à uniformiser l'application de l'obligation de décoration des constructions publiques entre l'Etat et les collectivités territoriales [19 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [7 novembre 2007] (p. 3776)

Sang et organes humains. Organes humains. Dons, développement [30 avril 2008] (p. 1826)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 187, posée le 8 avril 2008. Culture. Politique culturelle (J.O. Questions p. 2907). Appelée le 8 avril 2008. Bâtiments publics, construction, commandes artistiques (p. 1360)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 18

Son amendement n° 19 rectifié (réduction d'impôt pour les investissements immobiliers locatifs réalisés dans des résidences de tourisme classées dans les zones de revitalisation rurales : extension aux communes de 2 000 à 4 000 habitants) (p. 5087) : rejeté (p. 5088)

Après l'article 20

Son amendement n° 20 (ISF : éligibilité des dons aux associations reconnues d'utilité publique pour la réduction de l'imposition) (p. 5104) : rejeté (p. 5105)

Après l'article 27

Son amendement n° 274 (étudiants : exonération de la taxe d'habitation) (p. 5135) : rejeté (p. 5136)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Son intervention (p. 1792)

Thèmes :

Administration : Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) : archives (p. 1792)

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 1793)

Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1792)

Etrangers : naturalisation : archives (p. 1792)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)

Son amendement n° 25 rectifié (p. 1803)

Isabelle VASSEUR

*Aisne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteuse du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (n° 514) [30 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 15 mai 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (n° 514) [6 février 2008] (n° 695)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [13 mai 2008] (n° 882)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonction publique hospitalière. Praticiens hospitaliers. Compte épargne temps [8 janvier 2008] (p. 39)

Recherche. Politique de la recherche. [16 avril 2008] (p. 1640)

DÉBATS

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5329)

Thèmes :

Fonction publique hospitalière : comptes épargne-temps (p. 5329 et s.)

Fonction publique hospitalière : durée du travail (p. 5329 et s.)

Fonction publique hospitalière : effectifs (p. 5329)

Fonction publique hospitalière : heures supplémentaires (p. 5329 et s.)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Son intervention (p. 917)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 917 et s.)

Droit pénal : discrimination (p. 917 et s.)

Justice : action civile (p. 918)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 918)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 917 et s.)

Travail : droit du travail : discrimination (p. 918 et s.)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 941 à 957)

Article 1er (définitions)

Ses interventions (p. 941 et s.)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)

Ses interventions (p. 945 et s.)

Article 6 (régime des discriminations dans le code du travail)

Son intervention (p. 951)

Article 7 (mesures de coordination dans le nouveau code du travail)

Ses interventions (p. 951 et s.)

Article 8 (modification de la liste des discriminations ne donnant pas lieu à des sanctions pénales)

Son intervention (p. 954)

Article 11 (régime applicable outre-mer)

Son intervention (p. 956)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 67 rectifié de la commission (bilan annuel sur la diversité dressé dans les services publics et les entreprises privées de plus de cinquante salariés) (p. 956)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2070)

Son intervention (p. 2070)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 2070)

Femmes : égalité des sexes (p. 2070)

Justice : prescription (p. 2070)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 2070)

Travail : droit du travail : discrimination (p. 2070)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [14 mai 2008] (p. 2076)

Article 6 (régime des discriminations dans le code du travail)

Son intervention (p. 2076)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3642)

Thèmes :

Personnes âgées : politique de la vieillesse : soins (p. 3642)

Professions sociales : personnel (p. 3643)

Santé : accès aux soins (p. 3642 et s.)

Santé : Agences régionales de santé (ARS) (p. 3642 et s.)

Santé : santé publique (p. 3642 et s.)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 5 (conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale)

Son sous-amendement n° 1692 à l'ad n° 35 de la commission : adopté (p. 4170)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5366)

Catherine VAUTRIN
Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-présidente de l'Assemblée nationale

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-présidente de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux (n° 398) [6 novembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 septembre 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 208 visant à soumettre les propriétaires de chiens dangereux à l'obtention d'un permis et à en interdire la détention par des personnes non titulaires de ce permis [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat, renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux (n° 398) [20 novembre 2007] (n° 418)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux (n° 739) [7 mai 2008] (n° 853)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Handicapés et personnes âgées. Dépendance, prise en charge, modalités [3 juin 2008] (p. 2834)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 139, posée le 29 janvier 2008. Coopération intercommunale. Syndicats intercommunaux (J.O. Questions p. 627). Appelée le 29 janvier 2008. Extensions de réseaux, contribution des communes membres (p. 561)

n° 289, posée le 27 mai 2008. Transports ferroviaires. TGV Est (J.O. Questions p. 4285). Appelée le 27 mai 2008. Aménagements phoniques, Reims (p. 2482)

n° 335, posée le 10 juin 2008. Santé. Endométriose (J.O. Questions p. 4773). Appelée le 10 juin 2008. Prise en charge (p. 3168)

DÉBATS

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4802)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4803)

Animaux : animaux dangereux : fichiers informatisés (p. 4803)

Animaux : animaux dangereux : vente (p. 4803)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4804)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4804)

Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4802)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Ses interventions dans la discussion des articles (p. 4823 à 4840)

Article 1er (formation des détenteurs de chiens dangereux à la demande du maire)

Son intervention (p. 4824)

Article 2 (obligation d'évaluation comportementale des chiens de première et deuxième catégories et de formation de leurs détenteurs)

Son intervention (p. 4825)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 120 (article L. 211-12-1 du Code rural au lieu de L. 211-11) à l'ad n° 83 troisième rectification de M. Eric Ciotti (création d'un permis de détention pour les chiens dangereux mentionnés à l'article L. 211-12 du Code rural) (p. 4825) : adopté (p. 4826)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 8 rectifié de la commission (création d'un fichier national canin) (p. 4827)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Ses interventions (p. 4829, 4830)

Article 4 bis (évaluation comportementale pour les gros chiens)

Son amendement n° 59 : adopté (p. 4831)

Article 5 bis (sort des chiens de première catégorie qui ne peuvent être déclarés sans avoir été acquis illégalement)

Son amendement n° 56 (de suppression) (p. 4831) : adopté (p. 4832)

Article 5 ter (utilisation d'un chien dans le cadre des activités privées de sécurité)

Son intervention (p. 4832)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Ses interventions (p. 4836, 4837)

Son amendement n° 62 : adopté (p. 4837)

Article 13 (modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale)

Son intervention (p. 4838)

Ses amendements n° 63 et 64 : adoptés (p. 4838)

Son amendement n° 39 (p. 4838)

Son amendement n° 65 rectifié : adopté (p. 4839)

Article 13 bis (entrée en vigueur des dispositions de l'article 4 bis)

Son amendement n° 66 (de suppression) : adopté (p. 4839)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2091)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2092)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 2092)

Animaux : animaux dangereux : fichiers informatisés (p. 2092)

Animaux : animaux dangereux : sociétés privées de sécurité (p. 2092)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : permis de détention (p. 2092)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 2092)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2097)

Ses interventions dans la discussion des articles (p. 2097 à 2100)

Article 4 bis (soumission à l'évaluation comportementale des chiens répondant à des critères de poids)

Son intervention (p. 2098)

Article 5 ter (agents de sécurité et de gardiennage)

Son intervention (p. 2099)

Article 13 bis (entrée en vigueur de l'article 4 bis)

Son intervention (p. 2100)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2774)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2776)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2775)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2775)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2775)

Commerce et artisanat : soldes (p. 2775)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2775)

Entreprises : délais de paiement (p. 2774)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2774)

Etat : patrimoine immobilier : collectivités territoriales (p. 2775)

Logement : logement social : financement (p. 2776)

Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 2774)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 2775)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2775)

Télécommunications : Internet : accès (p. 2775)

Urbanisme : droit de préemption : communes (p. 2775)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 139 rectifié de la commission (définition législative des particuliers employeurs) (p. 2911 et s.)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son amendement n° 288 rectifié : adopté (p. 2926)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son intervention (p. 2939)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses amendements n° 659 et 660 (p. 2951)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son intervention (p. 2962)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son intervention (p. 2972)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 158 de la commission

Son sous-amendement n° 1504 à l'adt n° 1459 rectifié de M. Richard Mallié (p. 2977) : devenu sans objet (p. 2978)

Son sous-amendement n° 1497 à l'adt n° 1459 rectifié de M. Richard Mallié (p. 2977) : devenu sans objet (p. 2978)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Son intervention (p. 2996)

Après l'article 10

Son amendement n° 592 (compensation des variations du coût des carburants) : adopté (p. 3011)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 172, deuxième rectification de la commission (mention du conjoint collaborateur sur les registres de publicité légale à caractère professionnel) (p. 3013)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son intervention (p. 3039)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 445 de la commission (rapport au Parlement sur la création d'un guichet administratif unique pour les entreprises de moins de cent salariés) (p. 3052)

Après l'article 17

Son sous-amendement n° 1510 (extension du tutorat aux cédants et aux repreneurs d'une entreprise libérale) à l'adt n° 1170 rectifié de Mme Laure de La Raudière (tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 3058) : adopté (p. 3059)

Après l'article 20

Intervient sur les adts n° 561 et 884 de M. François Brottes (p. 3071)

Intervient sur l'adt n° 563 de M. François Brottes (suppression de la date limite d'application du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché - TaRTAM) (p. 3071)

Intervient sur les adts n° 562, 564 rectifié et 640 de M. François Brottes (p. 3071)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 446 de la commission (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3196)

Son amendement n° 658 (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3196) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3198)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 3206)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 754 de M. Frédéric Lefebvre (assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3217)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3325)

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 3325)

Après l'article 22

Son amendement n° 634 précédemment réservé (désignation du président de la Commission d'examen des pratiques commerciales) : adopté (p. 3423)

Explications de vote et votes [17 juin 2008] (p. 3504)

Ses explications de vote (p. 3506)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3507)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)

Son intervention (p. 4846)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4847)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 4847)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4847)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4847)

Entreprises : centres de formalités des entreprises (p. 4846)

Entreprises : délais de paiement (p. 4846)

Professions libérales : centres et associations de gestion agréés (p. 4846)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4847)

Michel VAUZELLE

*Bouches-du-Rhône (16^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 16 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (n° 611) [25 mars 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (n° 611) [8 avril 2008] (n° 786)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [21 novembre 2007] (p. 4418)

Politique extérieure. Union méditerranéenne. Création [11 juin 2008] (p. 3270)

DÉBATS

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2421)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2421)

Langue française : défense (p. 2421)

Politique économique : mondialisation (p. 2421)

Recherche : innovation (p. 2421)

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)

Son intervention (p. 4921)

Thèmes :

Agroalimentaire : Compagnie des salins du Midi (p. 4921)

Cours d'eau, étangs et lacs : Rhône : pollution (p. 4922)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : développement économique (p. 4921)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : oiseaux migrateurs (p. 4921)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : pollution automobile (p. 4921)

Sécurité publique : inondations : Rhône (p. 4921)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Son intervention (p. 3543)

Thèmes :

Transports : transport combiné (p. 3543)

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3544)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad. n° 23 de M. Philippe Duron (organisation d'un comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires sur la politique portuaire française avant le 1er janvier 2009) (p. 3552)

Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)

Ses amendements n° 7 à 9, 43 et 10 (p. 3555, 3591 et s.)

Michel VAXÈS

*Bouches-du-Rhône (13^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 2 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 mai 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-président de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 septembre 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 septembre 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 652 visant à pérenniser et développer les services publics dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [8 janvier 2008] (p. 37)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 48, posée le 4 décembre 2007. Voirie. A 55 (J.O. Questions p. 7539). Appelée le 4 décembre 2007. Prolongement, Bouches-du-Rhône (p. 4890)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2099)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2101) : rejetée (p. 2107)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2102)
 Droit pénal : comparution immédiate (p. 2103)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2105)
 Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2103)
 Droit pénal : mineurs (p. 2099)
 Droit pénal : mineurs : emprisonnement (p. 2104)
 Droit pénal : mineurs : peines planchers (p. 2103)
 Droit pénal : peines planchers (p. 2101)
 Droit pénal : récidive : textes d'application (p. 2101)
 Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2100)
 Jeunes : internat (p. 2104)
 Justice : réforme : évaluation (p. 2105)
 Professions sociales : éducateurs spécialisés : Seine-Saint-Denis (p. 2104)
 Système pénitentiaire : lois (p. 2101)
 Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2102)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 1^{er} (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses amendements n°s 36 (de suppression) et 37 (p. 2151, 2154)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son amendement n° 38 (de suppression) (p. 2158)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Son intervention (p. 2168)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses amendements n°s 40 (de suppression) et 41 (p. 2180, 2182)

Article 4 (information des jurés de la cour d'assises sur l'application des peines minimales)

Son amendement n° 42 (de suppression) (p. 2184)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Ses interventions (p. 2184 et s.)

Son amendement n° 43 (de suppression) (p. 2186)

Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve)

Son amendement n° 44 (de suppression) (p. 2188)

Article 7 (application de l'injonction de soins dans le cadre de la surveillance judiciaire)

Son amendement n° 45 (de suppression) (p. 2189)

Article 8 (impossibilité d'octroyer une réduction de peine à certains condamnés refusant les soins en détention)

Son amendement n° 46 (de suppression) (p. 2189)

Article 9 (renforcement du suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle)

Son amendement n° 47 (de suppression) (p. 2189)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2341)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : compétences (p. 2341)
 Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2341)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 1er (statut et champ de compétence du Contrôleur général)

Ses amendement n°s 63 et 64 (p. 2353, 2354)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Son amendement n° 65 (p. 2357)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Reprend l'adt n° 49 de M. Michel Hunault (p. 2365) : retiré (p. 2365)

Son amendement n° 66 (p. 2366) : adopté (p. 2369)

Son amendement n° 67 (p. 2376)

Seconde délibération

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son intervention (p. 2384)

Explications de vote et vote [25 septembre 2007] (p. 2384)

Ses explications de vote (p. 2384)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2385)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4171)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 4171)
 Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4171)
 Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4171)

Procédure des questions :

Justice : représentation (p. 4183)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3698)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats aidés : outre-mer (p. 3698)
 Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3698)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3699)
 Logement : logement social : outre-mer (p. 3698)
 Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3698)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)*Procédure des questions :*

Risques professionnels : maladies professionnelles : prévention (p. 3660)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Son intervention (p. 4554)

Thèmes :

Communes : autonomie (p. 4555)
 Elections et référendums : calendrier électoral (p. 4556)
 Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4555)
 Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 4555)
 Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4555)
 Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4556)
 Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 4554)
 Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4556)

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)

Son intervention (p. 4922)

Thèmes :

Agroalimentaire : Compagnie des salins du Midi (p. 4922)
 Environnement : Parc naturel régional de Camargue : biodiversité (p. 4922)
 Environnement : Parc naturel régional de Camargue : oiseaux migrateurs (p. 4922)
 Environnement : Parc naturel régional de Camargue : participation du public (p. 4922)

Explications de vote et vote [4 décembre 2007] (p. 4922)

Ses explications de vote (p. 4922)

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4922)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 57)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 63)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 88) : rejetée (p. 93)

Thèmes :

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 89)
 Droit pénal : injonction de soins (p. 89)
 Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 90)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 89)
 Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 88)
 Justice : expertise : psychiatres (p. 89)
 Justice : rétention de sûreté (p. 88)
 Justice : rétention de sûreté : inconstitutionnalité (p. 57)
 Justice : rétention de sûreté : pays étrangers (p. 90)
 Justice : rétention de sûreté : peines (p. 57)
 Justice : victimes (p. 90)
 Système pénitentiaire : réforme (p. 63, 88, 91)
 Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 90)
 Système pénitentiaire : détenus : soins en détention (p. 63, 88)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son intervention (p. 97)

Son amendement n° 94 (de suppression) (p. 99)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 779)

Son intervention (p. 781)

Thèmes :

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 783)
 Droit pénal : répression : mineurs (p. 783)

Justice : rétention de sûreté (p. 782)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 779)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 782)

Système pénitentiaire : soins en détention (p. 779, 782)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 782)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 237) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 240)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 238)

Parlement : prérogatives (p. 238)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 237)

Union européenne : politique de la défense (p. 238)

Union européenne : subsidiarité (p. 238)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 237)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 237)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'ad n° 12 de Mme Marylise Lebranchu (respect des langues régionales inscrit dans la Constitution) (p. 243)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Marc Le Fur (adhésion à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires) (p. 243)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention (p. 694)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence : lois (p. 694)

Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 694)

Elections et référendums : scrutin de liste : parité (p. 694)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : représentation proportionnelle (p. 695)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 695)*Après l'article unique*

Intervient sur l'ad n° 1 de M. Bernard Derosier (loi applicable à partir du 1er janvier 2009) (p. 696)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1923) : rejetée (p. 1926)

Thèmes :

Droit civil : prescription : délais (p. 1924)

Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 1923)

Droit pénal : discrimination : jurisprudence (p. 1923)

Entreprises : salariés : carrière (p. 1924)

Entreprises : salariés : indemnisation des victimes (p. 1925)

Femmes : égalité professionnelle : prescription (p. 1924)

Travail : discrimination (p. 1923)

Travail : licenciements : indemnisation (p. 1925)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)*Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)*

Ses amendements n°s 19 et 20 (p. 1935 et s.)

Son intervention (p. 1938)

Explications de vote et vote [6 mai 2008] (p. 1944)

Ses explications de vote (p. 1945)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1945)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales**[7 mai 2008] (p. 1959)**

Son intervention (p. 1962)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cultures régionales (p. 1963 et s.)
 Culture : langues régionales (p. 1962 et s.)
 Enseignement : langues régionales (p. 1963)
 Langue française : usage (p. 1962 et s.)
 Organisations internationales : UNESCO (p. 1963 et s.)
 Politique sociale : cohésion sociale : droits de l'homme et libertés publiques (p. 1964)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3524)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3550)

Thèmes :

Transports : transport combiné (p. 3550)
 Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3525, 3550)
 Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3525, 3550)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] (p. 3580)*Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)*

Ses interventions (p. 3555 et s.)

Francis VERCAMER

*Nord (7^{ème} circonscription)
 Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale [24 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Personnes âgées. Protection. Maltraitance, lutte et prévention [5 février 2008] (p. 716)

Commerce et artisanat. Petit commerce. Aides de l'État [14 mai 2008] (p. 2046)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'adit n° 142 de M. Roland Muzeau (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1813)

Intervient sur l'adit n° 271 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1813)

Intervient sur l'adit n° 121 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1828)

Intervient sur l'adit n° 429 de Mme Martine Billard (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1828)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)*Procédure des questions :*

Associations : fondations : rapatriés (p. 3923)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)*Procédure des questions :*

Établissements de santé : hôpitaux (p. 3663)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3795)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3795)

Emploi : chômage (p. 3795)

Emploi : contrats aidés (p. 3795)

Emploi : UNEDIC (p. 3795)

Entreprises : allègement des charges : petites et moyennes entreprises (p. 3795)

Environnement : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 3796)

Politique sociale : dialogue social (p. 3796)

Prétraitements : allocation différentielle (p. 3795)

Produits dangereux : amiante (p. 3796)

Travail : risques professionnels (p. 3796)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)*Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)*

Son amendement n° 127 (de suppression) (p. 3830)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)

Son amendement n° 128 (de suppression) (p. 3837)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :*- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007*

Son intervention (p. 53)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 53)
 Aménagement du territoire : politique de la ville : contrôle (p. 53)
 Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 53)
 Bâtiment et travaux publics : construction : simplifications administratives (p. 53)
 Logement : droit au logement (p. 53)
 Logement : habitat insalubre (p. 53)
 Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 53)
 Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 53)
 Politique sociale : agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) (p. 53)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 53)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4937)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4945)

Son intervention (p. 4952)

Thèmes :

Lois : codification (p. 4937, 4945, 4952 et s.)
 Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 4953)
 Travail : code du travail (p. 4945 et s., 4937, 4952 et s.)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son intervention (p. 4974)

Article 3 (modifications de texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Ses interventions (p. 5010, 5203)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5204)

Ses explications de vote (p. 5206)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5206)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 317)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 320)
 Emploi : discrimination (p. 320)
 Emploi : contrats aidés (p. 319)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 318 et s.)
 Entreprises : recrutement (p. 319)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 319)
 Politique sociale : insertion (p. 318 et s.)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 318 et s.)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 318)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 408)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 415)

Son intervention (p. 419)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 446)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 419 et s., 447)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 419 et s., 447)
 Emploi : contrats de transition professionnelle (p. 415)
 Emploi : maisons de l'emploi (p. 408)
 Emploi : recrutement : discrimination (p. 421)
 Emploi : UNEDIC (p. 419 et s.)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 420)
 Secteur public : services publics : emploi (p. 408, 415, 419 et s.)
 Travail : contrats de travail (p. 415)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son intervention (p. 453)

Après l'article 1er

Son amendement n° 244 (extension de l'anonymat des curriculum-vitae aux organismes de placement) (p. 460) : retiré (p. 461)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Ses interventions (p. 482, 488, 495)

Son amendement n° 249 (p. 484) : retiré (p. 485) ; repris par M. Roland Muzeau (p. 485)

Son amendement n° 250 (p. 485) : adopté (p. 486)

Ses amendements n°s 245 et 243 (p. 491, 495)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (missions des maisons de l'emploi) (p. 509)

Intervient sur le sous-ad n° 292 de Mme Monique Iborra (aide de l'Etat aux maisons de l'emploi subordonnée au respect des compétences des régions et des départements) à l'ad n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 509)

Intervient sur le sous-ad n° 290 rectifié de la commission (actions de sensibilisation aux discriminations) à l'ad n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 509)

Intervient sur le sous-ad n° 293 de Mme Monique Iborra (cahier des charges déterminant l'aide de l'Etat aux maisons de l'emploi) à l'ad n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (p. 509)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)

Son amendement n° 248 (p. 516)

Article 4 (transfert de recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSSAF)

Son amendement n° 247 (p. 520)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)

Son amendement n° 246 (p. 526)

Son sous-amendement n° 251 à l'ad n° 42 de la commission (p. 527)

Article 8 ter (effets sur le régime d'indemnisation au titre de l'assurance chômage de la démission d'un salarié sans motif légitime)

Son intervention (p. 538)

Explications de vote et vote [23 janvier 2008] (p. 545)

Ses explications de vote (p. 546)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 546)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)

Son intervention (p. 674)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 674)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 674)
Régions : politique de l'emploi (p. 674)
Secteur public : services publics : emploi (p. 674)

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)
Son intervention (p. 596)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 597)
Départements : Nord (p. 597)
Union européenne : construction européenne (p. 597)
Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 597)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 921)

Son intervention (p. 927)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 928)
Droit pénal : discrimination (p. 921, 927 et s.)
Justice : preuve : discrimination (p. 927)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 921, 927 et s.)
Travail : égalité des chances (p. 928)
Travail : droit du travail : discrimination (p. 921, 927 et s.)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)
Son amendement n° 20 (p. 944)

Article 3 (protection contre les rétorsions)
Son intervention (p. 948)

Article 4 (aménagement des règles de charge de la preuve en matière de discriminations)
Son amendement n° 21 : adopté (p. 949)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 67 rectifié de la commission (bilan annuel sur la diversité dressé dans les services publics et les entreprises privées de plus de cinquante salariés) (p. 957)

Explications de vote et vote [25 mars 2008] (p. 957)

Ses explications de vote (p. 958)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 958)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2070)
Son intervention (p. 2072)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 2073)
Droit pénal : discrimination (p. 2073)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité des chances (p. 2073)
Justice : prescription (p. 2073)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 2072)
Travail : droit du travail : discrimination (p. 2073)

Explications de vote et vote [14 mai 2008] (p. 2076)

Ses explications de vote (p. 2072)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2073)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1580)

Son intervention (p. 1587)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 1580, 1587 et s.)
Travail : accords de branche (p. 1589)
Travail : accords interprofessionnels (p. 1587 et s.)
Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1580, 1588)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 1589)
Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1588 et s.)
Travail : droit du travail (p. 1587 et s.)
Travail : négociations (p. 1580, 1587 et s.)
Travail : précarité (p. 1589)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Son intervention (p. 1620)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 38 de Mme Martine Billard (instauration d'une taxe de précarité frappant les entreprises ayant recours à un pourcentage de salariés non titulaires d'un CDI excédant les 10%) (p. 1622)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Son amendement n° 133 rectifié (p. 1626)

Son amendement n° 134 (p. 1626) : adopté (p. 1627)

Son amendement n° 135 (p. 1645)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Ses interventions (p. 1652, 1660)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Son intervention (p. 1666)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Son amendement n° 136 (p. 1686)

Article 8 (définition et organisation du portage salarial)

Son intervention (p. 1689)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)

Son intervention (p. 1692)

Son amendement n° 160 (p. 1695) : adopté après modification (p. 1697)

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1776)

Ses explications de vote (p. 1780)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1780)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4095)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4100)

Son intervention (p. 4108)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4136)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 4095, 4100)
 Politique sociale : dialogue social (p. 4095, 4108 et s., 4137)
 Syndicats : représentativité (p. 4095, 4100, 4108 et s.)
 Travail : accords de branche (p. 4108, 4110)
 Travail : accords interprofessionnels (p. 4109)
 Travail : durée du travail (p. 4100 et s., 4108 et s.)
 Travail : durée du travail (p. 4136 et s.)
 Travail : heures supplémentaires (p. 4110)
 Travail : négociations (p. 4109)
 Travail : travail à temps partiel (p. 4137)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 214 (présentation aux partenaires sociaux et négociation par ceux-ci des propositions du gouvernement lorsqu'elles diffèrent de l'accord auquel ils sont parvenus) : retiré (p. 4143)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Son intervention (p. 4146)

Son amendement n° 220 rectifié (p. 4148)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Son amendement n° 218 (p. 4155)

Son amendement n° 213 : adopté (p. 4159)

Son amendement n° 219 (p. 4159)

Après l'article 5

Son amendement n° 237 (accord d'entreprise pour la conciliation de l'activité professionnelle et l'exercice de fonctions syndicales) (p. 4172) : adopté (p. 4173)

Son amendement n° 215 (prise en compte de l'exercice de responsabilités syndicales pour la validation des acquis professionnels) (p. 4172) : adopté (p. 4173)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4209, 4221, 4234, 4246, 4262)

Ses amendements n°s 221, 222, 210, 209, 223, 211, 212 et 217 (p. 4252 et s., 4265 et s.)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son amendement n° 225 (p. 4308)

Ses interventions (p. 4320, 4344)

Son amendement n° 229 (p. 4335) : adopté (p. 4339)

Son amendement n° 226 rectifié (p. 4341) : adopté (p. 4342)

Ses amendements n°s 216, 227, 238 et 239 (p. 4342 et s.)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Son amendement n° 231 : adopté (p. 4358)

Explications de vote et vote [8 juillet 2008] (p. 4367)

Ses explications de vote (p. 4369)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4370)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4877)

Son intervention (p. 4881)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise : dénonciation (p. 4881)
 Politique sociale : dialogue social : financement (p. 4882)
 Syndicats : représentativité : valeurs républicaines (p. 4881 et s.)
 Travail : accords interprofessionnels (p. 4882)
 Travail : durée du travail : heures supplémentaires (p. 4881 et s.)
 Travail : repos hebdomadaire : jours fériés (p. 4882)
 Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4882)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4703)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4709)

Son intervention (p. 4712)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4737)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 4712)
 Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4709, 4713)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4703, 4713, 4737 et s.)
 Emploi : chômeurs (p. 4703, 4709 et s., 4712 et s., 4738)
 Emploi : offres d'emploi (p. 4710, 4712)
 Emploi : seniors (p. 4714)
 Emploi : UNEDIC (p. 4709)
 Formation professionnelle : réforme (p. 4713)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)*Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)*

Son amendement n° 25 : retiré

Ses interventions (p. 4749, 4765, 4786)

Ses amendements n°s 26 à 30 (p. 4771, 4790, 4804 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 1556 du Gouvernement (création d'un médiateur national à "France-Emploi") (p. 4809)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Ses interventions (p. 4816 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 15 de la commission (relèvement progressif de l'âge minimal de dispense de recherche d'emploi et suppression de cette dispense en 2012) (p. 4822)

Explications de vote et vote [17 juillet 2008] (p. 4825)

Ses explications de vote (p. 4825)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4826)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Son intervention (p. 4892)

Thèmes :

Emploi : chômage : organismes (p. 4892 et s.)
 Emploi : chômeurs (p. 4892)
 Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4993)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)*Après l'article 2*

Intervient sur l'ad n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5106)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5123)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Son intervention (p. 5137)

Explications de vote et vote [25 septembre 2008] (p. 5138)

Ses explications de vote (p. 5139)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5139)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5165)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5165)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5165)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5165)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : insertion professionnelle (p. 5165)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son amendement n° 360 : adopté (p. 5226)

Son amendement n° 363 (p. 5226)

Son amendement n° 361 : adopté (p. 5227)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Ses amendements n°s 365 et 352 (p. 5263)

Son amendement n° 366 (p. 5267) : adopté (p. 5268)

Son amendement n° 353 (p. 5268)

Son amendement n° 367 : adopté (p. 5269)

Son amendement n° 354 (p. 5269)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Son amendement n° 356 (p. 5277)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Son amendement n° 341 rectifié : adopté (p. 5293)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 340 : adopté (p. 5360)

Ses interventions (p. 5361 et s., 5373, 5389)

Son amendement n° 349 (p. 5394)

Son amendement n° 342 rectifié : adopté (p. 5395)

Son amendement n° 343 (p. 5395)

Son amendement n° 344 : adopté (p. 5396)

Son amendement n° 351 (p. 5398)

Son amendement n° 346 : adopté (p. 5400)

Son amendement n° 350 (p. 5404)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Ses amendements n°s 368 et 369 (p. 5411)

Son amendement n° 432 : adopté (p. 5411)

Son amendement n° 370 : adopté après modification (p. 5412)

Article 6 précédemment réservé (coordinations et droits connexes dans le domaine fiscal)

Son intervention (p. 5414)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5416)

Article 16 (fin des expérimentations relatives au RSA et au contrat unique aidé)

Son amendement n° 371 (p. 5419)

Après l'article 17

Son sous-amendement n° 358 (analyse de l'impact du RSA sur le recours au temps partiel) à l'ad n° 128 de la commission (conférence nationale et évaluation) : adopté (p. 5420)

Patrice VERCHÈRE

*Rhône (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Secrétaire du bureau d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Universités. Réforme [20 novembre 2007] (p. 4358)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 146, posée le 29 janvier 2008. Voirie. Tunnels (J.O. Questions p. 628). Appelée le 29 janvier 2008. Circulation des poids lourds, Lyon (p. 557)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Après l'article 11

Son sous-amendement n° 185 (avancement de la date de remise du rapport) à l'ad n° 92 rectifié de M. Hervé Mariton (rapport au Parlement sur l'évolution du dialogue social dans le secteur des transports terrestres de voyageurs) (p. 2699) : adopté (p. 2700)

Son sous-amendement n° 186 (prise en compte de la spécificité insulaire, des dessertes côtières et de la continuité territoriale) à l'ad n° 92 rectifié de M. Hervé Mariton (p. 2699) : adopté (p. 2700)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Après l'article 11

Son amendement n° 373 rectifié (assouplissement du régime d'exonération partielle de cotisations pour les jeunes exploitants agricoles) (p. 3287) : adopté (p. 3288)

Michel VERGNIER

*Creuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [21 novembre 2007] (p. 4415)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 229, posée le 6 mai 2008. Défense. Armée de terre (J.O. Questions p. 3701). Appelée le 6 mai 2008. Base du matériel de Guéret, restructuration (p. 1881)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2860)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2861)
Collectivités territoriales : dépenses (p. 2860)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2860)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 2860 et s.)
Départements : Creuse (p. 2860 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 7 de la commission (dépenses exposées par les communes pour le déneigement de la voirie communale : TVA au taux réduit) (p. 2985)

Intervient sur le sous-adt n° 276 de M. Jérôme Cahuzac (ajout de la voirie départementale) à l'ad n° 7 de la commission (p. 2985)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son intervention (p. 3004)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 77, 93, 94)

Thèmes :

Finances publiques : questionnaires budgétaires (p. 77, 88, 93)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 77)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 77 et s., 89)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Ses interventions (p. 108 et s.)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 109)
Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 108)
Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 109)
Voirie : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 109)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 16)

Thèmes :

Gendarmerie : gendarmes : rapports avec les administrés (p. 16)
Police : policiers : mutations (p. 16)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5041)

Son intervention (p. 5054)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5065)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 5065)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de compétences (p. 5054 et s., 5065)
Impôts locaux : réforme (p. 5055)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5041)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4554)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : péréquation (p. 4554)
Impôts locaux : réforme (p. 4554)

André VÉZINHET

*Hérault (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [16 octobre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [16 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 20 octobre 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 octobre 2007]

Jean-Sébastien VIALATTE

*Var (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-président de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis n°278 sur le projet de loi de finances pour 2008 (n°189) : sécurité sanitaire : sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation [11 octobre 2007]

Proposition de loi n°372 visant à modifier le pourcentage de l'effectif légal du conseil municipal servant à déterminer le nombre d'adjoints au maire [7 novembre 2007]

Avis n°1200 sur le projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) : agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales : pêche ; sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation [16 octobre 2008]

Rapport déposé au nom de la Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, établi au nom de cet office, sur l'évaluation de l'application de la loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique [17 décembre 2008] (n°1325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n°140, posée le 29 janvier 2008. Handicapés. Établissements. Capacités d'accueil. Perspectives (J.O. Questions p. 627). Appelée le 30 janvier 2008 (p. 573)

n°189, posée le 8 avril 2008. Établissements de santé. Hôpitaux. Centre hospitalier de Toulon. Perspectives (J.O. Questions p. 2908). Appelée le 9 avril 2008 (p. 1366)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ SANITAIRE

Examen du fascicule [7 novembre 2007] (p. 3838)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Son intervention (p. 3841)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 3842)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 3842)

Élevage : maladies du bétail (p. 3843)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 3842)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3841 et s.)

René-Paul VICTORIA

*La Réunion (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de la société nationale de programme Réseau France Outre-mer (RFO) [J.O. du 2 août 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM-ROM : Réunion. Création d'une maison de l'Europe [21 novembre 2007] (p. 4419)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 195, posée le 8 avril 2008. Outre-mer. Transports aériens (J.O. Questions p. 2909). Appelée le 8 avril 2008. Jeunes, passeport mobilité (p. 1363)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3696)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 3696)

Outre-mer : La Réunion : délinquance et criminalité organisées (p. 3697)

Outre-mer : La Réunion : énergies renouvelables (p. 3697)

Outre-mer : La Réunion : logement social (p. 3697)

Outre-mer : La Réunion : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 3697)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Après l'article 8

Son amendement n° 21 (interdiction de l'introduction de chiens de deuxième catégorie dans les DOM) : rejeté (p. 4834)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Ses interventions (p. 3041 et s.)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5164)

Thème :

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : lutte contre l'exclusion (p. 5164)

Alain VIDALIES

*Landes (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 juin 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 juin 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 juillet 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Syndicats. Ressources. Patronat, financements occultes [31 octobre 2007] (p. 3624)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [14 novembre 2007] (p. 4103)

Travail. Durée du travail. Réduction, suppression, compensation monétaire [4 décembre 2007] (p. 4913)

Travail. Négociations. Dialogue social [4 juin 2008] (p. 2898)

HOMMAGE

Se réjouit au nom de son groupe de la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt : symbole d'une victoire de la liberté et de la démocratie sur la barbarie [2 juillet 2008] (p. 4181)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore l'absence de consultation des partenaires sociaux [11 juillet 2007] (p. 1741)

Demande des précisions sur les conséquences de la prise en compte de l'augmentation du nombre heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence [11 juillet 2007] (p. 1774)

Considère inadmissible le fait que le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité l'ait accusé de travestir une interview publiée dans "Libération"; précise que la source du ministre, "Le Figaro", n'est pas la même; accuse le Gouvernement d'avoir "atomisé" la négociation collective [30 juillet 2007] (p. 2473)

Demande une suspension de séance afin de permettre à son groupe de rencontrer des représentants syndicaux [31 juillet 2007] (p. 2529)

Demande au président de séance de permettre à l'opposition de s'exprimer, en particulier de répondre à la commission et au Gouvernement [31 juillet 2007] (p. 2531)

Demande au président de séance d'appliquer l'usage consistant à permettre à deux intervenants de répondre à la commission et au Gouvernement [31 juillet 2007] (p. 2531)

Demande au Gouvernement des explications sur des informations de presse faisant état d'une réunion organisée à Matignon avec des députés UMP pour envisager des compensations sur les territoires touchés par la réforme de la carte judiciaire [15 novembre 2007] (p. 4187)

Évoque un arrêt de la cour de Cassation au sujet de l'accord conclu entre l'Union professionnelle artisanale et les organisations syndicales sur l'action syndicale dans l'entreprise. Il demande comment le Gouvernement entend faire appliquer cet accord [11 décembre 2007] (p. 5191)

Considère que le Gouvernement et la majorité invoquent de manière sélective la distinction entre le domaine de la loi et celui du règlement [11 décembre 2007] (p. 5198)

Demande au Gouvernement de s'exprimer sur l'indemnisation du licenciement économique [16 avril 2008] (p. 1656)

Conteste les chiffres annoncés par le Gouvernement sur la durée hebdomadaire moyenne du travail [1^{er} juillet 2008] (p. 4130)

Reproche au ministre du travail de tenter de jeter l'opprobre sur des orateurs de l'opposition en mettant l'accent sur certaines de leurs formules et reprend une déclaration de Serge Dassault se référant au Front populaire et selon lequel "les 35 heures c'est un truc de vaincus" [3 juillet 2008] (p. 4246)

Condamne les propos du Président de la République selon lequel "désormais, quand il y a une grève personne ne s'en aperçoit" [7 juillet 2008] (p. 4291)

S'inquiète des conséquences d'une ouverture du capital de La Poste [23 septembre 2008] (p. 4978)

Regrette que plusieurs amendements identiques n'aient pas été discutés et qualifie le débat de "pitrieries" [23 septembre 2008] (p. 4998)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert : considère que le ministre n'a pas répondu à l'ensemble des questions posées par l'opposition [23 septembre 2008] (p. 5006)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1690)

Thèmes :

Emploi : chômage : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 1690)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 1690)

Entreprises : seuils sociaux : Conseil d'Etat (p. 1690)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1690)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1691)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1690 et s.)

Travail : taux d'activité (p. 1690)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1741)

Ses interventions (p. 1755 et s., 1775 et s., 1790)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1774)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 271 de M. Michel Liebgott (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1812)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses amendements n°s 327, 325 et 324 (p. 2052)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2467) : rejetée (p. 2475)

Ses rappels au règlement (cf supra) [30 juillet 2007] (p. 2473, 2529)

Thèmes :

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2471)
 Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2467 et s.)
 Entreprises : missions de service public (p. 2468, 2469)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2469)
 Politique sociale : dialogue social (p. 2467, 2471, 2472)
 Secteur public : effectifs (p. 2468)
 Secteur public : service minimum (p. 2467 et s.)
 Transports ferroviaires : régions (p. 2468 et s.)
 Transports ferroviaires : grèves (p. 2467 et s.)
 Transports ferroviaires : SNCF (p. 2467 et s.)
 Transports ferroviaires : transport de voyageurs : service minimum (p. 2468)
 Transports routiers : transport de voyageurs : petites et moyennes entreprises (p. 2469)
 Transports urbains : RATP (p. 2467, 2469)
 Travail : syndicats (p. 2468 et s.)
 Travail : grèves : déclaration (p. 2470, 2471)
 Travail : négociations (p. 2468 et s.)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)*Avant l'article 1er*

Ses rappels au règlement (cf supra) [31 juillet 2007] (p. 2531)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Ses interventions (p. 2534 et s.)

Ses amendements n°s 113, 103, 155, 154 et 156 (p. 2547 à 2551)

Avant l'article 2

Son amendement n° 157 (concertation entre les autorités organisatrices, les entreprises de transport public et les syndicats représentatifs préalable à la conclusion ou la révision d'un contrat de transport) : adopté (p. 2556)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2557, 2591 et s.)

Ses amendements n°s 104 (de suppression), 158 à 163, (p. 2561, 2568 à 2572, 2573, 2576)

Ses amendements n°s 164 et 165 : adoptés (p. 2577, 2578)

Son sous-amendement n° 183 à l'adt n° 18 de la commission spéciale (p. 2579)

Ses amendements n°s 167 à 173 (p. 2580 à 2587)

Son amendement n° 175 : adopté (p. 2590)

Ses amendements n°s 174, 176, 177 rectifié et 178 (p. 2590 à 2592)

Après l'article 2

Son amendement n° 179 (encadrement de l'exercice de la sous-traitance en matière de missions de service public dans le secteur des transports) : rejeté (p. 2595)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalables à la cessation concertée du travail)

Ses amendements n°s 105 (de suppression) et 180 (p. 2596, 2597)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2600 et s.)

Ses amendements n°s 106 (de suppression), 114, 115, 181, 182, 116 à 118 (p. 2604, 2638, 2640, 2644, 2647 à 2649, 2658)

Son amendement n° 119 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2659)

Son amendement n° 120 (p. 2660)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses amendements n°s 107 (de suppression), 130 à 133, et 135 à 137 (p. 2667, 2670 à 2672)

Son amendement n° 138 : adopté (p. 2672)

Ses amendements n°s 139 à 145 (p. 2675, 2667, 2679)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Ses amendements n°s 108 (de suppression), 146, 147 et 149 (p. 2683 à 2685)

Son sous-amendement n° 184 à l'adt n° 37 de la commission spéciale (p. 2686)

Après l'article 7 bis

Son amendement n° 121 (sanctions financières appliquées par l'autorité organisatrice à l'entreprise de transport responsable d'un dysfonctionnement de service public) : rejeté (p. 2689)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Ses amendements n°s 109 (de suppression), 122 à 128 (p. 2690 à 2692)

Article 9 (régime de réduction de la rémunération des salariés participant à une grève)

Son amendement n° 110 (de suppression) (p. 2694)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Ses amendements n°s 111 (de suppression) et 101 (p. 2697)

Son amendement n° 152 : adopté (p. 2698)

Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2715)

Son intervention (p. 2718)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : acceptation (p. 2718)
 Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 2718)
 Assurances : assurance vie : décès (p. 2718)
 Assurances : assurance vie : intérêts de retard (p. 2718)
 Assurances : contrats : information (p. 2718)
 Etat : Médiateur de la République (p. 2718)

Discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2721)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 11 de M. Eric Straumann (revalorisation du capital garanti en cas de décès de l'assuré) (p. 2722)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1 (obligation de recherche du bénéficiaire de l'assurance sur la vie en cas de décès de l'assuré par les entreprises d'assurance) : devenu sans objet (p. 2723)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de M. Yves Censi (deux ans après le terme du contrat, obligation d'information de l'assureur à l'égard du souscripteur ou des bénéficiaires s'il est décédé) (p. 2724)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Yves Censi (encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéfice d'un contrat

d'assurance sur la vie - situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré) (p. 2726)

Explications de vote et vote [11 octobre 2007] (p. 2719)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2719)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5155)

Son intervention (p. 5158)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : acceptation (p. 5159)
Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 5158)
Assurances : assurance vie : décès (p. 5158)
Assurances : assurance vie : fichiers informatisés (p. 5159)
Assurances : assurance vie : information (p. 5158)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5159)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4173)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4187)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 4174)
Justice : accès (p. 4174)
Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4173)
Justice : tribunaux d'instance : fermeture (p. 4174)
Justice : victimes : transports (p. 4174)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 205 (prohibition du consentement tacite du consommateur) : rejeté (p. 4481)

Son amendement n° 78 (inopposabilité d'une créance née de l'ouverture d'un crédit renouvelable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté ou de l'indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) (p. 4514) : rejeté (p. 4516)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4932) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4939)

Thèmes :

Emploi : comités et conseils (p. 4932)
Lois : codification (p. 4932 et s.)
Travail : conseils de prud'hommes (p. 4934)
Travail : code du travail (p. 4932 et s.)
Travail : droit du travail (p. 4932 et s.)
Travail : droit du travail : inégalités (p. 4932 et s.)
Travail : inspection du travail (p. 4934)
Travail : jours fériés (p. 4934)
Travail : licenciement économique (p. 4935)
Travail : licenciements (p. 4933 et s.)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Ses interventions (p. 4969 et s.)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Ses interventions (p. 4975 et s., 4984 et s., 4998 et s., 5001, 5006 et s., 5194 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 décembre 2007] (p. 5191, 5198)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)

Article 4 bis (acte de notoriété)

Son amendement n° 2 (de suppression) (p. 5168)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Son amendement n° 52 (créance en matière de crédit à la consommation : inopposabilité à la personne, membre d'une communauté ou d'une indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) : rejeté (p. 5554)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)

Son intervention (p. 164)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 166)
Parlement : rôle (p. 166)
Politique générale : démocratie : référendums (p. 165)
Traités et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 164)
Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 165)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1590)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1591 et s.)
Syndicats : représentativité (p. 1591)
Travail : chômage : indemnisation (p. 1591)
Travail : accords interprofessionnels (p. 1590 et s.)
Travail : contrats de travail (p. 1591)
Travail : droit du travail (p. 1590 et s.)
Travail : précarité (p. 1591)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Ses interventions (p. 1613 et s.)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Ses interventions (p. 1625, 1646)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Ses interventions (p. 1654 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 avril 2008] (p. 1656)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Ses interventions (p. 1669, 1678)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Ses interventions (p. 1683, 1685)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)

Ses interventions (p. 1693, 1696)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1926)

Son intervention (p. 1932)

Thèmes :

Droit civil : obligations : réforme (p. 1932)

Droit civil : prescription : délais (p. 1932)

Droit civil : prescription : pays étrangers (p. 1932)

Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 1926, 1932)

Travail : discrimination (p. 1926, 1932)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Ses interventions (p. 1937 et s.)

Article 4 (interdiction des modifications contractuelles de la prescription)

Son intervention (p. 1941)

Article 6 (prescription de l'action des notaires et des huissiers en recouvrement de leurs frais et de l'action en responsabilité contre les huissiers)

Son intervention (p. 1942)

Article 8 (prescription en matière salariale)

Son intervention (p. 1943)

Explications de vote et vote [6 mai 2008] (p. 1944)

Ses explications de vote (p. 1944)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1944)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2295)

Thèmes :

Constitution : révision : Parti socialiste (p. 2295)

Ordonnances (p. 2296)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 2296)

Parlement : prérogatives (p. 2296)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 21

Son amendement n° 1031 précédemment réservé (p. 3382) : rejeté (p. 3383)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4089) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4095)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2008] (p. 4130)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4093)

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 4092 et s.)

Politique sociale : dialogue social (p. 4089 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 4089 et s.)

Travail : conditions de travail (p. 4091)

Travail : durée du travail (p. 4091 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 4091)

Travail : négociations (p. 4089 et s.)

Travail : repos hebdomadaire (p. 4091 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Ses sous-amendements n°s 1685 et 1686 à l'ad t n° 1 de la commission (p. 4145)

Son amendement n° 183 (p. 4148) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4150)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Ses interventions (p. 4151 et s.)

Ses amendements n°s 184 rectifié et 185 (p. 4151 et s.)

Ses amendements n°s 1682 et 1678 (p. 4153)

Son sous-amendement n° 1689 à l'ad t n° 9 de la commission (p. 4154)

Son amendement n° 187 (p. 4156) : adopté (p. 4157)

Son sous-amendement n° 1690 à l'ad t n° 16 de la commission (p. 4159)

Son sous-amendement n° 1691 à l'ad t n° 17 de la commission (p. 4159)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

Son intervention (p. 4165)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 207 de M. Benoist Apparu (règle de la majorité substituée à celle de l'unanimité pour la validation du protocole pré-électoral) (p. 4167)

Article 4 (conditions de désignation des délégués syndicaux)

Son amendement n° 1657 : adopté (p. 4168)

Article 5 (conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale)

Ses interventions (p. 4169 et s.)

Article 6 (conditions de validité des accords collectifs de travail)

Son amendement n° 1696 (p. 4173)

Ses sous-amendements n°s 1697 à 1699 à l'ad t n° 40 rectifié de la commission (p. 4174 et s.)

Ses amendements n°s 1695 et 190 (p. 4176)

Son sous-amendement n° 1700 à l'ad t n° 48 de la commission (p. 4176)

Son intervention (p. 4177)

Article 7 (négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés)

Son intervention (p. 4182)

Ses amendements n°s 191 et 192 (p. 4182 et s.)

Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)

Ses interventions (p. 4184 et s.)

Article 9 (date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux du dialogue social)

Son amendement n° 193 (p. 4188)

Avant l'article 16

Intervient sur les adts n^{os} 276 à 290 du groupe socialiste (suppression du Titre II relatif au temps de travail) (p. 4191)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4203, 4217 et s., 4240 et s., 4270 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 juillet 2008] (p. 4246)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4279, 4292 et s., 4301 et s., 4311 et s., 4322 et s., 4332 et s., 4345)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2008] (p. 4291)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Ses interventions (p. 4352 et s.)

Article 20 (coordination)

Son intervention (p. 4359)

Explications de vote et vote [8 juillet 2008] (p. 4367)

Ses explications de vote (p. 4370)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4371)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4877)

Son intervention (p. 4883)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 4884)

Elections et référendums : élections professionnelles : sous-traitance (p. 4884 et s.)

Entreprises : accords collectifs d'entreprise : dénonciation (p. 4883 et s.)

Entreprises : salariés : temps partiel (p. 4884 et s.)

Travail : durée du travail : heures supplémentaires (p. 4883 et s.)

Travail : repos compensateur (p. 4884)

Travail : repos hebdomadaire : jours fériés (p. 4884)

Projet de loi n^o 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4936)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4978)

Thèmes :

Entreprises : fonds propres (p. 4936)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4936 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4936)

Travail : salaires (p. 4937)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 38 de la commission des affaires économiques (insertion du "Dividende du travail" dans le code du travail) (p. 4980)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement - Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4985, 4994 et s., 5003 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4998)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 5005)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014 et s.)

Intervient sur l'adt n^o 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014 et s.)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014 et s.)

Intervient sur l'adt n^o 23 de la commission (mesures en faveur d'accords d'intéressement de branches pour les petites entreprises) (p. 5026)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5034, 5044 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1234 à 1255 de M. Christian Eckert (délibération de l'assemblée générale sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération dans la société) (p. 5055)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1300 à 1321 de M. Christian Eckert (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5056)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5065)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5067)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 117 à 137 de M. Christian Eckert (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5075)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 954 à 1001 de M. Christian Eckert (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5077)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5081)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 858 à 905 de M. Christian Eckert (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5084)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 906 à 953 de M. Christian Eckert (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5086)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 474 à 494 de M. Christian Eckert (examen de l'évolution du montant moyen des primes distribuées au titre de l'intéressement lors de la négociation salariale de branche) (p. 5087 et s.)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 453 à 473 de M. Christian Eckert (examen du volume des salaires bruts, des primes distribuées au titre de l'intéressement et de leur répartition lors de la négociation annuelle d'entreprise) (p. 5088)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 495 à 515 de M. Christian Eckert (examen des accords d'intéressement et de participation par la commission nationale de la négociation collective) (p. 5093)

Intervient sur l'adt n^o 4 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (intéressement, participation et épargne salariale pour les salariés de groupements d'employeurs) (p. 5095)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1476 à 1497 de M. Christian Eckert (intéressement, participation et épargne salariale pour les salariés de groupements d'employeurs) (p. 5095)

Intervient sur l'adt n^o 1513 rectifié de M. Jean-Pierre Decool (renouvellement des accords d'intéressement par tacite reconduction) (p. 5096)

Intervient sur l'adt n^o 40 de la commission des affaires économiques (participation dans les entreprises et établissements publics et leurs filiales) (p. 5096 et s.)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5100)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 516 à 536 de M. Christian Eckert (extension de la participation aux entreprises de plus de vingt salariés) (p. 5101)

Intervient sur l'ad n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5106)

Intervient sur le sous-adt n° 1813 de M. Christian Eckert (seuil porté à 150 salariés) à l'ad n° 39 rectifié de la commission des affaires économiques (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 250 salariés) (p. 5115)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIIC)
Ses interventions (p. 5120, 5129)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)
Son intervention (p. 5133)

Philippe VIGIER

*Eure-et-Loir (4^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 12 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 31 : Provisions (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 479 modifiant l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, en vue de permettre la communication des diplômes à des tiers [5 décembre 2007]

Proposition de résolution n° 672 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens de contrôle internes et externes du système bancaire français et sur leur efficacité face à la bancarisation et à l'internationalisation de la finance [31 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Entreprises. Options d'achat d'actions, réglementation [16 octobre 2007] (p. 2757)

Travail. Heures supplémentaires. Réforme, réglementation [30 octobre 2007] (p. 3548)

Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Revalorisation [21 novembre 2007] (p. 4411)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 104, posée le 22 janvier 2008. Impôts locaux. Taxe professionnelle unique (J.O. Questions p. 405). Appelée le 22 janvier 2008. EPCI, réglementation (p. 364)

n° 252, posée le 13 mai 2008. Jeunes. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3889)

n° 302, posée le 3 juin 2008. Transports ferroviaires. Ligne Paris Châteaudun Tours (J.O. Questions p. 4539). Appelée le 3 juin 2008. Rénovation (p. 2812)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique à M. Ayrault que M. Lefebvre a voté en commission l'amendement sur l'exonération de la redevance audiovisuelle [19 décembre 2007] (p. 5496)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 266 de M. Charles de Courson (étudiants non rattachés au foyer fiscal de leurs parents : crédit d'impôt de 20 % de leurs revenus salariaux) (p. 1846)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 268 de M. Charles de Courson (crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt : rapport au Parlement vérifiant que la mesure bénéficie au contribuable et analyse de ses conséquences) (p. 1868)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2007] (p. 2629)

Son intervention (p. 2630)

Thèmes :

Enseignement supérieur : constructions universitaires : collectivités territoriales (p. 2631)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2630, 2631)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 2631)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2630)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2631)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2630, 2631)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2631)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2631)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Ses interventions (p. 3007 et s.)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)

Ses interventions (p. 3012 et s.)

Article 29 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3020)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3569)

Son intervention (p. 3572)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : effectifs : préfetures (p. 3573)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 3573)

Etat : organisation : services déconcentrés (p. 3573)

Fonction publique de l'Etat : préfetures (p. 3573)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 3573)

Papiers d'identité : délivrance (p. 3572)

**ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ÉTAT : PROVISIONS ;
REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS**

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4086)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : dépenses accidentelles et imprévisibles : évaluation (p. 4087)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 4086 et s.)

Outre-mer (p. 4087)

Travail : heures supplémentaires : exonération (p. 4086 et s.)

**GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES
HUMAINES**

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4307)

Son intervention (p. 4309)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : douanes (p. 4309)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 4310)

Fonction publique de l'Etat : déconcentration (p. 4309)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : formation continue (p. 4310)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4310)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 4309)

Parlement : rôle (p. 4310)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention (p. 100)

Thèmes :

Aménagement du territoire : tourisme et loisirs (p. 100)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 100)

Environnement : Grenelle de l'environnement : aménagement du territoire (p. 101)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 100)

Régions : contrats de projets (p. 100)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 101)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3518)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 3519)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : compensations financières (p. 3519)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 3520)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3519)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 3519)

Régions : formation professionnelle (p. 3519)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4675)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4676)

Enseignement : liberté (p. 4675)

Enseignement : carte scolaire : zones rurales (p. 4676)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4675)

Enseignement privé : établissements sous contrat : qualité (p. 4676)

Vote sur le passage à la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4687)

Vote contre du groupe Nouveau Centre (p. 4676)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5316)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 5317)

Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 5317)

Commerce extérieur : exportations (p. 5317)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 5317)

Entreprises : simplifications administratives (p. 5316 et s.)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5318)

Etat : réforme (p. 5316 et s.)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5318)

Logement : étudiants (p. 5316)

Logement : prix (p. 5316)

Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 5317)

Politique économique : concurrence : compétitivité (p. 5316)

Politique sociale : surendettement (p. 5317)

Télécommunications : abonnements : tarifs (p. 5317)

Travail : contrats de travail : réforme (p. 5318)

Travail : durée du travail (p. 5316)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5316)

Travail : travail le dimanche (p. 5317)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5413)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5420)

Son intervention (p. 5437)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5468)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 5439)

Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle (p. 5438)

Baux : dépôt de garantie (p. 5420, 5438)

Baux : loyers : indexation (p. 5420, 5438)

Energie et carburants : prix (p. 5438 et s.)

Entreprises : allègement des charges (p. 5439)

Entreprises : compétitivité (p. 5439)

Etat : modernisation (p. 5439)

Fonction publique hospitalière : heures supplémentaires (p. 5437 et s.)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5439, 5468)

Logement : étudiants (p. 5439)

Logement : logement social (p. 5420)

Politique économique : consommation (p. 5439)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 5438)

Travail : comptes épargne-temps (p. 5438)

Travail : contrats de travail (p. 5439)

Travail : heures supplémentaires (p. 5437 et s.)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5413, 5438)

Travail : salaires (p. 5437)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 62 (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de donner à leurs clients une information détaillée sur leur consommation personnelle) (p. 5474) : retiré (p. 5475)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 décembre 2007] (p. 5496)
 Son amendement n° 58 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5502)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)
 Son intervention (p. 995)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 997)
 Banques et établissements financiers : frais bancaires (p. 996)
 Commerce et artisanat : grande distribution : salariés (p. 995)
 Commerce extérieur (p. 995)
 Entreprises : allègement des charges : salaires (p. 996)
 Entreprises : investissements (p. 995)
 Etablissements de santé : hôpitaux : réforme (p. 997)
 Etat : réforme (p. 996 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 996)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 996)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 997)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes : banques et établissements financiers (p. 995)
 Politique économique : consommation (p. 995)
 Politique économique : croissance (p. 995)
 Politique économique : pouvoir d'achat : épargne salariale (p. 996)
 Retraites : généralités (p. 996)
 Télécommunications : téléphones mobiles : coût (p. 996)
 Travail : code du travail : organismes (p. 996)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 995)
 Travail : taux d'activité (p. 995)
 Travail : télétravail (p. 996)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur la motion référendaire de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2197)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2204)

Thèmes :

Parlement : groupes de pression (p. 2197)
 Recherche : biotechnologies (p. 2198)
 Santé : sida (p. 2204)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)
 Son intervention (p. 2789)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2789)
 Entreprises : délais de paiement (p. 2789)
 Entreprises : seuils sociaux (p. 2789)
 Entreprises : transmission (p. 2789)
 Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 2789)
 Urbanisme : droit de préemption : communes (p. 2789)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)
 Son intervention (p. 4551)

Thèmes :

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 4551)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4552)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4552)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4552)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4551 et s.)

Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4552)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4551)
 Impôt sur le revenu : stock options (p. 4552)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4551)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : ministre (p. 4551)
 Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4552)

François-Xavier VILLAIN

Nord (18^{ème} circonscription)
Non inscrit

Élu le 17 juin 2007

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 725 visant à introduire un dispositif de bonification dans le système du permis à points pour les professionnels de la route [14 février 2008]

Jean-Michel VILLAUMÉ

Haute-Saône (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [22 janvier 2008] (p. 397)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 181, posée le 8 avril 2008. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 2906). Appelée le 8 avril 2008. Fusion, effectifs de personnel (p. 1350)

Jean-Claude VIOLETT

Charente (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O du 24 juillet 2007]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VI : Défense - Préparation et emploi des forces - Air (n° 280) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur l'aéromobilité [30 janvier 2008] (n° 666)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son amendement n° 309 (p. 1929)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2536)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad't n° 157 de M. Alain Vidalies (concertation entre les autorités organisatrices, les entreprises de transport public et les syndicats représentatifs préalable à la conclusion ou la révision d'un contrat de transport) (p. 2356)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2558, 2571 et s., 2588)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2647, 2660)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 7

Son amendement n° 218 précédemment réservé (travail bénévole : institution d'un crédit d'impôt de 60 % - sommes prises en compte dans la limite de 600 €) : rejeté (p. 2936)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) : réfractaires (p. 3927)

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 4121)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de l'air : modernisation (p. 4122)

Défense : armements et équipements : externalisation (p. 4122)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 4122)

Défense : drones (p. 4122)

Défense : interarmement (p. 4122)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 11)

Thèmes :

Gendarmerie : gendarmes : militaires et assimilés (p. 11)

Ordre public : personnels : regroupement (p. 11)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 98 (résidences mobiles terrestres des gens du voyage - taxe d'habitation : tarif ramené de 25 € à 15 € par mètre carré) : rejeté (p. 4345)

Son amendement n° 316 (taxe sur les salaires due par les associations : abattement porté de 5 651 € à 10 900 €) (p. 4347) : rejeté (p. 4348)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 3 (rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2007)

Son intervention (p. 3205)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3388)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3410)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1723)

Thèmes :

Défense : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1723 et s.)

Défense : crédits (p. 1723 et s.)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) : programmes (p. 1724)

Défense : politique de défense (p. 1723)

Parlement : rôle (p. 1723 et s.)

Projet de loi n° 814 relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2060)

Son intervention (p. 2066)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3924)

Thèmes :

Défense : armement : industrie (p. 3925)

Défense : drones (p. 3925)

Défense : politique de défense (p. 3924)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3925)

Union européenne : construction européenne : télécommunications (p. 3925)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :
- *Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008*
Son intervention (p. 4049)

Philippe VITEL

Var (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'institut des hautes études de défense nationale [J.O. du 10 juillet 2007]

Représentant titulaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre titulaire du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 902 relative à la représentation du conseil général au sein des établissements publics de coopération intercommunale [20 mai 2008]

Proposition de résolution n° 989 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion, le fonctionnement et les surcoûts des hôpitaux publics [23 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. [10 octobre 2007] (p. 2679)

Produits dangereux. Amiante. Désamiantage, Jussieu [23 octobre 2007] (p. 3057)

Commerce extérieur. Exportations. Entreprises, développement [22 janvier 2008] (p. 394)

Défense. Politique de la défense. Armement nucléaire, doctrine [25 mars 2008] (p. 912)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 366, posée le 24 juin 2008. Défense. Marine (J.O. Questions p. 5266). Appelée le 24 juin 2008. Sous-marins nucléaires d'attaque, Toulon (p. 3698)

DÉBATS

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)

Son intervention (p. 2435)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 2435)

Défense : services secrets : équipement (p. 2436)

Ordre public : lutte contre le terrorisme (p. 2436)

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2435)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : auditions (p. 2435)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : compétences (p. 2436)

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Son intervention (p. 2448)

Explications de vote et vote [26 juillet 2007] (p. 2450)

Ses explications de vote (p. 2450)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2450)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalable à la cessation concertée du travail)

Son intervention (p. 2598)

Projet de loi n° 122 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en oeuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé "Soyouz au CSG" et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2431)

Son intervention (p. 2435)

Thèmes :

DOM : Guyane (p. 2435, 2436)

Espace : Agence spatiale européenne (p. 2435, 2436)

Espace : Ariane (p. 2435, 2436)

Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 2436)

Espace : Centre spatial guyanais (CSG) (p. 2435, 2436)

Espace : Coopération internationale (p. 2435, 2436)

Espace : lanceurs (p. 2435, 2436)

Espace : politique spatiale : histoire (p. 2435)

Espace : satellites (p. 2435, 2436)

Espace : Soyouz (p. 2435, 2436)

Pays étrangers : Russie (p. 2435, 2436)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3101)

Son intervention (p. 3166)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3189)

Thèmes :

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3166 et s., 3189)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3167)

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3167)
 Professions de santé : internes (p. 3101, 3166)
 Professions de santé : médecins généralistes (p. 3166)
 Retraites : généralités : réforme (p. 3189)
 Santé : accès aux soins (p. 3167)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3166)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 3189)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)
 Son intervention (p. 3231)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)
 Ses interventions (p. 3338 et s.)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)
 Ses interventions (p. 3363 et s.)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)
 Son intervention (p. 3374)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)
 Son intervention (p. 3391)

Explications de vote et vote [30 octobre 2007] (p. 3554)

Ses explications de vote (p. 3556)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3556)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4134)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : dissuasion nucléaire : marine (p. 4134)
 Défense : opérations extérieures (p. 4134)
 Défense : porte-avions : construction (p. 4134)
 Défense : sous-marins nucléaires (p. 4134)
 Mer et littoral : action de l'Etat en mer (p. 4135)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3640)

Thèmes :

Etablissements de santé : tarification à l'activité (T2A) (p. 3640)
 Etablissements de santé : établissements privés (p. 3640)
 Etablissements de santé : hôpitaux
 Santé : santé publique (p. 3640 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission de la défense (p. 3905)

Thèmes :

Défense : moyens (p. 3906)
 Défense : crédits : équipements (p. 3906)
 Défense : opérations extérieures (p. 3905)
 Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3905)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3905)

Parlement : contrôle parlementaire : politique de défense (p. 3905)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008

Son intervention (p. 4042)

Gérard VOISIN

Saône-et-Loire (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers (n° 118) [31 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion des nouveaux États membres de l'Union européenne à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux premier et deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes (n° 170) [31 octobre 2007]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 février 2008 au 24 avril 2008 (n°s E 3770 annexe 2, E 3775, E 3778, E 3784, E 3785, E 3789 à E 3792, E 3796, E 3797, E 3799, E 3803, E 3805, E 3808 à E 3811, E 3813, E 3814, E 3818, E 3820, E 3822, E 3824 à E 3835, E 3840 à E 3842 et E 3845) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3551, E 3557, E 3581, E 3591, E 3640, E 3660, E 3662, E 3670, E 3696, E 3699, E 3729, E 3735, E 3736, E 3744, E 3748, E 3750, E 3754, E 3759, E 3766 et E 3768 [29 avril 2008] (n° 844)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers (n° 118) [19 septembre 2007] (n° 173)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion des nouveaux États membres de l'Union européenne à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux premier et deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes (n° 170) [5 février 2008] (n° 680)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 25 avril au 5 juin 2008 (n°s E 3847, E 3848,

E 3850, E 3852, E 3853, E 3855 à E 3860, E 3862 à E 3868, E 3870 à E 3873, E 3875 à E 3877 et E 3881 à E 3883) et sur les textes n^{os} E 3541 à E 3543, E 3664, E 3694, E 3704, E 3757, E 3770 annexe 3, E 3770 annexe 4, E 3776, E 3779, E 3786, E 3794, E 3798, E 3812, E 3815, E 3819, E 3821, E 3837 à E 3839 et E 3844 [11 juin 2008] (n^o 958)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les perspectives de règlement de la question chypriote [9 juillet 2008] (n^o 1048)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 6 juin au 4 juillet 2008 (n^{os} E 3770 annexe 5, E 3770 annexe 6, E 3886, E 3888, E 3890, E 3893 à E 3896 et E 3901) et sur les textes n^{os} E 3395, E 3504, E 3560, E 3580, E 3647, E 3675, E 3676, E 3734, E 3738, E 3777, E 3782, E 3788, E 3800, E 3817, E 3843, E 3846, E 3849, E 3854, E 3869, E 3874 et E 3880 [15 juillet 2008] (n^o 1054)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n^o 118 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2437)

Son intervention (p. 2438)

Thèmes :

Energie et carburants : prospection et recherche : pétrole (p. 2438 et s.)
 Environnement : protection (p. 2439)
 Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2438 et s.)
 Mer et littoral : fonds marins : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2438)
 Mer et littoral : pollution (p. 2439)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : eaux territoriales : zones de souveraineté (p. 2438)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2438 et s.)
 Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : pétrole (p. 2438 et s.)
 Politique extérieure : coopération économique : Canada (p. 2438 et s.)

Projet de loi de finances n^o 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Thème avant la procédure des questions :

Défense : interarmement (p. 4131)

Projet de loi n^o 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4462)

Thèmes :

Commerce et artisanat : emploi (p. 4463)
 Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4463)
 Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4462)
 Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4463)
 Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4462)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : grande distribution (p. 4462)

Projet de loi n^o 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2844)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2844)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2845)
 Environnement : développement durable (p. 2845)
 Urbanisme : droit de préemption : communes (p. 2845)

Michel VOISIN

*Ain (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juin 2007]

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 29 juin 2007]

Représentant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 19 juillet 2007]

Président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 28 juillet 2007]

Membre de la commission nationale de déontologie de la sécurité [J.O. du 18 septembre 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n^o 455 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers ayant servi dans l'armée française [5 décembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) sur l'activité de cette assemblée au cours de l'année 2007 [30 janvier 2008] (n^o 667)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Son intervention (p. 4130)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations : armements et équipements (p. 4131)
 Défense : Légion étrangère : naturalisation (p. 4132)
 Défense : militaires et assimilés : action sociale (p. 4132)
 Défense : opérations extérieures (p. 4130 et s.)
 Défense : porte-avions : construction (p. 4131)
 Parlement : rôle : politique de défense (p. 4131)
 Politique extérieure : lutte contre le terrorisme : prolifération (p. 4130)
 Union européenne : politique de la défense (p. 4131)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 10)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : nouvelles technologies (p. 10)
 Gendarmerie : gendarmes : militaires et assimilés (p. 10)
 Sécurité routière : radars : permis à points (p. 10)

Projet de loi n° 814 relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2060)
 Son intervention (p. 2065)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)
 Son intervention (p. 3896)

Thèmes :

Défense : crédits : équipement (p. 3897)
 Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 3897)
 Défense : opérations extérieures (p. 3897)
 Gendarmerie : militaires et assimilés (p. 3897)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3896)
 Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 3896)

Philippe VUILQUE

*Ardennes (2^{ème} circonscription)
 Socialiste, radical, citoyen
 puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007],
 devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 avril 2008]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 avril 2008]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [28 mai 2008] (p. 2587)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 106, posée le 22 janvier 2008. Assurances. Assurance responsabilité civile et assurance dommages ouvrages (J.O. Questions p. 405). Appelée le 22 janvier 2008. Obligation de souscription, établissements publics territoriaux de bassin (p. 367)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par M. Jean-Pierre Brard [10 juillet 2007] (p. 1664)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juillet 2007] (p. 1664)

W

Jean-Luc WARSMANN

*Ardennes (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 juin 2007]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre titulaire et président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la conférence de la ruralité [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 17 octobre 2007]

Membre de droit de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Membre de droit de la délégation parlementaire au renseignement [J.O. du 31 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution (n° 561 rectifié) [8 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 6 février 2008]

Rapporteur de la proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 325) [26 mars 2008]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République (n° 820) [16 avril 2008]

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [J.O. du 1^{er} juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. du 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit [21 septembre 2007]

Proposition de loi n° 457 de simplification en matière de filiation [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 464 visant à encadrer l'évolution des loyers des locaux d'habitation [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 536 visant à permettre à tout conseiller municipal d'exercer les fonctions d'officier d'état civil [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 537 visant à instaurer un délai de réponse raisonnable pour l'administration fiscale [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 538 visant à améliorer la prise en charge des victimes d'accidents médicaux [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 539 portant abrogation du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la défense passive [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 540 portant adaptation du troisième alinéa de l'article 2045 du code civil à la forme républicaine du Gouvernement [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 541 portant abrogation de l'ordonnance n° 45-2678 du 2 novembre 1945 créant une bibliothèque centrale de prêt dans certains départements [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 542 visant à étendre aux victimes d'un accident de la circulation dans lequel est impliqué un tramway, le bénéfice des dispositifs d'indemnisation prévus aux articles 1^{er} de la loi du 5 juillet 1985 et L. 211-8 du code des assurances [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 543 visant à assouplir les conditions de constitution du délit d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 544 portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 1384 et de l'article 1386 du code civil [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 545 visant à étendre le bénéfice de l'indemnisation prévue par la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 à toutes les victimes d'accidents de la circulation entrant dans la catégorie des accidents du travail [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 546 visant à généraliser l'autorisation de désignation par la chambre criminelle de la Cour de cassation d'une même cour d'assises autrement composée pour juger en appel des crimes de droit commun commis dans l'exécution du service par les militaires [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 547 visant à prévoir que les faits punis d'une mesure de sûreté privative de liberté, susceptibles de donner lieu à l'émission d'un mandat d'arrêt européen sont, lorsqu'une mesure de sûreté a été infligée, ceux susceptibles d'être réprimés par une mesure privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à quatre mois [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 548 visant à accorder la possibilité aux médecins pharmaciens de se faire remplacer ou aider dans leur activité [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 549 visant à supprimer le délai de six mois subordonnant la demande d'un nouveau permis de conduire en cas de retrait de la totalité des points [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 550 de simplification portant adaptation de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 au territoire et à l'organisation territoriale actuels de la République [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 551 visant à appliquer le taux plancher de la taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites utilisés pour la production de luzerne déshydratée [20 décembre 2007]

Proposition de loi n° 552 visant à favoriser l'accueil à l'école des enfants de deux ans dans les zones de revitalisation rurale et les bassins d'emploi à redynamiser à la demande de leurs parents [20 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution (n° 561 rectifié) [9 janvier 2008] (n° 568)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [10 janvier 2008]

Proposition de loi n° 618 visant à simplifier la vente des biens en indivision [22 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Bernard Accoyer complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 325) [26 mars 2008] (n° 740)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République (n° 820) [15 mai 2008] (n° 892)

Proposition de loi n° 941 visant à sécuriser le fonctionnement des copropriétés [4 juin 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat, de modernisation des institutions de la Ve République (n° 993) [2 juillet 2008] (n° 1009)

Proposition de loi n° 1085 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures [22 juillet 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République retraçant ses travaux sur le fichier intitulé "Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale (EDVIGE)" [24 septembre 2008] (n° 1126)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [2 octobre 2007] (p. 2490)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Garrigue : précise que la commission des lois n'a pas repris à son compte l'amendement de M. Ollier qui en est resté le seul signataire [27 mai 2008] (p. 2529)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : rappelle les modalités d'exercice du droit d'amendement [28 mai 2008] (p. 2636)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : rappelle la proposition de loi du sénateur socialiste, M. Bel [28 mai 2008] (p. 2637)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : propose de poursuivre jusqu'à deux heures et demie [28 mai 2008] (p. 2654)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : indique que ce courrier constitue un engagement très clair sur les droits de l'opposition et les conditions de travail du Parlement dans les prochaines années [9 juillet 2008] (p. 4463)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2093)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 2093)
Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2093)
Droit pénal : grâce : Président de la République (p. 2093)
Droit pénal : injonction de soins (p. 2093)
Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2093)
Droit pénal : récidive : aggravation des peines (p. 2093)
Justice : exécution des décisions (p. 2093)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Manuel Valls (rapport annuel sur l'impact des dispositions de la loi) (p. 2162)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'adt n° 72 de Mme Delphine Batho (sanctions éducatives prononcées dans un délai de trois mois) (p. 2175)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 79 de M. Philippe Goujon (versement, pour partie, de l'allocation temporaire d'attente sous la forme d'un titre de paiement spécial permettant d'acquérir des biens et services de première nécessité) (p. 2312)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2338)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : centres pénitentiaires (p. 2338)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : protocole (p. 2338)
Parlement : prérogatives : nomination (p. 2338)
Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2338)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son intervention (p. 2364)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 40 de la commission (coordination) (p. 2383)

Seconde délibération

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son intervention (p. 2384)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2619)

Thèmes :

Administration : règlements (p. 2620)
Constitution : article 37 (p. 2620)
Constitution : révision (p. 2620)
Etat : Médiateur de la République (p. 2620)
Impôts et taxes : taxe d'apprentissage : déclarations (p. 2620)
Lois : inflation (p. 2619)
Lois : abrogation (p. 2620)
Lois : application : études (p. 2621)
Lois : évaluation (p. 2619)
Lois : évaluation : Assemblée nationale (p. 2621)
Lois : projet de loi : Internet (p. 2620)
Urbanisme : permis de construire (p. 2619)
Son intervention à l'issue du vote (p. 2635)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5162)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5162)
Lois : études d'impact (p. 5162)
Lois : abrogation (p. 5162)
Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 5162)
Lois : textes d'application : projet (p. 5162)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)*Après l'article 5*

Intervient sur l'adit n° 18 de M. Michel Hunault (constitution de partie civile uniquement à l'audience par les associations reconnues d'utilité publique) (p. 2706)

Son sous-amendement n° 29 (pas d'obligation de transmission systématique) à l'adit n° 10 de la commission (transmission systématique des comptes certifiés des sociétés d'économie mixte locales aux élus à l'occasion de l'examen du budget - transmission des comptes certifiés des sociétés d'économie mixte aux élus régionaux) : adopté (p. 2706)

Après l'article 6

Intervient sur l'adit n° 22 de M. Michel Hunault (protection des salariés à l'origine d'une dénonciation de faits de corruption révélés dans l'exercice de leurs fonctions) (p. 2708)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5)

Thème :

Assemblée nationale : examen en commission élargie (p. 5)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4543)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : assemblée territoriale (p. 4544)

Outre-mer : assemblée territoriale : consultation (p. 4543)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Article 7 A (extension des matières dans lesquelles les lois et règlements sont applicables de plein droit en Polynésie française)

Son intervention (p. 4591)

Article 7 (consultation de l'assemblée de la Polynésie française sur les projets législatifs du Gouvernement)

Son intervention (p. 4591)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 4686)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4686)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4686)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)*Après l'article 35*

Son amendement n° 268 deuxième rectification (bassins d'emploi à redynamiser : amélioration du dispositif) rectifié (suppression des dispositions autres que celles relatives au régime du plafonnement des aides aux entreprises) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5143)

Son amendement n° 232 (établissements publics de coopération intercommunale : précisions sur les modalités de calcul du dégrèvement pour le plafonnement de la taxe professionnelle) : retiré (p. 5145)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté - soins en détention - surveillance judiciaire prolongée)

Son intervention (p. 118)

Après l'article 12

Intervient sur l'adit n° 107 deuxième rectification de M. Michel Hunault (consultation du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAI) par les représentants des collectivités territoriales) (p. 132)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 193)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 203)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 210)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 193)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 193)

Union européenne : politique énergétique (p. 193)

Union européenne : Cour de justice (p. 194)

Union européenne : subsidiarité (p. 194)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 194)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 193, 210)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 240 à 248)

Explications de vote et vote [16 janvier 2008] (p. 263)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 263)

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 343)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 346)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : exécution des peines (p. 346)

Automobiles et cycles : incendies (p. 348)

Droit pénal : amendes : moyens de paiement (p. 347)

Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 347)

Droit pénal : exécution des peines (p. 346)

Droit pénal : procédures : informatisation (p. 347)

Justice : exécution des décisions (p. 346)

Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 347)

Ordre public : indemnisation des victimes : fonds de garantie (p. 347)

Son intervention à l'issue du vote (p. 355)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3666)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3668)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : exécution des peines (p. 3668)
Automobiles et cycles : incendies (p. 3670)
Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 3669)
Justice : dommages intérêts : recouvrement (p. 3669)
Justice : exécution des décisions (p. 3669)
Justice : victimes : fonds de garantie (p. 3669)
Justice : victimes : indemnisation des victimes (p. 3669)
Ordre public : indemnisation des victimes : automobiles (p. 3670)
Ordre public : indemnisation des victimes : provisions (p. 3669)
Professions judiciaires et juridiques : huissiers : procédures (p. 3669)

Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)

Article 1er (conditions de commercialisation des mini-motos et quads)

Son sous-amendement n° 11 à l'adt n° 1 rectifié de Mme Elisabeth Guigou : adopté (p. 749)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1189)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : journalistes : diffamation (p. 1190)
Droit pénal : sanctions pénales : témoins (p. 1189)
Droit pénal : témoins : diffamation (p. 1189)
Droit pénal : témoins : protection (p. 1189)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 1189)
Parlement : commissions d'enquête (p. 1189)
Parlement : commissions d'enquête : auditions (p. 1189)
Parlement : commissions d'enquête : huis clos (p. 1190)
Parlement : commissions d'enquête : témoins (p. 1189)
Parlement : contrôle parlementaire : commissions d'enquête (p. 1189)
Parlement : prérogatives : commissions d'enquête (p. 1189)

Discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1197)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1197)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)

Son intervention (p. 1911)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 86 de la commission (dépôt à la Caisse des dépôts et consignations des sommes détenues par les greffiers de tribunaux de commerce pour compte de tiers) (p. 1917)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales**[7 mai 2008] (p. 1959)**

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 1972)

Thèmes :

Culture : cultures régionales (p. 1972 et s.)

Culture : langues régionales (p. 1972 et s.)

Traités et conventions : ratification (p. 1972)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2222)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 2222)
Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2222)
Constitution : histoire (p. 2222)
Constitution : article 11 : référendums (p. 2223)
Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2223)
Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2223)
Justice : tribunaux : compétences (p. 2223)
Lois : projet de loi : études d'impact (p. 2222)
Lois : rétroactivité des lois : inconstitutionnalité (p. 2222)
Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 2222)
Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2223)
Politique générale : politiques publiques : contrôle parlementaire (p. 2223)
Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2222)
Union européenne : élargissement : référendums (p. 2223)
Union européenne : subsidiarité : contrôle parlementaire (p. 2223)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2337 à 2406, 2413 à 2470, 2518 à 2580, 2597 à 2662, 2669 à 2727)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2346)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2385)

Demande de réserve de la discussion de l'article 12 jusqu'après l'amendement n°85 portant article additionnel après l'article 23 (p. 2385)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'adt n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (p. 2390)

Son sous-amendement n° 604 rectifié (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à l'adt n° 511 rectifié de M. Arnaud Montebourg (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2390) : adopté (p. 2394)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2402)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2438)

Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)

Son intervention (p. 2445)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2451)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 2458 et s.)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

- Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Garrigue (cf supra) (p. 2528)
Ses interventions (p. 2529 et s.)
- Après l'article 10*
Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) (p. 2535)
- Article 11 (domaine de la loi)*
Ses interventions (p. 2549 et s.)
- Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)*
Son intervention (p. 2568)
- Après l'article 13*
Intervient sur l'adt n° 588 de la commission (ratification expresse des ordonnances) (p. 2575)
- Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)*
Ses interventions (p. 2578 et s.)
Son sous-amendement n° 589 rectifié à l'adt n° 66 rectifié de la commission (p. 2578) : adopté (p. 2579)
- Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)*
Ses interventions (p. 2613 et s.)
- Article 18 (exercice du droit d'amendement)*
Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)
- Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)*
Ses interventions (p. 2644 et s.)
- Article 21 (missions de la Cour des comptes)*
Son intervention (p. 2647)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2654)
- Article 22 (fixation de l'ordre du jour)*
Ses interventions (p. 2655 et s.)
- Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)*
Son intervention (p. 2670)
- Après l'article 23*
Intervient sur l'adt n° 85 de la commission (déclaration du Gouvernement à caractère thématique devant les assemblées) (p. 2671)
Son sous-amendement n° 598 (à l'initiative du Gouvernement lui-même) à l'adt n° 85 de la commission (p. 2671) : adopté (p. 2672)
- Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)*
Son intervention (p. 2675)
- Article 24 (droits des groupes parlementaires)*
Son intervention (p. 2677)
- Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)*
Son intervention (p. 2682)
- Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)*
Son intervention (p. 2691)
- Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)*
Son sous-amendement n° 611 à l'adt n° 610 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 2706)
- Après l'article 28*
Intervient sur l'adt n° 99 de la commission (Conseil économique, social et environnemental) (p. 2708)
Intervient sur l'adt n° 522 de M. Christophe Caresche (Conseil économique, social et environnemental) (p. 2708)
- Article 29 (saisine du Conseil économique et social par voie de pétition)*
Son intervention (p. 2708)
- Article 30 (compétence du Conseil économique et social en matière environnementale)*
Son intervention (p. 2709)
- Après l'article 30*
Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (dénomination du Conseil économique, social et environnemental) (p. 2709)
Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (limitation du nombre des membres du Conseil économique, social et environnemental) (p. 2709)
- Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)*
Son intervention (p. 2720)
- Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)*
Son intervention (p. 2727)
- Article 34 (entrée en vigueur)*
Son intervention (p. 2728)
- Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)*
Son intervention (p. 2729)
- DEUXIÈME LECTURE**
- Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)**
Son intervention (p. 4374)
- Thèmes :*
Constitution : langues régionales (p. 4374)
Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 4375)
Lois : projet de loi : études d'impact (p. 4374)
Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 4374)
Parlement : commissions : réforme (p. 4374)
Parlement : Congrès du Parlement (p. 4376)
Parlement : prérogatives (p. 4374)
Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4375)
Politique générale : politiques publiques : contrôle parlementaire (p. 4375)
Union européenne : élargissement : référendums (p. 4375)
- Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)**
Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4411 à 4438, 4444 à 4469, 4474 à 4511)
- Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)*
Demande la réserve de la discussion des amendements n°s 305, 302, 250 rectifié et 303 jusqu'après l'examen de l'article 30 sexies (p. 4411)
- Article 1er (garantie du pluralisme politique)*
Son intervention (p. 4413)
- Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)*
Son intervention (p. 4420)
- Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)*
Son intervention (p. 4429)
- Article 6 (droit de grâce)*
Son intervention (p. 4430)
- Article 9 (missions et composition du Parlement)*
Son intervention (p. 4431)
- Article 11 (domaine de la loi)*
Ses interventions (p. 4455 et s.)
Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4463)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 4476)

Article 14 (présentation des projets de loi et avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Ses interventions (p. 4477 et s.)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 4479)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses interventions (p. 4480)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son intervention (p. 4482)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 4488)

Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)

Ses interventions (p. 4490 et s.)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Son intervention (p. 4492)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son intervention (p. 4493)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Son intervention (p. 4493)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son intervention (p. 4495)

Article 23 bis (déclaration du Gouvernement à caractère thématique)

Son intervention (p. 4495)

Article 24 bis (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'un engagement international avant sa ratification)

Son intervention (p. 4497)

Article 24 ter (dénomination du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 4497)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 4497)

Article 25 ter (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'une loi avant sa promulgation)

Son intervention (p. 4498)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 4503)

Article 30 sexies (habilitation permanente du Gouvernement à prendre des ordonnances pour adapter les dispositions législatives en vigueur dans les collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, dans les Terres australes et antarctiques françaises et à Clipperton)

Son intervention (p. 4504)

Après l'article 30 sexies

Intervient sur l'ad. n° 38 de la commission (langues régionales) (p. 4504)

Article 31 bis (francophonie)

Son intervention (p. 4507)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Ses interventions (p. 4508)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 4509)

Article 33 bis (délais minimaux d'examen des projets et propositions de révision)

Son intervention (p. 4510)

Article 34 (entrée en vigueur)

Ses interventions (p. 4511)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son intervention (p. 4511)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 44

Ses amendements n°s 514 et 515 : retirés (p. 3318 et s.)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PENITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :

- *Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008*

Son intervention (p. 3981)

Laurent WAUQUIEZ

*Haute-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement
puis Secrétaire d'Etat chargé de l'emploi*

Élu le 10 juin 2007

Est nommé secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement, auprès du Premier ministre. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

Est nommé secrétaire d'Etat chargé de l'emploi, auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Jacqueline Fraysse. Santé. Politique de la santé [18 décembre 2007] (p. 5372)

M. Philippe Cochet. Emploi. Chômage. Lutte et prévention [2 avril 2008] (p. 1134)

M. Rudy Salles. Emploi. Associations. Contrats aidés [16 avril 2008] (p. 1634)

M. Bernard Cazeneuve. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Ateliers et chantiers d'insertion, financement [13 mai 2008] (p. 2026)

M. Franck Riester. Emploi. Chômeurs. Prise en charge [14 mai 2008] (p. 2052)

M. Bernard Depierre. Emploi. Politique de l'emploi. Création d'emplois, soutien [21 mai 2008] (p. 2248)

M. Alain Bocquet. Politique économique. Pouvoir d'achat. Politiques communautaires [27 mai 2008] (p. 2505)

M. Jean-Pierre Balligand. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A [27 mai 2008] (p. 2514)

Mme Marie-Christine Dalloz. Emploi. Chômeurs. Offres d'emploi raisonnables, définition [11 juin 2008] (p. 3267)

M. Christophe Caresche. Travail. Droit du travail. Discrimination à l'embauche, lutte et prévention [11 juin 2008] (p. 3268)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Claude Bouchet. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Cavaillon [4 décembre 2007] (p. 4894)

Mme Josette Pons. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Incendies de forêt, Var [4 décembre 2007] (p. 4895)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Ministères et secrétariats d'Etat. Services extérieurs. Restructuration [4 décembre 2007] (p. 4896)

M. Jean-Patrick Gille. Emploi. Insertion professionnelle. Ecoles deuxième chance [27 mai 2008] (p. 2491)

M. Éric Straumann. Industrie. Textile et habillement. DMC, emploi et activité, Haut-Rhin [27 mai 2008] (p. 2492)

Mme Claude Darciaux. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Ateliers et chantiers d'insertion, financement [27 mai 2008] (p. 2493)

M. Christian Vanneste. Politique sociale. Centres d'action sociale. Fonctionnement, financement, Tourcoing [3 juin 2008] (p. 2817)

M. Jacques Bascou. Industrie. Chimie. Total, emploi et activité, Narbonne [3 juin 2008] (p. 2818)

M. Robert Lecou. Formation professionnelle. AFPA. Financement [10 juin 2008] (p. 3165)

DÉBATS

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)

Ses interventions (p. 4918, 4927)

Thèmes :

Environnement : développement durable (p. 4918)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 4919)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : biodiversité (p. 4918)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : développement économique (p. 4919, 4927)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : gestion quantitative de l'eau (p. 4927)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : participation du public (p. 4918)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : pollution automobile (p. 4927)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : Marais poitevin (p. 4927)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4928)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 1 de Mme Delphine Batho (détermination des règles applicables aux procédures de classement en parc naturel régional) (p. 4928)

Projet de loi n° 780 ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2056)

Son intervention (p. 2056)

Thèmes :

Justice : territoires d'outre-mer (p. 2056)

Marchés financiers : outre-mer (p. 2056)

Prestations familiales : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2056)

Discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2059)

Son intervention (p. 2060)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 4699)

Son intervention (p. 4727)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4728 et s.)

Emploi : services publics (p. 4700)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4727 et s.)

Emploi : chômage : zones rurales (p. 4729)

Emploi : chômeurs (p. 4727 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4700, 4727 et s.)

Emploi : seniors (p. 4727)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 4729)

Travail : conditions de travail (p. 4700, 4731)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 4730)

Travail : travail à temps partiel (p. 4727)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4739 à 4824)

Article 1^{er} (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Son intervention (p. 4755)

Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)

Ses interventions (p. 4812 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 15 de la commission (relèvement progressif de l'âge minimal de dispense de recherche d'emploi et suppression de cette dispense en 2012) (p. 4822)

Titre

Seconde délibération : [17 juillet 2008] (p. 4824)

Article 1^{er} (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Son intervention (p. 4825)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4827)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juillet 2008] (p. 4886)

Son intervention (p. 4887)

Thèmes :

Emploi : chômage : fraude (p. 4888)

Emploi : chômage : organismes (p. 4887 et s.)

Emploi : chômeurs (p. 4887 et s.)

Emploi : seniors (p. 4888)

Parlement : rôle : opposition (p. 4888)

Travail : travail à temps partiel (p. 4888)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses interventions (p. 4926, 4965)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4927 et s.)

Politique sociale : dialogue social (p. 4927)

Travail (p. 4926)

Travail : négociations : salaires (p. 4927 et s., 4965)

Travail : réduction du temps de travail (p. 4926)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4927)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) ; [25 septembre 2008] (p. 5114)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5084 à 5088, 5134 à 5138)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5139)

Éric WOERTH

*Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction
publique*

Elu le 10 juin 2007

Est nommé ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2007 [J.O. du 21 juillet 2007]

DÉPÔTS

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006 [27 juin 2007]

Déclaration du Gouvernement n° 73 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 [16 juillet 2007]

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008 [26 septembre 2007]

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008 [11 octobre 2007]

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007 [21 novembre 2007]

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [29 mai 2008]

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009 [17 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Didier Migaud. Politique économique. Croissance. Perspectives [2 octobre 2007] (p. 2491)

M. Sébastien Huyghe. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget, comptes publics et fonction publique : services du Trésor. Restructuration, conséquences [9 octobre 2007] (p. 2645)

Mme Martine Billard. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [16 octobre 2007] (p. 2757)

M. Jérôme Chartier. Finances publiques. Politique budgétaire [16 octobre 2007] (p. 2758)

M. Patrick Roy. Impôts et taxes. Politique fiscale. Réforme, opportunité [17 octobre 2007] (p. 2831)

M. Michel Hunault. Jeux et paris. Politiques communautaires. PMU [17 octobre 2007] (p. 2832)

M. Gilles Carrez. Finances publiques. Politique budgétaire. Loi de finances 2008, recettes excédentaires, affectation [17 octobre 2007] (p. 2835)

M. Éric Ciotti. Finances publiques. Contrôle. Fraude fiscale et sociale [17 octobre 2007] (p. 2839)

Mme Catherine Lemorton. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [23 octobre 2007] (p. 3055)

M. Pierre-Alain Muet. Finances publiques. Equilibre budgétaire [23 octobre 2007] (p. 3057)

M. Christophe Sirugue. Finances publiques. Equilibre budgétaire [23 octobre 2007] (p. 3059)

Mme Frédérique Massat. Finances publiques. Equilibre financier [24 octobre 2007] (p. 3154)

M. Jean-Pierre Brard. Finances publiques. Equilibre budgétaire [24 octobre 2007] (p. 3155)

Mme Marie-Hélène Amiable. Fonctionnaires et agents publics. Revendications [30 octobre 2007] (p. 3546)

M. Pierre Gosnat. Etat. Gestion. Patrimoine immobilier, locaux de l'Imprimerie nationale [7 novembre 2007] (p. 3777)

M. Christian Vanneste. Finances publiques. Contrôle. Fraude fiscale et sociale [7 novembre 2007] (p. 3782)

M. Gérard Bapt. Politique économique. Pouvoir d'achat. [13 novembre 2007] (p. 4020)

M. Patrick Bloche. Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle. Exonération, réglementation [20 novembre 2007] (p. 4360)

M. Michel Vergnier. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [21 novembre 2007] (p. 4415)

Mme Chantal Berthelot. Etat. Gouvernement. Fonction publique, dialogue social [21 novembre 2007] (p. 4420)

M. Jacques Alain Bénisti. Politique économique. Pouvoir d'achat [4 décembre 2007] (p. 4914)

Mme Annick Girardin. Fonctionnaires et agents publics. Revendications [5 décembre 2007] (p. 5023)

M. Thierry Mariani. Politique économique. Pouvoir d'achat. Protection, fonctionnaires et agents publics [19 décembre 2007] (p. 5430)

M. François Hollande. Politique économique. Pouvoir d'achat [19 décembre 2007] (p. 5432)

M. Jean-Pierre Dufau. Fonctionnaires et agents publics. Revendications [23 janvier 2008] (p. 467)

M. Gilles Carrez. Finances publiques. Politique budgétaire [29 janvier 2008] (p. 586)

M. Stéphane Demilly. Energie et carburants. Agrocultures [30 janvier 2008] (p. 620)

M. Olivier Dussopt. Collectivités territoriales. Finances. Compétences transférées, moyens [25 mars 2008] (p. 914)

M. Henri Plagnol. Etat. Organisation. Modernisation [9 avril 2008] (p. 1455)

M. Jean-Marc Roubaud. Finances publiques. Contrôle. Fraude fiscale et sociale [16 avril 2008] (p. 1641)

M. Charles de Courson. Finances publiques. Déficit publics [29 avril 2008] (p. 1766)

M. Alfred Marie-Jeanne. Saisies et sûretés. Hypothèques. Authenticité, annulation judiciaire, réforme [13 mai 2008] (p. 2017)

M. Michel Terrot. Energie et carburants. Fioul. Particuliers, aide exceptionnelle, montant [27 mai 2008] (p. 2507)

M. Philippe Vuilque. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [28 mai 2008] (p. 2587)

M. Michel Issindou. Fonction publique de l'Etat. Politique de la fonction publique [10 juin 2008] (p. 3188)

M. Jean-Luc Prél. Sécurité sociale. Equilibre financier [11 juin 2008] (p. 3264)

M. Paul Giacobbi. Finances publiques. Déficit publics [17 juin 2008] (p. 3501)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jérôme Cahuzac : considère que le dispositif permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une réduction de sa cotisation au titre d'apports à sa propre société "est le fait de l'expérience du terrain" [18 octobre 2007] (p. 2959)

M. Jérôme Cahuzac : se déclare défavorable à une seconde délibération sur l'amendement n°13 de M. Lionel Tardy adopté

après l'article 9 accordant aux redevables de l'ISF le bénéfice de la réduction de leur cotisation au titre de souscriptions au capital de leur société et indique qu'il sera sans incidence sur les finances publiques [19 octobre 2007] (p. 3023)

M. Christian Paul : répond que la discussion en cours porte sur les questions d'équilibre financier et que le débat sur le fond en matière de système de santé interviendra ultérieurement [24 octobre 2007] (p. 3212)

Mme Marisol Touraine : invite l'opposition à ne pas argumenter sur la base de propos de presse [25 octobre 2007] (p. 3241)

Mme Catherine Génisson : signale que l'opposition s'éloigne du sujet et explique l'intention du Gouvernement de soutenir l'industrie du médicament [25 octobre 2007] (p. 3265)

Mme Marisol Touraine : juge que l'opposition s'éloigne du sujet et explique l'intention du Gouvernement de soutenir l'industrie du médicament [25 octobre 2007] (p. 3265)

Mme Marisol Touraine : précise que le Gouvernement n'a pas pour vocation de commenter les articles de presse [25 octobre 2007] (p. 3266)

Mme Marisol Touraine : précise qu'un dialogue social a lieu entre les avocats et le Gouvernement et que la demande de certains avocats d'accéder à la retraite à 55 ans est examinée défavorablement par le Gouvernement [25 octobre 2007] (p. 3268)

M. Régis Juanico : rappelle que le Gouvernement est défavorable au départ à la retraite à 55 ans des avocats [25 octobre 2007] (p. 3271)

M. Jérôme Cahuzac : indique que le budget sera adapté au volume des heures supplémentaires et souligne qu'il n'y aura pas de perte de recettes pour la sécurité sociale [25 octobre 2007] (p. 3309)

M. Bernard Derosier : expose les grandes lignes du plan de lutte contre la pandémie grippale adopté en janvier 2007 [30 octobre 2007] (p. 3593)

M. Christophe Sirugue : indique que déroger au "bouclier fiscal" aboutirait à sa suppression et que si celui-ci bénéficie aux Français aisés, il bénéficie aussi aux plus modestes. [6 octobre 2008] (p. 5304)

DÉBATS

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention (p. 1979)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1988)

Son intervention (p. 2005)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 1979, 2006)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1980)

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1980, 1988, 2005 et s.)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1979, 2006)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1979)

Finances publiques : dette publique (p. 1988, 2005 et s.)

Finances publiques : indicateurs de performance (p. 1980 et s., 2005)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 1979, 1981)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 1979, 2006)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1979, 2006)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1979 et s., 2005)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : services déconcentrés (p. 2006)

Lois de règlement (p. 1979 et s.)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1981, 1988, 2006)

Parlement : sessions extraordinaires : ordre du jour (p. 1988)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2006)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 1988)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : hôpitaux (p. 2006)

Union européenne : pacte de stabilité (p. 1988)

Discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 2007)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2007, 2008)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Ses interventions (p. 2008, 2039)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2011, 2040 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2011 et s., 2041 et s.)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 2041)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2009 et s.)

Emploi : seniors (p. 2011)

Etablissements de santé : réduction du temps de travail (p. 2042)

Etat : réforme (p. 2012)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2009, 2011, 2040, 2042)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 2009)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2009 et s., 2013)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2012, 2042 et s.)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2043)

Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2040)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2009, 2011)

Finances publiques : gestion pluriannuelle (p. 2039)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2009, 2040)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2010)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 2043)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2042 et s.)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 2013)

Impôts et taxes : fraude fiscale : douanes (p. 2041)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : collectivités territoriales (p. 2043)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : finances publiques (p. 2010)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2039)

Politique économique : croissance (p. 2011, 2039 et s.)

Politique générale : réforme (p. 2010, 2012)

Politiques communautaires (p. 2043 et s.)

Politiques communautaires : pacte de stabilité : Président de la République (p. 2009 et s., 2040, 2042 et s.)

Président de la République (p. 2009, 2040)

Recherche : innovation (p. 2044)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2012)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 2012)

Secteur public : services publics (p. 2009)

Sécurité sociale : franchises (p. 2012)

Sécurité sociale : fraude (p. 2013)

Sécurité sociale : déficit (p. 2010 et s., 2042)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 2010)

Travail (p. 2041 et s.)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2617)

Thèmes :

Administration : commissions, comités et instituts (p. 2619)

Administration : délais (p. 2618)

Administration : simplifications administratives (p. 2617)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies : administration (p. 2618)

Entreprises : compétitivité (p. 2618)

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage : déclarations (p. 2618)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2766)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2784)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2790)

Son intervention (p. 2873)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2885)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2875 et s.)
Assemblée nationale : commission des finances (p. 2769)
Collectivités territoriales : dépenses (p. 2767)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2876, 2885)
Collectivités territoriales : fiscalité : réforme (p. 2876)
Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 2876)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : contentieux (p. 2876)
Energie et carburants : sociétés pétrolières : imposition (p. 2881)
Enseignement maternel et primaire (p. 2768)
Enseignement supérieur (p. 2767)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : transmission (p. 2767)
Etat : réforme (p. 2875)
Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2766 et s., 2784)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2766, 2784)
Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2766, 2768, 2784, 2874 et s.)
Finances publiques : dépenses : prévisions (p. 2767 et s.)
Finances publiques : dépenses en capital (p. 2767, 2874)
Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2767)
Finances publiques : exécution du budget (p. 2874 et s.)
Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 2768, 2873)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2766, 2885 et s.)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2768, 2875, 2885)
Impôts et taxes : fraude (p. 2769, 2875)
Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2766)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2873, 2885)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2766 et s., 2874)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2873)
Impôts et taxes : solidarité entre conjoints (p. 2767)
Impôts locaux : dégrèvement : Etat (p. 2876)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2767)
Justice : crédits (p. 2768)
Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 2766)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2766, 2769, 2873)
Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 2873)
Lois de règlement (p. 2769)
Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2767, 2873)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique (p. 2769, 2873, 2875)
Outre-mer : loi de programme (p. 2876)
Parlement (p. 2769, 2874)
Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2791)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2766, 2769, 2784 et s., 2791 et s., 2873 et s., 2885)
Recherche : innovation (p. 2767, 2874)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2768, 2875)
Secteur public : privatisations (p. 2885)
Sécurité sociale : déficit (p. 2875, 2886)
Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 2768, 2875)
Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2766 et s., 2873)
Travail (p. 2784)
Travail : seniors (p. 2766)
Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2766, 2784, 2791)
Travail : réduction du temps de travail (p. 2766)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2893 à 3026)

Après l'article 9

Intervient sur le sous-adt n° 299 du Gouvernement (blocage des sommes pendant cinq ans) à l'adt n° 13 de M. Lionel Tardy (ISF - souscription au capital d'une société dans laquelle le redevable ou son conjoint bénéficie d'une exonération au titre des biens professionnels : extension de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) (p. 2955, 2957)

Répond au rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 2958, 2959)

Article 31 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 3002)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 3010)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 292 rectifié du Gouvernement (attribution à l'établissement public OSEO et à la société OSEO innovation du reliquat de la dotation de l'Etat à l'AI - Agence de l'innovation industrielle) (p. 3021)

Répond au rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 3022)

Article 32 et état A annexé (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)

Son intervention (p. 3025)

Seconde délibération

Article 21 (ressources des organismes de l'audiovisuel public)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (rétablissement du plafonnement de la contribution de l'Etat au titre des dégrèvements de redevance) (p. 3025)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3060)

Son intervention (p. 3060)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT**

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4303)

Son intervention (p. 4303)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pays étrangers : pays en développement : prêts (p. 4303 et s.)

Politique extérieure : aide au développement (p. 4303 et s.)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 4303)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 4303)

Santé : Coopération internationale (p. 4304)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4306)

Son intervention (p. 4306)

CULTURE

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4274)

Son intervention (p. 4274)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles (p. 4274)

Audiovisuel et communication : aide à la création (p. 4274)

Audiovisuel et communication : radio (p. 4274)

Culture : crédits (p. 4274)

Enseignement : enseignements artistiques (p. 4274)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : crédits (p. 4274)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 4274)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4287)

Son intervention (p. 4287)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 4287)
 Entreprises : comités professionnels de développement économique (p. 4287)
 Entreprises : entreprises étrangères : investissements (p. 4287)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : aides (p. 4287)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportations (p. 4287)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche et développement (p. 4287)
 Industrie : centres techniques industriels (p. 4287)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4291)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4292 à 4296)

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4307)

Son intervention (p. 4307)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : patrimoine immobilier (p. 4307 et s.)
 Etat : réforme : politiques publiques (p. 4307)
 Fonctionnaires et agents publics : oeuvres sociales (p. 4307)
 Fonctionnaires et agents publics : carrière : formation continue (p. 4307)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4307)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 4307)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : systèmes d'information (p. 4307)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 4308)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 4308)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4310)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4310 à 4311)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :*- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007*

Ses interventions (p. 81, 93)

Thèmes :

Commerce et artisanat : buralistes (p. 84)
 Commerce extérieur : douanes (p. 83 et s.)
 Etat : Monnaies et médailles (p. 83)
 Etat : patrimoine immobilier (p. 89 et s., 94)
 Etat : patrimoine immobilier : Imprimerie nationale (p. 89 et s., 94)
 Etat : réforme : politiques publiques (p. 85 et s., 91, 93)
 Finances publiques : dépenses : indicateurs (p. 85 et s.)
 Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 88)
 Finances publiques : questionnaires budgétaires (p. 88, 90)
 Fonctionnaires et agents publics : mutuelles (p. 91)
 Fonctionnaires et agents publics : oeuvres sociales (p. 90)
 Fonctionnaires et agents publics : carrière : formation continue (p. 90, 93)
 Fonctionnaires et agents publics : catégorie C : recrutement (p. 83)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 81, 90 et s., 93)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 93)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement : négociation (p. 87 et s., 91)
 Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 87, 97)
 Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 83)
 Jeux et paris : monopole (p. 84 et s.)
 Langue française : francophonie : Imprimerie nationale (p. 90)
 Lois de finances : nomenclature budgétaire : fonction publique de l'Etat (p. 87)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : immeubles (p. 94)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : administration électronique (p. 82)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 81 et s., 94)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : systèmes d'information (p. 82, 85)
 Pays étrangers : Luxembourg : Imprimerie nationale (p. 90)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 88)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 88, 94)
 Sécurité sociale : cotisations : fraude (p. 83)

MÉDIAS

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4259)

Son intervention (p. 4259)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Audiovisuel extérieur (p. 4259)
 Audiovisuel et communication : France 24 (p. 4259)
 Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4259)
 Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 4259)
 Audiovisuel et communication : Radio France (p. 4259)
 Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 4259)
 Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4259)
 Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 4259)
 Audiovisuel et communication : TV5 Monde (p. 4259)
 Presse et livres : presse (p. 4259)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4262)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4262 à 4266)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4277)

Son intervention (p. 4277)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 4277)
 Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 4277)
 Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4277)
 Bois et forêts : filière bois : Auvergne (p. 4278)
 Collectivités territoriales : programme exceptionnel d'investissement (PEI) : Corse (p. 4278)
 Cours d'eau, étangs et lacs : pollution : Bretagne (p. 4278)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4312)

Son intervention (p. 4312)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 4312)
 Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 4312)
 Entreprises : aides publiques : recherche (p. 4312)
 Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 4312)
 Recherche : chercheurs (p. 4312)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4315)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4316 à 4319)

Crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4318)

SÉCURITÉ

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4254)

Son intervention (p. 4254)

Thèmes avant la procédure des questions :

Gendarmerie : logement (p. 4254)
 Gendarmerie : équipements : télécommunications (p. 4254)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : gendarmerie (p. 4254)
 Police : équipements : télécommunications (p. 4254)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4256)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4256 à 4258)

Après l'article 48

Intervient sur l'ad n° 19 rectifié du Gouvernement (prolongation d'un an du délai ouvert aux collectivités territoriales pour contracter des baux emphytéotiques administratifs afin de construire des bâtiments au profit de la Gendarmerie) (p. 4259)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Son intervention (p. 3588)

Ses réponses (p. 3589 à 3592)

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Derosier (cf supra) [30 octobre 2007] (p. 3590)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : urgences : organisation (p. 3589)

Sécurité publique : explosions : gaz (p. 3588)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : déminage (p. 3589)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : entreprises (p. 3589)

Télécommunications : réseaux de données : interopérabilité (p. 3588)

Union européenne : sécurité civile (p. 3589)

Réponses aux questions :

Etat : missions régaliennes : services départementaux d'incendie et de secours (p. 3592) (M. Jacques Desallangre) (p. 3592)

Sécurité publique : explosions : prévention (p. 3589 et s.) (M. François Rochebloine) (p. 3590)

Sécurité publique : prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs pompiers volontaires (p. 3590) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 3590)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : participation des employeurs (p. 3592) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 3591)

Sécurité publique : sécheresse : indemnisation (p. 3591) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 3591)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 3593) (M. Jean Proriol) (p. 3592)

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4296)

Son intervention (p. 4296)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : effectifs (p. 4296)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 4296)

Femmes : droits : égalité des sexes (p. 4296)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 4296)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 4296)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 4296)

Politique sociale : pauvreté (p. 4296)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 4296)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4299)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4300 à 4303)

Crédits de la mission "Solidarité, insertion et égalité des chances" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4301)

Après l'article 51

Intervient sur l'ad n° 289 du Gouvernement (élargissement du droit à participer à l'expérimentation de la mise en place du revenu de solidarité active -RSA- à l'ensemble des départements ayant fait acte de candidature avant le 31 octobre 2007) (p. 4303)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4266)

Son intervention (p. 4266)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 4266)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 4267)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4266)

Logement : droit au logement (p. 4266)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 4266)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) : crédits budgétaires (p. 4267)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4270)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4270 à 4272)

Après l'article 60

Intervient sur l'ad n° 67 rectifié du Gouvernement (prolongation pour un an du versement aux communes de subventions pour l'aménagement d'aires d'accueil destinées aux gens du voyage) (p. 4273)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)**

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4333 à 4349)

*Seconde délibération**Article 33 et état B (crédits du budget général)*

Son intervention (p. 4348)

Article 37 (plafonds des autorisations d'emplois)

Son intervention (p. 4348)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Son intervention (p. 4365)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3071)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3100)

Son intervention (p. 3176)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 3072)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3072, 3100)

Emploi : seniors (p. 3072)

Entreprises : allègement des charges (p. 3177)

Etat : dotations de l'Etat : sécurité sociale (p. 3071, 3072)

Finances publiques : programmes (p. 3178)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 3072)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 3178)

Politique sociale : fraude (p. 3072, 3073, 3179)

Politique sociale : solidarité (p. 3072)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 3177)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 3177)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 3072)

Santé : politique de la santé (p. 3072)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3072)

Sécurité sociale : cotisations (p. 3072)

Sécurité sociale : déficit (p. 3071, 3100, 3178)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 3071)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3071, 3100, 3176 et s.)

Sécurité sociale : gestion (p. 3071, 3100, 3177)

Sécurité sociale : organismes (p. 3100)

Travail : heures supplémentaires : cotisations sociales (p. 3072)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302) ; [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3197 à 3505)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf supra) (p. 3212)

Avant l'article 9

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marisol Touraine (cf supra) (p. 3240)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marisol Touraine (cf. supra) (p. 3265)

Ses interventions (p. 3266 et s.)

Intervient sur les rappels au règlement de Mme Catherine Génisson (cf. supra) (p. 3265) ; de Mme Marisol Touraine (cf. supra) (p. 3266, 3267) ; de M. Régis Juanico (cf. supra) (p. 3270)

Après l'article 16

Intervient sur le sous-adt n° 609 du Gouvernement (bénéfice de l'exonération d'impôt sur le revenu et de charges sociales pour la majoration salariale) à l'adt n° 31 de la commission (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 3307)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf. supra) (p. 3309)

Article 18 (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3320)

Article 19 (approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3320)

Article 20 (approbation du tableau d'équilibre du régime général)

Son intervention (p. 3321)

Après l'article 67

Intervient sur l'adt n° 686 du Gouvernement (justification de l'inscription des étudiants demandeurs d'une aide au logement) (p. 3502)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Son intervention (p. 3506)

Article 18 et annexe C (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3507)

Explications de vote et vote [30 octobre 2007] (p. 3554)

Son intervention (p. 3554)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5024)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5033)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5040)

Son intervention (p. 5059)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 5025, 5060)

Aménagement du territoire : politique de la ville : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 5063)

Arts et spectacles : spectacles : déductions (p. 5026)

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5026, 5060)

Collectivités territoriales : transferts de recettes (p. 5025)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de compétences (p. 5061 et s.)

Commerce et artisanat : buralistes : tabac (p. 5026)

Culture : mécénat (p. 5026)

Emploi : chômage (p. 5061)

Energie et carburants : pétrole (p. 5059)

Enseignement supérieur (p. 5060)

Entreprises : Electricité de France (EDF) : impôt sur les sociétés (p. 5025)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5024 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5025)

Finances publiques : exécution du budget (p. 5025)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 5025, 5059 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 5060)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 5060)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5059)

Impôts et taxes : contrôle fiscal : flagrant délit (p. 5025, 5060 et s.)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5026)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5062)

Logement (p. 5062)

Logement : garantie des risques locatifs (p. 5026)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : ministères et secrétariats d'Etat (p. 5024)

Outre-mer : Antilles : catastrophes naturelles (p. 5061)

Outre-mer : Antilles : crédits (p. 5061)

Personnes âgées : établissements d'accueil : impôts locaux (p. 5026)

Politique économique : compétitivité (p. 5040)

Politique économique : croissance (p. 5034, 5059)

Politique sociale (p. 5024)

Politique sociale : inégalités (p. 5040)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5040)

Secteur public : privatisations : Electricité de France (EDF) (p. 5060 et s.)

Sécurité sociale : transferts de recettes (p. 5025)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 5025)

Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 5025, 5060 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 5033)

Travail : réduction du temps de travail (p. 5034)

TVA : fraude (p. 5059 et s.)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5067 à 5148)

Article 8 et état B (budget général : ouverture de crédits supplémentaires)

Son intervention (p. 5073)

Article 9 et état B' (budget général : annulation de crédits)

Son intervention (p. 5073)

Article 13 (ratification de deux décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance)

Son intervention (p. 5073)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 81 rectifié du Gouvernement (aménagement de la taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés par des personnes morales) (p. 5077)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Son intervention (p. 5079 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5112, 5114)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5123)

Après l'article 25

Intervient sur le sous-adt n° 285 du Gouvernement (fuel domestique : création d'un fonds bénéficiant aux ménages modestes) à l'adt n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (sociétés pétrolières : institution d'une taxe sur les provisions pour hausses des prix supérieures à 15 millions d'euros) (p. 5132 et s.)

Article 29 (reprise par l'État de la dette de la SNCF au titre du service annexe d'amortissement de la dette publique)

Son intervention (p. 5139)

Après l'article 33

Intervient sur l'ad n° 61 du Gouvernement (prêts consentis à la République du Liban par l'Agence française de développement : octroi de la garantie de l'Etat) (p. 5140)

Intervient sur l'ad n° 279 du Gouvernement (facilité de trésorerie consentie à la société anonyme de la raffinerie des Antilles par l'Agence française de développement : octroi de la garantie de l'Etat) (p. 5141)

Après l'article 35

Intervient sur l'ad n° 56 rectifié du Gouvernement (état de catastrophe naturelle : délai de dix-huit mois pour la formulation de la demande communale de reconnaissance) (p. 5141)

Intervient sur l'ad n° 57 du Gouvernement (modification des tarifs de la taxe sur les nuisances sonores aériennes - TNSA -) (p. 5142)

Intervient sur l'ad n° 58 du Gouvernement (commission interministérielle de coordination des contrôles : compétence étendue aux fonds européens nouvellement créés) (p. 5143)

Intervient sur l'ad n° 21 du Gouvernement (ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur : suppression du plafonnement de déduction des dépenses pour l'accueil des élèves et étudiants handicapés de la pénalité due au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 5143, 5145)

Intervient sur l'ad n° 154 du Gouvernement (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du délai permettant aux rapatriés de demander la restitution des prélèvements effectués par l'Agence nationale pour l'indemnisation des français d'outre-mer) (p. 5145)

Intervient sur l'ad n° 60 du Gouvernement (construction de la ligne TGV Casablanca-Tanger : garantie de l'Etat pour le prêt consenti par l'Agence française de développement) (p. 5145)

Intervient sur l'ad n° 62 deuxième rectification du Gouvernement (Saint-Martin et Saint-Barthélemy : calcul des dotations de l'Etat) (p. 5146)

*Seconde délibération**Après l'article 40*

Intervient sur l'ad n° 1 du Gouvernement (ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur : suppression du plafonnement de déduction des dépenses pour l'accueil des élèves et étudiants handicapés de la pénalité due au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 5147 et s.)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

[20 décembre 2007] (p. 5511)

Son intervention (p. 5512)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : impôts et taxes (p. 5512)

Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 5512)

Assemblée nationale : commission des finances : Président (p. 5513)

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5512)

Collectivités territoriales : finances locales : normes (p. 5513)

Culture : mécénat (p. 5513)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5513)

Finances publiques : politiques publiques (p. 5513)

Impôt sur le revenu : centres de gestion ou associations agréées (p. 5512)

Impôts et taxes : contrôle fiscal : très petites entreprises (TPE) (p. 5512)

Impôts locaux : taxe sur la publicité (p. 5512)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5517)

Intervient sur l'ad n° 1 du Gouvernement (article 22 quater - taxe sur la première livraison des poissons, crustacés et mollusques marins : de précision) (p. 5517)

Intervient sur l'ad n° 2 du Gouvernement (article 22 quater - taxe sur la première livraison des poissons, crustacés et mollusques marins : taxe incluse dans la base de la TVA) (p. 5517)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Ses interventions (p. 285, 301)

Thèmes :

Constitution : révision : équilibre budgétaire (p. 285)

Enseignement supérieur : investissement (p. 287)

Finances publiques : budget de l'Etat : fonctionnement (p. 285, 301)

Finances publiques : dépenses : investissement (p. 286, 301)

Finances publiques : dette publique (p. 285)

Finances publiques : dette publique : pays étrangers (p. 286)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 285, 301)

Lois : loi de programmation : finances publiques (p. 286, 302)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 286, 302)

Politique économique : croissance (p. 285)

Politique générale : politiques publiques : révision (p. 286, 301)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1016)

Thèmes :

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 1016 et s.)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 1019)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1018)

Finances publiques : dépenses (p. 1018)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1016 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 1019)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1018)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes : banques et établissements financiers (p. 1016 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 1017, 1019)

Partis et mouvements politiques : gauche : impôts locaux (p. 1017)

Politique économique : croissance (p. 1016 et s.)

Politique générale : réforme (p. 1017)

Retraites : généralités (p. 1018)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1018)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1730)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : banlieues (p. 1731)

Enseignement (p. 1731)

Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1730 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1731)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1730 et s.)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 1731)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1730)

Parlement : rôle (p. 1731 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2541, 2558)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Ses interventions (p. 3935, 3951)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (p. 3936)
 Etat : comptes : patrimoine (p. 3937, 3952)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 3936, 3951 et s.)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 3935, 3938)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3935, 3951)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 3951)
 Finances publiques : dette publique (p. 3937)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 3936)
 Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 3952)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 3936)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3937)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 3936, 3951)
 Justice : Cour des comptes (p. 3937, 3952)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3935 et s., 3952)
 Lois de règlement (p. 3935)
 Secteur public : entreprises publiques : SNCF (p. 3936)
 Secteur public : privatisations (p. 3952)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 3936)
 Travail : heures supplémentaires (p. 3951)

CRÉDITS DU PROGRAMME « TRANSPORTS AÉRIENS » ET BUDGET ANNEXE « CONTRÔLE ET EXPLOITATION AÉRIENS »
 Ses interventions (p. 3970, 3973)

Thèmes :

Environnement : transports aériens (p. 3970 et s.)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : kérosène (p. 3973)
 Transports aériens : crédits (p. 3971)
 Transports aériens : indicateurs de performance (p. 3973)
 Transports aériens : Direction générale de l'aviation civile (DGAC) (p. 3973)
 Transports aériens : personnel (p. 3973)
 Transports aériens : pilotes : formation professionnelle (p. 3973)
 Transports aériens : taxe d'aviation civile (p. 3973)
 Transports aériens : trafic (p. 3970)
 Union européenne : transports aériens (p. 3970, 3973)

Discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3974)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3974)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad. n° 1 de la commission (création d'annexes aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale récapitulant respectivement les dépenses fiscales et les réductions ou exonérations de cotisations sociales) (p. 3974)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Ses interventions (p. 4519, 4531 et 4563)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 4564)
 Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4564)
 Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 4563)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4524, 4531 et s.)
 Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 4524)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 4563)
 Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 4522, 4563)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4520 et s., 4563)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4519 et s., 4524, 4531, 4563)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4519 et s.)
 Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4524 et s., 4531 et s.)
 Finances publiques : dépenses prioritaires : défense (p. 4522)
 Finances publiques : dette publique (p. 4519, 4521)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 4519)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 4519, 4532)
 Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4522 et s., 4563)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4522)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4563)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4564)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4564)
 Impôts locaux : réforme (p. 4563)
 Politique économique : croissance (p. 4520, 4531)
 Politique économique : inflation (p. 4520)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 4563)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 4521)
 Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 4564)
 Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4525, 4532)
 Sécurité sociale : déficit (p. 4519 et s., 4523 et s., 4564)
 Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4524)
 Union européenne : contribution française (p. 4521)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5364 à 5373)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Répond au rappel au règlement de M. Christophe Sirugue (cf supra) (p. 5303)

André WOJCIECHOWSKI

*Moselle (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 202 relative aux garanties du preneur d'un bail d'habitation lorsque celui-ci est un fonctionnaire de catégorie B de l'éducation nationale [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 307 relative aux documents dont la demande de production est prohibée lors de l'examen d'une demande de logement [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 308 tendant à la création de programmes de prévention de la transmission du VIH/sida par injection de drogues en prison [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 309 tendant à la revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 310 relative à la pension alimentaire versée par les parents à un enfant majeur [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 323 tendant à la création d'un fonds de garantie permettant à toute personne présentant un risque aggravé de santé de contracter un emprunt [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 359 relative à la restitution de la chose prêtée [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 360 relative à l'intégration d'une obligation de durée d'exploitation de taxi intangible avant toute cession [7 novembre 2007]

- Proposition de loi n° 361 relative aux actions d'accompagnement des patients vivant avec une pathologie chronique [7 novembre 2007]
- Proposition de loi n° 524 visant à établir un délai de rétractation à l'égard du preneur d'un bail d'habitation [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 527 visant à promouvoir l'embauche des seniors [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 528 relative à l'investissement locatif privé à loyer social [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 533 relative aux justificatifs limitant le montant restitué au titre du dépôt de garantie par le bailleur d'habitation [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 535 relative à l'extension des droits à pension de réversion du conjoint survivant d'un fonctionnaire [20 décembre 2007]
- Proposition de loi n° 587 relative à la répression effectuée à l'égard du conducteur d'une automobile en cas de défaut de port de la ceinture de sécurité [15 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 588 étendant la liste des travaux dont l'exercice peut induire, au titre des maladies professionnelles, le développement d'un cancer broncho-pulmonaire [15 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 596 visant à attribuer une indemnité forfaitaire aux anciens incorporés de force dans le Reicharbeitsdienst-Kriegshilfsdienst n'ayant pas participé à des combats [15 janvier 2008]
- Proposition de loi n° 702 en faveur de la création d'un contingent spécial de légions d'honneur en faveur des combattants de la Seconde Guerre mondiale [7 février 2008]
- Proposition de loi n° 721 visant à étendre le bénéfice de la dotation de solidarité urbaine aux communes de moins de 5000 habitants où une partie de la population est située en zone urbaine sensible [14 février 2008]
- Proposition de loi n° 747 visant à créer des bureaux de vote dans les établissements pénitentiaires [27 mars 2008]
- Proposition de loi n° 758 tendant à exonérer les victimes de l'amiante de l'obligation de payer une franchise médicale [27 mars 2008]
- Proposition de loi n° 801 relative à l'obligation domiciliaire [9 avril 2008]
- Proposition de loi n° 802 tendant à créer un fonds d'indemnisation au bénéfice des communes pour les frais liés à l'instruction des passeports et cartes d'identité [9 avril 2008]
- Proposition de loi n° 803 relative aux formations consécutives au permis de conduire [9 avril 2008]
- Proposition de loi n° 804 tendant à faire admettre l'algie vasculaire de la face comme affection donnant lieu à un congé pour longue maladie [9 avril 2008]
- Proposition de loi n° 862 tendant à favoriser l'aménagement des véhicules conduits par les personnes handicapées [7 mai 2008]
- Proposition de loi n° 931 visant à pérenniser l'emploi de certains personnels d'éducation employés privativement [4 juin 2008]
- Proposition de loi n° 936 tendant à permettre l'accomplissement de la journée d'appel de préparation à la défense dans les établissements pénitentiaires [4 juin 2008]
- Proposition de loi n° 1017 visant à majorer à son taux maximal la rente attribuée aux personnes reconnues en maladie professionnelle suite à l'inhalation de poussières d'amiante [3 juillet 2008]
- Proposition de loi n° 1120 visant à étendre les cas ouvrant droit au bénéfice du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à certaines activités de nettoyage [23 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonction publique hospitalière. Personnel. Heures supplémentaires [16 janvier 2008] (p. 257)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie [30 avril 2008] (p. 1824)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1847)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2136)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2137)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2137)

Droit pénal : peines planchers (p. 2137)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire : moyens (p. 2137)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2137)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 2137)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2345)

Thèmes :

Système pénitentiaire : réforme (p. 2345)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2345)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2345)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Son intervention (p. 3912)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 3912)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 3912)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 3912)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 3912 et s.)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3913)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur (p. 3912)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre national du Mérite (p. 3912)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses amendements n° 1046, 1047 et 1048 (p. 3252, 3258 et 3273)

Y

Rama YADE

Secrétaire d'Etat chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme

Est nommée secrétaire d'Etat chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme. Décret du 19 juin 2007 [J.O. du 20 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Jean-Louis Bianco. Politique extérieure. Tchad. Association l'Arche de Zoé, agissements, conséquences [30 octobre 2007] (p. 3549)

M. Axel Poniatowski. Politique extérieure. Birmanie. Situation politique [30 octobre 2007] (p. 3550)

M. Jean-Pierre Dufau. Politique extérieure. Tchad. Association l'Arche de Zoé, agissements, conséquences [31 octobre 2007] (p. 3621)

Mme Chantal Bourragué. Politique extérieure. Bangladesh. Cyclone Sidr, aides de la France [20 novembre 2007] (p. 4360)

M. Gaëtan Gorce. Politique extérieure. Tchad. Situation politique [2 avril 2008] (p. 1138)

M. Albert Likuvalu. Traités et conventions. Convention sur les armes classiques produisant des effets traumatiques. Bombes à sous-munitions, attitude de la France [21 mai 2008] (p. 2241)

DÉBATS

Projet de loi n° 179 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 octobre 2007] (p. 2743)
Ses interventions (p. 2743, 2748)

Thèmes :

Départements : Alpes-Maritimes (p. 2743 et s.)
Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2748)
Environnement : protection (p. 2748)
Pays étrangers : Italie (p. 2743 et s.)
Politique extérieure : coopération : Italie (p. 2743)
Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 2743)
Sécurité routière : circulation routière (p. 2743 et s., 2748)
Transports : infrastructures (p. 2743 et s.)
Voirie : tunnels routiers (p. 2743, 2748)

Projet de loi n° 522 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 janvier 2008] (p. 335)
Ses interventions (p. 335, 340)

Thèmes :

Outre-mer : Guyane (p. 335)
Pays étrangers : Surinam (p. 335)
Police : échange international de données (p. 335)
Traité et conventions : échange international de données (p. 335)

Projet de loi n° 517 autorisant l'approbation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 861)
Ses interventions (p. 861, 866)

Thèmes :

Environnement : protection de la nature (p. 862)
Transports par eau : canaux (p. 862, 866)
Transports par eau : transport de matières dangereuses (p. 862, 866)

Projet de loi n° 668 autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 857)
Ses interventions (p. 857, 861)

Thèmes :

Environnement : protection de la nature (p. 861)
Politiques communautaires : transports aériens (p. 857, 858, 861)
Politiques communautaires : transports aériens : liberté d'établissement (p. 857)
Transports aériens : Etats-Unis (p. 857, 858, 861)

Projet de loi n° 518 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 866)
Ses interventions (p. 866, 871)

Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1522)
Son intervention (p. 1522)

Thèmes :

Etrangers : immigration : Gabon (p. 1522, 1523)
Etrangers : immigration clandestine (p. 1522)
Etrangers : visas : Gabon (p. 1522)
Pays étrangers : Gabon (p. 1522)
Politique extérieure : codéveloppement : Gabon (p. 1522, 1523)

Projet de loi n° 352 autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1529)
Ses interventions (p. 1529, 1536)

Projet de loi n° 878 autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juin 2008] (p. 3352)
Son intervention (p. 3359)

Gaël YANNO

*Nouvelle-Calédonie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales [5 juin 2008] (n° 946)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. Nouvelle Calédonie. Environnement, récif corallien, patrimoine mondial, classement [27 novembre 2007] (p. 4702)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 199, posée le 8 avril 2008. Enseignement supérieur. Aides de l'Etat (J.O. Questions p. 2910). Appelée le 8 avril 2008. Etudiants boursiers néo-calédoniens (p. 1356)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3700)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : outre-mer (p. 3700)

Logement : logement social : Nouvelle-Calédonie (p. 3700)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique sociale (p. 3700)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son intervention (p. 3036)

Z

Marie-Jo ZIMMERMANN

*Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élue le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 12 juillet 2007]

Membre du conseil de surveillance de la caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la mission d'évaluation de la politique de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes [J.O. 5 décembre 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 84 tendant à étendre aux personnes handicapées ou retraitées le bénéfice du crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile [18 juillet 2007]

Proposition de loi organique n° 155 tendant à ce que les élections législatives soient organisées en même temps que l'élection présidentielle [5 septembre 2007]

Proposition de loi n° 196 tendant à permettre l'organisation des élections présidentielle et législatives aux mêmes dates [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 199 tendant à limiter le recours abusif aux numéros de téléphone en 08 par la diffusion des numéros non surtaxés [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 316 tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 364 instaurant une dotation de solidarité rurale majorée au profit des communes de moins de 5000 habitants dont une partie du territoire est située en zone urbaine sensible [7 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur la proposition de loi (n° 571) de M. Jean-Luc Warsmann, facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [15 janvier 2008] (n° 597)

Proposition de loi n° 904 tendant à instaurer un vote unique pour les élections cantonales et régionales par le biais d'un scrutin proportionnel avec obligation de parité dans le cadre de l'arrondissement [20 mai 2008]

Proposition de loi n° 974 tendant à permettre aux travailleurs frontaliers de bénéficier de la défiscalisation des heures supplémentaires [19 juin 2008]

Proposition de loi n° 1077 tendant à porter de trois mois à un an le délai de prescription pour tout délit de diffamation ou d'injure lorsqu'il est commis par l'intermédiaire d'Internet [22 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Pauvreté. Lutte et prévention [17 octobre 2007] (p. 2834)

Femmes. Egalité professionnelle. Rémunérations [28 novembre 2007] (p. 4799)

DÉBATS

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant l'article 6

Son amendement n° 16 (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4729) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4731)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son amendement n° 17 (p. 4749)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention en qualité de présidente de la délégation aux droits des femmes (p. 689)

Thèmes :

Elections et référendums : suppléants (p. 689)

Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 689)

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 689)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Son intervention (p. 932)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 933)

Droit pénal : harcèlement sexuel (p. 933)

Entreprises : harcèlement moral (p. 933)

Famille : familles monoparentales (p. 933)

Femmes : parité (p. 932 et s., 934)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 932 et s.)

Travail : droit du travail : discrimination (p. 932 et s.)

Travail : salaires : femmes (p. 932 et s.)

Travail : travail à temps partiel : femmes (p. 933)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2260)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : amendements (p. 2260)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 2260)

Femmes : égalité des sexes : Constitution (p. 2261)

Femmes : parité : conseils municipaux (p. 2260)

Sociétés : conseils d'administration : parité (p. 2260)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Son amendement n° 181 (p. 2552) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2555)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)
Son amendement n° 148 (p. 2625)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)
Son amendement n° 147 (p. 2642)

Michel ZUMKELLER

Territoire-de-Belfort (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 222 visant à interdire la vente en France des cigarettes aromatisées, dites "cigarettes bonbons", manifestement destinées aux mineurs [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 428 visant à limiter et à taxer le transport transfrontalier du tabac [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 703 permettant de déduire du revenu imposable les cotisations d'assurance complémentaire santé [7 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 99, posée le 8 janvier 2008. Consommation. Crédit (J.O. Questions p. 120). Appelée le 8 janvier 2008. Surendettement, lutte et prévention (p. 17)

n° 321, posée le 3 juin 2008. Urbanisme. Etablissements recevant du public (J.O. Questions p. 4544). Appelée le 3 juin 2008. Secours, personnel, réglementation (p. 2823)

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 4 FÉVRIER 2008

Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 21 JUILLET 2008

Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 4 FÉVRIER 2008

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution

Bernard ACCOYER

Député

Donne lecture du décret de convocation du Congrès du Parlement [J.O. du 1er février 2008, p. 659] (p. 3)

Jean-Michel BAYLET

Sénateur

Son explication de vote (p. 12)

Alain BOCQUET

Député

Son explication de vote (p. 9)

Nicole BORVO COHEN-SEAT

Sénateur

Son explication de vote (p. 6)

Jean-François COPÉ

Député

Son explication de vote (p. 11)

Pierre FAUCHON

Sénateur

Son explication de vote [4 février 2008]

François FILLON

Premier Ministre

Son intervention avant les explications de vote (p. 3)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 3)

Politiques communautaires : immigration (p. 5)

Politiques communautaires : politique économique (p. 5)

Union européenne : paix (p. 5)

Union européenne : politique de l'environnement (p. 5)

Union européenne : politique énergétique (p. 5)

Union européenne : transferts de compétences (p. 4)

Union européenne : constitution européenne : élections et référendums (p. 3)

Union européenne : construction européenne (p. 4)

Union européenne : construction européenne : défense (p. 5)

Union européenne : institutions (p. 4)

Union européenne : présidence française (p. 5)

Union européenne : subsidiarité (p. 4)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 4)

Union européenne : traité de Nice (p. 4)

Patrice GÉLARD

Sénateur

Son explication de vote (p. 6)

Pierre MOSCOVICI

Député

Son explication de vote (p. 10)

François SAUVADET

Député

Son explication de vote (p. 8)

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 21 JUILLET 2008

Vote sur le projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République

Bernard ACCOYER

*Président de l'Assemblée nationale
Président du Congrès*

Donne lecture du décret de convocation du Congrès du Parlement [J.O. du 18 juillet 2008] (p. 11)

Jean-Michel BAYLET

Sénateur

Son explication de vote [21 juillet 2008] (p. 8)

Marie-George BUFFET

Députée

Son explication de vote [21 juillet 2008] (p. 11)

Jean-François COPÉ

Député

Son explication de vote [21 juillet 2008] (p. 17)

François FILLON

Premier Ministre

Son intervention avant les explications de vote [21 juillet 2008] (p. 3)

Thèmes :

Constitution : langues régionales (p. 6)
 Constitution : révision : histoire (p. 4)
 Constitution : révision : Parti socialiste (p. 6)
 Constitution : Ve République (p. 5)
 Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 6)
 Etat : Gouvernement : contrôle parlementaire (p. 7)
 Femmes : parité (p. 6)
 Parlement : ordre du jour (p. 5)
 Parlement : prérogatives (p. 3)
 Partis et mouvements politiques : opposition : temps de parole (p. 5)
 Politique générale : démocratie : droits (p. 6)
 Politique générale : démocratie : équilibre des pouvoirs (p. 3)
 Politique générale : institutions : modernisation (p. 3)
 Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 6)
 Président de la République : prérogatives (p. 4)
 Union européenne : élargissement : référendums (p. 5)

Guy FISCHER

Sénateur

Son explication de vote [21 juillet 2008] (p. 16)

Bernard FRIMAT

Sénateur

Son explication de vote [21 juillet 2008] (p. 7)

Michel MERCIER

Sénateur

Son explication de vote [21 juillet 2008] (p. 15)

Arnaud MONTEBOURG

Député

Son explication de vote [21 juillet 2008] (p. 12)

Henri DE RAINCOURT

Sénateur

Son explication de vote [21 juillet 2008] (p. 10)

François SAUVADET

Député

Son explication de vote [21 juillet 2008] (p. 14)

Imprimé par la Direction des Journaux officiels d'après les documents fournis par l'Assemblée nationale